32

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TABLE DES DÉBATS DU SÉNAT

Sessions de 1989

TABLE DES MATIÈRES

ÉTABLIE PAR LE SERVICE DES ARCHIVES DU SÉNAT

TABLES

Volume 32

JOURNAUX OFFICIELS
26, rue Desaix - 75727 PARIS CEDEX 15

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

TABLE DES MATIÈRES

Seconde session ordinaire de 1988-1989	Du 3 avril au 1er juillet 1989.
Deuxième session extraordinaire de 1988-1989 ...	Du 2 juillet au 5 juillet 1989.
Première session ordinaire de 1989-1990	Du 2 octobre au 20 décembre 1989.
Première session extraordinaire de 1989-1990	Du 21 décembre au 23 décembre 1989.

NOTA. – Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la première session ordinaire (2 octobre) jusqu'à la veille du premier jour de la première session ordinaire de l'année suivante.

AVERTISSEMENT

La Table des Débats a pour objet de faciliter la recherche sur les sujets traités au cours des débats du Sénat.

Elle se compose de trois parties distinctes : une Table nominative, une Table des matières et une brochure « Renseignements divers ».

Elle met à la disposition du lecteur :

– en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs et de Mmes et MM. les Ministres, un résumé chronologique de leur activité au Sénat pendant l'année **(Table nominative) ;**

– pour chacune des matières examinées par le Sénat, l'analyse des travaux de ladite assemblée, classés par ordre alphabétique des thèmes **(Table des matières) ;**

– de nombreuses informations relatives au Sénat et aux divers organismes liés à son activité **(Renseignements divers) ;** le texte de la brochure « Renseignements divers » est repris en première partie de la Table des matières

*

Pour l'usage des Tables, il doit être précisé que les dates seules indiquent les séances publiques ; les dates précédées de la mention « *JO* Débats » renvoient aux dates du *Journal officiel,* Débats parlementaires, Sénat ; enfin, les dates précédées de la mention « *JO* Lois et décrets » renvoient au *Journal officiel* du même nom.

*

Cette Table des matières a été éditée principalement à partir de la base de données « **Travaux du Sénat** », élaborée par le Service des Archives du Sénat, en liaison avec le Service des Impressions, de la Documentation parlementaire et de l'Informatique, et interrogeable sur le centre serveur du Groupement de la Caisse des Dépôts - Centre d'automatisation pour le management (GCAM).

Des renseignements sur les travaux du Sénat, notamment avant la publication de la table annuelle, peuvent être obtenus par les Sénateurs auprès des services et des secrétariats des groupes politiques du Sénat, pourvus d'un terminal d'interrogation.

SOMMAIRE

Avertissement ..... p. 3*

Liste des principales abréviations utilisées dans la table ..... p. 6*

PREMIÈRE PARTIE : RENSEIGNEMENTS DIVERS

I. – COMPOSITION DU SÉNAT :

A. – **Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs**
1. – au 23 septembre 1989 ..... p. 7*
2. – au 31 décembre 1989 ..... p. 10*

B. – **Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs**
1. – au 23 septembre 1989 ..... p. 13*
2. – au 31 décembre 1989 ..... p. 17*

C. – **Renouvellement triennal par tiers du Sénat** ..... p. 21*

D. – **Elections sénatoriales**
1. – Renouvellement de la série A ..... p. 22*
2. – Contestations d'opérations électorales ..... p. 23*

E. – **Sénateurs décédés** ..... p. 23*

F. – **Cessation de mandat de sénateur** ..... p. 23*

G. – **Sénateur membre du Gouvernement** ..... p. 23*

H. – **Remplacements de sénateurs** ..... p. 23*

I. – **Anciens sénateurs décédés** ..... p. 23*

II. – BUREAU DU SÉNAT ..... p. 23*

III. – SESSIONS ..... p. 24*

IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES ..... p. 24*

V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS

A. – **Commissions permanentes** ..... p. 25*

B. – **Commission de contrôle** ..... p. 27*

C. – **Commissions mixtes paritaires** ..... p. 27*

VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (LOI DE FINANCES) ..... p. 35*

VII. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES ..... p. 36*

VIII. – MISSIONS D'INFORMATION ..... p. 37*

IX. – HAUTE COUR DE JUSTICE ..... p. 39*

X. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES ..... p. 39*

XI. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE ..... p. 39*

XII. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

A. – Nominations ou désignations de sénateurs ..... p. 40*

B. – Liste récapitulative ..... p. 41*

XIII. – GOUVERNEMENT

A. – Composition du Gouvernement Michel Rocard, au 1er janvier 1989 . p. 43*

B. – Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 31 décembre 1989 p. 44*

C. – Attributions du Gouvernement Michel Rocard ..... p. 44*

XIV. – TEXTES

A. – Inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1989 ..... p. 45*

B. – Déposés en 1989 mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat ..... p. 48*

XV. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL ..... p. 50*

XVI. – TABLEAUX DE CONCORDANCE DU JOURNAL OFFICIEL ..... p. 52*

XVII. – EXPLICATION DES SIGLES ..... p. 53*

DEUXIÈME PARTIE : TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

C	Groupe communiste.
GD	Groupe de la Gauche démocratique.
RDE	Groupe du Rassemblement démocratique et européen.
UC	Groupe de l'Union centriste.
UREI	Groupe de l'Union des républicains et des indépendants.
RPR	Groupe du Rassemblement pour la République.
S	Groupe socialiste.
NI	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.
-A	Apparenté à un groupe politique.
-R	Rattaché administrativement à un groupe politique.

Divers :

CMP	Commission mixte paritaire.
DG	Discussion générale.
AFCL	Commission des affaires culturelles.
ECON	Commission des affaires économiques et du Plan.
ETRD	Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.
SOCI	Commission des affaires sociales.
FINC	Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

PREMIÈRE PARTIE : RENSEIGNEMENTS DIVERS

I. – COMPOSITION DU SÉNAT

A.1. – Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 23 septembre 1989

A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - RDE - ECON.
Michel d'AILLIÈRES, Sarthe - UREI - ETRD.
Paul ALDUY, Pyrénées-Orientales - UC-R - ETRD.
Michel ALLONCLE, Charente - RPR - ETRD.
Guy ALLOUCHE, Nord - SOC - LOIS.
Jean AMELIN, Marne - RPR - SOCI.
Hubert d'ANDIGNÉ, Orne - RPR - AFCL.
Maurice ARRECKX, Var - UREI - ECON.
Jean ARTHUIS, Mayenne - UC - ECON.
Alphonse ARZEL, Finistère - UC - LOIS.
François AUTAIN, Loire-Atlantique - SOC - AFCL.
Germain AUTHIÉ, Ariège - SOC - LOIS.

B

José BALARELLO, Alpes-Maritimes - UREI - SOCI.
René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.
Henri BANGOU, Guadeloupe - C-A - ECON.
Bernard BARBIER, Côte-d'Or - UREI - ECON.
Jean BARRAS, Français établis hors de France - RPR - SOCI.
Jean-Paul BATAILLE, Nord - UREI - SOCI.
Gilbert BAUMET, Gard - RDE - LOIS.
Jean-Pierre BAYLE, Français établis hors de France - SOC - ETRD.
Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - C - SOCI.
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - C - ETRD.
Henri BELCOUR, Corrèze - RPR - SOCI.
Gilbert BELIN, Puy-de-Dôme - SOC - SOCI.
Jacques BELLANGER, Yvelines - SOC - ECON.
Jean BÉNARD-MOUSSEAUX, Indre - UREI - LOIS.
Jacques BÉRARD, Vaucluse - RPR - AFCL.
Georges BERCHET, Haute-Marne - RDE - ECON.
Roland BERNARD, Rhône - SOC - ECON.
Guy BESSE, Indre - RDE - SOCI.
André BETTENCOURT, Seine-Maritime - UREI - ETRD.
Jacques BIALSKI, Nord - SOC.
Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - C - AFCL.
Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - RDE - SOCI.
Jean-Pierre BLANC, Savoie - UC - AFCL.
Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.
Marc BŒUF, Gironde - SOC - SOCI.
André BOHL, Moselle - UC - SOCI.
Roger BOILEAU, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.
Stéphane BONDUEL, Charente-Maritime - RDE - FINC.
Charles BONIFAY, Bouches-du-Rhône - SOC - SOCI.
Christian BONNET, Morbihan - UREI - LOIS.
Marcel BONY, Puy-de-Dôme - SOC - ECON.
Amédée BOUQUEREL, Oise - RPR.
Yvon BOURGES, Ille-et-Vilaine - RPR - ETRD.
Raymond BOURGINE, Paris - RPR-A - FINC.
Philippe de BOURGOING, Calvados - UREI - AFCL.
Jean-Éric BOUSCH, Moselle - RPR - AFCL.
Raymond BOUVIER, Haute-Savoie - UC - LOIS.
André BOYER, Lot - RDE - ETRD.
Eugène BOYER, Haute-Garonne - SOC - SOCI.
Jean BOYER, Isère - UREI - ECON.
Louis BOYER, Loiret - UREI - SOCI.
Jacques BOYER-ANDRIVET, Gironde - UC-R - ECON.
Jacques BRACONNIER, Aisne - RPR - ECON.
Louis BRIVES, Tarn - RDE - ETRD.
Raymond BRUN, Gironde - RPR-A - ECON.

C

Guy CABANEL, Isère - UREI - ETRD.
Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.
Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ECON.
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France - RDE - SOCI.
Jacques CARAT, Val-de-Marne - SOC - AFCL.
Paul CARON, Seine-Maritime - UC - ECON.
Pierre CAROUS, Nord - RPR - AFCL.
Ernest CARTIGNY, Seine-Saint-Denis - RDE - FINC.
Marc CASTEX, Gers - UREI - SOCI.
Louis de CATUELAN, Yvelines - UC - ECON.
Jean CAUCHON, Eure-et-Loir - UC - SOCI.
Joseph CAUPERT, Lozère - UREI - ECON.
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - LOIS.
Jean CHAMANT, Yonne - RPR - ETRD.
Jean-Paul CHAMBRIARD, Haute-Loire - UREI - ETRD.
Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - ETRD.
Michel CHAUTY, Loire-Atlantique - RPR - ETRD.
Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.
William CHERVY, Creuse - SOC - ECON.
Roger CHINAUD, Paris - UREI - FINC.
Auguste CHUPIN, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Félix CICCOLINI, Bouches-du-Rhône - SOC - LOIS.
Jean CLOUET, Val-de-Marne - UREI - FINC
Jean CLUZEL, Allier - UC - FINC.
Henri COLLARD, Eure - RDE - SOCI.
Henri COLLETTE, Pas-de-Calais - RPR - LOIS.
Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - RDE - ETRD.
Francisque COLLOMB, Rhône - UC-R - ECON.
Charles-Henri de COSSÉ-BRISSAC, Loire-Atlantique - UREI - ETRD.
Marcel COSTES, Lot - SOC - ECON.
Raymond COURRIERE, Aude - SOC - LOIS.
Roland COURTEAU, Aude - SOC - ECON.
Maurice COUVE de MURVILLE, Paris - RPR - FINC.
Pierre CROZE, Français établis hors de France - UREI - FINC.
Michel CRUCIS, Vendée - UREI - ETRD.
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France - RPR - LOIS.

D

Étienne DAILLY, Seine-et-Marne - RDE - LOIS.
Michel DARRAS, Pas-de-Calais - SOC - LOIS.
André DAUGNAC, Pyrénées-Orientales - UC - LOIS.
Marcel DAUNAY, Ille-et-Vilaine - UC-R - ECON.
Marcel DEBARGE, Seine-Saint-Denis - SOC - LOIS.
Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - UREI - AFCL.
André DELELIS, Pas-de-Calais - SOC - ETRD.
Gérard DELFAU, Hérault - SOC - AFCL.
François DELGA, Tarn - NI - SOCI.
Jacques DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.
Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.
Jacques DESCOURS DESACRES, Calvados - UREI - FINC.
Rodolphe DÉSIRÉ, Martinique - SOC-A - ECON.
Émile DIDIER, Hautes-Alpes - RDE - ETRD.
André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - SOC - LOIS.
Franz DUBOSCQ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - SOCI.
Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.
Pierre DUMAS, Savoie - RPR - ECON.
Jean DUMONT, Deux-Sèvres - UREI - AFCL.

E

Léon EECKHOUTTE, Haute-Garonne - SOC - AFCL.
Claude ESTIER, Paris - SOC - ETRD.

F

Jules FAIGT, Hérault - SOC - AFCL.
Jean FAURE, Isère - UC - ECON.
Louis de la FOREST, Ille-et-Vilaine - UREI - ETRD.
Marcel FORTIER, Indre-et-Loire - RPR - FINC.
André FOSSET, Hauts-de-Seine - UC - FINC.
Paulette FOST, Seine-Saint-Denis - C - FINC.
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - UREI - SOCI.
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - RDE - ECON.
Jean FRANCOU, Bouches-du-Rhône - UC - FINC.
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS, Hauts-de-Seine - C - LOIS.

G

Jean GARCIA, Seine-Saint-Denis - C - ETRD.
Gérard GAUD, Drôme - SOC - ETRD.
Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.
Jacques GENTON, Cher - UC - ETRD.
Alain GÉRARD, Finistère - RPR - AFCL.
François GIACOBBI, Haute-Corse - RDE - LOIS.
Charles GINESY, Alpes-Maritimes - RPR - SOCI.
Jean-Marie GIRAULT, Calvados - UREI - LOIS.
Paul GIROD, Aisne - RDE - LOIS.
Henri GŒTSCHY, Haut-Rhin - UC - FINC.
Jacques GOLLIET, Haute-Savoie - UC - ETRD.
Yves GOUSSEBAIRE-DUPIN, Landes - UREI - AFCL.
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.
Paul GRAZIANI, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
Roland GRIMALDI, Nord - SOC - ECON.
Georges GRUILLOT, Doubs - RPR - ECON.
Jean GUÉNIER, Eure - UC - ECON.
Robert GUILLAUME, Nièvre - SOC - AFCL.
Bernard GUYOMARD, Paris - UC

H

Jacques HABERT, Français établis hors de France - NI - AFCL.
Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - LOIS.
Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - FINC.
Nicole de HAUTECLOCQUE, Paris - RPR - ETRD.
Marcel HENRY, Mayotte - UC - ETRD.
Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.
Daniel HŒFFEL, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Bernard HUGO, Ardèche - RPR - ECON.
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.
Roger HUSSON, Moselle - RPR - SOCI.

J

André JARROT, Saône-et-Loire - RPR - ETRD.
Pierre JEAMBRUN, Jura - RDE - ECON.
Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - UREI-R - LOIS.
André JOURDAIN, Jura - NI.
Louis JUNG, Bas-Rhin - UC - ETRD.

K

Paul KAUSS, Bas-Rhin - RPR - ETRD.

L

Philippe LABEYRIE, Landes - SOC - AFCL.
Pierre LACOUR, Charente - UC - ECON.
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - RDE - AFCL.
Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.
Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR-A - SOCI.
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - UREI - LOIS.
Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.
Tony LARUE, Seine-Maritime - SOC - FINC.
Robert LAUCOURNET, Haute-Vienne - SOC - ECON.
Bernard LAURENT, Aube - UC - LOIS.
René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.
Marc LAURIOL, Yvelines - RPR - AFCL.
Guy de LA VERPILLIÈRE, Ain - UREI - ECON.
Louis LAZUECH, Aveyron - UREI - SOCI.
Henri LE BRETON, Morbihan - UC-R - SOCI.
Jean LECANUET, Seine-Maritime - UC - ETRD.
Bastien LECCIA, Bouches-du-Rhône - SOC - ETRD.
Yves LE COZANNET, Côtes-du-Nord - UC-R - ECON.
Charles LEDERMAN, Val-de-Marne - C - LOIS.
Bernard LEGRAND, Loire-Atlantique - RDE - ECON.
Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - AFCL.
Édouard LE JEUNE, Finistère - UC - ETRD.
Max LEJEUNE, Somme - RDE - ETRD.
Bernard LEMARIÉ, Côtes-du-Nord - UC - SOCI.
Charles-Edmond LENGLET, Somme - RDE-R - ECON.
François LESEIN, Aisne - RDE - AFCL.
Roger LISE, Martinique - UC - SOCI.
Georges LOMBARD, Finistère - UC - FINC.
Maurice LOMBARD, Côte-d'Or - RPR - ECON.
Louis LONGEQUEUE, Haute-Vienne - SOC - ETRD.
Paul LORIDANT, Essonne - SOC - FINC.
François LOUISY, Guadeloupe - SOC - SOCI.
Pierre LOUVOT, Haute-Saône - UREI - SOCI.
Roland du LUART, Sarthe - UREI - FINC.
Hélène LUC, Val-de-Marne - C - AFCL.
Marcel LUCOTTE, Saône-et-Loire - UREI - AFCL.

M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.
Jean MADELAIN, Ille-et-Vilaine - UC - SOCI.
Philippe MADRELLE, Gironde - SOC - ETRD.
Paul MALASSAGNE, Cantal - RPR-A - ECON.
Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - AFCL.
Michel MANET, Dordogne - SOC - FINC.
Hubert MARTIN, Meurthe-et-Moselle - UREI - AFCL.
Jean-Pierre MASSERET, Moselle - SOC - FINC.
Christian MASSON, Ardennes - RPR - AFCL.
Paul MASSON, Loiret - RPR - LOIS.
François MATHIEU, Loire - UC - ECON.
Serge MATHIEU, Rhône - UREI - ECON.
Pierre MATRAJA, Bouches-du-Rhône - SOC - ETRD.
Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Hauts-de-Seine - RPR - AFCL.
Jean-Luc MÉLENCHON, Essonne - SOC - AFCL.
Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.
Daniel MILLAUD, Polynésie française - UC - ETRD.
Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône - C - ECON.
Michel MIROUDOT, Haute-Saône - UREI - AFCL.
Hélène MISSOFFE, Val-d'Oise - RPR - SOCI.
Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.
Josy MOINET, Charente-Maritime - RDE - FINC.
René MONORY, Vienne - UC - FINC.
Claude MONT, Loire - UC - ETRD.
Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime - RPR - FINC.
Paul MOREAU, La Réunion - RPR - ECON.
Michel MOREIGNE, Creuse - SOC - ETRD.
Jacques MOSSION, Somme - UC - LOIS.
Arthur MOULIN, Nord - RPR - SOCI.
Georges MOULY, Corrèze - RDE - ECON.
Jacques MOUTET, Pyrénées-Atlantiques - RDE - ECON.

N

Jean NATALI, Oise - RPR - ETRD.
Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - FINC.

O

Henri OLIVIER, Orne - UREI-R - ECON.
Charles ORNANO, Corse-du-Sud - NI - ETRD.
Paul d'ORNANO, Français établis hors de France - RPR - ETRD.
Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

P

Robert PAGÈS, Seine-Maritime - C - ECON.
Sosefo Makapé PAPILIO, Wallis-et-Futuna - RPR - AFCL.
Charles PASQUA, Hauts-de-Seine - RPR - AFCL.
Bernard PELLARIN, Haute-Savoie - UC-R - FINC.
Albert PEN, Saint-Pierre-et-Miquelon - SOC-A - ECON.
Guy PENNE, Français établis hors de France - SOC - SOCI.
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - SOC - ECON.
Louis PERREIN, Val-d'Oise - SOC - FINC.
Hubert PEYOU, Hautes-Pyrénées - RDE - LOIS.
Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne - SOC - ECON.
Maurice PIC, Drôme - SOC - FINC.
Jean-François PINTAT, Gironde - UREI - FINC.
Alain PLUCHET, Eure - RPR - ECON.
Alain POHER, Val-de-Marne - UC.
Raymond POIRIER, Eure-et-Loir - UC - AFCL.
Christian PONCELET, Vosges - RPR - FINC.
Michel PONIATOWSKI, Val-d'Oise - UREI - ETRD.
Robert PONTILLON, Hauts-de-Seine - SOC - ETRD.
Henri PORTIER, Aube - RPR - SOCI.
Roger POUDONSON, Pas-de-Calais - UC - ETRD.
Richard POUILLE, Meurthe-et-Moselle - UREI - ECON.
Jean POURCHET, Doubs - UC - ECON.
André POURNY, Saône-et-Loire - UREI-R - ECON.
Claude PRADILLE, Gard - SOC - LOIS.
Claude PROUVOYEUR, Nord - RPR-R - ECON.
Jean PUECH, Aveyron - UREI - ECON.

Q

Roger QUILLIOT, Puy-de-Dôme - SOC - AFCL.

R

André RABINEAU, Allier - UC - SOCI.
Henri de RAINCOURT, Yonne - UREI - ECON.
Albert RAMASSAMY, La Réunion - SOC - LOIS.
Irma RAPUZZI, Bouches-du-Rhône - SOC - FINC.
Joseph RAYBAUD, Alpes-Maritimes - RDE - FINC.
René RÉGNAULT, Côtes-du-Nord - SOC - FINC.
Ivan RENAR, Nord - C - AFCL.
Michel RIGOU, Charente-Maritime - RDE - ECON.
Guy ROBERT, Vienne - UC - SOCI.
Jean-Jacques ROBERT, Essonne - RPR - ECON.
Paul ROBERT, Cantal - RDE - ETRD.
Nelly RODI, Yvelines - RPR - SOCI.
Jean ROGER, Tarn-et-Garonne - RDE - ECON.
Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.
Roger ROMANI, Paris - RPR - LOIS.
Roger ROUDIER, Dordogne - SOC - ECON.
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - SOC - SOCI.
André ROUVIÈRE, Gard - SOC - ECON.
Olivier ROUX, Français établis hors de France - UC - SOCI.
Marcel RUDLOFF, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Roland RUET, Ain - UREI - AFCL.
Michel RUFIN, Meuse - RPR-A - LOIS.

S

Pierre SCHIÉLÉ, Haut-Rhin - UC - AFCL.
Maurice SCHUMANN, Nord - RPR - AFCL.
Abel SEMPÉ, Gers - RDE-A - AFCL.
Paul SÉRAMY, Seine-et-Marne - UC - AFCL.
Franck SÉRUSCLAT, Rhône - SOC - SOCI.
Pierre SICARD, Cher - UC - AFCL.
René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - SOC - SOCI.
Jean SIMONIN, Essonne - RPR - ECON.
Michel SORDEL, Côte-d'Or - UREI - ECON.
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - RDE - ECON.
Paul SOUFFRIN, Moselle - C - SOCI.
Michel SOUPLET, Oise - UC - ECON.
Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.

T

Pierre-Christian TAITTINGER, Paris - UREI - AFCL.
Raymond TARCY, Guyane - SOC-A - SOCI.
Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence - SOC - ECON.
Jacques THYRAUD, Loir-et-Cher - UREI - LOIS.
Jean-Pierre TIZON, Manche - UREI - LOIS.
Henri TORRE, Ardèche - UREI - FINC.
René TRAVERT, Manche - UREI - ECON.
René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - ECON.
Georges TREILLE, Deux-Sèvres - UC-R - LOIS.
François TRUCY, Var - UREI - SOCI.

U

Dick UKEIWÉ, Nouvelle-Calédonie - RPR - AFCL.

V

Pierre VALLON, Rhône - UC - AFCL.
Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.
Marcel VIDAL, Hérault - SOC - AFCL.
Xavier de VILLEPIN, Français établis hors de France - UC - ETRD.
Louis VIRAPOULLÉ, La Réunion - UC - LOIS.
Hector VIRON, Nord - C - SOCI.
Robert VIZET, Essonne - C - FINC.
Albert VOILQUIN, Vosges - UREI - ETRD.
André-Georges VOISIN, Indre-et-Loire - RPR-A - FINC.

A.2. – Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1989

A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - RDE - ETRD.
Philippe ADNOT, Aube - NI - FINC.
Michel d'AILLIÈRES, Sarthe - UREI - ETRD.
Paul ALDUY, Pyrénées-Orientales - UC-R - ETRD.
Michel ALLONCLE, Charente - RPR - ETRD.
Guy ALLOUCHE, Nord - SOC - LOIS.
Jean AMELIN, Marne - RPR - ECON.
Hubert d'ANDIGNÉ, Orne - RPR - AFCL.
Maurice ARRECKX, Var - UREI - ECON.
Jean ARTHUIS, Mayenne - UC - FINC.
Alphonse ARZEL, Finistère - UC - LOIS.
François AUTAIN, Loire-Atlantique - SOC - AFCL.
Germain AUTHIÉ, Ariège - SOC - LOIS.

B

Honoré BAILET, Alpes-Maritimes - RPR - AFCL
José BALARELLO, Alpes-Maritimes - UREI - SOCI.
René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.
Henri BANGOU, Guadeloupe - C-A - ECON.
Bernard BARBIER, Côte-d'Or - UREI - ECON.
Jean BARRAS, Français établis hors de France - RPR - SOCI.
Bernard BARRAUX, Allier - UC - ECON.
Jean-Paul BATAILLE, Nord - UREI - AFCL.
Gilbert BAUMET, Gard - RDE - LOIS.
Jean-Pierre BAYLE, Français établis hors de France - SOC - ETRD.
Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - C - SOCI.
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - C - ETRD.
Henri BELCOUR, Corrèze - RPR - SOCI.
Gilbert BELIN, Puy-de-Dôme - SOC - AFCL.
Jacques BELLANGER, Yvelines - SOC - ECON.
Claude BELOT, Charente-Maritime - UC-R - FINC.
Jacques BÉRARD, Vaucluse - RPR - AFCL.
Georges BERCHET, Haute-Marne - RDE - ECON.
Maryse BERGÉ-LAVIGNE, Haute-Garonne - SOC - FINC.
Roland BERNARD, Rhône - SOC - ECON.
Daniel BERNARDET, Indre - UC - ETRD.
Roger BESSE, Cantal - RPR - ECON.
Jean BESSON, Drôme - SOC - ECON.
André BETTENCOURT, Seine-Maritime - UREI - ETRD.
Jacques BIALSKI, Nord - SOC - SOCI.
Pierre BIARNES, Français établis hors de France - SOC - LOIS.
Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - C - AFCL.
Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - RDE - SOCI.
François BLAIZOT, Charente-Maritime - UC - ECON.
Jean-Pierre BLANC, Savoie - UC - AFCL.
Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.
Marc BŒUF, Gironde - SOC - SOCI.
André BOHL, Moselle - UC - SOCI.
Roger BOILEAU, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.
Christian BONNET, Morbihan - UREI - LOIS.
Marcel BONY, Puy-de-Dôme - SOC - ECON.
Amédée BOUQUEREL, Oise - RPR - ETRD.
Joël BOURDIN, Eure - UREI - AFCL.
Yvon BOURGES, Ille-et-Vilaine - RPR - ETRD.
Raymond BOURGINE, Paris - RPR-A - FINC.
Philippe de BOURGOING, Calvados - UREI - LOIS.
Jean-Éric BOUSCH, Moselle - RPR - ECON.
Raymond BOUVIER, Haute-Savoie - UC - LOIS.
André BOYER, Lot - RDE - ETRD.
Jean BOYER, Isère - UREI - ECON.
Louis BOYER, Loiret - UREI - SOCI.
Jacques BRACONNIER, Aisne - RPR - ECON.
Paulette BRISEPIERRE, Français établis hors de France - RPR - AFCL.
Louis BRIVES, Tarn - RDE - SOCI.

C

Guy CABANEL, Isère - UREI - ETRD.
Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.
Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ECON.
Jean-Pierre CAMOIN, Bouches-du-Rhône - RPR - AFCL.
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France - UC-R - SOCI.
Jacques CARAT, Val-de-Marne - SOC - AFCL.
Paul CARON, Seine-Maritime - UC - FINC.
Pierre CAROUS, Nord - RPR - AFCL.
Ernest CARTIGNY, Seine-Saint-Denis - RDE - FINC.
Robert CASTAING, Gers - SOC - AFCL.
Louis de CATUELAN, Yvelines - UC - ECON.
Joseph CAUPERT, Lozère - UREI - ECON.
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - FINC.
Jean CHAMANT, Yonne - RPR - LOIS.
Jean-Paul CHAMBRIARD, Haute-Loire - UREI - ETRD.
Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - FINC.
Michel CHAUTY, Loire-Atlantique - RPR - ETRD.
Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.
William CHERVY, Creuse - SOC - ECON.
Roger CHINAUD, Paris - UREI - FINC.
Auguste CHUPIN, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Jean CLOUET, Val-de-Marne - UREI - FINC.
Jean CLUZEL, Allier - UC - FINC.
Henri COLLARD, Eure - RDE - FINC.
Henri COLLETTE, Pas-de-Calais - RPR - ECON.
Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - RDE - ETRD.
Francisque COLLOMB, Rhône - UC-R - ECON.
Claude CORNAC, Haute-Garonne - SOC - ETRD.
Charles-Henri de COSSÉ-BRISSAC, Loire-Atlantique - UREI - ETRD.
Marcel COSTES, Lot - SOC - ECON.
Raymond COURRIERE, Aude - SOC - LOIS.
Roland COURTEAU, Aude - SOC - ECON.
Maurice COUVE de MURVILLE, Paris - RPR - FINC.
Pierre CROZE, Français établis hors de France - UREI - FINC.
Michel CRUCIS, Vendée - UREI - ETRD.
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France - RPR - LOIS.

D

Étienne DAILLY, Seine-et-Marne - RDE - LOIS.
Michel DARRAS, Pas-de-Calais - SOC - LOIS.
André DAUGNAC, Pyrénées-Orientales - UC - LOIS.
Marcel DAUNAY, Ille-et-Vilaine - UC-R - ECON.
Marcel DEBARGE, Seine-Saint-Denis - SOC - SOCI.
Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - UREI - AFCL.
André DELELIS, Pas-de-Calais - SOC - ETRD.
Gérard DELFAU, Hérault - SOC - AFCL.
François DELGA, Tarn - NI - SOCI.
Jacques DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.
Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.
Rodolphe DÉSIRÉ, Martinique - SOC-A - ECON.
André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.
Michel DOUBLET, Charente-Maritime - RPR - SOCI.
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - SOC - LOIS.
Franz DUBOSCQ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - ETRD.
Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.
Pierre DUMAS, Savoie - RPR - ECON.
Jean DUMONT, Deux-Sèvres - UREI - SOCI.
Ambroise DUPONT, Calvados - UREI - AFCL.
Bernard DUSSAUT, Gironde - SOC - ECON.

E

André EGU, Ille-et-Vilaine - UC-R - AFCL.
Jean-Paul EMIN, Ain - UREI - SOCI.
Claude ESTIER, Paris - SOC - ETRD.

F

Jean FAURE, Isère - UC - ECON.
Marcel FORTIER, Indre-et-Loire - RPR - FINC.
André FOSSET, Hauts-de-Seine - UC - ECON.
Paulette FOST, Seine-Saint-Denis - C - FINC.
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - UREI - SOCI.
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - RDE - ECON.
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS, Hauts-de-Seine - C - LOIS.

G

Aubert GARCIA, Gers - SOC - ECON.
Jean GARCIA, Seine-Saint-Denis - C - ETRD.
Gérard GAUD, Drôme - SOC - ETRD.
Jean-Claude GAUDIN, Bouches-du-Rhône - UREI - ETRD.
Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.
Jacques GENTON, Cher - UC - ETRD.
Alain GÉRARD, Finistère - RPR - AFCL.
François GERBAUD, Indre - RPR - ECON.
François GIACOBBI, Haute-Corse - RDE - LOIS.
Charles GINESY, Alpes-Maritimes - RPR - ECON.
Jean-Marie GIRAULT, Calvados - UREI - LOIS.
Paul GIROD, Aisne - RDE - FINC.
Henri GŒTSCHY, Haut-Rhin - UC - FINC.
Jacques GOLLIET, Haute-Savoie - UC - ETRD.
Yves GOUSSEBAIRE-DUPIN, Landes - UREI - ECON.
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.
Jean GRANDON, Eure-et-Loir - NI - ECON.
Paul GRAZIANI, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
Roland GRIMALDI, Nord - SOC - ECON.
Georges GRUILLOT, Doubs - RPR - ECON.
Yves GUÉNA, Dordogne - RPR - FINC.
Robert GUILLAUME, Nièvre - SOC - AFCL.
Bernard GUYOMARD, Paris - UC - ETRD.

H

Jacques HABERT, Français établis hors de France - NI - AFCL.
Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - LOIS.
Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - FINC.
Nicole de HAUTECLOCQUE, Paris - RPR - ETRD.
Marcel HENRY, Mayotte - UC - ETRD.
Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.
Daniel HŒFFEL, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Bernard HUGO, Ardèche - RPR - ECON.
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.
Roger HUSSON, Moselle - RPR - SOCI.

J

André JARROT, Saône-et-Loire - RPR - ETRD.
Pierre JEAMBRUN, Jura - RDE - ECON.
Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - UREI-R - LOIS.
André JOURDAIN, Jura - RPR - SOCI.
Louis JUNG, Bas-Rhin - UC - ETRD.

K

Paul KAUSS, Bas-Rhin - RPR - SOCI.

L

Philippe LABEYRIE, Landes - SOC - SOCI.
Pierre LACOUR, Charente - UC - ECON.
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - RDE - AFCL.
Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.
Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR-A - LOIS.
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - UREI - LOIS.
Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.
Tony LARUE, Seine-Maritime - SOC - FINC.
Robert LAUCOURNET, Haute-Vienne - SOC - ECON.
Bernard LAURENT, Aube - UC - LOIS.
René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.
Marc LAURIOL, Yvelines - RPR - ETRD.
Henri LE BRETON, Morbihan - UC - SOCI.
Jean LECANUET, Seine-Maritime - UC - ETRD.
Charles LEDERMAN, Val-de-Marne - C - LOIS.
Bernard LEGRAND, Loire-Atlantique - RDE - ECON.
Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - ECON.
Édouard LE JEUNE, Finistère - UC - ETRD.
Max LEJEUNE, Somme - RDE - ETRD.
Charles-Edmond LENGLET, Somme - RDE - ECON.
Marcel LESBROS, Hautes-Alpes - UC - SOCI.
François LESEIN, Aisne - RDE - AFCL.
Félix LEYZOUR, Côtes-du-Nord - C - ECON.
Roger LISE, Martinique - UC - SOCI.
Maurice LOMBARD, Côte-d'Or - RPR - ECON.
Louis LONGEQUEUE, Haute-Vienne - SOC - ETRD.
Paul LORIDANT, Essonne - SOC - FINC.
François LOUISY, Guadeloupe - SOC - SOCI.
Pierre LOUVOT, Haute-Saône - UREI - SOCI.
Roland du LUART, Sarthe - UREI - FINC.
Hélène LUC, Val-de-Marne - C - AFCL.
Marcel LUCOTTE, Saône-et-Loire - UREI - AFCL.

M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.
Jean MADELAIN, Ille-et-Vilaine - UC - SOCI.
Philippe MADRELLE, Gironde - SOC - ETRD.
Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - AFCL.
Michel MANET, Dordogne - SOC - FINC.
Hubert MARTIN, Meurthe-et-Moselle - UREI - AFCL.
Jean-Pierre MASSERET, Moselle - SOC - FINC.
Paul MASSON, Loiret - RPR - LOIS.
François MATHIEU, Loire - UC - ECON.
Serge MATHIEU, Rhône - UREI - ECON.
Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Hauts-de-Seine - RPR - ETRD.
Jean-Luc MÉLENCHON, Essonne - SOC - ETRD.
Jacques de MENOU, Finistère - RPR - ECON.
Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.
Daniel MILLAUD, Polynésie française - UC - LOIS.
Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône - C - ECON.
Michel MIROUDOT, Haute-Saône - UREI - AFCL.
Hélène MISSOFFE, Val-d'Oise - RPR - SOCI.
Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.
René MONORY, Vienne - UC - FINC.
Claude MONT, Loire - UC - ETRD.
Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime - RPR - FINC.
Paul MOREAU, La Réunion - RPR - ECON.
Michel MOREIGNE, Creuse - SOC - FINC.
Jacques MOSSION, Somme - UC - AFCL.
Arthur MOULIN, Nord - RPR - SOCI.
Georges MOULY, Corrèze - RDE - AFCL.
Jacques MOUTET, Pyrénées-Atlantiques - UC-R - ECON.

N

Jean NATALI, Oise - RPR - ETRD.
Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - LOIS.

O

Henri OLIVIER, Orne - UREI-R - ECON.
Charles ORNANO, Corse-du-Sud - NI - LOIS.
Paul d'ORNANO, Français établis hors de France - RPR - ETRD.
Georges OTHILY, Guyane - SOC-R - LOIS.
Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

P

Robert PAGÈS, Seine-Maritime - C - LOIS.
Sosefo Makapé PAPILIO, Wallis-et-Futuna - RPR - AFCL.
Charles PASQUA, Hauts-de-Seine - RPR - AFCL.
Bernard PELLARIN, Haute-Savoie - UC-R - FINC.
Albert PEN, Saint-Pierre-et-Miquelon - SOC-A - SOCI.
Guy PENNE, Français établis hors de France - SOC - SOCI.
Jean PÉPIN, Ain - UREI - AFCL.
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - SOC - ECON.
Louis PERREIN, Val-d'Oise - SOC - FINC.
Hubert PEYOU, Hautes-Pyrénées - RDE - SOCI.
Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne - SOC - ECON.
Louis PHILIBERT, Bouches-du-Rhône - SOC - SOCI.
Jean-François PINTAT, Gironde - UREI - FINC.
Alain PLUCHET, Eure - RPR - ECON.
Alain POHER, Val-de-Marne - UC.
Christian PONCELET, Vosges - RPR - FINC.
Michel PONIATOWSKI, Val-d'Oise - UREI - ETRD.
Robert PONTILLON, Hauts-de-Seine - SOC - ETRD.
Roger POUDONSON, Pas-de-Calais - UC - ETRD.
Richard POUILLE, Meurthe-et-Moselle - UREI - ECON.
Jean POURCHET, Doubs - UC - ECON.
André POURNY, Saône-et-Loire - UREI-R - ECON.
Claude PRADILLE, Gard - SOC - LOIS.
Claude PROUVOYEUR, Nord - RPR-A - SOCI.
Jean PUECH, Aveyron - UREI - ECON.

Q

Roger QUILLIOT, Puy-de-Dôme - SOC - AFCL.

R

Henri de RAINCOURT, Yonne - UREI - ECON.
Albert RAMASSAMY, La Réunion - SOC - LOIS.
René RÉGNAULT, Côtes-du-Nord - SOC - FINC.
Ivan RENAR, Nord - C - AFCL.
Henri REVOL, Côte-d'-Or - UREI - SOCI.
Roger RIGAUDIÈRE, Cantal - RPR - SOCI.
Guy ROBERT, Vienne - UC - SOCI.
Jean-Jacques ROBERT, Essonne - RPR - ECON.
Jacques ROCCASERRA, Bouches-du-Rhône - SOC-R - ECON.
Nelly RODI, Yvelines - RPR - SOCI.
Jean ROGER, Tarn-et-Garonne - RDE - ECON.
Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.
Roger ROMANI, Paris - RPR - LOIS.
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - SOC - SOCI.
André ROUVIÈRE, Gard - SOC - ETRD.
Olivier ROUX, Français établis hors de France - UC - SOCI.
Marcel RUDLOFF, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Michel RUFIN, Meuse - RPR-A - LOIS.

S

Claude SAUNIER, Côtes-du-Nord - SOC - AFCL.
Pierre SCHIÉLÉ, Haut-Rhin - UC - AFCL.
Maurice SCHUMANN, Nord - RPR - AFCL.
Bernard SEILLIER, Aveyron - UREI - SOCI.
Paul SÉRAMY, Seine-et-Marne - UC - AFCL.
Franck SÉRUSCLAT, Rhône - SOC - SOCI.
René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - SOC - SOCI.
Jean SIMONIN, Essonne - RPR - ECON.
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - RDE - AFCL.
Paul SOUFFRIN, Moselle - C - SOCI.
Michel SOUPLET, Oise - UC - ECON.
Jacques SOURDILLE, Ardennes - RPR - LOIS.
Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.

T

Pierre-Christian TAITTINGER, Paris - UREI - SOCI.
Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence - SOC - ECON.
Martial TAUGOURDEAU, Eure-et-Loir - RPR - SOCI.
Jacques THYRAUD, Loir-et-Cher - UREI - LOIS.
Jean-Pierre TIZON, Manche - UREI - LOIS.
Henri TORRE, Ardèche - UREI - FINC.
René TRAVERT, Manche - UREI - ECON.
René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - ECON.
Georges TREILLE, Deux-Sèvres - UC-R - LOIS.
François TRUCY, Var - UREI - FINC.

U

Dick UKEIWÉ, Nouvelle-Calédonie - RPR - AFCL.

V

Jacques VALADE, Gironde - RPR - FINC.
André VALLET, Bouches-du-Rhône - SOC-R - AFCL.
Pierre VALLON, Rhône - UC - AFCL.
Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.
André VEZINHET, Hérault - SOC - AFCL.
Marcel VIDAL, Hérault - SOC - AFCL.
Robert-Paul VIGOUROUX, Bouches-du-Rhône - SOC-R - ETRD.
Xavier de VILLEPIN, Français établis hors de France - UC - ETRD.
Serge VINÇON, Cher - RPR - AFCL.
Louis VIRAPOULLÉ, La Réunion - UC - LOIS.
Hector VIRON, Nord - C - SOCI.
Robert VIZET, Essonne - C - FINC.
Albert VOILQUIN, Vosges - UREI - ETRD.
André-Georges VOISIN, Indre-et-Loire - RPR-A - FINC.

B.1. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 23 septembre 1989

a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

1 – **AIN** (2 Sénateurs).
Guy de La Verpillière.
Roland Ruet.

2 – **AISNE** (3 Sénateurs).
Jacques Braconnier.
Paul Girod.
François Lesein.

3 – **ALLIER** (2 Sénateurs).
Jean Cluzel.
André Rabineau.

4 – **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).
Fernand Tardy.

5 – **ALPES (HAUTES-)** (1 Sénateur).
Émile Didier.

6 – **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).
José Balarello.
Charles Ginesy.
Pierre Laffitte.
Joseph Raybaud.

7 – **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).
Bernard Hugo.
Henri Torre.

8 – **ARDENNES** (2 Sénateurs).
Maurice Blin.
Christian Masson.

9 – **ARIÈGE** (1 Sénateur).
Germain Authié.

10 – **AUBE** (2 Sénateurs).
Bernard Laurent.
Henri Portier.

11 – **AUDE** (2 Sénateurs).
Raymond Courrière.
Roland Courteau.

12 – **AVEYRON** (2 Sénateurs).
Louis Lazuech.
Jean Puech.

90 – **BELFORT (Territoire de)** (1 Sénateur).
Michel Dreyfus-Schmidt.

13 – **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).
Charles Bonifay.
Félix Ciccolini.
Jean Francou.
Bastien Leccia.
Pierre Matraja.
Louis Minetti.
Irma Rapuzzi.

14 – **CALVADOS** (3 Sénateurs).
Philippe de Bourgoing.
Jacques Descours Desacres.
Jean-Marie Girault.

15 – **CANTAL** (2 Sénateurs).
Paul Malassagne.
Paul Robert.

16 – **CHARENTE** (2 Sénateurs).
Michel Alloncle.
Pierre Lacour.

17 – **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).
Stéphane Bonduel.
Josy Moinet.
Michel Rigou.

18 – **CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Genton.
Pierre Sicard.

19 – **CORRÈZE** (2 Sénateurs).
Henri Belcour.
Georges Mouly.

20A – **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).
Charles Ornano.

20B – **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).
François Giacobbi.

21 – **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).
Bernard Barbier.
Maurice Lombard.
Michel Sordel.

22 – **CÔTES-DU-NORD** (3 Sénateurs).
Yves Le Cozannet.
Bernard Lemarié.
René Régnault.

23 – **CREUSE** (2 Sénateurs).
William Chervy.
Michel Moreigne.

24 – **DORDOGNE** (2 Sénateurs).
Michel Manet.
Roger Roudier.

25 – **DOUBS** (3 Sénateurs).
Georges Gruillot.
Jean Pourchet.
Louis Souvet.

26 – **DRÔME** (2 Sénateurs).
Gérard Gaud.
Maurice Pic.

91 – **ESSONNE** (5 Sénateurs).
Paul Loridant.
Jean-Luc Mélenchon.
Jean-Jacques Robert.
Jean Simonin.
Robert Vizet.

27 – **EURE** (3 Sénateurs).
Henri Collard.
Jean Guénier.
Alain Pluchet.

28 – **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).
Jean Cauchon.
Raymond Poirier.

29 – **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).
Alphonse Arzel.
Alain Gérard.
Edouard Le Jeune.
Georges Lombard.

30 – **GARD** (3 Sénateurs).
Gilbert Baumet.
Claude Pradille.
André Rouvière.

31 – **GARONNE (HAUTE-)** (4 Sénateurs).
Eugène Boyer.
Léon Eeckhoutte.
Jean Peyrafitte.
Gérard Roujas.

32 – **GERS** (2 Sénateurs).
Marc Castex.
Abel Sempé.

33 – **GIRONDE** (5 Sénateurs).
Marc Bœuf.
Jacques Boyer-Andrivet.
Raymond Brun.
Philippe Madrelle.
Jean-François Pintat.

92 - **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).
André Fosset.
Jean-Pierre Fourcade.
Jacqueline Fraysse-Cazalis.
Paul Graziani.
Michel Maurice-Bokanowski.
Charles Pasqua.
Robert Pontillon.

34 - **HÉRAULT** (3 Sénateurs).
Gérard Delfau.
Jules Faigt.
Marcel Vidal.

35 - **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).
Yvon Bourges.
Marcel Daunay.
Louis de la Forest.
Jean Madelain.

36 - **INDRE** (2 Sénateurs).
Jean Bénard-Mousseaux.
Guy Besse.

37 - **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Jean Delaneau.
Marcel Fortier.
André-Georges Voisin.

38 - **ISÈRE** (4 Sénateurs).
Jean Boyer.
Guy Cabanel.
Charles Descours.
Jean Faure.

39 - **JURA** (2 Sénateurs).
Pierre Jeambrun.
André Jourdain.

40 - **LANDES** (2 Sénateurs).
Yves Goussebaire-Dupin.
Philippe Labeyrie.

41 - **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Bimbenet.
Jacques Thyraud.

42 - **LOIRE** (4 Sénateurs).
François Mathieu.
Louis Mercier.
Claude Mont.
Lucien Neuwirth.

43 - **LOIRE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Chambriard.
Adrien Gouteyron.

44 - **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).
François Autain.
Michel Chauty.
Charles-Henri de Cossé-Brissac.
Luc Dejoie.
Bernard Legrand.

45 - **LOIRET** (3 Sénateurs).
Louis Boyer.
Kléber Malécot.
Paul Masson.

46 - **LOT** (2 Sénateurs).
André Boyer.
Marcel Costes.

47 - **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Jean François-Poncet.
Raymond Soucaret.

48 - **LOZÈRE** (1 Sénateur).
Joseph Caupert.

49 - **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Auguste Chupin.
Jean Huchon.
Charles Jolibois.

50 - **MANCHE** (3 Sénateurs).
Jean-François Le Grand.
Jean-Pierre Tizon.
René Travert.

51 - **MARNE** (3 Sénateurs).
Jean Amelin.
Jacques Machet.
Albert Vecten.

52 - **MARNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
Georges Berchet.
Jacques Delong.

53 - **MAYENNE** (2 Sénateurs).
Jean Arthuis.
René Ballayer.

54 - **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).
Roger Boileau.
Claude Huriet.
Hubert Martin.
Richard Pouille.

55 - **MEUSE** (2 Sénateurs).
Rémi Herment.
Michel Rufin.

56 - **MORBIHAN** (3 Sénateurs).
Christian Bonnet.
Henri Le Breton.
Josselin de Rohan.

57 - **MOSELLE** (5 Sénateurs).
André Bohl.
Jean-Éric Bousch.
Roger Husson.
Jean-Pierre Masseret.
Paul Souffrin.

58 - **NIÈVRE** (2 Sénateurs).
Robert Guillaume.
René-Pierre Signé.

59 - **NORD** (11 Sénateurs).
Guy Allouche.
Jean-Paul Bataille.
Jacques Bialski.
Pierre Carous.
André Diligent.
Roland Grimaldi.
Arthur Moulin.
Claude Prouvoyeur.
Ivan Renar.
Maurice Schumann.
Hector Viron.

60 - **OISE** (3 Sénateurs).
Amédée Bouquerel.
Jean Natali.
Michel Souplet.

61 - **ORNE** (2 Sénateurs).
Hubert d'Andigné.
Henri Olivier.

75 - **PARIS** (12 Sénateurs).
Raymond Bourgine.
Michel Caldaguès.
Jean Chérioux.
Roger Chinaud.
Maurice Couve de Murville.
Claude Estier.
Philippe de Gaulle.
Bernard Guyomard.
Nicole de Hauteclocque.
Christian de la Malène.
Roger Romani.
Pierre-Christian Taittinger.

62 - **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).
Jean-Luc Bécart.
Henri Collette.
Michel Darras.
Désiré Debavelaere.
André Delelis.
Daniel Percheron.
Roger Poudonson.

63 - **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).
Gilbert Belin.
Marcel Bony.
Roger Quilliot.

64 - **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).
Auguste Cazalet.
Franz Duboscq.
Jacques Moutet.

65 - **PYRÉNÉES (HAUTES-)** (2 Sénateurs).
François Abadie.
Hubert Peyou.

66 - **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).
Paul Alduy.
André Daugnac.

67 - **RHIN (BAS-)** (4 Sénateurs).
Daniel Hœffel.
Louis Jung.
Paul Kauss.
Marcel Rudloff.

68 - **RHIN (HAUT-)** (3 Sénateurs).
Henri Gœtschy.
Hubert Haenel.
Pierre Schiélé.

69 - **RHÔNE** (7 Sénateurs).
Roland Bernard.
Francisque Collomb.
Emmanuel Hamel.
Serge Mathieu.
Franck Sérusclat.
René Trégouët.
Pierre Vallon.

70 - **SAÔNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
Pierre Louvot.
Michel Miroudot.

71 - **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
André Jarrot.
Marcel Lucotte.
André Pourny.

72 - **SARTHE** (3 Sénateurs).
Michel d'Aillières.
Jacques Chaumont.
Roland du Luart.

73 - **SAVOIE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Blanc.
Pierre Dumas.

74 - **SAVOIE (HAUTE-)** (3 Sénateurs).
Raymond Bouvier.
Jacques Golliet.
Bernard Pellarin.

76 - **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).
André Bettencourt.
Paul Caron.
Tony Larue.
Jean Lecanuet.
Geoffroy de Montalembert.
Robert Pagès.

77 - **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).
Étienne Dailly.
Philippe François.
Jacques Larché.
Paul Séramy.

93 - **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).
Danielle Bidard-Reydet.
Robert Calmejane.
Ernest Cartigny.
Marcel Debarge.
Paulette Fost.
Jean Garcia.

79 - **SÈVRES (DEUX-)** (2 Sénateurs).
Jean Dumont.
Georges Treille.

80 - **SOMME** (3 Sénateurs).
Max Lejeune.
Charles-Edmond Lenglet.
Jacques Mossion.

81 - **TARN** (2 Sénateurs).
Louis Brives.
François Delga.

82 - **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Yvon Collin.
Jean Roger.

94 - **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).
Jacques Carat.
Jean Clouet.
Lucien Lanier.
Charles Lederman.
Hélène Luc.
Alain Poher.

95 - **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).
Marie-Claude Beaudeau.
Hélène Missoffe.
Louis Perrein.
Michel Poniatowski.

83 - **VAR** (3 Sénateurs).
Maurice Arreckx.
René-Georges Laurin.
François Trucy.

84 - **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).
Jacques Bérard.
Alain Dufaut.

85 - **VENDÉE** (3 Sénateurs).
Michel Crucis.
Louis Moinard.
Jacques Oudin.

86 - **VIENNE** (2 Sénateurs).
René Monory.
Guy Robert.

87 - **VIENNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
Robert Laucournet.
Louis Longequeue.

88 - **VOSGES** (2 Sénateurs).
Christian Poncelet.
Albert Voilquin.

89 - **YONNE** (2 Sénateurs).
Jean Chamant.
Henri de Raincourt.

78 - **YVELINES** (5 Sénateurs).
Jacques Bellanger.
Louis de Catuelan.
Gérard Larcher.
Marc Lauriol.
Nelly Rodi.

b. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

GUADELOUPE (2 Sénateurs).
Henri Bangou.
François Louisy.

GUYANE (1 Sénateur).
Raymond Tarcy.

MARTINIQUE (2 Sénateurs).
Rodolphe Désiré.
Roger Lise.

LA RÉUNION (3 Sénateurs).
Paul Moreau.
Albert Ramassamy.
Louis Virapoullé.

c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

NOUVELLE CALÉDONIE (1 Sénateur).
Dick Ukeiwé.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 Sénateur).
Daniel Millaud.

ILES WALLIS-ET-FUTUNA (1 Sénateur).
Sosefo Makapé Papilio.

d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAYOTTE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).
Marcel Henry.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).
Albert Pen.

e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

(10 Sénateurs).
Jean Barras.
Jean-Pierre Bayle.
Jean-Pierre Cantegrit.
Pierre Croze.
Charles de Cuttoli.
Jacques Habert.
Paul d'Ornano.
Guy Penne.
Olivier Roux.
Xavier de Villepin.

B.2. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1989

a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

1 – **AIN** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Emin.
Jean Pépin.

2 – **AISNE** (3 Sénateurs).
Jacques Braconnier.
Paul Girod.
François Lesein.

3 – **ALLIER** (2 Sénateurs).
Bernard Barraux.
Jean Cluzel.

4 – **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).
Fernand Tardy.

5 – **ALPES (HAUTES-)** (1 Sénateur).
Marcel Lesbros.

6 – **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).
Honoré Bailet.
José Balarello.
Charles Ginesy.
Pierre Laffitte.

7 – **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).
Bernard Hugo.
Henri Torre.

8 – **ARDENNES** (2 Sénateurs).
Maurice Blin.
Jacques Sourdille.

9 – **ARIÈGE** (1 Sénateur).
Germain Authié.

10 – **AUBE** (2 Sénateurs).
Philippe Adnot.
Bernard Laurent.

11 – **AUDE** (2 Sénateurs).
Raymond Courrière.
Roland Courteau.

12 – **AVEYRON** (2 Sénateurs).
Jean Puech.
Bernard Seillier.

90 – **BELFORT (Territoire de)** (1 Sénateur).
Michel Dreyfus-Schmidt.

13 – **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).
Jean-Pierre Camoin.
Jean-Claude Gaudin.
Louis Minetti.
Louis Philibert.
Jacques Roccaserra.
André Vallet.
Robert-Paul Vigouroux.

14 – **CALVADOS** (3 Sénateurs).
Philippe de Bourgoing.
Ambroise Dupont.
Jean-Marie Girault.

15 – **CANTAL** (2 Sénateurs).
Roger Besse.
Roger Rigaudière.

16 – **CHARENTE** (2 Sénateurs).
Michel Alloncle.
Pierre Lacour.

17 – **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).
Claude Belot.
François Blaizot.
Michel Doublet.

18 – **CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Genton.
Serge Vinçon.

19 – **CORRÈZE** (2 Sénateurs).
Henri Belcour.
Georges Mouly.

20A – **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).
Charles Ornano.

20B – **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).
François Giacobbi.

21 – **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).
Bernard Barbier.
Maurice Lombard.
Henri Revol.

22 – **CÔTES-DU-NORD** (3 Sénateurs).
Félix Leyzour.
René Régnault.
Claude Saunier.

23 – **CREUSE** (2 Sénateurs).
William Chervy.
Michel Moreigne.

24 – **DORDOGNE** (2 Sénateurs).
Yves Guéna.
Michel Manet.

25 – **DOUBS** (3 Sénateurs).
Georges Gruillot.
Jean Pourchet.
Louis Souvet.

26 – **DRÔME** (2 Sénateurs).
Jean Besson.
Gérard Gaud.

91 – **ESSONNE** (5 Sénateurs).
Paul Loridant.
Jean-Luc Mélenchon.
Jean-Jacques Robert.
Jean Simonin.
Robert Vizet.

27 – **EURE** (3 Sénateurs).
Joël Bourdin.
Henri Collard.
Alain Pluchet.

28 – **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).
Jean Grandon.
Martial Taugourdeau.

29 – **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).
Alphonse Arzel.
Alain Gérard.
Edouard Le Jeune.
Jacques de Menou.

30 – **GARD** (3 Sénateurs).
Gilbert Baumet.
Claude Pradille.
André Rouvière.

31 – **GARONNE (HAUTE-)** (4 Sénateurs).
Maryse Bergé-Lavigne.
Claude Cornac.
Jean Peyrafitte.
Gérard Roujas.

32 – **GERS** (2 Sénateurs).
Robert Castaing.
Aubert Garcia.

33 – **GIRONDE** (5 Sénateurs).
Marc Bœuf.
Bernard Dussaut.
Philippe Madrelle.
Jean-François Pintat.
Jacques Valade.

92 - **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).
André Fosset.
Jean-Pierre Fourcade.
Jacqueline Fraysse-Cazalis.
Paul Graziani.
Michel Maurice-Bokanowski.
Charles Pasqua.
Robert Pontillon.

34 - **HÉRAULT** (3 Sénateurs).
Gérard Delfau.
André Vezinhet.
Marcel Vidal.

35 - **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).
Yvon Bourges.
Marcel Daunay.
André Egu.
Jean Madelain.

36 - **INDRE** (2 Sénateurs).
Daniel Bernardet.
François Gerbaud.

37 - **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Jean Delaneau.
Marcel Fortier.
André-Georges Voisin.

38 - **ISÈRE** (4 Sénateurs).
Jean Boyer.
Guy Cabanel.
Charles Descours.
Jean Faure.

39 - **JURA** (2 Sénateurs).
Pierre Jeambrum.
André Jourdain.

40 - **LANDES** (2 Sénateurs).
Yves Goussebaire-Dupin.
Philippe Labeyrie.

41 - **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Bimbenet.
Jacques Thyraud.

42 - **LOIRE** (4 Sénateurs).
François Mathieu.
Louis Mercier.
Claude Mont.
Lucien Neuwirth.

43 - **LOIRE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Chambriard.
Adrien Gouteyron.

44 - **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).
François Autain.
Michel Chauty.
Charles-Henri de Cossé-Brissac.
Luc Dejoie.
Bernard Legrand.

45 - **LOIRET** (3 Sénateurs).
Louis Boyer.
Kléber Malécot.
Paul Masson.

46 - **LOT** (2 Sénateurs).
André Boyer.
Marcel Costes.

47 - **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Jean François-Poncet.
Raymond Soucaret.

48 - **LOZÈRE** (1 Sénateur).
Joseph Caupert.

49 - **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Auguste Chupin.
Jean Huchon.
Charles Jolibois.

50 - **MANCHE** (3 Sénateurs).
Jean-François Le Grand.
Jean-Pierre Tizon.
René Travert.

51 - **MARNE** (3 Sénateurs).
Jean Amelin.
Jacques Machet.
Albert Vecten.

52 - **MARNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
Georges Berchet.
Jacques Delong.

53 - **MAYENNE** (2 Sénateurs).
Jean Arthuis.
René Ballayer.

54 - **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).
Roger Boileau.
Claude Huriet.
Hubert Martin.
Richard Pouille.

55 - **MEUSE** (2 Sénateurs).
Rémi Herment.
Michel Rufin.

56 - **MORBIHAN** (3 Sénateurs).
Christian Bonnet.
Henri Le Breton.
Josselin de Rohan.

57 - **MOSELLE** (5 Sénateurs).
André Bohl.
Jean-Eric Bousch.
Roger Husson.
Jean-Pierre Masseret.
Paul Souffrin.

58 - **NIÈVRE** (2 Sénateurs).
Robert Guillaume.
René-Pierre Signé.

59 - **NORD** (11 Sénateurs).
Guy Allouche.
Jean-Paul Bataille.
Jacques Bialski.
Pierre Carous.
André Diligent.
Roland Grimaldi.
Arthur Moulin.
Claude Prouvoyeur.
Ivan Renar.
Maurice Schumann.
Hector Viron.

60 - **OISE** (3 Sénateurs).
Amédée Bouquerel
Jean Natali.
Michel Souplet.

61 - **ORNE** (2 Sénateurs).
Hubert d'Andigné.
Henri Olivier.

75 - **PARIS** (12 Sénateurs).
Raymond Bourgine.
Michel Caldaguès.
Jean Chérioux.
Roger Chinaud.
Maurice Couve de Murville.
Claude Estier.
Philippe de Gaulle.
Bernard Guyomard.
Nicole de Hauteclocque.
Christian de la Malène.
Roger Romani.
Pierre-Christian Taittinger.

62 - **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).
Jean-Luc Bécart.
Henri Collette.
Michel Darras.
Désiré Debavelaere.
André Delelis.
Daniel Percheron.
Roger Poudonson.

63 - **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).
Gilbert Belin.
Marcel Bony.
Roger Quilliot.

64 - **PYRÉNNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).
Auguste Cazalet.
Franz Duboscq.
Jacques Moutet.

65 - **PYRÉNÉES (HAUTES-)** (2 Sénateurs).
François Abadie.
Hubert Peyou.

66 - **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).
Paul Alduy.
André Daugnac.

67 - **RHIN (BAS-)** (4 Sénateurs).
Daniel Hœffel.
Louis Jung.
Paul Kauss.
Marcel Rudloff.

68 - **RHIN (HAUT-)** (3 Sénateurs).
Henri Gœtschy.
Hubert Haenel.
Pierre Schiélé.

69 - **RHÔNE** (7 Sénateurs).
Roland Bernard.
Francisque Collomb.
Emmanuel Hamel.
Serge Mathieu.
Franck Sérusclat.
René Trégouët.
Pierre Vallon.

70 - **SAÔNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
Pierre Louvot.
Michel Miroudot.

71 - **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
André Jarrot.
Marcel Lucotte.
André Pourny.

72 - **SARTHE** (3 Sénateurs).
Michel d'Aillières.
Jacques Chaumont.
Roland du Luart.

73 - **SAVOIE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Blanc.
Pierre Dumas.

74 - **SAVOIE (HAUTE-)** (3 Sénateurs).
Raymond Bouvier.
Jacques Golliet.
Bernard Pellarin.

76 - **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).
André Bettencourt.
Paul Caron.
Tony Larue.
Jean Lecanuet.
Geoffroy de Montalembert.
Robert Pagès.

77 - **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).
Etienne Dailly.
Philippe François.
Jacques Larché.
Paul Séramy.

93 - **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).
Danielle Bidard-Reydet.
Robert Calmejane.
Ernest Cartigny.
Marcel Debarge.
Paulette Fost.
Jean Garcia.

79 - **DEUX-SÈVRES** (2 Sénateurs).
Jean Dumont.
Georges Treille.

80 - **SOMME** (3 Sénateurs).
Max Lejeune.
Charles-Edmond Lenglet.
Jacques Mossion.

81 - **TARN** (2 Sénateurs).
Louis Brives.
François Delga.

82 - **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Yvon Collin.
Jean Roger.

94 - **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).
Jacques Carat.
Jean Clouet.
Lucien Lanier.
Charles Lederman.
Hélène Luc.
Alain Poher.

95 - **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).
Marie-Claude Beaudeau.
Hélène Missoffe.
Louis Perrein.
Michel Poniatowski.

83 - **VAR** (2 Sénateurs).
Maurice Arreckx.
René-Georges Laurin.
François Trucy.

84 - **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).
Jacques Bérard.
Alain Dufaut.

85 - **VENDÉE** (3 Sénateurs).
Michel Crucis.
Louis Moinard.
Jacques Oudin.

86 - **VIENNE** (2 Sénateurs).
René Monory.
Guy Robert.

87 - **VIENNE (HAUTE-)** (2 Sénateurs).
Robert Laucournet.
Louis Longequeue.

88 - **VOSGES** (2 Sénateurs).
Christian Poncelet.
Albert Voilquin.

89 - **YONNE** (2 Sénateurs).
Jean Chamant.
Henri de Raincourt.

78 - **YVELINES** (5 Sénateurs).
Jacques Bellanger.
Louis de Catuelan.
Gérard Larcher.
Marc Lauriol.
Nelly Rodi.

b. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

GUADELOUPE (2 Sénateurs).
Henri Bangou.
François Louisy.

GUYANE (1 Sénateur).
Georges Othily.

MARTINIQUE (2 Sénateurs).
Rodolphe Désiré.
Roger Lise.

LA RÉUNION (3 Sénateurs).
Paul Moreau.
Albert Ramassamy.
Louis Virapoullé.

c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

NOUVELLE-CALÉDONIE (1 Sénateur).
Dick Ukeiwé.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 Sénateur).
Daniel Millaud.

ILES WALLIS-ET-FUTUNA (1 Sénateur).
Sosefo Makapé Papilio.

d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAYOTTE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).
Marcel Henry.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).
Albert Pen.

e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

(12 Sénateurs).
Jean Barras.
Jean-Pierre Bayle.
Pierre Biarnes.
Paulette Brisepierre.
Jean-Pierre Cantegrit.
Pierre Croze.
Charles de Cuttoli.
Jacques Habert.
Paul d'Ornano.
Guy Penne.
Olivier Roux.
Xavier de Villepin.

C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat

Conformément à l'ordre des séries des départements et territoires d'outre-mer

(Art. L. O. 274 et 276 du Code électoral modifiés par la L. O. du 16 juillet 1976 – Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959).

SÉRIE A (102 Sénateurs) – Élections en 1998

Ain à Indre (*).

Guyane.

Polynésie française.

Iles Wallis-et-Futuna.

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : MM. Pierre Biarnes, Paulette Brisepierre, Pierre Croze, Jacques Habert).

SÉRIE B (103 Sénateurs) – Élections en 1992

Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales (***).

La Réunion.

Nouvelle-Calédonie.

Territoire des Afars et des Issas (*****).

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Jean-Pierre Bayle, Jean-Pierre Cantegrit, Charles de Cuttoli, Olivier Roux).

SÉRIE C (117 Sénateurs) – Élections en 1995

Rhin (Bas-) à Yonne.

Essonne à Yvelines (****).

Guadeloupe.

Martinique.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Mayotte.

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Jean Barras, Paul d'Ornano, Guy Penne, Xavier de Villepin)

*
* *

Au 31 décembre 1989, 321 membres du Sénat sont en fonction sur un effectif de 322 (*****).

(*) A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la Série C.

(**) Les douze sièges des Sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les Séries A, B et C conformément aux dispositions de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983.

(***) A l'exception de Paris affecté à la Série C.

(****) Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

(*****) Siège non pourvu depuis la démission de son titulaire le 1er juillet 1980, à la suite de l'accession à l'indépendance du Territoire des Afars et des Issas, devenu la République de Djibouti le 27 juin 1977.

D. – Élections sénatoriales

1 - Renouvellement de la série A

Liste par département de Mmes et MM. les sénateurs élus dans les départements de la métropole et d'outre-mer et dans les territoires d'outre-mer, le 24 septembre 1989.

Liste communiquée par M. le ministre de l'intérieur en application des articles L.O. 325 et L.O. 179 du code électoral

MÉTROPOLE

1 – **AIN**
Jean-Paul Emin.
Jean Pépin.

2 – **AISNE**
Jacques Braconnier.
Paul Girod.
Jacques Pelletier.

3 – **ALLIER**
Bernard Barraux.
Jean Cluzel.

4 – **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**
Fernand Tardy.

5 – **ALPES (HAUTES-)**
Marcel Lesbros.

6 – **ALPES-MARITIMES**
Honoré Bailet.
José Balarello.
Charles Ginesy.
Pierre Laffitte.

7 – **ARDÈCHE**
Bernard Hugo.
Henri Torre.

8 – **ARDENNES**
Maurice Blin.
Jacques Sourdille.

9 – **ARIÈGE**
Germain Authié.

10 – **AUBE**
Philippe Adnot.
Bernard Laurent.

11 – **AUDE**
Raymond Courrière.
Roland Courteau.

12 – **AVEYRON**
Jean Puech.
Bernard Seillier.

13 – **BOUCHES-DU-RHÔNE**
Jean-Pierre Camoin.
Jean-Claude Gaudin.
Louis Minetti.
Louis Philibert.
Jacques Roccaserra.
André Vallet.
Robert-Paul Vigouroux.

14 – **CALVADOS**
Philippe de Bourgoing.
Ambroise Dupont.
Jean-Marie Girault.

15 – **CANTAL**
Roger Besse.
Roger Rigaudière.

16 – **CHARENTE**
Michel Alloncle.
Pierre Lacour.

17 – **CHARENTE-MARITIME**
Claude Belot.
François Blaizot.
Michel Doublet.

18 – **CHER**
Jacques Genton.
Serge Vinçon.

19 – **CORRÈZE**
Henri Belcour.
Georges Mouly.

20A – **CORSE-DU-SUD**
Charles Ornano.

20B – **CORSE (HAUTE-)**
François Giacobbi.

21 – **CÔTE-D'OR**
Bernard Barbier.
Maurice Lombard.
Henri Revol.

22 – **CÔTES-DU-NORD**
Félix Leyzour.
René Régnault.
Claude Saunier.

23 – **CREUSE**
William Chervy.
Michel Moreigne.

24 – **DORDOGNE**
Yves Guéna.
Michel Manet.

25 – **DOUBS**
Georges Gruillot.
Jean Pourchet.
Louis Souvet.

26 – **DRÔME**
Jean-Marcel Besson.
Gérard Gaud.

27 – **EURE**
Joël Bourdin.
Henri Collard.
Alain Pluchet.

28 – **EURE-ET-LOIR**
Jean Grandon.
Martial Taugourdeau.

29 – **FINISTÈRE**
Alphonse Arzel.
Alain Gérard.
Edouard Le Jeune.
Jacques de Menou.

30 – **GARD**
Gilbert Baumet.
Claude Pradille.
André Rouvière.

31 – **GARONNE (HAUTE-)**
Maryse Bergé-Lavigne.
Claude Cornac.
Jean Peyrafitte.
Gérard Roujas.

32 – **GERS**
Robert Castaing.
Aubert Garcia.

33 – **GIRONDE**
Marc Bœuf.
Bernard Dussaut.
Philippe Madrelle.
Jean-François Pintat.
Jacques Valade.

34 – **HÉRAULT**
Gérard Delfau.
André Vezinhet.
Marcel Vidal.

35 – **ILLE-ET-VILAINE**
Yvon Bourges.
Marcel Daunay.
André Egu.
Jean Madelain.

36 - **INDRE**
Daniel Bernardet.
François Gerbaud.

90 - **TERRITOIRE DE BELFORT**
Michel Dreyfus-Schmidt.

OUTRE-MER

GUYANE
Georges Othily.

POLYNÉSIE FRANÇAISE
Daniel Millaud.

WALLIS-ET-FUTUNA
Sosefo Makapé Papilio.

Liste de Mmes et MM. les sénateurs représentant les Français établis hors de France élus par le conseil supérieur des Français de l'étranger lors du scrutin du 24 septembre 1989

Paulette Brisepierre.
Pierre Croze.
Pierre Biarnes.
Jacques Habert.

2 - Contestations d'opérations électorales

Requêtes au Conseil constitutionnel relatives aux élections sénatoriales du 24 septembre 1989 :

- Concernant l'élection de deux sénateurs élus dans le département du Gers (*JO* Lois et décrets du 4 octobre 1989).
- Tendant à l'invalidation d'une liste présentée dans le département de la Gironde (*JO* Lois et décrets du 4 octobre 1989).
- Concernant les élections sénatoriales dans le département du Cher (*JO* Lois et décrets du 6 octobre 1989).
- Concernant les élections sénatoriales dans le département de l'Allier (*JO* Lois et décrets du 6 octobre 1989).
- Tendant à l'annulation de l'élection d'un sénateur élu dans la Gironde (*JO* Lois et décrets du 11 octobre 1989).
- Concernant les élections sénatoriales dans les départements de la Charente et de la Corrèze (*JO* Lois et décrets du 12 octobre 1989).

Rejet des requêtes (Communication au Sénat des décisions du Conseil constitutionnl le 5 décembre 1989) (p. 4449, 4450) :

- Décision n° 89-1131/1132 du 5 décembre 1989 concernant les élections sénatoriales dans le département du Gers.
- Décision n° 89-1133/1136 du 5 décembre 1989 concernant les élections sénatoriales dans le département de la Gironde.
- Décision n° 89-1134 du 5 décembre 1989 concernant les élections sénatoriales dans le département du Cher.
- Décision n° 89-1135 du 5 décembre 1989 concernant les élections sénatoriales dans le département de l'Allier.
- Décision n° 89-1137 du 5 décembre 1989 concernant les élections sénatoriales dans les départements de la Charente et de la Corrèze.

E. – Sénateurs décédés

M. Pierre Salvi, sénateur du Val-d'Oise (1977-1989), le 9 janvier 1989 (*JO* Lois et décrets du 11 janvier 1989).

M. Modeste Legouez, sénateur de l'Eure (1959-1989), le 30 janvier 1989 (*JO* Lois et décrets du 1er février 1989).

M. Dominique Pado, sénateur de Paris (1967-1989), le 18 mai 1989 (*JO* Lois et décrets du 20 mai 1989).

M. Pierre Brantus, sénateur du Jura (1983-1989), le 17 septembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 19 septembre 1989).

F. – Cessation de mandat de sénateur

De M. Jacques Pelletier (Aisne), ministre depuis le 12 mai 1988, élu sénateur le 24 septembre 1989 (cessation de mandat sénatorial le 1er novembre 1989 à minuit) (2 novembre 1989) (p. 2888).

G. – Sénateur membre du Gouvernement

Gouvernement de M. Michel Rocard (décret du 28 juin 1988).

M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement, élu sénateur dans le département de l'Aisne le 24 septembre 1989, reste membre du Gouvernement ; son mandat sénatorial cesse le 1er novembre 1989, à minuit (2 novembre 1989) (p. 2888).

H. – Remplacements de sénateurs

M. Michel Poniatowski remplace *M. Pierre Salvi* (Val-d'Oise) le 10 janvier 1989 (*JO* Lois et décrets du 11 janvier 1989).

M. Jean Guénier remplace *M. Modeste Legouez* (Eure) le 31 janvier 1989 (*JO* Lois et décrets du 1er février 1989).

M. Bernard Guyomard remplace *M. Dominique Pado* (Paris) le 19 mai 1989 (*JO* Lois et décrets du 20 mai 1989).

M. André Jourdain remplace *M. Pierre Brantus* (Jura) le 18 septembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 19 septembre 1989).

M. François Lesein remplace M. Jacques Pelletier (Aisne) le 2 novembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 3 novembre 1989).

I. – Anciens sénateurs décédés

M. Jean Chaintron, conseiller de la République de la Seine de 1948 à 1958, le 7 janvier 1989 (3 avril 1989) (p. 3).

M. Adolphe Chauvin, sénateur du Val-d'Oise de 1959 à 1986, le 3 février 1989 (3 avril 1989) (p. 3).

M. Robert Lacoste, sénateur de la Dordogne de 1971 à 1980, le 8 mars 1989 (3 avril 1989) (p. 3).

M. Jacques Faggianelli, sénateur de la Corse de 1959 à 1962, le 3 avril 1989 (9 mai 1989) (p. 549).

M. Lucien Bernier, sénateur de la Guadeloupe de 1958 à 1968, le 5 avril 1989 (6 avril 1989) (p. 59).

M. Franck Franck-Chante, sénateur de l'Ardèche de 1948 à 1955, le 31 juillet 1989 (2 octobre 1989) (p. 2429).

M. Charles Laurent-Thouverey, sénateur du Jura de 1948 à 1974, le 16 septembre 1989 (2 octobre 1989) (p. 2429).

M. Pierre Gonard, sénateur de l'Allier de 1970 à 1971, le 23 septembre 1989 (10 octobre 1989) (p. 2458).

M. Robert Vignon, sénateur de la Guyane de 1962 à 1971, le 9 octobre 1989 (10 octobre 1989) (p. 2458).

M. Georges Constant, sénateur du Lot de 1974 à 1983, le 16 octobre 1989 (18 octobre 1989) (p. 2592).

M. Manuel Ferré, sénateur de Mostaganem-Tiaret-Saïda de 1961 à 1962, le 3 novembre 1989 (6 novembre 1989) (p. 2994).

M. Alexandre Dumas, sénateur de Charente de 1979 à 1980, le 14 novembre 1989 (17 novembre 1989) (p. 3463).

M. Clovis Renaison, sénateur de la Guadeloupe de 1946 à 1948, le 14 novembre 1989 (1er décembre 1989) (p. 4201).

M. Ahmed Abdallah, sénateur des Comores de 1959 à 1973, le 26 novembre 1989 (27 novembre 1989) (p. 3980).

M. Pierre Sicard, sénateur du Cher de 1983 à 1989, le 13 décembre 1989 (14 décembre 1989) (p. 4972).

II. – BUREAU DU SÉNAT

A. – Bureau d'âge

Installation du bureau d'âge :

Président : M. Geoffroy de Montalembert, doyen d'âge.

Secrétaires d'âge : MM. Jean-Luc Mélenchon, Gérard Larcher, Serge Vinçon, Henri de Raincourt, Jean Besson, Paul Loridant (2 octobre 1989) (p. 2429).

B. – Bureau définitif

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues avant le 2 octobre 1989 : M. Pierre Schiélé se démet de ses fonctions de questeur du Sénat le 2 mai 1989 (9 mai 1989) (p. 549) ; il est remplacé par M. André Fosset, élu le 16 mai 1989 (*JO* Lois et décrets du 17 mai 1989).

1) Composition au 1er octobre 1989 :

Président : M. Alain Poher.

Vice-Présidents : MM. Etienne Dailly, Pierre-Christian Taittinger, Jean Chérioux, Michel Dreyfus-Schmidt.

Questeurs : MM. Amédée Bouquerel, Jacques Bialski, André Fosset.

Secrétaires : MM. Charles Bonifay, Marcel Daunay, Jean-François Le Grand, Roland du Luart, Serge Mathieu, Josy Moinet, Dick Ukeiwé, Robert Vizet.

2) Composition à partir du 2 octobre 1989 :

Élection du président du Sénat : M. Alain Poher (scrutin secret à la tribune le 2 octobre 1989) (*JO* Lois et décrets du 5 octobre 1989).

Élection des vice-présidents et questeurs du Sénat : Vice-présidents : MM. Pierre-Christian Taittinger, Jean Chamant, Michel Dreyfus-Schmidt et Etienne Dailly - *Questeurs :* MM. Lucien Neuwirth, Jacques Bialski, Jacques Mossion (scrutins secrets le 4 octobre 1989) (*JO* Lois et décrets du 5 octobre 1989).

Nomination des secrétaires du Sénat : MM. Guy Allouche, Marcel Daunay, Roger Husson, Gérard Larcher, Serge Mathieu, Claude Prouvoyeur, Henri de Raincourt, Robert Vizet (*JO* Lois et décrets du 5 octobre 1989).

III. – SESSIONS

Seconde session ordinaire de 1988-1989 : ouverture (3 avril 1989) (p. 3) ; séance levée (1er juillet 1989) (p. 2338).

Deuxième session extraordinaire de 1988-1989 : convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du dimanche 2 juillet 1989 (*JO* Lois et décrets du 2 juillet 1989) ; ouverture (3 juillet 1989) (p. 2349) ; ajournement (4 juillet 1989) (p. 2424) ; clôture (*JO* Lois et décrets du 5 juillet 1989).

Première session ordinaire de 1989-1990 : ouverture (2 octobre 1989) (p. 2429) ; séance levée (20 décembre 1989) (p. 5297).

Première session extraordinaire de 1989-1990 : convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du jeudi 21 décembre 1989, sans préjudice , s'il y a lieu, de l'application de l'article 51 de la Constitution (*JO* Lois et décrets du 21 décembre 1989) ; ouverture (21 décembre 1989) (p. 5309) ; ajournement (22 décembre 1989) (p. 5341) ; clôture (*JO* Lois et décrets du 23 décembre 1989).

IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES

Listes des membres des groupes remises à la présidence du Sénat le mardi 3 octobre 1989, en application des articles 5 et 6 du règlement (*JO* Lois et décrets du 4 octobre 1989) (p. 12485, 12486).

Déclarations politiques remises à la présidence du Sénat le mardi 3 octobre 1989, en application de l'article 5 du règlement (*JO* Lois et décrets du 4 octobre 1989) (p. 12486, 12489).

Groupe communiste (C)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989.

Liste des membres du groupe remise à la présidence du Sénat le mardi 3 octobre 1989 (15 membres) : Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Bécart, Mmes Danielle Bidard-Reydet, Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean Garcia, Charles Lederman, Félix Leyzour, Mme Hélène Luc, MM. Louis Minetti, Robert Pagès, Ivan Renar, Paul Souffrin, Hector Viron, Robert Vizet.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (un membre) : M. Henri Bangou.

Présidente du groupe : Mme Hélène Luc.

Aucune modification n'est intervenue entre le 3 octobre et le 31 décembre 1989.

Groupe de la Gauche démocratique (GD) devenu le groupe du Rassemblement démocratique et européen (RDE) le 4 avril 1989 (*JO* Lois et décrets du 5 avril 1989)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989 : MM. Jacques Bimbenet et Ernest Cartigny, précédemment rattachés administrativement, adhèrent au groupe le 5 avril 1989 (*JO* Lois et décrets du 6 avril 1989).

Liste des membres du groupe remise à la présidence du Sénat le 3 octobre 1989 (22 membres) : MM. François Abadie, Gilbert Baumet, Georges Berchet, Jacques Bimbenet, André Boyer, Louis Brives, Ernest Cartigny, Henri Collard, Yvon Collin, Etienne Dailly, Jean François-Poncet, François Giacobbi, Paul Girod, Pierre Jeambrun, Pierre Laffitte, Bernard Legrand, Max Lejeune, Georges Mouly, Jacques Pelletier, Hubert Peyou, Jean Roger, Raymond Soucaret.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (un membre) : M. Charles-Edmond Lenglet.

Président du groupe : M. Ernest Cartigny

Vice-président du groupe : M. Pierre Laffitte

Modifications intervenues entre le 3 octobre et le 31 décembre 1989 : M. Ernest Cartigny a été élu président du groupe le 5 octobre 1989 (*JO* Lois et décrets du 7 octobre 1989) ; M. Charles-Edmond Lenglet, précédemment rattaché administrativement, adhère au groupe le 13 octobre 1989 (*JO* Lois et décrets du 14 octobre 1989) ; M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement, élu sénateur le 24 septembre 1989, voit cesser son mandat sénatorial le 1er novembre 1989 ; il est remplacé par M. François Lesein qui adhère au groupe le 1er novembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 3 novembre 1989).

Groupe de l'Union centriste (UC)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989 : M. Jacques Boyer-Andrivet est rattaché administrativement au groupe le 5 janvier 1989 (*JO* Lois et décrets du 6 janvier 1989) ; décès de M. *Pierre Salvi* le 9 janvier 1989 (*JO* Lois et décrets du 11 janvier 1989) ; M. Jean Guénier adhère au groupe le 9 février 1989 (*JO* Lois et décrets du 10 février 1989) ; décès de M. *Dominique Pado* le 18 mai 1989 (*JO* Lois et décrets du 20 mai 1989) ; M. Bernard Guyomard adhère au groupe le 24 mai 1989 (*JO* Lois et décrets du 25 mai 1989) ; décès de M. *Pierre Brantus* le 17 septembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 19 septembre 1989).

Liste des membres du groupe remise à la présidence du Sénat le 3 octobre 1989 (59 membres) : MM. Jean Arthuis, Alphonse Arzel, René Ballayer, Bernard Barraux, Daniel Bernardet, François Blaizot, Jean-Pierre Blanc, Maurice Blin, André Bohl, Roger Boileau, Raymond Bouvier, Paul Caron, Louis de Catuelan, Auguste Chupin, Jean Cluzel, André Daugnac, André Diligent, Jean Faure, André Fosset, Jacques Genton, Henri Gœtschy, Jacques Golliet, Bernard Guyomard, Marcel Henri, Rémi Herment, Daniel Hœffel, Jean Huchon, Claude Huriet, Louis Jung, Pierre Lacour, Bernard Laurent, Henri Le Breton, Jean Lecanuet, Edouard Le Jeune, Marcel Lesbros, Roger Lise, Jacques Machet, Jean Madelain, Kléber Malécot, François Mathieu, Louis Mercier, Daniel Millaud, Louis Moinard, René Monory, Claude Mont, Jacques Mossion, Alain Poher, Roger Poudonson, Jean Pourchet, Guy Robert, Olivier Roux, Marcel Rudloff, Pierre Schiélé, Paul Séramy, Michel Souplet, Pierre Vallon, Albert Vecten, Xavier de Villepin, Louis Virapoullé.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (neuf membres) : MM. Paul Alduy, Claude Belot, Jean-Pierre Cantegrit, Francisque Collomb, Marcel Daunay, André Egu, Jacques Moutet, Bernard Pellarin, Georges Treille.

Président du groupe : M. Daniel Hœffel.

Aucune modification n'est intervenue entre le 3 octobre et le 31 décembre 1989.

Groupe de l'Union des républicains et des indépendants (UREI)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989 : Décès de M. *Modeste Legouez* le 30 janvier 1989 (*JO* Lois et décrets du 1er février 1989) ; M. Michel Poniatowski adhère au groupe le 9 février 1989 (*JO* Lois et décrets du 10 février 1989).

Liste des membres du groupe remise à la présidence du Sénat le 3 octobre 1989 (49 membres) : MM. Michel d'Aillières, Maurice Arreckx, José Balarello, Bernard Barbier, Jean-Paul Bataille, André Bettencourt, Christian Bonnet, Joël Bourdin, Philippe de Bourgoing, Jean Boyer, Louis Boyer, Guy Cabanel, Joseph Caupert, Jean-Paul Chambriard, Roger Chinaud, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé Brissac, Pierre Croze, Michel Crucis, Jean Delaneau, Jean Dumont, Ambroise Dupont, Jean-Paul Emin, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Claude Gaudin, Jean-Marie Girault, Yves Goussebaire-Dupin, Jacques Larché, Pierre Louvot, Roland du Luart, Marcel Lucotte, Hubert Martin, Serge Mathieu, Michel Miroudot, Jean Pépin, Jean-François Pintat, Michel Poniatowski, Richard Pouille, Jean Puech, Henri de Raincourt, Henri Revol, Bernard Seillier, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon, Henri Torre, René Travert, François Trucy, Albert Voilquin.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (trois membres) : MM. Charles Jolibois, Henri Olivier, André Pourny.

Président du groupe : M. Marcel Lucotte.

Aucune modification n'est intervenue entre le 3 octobre et le 31 décembre 1989.

Groupe du Rassemblement pour la République (RPR)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989.

Liste des membres du groupe remise à la présidence du Sénat le 3 octobre 1989 (85 membres) : MM. Michel Alloncle, Jean Amelin, Hubert d'Andigné, Honoré Bailet, Jean Barras, Henri Belcour, Jacques Bérard, Roger Besse, Amédée Bouquerel, Yvon Bourges, Jean-Eric Bousch, Jacques Braconnier, Mme Paulette Brisepierre, MM. Michel Caldaguès, Robert Calmejane, Jean-Pierre Camoin, Pierre Carous, Auguste Cazalet, Jean Chamant, Jacques Chaumont, Michel Chauty, Jean Chérioux, Henri Collette, Maurice Couve de Murville, Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, Jacques Delong, Charles Descours, Michel Doublet, Franz Duboscq, Alain Dufaut, Pierre Dumas, Marcel Fortier, Philippe François, Philippe de Gaulle, Alain Gérard, François Gerbaud, Charles Ginesy, Adrien Gouteyron, Paul Graziani, Georges Gruillot, Yves Guéna, Hubert Haenel, Emmanuel Hamel, Mme Nicole de Hautecloque, MM. Bernard Hugo, Roger Husson, André Jarrot, André Jourdain, Paul Kauss, Christian de La Malène, Gérard Larcher, René-Georges Laurin, Marc Lauriol, Jean-François Le Grand, Maurice Lombard, Paul Masson, Michel Maurice-Bokanowski, Jacques de Menou, Mme Hélène Missoffe, MM. Geoffroy de Montalembert, Paul Moreau, Arthur Moulin, Jean Natali, Lucien Neuwirth, Paul d'Ornano, Jacques Oudin, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Alain Pluchet, Christian Poncelet, Roger Rigaudière, Jean-Jacques Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Josselin de Rohan, Roger Romani, Maurice Schumann, Jean Simonin, Jacques Sourdille, Louis Souvet, Martial Taugourdeau, René Trégouët, Dick Ukeiwé, Jacques Valade, Serge Vinçon.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (six membres) : MM. Raymond Bourgine, Désiré Debavelaere, Lucien Lanier, Claude Prouvoyeur, Michel Rufin, André-Georges Voisin.

Président du groupe : M. Charles Pasqua.

Aucune modification n'est intervenue entre le 3 octobre et le 31 décembre 1989.

Groupe socialiste (S)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989.

Liste des membres du groupe remise à la présidence du Sénat le 3 octobre 1989 (60 membres) : MM. Guy Allouche, François Autain, Germain Authié, Jean-Pierre Bayle, Gilbert Belin, Jacques Bellanger, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Roland Bernard, Jean Besson, Jacques Bialski, Pierre Biarnes, Marc Boeuf, Marcel Bony, Jacques Carat, Robert Castaing, William Chervy, Claude Cornac, Marcel Costes, Raymond Courrière, Roland Courteau, Michel Darras, Marcel Debarge, André Delelis, Gérard Delfau, Michel Dreyfus-Schmidt, Bernard Dussaut, Claude Estier, Aubert Garcia, Gérard Gaud, Roland Grimaldi, Robert Guillaume, Philippe Labeyrie, Tony Larue, Robert Laucournet, Louis Longequeue, Paul Loridant, François Louisy, Philippe Madrelle, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, Jean-Luc Mélenchon, Michel Moreigne, Guy Penne, Daniel Percheron, Louis Perrein, Jean Peyrafitte, Louis Philibert, Robert Pontillon, Claude Pradille, Roger Quilliot, Albert Ramassamy, René Régnault, Gérard Roujas, André Rouvière, Claude Saunier, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Fernand Tardy, André Vezinhet, Marcel Vidal.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (deux membres) : MM. Rodolphe Désiré, Albert Pen.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (4 membres) : MM. Georges Othily, Jacques Roccaserra, André Vallet, Robert-Paul Vigouroux.

Président du groupe : M. Claude Estier.

Aucune modification n'est intervenue entre le 3 octobre et le 31 décembre 1989.

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (NI)

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989 : M. Jacques Boyer-Andrivet ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 5 janvier 1989 (*JO* Lois et décrets du 6 janvier 1989) ; M. Michel Poniatowski, devenu sénateur le 10 janvier 1989, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 9 février 1989 (*JO* Lois et décrets du 10 février 1989) ; M. Jean Guénier, devenu sénateur le 31 janvier 1989, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 9 février 1989 (*JO* Lois et décrets du 10 février 1989) ; M. Bernard Guyomard, devenu sénateur le 19 mai 1989, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 24 mai 1989 (*JO* Lois et décrets du 25 mai 1989) ; M. André Jourdain, devenu sénateur le 18 septembre 1989, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 3 octobre 1989.

Liste des membres de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe remise à la présidence du Sénat le 3 octobre 1989 (cinq membres) : MM. Philippe Adnot, François Delga, Jean Grandon, Jacques Habert, Charles Ornano.

Délégué : M. Jacques Habert.

Aucune modification n'est intervenue entre le 3 octobre et le 31 décembre 1989.

V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS

A. – COMMISSIONS PERMANENTES

1 - Commission des affaires culturelles (52 membres)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers »

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Maurice Pic, le 30 mai 1989 (*JO* Lois et décrets du 31 mai 1989) ; M. *Dominique Pado,* décédé le 18 mai 1989 (*JO* Lois et décrets du 20 mai 1989) ; M. *Pierre Brantus,* décédé le 17 septembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 19 septembre 1989).

Sont nommés membres de cette commission : M. Gérard Delfau, le 30 mai 1989, en remplacement de M. Maurice Pic, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 31 mai 1989) ; M. Pierre Schiélé, le 12 juin 1989, en remplacement de M. *Dominique Pado*, décédé (*JO* Lois et décrets du 13 juin 1989).

Composition au 4 octobre 1989 :

Membres : MM. Hubert d'Andigné, François Autain, Honoré Bailet, Jean-Paul Bataille, Gilbert Belin, Jacques Bérard, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-Pierre Blanc, Roger Boileau, Joël Bourdin, Mme Paulette Brisepierre, MM. Jean-Pierre Camoin, Jacques Carat, Pierre Carous, Robert Castaing, Jean Delaneau, Gérard Delfau, André Diligent, Alain Dufaut, Ambroise Dupont, André Egu, Alain Gérard, Adrien Gouteyron, Robert Guillaume, Jacques Habert, Pierre Laffitte, Mme Hélène Luc, MM. Marcel Lucotte, Klébert Malécot, Hubert Martin, Michel Miroudot, Jacques Mossion, Georges Mouly, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Jacques Pelletier, Jean Pépin, Roger Quilliot, Ivan Renar, Claude Saunier, Pierre Schiélé, Maurice Schumann, Paul Séramy, Raymond Soucaret, Dick Ukeiwé, André Vallet, Pierre Vallon, Albert Vecten, André Vézinhet, Marcel Vidal, Serge Vinçon, N.

Constitution du bureau le 5 octobre 1989 :

Président : M. Maurice Schumann ; *Vice-présidents :* MM. Jacques Carat, Pierre Laffitte, Michel Miroudot, Paul Séramy ; *Secrétaires :* M. Jacques Bérard, Mme. Danielle Bidard-Reydet, MM. Jacques Habert, Pierre Vallon.

Modifications intervenues entre le 4 octobre et le 31 décembre 1989 :

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Jacques Pelletier, le 1er novembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 4 novembre 1989).

Est nommé membre de cette commission : M. François Lesein, le 4 novembre 1989, en remplacement de M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement, élu sénateur le 24 septembre 1989 (cessation de son mandat sénatorial le 1er novembre 1989).

2 - Commission des affaires économiques et du Plan (78 membres)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989 :

Cesse d'appartenir à cette commission : M. André Bohl, le 26 avril 1989 (*JO* Lois et décrets du 27 avril 1989).

Est nommé membre de cette commission : M. Jean Guénier, le 26 avril 1989, en remplacement de M. André Bohl, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 27 avril 1989).

Composition au 4 octobre 1989 :

Membres : MM. Jean Amelin, Maurice Arreckx, Henri Bangou, Bernard Barbier, Bernard Barraux, Jacques Bellanger, Georges Berchet, Roland Bernard, Roger Besse, Jean Besson, François Blaizot, Marcel Bony, Jean-Eric Bousch, Jean Boyer, Jacques Braconnier, Robert Calmejane, Paul Caron, Louis de Catuelan, Joseph Caupert, William Chervy, Auguste Chupin, Henri Collette, Francisque Collomb, Marcel Costes, Roland Courteau, Marcel Daunay, Désiré Debavelaere, Rodolphe Désiré, Pierre Dumas, Bernard Dussaut, Jean Faure, Philippe François, Jean François-Poncet, Aubert Garcia, François Gerbaud, Charles Ginésy, Yves Goussebaire-Dupin, Jean Grandon, Roland Grimaldi, Georges Gruillot, Rémi Herment, Jean Huchon, Bernard Hugo, Pierre Jeambrun, Pierre Lacour, Gérard Larcher, Robert Laucournet, Bernard Legrand, Jean-François Le Grand, Charles-Edmond Lenglet, Félix Leyzour, Maurice Lombard, François Mathieu, Serge Mathieu, Jacques de Menou, Louis Mercier, Louis Minetti, Louis Moinard, Paul Moreau, Jacques Moutet, Henri Olivier, Daniel Percheron, Jean Peyrafitte, Alain Pluchet, Richard Pouille, Jean Pourchet, André Pourny, Jean Puech, Henri de Raincourt, Jean-Jacques Robert, Jacques Roccaserra, Jean Roger, Josselin de Rohan, Jean Simonin, Michel Souplet, Fernand Tardy, René Travert, René Trégouët.

Constitution du bureau le 5 octobre 1989 :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-présidents :* MM. Robert Laucournet, Jean Huchon, Richard Pouille, Philippe François ; *Secrétaires :* MM. Bernard Barbier, Francisque Collomb, Roland Grimaldi, Louis Minetti, René Trégouët.

Modifications intervenues entre le 4 octobre et le 31 décembre 1989 :

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Paul Caron, le 13 octobre 1989 (*JO* Lois et décrets du 14 octobre 1989).

Est nommé membre de cette commission : M. André Fosset, le 13 octobre 1989, en remplacement de M. Paul Caron, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 14 octobre 1989).

3 - Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (51 membres ; 52 membres depuis l'adoption par le Sénat de la résolution du 12 juin 1989)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers »

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989 :

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Jean Bénard-Mousseaux, le 11 avril 1989 (*JO* Lois et décrets du 12 avril 1989).

Est nommé membre de cette commission : M. Michel Poniatowski, le 11 avril 1989, en remplacement de M. Jean Bénard-Mousseaux, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 12 avril 1989).

Composition au 4 octobre 1989 :

Membres : MM. François Abadie, Michel d'Aillières, Paul Alduy, Michel Alloncle, Jean-Pierre Bayle, Jean-Luc Bécart, Daniel Bernardet, André Bettencourt, Amédée Bouquerel, Yvon Bourges, André Boyer, Guy Canabel, Michel Caldaguès, Jean-Paul Chambriard, Michel Chauty, Yvon Collin, Claude Cornac, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Michel Crucis, André Delelis, Franz Duboscq, Claude Estier, Jean Garcia, Gérard Gaud, Jean-Claude Gaudin, Philippe de Gaulle, Jacques Genton, Jacques Golliet, Bernard Guyomard, Mme Nicole de Hauteclocque, MM. Marcel Henry, André Jarrot, Louis Jung, Christian de La Malène, Marc Lauriol, Jean Lecanuet, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Louis Longequeue, Philippe Madrelle, Michel Maurice-Bokanowski, Jean-Luc Mélenchon, Claude Mont, Jean Natali, Paul d'Ornano, Michel Poniatowski, Robert Pontillon, Roger Poudonson, André Rouvière, Robert-Paul Vigouroux, Xavier de Villepin, Albert Voilquin.

Constitution du bureau le 5 octobre 1989 :

Président : M. Jean Lecanuet ; *Vice-présidents :* MM. Michel d'Aillières, Yvon Bourges, François Abadie, Jean-Pierre Bayle ; *Secrétaires :* MM. Jean Garcia, Guy Cabanel, Michel Alloncle, Jacques Genton.

Aucun modification n'est intervenue entre le 4 octobre et le 31 décembre 1989.

4 - Commission des affaires sociales (51 membres ; 52 membres depuis l'adoption par le Sénat de la résolution du 12 juin 1989)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers »

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989 :

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Georges Treille le 26 avril 1989 (*JO* Lois et décrets du 27 avril 1989).

Est nommé membre de cette commission : M. André Bohl, le 26 avril 1989, en remplacement de M. Georges Treille, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 27 avril 1989).

Composition 4 octobre 1989 :

Membres : MM. José Balarello, Jean Barras, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Henri Belcour, Jacques Bialski, Jacques Bimbenet, Marc Boeuf, André Bohl, Louis Boyer, Louis Brives, Jean-Pierre Cantegrit, Jean Chérioux, Marcel

Debarge, François Delga, Charles Descours, Michel Doublet, Jean Dumont, Jean-Paul Emin, Jean-Pierre Fourcade, Claude Huriet, Roger Husson, André Jourdain, Paul Kauss, Philippe Labeyrie, Henri Le Breton, Marcel Lesbros, Roger Lise, François Louisy, Pierre Louvot, Jacques Machet, Jean Madelain, Mme Hélène Missoffe, MM. Arthur Moulin, Albert Pen, Guy Penne, Hubert Peyou, Louis Philibert, Claude Prouvoyeur, Henri Revol, Roger Rigaudière, Guy Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Gérard Roujas, Olivier Roux, Bernard Seillier, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Paul Souffrin, Louis Souvet, Pierre-Christian Taittinger, Martial Taugourdeau, Hector Viron.

Constitution du bureau le 5 octobre 1989 :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-présidents :* MM. Louis Souvet, Marc Boeuf, Claude Huriet, Jacques Bimbenet ; *Secrétaires :* MM. Hector Viron, Charles Descours, Guy Penne, Roger Lise.

Aucune modifications n'est intervenue entre le 4 octobre et le 31 décembre 1989.

5 - Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (42 membres ; 43 membres depuis l'adoption par le Sénat de la résolution du 12 juin 1989)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers »

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. *Modeste Legouez*, décédé le 30 janvier 1989 (*JO* Lois et décrets du 31 janvier 1989) ; M. Gérard Delfau, le 30 mai 1989 (*JO* Lois et décrets du 31 mai 1989).

Sont nommés membres de cette commission : M. Jean Clouet, le 4 avril 1989, en remplacement de M. *Modeste Legouez*, décédé (*JO* Lois et décrets du 5 avril 1989) ; M. Maurice Pic, le 30 mai 1989, en remplacement de M. Gérard Delfau, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 31 mai 1989).

Bureau : M. Jean-François Pintat est nommé secrétaire le 5 avril 1989 en remplacement de M. *Modeste Legouez*, décédé (*JO* Lois et décrets du 6 avril 1989).

Composition au 4 octobre 1989 :

Membres : MM. Philippe Adnot, Jean Arthuis, René Ballayer, Claude Belot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Maurice Blin, Raymond Bourgine, Ernest Cartigny, Auguste Cazalet, Jacques Chaumont, Roger Chinaud, Jean Clouet, Jean Cluzel, Henri Collard, Maurice Couve de Murville, Pierre Croze, Jacques Delong, Marcel Fortier, André Fosset, Mme Paulette Fost, MM. Paul Girod, Henri Gœtschy, Yves Guéna, Emmanuel Hamel, Tony Larue, Paul Loridant, Roland du Luart, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, René Monory, Geoffroy de Montalembert, Michel Moreigne, Jacques Oudin, Bernard Pellarin, Louis Perrein, Jean-François Pintat, Christian Poncelet, René Régnault, Henri Torre, François Trucy, Jacques Valade, Robert Vizet, André-Georges Voisin.

Constitution du bureau le 5 octobre 1989 :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président d'honneur :* M. Geoffroy de Montalembert ; *Vice-présidents :* MM. Tony Larue, Jean Cluzel, Paul Girod, Jean-François Pintat ; *Secrétaires :* MM. Maurice Blin, Emmanuel Hamel, Louis Perrein, Robert Vizet ; *Rapporteur général :* M. Roger Chinaud.

Modifications intervenues entre le 4 octobre 1989 et le 31 décembre 1989 :

Cesse d'appartenir à cette commission : M. André Fosset, le 13 octobre 1989 (*JO* Lois et décrets du 14 octobre 1989).

Est nommé membre de cette commission : M. Paul Caron, le 13 octobre 1989, en remplacement de M. André Fosset, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 14 octobre 1989).

6 - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (43 membres ; 44 membres depuis l'adoption par le Sénat de la résolution du 12 juin 1989)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers »

Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Jean Clouet, démissionnaire le 4 avril 1989 (*JO* Lois et décrets du 5 avril 1989) ; M. *Pierre Salvi*, décédé le 9 janvier 1989 (*JO* Lois et décrets du 11 janvier 1989).

Sont nommés membres de cette commission : M. Jean Bénard-Mousseaux, le 11 avril 1989, en remplacement de M. Jean Clouet, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 12 avril 1989) ; M. Georges Treille, le 26 avril 1989, en remplacement de M. *Pierre Salvi*, décédé (*JO* Lois et décrets du 27 avril 1989).

Composition au 4 octobre 1989 :

Membres : MM. Guy Allouche, Alphonse Arzel, Germain Authié, Gilbert Baumet, Pierre Biarnes, Christian Bonnet, Philippe de Bourgoing, Raymond Bouvier, Jean Chamant, Raymond Courrière, Charles de Cuttoli, Etienne Dailly, Michel Darras, André Daugnac, Luc Dejoie, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. François Giacobbi, Jean-Marie Girault, Paul Graziani, Hubert Haenel, Daniel Hœffel, Charles Jolibois, Lucien Lanier, Jacques Larché, Bernard Laurent, René-Georges Laurin, Charles Lederman, Paul Masson, Daniel Millaud, Lucien Neuwirth, Charles Ornano, Georges Othily, Roger Pagès, Claude Pradille, Albert Ramassamy, Roger Romany, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Jacques Sourdille, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon, Georges Treille, Louis Virapoullé.

Constitution du bureau le 5 octobre 1989 :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président :* MM. Louis Virapoullé, François Giacobbi, Charles de Cuttoli, Michel Darras ; *Secrétaires :* MM. Charles Lederman, Germain Authié, René-Georges Laurin, Marcel Rudloff.

Aucune modifications n'est intervenue entre le 4 octobre et le 31 décembre 1989.

B. – COMMISSION DE CONTRÔLE

Commission de contrôle de l'action des organismes publics ayant trait à des opérations financières portant sur le capital des sociétés privatisées.

Nomination par le Sénat le 21 décembre 1988 (JO Lois et décrets du 22 décembre 1988)

Membres : MM. Etienne Dailly, Jean Clouet, Maurice Blin, René Monory, Jean Cluzel, Lucien Neuwirth, Raymond Bourgine, Michel Caldaguès, José Balarello, Josy Moinet, Roger Chinaud, François Autain, Jacques Oudin, Hubert Haenel, Jean Arthuis, Jacques Larché, Xavier de Villepin, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Pierre Masseret, Paul Loridant, Charles Lederman.

Bureau nommé le 5 janvier 1989 (JO Lois et décrets du 6 janvier 1989) : *Président :* M. Xavier de Villepin ; *Vice-présidents :* MM. Raymond Bourgine et Etienne Dailly ; *Rapporteur :* M. Roger Chinaud

Rapport de M. Roger Chinaud (26 avril 1989) [n° **265** (88-89)].

C. – COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

1. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale dans sa séance du jeudi 11 mai 1989 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Marc Dolez, André Delattre, Jean-Claude Peyronnet, François Colcombet, Mme Nicole Catala, M. Jean-Pierre Philibert.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Michel, Philippe Marchand, Michel Suchod, Serge Charles, Georges Durand, Jacques Brunhes, Christian Kert.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Pierre Dumas, Jean Arthuis, Bernard Barbier, Robert Laucournet, Philippe François, Jacques Bellanger.

Suppléants : MM. Louis de Catuelan, Richard Pouille, Roland Grimaldi, Désiré Debavelaere, Louis Minetti, Louis Moinard, Serge Mathieu.

Dans sa séance du mercredi 24 mai 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-président :* M. Michel Sapin ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Marc Dolez ; *au Sénat* : M. Pierre Dumas.

2. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale dans sa séance du jeudi 18 mai 1989 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 11 mai 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, François Colcombet, Jean-Pierre Lapaire, Robert Le Foll, Jean-Pierre Michel, Pierre Mazeaud, Georges Durand.

Suppléants : MM. Philippe Marchand, Michel Suchod, André Delattre, Henri Cuq, Jacques Brunhes, Pierre Lequiller, Jean-Jacques Hyest.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jean-Marie Girault, Etienne Dailly, Daniel Hœffel, Paul Masson, Germain Authié, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Auguste Cazalet, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Bernard Laurent, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du jeudi 1er juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président :* M. Michel Sapin ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. François Colcombet ; *au Sénat* : M. Jean-Pierre Tizon.

3. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 26 mai 1989 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 24 mai 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Jacques Floch, Mme Martine David, MM. Philippe Marchand, Jean-Pierre Michel, Pierre Mazeaud, Paul-Louis Tenaillon.

Suppléants : MM. Michel Suchod, Jean-Pierre Lapaire, André Delattre, Henri Cuq, Jean-Jacques Hyest, Gilbert Millet, Jean-Philippe Lachenaud.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Marcel Rudloff, Etienne Dailly, Hubert Haenel, Jean-Marie Girault, Germain Authié, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Auguste Cazalet, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Daniel Hœffel, Bernard Laurent, Michel Rufin, Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du jeudi 1er juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président :* M. Michel Sapin ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Jacques Floch ; *au Sénat* : M. Marcel Rudloff.

4. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi modifiant la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 31 mai 1989 et par le Sénat dans sa séance du mardi 30 mai 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Dominique Strauss-Kahn, Jean Le Garrec, Philippe Auberger, Guy Bêche, Gilbert Gantier, François Hollande, Jean-Paul Planchou.

Suppléants : MM. Raymond Douyère, Charles Josselin, Alain Rodet, Jacques Roger-Machart, Arthur Dehaine, Edmond Alphandéry, Fabien Thiémé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, André Fosset, Etienne Dailly, Maurice Blin, Roger Chinaud, Jean-Pierre Masseret, Paul Loridant.

Suppléants : MM. Lucien Neuwirth, René Ballayer, Jacques Descours Desacres, Emmanuel Hamel, Joseph Raybaud, René Régnault, Robert Vizet.

Dans sa séance du jeudi 1er juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président :* M. Dominique Strauss-Kahn ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Jean Le Garrec ; *au Sénat* : M. André Fosset.

5. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi approuvant le Xe plan (1989-1992).**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 31 mai 1989 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 24 mai 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Dominique Strauss-Kahn, Jean-Pierre Balligand, Edmond Alphandéry, Michel Barnier, Guy Bêche, Raymond Douyère, Maurice Pourchon.

Suppléants : MM. Jean-Paul Bachy, Augustin Bonrepaux, Jean-Paul Planchou, Yves Tavernier, Jean-Pierre Delalande, Hervé de Charette, Fabien Thiémé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Bernard Barbier, Philippe François, Roland Grimaldi, Jean Arthuis, Robert Laucournet, Jacques Braconnier.

Suppléants : MM. Paul Séramy, Jean-Pierre Fourcade, Jacques Oudin, Louis Minetti, Michel Rigou, Fernand Tardy, Michel Souplet.

Dans sa séance du jeudi 1er juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Maurice Pourchon ; *Vice-président :* M. Jean François-Poncet ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Jean-Pierre Balligand ; *au Sénat* : M. Bernard Barbier.

6. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 2 juin 1989 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Roger Léron, Philippe Bassinet, Jean-Pierre Joseph, Didier Migaud, Gérard Gouzes, Pierre Micaux, Jean-Paul Charié.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Bouquet, Gilbert Le Bris, François Colcombet, René Dosière, Roger Gouhier, Germain Gengenwin, Jean-Marie Demange.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Jean Huchon, Gérard Larcher, Richard Pouille, William Chervy, Jean Arthuis, Jacques Bellanger.

Suppléants : MM. Jean Simonin, Henri de Raincourt, Robert Laucournet, Jacques Moutet, Claude Prouvoyeur, Paul Caron, Louis Minetti.

Dans sa séance du mercredi 7 juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-président :* M. Philippe Bassinet ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Roger Léro ; *au Sénat* : M. Jean Huchon.

7. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 9 juin 1989 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 8 juin 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, François Colcombet, Bernard Carton, Guy Malandain, François Massot, Jean Tiberi, Pierre Lequiller.

Suppléants : MM. Daniel Vaillant, Jacques Guyard, Marcel Charmant, Serges Charles, Alain Lamassoure, Jean-Jacques Hyest, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Luc Dejoie, Jean Faure, Jacques Thyraud, Paul Girod, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Raymond Bouvier, Charles de Cuttoli, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Charles Jolibois, Robert Laucournet, Bernard Laurent, Michel Rufin.

Dans sa séance du mercredi 14 juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Sapin ; *Vice-président :* M. Jacques Larché ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. François Colcombet ; *au Sénat* : M. Luc Dejoie.

8. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 13 juin 1989 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Dominique Strauss-Kahn, Christian Pierret, Gérard Gouzes, Philippe Auberger, Michel d'Ornano, Alain Richard, Michel Sapin.

Suppléants : MM. François Colcombet, Raymond Douyère, Jean-Pierre Michel, Jean-Paul Planchou, Georges Tranchant, Edmond Alphandéry, Fabien Thiémé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Charles Jolibois, Etienne Dailly, Raymond Bourgine, Marcel Rudloff, Michel Darras, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Suppléants : MM. Raymond Bouvier, Charles de Cuttoli, Daniel Hœffel, Charles Lederman, Paul Loridant, Paul Masson, Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du jeudi 15 juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché, sénateur ; *Vice-président :* M. Dominique Strauss-Kahn, député ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Christian Pierret ; *au Sénat* : MM. Charles Jolibois et Etienne Dailly.

9. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le 15 juin 1989 et par le Sénat dans sa séance du mardi 13 juin 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Michel Coffineau, Alain Vidalies, Mme Gilberte Marin-Moskovitz, MM. Jacques Roger-Machart, Eric Doligé, François Delattre.

Suppléants : Mmes Hélène Mignon, Marie-Josèphe Sublet, MM. Pierre Hiard, Jean-Yves Chamard, Jean-Yves Haby, François Rochebloine, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Souvet, Jean Chérioux, Henri Le Breton, Henri Collard, Marc Bœuf, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Suppléants : MM. Pierre Louvot, Charles Descours, Mme Hélène Missoffe, MM. André Rabineau, Louis Boyer, Franck Sérusclat, Paul Souffrin.

Dans sa séance du mardi 20 juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Michel Coffineau ; *au Sénat* : M. Louis Souvet.

10. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant amnistie.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 16 juin 1989 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 14 juin 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Jean-Pierre Michel, Robert Le Foll, Michel Pezet, Guy Lordinot, Jacques Toubon, Francis Delattre.

Suppléants : MM. Marcel Charmant, André Delattre, Mme Martine David, MM. Pierre Mazeaud, Pierre Lequiller, Jean-Jacques Hyest, François Asensi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Marcel Rudloff, Paul Masson, Etienne Dailly, Louis Virapoullé, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Christian Bonnet, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Bernard Laurent, Michel Rufin, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du jeudi 22 juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président :* M. Michel Sapin ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Jean-Pierre Michel ; *au Sénat* : M. Marcel Rudloff.

11. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 19 juin 1989 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 16 juin 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Philippe Marchand, Jean-Pierre Michel, Mme Martine David, MM. François Colcombet, Pierre Mazeaud, José Rossi.

Suppléants : MM. André Delattre, Marcel Charmant, Michel Pezet, Jacques Toubon, Pierre Lequiller, Jean-Jacques Hyest, François Asensi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Marcel Rudloff, Charles de Cuttoli, Charles Jolibois, René-Georges Laurin, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Germain Authié, Raymond Bouvier, Auguste Cazalet, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Paul Girod, Paul Masson, Jacques Thyraud.

Dans sa séance du jeudi 22 juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Sapin ; *Vice-président :* M. Michel Dreyfus-Schmidt ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Philippe Marchand ; *au Sénat* : M. Marcel Rudloff.

12. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions.**

Composition de la commission :

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 19 juin 1989 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 15 juin 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Léo Grézard, François Massot, Jean-Pierre Baeumler, Jean-Pierre Fourré, Serge Charles, Pierre Lequiller.

Suppléants : MM. François Colcombet, Marcel Charmant, André Delattre, Pierre Mazeaud, Francis Delattre, Jean-Jacques Hyest, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jacques Thyraud, Hubert Haenel, Daniel Hœffel, Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Raymond Bouvier, Etienne Dailly, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Paul Masson, Michel Rufin, Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du jeudi 22 juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président :* M. Michel Sapin ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Léo Grézard ; *au Sénat* : M. Jacques Thyraud.

13. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 23 juin 1989 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 21 juin 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Michel Suchod, Julien Dray, Jean-Pierre Michel, Yves Durand, Pierre Mazeaud, Pascal Clément.

Suppléants : MM. Michel Pezet, François Massot, Jean-Pierre Worms, Gérard Longuet, Robert Pandraud, Jean-Jacques Hyest, François Asensi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Charles Jolibois, Paul Masson, Christian Bonnet, Daniel Hœffel, Guy Allouche, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Auguste Cazalet, Etienne Dailly, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Bernard Laurent, Marcel Rudloff, Michel Rufin.

Dans sa séance du mardi 27 juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Sapin ; *Vice-président :* M. Jacques Larché ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Jean-Pierre Michel ; *au Sénat* : M. Jacques Larché.

14. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 26 juin 1989 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 23 juin 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean-Claude Boulard, Alain Vidalies, Mme Hélène Mignon, MM. Marcel Garrouste, Jean-Yves Chamard, Georges Colombier.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Sueur, André Clert, Jean Proveux, Mme Roselyne Bachelot, MM. Jean-Luc Preel, Jean-Pierre Foucher, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Madelain, Pierre Louvot, Henri Belcour, André Rabineau, Guy Penne, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Suppléants : Mme Hélène Missoffe, MM. Jean Cauchon, José Balarello, Jean Chérioux, François Delga, Charles Bonifay, Paul Souffrin.

Dans sa séance du mercredi 28 juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président :* M. Jean-Michel Belorgey ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Jean-Claude Boulard ; *au Sénat* : M. Jean Madelain.

15. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement de danse.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 26 juin 1989 et par le Sénat dans sa séance du mardi 27 juin 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Charles Metzinger, Bernard Schreiner, Bernard Derosier, Jean Giovanelli, Mme Françoise de Panafieu, M. Léonce Deprez.

Suppléants : MM. Alfred Recours, Thierry Mandon, Marcel Garrouste, Jean-Yves Chamard, François-Michel Gonot, Mme Bernadette Issac-Sibille, M. Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, Jean Delaneau, Adrien Gouteyron, Paul Séramy, André Diligent, François Autain, Jacques Carat.

Suppléants : MM. Michel Miroudot, Pierre Laffitte, Marc Lauriol, Jacques Bérard, Albert Vecten, Gérard Delfau, Mme Danielle Bidard-Reydet.

Dans sa séance du vendredi 30 juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Maurice Schumann ; *Vice-président :* M. Jean-Michel Belorgey ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Charles Metzinger ; *au Sénat* : M. Jean Delaneau.

16. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 27 juin 1989 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Charles Metzinger, Bernard Schreiner, Bernard Derosier, Jean Giovannelli, Michel Péricard, André Santini.

Suppléants : MM. Alfred Recours, Thierry Mandon, Marcel Garrouste, Louis de Broissia, François d'Aubert, Jacques Barrot, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, Adrien Gouteyron, Paul Séramy, Jean Delaneau, André Diligent, François Autain, Jacques Carat.

Suppléants : MM. Michel Miroudot, Pierre Laffitte, Marc Lauriol, Jacques Bérard, Albert Vecten, Gérard Delfau, Mme Danielle Bidard-Reydet.

Dans sa séance du vendredi 30 juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Maurice Schumann ; *Vice-président :* M. Jean-Michel Belorgey ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Bernard Schreiner ; *au Sénat* : M. Adrien Gouteyron.

17. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'éducation.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 30 juin 1989 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 29 juin 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Charles Metzinger, Bernard Schreiner (Yvelines), Bernard Derosier, Jean Giovannelli, Bruno Bourg-Broc, Francisque Perrut.

Suppléants : MM. Alfred Recours, Thierry Mandon, Marcel Garrouste, Jean-Yves Chamard, Jean-Yves Haby, René Couanau, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, Paul Séramy, Jean Delaneau, Adrien Gouteyron, André Diligent, François Autain, Gérard Delfau.

Suppléants : MM. Michel Miroudot, Pierre Laffitte, Marc Lauriol, Jacques Bérard, Albert Vecten, Jacques Carat, Mme Danielle Bidard-Reydet.

Dans sa séance du vendredi 30 juin 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Maurice Schumann ; *Vice-président :* M. Jean-Michel Belorgey ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Bernard Derosier ; *au Sénat* : M. Paul Séramy.

18. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le 30 juin 1989 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Charles Metzinger, Bernard Bioulac, Jean-Michel Testu, Julien Dray, Mme Elizabeth Hubert, M. Jacques Blanc.

Suppléants : Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Marcel Garrouste, Thierry Mandon, Jean-Yves Chamard, Denis Jacquat, Jean-Paul Fuchs, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Pierre Louvot, Mme Hélène Missoffe, MM. Claude Huriet, André Rabineau, Franck Sérusclat, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Suppléants : MM. José Balarello, Henri Belcour, Jean Chérioux, Jean Madelain, Guy Besse, Guy Penne, Paul Souffrin.

Dans sa séance du samedi 1er juillet 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président:* M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Bernard Bioulac ; *au Sénat* : M. Jean-Pierre Fourcade.

19. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le samedi 1er juillet 1989 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Claude Ducert, François Massot, Philippe Bassinet, Mme Marie-Noëlle Lienemann, MM. Jean-Yves Autexier, Henri Cuq, Gilbert Gantier.

Suppléants : MM. Michel Coffineau, Jean-Marie Le Guen, Jean-Pierre Defontaine, René Dosière, Jean-Claude Lefort, Jean-Luc Reitzer, Michel Voisin.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Henri de Raincourt, Paul Masson, Louis de Catuelan, Philippe François, Jacques Bellanger, Bernard Legrand.

Suppléants : MM. Jean Simonin, Jacques Moutet, William Chervy, Joseph Caupert, Gérard Larcher, Henri Olivier, Louis Minetti.

Dans sa séance du lundi 3 juillet 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Philippe Bassinet ; *Vice-président :* M. Jean Simonin ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Claude Ducert ; *au Sénat :* M. Henri de Raincourt.

20. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 3 juillet 1989 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Jean-Michel Belorgey, Mmes Gilberte Marin-Moskovitz, Denise Cacheux, Ségolène Royal, Marie-Josèphe Sublet, Elisabeth Hubert, M. Denis Jacquat.

Suppléants : MM. Alain Calmat, Charles Metzinger, Mmes Yvette Roudy, Roselyne Bachelot, M. Georges Colombier, Mmes Christine Boutin, Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Pierre Louvot, Mme Hélène Missoffe, MM. Claude Huriet, André Rabineau, Charles Bonifay, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Suppléants : MM. José Balarello, Henri Belcour, Jean Chérioux, Jean Madelain, Guy Besse, Guy Penne, Paul Souffrin.

Dans sa séance du lundi 3 juillet 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* Mme Gilberte Marin-Moskovitz ; *au Sénat ;* Mme Hélène Missoffe.

21. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 15 novembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du mardi 7 novembre 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine), François Hollande, Jean-Yves Autexier, Jean-François Delahais, François Fillon, Jean Gatel, Georges Mesmin.

Suppléants : MM. Yves Dollo, Joseph Gourmelon, Jean-Yves Le Drian, Georges Lemoine, Robert Poujade, Louis Pierna, Michel Voisin.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Genton, René Monory, Yvon Bourges, Franz Duboscq, Michel Poniatowski, Robert Pontillon, Jean-Pierre Bayle.

Suppléants : MM. Jacques Golliet, Roger Chinaud, Paul d'Ornano, Max Lejeune, André Bettencourt, Louis Longequeue, Jean Garcia.

Dans sa séance du jeudi 16 novembre 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Gatel ; *Vice-président :* M. Yvon Bourges ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) ; *au Sénat* : M. Jacques Genton.

22. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 21 novembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 17 novembre 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Mmes Marie-Josèphe Sublet, Marie-Madeleine Dieulangard, M. Thierry Mandon, Mme Gilberte Marin-Moskovitz, MM. Jean-Yves Chamard, Jean-Pierre Philibert.

Suppléants : MM. Jean-Michel Testu, Mme Hélène Mignon, MM. Alain Vidalies, Jean-Pierre Delalande, Jean-Yves Haby, Jean-Paul Fuchs, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Mme Hélène Missoffe, M. Jacques Machet, Mme Nelly Rodi, MM. Pierre Louvot, Marc Bœuf, Paul Souffrin.

Suppléants : MM. Bernard Seillier, André Jourdain, Henri Le Breton, Jean Chérioux, François Delga, Guy Penne, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Dans sa séance du mercredi 22 novembre 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs : au Sénat :* Mme Hélène Missoffe ; *à l'Assemblée nationale :* Mme Marie-Josèphe Sublet.

23. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 29 novembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gérard Gouzes, Pierre Estève, Jean Giovannelli, Alain Brune, Gaston Rimareix, Jean-Paul Charié, Pierre Micaux.

Suppléants : MM. Jean-Marie Leduc, François Patriat, François Colcombet, Jean-Pierre Joseph, Pierre Goldberg, Michel Cointat, Ambroise Guellec.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Marcel Daunay, Jean-François Le Grand, Henri de Raincourt, Fernand Tardy, Désiré Debavelaere, Marcel Bony.

Suppléants : MM. Roland du Luart, Jacques Machet, Paul Girod, Albert Vecten, Aubert Garcia, Jean Simonin, Félix Leyzour.

Dans sa séance du mardi 5 décembre 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-président :* M. Gaston Rimareix ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Pierre Estève ; *au Sénat :* M. Marcel Daunay.

24. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 30 novembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 29 novembre 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Bernard Bioulac, Mmes Hélène Mignon, Marie Jacq, M. Marcel Garrouste, Mme Roselyne Bachelot, M. Léonce Deprez.

Suppléants : Mmes Gilberte Marin-Moskovitz, Marie-Josèphe Sublet, MM. Bernard Derosier, Jean-Yves Charmard, Jean-Yves Haby, Mmes Christine Boutin, Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Nelly Rodi, MM. Jacques Machet, Pierre Louvot, Jacques Bimbenet, Guy Penne, Paul Souffrin.

Suppléants : M. Henri Revol, Mme Hélène Missoffe, MM. André Bohl, Jean Dumont, Jean Madelain, Marc Bœuf, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Dans sa séance du mardi 5 décembre 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président :* M. Jean-Michel Belorgey ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Bernard Bioulac ; *au Sénat :* Mme Nelly Rodi.

25. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 11 décembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 8 décembre 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Pierre Lequiller, Roger Leron, Gérard Bapt, Mme Denise Cacheux, MM. Jean-Pierre Michel, Nicolas Sarkozy.

Suppléants : MM. François Colcombet, Gérard Gouzes, Marc Dolez, Eric Raoult, Pascal Clément, Jean-Jacques Hyest, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Jean Simonin, Lucien Lanier, Robert Laucournet, André Fosset, Richard Pouille, William Chervy.

Suppléants : MM. Jean Huchon, Henri de Raincourt, Gérard Larcher, Jacques Moutet, Jacques Bellanger, Louis de Catuelan, Henri Bangou.

Dans sa séance du mardi 12 décembre 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Sapin ; *Vice-président :* M. Jean François-Poncet ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Pierre Lequiller ; *au Sénat :* M. Jean Simonin.

26. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (GIAT).**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 11 décembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine), Jean-François Delahais, Yves Dollo, François Fillon, Claude Gaits, Jean Guigné, Arthur Paecht.

Suppléants : MM. Jean-Yves Autexier, Guy-Michel Chauveau, Joseph Gourmelon, Daniel Reiner, Robert Poujade, Jean-Jacques Weber, Louis Pierna.

Sénateurs

Titulaires : MM. Yvon Bourges, Xavier de Villepin, Emmanuel Hamel, Michel Caldaguès, Michel Poniatowski, Robert Pontillon, Louis Longequeue.

Suppléants : MM. Jacques Golliet, Marc Lauriol, Roger Poudonson, Max Lejeune, Jean-Paul Chambriard, Gérard Gaud, Jean Garcia.

Dans sa séance du mardi 12 décembre 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Yvon Bourges ; *Vice-président :* M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Jean-François Delahais ; *au Sénat :* M. Xavier de Villepin.

27. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1990.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 11 décembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du dimanche 10 décembre 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Dominique Strauss-Kahn, Alain Richard, Philippe Auberger, Raymond Douyère, Gilbert Gantier, Edmond Hervé, Jacques Roger-Machart.

Suppléants : MM. Jean Anciant, Guy Bêche, François Hollande, Christian Pierret, Arthur Dehaine, Edmond Alphandéry, Fabien Thiémé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, Jean Cluzel, Yves Guéna, Jean Arthuis, Paul Loridant, Tony Larue.

Suppléants : MM. Ernest Cartigny, Geoffroy de Montalembert, Paul Caron, Emmanuel Hamel, Roland du Luart, Louis Perrein, Mme Paulette Fost.

Dans sa séance du mardi 12 décembre 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Dominique Strauss-Kahn ; *Vice-président :* M. Christian Poncelet ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Alain Richard ; *au Sénat :* M. Roger Chinaud.

28. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 13 décembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du mardi 12 décembre 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Jean-Pierre Michel, Michel Suchod, Philippe Marchand, Robert Le Foll, Jean-Louis Debré, Georges Durand.

Suppléants : Mme Martine David, MM. François Colcombet, Marc Dolez, Pierre Mazeaud, Francis Delattre, Jean-Jacques Hyest, François Asensi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, Paul Masson, Hubert Haenel, Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Charles Jolibois, Michel Rufin, Daniel Millaud, Jacques Thyraud, Marcel Rudloff, Guy Allouche, Robert Pagès.

Dans sa séance du mercredi 13 décembre 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président :* M. Michel Sapin ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Jean-Pierre Michel ; *au Sénat :* M. Etienne Dailly.

29. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 13 décembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean-Marie Le Guen, Julien Dray, Alfred Recours, Jean-Claude Boulard, Jean-Yves Chamard, Michel Meylan.

Suppléants : MM. Jean Laurain, Michel Coffineau, André Clert, Mme Roselyne Bachelot, MM. Denis Jacquat, Adrien Zeller, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Bernard Seillier, Claude Huriet, Jean-Pierre Cantegrit, Claude Prouvoyeur, Marc Bœuf, Paul Souffrin.

Suppléants : MM. Pierre Louvot, Jacques Bimbenet, Guy Robert, Roger Lise, Jean Chérioux, Franck Sérusclat, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Dans sa séance du jeudi 14 décembre 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Jean-Marie Le Guen ; *au Sénat :* M. Claude Huriet.

30. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 12 décembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Michel Suchod, Jean-Pierre Michel, Philippe Marchand, Robert Le Foll, Pierre Mazeaud, Pascal Clément.

Suppléants : Mme Martine David, MM. François Colcombet, Marc Dolez, Jean-Louis Debré, Francis Delattre, Jean-Jacques Hyest, François Asensi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Charles Jolibois, Paul Masson, Etienne Dailly, Marcel Rudloff, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Jacques Thyraud, Daniel Millaud, Hubert Haenel, Michel Rufin, Bernard Laurent, Guy Allouche, Robert Pagès.

Dans sa séance du vendredi 15 décembre 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président :* M. Michel Sapin ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Michel Sapin ; *au Sénat :* M. Charles Jolibois.

31. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 14 décembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 13 décembre 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean-Marie Le Guen, Julien Dray, Alfred Recours, Jean-Claude Boulard, Jean-Yves Chamard, Jean-Luc Preel.

Suppléants : MM. Jean Laurain, Michel Coffineau, André Clert, Mme Roselyne Bachelot, MM. Denis Jacquat, Jean-Pierre Foucher, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Bernard Seillier, Claude Huriet, Jean-Pierre Cantegrit, Claude Prouvoyeur, Marc Bœuf, Paul Souffrin.

Suppléants : MM. Pierre Louvot, Jacques Bimbenet, Guy Robert, Roger Lise, Jean Chérioux, Franck Sérusclat, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Dans sa séance du jeudi 14 décembre 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale :* M. Alfred Recours ; *au Sénat :* M. Bernard Seillier.

32. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la création d'un concours d'entrée à l'École nationale d'administration.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 14 décembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 13 décembre 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Robert Savy, Jean-Pierre Michel, Didier Migaud, Philippe Marchand, Pierre Mazeaud, Pierre Lequiller.

Suppléants : Mme Martine David, MM. Marc Dolez, Gilbert Bonnemaison, Jacques Toubon, Gérard Longuet, Jean-Jacques Hyest, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Daniel Hœffel, Jean-Pierre Tizon, Paul Masson, Guy Allouche, Charles Lederman, Hubert Haenel.

Suppléants : MM. Jacques Thyraud, Louis Virapoullé, Christian Bonnet, René-Georges Laurin, Germain Authié, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Charles de Cuttoli.

Dans sa séance du mardi 19 décembre 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Sapin ; *Vice-président :* M. Christian Bonnet ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Jean-Pierre Michel ; *au Sénat* : M. Daniel Hœffel.

33. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 18 décembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du samedi 16 décembre 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Robert Savy, Jean-Pierre Michel, Didier Migaud, Philippe Marchand, Pierre Mazeaud, Pierre Lequiller.

Suppléants : Mme Martine David, MM. Marc Dolez, Gilbert Bonnemaison, Jacques Toubon, Gérard Longuet, Jean-Jacques Hyest, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Christian Bonnet, Louis Virapoullé, Paul Masson, Hubert Haenel, Guy Allouche, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon, Daniel Hœffel, René-Georges Laurin, Charles de Cuttoli, Germain Authié, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Dans sa séance du mardi 19 décembre 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Sapin ; *Vice-président :* M. Christian Bonnet ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Robert Savy ; *au Sénat* : M. Christian Bonnet.

34. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 18 décembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean Laurain, Charles Metzinger, Alfred Recours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean-Yves Chamard, Jean-Pierre Philibert.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Bequet, Bernard Schreiner, Jean-Pierre Sueur, Mme Roselyne Bachelot, MM. Jean-Yves Haby, Adrien Zeller, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Louis Souvet, Guy Robert, Jean Madelain, Bernard Seillier, Mme Hélène Missoffe, MM. Marc Bœuf, Paul Souffrin.

Suppléants : MM. Jean Chérioux, Louis Boyer, Jean-Pierre Cantegrit, Pierre Louvot, Mme Nelly Rodi, M. Franck Sérusclat, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Dans sa séance du mardi 19 décembre 1989, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Louis Souvet ; *Vice-président :* M. Jean-Michel Belorgey ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Jean Laurain ; *au Sénat* : M. Guy Robert.

35. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1989.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 20 décembre 1989 et par le Sénat dans sa séance du mardi 19 décembre 1989, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Dominique Strauss-Kahn, Alain Richard, Edmond Alphandéry, Jean Anciant, Philippe Auberger, Raymond Douyère, François Hollande.

Suppléants : MM. Guy Bêche, Michel Berson, Jean-Marie Cambacérès, Yves Tavernier, Michel Giraud, Gilbert Gantier, Jean-Pierre Brard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, Jean Cluzel, Jacques Chaumont, Jean Arthuis, Paul Loridant, Louis Perrein.

Suppléants : MM. Ernest Cartigny, Geoffroy de Montalembert, Paul Caron, Emmanuel Hamel, Roland du Luart, Tony Larue, Mme Paulette Fost.

La commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président :* M. Dominique Strauss-Kahn ; *Rapporteurs : à l'Assemblée nationale* : M. Alain Richard ; *au Sénat* : M. Roger Chinaud.

VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (Loi de finances)

A. – Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

I. – BUDGETS CIVILS

A. – Budget général

Affaires étrangères ..... Yves Guéna
Agriculture et forêt ..... Roland du Luart
Anciens combattants ..... Auguste Cazalet
Coopération et développement ..... André-Georges Voisin
Culture et communication :
- Culture ..... Raymond Bourgine
- Communication ..... Jean Cluzel

Départements et territoires d'outre-mer ..... Henri Gœtschy
Economie, finances et budget :
I. – Charges communes ..... Claude Belot
II. – Services financiers ..... Michel Manet
- Commerce extérieur ..... Tony Larue

Education nationale, enseignement scolaire et supérieur :
I. – Enseignement scolaire ..... Jacques Delong
II. – Enseignement supérieur ..... Jean Clouet

Education nationale, jeunesse et sports ..... Paul Caron
Equipement, logement, transport et mer :
I. – Urbanisme, logement et services communs ..... Ernest Cartigny
II. – Transports intérieurs :
1. Transports terrestres ..... Jean-Pierre Masseret
- Voies navigables ..... Philippe Adnot

2. Routes ..... Paul Loridant
3. Sécurité routière ..... Paul Loridant

III. – Aviation civile et IV. – Météorologie . Marcel Fortier
V. – Mer :
- Marine marchande ..... René Régnault
- Ports maritimes ..... Tony Larue

Industrie et aménagement du territoire :
I. – Industrie ..... Jean-François Pintat
II. – Aménagement du territoire Geoffroy de Montalembert
III. – Commerce et artisanat ..... René Ballayer
IV. – Tourisme ..... Pierre Croze
Intérieur :
- Administration centrale et sécurité ..... Paul Girod
- Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation ..... Bernard Pellarin

Justice ..... Jean Arthuis
Recherche et technologie ..... Jacques Valade
Service du Premier ministre :
I. – Services généraux ..... Maurice Couve de Murville
- Economie sociale ..... Robert Vizet

II. – S.G.D.N. ..... Henri Collard
III. – Conseil économique et social ..... Mme Paulette Fost
IV. – Plan ..... Mme Maryse Bergé-Lavigne
V. – Environnement ..... Robert Vizet

Solidarité, santé et protection sociale ..... Jacques Oudin
Travail, emploi et formation professionnelle et services communs ..... Maurice Blin

B. – Budgets annexes.

Imprimerie nationale ..... Henri Collard
Journaux officiels ..... Mme Paulette Fost
Légion d'honneur - Ordre de la Libération .... Louis Perrein
Navigation aérienne ..... Marcel Fortier
Monnaies et Médailles ..... Louis Perrein
Postes, télécommunications et espace ..... Henri Torre
Prestations sociales agricoles ..... Roland du Luart

II. – DÉFENSE

Exposé d'ensemble et dépenses en capital .... René Monory
Dépenses ordinaires ..... François Trucy

III. – AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor ..... Emmanuel Hamel
Observations de la commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des Comptes . Michel Moreigne

B. – Rapporteurs pour avis

1. – Commission des Affaires culturelles

Culture ..... Michel Miroudot
Cinéma - Théâtre dramatique ..... Jacques Carat
Environnement ..... Hubert Martin
Enseignement scolaire ..... Paul Séramy
Enseignement agricole ..... Albert Vecten
Enseignement supérieur ..... Jean-Pierre Camoin
Enseignement technique ..... Gérard Delfau
Recherche scientifique et technique ..... Pierre Laffitte
Jeunesse et sports ..... François Lesein
Communication ..... Adrien Gouteyron
Relations culturelles, scientifiques et techniques ..... Jean Delaneau
Francophonie ..... Jacques Habert

2. – Commission des Affaires économiques et du Plan

Agriculture ..... Alain Pluchet
Aménagement rural ..... Maurice Arreckx
Industries agricoles et alimentaires ..... Aubert Garcia
Industrie ..... Francisque Collomb
Energie ..... Roland Grimaldi
Recherche scientifique ..... René Trégouët
Commerce et artisanat ..... Jean-Jacques Robert
Consommation et concurrence ..... Henri Bangou
Commerce extérieur ..... Marcel Daunay
Aménagement du territoire ..... Jean Puech
Plan ..... Bernard Barbier
Routes et voies navigables ..... Jacques Braconnier
Ports maritimes ..... Jean-François Le Grand
Logement ..... Robert Laucournet
Urbanisme ..... Jacques Bellanger
Tourisme ..... Charles Ginesy
Environnement ..... Bernard Hugo
Transports terrestres ..... Georges Berchet
Aviation civile ..... Bernard Legrand
Marine marchande ..... Louis de Catuelan
Postes, télécommunications et espace ..... Jean Faure
Départements d'outre-mer ..... Rodolphe Désiré
Territoires d'oure-mer ..... Pierre Lacour

3. – **Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées**

Affaires étrangères ..... Claude Mont
Affaires étrangères, relations culturelles ..... Paul Alduy
Coopération ..... Paul d'Ornano
Défense - Section commune ..... Xavier de Villepin
Défense - Section Gendarmerie ..... Michel Alloncle
Défense - Section Forces terrestres ..... Philippe de Gaulle
Défense - Section Air ..... Albert Voilquin
Défense - Section Marine ..... Max Lejeune

4. – **Commission des Affaires sociales**

Anciens combattants ..... Claude Prouvoyeur
Santé et action sociale ..... Louis Boyer
Sécurité sociale ..... Charles Descours
Travail, emploi et formation professionnelle ..... Louis Souvet et Jean Madelain
Prestations sociales agricoles ..... Pierre Louvot
Départements et territoires d'outre-mer ..... Roger Lise
Logement social ..... Guy Penne

5. – **Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale**

Intérieur. Décentralisation ..... Bernard Laurent
Intérieur. Police et sécurité ..... Paul Masson
Intérieur. Sécurité civile ..... Jean-Pierre Tizon
Justice. Services généraux ..... Germain Authié
Justice. Administration pénitentiaire ..... Jacques Thyraud
Justice. Education surveillée ..... Charles de Cuttoli
Départements d'outre-mer ..... Louis Virapoullé
Territoires d'outre-mer ..... Jean-Marie Girault

VII. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES

Délégation parlementaire du Sénat pour les Communautés européennes
(Loi n° 79-564 du 6 juillet 1979)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier 1989 et le 1er octobre 1989.

Nomination par le Sénat le 13 octobre 1989 (*JO* Lois et décrets du 14 octobre 1989) :

Membres : MM. Hubert d'Andigné, Guy Cabanel, Henri Collard, Gérard Delfau, Jean Garcia, Jacques Genton, Jacques Golliet, André Jarrot, Jean-Pierre Masseret, Paul Masson, Daniel Millaud, Michel Miroudot, Jacques Oudin, Michel Poniatowski, Robert Pontillon, André Rouvière, René Trégouët et Xavier de Villepin.

Nomination du bureau le 19 octobre 1989 (*JO* Lois et décrets du 20 octobre 1989) :

Président : M. Jacques Genton ; *Vice-présidents :* MM. André Jarrot, Michel Poniatowski, Robert Pontillon ; *Secrétaires :* MM. Jean Garcia, Daniel Millaud, Michel Miroudot, André Rouvière et René Trégouët.

Aucune modification n'est intervenue entre le 13 octobre et le 31 décembre 1989.

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques
(Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989.

Nominations le 19 octobre 1989 (*JO* Lois et décrets du 21 octobre 1989) (Représentants du Sénat) :

Membres : M. Henri Belcour, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jacques Bimbenet, Marc Bœuf, Jean Chérioux, Claude Huriet, Pierre Louvot, Mme Hélène Missoffe, MM. Guy Robert et Bernard Seillier.

Composition au 31 décembre 1989 (Représentants de l'Assemblée nationale) :

Membres : M. Henri Bayard, Mme Denise Cacheux, MM. Guy Chanfrault, André Clert, Bernard Debré, Jean-Marie Demange, Jean-Pierre Lapaire, Mme Gilberte Marin-Moskovitz, MM. Jacques Masdeu-Arus, Gilbert Millet, Mmes Christiane Mora, Monique Papon, M. Francisque Perrut, Mme Ségolène Royal, M. Michel Terrot.

Nomination du bureau le 13 décembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 14 décembre 1989) :

Président : Mme Denise Cacheux, député ; *Vice-présidents :* M. Claude Huriet, Bernard Seillier, sénateurs ; M. André Clert, Mme Gilberte Marin-Moskovitz, députés.

Rapporteurs : M. Henri Bayard, député, pour suivre les résultats de la politique menée en faveur de la natalité ; M. Jean-Pierre Lapaire, député, pour suivre l'application des lois relatives à la régulation des naissances et à la contraception ; M. Guy Chanfrault, député, pour suivre l'application et les conséquences de la loi relative à l'interruption volontaire de la grossesse.

Délégation parlementaire du Sénat pour la planification
(Loi n° 82-653 du 29 juillet 1982)

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier 1989 et le 1er octobre 1989.

Nomination par le Sénat le 13 octobre 1989 (*JO* Lois et décrets du 14 octobre 1989) :

Membres : MM. Bernard Barbier, Jacques Braconnier, Jacques Bellanger, Gérard Delfau, Philippe François, Roland Grimaldi, Bernard Hugo, Roger Husson, Henri Le Breton, Marcel Lesbros, Pierre Louvot, Louis Minetti, Georges Mouly, Bernard Pellarin et Henri Revol.

Nomination du bureau le 25 octobre 1989 :

Président : M. Bernard Barbier ; *Vice-présidents :* MM. Jacques Braconnier, Marcel Lesbros, Roland Grimaldi, Georges Mouly ; *Secrétaire :* M. Louis Minetti.

Aucune modification n'est intervenue entre le 13 octobre 1989 et le 31 décembre 1989.

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

(Loi n° 83-609 du 8 juillet 1983)

Composition (membres nommés par le Sénat) au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989 (membres nommés par le Sénat).

Nomination par le Sénat le 19 octobre 1989 (*JO* Lois et décrets du 21 octobre 1989) :

Membres titulaires : MM. Louis Boyer, Jean Faure, Adrien Gouteyron, Pierre Laffitte, Louis Perrein, Franck Sérusclat, Jacques Valade, Pierre Vallon.

Membres suppléants : MM. Richard Pouille, Jacques Mossion, Paul Graziani, André Boyer, Paul Loridant, René Régnault, Jacques Sourdille, Michel Souplet.

Nomination du bureau le 26 octobre 1989 (*JO* Lois et décrets du 27 octobre 1989) :

Président : M. Jean-Yves Le Déaut, député ; *Vice-président :* M. Jean Faure, sénateur ; *Secrétaires :* M. Pierre Laffitte, sénateur ; M. Raymond Forni, député.

Modifications intervenues entre le 20 octobre 1989 et le 31 décembre 1989 :

M. Paul Graziani est nommé membre titulaire et M. Adrien Gouteyron est nommé membre suppléant (*JO* Lois et décrets du 8 novembre 1989).

Composition (membres nommés par l'Assemblée nationale) au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1989 :

M. Ladislas Poniatowski est désigné en qualité de suppléant, en remplacement de M. Pierre-André Wiltzer, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 19 avril 1989).

Composition (membres nommés par l'Assemblée nationale) au 31 décembre 1989 :

Membres titulaires : MM. Claude Birraux, Michel Destot, Alain Devaquet, Raymond Forni, Robert Galley, Jean-Yves Le Déaut, Louis Mexandeau, Michel Pelchat.

Membres suppléants : M. Yves Fréville, Mme Marie-Noëlle Lienemann, MM. Jacques Godfrain, Christian Bataille, Jean-Michel Couve, Emile Zuccarelli, Daniel Chevallier, Ladislas Poniatowski.

VIII. – MISSIONS D'INFORMATION (*autorisées par le Sénat*)

A. – Missions d'information effectuées sur des questions relevant de la compétence des commissions (article 21 du Règlement).

a) Commission des affaires économiques et du Plan

1 – Rapport d'information fait à la suite d'une mission effectuée en **Thaïlande**, en **Malaisie**, à **Singapour** et en **Indonésie** du 11 au 25 janvier 1989 afin d'étudier les problèmes du **développement économique** de ces pays ainsi que leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° **429** (88-89)] (28 juin 1989).

2 – Demande de M. Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques et du Plan, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information afin de participer aux travaux de la **XIVe conférence mondiale de l'énergie** qui se réunit à Montréal, au Canada (23 mai 1989) (p. 817) – Octroi de l'autorisation demandée (20 juin 1989) (p. 1665) – Mission effectuée du 16 au 23 septembre 1989 – Rapport d'information de *MM. Claude Prouvoyeur, Jean Faure et Jacques Bellanger* [n° **159** (89-90)] (19 décembre 1989).

3 – Demande de M. Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques et du Plan, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier l'évolution économique de la **République hongroise** et de la **République populaire de Pologne**, ainsi que les relations économiques, commerciales et financières de ces pays avec la France (2 décembre 1989) (p. 4271) – Octroi de l'autorisation demandée (20 décembre 1989) (p. 5272).

b) Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

1 – Rapport d'information fait à la suite d'une mission effectuée par *MM. Jean Lecanuet, Jean-Pierre Bayle, Jacques Chaumont, Jacques Golliet et Xavier de Villepin*, du 17 au 19 février 1989, au sein des **forces françaises stationnées en Allemagne** [n° **253** (88-89)] (13 avril 1989).

2 – Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information aux **Etats-Unis** afin d'apprécier les positions de la nouvelle administration sur l'ensemble des **relations entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique** (11 mai 1989) (p. 646) – Octroi de l'autorisation demandée (20 juin 1989) (p. 1665) – Mission effectuée du 17 au 27 juillet 1989 – Rapport d'information de MM. *Pierre Matraja, Michel Alloncle, Jean Chamant, Jean-Paul Chambriard et Robert Pontillon* [n° **130** (89-90)] (13 décembre 1989).

3 – Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Union sovié-**

tique, afin d'étudier les problèmes liés au **contrôle des armements** et la **politique militaire soviétique** (11 mai 1989) (p. 646) – Octroi de l'autorisation demandée (20 juin 1989) (p. 1665) – Mission effectuée du 19 au 26 juillet 1989 – Rapport d'information de *MM. Jean Lecanuet, Jean-Pierre Bayle, André Boyer, Michel Crucis, Jean Garcia, André Jarrot et Xavier de Villepin* [n° **132** (89-90)] (13 décembre 1989).

4 – Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **République populaire de Chine** chargée de mesurer le rôle actuel et prévisible de la République populaire de Chine dans les évolutions régionales, mais aussi mondiales, en gestation (2 décembre 1989) (p. 4271) – Octroi de l'autorisation demandée (20 décembre 1989) (p. 5272).

c) Commission des affaires sociales

1 – Rapport d'information fait à la suite d'une mission effectuée du 16 au 24 juillet 1988 par une délégation chargée d'étudier la **protection sociale** et l'organisation du **système de santé** au **Canada** [n° **204** (88-89)] (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 27 janvier 1989).

2 – Demande de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **République fédérale d'Allemagne** afin d'y étudier l'organisation du régime d'**assurance maladie** (2 juin 1989) (p. 1064) – Octroi de l'autorisation demandée (20 juin 1989) (p. 1665) – Mission effectuée du 6 au 8 septembre 1989 – Rapport d'information de *MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Barras, Jacques Bimbenet, François Delga, Claude Huriet, Paul Souffrin* [n° **161** (89-90)] (19 décembre 1989).

d) Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

1 – Mission, autorisée le 14 décembre 1988, en **Union soviétique** afin d'étudier les rapports nouveaux qui se nouent entre la Fédération et les Républiques socialistes – Mission annulée.

2 – Demande de M. Jacques Larché, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Pologne**, en **Tchécoslovaquie** et en **Hongrie**, afin d'étudier l'évolution institutionnelle de ces pays (7 juin 1989) (p. 1204) – Octroi de l'autorisation demandée (20 juin 1989) (p. 1665) – Mission effectuée du 11 au 24 septembre 1989 – Rapport d'information de *MM. René-Georges Laurin, Christian Bonnet, Raymond Bouvier et Jean-Pierre Masseret* [n° **21** (89-90)] (18 octobre 1989).

3 – Demande de M. Jacques Larché, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chez nos principaux partenaires de la **Communauté économique européenne** afin d'y étudier, d'une part, les conditions d'acquisition de la **nationalité** et, d'autre part, les **modalités d'intégration des normes européennes dans le droit national** (4 décembre 1989) (p. 4319) – Octroi de l'autorisation demandée (20 décembre 1989) (p. 5272).

4 – Demande de M. Jacques Larché, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **République démocratique allemande** et en **Union soviétique** afin d'étudier l'évolution institutionnelle de ces pays (4 décembre 1989) (p. 4319) – Octroi de l'autorisation demandée (20 décembre 1989) (p. 5272).

5 – Demande de M. Jacques Larché, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Polynésie française** afin d'étudier l'évolution institutionnelle de ce territoire (4 décembre 1989) (p. 4319) – Octroi de l'autorisation demandée (20 décembre 1989) (p. 5272).

B. – Missions d'information effectuées dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat (article 22 du Règlement)

Voir aussi « Rapports d'information » dans la Table des matières.

1 – Rapport d'information fait au nom de la mission d'information sur la situation matérielle et professionnelle des **personnels soignants non médecins** des établissements hospitaliers publics, privés et privés à but non lucratif, ainsi que sur la qualité de la vie en milieu hospitalier, et les moyens de les améliorer, par *M. Charles Descours, sénateur* [n° **396** (88-89)] (20 juin 1989).

2 – Demande conjointe des présidents des cinq commissions des affaires culturelles, des affaires économiques et du Plan, des affaires sociales, des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, et des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, aux termes de laquelle ces commissions demandent au Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information commune ayant pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, d'étudier les problèmes posés par l'avenir de l'**espace rural français** et de proposer les éléments d'une **politique d'aménagement** (14 juin 1989) (p. 1523) – Octroi de l'autorisation demandée (20 juin 1989) (p. 1665) – Participants : *MM. Jean Amelin, Germain Authié, Jacques Bérard, Jacques Bimbenet, Louis de Catuelan, William Chervy, Désiré Debavelaere, Michel Doublet, Ambroise Dupont, André Egu, Jean François-Poncet, François Gerbaud, Hubert Haenel, Jean Huchon, Claude Huriet, Roger Husson, Pierre Louvot, Roland du Luart, Michel Manet, Louis Minetti, Louis Moinard, Geoffroy de Montalembert, Jean Puech, Henri de Raincourt, Guy Robert, Franck Sérusclat, Paul Souffrin, Fernand Tardy, Marcel Vidal et Serge Vinçon* – Nomination du bureau (26 octobre 1989) : *MM. Jean François-Poncet, président ; Geoffroy de Montalembert, Germain Authié, Guy Robert, Henri de Raincourt, vice-présidents ; Paul Souffrin, Serge Vinçon, secrétaires ; Hubert Haenel, Jean Huchon, Roland du Luart, rapporteurs.*

3 – Demande de M. Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques et du Plan, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information ayant pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, d'informer le Sénat sur l'avenir du service public de la **poste et des télécommunications** dans le nouveau contexte international (24 octobre 1989) (p. 2678) – Octroi de l'autorisation demandée (20 décembre 1989) (p. 5272).

4 – Demande conjointe des présidents des six commissions permanentes aux termes de laquelle ces commissions demandent au Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information commune ayant pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, d'étudier les problèmes posés par l'**immigration en France** et de proposer les éléments d'une **politique d'intégration** – Les présidents de certains groupes politiques s'associent à cette demande (9 novembre 1989) (p. 3140) – Débat et octroi de l'autorisation demandée (11 décembre 1989) (p. 4765, 4766) – Participants : *MM. François Autain, Jacques Bellanger, Claude Belot, André Bohl, Christian Bonnet, Raymond Bourgine, Jean Chérioux, Étienne Dailly, Jean Delaneau, André Diligent, Claude Estier, Jean-Pierre Fourcade, Charles Ginesy, Gérard Larcher, René-Georges Laurin, Marc Lauriol, Charles Lederman, François Lesein, Paul Loridant, Paul Masson, Jacques Moutet, Georges Othily, Robert Pagès, Guy Penne, Michel Poniatowski, Maurice Schumann, Louis Souvet, Jacques Thyraud, Xavier de Villepin et Louis Virapoullé* – Nomination du bureau (20 décembre 1989) : *MM. Jean Chérioux, président ; Louis Virapoullé, François Lesein, N., vice-présidents ; Jean Delaneau, René-Georges Laurin, N., secrétaires ; Jacques Thyraud, rapporteur.*

IX. – HAUTE COUR DE JUSTICE

(Titre IX de la Constitution)

Membres élus par le Sénat :

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989.

Election par le Sénat le 26 octobre 1989 (*JO* Lois et décrets du 27 octobre 1989).

Juges titulaires : MM. Guy Allouche, Michel Dreyfus-Schmidt, André Diligent, Jacques Machet, Louis Brives, Kléber Malécot, Jean Amelin, Hubert d'Andigné, Jacques Thyraud, Charles de Cuttoli, Jacques Larché, Charles Lederman.

Juges suppléants : MM. Daniel Millaud, Luc Dejoie, Jean Delaneau, Michel Rufin, Georges Berchet, Germain Authié.

Prestations de serment (26 octobre 1989 ; 8, 9 et 14 novembre 1989).

Aucune modification n'est intervenue entre le 26 octobre et le 31 décembre 1989.

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Au 31 décembre 1989, l'Assemblée nationale n'avait pas élu ses membres, aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue des membres composant l'Assemblée au cours des scrutins des 19 avril et 20 décembre 1989.

X. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES

(nommée à l'ouverture de chaque session ordinaire d'octobre, en application de l'article 103, alinéa 2, du règlement du Sénat).

Composition au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989.

Membres nommés par le Sénat le 4 octobre 1989 (*JO* Lois et décrets du 5 octobre 1989) : M. René Ballayer, Mme Marie-Claude Beaudeau ; MM. Pierre Carous, Jean Chérioux, Gérard Delfau, Marcel Fortier, Tony Larue, Roland du Luart, Pierre Schiélé, Raymond Soucaret, Albert Voilquin.

Modifications intervenues entre le 4 octobre et le 31 décembre 1989 : démissions de MM. Jean Chérioux, Marcel Fortier et Pierre Schiélé (*JO* Lois et décrets du 11 octobre 1989) ; nominations de MM. Jean Cluzel, Luc Dejoie et Jacques Delong (*JO* Lois et décrets du 11 octobre 1989).

Nomination du bureau (*JO* Lois et décrets du 12 octobre 1989) :

Président : M. Pierre Carous ; *Vice-président :* M. Albert Voilquin ; *Secrétaire-rapporteur :* M. Tony Larue.

XI. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Délégués du Sénat au 1er janvier 1989 : voir Table des matières 1988 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier et le 1er octobre 1989.

Élection par le Sénat le 19 octobre 1989 (*JO* Lois et décrets du 20 octobre 1989) :

Membres titulaires : MM. Henri Collette, Adrien Gouteyron, Pierre Jeambrun, Louis Jung, Robert Pontillon, Jacques Thyraud.

Membres suppléants : MM. Michel Alloncle, André Bohl, Pierre Croze, Jean-François Le Grand, Jean-Pierre Masseret, Jean Roger.

Aucune modification n'est intervenue entre le 20 octobre et le 31 décembre 1989 (Représentants du Sénat).

Composition au 31 décembre 1989 (Représentants de l'Assemblée nationale) :

Membres titulaires : MM. Philippe Bassinet, Jacques Baumel, Roger Beix, Jean-Marie Caro, Adrien Durand, François Fillon, Raymond Forni, Jean-Pierre Fourré, Robert Galley, Jean Oehler, Jean Seitlinger, Théo Vial-Massat.

Membres suppléants : MM. René André, Jean-Pierre Balligand, Alain Barrau, Claude Birraux, Paul Dhaille, François Grussenmeyer, Xavier Hunault, Émile Kœhl, Pierre Lagorce, Charles Pistre, Jean Valleix, Jean-Pierre Worms.

M. Louis Jung est *président* de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 8 mai 1989.

XII. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

A. – Nominations ou désignations de sénateurs

En application du décret n° 84-72 du 30 janvier 1984 modifié, M. le président du Sénat a renouvelé le 6 février 1989 le mandat de M. Pierre-Christian Taittinger comme représentant du Sénat au sein de la **Commission nationale consultative des droits de l'homme.**

En application du décret n° 78-1136 du 6 décembre 1978, M. le président du Sénat a désigné, le 10 février 1989, M. Charles Jolibois comme membre titulaire de la **commission d'accès aux documents administratifs.**

En application du décret n° 78-1136 du 6 décembre 1978, M. le président du Sénat a désigné, le 16 février 1989, M. Guy Allouche comme membre suppléant de la **commission d'accès aux documents administratifs.**

En application du décret n° 89-83 du 8 février 1989, M. le président du Sénat a désigné, le 17 février 1989, M. Claude Huriet comme représentant du Sénat au sein du **Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis (sida).**

Lors de la séance du 13 avril 1989, le Sénat a désigné M. Pierre Laffitte comme membre titulaire au sein du **Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche** et M. Pierre Croze comme membre suppléant au sein de ce même organisme.

En application du décret n° 86-201 du 21 février 1986, M. le président du Sénat a désigné le 27 avril 1989 M. Paul Malassagne pour siéger au sein du **Conseil national du tourisme** en qualité de suppléant.

Dans sa séance du vendredi 28 avril 1989, le Sénat a désigné M. Charles Bonifay pour le représenter au sein du **Conseil supérieur de la mutualité** en application de l'article R. 511-1 du code de la mutualité.

Dans sa séance du mardi 16 mai 1989, le Sénat a désigné M. Richard Pouille pour le représenter au sein du **comité consultatif de l'utilisation de l'énergie** (décret n° 76-561 du 25 juin 1976).

Dans sa séance du mardi 16 mai 1989, le Sénat a désigné M. Bernard Laurent pour le représenter au sein du **Haut Conseil du secteur public** (décret n° 82-466 du 3 juin 1982).

Au cours de sa séance du jeudi 22 juin 1989, le Sénat a désigné MM. Jacques Descours Desacres et Christian Bonnet, comme mêmes titulaires, et MM. Lucien Neuwirth et Raymond Bouvier, comme membres suppléants, du **comité des finances locales,** en application de l'article L. 234-20 du code des communes.

Au cours de sa séance du 29 juin 1989, le Sénat a désigné M. Charles Descours au sein du **Conseil national du bruit** (décret n° 86-86 du 15 janvier 1986 modifiant le décret n° 82-1638 du 17 juin 1982).

Dans sa séance du 29 juin 1989, le Sénat a nommé M. Jean Huchon comme membre titulaire et M. Bernard Barbier comme membre suppléant du **Conseil national de l'habitat.**

En application de l'article 9 du règlement, le Sénat, au cours de sa séance du vendredi 13 octobre 1989, a désigné MM. Pierre Jeambrun, Serge Mathieu, Louis Moinard et Alain Pluchet comme membres titulaires de la **commission nationale d'urbanisme commercial** et MM. Richard Pouille, Bernard Barbier, Auguste Chupin et Jean Amelin comme membres suppléants au sein de cet organisme.

En application de l'article 9 du règlement, M. le président du Sénat a été informé de la nomination par la commission des affaires sociales le 25 octobre 1989 de :

– M. Guy Penne comme représentant du Sénat au conseil d'administration du **Centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts** (décret n° 76-169 du 13 février 1976) ;

– M. Marc Bœuf comme membre suppléant du Sénat au conseil d'administration de l'**Établissement d'hospitalisation public de Fresnes** (décret n° 85-1392 du 27 décembre 1985).

En application de l'article 9 du règlement, M. le président du Sénat a été informé de la nomination par la commission des lois, le 25 octobre 1989, de M. Michel Rufin comme membre titulaire et de M. Jean-Pierre Tizon comme membre suppléant de la **Commission supérieure de codification** (décret n° 89-647 du 12 septembre 1989).

En application de l'article 9 du règlement, M. le président du Sénat a été informé de la nomination par la commission des finances, lors de sa réunion du jeudi 2 novembre 1989, de :

– M. Maurice Blin comme membre titulaire du **comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics ;**

– M. Jean Cluzel comme membre suppléant au **Conseil national de la cinématographie ;**

– M. Jean Arthuis comme membre titulaire au **Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.**

Au cours de sa séance du 8 novembre 1989, le Sénat a désigné :

– M. Roger Chinaud pour le représenter comme membre titulaire au sein du **Conseil national du crédit ;**

– M. Roland du Luart pour le représenter comme membre titulaire au sein du **comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales ;**

– M. René Monory pour le représenter comme membre titulaire au sein du **comité des prix de revient des fabrications d'armement.**

M. le président du Sénat a désigné :

– En application du décret n° 86-201 du 21 février 1986, M. Charles Ginesy comme membre suppléant au sein du **Conseil national du tourisme ;**

– En application du décret n° 84-712 du 17 juillet 1984, M. Josselin de Rohan comme membre titulaire au sein du **comité directeur du Fonds d'investissement pour les départements d'outre-mer (FIDOM) ;**

– En application du décret du 6 novembre 1934, M. Ernest Cartigny comme membre de la **commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux ;**

– En application de l'arrêté du 1er avril 1985, M. Jean Delaneau comme membre titulaire et M. Roger Boileau comme membre suppléant au sein du **comité de l'éthique du loto sportif.**

Dans sa séance du vendredi 10 novembre 1989, le Sénat a désigné :

– MM. Louis de Catuelan et Guy Robert en qualité de membres du **Conseil supérieur de l'Établissement national des invalides de la marine** (décret n° 53-953 du 30 septembre 1953, modifié par le décret n° 64-432 du 14 mai 1964) ;

– M. Philippe François en qualité de membre titulaire et M. Charles-Edmond Lenglet en qualité de membre suppléant du **Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers** (décret n° 78-1234 du 26 décembre 1978) ;

– M. Roger Chinaud en qualité de membre titulaire à la **commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations** (article 22 de la loi du 6 avril 1876 modifiée) ;

– M. Jacques Oudin en qualité de membre titulaire au **comité des finances locales** (article L. 234-20 du code des communes).

M. Le président du Sénat a désigné M. Daniel Millaud en qualité de membre titulaire et M. Jacques Bimbenet en qualité de membre suppléant pour représenter le Sénat au **comité directeur du fonds d'investissement des territoires d'outre-mer,** en application du décret n° 60-85 du 22 janvier 1960.

Lors de la séance du lundi 13 novembre 1989, le Sénat a nommé M. Marcel Vidal en qualité de membre du **conseil d'orientation du Centre national d'art et culture Georges-Pompidou.**

Au cours de sa séance du mercredi 15 novembre 1989, le Sénat a désigné :

– M. Jean Chérioux en qualité de membre titulaire du **Conseil supérieur de la mutualité** (article R. 511-1 du code de la mutualité) ;

– M. Guy Robert en qualité de membre titulaire du conseil d'administration de l'**Office national des anciens combattants et victimes de guerre** (décret n° 88-311 du 28 mars 1988) ;

– Mme Hélène Missoffe en qualité de membre titulaire du **Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés** (article R. 322-82 du code du travail).

Lors de sa séance du jeudi 16 novembre 1989, le Sénat a désigné :

– M. Alain Pluchet en qualité de membre titulaire et M. Fernand Tardy en qualité de membre suppléant du **Fonds national des abattoirs** (décret n° 67-909 du 12 octobre 1967 modifié) ;

– M. Henri de Raincourt en qualité de membre titulaire du **Conseil supérieur de la coopération** (décret n° 76-356 du 20 avril 1976) ;

– M. Josselin de Rohan en qualité de membre titulaire du **Comité consultatif des courses** (décret n° 83-878 du 4 octobre 1983) ;

– M. Louis de Catuelan en qualité de membre titulaire et M. René Régnault en qualité de membre titulaire de la **Commission supérieure du crédit maritime mutuel** (décret n° 76-1011 du 19 octobre 1976) ;

– M. René Trégouët en qualité de membre titulaire du **Conseil national de l'information statistique** (décret n° 72-1104 du 8 décembre 1972 modifié) ;

– M. Louis de Catuelan en qualité de membre titulaire du **Conseil national des transports** (décret n° 84-139 du 24 février 1984).

Lors de sa séance du vendredi 17 novembre 1989, le Sénat a désigné :

– MM. Ambroise Dupont et Alphonse Arzel membres titulaires et MM. Marcel Vidal et Claude Pradille membres suppléants du conseil d'administration du **Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres** (décret n° 75-1136 du 11 décembre 1975) ;

– MM. Germain Authié et Bernard Laurent membres titulaires du **Conseil national des services publics départementaux et communaux** (arrêté du 21 mai 1974).

Lors de sa séance du jeudi 7 décembre 1989, le Sénat a désigné :

– MM. Rémi Herment et Philippe François pour siéger à la **commission consultative pour la production de carburants de substitution ;**

ainsi que :

– M. André Fosset pour la **Société nationale de programme Antenne 2 ;**

– M. Michel Miroudot pour la **société de programme FR3 ;**

– M. Jacques Carat pour la **société de programme Radio France ;**

– M. Daniel Millaud pour la **société de Radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer ;**

– M. Charles de Cuttoli pour la **Société nationale de programme Radio France internationale ;**

– Mme Paulette Brisepierre pour l'**Institut national de l'audiovisuel,**

pour siéger au sein des conseils d'administration de ces différents organismes.

– En application de l'article 9 du règlement, M. le président du Sénat a été informé que, lors de sa séance du mercredi 6 décembre 1989, la commission des affaires sociales a décidé de renouveler le mandat de Mme Marie-Claude Beaudeau comme membre du conseil d'administration de l'**Établissement national des convalescents de Saint-Maurice.**

Au cours de sa séance du samedi 9 décembre 1989, le Sénat a désigné : M. Paul Caron pour représenter le Sénat à la **Commission centrale de classement des débits de tabac,** et M. Paul Girod pour représenter le Sénat au conseil d'administration de l'**établissement public Autoroutes de France.**

Par décret en date du 18 décembre 1989, M. Jean-François Pintat, sénateur du département de la Gironde, est nommé membre du **Conseil supérieur de l'électricité et du gaz,** en tant que représentant du Parlement, pour la durée de son mandat parlementaire (*JO* Lois et décrets du 19 décembre 1989) (p. 15761).

Lors de sa séance du jeudi 21 décembre 1989, le Sénat a désigné M. Jean Simonin pour siéger au sein du conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette.

B. – Liste récapitulative des organismes extraparlementaires au 31 décembre 1989 (classés par domaine de compétence)

Affaires sociales

Voir aussi Santé.

Commission des comptes de la sécurité sociale : MM. Louis Boyer, Charles Descours, Marcel Fortier, Jacques Oudin, *titulaires.*

Conseil supérieur de la Mutualité : M. Jean Chérioux, *titulaire.*

Conseil supérieur des prestations sociales agricoles : MM. Pierre Louvot, Roland du Luart, *titulaires ;* Marc Bœuf, Jacques Machet, *suppléants.*

Conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger : M. Jean-Pierre Cantegrit, *titulaire.*

Commission sociale centrale pour les rapatriés : M. Félix Ciccolini, *titulaire.*

Agriculture

Voir aussi Intérieur.

Comité consultatif du Fonds national des abattoirs : M. Alain Pluchet, *titulaire ;* Fernand Tardy, *suppléant.*

Conseil supérieur de l'aménagement rural : pas de demande de désignation.

Conseil consultatif des courses : M. Josselin de Rohan, *titulaire.*

Fonds forestier national : M. Geoffroy de Montalembert, *titulaire.*

Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers : MM. Philippe François, *titulaire ;* Charles-Edmond Lenglet, *suppléant.*

Conseil national de la montagne : MM. Jean Faure, Bernard Hugo, Franz Duboscq, Raymond Bouvier, *titulaires.*

Anciens combattants et victimes de guerre

Conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre : M. Guy Robert, *titulaire.*

Communication audiovisuelle

Conseil d'administration de la société nationale de programme Antenne 2 (A2) : M. André Fosset, *titulaire.*

Conseil d'administration de la société de programme France Régions 3 (FR3) : M. Michel Miroudot, *titulaire.*

Institut national de l'audiovisuel (INA) : Mme Paulette Brisepierre, *titulaire.*

Conseil d'administration de la société de programme Radio France : M. Jacques Carat, *titulaire.*

Conseil d'administration de la société nationale de programme Radio France internationale : M. Charles de Cuttoli, *titulaire.*

Conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer : M. Daniel Millaud, *titulaire.*

Conseil national de la cinématographie : MM. Maurice Schumann, Jean Delaneau, *titulaires ;* Hubert Martin, Jean Cluzel, *suppléants.*

Coopération

Conseil supérieur de la coopération : MM. Guy Penne, Henri de Raincourt, *titulaires.*

Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération : M. André-Georges Voisin, *titulaire.*

Culture

Conseil d'orientation de l'établissement public du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou : MM. Michel Miroudot, Raymond Bourgine, Marcel Vidal, *titulaires.*

Conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette : M. Jean Simonin, *titulaire* ; N., *suppléant.*

Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du Fonds culturel créé par l'arrêté du 27 mars 1957 : M. Paul d'Ornano, *titulaire.*

Conseil d'administration de la Bibliothèque nationale : représentation parlementaire supprimée par le décret n° 88-606 du 6 mai 1988.

Défense

Comité des prix de revient des fabrications d'armement : M. René Monory, *titulaire.*

Conseil permanent du service militaire : pas de demande de désignation.

Départements et territoires d'outre-mer

Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM) : MM. Henri Gœtschy, Daniel Millaud, *titulaires* ; André-Georges Voisin, Jacques Bimbenet, *suppléants.*

Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) : MM. Henri Gœtschy, Albert Pen, Josselin de Rohan, *titulaires.*

Commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale (départements d'outre-mer) : M. Louis Virapoullé, *titulaire.*

Énergie

Commission consultative pour la production de carburants de substitution : MM. Rémi Herment, Philippe François, *titulaires.*

Conseil supérieur de l'électricité et du gaz : MM. Jean-François Pintat, Jean Chamant, *titulaires.*

Comité de contrôle du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale : M. Richard Pouille, *titulaire.*

Comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie : pas de demande de désignation.

Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires : M. André Jarrot, *titulaire.*

Conseil supérieur du pétrole : pas de demande de désignation.

Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie : M. Richard Pouille, *titulaire.*

Enseignement supérieur et recherche

Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche : MM. Pierre Laffitte, *titulaire* ; Pierre Croze, *suppléant.*

Environnement

Conseil national du bruit : M. Charles Descours, *titulaire.*

Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : MM. Ambroise Dupont, Alphonse Arzel, *titulaires* ; Marcel Vidal, Claude Pradille, *suppléants.*

Commission supérieure des sites : M. Paul Séramy, *titulaire.*

Finances

Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations : M. Roger Chinaud, *titulaire.*

Conseil national du crédit : MM. Roger Chinaud, Jean-Pierre Masseret, *titulaires.*

Commission des comptes et des budgets économiques de la Nation : Président de la commission des finances ; Rapporteur général de la commission des finances, *titulaires.*

Conseil d'administration de la caisse nationale des banques : M. N., *titulaire.*

Conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie : M. Robert Vizet, *titulaire.*

Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics : MM. Marcel Fortier, Maurice Blin, *titulaires* ; Jacques Oudin, *suppléant.*

Conseil national de l'information statistique : MM. René Trégouët, *titulaire* ; Georges Berchet, *suppléant.*

Haut conseil du secteur public : MM. Maurice Blin, Paul Caron, Mme Hélène Missoffe, M. Bernard Laurent, *titulaires.*

Intérieur

Comité des finances locales : MM. Christian Bonnet, Jacques Oudin, *titulaires* ; Lucien Neuwirth, Raymond Bouvier, *suppléants.*

Conseil national des services publics départementaux et communaux : MM. René-Georges Laurin, Pierre Schiélé, Bernard Laurent, Germain Authié, *titulaires.*

Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales : MM. Louis Mercier, Roland du Luart, *titulaires.*

Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement des jeux : M. Ernest Cartigny, *titulaire.*

Jeunesse et sports

Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature : Président de la commission des affaires culturelles, *titulaire.*

Comité de l'éthique du loto sportif : MM. Jean Delaneau, *titulaire* ; Roger Boileau, *suppléant.*

Commission nationale du sport de haut niveau : Rapporteur spécial de la commission des finances ; Rapporteur pour avis de la commisison des affaires culturelles, *titulaires.*

Conseil de gestion du Fonds national pour le développement de la vie associative : M. Pierre Vallon, *titulaire.*

Justice

Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire : MM. Jacques Thyraud, Charles de Cuttoli, Jean Arthuis, *titulaires.*

Conseil supérieur de l'adoption : M. Michel Rufin, *titulaire.*

Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice : M. Charles Jolibois, *titulaire.*

Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence : MM. Jacques Carat, Hubert Martin, *titulaires* ; Ivan Renar, Jean Delaneau, *suppléants.*

Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République : Président de la commission des lois, *titulaire.*

Commission d'accès aux documents administratifs : MM. Charles Jolibois, *titulaire* ; Guy Allouche, *suppléant.*

Commission supérieure de codification : MM. Michel Rufin, *titulaire* ; Jean-Pierre Tizon, *suppléant.*

Commission nationale de l'informatique et des libertés : MM. Jacques Thyraud, Pierre vallon, *titulaires.*

Logement et urbanisme

Conseil national de l'habitat : MM. Jean Huchon, *titulaire* ; Bernard Barbier, *suppléant.*

Commission nationale d'urbanisme commercial : MM. Pierre Jeambrun, Serge Mathieu, Louis Moinard, Alain Pluchet, *titulaires* ; Richard Pouille, Bernard Barbier, Auguste Chupin, Jean Amelin, *suppléants.*

Premier ministre

Voir Justice.

Relations extérieures

Commission consultative des droits de l'homme : M. Pierre-Christian Taittinger, *titulaire.*

Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : MM. Jacques Golliet, Adrien Gouteyron, *titulaires.*

Santé

Voir aussi Affaires sociales.

Commission nationale de l'équipement sanitaire : Président de la commission des affaires sociales, *titulaire ;* N., *suppléant.*

Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé : M. Michel Miroudot, *titulaire.*

Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis (SIDA) : M. Claude Huriet, *titulaire.*

Conseil d'administration de l'établissement national des convalescents de Saint-Maurice : Mme Marie-Claude Beaudeau, *titulaire.*

Conseil d'administration de l'établissement public d'hospitalisation à Fresnes : MM. Louis Boyer, *titulaire ;* Marc Bœuf, *suppléant.*

Conseil d'administration du Centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts : M. Guy Penne, *titulaire.*

Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine : MM. Guy Robert, Louis de Catuelan, *titulaires.*

Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés : M. Franck Sérusclat, Mme Hélène Missoffe, *titulaires.*

Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées : M. Maurice Lombard, *titulaire.*

Comité national des retraités et des personnes âgées : Mme Hélène Missoffe, *titulaire.*

Tourisme

Conseil national du tourisme : MM. Pierre Vallon, *titulaire ;* Charles Ginesy, *suppléant.*

Transport

Conseil d'administration de l'établissement public Autoroutes de France : M. Paul Girod, *titulaire.*

Conseil supérieur de l'aviation marchande : MM. Pierre Jeambrun, *titulaire ;* Louis Virapoullé, *suppléant.*

Commission supérieure du Crédit maritime mutuel : MM. René Régnault, Louis de Catuelan, Josselin de Rohan, *titulaires.*

Conseil national des transports : MM. Georges Berchet, Maurice Lombard, Louis de Catuelan, *titulaires ;* Bernard Hugo, *suppléant.*

Travail

Conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail : M. Hector Viron, *titulaire.*

Divers

Commission centrale de classement des débits de tabac : M. Paul Caron, *titulaire.*

Commission chargée de proposer un code des libertés fondamentales de l'individu : pas de demande de désignation.

XIII. - GOUVERNEMENT

Gouvernement Michel ROCARD

(Nommés les 28 juin et 8 juillet 1988.)
(J.O. des 29 juin et 9 juillet 1988.)

1 - Composition au 1er janvier 1989 :

Premier ministre	Michel Rocard
Ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports	Lionel Jospin
Ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget	Pierre Bérégovoy
Ministre d'État, ministre de l'équipement et du logement	Maurice Faure
Ministre d'État, ministre des affaires étrangères	Roland Dumas
Garde des Sceaux, ministre de la justice	Pierre Arpaillange
Ministre de la défense	Jean-Pierre Chevènement
Ministre de l'intérieur	Pierre Joxe
Ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire	Roger Fauroux
Ministre des affaires européennes	Édith Cresson
Ministre des transports et de la mer	Michel Delebarre
Ministre de la fonction publique et des réformes administratives	Michel Durafour
Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Jean-Pierre Soisson
Ministre de la coopération et du développement	Jacques Pelletier
Ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire	Jack Lang
Ministre des départements et territoires d'outre-mer	Louis Le Pensec
Ministre de l'agriculture et de la forêt	Henri Nallet
Ministre des postes, des télécommunications et de l'espace	Paul Quilès
Ministre chargé des relations avec le Parlement	Jean Poperen
Ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement	Claude Évin
Ministre de la recherche et de la technologie	Hubert Curien
Ministre du commerce extérieur	Jean-Marie Rausch
Ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget	Michel Charasse
Ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé de la francophonie	Alain Decaux

Ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères	Edwige Avice
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions	Jacques Chérèque
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat	François Doubin
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du tourisme	Olivier Stirn
Ministre délégué auprès du ministre des transports et de la mer, chargé de la mer	Jacques Mellick
Ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé de la communication	Catherine Tasca
Ministre délégué auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des personnes âgées	Théo Braun
Secrétaire d'État chargé des droits des femmes	Michèle André
Secrétaire d'État chargé des anciens combattants et des victimes de guerre	André Méric
Secrétaire d'État chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs	Gérard Renon
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Plan	Lionel Stoléru
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement	Brice Lalonde
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre	Tony Dreyfus
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'action humanitaire	Bernard Kouchner
Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de l'enseignement technique	Robert Chapuis
Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de la jeunesse et des sports	Roger Bambuck
Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation	Véronique Neiertz
Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé des relations culturelles internationales	Thierry de Beaucé
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités territoriales	Jean-Michel Baylet
Secrétaire d'État auprès du ministre des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux	Georges Sarre
Secrétaire d'État auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la formation professionnelle	André Laignel
Secrétaire d'État auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé des grands travaux	Émile Biasini
Secrétaire d'État auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la famille	Hélène Dorlhac
Secrétaire d'État auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des handicapés et des accidentés de la vie	Michel Gillibert

2 – Modifications intervenues entre le 1er janvier et le 31 décembre 1989 :

– *Décret du 14 février 1989* (*JO* Lois et décrets du 15 février 1989) (p. 2160).

Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de porte-parole du Gouvernement exercées par M. Claude Évin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.

M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer, est chargé d'exercer les fonctions de porte-parole du Gouvernement.

– *Décret du 22 février 1989* (*JO* Lois et décrets du 23 février 1989) (p. 2479).

Il est mis fin aux fonctions de M. Maurice Faure, ministre d'État, ministre de l'équipement et du logement.

M. Michel Durafour est nommé ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

M. Michel Delebarre est nommé ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

– *Décret du 29 mars 1989* (*JO* Lois et décrets du 30 mars 1989) (p. 4086).

M. Louis Besson est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé du logement.

M. Gérard Renon est nommé secrétaire d'État à la défense.

M. Brice Lalonde est nommé secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

3 – Attributions des ministres et secrétaires d'État en exercice au 1er janvier 1989.

Voir Table des matières 1988, « Renseignements divers ».

4 – Attributions des ministres et secrétaires d'État ayant changé d'attributions au cours de l'année 1989 :

M. Louis Besson :

– *Décret n° 89-238 du 17 avril 1989* relatif aux attributions du **ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé du logement** (*JO* Lois et décrets du 19 avril 1989).

M. Jean-Pierre Chevènement :

- *Décret n° 89-250 du 19 avril 1989*, modifiant le décret n° 62-811 du 18 juillet 1962 fixant les attributions du **ministre des armées** (*JO* Lois et décrets du 21 avril 1989).

M. Michel Delebarre :

- *Décret n° 89-132 du 1er mars 1989* relatif aux attributions du **ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer** (*JO* Lois et décrets du 3 mars 1989).

M. Claude Évin :

- *Décret n° 89-101 du 16 février 1989* modifiant le décret n° 88-824 du 18 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement** (*JO* Lois et décrets du 17 février 1989).

M. Brice Lalonde :

- *Décret n° 89-234 du 17 avril 1989* portant transfert au **Premier ministre** des attributions du secrétaire d'État chargé de la **prévention des risques technologiques et naturels majeurs** (*JO* Lois et décrets du 19 avril 1989).
- *Décret n° 89-235 du 17 avril 1989* relatif aux attributions du **secrétaire d'État** auprès du Premier ministre, chargé de l'**environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs** (*JO* Lois et décrets du 19 avril 1989).

M. Louis Le Pensec :

- *Décret n° 89-100 du 16 février 1989* modifiant le décret n° 88-836 du 20 juillet 1988 relatif aux attributions du **ministre des départements et territoires d'outre-mer** (*JO* Lois et décrets du 17 février 1989).

M. Claude Mellick :

- *Décret n° 89-134 du 1er mars 1989* modifiant le décret n° 88-851 du 11 août 1988 relatif aux attributions du **ministre délégué** auprès du ministre des transports et de la mer, chargé de la **mer** (*JO* Lois et décrets du 3 mars 1989).

M. Gérard Renon :

- *Décret n° 89-246 du 17 avril 1989* relatif aux attributions du **secrétaire d'État** à la **défense** (*JO* Lois et décrets du 19 avril 1989).

M. Georges Sarre :

- *Décret n° 89-133 du 1er mars 1989* modifiant le décret n° 88-865 du 11 août 1988 relatif aux attributions du secrétaire d'État auprès du ministre des transports et de la mer, chargé des **transports routiers et fluviaux** (*JO* Lois et décrets du 3 mars 1989).

XIV. – A – Textes inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1989
(avec indication de la **rubrique de classement** dans la table des matières et de la date de **première inscription** à l'ordre du jour)*

Seconde session ordinaire de 1988-1989
(3 avril - 1er juillet 1989)

4 avril 1989. – Projet de loi relatif à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives. – **Sports.**

5 avril 1989. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et la Banque des États de l'Afrique centrale relatif à l'établissement à Paris d'un bureau de la Banque des États de l'Afrique centrale et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale du café relatif au bureau de cette organisation et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble deux annexes). – **Traités et conventions.**

6 avril 1989. – Projet de loi relatif aux conditions de reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la résistance. – **Résistants.**

11 avril 1989. – Proposition de loi relative à la révision des condamnations pénales. – **Procédure pénale.**

– Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire. – **Procédure pénale.**

12 avril 1989. – Projet de loi relatif à l'enseignement de la danse. – **Enseignement.**

13 avril 1989. – Projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales. – **Consommation.**

18 avril 1989. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion. – **Départements d'outre-mer.**

19 avril 1989. – Projet de loi relatif à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes. – **Action sanitaire et sociale.**

20 avril 1989. – Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du Livre deuxième du Code rural ainsi que certains articles du Code de la santé publique. – **Animaux.**

26 avril 1989. – Projet de loi relatif au code de la voirie routière (partie législative). – **Voirie.**

– Projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique. – **Entreprises.**

27 avril 1989. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires. – **Parlement.**

– Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie. – **Nouvelle-Calédonie.**

2 mai 1989. – Projet de loi relatif à la protection de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé. – **Famille.**

– Projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance. – **Enfance.**

9 mai 1989. – Lettre modifiant la présentation du projet de loi n° 300 (1985-1986), portant réforme du code pénal, déposé par décret du 19 février 1986, dans une présentation modifiée par la lettre du 15 février 1989. – **Code pénal.**

* Pour connaître le détail des travaux parlementaires, se reporter à la rubrique dans le corps de la table des matières 1989.

12 mai 1989. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Union internationale des télécommunications concernant la tenue, l'organisation et le financement de la conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications. – **Traités et conventions.**

23 mai 1989. – Projet de loi approuvant le Xe Plan (1989-1992). – **Plan.**

24 mai 1989 (début de la discussion le 13 décembre 1988). – Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles. – **Urbanisme.**

30 mai 1989. – Projet de loi modifiant la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations. – **Politique économique et sociale.**

1er juin 1989. – Déclaration du Gouvernement sur l'avenir, les missions et les moyens du secteur public audiovisuel. – **Gouvernement (déclarations).**

5 juin 1989. – Proposition de loi tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986. – **Logement.**

7 juin 1989. – Projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier. – **Marchés financiers.**

9 juin 1989. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement à l'article XI de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique orientale (ensemble une annexe) et de deux protocoles, l'un relatif aux zones protégées ainsi qu'à la faune et à la flore sauvages dans la région de l'Afrique orientale (ensemble quatre annexes), l'autre relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution des mers en cas de situation critique dans la région de l'Afrique orientale (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de police criminelle –Interpol– relatif à la protection sociale des agents de l'organisation employés sur le territoire français. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires. – **Traités et conventions.**

12 juin 1989. – Proposition de loi tendant à assouplir les sanctions prévues par l'article 55 de la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises, applicables aux cas où une société à responsabilité limitée n'a pas porté son capital à 50 000 F, le 1er mars 1989. – **Redressement et liquidation judiciaires.**

– Proposition de résolution tendant à modifier les articles 7 et 8 du Règlement du Sénat. – **Parlement.**

– Proposition de loi tendant à étendre aux territoires d'outre-mer les dispositions de l'article 9 de la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme complétée par la loi n° 86-1322 du 30 décembre 1986 modifiant le code de procédure pénale. – **Terrorisme.**

– Projet de loi portant amnistie. – **Grâce et amnistie.**

13 juin 1989. – Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion. – **Emploi.**

14 juin 1989. – Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions. – **Circulation routière.**

15 juin 1989. – Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile faite à Montréal le 23 septembre 1971. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile. – **Transports aériens.**

16 juin 1989. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord-cadre relatif à l'aide et à la coopération en matière de recherche scientifique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention portant création d'un réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain (INIBAP). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Union latine relatif à l'établissement à Paris du secrétariat de l'Union latine et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi complétant la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980 sur la protection et le contrôle des matières nucléaires et complétant le code de procédure pénale. – **Energie.**

20 juin 1989. – Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France. – **Etrangers.**

21 juin 1989. – Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social. – **Agriculture.**

22 juin 1989. – Projet et propositions de loi relatifs à la reconnaissance de la vocation internationale de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) et à ses privilèges et immunités. –

26 juin 1989. – Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. – **Communication audiovisuelle.**

27 juin 1989. – Projet de loi d'orientation sur l'éducation. – **Enseignement.**

30 juin 1989. – Déclaration du Gouvernement sur la situation de l'industrie textile. – **Gouvernement (déclarations).**

– Projet de loi relatif au congé parental et à diverses validations et reportant la date d'entrée en vigueur de la réforme des modalités de liquidation et de versement aux instituteurs de l'indemnité communale représentative de logement. – **Fonctionnaires et agents publics.**

– Projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels hospitaliers. – **Sécurité sociale.**

– Projet de loi portant dispositions concernant les accords relatifs aux allocations d'assurance des travailleurs privés d'emploi, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, les contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin. – **Travail.**

– Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1986. – **Lois de règlement.**

– Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1987. – **Lois de règlement.**

1er juillet 1989. – Proposition de loi relative à l'immunité parlementaire. – **Parlement.**

Première session ordinaire de 1989-1990
(2 octobre - 20 décembre 1989)

10 octobre 1989. – Projet de loi portant diverses mesures relatives aux assurances. – **Assurances.**

19 octobre 1989. – Projet de loi relatif à l'exercice de certaines professions judiciaires et juridiques. – **Professions juridiques et judiciaires.**

– Projet de loi relatif à l'utilisation des détecteurs de métaux. – **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

– Projet de loi relatif aux biens culturels maritimes et modifiant la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques. – **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

24 octobre 1989. – Projet de loi relatif à l'action des collectivités territoriales en faveur du développement économique local. – **Collectivités territoriales.**

26 octobre 1989. – Projet de loi relatif au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social. – **Entreprises.**

30 octobre 1989. – Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées à l'endettement des particuliers. – **Créances.**

6 novembre 1989. – Projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques. – **Sécurité sociale.**

7 novembre 1989. – Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte. – **Collectivités territoriales.**

– Projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993. – **Défense.**

8 novembre 1989. – Projet de loi autorisant la ratification d'une convention portant création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (ensemble deux annexes et deux appendices) faite à Séoul le 11 octobre 1985 et de la résolution adoptée à Washington le 30 octobre 1987, signée par la France le 22 juillet 1986. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise au traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, amendé par le protocole modifiant et complétant le traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954 (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la construction et à l'exploitation d'une installation européenne de rayonnement synchroton. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération technique en matière de personnel entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Pologne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres et un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international sur l'utilisation des stations terriennes INMARSAT de navires dans les limites de la mer territoriale et des ports. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention du 3 septembre 1976 portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) et des amendements à l'accord d'exploitation du 3 septembre 1976 relatif à l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention du 3 septembre 1976 portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) et des amendements à l'accord d'exploitation du 3 septembre 1976 relatif à l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (GIAT). – **Défense nationale.**

14 novembre 1989. – Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques. – **Elections.**

– Projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés. – **Elections.**

17 novembre 1989. – Projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle. – **Emploi.**

20 novembre 1989. – Déclaration du Gouvernement portant sur la politique étrangère de la France à l'égard de l'évolution des pays de l'Europe de l'Est. – **Gouvernement (déclarations).**

21 novembre 1989. – Projet de loi de finances pour 1990. – **Lois de finances.**

12 décembre 1989. – Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. – **Etrangers.**

– Projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie. – **Grâce et amnistie.**

– Proposition de loi constitutionnelle tendant à instituer un référendum d'initiative populaire. – **Référendums.**

13 décembre 1989. – Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé. – **Sécurité sociale.**

14 décembre 1989. – Projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration. – **Examens et concours.**

– Projet de loi modifiant la loi n° 69-1044 du 21 novembre 1969 relative au Conseil supérieur de la fonction militaire. – **Défense.**

15 décembre 1989. – Projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire. – **Emploi.**

– Projet de loi relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire de la Nouvelle-Calédonie dans les corps des services extérieurs de l'administration pénitentiaire de l'Etat. – **Justice.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention de sécurité sociale du 16 janvier 1985 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi portant création du statut de prisonnier du « Viet-Minh ». – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

16 décembre 1989. – Projet de loi modifiant l'article 6 de la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif. – **Juridictions administratives.**

– Proposition de loi organique tendant à modifier l'article L.O. 148 du code électoral. – **Elections.**

18 décembre 1989. – Projet de loi relatif au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne. – **Transports aériens.**

– Projet de loi modifiant la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer. – **Police.**

– Proposition de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 modifiée, relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger.**

19 décembre 1989. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un

accord budgétaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir les règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, du 21 juillet 1959, modifiée par l'avenant du 9 juin 1969. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi de finances rectificative pour 1989. – **Lois de finances rectificatives.**

B. – Textes déposés en 1989, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat (avec indication de la **rubrique de classement** dans la table et de **la date de dépôt**)*.

Première session ordinaire de 1988-1989.
(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988)

11 janvier 1989. – Proposition de loi relative à l'exécution des décisions des juridictions administratives. – **Justice.**

– Proposition de loi portant institution de la médiation judiciaire. – **Justice.**

16 janvier 1989. – Proposition de loi tendant au règlement du contentieux relatif aux familles des morts et au rétablissement de la proportionnalité des pensions. – **Pensions et retraites.**

– Proposition de loi tendant à assurer l'exercice sans restriction du droit de grève. – **Travail.**

– Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la pathologie propre aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962 des anciens combattants pour une retraite anticipée. – **Pensions et retraites.**

– Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution d'une majoration pour tierce personne aux grands invalides assurés sociaux. – **Assurance invalidité décès.**

– Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire permanente chargée du contrôle des activités des services secrets. – **Parlement.**

– Proposition de loi tendant à reconnaître officiellement le caractère de journée nationale du souvenir et du recueillement à la journée du 19 mars, date anniversaire du cessez-le-feu survenu en Algérie en 1962. – **Fêtes légales.**

– Proposition de loi tendant à l'utilisation démocratique de la force publique et instituant des dispositions déontologiques applicables aux fonctionnaires de police. – **Police.**

– Proposition de loi relative à la fonction publique territoriale. – **Fonction publique territoriale.**

– Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière. – **Logement.**

18 janvier 1989. – Proposition de loi tendant, en matière de retraite, à faire bénéficier de mesures particulières la mère d'un enfant handicapé, pour ce qui concerne les bonifications prévues au code des pensions civiles et militaires de retraite d'une part, et les majorations de durée d'assurance prévues au régime général de la sécurité sociale d'autre part. – **Handicapés.**

19 janvier 1989. – Proposition de loi tendant à assurer la rénovation des cités et de l'habitat minier du bassin du Nord et du Pas-de-Calais. – **Logement.**

– Proposition de loi tendant à abroger les articles du code civil relatifs au délai de viduité. – **Mariage.**

– Proposition de loi relative au libre choix des prénoms de l'enfant par ses parents. – **Etat civil.**

– Proposition de loi tendant à démocratiser le contrôle des citoyens sur les opérations de vote. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à améliorer la protection de la femme enceinte au travail. – **Femmes (droits).**

31 janvier 1989. – Proposition de loi visant à permettre le paiement mensuel des impôts locaux. – **Impôts locaux.**

7 février 1989. – Proposition de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement. – **Finances locales.**

– Proposition de loi tendant à la création d'un Conseil national des services publics et relative aux conseils départementaux et locaux des services publics. – **Fonction publique.**

10 février 1989. – Proposition de loi modifiant le statut de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon. – **Saint-Pierre-et-Miquelon.**

14 février 1989. – Proposition de loi relative à l'affidation. – **Droit des biens.**

15 février 1989. – Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes. – **Code pénal.**

– Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens. – **Code pénal.**

17 février 1989. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. – **Fonction publique territoriale.**

23 février 1989. – Proposition de loi tendant à organiser le remboursement immédiat de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) aux collectivités territoriales. – **Taxe sur la valeur ajoutée.**

8 mars 1989. – Proposition de loi tendant à améliorer le statut des élus des collectivités territoriales de la République. – **Élus locaux.**

14 mars 1989. – Proposition de loi relative au statut des langues et cultures régionales dans l'enseignement, les affaires culturelles, l'éducation permanente, la radio et la télévision. – **Langues et cultures régionales.**

15 mars 1989. – Proposition de loi relative au financement du service d'élimination des déchets des ménages. – **Déchets.**

Seconde session ordinaire 1988-1989
(3 avril - 1er juillet 1989)

5 avril 1989. – Proposition de loi tendant à étendre le plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune. – **Impôts et taxes.**

6 avril 1989. – Proposition de loi portant statut des élus municipaux. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi tendant à étendre le code du travail aux agents contractuels de la fonction publique. – **Fonction publique.**

– Proposition de loi tendant à la création d'une agence interministérielle aux personnels non titulaires. – **Fonction publique.**

11 avril 1989. – Proposition de loi tendant à assouplir la procédure du vote par procuration. – **Elections.**

13 avril 1989. – Proposition de loi tendant à assurer le respect du rapport constant. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

26 avril 1989. – Proposition de loi portant réforme universitaire par la décentralisation. – **Enseignement supérieur.**

* Pour plus de précisions sur ces dépôts, se reporter à la rubrique correspondante de la table des matières 1989.

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du Livre V du code de la santé publique relatives aux produits cosmétiques. – **Parfums et cosmétiques.**

27 avril 1989. – Proposition de loi tendant à accorder aux communes de moins de 2 000 habitants un droit d'option en faveur de la première part de la dotation globale d'équipement. – **Collectivités territoriales.**

2 mai 1989. – Proposition de loi visant à modifier l'article 1144 du code rural. – **Agriculture.**

9 mai 1989. – Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord, de 1952 à 1962, des anciens combattants pour une retraite anticipée. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi tendant à rétablir le « Mérite combattant ». – **Décorations.**

– Proposition de loi visant à attribuer aux veuves de combattants la qualité de ressortissantes de l'Office national des combattants et des victimes de guerre. – **Veuves.**

11 mai 1989. – Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 30 du code électoral. – **Elections.**

17 mai 1989. – Proposition de loi tendant à rétablir en France métropolitaine un régime horaire conforme aux exigences de la situation géographique de notre pays. – **Géographie.**

18 mai 1989. – Proposition de loi tendant à rendre licite la déclaration de volonté de mourir dans la dignité et à modifier l'article 63 du code pénal. – **Euthanasie.**

19 mai 1989. – Proposition de loi relative à l'amnistie dans les départements et territoires d'outre-mer. – **Grâce et amnistie.**

– Proposition de loi relative à la promotion et à l'avancement des fonctionnaires titulaires de l'État placés en position de détachement et relevant des corps d'éducation, de direction, d'orientation et de formation du ministère de l'Éducation nationale. – **Fonctionnaires et agents publics.**

1er juin 1989. – Proposition de loi relative aux publications périodiques des collectivités territoriales. – **Collectivités territoriales.**

2 juin 1989. – Proposition de loi tendant à élargir la procédure du vote par procuration. – **Élus locaux.**

9 juin 1989. – Proposition de loi relative à l'instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats. – **Maires.**

13 juin 1989. – Proposition de loi tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail. – **Accidents du travail.**

14 juin 1989. – Proposition de loi organique tendant à instituer une incompatibilité entre le mandat parlementaire et celui de représentant à l'Assemblée des Communautés européennes. – **Elections.**

21 juin 1989. – Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures. – **Environnement.**

30 juin 1989. – Proposition de loi tendant à instituer un droit à l'emprunt en faveur des étudiants. – **Créances.**

Deuxième session extraordinaire de 1988-1989
(3 et 4 juillet 1989)

3 juillet 1989. – Proposition de loi insérant un article L. 311-3 bis dans le code de la sécurité sociale. – **Sécurité sociale.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989)

19 juillet 1989. – Proposition de loi relative au régime local de protection sociale d'Alsace-Moselle. – **Protection sociale.**

25 juillet 1989. – Proposition de loi relative à l'amnistie des sanctions disciplinaires et professionnelles prises à l'encontre des travailleurs à l'occasion d'un conflit collectif du travail. – **Grâce et amnistie.**

11 août 1989. – Proposition de résolution tendant à créer une commission de contrôle sur la situation et l'avenir de la gendarmerie. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

25 août 1989. – Proposition de loi tendant à instituer le vote préférentiel pour les élections sénatoriales dans les départements où ces élections ont lieu à la représentation proportionnelle. – **Elections.**

31 août 1989. – Proposition de loi organique précisant et complétant le domaine de la loi, en application de l'article 34, dernier alinéa, de la Constitution, en ce qui concerne le Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger.**

– Proposition de loi organique tendant à compléter l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances. – **Lois de finances.**

– Projet de loi organique relatif aux pouvoirs du Conseil constitutionnel en cas d'annulation d'opérations électorales pour fraude. – **Conseil constitutionnel.**

14 septembre 1989. – Proposition de loi relative à l'abrogation de certaines dispositions du code de la nationalité tendant à retirer la nationalité française à des Français n'ayant pas eu leur résidence en France pendant 50 ans. – **Nationalité française.**

Première session ordinaire 1989-1990
(2 octobre - 20 décembre 1989)

5 octobre 1989. – Projet de loi relatif aux fondations et modifiant la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat. – **Fondations.**

10 octobre 1989. – Proposition de loi tendant à porter le salaire minimum de croissance à 6 500 F. – **Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC).**

13 octobre 1989. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers pour les élections municipales dans leur commune de résidence. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers, pour les élections municipales dans leur commune de résidence. – **Elections.**

24 octobre 1989. – Proposition de loi organique tendant à préciser l'article premier de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 modifiée, portant loi organique sur le Conseil constitutionnel. – **Conseil constitutionnel.**

25 octobre 1989. – Proposition de loi relative à l'exercice du pouvoir de police municipale à Paris. – **Police.**

26 octobre 1989. – Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité. – **Nationalité française.**

2 novembre 1989. – Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux et à leurs conditions d'hospitalisation. – **Droits de l'homme.**

8 novembre 1989. – Proposition de loi relative au port d'insigne politique ou confessionnel dans les établissements d'enseignement de l'Etat. – **Enseignement.**

15 novembre 1989. – Proposition de loi tendant à l'introduction dans le code des assurances de dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. – **Assurances.**

21 novembre 1989. – Proposition de loi modifiant des dispositions du code électoral relatives à l'élection des sénateurs. – **Elections.**

22 novembre 1989. – Proposition de loi relative au statut des langues et cultures régionales dans l'enseignement, les affaires culturelles, l'éducation permanente, la radio et la télévision. – **Langues et cultures régionales.**

– Proposition de loi sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires. – **Transports.**

– Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux transports terrestres. – **Transports.**

– Projet de loi modifiant la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française. – **Polynésie française.**

25 novembre 1989. – Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du code du travail relatives aux contrats à durée

déterminée, au travail temporaire et à la sous-traitance. – **Travail.**

28 novembre 1989. – Projet de loi relatif à la propriété industrielle. – **Propriété industrielle.**

6 décembre 1989. – Proposition de loi sur l'assurance obligatoire, visant à prévoir le paiement des indemnités de préavis et des indemnités de licenciement dont peuvent bénéficier les salariés en cas de destruction de l'entreprise par un incendie dû à une cause accidentelle constituant cas de force majeure. – **Assurances.**

14 décembre 1989. – Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle sur les services et organismes publics chargés d'attribuer le statut de réfugié politique. – **Commission d'enquête ou de contrôle.**

15 décembre 1989. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République équatorienne en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil exécutif de la République du Zaïre en vue d'éviter la double imposition en matière de transport aérien en trafic international. – **Traités et conventions.**

19 décembre 1989. – Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement. – **Logement.**

20 décembre 1989. – Projet de loi relatif à la participation des communes au financement des collèges. – **Communes.**

– Proposition de loi relative au conseiller du salarié. – **Emploi.**

– Proposition de loi relative à l'établissement de schémas départementaux d'exploitation des carrières. – **Mines et carrières.**

Première session extraordinaire de 1989-1990
(21 et 22 décembre 1989)

21 décembre 1989. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions (ensemble un échange de lettres). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis en vue d'éviter les doubles impositions. – **Traités et conventions.**

(Dépôt rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989)

23 décembre 1989. – Proposition de loi relative aux pouvoirs des gardiens des parcs départementaux. – **Environnement.**

XV. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Les références des quatre décisions du Conseil constitutionnel rendues et publiées en janvier 1989 sur des textes adoptés en 1988 figurent dans les « Renseignements divers » de 1988.

*

Décisions rendues sur des textes adoptés en 1989 :

1 – Décision n° 89-252 DC du 7 juin 1989 (*JO* Lois et décrets du 8 juin 1989) qui déclare conformes à la Constitution les dispositions de la résolution modifiant le premier alinéa de l'**article 33 du règlement de l'Assemblée nationale** (effectifs des commissions spéciales).

2 – Décision n° 89-253 DC du 4 juillet 1989 (*JO* Lois et décrets du 6 juillet 1989) qui déclare conformes à la Constitution les dispositions de la résolution modifiant les **articles 7 et 8 du règlement du Sénat** (possibilité pour les questeurs d'être membres d'une commission permanente ; effectifs de certaines commissions).

3 – Décision n° 89-254 DC du 4 juillet 1989 (*JO* Lois et décrets du 5 juillet 1989) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi modifiant la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations** – Rectificatif (*JO* Lois et décrets du 28 juillet 1989) – Lettres de saisine de députés et de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 5 juillet 1989).

4 – Décision n° 89-255 DC du 4 juillet 1989 (*JO* Lois et décrets du 6 juillet 1989) qui déclare conformes à la Constitution les dispositions de la résolution complétant **l'article 86 du règlement de l'Assemblée nationale** (éléments d'information de droit comparé en annexe des rapports portant sur des domaines couverts par l'activité des Communautés européennes).

5 – Décision n° 89-256 DC du 25 juillet 1989 (*JO* Lois et décrets du 28 juillet 1989) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles** – Lettre de saisine de députés (*JO* Lois et décrets du 28 juillet 1989).

6 – Décision n° 89-257 DC du 25 juillet 1989 (*JO* Lois et décrets du 28 juillet 1989) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi modifiant le code du travail et relative à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion** – Lettre de saisine de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 28 juillet 1989).

7 – Décision n° 89-258 DC du 8 juillet 1989 (*JO* Lois et décrets du 11 juillet 1989) qui déclare non conforme à la Constitution l'article 3 de la **loi portant amnistie** – Lettres de saisine de députés et de sénateurs (*JO* Lois et décret du 11 juillet 1989).

8 – Décision n° 89-259 DC du 26 juillet 1989 (*JO* Lois et décrets du 28 juillet 1989) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication** – Lettre de saisine de députés (*JO* Lois et décrets du 28 juillet 1989).

9 – Décision n° 89-260 DC du 28 juillet 1989 (*JO* Lois et décrets du 1er août 1989) qui déclare contraires à la Constitution l'article 10 et le paragraphe V de l'article 36 de la **loi relative à la sécurité et à la transparence du marché financier** – Rectificatif (*JO* Lois et décrets du 5 août 1989) – Lettre de saisine de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 1er août 1989).

10 – Décision n° 89-261 DC du 28 juillet 1989 (*JO* Lois et décrets du 1er août 1989) qui déclare contraires à la Constitution l'article 10 de la **loi relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France,** ainsi que l'article 15 et certaines dispositions des articles 19 et 20, inséparables de l'article 10 – Rectificatif (*JO* Lois et décrets du 5 août 1989) – Lettres de saisine de députés et de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 1er août 1989).

11 – Décision n° 89-262 DC du 7 novembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 11 novembre 1989) qui déclare contraire à la Constitution la **loi relative à l'immunité parlementaire** – Lettre de saisine de députés (*JO* Lois et décrets du 14 novembre 1989).

12 – Décision n° 89-263 DC du 11 janvier 1990 (*JO* Lois et décrets du 13 janvier 1990) qui déclare non conformes à la Constitution les articles 1er et 4 de la **loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés** et inséparables des articles déclarés non conformes les autres dispositions de la loi organique – Saisine du Premier ministre en application des articles 46 et 61 de la Constitution.

13 – Décision n° 89-264 DC du 9 janvier 1990 (*JO* Lois et décrets du 11 janvier 1990) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi de programmation relative à l'équipement militaire pour les années 1990-1993** – Lettre de saisine de députés (*JO* Lois et décrets du 11 janvier 1990).

14 – Décision n° 89-265 DC du 9 janvier 1990 (*JO* Lois et décrets du 11 janvier 1990) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie** – Lettre de saisine de députés (*JO* Lois et décrets du 11 janvier 1990).

15 – Décision n° 89-266 DC du 9 janvier 1990 (*JO* Lois et décrets du 11 janvier 1990) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi modifiant l'ordonnance n° 45-2648 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** – Lettre de saisine de députés (*JO* Lois et décrets du 11 janvier 1990).

16 - Décision n° 89-267 DC du 22 janvier 1990 (*JO* Lois et décrets du 24 janvier 1990) qui déclare non contraire à la Constitution la **loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social** - Lettre de saisine de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 24 janvier 1990).

17 - Décision n° 89-268 DC du 29 décembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 30 décembre 1989) qui déclare contraires à la Constitution certaines dispositions des articles 47, 102 et 107 ainsi que l'article 120 de la **loi de finances pour 1990** - Lettres de saisine de députés et de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 30 décembre 1989).

18 - Décision n° 89-269 DC du 22 janvier 1990 (*JO* Lois et décrets du 24 janvier 1990) qui déclare contraires à la Constitution l'article 24 ainsi que certaines dispositions des articles 27 et 46 de la **loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé** - Lettres de saisine de députés et de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 24 janvier 1990).

19 - Décision n° 89-270 DC du 29 décembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 30 décembre 1989) qui déclare contraire à la Constitution l'article 61 de la **loi de finances rectificative pour 1989** - Lettre de saisine de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 30 décembre 1989).

20 - Décision n° 89-271 DC du 11 janvier 1990 (*JO* Lois et décrets du 13 janvier 1990) qui déclare contraires à la Constitution certaines dispositions des articles 11 et 19 de la **loi relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des activités politiques** et non contraires les autres dispositions de la loi sous réserves d'interprétation visant les articles 1er et 6 - Saisine du Premier ministre en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution.

21 - Décision n° 89-272 DC du 22 janvier 1990 (*JO* Lois et décrets du 24 janvier 1990) qui déclare conforme à la Constitution la **loi organique modifiant l'article LO 148 du code électoral** - Saisine du Premier ministre en application des articles 46 et 61 de la Constitution.

Voir aussi D. - Elections sénatoriales 2. - Contestations d'opérations électorales.

XVI – TABLEAUX DE CONCORDANCE

A – De la date des séances avec la date de la publication, la pagination, les numéros des JO débats et les numéros des microfiches. (Compte rendu)

ANNÉE 1989

DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches	DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches
3 avril	4 avril	1 à 14	1	01	4 octobre	5 octobre	2439 à 2445	58	31
4 avril	5 avril	15 à 44	2	01	5 octobre	6 octobre	2446 à 2453	59	31
5 avril	6 avril	45 à 56	3	01	10 octobre ...	11 octobre ...	2454 à 2502	60	31
6 avril	7 avril	57 à 90	4	01	11 octobre ...	12 octobre ...	2503 à 2571	61	32
7 avril	8 avril	91 à 100	5	02	13 octobre ...	14 octobre ...	2572 à 2587	62	32
11 avril	12 avril	101 à 162	6	02	18 octobre ...	19 octobre ...	2589 à 2612	63	33
12 avril	13 avril	163 à 206	7	03	19 octobre ...	20 octobre ...	2613 à 2661	64	33
13 avril	14 avril	207 à 252	8	03	20 octobre ...	21 octobre ...	2663 à 2673	65	33
14 avril	15 avril	253 à 260	9	04	24 octobre ...	25 octobre ...	2674 à 2703	66	34
18 avril	19 avril	261 à 272	10	04	25 octobre ...	26 octobre ...	2705 à 2753	67	34
19 avril	20 avril	273 à 308	11	04	26 octobre ...	27 octobre ...	2754 à 2805	68	35
20 avril	21 avril	309 à 370	12	04-05	27 octobre ...	28 octobre ...	2806 à 2813	69	35
21 avril	22 avril	371 à 376	13	05	30 octobre ...	31 octobre ...	2814 à 2861	70	36
26 avril	27 avril	377 à 414	14	05	31 octobre ...	1er novembre .	2862 à 2881	71	37
27 avril	28 avril	415 à 482	15	06	2 novembre ..	3 novembre ..	2882 à 2960	72	37
28 avril	29 avril	483 à 496	16	06	3 novembre ..	4 novembre ..	2961 à 2989	73	38
2 mai	3 mai	497 à 546	17	07	6 novembre ..	7 novembre ..	2990 à 3033	74	38
9 mai	10 mai	547 à 588	18	07	7 novembre ..	8 novembre ..	3034 à 3080	75	39
10 mai	11 mai	589 à 632	19	08	8 novembre ..	9 novembre ..	3081 à 3135	76	40
11 mai	12 mai	633 à 698	20	08-09	9 novembre ..	10 novembre .	3137 à 3146	77	40
12 mai	13 mai	699 à 708	21	09	10 novembre .	11 novembre .	3147 à 3172	78	40
16 mai	17 mai	709 à 750	22	09	13 novembre .	14 novembre .	3173 à 3248	79	41
17 mai	18 mai	751 à 794	23	10	14 novembre .	15 novembre .	3249 à 3302	80	42
18 mai	19 mai	795 à 808	24	10	15 novembre .	16 novembre .	3303 à 3356	81	43
19 mai	20 mai	809 à 814	25	10	16 novembre .	17 novembre .	3357 à 3412	82	44
23 mai	24 mai	815 à 862	26	11	17 novembre .	18 novembre .	3413 à 3478	83	45
24 mai	25 mai	863 à 916	27	11-12	20 novembre .	21 novembre .	3479 à 3514	84	46
25 mai	26 mai	917 à 944	28	12	21 novembre .	22 novembre .	3515 à 3562	85	46
26 mai	27 mai	945 à 958	29	12	22 novembre .	23 novembre .	3563 à 3606	86	47
30 mai	31 mai	959 à 988	30	13	23 novembre .	24 novembre .	3607 à 3718	87	47-48
31 mai	1er juin	989 à 1024	31	14	24 novembre .	25 novembre .	3719 à 3806	88	49
1er juin	2 juin	1025 à 1060	32	14	25 novembre .	26 novembre .	3807 à 3868	89	50
2 juin	3 juin	1061 à 1082	33	14	26 novembre .	27 novembre .	3869 à 3936	90	51
5 juin	6 juin	1083 à 1130	34	15	27 novembre .	28 novembre .	3937 à 4004	91	52
6 juin	7 juin	1131 à 1198	35	15-16	28 novembre .	29 novembre .	4005 à 4068	92	53
7 juin	8 juin	1199 à 1252	36	16	29 novembre .	30 novembre .	4069 à 4122	93	54
8 juin	9 juin	1253 à 1324	37	17	30 novembre .	1er décembre .	4123 à 4198	94	55
9 juin	10 juin	1325 à 1400	38	18	1er décembre .	2 décembre ..	4199 à 4254	95	56
12 juin	13 juin	1401 à 1458	39	19	2 décembre ..	3 décembre ..	4255 à 4296	96	56
13 juin	14 juin	1459 à 1518	40	19-20	4 décembre ..	5 décembre ..	4297 à 4372	97	57
14 juin	15 juin	1519 à 1564	41	20	5 décembre ..	6 décembre ..	4373 à 4454	98	58
15 juin	16 juin	1565 à 1628	42	21	6 décembre ..	7 décembre ..	4455 à 4516	99	59
16 juin	17 juin	1629 à 1662	43	21	7 décembre ..	8 décembre ..	4517 à 4590	100	60
20 juin	21 juin	1663 à 1698	44	22	8 décembre ..	9 décembre ..	4591 à 4640	101	61
21 juin	22 juin	1699 à 1762	45	22-23	9 décembre ..	10 décembre .	4641 à 4750	102	62-63
22 juin	23 juin	1763 à 1836	46	23	11 décembre .	12 décembre .	4751 à 4805	103	63
23 juin	24 juin	1837 à 1924	47	24	12 décembre .	13 décembre .	4806 à 4865	104	64
24 juin	25 juin	1925 à 1958	48	25	13 décembre .	14 décembre .	4869 à 4929	105	65
26 juin	27 juin	1959 à 1982	49	25	14 décembre .	15 décembre .	4930 à 4987	106	66
27 juin	28 juin	1983 à 2026	50	25-26	15 décembre .	16 décembre .	4988 à 5050	107	67
28 juin	29 juin	2027 à 2094	51	26	16 décembre .	17 décembre .	5051 à 5100	108	68
29 juin	30 juin	2095 à 2174	52	27	18 décembre .	19 décembre .	5101 à 5180	109	69
30 juin	1er juillet	2175 à 2276	53	28-29	19 décembre .	20 décembre .	5181 à 5268	110	70
1er juillet	2 juillet	2277 à 2344	54	29	20 décembre .	21 décembre .	5269 à 5306	111	71
3 juillet	4 juillet	2345 à 2390	55	29-30	21 décembre .	22 décembre .	5307 à 5324	112	71
4 juillet	5 juillet	2391 à 2426	56	30	22 décembre .	23 décembre .	5325 à 5343	113	71
2 octobre	3 octobre	2427 à 2438	57	31					

B – De la date de la publication avec la pagination, les numéros des JO débats et les numéros des microfiches. (Questions)

ANNÉE 1989

DATE de la publication	PAGINATION	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches	DATE de la publication	PAGINATION	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches
5 janvier	1 à 42	1	01	6 juillet	1011 à 1058	27	15
12 janvier	43 à 66	2	01	13 juillet	1059 à 1092	28	15
19 janvier	67 à 106	3	02	20 juillet	1093 à 1118	29	16
26 janvier	107 à 156	4	02	27 juillet	1119 à 1153	30	16
2 février	157 à 202	5	03	3 août	1154 à 1196	31	17
9 février	203 à 244	6	03	10 août	1197 à 1276	32	18
16 février	245 à 292	7	04	24 août	1277 à 1372	33	19
23 février	293 à 342	8	04	31 août	1373 à 1418	34	20
2 mars	343 à 378	9	05	7 septembre	1419 à 1472	35	21
9 mars	379 à 418	10	05	14 septembre	1473 à 1504	36	21
16 mars	419 à 462	11	06	21 septembre	1505 à 1556	37	22
23 mars	463 à 502	12	06	28 septembre	1557 à 1606	38	23
30 mars	503 à 532	13	07	5 octobre	1607 à 1653	39	24
6 avril	533 à 572	14	08	12 octobre	1654 à 1682	40	24
13 avril	573 à 606	15	08	19 octobre	1683 à 1713	41	25
20 avril	607 à 646	16	09	26 octobre	1717 à 1770	42	25
27 avril	647 à 686	17	09	2 novembre	1771 à 1810	43	26
4 mai	687 à 730	18	10	9 novembre	1811 à 1850	44	26
11 mai	731 à 746	19	10	16 novembre	1851 à 1894	45	27
18 mai	747 à 778	20	11	23 novembre	1895 à 1960	46	28
25 mai	779 à 812	21	11	30 novembre	1961 à 2004	47	29
1er juin	813 à 850	22	12	7 décembre	2005 à 2056	48	30
8 juin	851 à 892	23	12	14 décembre	2057 à 2088	49	30
15 juin	893 à 932	24	13	21 décembre	2089 à 2144	50	31
22 juin	933 à 970	25	13	28 décembre	2145 à 2198	51	32
29 juin	971 à 1010	26	14				

XVII. – EXPLICATION DES SIGLES

ACCA ..... Association communale de chasse agréée.
ACP (pays) ..... Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.
ACTIA ..... Association de coordination technique pour l'industrie agro-alimentaire.
ACTIM ..... Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.
ACUCES ..... Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.
ADEP ..... Agence pour le développement de l'éducation permanente.
ADI ..... Agence de l'information.
ADRAF ..... Agence de développement rural et d'aménagement foncier.
AFA ..... Association foncière agricole.
AFAT ..... Association française d'action touristique.
AFEI ..... Association française pour l'étiquetage d'information.
AFERNOD ..... Association française pour l'étude et la recherche des nodules.
AFME ..... Agence française pour la maîtrise de l'énergie.
AFP ..... Agence France-Presse.
AFPA ..... Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.
AFTRP ..... Agence foncière et technique de la région parisienne.
AGEAM ..... Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.
AGIRC ..... Association générale des institutions de retraites des cadres.
AIEA ..... Agence internationale de l'énergie atomique.
AIG ..... Activité d'intérêt général.
AMEXA ..... Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.
AMG ..... Assistance médicale gratuite.
ANACT ..... Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
ANAH ..... Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
ANCE ..... Agence nationale pour la création d'entreprises
ANDA ..... Association nationale pour le développement agricole.
ANDDOM ..... Association nationale pour le déloppement des départements d'outre-mer.
ANEFE ..... Association nationale des écoles françaises de l'étranger.
ANIFOM ..... Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
ANIL ..... Association nationale d'information logement.
ANIT ..... Agence nationale de l'information touristique.
ANPE ..... Agence nationale pour l'emploi.
ANRED ..... Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.
ANT ..... Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.
ANVAR ..... Agence nationale de valorisation de la recherche.
AOC ..... Appellation d'origine contrôlée.
AP ..... Autorisation de programme.
AP ..... Assistance publique.
APEC ..... Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.
APL ..... Aide personnalisée au logement.

APTRP ..... Association professionnelle des transporteurs de la région parisienne.
ARIAD ..... Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement.
ARIM ..... Association de restauration immobilière.
ARIST ..... Agence régionale d'information scientifique et technique.
ARRCO ..... Association des régimes de retraites complémentaires.
ASA ..... Aide supplémentaire d'attente.
ASE ..... Agence spatiale européenne.
ASEAN ..... Association of the South-East Asian Nations. Association des nations de l'Asie du Sud-Est.
ASGF ..... Association syndicale de gestion forestière.
ASSEDIC ..... Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
ASSU ..... Association du sport scolaire et universitaire.
ATAC ..... Association technique pour l'action culturelle.
ATC ..... Assistants techniques du commerce.
ATOS ..... Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service.
AUDIST ..... Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique.
AVTS ..... Allocation aux vieux travailleurs salariés.
BCA ..... Bureau central d'alerte.
BCC ..... Banque centrale de compensation.
BAPSA ..... Budget annexe des prestations sociales agricoles.
BCEAO ..... Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.
BDPA ..... Bureau pour le développement de la production agricole.
BEAC ..... Banque des Etats de l'Afrique centrale.
BEI ..... Banque européenne d'investissement.
BEPA ..... Brevet d'études professionnelles agricoles.
BFCE ..... Banque française du commerce extérieur.
BIC ..... Bénéfices industriels et commerciaux.
BIPA ..... Banque d'information politique et d'actualité.
BIPE ..... Bureau d'information et de prévisions économiques.
BIT ..... Bureau international du travail.
BPA ..... Brevet professionnel agricole.
BRGM ..... Bureau de recherches géologiques et minières.
BTP ..... Bâtiment et travaux publics.
BTS ..... Brevet de technicien supérieur.
BUMIDOM ..... Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.
BUS ..... Bureau universitaire de statistique.
CACOM ..... Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme.
CACT ..... Commission d'amélioration des conditions de travail.
CADIST ..... Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.
CAECL ..... Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
CAMPUS ..... Comité de coopération avec l'Afrique et Madagascar pour la promotion universitaire et scientifique.
CANCAVA ..... Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.
CAO ..... Conception assistée par ordinateur.
CAP ..... Certificat d'aptitude professionnelle.
CAPA ..... Caisse d'amortissement pour l'acier.
CAPES ..... Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire.
CARPA ..... Caisse autonome des règlements pécuniaires des avocats.
CASODOM ..... Comité d'action sociale en faveur des originaires des départements d'outre-mer en métropole.
CAT ..... Centre d'aide par le travail.
CAUE ..... Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.
CDCA ..... Comité de défense des commerçants et artisans.
CDF ..... Charbonnages de France.
CDPTH ..... Centre de développement et de promotion du textile et de l'habillement.
CEA ..... Commissariat à l'énergie atomique.
CECA ..... Communauté européenne du charbon et de l'acier.
CEE ..... Communauté économique européenne.
CEFAC ..... Centre de formation des assistants techniques du commerce et consultants commerciaux.
CEMAGREF ..... Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts.
CENCEP ..... Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.
CEP ..... Centre d'expérimentation du Pacifique.
CEPAM ..... Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.
CEPII ..... Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
CERAH ..... Centre d'étude et de recherche sur l'appareillage des handicapés.
CERBE ..... Centre de recherche sur le bien-être.
CERC ..... Centre d'étude des revenus et des coûts.
CERN ..... Centre européen de recherches nucléaires.
CES ..... Collège d'enseignement secondaire.
CESTA ..... Centre d'études des systèmes et des technologies avancées.
CET ..... Collège d'enseignement technique.
CFA ..... Centre de formation d'apprentis.
CFCE ..... Centre français du commerce extérieur.
CFDT ..... Confédération française démocratique du travail.
CFP ..... Compagnie française des pétroles.
CFPC ..... Centre de formation des personnels communaux.
CEO ..... Centre d'études d'opinion.
CESP ..... Centre d'étude des supports de publicité.
CFT ..... Confédération française du travail.
CGCT ..... Compagnie générale des constructions téléphoniques.
CGI ..... Code général des impôts.
CGT ..... Confédération générale du travail.
CHR ..... Centre hospitalier régional.
CHS ..... Comité d'hygiène et de sécurité.
CHSCT ..... Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
CHU ..... Centre hospitalier et universitaire.
CIASI ..... Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (voir CIRI).
CIAT ..... Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.
CIDAR ..... Comité interministériel pour le développement et l'aménagement rural.
CIDISE ..... Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi.
CIFIA ..... Comité interministériel de financement des industries agro-alimentaires.
CII ..... Compagnie internationale pour l'informatique.
CIL ..... Comités interprofessionnels du logement.
CIPE ..... Comité interministériel pour la promotion de l'emploi.
CIRA ..... Centre interministériel de renseignements administratifs.
CIRCOSC ..... Centre interrégional de coordination des opérations de sécurité civile.
CIRDI ..... Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.
CIRI ..... Comité interministériel de restructuration industrielle (remplace le CIASI).
CIRIT ..... Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile.
CNAC Georges-Pompidou ..... Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (musée Beaubourg).
CNAJEP ..... Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.
CNAM ..... Conservatoire national des arts et métiers.
CNAP ..... Conseil national d'accession à la propriété.
CNAPS ..... Conseil national des activités physiques et sportives.
CNASEA ..... Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.
CNAVTS ..... Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.
CNBF ..... Caisse nationale des barreaux français.
CNCA ..... Caisse nationale de crédit agricole.
CNCL ..... Commission nationale de la communication et des libertés.
CNDP ..... Centre national de documentation pédagogique.
CNEC ..... Centre national d'enseignement par correspondance.
CNEJ ..... Centre national d'études judiciaires.
CNES ..... Centre national d'études spatiales.
CNET ..... Centre national d'études des télécommunications.
CNEXO ..... Centre national pour l'exploitation des océans.
CNIH ..... Comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières.
CNIL ..... Commission nationale de l'informatique et des libertés.
CNIPE ..... Centre national d'information pour la productivité des entreprises.
CNME ..... Caisse nationale des marchés de l'Etat.
CNOSF ..... Comité national olympique et sportif français.
CNPF ..... Conseil national du patronat français.

CNR ..... Compagnie nationale du Rhône.
CNRACL ..... Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.
CNRS ..... Centre national de la recherche scientifique.
CNTA ..... Comptoir national technique agricole.
CNUCED ..... Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
COB ..... Commission des opérations de bourse.
CODEFI ..... Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises.
CODER ..... Commission de développement économique régional.
CODERPA ..... Comité départemental des retraités et personnes âgées.
CODEVI ..... Comptes pour le développement industriel.
CODIS ..... Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques.
CODISC ..... Centre opérationnel de la direction de la Sécurité civile.
COFACE ..... Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.
COGEMA ..... Compagnie générale des matières nucléaires
COMES ..... Commissariat à l'énergie solaire.
COMT ..... Commission des marchés à terme de marchandises.
CORDET ..... Commission de coordination de la recherche des départements et territoires d'outre-mer.
CORDES ..... Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social.
CORRI ..... Comité régional de restructuration industrielle.
COS ..... Coefficient d'occupation du sol.
COTOREP ..... Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
CPAG ..... Centres de préparation à l'administration générale.
CPIE ..... Centre permanent d'initiation à l'environnement.
CPP ..... Code de procédure pénale.
CREDOC ..... Centre de recherche et de documentation sur la consommation (devenu Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie).
CREPS ..... Centre régional d'éducation physique et sportive et d'éducation populaire.
CRITT ..... Centre de recherche, d'innovation et de transfert technologique.
CROAT ..... Centre régional d'observation de l'activité touristique.
CROSS ..... Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.
CROUS ..... Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
CRPF ..... Centre régional de la propriété forestière.
CRTL ..... Comité régional du tourisme et des loisirs.
CSCE ..... Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.
CSMF ..... Confédération des syndicats médicaux français.
CSTB ..... Centre scientifique et technique du bâtiment.
CTGREF ..... Centre technique du génie rural, des eaux et forêts.
CTIFL ..... Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.
CTIR ..... Centres de traitement informatique régionaux.
CUCES ..... Centre universitaire de coopération économique et sociale.
CUMA ..... Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
CVR ..... Combattant volontaire de la Résistance.
DAGIC ..... Direction des affaires générales, internationales et de la coopération.
DATAR ..... Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
DCRF ..... Direction de la consommation et de la répression des fraudes.
DCRI ..... Direction de la coopération et des relations internationales.
DDASS ..... Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.
DDE ..... Direction départementale de l'équipement.
DEFI ..... Développement-Exportation-Formation-Image (nouveau sigle du CDPTH).
DEPE ..... Délégués des entreprises pour l'emploi.
DEUG ..... Diplôme d'études universitaires générales.
DGA ..... Délégation générale pour l'armement.
DGCC ..... Direction générale de la concurrence et de la consommation.
DGCL ..... Direction générale des collectivités locales.
DGD ..... Dotation générale de décentralisation.
DGE ..... Dotation globale d'équipement
DGF ..... Dotation globale de fonctionnement.
DGRST ..... Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
DIHP ..... Délégation de l'information historique pour la paix.
DIJA ..... Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs.
DJA ..... Dotation aux jeunes agriculteurs (voir DIJA).
DOM ..... Département d'outre-mer.
DOT ..... Défense opérationnelle du territoire.

ECU ..... European currency unit (unité de compte européenne).
EDF ..... Electricité de France.
EID ..... Entente interdépartementale pour la démoustication.
ENA ..... Ecole nationale d'administration.
ENIM ..... Etablissement national des invalides de la marine.
ENM ..... Ecole nationale de la magistrature.
EPAD ..... Etablissement public pour l'aménagement de la Défense.
ERAP ..... Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.
EUMETSAT ..... European Meteorology Satellite Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques.
EURL ..... Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.
EUTELSAT ..... Organisation européenne de télécommunications par satellite.

FAAS ..... Fonds additionnel d'action sociale.
FAC ..... Fonds d'aide et de coopération.
FAC ..... Fonds d'action conjoncturelle.
FACE ..... Fonds d'amortissement des charges d'électrification.
FACT ..... Fonds d'amélioration des conditions de travail.
FADIL ..... Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.
FAO ..... Fabrication assistée par ordinateur.
FAR ..... Fonds d'action rurale.
FARI ..... Fonds d'aide à la recherche et à l'innovation.
FAS ..... Fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants.
FASASA ..... Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.
FASSO ..... Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire.
FAU ..... Fonds d'aménagement urbain.
FBCF ..... Formation brute de capital fixe.
FCTVA ..... Fonds de compensation pour la TVA.
FDES ..... Fonds de développement économique et social.
FEC ..... Fonds d'égalisation des charges.
FECL ..... Fonds d'équipement des collectivités locales.
FED ..... Fonds européen de développement.
FEDER ..... Fonds européen de développement régional.
FEOGA ..... Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
FESIC ..... Fédération des écoles supérieures d'ingénieurs et de cadres.
FIANE ..... Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.
FIAC ..... Foire internationale d'art contemporain.
FIAM ..... Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne.
FIAT ..... Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.
FICA ..... Fondation à l'initiative créatrice artisanale.
FIDA ..... Fonds international pour le développement agricole.
FIDAR ..... Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.
FIDES ..... Fonds d'investissement et de développement économique et social.
FIDOM ..... Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.
FIM ..... Fonds industriel de modernisation.
FINUL ..... Force intérimaire des Nations unies au Liban.
FIOM ..... Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.
FIQV ..... Fonds d'investissement pour la qualité de la vie.
FIRS ..... Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre.
FLNC ..... Front de libération nationale de la Corse.
FLNKS ..... Front de libération national kanak socialiste.
FMF ..... Fédération des médecins de France.
FMI ..... Fonds monétaire international.
FMO ..... Force multinationale et d'observateurs.
FNAC ..... Fonds national d'art contemporain.

FNACA ..... Fédération nationale des anciens combattants en Algérie.
FNAFU ..... Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.
FNAH ..... Fonds national d'amélioration de l'habitat.
FNAL ..... Fonds national d'aide au logement.
FNAPSUM ..... Fédération nationale des associations de permanence de soins et d'urgences médicales.
FNAT ..... Fonds national d'aménagement du territoire.
FNDA (ou FNDVA) ..... Fonds national pour le développement de la vie associative.
FNDAE ..... Fonds national pour le développement des adductions d'eau.
FNDS ..... Fonds national pour le développement du sport (ancien Fonds national d'aide au sport de haut niveau).
FNE ..... Fonds national de l'emploi.
FNSEA ..... Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
FONJEP ..... Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.
FORMA ..... Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.
FOST ..... Force océanique stratégique.
FPA ..... Formation professionnelle des adultes.
FRAC ..... Fonds régionaux d'art contemporain.
FRILE ..... Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi.
FROM ..... Fonds régionaux d'organisation des marchés.
FSAI ..... Fonds spécial d'adaptation industrielle.
FSIR ..... Fonds spécial d'investissement routier.
GAEC ..... Groupement agricole d'exploitation en commun.
GANIL ..... Grand accélérateur national à ions lourds.
GAPP ..... Groupe d'aide psycho-pédagogique.
GATT ..... General agreement on tariffs and trade. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
GDF ..... Gaz de France.
GEIE ..... Groupement européen d'intérêt économique.
GEPI ..... Groupe d'études prospectives internationales.
GERDAT ..... Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
GFA ..... Groupement foncier agricole.
GIDEL ..... Groupe interministériel sur le développement économique local.
GIE ..... Groupement d'intérêt économique.
GIP ..... Groupement d'intérêt public (recherche et développement technologique).
GIRZOM ..... Groupe interministériel pour la rénovation des zones minières.
GMEM ..... Groupe maritime d'économie mixte.
GREP ..... Groupements régionaux d'épargne et de prévoyance.
HLM ..... Habitations à loyer modéré.
IAD ..... Indemnité annuelle départ.
IATA ..... Association internationale des transports aériens.
IAURIF ..... Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.
IDES ..... Institut de développement de l'économie sociale.
IDHEC ..... Institut des hautes études cinématographiques.
IDI ..... Institut de développement industriel.
IDIA ..... Institut de développement des industries agro-alimentaires.
IDICA ..... Institut de développement industriel des composants automobiles.
IFAC ..... Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.
IFREMER ..... Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.
IGREF ..... Ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts.
ILM ..... Immeuble à loyer moyen.
ILN ..... Immeuble à loyer normal.
INA ..... Institut national de l'audiovisuel.
INAO ..... Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie.
INC ..... Institut national de la consommation.
INED ..... Institut national d'études démographiques.
INEP ..... Institut national d'éducation populaire.
INERIPT ..... Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies.
INMARSAT ..... Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites.
INPI ..... Institut national de la propriété industrielle.
INPNPP ou IN2P3 Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.
INRA ..... Institut national de la recherche agronomique.
INRIA ..... Institut national de la recherche en informatique et en automatique.
INRP ..... Institut national de la recherche pédagogique.
INRS ..... Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.
INSA ..... Institut national des sciences appliquées.
INSEE ..... Institut national de la statistique et des études économiques.
INSEP ..... Institut national du sport et de l'éducation physique.
INSERM ..... Institut national de la santé et de la recherche médicale.
IPES ..... Institut de préparation aux enseignements du second degré.
IRA ..... Instituts régionaux d'administration.
IRAP ..... Instituts régionaux d'administration publique.
IRCAM ..... Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.
IRCANTEC ..... Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.
IRCHA ..... Institut de recherche de chimie appliquée.
IRIA ..... Institut de recherche d'informatique et d'automatique.
IRPP ..... Impôt sur le revenu des personnes physiques.
IRSID ..... Institut de recherche de la sidérurgie.
ISF ..... Impôt de solidarité sur la fortune.
ISM ..... Indemnité spéciale de montagne.
ISTPM ..... Institut scientifique et technique des pêches maritimes.
ITA ..... Ingénieurs, techniciens, administratifs.
ITEF ..... Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications.
ITEF ..... Ingénieurs des travaux des eaux et forêts.
IUFM ..... Institut universitaire de formation des maîtres.
IUT ..... Institut universitaire de technologie.
IVD ..... Indemnité viagère de départ.
JET ..... Joint European Torus.
JO ..... Journal officiel.
LBU ..... Ligne budgétaire unique.
LCR ..... Lettre de change-relevé.
LTS ..... Logement très social.
MARISAT ..... Système de télécommunications maritimes par satellites.
MATIF ..... Marché à terme d'instruments financiers.
MCM ..... Montants compensatoires monétaires.
MECA ..... Machines et équipements de conception avancée.
MIACA ..... Mission interministérielle pour l'aménagement de la côte d'Aquitaine.
MIDEM ..... Marché international du disque et de l'édition musicale.
MIDIST ..... Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.
MILT ..... Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.
OCDE ..... Organisation de coopération et de développement économiques.
OCORA ..... Office de coopération radiophonique.
OECE ..... Organisation européenne de coopération économique.
OGAF ..... Opération groupée d'aménagement foncier.
OIT ..... Organisation internationale du travail.
OLP ..... Organisation de la libération de la Palestine.
OMCI ..... Organisation maritime consultative intergouvernementale.
OMI ..... Organisation maritime internationale.
OMS ..... Organisation mondiale de la santé.
ONAC ..... Office national des anciens combattants et victimes de guerre.
ONERA ..... Office national d'études et de recherches aérospatiales.
ONI ..... Office national d'immigration.
ONIBEV ..... Office national interprofessionnel du bétail et des viandes.
ONIC ..... Office national interprofessionnel des céréales.
ONIPPAM ..... Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
ONISEP ..... Office national d'information sur les enseignements et les professions.
ONIVIT ..... Office national interprofessionnel des vins de table.
ONSER ..... Organisation nationale pour la sécurité routière.
ONU ..... Organisation des Nations unies.
ONUDI ..... Organisation des Nations unies pour le développement industriel.
OPEP ..... Organisation des pays exportateurs de pétrole.

OPH ..... Opération programmée d'amélioration de l'habitat.
OPPBTP ..... Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
OREAV ..... Organismes d'études d'aménagement des vallées.
ORGANIC ..... Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.
ORSECRAD ..... Plan ORSEC radiations.
ORSECTOX ..... Plan ORSEC matières toxiques.
ORSTOM ..... Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.
ORTF ..... Office de radiodiffusion et télévision française.
OTA ..... Office of technology assessment.
OTAN ..... Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.
OTASE ..... Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.
OUA ..... Organisation de l'unité africaine.
PAC ..... Politique agricole commune.
PACT ..... Propagande et action contre le taudis.
PADOG ..... Plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne.
PAH ..... Prime à l'amélioration de l'habitat.
PALULOS ..... Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
PAP ..... Prêt d'accession à la propriété.
PAP ..... Programme d'action prioritaire.
PAPIR ..... Programme d'action prioritaire d'initiative régionale.
PAR ..... Plans d'aménagement ruraux.
PEGC ..... Professeur d'enseignement général de collège.
PER ..... Plans d'exposition aux risques.
PER ..... Plans d'épargne retraite.
PIB ..... Production intérieure brute ou produit intérieur brut.
PIG ..... Projets d'intérêt général.
PIL ..... Programme d'insertion locale.
PIM ..... Programmes intégrés méditerranéens.
PLA ..... Prêt locatif aidé.
PLD ..... Plafond légal de densité.
PLR ..... Programmes à loyer réduit.
PMA ..... Pays les moins avancés.
PME ..... Petites et moyennes entreprises.
PMI ..... Petites et moyennes industries.
PMI ..... Protection maternelle et infantile.
PMU ..... Pari mutuel urbain.
PNB ..... Produit national brut.
PNUD ..... Programme des Nations unies pour le développement.
PNUE ..... Programme des Nations-Unies pour l'environnement.
POA ..... Prime d'orientation agricole.
POLMAR ..... Plan ORSEC pollution marine.
POS ..... Plan d'occupation des sols.
POSEIDOM ..... Programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité des départements d'outre-mer.
PPE ..... Programmes prioritaires d'exécution.
PPI ..... Plan particulier d'intervention.
PRAF ..... Patriotes réfractaires à l'annexion de fait.
PRDE ..... Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire.
PRO ..... Patriotes résistants à l'Occupation.
PSI ..... Prêt spécial immobilier.
PSR ..... Programmes sociaux de relogement.
PTOM ..... Pays et territoires d'outre-mer.
PTT ..... Postes et télécommunications.
PU ..... Plan d'urgence.
RATP ..... Régie autonome des transports parisiens.
RBE ..... Résultat brut d'exploitation.
RCB ..... Rationalisation des choix budgétaires.
RDA ..... République démocratique allemande.
RER ..... Réseau express régional.
RFA ..... République fédérale d'Allemagne.
RFI ..... Radio France internationale.
RFO ..... Société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer.
RIVP ..... Régie immobilière de la Ville de Paris.
RMI ..... Revenu minimum d'insertion.
RTLN ..... Réunion des théâtres lyriques nationaux.
SAFER ..... Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.
SAIF ..... Sociétés agricoles d'investissement foncier.
SALT (accords) .... Stratégic Arms Limitation Treaty. Traité de limitation des armes stratégiques.
SAMU ..... Service d'aide médicale urgente.
SCA ..... Sociétés coopératives artisanales.
SCA ..... Syndicats communautaires d'aménagement.
SCIC ..... Société immobilière de la Caisse des dépôts.
SCOP ..... Sociétés coopératives ouvrières de production.
SCPI ..... Société civile de placement immobilier.
SCPRI ..... Service central de protection contre les rayonnements ionisants.
SDAU ..... Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.
SDECE ..... Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.
SDIS ..... Service départemental d'incendie et de secours.
SDR ..... Société de développement régional.
SEATER ..... Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural.
SEATM ..... Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne.
SEFA ..... Société d'épargne foncière agricole.
SEFRANE ..... Service pour l'emploi des Français à l'étranger.
SEITA ..... Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
SEPT ..... Société d'édition de programmes de télévision.
SESAME ..... Service de soutien et d'accompagnement sur les marchés extérieurs.
SFP ..... Société française de production et création audiovisuelles.
SFR ..... Société de financement régional.
SFT ..... Société française de télédistribution.
SIBEV ..... Société interprofessionnelle du bétail et des viandes.
SICA ..... Société d'intérêt collectif agricole.
SICAV ..... Société d'investissement à capital variable.
SICOMI ..... Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
SIDO ..... Société interprofessionnelle des oléagineux.
SIECA ..... Service d'information, d'études et de cinématographie des armées.
SIRPA ..... Service d'information et de relations publiques des armées.
SIVOM ..... Syndicat intercommunal à vocation multiple.
SIVP ..... Stage d'initiation à la vie professionnelle.
SMA ..... Service militaire adapté.
SME ..... Système monétaire européen.
SMI ..... Surface minimum d'installation (agriculture).
SMIC ..... Salaire minimum de croissance.
SMVM ..... Schéma de mise en valeur de la mer.
SNCF ..... Société nationale des chemins de fer français.
SNCM ..... Société nationale maritime Corse-Méditerranée.
SNECMA ..... Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation.
SNEP ..... Société nationale des entreprises de presse.
SNI ..... Syndicat national des instituteurs.
SNIAS ..... Société nationale industrielle aérospatiale.
SNLE ..... Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
SNPA ..... Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
SNSM ..... Société nationale de sauvetage en mer.
SOFARIS ..... Société française pour l'assurance du capital-risque.
SOFIRAD ..... Société financière de radiodiffusion.
SOFIREM ..... Société financière pour l'industrialisation des régions minières.
SOFRATEV ..... Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision.
SOMIVAC ..... Société pour la mise en valeur agricole de la Corse.
SONACOTRA .... Société nationale de construction de logements pour les travailleurs.
SOP ..... Service d'observation des programmes.
SOPEXA ..... Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires.
SOREFI ..... Sociétés régionales de financement.
SPULEN ..... Service public unifié et laïque de l'Education nationale.
SS ..... Sécurité sociale.
STAR ..... Système téléphonique d'alerte aux risques.
STO ..... Service du travail obligatoire.
TDF ..... Télédiffusion de France.
TEF ..... Techniciens d'études et de fabrication.
TGV ..... Train à grande vitesse.
TIPP ..... Taxe intérieure sur les produits pétroliers.
TLE ..... Taxe locale d'équipement.
TOM ..... Territoire d'outre-mer.
TPFA ..... Tribunaux permanents des forces armées.
TPG ..... Trésoriers-payeurs généraux.
TPS ..... Taxe sur les prestations de services.
TTFA ..... Tribunaux territoriaux des forces armées.
TUC ..... Travaux d'utilité collective.
TVA ..... Taxe sur la valeur ajoutée.
TVHD ..... Télévision haute définition.
UCANSS ..... Union des caisses nationales de sécurité sociale.
UEO ..... Union de l'Europe occidentale.
UER ..... Unité d'enseignement et de recherche.

UEREPS ..... UER d'éducation physique et sportive.
UFAC ..... Union française des associations de combattants et de victimes de guerre.
UGAP ..... Union des groupements d'achats publics.
UGB ..... Unité de gros bétail.
UGC ..... Union générale cinématographique.
UNAF ..... Union nationale des associations familiales.
UNEDIC ..... Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
UNESCO ..... Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
UNIL ..... Union nationale interprofessionnelle du logement.
UNSS ..... Union nationale du sport scolaire.
URSSAF ..... Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
UTA ..... Union des transports aériens.
UTN ..... Unité touristique nouvelle.
VRP ..... Voyageurs, représentants, placiers.
VRTS ..... Versement représentatif de la taxe sur les salaires.
VSNA ..... Volontaires du service national actif.
ZAC ..... Zone d'aménagement concerté.
ZAD ..... Zone d'aménagement différé.
ZAN ..... Zones d'agglomération nouvelle.
ZEP ..... Zone d'éducation prioritaire.
ZEP ..... Zone d'environnement protégé.
ZIF ..... Zone d'intervention foncière.
ZUP ..... Zone à urbaniser en priorité.

DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

SESSIONS DE 1989

A

Accidents du travail

Voir *Sécurité sociale*, **1** ; **4**

1. – **Proposition de loi tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur, et plusieurs de ses collègues (13 juin 1989) [n° **377** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Acte unique européen

Voir *Questions orales sans débat* n° **67**

Action sanitaire et sociale

Voir *Enfance*, **1**
Famille, **1**

1. – **Projet de loi relatif à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la santé (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 16 mars 1989) [n° **226** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Madelain (6 avril 1989) [n° **239** (88-89)] – Discussion (19 avril 1989) – Adoption (19 avril 1989) [n° **62**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 avril 1989) [n° **620** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Claude Boulard (3 mai 1989) [n° **644** (9e lég.)] – Discussion (12 mai 1989) – Adoption (12 mai 1989) [n° **93**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (16 mai 1989) [n° **303** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Madelain (25 mai 1989) [n° **327** (88-89)] – Discussion (12 juin 1989) – Adoption (12 juin 1989) [n° **89**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 juin 1989) [n° **749** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Claude Boulard (21 juin 1989) [n° **802** (9e lég.)] – Discussion (23 juin 1989) – Adoption (23 juin 1989) [n° **135**].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (26 juin 1989) [n° **416** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Claude Boulard (28 juin 1989) [n° **838** (9e lég.)] – Discussion (1er juillet 1989) – Adoption (1er juillet 1989) [n° **153**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Madelain (28 juin 1989) [n° **437** (88-89)] – Discussion (30 juin 1989) – Adoption (30 juin 1989) [n° **119**].

PROMULGATION : Loi n° 89-475 du 10 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 12 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(19 avril 1989) (p. 277, 305).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 277, 291) : *MM. Théo Braun, ministre délégué chargé des personnes âgées ; Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Henri Collard, Mme Hélène Missoffe, MM. Hector Viron, Jean Chérioux, Eugène Boyer, Claude Huriet, Franck Sérusclat, Jacques Machet, Jean-Jacques Robert, Guy Robert.*

Accueil familial : *Braun (Théo)* (p. 291) ; *Chérioux (Jean)* (p. 284) ; *Collard (Henri)* (p. 279) ; *Machet (Jacques)* (p. 288) ; *Madelain (Jean)* (p. 279) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 281) ; *Robert (Guy)* (p. 289) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 287) ; *Viron (Hector)* (p. 283).

Action sanitaire et sociale : *Braun (Théo)* (p. 277, 291) ; *Collard (Henri)* (p. 280) ; *Huriet (Claude)* (p. 285) ; *Madelain (Jean)* (p. 278) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 281) ; *Robert (Guy)* (p. 290) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 287) ; *Viron (Hector)* (p. 283).

Administration (relations avec le public) : *Madelain (Jean)* (p. 279).

Agrément : *Braun (Théo)* (p. 277) ; *Collard (Henri)* (p. 280) ; *Huriet (Claude)* (p. 286) ; *Madelain (Jean)* (p. 278) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 287) ; *Viron (Hector)* (p. 283).

Aide familiale ou ménagère : *Missoffe (Hélène)* (p. 281).

Aide sociale : voir Action sanitaire et sociale.

Assistance publique : *Viron (Hector)* (p. 283).

Associations : *Chérioux (Jean)* (p. 284).

Assurance maladie maternité : *Collard (Henri)* (p. 280).

Assurances : *Braun (Théo)* (p. 277) ; *Madelain (Jean)* (p. 278).

Charges sociales (sauf entreprises) : *Braun (Théo)* (p. 277).

Condamnations pénales : *Braun (Théo)* (p. 291).

Conseils généraux : *Braun (Théo)* (p. 277, 291) ; *Madelain (Jean)* (p. 278) ; *Robert (Guy)* (p. 290).

Contrats ou conventions : *Braun (Théo)* (p. 277) ; *Huriet (Claude)* (p. 286) ; *Madelain (Jean)* (p. 278) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 281) ; *Robert (Guy)* (p. 290) ; *Viron (Hector)* (p. 283).

Départements : *Collard (Henri)* (p. 279) ; *Huriet (Claude)* (p. 286) ; *Madelain (Jean)* (p. 278) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 287).

Droit du travail : *Viron (Hector)* (p. 283).

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure : *Chérioux (Jean)* (p. 284) ; *Collard (Henri)* (p. 279) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 289) ; *Viron (Hector)* (p. 282).

Famille : *Boyer (Eugène)* (p. 285) ; *Huriet (Claude)* (p. 285) ; voir aussi Placements familiaux.

Finances locales : voir Départements.

Fiscalité : *Madelain (Jean)* (p. 279).

Formation professionnelle : *Sérusclat (Franck)* (p. 287).

Handicapés : *Collard (Henri)* (p. 279) ; *Machet (Jacques)* (p. 288).

Institutions sociales et médico-sociales : *Braun (Théo)* (p. 290, 291) ; *Chérioux (Jean)* (p. 284) ; *Collard (Henri)* (p. 280) ; *Huriet (Claude)* (p. 285, 286) ; *Machet (Jacques)* (p. 288) ; *Robert (Guy)* (p. 290) ; *Viron (Hector)* (p. 282).

Logement : *Machet (Jacques)* (p. 288) ; *Viron (Hector)* (p. 282).

Maisons de retraite : *Collard (Henri)* (p. 279) ; *Huriet (Claude)* (p. 286).

Médecine : *Missoffe (Hélène)* (p. 280).

Médecine (enseignement) : *Viron (Hector)* (p. 282).

Meurthe-et-Moselle (département) : *Huriet (Claude)* (p. 285).

Paris (ville) : *Chérioux (Jean)* (p. 284).

Personnes âgées : *Chérioux (Jean)* (p. 284) ; *Collard (Henri)* (p. 279) ; *Huriet (Claude)* (p. 286) ; *Machet (Jacques)* (p. 288) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 280) ; *Robert (Guy)* (p. 289) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 286, 287, 288) ; *Viron (Hector)* (p. 282).

Personnes âgées (données chiffrées) : *Huriet (Claude)* (p. 285) ; *Viron (Hector)* (p. 281).

Personnes âgées (maintien à domicile) : *Collard (Henri)* (p. 279) ; *Robert (Guy)* (p. 289).

Placements familiaux : *Braun (Théo)* (p. 277, 290) ; *Chérioux (Jean)* (p. 284) ; *Huriet (Claude)* (p. 285) ; *Madelain (Jean)*

(p. 278, 279) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 281) ; *Robert (Guy)* (p. 290) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 287) ; *Viron (Hector)* (p. 282, 283).

Politique économique et sociale : *Viron (Hector)* (p. 282).

Prestations sociales : *Braun (Théo)* (p. 277) ; *Chérioux (Jean)* (p. 284) ; *Robert (Guy)* (p. 290) ; *Viron (Hector)* (p. 282).

Réponse à M. Boyer : *Braun (Théo)* (p. 291).

Réponse à M. Chérioux : *Braun (Théo)* (p. 291).

Réponse à M. Madelain : *Braun (Théo)* (p. 291).

Réponse à M. Sérusclat : *Braun (Théo)* (p. 291).

Santé : *Missoffe (Hélène)* (p. 280) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 289).

Successions et libéralités : *Braun (Théo)* (p. 277) ; *Huriet (Claude)* (p. 286).

Zones rurales : *Huriet (Claude)* (p. 285).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 291, 305) : *MM. Hector Viron, Jacques Mossion, Franck Sérusclat, Jean Madelain, rapporteur ; Théo Braun, ministre ; Michel d'Aillières, Claude Huriet, Stéphane Bonduel, Mme Hélène Missoffe, MM. Jacques Descours Desacres, Bernard Laurent, André Boyer.*

Art. 1er *(Agrément des familles d'accueil)* (p. 291).

Parole sur l'article : *MM. Hector Viron* (p. 291), *Jacques Mossion* (p. 292).

Adoptés : amendement n° 20 de M. Franck Sérusclat : limitation à deux du nombre de personnes pouvant être accueillies (p. 293) – Amendement n° 29 de M. Théo Braun, ministre : possibilité pour le président du conseil général de déléguer à une institution sociale l'instruction des demandes (p. 293).

Retirés : amendements n° 1 de M. Jean Madelain, rapporteur, n° 12 de M. Stéphane Bonduel, n° 19 de M. Jean Chérioux, retiré par Mme Hélène Missoffe et n° 21 de M. Franck Sérusclat : analogues à l'amendement n° 29 du Gouvernement (p. 293).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 293).

Art. 2 *(Personnes non susceptibles d'agrément)* – Adopté (p. 294).

Art. 3 *(Pouvoirs du préfet de mettre fin à l'accueil familial)* (p. 294).

Adoptés : amendements de M. Jean Madelain, rapporteur, n° 2 : intervention ou information du président du conseil général (p. 295) – Et n° 3 : rédactionnel (p. 295).

– Les deux premières phrases de l'article 3 sont adoptées (p. 295).

– La dernière phrase de l'article 3 n'est pas adoptée (p. 296).

Art. 4 *(Contrat d'accueil familial)* (p. 296).

Parole sur l'article : *M. Hector Viron* (p. 296).

Adoptés : amendements de M. Jean Madelain, rapporteur, n° 4 : suppression des dispositions spécifiques relatives au placement pris en charge par l'aide sociale (p. 297) – Et n° 5 : rédactionnel (p. 298).

Rejeté : amendement n° 15 de M. Hector Viron : application de la législation du travail aux contrats d'accueil familial (p. 298 ; scrutin public n° 120).

Retirés : amendements de M. Franck Sérusclat, n° 22 : identique à l'amendement n° 4 de la commission (p. 296) – Et n° 23 : durée de la période d'essai (p. 298).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 298).

Art. 5 *(Dispositions relatives aux assurances)* (p. 298).

Adopté : amendement n° 24 de M. Franck Sérusclat : nullité de plein droit du contrat en cas de défaut d'assurance de l'une des parties (p. 300).

Rejeté : amendement n° 33 de M. Théo Braun, ministre : retrait de l'agrément (p. 300).

Retiré : amendement n° 16 de M. Hector Viron : retrait de l'agrément (p. 299).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 300).

Art. 6 *(Dispositions relatives aux successions et aux libéralités)* – Adopté (p. 300).

Art. 7 *(Rémunération de la famille accueillante)* (p. 300).

Adoptés : amendements de M. Jean Madelain, rapporteur, n° 6 : fixation par décret de l'indemnité représentative des frais d'entretien (p. 302) – Et n° 7 : notion de minimum garanti (p. 302) – Amendements n° 8 de M. Jean Madelain, rapporteur, n° 13 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. André Boyer, et n° 26 de M. Jean Chérioux : coordination avec l'amendement n° 4 de la commission portant sur l'article 4, et relatif aux bénéficiaires de l'aide sociale (p. 303).

Rejetés : amendement n° 27 de Mme Hélène Missoffe : rédactionnel (p. 302) – Amendement n° 17 de M. Hector Viron : retrait de l'agrément en cas de loyer abusif (p. 303).

Retirés : amendement n° 14 de M. Stéphane Bonduel, retiré par M. André Boyer (p. 301) – Amendement n° 25 de M. Franck Sérusclat : harmonisation des rémunérations entre départements (p. 302).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 25, sous-amendement n° 34 de M. Théo Braun, ministre, précédemment adopté (p. 302).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 303).

Art. 8 *(Dispositions relatives à la protection sociale des personnes accueillantes)* (p. 303).

Adoptés : amendements de M. Jean Madelain, rapporteur, n° 31 : rédactionnel (p. 303) – Et n° 9 : maintien explicite de l'allocation de logement (p. 303).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 303).

Art. 9 *(Dispositions relatives aux logements sociaux)* (p. 303).

Adoptés : amendements de M. Jean Madelain, rapporteur, n° 32 : rédactionnel (p. 304) – Et n° 10 : information de l'organisme bailleur en cas de sous-location (p. 304).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 304).

Art. 10 *(Droit à l'aide personnalisée au logement)* – Adopté (p. 304).

Art. 11 *(Familles accueillant plus de trois personnes)* – Adopté (p. 304).

Art. 12 *(Mise en demeure de régularisation)* – Adopté (p. 304).

Art. 13 *(Sanctions pénales)* (p. 304).

Rejeté : amendement n° 11 de M. Jean Madelain, rapporteur : suppression des peines d'emprisonnement (p. 305).

– L'article 13 est adopté (p. 305).

Après l'art. 13 (p. 305).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 18 de M. Hector Viron : dépôt annuel d'un rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la loi (p. 305).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Franck Sérusclat* (p. 305), *Hector Viron* (p. 305), *Claude Huriet* (p. 305), *Mme Hélène Missoffe* (p. 305), *MM. Stéphane Bonduel* (p. 305), *Jacques Descours Desacres* (p. 305).

Adoption (19 avril 1989) (p. 305).

Discussion (deuxième lecture)

(12 juin 1989) (p. 1405, 1419).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1405, 1408) : *MM. Théo Braun, ministre délégué chargé des personnes âgées ; Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales ;*

Franck Sérusclat, Robert Pagès, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Accueil familial : *Pagès (Robert)* (p. 1407).

Agrément : *Madelain (Jean)* (p. 1405) ; *Pagès (Robert)* (p. 1407).

Conseils généraux : *Madelain (Jean)* (p. 1405).

Constitution (article 40) : *Pagès (Robert)* (p. 1406).

Décentralisation : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1408).

Handicapés : *Braun (Théo)* (p. 1405) ; *Madelain (Jean)* (p. 1405) ; *Pagès (Robert)* (p. 1407) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1406).

Institutions sociales et médico-sociales : *Braun (Théo)* (p. 1408) ; *Pagès (Robert)* (p. 1407).

Logement : *Madelain (Jean)* (p. 1406).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1408).

Maisons de retraite : *Pagès (Robert)* (p. 1407).

Personnes âgées : *Pagès (Robert)* (p. 1407).

Placements familiaux : *Pagès (Robert)* (p. 1407) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1406).

Rapports au Parlement : *Madelain (Jean)* (p. 1406) ; *Pagès (Robert)* (p. 1408).

Santé : *Madelain (Jean)* (p. 1406).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1408, 1419) : *MM. Jean Madelain, rapporteur ; Théo Braun, ministre ; Robert Pagès, Franck Sérusclat, Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Mme Hélène Missoffe.*

Art. 1er (p. 1408).

Adoptés : amendements de M. Jean Madelain, rapporteur, n° 1 : conditions de l'agrément (p. 1409) – Et n° 2 : rédactionnel (p. 1409).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1409).

Art. 2 et 3 (p. 1409) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 4 (p. 1409).

Adoptés : amendements de M. Jean Madelain, rapporteur, n° 3 : rédactionnel (p. 1410) – Et n° 4 : retrait de l'agrément (p. 1410).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1410).

Art. 5 et 6 (p. 1410) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 7 (p. 1412).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jean Madelain, rapporteur : suppression de cet article (p. 1412).

– L'article 7 est supprimé (p. 1412 ; précédemment réservé p. 1410).

Art. 7 bis *(Agrément des familles accueillant un handicapé adulte)* (p. 1410).

Adoptés : amendement n° 23 de M. Claude Estier, soutenu par M. Franck Sérusclat : accueil familial de personnes gravement handicapées (p. 1410) – Amendement n° 26 de M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat : conséquences de l'agrément (p. 1411).

– L'article 7 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1411).

Art. 7 ter *(Contrat d'accueil d'une personne handicapée)* (p. 1411).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jean Madelain, rapporteur : possibilités de déplacement offertes aux personnes handicapées (p. 1411).

– L'article 7 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1411).

Art. 7 quater *(Rémunération de la famille accueillant un adulte handicapé)* (p. 1412).

Adopté : amendement n° 7 de M. Jean Madelain, rapporteur : suppression de cet article (p. 1412).

– L'article 7 quater est supprimé (p. 1412 ; précédemment réservé p. 1410).

Après l'art. 7 quater (p. 1411).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 24 de M. Claude Estier, soutenu par M. Franck Sérusclat : accueil familial des handicapés adultes visés par l'article 46 de la loi de 1975 (p. 1411).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1411).

Avant l'art. 8 (p. 1411).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 8 de M. Jean Madelain, rapporteur : contrat d'accueil et rémunération (p. 1412) ; sous-amendement n° 20 de M. Claude Estier, soutenu par M. Franck Sérusclat (p. 1412).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1412).

Art. 8 (p. 1412).

Adoptés : amendements de M. Jean Madelain, rapporteur, nos 9, 10 et 11 : rédactionnels (p. 1413).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1413).

Art. 9 (p. 1413).

Adoptés : amendements de M. Jean Madelain, rapporteur, n° 12 : information de l'organisme bailleur en cas de sous-location d'un logement social (p. 1413) – Et n° 13 : rédactionnel (p. 1413).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1413).

Art. 10 (p. 1413).

Adopté : amendement n° 14 de M. Jean Madelain, rapporteur : rédactionnel (p. 1414).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1414).

Art. 10 bis *(Personnes non susceptibles d'agrément)* – Adopté (p. 1414).

Art. 10 ter *(Mesures d'urgence)* (p. 1414).

Adopté : amendement n° 15 de M. Jean Madelain, rapporteur : retrait de l'agrément par le président du conseil général (p. 1415).

– L'article 10 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1415).

Art. 10 quater *(Dispositions relatives aux assurances)* (p. 1415).

Adopté : amendement n° 21 de M. Claude Estier, soutenu par M. Franck Sérusclat : rédactionnel (p. 1415).

– L'article 10 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 1415).

Art 10 quinquies *(Dispositions relatives aux successions et aux libéralités)* (p. 1415).

Adopté : amendement n° 16 de M. Jean Madelain, rapporteur : suppression des dispositions relatives à la tutelle (p. 1415).

– L'article 10 quinquies, ainsi modifié, est adopté (p. 1415).

Après l'art. 10 quinquies (p. 1415).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 17 de M. Jean Madelain, rapporteur : dispositions relatives à la tutelle (p. 1415).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1416).

Art. 11 et 12 – Adoptés (p. 1416).

Art. 13 (p. 1416).

Adopté : amendement n° 22 de M. Claude Estier, soutenu par M. Franck Sérusclat : pouvoirs du préfet en cas de retrait de l'agrément (p. 1416).

- L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1416).

Art. 14 *(Accueil familial des handicapés adultes visés par l'article 46 de la loi de 1975)* (p. 1416).

Adopté : amendement n° 25 de M. Claude Estier, soutenu par M. Franck Sérusclat : suppression de cet article par coordination avec l'amendement n° 24 (p. 1416).

- L'article 14 est supprimé (p. 1416).

Art. 15 *(Placement thérapeutique)* (p. 1416).

Rejeté : amendement n° 27 de M. Michel Gillibert, secrétaire d'État : accueil familial thérapeutique (p. 1417).

- L'article 15 n'est pas adopté (p. 1417).

Art. 16 *(Rapport annuel au Parlement)* (p. 1417).

Adopté : amendement n° 19 de M. Jean Madelain, rapporteur : suppression de cet article (p. 1418).

- L'article 16 est supprimé (p. 1418).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Robert Pagès* (p. 1418), *Franck Sérusclat* (p. 1419) ; *intervention de M. Théo Braun, ministre* (p. 1419) ; *Mme Hélène Missoffe* (p. 1419).

Adoption (12 juin 1989) (p. 1419).

Discussion (commission mixte paritaire)

(30 juin 1989) (p. 2205, 2207).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2205, 2206) : *M. Jean-Pierre Fourcade, en remplacement de M. Jean Madelain, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mmes Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille, Marie-Claude Beaudeau, M. Franck Sérusclat.*

Accueil thérapeutique : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2206) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2205) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2205).

Chômage : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2206).

Parlement (rôle) : *Sérusclat (Franck)* (p. 2206).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2206, 2207)

Art. 1er et 4 (p. 2206).

Art. 7 bis, 7 ter, 7 quinquies, 10 ter, 13, 15 et 17 (p. 2207).

Adoption (30 juin 1989) (p. 2207).

Actionnaires et actionnariat

Voir *Marchés financiers*, **1**
Politique économique et sociale, **1**

Actions

Voir *Politique économique et sociale*, **1**

Administration (relations avec le public)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **139**

Administration fiscale

Voir *Questions au Gouvernement* n° **139** ; n° **168**

Administration pénitentiaire

Voir *Allocutions et communications*, **46**

Adoption

Voir *Questions orales sans débat* n° **57**

Aéronautique (industrie)

Voir *Lois de finances*, **2**, Equipement, logement, transport et mer - III - Aviation civile et IV - Météorologie

Aéronefs

Voir *Lois de finances*, **2**, Equipement, logement, transport et mer - III - Aviation civile et IV - Météorologie

Aéroports

Voir *Lois de finances*, **2**, Equipement, logement, transport et mer - III - Aviation civile et IV - Météorologie
Questions orales sans débat n° **48**
Rappels au règlement, **21**
Traités et conventions, **14**

Affaires étrangères

Voir *Rapports d'information*, **14** ; **15**

Afrique

Voir *Lois de finances*, **2**, Coopération et développement
Questions au Gouvernement n° **157**
Traités et conventions, **4** ; **11**

Afrique du Nord

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, **1** ; **3** ; **4**
Fêtes légales, **1**
Pensions et retraites, **2**
Questions au Gouvernement n° **150**

Agence nationale pour l'emploi (ANPE)

Voir *Lois de finances*, **2**, Travail, emploi, formation professionnelle et services communs

Agglomérations nouvelles

Voir *Urbanisme*, **1**

Agriculture

Voir *Lois de finances*, **2**, art. add. avant l'art. 10 ; Agriculture et forêt
Plan, **1**
Questions au Gouvernement n° **83** ; n° **96** ; n° **108** ; n° **137** ; n° **148** ; n° **149** ; n° **155**
Questions orales avec débat n° **33** ; n° **76**
Questions orales sans débat n° **63** ; n° **153**
Rappels au règlement, **27** ; **28**

1. - **Proposition de loi visant à modifier l'article 1144 du code rural,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur (2 mai 1989) [n° **278** (88-89)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. - **Projet de loi complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture (9 mai 1989) [n° **281** (88-89)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires sociales, des finances et des lois - Rapport de M. Jean Arthuis (14 juin 1989) [n° **382** (88-89)] - Avis de MM. Roland du Luart (14 juin 1989) [n° **383** (88-89)], Albert Vecten (31 mai 1989) [n° **334** (88-89)], Paul Girod (14 juin 1989) [n° **380** (88-89)] et Jacques Machet (15 juin 1989)[n° **390** (88-89)] - Discussion (21, 22, 23 et 24 juin 1989) - Adoption (24 juin 1989) [n° **112**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 juin 1989) [n° **822** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Pierre Estève (28 juin 1989) [n° **825** (9e lég.)] – Discussion (29, 30 juin et 1er juillet 1989) – Adoption (1er juillet 1989) [n° **155**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (3 juillet 1989) [n° **456** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Marcel Daunay (18 octobre 1989) [n° **22** (89-90)] – Avis de M. Jacques Machet (25 octobre 1989) [n° **38** (89-90)] – Discussion (2 et 3 novembre 1989) – Adoption (3 novembre 1989) [n° **8**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (3 novembre 1989) [n° **977** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Pierre Esteve (14 novembre 1989) [n° **996** (9e lég.)] – Discussion (22 novembre 1989) – Adoption (22 novembre 1989) [n° **186**].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (23 novembre 1989) [n° **76** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Pierre Esteve (5 décembre 1989) [n° **1051** (9e lég.)] – Discussion (6 décembre 1989) – Adoption (6 décembre 1989) [n° **204**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Marcel Daunay (5 décembre 1989) [n° **93** (89-90)] – Discussion (14 décembre 1989) – Rejet (14 décembre 1989) [n° **41**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (15 décembre 1989) [n° **1107** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Pierre Esteve (15 décembre 1989) [n° **1108** (9e lég.)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **225**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1989) [n° **153** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport oral de M. Marcel Daunay – Discussion (19 décembre 1989) – Adoption (19 décembre 1989) [n° **64**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1989) [n° **1145** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Pierre Esteve (20 décembre 1989) [n° **1163** (9e lég.)] – Discussion (20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° **247**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 89-267 DC du 22 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 24 janvier 1990) qui déclare la loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 25 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1989) (p. 1727, 1758) ; (22 juin 1989) (p. 1768, 1776 ; 1802, 1831) ; (23 juin 1989) (p. 1842, 1866 ; 1897, 1922) ; (24 juin 1989) (p. 1929, 1955).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1727, 1758 ; 1768, 1773) : *MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt ; Jean Arthuis, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Machet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Roland du Luart, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Geoffroy de Montalembert, Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Serge Mathieu, Fernand Tardy, Michel Souplet, Désiré Debavelaere, Louis Minetti, Jean Boyer, Raymond Poirier, Alain Pluchet, Pierre Louvot, Marcel Daunay, Alain Gérard, Louis de Catuelan, Pierre Lacour.*

Le projet de loi vise d'une part à alléger le contrôle des structures et à assouplir les règles relatives à l'aménagement foncier en favorisant le développement du rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER, et en créant des associations foncières agricoles ; d'autre part à réformer le régime de protection sociale des exploitants agricoles. Diverses dispositions concernent la transmission des exploitations, les missions de l'enseignement agricole et le droit alimentaire.

Agriculteurs (jeunes) : *Boyer (Jean)* (p. 1750) ; *Minetti (Louis)* (p. 1750).

Agriculteurs (retraite) : *Gérard (Alain)* (p. 1756) ; *Luart (Roland du)* (p. 1737) ; *Nallet (Henri)* (p. 1772).

Agriculture : *Minetti (Louis)* (p. 1748).

Aménagement rural : *Boyer (Jean)* (p. 1750) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 1745, 1746) ; *Lacour (Pierre)* (p. 1757, 1758) ; *Minetti (Louis)* (p. 1748).

Assiette des cotisations sociales : voir Cotisations sociales.

Associations foncières agricoles (AFA) : *Arthuis (Jean)* (p. 1733) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 1745) ; *Girod (Paul)* (p. 1739) ; *Lacour (Pierre)* (p. 1757) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1753) ; *Mathieu (Serge)* (p. 1741) ; *Minetti (Louis)* (p. 1749) ; *Nallet (Henri)* (p. 1729, 1770) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1742).

Assurance maladie maternité : *Luart (Roland du)* (p. 1737).

Assurance vieillesse : *Luart (Roland du)* (p. 1737) ; *Machet (Jacques)* (p. 1735, 1736).

Baux ruraux : *Debavelaere (Désiré)* (p. 1746) ; *Gérard (Alain)* (p. 1756) ; *Girod (Paul)* (p. 1740).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : voir Protection sociale.

Chasse : *Lacour (Pierre)* (p. 1758).

Collectivités territoriales : *Girod (Paul)* (p. 1739).

Communauté économique européenne (CEE) : *Mathieu (Serge)* (p. 1740) ; *Minetti (Louis)* (p. 1747) ; *Souplet (Michel)* (p. 1743).

Communes rurales : *Minetti (Louis)* (p. 1748) ; *Nallet (Henri)* (p. 1729).

Contrôle des structures agricoles : voir Structures agricoles.

Coopératives agricoles : *Pluchet (Alain)* (p. 1752).

Cotisations sociales : *Arthuis (Jean)* (p. 1731, 1732) ; *Boyer (Jean)* (p. 1750) ; *Daunay (Marcel)* (p. 1755) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 1747) ; *Gérard (Alain)* (p. 1756) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1754) ; *Luart (Roland du)* (p. 1736, 1737) ; *Machet (Jacques)* (p. 1734, 1735, 1736) ; *Mathieu (Serge)* (p. 1741) ; *Minetti (Louis)* (p. 1749) ; *Nallet (Henri)* (p. 1729, 1730, 1771) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1752) ; *Poirier (Raymond)* (p. 1751) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1742).

Cotisations sociales (échelonnement de la réforme) : *Debavelaere (Désiré)* (p. 1747) ; *Gérard (Alain)* (p. 1756) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1754) ; *Luart (Roland du)* (p. 1737) ; *Nallet (Henri)* (p. 1771) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1743).

Cotisations sociales (simulation) : *Luart (Roland du)* (p. 1737, 1738) ; *Machet (Jacques)* (p. 1734) ; *Nallet (Henri)* (p. 1771) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1753) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1743).

Départements : *Daunay (Marcel)* (p. 1754) ; *Machet (Jacques)* (p. 1735) ; *Nallet (Henri)* (p. 1729).

Entreprises (transmission) : *Arthuis (Jean)* (p. 1733) ; *Nallet (Henri)* (p. 1770).

Environnement : *Minetti (Louis)* (p. 1748).

Exploitants agricoles : *Minetti (Louis)* (p. 1748).

Exploitations agricoles : *Nallet (Henri)* (p. 1769).

Exploitations hors sol : *Nallet (Henri)* (p. 1769).

Finances locales : *Minetti (Louis)* (p. 1750).

Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles (FASASA) : *Boyer (Jean)* (p. 1750) ; *Daunay (Marcel)* (p. 1755) ; *Mathieu (Serge)* (p. 1741) ; *Nallet (Henri)* (p. 1770) ; *Poirier (Raymond)* (p. 1751).

Importations : *Minetti (Louis)* (p. 1748).

Impôts fonciers : *Minetti (Louis)* (p. 1749).

Lois (application) : *Arthuis (Jean)* (p. 1731) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 1745) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1753).

Montagne : *Debavelaere (Désiré)* (p. 1745).

Mutualité sociale agricole (MSA) : voir Protection sociale.

Oise (département) : *Souplet (Michel)* (p. 1744).

Plan social : *Nallet (Henri)* (p. 1772).

Pluriactivité : *Gérard (Alain)* (p. 1756) ; *Nallet (Henri)* (p. 1772) *Tardy (Fernand)* (p. 1743).

Politique agricole : *Minetti (Louis)* (p. 1748, 1749).

Prestations familiales : *Arthuis (Jean)* (p. 1733) ; *Luart (Roland du)* (p. 1737).

Prix agricoles : *Souplet (Michel)* (p. 1743).

Propriété (droit) : *Girod (Paul)* (p. 1739).

Protection sociale : *Arthuis (Jean)* (p. 1731) ; *Daunay (Marcel)* (p. 1755) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 1747) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1753, 1754) ; *Luart (Roland du)* (p. 1738) ; *Minetti (Louis)* (p. 1749, 1750) ; *Nallet (Henri)* (p. 1771, 1772) ; *Souplet (Michel)* (p. 1744).

Protection sociale (financement) : *Arthuis (Jean)* (p. 1732).

Rapports au Parlement : *Luart (Roland du)* (p. 1737) ; *Machet (Jacques)* (p. 1736) ; *Nallet (Henri)* (p. 1771).

Remembrement : *Girod (Paul)* (p. 1740) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1753).

Revenus agricoles : *Arthuis (Jean)* (p. 1733) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 1747) ; *Gérard (Alain)* (p. 1756) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1753) ; *Luart (Roland du)* (p. 1737) ; *Machet (Jacques)* (p. 1734, 1735, 1736) ; *Nallet (Henri)* (p. 1730) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1752) ; *Souplet (Michel)* (p. 1744) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1743).

Rhône (département) : *Mathieu (Serge)* (p. 1741).

Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : *Arthuis (Jean)* (p. 1733) ; *Boyer (Jean)* (p. 1750) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 1756, 1757) ; *Daunay (Marcel)* (p. 1755) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 1745, 1746) ; *Gérard (Alain)* (p. 1755, 1756) ; *Girod (Paul)* (p. 1739, 1740) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1753) ; *Luart (Roland du)* (p. 1736) ; *Minetti (Louis)* (p. 1749) ; *Nallet (Henri)* (p. 1729, 1769, 1770) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1752) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1742).

Structures agricoles : *Arthuis (Jean)* (p. 1731) ; *Boyer (Jean)* (p. 1750) ; *Daunay (Marcel)* (p. 1754) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 1746) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1753) ; *Mathieu (Serge)* (p. 1741) ; *Minetti (Louis)* (p. 1749) ; *Nallet (Henri)* (p. 1728, 1729, 1768, 1769) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1752) ; *Poirier (Raymond)* (p. 1751) ; *Souplet (Michel)* (p. 1743, 1744) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1742).

Surface minimum d'installation (SMI) : *Daunay (Marcel)* (p. 1755) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 1746) ; *Nallet (Henri)* (p. 1769) ; *Pluchet (Alain)* (p. 1752) ; *Poirier (Raymond)* (p. 1751) ; *Souplet (Michel)* (p. 1744) ; *Tardy (Fernand)* (p. 1742).

Taxes parafiscales : *Arthuis (Jean)* (p. 1732) ; *Louvot (Pierre)* (p. 1754) ; *Luart (Roland du)* (p. 1737) ; *Nallet (Henri)* (p. 1730, 1771) ; *Souplet (Michel)* (p. 1744).

Terres incultes : *Tardy (Fernand)* (p. 1742).

Zones rurales : *Lacour (Pierre)* (p. 1757).

Zones rurales fragiles : *Debavelaere (Désiré)* (p. 1745).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1773, 1776 ; 1802, 1831 ; 1842, 1866 ; 1897, 1922 ; 1929, 1955) : *MM. Jean Arthuis, rapporteur ; Henri Nallet, ministre ; William Chervy, Louis Minetti, Marcel Daunay, Charles-Edmond Lenglet, Fernand Tardy, Jacques Descours Desacres, Alain Pluchet, Robert Laucournet, Albert Vecten, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Joseph Caupert, Michel Souplet, Paul Girod, rapporteur pour avis – Paul Souffrin, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Désiré Debavelaere, Roland du Luart, rapporteur pour avis ; Jean Simonin, Jacques Machet, rapporteur pour avis ; Emmanuel Hamel – Roland Grimaldi.*

TITRE IER

LES ACTIONS SUR LES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS ET L'AMENAGEMENT FONCIER

Intitulé (p. 1773).

Adopté : amendement n° 87 de M. Jean Arthuis, rapporteur : « Le contrôle des structures et l'aménagement foncier » (p. 1773).

– L'intitulé du titre 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1773).

Section 1

Le contrôle des structures

Art. 1er *(Modalités d'établissement du schéma directeur départemental des structures agricoles)* (p. 1773).

Adopté : amendement n° 88 de M. Jean Arthuis, rapporteur : avis du conseil général et rôle de la chambre d'agriculture ; enquête et délai d'adoption du schéma directeur (p. 1803).

Rejeté : sur l'amendement n° 88 de la commission, sous-amendement n° 234 de M. Louis Minetti (p. 1775).

Retiré : sur l'amendement n° 88 de la commission, sous-amendement n° 273 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. William Chervy (p. 1775).

Devenus sans objet : amendements identiques n° 4 de M. Marcel Daunay, n° 246 de M. Charles-Edmond Lenglet et n° 307 de M. Joseph Caupert : contrôle des exploitations hors sol (p. 1803) – Amendement n° 205 de M. Louis Minetti : intervention du ministre de l'agriculture (p. 1803).

– L'article 1er, dans la rédaction de l'amendement n° 88, est adopté (p. 1803).

Art. 2 *(Régime des autorisations préalables)* (p. 1804).

Adoptés : amendements de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 89 : réduction possible du seuil au-delà duquel une autorisation préalable pour l'installation doit être demandée (p. 1808) – N° 235 : conditions de démembrement d'une exploitation (p. 1809) – Et n° 90 : abaissement possible des seuils dans le cadre du schéma directeur départemental (p. 1810 ; priorité ordonnée p. 1810) – Amendements identiques n° 10 de M. Marcel Daunay et n° 252 de M. Charles-Edmond Lenglet : mutations soumises au régime de la déclaration (p. 1813).

Rejetés : sur l'amendement n° 89 de la commission, sous-amendements de M. Louis Minetti, nos 236, 237 et 238 (p. 1807) – Amendements identiques n° 7 de M. Marcel Daunay, n° 209 de M. Louis Minetti, n° 249 de M. Charles-Edmond Lenglet : contrôle des exploitations constituées en société (p. 1809) – Amendements analogues n° 210 de M. Louis Minetti et n° 277 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : contrôle des démembrements d'exploitations agricoles au profit d'autres exploitations (p. 1809) – Amendement n° 43 de M. Michel Souplet : limites apportées au démembrement des exploitations (p. 1811) – Amendement n° 9 de M. Marcel Daunay : création ou extension de capacité de production d'élevage hors sol (p. 1812) – Amendements de M. Louis Minetti n° 211 : reprise de l'exploitation par le conjoint survivant (p. 1812) – Et n° 212 : avis des organisations agricoles représentées à la chambre d'agriculture (p. 1812) – Amendements identiques n° 11 de M. Marcel Daunay et n° 253 de M. Charles-Edmond Lenglet : coordination avec les amendements relatifs aux exploitations hors sol (p. 1813).

Retirés : amendement n° 42 de M. Michel Souplet : assouplissements possibles du seuil (p. 1806) – Amendements identiques n° 276 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet, et n° 309 de M. Joseph Caupert : identiques aux amendements nos 7, 209 et 249 (p. 1809) – Amendements identiques n° 251 de M. Charles-Edmond Lenglet et n° 310 de M. Joseph Caupert : identiques à l'amendement n° 9 (p. 1811) – Amendements de M. Michel Souplet, n° 44 (p. 1812) – Et

n° 45 : rétablissement du contrôle de certaines mutations (p. 1813) – Amendement n° 311 de M. Joseph Caupert : identique aux amendements n°s 11 et 253 (p. 1813).

Devenus sans objet : amendements identiques n° 5 de M. Marcel Daunay, n° 247 de M. Charles-Edmond Lenglet et n° 308 de M. Joseph Caupert : examen des installations réalisées en dehors des aides publiques (p. 1808) – Amendement n° 207 de M. Louis Minetti : contrôle des ateliers hors sol (p. 1808) – Amendements de M. Fernand Tardy, soutenus par M. Robert Laucournet, n° 274 : examen des installations réalisées en dehors des aides publiques (p. 1808) – Et n° 275 : contrôle de la destination des sols à partir d'un seuil pouvant être fixé entre deux et quatre surfaces minimum d'installation (p. 1808) – Amendement n° 208 de M. Louis Minetti : coordination (p. 1808) – Amendements identiques n° 6 de M. Marcel Daunay et n° 248 de M. Charles-Edmond Lenglet : assouplissements possibles (p. 1808) – Amendements identiques n° 8 et n° 250 de M. Charles-Edmond Lenglet : dérogation au seuil fixé par rapport à la surface minimum d'installation (p. 1810) – Amendement n° 235 de M. Louis Minetti : analogue aux amendements n°s 10 et 252 (p. 1813) – Amendement n° 278 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : rétablissement du contrôle de certaines mutations (p. 1813).

– L'article 2 est rejeté (p. 1814).

Après l'art. 2 (p. 1817).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 279 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : création et composition d'une commission départementale des structures agricoles (p. 1817).

Art. 3 *(Commission nationale des structures agricoles ; article 188-3-1 du code rural)* (p. 1817).

Adopté : amendement n° 91 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression de la commission nationale des structures agricoles (p. 1818).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 91, est adopté (p. 1818).

Après l'art. 3 (p. 1818).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 206 de M. Louis Minetti : rôle de la commission nationale des structures agricoles (p. 1818).

Art. 4 *(Surface minimum d'installation départementale)* (p. 1818).

Adopté : amendement n° 92 de M. Jean Arthuis, rapporteur : rédactionnel et coordination avec l'amendement n° 91 (p. 1819).

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 92, est adopté (p. 1819).

Art. 5 *(Régime de la déclaration ou de la demande d'autorisation d'exploiter)* (p. 1819).

Adoptés : amendements identiques n° 12 de M. Marcel Daunay, et n° 280 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : situation des exploitations agricoles situées sur deux départements ou sur deux régions (p. 1820) – Amendements de M. Jean Arthuis, rapporteur : n° 93 : rédactionnel (p. 1820) – Et n° 94 : publicité de la décision relative à l'autorisation ou au refus d'exploiter (p. 1821).

Retirés : amendement n° 254 de M. Charles-Edmond Lenglet : identique aux amendements n°s 12 et 280 (p. 1819) – Amendements identiques n° 13 de M. Marcel Daunay et n° 255 de M. Charles-Edmond Lenglet : recours en cas de déclaration fausse ou frauduleuse (p. 1820) – Amendements n°s 14 et 256 de M. Charles-Edmond Lenglet (p. 1820) – Amendement n° 214 de M. Louis Minetti (p. 1820) – Amendements identiques n° 15 de M. Marcel Daunay, n° 257 de M. Charles-Edmond Lenglet, et n° 212 de M. Joseph Caupert : contrôle des élevages hors sol (p. 1821).

Devenu sans objet : amendement n° 281 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : analogue à l'amendement n° 94 (p. 1821).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1821).

Après l'art. 5 (p. 1821).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Arthuis, rapporteur, n°s 95, 96, 97 et 98 : application au régime de la déclaration préalable des dispositions prévues pour l'autorisation d'exploiter (p. 1822 et 1823) – Et n° 326 : saisine des commissions départementales des structures agricoles pour certains projets d'élevage hors sol (p. 1824).

Retirés : amendements identiques (art. additionnels) n° 16 de M. Marcel Daunay, n° 258 de M. Charles-Edmond Lenglet et n° 282 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : sanctions en cas de non-respect d'un refus d'autorisation d'exploiter (p. 1822) – Amendements identiques (art. additionnels) n° 17 de M. Marcel Daunay et n° 259 de M. Charles-Edmond Lenglet (p. 1822) – Amendements identiques (art. additionnels) n° 18 de M. Marcel Daunay et n° 260 de M. Charles-Edmond Lenglet : application au régime de la déclaration préalable des sanctions prévues pour l'autorisation d'exploiter (p. 1823) – Amendements identiques (art. additionnels) n° 19 de M. Marcel Daunay, n° 261 de M. Charles-Edmond Lenglet, et n° 213 de M. Joseph Caupert : prorogation du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles (p. 1824).

– Cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1822, 1823 et 1824).

Section 2

Des associations foncières agricoles

Intitulé (p. 1825 et 1851).

Retiré : amendement n° 99 de M. Jean Arthuis, rapporteur : « Les associations foncières agricoles et les associations foncières pastorales » (p. 1851 ; précédemment réservé p. 1825).

– L'intitulé de la section 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1851).

Art. 6 *(Définition des associations foncières agricoles)* (p. 1825).

Adopté : amendement n° 100 de M. Jean Arthuis, rapporteur : initiative de la création des associations foncières agricoles (p. 1828).

Rejetés : amendement n° 215 de M. Louis Minetti : restriction apportée au statut des associations foncières agricoles (p. 1826) – Amendement n° 55 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 1826).

Retirés : amendement n° 46 de M. Michel Souplet : zones où peuvent être créées des associations foncières agricoles (p. 1828) – Amendement n° 56 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : analogue à l'amendement n° 100 de la commission (p. 1828).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1828).

Après l'art. 6 (p. 1827).

Devenus sans objet : amendements identiques (art. additionnels) n° 20 de M. Marcel Daunay et n° 262 de M. Charles-Edmond Lenglet : analogues à l'amendement n° 100 de la commission (p. 1828).

Art. 7 *(Objet des associations foncières agricoles)* (p. 1828).

Adoptés : amendement n° 101 de M. Jean Arthuis, rapporteur : limitation du mandat des associations foncières agricoles (p. 1831) ; sous-amendement n° 329 de M. Henri Nallet, ministre (p. 1831).

Rejeté : sur l'amendement n° 101 de la commission, sous-amendement n° 333 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (p. 1831).

Retirés : amendement n° 57 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : analogue à l'amendement n° 101 de la commission (p. 1830) – Sur l'amendement n° 101 de la commission, sous-amendement n° 334 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (p. 1830) – Amendement n° 263 de M. Charles-Edmond Lenglet, transformé en un sous-amendement à l'amendement n° 101 de la commission : interdiction pour les associations foncières d'exploiter elles-mêmes (p. 1830).

Devenu sans objet : amendement n° 21 de M. Marcel Daunay : analogue au sous-amendement n° 263 (p. 1831).

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 101, ainsi modifié, est adopté (p. 1831).

Art. 8 *(Statut des associations foncières agricoles)* (p. 1842).

Adopté : amendement n° 103 de M. Jean Arthuis, rapporteur : statut type établi par décret en Conseil d'Etat (p. 1843).

Retirés : amendement n° 61 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : analogue à l'amendement n° 103 de la commission (p. 1842) – Amendement n° 47 de M. Michel Souplet : rédactionnel (p. 1843).

– L'article 8, dans la rédaction de l'amendement n° 103, est adopté (p. 1843).

Après l'art. 8 (p. 1843).

Adopté : amendement n° 332 de M. Jean Arthuis, rapporteur : insertion d'une division additionnelle : Sous-section 2 - « Des associations foncières agricoles autorisées » (p. 1843).

– Une division additionnelle, ainsi intitulée, est insérée dans le projet de loi (p. 1843).

Art. 9 *(Enquête administrative préalable)* (p. 1843).

Adopté : amendement n° 62 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : conditions dans lesquelles peut s'engager l'enquête préalable (p. 1843).

Retiré : amendement n° 104 de M. Jean Arthuis, rapporteur : analogue à l'amendement n° 62 (p. 1843).

– L'article 9, dans la rédaction de l'amendement n° 62, est adopté (p. 1843).

Après l'art. 9 (p. 1843).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 102 de M. Jean Arthuis, rapporteur : règles de majorité auxquelles sont soumises les décisions relatives aux travaux et ouvrages exécutés par les associations foncières agricoles (p. 1844 ; précédemment réservé p. 1831).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 48 de M. Michel Souplet (p. 1944 ; précédemment réservé p. 1831).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1844).

Art. 10 *(Interdiction de tous travaux modifiant l'état des lieux dans la procédure d'enquête)* (p. 1844).

Adoptés : amendement n° 105 de M. Jean Arthuis, rapporteur : limitation de la prohibition de tous travaux pendant la durée de l'enquête (p. 1844) ; sous-amendement n° 66 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (p. 1844).

Retiré : amendement n° 65 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (p. 1844).

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 105, ainsi modifié, est adopté (p. 1844).

Art. 11 *(Régime des indivisions et des immeubles dont le propriétaire n'est pas connu)* (p. 1844).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur pour avis, n°s 67 et 68 : rédactionnels (p. 1845).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1845).

Art. 12 *(Réunion des propriétaires en associations foncières autorisées)* (p. 1845).

Adopté : amendement n° 106 de M. Jean Arthuis, rapporteur : conditions et règles de majorité (p. 1846).

Retiré : amendement n° 216 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de cet article par coordination avec l'amendement n° 215 à l'article 6 (p. 1846).

Devenus sans objet : amendements de M. Paul Girod, rapporteur pour avis, n°s 69 et 70 : analogues à l'amendement n° 106 de la commission (p. 1846).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1846).

Art. 13 *(Délaissement des terres)* (p. 1846).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur pour avis, n° 71 : charge de l'indemnité (p. 1846) – Et n° 72 : caractère préalable de l'indemnisation (p. 1846).

Retiré : amendement n° 217 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de cet article par coordination avec l'amendement n° 215 à l'article 6 (p. 1846).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1846).

Art. 14 *(Distraction des terres en vue d'une affectation non agricole)* (p. 1846).

Adoptés : amendement n° 49 de M. Michel Souplet : conditions de la distraction des terres (p. 1847) – Amendement n° 74 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : dispositions destinées à lutter contre les éventuelles spéculations immobilières (p. 1848).

Devenus sans objet : amendement n° 73 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : consultation du conseil général (p. 1847) – Amendement n° 107 de M. Jean Arthuis, rapporteur : conditions de majorité (p. 1847).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1848).

Art. 15 *(Modification des conditions d'exercice de certains droits d'usage et d'exploitation)* (p. 1848).

Adopté : amendement n° 108 de M. Jean Arthuis, rapporteur : interdiction du cantonnement des droits d'exploitation sur une partie ou en dehors du périmètre de l'association (p. 1848).

Retiré : amendement n° 75 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : analogue à l'amendement n° 108 (p. 1848).

– L'article 15, dans la rédaction de l'amendement n° 108, est adopté (p. 1848).

Art. 16 *(Activités agricoles à prédominance extensive)* (p. 1848).

Adopté : amendement n° 109 de M. Jean Arthuis, rapporteur : création d'activités pastorales ou extensives et coordination avec l'amendement n° 110 (p. 1849).

Retiré : amendement n° 76 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 1849).

Devenus sans objet : amendements de M. Louis Minetti, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 218 : avis de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux (p. 1849) – Et n° 233 : responsabilité de l'utilisation du fonds à des fins non agricoles à certaines périodes de l'année (p. 1849).

– L'article 16, dans la rédaction de l'amendement n° 109, est adopté (p. 1849).

Après l'art. 16 (p. 1849).

Adopté : amendement n° 110 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur : contrats d'exploitation de terres à vocation pastorale ou extensive (p. 1850).

Rejetés : sur l'amendement n° 110 de la commission, sous-amendements n° 335 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis, et n° 242 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Paul Souffrin (p. 1820).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1850).

Art. 17 *(Décret en Conseil d'Etat)* (p. 1850).

Adopté : amendement n° 327 de M. Jean Arthuis, rapporteur : annexion des statuts types au décret en Conseil d'Etat (p. 1850).

Retiré : amendement n° 77 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : analogue à l'amendement n° 127 de la commission (p. 1850).

– L'article 17, dans la rédaction de l'amendement n° 327, est adopté (p. 1850).

Section 3

Dispositions relatives à l'aménagement foncier

Art. 18 *(Missions des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER)* (p. 1851).

Adoptés : amendements de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 111 : rédactionnel (p. 1851) – N° 112 : caractère des missions relatives au développement rural (p. 1854) ; sous-amendement n° 78 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (p. 1853) – N° 113 : rédactionnel (p. 1856) – N° 114 : élargissement des missions des SAFER (p. 1857) – Et n° 115 (p. 1857).

Retirés : amendement n° 79 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (p. 1854) – Amendement n° 23 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Michel Souplet : rôle des SAFER en matière d'aménagement foncier (p. 1856).

Devenu sans objet : amendement n° 50 de M. Michel Souplet : rôle des SAFER en matière de regroupement parcellaire (p. 1854) – Amendement n° 22 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Michel Souplet : rôle des SAFER en matière de développement rural (p. 1854) – Amendement n° 283 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : élargissement des missions des SAFER en matière de développement rural et d'aménagement du territoire (p. 1854) – Amendements n° 219 de M. Louis Minetti : caractère non accessoire de la mission des SAFER en matière de développement rural (p. 1854) – Et n° 220 : identique à l'amendement n° 23 (p. 1856) – Amendement n° 284 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : intervention des SAFER auprès des collectivités territoriales (p. 1857) – Amendement n° 80 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : restriction des dispositions de cet article au profit des seules communes (p. 1857) – Amendement n° 221 de M. Louis Minetti (p. 1857).

Non soutenu : amendement n° 24 de M. Marcel Daunay (p. 1857).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1857).

Art. 19 *(Exonération des droits de timbre et d'enregistrement)* (p. 1857).

Adopté : amendement n° 116 de M. Jean Arthuis, rapporteur : limitations des exonérations (p. 1859).

Retirés : amendement n° 81 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : analogue à l'amendement n° 116 (p. 1858) – Amendement n° 285 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : analogue à l'amendement n° 116 (p. 1858) – Amendement n° 222 de M. Louis Minetti : généralisation de l'exonération fiscale (p. 1858).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 1859).

Après l'art. 19 (p. 1859).

Rejetés : amendement n° 286 (art. additionnel) de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : composition des conseils d'administration des SAFER (p. 1859) – Amendement n° 223 (art. additionnel) de M. Louis Minetti : durée des baux consentis par les SAFER (p. 1859).

Art. 20 *(Ressort territorial des SAFER)* (p. 1859).

Parole sur l'article : *M. Joseph Caupert* (p. 1859).

Adoptés : amendements identiques n° 117 de M. Jean Arthuis, rapporteur, et n° 38 de M. Joseph Caupert : suppression de cet article (p. 1862).

Retiré : amendement n° 287 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : limitation du ressort territorial d'une SAFER à une région (p. 1862).

Devenus sans objet : amendement n° 240 de M. Louis Minetti : exceptions possibles au ressort territorial d'une SAFER (p. 1862) – Amendement n° 25 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Michel Souplet : cas des régions comportant quatre départements (p. 1862).

Non soutenu : amendement n° 264 de M. Charles-Edmond Lenglet (p. 1860).

– L'article 20 est supprimé (p. 1862).

Art. 21 *(Cession d'un immeuble à vocation agricole entré dans le domaine de l'Etat)* (p. 1862).

Adopté : amendement n° 118 de M. Jean Arthuis, rapporteur : cession amiable au profit de l'exploitant en place (p. 1862).

Rejeté : amendement n° 82 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 1862).

– L'article 21, dans la rédaction de l'amendement n° 118, est adopté (p. 1862).

Art. 22 *(Droit de préemption)* – Adopté (p. 1862).

Art. 23 *(Apport d'immeubles ruraux à la SAFER et sous-location)* (p. 1862).

Adoptés : amendement n° 119 de M. Jean Arthuis, rapporteur : conditions de l'apport d'immeubles ruraux à la SAFER (p. 1898) ; sous-amendement n° 336 de M. Michel Souplet (p. 1898) – Amendement n° 27 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Michel Souplet : délai de détermination des zones concernées ; exonérations fiscales (p. 1898).

Rejetés : amendement n° 83 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : limitation des zones où s'applique cette dispositions ; indemnités dues à la suite des améliorations apportées et maintien dans les lieux du bénéficiaire (p. 1865) – Sur l'amendement n° 119 de la commission, sous-amendement n° 288 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet (p. 1898).

Retirés : amendement n° 289 de M. Fernand Tardy, retiré par M. Robert Laucournet (p. 1864) – Amendement n° 120 de M. Jean Arthuis, rapporteur : dispositions fiscales (p. 1865) – Amendement n° 224 de M. Louis Minetti : délai de détermination des zones concernées (p. 1898).

Devenu sans objet : amendement n° 26 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Michel Souplet : constitution d'exploitations agricoles viables (p. 1898).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1898).

Art. 24 *(Indemnisations en cas d'impossibilité de rétablir, en nature, les droits du propriétaire lésé lors d'un remembrement)* (p. 1898).

Adopté : amendement n° 121 de M. Jean Arthuis, rapporteur : modalités de fixation de l'indemnité (p. 1899).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1899).

Après l'art. 24 (p. 1899).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 290 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : opérations de second remembrement (p. 1900).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 51 de M. Michel Souplet : analogue à l'amendement n° 290 (p. 1900).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1900).

Art. 25 *(Droit de reprise)* (p. 1900).

Adopté : amendement n° 122 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression de cet article (p. 1900).

– L'article 25 est supprimé (p. 1900).

Après l'art. 25 (p. 1901).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 291 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : analogue à l'amendement n° 129 de la commission, relatif à la reconstruction d'un bâtiment agricole détruit, tendant à insérer un article additionnel après l'article 27 (p. 1904 ; précédemment réservé p. 1901).

TITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES

Section 1

Mesures visant à faciliter la transmission des exploitations

Avant l'art. 26 (p. 1906).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 85 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : transmission de la créance latente du fermier sur le propriétaire (p. 1909 ; précédemment réservé p. 1866).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1909).

Art. 26 *(Régime des améliorations des biens apportés en société)* (p. 1907 ; précédemment réservé p. 1866).

Adopté : amendement n° 86 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : cession des créances latentes au successeur ou à une société en tant qu'apport (p. 1908 ; priorité ordonnée p. 1907).

– L'article 26, dans la rédaction de l'amendement n° 86, est adopté (p. 1909 ; priorité ordonnée p. 1907).

Après l'art. 26 (p. 1901 et 1906).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 292 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : différé d'imposition et étalement du paiement des droits de succession (p. 1901).

Non soutenus : amendement (art. additionnel) n° 28 de M. Marcel Daunay (p. 1901) – Amendement (art. additionnel) n° 265 de M. Charles-Edmond Lenglet (p. 1901) – Amendement (art. additionnel) n° 314 de M. Joseph Caupert (p. 1906 ; précédemment réservé p. 1866).

Avant l'art. 27 (p. 1906).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 127 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression de toute prohibition en matière de cession de bail (p. 1908 ; précédemment réservé p. 1866).

Devenu sans objet : amendement (art. additionnel) n° 328 de M. Jean Arthuis, rapporteur : cession du droit à indemnité pour amélioration faite sur le fonds par le preneur sortant (p. 1909 ; précédemment réservé p. 1866 ; priorité ordonnée p. 1907).

Art. 27 *(Exonération de droit proportionnel d'enregistrement sur les stocks)* – Adopté (p. 1901).

Après l'art. 27 (p. 1901).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 126 : liquidité des parts de groupements fonciers agricoles (p. 1903) – N° 128 : insertion d'une section additionnelle : « Dispositions relatives au statut du fermage » (p. 1903) – N° 129 : reconstruction d'un bâtiment détruit (p. 1904) – N° 130 : droit au renouvellement du bail du copreneur (p. 1905) – Et n° 131 : droit de reprise ; coordination avec l'amendement n° 121 (p. 1905).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 125 : différé d'imposition et étalement des droits de mutation (p. 1901) – N° 123 : report d'imposition sur les plus-values imposables sur les parts sociales en cas de cessation d'activité profesionnelle (p. 1902) – Et n° 124 : maintien du taux réduit de la taxe de publicité foncière en cas d'apport ultérieur des biens acquis à une société à objet agricole (p. 1903) – Amendement (art. additionnel) n° 29 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Michel Souplet : analogue à l'amendement n° 124 (p. 1902) – Amendement n° 52 (art. additionnel) de M. Michel Souplet : modalités d'évaluation des biens affectés à la production agricole (p. 1903) – Amendement n° 132 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur : conversion du métayage en fermage (p. 1906).

Non soutenu : amendement (art. additionnel) n° 266 de M. Charles-Edmond Lenglet (p. 1902).

– Un article additionnel, une division additionnelle et trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1903, 1904 et 1905).

Section 2

Dispositions relatives à l'enseignement et à l'information

Art. 28 *(Missions de l'enseignement supérieur agricole)* (p. 1814 ; priorité ordonnée p. 1803).

Parole sur l'article : *M. Albert Vecten, rapporteur pour avis* (p. 1814).

Adopté : amendement n° 1 de M. Albert Vecten, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 1815).

– L'article 28, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 1815).

Art. 29 *(Conseil national de l'enseignement supérieur agricole, agro-alimentaire et vétérinaire)* (p. 1815 ; priorité ordonnée p. 1803).

Adoptés : amendements identiques n° 2 de M. Albert Vecten, rapporteur pour avis, et n° 304 de M. Michel Souplet : suppression de cet article (p. 1816).

Devenu sans objet : amendement n° 241 de M. Henri Nallet, ministre : rôle du conseil national de l'enseignement supérieur agricole, agro-alimentaire et vétérinaire (p. 1816).

– L'article 29 est supprimé (p. 1816).

Art. 30 *(Etablissements susceptibles de recevoir l'aide de l'Etat)* – Adopté (p. 1816 ; priorité ordonnée p. 1803).

Après l'art. 30 (p. 1816).

Adopté : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Albert Vecten, rapporteur pour avis : conventions de coopération entre établissements d'enseignement supérieur publics et privés (p. 1817 ; priorité ordonnée p. 1803).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1817).

Section 3

Dispositions relatives au secteur agro-alimentaire

Art. 31 *(Pénalités applicables en matière de fraudes relatives à l'huile d'olive)* – Adopté (p. 1909).

Art. 32 *(Abrogation de la loi relative à la culture et au prix de la chicorée à café)* – Adopté (p. 1909).

Après l'art. 32 (p. 1909).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 41 de M. Henri Nallet, ministre : sanctions en cas de non-respect des dispositions relatives aux achats laitiers (p. 1910) – Amendement (art. additionnel) n° 245 de M. Hubert Haenel, soutenu par M. Jean Simonin : activité touristique (p. 1912) – Amendements (art. additionnels) de M. Fernand Tardy, soutenus par M. Robert Laucournet, n° 293 : relations entres les conseils municipaux et les commissions syndicales permanentes des sections de communes (p. 1913) – Et n° 294 : conditions d'élection de la commission syndicale (p. 1913).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 243 de M. Louis Minetti : contribution spéciale au profit du BAPSA assise sur le chiffre d'affaires des sociétés clientes de l'agriculture (p. 1910).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1910, 1912 et 1913).

TITRE III

DISPOSITIONS D'ORDRE SOCIAL

Section 1

Réformes de l'assiette des cotisations des non-salariés agricoles

Avant l'art. 33 (p. 1913).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 133 : établissement d'un revenu forfaitaire individuel (p. 1914) – Et n° 134 : notification des forfaits (p. 1914).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1914).

Art. 33 *(Principe de la double assiette des cotisations sociales)* (p. 1914).

Adoptés : amendement n° 135 de M. Jean Arthuis, rapporteur : définition des revenus professionnels pris en compte pour le calcul de l'assiette des cotisations sociales (p. 1919) ; sous-amendements n°s 322 et 323 de M. Henri Nallet, ministre, et n° 32 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Michel Souplet (p. 1919).

Rejeté : amendement n° 159 de M. Roland du Luart, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 1918 ; scrutin public n° 159).

Retirés : amendement n° 30 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Michel Souplet : harmonisation progressive des retraites des exploitants agricoles avec celles des autres catégories (p. 1916) – Amendements de la commission des finances déposés sur les articles 33 à 53 inclus, par coordination avec le rejet de l'amendement n° 159 (p. 1918).

Devenu sans objet : amendement n° 180 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : identique à l'amendement n° 135 de la commission (p. 1919).

Non soutenu : amendement n° 267 de M. Charles-Edmond Lenglet (p. 1916).

– L'article 33, dans la rédaction de l'amendement n° 135, ainsi modifié, est adopté (p. 1919).

Après l'art. 33 (p. 1919).

Adoptés : amendements identiques (art. additionnels) n° 138 de M. Jean Arthuis, rapporteur, et n° 181 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : assiette de la cotisation destinée au financement de la retraite proportionnelle (p. 1930) – Amendements identiques (art. additionnels) n° 137 de M. Jean Arthuis, rapporteur et n° 182 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : assiette de la cotisation destinée au financement de la retraite forfaitaire (p. 1931) – Amendement (art. additionnel) n° 139 de M. Jean Arthuis, rapporteur : subordination de la réforme de l'assiette des cotisations des non-salariés agricoles à un rapport de simulation (p. 1932) – Amendement (art. additionnel) n° 184 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : remplacement de l'assiette cadastrale par l'assiette « revenus professionnels » pour le régime de l'AMEXA sur une période de trois ans (p. 1934) – Amendement n° 185 (art. additionnel) de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : transfert progressif des cotisations de prestations familiales sur l'assiette fiscale (p. 1934 ; précédemment réservé p. 1921).

Rejetés : sur l'amendement n° 137 de la commission, sous-amendement n° 244 de M. Louis Minetti (p. 1931) – Amendement (art. additionnel) n° 318 de M. Henri Nallet, ministre : date d'achèvement de la réforme de toutes les branches (p. 1934).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 337 : déduction du revenu constituant l'assiette des cotisations de la rente du sol (p. 1920) – Et n° 136 : suppression des cotisations de prestations familiales agricoles (p. 1921) – Amendement (art. additionnel) n° 183 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : analogue à l'amendement n° 139 de la commission (p. 1932) – Amendement (art. additionnel) n° 140 de M. Jean Arthuis, rapporteur : assiette de la cotisation destinée au financement de l'AMEXA (p. 1933).

Devenus sans objet : amendements (art. additionnels) de M. Henri Nallet, ministre, n° 316 : changement d'assiette des cotisations vieillesse et d'une partie des cotisations AMEXA (p. 1931) – N° 319 : dépôt d'un rapport sur la simulation de la réforme de l'assiette des cotisations des non-salariés agricoles (p. 1932) – Et n° 317 : calcul, dès le 1er janvier 1990, de la cotisation d'assurance maladie sur l'assiette fiscale (p. 1934).

– Cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1930, 1931, 1932 et 1934).

Art. 34 *(Définition des revenus professionnels)* (p. 1934).

Adoptés : amendements identiques n° 141 de M. Jean Arthuis, rapporteur, et n° 186 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : suppression de cet article par coordination avec l'amendement n° 135 à l'article 33 (p. 1935).

Retiré : amendement n° 305 de M. Michel Souplet : incorporation aux revenus des traitements et salaires (p. 1935).

– L'article 34 est supprimé (p. 1935).

Art. 35 *(Modalités de prise en compte des revenus professionnels)* (p. 1935).

Adoptés : amendements identiques n° 142 de M. Jean Arthuis, rapporteur, et n° 187 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : suppression de cet article par coordination avec l'article 33 (p. 1936).

Retirés : amendements de M. Marcel Daunay, retirés par M. Michel Souplet, nos 31 et 33 (p. 1935) – Amendements de M. Michel Souplet nos 53 et 54 (p. 1935) – Amendements nos 295 et 296 de M. Fernand Tardy, retirés par M. Robert Laucournet (p. 1936).

Non soutenus : amendements de M. Charles-Edmond Lenglet nos 268, 269 et 270 (p. 1935 et 1936).

– L'article 35 est supprimé (p. 1936).

Art. 36 *(Répartition des revenus entre co-exploitants, associés exploitants sous forme sociétaire et membres d'une même famille)* (p. 1936).

Adoptés : amendements identiques n° 143 de M. Jean Arthuis, rapporteur, et n° 188 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : suppression de cet article par coordination avec l'article 33 (p. 1936).

– L'article 36 est supprimé (p. 1936).

Art. 37 *(Assiette des cotisations familiales des assujettis employant des salariés)* (p. 1936).

Adoptés : amendements identiques n° 144 de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 189 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis, et n° 320 de M. Henri Nallet, ministre : suppression de cet article par coordination avec l'article 33 (p. 1936).

Retiré : amendement n° 39 de M. Marcel Daunay, retiré par M. Michel Souplet (p. 1936).

– L'article 37 est supprimé (p. 1936).

Art. 38 *(Plafonnement de l'assiette des cotisations vieillesse)* (p. 1936).

Adoptés : amendements identiques n° 145 de M. Jean Arthuis, rapporteur, et n° 190 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : suppression de cet article par coordination avec l'article 33 (p. 1937).

Non soutenu : amendement n° 232 de M. Louis Minetti (p. 1936).

– L'article 38 est supprimé (p. 1937).

Art. 39 *(Assiette des cotisations AMEXA des aides familiaux et des titulaires de pension d'invalidité)* (p. 1937).

Adoptés : amendements identiques n° 146 de M. Jean Arthuis, rapporteur et n° 191 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : suppression de cet article par coordination avec l'article 33 (p. 1937).

– L'article 39 est supprimé (p. 1937).

Art. 40 *(Détermination des taux des cotisations pendant la période transitoire)* (p. 1937).

Adoptés : amendements identiques n° 147 de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 192 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis, et n° 321 de M. Henri Nallet, ministre : suppression de cet article par coordination avec l'article 33 (p. 1937).

Retirés : amendement n° 40 de M. Marcel Daunay, retiré par M. Michel Souplet (p. 1937) – Amendement n° 297 de M. Fernand Tardy, retiré par M. Robert Laucournet (p. 1937).

Non soutenu : amendement n° 271 de M. Charles-Edmond Lenglet (p. 1937).

– L'article 40 est supprimé (p. 1937).

Après l'art. 40 (p. 1937).

Adoptés : amendements identiques (art. additionnels) n° 148 de M. Jean Arthuis, rapporteur, et n° 193 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : démantèlement des taxes BAPSA (p. 1938) – Amendements (art. additionnels) de M. Jean Arthuis, rapporteur, n° 149 : insertion d'une section nouvelle intitulée : « mesures relatives à la pluriactivité » (p. 1939) – Et n° 150 : attribution au pluriactif des indemnités journalières des assurances maladie-maternité ou de l'allocation rem-

placement (p. 1940 ; précédemment réservé p. 1906) – Amendement (art. additionnel) n° 330 de M. Henri Nallet, ministre : affiliation au régime social de l'activité principale (p. 1941).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Marcel Daunay, soutenus par M. Michel Souplet, n° 34 : barème du démantèlement des taxes BAPSA (p. 1938) – Et n° 37 : date de suppression des taxes BAPSA (p. 1939) – Amendements (art. additionnels) de M. Louis Minetti, n°s 226, 227, 228, 229, 230 et 231 (p. 1940 ; précédemment réservés p. 1906) – Amendement n° 151 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur : analogue à l'amendement n° 330 du Gouvernement (p. 1941).

Non soutenu : amendement n° 272 (art. additionnel) de M. Charles-Edmond Lenglet (p. 1938).

– Un article additionnel, une division additionnelle et deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1938, 1939, 1940 et 1941).

Section 2

Dispositions diverses

Art. 41 *(Avis du comité départemental des prestations sociales agricoles pour la répartition des cotisations vieillesse et familiales)* (p. 1941).

Adoptés : amendement n° 194 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : suppression de l'avis du comité départemental des prestations sociales agricoles (p. 1942) ; sous-amendement n° 299 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet (p. 1942).

Retirés : amendement n° 152 de M. Jean Arthuis, rapporteur : analogue à l'amendement n° 194 de la commission des affaires sociales (p. 1942) – Amendement n° 298 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Robert Laucournet : rôle des comités départementaux des prestations sociales agricoles (p. 1942).

– L'article 41, dans la rédaction de l'amendement n° 194, ainsi modifié, est adopté (p. 1942).

Art. 42 *(Extension aux salariés agricoles des dispositions sociales dont bénéficient les stagiaires de la formation professionnelle)* (p. 1942).

Adopté : amendement n° 195 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 1942).

– L'article 42, dans la rédaction de l'amendement n° 195, est adopté (p. 1942).

Art. 43 *(Maintien des prestations en nature des assurances maladie et maternité pour les métayers en liquidation judiciaire)* – Adopté (p. 1943).

Art. 44 *(Assujettissement au régime des prestations familiales agricoles)* (p. 1943).

Adopté : amendement n° 196 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : coordination (p. 1943).

Retiré : amendement n° 153 de M. Jean Arthuis, rapporteur (p. 1943).

– L'article 44, ainsi modifié, est adopté (p. 1943).

Art. 45 *(Avis du comité départemental des prestations sociales agricoles pour la répartition des cotisations familiales)* (p. 1943).

Adoptés : amendements identiques n° 154 de M. Jean Arthuis, rapporteur, et n° 197 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : suppression de l'avis du comité départemental des prestations sociales (p. 1944) ; sous-amendement n° 301 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi (p. 1944).

Retiré : amendement n° 300 de M. Fernand Tardy, retiré par M. Roland Grimaldi (p. 1943).

– L'article 45, dans la rédaction des amendements n°s 154 et 197, ainsi modifiés, est adopté (p. 1944).

Art. 46 *(Maintien des droits aux prestations en nature des assurances maladie et maternité pour les exploitants agricoles en liquidation judiciaire)* (p. 1944).

Adopté : amendement n° 198 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : couverture des risques de la vie privée (p. 1945).

– L'article 46, ainsi modifié, est adopté (p. 1945).

Après l'art. 46 (p. 1945).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° 155 de M. Jean Arthuis, rapporteur (p. 1945 ; précédemment réservé p. 1906) – Amendement (art. additionnel) n° 225 de M. Louis Minetti (p. 1945 ; précédemment réservé p. 1906).

Art. 47 *(Dispositions de coordination)* (p. 1945).

Adopté : amendement n° 199 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 1945).

Retiré : amendement n° 156 de M. Jean Arthuis, rapporteur (p. 1945).

– L'article 47, ainsi modifié, est adopté (p. 1945).

Art. 48 *(Exonération de cotisations d'AMEXA pour les exploitants agricoles en liquidation judiciaire)* (p. 1945).

Adopté : amendement n° 200 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 1946).

– L'article 48 est supprimé (p. 1946).

Art. 49 *(Harmonisation de certaines dispositions du code rural)* – Adopté (p. 1946).

Art. 50 *(Adhésion volontaire à l'assurance vieillesse)* (p. 1946).

Adopté : amendement n° 201 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : décret d'application (p. 1946).

– L'article 50, ainsi modifié, est adopté (p. 1946).

Art. 51 *(Cotisations à l'assurance vieillesse agricole)* (p. 1946).

Adopté : amendement n° 202 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 1947).

– L'article 51, ainsi modifié, est adopté (p. 1947).

Art. 52 *(Avis du comité départemental des prestations sociales agricoles pour la répartition des cotisations vieillesse)* (p. 1947).

Adoptés : amendement n° 157 de M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression de l'avis du comité départemental des prestations sociales agricoles (p. 1948) ; sous-amendement n° 303 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Roland Grimaldi (p. 1947).

Retirés : amendement n° 203 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : analogue à l'amendement n° 157 de la commission (p. 1947) – Amendement n° 302 de M. Fernand Tardy, retiré par M. Roland Grimaldi (p. 1947).

– L'article 52, dans la rédaction de l'amendement n° 157, ainsi modifié, est adopté (p. 1948).

Art. 53 *(Cotisations de solidarité)* (p. 1948).

Adoptés : amendements identiques n° 158 de M. Jean Arthuis, rapporteur, et n° 204 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : coordination avec l'amendement n° 157 à l'article 52 (p. 1948).

– L'article 53, ainsi modifié, est adopté (p. 1948).

Après l'art. 53 (p. 1948).

Retiré : amendement n° 306 (art. additionnel) de M. Yves Le Cozannet, non soutenu, repris par M. Jean Arthuis, rapporteur : suppression de la limitation des recettes brutes retirées de la location de gîtes ruraux par un agriculteur retraité (p. 1949).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement à la demande de M. Jean Arthuis, rapporteur (p. 1949).

Art. 2 (p. 1949) – Supprimé lors de la première délibération.

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean Arthuis, rapporteur : contrôle des structures (p. 1950).

– L'article 2, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est rétabli (p. 1950).

Art. 5 (p. 1950).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jean Arthuis, rapporteur : référence au fonds et non plus au siège de l'exploitation agricole (p. 1951).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1951).

Art. 14 (p. 1951).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean Arthuis, rapporteur : distraction des terres ; conditions de majorité (p. 1952).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1952).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Roland Grimaldi* (p. 1952), *Louis Minetti* (p. 1952), *Michel Souplet* (p. 1952), *Désiré Debavelaere* (p. 1953), *Jacques Descours Desacres* (p. 1953) , *Jean Arthuis, rapporteur* (p. 1953), *Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques* (p. 1954) ; *intervention de M. Henri Nallet, ministre* (p. 1954).

Scrutin public n° 160 (p. 1955).

Adoption (p. 1955).

Discussion (deuxième lecture)

(2 novembre 1989) (p. 2888, 2895 ; 2898, 2949) ; (3 novembre 1989) (p. 2964, 2984).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2888, 2895 ; 2898, 2906) : *MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt ; Marcel Daunay, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Machet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Roland du Luart, au nom de la commission des finances ; Michel Souplet, Raymond Bouvier, Auguste Cazalet, Raymond Soucaret, Fernand Tardy, Claude Prouvoyeur, Félix Leyzour.*

Agriculteurs (jeunes) : *Nallet (Henri)* (p. 2888).

Agriculteurs (retraite) : *Nallet (Henri)* (p. 2888).

Agriculture : *Leyzour (Félix)* (p. 2905) ; *Souplet (Michel)* (p. 2900).

Aide familiale ou ménagère : *Daunay (Marcel)* (p. 2893).

Aménagement rural : *Nallet (Henri)* (p. 2889).

Associations foncières agricoles (AFA) : *Daunay (Marcel)* (p. 2892) ; *Nallet (Henri)* (p. 2889) ; *Souplet (Michel)* (p. 2901).

Baux ruraux : *Luart (Roland du)* (p. 2899).

Calamités agricoles : *Leyzour (Félix)* (p. 2905).

Carburants de substitution : *Souplet (Michel)* (p. 2900).

Céréales : *Leyzour (Félix)* (p. 2905) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 2903).

Cotisations sociales : *Bouvier (Raymond)* (p. 2901) ; *Daunay (Marcel)* (p. 2892) ; *Leyzour (Félix)* (p. 2905) ; *Luart (Roland du)* (p. 2899) ; *Machet (Jacques)* (p. 2893, 2894) ; *Nallet (Henri)* (p. 2890) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2904) ; *Souplet (Michel)* (p. 2901) ; *Tardy (Fernand)* (p. 2903).

Cotisations sociales (simulation) : *Daunay (Marcel)* (p. 2892) ; *Luart (Roland du)* (p. 2899).

Déductions fiscales : *Nallet (Henri)* (p. 2890).

Entreprises (transmission) : *Souplet (Michel)* (p. 2901).

Environnement : *Souplet (Michel)* (p. 2900).

Exploitations agricoles : *Nallet (Henri)* (p. 2889).

Exploitations agricoles (données chiffrées) : *Luart (Roland du)* (p. 2898).

Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles (FASASA) : *Souplet (Michel)* (p. 2900).

Forêts : *Leyzour (Félix)* (p. 2905) ; *Nallet (Henri)* (p. 2889, 2890).

Groupement national interprofessionnel des semences (GNIS) : *Soucaret (Raymond)* (p. 2903).

Impôts fonciers : *Luart (Roland du)* (p. 2899).

Pluriactivité : *Bouvier (Raymond)* (p. 2901) ; *Daunay (Marcel)* (p. 2893) ; *Machet (Jacques)* (p. 2894, 2895) ; *Nallet (Henri)* (p. 2891) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2904) ; *Tardy (Fernand)* (p. 2903).

Politique agricole commune (PAC) : *Leyzour (Félix)* (p. 2905) ; *Souplet (Michel)* (p. 2900).

Rapports au Parlement : *Machet (Jacques)* (p. 2894) ; *Nallet (Henri)* (p. 2890).

Revenus agricoles : *Machet (Jacques)* (p. 2894).

Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : *Daunay (Marcel)* (p. 2892) ; *Leyzour (Félix)* (p. 2905) ; *Nallet (Henri)* (p. 2889) ; *Tardy (Fernand)* (p. 2903).

Structures agricoles : *Bouvier (Raymond)* (p. 2901) ; *Daunay (Marcel)* (p. 2891, 2892) ; *Leyzour (Félix)* (p. 2905) ; *Luart (Roland du)* (p. 2898) ; *Nallet (Henri)* (p. 2888, 2889) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 2903) ; *Tardy (Fernand)* (p. 2903).

Surface minimum d'installation (SMI) : *Nallet (Henri)* (p. 2889).

Vaccinations : *Nallet (Henri)* (p. 2891).

Viticulture : *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2904).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2906, 2949 ; 2964, 2984) : *MM. Marcel Daunay, rapporteur ; Henri Nallet, ministre ; Philippe François, Michel Souplet, Louis Minetti, Fernand Tardy, Philippe Adnot, au nom de la commission des finances ; Louis de Catuelan, Raymond Bouvier, Jean Chérioux, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Joseph Caupert, Roland du Luart, à titre personnel, puis au nom de la commission des finances ; Alain Pluchet, Raymond Soucaret, Désiré Debavelaere – Jacques Machet, rapporteur pour avis ; Guy Robert, Félix Leyzour.*

Art. 1er A *(Extension de la compétence territoriale de l'association foncière de remembrement)* (p. 2906).

Adopté : amendement n° 1 de M. Marcel Daunay, rapporteur : suppression de cet article (p. 2906).

– L'article 1er A est supprimé (p. 2906).

Après l'art. 1er A (p. 2906).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 81 de M. Philippe François : rapport relatif aux travaux conduits par les institutions communautaires concernant les ateliers d'élevage hors sol (p. 2906).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 42 de M. Michel Souplet (p. 2906 ; précédemment réservé p. 2906).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2906).

Art. 1er (p. 2907).

Adopté : amendement n° 151 de M. Fernand Tardy : consultation du conseil général lors de l'élaboration du schéma directeur départemental des structures agricoles (p. 2907).

Rejeté : amendement n° 118 de M. Louis Minetti : élaboration du schéma directeur par la chambre d'agriculture, la commission départementale des structures agricoles et le représentant de l'Etat dans le département (p. 2907).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2907).

Art. 2 (p. 2907).

Adoptés : amendements de M. Marcel Daunay, rapporteur, n° 2 : suppression des seuils-plafonds (p. 2908) – N° 3 : référence à une superficie moyenne pour le contrôle des opérations effectuées par les sociétés agricoles (p. 2909) – N° 4 : rédactionnel (p. 2909) – N° 6 : suppression du contrôle des agrandissements en raison de l'éloignement des biens (p. 2910) – Nos 7 et

8 : rédactionnels (p. 2910) – Amendement n° 109 de M. Henri Nallet, ministre : fixation du seuil de contrôle (p. 2910).

Rejetés : amendements de M. Louis Minetti, n° 119 : assouplissement des conditions de reprise de l'exploitation par l'épouse (p. 2911) – Et n° 120 : avis des organisations agricoles pour l'assouplissement de certains des contrôles prévus dans le schéma directeur (p. 2911).

Retirés : amendements n°s 43 et 44 de M. Michel Souplet (p. 2906) – Amendement n° 139 de M. Fernand Tardy : fixation d'un plafond à l'agrandissement des exploitations agricoles pour les installations exemptes de contrôle (p. 2909) – Amendement n° 5 de M. Marcel Daunay, rapporteur : fixation du seuil de contrôle (p. 2910).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2911).

Après l'art. 2 (p. 2911).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 140 de M. Fernand Tardy : participation de représentants de collectivités locales dans les commissions départementales des structures agricoles (p. 2911).

Art. 3 – Adopté (p. 2911).

Art. 4 (p. 2911).

Rejeté : amendement n° 121 de M. Louis Minetti : fixation de la surface minimum d'installation par référence à la surface minimum d'installation nationale (p. 2912).

– L'article 4 est adopté (p. 2912).

Art. 5 (p. 2912).

Adopté : amendement n° 9 de M. Marcel Daunay, rapporteur : rédactionnel (p. 2912).

Retiré : amendement n° 45 de M. Michel Souplet (p. 2912).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2913).

Après l'art. 5 ter (p. 2913).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Michel Souplet, n° 46 : mise en demeure de cesser l'exploitation en cas de fraude au contrôle des structures (p. 2913) – Et n° 47 (p. 2913).

Art. 5 quinquies – Adopté (p. 2913).

Après l'art. 5 sexies (p. 2913).

Retiré : amendement n° 48 (art. additionnel) de M. Michel Souplet : entrée en vigueur des nouvelles règles (p. 2914).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement (art. additionnel) n° 49 de M. Michel Souplet : prorogation du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles, FASASA (p. 2916 ; précédemment réservé p. 2914).

Art. 6 (p. 2914).

Adoptés : amendement n° 10 de M. Marcel Daunay, rapporteur : rétablissement du zonage pour la constitution des associations foncières agricoles (p. 2915) – Amendement n° 97 de M. Michel Souplet : rôle des associations foncières agricoles (p. 2915).

Rejeté : amendement n° 122 de M. Louis Minetti : suppression des associations foncières autorisées (p. 2915).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2916).

Art. 7 (p. 2916).

Adoptés : amendements de M. Marcel Daunay, rapporteur, n° 11 : interdiction pour les associations foncières agricoles, AFA, de se livrer de manière habituelle à l'exploitation directe des fonds (p. 2916) – Et n° 12 : contribution des AFA au développement rural (p. 2916).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2916).

Art. 8 (p. 2916).

Adopté : amendement n° 13 de M. Marcel Daunay, rapporteur : statut des associations foncières agricoles (p. 2916).

– L'article 8, dans la rédaction de l'amendement n° 13, est adopté (p. 2916).

Art. 9 (p. 2917).

Adopté : amendement n° 14 de M. Marcel Daunay, rapporteur : contenu du dossier d'enquête administrative préalable (p. 2917).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2917).

Art. 9 bis (p. 2917) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 15 de M. Marcel Daunay, rapporteur : conditions de majorité requises selon les travaux (p. 2917).

– L'article 9 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 15, est rétabli (p. 2917).

Art. 10 (p. 2917).

Adopté : amendement n° 16 de M. Marcel Daunay, rapporteur : interdiction d'effectuer certains travaux pendant l'enquête (p. 2917).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2917).

Art. 12 (p. 2917).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Marcel Daunay, rapporteur : majorité requise pour la constitution d'une association foncière agricole (p. 2918) – Amendement n° 66 de M. Henri Nallet, ministre : superficie requise pour la constitution d'une AFA (p. 2918).

Retiré : amendement n° 18 de M. Marcel Daunay, rapporteur : suppression de la possibilité pour une ou plusieurs collectivités territoriales, de constituer une association foncière agricole (p. 2918).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2918).

Art. 13 (p. 2918).

Adopté : amendement n° 19 de M. Marcel Daunay, rapporteur : paiement ou consignation des indemnités de délaissement préalable à tous travaux (p. 2919).

Rejeté : amendement n° 123 de M. Louis Minetti : suppression de cet article (p. 2919).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2919).

Art. 14 (p. 2919).

Adopté : amendement n° 20 de M. Marcel Daunay, rapporteur : conditions de majorité en cas de distraction des terres (p. 2919).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2919).

Art. 17 – Adopté (p. 2919).

Art. 18 (p. 2919).

Adoptés : amendements de M. Philipe Adnot, n° 116 : rôle en matière d'aménagement foncier (p. 2922) – Et n° 117 : rôle en matière d'aménagement rural (p. 2923) – Amendement n° 21 de M. Marcel Daunay, rapporteur : rôle en matière d'environnement (p. 2923).

Rejetés : amendement n° 115 de M. Louis de Catuelan : suppression de cet article (p. 2922 ; scrutin public n° 12) – Amendements de M. Louis Minetti, n° 124 : accroissement prioritaire de la superficie des exploitations familiales trop petites (p. 2922) – Et n° 125 : suppression des associations syndicales autorisées (p. 2923).

Retirés : amendement n° 98 de M. Michel Souplet : élargissement de la mission des SAFER (p. 2922) – Amendement n° 153 de M. Marcel Daunay, rapporteur : réintroduction du zonage (p. 2923) – Amendement n° 141 de M. Fernand Tardy : identique à l'amendement n° 21 (p. 2923).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2923).

Art. 18 bis *(Composition du conseil d'administration des SAFER)* (p. 2923).

Rejeté : amendement n° 22 de M. Marcel Daunay, rapporteur : suppression de cet article (p. 2924).

– L'article 18 bis est adopté (p. 2924).

Art. 19 (p. 2924).

Retiré : amendement n° 23 de M. Marcel Daunay, rapporteur : exonération fiscale des opérations de restructuration (p. 2925).

– L'article 19 est adopté (p. 2925).

Après l'art. 19 (p. 2925).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 126 de M. Louis Minetti : location-vente, par les SAFER, de terres à des jeunes agriculteurs (p. 2925).

Art. 20 (p. 2925).

Adopté : amendement n° 24 de M. Marcel Daunay, rapporteur : suppression de cet article (p. 2926).

– L'article 20 est supprimé (p. 2926).

Art. 20 bis (p. 2926).

Adoptés : amendement n° 25 de M. Marcel Daunay, rapporteur : superficie susceptible d'être apportée, par convention, aux SAFER, par son propriétaire (p. 2926) – Amendement n° 99 de M. Michel Souplet : intervention du préfet (p. 2927).

Rejeté : amendement n° 142 de M. Fernand Tardy : durée de la convention passée avec la SAFER (p. 2927).

– L'article 20 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2927).

Art. 21 (p. 2927).

Adopté : amendement n° 149 de M. Henri Nallet, ministre : rédactionnel (p. 2928).

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 2928).

Art. 22 (p. 2928).

Adopté : amendement n° 26 de M. Marcel Daunay, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 2 à l'article 2 (p. 2928).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2928).

Art. 23 (p. 2928) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 24 – Adopté (p. 2928).

Art. 24 bis (p. 2928).

Adopté : amendement n° 67 de M. Henri Nallet, ministre : répartition des compétences entre l'Etat et le département (p. 2928).

– L'article 24 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2929).

Après l'art. 24 bis (p. 2929).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 27 de M. Marcel Daunay, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 1 à l'article 1er A ; extension de la compétence territoriale de l'association foncière de remembrement (p. 2929).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2929).

Art. 26 A (p. 2929) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Avant l'art. 26 (p. 2929).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Philippe François, n° 82 : plan de transmission (p. 2930) – Et n° 83 : exception à l'incessibilité du bail rural (p. 2930).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 102 de M. Michel Souplet : analogue à l'amendement n° 82 (p. 2930).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements analogues (art. additionnels) n° 84 de M. Philippe François et n° 100 de M. Michel Souplet : extension du bénéfice du plan de transmission aux jeunes repreneurs non membres de la famille (p. 2931).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2930).

Après l'art. 26 (p. 2931).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 143 de M. Roland Grimaldi, soutenu par M. Fernand Tardy : reconnaissance de la valeur culturelle (p. 2931).

Art. 26 bis – Adopté (p. 2931).

Après l'art. 27 (p. 2932).

Adopté : amendement n° 85 (art. additionnel) de M. Philippe François : évaluation fiscale des biens affectés à une production agricole lors de leur transmission (p. 2932).

Devenu sans objet : amendement n° 103 (art. additionnel) de M. Michel Souplet : identique à l'amendement n° 85 (p. 2932).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2932).

Art. 27 ter (p. 2932).

Parole sur l'article : *M. Philippe François* (p. 2932).

Adopté : amendement n° 92 de M. Alain Pluchet : prix du bail en cas de reconstruction d'un bâtiment détruit (p. 2933).

– L'article 27 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2933).

Art. 27 quater (p. 2933).

Adopté : amendement n° 28 de M. Marcel Daunay, rapporteur : poursuite de l'exploitation par le conjoint (p. 2934).

– L'article 27 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 2934).

Après l'art. 27 quinquies (p. 2934).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 95 de M. Alain Pluchet : organisation du calendrier des élections professionnelles (p. 2938).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Roland du Luart, n° 112 : analogue à l'amendement n° 50 ci-dessous (p. 2934) – Et n° 113 : identique à l'amendement n° 51 ci-dessous (p. 2935) – Amendement n° 50 (art. additionnel) de M. Michel Souplet : financement des indemnisations dues par l'Etat lors de la transformation d'un contrat de métayage (p. 2934) – Amendement n° 107 (art. additionnel) de M. Michel Souplet : procédure devant le tribunal paritaire des baux ruraux (p. 2937 ; priorité ordonnée p. 2936).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements (art. additionnels) identiques n° 93 de M. Alain Pluchet et n° 132 de M. Raymond Soucaret : identiques à l'amendement n° 50 (p. 2935) – Amendements identiques (art. additionnels) n° 51 de M. Michel Souplet, n° 94 de M. Alain Pluchet et n° 131 de M. Raymond Soucaret : indemnisation du bailleur lors de la conversion du métayage en fermage (p. 2936).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2938).

Art. 28 – Adopté (p. 2938).

Art. 29 – Adopté (p. 2938).

Art. 30 – Adopté (p. 2938).

Après l'art. 32 (p. 2938).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 68 de M. Henri Nallet, ministre : modalités d'ouverture d'abattoirs privés de type industriel (p. 2938).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2938).

Art. 32 bis (p. 2938).

Adoptés : amendement n° 29 de M. Marcel Daunay, rapporteur : création d'une commission consultative placée auprès du directeur de l'office interprofessionnel du lait et des produits laitiers (p. 2940) ; sous-amendement n° 150 de M. Henri Nallet, ministre (p. 2940).

– L'article 32 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2940).

Après l'art. 32 bis (p. 2940).

Irrecevable (article 18 de l'ordonnance du 2 janvier 1959) : amendement n° 127 (art. additionnel) de M. Louis Minetti :

création d'une contribution spéciale au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (p. 2941).

Art. 32 quinquies *(Obligation de mise en bouteille dans les zones de production)* (p. 2941).

Adoptés : amendements identiques n° 152 de M. Marcel Daunay, rapporteur, et n° 111 de M. Geoffroy de Montalembert, soutenu par M. Désiré Debavelaere : suppression de cet article (p. 2941).

– L'article 32 quinquies est supprimé (p. 2942).

Après l'art. 32 quinquies (p. 2942).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Henri Nallet, ministre, n° 70 : préservation de la destination forestière des sols (p. 2943) – N° 71 : sanctions pénales en cas de défrichement non autorisé (p. 2943) – Et n° 72 : intervention du tribunal en vue de faire cesser un défrichement illicite ; sanctions (p. 2944) – Amendements (art. additionnels) de M. Roland du Luart, n° 135 : conditions d'exercice de la chasse en France par les étrangers (p. 2945 ; précédemment réservé p. 2929) – N° 136 : réserves de chasse (p. 2945 ; précédemment réservé p. 2929) – Et n° 137 : peines applicables pour non-respect du plan de chasse aux petits gibiers (p. 2946 ; précédemment réservé p. 2929) – Amendement n° 69 (section additionnelle) de M. Henri Nallet, ministre : « Dispositions relatives à la protection de la forêt ainsi qu'à la chasse » (p. 2947 ; précédemment réservé p. 2942).

Retirés : sur l'amendement n° 70 du Gouvernement, sous-amendement n° 154 de M. Louis Minetti (p. 2943) – Amendement (art. additionnel) n° 96 de M. Philippe François : interdiction faite au maire de modifier les plans d'occupation des sols après un incendie (p. 2944) – Amendement (art. additionnel) n° 138 de M. Roland du Luart : indemnisation des dégâts causés au peuplement forestier par les grands animaux (p. 2947 ; précédemment réservé p. 2929).

– Une division additionnelle et six articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2943, 2944, 2945, 2946 et 2947).

Art. 33 A et 33 B (p. 2947) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 33 (p. 2947).

Demande de vote unique formulée par M. Henri Nallet, ministre, sur l'article 33, à l'exclusion de tout amendement, en application de l'article 44 de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7, du règlement du Sénat (p. 2947).

Parole sur l'article : *MM. Henri Nallet, ministre* (p. 2947 et 2967) ; *Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques* (p. 2949) ; *Marcel Daunay, rapporteur* (p. 2964) ; *Philippe François, vice-président de la commission des affaires économiques* (p. 2965) ; *Roland du Luart* (p. 2965), *Jacques Machet, rapporteur pour avis* (p. 2966) ; *Fernand Tardy* (p. 2966), *Louis Minetti* (p. 2966), *Michel Souplet* (p. 2966), *Philippe Adnot* (p. 2967), *Alain Pluchet* (p. 2967) – Revenus agricoles, fiscalité, cotisations sociales.

– L'article 33 est rejeté (p. 2969 ; scrutin public n° 13).

Art. 33 bis (p. 2969).

Adopté : amendement n° 78 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 2969).

– L'article 33 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2969).

Art. 33 ter (p. 2969) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 33 ter 1 (*Assiette de la cotisation destinée au financement de l'AMEXA)* (p. 2969).

Retiré : amendement n° 91 de M. Philippe François : plafonnement de la cotisation d'assurance maladie des exploitants agricoles (p. 2970).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 79 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : identique à l'amendement n° 91 (p. 2970).

– L'article 33 ter 1 est adopté (p. 2970).

Après l'art. 33 ter 1 (p. 2970).

Rejeté : amendement n° 33 (art. additionnel) de M. Marcel Daunay, rapporteur : plafonnement des variations de cotisations résultant de la réforme (p. 2971).

Art. 33 quater – Adopté (p. 2971).

Art. 33 quinquies et 33 sexies (p. 2971) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 33 septies *(Achèvement de la réforme avant le 31 décembre 1999)* (p. 2971).

Retiré : amendement n° 144 de M. Fernand Tardy : réduction de l'étalement de la réforme (p. 2971).

– L'article 33 septies est adopté (p. 2971).

Avant l'art. 40 ter A (p. 2971).

Adopté : amendement n° 114 (art. additionnel) de M. Henri Nallet, ministre : extension de la liste des activités susceptibles d'être rattachées au régime agricole (p. 2972).

Retirés : amendements (art. additionnels) n° 34 de M. Marcel Daunay, rapporteur, n° 134 de M. Raymond Soucaret, et n° 145 de M. Fernand Tardy : analogues à l'amendement n° 114 du Gouvernement (p. 2972) – Amendements analogues (art. additionnels) n° 59 de M. Michel Souplet, et n° 133 de M. Raymond Soucaret : situation sociale des travailleurs pluriactifs (p. 2973).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2972).

Art. 40 ter A *(Statut de la pluriactivité)* (p. 2973).

Adopté : amendement n° 73 de M. Henri Nallet, ministre : suppression de cet article (p. 2973).

– L'article 40 ter A est supprimé (p. 2973).

Art. 40 ter (p. 2973) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 35 de M. Marcel Daunay, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à l'attribution d'indemnités journalières aux agriculteurs exerçant à titre secondaire une activité salariée (p. 2974).

– L'article 40 ter, dans la rédaction de l'amendement n° 35, est rétabli (p. 2974).

Art. 40 quater (p. 2974).

Adopté : amendement n° 36 de M. Marcel Daunay, rapporteur : inutilité de toute coopération entre régimes (p. 2974).

Retiré : amendement n° 146 de M. Fernand Tardy : élargissement des conditions d'affiliation au régime de leur activité principale des pluriactifs non salariés (p. 2974).

– L'article 40 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 2974).

Art. 40 sexies *(Possibilité de cumul d'une activité saisionnière complémentaire avec une pension de retraite)* (p. 2974).

Adoptés : amendements identiques n° 37 de M. Marcel Daunay, rapporteur, et n° 80 de M. Jacques Machet, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 2975).

– L'article 40 sexies est supprimé (p. 2975).

Avant l'art. 41 (p. 2975).

Retirés : amendements identiques (art. additionnels) n° 38 de M. Marcel Daunay, rapporteur, et n° 60, de M. Michel Souplet (p. 2975).

Art. 41 – Adopté (p. 2975).

Art. 45 – Adopté (p. 2975).

Art. 47 (p. 2975).

Retirés : amendements identiques n° 39 de M. Marcel Daunay, rapporteur, et n° 61 de M. Michel Souplet (p. 2975).

– L'article 47 est adopté (p. 2975).

Après l'art. 47 (p. 2975).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 40 de M. Marcel Daunay, rapporteur (p. 2976).

Art. 52 – Adopté (p. 2976).

Art. 53 (p. 2976).

Adopté : amendement n° 41 de M. Marcel Daunay, rapporteur : conditions d'assujettissement à une cotisation de solidarité de certaines sociétés commerciales dont l'activité est agricole (p. 2976).

Retirés : amendements de M. Michel Souplet, n°s 62 et 63 : analogues à l'amendement n° 41 de la commission (p. 2976).

– L'article 53, ainsi modifié, est adopté (p. 2976).

Après l'art. 53 (p. 2976).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Henri Nallet, ministre, n° 74 : application des dispositions de l'article 43 de la loi du 30 décembre 1988 aux petits métayers (p. 2977) – Et n° 75 : vaccination gratuite contre la grippe (p. 2977) – Amendement (art. additionnel) n° 147 de M. Fernand Tardy : incompatibilités de certaines fonctions avec la profession d'experts agricoles et fonciers et d'experts forestiers (p. 2981).

Rejetés : amendements analogues (art. additionnels) n° 64 de M. Guy Robert et n° 128 de M. Louis Minetti : triage à façon des semences (p. 2981) – Amendements analogues (art. additionnels) n° 65 de M. Guy Robert et n° 129 de M. Louis Minetti : commercialisation des plans obtenus par les maraîchers (p. 2981).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 148 de M. Fernand Tardy : gestion de gîtes ruraux par des agriculteurs retraités (p. 2978).

Non soutenu : amendement n° 130 de M. Jean Dumont (p. 2978).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2977 et 2981).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement, à la demande de M. Marcel Daunay, rapporteur (p. 2982).

Art. 18 bis (p. 2982).

Adopté : amendement n° 1 de M. Marcel Daunay, rapporteur : modification du nombre de membres des conseils d'administration des SAFER (p. 2982).

– L'article 18 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 2982).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Philippe François* (p. 2983), *Pierre Louvot* (p. 2983), *Michel Souplet* (p. 2983), *Félix Leyzour* (p. 2983), *Fernand Tardy* (p. 2984), *Max Lejeune* (p. 2984), *Marcel Daunay, rapporteur* (p. 2984).

Scrutin public n° 14 (p. 2984).

Adoption (3 novembre 1989) (p. 2984).

Discussion (commission mixte paritaire)

(14 décembre 1989) (p. 4973, 4980).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4973, 4976) : *MM. Marcel Daunay, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Henri Nallet, ministre de l'agriculture ; Désiré Debavelaere.*

Associations foncières agricoles (AFA) : *Daunay (Marcel)* (p. 4973).

Cotisations sociales : *Daunay (Marcel* (p. 4973, 4974) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 4975) ; *Nallet (Henri)* (p. 4974, 4975).

Déductions fiscales : *Daunay (Marcel)* (p. 4973).

Procédure parlementaire : *Daunay (Marcel)* (p. 4973) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 4975).

Revenus agricoles : *Debavelaere (Désiré)* (p. 4976) ; *Nallet (Henri)* (p. 4974).

Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : *Daunay (Marcel)* (p. 4973).

Surface minimum d'installation (SMI) : *Daunay (Marcel)* (p. 4973).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4976, 4980)

Art. 1er B, 1er, 2, 6, 8 et 9 (p. 4976).

Art. 9 bis, 12, 13, 18, 18 bis A, 20 bis, 22 (p. 4977).

Art. 24 bis (p. 4978).

Art. 24 quater – Supprimé par la CMP (p. 4978).

Art. 26 B (p. 4978).

Art. 26 C et 27 bis A – Supprimés par la CMP (p. 4978).

Art. 27 ter, 27 quinquies (p. 4978).

Art. 32 bis, 32 nonies à 32 undecies (p. 4979).

Art. 33 (p. 4979).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Henri Nallet, ministre : détermination des revenus professionnels (p. 4980).

Art. 40 ter AA, 40 ter (p. 4979).

Art. 40 quinquies – Supprimé par la CMP (p. 4979).

Art. 53 bis, 56 et 57 (p. 4980).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Marcel Daunay, rapporteur* (p. 4980).

Scrutin public n° 77 (p. 4980).

Rejet (14 décembre 1989) (p. 4980).

Discussion (nouvelle lecture)

(19 décembre 1989) (p. 5218, 5226).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5218, 5219) : *MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt ; Marcel Daunay, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Cotisations sociales : *Daunay (Marcel)* (p. 5218, 5219).

Revenus agricoles : *Daunay (Marcel)* (p. 5219).

Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : *Daunay (Marcel)* (p. 5218).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5219, 5226) : *MM. Marcel Daunay, rapporteur ; Henri Nallet, ministre ; Roland du Luart, Philippe François, Philippe Adnot, Pierre Lacour.*

TITRE PREMIER

LE CONTROLE DES STRUCTURES ET L'AMENAGEMENT FONCIER

Art. 1er – Adopté (p. 5219).

Art. 2, 6, 8, 9, 9 bis, 12, 13, 18 et 18 bis A – Adoptés (p. 5220).

Art. 20 bis, 22 et 24 bis – Adoptés (p. 5221).

Art. 24 quater – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 5221).

TITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 26 B – Adopté (p. 5221).

Art. 26 C et 27 bis A – Supprimés par l'Assemblée nationale (p. 5221).

Art. 27 ter, 27 quinquies, 32 bis, 32 nonies, 32 decies et 32 undecies – Adoptés (p. 5222).

TITRE III

DISPOSITIONS D'ORDRE SOCIAL

Art. 33 (p. 5222).

Adopté : amendement n° 1 de M. Marcel Daunay, rapporteur : prise en compte de la spécificité de l'activité agricole lors de l'établissement des revenus dans le cadre du rapport d'étape (p. 5224).

- L'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 5224).

Art. 40 ter, 53 bis, 56 et 57 - Adoptés (p. 5224).

Art. 58 (p. 5224).

Explication de vote sur l'article : *M. Pierre Lacour* (p. 5224).

- L'article 58 est adopté (p. 5225).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Fernand Tardy* (p. 5225), *Félix Leyzour* (p. 5225), *Michel Souplet* (p. 5225), *Marcel Daunay, rapporteur* (p. 5225) ; *Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques* (p. 5225) ; *intervention de M. Henri Nallet, ministre* (p. 5225).

Scrutin public n° 86 (p. 5226).

Adoption (19 décembre 1989) (p. 5226).

Agro-alimentaire (industrie)

Voir *Lois de finances*, **2**, Agriculture et forêt

Aide au développement

Voir *Lois de finances*, **2**, Coopération et développement

Algérie

Voir *Allocutions et communications*, **37**

Aliments des animaux

Voir *Lois de finances*, **2**, art. add. après l'art. 5

Allocutions et communications

Voir *Bureau du Sénat*, **1 ; 2 ; 3**
Chine, **1**
Eloges funèbres, **2**
Missions d'information, **3**

1. - **Ouverture de la seconde session ordinaire de 1988-1989 et communications diverses :** décès et remplacement de sénateurs, décisions du Conseil constitutionnel (3 avril 1989) (p. 3) - *M. Alain Poher, président du Sénat.*

2. - **Communications du Gouvernement,** en date du 29 mars 1989, l'une relative à la consultation du congrès du territoire de la Nouvelle-Calédonie, sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives à **l'organisation judiciaire** en **Nouvelle-Calédonie,** l'autre relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie,** des îles **Wallis-et-Futuna** et de la **Polynésie française** sur le projet de loi relatif à la répression de **l'usage des produits dopants** à l'occasion des **compétitions et manifestations sportives** (3 avril 1989) (p. 3).

3. - **De M. Jean Chérioux,** vice-président du Sénat, président de séance **et de M. Jean Francou :** solidarité et affliction exprimées à l'égard du Liban et des Libanais (5 avril 1989) (p. 47).

4. - **Décès d'un ancien sénateur** (6 avril 1989) (p. 59).

5. - **Communication de M. le président de l'Assemblée nationale :** composition du bureau de l'Assemblée nationale, à la suite des nominations du 3 avril 1989 (6 avril 1989) (p. 59).

6. - **Communication du Gouvernement,** en date du 5 avril 1989, relative à la consultation du congrès du territoire de Polynésie française et des îles Wallis-et-Futuna sur le projet de loi relatif aux **groupements européens d'intérêt économique** et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements économiques (6 avril 1989) (p. 59).

7. - **Communication du Gouvernement** en date du 18 avril 1989 relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie,** des îles **Wallis-et-Futuna** et de **Polynésie française,** sur le projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du **marché financier** (18 avril 1989) (p. 263).

8. - **Souhaits de bienvenue à des membres du Parlement européen** (27 avril 1989) (p. 418) - *M. Alain Poher, président du Sénat.*

9. - **Evénements de Nouvelle-Calédonie :** émotion du Sénat devant les nouvelles victimes du terrorisme (9 mai 1989) (p. 549) - *MM. Alain Poher, président du Sénat ; Michel Rocard, Premier ministre.*

Décès d'un ancien sénateur (9 mai 1989) (p. 549).

10. - **Souhaits de bienvenue à MM. Joseph Iten, président du Conseil national et Hubert Reymond, président du Conseil des Etats de la Confédération helvétique,** accompagnés par son excellence **M. Carlo Zagnetti, ambassadeur de Suisse en France** (16 mai 1989) (p. 718) - *M. Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance.*

11. - **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat de Colombie** (17 mai 1989) (p. 763) - *M. Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance .*

12. - **Annonce du décès d'un sénateur et de son remplacement** (19 mai 1989) (p. 811) - *MM. Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance ; Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.*

13. - **Souhaits de bienvenue au président du Sénat de la République islamique du Pakistan** (1er juin 1989) (p. 1027).

14. - **Demande d'autorisation d'une mission d'information en République fédérale d'Allemagne** (RFA) afin d'y étudier l'organisation du **régime d'assurance maladie,** formulée par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales (2 juin 1989) (p. 1064).

15. - **Demande d'autorisation d'une mission d'information en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie** afin d'y étudier l'évolution institutionnelle de ces pays, formulée par M. Jacques Larché, président de la commission des lois (7 juin 1989) (p. 1204).

16. - **Communication du Gouvernement**, en date du 7 juin 1989, relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie** et des îles **Wallis et Futuna** sur le projet de loi d'orientation sur **l'éducation nationale** (7 juin 1989) (p. 1226).

17. - **Envoi complémentaire à la communication du Gouvernement** en date du 7 juin 1989 relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie,** de la **Polynésie Française** et des îles **Wallis et Futuna** sur le projet de loi d'orientation sur l'**éducation nationale** et concernant l'avis de l'assemblée territoriale de **Polynésie française** (8 juin 1989) (p. 1269).

18. - **Communication du Gouvernement,** en date du 15 juin 1989, relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie,** de **Polynésie française** et des Iles **Wallis-et-Futuna** sur le projet de loi tendant à renforcer la **sécurité des aérodromes** et du **transport aérien** et modifiant diverses dispositions du **code de l'aviation civile** (15 juin 1989) (p. 1602).

19. - **Communication du Gouvernement,** en date du 15 juin 1989, relative à la consultation des assemblées territoriales de **Polynésie française** et de la **Nouvelle-Calédonie,** sur le projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'**entraide judiciaire** en matière civile entre le Gouvernement de la Répu-

blique française et le Gouvernement de la République populaire de **Bulgarie** (15 juin 1989) (p. 1602).

20. – **Demandes et autorisations de missions d'information** (20 juin 1989) (p. 1665).

21. – **Communication du Gouvernement**, en date du 21 juin 1989, relative à la consultation des **assemblées territoriales de Wallis-et-Futuna**, de **Nouvelle-Calédonie** et de **Polynésie française** sur le projet de loi portant diverses mesures relatives aux **assurances** (21 juin 1989) (p. 1715).

22. – **De M. Etienne Dailly** : procédure législative ; inconvénients du dépôt de textes législatifs avec déclaration d'urgence (24 juin 1989) (p. 1955) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Jacques Descours Desacres.*

23. – **Convocation du Parlement en session extraordinaire** à compter du 2 juillet 1989 (1er juillet 1989) (p. 2337).

24. – **Ouverture de la deuxième session extraordinaire de 1988-1989** (3 juillet 1989) (p. 2349) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

25. – **Allocution de M. Alain Poher,** président du Sénat (4 juillet 1989) (p. 2407, 2410) – Sénat – Parlement (rôle) – Communautés européennes – Missions parlementaires – Renouvellement triennal – Décès – Presse – Remerciements – *MM. Alain Poher, président du Sénat ; Michel Rocard, Premier ministre.*

26. – **De M. Michel Dreyfus-Schmidt,** vice-président du Sénat, président de séance : saisines du Conseil constitutionnel et ajournement du Sénat, l'ordre du jour étant épuisé (4 juillet 1989) (p. 2424).

27. – **Ouverture de la première session ordinaire de 1989-1990 et communications diverses** : décès et remplacement d'un sénateur, décès d'anciens sénateurs, listes des sénateurs élus (2 octobre 1989) (p. 2429) – *M. Geoffroy de Montalembert, président d'âge.*

28. – **De M. Geoffroy de Montalembert,** président d'âge (2 octobre 1989) (p. 2429, 2430) – Bienvenue aux nouveaux élus – Bicaméralisme et rôle du Sénat.

29. – **De M. Alain Poher,** président du Sénat ; **communications diverses** : décision du Conseil constitutionnel et ordre du jour des travaux du Sénat (2 octobre 1989) (p. 2433, 2434).

30. – **Communications diverses** : contestations de l'élection de sénateurs, nomination des commissions (4 octobre 1989) (p. 2441).

31. – **De M. Alain Poher,** président du Sénat, à l'occasion de sa réélection (5 octobre 1989) (p. 2449) – Hommage aux anciens sénateurs – Amélioration des méthodes de travail du Sénat – Décentralisation – Europe.

32. – **Communications diverses** : contestations de l'élection de sénateurs (5 octobre 1989) (p. 2451).

33. – **Communication du Gouvernement** en date du 5 octobre 1989 relative à la consultation des assemblées territoriales de **Wallis-et-Futuna,** de **Polynésie française** et de **Nouvelle-Calédonie** se rapportant au projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du **financement des dépenses électorales** (10 octobre 1989) (p. 2458).

34. – **Communications diverses** : contestation de l'élection d'un sénateur ; décès d'anciens sénateurs (10 octobre 1989) (p. 2458).

35. – **Communication relative à la contestation de l'élection des sénateurs** (11 octobre 1989) (p. 2544).

36. – **Communication : décès d'un ancien sénateur** (18 octobre 1989) (p. 2592).

37. – **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire algérienne** (18 octobre 1989) (p. 2592).

38. – **Hommage aux victimes du séisme en Californie** (19 octobre 1989) (p. 2645) – *M. Alain Poher, président du Sénat ; Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères.*

39. – **Vœux de prompt rétablissement à M. Alain Poher, président du Sénat** (24 octobre 1989) (p. 2677) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

40. – **Demande d'autorisation d'une mission d'information** sur l'avenir du service public de la **poste** et des **télécommunications** dans le nouveau **contexte international,** formulée par M. Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques (24 octobre 1989) (p. 2678).

41. – **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire canadienne** (24 octobre 1989) (p. 2883).

42. – **Communications diverses** : cessation d'un mandat de sénateur, remplacement d'un sénateur (2 novembre 1989) (p. 2888).

43. – **Communication : décès d'un ancien sénateur** (6 novembre 1989) (p. 2994).

44. – **Communication** de M. le président du **Conseil constitutionnel** (7 novembre 1989) (p. 3072).

45. – **Communication** : demande d'autorisation d'une mission d'information (9 novembre 1989) (p. 3140).

46. – **Communications du Gouvernement,** en date du 16 novembre 1989, relatives à la consultation du congrès de **Nouvelle-Calédonie** se rapportant au projet de loi portant **amnistie** en Nouvelle-Calédonie et au projet de loi relatif à l'intégration dans l'**administration pénitentiaire** du ministère de la justice des personnels pénitentiaires de la Nouvelle-Calédonie (16 novembre 1989) (p. 3381).

47. – **Décès d'un ancien sénateur** (17 novembre 1989) (p. 3463).

48. – **Communication du Gouvernement,** en date du 20 novembre 1989, relative à la consultation des assemblées territoriales de **Polynésie française** et de **Nouvelle-Calédonie** se rapportant au projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe et au projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (20 novembre 1989) (p. 3510).

49. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires chypriotes** (21 novembre 1989) (p. 3524) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

50. – **Annonce au Sénat de l'attentat mortel contre le Président libanais René Moawad** (22 novembre 1989) (p. 3573) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance ; Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.*

51. – **Décès de M. Ahmed Abdallah, ancien sénateur,** président de la République fédérale islamique des Comores (27 novembre 1989) (p. 3980).

52. – **Souhaits de bienvenue à M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne** (30 novembre 1989) (p. 4139).

53. – **Décès d'un ancien sénateur** (1er décembre 1989) (p. 4201).

54. – **Communication du Gouvernement,** en date du 1er décembre 1989, relative, d'une part, à la consultation des assemblées territoriales de **Polynésie française,** de **Nouvelle-Calédonie** et des îles **Wallis et Futuna** sur le projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la **pollution** de la mer par les hydrocarbures, et, d'autre part, à la consultation du conseil général de la collectivité territoriale de **Saint-Pierre-et-Miquelon** sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives à la **sécurité sociale** et à la santé (1er décembre 1989) (p. 4229).

55. – **Communication :** demandes d'autorisation de missions d'information (2 décembre 1989) (p. 4271, 4272).

56. – **Communication :** demande d'autorisation de missions d'information (4 décembre 1989) (p. 4319).

57. – **Communication de cinq décisions** du 5 décembre 1989 par lesquelles le **Conseil constitutionnel** a rejeté les requêtes concernant les **élections sénatoriales** qui se sont déroulées le 24 septembre 1989 dans les départements de l'Allier, de la Charente, du Cher, de la Corrèze, du Gers et de la Gironde (5 décembre 1989) (p. 4424).

58. – **Décès d'un ancien sénateur** (14 décembre 1989) (p. 4972).

59. – **Communication :** demandes d'autorisation de missions d'information (20 décembre 1989) (p. 5272).

60. – **Convocation du Parlement en session extraordinaire** (20 décembre 1989) (p. 5295) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

61. – **De M. Alain Poher,** président du Sénat : **ouverture de la première session extraordinaire de 1989-1990** (21 décembre 1989) (p. 5309).

62. – **De M. Alain Poher,** président du Sénat, et **de M. Jean Poperen,** ministre chargé des relations avec le Parlement : **clôture de la première session ordinaire de 1989-1990** (21 décembre 1989) (p. 5309).

M. le Président du Sénat (p. 5309) – Remerciements et voeux – Bicaméralisme – Europe de l'Est.

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 5309, 5310) – Remerciements et voeux.

63. – **Hommage aux victimes des événements de Roumanie** (21 décembre 1989) (p. 5310) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

64. – **Ouverture de la séance :** l'entrée du président de séance dans l'hémicycle est accompagnée de la **garde républicaine** uniquement lorsque la séance publique est ouverte de jour (22 décembre 1989) (p. 5328) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

65. – **De M. Etienne Dailly,** vice-président du Sénat, président de séance et **de M. Michel Charasse,** ministre chargé du budget : **ajournement du Sénat,** remerciements et voeux (22 décembre 1989) (p. 5341).

Alpes-Maritimes (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **86** ; n° **102**

Alsace et Moselle

Voir *Assurances*, **2**
Protection sociale, **1**

Aménagement du territoire

Voir *Entreprises*, **2**
Logement, **3**
Lois de finances, **2**, Industrie et aménagement du territoire - IV – Tourisme
Plan, **1**
Questions au Gouvernement n° **84** ; n° **87** ; n° **120** ; n° **145** ; n° **164**

Aménagement rural

Voir *Agriculture*, **2**
Lois de finances, **2**, Agriculture et forêt
Missions d'information, **2**

Anciens combattants et victimes de guerre

Voir *Conférence des présidents*, **2**
Décorations, **1**
Lois de finances, **2**, Anciens combattants
Pensions et retraites, **2**
Questions au Gouvernement n° **135** ; n° **150**
Questions orales avec débat n° **65**
Résistants, **1**
Veuvage, **1**

1. – **Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la pathologie propre aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 16 janvier 1989) [n° **188** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à assurer le respect du rapport constant,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (13 avril 1989) [n° **252** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord,** PRESENTEE AU SENAT, par M. André Rabineau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 mai 1989) [n° **283** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – **Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord, de 1952 à 1962, des anciens combattants pour une retraite anticipée,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre Vallon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 mai 1989) [n° **284** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

5. – **Projet de loi portant création du statut de prisonnier du « Viet-Minh »,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre (22 novembre 1989) [n° **72** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Prouvoyeur (14 décembre 1989) [n° **139** (89-90)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° 49].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 décembre 1989) [n° **1112** (9e lég)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Laurain (18 décembre 1989) [n° **1119** (9e lég)] – Discussion (18 décembre 1989) – Adoption (18 décembre 1989) [n° **231**] –.

PROMULGATION : Loi n° 89-1013 du 31 décembre 1989 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(15 décembre 1989) (p. 5037, 5042).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 5037, 5040) : *MM. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre ; Claude Prouvoyeur, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jacques Bialski, Jacques Habert.*

Mortalité : *Habert (Jacques)* (p. 5040) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 5039).

Pensions civiles et militaires de retraite : *Bialski (Jacques)* (p. 5040) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 5039).

Prisonniers de guerre : *Habert (Jacques)* (p. 5040) ; *Méric (André)* (p. 5037) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 5039).

Souveraineté nationale : *Méric (André)* (p. 5037).

Veuvage : *Méric (André)* (p. 5037).

Vietnam : *Méric (André)* (p. 5037).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5040, 5042)

Art. 1er *(Création du statut de prisonnier du « Viet-Minh »)* - Adopté (p. 5040).

Art. 2 *(Attribution du titre de prisonnier du « Viet-Minh »)* - Adopté (p. 5040).

Art. 3 *(Conditions dérogatoires d'ouverture aux droits à pension)* - Adopté (p. 5041).

Art. 4 *(Pensions des veuves de prisonniers du « Viet-Minh » décédés en détention)* - Adopté (p. 5041).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jean Garcia* (p. 5041), *Jean Chérioux* (p. 5041) ; *intervention de M. André Méric, secrétaire d'Etat* (p. 5041).

Adoption (15 décembre 1989) (p. 5042).

Animaux

Voir *Sénat*, **1**
Sports, **1**

1. - **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du livre deuxième du code rural ainsi que certains articles du code de la santé publique,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 1er mars 1989) [n° **219** (88-89)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Gérard Larcher (19 avril 1989) [n° **255** (88-89)] - Discussion (20 avril 1989) - Adoption (20 avril 1989) [n° **63**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 avril 1989) [n° **632** (9e lég.)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. François Patriat (10 mai 1989) [n° **676** (9e lég.)] - Discussion (17 mai 1989) - Adoption (17 mai 1989) [n° **96**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 mai 1989) [n° **313** (88-89)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Gérard Larcher (24 mai 1989) [n° **322** (88-89)] - Discussion (31 mai 1989) - Adoption (31 mai 1989) [n° **78**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (1er juin 1989) [n° **718** (9e lég.)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. François Patriat (7 juin 1989) [n° **730** (9e lég.)] - Discussion (14 juin 1989) - Adoption (14 juin 1989) [n° **120**].

PROMULGATION : Loi n° 89-412 du 22 juin 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 24 juin 1989).

Discussion (première lecture)

(20 avril 1989) (p. 333, 366).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 333, 340) : *MM. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer ; Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Maurice Arreckx, Germain Authié, Michel Rigou, Robert Pagès, Emmanuel Hamel.*

Abattage : *Authié (Germain)* (p. 337) ; *Pagès (Robert)* (p. 339).

Aliments des animaux : *Larcher (Gérard)* (p. 335) ; *Mellick (Jacques)* (p. 334) ; *Rigou (Michel)* (p. 339).

Animaux domestiques : *Arreckx (Maurice)* (p. 336) ; *Authié (Germain)* (p. 337) ; *Larcher (Gérard)* (p. 335) ; *Mellick (Jacques)* (p. 333) ; *Pagès (Robert)* (p. 339) ; *Rigou (Michel)* (p. 338).

Animaux domestiques (données chiffrées) : *Larcher (Gérard)* (p. 334, 335).

Associations : *Arreckx (Maurice)* (p. 336).

Collectivités territoriales : *Arreckx (Maurice)* (p. 337) ; *Authié (Germain)* (p. 338).

Communauté économique européenne (CEE) : *Larcher (Gérard)* (p. 335).

Condamnations pénales : *Larcher (Gérard)* (p. 334).

Divagation : *Authié (Germain)* (p. 338) ; *Rigou (Michel)* (p. 339).

Elevage : *Larcher (Gérard)* (p. 335, 336).

Elevage (ovins) : *Rigou (Michel)* (p. 339).

Fourrière : *Arreckx (Maurice)* (p. 337) ; *Authié (Germain)* (p. 337) ; *Larcher (Gérard)* (p. 335).

Hygiène : *Larcher (Gérard)* (p. 334).

Logement : *Larcher (Gérard)* (p. 334).

Maires : *Arreckx (Maurice)* (p. 336) ; *Authié (Germain)* (p. 338) ; *Larcher (Gérard)* (p. 334).

Maladies des animaux : *Arreckx (Maurice)* (p. 337) ; *Authié (Germain)* (p. 338) ; *Larcher (Gérard)* (p. 334, 335, 336) ; *Mellick (Jacques)* (p. 333) ; *Rigou (Michel)* (p. 339).

Médecine vétérinaire : *Larcher (Gérard)* (p. 336) ; *Mellick (Jacques)* (p. 334).

Rage : *Arreckx (Maurice)* (p. 337) ; *Larcher (Gérard)* (p. 335) ; *Rigou (Michel)* (p. 339).

Santé : *Larcher (Gérard)* (p. 335) ; *Rigou (Michel)* (p. 339).

Sécurité publique : *Arreckx (Maurice)* (p. 336).

Tatouage : *Authié (Germain)* (p. 337, 338) ; *Larcher (Gérard)* (p. 335) ; *Pagès (Robert)* (p. 339).

Var (département) : *Arreckx (Maurice)* (p. 337).

Vétérinaires : *Pagès (Robert)* (p. 339).

Vétérinaires (données chiffrées) : *Larcher (Gérard)* (p. 336).

Zones rurales : *Authié (Germain)* (p. 338).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 340, 366) : *MM. Gérard Larcher, rapporteur ; Jacques Mellick, ministre ; Maurice Arreckx, Germain Authié, Robert Pagès, Louis de Catuelan, Geoffroy de Montalembert, Michel Rigou, Paul Séramy, Désiré Debavelaere, Louis Lazuech, Guy Robert, Philippe François, vice-président de la commission des affaires économiques.*

Avant l'art. 1er (p. 340).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 1 de M. Pierre Lacour, soutenu par M. Michel Rigou : vaccination antirabique (p. 354 ; précédemment réservé jusqu'à l'examen de l'article 9, p. 340).

Art. 1er *(Pouvoirs du maire en matière de divagation des chiens et des chats et durée de garde en fourrière ; article 213 du code rural)* (p. 340).

Parole sur l'article : *M. Gérard Larcher, rapporteur* (p. 340).

Adoptés : amendements de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 9 : envoi à la fourrière des animaux « saisis » (p. 343) -

N° 10 : rédactionnel (p. 343) – N° 11 : délai supplémentaire de conservation des animaux (p. 343) – N° 12 : délai de conservation lorsque l'animal est identifié (p. 343) – N° 13 : obligation pour le responsable de la fourrière d'avertir les propriétaires des animaux identifiés (p. 343) – N° 14 : extension aux locataires du droit de saisie des animaux divaguant dans les propriétés privées (p.343) – N° 15 : euthanasie des animaux non réclamés (p. 344) – Et n° 16 : paiement par le propriétaire des frais de fourrière (p. 344).

Rejetés : amendement n° 73 de M. Maurice Arreckx : législation applicable dans les départements atteints par la rage ; délai de conservation des animaux ; replacement des animaux par une association de protection animale (p. 343) – Amendement n° 67 de M. Germain Authié : obligations du maire dans les communes rurales (p. 343).

Retirés : amendement n° 70 de M. Robert Pagès : modulation, par le représentant de l'Etat, des délais de mise en fourrière en fonction des conditions locales (p. 343) – Amendements de M. Pierre Lacour, soutenus par M. Louis de Catuelan, n° 2 : allongement des délais de conservation des animaux (p. 343) – Et n° 3 : obligation d'identification par tatouage (p. 343) – Amendement n° 68 de M. Germain Authié : suppression de la possibilité, pour un particulier, de requérir la force publique (p. 344) – Amendement n° 75 de M. Michel Rigou : paiement, avant restitution, des dommages causés par les animaux (p. 345).

Non soutenu : amendement n° 74 de M. Maurice Arreckx (p. 344).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 345).

Après l'art. 1er (p. 345).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 17 : définition de l'état de divagation (p. 345) – Et n° 18 : instauration d'une procédure d'amende forfaitaire (p. 346).

Rejeté : sur l'amendement n° 18 de la commission, sous-amendement n° 88 de M. Jacques Mellick, ministre (p. 346).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 346).

Art. 2 *(Participation éventuelle de l'Etat aux frais obligatoirement engagés par l'élimination des animaux malades ; article 214 du code rural)* (p. 346).

Adopté : amendement n° 19 de M. Gérard Larcher, rapporteur : avis de la commission nationale vétérinaire sur la mesure réglementaire dont peut faire l'objet une maladie et sur le choix des maladies retenues (p. 346).

– L'article 2, dans la rédaction de l'amendement n° 19, est adopté (p. 346).

Après l'art. 2 (p. 346).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 20 : rassemblement et diffusion de données d'ordre épidémiologique (p. 347) – N° 21 : conduite d'actions de prophylaxie par des maîtres d'oeuvre autres que l'Etat (p. 347) – Et n° 22 : obligation de prophylaxie (p. 347).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 347).

Art. 3 *(Extension des compétences territoriales de certains agents ; responsabilité des propriétaires en matière de prophylaxie collective ; nature des rémunérations perçues dans ce cadre ; articles additionnels après l'article 215-5 du code rural)* (p. 347).

Adoptés : amendements de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 23 : instauration d'un mandat sanitaire (p. 348) – N° 24 : assimilation des rémunérations au revenu tiré de l'exercice d'une profession libérale (p. 348) – N° 25 : exclusion de la TVA des prestations de soins et livraisons de médicaments, effectuées par les vétérinaires au titre des opérations de prophylaxie collective organisées par l'Etat (p. 348) – Et n° 26 : coordination avec l'amendement n° 23 (p. 349).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 349).

Art. 4 *(Déclaration des maladies ne donnant pas lieu à la prise de mesures sanitaires ; article 225 du code rural)* (p. 349).

Adopté : amendement n° 27 de M. Gérard Larcher, rapporteur : rôle de la commission nationale vétérinaire (p. 349).

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est adopté (p. 349).

Art. 5 *(Mise sous surveillance en cas de simple suspicion de maladies contagieuses ; article 227 du code rural)* (p. 349).

Adopté : amendement n° 28 de M. Gérard Larcher, rapporteur : rédactionnel (p. 349).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 349).

Art. 6 *(Mesures prises par le préfet après constatation de la maladie ; article 228 du code rural)* (p. 349).

Adopté : amendement n° 29 de M. Gérard Larcher, rapporteur : rédactionnel (p. 349).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 349).

Art. 7 *(Dispositions applicables en matière de rage ; articles 232, 232-1 du code rural)* (p. 349).

Adoptés : amendements de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 30 : rédactionnel (p. 350) – Et n° 31 : rédactionnel (p. 350).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 350).

Après l'art. 7 (p. 350).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 4 de M. Pierre Lacour, soutenu par M. Paul Séramy : présentation d'un certificat de vaccination antirabique lors de l'entrée en France d'animaux en provenance de l'étranger (p. 350).

Art. 8 *(Mesures applicables aux animaux et denrées contagieux ou contaminés ; article 247 du code rural)* (p. 350).

Adoptés : amendements de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 32 : coordination avec l'amendement n° 33 (p. 350) – Et n° 33 : exclusion de toute indemnisation (p. 351).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 351).

Après l'art. 8 (p. 351).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 34 de M. Gérard Larcher, rapporteur : régime applicable aux animaux et denrées susceptibles de renfermer des substances toxiques (p. 351).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 351).

Art. 9 *(Protection des chiens et chats ; article additionnel après l'article 276 du code rural)* (p. 351).

Adoptés : amendements de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 35 : exclusion de l'interdiction des lots ou primes d'animaux des animaux d'élevage offerts dans le cadre de fêtes, foires, concours et manifestations agricoles (p. 352) – N° 36 : rédactionnel (p. 352) – N° 37 : identification par tatouage préalablement à la cession (p. 353) – N° 38 : mise en oeuvre progressive de l'obligation de tatouage des chiens et des chats (p. 355) ; sous-amendement n° 87 de M. Michel Rigou (p. 354) – Et n° 39 : identification des équidés (p. 357).

Rejeté : amendement n° 71 de M. Robert Pagès : extension de l'obligation de tatouage à tous les chats et chiens (p. 353).

Retirés : amendement n° 86 de M. Henri de Raincourt, soutenu par M. Louis Lazuech : identification par tatouage et enregistrement des équidés (p. 356) – Amendements de M. Paul Séramy, n° 6 : modalités techniques du marquage (p. 357) – Et n° 5 : identification et enregistrement des équidés (p. 357).

Non soutenus : amendements nos 7 et 8 de M. Pierre Lacour (p. 325 et 353).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 357).

Après l'art. 9 (p. 357).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 40 de M. Gérard Larcher, rapporteur : protection des animaux sauvages ou en captivité (p. 357).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 357).

Art. 10 *(Extension des compétences territoriales des agents chargés de la protection des animaux ; article additionnel après l'article 283-5 du code rural)* – Adopté (p. 357).

Après l'art. 10 (p. 357).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 76 de M. Michel Rigou : remplacement des mots « fluxion périodique » par les mots « uvéite isolée » (p. 358) – Amendement (art. additionnel) n° 41 de M. Gérard Larcher, rapporteur : anémie infectieuse des équidés (p. 358).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 358).

Art. 11 *(Vices rédhibitoires chez les chiens et les chats ; articles additionnels après l'article 285 du code rural)* (p. 358).

Adopté : amendement n° 42 de M. Gérard Larcher, rapporteur : ajout du virus de l'immuno-dépression (p. 358).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 358).

Art. 12 *(Délais pour provoquer la nomination d'experts ; article 290 du code rural)* – Adopté (p. 358).

Art. 13 *(Conditions d'octroi de l'autorisation d'exercer la profession vétérinaire ; article 309 du code rural)* (p. 358).

Adoptés : amendements de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 43 : enregistrement du diplôme préalablement à l'exercice de la profession (p. 359) – N° 44 : coordination avec l'amendement n° 43 (p. 359) – N° 45 : nouvelle rédaction des dispositions relatives aux autorisations d'exercice (p. 359) – N° 46 : coordination avec l'amendement n° 47 (p. 360) – Et n° 47 : formalités d'enregistrement et d'inscription préalables à l'exercice effectif de la profession (p. 360).

Retirés : amendements de M. Roland du Luart, soutenus par M. Louis Lazuech, n° 80 : reconnaissance de l'existence des vétérinaires salariés (p. 359) – Et n° 81 (p. 359).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 360).

Art. 14 *(Assistants vétérinaires ; article 309-1 du code rural)* (p. 360).

Adoptés : amendements de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 48 : rédactionnel (p. 360) – Et n° 49 : assistants vétérinaires salariés (p. 360).

Retiré : amendement n° 42 de M. Roland du Luart, retiré par M. Louis Lazuech (p. 360).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 360).

Art. 15 *(Qualité de remplaçant réservée aux seuls élèves des écoles vétérinaires françaises ; articles 309-2, 309-3, 309-4, 309-6 et 309-7 du code rural)* – Adopté (p. 360).

Art. 16 *(Exercice de la profession vétérinaire dans le cadre d'une société civile professionnelle ; article 309-9 du code rural)* (p. 30).

Adopté : amendement n° 50 de M. Gérard Larcher, rapporteur : conditions de l'exercice en commun (p. 361).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 361).

Art. 17 *(Ordre régional et conseil supérieur de l'ordre des vétérinaires ; article 312 du code rural)* (p. 361).

Adoptés : amendements de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 51 : coordination avec l'amendement n° 52 (p. 361) – Et n° 52 : conditions de l'électorat et de l'éligibilité (p. 361).

Retiré : amendement n° 83 de M. Roland du Luart, retiré par M. Louis Lazuech (p. 361).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 361).

Art. 18 *(Code de déontologie ; article 316 du code rural)* (p. 361).

Adopté : amendement n° 53 de M. Gérard Larcher, rapporteur : rédactionnel (p. 361).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 361).

Art. 19 *(Inscription au tableau de l'Ordre ; article 318 du code rural)* (p. 361).

Adoptés : amendements de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 54 : conditions de l'inscription au tableau de l'Ordre (p. 362) – N°s 55 et 56 : rédactionnels (p. 362).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 362).

Art. 20 *(Peines applicables par la chambre de discipline ; article 321 du code rural)* (p. 362).

Adopté : amendement n° 57 de M. Gérard Larcher, rapporteur : rédactionnel (p. 362).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 362).

Art. 21 *(Conditions d'application du titre VIII du code rural ; article 324-1 du code rural)* – Adopté (p. 362).

Art. 22 *(Exercice illégal de la médecine et de la chirurgie des animaux ; article 340 du code rural)* (p. 362).

Adoptés : amendements de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 58 : rédactionnel (p. 362) – Et n° 59 : acte dérogatoire à l'exercice illégal de la médecine ou de la chirurgie vétérinaire (p. 363) – Amendement n° 77 de M. Jacques Mellick, ministre : identique à l'amendement n° 59 de la commission (p. 363).

Retiré : amendement n° 84 de M. Roland du Luart, retiré par M. Louis Lazuech (p. 363).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 363).

Art. 23 *(Dérogations aux dispositions relatives à l'exercice illégal ; article 340-1 du code rural)* (p. 363).

Adoptés : amendements de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 60 : coordination avec l'article 27 qui abroge l'article 215 du code rural (p. 363) – N° 61 : extensions des dérogations (p. 364) ; sous-amendement n° 90 de M. Jacques Mellick, ministre (p. 364) – N° 62 : interdiction des castrations de carnivores domestiques (p. 365) – Et n° 63 : dérogations relatives aux soins de première urgence (p. 365).

Retirés : amendements de M. Jacques Mellick, ministre, n° 78 : identique à l'amendement n° 60 de la commission (p. 363) – Et n° 79 : dérogations relatives aux agents des organismes d'insémination artificielle agréés, transformé en sous-amendement n° 90 (p. 364) – Amendement n° 85 de M. Roland du Luart, retiré par M. Louis Lazuech (p. 364) – Amendement n° 69 de M. Guy Robert : dérogations accordées aux techniciens diplômés (p. 364) – Amendement n° 72 de M. Robert Pagès (p. 364).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 365).

Art. 24 *(Peines applicables en cas d'exercice illégal de la médecine et de la chirurgie des animaux ; article 341 du code rural)* (p. 365).

Adopté : amendement n° 64 de M. Gérard Larcher, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 58 à l'article 22 (p. 365).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 365).

Art. 25 *(Achat et utilisation des médicaments nécessaires à la lutte contre les maladies des animaux ; article L. 617 du code de la santé publique)* – Adopté (p. 365).

Art. 26 *(Importation de médicaments vétérinaires ; article L. 617-4 du code de la santé publique)* – Adopté (p. 365).

Art. 27 *(Abrogation de dispositions diverses)* (p. 365).

Adoptés : amendements de M. Gérard Larcher, rapporteur, n°s 65 et 66 : rédactionnels (p. 365).

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 366).

Adoption (20 avril 1989) (p. 366).

Discussion (deuxième lecture)

(31 mai 1989) (p. 1013, 1022).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1013, 1014) : *MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt ; Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Animaux domestiques (adoption) : *Larcher (Gérard)* (p. 1014) ; *Nallet (Henri)* (p. 1013).

Divagation : *Larcher (Gérard)* (p. 1013).

Fiscalité : *Larcher (Gérard)* (p. 1014) ; *Nallet (Henri)* (p. 1013).

Fourrière : *Larcher (Gérard)* (p. 1013).

Maladies des animaux : *Larcher (Gérard)* (p. 1013).

Vétérinaires : *Larcher (Gérard)* (p. 1013).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1014, 1021) : *MM. Gérard Larcher, rapporteur ; Henri Nallet, ministre ; Michel Moreigne, Henri de Raincourt.*

Art. 1er (p. 1014).

Adoptés : amendements de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 1 : coordination avec l'amendement n° 2 (p. 1015) – Et n° 2 : définition de l'abandon et modalités d'adoption des chiens et des chats placés en fourrière (p. 1015).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1015).

Art. 1er bis (p. 1015).

Adopté : amendement n° 3 de M. Gérard Larcher, rapporteur : chats en état de divagation (p. 1016).

– L'article 1er bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1016).

Art. 3 (p. 1016) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 4 de M. Gérard Larcher, rapporteur : extension des compétences territoriales de certains agents (p. 1016).

Retiré : amendement n° 12 de M. Henri Nallet, ministre : identique à l'amendement n° 4 de la commission (p. 1016).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 4, est rétabli (p. 1016).

Après l'art. 3 (p. 1016).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 5 de M. Gérard Larcher, rapporteur : responsabilité des propriétaires en matière de prophylaxie collective (p. 1016) – Amendement (art. additionnel) n° 14 de M. Henri Nallet, ministre : compensation de l'assujettissement à la TVA des prophylaxies obligatoires réalisées par les vétérinaires mandatés (p. 1018).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° 13 de M. Henri Nallet, ministre : analogue à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1016) – Amendement (art. additionnel) n° 6 de M. Gérard Larcher, rapporteur : exemption de l'assujettissement à la TVA des prophylaxies obligatoires réalisées par les vétérinaires mandatés (p. 1017).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1016 et 1018).

Art. 4 – Adopté (p. 1018).

Art. 8 bis (p. 1018) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 7 de M. Gérard Larcher, rapporteur : régime applicable aux animaux et denrées susceptibles de renfermer des substances toxiques (p. 1018).

– L'article 8 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est rétabli (p. 1018).

Art. 9 (p. 1018).

Adoptés : amendements de M. Henri Nallet, ministre, n° 15 : vaccination antirabique (p. 1019) – Et n° 16 : coordination avec l'amendement n° 15 (p. 1019) – Amendement n° 8 de M. Gérard Larcher, rapporteur : conditions d'attribution en lot ou prime de tout animal vivant (p. 1019) – Et amendement n° 11 de M. Henri de Raincourt : identification des équidés (p. 1020).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1020).

Art. 11 (p. 1020).

Rejeté : amendement n° 17 de M. Henri Nallet, ministre : suppression de l'action en réduction de prix dans les ventes de chiens et de chats (p. 1020).

– L'article 11 est adopté (p. 1021).

Art. 18 – Adopté (p. 1021).

Art. 22 – Adopté (p. 1021).

Art. 23 (p. 1021).

Adoptés : amendements de M. Gérard Larcher, rapporteur, n° 9 : dispositions relatives aux pareurs bovins (p. 1021) – Et n° 10 : rédactionnel (p. 1021).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1021).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Gérard Larcher, rapporteur* (p. 1021) ; *William Chervy* (p. 1022), *Louis de Catuelan* (p. 1022) ; *intervention de M. Henri Nallet, ministre* (p. 1022).

Adoption (31 mai 1989) (p. 1022).

Appellations d'origine

Voir *Questions orales sans débat* n° **56** ; n° **89**

Apprentissage

Voir *Lois de finances*, **2**, Travail, emploi, formation professionnelle et services communs

Architecture

Voir *Lois de finances*, **2**, Equipement, logement, transports et mer - I - Urbanisme, logement et services communs

Ariège (département)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **94**

Armée

Voir *Lois de finances*, **2**, Défense
Questions orales sans débat n° **125**

Armement

Voir *Défense nationale*, **1** ; **2**
Rappels au règlement, **45**
Rapports d'information, **4**

Armement nucléaire

Voir *Défense nationale*, **2**
Lois de finances, **2**, Défense

Armes et munitions

Voir *Questions au Gouvernement* n° **101**

Arts et spectacles

Voir *Lois de finances*, **2**, art. 21

Asie du Sud-Est

Voir *Rapports d'information*, **11**

Assemblée nationale

Voir *Allocutions et communications*, **5**
Parlement, **1**

Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF)

Voir *Associations*, **1** ; **2** ; **3** ; **4**

Associations

Voir *Consommation*, **1**
Lois de finances, **2**, Education nationale, jeunesse et sports
Questions orales avec débat n° **60**
Rappels au règlement, **7**

1. – **Proposition de loi relative à la reconnaissance de la vocation internationale de l'association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) et à ses privilèges et immunités,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Xavier de Villepin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 mai 1989) [n° **300** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Michel Alloncle avec les propositions de loi n°s 331, 333 (88-89) et n° **387** (88-89) – Associations (15 juin 1989) [n° **389** (88-89)].

2. – **Proposition de loi relative à la reconnaissance de la vocation internationale de l'association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) et à ses privilèges et immunités,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Claude Estier, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 mai 1989) [n° **331** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Michel Alloncle avec les propositions de loi n°s 330, 333 (88-89) et n° **387** (88-89) – Associations (15 juin 1989) [n° **389** (88-89)].

3. – **Proposition de loi relative à la reconnaissance de la vocation internationale de l'association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) et à ses privilèges et immunités,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Hector Viron, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 mai 1989) [n° **333** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Michel Alloncle avec les propositions de loi n°s 330, 331 (88-89) et n° **387** (88-89) – Associations (15 juin 1989) [n° **389** (88-89)].

4. – **Proposition de loi relative à la reconnaissance de la vocation internationale de l'association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) et à ses privilèges et immunités,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Louis Mermaz, député, et plusieurs de ses collègues (23 mai 1989) [n° **698** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. André Delehedde avec les propositions de loi n°s 699 et 700 relatives à l'AIPLF (8 juin 1989) [n° **736** (9e lég.)] – Discussion (14 juin 1989) – Adoption (14 juin 1989) [n° **117**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1989) [n° **387** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport commun de M. Michel Alloncle avec les propositions de loi n°s 330, 331 et 333 relatives à l'AIPLF (15 juin 1989) [n° **389** (88-89)] – Discussion (22 juin 1989) – Adoption (22 juin 1989) [n° **111**].

PROMULGATION : Loi n° 89-436 du 30 juin 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 1er juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(22 juin 1989) (p. 1797, 1802).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1797, 1801) : *MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt, en remplacement de M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie ; Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Xavier de Villepin, Robert Pontillon, Ivan Renar, Jacques Descours Desacres.*

La proposition de loi a pour objet de reconnaître la vocation internationale de l'association internationale des parlementaires de langue française et de lui accorder, pour l'exercice de ses missions, les privilèges et immunités habituellement accordés aux organisations internationales. Elle reprend des dispositions de la loi n° 88-3 du 4 janvier 1988 dont le décret d'application n'avait jamais été publié, la plupart de ses dispositions relevant du domaine de la loi ; ces dispositions sont aujourd'hui incorporées dans la proposition de loi.

Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) : *Nallet (Henri)* (p. 1797).

AIPLF : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 1801) ; voir aussi Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF).

Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) (historique) : *Alloncle (Michel)* (p. 1798) ; *Nallet (Henri)* (p. 1797) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1799).

Coopération : *Renar (Ivan)* (p. 1801).

Francophonie : *Pontillon (Robert)* (p. 1800) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1799).

Langue et culture françaises : *Pontillon (Robert)* (p. 1800).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Alloncle (Michel)* (p. 1798).

Lois (application) : *Alloncle (Michel)* (p. 1798) ; *Nallet (Henri)* (p. 1798).

Organisations internationales : *Alloncle (Michel)* (p. 1799).

Pays en voie de développement (PVD) (endettement) : *Renar (Ivan)* (p. 1800).

Privilèges et immunités : *Alloncle (Michel)* (p. 1798) ; *Nallet (Henri)* (p. 1798).

Sommets de la francophonie : *Renar (Ivan)* (p. 1800).

Traités et conventions : *Renar (Ivan)* (p. 1801).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1801, 1802)

Art. 1er *(Organisation internationale de la francophonie)* – Adopté (p. 1801).

Art. 2 *(Définition et rôle de l'AIPLF en tant qu'institution parlementaire représentative de la francophonie)* – Adopté (p. 1801).

Art. 3 *(Capacité juridique)* – Adopté (p. 1801).

Art. 4 *(Indépendance et liberté d'action)* – Adopté (p. 1801).

Art. 5 *(Inviolabilité)* – Adopté (p. 1801).

Art. 6 *(Immunité d'exécution)* – Adopté (p. 1801).

Art. 7 *(Immunité financière)* – Adopté (p. 1801).

Art. 8 *(Exonérations fiscales et douanières)* – Adopté (p. 1802).

Art. 9 *(Liberté de circulation)* – Adopté (p. 1802).

Art. 10 *(Dispositions relatives aux membres du secrétariat général qui ne sont pas de nationalité française)* – Adopté (p. 1802).

Art. 11 *(Régime de sécurité sociale et d'accident du travail des membres du personnel de l'AIPLF)* – Adopté (p. 1802).

Art. 12 *(Justification des privilèges et immunités)* – Adopté (p. 1802).

Art. 13 *(Gage financier)* (p. 1802) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 14 *(Abrogation de la loi n° 88-3 du 4 janvier 1988)* – Adopté (p. 1802).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Emmanuel Hamel* (p. 1802).

Adoption (22 juin 1989) (p. 1802).

Assurance chômage

Voir *Sécurité sociale*, **3**

Assurance invalidité décès

1. – **Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution d'une majoration pour tierce personne aux grands invalides assurés sociaux,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Paul Souffrin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour

ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 16 janvier 1989) [n° **190** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Assurance maladie maternité

Voir *Rapports d'information*, **22**

Assurance vie

Voir *Lois de finances*, **2**, art. 11

Assurance vieillesse

Voir *Questions orales sans débat* n° **154**

Assurances

Voir *Allocutions et communications*, **21**
Sécurité sociale, **3**

1. – **Projet de loi portant diverses mesures relatives aux assurances,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (3 avril 1989) [n° **234** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Hubert Haenel (14 juin 1989) [n° **381** (88-89)] – Avis de M. Paul Loridant (20 juin 1989) [n° **397** (88-89)] – Discussion (10 et 11 octobre 1989) – Adoption (11 octobre 1989) [n° **1**].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant adaptation du code des assurances à l'ouverture du marché européen** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 octobre 1989) [n° **912** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Nicole Catala (22 novembre 1989) [n° **1025** (9e lég.)] – Discussion (29, 30 novembre 1989) – Adoption (30 novembre 1989) [n° **202**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (1er décembre 1989) [n° **91** (89-90) – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (6 décembre 1989) [n° **97** (89-90)] – Discussion (11 décembre 1989) – Adoption (11 décembre 1989) [n° **31**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 décembre 1989) [n° **1081** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Nicole Catala (13 décembre 1989) [n° **1090** (9e lég.)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **221**].

PROMULGATION : Loi n° 89-1014 du 31 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 3 janvier 1989).

Discussion (première lecture)

(10 octobre 1989) (p. 2460, 2497) ; (11 octobre 1989) (p. 2509, 2567).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2460, 2482) : *MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Paul Loridant, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Robert Vizet, Robert Laucournet, Xavier de Villepin, Pierre Laffitte et les orateurs sur la motion.*

Le présent projet a pour objet essentiel de transcrire en droit interne les directives communautaires du 22 juin 1987 sur l'assurance de protection juridique, et du 22 juin 1988, qui institue la libre prestation de services en assurance de dommages. Afin de préparer l'assurance française au grand marché européen, il procède à une remise à jour affectant les divers aspects du droit de l'assurance, et tend à une réorganisation institutionnelle de ce secteur d'activité.

Alsace et Moselle : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2467).

Assurances (historique) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2461).

Assurance vie : *Loridant (Paul)* (p. 2470).

Code des assurances : *Haenel (Hubert)* (p. 2465).

Collectivités territoriales : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2481) ; *Haenel (Hubert)* (p. 2467).

Commission de contrôle des assurances : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2462) ; *Lederman (Charles)* (p. 2473).

Communautés européennes (directives) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2461, 2480) ; *Haenel (Hubert)* (p. 2474) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2477) ; *Lederman (Charles)* (p. 2472) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2478) ; *Vizet (Robert)* (p. 2475).

Concurrence internationale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2474) ; *Haenel (Hubert)* (p. 2464, 2466) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2477) ; *Lederman (Charles)* (p. 2472).

Contrats ou conventions : *Haenel (Hubert)* (p. 2466).

Fiscalité : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2463, 2480, 2482) ; *Haenel (Hubert)* (p. 2464) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 2480) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2477) ; *Loridant (Paul)* (p. 2469) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2479).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2464) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2478) ; *Lederman (Charles)* (p. 2471) ; *Loridant (Paul)* (p. 2468) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2479) ; *Vizet (Robert)* (p. 2476).

Investissements : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2482) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 2480).

Marchés financiers : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2461) ; *Lederman (Charles)* (p. 2472, 2473) ; *Loridant (Paul)* (p. 2469).

Organisations syndicales : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2481).

Plus-values : *Loridant (Paul)* (p. 2471).

Primes d'assurance (données chiffrées) : *Loridant (Paul)* (p. 2468).

Protection sociale : *Vizet (Robert)* (p. 2476, 2477).

Secteur public : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 2462).

Motion n° 129 de M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2471, 2475) – *MM. Charles Lederman, Hubert Haenel, rapporteur ; Pierre Bérégovoy, ministre.*

Rejet de la motion (p. 2475 ; scrutin public n° 1).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2482, 2497 ; 2509, 2567) : *MM. Robert Pagès, Hubert Haenel, rapporteur ; Pierre Bérégovoy, ministre ; Robert Vizet, Robert Laucournet, Emmanuel Hamel, Marcel Rudloff, Jean-Jacques Robert, Xavier de Villepin, Paul Loridant, rapporteur pour avis ; Mmes Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Jean Chérioux.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LIBRE PRESTATION DE SERVICES EN ASSURANCE DE DOMMAGES

Art. 1er *(Opérations relatives à la libre prestation de services et à la coassurance communautaire en assurance de dommages : insertion d'un titre V dans le livre III du code des assurances (première partie : législative), intitulé « Opérations relatives à la libre prestation de services et à la coassurance communautaire en assurance de dommages »)* (p. 2482).

Rejeté : amendement n° 130 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de cet article (p. 2483).

Chapitre premier (Dispositions relatives à la libre prestation de services).

Section I (Conditions d'exercice).

Intitulé de la section I (p. 2483).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 de M. Hubert Haenel, rapporteur : « Dispositions générales » (p. 2483).

– L'intitulé de la section I du chapitre premier du titre V du code des assurances, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 2483).

ARTICLE L. 351-1 DU CODE DES ASSURANCES *(Définition de la libre prestation de services)* (p. 2483).

Adoptés : amendements rédactionnels de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 2 : désignation d'un Etat membre des Communautés européennes par le mot « Etat » et l'expression « Etat membre » (p. 2483) – Et n° 3 : inversion des deux alinéas du texte proposé (p. 2483).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2484).

ARTICLE L. 351-2 DU CODE DES ASSURANCES *(Champ d'application)* (p. 2484).

Adopté : amendement n° 4 de M. Hubert Haenel, rapporteur : rédactionnel (p. 2485).

Rejeté : sur l'amendement n° 4 de la commission, sous-amendement n° 131 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Robert Pagès (p. 2485 ; scrutin public n° 2).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 4, est adopté (p. 2485).

ARTICLE L. 351-3 DU CODE DES ASSURANCES *(Etat de situation du risque)* (p. 2485).

Adopté : amendement n° 5 de M. Hubert Haenel, rapporteur : autre rédaction du texte proposé s'inspirant plus étroitement de la directive du 22 juin 1988 (p. 2485).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est adopté (p. 2485).

APRES L'ARTICLE L. 351-3 DU CODE DES ASSURANCES (p. 2485).

Adopté : amendement n° 6 (division additionnelle) de M. Hubert Haenel, rapporteur : section additionnelle intitulée « Conditions d'exercice » ; coordination avec son amendement n° 1 (p. 2485).

– Une section additionnelle est insérée dans le chapitre premier du titre V du livre III du code des assurances (p. 2485).

ARTICLE L. 351-4 DU CODE DES ASSURANCES *(Grands risques)* (p. 2485).

Adoptés : amendements n°s 8 et 9 de M. Hubert Haenel, rapporteur : substitution du terme « souscripteur » au terme « preneur » (p. 2486).

Retiré : amendement n° 7 de M. Hubert Haenel, rapporteur : examen de la régularité des documents d'assurance par la commission de contrôle des assurances (p. 2486).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2486).

ARTICLE L. 351-5 DU CODE DES ASSURANCES *(Risques de masse)* (p. 2486 et 2536).

Adoptés : amendement n° 11 de M. Hubert Haenel, rapporteur : agrément des entreprises étrangères d'assurance, qui couvriront ces risques en France, par le ministère des finances (p. 2537) ; sous-amendement n° 195 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis (p. 2537).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2537 ; précédemment réservé p. 2486).

ARTICLE L. 351-6 DU CODE DES ASSURANCES *(Communication de documents à l'autorité de contrôle)* (p. 2486).

Adopté : amendement n° 12 de M. Hubert Haenel, rapporteur : distinction des deux régimes de communication des documents qui seront appliqués aux entreprises couvrant des risques de masse d'une part et à celles qui couvrent de grands risques d'autre part (p. 2487).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 12, est adopté (p. 2487).

Section II (Sanctions administratives).

ARTICLE L. 351-7 DU CODE DES ASSURANCES *(Pouvoir d'injonction)* (p. 2487).

Adopté : amendement n° 13 de M. Hubert Haenel, rapporteur : pouvoir d'injonction de la commission de contrôle des assurances (p. 2487).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2487).

ARTICLE L. 351-8 DU CODE DES ASSURANCES *(Interdiction d'activité et sanctions disciplinaires)* (p. 2487).

Adopté : amendement n° 14 de M. Hubert Haenel, rapporteur : coordination (p. 2487).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2487).

ARTICLE L. 351-9 DU CODE DES ASSURANCES *(Mesures de restriction ou d'interdiction concernant les actifs)* – Adopté (p. 2487).

Section III (Tranferts de portefeuilles de contrats souscrits en libre prestation de services).

ARTICLE L. 351-10 DU CODE DES ASSURANCES *(Transfert à un concessionnaire établi en France)* – Adopté (p. 2488).

ARTICLE L. 351-11 DU CODE DES ASSURANCES *(Transfert à un concessionnaire établi dans l'Etat où les risques sont situés)* – Adopté (p. 2488).

ARTICLE L. 351-12 DU CODE DES ASSURANCES *(Transfert à un concessionnaire établi dans un Etat qui n'est pas l'Etat où les risques sont situés)* (p. 2488).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 15 : coordination (p. 2488) – Et n° 16 : rédactionnel (p. 2488).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2488).

ARTICLE L. 351-13 DU CODE DES ASSURANCES *(Opposabilité du transfert)* – Adopté (p. 2488).

Section IV (Interdiction d'activité).

ARTICLE L. 351-14 DU CODE DES ASSURANCES *(Rôle de la commission de contrôle des assurances)* – Adopté (p. 2488).

Chapitre II (Dispositions relatives à la coassurance communautaire).

ARTICLE L. 352-1 DU CODE DES ASSURANCES *(Définition d'une opération de coassurance communautaire)* – Adopté (p. 2489).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2537 ; précédemment réservé p. 2489).

Art. 2 *(Entreprises étrangères agréées)* (p. 2489 et 2536).

Adopté : amendement n° 17 de M. Hubert Haenel, rapporteur : suppression de cet article (p. 2536).

– L'article 2 est supprimé (p. 2536 ; précédemment réservé p. 2489).

Art. 3 *(Loi applicable en cas de conflit de lois : insertion d'un titre VIII dans le livre premier du code des assurances (première partie : législative), intitulé « Loi applicable aux contrats d'assurances de dommages pour les risques situés sur le territoire d'un ou plusieurs Etats membres des Communautés européennes »)* (p. 2489).

Chapitre premier (Assurances non obligatoires).

ARTICLE L. 181-1 DU CODE DES ASSURANCES *(Critères de la loi applicable)* (p. 2489).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 18 : coordination (p. 2490) – N° 19 : cas où les parties au contrat d'assurance peuvent choisir d'appliquer soit la loi française soit la loi du pays où le risque est situé (p. 2489) – N° 20 : cas où les parties au contrat d'assurance peuvent choisir la loi de l'Etat où se produit le sinistre (p. 2490) – Et n° 21 : choix de la loi applicable quel que soit le lieu du risque pour les dommages afférents aux différentes catégories de véhicules, à l'exception des automobiles (p. 2490).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2490).

ARTICLE L. 381-2 DU CODE DES ASSURANCES *(Modalités de choix de la loi applicable)* (p. 2490).

Adopté : amendement rédactionnel n° 22 de M. Hubert Haenel, rapporteur (p. 2490).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2490).

ARTICLE L. 181-3 DU CODE DES ASSURANCES *(Dispositions d'ordre public)* (p. 2490).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 23 : définition de la notion d'ordre public (p. 2491) – Et n° 24 : rédactionnel (p. 2491).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2491).

APRES L'ARTICLE L. 181-3 DU CODE DES ASSURANCES (p. 2491).

Adopté : amendement n° 25 (article additionnel au code des assurances) de M. Hubert Haenel, rapporteur : application des règles générales de droit international privé en matière d'obligations contractuelles (p. 2491).

– Un article additionnel est inséré dans le code des assurances (p. 2491).

Chapitre II (Assurances obligatoires).

ARTICLE L. 182-1 DU CODE DES ASSURANCES *(Assujettissement à la loi française de tous les contrats relatifs à des assurances obligatoires)* – Adopté (p. 2491).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2491).

Art. 4 *(Information du souscripteur)* (p. 2491).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n°s 26 et 27 : rédactionnel (p. 2492) – Et n° 28 : sanction destinée à imposer à l'assureur le respect de ses obligations (p. 2492).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2492).

Art. 5 *(Information du souscripteur d'un contrat d'assurance maritime)* (p. 2492).

Retiré : amendement rédactionnel n° 29 de M. Hubert Haenel, rapporteur (p. 2492).

– L'article 5 est adopté (p. 2492).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ASSURANCE DE PROTECTION JURIDIQUE

Art. 6 *(L'assurance de protection juridique : insertion d'un chapitre VII dans le titre II du livre premier du code des assurances (première partie : législative), intitulé « L'assurance de protection juridique »)* (p. 2492).

ARTICLE L. 127-1 DU CODE DES ASSURANCES *(Définition de l'assurance de protection juridique)* (p. 2492).

Adopté : amendement rédactionnel n° 30 de M. Hubert Haenel, rapporteur (p. 2492).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 30, est adopté (p. 2492).

ARTICLE L. 127-2 DU CODE DES ASSURANCES *(Contrat distinct pour l'assurance de « protection juridique »)* – Adopté (p. 2492).

ARTICLE L. 127-3 DU CODE DES ASSURANCES *(Liberté de choix de l'avocat)* (p. 2493).

Adoptés : amendement n° 31 de M. Hubert Haenel, rapporteur : rédactionnel et insertion d'un 3e alinéa destiné à garantir à l'assuré le libre choix de l'avocat (p. 2494) ; sous-amendement n° 175 de M. Emmanuel Hamel (p. 2494).

Retiré : sur l'amendement n° 31 de la commission, sous-amendement n° 176 de M. Emmanuel Hamel (p. 2493).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 31, ainsi modifié, est adopté (p. 2494).

ARTICLE L. 127-4 DU CODE DES ASSURANCES *(Procédure de règlement des désaccords)* (p. 2494).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 33 : rédactionnel (p. 2495) – Et n° 34 : cas de suspension du délai de recours contentieux (p. 2495).

Rejeté : amendement n° 32 de M. Hubert Haenel, rapporteur : désignation d'une tierce personne pour régler un différend par le président du tribunal de grande instance, statuant en référé (p. 2495).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2495).

ARTICLE L. 127-7 DU CODE DES ASSURANCES *(Information de l'assuré sur ses droits)* – Adopté (p. 2496).

ARTICLE L. 127-6 DU CODE DES ASSURANCES *(Exclusions du champ d'application de la directive du 22 juin 1987)* – Adopté (p. 2496).

APRES L'ARTICLE L. 127-6 DU CODE DES ASSURANCES (p. 2496).

Adopté : amendement n° 35 (art. additionnel au code des assurances) de M. Hubert Haenel, rapporteur : personnes tenues au secret professionnel (p. 2496).

– Un article additionnel est inséré dans le code des assurances (p. 2496).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2496).

Après l'art. 6 (p. 2496).

Adopté : amendement n° 36 (division et article additionnels) : insertion d'une section additionnelle VII dans le chapitre premier du titre II du livre III du code des assurances (première partie : législative), intitulée « Dispositions relatives à l'assurance de protection juridique » – ARTICLE L. 321-6 DU CODE DES ASSURANCES *(Modalités de gestion de l'assurance protection juridique)* (p. 2497).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2497).

Art. 7 *(Assujettissement contractuel à la directive du 22 juin 1987)* – Adopté (p. 2497).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET A LA PROTECTION DES ASSURES

Chapitre premier

Droit des parties au contrat d'assurance

Art. 8 *(Documents à remettre à l'assuré avant souscription : article L. 112-2 du code des assurances)* (p. 2512).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 37 : obligation pour l'assureur de fournir une fiche d'information sur les prix avant la conclusion du contrat, si l'assuré le demande (p. 2513) – N° 38 : choix entre la remise à l'assuré d'un exemplaire du contrat et des documents afférents ou d'une notice d'information très précise sur ce contrat (p. 2514) – Et n° 39 : décret d'application sur les dispositions nouvelles de l'article L. 112-2 du code des assurances (p. 2514).

Rejeté : sur l'amendement n° 38 de la commission, sous-amendement n° 177 de M. Emmanuel Hamel (p. 2514).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2514).

Art. 9 *(Présentation du contrat ; déclaration du risque : article L. 112-3 du code des assurances)* (p. 2514).

Adopté : amendement n° 40 de M. Hubert Haenel, rapporteur : rédaction du contrat d'assurance (p. 2514).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2514).

Art. 10 *(Obligations de l'assuré : article L. 113-2 du code des assurances)* (p. 2514).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 41 : obligation pour l'assuré de fournir des réponses exactes (p. 2515) – N° 42 : notions d'aggravation du risque et de risque nouveau (p. 2515) – N° 43 : modification des délais selon lesquels l'assuré doit informer l'assureur des modifications intervenues (p. 2515) – N° 44 : déchéance opposée à l'assuré pour déclaration tardive (p. 2516) – Et n° 45 : cas où la déchéance peut être opposée à l'assuré pour déclaration tardive (p. 2516) – Amendements de M. Robert Laucournet, n° 153 : introduc-

tion d'une disposition autorisant une certaine souplesse pour la déclaration de sinistre (p. 2516) – Et n° 154 : allongement du délai d'un commun accord entre les parties contractantes (p. 2516).

Rejeté : amendement n° 179 de M. Jean-Jacques Robert : réparation du préjudice résultant du retard de transmission de pièces (p. 2516).

Retiré : amendement n° 152 de M. Robert Laucournet : exigence d'une réponse précise de l'assuré aux questionnaires posés par l'assureur (p. 2515).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2516).

Après l'art. 10 (p. 2516).

Adoptés : amendement n° 180 (art. additionnel) de M. Jean-Jacques Robert : rétablissement de la garantie de l'assuré après paiement lorsqu'il a réglé avec retard (p. 2517) – Amendement n° 155 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet : suspension de garantie pour non-paiement (p. 2518).

Devenu sans objet : amendement n° 181 (art. additionnel) de M. Jean-Jacques Robert : coordination (p. 2518).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2517 et 2518).

Art. 11 *(Modifications du risque : article L. 113-4 du code de l'assurance)* (p. 2518).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 46 : rédactionnel (p. 2518) – N° 47 : résiliation du contrat en cas d'aggravation du risque et information de l'assuré sur les risques qu'il encourt s'il ne donne pas suite à la proposition de l'assureur (p. 2518) – N° 48 : dénonciation du contrat en cas de diminution du risque (p. 2518) – N° 49 : rappel par l'assureur à l'assuré des dispositions du présent article lorsque celui-ci l'informe soit d'une aggravation soit d'une diminution de risques (p. 2519) – Et n° 50 : coordination (p. 2519) ; sous-amendement n° 156 de M. Robert Laucournet (p. 2519).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2519).

Après l'art. 11 (p. 2520).

Adopté : amendement n° 182 (art. additionnel) de M. Jean-Jacques Robert : simplification des démarches des assurés en cas de sinistre (p. 2520).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2520).

Art. 12 *(Durée du contrat : article L. 113-12 du code des assurances)* (p. 2520).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 51 : droit à résiliation annuelle après une première période de trois ans (p. 2521) – Et n° 191 : coordination (p. 2521) – Amendement n° 158 de M. Robert Laucournet : point de départ de la résiliation du contrat (p. 2521).

Rejeté : amendement n° 159 de M. Robert Laucournet : limitation du droit à résiliation de l'assureur à des cas énumérés par la loi (p. 2521).

Devenu sans objet : amendement n° 157 de M. Robert Laucournet : droit de résiliation du contrat par l'assuré et par l'assureur ; délais (p. 2521).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2521).

Art. 13 *(Suppression des indemnités de résiliation : articles L. 113-16, L. 121-10 et L. 121-11 du code des assurances)* (p. 2521).

Adopté : amendement n° 52 de M. Hubert Haenel, rapporteur : rédactionnel (p. 2521).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2521).

Art. 14 *(Direction du procès par l'assureur : article L. 113-7 nouveau du code des assurances)* (p. 2522).

Adopté : amendement n° 53 de M. Hubert Haenel, rapporteur : renonciation tacite de l'assureur « à toutes les exceptions dont il avait connaissance lorsqu'il a pris la direction du procès intenté à l'assuré » (p. 2522).

Retiré : amendement n° 147 de M. Xavier de Villepin : suppression de cet article (p. 2522).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2522).

Art. 15 *(Délai de prescription : article L. 114-1 du code des assurances)* (p. 2522).

Adopté : amendement de forme n° 54 de M. Hubert Haenel, rapporteur (p. 2522).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2522).

Chapitre II

Dispositions relatives à l'assurance de groupe

Art. 16 *(Contrats d'assurance de groupe)* (p. 2522).

Rejeté : amendement n° 138 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 2524).

Retiré : amendement n° 160 de M. Robert Laucournet : suppression de cet article, de la division chapitre II et de son intitulé (p. 2524).

ARTICLE L. 140-1 DU CODE DES ASSURANCES *(Définition du contrat d'assurance de groupe)* (p. 2524).

Rejeté : amendement n° 161 de M. Robert Laucournet : rédactionnel (p. 2524).

– Le texte proposé est adopté (p. 2524).

ARTICLE L. 140-2 DU CODE DES ASSURANCES *(Individualisation de la prime)* – Adopté (p. 2525).

ARTICLE L. 140-3 DU CODE DES ASSURANCES *(Exclusion de l'adhérent)* (p. 2525).

Adopté : amendement n° 56 de M. Hubert Haenel, rapporteur : suppression de ce texte (p. 2526).

Retiré : amendement n° 178 de M. Emmanuel Hamel : suppression de ce texte (p. 2525).

Devenu sans objet : amendement n° 162 de M. Robert Laucournet : cas de maintien des garanties aux conditions des contrats à souscription individuelle (p. 2526).

– Le texte proposé est supprimé (p. 2526).

APRES L'ARTICLE L. 140-3 DU CODE DES ASSURANCES (p. 2526).

Rejeté : amendement n° 163 (art. additionnel au code des assurances) de M. Robert Laucournet : meilleure information de l'assuré sur ses droits et obligations lorsque des modifications interviennent en cours de contrat (p. 2526).

ARTICLE L. 140-4 DU CODE DES ASSURANCES *(Information de l'adhérent et modifications du contrat)* (p. 2526).

Adopté : amendement n° 187 de M. Pierre Bérégovoy, ministre : inopposabilité à l'adhérent et au bénéficiaire de toutes modifications au contrat d'assurance de groupe réduisant l'étendue de la garantie sans le consentement de l'adhérent (p. 2527).

Retirés : amendement n° 164 de M. Robert Laucournet : information de l'assuré en cas de modification en cours de contrat (p. 2527) – Amendement n° 57 de M. Hubert Haenel, rapporteur : renforcement des droits de l'adhérent (p. 2527).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2527).

APRES L'ARTICLE L. 140-4 DU CODE DES ASSURANCES (p. 2527).

Adopté : amendement n° 165 (art. additionnel au code des assurances) de M. Robert Laucournet : responsabilité de l'assureur engagée par tout acte du souscripteur (p. 2527).

– Un article additionnel est inséré dans le code des assurances (p. 2527).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2527).

Après l'art. 16 (p. 2527).

Retiré : amendement n° 58 (art. additionnel) de M. Hubert Haenel, rapporteur (p. 2527).

Chapitre III

Le conseil national de l'assurance

Art. 17 *(Création d'un conseil national des assurances : article L. 411-1 nouveau du code des assurances)* (p. 2528).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 59 : rédactionnel (p. 2530) – N° 60 : composition du conseil national des assurances (p. 2530) ; sous-amendements n°s 196 et 197 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis (p. 2530) – Et n° 61 : missions du conseil national des assurances (p. 2530) ; sous-amendement n° 198 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis (p. 2530).

Rejeté : amendement n° 139 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 2530).

Retiré : amendement n° 148 de M. Xavier de Villepin : institution d'un comité consultatif au sein du conseil national des assurances (p. 2529).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2530).

Après l'art. 17 (p. 2530).

Adopté : amendement n° 101 (art. additionnel) de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : insertion d'un titre VI intitulé « Organisation de la profession » au livre III du code des assurances, comprenant un Chapitre unique intitulé « Association française des entreprises d'assurance » – ARTICLE L. 361-1 NOUVEAU DU CODE DES ASSURANCES : obligation pour les groupements professionnels d'entreprises mentionnées à l'article L. 310-1 du code des assurances d'adhérer à l'association française des entreprises d'assurance ; mission de cet organisme (p. 2531).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2531).

Chapitre IV

Le comité consultatif de l'assurance

Art. 18 *(Création du comité consultatif de l'assurance : insertion d'un chapitre III au titre premier du livre IV du code des assurances (première partie : législative), intitulé « Le comité consultatif de l'assurance »)* (p. 2531).

ARTICLE L. 413-1 DU CODE DES ASSURANCES *(Institution d'un comité consultatif de l'assurance ; missions)* (p. 2531).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 62 : rédactionnel (p. 2531) – Et n° 64 : cas où le comité consultatif peut saisir la commission de contrôle des assurances (p. 2533) – Amendements de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis, n° 103 : composition et présidence du comité consultatif de l'assurance (p. 2532) – Et n° 102 : saisine du comité consultatif de l'assurance (p. 2533).

Rejeté : sur l'amendement n° 102 de la commission des finances, sous-amendement n° 166 de M. Robert Laucournet (p. 2533).

Retiré : amendement n° 63 de M. Hubert Haenel, rapporteur : présidence et composition du comité consultatif de l'assurance (p. 2532).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 63 de la commission, sous-amendement n° 140 de M. Robert Vizet (p. 2532).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2533).

Après l'art. 18 (p. 2533).

Adopté : amendement n° 65 (art. additionnel) de M. Hubert Haenel, rapporteur : insertion d'un chapitre IV au titre Ier du livre IV du code des assurances (première partie : législative), intitulé « Le comité de réglementation des assurances » – ARTICLE L. 414-1 NOUVEAU DU CODE DES ASSURANCES : institution d'un comité de la réglementation des assurances (p. 2534) ; sous-amendement n° 199 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis (p. 2534).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2534).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES D'ASSURANCE

Avant l'art. 19 (p. 2536).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 66 : transfert des dispositions de l'article 2 du présent projet ; modification de l'article L. 310-10 du code des assurances (p. 2536) – N° 67 : insertion d'un article L. 321-1-1 à la section 1 du chapitre premier du titre II du livre III du code des assurances relatif à l'agrément spécifique de libre prestation de services pour les entreprises étrangères (p. 2536) – Et n° 68 : coordination (p. 2537).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2536 et 2537).

Art. 19 *(Critères d'octroi et de refus d'agrément : insertion d'un article L. 321-2-1 à la section III du chapitre premier du titre II du livre III du code des assurances)* (p. 2537).

Adopté : amendement rédactionnel n° 104 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis (p. 2537).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2537).

Après l'art. 19 (p. 2534 et 2538).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis, n° 105 : création d'un comité des entreprises d'assurance chargé de statuer sur les demandes d'agrément (p. 2535 ; priorité ordonnée p. 2534) – Et n° 106 : coordination (p. 2538).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2535 et 2538).

Art. 20 *(Retrait d'agrément : abrogation de la section II du chapitre V du titre II du livre III du code des assurances et des articles L. 325-1 et L. 325-2 de ce même code, et insertion d'un article L. 325-1 à la section I du chapitre V du titre II du livre III du code précité)* (p. 2538).

Adopté : amendement n° 107 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : retrait de l'agrément administratif par le comité des entreprises d'assurance (p. 2538).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2538).

Art. 21 *(Comptes consolidés : insertion d'un chapitre V au titre IV du livre III du code des assurances intitulé « Comptes consolidés »)* (p. 2539).

ARTICLE L. 345-1 DU CODE DES ASSURANCES *(Etablissement et publication des comptes sous forme consolidée)* (p. 2539).

Adopté : amendement n° 108 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 2539).

Devenu sans objet : amendement n° 69 de M. Hubert Haenel, rapporteur : rédactionnel (p. 2539).

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 2539).

Après l'art. 21 (p. 2539).

Adopté : amendement n° 109 (art. additionnel) de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : insertion d'un article L. 344-1 au chapitre IV du titre IV du livre III du code des assurances ; modification de l'article L. 324-1 du code précité ; insertion d'une section III nouvelle intitulée « Règles relatives à l'affectation comptable des actifs transférés avec un portefeuille de contrats » comportant l'article L. 324-7 nouveau du code des assurances au chapitre IV du titre II du livre III du code précité : amélioration de la situation des assurés ; obligation pour les compagnies de publier, à l'issue de chaque exercice, un état comptable (p. 2543).

Retirés : sur l'amendement n° 109 de la commission des finances, sous-amendement n° 150 de M. Xavier de Villepin (p. 2542) – Amendement n° 151 (art. additionnel) de M. Xavier de Villepin : insertion, au titre IV du livre III du code des assu-

rances, d'un chapitre V intitulé « cantonnement des actifs » et composé des articles L. 345-1 à L. 345-5 du code des assurances ; définition de la notion d'actifs cantonnés et règles de fonctionnement (p. 2542) – Amendement n° 174 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet : insertion d'un article L. 332-1 au chapitre II du titre III du livre III du code des assurances et abrogation des articles L. 132-29 et L. 150-3 de ce même code : principe d'un cantonnement des actifs en assurance vie et de capitalisation (p. 2543).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2543).

Art. 22 *(Sociétés d'assurance mutuelles : unification du régime juridique : l'article L. 322-26-1 du code des assurances devient l'article L. 322-26-5)* (p. 2543).

Adopté : amendement n° 70 de M. Hubert Haenel, rapporteur : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de fonctionnement de ces sociétés (p. 2543).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2543).

Art. 23 *(Sociétés d'assurance mutuelles : composition du conseil d'administration : modification de l'article L. 322-26-2 du code des assurances)* (p. 2543).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 202 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 2543) – Amendements de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis, n° 110 : participation obligatoire des salariés aux conseils d'administration des sociétés d'assurance mutuelles (p. 2544) – Et n° 111 : coordination (p. 2544) – Amendement n° 168 de M. Robert Laucournet : suppression des conditions de seuil de cotisation pour l'élection au conseil d'administration (p. 2544).

Devenu sans objet : amendement n° 167 de M. Robert Laucournet : représentation des salariés au sein des conseils d'administration (p. 2544).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2544).

Art. 24 *(Unions et autres formes de sociétés d'assurance mutuelles)* (p. 2544).

AVANT L'ARTICLE L. 322-26-3 DU CODE DES ASSURANCES (p. 2544).

Adopté : amendement n° 169 (art. additionnel au code des assurances) de M. Robert Laucournet : suppression des filtrages censitaires qui peuvent exister pour la participation aux assemblées générales des sociétés mutuelles (p. 2544).

– Un article additionnel est inséré dans le code des assurances (p. 2545).

ARTICLE L. 322-26-3 DU CODE DES ASSURANCES *(Unions de sociétés d'assurance mutuelles)* – Adopté (p. 2545).

ARTICLE L. 322-26-4 DU CODE DES ASSURANCES *(Formes particulières de sociétés d'assurance mutuelles)* (p. 2545).

Adopté : amendement rédactionnel n° 71 de M. Hubert Haenel, rapporteur (p. 2545).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2545).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 2545).

TITRE V

CONTROLE DES ENTREPRISES D'ASSURANCE

Avant l'art. 25 (p. 2545).

Adopté : amendement n° 72 (art. additionnel) de M. Hubert Haenel, rapporteur : obligation de communication systématique de tous les documents d'assurance au ministre de l'économie et des finances ; modalités de l'examen par l'administration des finances (p. 2547).

Rejeté : sur l'amendement n° 72 de la commission, sous-amendement n° 203 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis (p. 2547).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2547).

Art. 25 *(Commission de contrôle des assurances : insertion d'une section 2 intitulée « Commission de contrôle des assurances » au chapitre unique du titre premier du livre III du code des assurances)* (p. 2547).

Rejeté : amendement n° 141 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de cet article (p. 2547).

ARTICLE L. 310-12 DU CODE DES ASSURANCES *(Missions et composition de la commission de contrôle des assurances)* (p. 2547).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 73 : rédactionnel (p. 2547) – Et n° 201 : choix d'un conseiller d'Etat parmi les membres de la section des finances et interdiction de rétribution d'une entreprise d'assurance pour les membres de la commission (p. 2549) – Amendements de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis, n° 112 : contrôles exercés par la commission de contrôle des assurances (p. 2548) – Et n° 114 : participation du directeur des assurances au ministère de l'économie et des finances en qualité de commissaire du Gouvernement (p. 2549).

Retiré : amendement n° 74 de M. Hubert Haenel, rapporteur : subordination du pouvoir d'investigation de la commission de contrôle, en matière de conditions d'exploitation, à l'examen de la situation financière (p. 2548).

Devenu sans objet : amendement n° 113 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis, analogue à l'amendement n° 201 de la commission (p. 2549).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2549).

ARTICLE L. 310-13 DU CODE DES ASSURANCES *(Modalités du contrôle)* – Adopté (p. 2549).

ARTICLE L. 310-14 DU CODE DES ASSURANCES *(Moyens de contrôle)* (p. 2549).

Adoptés : amendements identiques n° 76 de M. Hubert Haenel, rapporteur et n° 115 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : suppression de la possibilité donnée à la commission de porter à la connaissance du public toutes informations qu'elle estime nécessaires (p. 2549).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2549).

ARTICLE L. 310-15 DU CODE DES ASSURANCES *(Droit de suite)* (p. 2549).

Adoptés : amendement de forme n° 77 de M. Hubert Haenel, rapporteur (p. 2550) – Amendements de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis, n° 116 : champ de compétences de la commission de contrôle (p. 2550) – Et n° 117 : extension du contrôle aux sociétés mères d'entreprises d'assurance (p. 2550).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2550).

ARTICLE L. 310-16 DU CODE DES ASSURANCES *(Résultats du contrôle)* – Adopté (p. 2550).

ARTICLE L. 310-17 DU CODE DES ASSURANCES *(Pouvoirs de mise en garde et d'injonction)* (p. 2551).

Retiré : amendement n° 170 de M. Robert Laucournet : extension du champ d'application de cet article aux anomalies relevées en matière de contrat d'assurance (p. 2551).

– Le texte proposé est adopté (p. 2551).

ARTICLE L. 310-18 DU CODE DES ASSURANCES *(Sanctions disciplinaires et pécuniaires)* (p. 2551).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 78 : rédactionnel (p. 2551) ; sous-amendement n° 200 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis (p. 2551) – N° 79 : suppression de la démission d'office de la gamme des sanctions dont disposera la commission de contrôle (p. 2552) – N° 80 : coordination (p. 2552) – N° 81 : caractère contradictoire de la procédure (p. 2553) – N° 82 : compétence de la Cour d'appel de Paris en matière de recours contre les décisions de la commission de contrôle (p. 2553) – Et n° 83 : coordination (p. 2553) – Amendement rédactionnel n° 119 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis (p. 2552).

Rejeté : amendement n° 171 de M. Robert Laucournet : autre sanction : le transfert d'office de tout ou partie du portefeuille des contrats (p. 2552).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2553).

ARTICLE L. 310-19 DU CODE DES ASSURANCES *(Rôle des commissaires aux comptes vis à vis de la commission de contrôle des assurances)* – Adopté (p. 2553).

ARTICLE L. 310-20 DU CODE DES ASSURANCES *(Coordination des contrôles)* – Adopté (p. 2553).

ARTICLE L. 310-21 DU CODE DES ASSURANCES *(Secret professionnel)* (p. 2553).

Adopté : amendement n° 84 de M. Hubert Haenel, rapporteur : levée du secret professionnel en matière pénale (p. 2554).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2554).

APRES L'ARTICLE L. 310-21 DU CODE DES ASSURANCES (p. 2554).

Adoptés : amendement n° 85 (art. additionnel) de M. Hubert Haenel, rapporteur : transmission du dossier, avec un avis motivé, au ministère public (p. 2554) – Amendement n° 190 (art. additionnel) de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat : information du ministre chargé de l'économie et des finances en cas de pratiques anticoncurrentielles (p. 2554).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2554).

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 2554).

Art. 26 *(Délit d'entrave : insertion d'un article L. 328-15-1 au chapitre VIII du titre II du livre 3 du code des assurances)* (p. 2554).

Adopté : amendement n° 86 de M. Hubert Haenel, rapporteur : extension du champ d'application de cet article aux personnes autres que les dirigeants (p. 2555).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 2555).

Art. 27 *(Transfert de compétences)* (p. 2555).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 87 de M. Hubert Haenel, rapporteur (p. 2555) – Amendement n° 120 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : coordination (p. 2555).

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 2555).

Après l'art. 27 (p. 2509, 2545 et 2555).

Adopté : amendement n° 121 (art. additionnel) de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : suppression du contrôle du tarif des assurances (p. 2555).

Retirés : amendement n° 184 (division additionnelle) de M. Hubert Haenel, soutenu par M. Marcel Rudloff : insertion d'un titre V bis dans la présente loi intitulé « Dispositions relatives aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle » (p. 2512) – Amendements (art. additionnels) de M. Hubert Haenel, à titre personnel, soutenus par M. Marcel Rudloff, n° 185 : insertion dans le livre Ier du code des assurances d'un titre IX intitulé « Dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle », composé des articles L. 191-1 à L. 191-8, L. 192-1 à L. 192-7 et L. 193-1 à L. 193-22 du code des assurances (p. 2512) – Et n° 186 : modification de l'article L. 111-4 du code des assurances et abrogation de la loi locale du 30 mai 1908 sur le contrat d'assurance (p. 2512 ; priorité ordonnée p. 2509) – Amendement n° 122 (art. additionnel) de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : règles de contrôle (p. 2546).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2555).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 28 *(Modification des règles applicables aux entreprises nationales d'assurance : abrogations diverses)* (p. 2555).

Adoptés : amendements de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis, n° 123 : possibilité de détention directe du capital social par l'Etat (p. 2556) – Et n° 124 : gestion des entreprises nationales d'assurance dont l'intégralité du capital est détenu directement par les sociétés centrales (p. 2557).

Rejeté : amendement n° 142 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : cession des actions des sociétés centrales d'assurance (p. 2556 ; scrutin public n° 3).

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 2557).

Après l'art. 28 (p. 2557).

Retiré : amendement n° 183 (art. additionnel) de M. Jean-Jacques Robert : exception à la règle édictée par le paragraphe g de l'article 7 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière, en faveur des locataires d'immeubles de grande hauteur (p. 2557).

Art. 29 *(Droits des parties en cas de redressement ou de liquidation judiciaires : modification de l'article L. 113-6 du code des assurances)* (p. 2557).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 88 : délai dans lequel l'assuré peut réclamer à l'assureur le remboursement de la prime en cas de liquidation judiciaire (p. 2558) – Et n° 89 : rédactionnel (p. 2558).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2558).

Art. 30 *(Contrats libellés en devises : modification de l'article L. 160-3 du code des assurances)* (p. 2558).

Adopté : amendement n° 125 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : conditions selon lesquelles la faculté de souscrire un contrat d'assurance vie et de capitalisation en devises peut être accordée par le ministre chargé de l'économie et des finances (p. 2558).

Rejeté : amendement n° 143 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 2558).

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 2558).

Après l'art. 30 (p. 2559).

Adopté : amendement n° 126 (art. additionnel) de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : exonération des contrats d'assurance sur la vie et assimilés de la taxe sur les conventions d'assurance (p. 2559).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2559).

Art. 31 *(Statuts des entreprises d'assurance : modification de l'article L. 310-2 du code des assurances)* (p. 2559).

Adopté : amendement rédactionnel n° 90 de M. Hubert Haenel, rapporteur (p. 2559).

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 2559).

Art. 32 *(Opérations accessoires à l'activité d'assurance : insertion d'un article L. 322-2-2 dans le code des assurances)* (p. 2559).

Adopté : amendement rédactionnel n° 91 de M. Hubert Haenel, rapporteur (p. 2560).

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 2560).

Après l'art. 32 (p. 2560).

Rejeté : amendement n° 172 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet : responsabilité civile accrue des organismes d'assurance : modification de l'article L. 511-1 du code des assurances (p. 2560).

Art. 33 *(Garantie financière de l'activité des courtiers : insertion d'un article L. 511-2-1 au chapitre premier du titre premier du livre V du code des assurances)* (p. 2560).

Adoptés : amendement n° 188 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat : garantie des assurés vis à vis des courtiers : insertion d'un titre III au livre V du code des assurances intitulé « Dispositions spéciales aux courtiers et sociétés de courtage d'assurance » (p. 2564) ; sous-amendement n° 146 de M. Jean Chérioux (p. 2564).

Rejeté : sur l'amendement n° 188 du Gouvernement, sous-amendement n° 145 de M. Jean Chérioux (p. 2564).

Retirés : amendement n° 173 de M. Robert Laucournet : extension des dispositions de cet article aux agents généraux (p. 2562) – Amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 92 : limitation de l'obligation de dépôt de garantie aux fonds dus par les assurés (p. 2562) – Et n° 93 : obligation d'assurance de la responsabilité civile professionnelle des courtiers (p. 2562) – Amendement n° 144 de M. Jean Chérioux, analogue à l'amendement n° 93 (p. 2563).

– L'article 33, dans la rédaction de l'amendement n° 188, ainsi modifié, est adopté (p. 2564).

Après l'art. 33 (p. 2564).

Adoptés : amendement n° 189 (art. additionnel) de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat : sanction pénale en cas d'infraction aux obligations instituées par l'article 33 du présent projet (p. 2564) – Amendement n° 192 (art. additionnel) de M. Hubert Haenel, rapporteur : institution d'une commission nationale chargée d'arrêter annuellement la liste des personnes remplissant les conditions pour exercer la profession d'expert en automobile (p. 2564).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2564).

Art. 34 *(Champ d'application du démarchage financier : article 3 de la loi n° 72-6 du 3 janvier 1972 relative au démarchage financier et à des opérations de placement et d'assurance)* – Adopté (p. 2564).

Art. 35 *(Abrogations diverses)* (p. 2564).

Adopté : amendement de coordination n° 193 de M. Hubert Haenel, rapporteur (p. 2564).

– L'article 35, ainsi modifié, est adopté (p. 2564).

Après l'art. 35 (p. 2564).

Adopté : amendement n° 127 (art. additionnel) de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : suppression de l'obligation pour le maître d'ouvrage de souscrire une assurance dommages ouvrage (p. 2565).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2565).

Art. 36 *(Abrogations partielles)* (p. 2565).

Adoptés : amendement de coordination n° 128 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis (p. 2566) – Amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 94 : rédactionnel (p. 2566) – Et n° 194 : coordination (p. 2566).

– L'article 36, ainsi modifié, est adopté (p. 2566).

Après l'art. 36 (p. 2566).

Adopté : amendement n° 95 (art. additionnel) de M. Hubert Haenel, rapporteur : rédactionnel (p. 2566).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2566).

Art. 37 *(Compétences diverses du Conseil national des assurances)* – Adopté (p. 2566).

Art. 38 *(Mesure d'ordre : article L. 114-2 du code des assurances)* – Adopté (p. 2566).

Art. 39 *(Paiement des primes périodiques : article L. 132-20 du code des assurances)* – Adopté (p. 2566).

Art. 40 *(Coordination : article L. 220-5 du code des assurances)* – Adopté (p. 2566).

Art. 41 *(Toilettage relatif aux sociétés d'assurance mutuelles)* – Adopté (p. 2566).

Art. 42 *(Dispense d'agrément des opérations d'acceptation en réassurance)* – Adopté (p. 2566).

Art. 43 *(Application des agréments à Mayotte : article L. 321-3 du code des assurances)* – Adopté (p. 2566).

Art. 44 *(Approbation de l'autorité administrative pour les tranferts de portefeuille : article L. 324-1 du code des assurances)* – Adopté (p. 2566).

Art. 45 *(Déclarations de dissimulations frauduleuses : article L. 328-10 du code des assurances)* – Adopté (p. 2566).

Art. 46 *(Application aux territoires d'outre-mer)* – Adopté (p. 2566).

Art. 47 *(Date d'entrée en vigueur de la présente loi)* – Adopté (p. 2567).

Intitulé du projet de loi (p. 2567).

Adopté : amendement n° 96 de M. Hubert Haenel, rapporteur : « Projet de loi portant adaptation du code des assurances à l'ouverture du marché européen » (p. 2567).

– L'intitulé du projet de loi, dans la rédaction de l'amendement n° 96, est adopté (p. 2567).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Robert Vizet* (p. 2567), *Robert Laucournet* (p. 2567).

Adoption (11 octobre 1989) (p. 2567).

Discussion (deuxième lecture)

(11 décembre 1989) (p. 4766, 4791).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4766, 4771) : *MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Paul Loridant, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Mme Danielle Bidard-Reydet.*

Assurance construction : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4767) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4769) ; *Loridant (Paul)* (p. 4769, 4770).

Assurances (courtage) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4767) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4768).

Assurances (organisation de la profession) : *Haenel (Hubert)* (p. 4768) ; *Loridant (Paul)* (p. 4770).

Assurance vie : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4767) ; *Loridant (Paul)* (p. 4769).

Commission de contrôle des assurances : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4767) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4768) ; *Loridant (Paul)* (p. 4770).

Communautés européennes (directives) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4767) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4770) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4768).

Fiscalité : *Loridant (Paul)* (p. 4769).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4767) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4770).

Mutuelles : *Haenel (Hubert)* (p. 4768).

Protection sociale : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4771).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4771, 4791) : *MM. Hubert Haenel, rapporteur ; Pierre Bérégovoy, ministre ; Robert Laucournet, Paul Loridant, rapporteur pour avis ; Marc Lauriol, Daniel Millaud, Jean Chérioux.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LIBRE PRESTATION DE SERVICES EN ASSURANCE DE DOMMAGES

Art. 1er (p. 4771).

Adopté : amendement n° 1 de M. Hubert Haenel, rapporteur : coordination avec l'article 25 (p. 4784).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 4784 ; précédemment réservé p. 4771).

Art. 3 – Adopté (p. 4771).

Art. 4 – Adopté (p. 4771).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ASSURANCE DE PROTECTION JURIDIQUE

Art. 6 – Adopté (p. 4772).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET A LA PROTECTION DES ASSURES

Chapitre premier

Droit des parties au contrat d'assurance

Art. 8 (p. 4772).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Hubert Haenel, rapporteur : simplification préalable à la conclusion du contrat (p. 4772).

– L'article 8 est adopté (p. 4772).

Art. 9 – Adopté (p. 4772).

Art. 10 – Adopté (p. 4773).

Art. 10 bis (p. 4773) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 10 ter (p. 4773)– Supprimé par l'Assemblée nationale.

Rejeté : amendement n° 31 de M. Robert Laucournet : rétablissement de l'article 10 ter dans la rédaction adoptée en première lecture : en l'absence de paiement de la prime, récupération de la partie correspondant aux risques encourus jusqu'à la suspension de la garantie (p. 4773).

– La suppression est maintenue (p. 4773).

Art. 11 – Adopté (p. 4774).

Art. 11 bis (p. 4774) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 12, 14 et 15 – Adoptés (p. 4774).

Chapitre II

Dispositions relatives à l'assurance de groupe

Art. 16 (p. 4774).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 3 : information de l'adhérent sur le risque d'exclusion du contrat en cas de défaut de paiement de la prime – n° 4 : informations relatives aux droits et obligations des adhérents (p. 4774) – Et n° 5 : rédactionnel (p. 4775).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 4775).

Chapitre III

Le conseil national des assurances

Art. 17 (p. 4775).

ART. L. 411-1 DU CODE DES ASSURANCES (p. 4775).

Adopté : amendement n° 6 de M. Hubert Haenel, rapporteur : représentants de l'Etat au sein du conseil national des assurances (p. 4776).

ART. L. 411-2 DU CODE DES ASSURANCES (p. 4775).

Adoptés : amendement n° 7 de M. Hubert Haenel, rapporteur : consultation obligatoire du conseil national des assurances sur les dispositions à caractère réglementaire ; sous-amendement n° 35 du Gouvernement : consultation obligatoire du conseil sur les projets de décret (p. 4776).

ART. L. 411-3 DU CODE DES ASSURANCES (p. 4775).

Adopté : amendement n° 8 de M. Hubert Haenel, rapporteur : changement de dénomination des commissions instituées au sein du conseil (p. 4776).

ART. L. 411-4 DU CODE DES ASSURANCES (p. 4775).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Hubert Haenel, rapporteur : changement de dénomination de la commission de l'agrément et dispositions relatives à sa présidence ; sous-amendement n° 36 du Gouvernement : précisions relatives à sa présidence (p. 4777).

ART. L. 411-5 DU CODE DES ASSURANCES (p. 4775).

Adopté : amendement n° 37 du Gouvernement : présidence de la commission de la réglementation (p. 4777).

Retiré : amendement n° 10 de M. Hubert Haenel, rapporteur : présidence de la commission de la réglementation (p. 4777).

ART. L. 411-6 DU CODE DES ASSURANCES (p. 4775).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur n° 11 : coordination (p. 4777) – Et n° 12 : présidence de la commission consultative (p. 4777).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 4778).

Art. 17 bis, 18 et 18 bis (p. 4778) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES D'ASSURANCE

Art. 19 A et 19 – Adoptés (p. 4778).

Art. 19 bis (p. 4778) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 20 (p. 4778).

Adopté : amendement n° 13 de M. Hubert Haenel, rapporteur : rédactionnel (p. 4778).

Art. 21 bis et 22 – Adoptés (p. 4778).

Art. 23 (p. 4778).

Adopté : amendement n° 24 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : composition du conseil d'administration (p. 4779).

Retiré : amendement n° 32 de M. Robert Laucournet, au profit de l'amendement n° 24 (p. 4780).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 4780).

Art. 24 – Adopté (p. 4780).

Art. 24 bis (p. 4780).

Adopté : amendement n° 41 du Gouvernement : rédactionnel (p. 4780).

– L'article 24 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4780).

TITRE V

CONTROLE DES ENTREPRISES D'ASSURANCE

Art. 25 A (p. 4780).

Adoptés : amendement n° 14 de M. Hubert Haenel, rapporteur : contrôle des documents d'assurance ; sous-amendement n° 38 du Gouvernement : exercice de la compétence du contrôle des contrats (p. 4781).

Art. 25 (p. 4781).

ART. L. 310-12 DU CODE DES ASSURANCES (p. 4781).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur n° 15 : réduction du nombre des membres de la commission (p. 4782) – Et n° 16 : rétablissement du directeur des assurances dans sa fonction de commissaire du Gouvernement (p. 4782).

Retirés : amendement n° 25 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis, au profit de l'amendement n° 15 (p. 4782) – Amendement n° 33 de M. Robert Laucournet au profit de l'amendement n° 15 (p. 4782).

ART. L. 310-14 DU CODE DES ASSURANCES (p. 4781).

Retiré : amendement n° 17 de M. Hubert Haenel, rapporteur : restriction au pouvoir d'information de la commission de contrôle (p. 4783).

ART. L. 310-18 DU CODE DES ASSURANCES (p. 4781).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 18 : suppression de la démission d'office (p. 4783) – N° 19 : suppression de la possibilité pour la commission de publier ses décisions (p. 4783) – Et n° 21 : publicité des décisions de la commission (p. 4783).

Retiré : amendement n° 20 de M. Hubert Haenel, rapporteur : compétence des recours contre les décisions de la commission de contrôle (p. 4783).

ART. L. 310-20 DU CODE DES ASSURANCES (p. 4782).

Adopté : amendement n° 27 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : échange d'informations entre les différents organes de contrôle (p. 4784).

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 4784).

Art. 27 – Adopté (p. 4784).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 28 (p. 4785).

Adopté : amendement n° 42 de M. Hubert Haenel, rapporteur : précision (p. 4785).

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 4785).

Art. 29 et 30 – Adoptés (p. 4785).

Art. 30 bis (p. 4785) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 32 bis et 32 ter – Adoptés (p. 4786).

Art. 33 (p. 4786).

Adoptés : amendement n° 30 de M. Xavier de Villepin : précision – Amendements de M. Hubert Haenel, rapporteur, n° 22 : suppression de la référence au mandat apparent (p. 4787) – Et n° 23 : publicité relative aux personnes et sociétés autorisées à exercer le courtage (p. 4788) – Amendement n° 39 du Gouvernement : subrogation de l'assureur dans les droits et actions de l'assuré (p. 4787).

– L'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 4788).

Art. 33 ter – Adopté (p. 4788).

Art. 35 bis (p. 4788).

Adopté : amendement n° 29 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : dérogations au principe d'obligation d'assurance dommages pour les collectivités locales, les établissements publics ou les personnes morales (p. 4790).

Retiré : amendement n° 28 de M. Paul Loridant, rapporteur pour avis : maintien des franchises (p. 4790).

– L'article 35 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4790).

Art. 43 (p. 4790).

Adopté : amendement n° 40 du Gouvernement : coordination (p. 4790).

– L'article 43, ainsi modifié, est adopté (p. 4790).

Art. 44 – Adopté (p. 4790).

Art. 47 – Adopté (p. 4791).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Emmanuel Hamel* (p. 4791), *Robert Laucournet* (p. 4791) ; *intervention de Pierre Bérégovoy, ministre* (p. 4791).

Adoption (11 décembre 1989) (p. 4791).

2. – **Proposition de loi tendant à l'introduction dans le code des assurances de dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (15 novembre 1989) [n° **54** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Proposition de loi sur l'assurance obligatoire, visant à prévoir le paiement des indemnités de préavis et des indemnités de licenciement dont peuvent bénéficier les salariés en cas de destruction de l'entreprise par un incendie dû à une cause accidentelle constituant cas de force majeure,** PRESENTEE AU SENAT, par MM. André Diligent et Jean Madelain, sénateurs (6 décembre 1989) [n° **96** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Audiovisuel (industrie des matériels)

Voir *Lois de finances*, **2**, art. add. après l'art. 5

Australie

Voir *Traités et conventions*, **2**

Automobile (industrie)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **123**

Autonomisme (mouvements autonomistes)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **180**

Auvergne (région)

Voir *Questions orales sans débat* n° **143**

Aviation civile

Voir *Questions au Gouvernement* n° **177**
Traités et conventions, **14**
Transports aériens, **1 ; 2**

B

Baccalauréats

Voir *Enseignement*, **2**

Banque de France

Voir *Questions orales sans débat* n° **155**

Banques et établissements financiers

Voir *Créances*, **2**
Questions au Gouvernement n° **98**
Rapports de commissions d'enquête ou de contrôle, **1**
Traités et conventions, **4**

Bâtiment et travaux publics

Voir *Logement*, **3**
Questions au Gouvernement n° **153**
Questions orales sans débat n° **88** ; n° **141**

Baux

Voir *Logement*, **3**
Rapports du Gouvernement, **2**

Belgique

Voir *Questions orales sans débat* n° **56**

Biens immeubles

Voir *Code pénal*, **3**

Biens meubles

Voir *Code pénal*, **3**

Bois

Voir *Questions orales sans débat* n° **166**

Bourses de valeurs

Voir *Marchés financiers*, **1**

Brésil

Voir *Rapports d'information*, **10**

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA)

Voir *Lois de finances*, **2**, Prestations sociales agricoles - (Budget annexe)

Budgets annexes

Voir *Lois de finances*, **2**, Imprimerie nationale ; Journaux officiels ; Légion d'honneur – Ordre de la libération ; Navigation aérienne ; Monnaies et médailles ; Postes, télécommunications et espace ; Prestations sociales agricoles

Bulgarie

Voir *Allocutions et communications*, **19**
Traités et conventions, **16** ; **23**

Bureau du Sénat

Voir *Allocutions et communications*, **29** ; **31**
Parlement, **3**
Rappels au règlement, **16**

1. – **Démission d'un questeur,** le 2 mai 1989 (9 mai 1989) (p. 549).

2. – **Election d'un questeur du Sénat** (16 mai 1989) (p. 725).

3. – **Installation du bureau d'âge** (2 octobre 1989) (p. 2429).

4. – **Election du président du Sénat** (2 octobre 1989) (p. 2431).

5. – **Election des vices-présidents et des questeurs du Sénat, nomination des secrétaires du Sénat** (4 octobre 1989) (p. 2441, 2442).

Burkina Faso

Voir *Traités et conventions*, **18**

C

Câble (technologie)

Voir *Lois de finances*, **2**, Postes, télécommunications et espace - (Budget annexe)

Café

Voir *Traités et conventions*, **3**

Caisse des dépôts et consignations (CDC)

Voir *Rapports au Parlement*, **3**

Calamités agricoles

Voir *Questions au Gouvernement* n° **148** ; n° **149**
Questions orales avec débat n° **76**

Calamités et catastrophes

Voir *Allocutions et communications*, **38**
Questions au Gouvernement n° **108** ; n° **166** ; n° **185**
Questions orales sans débat n° **112** ; n° **153**

Cambodge

Voir *Questions orales sans débat* n° **152**

Canada

Voir *Allocutions et communications*, **41**
Questions orales avec débat n° **29**
Rapports d'information, **1**
Traités et conventions, **6**

Carburants de substitution

Voir *Questions au Gouvernement* n° **96**

Cartes bancaires

Voir *Questions orales sans débat* n° **99**

Chambres d'accusation

Voir *Procédure pénale*, **2**

Chambres de commerce et d'industrie

Voir *Entreprises*, **2**

Charbon

Voir *Lois de finances*, **2**, Industrie et aménagement du territoire - I – Industrie
Questions au Gouvernement n° **87**

Chili

Voir *Rapports d'information*, **10**

Chimie (industrie)

Voir *Questions orales sans débat* n° **164**

Chine

Voir *Rappels au règlement*, **26**

1. – **Emotion du Sénat après les événements dramatiques survenus en Chine** (5 juin 1989) (p. 1086) – *MM. Jean Simonin, Charles Lederman, Claude Estier, Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance.*

Chômage

Voir *Emploi*, **2**
Lois de finances, **2**, Travail, emploi, formation professionnelle et services communs
Travail, **2**

Chypre (île)

Voir *Allocutions et communications*, **49**

Cimetières et pompes funèbres

Voir *Lois de finances*, **2**, art. add. après l'art. 2

Cinéma

Voir *Lois de finances*, **2**, Culture et communication - Culture
Questions orales avec débat n° **38**

Circulation routière

Voir *Lois de finances*, **2**, Equipement, logement, transport et mer - II. – Transports intérieurs - 1. Transports terrestres. 2. Routes. 3. Sécurité routière
Questions au Gouvernement n° **105** ; n° **184**
Voirie, **1**

1. – **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement (19 avril 1989) [n° **618** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission de la production – Rapport de M. Léo Grézard (3 mai 1989) [n° **643** (9e lég.)] – Avis oral de M. Jean-Pierre Baeumler – Urgence – Discussion (10 et 11 mai 1989) – Adoption (11 mai 1989) [n° **92**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 mai 1989) [n° **302** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (8 juin 1989) [n° **372** (88-89)] – Discussion (14 et 15 juin 1989) – Adoption (15 juin 1989) [n° **99**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 juin 1989) [n° **787** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Léo Grézard (22 juin 1989) [n° **810** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jacques Thyraud (22 juin 1989) [n° **414** (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (16 juin 1989) [n° **787** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Léo Grézard (23 juin 1989) [n° **819** (9e lég.)] – Discussion (27 juin 1989) – Adoption (27 juin 1989) [n° **142**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (28 juin 1989) [n° **434** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (28 juin 1989) [n° **436** (88-89)] – Discussion (1er juillet 1989) – Adoption (1er juillet 1989) [n° **126**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (1er juillet 1989) [n° **855** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Léo Grézard (1er juillet 1989) [n° **857** (9e lég.)] – Discussion (1er juillet 1989) – Adoption (1er juillet 1989) [n° **158**].

PROMULGATION : Loi n° 89-469 du 10 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(14 juin 1989) (p. 1523, 1536 ; 1545, 1562) ; (15 juin 1989) (p. 1602, 1621).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1523, 1536 ; 1545, 1556) : *MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Luc Bécart, Michel d'Aillières, Franck Sérusclat, Daniel Hoeffel, Stéphane Bonduel, Philippe de Bourgoing, Guy Allouche, Claude Huriet, Jean-Pierre Cantegrit, Michel Rufin, Jean-Paul Bataille, Jean Guénier, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.*

Le projet de loi comporte quatre aspects :.

– l'institution d'une amende forfaitaire minorée et l'aggravation des taux maxima des amendes prévues pour les contraventions en matière de sécurité routière ;

– la création d'un système de permis de conduire à points ;

– le dépistage préventif de l'imprégnation alcoolique en cas d'absence de casque, de la ceinture de sécurité ou d'excès de vitesse ;

– diverses dispositions concernant la Polynésie française.

Accidents de la circulation (données chiffrées) : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 1551) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1530) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 1534) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1524) ; *Rufin (Michel)* (p. 1550) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1528).

Administration : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 1535) ; *Huriet (Claude)* (p. 1548).

Administration (relations avec le public) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1549).

Alcool au volant : *Aillières (Michel d')* (p. 1532) ; *Allouche (Guy)* (p. 1546) ; *Bataille (Jean-Paul)* (p. 1551) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1530) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1550) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1527) ; *Sarre (Georges)* (p. 1555) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1533) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1528).

Automobiles : *Delebarre (Michel)* (p. 1525).

Automobiles (symbolique) : *Sérusclat (Franck)* (p. 1533).

Casier judiciaire : *Sarre (Georges)* (p. 1553) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1530).

Code de la route : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1549).

Collectivités territoriales : *Sarre (Georges)* (p. 1554).

Contrôles techniques : *Allouche (Guy)* (p. 1547) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1549) ; *Sarre (Georges)* (p. 1555).

Délinquance routière : *Delebarre (Michel)* (p. 1525) ; *Sarre (Georges)* (p. 1553).

Eclairage public : *Allouche (Guy)* (p. 1547) ; *Sarre (Georges)* (p. 1554).

Education : *Aillières (Michel d')* (p. 1533) ; *Allouche (Guy)* (p. 1546) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1531) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 1535) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1525) ; *Sarre (Georges)* (p. 1554).

Emploi : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1531) ; *Huriet (Claude)* (p. 1548) ; *Rufin (Michel)* (p. 1550) ; *Sarre (Georges)* (p. 1554).

Environnement : *Sérusclat (Franck)* (p. 1533).

Japon : *Allouche (Guy)* (p. 1547).

Justice judiciaire : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 1551) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 1535) ; *Huriet (Claude)* (p. 1548) ; *Rufin (Michel)* (p. 1550).

Justice pénale : *Thyraud (Jacques)* (p. 1529).

Libertés individuelles : *Aillières (Michel d')* (p. 1532) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 1535) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1527) ; *Sarre (Georges)* (p. 1552) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1529).

Lois de programmation : *Sarre (Georges)* (p. 1555).

Parlement (rôle) : *Huriet (Claude)* (p. 1548).

Peines et amendes : *Allouche (Guy)* (p. 1546) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1531) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 1535) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1549) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1527) ; *Huriet (Claude)* (p. 1548) ; *Sarre (Georges)* (p. 1553) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1533) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1529).

Permis de conduire : *Aillières (Michel d')* (p. 1532) ; *Allouche (Guy)* (p. 1546) ; *Bataille (Jean-Paul)* (p. 1551) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1531) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 1535) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 1535, 1536) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1550) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1525, 1526) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 1534) ; *Huriet (Claude)* (p. 1547, 1548) ; *Rufin (Michel)* (p. 1550) ; *Sarre (Georges)* (p. 1552, 1553, 1555) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1533) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1528, 1529).

Permis de conduire (annulation) : *Delebarre (Michel)* (p. 1527).

Permis de conduire européen : *Thyraud (Jacques)* (p. 1530).

Permis de conduire (suspension administrative) : *Delebarre (Michel)* (p. 1526).

Permis de conduire (suspension administrative) (données chiffrées) : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 1551) ; *Guénier (Jean)* (p. 1552).

Police : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1531) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1533).

Polynésie française : *Delebarre (Michel)* (p. 1528).

Prévention routière : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1530) ; *Sarre (Georges)* (p. 1556).

Publicité : *Delebarre (Michel)* (p. 1525).

Rapport Giraudet (circulation routière) : *Sarre (Georges)* (p. 1553.

Réponse à M. d'Aillières : *Sarre (Georges)* (p. 1554).

Réponse à M. Allouche : *Sarre (Georges)* (p. 1554, 1555).

Réponse à M. Bataille : *Sarre (Georges)* (p. 1555).

Réponse à M. Bécart : *Sarre (Georges)* (p. 1553, 1554).

Réponse à M. de Bourgoing : *Sarre (Georges)* (p. 1553, 1554).

Réponse à M. Cantegrit : *Sarre (Georges)* (p. 1555).

Réponse à M. Guenier : *Sarre (Georges)* (p. 1556).

Réponse à M. Rufin : *Sarre (Georges)* (p. 1555).

Réponse à M. Sérusclat : *Sarre (Georges)* (p. 1554).

Réponse à M. Thyraud : *Sarre (Georges)* (p. 1553).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Sarre (Georges)* (p. 1555).

Réseau routier et autoroutier : *Aillières (Michel d')* (p. 1532) ; *Allouche (Guy)* (p. 1547) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1530) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1525) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 1534) ; *Sarre (Georges)* (p. 1554).

Réseau routier et autoroutier (données chiffrées) : *Delebarre (Michel)* (p. 1524).

Sécurité routière : *Aillières (Michel d')* (p. 1532) ; *Allouche (Guy)* (p. 1545) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1530) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 1535) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1524, 1527) ; *Sarre (Georges)* (p. 1556).

Sécurité routière (politique gouvernementale) : *Sarre (Georges)* (p. 1552).

Signalisation routière (harmonisation européenne) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 1534).

Simulateurs de conduite : *Sarre (Georges)* (p. 1554) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1534).

Toxicomanie : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1550).

Transports routiers : *Aillières (Michel d')* (p. 1532) ; *Allouche (Guy)* (p. 1546, 1547) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1531) ; *Sarre (Georges)* (p. 1554, 1555) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1533).

Vitesse : *Aillières (Michel d')* (p. 1532) ; *Allouche (Guy)* (p. 1546) ; *Bataille (Jean-Paul)* (p. 1551) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1530) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 1549) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1524, 1525) ; *Sarre (Georges)* (p. 1552, 1555) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 1528).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1556, 1562 ; 1602, 1621) : *MM. Jacques Machet, Jacques Thyraud, rapporteur ; Georges Sarre, secrétaire d'Etat ; Guy Allouche, Michel d'Aillières, Emmanuel Hamel, Lucien Neuwirth, Jean-Luc Bécart, Louis de Catuelan, Josselin de Rohan, Stéphane Bonduel, Philippe de Bourgoing, Daniel Hoeffel – Jean-Pierre Tizon, Louis Jung, Jean-Paul Bataille, Henri de Raincourt, Jacques Delong, Marcel Rudloff.*

Avant l'art. 1er (p. 1556).

Adopté : amendement n° 37 (art. additionnel) de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat : modalités d'application du contrôle technique des véhicules (p. 1558).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Jacques Machet, n° 29 : publicité des conséquences de l'absorption de certains médicaments (p. 1556) – N° 30 : signalisation des lieux générateurs d'accidents graves de la circulation (p. 1557) – Et n° 31 : contrôle technique des véhicules (p. 1558) – Amendement (art. additionnel) n° 23 de M. Guy Allouche : contrôle technique des véhicules (p. 1557).

– Un article additionnel est inséré *in fine* du projet de loi (p. 1559).

Art. 1er *(Dispositions applicables à certaines infractions au code de la route et institution d'une amende forfaitaire minorée)* (p. 1559).

Rejeté : amendement n° 25 de M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 1559).

– L'article 1er est adopté (p. 1559).

Art. 2 *(Détermination par décret en Conseil d'Etat du montant des amendes forfaitaires et des modalités d'application de la procédure)* (p. 1559).

Rejeté : amendement n° 26 de M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 1560).

– L'article 2 est adopté (p. 1560).

Art. 3 et 4 *(Dispositions de coordination)* – Adoptés (p. 1560).

Art. 5 *(Augmentation du taux maximum des amendes contraventionnelles)* – Adopté (p. 1560).

Art. 5 bis *(Fixation du taux maximum de l'amende prévue pour les contraventions des différentes classes)* – Adopté (p. 1560).

Art. 6 *(Revalorisation du taux des amendes contraventionnelles prévues par un texte législatif postérieur à l'entrée en vigueur de la Constitution du 4 octobre 1958)* – Adopté (p. 1560).

Art. 7 *(Harmonisation des dispositions législatives avec les nouveaux taux des amendes prévues pour les contraventions de police des quatrième et cinquième classes)* – Adopté (p. 1560).

Art. 8 *(Taux de l'amende pour les contraventions transformées en délits en raison de l'existence d'une récidive ou de circonstances aggravantes)* – Adopté (p. 1560).

Art. 9 *(Dispositions de coordination)* – Adopté (p. 1560).

Avant l'art. 10 (p. 1560).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 2 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : dispositions pénales relatives aux excès de vitesse (p. 1562).

Art. 10 *(Institution et régime du permis à points)* (p. 1602).

ART. L. 11 DU CODE DE LA ROUTE (p. 1602).

Adoptés : amendement n° 3 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : institution d'un capital de 12 points (p. 1606) ; sous-amendement n° 38 de M. Jean-Pierre Tizon : institution d'une épreuve de secourisme routier pour l'obtention du permis de conduire (p. 1606).

Rejeté : amendement n° 17 de M. Jean-Paul Bataille, transformé en sous-amendement à l'amendement n° 3 de la commission : intervention du juge après épuisement du capital de points (p. 1606).

Retiré : amendement n° 32 de M. Louis Jung : institution d'un capital de 12 points (p. 1604).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1606).

ART. L. 11-1 DU CODE DE LA ROUTE (p. 1606).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : réduction du nombre de points et intervention de l'autorité judiciaire (p. 1609 ; scrutin public n° 156).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1609).

ART. L. 11-2 DU CODE DE LA ROUTE (p. 1609).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : barème des pertes de points (p. 1610).

Retirés : amendement n° 33 de M. Louis Jung (p. 1610) – Amendement n° 18 de M. Jean-Paul Bataille : barème des pertes de points en fonction de l'importance de l'excès de vitesse (p. 1610).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est adopté (p. 1610).

ART. L. 11-3 DU CODE DE LA ROUTE (p. 1610).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : information du contrevenant sur la perte de points (p. 1610).

Rejeté : amendement n° 39 de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat : information du contrevenant sur la perte de points (p. 1610).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1611).

ART. L. 11-4 DU CODE DE LA ROUTE – Adopté (p. 1611).

ART. L. 11-5 DU CODE DE LA ROUTE (p. 1611).

Adopté : amendement n° 40 de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat : institution d'un examen médical et psychotechnique (p. 1612).

Rejeté : amendement n° 21 de M. Guy Allouche : durée de la suppression du permis de conduire (p. 1611).

Retirés : amendement n° 19 de M. Jean-Paul Bataille (p. 1611) – Amendement n° 35 de M. Jacques Machet (p. 1611).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1612).

ART. L. 11-6 DU CODE DE LA ROUTE (p. 1612).

Adoptés : amendement n° 20 de M. Jean-Paul Bataille : délai de reconstitution du capital de points initial (p. 1613) – Amendement n° 7 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : confidentialité des informations relatives au nombre de points détenus par le titulaire d'un permis de conduire (p. 1613).

– Le texte, ainsi modifié, est adopté (p. 1613).

ART. L. 11-7 DU CODE LA ROUTE (p. 1613).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : coordination avec les amendements précédemment adoptés (p. 1615).

Retiré : amendement n° 1 de M. Lucien Neuwirth, transformé en un sous-amendement n° 1 à l'amendement n° 8 de la commission : dispositions spécifiques au conducteur professionnel (p. 1615).

Non soutenu : amendement n° 36 de M. Claude Huriet (p. 1614).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1615).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1615).

Après l'art. 10 (p. 1615).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jacques Thyraud, rapporteur, n° 9 : coordination relative aux peines complémentaires prononcées par les tribunaux (p. 1615) – N° 10 : répression de l'alcoolisme au volant (p. 1616) – N° 11 : aménagement de l'exécution de la suspension administrative du permis de conduire (p. 1617) – Et n° 12 : transfert au casier judiciaire automatisé de la gestion des décisions relatives au retrait de points de permis de conduire (p. 1617).

Devenu sans objet : amendement n° 27 (art. additionnel) de M. Jean-Luc Bécart : abrogation de l'article du code de la route relatif à la suspension administrative du permis de conduire (p. 1617).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1615, 1616, 1617).

Art. 11 *(Sanctions pénales applicables aux personnes refusant de restituer leur permis de conduire malgré une annulation résultant de la perte totale des points)* – Adopté (p. 1617).

Art. 12 *(Gestion du permis à points)* (p. 1617).

Adopté : amendement n° 13 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression de cet article (p. 1617).

– L'article 12 est supprimé (p. 1617).

Art. 13 A *(Généralisation de la possibilité pour les tribunaux d'ordonner, au titre de peine complémentaire, l'accomplissement d'un travail d'intérêt général pour les délits routiers)* – Adopté (p. 1618).

Art. 13 *(Faculté pour les tribunaux de prononcer l'annulation du permis de conduire en cas de non-respect d'une décision de suspension ou de rétention du permis)* – Adopté (p. 1618).

Art. 14 *(Dépistage préventif de l'imprégnation alcoolique en cas d'absence du casque, de la ceinture de sécurité ou d'excès de vitesse)* (p. 1618).

Rejeté : amendement n° 28 de M. Jean-Luc Bécart : suppression du dépistage préventif en cas d'absence de casque ou de ceinture de sécurité (p. 1618).

– L'article 14 est adopté (p. 1618).

Après l'art. 14 (p. 1618).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Guy Allouche, n° 22 : avertisseur de non-bouclage de la ceinture de sécurité (p. 1618) – Et n° 24 : avertisseur d'excès de vitesse (p. 1618).

Art. 15 *(Homologation d'une délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française)* – Adopté (p. 1619).

Art. 16 *(Dispositions relatives au dépistage de l'imprégnation alcoolique en Polynésie française)* (p. 1619).

Adopté : amendement n° 14 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : rectification d'un erreur matérielle (p. 1619).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1619).

Art. 17 *(Dispositions relatives au dépistage de l'imprégnation alcoolique en Polynésie française)* – Adopté (p. 1619).

Art. 18 *(Entrée en vigueur de la loi)* (p. 1619).

Rejeté : amendement n° 15 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : date d'application du permis à points (p. 1620).

– L'article 18 est adopté (p. 1620).

Art. 19 *(Dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi de programme)* (p. 1620).

Adopté : amendement n° 41 de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat : suppression de cet article (p. 1620).

Retiré : amendement n° 16 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression de cet article (p. 1620).

– L'article 19 est supprimé (p. 1620).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Guy Allouche* (p. 1620), *Abel Sempé* (p. 1620), *Jacques Delong* (p. 1620) ; *intervention de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat* (p. 1620) ; *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance* (p. 1621).

Adoption (15 juin 1989) (p. 1620).

Discussion (nouvelle lecture)

(1er juillet 1989) (p. 2284, 2291).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2284, 2286) : *MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Mme Paulette Fost.*

Permis de conduire : *Sarre (Georges)* (p. 2285) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2285, 2286).

Réseau routier et autoroutier : *Fost (Paulette)* (p. 2286).

Sécurité routière : *Fost (Paulette)* (p. 2286) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2286).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2287, 2290) : *MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur ; Georges Sarre, secrétaire d'Etat ; Guy Allouche, Mme Paulette Fost.*

Art. 10 (p. 2287).

Adoptés : amendements de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur, n° 1 : modalités d'obtention du permis de conduire (p. 2288) – N° 2 : modalités de fonctionnement du permis à points (p. 2289 ; scrutin public n° 175) – N° 3 : cumul des pertes de points en cas d'infractions simultanées (p. 2289) – Et n° 4 : décret en Conseil d'Etat (p. 2289).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2289).

Art. 10 bis (p. 2289) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : rétablissement de cet article par coordination avec la nouvelle rédaction de l'article 10 (p. 2289).

– L'article 10 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est rétabli (p. 2289).

Art. 10 ter – Adopté (p. 2289).

Art. 10 quater (p. 2290) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : aménagement de la suspension administrative du permis de conduire par l'autorité préfectorale (p. 2290).

– L'article 10 quater, dans la rédaction de l'amendement n° 6, est rétabli (p. 2290).

Art. 10 quinquies (p. 2290) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : rétablissement de cet article par coordination avec la nouvelle rédaction de l'article 10 (p. 2290).

– L'article 10 quinquies, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est rétabli (p. 2290).

Art. 12 (p. 2290).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : suppression de cet article (p. 2290).

– L'article 12 est supprimé (p. 2290).

Art. 19 (p. 2290).

Adopté : amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : suppression de cet article (p. 2290).

– L'article 19 est supprimé (p. 2290).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Guy Allouche* (p. 2291).

Adoption (1er juillet 1989) (p. 2291).

Code civil

Voir *Droits de l'homme*, **1**
Mariage, **1**

Code de l'aviation civile

Voir *Transports aériens*, **1**

Code de l'urbanisme

Voir *Questions au Gouvernement* n° **185**
Urbanisme, **1**

Code de la construction et de l'habitation

Voir *Action sanitaire et sociale*, **1**

Code de la famille et de l'aide sociale

Voir *Enfance*, **1**
Famille, **1**

Code de la nationalité

Voir *Nationalité française*, **1 ; 2**

Code de la route

Voir *Circulation routière*, **1**

Code de la santé publique

Voir *Animaux*, **1**
Droits de l'homme, **1**
Famille, **1**
Parfums et cosmétiques, **1**
Sports, **1**

Code de la sécurité sociale

Voir *Action sanitaire et sociale*, **1**
Agriculture, **2**
Entreprises, **2**
Famille, **1**
Sécurité sociale, **1 ; 2**

Code de la voirie routière

Voir *Voirie*, **1**

Code de procédure pénale

Voir *Circulation routière*, **1**
Energie nucléaire, **1**
Enfance, **1**
Procédure pénale, **1 ; 2**
Questions au Gouvernement n° **88**
Sports, **1**

Code des assurances

Voir *Assurances*, **1**

Code du travail

Voir *Emploi*, **1 ; 2 ; 3**
Fonction publique, **2**
Travail, **2 ; 3**

Code électoral

Voir *Conseil constitutionnel*, **1**
Elections, **3 ; 7 ; 8 ; 11 ; 12**
Français de l'étranger, **1**
Questions au Gouvernement n° **182**

Code pénal

Voir *Circulation routière*, **1**
Droits de l'homme, **1**
Enfance, **1**
Euthanasie, **1**
Rappels au règlement, **11**

1. – **Projet de loi [n° 300 (85-86)], portant réforme du code pénal, déposé par décret du 19 février 1986, présenté par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Robert Badinter, ministre de la justice, dans une présentation modifiée par la lettre du 15 février 1989,** LETTRE RECTIFICATIVE PRESENTEE AU SENAT, par M. Michel Rocard, Premier ministre (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 15 février 1989) [n° **213** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (27 avril 1989) [n° **271** (88-89)] – Discussion (9, 10, 11, 16, 17 et 18 mai 1989) – Adoption (18 mai 1989) [n° **71**].

Discussion (première lecture)

(9 mai 1989) (p. 550, 584) ; (10 mai 1989) (p. 592, 628) ; (11 mai 1989) (p. 638, 691) ; (16 mai 1989) (p. 714, 745) ; (17 mai 1989) (p. 756, 793) ; (18 mai 1989) (p. 798, 803).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 550, 584 ; 592, 597) : *MM. Michel Rocard, Premier ministre ; Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Charles de Cuttoli, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Pierre-Christian Taittinger, Guy Allouche, Jean Guénier, Gérard Larcher, Jacques Thyraud, Félix Ciccolini ; et les orateurs sur les motions .*

Accords de Schengen (circulation des personnes) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 568) ; *Lederman (Charles)* (p. 566) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 581).

Afrique : *Allouche (Guy)* (p. 578).

Associations : *Arpaillange (Pierre)* (p. 554).

Code de procédure pénale : *Arpaillange (Pierre)* (p. 552, 558) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 596) ; *Lederman (Charles)* (p. 596) ; *Pasqua (Charles)* (p. 570) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 560).

Code pénal : *Allouche (Guy)* (p. 577) ; *Arpaillange (Pierre)* (p. 550, 552, 557, 558) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 573) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 571) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 574) ; *Lederman (Charles)* (p. 564, 594) ; *Pasqua (Charles)* (p. 569) ; *Rocard (Michel)* (p. 550) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 560) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 576).

Code pénal (évolution) : *Allouche (Guy)* (p. 577) ; *Arpaillange (Pierre)* (p. 551) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 581) ; *Larché (Jacques)* (p. 563).

Code pénal (histoire) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 552) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 582).

Code pénal (principes) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 552).

Codification : *Arpaillange (Pierre)* (p. 559) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 582) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 580).

Collectivités territoriales : *Arpaillange (Pierre)* (p. 554).

Commissions parlementaires : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 597) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 597).

Condamnations pénales : *Arpaillange (Pierre)* (p. 552, 553).

Condamnés (réinsertion) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 593) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 576).

Conseil constitutionnel : *Lederman (Charles)* (p. 567).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Thyraud (Jacques)* (p. 581).

Constitution : *Arpaillange (Pierre)* (p. 559, 568) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 571).

Cour de cassation : *Lederman (Charles)* (p. 596).

Crimes, délits et contraventions : *Thyraud (Jacques)* (p. 581).

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : *Arpaillange (Pierre)* (p. 550) ; *Pasqua (Charles)* (p. 569) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 576).

Démence : *Allouche (Guy)* (p. 578) ; *Arpaillange (Pierre)* (p. 556) ; *Lederman (Charles)* (p. 594) ; *Pasqua (Charles)* (p. 570) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 561).

Détention provisoire : *Arpaillange (Pierre)* (p. 592) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 574) ; *Larché (Jacques)* (p. 564).

Droit communautaire : *Lederman (Charles)* (p. 567, 595, 596).

Droit d'asile : *Arpaillange (Pierre)* (p. 568) ; *Lederman (Charles)* (p. 566, 567).

Droit pénal : *Arpaillange (Pierre)* (p. 558, 559) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 581).

Droit pénal (évolution) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 551) ; *Pasqua (Charles)* (p. 569).

Droit pénal spécial : *Arpaillange (Pierre)* (p. 559) ; *Larché (Jacques)* (p. 563) ; *Larcher (Gérard)* (p. 580).

Droits de la défense : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 574).

Droits de l'homme : *Ciccolini (Félix)* (p. 582).

Echelle des peines : *Allouche (Guy)* (p. 578) ; *Arpaillange (Pierre)* (p. 556) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 573) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 576) ; *Lederman (Charles)* (p. 567, 596) ; *Pasqua (Charles)* (p. 569) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 561, 562) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 577).

Education surveillée : *Arpaillange (Pierre)* (p. 592) ; *Lederman (Charles)* (p. 594).

Erreur de droit : *Arpaillange (Pierre)* (p. 556).

Etablissements pénitentiaires : *Allouche (Guy)* (p. 579) ; *Arpaillange (Pierre)* (p. 568) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 576) ; *Larcher (Gérard)* (p. 580) ; *Lederman (Charles)* (p. 564).

Europe : *Allouche (Guy)* (p. 578) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 582) ; *Lederman (Charles)* (p. 595) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 560).

Extraditions : *Lederman (Charles)* (p. 595).

Frontières : *Thyraud (Jacques)* (p. 581).

Individualisation des peines : *Arpaillange (Pierre)* (p. 552, 553, 572) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 582) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 561).

Information : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 577).

Informatique : *Arpaillange (Pierre)* (p. 559).

Instigateurs : *Allouche (Guy)* (p. 578) ; *Arpaillange (Pierre)* (p. 554, 555) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 568, 583) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 573) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 575) ; *Lederman (Charles)* (p. 565, 566, 594, 595) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 561) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 577).

Interdiction de séjour (condamnés) : *Rudloff (Marcel)* (p. 562).

Jours-amende : *Arpaillange (Pierre)* (p. 557) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 562).

Jurisprudence : *Lederman (Charles)* (p. 595).

Justice : *Cuttoli (Charles de)* (p. 574) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 575) ; *Pasqua (Charles)* (p. 570) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 577).

Légitime défense : *Arpaillange (Pierre)* (p. 569) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 583) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 575) ; *Lederman (Charles)* (p. 567).

Libération conditionnelle : *Arpaillange (Pierre)* (p. 557).

Libertés collectives : *Arpaillange (Pierre)* (p. 568) ; *Lederman (Charles)* (p. 565).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Thyraud (Jacques)* (p. 581).

Lois (application) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 558, 568) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 568) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 575) ; *Lederman (Charles)* (p. 566) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 561) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 581).

Loi « sécurité et liberté » : *Allouche (Guy)* (p. 578).

Magistrats : *Arpaillange (Pierre)* (p. 597) ; *Larché (Jacques)* (p. 563, 564) ; *Lederman (Charles)* (p. 595) ; *Pasqua (Charles)* (p. 570).

Mineurs (d'âge) : *Allouche (Guy)* (p. 579) ; *Arpaillange (Pierre)* (p. 556, 592) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 583) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 574) ; *Larcher (Gérard)* (p. 580) ; *Lederman (Charles)* (p. 594).

Nanterre (ville) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 576).

Organisations syndicales : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 575) ; *Lederman (Charles)* (p. 565).

Parlement (rôle) : *Lederman (Charles)* (p. 594, 595) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 560, 562, 572) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 580).

Partis et groupements politiques : *Arpaillange (Pierre)* (p. 568) ; *Lederman (Charles)* (p. 565).

Peines (application) : *Lederman (Charles)* (p. 566).

Peines de substitution : *Larcher (Gérard)* (p. 593) ; *Pasqua (Charles)* (p. 570) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 562).

Peines de sûreté : *Arpaillange (Pierre)* (p. 557).

Peines et amendes : *Allouche (Guy)* (p. 579) ; *Arpaillange (Pierre)* (p. 556) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 583) ; *Lederman (Charles)* (p. 595) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 561, 562).

Peines et amendes (données chiffrées) : *Thyraud (Jacques)* (p. 581).

Personnes morales : *Arpaillange (Pierre)* (p. 553).

Police : *Ciccolini (Félix)* (p. 583) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 575).

Politique économique et sociale : *Lederman (Charles)* (p. 564).

Politique pénale : *Allouche (Guy)* (p. 578) ; *Arpaillange (Pierre)* (p. 571) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 573) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 574, 575) ; *Lederman (Charles)* (p. 564, 594) ; *Pasqua (Charles)* (p. 570).

Présomption d'innocence : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 574).

Procédure législative : *Arpaillange (Pierre)* (p. 557, 558, 593) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 573) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 574) ; *Guénier (Jean)* (p. 579) ; *Larché (Jacques)* (p. 563) ; *Lederman (Charles)* (p. 567) ; *Rocard (Michel)* (p. 550) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 560) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 581).

Procédure pénale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 574, 575) ; *Lederman (Charles)* (p. 566, 595).

Professions judiciaires et juridiques : *Lederman (Charles)* (p. 595).

Récidive : *Rudloff (Marcel)* (p. 562).

Réponse à M. Allouche : *Arpaillange (Pierre)* (p. 593).

Réponse à M. Ciccolini : *Arpaillange (Pierre)* (p. 593).

Réponse à M. de Cuttoli : *Arpaillange (Pierre)* (p. 593).

Réponse à Mme Fraysse-Cazalis : *Arpaillange (Pierre)* (p. 593).

Réponse à M. Guenier : *Arpaillange (Pierre)* (p. 593).

Réponse à M. Larcher (Gérard) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 593).

Réponse à M. Pasqua : *Arpaillange (Pierre)* (p. 593).

Réponse à M. Thyraud : *Arpaillange (Pierre)* (p. 593).

Responsabilité pénale : *Arpaillange (Pierre)* (p. 555) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 561).

Responsabilité pénale des personnes morales : *Allouche (Guy)* (p. 578) ; *Arpaillange (Pierre)* (p. 553, 554, 568, 597) ; *Ciccolini (Félix)* (p. 567, 583) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 573) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 575) ; *Guénier (Jean)* (p. 579) ; *Lederman (Charles)* (p. 565, 595) ; *Pasqua (Charles)* (p. 569, 570) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 561, 562) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 577).

Sécurité publique : *Larcher (Gérard)* (p. 580).

Sociétés civiles et commerciales : *Arpaillange (Pierre)* (p. 554).

Suicide : *Larcher (Gérard)* (p. 580).

Sûreté de l'Etat : *Arpaillange (Pierre)* (p. 557) ; *Larché (Jacques)* (p. 563).

Traités et conventions : *Lederman (Charles)* (p. 595).

Victimes : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 574).

Motion n° 97 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 564) – *MM. Charles Lederman, Félix Ciccolini, Pierre Arpaillange, ministre.*

Rejet de la motion (p. 569 ; scrutin public n° 125).

Motion n° 97 de M. Charles Pasqua, **tendant à opposer la question préalable** (p. 569) – *MM. Charles Pasqua, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Arpaillange, ministre ; Marcel Rudloff, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 572 ; scrutin public n° 126).

Motion n° 119 de M. Charles Lederman, **tendant au renvoi du projet de loi à la commission des lois** (p. 593) – *MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Marcel Rudloff, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre.*

Rejet de la motion (p. 597 ; scrutin public n° 127).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 597, 628 ; 638, 692 ; 714, 745 ; 756, 793 ; 798, 803) : *MM. Jacques Thyraud, Marcel Rudloff, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Charles de Cuttoli, Michel Dreyfus-Schmidt, Félix Ciccolini, Charles Lederman, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Michel Caldaguès, Pierre Carous, Etienne Dailly, Jacques Descours Desacres, José Balarello, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Robert Pagès, Hector Viron, Emmanuel Hamel, Jean Simonin, Gérard Larcher, Paul Souffrin, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Robert Vizet.*

Art. unique *(Fixation des dispositions générales du code pénal par le livre premier annexé à la présente loi)* (p. 597).

LIVRE PREMIER

DES DISPOSITIONS GENERALES

INTITULE DU LIVRE PREMIER (p. 597).

Adopté : amendement rédactionnel n° 275 de M. Pierre Arpaillange, ministre : « Dispositions générales » (p. 598).

– L'intitulé du livre premier, dans la rédaction de l'amendement n° 275, est adopté (p. 598).

TITRE PREMIER

DE LA LOI PENALE

Chapitre premier

Des principes généraux

ARTICLE 111-1 DU CODE PENAL *(Classification des infractions)* – Adopté (p. 598).

ARTICLE 111-2 DU CODE PENAL *(Compétence de la loi et du règlement pour déterminer les infractions pénales et les peines applicables à leurs auteurs)* (p. 598).

Adopté : amendement n° 178 de M. Jacques Thyraud : champ d'application de loi pénale (p. 599).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 178, est adopté (p. 599).

ARTICLE 111-3 DU CODE PENAL *(Légalité de la loi pénale)* (p. 599).

Adopté : amendement de coordination n° 179 de M. Jacques Thyraud (p. 599).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 179, est adopté (p. 599).

ARTICLE 111-4 DU CODE PENAL *(Interprétation stricte de la loi pénale)* – Adopté (p. 599).

APRES L'ARTICLE 111-4 DU CODE PENAL (p. 599).

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : interprétation des actes administratifs, réglementaires ou individuels et appréciation de leur légalité par les juridictions répressives (p. 600).

Retirés : sur l'amendement n° 1 de la commission, sous-amendement n° 120 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, retiré par M. Félix Ciccolini (p. 600) – Amendement n° 185 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, analogue à l'amendement n° 1 de la commission (p. 600).

– Un article additionnel est inséré dans le code pénal (p. 600).

Chapitre 2

De l'application de la loi pénale dans le temps

ARTICLE 112-1 DU CODE PENAL *(Non-rétroactivité de la loi pénale)* (p..600).

Adopté : amendement rédactionnel n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 601).

Retiré : amendement n° 180 de M. Jacques Thyraud : exception au principe de non-rétroactivité de la loi pour les infractions commises en temps différé (p. 601).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 601).

ARTICLE 112-2 DU CODE PENAL *(Application immédiate des lois dites de procédure)* (p. 602).

Adoptés : amendement de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 3 : exception au principe d'application immédiate des lois relatives au régime d'exécution et d'application des peines (p. 607) – Et n° 4 : conditions d'application immédiate des lois relatives à la prescription de l'action publique et à la prescription des peines (p. 608).

Rejetés : amendement n° 121 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : exception au principe d'application immédiate des lois de compétence et d'organisation judiciaire (p. 605) – Amendement n° 186 de M. Charles Lederman : exception au principe d'application immédiate des lois fixant les modalités des poursuites et les formes de la procédure (p. 606).

Retiré : amendement n° 188 de M. Charles Lederman, retiré par son auteur (p. 607) et repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt sous le n° 277, analogue à l'amendement n° 4 de la commission (p. 608).

Devenus sans objet : amendement n° 99 de M. Pierre Arpaillange, ministre : exception au principe d'application immédiate des lois relatives au régime d'exécution et d'application des peines (p. 607) – Amendement n° 187 de M. Charles Lederman : exception au principe d'application immédiate des lois relatives au régime d'exécution et d'application des peines (p. 607) – Amendement n° 276 de M. Pierre Arpaillange, ministre : application immédiate des lois relatives à la prescription de l'action publique et à la prescription des peines lorsque ces prescriptions ne sont pas acquises (p. 608).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 608).

ARTICLE 112-3 DU CODE PENAL *(Application immédiate des conditions de recours)* – Adopté (p. 608).

ARTICLE 112-4 DU CODE PENAL *(Conditions de mise en oeuvre du régime d'application immédiate)* (p. 608).

Retirés : amendement n° 5 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : conditions d'application des dispositions nouvelles (p. 611) ; sous-amendements n°s 122, 123 et 124 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 611).

– Le texte proposé est adopté (p. 611).

Chapitre 3

De l'application de la loi pénale dans l'espace

ARTICLE 113-1 DU CODE PENAL *(Domaine d'application)* (p. 611).

Adopté : amendement n° 278 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de ce texte (p. 613).

Retirés : amendement n° 181 de M. Jacques Thyraud : cas des traités ou accords internationaux (p. 613) – Amendement n° 6 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : conditions d'application des accords régulièrement ratifiés ou approuvés (p. 613).

– Le texte proposé est supprimé (p. 613).

APRES L'ART 113-1 DU CODE PENAL (p. 613).

Adopté : amendement n° 264 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : définition du territoire de la République (p. 613).

– Un article additionnel est inséré dans le code pénal (p. 613).

ARTICLE 113-2 DU CODE PENAL *(Infractions commises sur le territoire de la République)* (p. 613).

Adopté : amendement de coordination n° 7 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 613).

Retiré : amendement n° 182 de M. Jacques Thyraud (p. 613).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 613).

ARTICLE 113-3 DU CODE PENAL *(Infractions réputées commises sur le territoire de la République)* (p. 613).

Adopté : amendement rédactionnel n° 183 de M. Jacques Thyraud (p. 614).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 183, est adopté (p. 614).

ARTICLE 113-4 DU CODE PENAL *(Infractions commises à bord d'un navire français)* – Adopté (p. 614).

ARTICLE 113-5 DU CODE PENAL *(Infractions commises à bord d'un aéronef français)* – Adopté (p. 614).

ARTICLE 113-6 DU CODE PENAL *(Application de la loi pénale française aux instigateurs ou complices d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger)* – Adopté (p. 614).

ARTICLE 113-7 DU CODE PENAL *(Crimes et délits commis à l'étranger par un français)* – Adopté (p. 614).

APRES L'ARTICLE 113-7 DU CODE PENAL (p. 614).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 265 : application de la loi pénale française aux actes de torture, tels que définis par la convention de New York de 1984, lorsque l'auteur de ces actes est trouvé en France (p. 615) – Et n° 266 : application de la loi pénale française à certains actes de terrorisme lorsque celui qui s'en est rendu coupable est trouvé en France (p. 615).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le code pénal (p. 615).

ARTICLE 113-8 DU CODE PENAL *(Poursuite des crimes et délits commis à l'encontre d'un français à l'étranger)* – Adopté (p. 615).

ARTICLE 113-9 DU CODE PENAL *(Autorité chargée de la poursuite)* (p. 615).

Adoptés : amendement de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 267, de coordination (p. 616) – Et n° 8 : cas de la poursuite du ministère public en cas de délit commis à l'étranger (p. 616).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 616).

ARTICLE 113-10 DU CODE PENAL *(Exceptions)* (p. 616).

Adopté : amendement de coordination n° 9 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 616).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 616).

ARTICLE 113-11 DU CODE PENAL *(Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat)* – Adopté (p. 616).

ARTICLE 113-12 DU CODE PENAL *(Compétence)* – Adopté (p. 616).

TITRE II

DE LA RESPONSABILITE PENALE

Chapitre premier

Dispositions générales

ARTICLE 121-1 DU CODE PENAL *(Principe de la responsabilité individuelle)* – Adopté (p. 616).

ARTICLE 121-2 DU CODE PENAL *(Responsabilité pénale des personnes morales)* (p. 617).

Adoptés : amendement n° 10 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : exclusion du champ d'application de cet article des collectivités publiques, partis politiques, syndicats professionnels et associations à but non lucratif (p. 626) ; sous-amendement n° 263 de M. Charles Lederman (p. 626).

Rejetés : amendement n° 117 de M. Etienne Dailly : suppression de ce texte (p. 625 ; scrutin public n° 128) – Amendement n° 189 de M. Charles Lederman : restriction du champ d'application de la responsabilité pénale des personnes morales (p. 625).

Retirés : amendement n° 125 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, identique à l'amendement n° 10 de la commission (p. 621) – Amendement n° 118 de M. Etienne Dailly (p. 622) – Sur l'amendement n° 10 de la commission, sous-amendement n° 279 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 625).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 626).

ARTICLE 121-3 DU CODE PENAL *(Caractère intentionnel des crimes et délits ; infractions d'imprudence, de négligence ou de mise en danger délibérée de la personne d'autrui ; situation particulière des contraventions)* – Adopté (p. 626).

ARTICLE 121-4 DU CODE PENAL (p. 626).

Adopté : amendement rédactionnel n° 11 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 626).

Rejeté : amendement n° 190 de M. Charles Lederman : extension du champ d'application de cet article : cas des accidents du travail (p. 628).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 628).

ARTICLE 121-5 DU CODE PENAL *(Caractères de la tentative)* (p. 628).

Adopté : amendement de coordination n° 12 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 628).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 628).

APRES L'ARTICLE 121-5 DU CODE PENAL (p. 647).

Adopté : amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : répression de l'instigation et de la complicité (p. 648 ; précédemment réservé p. 628).

Retiré : amendement n° 126 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : répression de l'instigation et de la complicité des personnes physiques (p. 648 ; précédemment réservé p. 628).

ARTICLE 121-6 DU CODE PENAL *(Instigation)* (p. 638).

Adopté : amendement n° 14 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de ce texte (p. 645).

Retiré : amendement n° 127 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la possibilité de punir l'instigateur d'un crime ou d'un délit qui ne s'est pas réalisé (p. 643).

Devenus sans objet : amendement n° 191 de M. Charles Lederman, identique à l'amendement n° 14 de la commission (p. 645) – Amendement n° 100 de M. Pierre Arpaillange, ministre : poursuite de l'instigateur au même titre que l'auteur des faits incriminés (p. 645).

– Le texte proposé est supprimé (p. 645).

APRES L'ARTICLE 121-6 DU CODE PENAL (p. 638).

Adoptés : amendement n° 15 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : nouvelle définition de la notion d'instigation (p. 645 ; priorité ordonnée p. 628) ; sous-amendement n° 280 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 645).

– Un article additionnel est inséré dans le code pénal (p. 645).

ARTICLE 121-7 DU CODE PENAL *(Complicité)* (p. 647).

Adopté : amendement de forme n° 16 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 647).

Rejeté : amendement n° 192 de M. Charles Lederman : suppression de ce texte (p. 647).

Retiré : amendement n° 101 de M. Pierre Arpaillange, ministre (p. 647).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 16, est adopté (p. 647).

APRES L'ARTICLE 121-7 DU CODE PENAL (p. 648).

Devenu sans objet : amendement n° 102 (art. additionnel) de M. Pierre Arpaillange, ministre : dispositions pénales relatives aux mineurs (p. 650).

Chapitre 2

Des causes d'irresponsabilité ou d'atténuation de la responsabilité

ARTICLE 122-1 DU CODE PENAL *(Irresponsabilité pénale des personnes atteintes d'un trouble psychique ou neuropsychique)* (p. 650).

Adopté : amendement n° 17 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : en cas de responsabilité atténuée, possibilité pour la juridiction compétente de décider l'exécution de la peine dans un établissement pénitentiaire spécialisé (p. 653).

Rejeté : amendement n° 193 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : jugement des crimes ou délits commis par les malades mentaux (p. 652).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 653).

ARTICLE 122-2 DU CODE PENAL *(Cas d'une force ou d'une contrainte irrésistibles)* (p. 653).

Rejeté : amendement n° 194 de M. Charles Lederman : définition d'une cause d'irresponsabilité pénale (p. 653).

– Le texte proposé est adopté (p. 653).

APRES L'ARTICLE 122-2 DU CODE PENAL (p. 653).

Adopté : amendement n° 18 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : institution de l'erreur portant sur le droit pénal comme cause de non-punissabilité (p. 655).

– Un article additionnel est inséré dans le code pénal (p. 655).

ARTICLE 122-3 DU CODE PENAL *(Ordre de la loi ; commandement de l'autorité légitime)* (p. 655).

Adopté : amendement rédactionnel n° 19 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 655).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 19, est adopté (p. 655).

ARTICLE 122-4 DU CODE PENAL *(Légitime défense)* (p. 655).

Adoptés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 20 : légitime défense en cas d'atteinte injustifiée d'un tiers (p. 657) – Et n° 21 : cas de présomption de légitime défense (p. 658) ; sous-amendement n° 129, retiré par M. Michel Dreyfus-Schmidt et repris par M. Charles de Cuttoli (p. 658).

Rejeté : sur l'amendement n° 20 de la commission, sous-amendement n° 128 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 657 ; scrutin public n° 129).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 659 ; scrutin public n° 130).

ARTICLE 122-5 DU CODE PENAL *(Défense d'une personne ou d'un bien menacé)* (p. 659).

Adopté : amendement n° 22 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : riposte à un danger imminent (p. 659).

Retiré : sur l'amendement n° 22 de la commission, sous-amendement n° 281 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 659).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 659).

APRES L'ARTICLE 122-5 DU CODE PENAL (p. 648).

Adoptés : amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : responsabilité pénale des mineurs (p. 650 ; priorité ordonnée p. 648) ; sous-amendement n° 131 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 650).

Retiré : amendement n° 130 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 648).

– Un article additionnel est inséré dans le code pénal (p. 650).

TITRE III

DES PEINES

Chapitre premier

De la nature des peines

AVANT L'ARTICLE 131-1 DU CODE PENAL (p. 659).

Rejeté : amendement n° 132 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : prise en considération d'un sursis comme une peine en soi (p. 660).

ARTICLE 131-1 DU CODE PENAL *(Echelle des peines criminelles)* (p. 661).

Rejetés : amendements identiques n° 133 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 195 de M. Charles Lederman, soutenus par M. Hector Viron : suppression de la « réclusion criminelle ou de la détention criminelle de 30 ans au plus » (p. 664) – Amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Hector Viron, n° 196 : suppression de la « réclusion criminelle ou de la détention criminelle de 5 ans au plus » (p. 664) – Et n° 197 : retour au texte initial fixant une fourchette de 5 à 20 ans de réclusion ou de détention criminelles à temps (p. 666) – Amendement n° 134 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : abaissement à 5 ans du seuil de la réclusion criminelle ou de la détention criminelle à temps (p. 666).

– Le texte proposé est adopté (p. 666).

ARTICLE 131-2 DU CODE PENAL *(Caractère non exclusif des peines de réclusion criminelle ou de détention criminelle)* – Adopté (p. 666).

ARTICLE 131-3 DU CODE PENAL *(Enumération des peines correctionnelles)* (p. 666).

Adopté : amendement n° 24 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : peine de jours-amende se substituant à la peine d'amende (p. 668).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 668).

ARTICLE 131-4 DU CODE PENAL *(Echelle des peines d'emprisonnement)* (p. 668).

Adopté : amendement n° 25 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : instauration d'une peine plafond de 10 ans au plus (p. 670).

Rejeté : amendement n° 198 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la peine plafond de 7 ans au plus (p. 671).

Retiré : amendement n° 135 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 670).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 671).

APRES L'ARTICLE 131-4 DU CODE PENAL (p. 671).

Adopté : amendement n° 26 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : définition de la peine correctionnelle de jours-amende (p. 672) ; sous-amendement n° 139 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 672).

– Un article additionnel est inséré dans le code pénal (p. 672).

ARTICLE 131-5 DU CODE PENAL *(Peines de substitution à l'emprisonnement)* (p. 672).

Rejeté : amendement n° 200 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : interdiction d'émettre des chèques ramenée à une durée de 2 ans (p. 673 ; scrutin public n° 131).

– Le texte proposé est adopté (p. 673).

ARTICLE 131-6 DU CODE PENAL *(Fonctions complémentaires de substitut à la peine d'amende des peines privatives ou restrictives de droits)* (p. 673).

Adopté : amendement de coordination n° 27 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 673).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 673).

ARTICLE 131-7 DU CODE PENAL *(Fonction de substitut à la peine d'emprisonnement du travail d'intérêt général)* (p. 673).

Adoptés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 28 : non-rémunération du travail d'intérêt général (p. 673) – Et n° 29 : impossibilité de prononcer une peine de travail d'intérêt général lorsque le prévenu n'est pas présent à l'audience (p. 675).

Rejeté : sur l'amendement n° 29 de la commission, sous-amendement n° 282 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 675).

Devenu sans objet : amendement n° 201 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : possibilité pour un tribunal de prononcer une peine de travail d'intérêt général en l'absence du prévenu (p. 675).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 675).

ARTICLE 131-8 DU CODE PENAL *(Fonction de substitut à la peine d'emprisonnement de la peine de jours-amende)* (p. 675).

Adopté : amendement de coordination n° 30 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 676).

Devenu sans objet : amendement n° 202 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : montant de chaque jour-amende déterminé en tenant compte des ressources et des charges du prévenu (p. 676).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 30, est adopté (p. 676).

ARTICLE 131-9 DU CODE PENAL *(Non-cumul des peines d'emprisonnement, de l'amende et des peines de substitution)* (p. 676).

Adoptés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 32, de coordination (p. 676) – N°s 33 et 34, de forme (p. 676) – Et n° 35, de coordination (p. 677) – Amendements de M. Pierre Arpaillange, ministre, n° 103, rédactionnel (p. 676) – N° 104, rédactionnel (p. 677) – Et n° 105 : non-cumul de le peine d'amende avec la peine de jour-amende (p. 677).

Rejeté : amendement n° 31 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de l'interdiction du cumul des peines privatives ou restrictives de droits avec les peines de travail d'intérêt général ou de jour-amende (p. 676).

Retiré : amendement n° 36 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 677).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 677).

ARTICLE 131-10 DU CODE PENAL *(Peines complémentaires)* – Adopté (p. 677).

ARTICLE 131-11 DU CODE PENAL *(Faculté pour le juge de ne prononcer que l'une ou plusieurs des peines complémentaires encourues)* (p. 677).

Rejeté : amendement n° 203 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : peines complémentaires encourues à titre de peine principale (p. 677).

– Le texte proposé est adopté (p. 678).

ARTICLE 131-12 DU CODE PENAL *(Définition des peines contraventionnelles)* – Adopté (p. 678).

ARTICLE 131-13 DU CODE PENAL *(Montant des amendes contraventionnelles)* (p. 678).

Adopté : amendement n° 268 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : compétence du législateur en matière de définition des contraventions (p. 679).

Rejeté : amendement n° 204 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la référence à la récidive pour les contraventions de cinquième classe (p. 679).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 679).

ARTICLE 131-14 DU CODE PENAL *(Peines privatives ou restrictives de droit pour toutes les contraventions de la cinquième classe)* – Adopté (p. 679).

ARTICLE 131-15 DU CODE PENAL *(Non-cumul de la peine d'amende avec une des peines restrictive de droits)* (p. 679).

Adoptés : amendements de coordination n°s 37 et 38 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 679).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 679).

ARTICLE 131-16 DU CODE PENAL *(Peines complémentaires en matière contraventionnelle)* (p. 679).

Adopté : amendement de coordination n° 269 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 679).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 679).

ARTICLE 131-17 DU CODE PENAL *(Peines complémentaires d'interdiction d'émettre des chèques)* (p. 679).

Adoptés : amendement de coordination n° 270 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 680) – Amendement rédactionnel n° 136 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 680).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 680).

ARTICLE 131-18 DU CODE PENAL *(Faculté pour le juge de ne prononcer que l'une ou plusieurs des peines complémentaires encourues)* – Adopté (p. 680).

ARTICLE 131-19 DU CODE PENAL *(Interdiction de l'émission de chèques)* – Adopté (p. 680).

ARTICLE 131-20 DU CODE PENAL *(Modalités de la confiscation)* (p. 680).

Rejetés : amendements identiques n° 137 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 205 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la contrainte par corps (p. 681).

– Le texte proposé est adopté (p. 681).

APRES L'ARTICLE 131-20 DU CODE PENAL (p. 681).

Rejeté : amendement n° 207 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : restriction du champ d'application de la contrainte par corps (p. 682).

ARTICLE 131-21 DU CODE PENAL *(Modalités d'application du travail d'intérêt général)* – Adopté (p. 682).

ARTICLE 131-22 DU CODE PENAL *(Règles d'hygiène et de sécurité et cumul du travail d'intérêt général avec l'exercice de l'activité professionnelle)* – Adopté (p. 682).

ARTICLE 131-23 DU CODE PENAL *(Responsabilité de l'Etat)* – Adopté (p. 682).

ARTICLE 131-24 DU CODE PENAL *(Modalités d'application de la peine de jours-amende)* (p. 682).

Adopté : amendement n° 39 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : régime des jours-amende (p. 683).

Rejeté : amendement rédactionnel n° 138 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 682).

Retiré : amendement n° 208 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : jours-amende et incarcération (p. 683).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 683).

ARTICLE 131-25 DU CODE PENAL *(Interdiction des droits civiques, civils ou de famille)* (p. 683).

Adoptés : amendements rédactionnels nos 40 et 41 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 684).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 684).

ARTICLE 131-26 DU CODE PENAL *(Interdiction d'exercer une fonction publique ou une activité professionnelle ou sociale)* (p. 684).

Adopté : amendement n° 210 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : dispositions du présent article non applicables en matière de délit de presse (p. 685).

Rejeté : amendement n° 209 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de l'interdiction définitive (p. 684).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 685).

ARTICLE 131-27 DU CODE PENAL *(Contenu de l'interdiction d'activité)* – Adopté (p. 685).

ARTICLE 131-28 DU CODE PENAL *(Application de l'interdiction visée à l'article 131-26 lorsqu'elle accompagne une peine privative de liberté)* – Adopté (p. 685).

ARTICLE 131-29 DU CODE PENAL *(Interdiction de séjour)* (p. 685).

Adopté : amendement n° 42 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : mesures de surveillance et d'assistance du condamné déterminées par la juridiction et non plus par l'autorité administrative (p. 686).

Rejeté : amendement n° 211 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de cet article (p. 686).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 686).

ARTICLE 131-30 DU CODE PENAL *(Imputation d'une détention sur l'interdiction de séjour)* (p. 686).

Rejeté : amendement n° 212 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de cet article (p. 686).

– Le texte proposé est adopté (p. 686).

ARTICLE 131-31 DU CODE PENAL *(Fermeture d'établissements)* – Adopté (p. 686).

ARTICLE 131-32 DU CODE PENAL *(Exclusion des marchés publics)* – Adopté (p. 686).

ARTICLE 131-33 DU CODE PENAL *(Affichage de la décision)* – Adopté (p. 686).

ARTICLE 131-34 DU CODE PENAL *(Modalités d'application)* – Adopté (p. 686).

INTITULE DE LA SECTION II DU CHAPITRE PREMIER DU TITRE III (p. 687).

Rejeté : amendement n° 214 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : « Des peines applicables aux personnes morales à objet commercial, industriel ou financier » (p. 687).

ARTICLE 131-35 DU CODE PENAL *(Enumération des peines applicables aux personnes morales)* (p. 687).

Adoptés : amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 140 : mise en cause par le tribunal du secrétaire du comité d'entreprise ou des représentants du personnel lorsque la responsabilité pénale d'une personne morale est engagée (p. 689) – Et n° 141, rédactionnel (p. 689).

Rejetés : sur l'amendement n° 140 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, sous-amendement n° 283 de M. Robert Pagès (p. 689) – Amendement rédactionnel n° 215 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 689).

Rejetés : amendement n° 126 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : exceptions au principe de la responsabilité pénale des personnes morales (p. 690) – Amendement n° 43 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : appréciation du taux maximum de l'amende (p. 690).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 690).

ARTICLE 131-37 DU CODE PENAL *(Peines particulières pouvant être légalement prévues à l'encontre des personnes morales)* (p. 690).

Adopté : amendement rédactionnel n° 142 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 691).

Rejetés : amendement n° 217 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : exceptions à ce principe – Amendement n° 143 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : coordination avec son amendement n° 140 (p. 691).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 691).

ARTICLE 131-38 DU CODE PENAL *(Peines contraventionnelles encourues par les personnes morales)* (p. 691).

Adopté : amendement de coordination n° 144 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 692).

Rejeté : amendement n° 218 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : exceptions à ce principe (p. 691).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 692).

ARTICLE 131-39 DU CODE PENAL *(Montant de l'amende encourue par les personnes morales en matière contraventionnelle)* (p. 714).

Adopté : amendement n° 44 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : taux maximum de l'amende (p. 715 ; scrutin public n° 132).

Retiré : amendement n° 219 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : exceptions à ce principe (p. 714).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 44, est adopté (p. 715).

ARTICLE 131-40 DU CODE PENAL *(Peines de substitution à l'amende pour les contraventions de la cinquième classe commises par les personnes morales)* – Adopté (p. 715).

ARTICLE 131-41 DU CODE PENAL *(Peines complémentaires spéciales)* (p. 715).

Adoptés : amendements de coordination nos 45 et 271 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 715 et 716).

Retiré : amendement n° 220 de M. Charles Lederman, retiré par M. Robert Pagès (p. 715).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 716).

ARTICLE 131-42 DU CODE PENAL *(Faculté pour le juge de ne prononcer que l'une ou plusieurs des peines complémentaires encourues)* – Adopté (p. 716).

AVANT L'ARTICLE 131-43 DU CODE PENAL (p. 716).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 285 : exclusion du champ d'application de l'article 121-2 nouveau des personnes physiques qui sont des dirigeants ou des employés de la personne morale (p. 716) – Et n° 268 : peines de dissolution et de mise sous surveillance judiciaire prononcées uniquement dans le cas de récidive (p. 717).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le code pénal (p. 716 et 717).

ARTICLE 131-43 DU CODE PENAL *(Effet de la dissolution de la personne morale)* (p. 717).

Retiré : amendement n° 221 de M. Charles Lederman, retiré par M. Robert Pagès (p. 717).

– Le texte proposé est adopté (p. 717).

ARTICLE 131-44 DU CODE PENAL *(Effet du placement sous surveillance judiciaire de la personne morale)* (p. 717).

Retiré : amendement n° 222 de M. Charles Lederman, retiré par M. Robert Pagès (p. 718).

– Le texte proposé est adopté (p. 717).

ARTICLE 131-45 DU CODE PENAL *(Effet de l'interdiction de faire appel public à l'épargne)* (p. 718).

Adopté : amendement de forme n° 287 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 718).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 718).

ARTICLE 131-46 DU CODE PENAL *(Modalités d'application des peines encourues par les personnes morales)* – Adopté (p. 718).

Chapitre 2

Du régime des peines

ARTICLE 132-1 DU CODE PENAL *(Présentation du chapitre)* (p. 718).

Adopté : amendement rédactionnel n° 272 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 718).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 718).

ARTICLE 132-2 DU CODE PENAL *(Définition du concours d'infractions et principe de l'exécution cumulative de toutes les peines prononcées y compris les peines complémentaires)* (p. 718).

Adopté : amendement n° 106 de M. Pierre Arpaillange, ministre : définition du concours d'infractions (p. 719).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 106, est adopté (p. 719).

ARTICLE 132-3 DU CODE PENAL *(Effets du cumul des peines de même nature en matière criminelle et correctionnelle)* (p. 719).

Adopté : amendement n° 107 de M. Pierre Arpaillange, ministre : règles applicables en cas de poursuite unique pour des infractions en concours (p. 720).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 107, est adopté (p. 720).

ARTICLE 132-4 DU CODE PENAL *(Cas de la procédure unique et des procédures séparées)* (p. 720).

Adopté : amendement n° 108 de M. Pierre Arpaillange, ministre : règles applicables en cas de concours d'infractions (p. 720).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 108, est adopté (p. 720).

ARTICLE 132-5 DU CODE PENAL *(Application du sursis en cas d'infractions en concours)* (p. 720).

Adoptés : amendement n° 109 de M. Pierre Arpaillange, ministre : exécution immédiate des peines de même nature non assorties du sursis (p. 721) ; sous-amendement n° 46 de M. Michel Rudloff, rapporteur (p. 721).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 109, ainsi modifié, est adopté (p. 721).

ARTICLE 132-6 DU CODE PENAL *(Cumul des peines privatives ou restrictives de droit, de travail d'intérêt général ou de jours-amende ou de ces peines entre elles)* (p. 721).

Adopté : amendement n° 110 de M. Pierre Arpaillange, ministre : cas d'une peine ayant fait l'objet d'une grâce ou d'un relèvement (p. 721).

Retirés : amendement n° 47 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 721) – Amendement n° 145 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 721).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 110, est adopté (p. 721).

ARTICLE 132-7 DU CODE PENAL *(Effets de la grâce ou des décisions de réduction ou de relèvement en cas de concours d'infractions)* (p. 721).

Adopté : amendement n° 111 de M. Pierre Arpaillange, ministre : cumul des peines d'amende pour contraventions avec celles encourues ou prononcées pour des crimes ou délits en concours (p. 721).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 111, est adopté (p. 721).

ARTICLE 132-8 DU CODE PENAL *(Récidive de peine criminelle ou de peine correctionnelle de 7 ans à peine criminelle)* (p. 721).

Adopté : amendement n° 48 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : augmentation de la peine correctionnelle (p. 723).

Rejeté : amendement n° 147 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : échelle des peines (p. 146).

Retirés : amendement de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 146 : diminution de la peine correctionnelle (p. 146).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 723).

ARTICLE 132-9 DU CODE PENAL *(Récidive de peine criminelle ou de peine correctionnelle de 7 ans ou de 1 à 7 ans)* (p. 723).

Adoptés : amendements de coordination n°s 49 à 52 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 723, 724).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 724).

ARTICLE 132-10 DU CODE PENAL *(Récidive correctionnelle)* (p. 724).

Adopté : amendement de coordination n° 53 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 724).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 724).

ARTICLE 132-11 DU CODE PENAL *(Récidive contraventionnelle)* (p. 724).

Adopté : amendement n° 273 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 178 de M. Jacques Thyraud (p. 724).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 724).

INTITULE DU PARAGRAPHE II DE LA SOUS SECTION II DU CHAPITRE 2 (p. 724).

Retiré : amendement n° 223 de M. Charles Lederman (p. 724).

ARTICLE 132-12 DU CODE PENAL *(Récidive de peine criminelle ou de peine correctionnelle punies de 700 000 francs d'amende à crime en ce qui concerne les personnes morales)* (p. 724).

Adoptés : amendement d'harmonisation n° 54 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 725) ; sous-amendement n° 148 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 725).

Rejeté : sur l'amendement n° 54 de la commission, sous-amendement n° 149 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 725).

Retiré : amendement n° 224 de M. Charles Lederman, retiré par M. Robert Pagès (p. 725).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 725).

ARTICLE 132-13 DU CODE PENAL *(Récidive de peine criminelle ou de peine correctionnelle punies de 700 000 francs à peine correctionnelle d'un même montant d'amende d'une part ou d'une amende supérieure à 100 000 francs d'autre part)* (p. 725).

Adoptés : amendement de coordination n° 55 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 727) ; sous-amendements n°s 150 et 152 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 726).

Retirés : sur l'amendement n° 55 de la commission, sous-amendement n° 151 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 726) – Amendement n° 225 de M. Charles Lederman, retiré par M. Robert Pagès (p. 726).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 55, ainsi modifié, est adopté (p. 727).

ARTICLE 132-14 DU CODE PENAL *(Récidive correctionnelle)* (p. 727).

Adoptés : amendement de coordination n° 153 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 727) – Amendement de coordination n° 56 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 728) ; sous-amendement n° 289 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 728).

Retiré : amendement n° 226 de M. Charles Lederman, retiré par M. Robert Pagès (p. 727).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 728).

ARTICLE 132-15 DU CODE PENAL *(Récidive contraventionnelle)* (p. 728).

Adoptés : amendement de coordination n° 274 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 728) – Amendement de coordination n° 155 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 728) – Amendement de coordination n° 57 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 728).

Retiré : amendement n° 227 de M. Charles Lederman, retiré par M. Robert Pagès (p. 728).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 726).

ARTICLE 132-16 DU CODE PENAL *(Prononcé obligatoire de toute peine)* – Adopté (p. 728).

ARTICLE 132-17 DU CODE PENAL *(« Planchers » de la peine de réclusion criminelle ou de la détention criminelle à perpétuité et de la peine de la réclusion criminelle ou de la détention criminelle à temps)* (p. 728).

Adoptés : amendements n°s 58 et 59 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : augmentation de la peine « plancher » d'emprisonnement (p. 731).

Rejeté : amendement n° 158 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de ce texte (p. 730).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 731).

ARTICLE 132-18 DU CODE PENAL *(« Plancher » de peine en matière correctionnelle)* (p. 733).

Adoptés : amendement de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 60 : cas des peines d'emprisonnement sans sursis pour une durée inférieure ou égale à 4 mois et supérieure à 10 jours (p. 734) – N° 61 : peine « plancher » d'emprisonnement ramenée à 48 heures (p. 734) – Et n° 62 : décision spécialement motivée en cas de prononcé d'une peine d'emprisonnement avec sursis inférieure ou égale à 10 jours (p. 735).

Rejeté : amendement n° 156 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu par M. Félix Ciccolini : motivation de tous les jugements de condamnation rendus en matière de délit ou de contravention de cinquième classe (p. 735).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 736).

ARTICLE 132-19 DU CODE PENAL *(« Plancher » de peine en matière contraventionnelle)* (p. 736).

Adopté : amendement n° 63 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : peine de jours-amende (p. 736).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 63, est adopté (p. 736).

ARTICLE 132-20 DU CODE PENAL *(Enlèvement des interdictions, déchéances ou incapacités)* (p. 736).

Rejeté : amendement n° 160 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la mention « de plein droit » attachée aux interdictions, déchéances ou incapacités (p. 737).

– Le texte proposé est adopté (p. 737).

ARTICLE 132-21 DU CODE PENAL (p. 737).

Adoptés : amendement n° 228 de M. Charles Lederman : communication obligatoire des renseignements utiles de nature financière ou fiscale au procureur de la République, au juge d'instruction ou au tribunal saisi (p. 739) – Amendement n° 64 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de la contrainte par corps en matière correctionnelle (p. 739).

Rejeté : sur l'amendement n° 228 de M. Charles Lederman, sous-amendement n° 290 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 739).

Retirés : amendement n° 161 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 229 de M. Charles Lederman, identiques à l'amendement n° 64 de la commission (p. 739).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 739).

ARTICLE 132-22 DU CODE PENAL *(Principe de la personnalisation des peines)* (p. 739).

Rejetés : amendement n° 288 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : intégration des termes « chiffre d'affaires » comme élément d'appréciation de l'amende à infliger (p. 740) – Amendement n° 230 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : prise en considération des mobiles du prévenu (p. 740) – Amendement n° 231 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : prise en compte de la nécessaire réinsertion sociale du prévenu (p. 741).

– Le texte proposé est adopté (p. 741).

ARTICLE 132-23 DU CODE PENAL *(Définition de la semi-liberté)* – Adopté (p. 741).

ARTICLE 132-24 DU CODE PENAL *(Régime de la semi-liberté)* (p. 741).

Rejeté : amendement n° 162 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : obligation pour le condamné admis au bénéfice de la semi-liberté de rejoindre l'établissement pénitentiaire sauf cas de « force majeure » (p. 742).

– Le texte proposé est adopté (p. 742).

ARTICLE 132-25 DU CODE PENAL *(Fractionnement de la peine d'emprisonnement en matière correctionnelle)* – Adopté (p. 742).

ARTICLE 132-26 DU CODE PENAL *(Fractionnement de la peine d'amende)* – Adopté (p. 742).

APRES L'ARTICLE 132-26 DU CODE PENAL (p. 742).

Adoptés : amendement n° 65 (division additionnelle) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : introduction d'une division additionnelle sous-section 2 bis intitulée « Du régime de la sûreté » (p. 745 ; précédemment réservé p. 742) – Amendement n° 66 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : régime de la sûreté (p. 745 ; scrutin public n° 133).

– Une division additionnelle et un article additionnel sont insérés dans le code pénal (p. 745).

ARTICLE 132-27 DU CODE PENAL *(Décision du sursis simple)* (p. 756).

Adopté : amendement de forme n° 67 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 756).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 756).

ARTICLE 132-28 DU CODE PENAL *(Conditions d'octroi du sursis en matière criminelle et correctionnelle à l'égard des personnes physiques et des personnes morales)* (p. 756).

Adoptés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n°s 68 et 69, de forme (p. 758) – Et n° 70, de coordination (p. 758).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n°s 232 et 233 : maintien de la législation en vigueur (p. 758).

Retiré : amendement n° 234 de M. Charles Lederman, retiré par Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 757).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 758).

ARTICLE 132-29 DU CODE PENAL *(Peines contraventionnelles susceptibles d'être assorties d'un sursis simple en ce qui concerne les personnes physiques et les personnes morales) (p. 758).*

Adopté : amendement de coordination n° 71 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 758).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 758).

ARTICLE 132-30 DU CODE PENAL *(Peines susceptibles d'être assorties d'un sursis simple en ce qui concerne les personnes morales)* (p. 758).

Retiré : amendement n° 235 de M. Charles Lederman, retiré par Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 758).

– Le texte proposé est adopté (p. 758).

ARTICLE 132-31 DU CODE PENAL *(Conditions d'octroi du sursis en matière contraventionnelle en ce qui concerne les personnes physiques et les personnes morales)* (p. 758).

Adoptés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 72 : amendement de forme (p. 758) – Et n° 73 : réduction du montant de l'amende de telle sorte que le sursis puisse être accordé (p. 759).

Rejeté : amendement n° 236 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : bénéfice du sursis accordé au prévenu ayant subi des peines d'emprisonnement de moins de 2 mois dans les 5 années précédant les faits (p. 759).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 759).

ARTICLE 132-32 DU CODE PENAL *(Peines contraventionnelles susceptibles d'être assorties d'un sursis simple en ce qui concerne les personnes physiques et les personnes morales)* (p. 759).

Adopté : amendement rédactionnel n° 284 de M. Pierre Arpaillange, ministre (p. 760).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 284, est adopté (p. 760).

ARTICLE 132-33 DU CODE PENAL *(Effets du sursis en ce qui concerne les crimes et délits, en cas de non-commission par le condamné de certaines infractions)* (p. 760).

Rejeté : amendement n° 237 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : restriction du champ d'application de cet article (p. 760).

– Le texte proposé est adopté (p. 760).

ARTICLE 132-34 DU CODE PENAL *(Révocation du sursis simple)* (p. 760).

Adopté : amendement n° 74 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : possibilité pour le juge de ne pas prononcer la révocation du sursis (p. 761).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n°s 238 et 239 : pouvoir d'appréciation du juge (p. 761).

Retiré : amendement n° 240 de M. Charles Lederman, retiré par Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 761).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 761).

ARTICLE 132-35 DU CODE PENAL *(Effets du sursis, en cas de non-commission durant un délai d'épreuve, de certaines infractions)* (p. 761).

Rejeté : amendement n° 241 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : dispense de révocation assortie d'une décision spéciale et motivée (p. 762).

Retiré : amendement n° 163 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 761).

– Le texte proposé est adopté (p. 762).

ARTICLE 132-36 DU CODE PENAL *(Conséquences de la révocation)* (p. 762).

Retiré : amendement n° 164 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 762).

– Le texte proposé est adopté (p. 762).

ARTICLE 132-37 DU CODE PENAL *(Effets du sursis partiel)* (p. 762).

Adopté : amendement de coordination n° 75 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 762).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 762).

ARTICLE 132-38 DU CODE PENAL *(Prononcé du régime de la mise à l'épreuve et avertissement du président de la juridiction)* (p. 762).

Adopté : amendement de forme n° 76 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 762).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 762).

APRES L'ARTICLE 132-38 DU CODE PENAL (p. 763).

Adopté : amendement n° 77 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : limitation de la possibilité de sursis avec mise à l'épreuve (p. 764).

– Un article additionnel est inséré dans le code pénal (p. 764).

ARTICLE 132-39 DU CODE PENAL *(Condamnations auxquelles peut être appliqué le sursis avec mise à l'épreuve)* (p. 764).

Rejeté : amendement n° 242 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Vizet : restriction du champ d'application de cet article (p. 764).

– Le texte proposé est adopté (p. 764).

ARTICLE 132-40 DU CODE PENAL *(Durée du délai d'épreuve et sursis probatoire partiel)* (p. 764).

Adoptés : amendement n° 78 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : coordination avec le projet de loi relatif à la détention provisoire (p. 765) – Amendement n° 291 de M. Pierre Arpaillange, ministre : pouvoir d'appréciation de la juridiction (p. 766).

Rejeté : amendement n° 243 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Vizet : délai d'épreuve ramené à 3 ans (p. 765).

Retiré : amendement n° 79 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : fixation du délai d'épreuve (p. 765).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 766).

ARTICLE 132-41 DU CODE PENAL *(Obligations du condamné)* (p. 766).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Vizet, n° 244 : cas où est suspendu le délai d'épreuve (p. 767) – N° 245 : restauration des modalités d'intervention du juge de l'application des peines et possibilité de recours du condamné devant la juridiction de condamnation (p. 767) – Et n° 246 : rôle du juge de l'application des peines (p. 767).

– Le texte proposé est adopté (p. 747).

ARTICLE 132-42 DU CODE PENAL *(Mesures de contrôle)* – Adopté (p. 768).

ARTICLE 132-43 DU CODE PENAL *(Obligations particulières)* (p. 768).

Adopté : amendement n° 80 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : rôle du juge de l'application des peines (p. 768).

Retirés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Vizet, n° 247, identique à l'amendement n° 80 de la commission (p. 768) – Et n° 248 : suppression de la notion d'instigateur (p. 768).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 768).

ARTICLE 132-44 DU CODE PENAL *(Mesures d'aide en vue du reclassement social du condamné)* – Adopté (p. 768).

ARTICLE 132-45 DU CODE PENAL *(Autorités pouvant révoquer le sursis probatoire)* (p. 768).

Rejeté : amendement n° 249 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : possibilité pour le juge de l'application des peines de prononcer l'incarcération (p. 769).

– Le texte proposé est adopté (p. 769).

ARTICLE 132-46 DU CODE PENAL *(Révocation en cas de commission d'un nouveau crime ou délit de droit commun au cours du délai d'épreuve)* (p. 769).

Rejeté : amendement n° 250 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : décision spéciale et motivée dans le cadre de la procédure de révocation du sursis avec mise à l'épreuve en cas de crime ou délit de droit commun (p. 770).

- Le texte proposé est adopté (p. 770).

ARTICLE 132-47 DU CODE PENAL *(Révocation partielle du sursis probatoire)* - Adopté (p. 770).

ARTICLE 132-48 DU CODE PENAL (p. 770).

Adopté : amendement de forme n° 165 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 770).

Retiré : amendement n° 166 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 770).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 770).

ARTICLE 132-49 DU CODE PENAL *(Incarcération du condamné après la révocation du sursis probatoire)* - Adopté (p. 770).

ARTICLE 132-50 DU CODE PENAL *(Effets de la probation ; effets du succès de la probation sur la condamnation)* (p. 770).

Adopté : amendement n° 167 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : rôle du tribunal correctionnel (p. 772).

- Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 167, est adopté (p. 772).

APRES L'ARTICLE 132-50 DU CODE PENAL (p. 772).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n°s 168 et 169 : cas où le condamné n'a pas commis, au cours du délai d'épreuve, une nouvelle infraction ; cas où le sursis avec mise à l'épreuve n'a été accordé que pour une partie de la peine ; conditions et délais (p. 772).

- Deux articles additionnels sont insérés dans le code pénal (p. 772).

ARTICLE 132-51 DU CODE PENAL *(Effets d'une condamnation assortie du sursis avec mise à l'épreuve sur une condamnation antérieure prononcée sous le même bénéfice)* (p. 772).

Adopté : amendement de forme n° 170 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 772).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 772).

ARTICLE 132-52 DU CODE PENAL *(Faculté pour la juridiction d'ordonner un sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général)* (p. 772).

Adoptés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 81, de coordination (p. 773) - Et n° 82 : nécessité de la présence du prévenu à l'audience (p. 773).

Retiré : amendement n° 171 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 773).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 773).

ARTICLE 132-53 DU CODE PENAL *(Mesures de contrôle)* - Adopté (p. 773).

ARTICLE 132-54 DU CODE PENAL *(Principe de l'application, au sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général, des règles relatives au sursis avec mise à l'épreuve)* (p. 773).

Adopté : amendement de coordination n° 172 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 773).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 773).

ARTICLE 132-55 DU CODE PENAL *(Principes de la dispense et de l'ajournement de la peine)* - Adopté (p. 774).

ARTICLE 132-56 DU CODE PENAL *(Conditions de la dispense de peine)* (p. 774).

Rejeté : amendement n° 112 de M. Pierre Arpaillange, ministre : absence de mention au casier judiciaire d'une décision accordant une dispense de peine (p. 774).

- Le texte proposé est adopté (p. 774).

ARTICLE 132-57 DU CODE PENAL *(Conditions de l'ajournement simple)* (p. 774).

Retiré : amendement n° 251 de M. Charles Lederman, retiré par Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 775).

- Le texte proposé est adopté (p. 775).

ARTICLE 132-58 DU CODE PENAL *(Décision de la juridiction à l'audience de renvoi)* - Adopté (p. 775).

ARTICLE 132-59 DU CODE PENAL *(Date de la décision sur la peine)* - Adopté (p. 775).

ARTICLE 132-60 DU CODE PENAL *(Principe de l'ajournement avec mise à l'épreuve)* (p. 775).

Adopté : amendement de coordination n° 83 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 775).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 775).

ARTICLE 132-61 DU CODE PENAL *(Application du régime de la mise à l'épreuve à l'ajournement avec mise à l'épreuve)* - Adopté (p. 775).

ARTICLE 132-62 DU CODE PENAL *(Décision de la juridiction à l'audience de l'envoi)* - Adopté (p. 775).

ARTICLE 132-63 DU CODE PENAL *(Principe de l'ajournement avec injonction)* - Adopté (p. 775).

ARTICLE 132-64 DU CODE PENAL *(Possibilité d'assortir l'injonction d'une astreinte)* (p. 775).

Adopté : amendement n° 84 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : fixation de l'astreinte par la juridiction compétente, dans les limites prévues par la loi ou le règlement (p. 776).

Devenu sans objet : amendement n° 252 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : fixation par la juridiction compétente de l'astreinte « définitive ou provisoire » (p. 776).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 776).

ARTICLE 132-65 DU CODE PENAL *(Régime de l'ajournement avec injonction)* (p. 776).

Adopté : amendement de forme n° 173 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 777).

Rejeté : amendement n° 253 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : élargissement du champ d'application de cet article (p. 777).

Retiré : amendement n° 254 de M. Charles Lederman (p. 777).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 777).

ARTICLE 132-66 DU CODE PENAL *(Décision de la juridiction à l'audience de renvoi)* - Adopté (p. 777).

ARTICLE 132-67 DU CODE PENAL *(Régime de l'astreinte)* (p. 777).

Rejetés : : amendements identiques n° 174 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 255 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : suppression du premier alinéa de ce texte : possibilité de modifier le taux de l'astreinte (p. 779).

Retiré : amendement n° 175 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 779).

- Le texte proposé est adopté (p. 779).

ARTICLE 132-68 DU CODE PENAL *(Modalités d'application des dispositions de la section relative au mode de personnalisation des peines)* (p. 779).

Adopté : amendement n° 176 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de ce texte (p. 780).

- Le texte proposé est supprimé (p. 780).

ARTICLE 132-69 DU CODE PENAL *(Bande organisée)* (p. 780).

Rejeté : amendement n° 256 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : suppression de ce texte (p. 780).

- Le texte proposé est adopté (p. 780).

ARTICLE 132-70 DU CODE PENAL *(Préméditation)* (p. 780).

Rejeté : amendement n° 257 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : suppression de ce texte (p. 781).

– Le texte proposé est adopté (p. 781).

ARTICLE 132-71 DU CODE PENAL *(Effractions)* (p. 781).

Adopté : amendement n° 113 de M. Pierre Arpaillange, ministre : effraction avec des clés indûment obtenues (p. 781).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 781).

ARTICLE 132-72 DU CODE PENAL *(Escalade)* (p. 781).

Adopté : amendement rédactionnel n° 85 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 781).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 85, est adopté (p. 781).

Chapitre 3

De l'extinction des peines et de l'effacement des condamnations

ARTICLE 133-1 DU CODE PENAL *(Conséquences du décès du condamné, de la grâce, de l'amnistie et de la dissolution de la personne morale)* (p. 789).

Adopté : amendement n° 86 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article (p. 789 ; précédemment réservé p. 782).

– Le texte proposé est supprimé (p. 789 ; précédemment réservé p. 782).

ARTICLE 133-2 DU CODE PENAL *(Prescription des peines criminelles)* (p. 782).

Retirés : amendement n° 87 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : alignement du délai de prescription des peines criminelles, correctionnelles et contraventionnelles sur celui de l'action publique (p. 782) – Amendements n°s 88 et 89 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 782).

– Le texte proposé est adopté (p. 782).

ARTICLE 133-3 DU CODE PENAL *(Prescription des peines correctionnelles)* – Adopté (p. 782).

ARTICLE 133-4 DU CODE PENAL *(Prescription des peines contraventionnelles)* – Adopté (p. 782).

ARTICLE 133-5 DU CODE PENAL *(Prescription en ce qui concerne les condamnés par contumace ou par défaut)* – Adopté (p. 782).

ARTICLE 133-6 DU CODE PENAL *(Prescription des obligations civiles)* – Adopté (p. 782).

ARTICLE 133-7 DU CODE PENAL *(Effet de la grâce)* – Adopté (p. 782).

ARTICLE 133-8 DU CODE PENAL *(Droit pour la victime d'obtenir réparation du préjudice causé par l'infraction en cas de grâce)* – Adopté (p. 782).

ARTICLE 133-9 DU CODE PENAL *(Effets de l'amnistie)* (p. 782).

Rejeté : amendement n° 258 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : effacement des incapacités (p. 783).

Retiré : amendement n° 252 de M. Charles Lederman, retiré par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (p. 783), puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt : notion d'instigation (p. 784).

– Le texte proposé est adopté (p. 784).

APRES L'ARTICLE 133-9 DU CODE PENAL (p. 784).

Rejeté : amendement n° 260 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : réintégration de droit des salariés licenciés ou révoqués pour des faits et délits commis à l'occasion ou en relation avec des conflits, des activités syndicales ou revendicatives (p. 785).

ARTICLE 133-10 DU CODE PENAL *(Effets de l'amnistie sur les tiers)* – Adopté (p. 785).

ARTICLE 133-11 DU CODE PENAL *(Interdiction de rappeler l'existence ou de laisser subsister la mention d'une condamnation pénale effacée par l'amnistie)* – Adopté (p. 785).

ARTICLE 133-12 DU CODE PENAL *(Personnes pouvant bénéficier de la réhabilitation)* (p. 785).

Adopté : amendement n° 177 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : notion de réhabilitation judiciaire (p. 785).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 785).

ARTICLE 133-13 DU CODE PENAL *(Conditions de la réhabilitation de plein droit pour les personnes physiques)* (p. 785).

Adoptés : amendements de coordination n°s 90, 91 et 92 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 786) – Et n° 93, de forme (p. 787) – Amendement n° 114 de M. Pierre Arpaillange, ministre : conditions de mise en oeuvre de la réhabilitation en matière de jours-amende (p. 786).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 787).

ARTICLE 133-14 DU CODE PENAL *(Conditions de la réhabilitation de plein droit pour les personnes morales)* (p. 787).

Retiré : amendement n° 261 de M. Charles Lederman, retiré par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (p. 787).

– Le texte proposé est adopté (p. 787).

ARTICLE 133-15 DU CODE PENAL *(Effets de la confusion des peines sur la réhabilitation)* – Adopté (p. 787).

ARTICLE 133-16 DU CODE PENAL *(Effets de la réhabilitation)* (p. 787).

Adopté : amendement n° 115 de M. Pierre Arpaillange, ministre : effets identiques à ceux qui sont prévus par les articles 133-10 et 133-11 du nouveau code pénal (p. 790).

Retiré : amendement n° 262 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : élargissement du champ d'application de cet article (p. 790).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 790 ; précédemment réservé p. 787).

APRES L'ARTICLE 133-16 DU CODE PENAL (p. 787).

Adoptés : amendement n° 94 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : cas de la remise gracieuse d'une peine ou de la dispense de peine (p. 788) ; sous-amendement n° 116 de M. Pierre Arpaillange, ministre (p. 788) – Amendement n° 95 (division additionnelle) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : insertion d'une division « section 5 » intitulée « Du décès du condamné et de la dissolution de la personne morale » (p. 789) – Amendement n° 96 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : recouvrement de l'amende ou des jours-amende et des frais de justice, ainsi que de l'exécution de la confiscation après le décès du condamné ou après la dissolution de la personne morale (p. 789) ; sous-amendement n° 157 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 789).

– Un article additionnel, une division additionnelle et un article additionnel sont insérés dans le code pénal (p. 788 et 789).

Coordination (p. 790).

ARTICLE 131-36 DU CODE PENAL (p. 790).

Adopté : amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : taux maximum de l'amende applicable aux personnes morales (p. 790).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 790).

ARTICLE 131-37 DU CODE PENAL (p. 790).

Adopté : amendement rédactionnel n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 791).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 791).

ARTICLE 131-43 B DU CODE PENAL (p. 791).

Adopté : amendement de coordination n° 3 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de ce texte (p. 792).

- Le texte proposé est supprimé (p. 792).

ARTICLE 132-12 DU CODE PENAL (p. 792).

Adopté : amendement de coordination n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 792).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 792).

ARTICLE 132-13 DU CODE PENAL (p. 792).

Adopté : amendement de coordination n° 5 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 792).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 792).

ARTICLE 132-14 DU CODE PENAL (p. 792).

Adopté : amendement de coordination n° 6 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 793).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 793).

ARTICLE 132-30 DU CODE PENAL (p. 793).

Adopté : amendement de coordination n° 7 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 793).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 793).

Explications de vote sur l'ensemble : *intervention de M. Pierre Arpaillange, ministre* (p. 798) ; *MM. Marc Auriol* (p. 798 à 800), *Charles Lederman* (p. 800, 801), *Robert Pagès* (p. 801), *Jacques Golliet* (p. 801, 802), *Félix Ciccolini* (p. 802, 803), *Jacques Larché, président de la commission des lois* (p. 803).

Scrutin public n° 134 (p. 803).

Adoption (18 mai 1989) (p. 803).

2. – **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, en application du décret du 19 février 1986, présenté par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Robert Badinter, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 15 février 1989) [n° **214** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Projet de loi portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les biens,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, en application du décret du 19 février 1986 présenté par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Robert Badinter, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 15 février 1989) [n° **215** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Code rural

Voir *Agriculture*, **2**
Animaux, **1**
Emploi, **3**
Sécurité sociale, **1**

Collectivités territoriales

Voir *Déchets*, **1**
Elus Locaux, **1**
Emploi, **3**
Mines et carrières, **1**
Questions au Gouvernement n° **97** ; n° **110** ; n° **124** ; n° **127** ; n° **131** ; n° **157**
Questions orales avec débat n° **51**
Rapports du Gouvernement, **18**
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), **1**
Urbanisme, **1**
Voirie, **1**

1. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à donner aux modalités de représentation des collectivités territoriales de la République le caractère de loi organique relative au Sénat,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur (21 octobre 1986) [n° **20** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (14 juin 1989) [n° **379** (88-89)].

2. – **Proposition de loi portant statut des élus municipaux, départementaux et régionaux et démocratisation de ces fonctions électives,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 octobre 1986) [n° **54** (86-87)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 30 avril 1988 – Retrait le 6 avril 1989.

3. – **Proposition de loi portant statut des élus municipaux, départementaux et régionaux et démocratisation de ces fonctions électives,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (6 avril 1989) [n° **240** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

4. – **Proposition de loi tendant à accorder aux communes de moins de 2 000 habitants un droit d'option en faveur de la première part de la dotation globale d'équipement,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Henri Goetschy, sénateur, et plusieurs de ses collègues (27 avril 1989) [n° **272** (88-89)] – Renvoi à la commission des finances.

5. – **Projet de loi relatif à l'action des collectivités territoriales en faveur du développement économique local,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, et par M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales (23 mai 1989) [n° **320** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis aux commissions des affaires économiques et des finances – Rapport de M. Jean-Marie Girault (19 octobre 1989) [n° **28** (89-90)] – Avis de MM. Alain Pluchet (18 octobre 1989) [n° **27** (89-90)] et Jean Arthuis (19 octobre 1989) [n° **29** (89-90)] – Discussion (24 et 25 octobre 1989) – Adoption (25 octobre 1989) [n° **6**].

Discussion (première lecture)

(24 octobre 1989) (p. 2679, 2704) ; (25 octobre 1989) (p. 2709, 2747).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2679, 2703) : *MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ; Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Jean Arthuis, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Alain Pluchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Gérard Delfau, René Régnault, Christian Bonnet, Paul Caron.*

Le présent projet de loi a des objectifs de quatre ordres :

- L'adaptation et la diversification du régime des aides directes aux entreprises en développement.

- L'association des collectivités territoriales au renforcement des fonds propres des entreprises.

- La participation des sociétés d'économie mixte locales au développement économique.

- Le soutien des collectivités territoriales au développement des activités culturelles et plus particulièrement celles des salles de cinéma.

Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2680).

Aménagement du territoire : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2702) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2691) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2700) ; *Régnault (René)* (p. 2692).

Banques et établissements financiers : *Arthuis (Jean)* (p. 2685).

Chambres régionales des comptes : *Larché (Jacques)* (p. 2687).

Cinéma : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2697) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2692) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2689) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 2683).

Communauté économique européenne (CEE) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 2682).

Communes : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2699, 2702) ; *Larché (Jacques)* (p. 2687).

Concurrence : *Bonnet (Christian)* (p. 2693, 2694) ; *Caron (Paul)* (p. 2696).

Conseil d'Etat : *Girault (Jean-Marie)* (p. 2682) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2685).

Contrats de plan : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2697).

Cour des comptes : *Bonnet (Christian)* (p. 2694).

Culture : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2681, 2697, 2702).

Décentralisation : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2698).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : *Bonnet (Christian)* (p. 2694).

Départements : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2700) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2685) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2689).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2700, 2701) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2688).

Emploi : *Arthuis (Jean)* (p. 2684) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2679) ; *Bonnet (Christian)* (p. 2693) ; *Caron (Paul)* (p. 2696) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2690) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2688).

Entreprises : *Arthuis (Jean)* (p. 2684) ; *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2680) ; *Caron (Paul)* (p. 2696) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2689) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 2681, 2682) ; *Larché (Jacques)* (p. 2687).

Entreprises multinationales : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2690).

Fiscalité locale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2690) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2686) ; *Régnault (René)* (p. 2692).

Fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (FRILE) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2679).

Investissements : *Bonnet (Christian)* (p. 2695).

Plan : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2702).

Politique économique et sociale : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2697) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2690).

Préfets : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2698, 2699, 2702).

Prêts : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2703) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 2691).

Régions : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2699) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2685, 2686) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2689).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Poncelet (Christian)* (p. 2688).

Sociétés d'économie mixte : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2697) ; *Caron (Paul)* (p. 2696) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2692) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 2683) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2686).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 2700).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2703, 2704 ; 2709, 2747) : *MM. Gérard Larcher, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat ; Jean-Marie Girault, rapporteur ; Jean Arthuis, rapporteur pour avis ; Gérard Delfau, Jean Delaneau, Marcel Lucotte, Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; Paul Girod, Mmes Jacqueline Fraysse-Cazalis, Paulette Fost, MM. Alain Pluchet, rapporteur pour avis ; Paul Caron, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Yvon Bourges, Raymond Bouvier, Philippe Adnot, Robert Vizet, Marcel Rudloff, Guy Robert, Paul Souffrin, Bernard Seillier, Jacques Carat, Michel d'Aillières.*

Art. 1er *(Aides des collectivités territoriales à la création et à l'extension d'activités économiques)* (p. 2703).

Explications de vote : *M. Gérard Larcher* (p. 2703, 2704) ; *intervention de M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat* (p. 2703) ; *M. Jean-Marie Girault, rapporteur* (p. 2704).

– L'article 1er est rejeté (p. 2704).

Art. 2 *(Aides directes des régions)* (p. 2718).

Adoptés : amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 1 : aide accordée sous forme de prime à l'innovation (p. 2719) ; sous-amendement n° 31 de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis (p. 2719) – Et n° 2 : complémentarité des aides du département avec toutes les formes d'aides de la région, y compris les concours régionaux à l'innovation (p. 2721) – Amendement n° 21 de M. Alain Pluchet, rapporteur pour avis : prise en compte des engagements internationaux de la France pour la fixation des modalités d'application du présent article par un décret en Conseil d'Etat (p. 2722).

Rejeté : amendement n° 32 de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis : compétence du département en matière d'attribution d'aides (p. 2720 ; scrutin public n° 6).

Retirés : amendements nos 33 et 34 de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis (p. 2721) – Amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, nos 3 et 4 : prise en compte de la politique nationale d'aménagement du territoire et des engagements internationaux de la France pour la fixation des modalités d'application du présent article par un décret en Conseil d'Etat (p. 2721) – Amendement n° 59 de M. Jean Huchon, soutenu par M. Paul Caron : révision des plafonds et des zones (p. 2722).

Non soutenu : amendement n° 51 de M. Yvon Bourges (p. 2719).

– L'article 2 est rejeté (p. 2722 ; scrutin public n° 7).

Art. 3 *(Aides directes des départements)* (p. 2710 et 2722).

Rejetés : amendement n° 70 de M. Jean-Marie Girault, rapporteur : délibération annuelle du conseil général aux fins de déterminer, le cas échéant par secteur d'affinité, la ou les formes d'aides directes que le département accordera au cours de l'exercice suivant ; règles d'octroi des aides directes (p. 2715 ; priorité ordonnée p. 2710 ; scrutin public n° 5) ; sous-amendement n° 69 de M. Maurice Couve de Murville, soutenu par M. Yvon Bourges (p. 2713).

Retiré : amendement n° 35 de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 2723 ; précédemment réservé p. 2718).

– L'article 3 est rejeté (p. 2723 ; priorité ordonnée p. 2710).

Art. 4 *(Aides complémentaires des communes aux aides directes des départements)* (p. 2723).

Retiré : amendement n° 36 de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis (p. 2723).

– L'article 4 est rejeté (p. 2723).

Après l'art. 4 (p. 2723).

Adopté : amendement n° 38 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis : aides aux entreprises en difficulté (p. 2724).

Retiré : amendement n° 65 (art. additionnel) de M. Gérard Delfau : possibilité donnée à la commune d'accorder des aides directes et indirectes à des entreprises en difficulté (p. 2723) – Amendement n° 60 (art. additionnel) de M. Jean Huchon, soutenu par M. Raymond Bouvier : conditions de remboursement des aides directes attribuées à la création d'entreprises par les régions, les départements et les communes (p. 2724).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2724).

Art. 5 *(Aides indirectes des collectivités territoriales)* (p. 2724).

Adoptés : amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 9 : liberté des collectivités locales dans l'attribution des aides indirectes (p. 2725) – N° 10 : suppression du 2e alinéa de cet article relatif à la vente ou à la location de bâtiments par les collectivités territoriales ou leurs groupements (p. 2726) – Et n° 11 : suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la liberté d'attribution des autres aides indirectes (p. 2726).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2726).

Après l'art. 5 (p. 2726).

Adopté : amendement n° 39 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis : insertion d'un chapitre III bis dans le titre VI de la première partie du livre I du code des commmunes, intitulé « syndicats d'intervention économique », et composé des articles L. 163-19 (objet des syndicats d'intervention économique), L. 163-20 (attribution de la taxe professionnelle) et L. 163-21 nouveaux du code des communes (octroi d'aides indirectes aux entreprises) (p. 2728).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2728).

Art. 6 *(Garanties imposées aux entreprises aidées)* (p. 2729).

Adoptés : amendement n° 12 de M. Jacques Larché, rapporteur : demande automatique de garanties aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements (p. 2730) ; sous-amendement n° 41 de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis (p. 2730).

Retirés : amendement n° 22 de M. Alain Pluchet, rapporteur pour avis (p. 2729) – Amendement n° 40 de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis (p. 2729).

Devenu sans objet : amendement n° 53 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet : convention passée entre la collectivité territoriale et l'entreprise bénéficiaire fixant les engagements précis, notamment quant au maintien et à la création d'emplois (p. 2730).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2730).

Après l'art. 6 (p. 2730).

Adopté : amendement n° 58 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis : décisions de caution (p. 2731).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2731).

Art. 7 *(Conventions entre l'Etat et les collectivités territoriales pour des actions de développement économique local)* (p. 2731).

Adopté : amendement n° 13 de M. Jacques Larché, rapporteur : suppression de cet article (p. 2731).

Retirés : amendement n° 42 de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis (p. 2731) – Amendement n° 23 de M. Alain Pluchet, rapporteur pour avis (p. 2731).

– L'article 7 est supprimé (p. 2731).

Après l'art. 7 (p. 2732).

Retiré : amendement n° 66 (art. additionnel) de M. Gérard Delfau (p. 2732).

Art. 8 *(Souscription par les communes de titres participatifs émis par les coopératives)* (p. 2732).

Adoptés : amendements identiques n° 14 de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 24 de M. Alain Pluchet, rapporteur pour avis, n° 43 de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis et n° 54 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 2733).

– L'article 8 est supprimé (p. 2733).

Art. 9 *(Participation des départements aux sociétés de développement régional ; souscription par les départements de titres participatifs émis par les coopératives)* (p. 2733).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Jacques Larché, rapporteur : cas de gestion par une société de capital-risque (p. 2736) – Amendements identiques n° 16 de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 25 de M. Alain Pluchet, rapporteur pour avis, et n° 44 de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis : suppression du paragraphe 2 de cet article relatif à la possibilité pour le département de souscrire des titres participatifs émis par les sociétés anonymes coopératives et par les sociétés coopératives agricoles en cas d'appel public à l'épargne (p. 2736).

Rejeté : amendement n° 55 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 2736).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2736).

Après l'art. 9 (p. 2733 et 2736).

Adoptés : amendement n° 37 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis : participation possible de une ou plusieurs collectivités territoriales au capital d'une société départementale de développement revêtant la forme d'une société anonyme (p. 2736 ; précédemment réservé p. 2723) – Amendement n° 45 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis : suppression de la faculté illimitée d'aider les sociétés coopératives (p. 2736).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2736).

Avant l'art. 10 (p. 2737, 2740).

Retiré : amendement n° 61 (art. additionnel) de M. Jean Huchon, soutenu par M. Guy Robert : mise en conformité avec l'avis du Conseil d'Etat en date du 7 octobre 1989 autorisant les collectivités territoriales à déléguer la gestion de tout ou partie de leur service public administratif (p. 2740 ; précédemment réservé p. 2737).

Art. 10 *(Attributions des sociétés d'économie mixte locales)* (p. 2737).

Adoptés : amendements de M. Jacques Larché, rapporteur, n° 17 : délégation, par une collectivité territoriale, de la gestion d'un service public administratif local à une entreprise privée (p. 2739 ; scrutin public n° 8) – Et n° 18 : participation des collectivités territoriales étrangères, dans le cadre de la coopération frontalière, au capital de sociétés d'économie mixte locales (p. 2739) ; sous-amendement n° 28 de M. Alain Pluchet, rapporteur pour avis (p. 2739).

Rejeté : amendement n° 56 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 2739).

Retirés : amendements de M. Jean Huchon, soutenus par M. Guy Robert, n° 62 (p. 2738) – Et n° 63, analogue à l'amendement n° 18 de la commission (p. 2739) – Amendements de M. Alain Pluchet, rapporteur pour avis, n° 26, analogue à l'amendement n° 17 de la commission (p. 2738) – Et n° 27 (p. 2739).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2739).

Art. 11 *(Aménagement du régime des garanties d'emprunt)* (p. 2740).

Adopté : amendement n° 29 de M. Alain Pluchet, rapporteur pour avis : dispositif d'exemption au profit des seules opérations conduites par les sociétés d'économie mixte locales (p. 2740).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2740).

Après l'art. 11 (p. 2740).

Adopté : amendement n° 67 (art. additionnel) de M. Paul Girod : prise en considération des dépenses résultant de l'exécution des contrats de crédit-bail comme des dépenses réelles d'investissement (p. 2741).

Retiré : amendement n° 64 (art. additionnel) de M. Jean Huchon, soutenu par M. Guy Robert, analogue à l'amendement n° 67 de M. Paul Girod (p. 2741).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2741).

Art. 12 *(Subventions des collectivités territoriales aux entreprises à vocation culturelle)* (p. 2741).

Adoptés : amendements identiques n° 19 de M. Jacques Larché, rapporteur et n° 46 de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 2743).

– L'article 12 est supprimé (p. 2743).

Après l'art. 12 (p. 2743).

Adopté : amendement n° 47 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis : cas d'exonération de la taxe professionnelle des établissements de spectacle cinématographique (p. 2744).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2744).

Art. 13 *(Rapport au Parlement à l'ouverture de la deuxième session ordinaire de 1993 - 1994)* (p. 2744).

Retirés : amendement n° 48 de M. Jean Arthuis, rapporteur pour avis : rapport annuel au Parlement ; contenu de ce rapport (p. 2744) - Amendement n° 20 de M. Jacques Larché, rapporteur : rapport annuel au Parlement sur les conditions d'application de la présente loi (p. 2744) - Amendement n° 30 de M. Alain Pluchet, rapporteur pour avis : rapport annuel au Parlement à compter du 2 avril 1991 (p. 2744).

- L'article 13 est rejeté (p. 2744).

Art. 14 *(Coordination avec la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions)* (p. 2744).

Adoptés : amendements de coordination n°s 71 et 72 de M. Jacques Larché, rapporteur (p. 2745).

Art. 15 *(Abrogation de l'article 4 de la loi n° 82-6 du 7 janvier 1982 approuvant les plans intérimaires 1982 - 1983)* (p. 2745).

Adopté : amendement n° 73 de M. Jacques Larché, rapporteur : coordination (p. 2745).

- L'article 15, dans la rédaction de l'amendement n° 73, est adopté (p. 2745).

Explications de vote sur l'ensemble : *intervention de M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat* (p. 2745) ; *MM. Gérard Larcher* (p. 2745), *Gérard Delfau* (p. 2746, 2747), *Daniel Hoeffel* (p. 2746), *Paul Girod* (p. 2746 et 2747), *Robert Vizet* (p. 2747), *Yvon Collin* (p. 2747).

Adoption (25 octobre 1989) (p. 2747).

6. - **Proposition de loi relative aux publications périodiques des collectivités territoriales,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur, et plusieurs de ses collègues (1er juin 1989) [n° **346** (88-89)] - Renvoi à la commission des finances.

7. - **Projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer (7 juin 1989) [n° **369** (88-89)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (25 octobre 1989) [n° **31** (89-90)] - Discussion (7 novembre 1989) - Adoption (7 novembre 1989) [n° **10**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 novembre 1989) [n° **979** (9e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre Lapaire (16 novembre 1989) [n° **1011** (9e lég.)] - Discussion (21 novembre 1989) - Adoption (21 novembre 1989) [n° **182**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (21 novembre 1989) [n° **67** (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (6 décembre 1989) [n° **99** (89-90)] - Discussion (14 décembre 1989) - Adoption (14 décembre 1989) [n° **37**].

PROMULGATION : Loi n° 89-923 du 23 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 27 décembre 1989).

Discussion (première lecture)

(7 novembre 1989) (p. 3037, 3043).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 3037, 3041) : *MM. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Marcel Henry.*

Le présent projet de loi d'habilitation s'inscrit dans le cadre de la réforme du régime juridique applicable à Mayotte prévue par la loi de programme n° 86-1383 du 31 décembre 1986 relative au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte. Il vise à favoriser le développement économique et social de Mayotte, notamment en matière d'expropriation.

Contrats de plan : *Le Pensec (Louis)* (p. 3037).

Droit coranique : *Henry (Marcel)* (p. 3040) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3038, 3039).

Droit coutumier : *Henry (Marcel)* (p. 3040) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3038, 3039).

Droit des biens : *Le Pensec (Louis)* (p. 3037) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3038).

Droit des personnes et de la famille : *Henry (Marcel)* (p. 3040) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3037) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3038).

Expropriation : *Henry (Marcel)* (p. 3040) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3038).

Ordonnances (législation par) : *Henry (Marcel)* (p. 3041) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3037, 3038) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3038, 3039, 3040).

Politique économique et sociale : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3039).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3041, 3043) : *MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur ; Louis Le Pensec, ministre ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Louis Virapoullé.*

Art. unique *(Habilitation du Gouvernement à prendre les mesures législatives nécessaires à l'actualisation du droit applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte et à l'extension de la législation métropolitaine avec les adaptations nécessaires)* (p. 3041).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Tizon, rapporteur : rapport du Gouvernement au Parlement rendant compte de l'application du présent article (p. 3043).

- L'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 3043).

Adoption (7 novembre 1989) (p. 3043).

Discussion (deuxième lecture)

(14 décembre 1989) (p. 4958, 4963).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4958, 4963) : *MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Jean Garcia, Marcel Henry, Guy Penne, Max Lejeune .*

Amendements : *Henry (Marcel)* (p. 4961) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4960) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4960).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Le Pensec (Louis)* (p. 4963).

Comores : *Henry (Marcel)* (p. 4961) ; *Penne (Guy)* (p. 4962).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Lejeune (Max)* (p. 4962).

Immigration : *Henry (Marcel)* (p. 4961).

Ordonnances (législation par) : *Garcia (Jean)* (p. 4960) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4960, 4962) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4959, 4960).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4963).

Art. unique - Adopté (p. 4963).

Adoption (14 décembre 1989) (p. 4963).

Collectivités territoriales d'outre-mer

Voir *Allocutions et communications*, **21 ; 33 ; 54**
Départements d'outre-mer (DOM), **1**
Grâce et amnistie, **1 ; 2**
Lois de finances, **2**, Départements et territoires d'outre-mer
Polynésie française, **1**
Questions au Gouvernement n° **99** ; n° **115** ; n° **119** ; n° **146** ; n° **166** ; n° **176**
Questions orales avec débat n° **29** ; n° **33**
Questions orales sans débat n° **132**

Saint-Pierre-et-Miquelon, **1**
Terrorisme, **1**

Colombie

Voir *Allocutions et communications*, **11**

Commerce et artisanat

Voir *Entreprises*, **2**
Lois de finances, **2**, Industrie et aménagement du territoire - III - Commerce et artisanat

Commerce extérieur

Voir *Questions orales sans débat* n° **94**
Rapports d'information, **11**

Commerce international

Voir *Traités et conventions*, **10**

Commissaires-priseurs

Voir *Professions judiciaires et juridiques*, **1**

Commission des opérations de bourse (COB)

Voir *Marchés financiers*, **1**
Questions au Gouvernement n° **179**

Commissions d'enquête ou de contrôle

Voir *Rapports de commissions d'enquête ou de contrôle*, **1**

1. – **Proposition de résolution tendant à créer une commission de contrôle sur la situation et l'avenir de la gendarmerie,** PRESENTEE AU SENAT, par MM. Jacques Genton, Bernard Laurent et Georges Lombard, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 - 11 août 1989) [n° **473** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

2. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle sur les services et organismes publics chargés d'attribuer le statut de réfugié politique,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Daniel Hoeffel, sénateur et plusieurs de ses collègues (14 décembre 1989) [n° **140** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Commissions parlementaires

Voir *Conférence des présidents*, **4**
Rappels au règlement, **25 ; 36 ; 37 ; 40 ; 46**
Sénat, **1**

Communauté économique européenne (CEE)

Voir *Animaux*, **1**
Assurances, **1**
Gouvernement (déclarations), **3**
Lois de finances, **2**, Agriculture et forêt ; Economie, finances et budget - II – Services financiers - Commerce extérieur ; Equipement, logement, transports et mer - V – Mer - Marine marchande et ports maritimes ; Industrie et aménagement du territoire - II – Aménagement du territoire ; Travail, emploi, formation professionnelle et services communs
Parfums et cosmétiques, **1**
Questions au Gouvernement n° **147** ; n° **155**
Questions orales sans débat n° **56** ; n° **79** ; n° **88** ; n° **89**

Communautés européennes

Voir *Allocutions et communications*, **8**
Entreprises, **1**
Parlement, **2 ; 5**
Questions au Gouvernement n° **80** ; n° **106** ; n° **119** ; n° **120** ; n° **128** ; n° **132**
Questions orales avec débat n° **33** ; n° **38**
Rapports d'information, **12 ; 13 ; 20**

Communes

Voir *Questions au Gouvernement* n° **110**
Questions orales sans débat n° **98** ; n° **115** ; n° **117**
Urbanisme, **1**

1. – **Projet de loi relatif à la participation des communes au financement des collèges,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (15 novembre 1989) [n° **1008** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Louis Tenaillon (13 décembre 1989) [n° **1089** (9e lég.)] – Discussion (19 décembre 1989) – Adoption (19 décembre 1989) [n° **237**)].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 1989 [n° **165** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires sociales.

Communication audiovisuelle

Voir *Gouvernement (déclarations)*, **1**
Langues et cultures régionales, **1 ; 2**
Lois de finances, **2**, Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire - Communication et information
Questions au Gouvernement n° **91**
Questions orales avec débat n° **33** ; n° **38**
Questions orales sans débat n° **133**
Rapports d'information, **5 ; 6**
Rapports du Gouvernement, **6**

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire et par Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication (23 mai 1989) [n° **701** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Schreiner (8 juin 1989) [n° **738** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (19 et 21 juin 1989) – Adoption (21 juin 1989) [n° **126**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 juin 1989) [n° **409** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Adrien Gouteyron (22 juin 1989) [n° **410** (88-89)] – Discussion (26 juin 1989) – Rejet (26 juin 1989) [n° **113**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (26 juin 1989) [n° **823** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Bernard Schreiner (30 juin 1989) [n° **845** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Adrien Gouteyron (30 juin 1989) [n° **445** (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (26 juin 1989) [n° **823** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Schreiner (1er juillet 1989) [n° **851** (9e lég.)] – Discussion (1er et 2 juin 1989) – Adoption (2 juin 1989) [n° **161**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (3 juillet 1989) [n° **451** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Adrien Gouteyron (3 juillet 1989) [n° **452** (88-89)] – Discussion (3 juillet 1989) – Rejet (3 juillet 1989) [n° **133**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (3 juillet 1989) [n° **869** (9e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Bernard Schreiner (3 juillet 1989) [n° **870** (9e lég.)] - Discussion (3 juillet 1989) - Adoption (3 juillet 1989) [n° **167**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 89-259 DC du 26 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 28 juillet 1989) qui déclare la loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 89-532 du 2 août 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 4 août 1989).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1989) (p. 1961, 1978).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 1961, 1972) : *MM. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire ; Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; François Autain, Daniel Millaud, Ivan Renar, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Michel Miroudot, Louis Virapoullé, Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication.*

Ce projet de loi instaure une présidence commune aux deux chaînes de télévision du secteur public pour assurer leur complémentarité.

Audimat : *Renar (Ivan)* (p. 1967).

Cinéma : *Autain (François)* (p. 1965) ; *Renar (Ivan)* (p. 1967).

Concurrence : *Miroudot (Michel)* (p. 1968).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : *Autain (François)* (p. 1964) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1963) ; *Lang (Jack)* (p. 1962, 1970) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1970) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1971) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1969).

Création audiovisuelle : *Renar (Ivan)* (p. 1967, 1968).

Journalisme : *Miroudot (Michel)* (p. 1969).

Publicité : *Autain (François)* (p. 1964) ; *Lang (Jack)* (p. 1962) ; *Renar (Ivan)* (p. 1968).

Radiodiffusion et télévision : *Lang (Jack)* (p. 1961).

Royaume-Uni : *Gouteyron (Adrien)* (p. 1962).

Secteur public : *Gouteyron (Adrien)* (p. 1962, 1963, 1964) ; *Millaud (Daniel)* (p. 1965) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1968) ; *Renar (Ivan)* (p. 1967) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1970, 1972) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1969).

Service public : *Autain (François)* (p. 1964, 1965).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Renar (Ivan)* (p. 1968).

Télévisions de secteur public (financement) : *Millaud (Daniel)* (p. 1966).

Télévisions de secteur public (présidence commune) : *Millaud (Daniel)* (p. 1966) ; *Renar (Ivan)* (p. 1966) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1971, 1972).

Télévisions privées : *Renar (Ivan)* (p. 1966).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1972, 1978) : *MM. Ivan Renar, Adrien Gouteyron, rapporteur ; Jack Lang, ministre ; Mme Catherine Tasca, ministre ; MM. Claude Estier, Louis Virapoullé.*

Avant l'art. 1er (p. 1972).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Ivan Renar, n° 3 : abrogation de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (p. 1973) - N° 7 : abrogation du titre IV de la loi précitée (p. 1973) - N° 4 : renationalisation de TF1 (p. 1973) - N° 5 : restitution à TDF de son statut d'établissement public (p. 1974) - N° 6 : restitution à la Société française de production (SFP) de son statut de société nationale (p. 1974) - N° 8 : élection, par le conseil d'administration, des présidents de l'ensemble des sociétés et établissements de radiodiffusion ou production audovisuelle (p. 1975) - Et n° 9 : mission de service public exercée par les sociétés et établissements de radiodiffusion sonore de la télévision (p. 1975).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements nos 10 et 11 (art. additionnels) de M. Ivan Renar : financement des chaînes publiques de télévision (p. 1976).

Art. 1er *(Institution d'une présidence commune à Antenne 2 et FR3)* (p. 1976).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : suppression de cet article (p. 1977 ; scrutin public n° 161) - Amendement n° 12 de M. Ivan Renar : identique à l'amendement de la commission (p. 1977).

- L'article 1er est supprimé (p. 1977).

Art. 2 *(Première désignation du président commun)* (p. 1977).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur : suppression de cet article (p. 1978 ; scrutin public n° 162) - Amendement n° 13 de M. Ivan Renar : identique à l'amendement de la commission (p. 1978).

- L'article 2 est supprimé (p. 1978).

Après l'art. 2 (p. 1978).

Devenus sans objet : amendements nos 14 et 15 (art. additionnels) de M. Ivan Renar (p. 1978).

Rejet du projet de loi (26 juin 1989) (p. 1978).

Discussion (nouvelle lecture)

(3 juillet 1989) (p. 2381, 2383).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2381, 2382) : *MM. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire ; Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Mme Paulette Fost.*

Service public : *Lang (Jack)* (p. 2381).

Télévisions de secteur public (présidence commune) : *Fost (Paulette)* (p. 2381) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 2381).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2382, 2383) : *MM. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Jack Lang, ministre ; Claude Estier.*

Art. 1er (p. 2382).

Adopté : amendement n° 1 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur, soutenu par M. Maurice Schumann, président de la commission : suppression de cet article (p. 2382).

- L'article 1er est supprimé (p. 2382)..

Art. 2 (p. 2382).

Adopté : amendement n° 2 de M. Adrien Gouteyron, rapporteur, soutenu par M. Maurice Schumann, président de la commission : suppression de cet article (p. 2383).

- L'article 2 est supprimé (p. 2383).

Rejet du projet de loi (3 octobre 1989) (p. 2383).

Compagnies aériennes

Voir *Questions au Gouvernement* n° **177**

Comptes spéciaux du Trésor

Voir *Lois de finances*, **2**, Economie, finances et budget - I - Charges communes (et rapatriés) ; Comptes spéciaux du Trésor

Condamnations pénales

Voir *Code pénal*, **1**
Procédure pénale, **1 ; 2**
Sports, **1**

Conférence des présidents

1. – **Conférence des présidents :** observation de Mme Hélène Luc sur l'inscription hâtive à l'ordre du jour prioritaire du Sénat de deux projets de loi (20 avril 1989) (p. 331, 333) – *Mme Hélène Luc, MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer.*

2. – **Conférence des présidents :** observation de Mme Hélène Luc concernant l'absence d'inscription à l'ordre du jour du Sénat d'une des propositions de loi relatives aux anciens combattants (11 mai 1989) (p. 645, 646) – *Mme Hélène Luc, M. Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance .*

3. – **Organisation des travaux du Sénat :** protestation de Mme Hélène Luc (29 juin 1989) (p. 2110, 2112) – *Mme Hélène Luc, MM. Michel Caldaguès, Hubert Martin, Emmanuel Hamel, Claude Estier, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

4. – **Observations de M. Robert Vizet** sur l'impossibilité de participer à la fois aux travaux du Sénat en séance publique et aux auditions des commissions (5 octobre 1989) (p. 2450) – *MM. Robert Vizet, Alain Poher, président du Sénat ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Mme Hélène Luc.*

Conflits sociaux

Voir *Questions au Gouvernement* n° **79** ; n° **140** ; n° **141** ; n° **143** ; n° **151** ; n° **152** ; n° **168** ; n° **171**
Questions orales sans débat n° **70**
Rappels au règlement, **1** ; **34** ; **43**

Conseil constitutionnel

Voir *Grâce et amnistie*, **2**
« Renseignements divers », **p. 23*** (contentieux électoral)

1. – **Projet de loi organique relatif aux pouvoirs du Conseil constitutionnel en cas d'annulation d'opérations électorales pour fraude,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier Ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 – 31 août 1989) [n° **484** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi organique tendant à préciser l'article premier de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (24 octobre 1989) [n° **30** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Conseil constitutionnel (décisions)

Voir *Allocutions et communications*, **44** ; **57**
« Renseignements divers », **p. 50***

Conseil économique et social

Voir *Lois de finances*, **2**, Services du Premier ministre - III – Conseil économique et social

Conseil supérieur de la fonction militaire

Voir *Défense*, **1**

Conseil supérieur des Français de l'étranger

Voir *Français de l'étranger*, **1** ; **2**
Lois de finances, **1**

Conseils régionaux

Voir *Elections*, **12**

Consommateurs (protection et information)

Voir *Rapports au Gouvernement*, **1**
Rapports au Parlement, **2**

Consommation

Voir *Lois de finances*, **2**, Economie, finances et budget - II – Services financiers (et consommation)

1. – **Projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation (26 octobre 1988) [n°**326** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Roger Léron (22 novembre 1988) [n° **367** (9e lég.)] – Discussion (25 novembre 1988) – Adoption (25 novembre 1988) [n° **34**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 novembre 1988) [n° **103** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Huchon (5 avril 1989) [n° **237** (88-89)] – Discussion (13 avril 1989) – Adoption (13 avril 1989) [n° **60**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 avril 1989) [n° **566** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Roger Léron (11 mai 1989) [n° **680** (9e lég.)] – Discussion (19 mai 1989) – Adoption (19 mai 1989) [n° **99**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (23 mai 1989) [n° **318** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean Huchon (24 mai 1989) [n° **323** (88-89)] – Discussion (31 mai 1989) – Adoption (31 mai 1989) [n° **77**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (1er juin 1989) [n° **719** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Roger Léron (8 juin 1989) [n° **734**] – Discussion (14 juin 1989) – Adoption (14 juin 1989) [n°**119**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Huchon (7 juin 1989) [n° **371** (88-89)] – Discussion (16 juin 1989) – Adoption (16 juin 1989) [n° **107**].

PROMULGATION : Loi n° 89-421 du 23 juin 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 29 juin 1989).

Discussion (première lecture)

(13 avril 1989) (p. 211, 243).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 211, 216) : *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; MM. Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan ; William Chervy, Robert Pagès.*

Associations : *Chervy (William)* (p. 215) ; *Huchon (Jean)* (p. 214) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 212, 213).

Communautés européennes (directives) : *Chervy (William)* (p. 215) ; *Huchon (Jean)* (p. 213) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 211).

Concurrence : *Huchon (Jean)* (p. 213).

Conseil de la concurrence : *Huchon (Jean)* (p. 214) ; *Pagès (Robert)* (p. 216).

Consommation : *Chervy (William)* (p. 215) ; *Huchon (Jean)* (p. 213, 214) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 211, 212, 216) ; *Pagès (Robert)* (p. 215).

Démarchage à domicile : *Huchon (Jean)* (p. 213) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 211).

Grand marché intérieur (CEE) : *Pagès (Robert)* (p. 215).

Mariage : *Huchon (Jean)* (p. 214) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 212) ; *Pagès (Robert)* (p. 216).

Marketing et promotion : *Neiertz (Véronique)* (p. 211).

Ménages : *Huchon (Jean)* (p. 213).

Prêts : *Chervy (William)* (p. 215).

Publicité : *Neiertz (Véronique)* (p. 212).

Vente par correspondance : *Huchon (Jean)* (p. 214) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 212).

Ventes : *Huchon (Jean)* (p. 214) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 212) ; *Pagès (Robert)* (p. 216).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 217, 243) : *M. Jean Huchon, rapporteur ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat ; MM. Ernest Cartigny, Jean Arthuis, Robert Pagès, Robert Laucournet, Paul Loridant, William Chervy.*

Art. 1er *(Extension du champ d'application de la loi n° 72-1137 du 22 décembre 1972 relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile)* (p. 217).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Jean Huchon, rapporteur : définition des produits sur lesquels porte le démarchage (p. 217 ; priorité ordonnée p. 217) – Amendements identiques n° 1 de M. Jean Huchon, rapporteur, et n° 47 de M. Ernest Cartigny : exclusion de la définition du démarchage des visites du commerçant chez le consommateur effectuées à la demande de ce dernier (p. 218 ; scrutin public n° 116) – Amendements de M. Jean Huchon, rapporteur, n° 3 : application de la présente loi au démarchage effectué au cours d'une visite demandée par le consommateur sur un objet différent de celui de la demande (p. 218 ; scrutin public n° 117) – Nos 4 et 6, rédactionnels (p. 219) – N° 5, de coordination (p. 219) – N° 7 : définition des excursions et réunions assimilées au démarchage (p. 219) – N° 8 : application au démarchage par téléphone des dispositions de la loi du 6 janvier 1988 relative aux opérations dites de « télé-achat » (p. 219) – N° 9 : non-application du délai de renonciation de sept jours aux contrats signés par le consommateur après réception de la confirmation de l'offre faite par téléphone (p. 219) – N° 10 : interdiction faite aux professionnels d'effectuer une prestation de service au cours d'une opération de démarchage (p. 220) – Nos 11, 12 et 13, rédactionnels (p. 220) – Et n° 14 : définition des prestations de service dérogeant à la loi n° 72-1137 précitée (p. 220).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 220).

Après l'art. 1er (p. 220).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 15 de M. Jean Huchon, rapporteur : sanctions pénales applicables aux démarchages effectués sous couvert de services publics (p. 221).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 221).

Art. 2 *(Modifications de la loi n° 78-22 du 10 janvier 1978 relative à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit)* (p. 221).

Adoptés : amendements de M. Jean Huchon, rapporteur, n° 16 : définition des opérations assimilées aux opérations de crédit (p. 222 ; scrutin public n° 118) – N° 17, de coordination (p. 222) – N° 18, de coordination avec son amendement n° 16 (p. 223) – N° 19 : définition des opérations de crédit auxquelles sont applicables les obligations d'information préalable de l'emprunteur (p. 223) – N° 20 : cas particuliers des crédits permanents ou « revolving » (p. 224) – N° 21 : institution d'un délai de présentation par le vendeur, aux agents chargés du contrôle, de la copie de l'offre préalable de crédit (p. 224) – N° 22, rédactionnel (p. 225) – N° 23 : mentions devant figurer sur le reçu délivré à l'acheteur au moment du paiement de l'acompte (p. 225) – N° 24 : inapplicabilité de la possibilité de remboursement anticipé aux contrats de location avec option d'achat (p. 225) – Et n° 25, de coordination (p. 226) – Amendements de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat, n° 60 : définition de l'obligation d'information applicable aux opérations de location avec option d'achat (p. 223) – Et n° 59 : définition du délai de prescription applicable aux actions engagées devant le juge d'instance (p. 226).

Rejetés : amendements de M. Robert Pagès, n° 44 : liste exhaustive des opérations de crédit (p. 222) – Et n° 45 : suppression de la possibilité offerte à la banque de ne pas informer le consommateur du montant des remboursements par échéance (p. 223).

Devenu sans objet : amendement n° 46 de M. Robert Pagès : suppression de l'obligation de verser un acompte avant la conclusion définitive du contrat relatif à l'opération de crédit (p. 225).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 226).

Après l'art. 2 (p. 226).

Adopté : amendement n° 57 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis : institution d'une procédure de redressement judiciaire civil destinée à permettre l'apurement du passif exigible de personnes physiques (p. 230 ; scrutin public n° 119).

Retiré : amendement n° 26 de M. Jean Huchon, rapporteur : entrée en vigueur des dispositions de l'article 2 (p. 242 ; précédemment réservé p. 226).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 230).

Art. 3 *(Information préalable des consommateurs sur les conditions générales de vente proposées par les professionnels)* (p. 230).

Adoptés : amendements de M. Jean Huchon, rapporteur, n° 27 : limitation de l'obligation d'informer aux personnes intéressées (p. 230) – Et n° 28 : suppression de la mention des sanctions applicables en cas de non-respect des dispositions de cet article (p. 230).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 230).

Art. 4 *(Intervention du ministre chargé de la consommation devant les juridictions saisies par les associations de consommateurs)* (p. 230).

Adopté : amendement n° 29 de M. Jean Huchon, rapporteur : suppression de cet article (p. 231).

– L'article 4 est supprimé (p. 231).

Art. 5 *(Extension du champ d'application de la loi n° 53-1090 du 5 novembre 1953 interdisant les procédés de vente dits « à la boule de neige »)* – Adopté (p. 231).

Art. 6 *(Réglementation des loteries avec pré-tirage)* (p. 231).

Adoptés : amendements de M. Jean Huchon, rapporteur, n° 30 : limitation des dispositions de cet article aux loteries avec pré-tirage et précision des obligations des organisateurs (p. 232) ; sous-amendements nos 62 et 65 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 232) – Et n° 31, rédactionnel (p. 232) – Amendement n° 64 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat : suppression de la mention du délai d'entrée en vigueur des dispositions de cet article (p. 233).

Rejeté : sur l'amendement n° 30 de la commission, sous-amendement n° 61 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 232).

Devenu sans objet : amendement n° 32 de M. Jean Huchon, rapporteur : entrée en vigueur des dispositions de cet article (p. 233).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 233).

Art. 7 *(Réglementation des contrats de courtage matrimonial)* (p. 233).

Adoptés : amendements de M. Jean Huchon, rapporteur, n° 33 : nature des mentions devant figurer sur le contrat (p. 233) – N° 35 : contenu des annonces personnalisées diffusées par l'intermédiaire d'un professionnel pour proposer des rencontres en vue de la réalisation d'un mariage ou d'une union stable (p. 234) – Et nos 37 et 38, rédactionnels (p. 235).

Retirés : amendements de M. Jean Huchon, rapporteur, n° 34 : suppression du délai de rétractation de sept jours accordé aux contractants (p. 234) – Et n° 36 : limitation du droit à la restitution des sommes versées au seul cas de la résiliation du fait du professionnel cocontractant (p. 235).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 235).

Art. 7 bis *(Régime des emballages de liquides alimentaires)* (p. 235).

Adopté : amendement n° 39 de M. Jean Huchon, rapporteur : règles législatives relatives à la consignation (p. 236).

– L'article 7 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 39, est adopté (p. 236).

Art. 7 ter *(Interdiction d'installation de portes automatiques de garage non conformes aux règles de sécurité en vigueur)* (p. 236).

Adoptés : amendement n° 40 de M. Jean Huchon, rapporteur : inclusion dans le code de la construction et de l'habitation de dispositions concernant la sécurité des installations de portes automatiques de garage et de cabines d'ascenseur (p. 237) ; sous-amendement n° 63 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 237).

– L'article 7 ter, dans la rédaction de l'amendement n° 40, ainsi modifié, est adopté (p. 237).

Art. 8 *(Pouvoir des agents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes pour constater et poursuivre les infractions aux textes sur la consommation)* – Adopté (p. 237).

Art. 9 *(Harmonisation des délais de réflexion, de retour et de rétractation)* (p. 237).

Retiré : amendement n° 41 de M. Jean Huchon, rapporteur (p. 237).

– L'article 9 est adopté (p. 237).

Art. 10 *(Distinction entre certificats de qualification et résultats d'essais comparatifs)* (p. 237).

Adopté : amendement n° 42 de M. Jean Huchon, rapporteur : suppression de cet article (p. 238).

– L'article 10 est supprimé (p. 238).

Après l'art. 10 (p. 238).

Adoptés : amendement n° 43 (art. additionnel) de M. Paul Loridant, retiré par son auteur et repris par M. Jean Arthuis : possibilité pour les associations d'actionnaires d'ester en justice (p. 239) – Amendement n° 51 (art. additionnel) de M. Paul Loridant : modification de la définition du taux d'intérêt légal (p. 241) – Amendement n° 58 (art. additionnel) de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat : modification de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes afin de permettre le retrait du marché de produits suspectés de présenter des anomalies de fabrication ou de non-conformité à l'étiquetage (p. 242) – Amendement n° 66 (art. additionnel) de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat : entrée en vigueur des dispositions des articles 2, 6 et 7 du présent projet (p. 242 ; précédemment réservé p. 226) ; sous-amendement n° 67 de M. Jean Huchon, rapporteur (p. 242).

Rejetés : amendement n° 48 (art. additionnel) de M. Gérard Delfau, soutenu par M. William Chervy : organisation interne de la profession d'expert automobile (p. 240) – Amendement n° 55 (art. additionnel) de M. Paul Loridant : paiements à échéance des traites et des effets de commerce intervenant lors des fêtes légales (p. 241).

Devenus sans objet : amendements (art. additionnels) de M. Gérard Delfau, soutenu par M. William Chervy, n° 49 : cas de radiation de l'expert en automobile (p. 240) – Et n° 50 : modes de prononcé de la radiation de la profession d'expert en automobile (p. 240) – Amendement n° 54 (art. additionnel) de M. Paul Loridant : abrogation des lois du 23 décembre 1904, du 13 juillet 1905, du 29 octobre 1909 et du 7 juillet 1925 concernant les fêtes légales (p. 241).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 239, 241 et 242).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jean Simonin* (p. 242), *Robert Pagès* (p. 242), *William Chervy* (p. 242), *Jean Arthuis* (p. 242, 243) ; *intervention de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat* (p. 243).

Adoption (13 avril 1989) (p. 243).

Discussion (deuxième lecture)

(31 mai 1989) (p. 999, 1012).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 999, 1001) : *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; MM. Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Paul Souffrin.*

Démarchage à domicile : *Huchon (Jean)* (p. 1000).

Droit communautaire : *Huchon (Jean)* (p. 1000).

Endettement (entreprises et particuliers) : *Neiertz (Véronique)* (p. 1001) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1000).

Ministère public : *Huchon (Jean)* (p. 1000).

Politique économique et sociale : *Souffrin (Paul)* (p. 1000).

Procédure législative : *Huchon (Jean)* (p. 1000).

Publicité : *Souffrin (Paul)* (p. 1000).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1001, 1012) : *M. Jean Huchon, rapporteur ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat ; MM. Paul Souffrin, Guy Robert, Jean Arthuis, Robert Pagès, William Chervy, Alain Pluchet, Claude Estier, Gérard Larcher.*

Art. 1er (p. 1001).

Adoptés : amendements de M. Jean Huchon, rapporteur, n° 1 : extension de la protection à tous les biens (p. 1002) – N° 2 : définition restrictive de l'activité de démarchage (p. 1002) – N° 3 : coordination avec l'amendement n° 1 (p. 1002) – Et n° 4 : rédactionnel (p. 1002).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1002).

Art. 1er bis (p. 1003) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Jean Huchon, rapporteur : rétablissement de cet article relatif aux sanctions pénales appliquées au démarchage effectué sous couvert de services publics (p. 1003).

– L'article 1er bis, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est rétabli (p. 1003).

Art. 2 (p. 1003).

Adoptés : amendements de M. Jean Huchon, rapporteur, n° 7 : définition des opérations de crédit (p. 1003 ; priorité ordonnée p. 1003) – N° 6 : analogue à l'amendement n° 7 (p. 1004) – Nos 8 et 9 : coordination avec les amendements nos 6 et 7 (p. 1004) – N° 10 : informations à fournir à l'emprunteur préalablement à la conclusion d'une opération de crédit (p. 1004) – N° 11 : établissement d'un troisième exemplaire de l'offre préalable limité au seul cas de contrôle effectif (p. 1004) – Et n° 12 : coordination avec les amendements nos 6 et 7 (p. 1004).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1004).

Après l'art. 2 (p. 1004).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 21 de M. Guy Robert : protection des cautions (p. 1005).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1005).

Art. 2 bis (p. 1007) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 20 de M. Jean Arthuis : rétablissement de cet article relatif à l'institution d'une procédure judiciaire civile destinée à permettre l'apurement du passif des personnes physiques (p. 1008 ; scrutin public n° 137).

– L'article 2 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 20, est rétabli (p. 1008).

Art. 4 (p. 1008).

Adopté : amendement n° 13 de M. Jean Huchon, rapporteur : suppression de cet article (p. 1008).

– L'article 4 est supprimé (p. 1008).

Art. 6 (p. 1008).

Adoptés : amendement n° 22 de M. Philippe François, soutenu par M. Alain Pluchet : limitation des dispositions de cet article aux seules opérations publicitaires réalisées par voie d'écrit (p. 1009) – Amendements de M. Jean Huchon, rapporteur, n° 14 : application des dispositions de cet article aux seules loteries effectuées avec pré-tirage (p. 1009) – N° 15 : rédactionnel (p. 1010) – N° 16 : communication du nombre de lots mis en jeu (p. 1010) – Et n° 17 : sanctions applicables en cas d'infraction (p. 1010).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1010).

Art. 7 bis (p. 1010).

Adopté : amendement n° 18 de M. Jean Huchon, rapporteur : détermination de la consignation des emballages par une commission dite de la consignation (p. 1011).

Rejeté : amendement n° 23 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat : consignation des emballages personnalisés (p. 1011 ; priorité ordonnée p. 1001).

– L'article 7 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1011).

Art. 7 ter (p. 1011).

Adoptés : amendements de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat, n°s 24 et 25 : définition des personnes habilitées à saisir le juge des référés afin qu'il ordonne la mise en conformité des ascenseurs et des portes automatiques (p. 1011 et 1012).

– L'article 7 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1012).

Art. 13 – Adopté (p. 1012).

Art. 14 (p. 1012).

Adopté : amendement n° 19 de M. Jean Huchon, rapporteur : instauration d'un délai de six mois pour la mise en oeuvre des dispositions instituant des possibilités de remboursements anticipés pour l'emprunteur (p. 1012).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1012).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. William Chervy* (p. 1012), *Robert Pagès* (p. 1012).

Adoption (31 mai 1989) (p. 1012).

Discussion (commission mixte paritaire)

(16 juin 1989) (p. 1654, 1656).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1654) : *MM. Jean Huchon, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Pierre Arpaillange, ministre de la justice.*

Condamnations pénales : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1654).

Navettes législatives : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1654) ; *Huchon (Jean)* (p. 1654).

Ménages : *Huchon (Jean)* (p. 1654).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1655, 1656)

Art. 1er et 2 (p. 1655).

Art. 2 bis A et 2 bis (p. 1655) – Supprimés par la commission mixte paritaire.

Art. 6, 7 bis et 7 ter (p. 1655).

Art. 14 (p. 1656).

Adoption (16 juin 1989) (p. 1656).

Constitution

Voir *Elections*, 7
Marchés financiers, **1**

Contentieux administratif

Voir *Juridictions administratives*, **1**

Contentieux fiscal

Voir *Rapports du Gouvernement*, **3**

Contrats de Plan

Voir *Lois de finances*, **2**, Services du Premier ministre - IV – Plan
Questions orales sans débat n° **143**

Contrats ou conventions

Voir *Sécurité sociale*, **3**

Coopération

Voir *Questions au Gouvernement* n° **144** ; n° **157**
Traités et conventions, **11** ; **18**

Coopération économique

Voir *Traités et conventions*, **17**

Coopération européenne

Voir *Traités et conventions*, **19**

Coopération intercommunale

Voir *Questions au Gouvernement* n° **127**
Urbanisme, **1**

Corse (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **79** ; n° **89** ; n° **142**
Rappels au règlement, **1** ; **2**

Côte d'Ivoire

Voir *Traités et conventions*, **13** ; **38**

Cotisations sociales

Voir *Lois de finances*, **2**, art. 2 bis ; Prestations sociales agricoles - (Budget annexe)
Questions orales sans débat n° **96**
Sécurité sociale, **4**

Cour des comptes

Voir *Lois de finances*, **2**, Economie, finances et budget - I – Charges communes (et rapatriés) ; Rapport annuel de la Cour des comptes
Rapports au Parlement, **4**

Cours et tribunaux

Voir *Questions orales sans débat* n° **58**

Créances

Voir *Procédure parlementaire*, **1**

1. – **Proposition de loi tendant à instituer un droit à l'emprunt en faveur des étudiants**, PRESENTEE AU SENAT, par M.

Georges Gruillot, sénateur et plusieurs de ses collègues (30 juin 1989) [n° **447** (89-90)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées à l'endettement des particuliers,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et par Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 – 7 septembre 1989) [n° **485** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Jean Simonin (26 octobre 1989) [n° **40** (89-90)] – Avis de M. Lucien Lanier (26 octobre 1989) [n° **43** (89-90)] – Urgence – Discussion (30, 31 octobre et 13 novembre 1989) – Adoption (13 novembre 1989) [n° **23**].

NOUVEL INTITULE : **Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles.**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 novembre 1989) [n° **995** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Lequiller (30 novembre 1989) [n° **1049** (9e lég.)] – Discussion (5 et 7 décembre 1989) – Adoption (7 décembre 1989) [n° **209**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (8 décembre 1989) [n° **115** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Pierre Lequiller (12 décembre 1989) [n° **1085** (9e lég.)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **222**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Simonin (12 décembre 1989) [n° **124** (89-90)] – Discussion (18 décembre 1989) – Adoption (18 décembre 1989) [n° **56**].

PROMULGATION : Loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 2 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(30 octobre 1989) (p. 2816, 2857) ; (31 octobre 1989) (p. 2865, 2881) ; (13 novembre 1989) (p. 3178, 3240).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2816, 2835) : *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; MM. Jean Simonin, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Lucien Lanier, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Jacques Thyraud, Jean Arthuis, Charles Lederman, William Chervy, Paul Loridant, Robert Laucournet, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Claude Estier.*

Ce projet de loi vise à organiser un ensemble de procédures permettant de réduire et de résoudre les problèmes des ménages endettés à l'excès, lorsqu'ils se trouvent dans l'incapacité d'assurer le paiement de leurs dettes.

Banques et établissements financiers : *Lederman (Charles)* (p. 2828) ; *Loridant (Paul)* (p. 2831).

Chômage : *Lederman (Charles)* (p. 2827).

Commissions départementales d'examen des situations d'endettement des particuliers : *Arthuis (Jean)* (p. 2824) ; *Lanier (Lucien)* (p. 2821) ; *Lederman (Charles)* (p. 2829) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2818) ; *Simonin (Jean)* (p. 2820) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2824).

Concurrence : *Chervy (William)* (p. 2830).

Crédit de trésorerie : *Lederman (Charles)* (p. 2827, 2829) ; *Loridant (Paul)* (p. 2831) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2816) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2823).

Débats (organisation) : *Estier (Claude)* (p. 2835) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2834) ; *Lederman (Charles)* (p. 2834).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Lanier (Lucien)* (p. 2820).

Intérêt (taux) : *Lanier (Lucien)* (p. 2822) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2817).

Justice : *Loridant (Paul)* (p. 2831) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2824).

Logement social : *Laucournet (Robert)* (p. 2832).

Ménages : *Arthuis (Jean)* (p. 2824) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2832) ; *Lederman (Charles)* (p. 2828) ; *Loridant (Paul)* (p. 2831) ; *Simonin (Jean)* (p. 2818, 2819).

Pauvreté : *Neiertz (Véronique)* (p. 2817).

Pouvoir d'achat : *Chervy (William)* (p. 2830) ; *Lederman (Charles)* (p. 2826).

Prêts : *Lanier (Lucien)* (p. 2820, 2821) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2832) ; *Lederman (Charles)* (p. 2827) ; *Simonin (Jean)* (p. 2819).

Redressement et liquidation judiciaires : *Arthuis (Jean)* (p. 2824) ; *Lanier (Lucien)* (p. 2821, 2822) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2823).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Lanier (Lucien)* (p. 2820).

Royaume-Uni : *Lanier (Lucien)* (p. 2820).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2835, 2857 ; 2865, 2881 ; 3178, 3240) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Simonin, rapporteur ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat ; MM. Charles Lederman, Robert Laucournet, Lucien Lanier, rapporteur pour avis ; Jean François-Poncet, président de la commission ; Philippe François, Jean Arthuis, Robert Pagès, Xavier de Villepin, Ernest Cartigny, Jean Chérioux, Jacques Thyraud, Daniel Millaud, Henri Collette, Jean Clouet, Gérard Larcher, Henri Collard, Emmanuel Hamel, Christian Bonnet, Claude Estier, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Paul Loridant.*

Avant l'art. 1er (p. 2835).

Adoptés : amendement n° 25 (division additionnelle) de M. Jean Simonin, rapporteur : insertion d'un titre premier intitulé « Du règlement des situations de surendettement des particuliers » (p. 2837) – Amendement n° 88 (division additionnelle) de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : insertion d'un chapitre Ier intitulé « Du règlement amiable » (p. 2839).

Rejetés : sur l'amendement n° 25 de la commission, sous-amendement n° 169 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 2837) – Amendement n° 136 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : augmentation du salaire minimum interprofessionnel de croissance (p. 3219 ; scrutin public n° 24 ; précédemment réservé p. 2836).

Retirés : amendement n° 57 (division additionnelle) de M. Claude Estier, soutenu par M. Robert Laucournet : insertion d'une section 1 intitulée « De la prévention du surendettement des particuliers » (p. 3236 ; précédemment réservé p. 2835 et 3216) – Amendement n° 71 (division additionnelle) de M. Claude Estier, soutenu par M. Robert Laucournet : insertion d'une section 2 intitulée « De la procédure de règlement judiciaire du surendettement » (p. 2837) – Amendement n° 137 de M. Charles Lederman (p. 3182 ; précédemment réservé p. 2838) – Amendement n° 26 (division additionnelle) de M. Jean Simonin, rapporteur : insertion d'un chapitre Ier intitulé « Règlement amiable » (p. 2838) – Amendement n° 120 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis (p. 2847 ; précédemment réservé p. 2839).

Devenu sans objet : amendement n° 87 (division additionnelle) de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : insertion d'un titre Ier intitulé « Du règlement des situations d'endettement des particuliers » (p. 2837).

– Deux divisions additionnelles sont insérées dans le projet de loi (p. 2837 et 2839).

Art. 1er *(Ouverture de la procédure de règlement amiable)* (p. 2839).

Adoptés : amendement n° 27 de M. Jean Simonin, rapporteur : élaboration d'un plan conventionnel ; notion de surendettement (p. 2847 ; priorité ordonnée p. 2839 ; scrutin public n° 10) ; sous-amendement n° 73 de M. Claude Estier, soutenu

par M. Robert Laucournet (p. 2847) ; sous-amendement n° 191 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 2846) ; sous-amendement n° 172 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 2840).

Rejetés : sur l'amendement n° 27 de la commission, sous-amendement n° 190 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 2846) – Sur ce même amendement, sous-amendement n° 183 de M. Philippe François (p. 2846).

Retirés : sur l'amendement n° 27 de la commission, sous-amendements n°s 170 et 171 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 2840) – Sur ce même amendement, sous-amendement n° 192 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 2840) – Amendement n° 89 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 2840) – Amendement n° 72 de M. Claude Estier, retiré par M. Robert Laucournet (p. 2840).

Devenus sans objet : amendement n° 4 de M. Xavier de Villepin : cas de saisine d'office de la commission départementale d'examen des situations d'endettement des particuliers (p. 2847) – Amendements de M. Ernest Cartigny, n° 118 : analogue à l'amendement n° 4 (p. 2847) – Et n° 12 : cas d'exclusion du bénéfice des dispositions de la présente loi (p. 2847) – Amendement n° 121 de M. Jean Arthuis : saisine par le débiteur du président du tribunal d'instance de son domicile afin de bénéficier de la procédure de règlement amiable ; rôle du président du tribunal d'instance (p. 2847) – Amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 138 : saisine du juge d'instance (p. 2847) – Et n° 139 : cas de la diminution imprévue des revenus disponibles du débiteur (p. 2847) – Amendement n° 56 de M. Jean Chérioux : suspension des poursuites à l'égard des débiteurs pendant l'examen du dossier (p. 2847).

– L'article 1er, dans la rédaction de l'amendement n° 27, ainsi modifié, est adopté (p. 2847).

Art. 2 *(Composition de la commission départementale d'examen des situations d'endettement des particuliers)* (p. 2848).

Adopté : amendement n° 204 de M. Jean Simonin, rapporteur : présence d'un représentant des services sociaux du département, d'un avocat et d'un notaire au sein de la commission (p. 2857).

Rejetés : amendement n° 140 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : participation d'un représentant des organisations de consommateurs et d'un représentant des associations familiales ; exclusion de la participation d'un huissier (p. 2851 ; scrutin public n° 11) – Première partie de l'amendement n° 28 de M. Jean Simonin, rapporteur : élargissement de la composition de la commission (p. 2854) – Sur l'amendement n° 28 de la commission, sous-amendement n° 173 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 2852) – Sur ce même amendement, deuxième partie du sous-amendement n° 175 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 2853) – Sur l'amendement n° 204 de la commission, sous-amendement n° 205 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 2857).

Retirés : amendement n° 122 de M. Jean Arthuis (p. 2848) – Sur l'amendement n° 28 de la commission, sous-amendement n° 184 de M. Philippe François (p. 2853) – Amendements n°s 90 à 92 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : nomination par le préfet de sept personnalités dont un avocat et un notaire (p. 2850) – Amendement n° 13 de M. Ernest Cartigny (p. 2850).

Devenus sans objet : seconde partie de l'amendement n° 28 de M. Jean Simonin, rapporteur : nomination par le représentant de l'Etat dans le département de six personnes appelées à suppléer ou à remplacer les personnalités désignées (p. 2854) – Sur l'amendement n° 28 de la commission, sous-amendement n° 174 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 2854 ; précédemment adopté p. 2853) – Sur ce même amendement, première partie du sous-amendement n° 175 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 2854 ; précédemment adoptée p. 2853) – Sur ce même amendement, sous-amendement n° 176 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 2853) – Amendements de M. Xavier de Villepin, soutenus par M. Daniel Millaud, n° 5 : priorité des dettes liées à l'habitation de la famille (p. 2857) – Et n° 6 : désignation de deux personnalités sur proposition des organisations représentatives des établissements de crédit (p. 2857).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2857).

Art. 3 *(Moyens d'information de la commission départementale d'examen des situations d'endettement des particuliers)* (p. 2865).

Adoptés : amendement n° 29 de M. Jean Simonin, rapporteur : déclaration patrimoniale du débiteur ; élargissement des moyens d'information de la commission (p. 2872) ; sous-amendement n° 177 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 2870) ; sous-amendement n° 202 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 2870) ; sous-amendement n° 74 de M. Claude Estier, soutenu par M. William Chervy (p. 2871) ; sous-amendement n° 142 de M. Charles Lederman (p. 2872).

Retirés : sur l'amendement n° 29 de la commission, sous-amendement n° 185 de M. Philippe François (p. 2870) ; sous-amendement n° 75 de M. Claude Estier, soutenu par M. William Chervy (p. 2872) – Sur l'amendement n° 75 de M. Claude Estier, transformé en sous-amendement à l'amendement n° 29 de la commission, sous-amendement n° 203 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 2869).

Devenus sans objet : amendement n° 93 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : moyens d'information de la commission (p. 2872) – Amendement n° 14 de M. Ernest Cartigny : notion d'intérêt de la famille (p. 2872) – Amendements de M. Charles Lederman, n° 141 : levée du secret professionnel pour la communication des informations par les administrations et établissements de crédit à la commission ; enquêtes sociales (p. 2872) – Et n° 143 : suppression du dernier alinéa de cet article relatif aux obligations du débiteur (p. 2872) – Amendement n° 16 de M. Ernest Cartigny : limites apportées au plan conventionnel de redressement (p. 2868) – Amendement n° 76 de M. Claude Estier, soutenu par M. William Chervy : prévision par le plan des modalités de sa révision (p. 2872).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2872).

Après l'art. 3 (p. 2873).

Adoptés : amendement n° 76 (art. additionnel) de M. Claude Estier, soutenu par M. Robert Laucournet : modalités de révision du plan conventionnel de redressement en cas de changement intervenant dans la situation du débiteur (p. 2873) – Amendement n° 94 (art. additionnel) de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : compétences du tribunal d'instance (p. 2877).

Rejeté : sur l'amendement n° 94 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis, sous-amendement n° 206 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 2877).

Retirés : amendement n° 17 (art. additionnel) de M. Ernest Cartigny : interdiction faite au débiteur de vendre les éléments de son patrimoine pendant la durée d'exécution du plan (p. 2873) – Amendement n° 30 (art. additionnel) de M. Jean Simonin, rapporteur : compétences exactes du juge d'instance en matière d'examen des recours contre les décisions de la commission (p. 2874).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2873 et 2877).

Avant l'art. 4 (p. 3179).

Devenu sans objet : amendement n° 144 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : homologation par le juge d'instance du plan conventionnel de redressement (p. 3181).

Art. 4 *(Missions de la commission départementale d'examen des situations d'endettement des particuliers)* (p. 2877).

Adoptés : amendement n° 31 de M. Jean Simonin, rapporteur : nature et contenu du plan conventionnel de règlement (p. 2878) ; sous-amendement n° 178 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 2878).

Retirés : sur l'amendement n° 31 de la commission, sous-amendement n° 186 de M. Philippe François, soutenu par M. Gérard Larcher (p. 2878) – Amendement n° 95 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis, analogue à l'amendement n° 31 de la commission (p. 2878).

Non soutenu : amendement n° 124 de M. Jean Arthuis (p. 2877).

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 31, ainsi modifiée, est adopté (p. 2878).

Art. 5 *(Interdiction de divulguer des informations à des tiers)* (p. 2878).

Adoptés : amendements de M. Jean Simonin, rapporteur, n° 32 : secret professionnel (p. 2879) – Et n° 33 : extension du champ d'application de cet article à l'ensemble des informations ayant pu être obtenues dans le cadre de la procédure instituée (p. 2879).

Retiré : amendement n° 96 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis, analogue à l'amendement n° 32 de la commission (p. 2879).

Non soutenu : amendement n° 125 de M. Jean Arthuis (p. 2878).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2879).

Art. 6 *(Echec du règlement amiable)* (p. 2879).

Adoptés : amendement n° 97 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 2880) ; sous-amendement n° 193 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 2880).

Retiré : amendement n° 34 de M. Jean Simonin, rapporteur, analogue à l'amendement n° 97 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 2880).

Devenu sans objet : amendement n° 145 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : protection du débiteur (p. 2880).

Non soutenu : amendement n° 126 de M. Jean Arthuis (p. 2879).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 97, ainsi modifié, est adopté (p. 2880).

Après l'art. 6 (p. 3178).

Adopté : amendement n° 207 (art. additionnel) de M. Jean Simonin, rapporteur : information du juge d'instance du lieu et domicile du débiteur de la conclusion du plan conventionnel de règlement (p. 3181 ; scrutin public n° 20 ; priorité ordonnée p. 3180).

Retiré : amendement n° 15 (art. additionnel) de M. Ernest Cartigny : transmission au juge d'instance du plan imposé pour homologation (p. 3180).

Devenu sans objet : amendement n° 77 de M. Claude Estier, soutenu par M. Robert Laucournet : cas de refus de l'homologation du plan par le juge d'instance (p. 3181 ; précédemment réservé p. 2868).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3181).

Avant l'art. 7 (p. 3182).

Adoptés : amendements identiques (division additionnelle) n° 35 de M. Jean Simonin, rapporteur et n° 98 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : insertion d'une division « Chapitre II » intitulée « Du redressement judiciaire » (p. 3182) – Amendements (art. additionnels) de M. Jean Simonin, rapporteur, n° 36 : procédure collective de redressement judiciaire (p. 3185) – Et n° 37 : rôle accru du juge d'instance (p. 3194) ; sous-amendement n° 180 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 3192) ; sous-amendement n° 213 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 3194).

Rejetés : sur l'amendement n° 35 de la commission, sous-amendement n° 211 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 3182) – Sur l'amendement n° 36 de la commission, sous-amendement n° 194 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 3185) et sous-amendement n° 212 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 3185) – Sur l'amendement n° 37 de la commission, sous-amendement n° 208 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 3190 et 3191 ; scrutin public n° 21 sur le paragraphe III) ; sous-amendement n° 181 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 3193 ; scrutin public n° 22) – Paragraphe I de l'amendement n° 128 de M. Jean Arthuis, soutenu par M. Jacques Thyraud : incidences du jugement d'ouverture du redressement judiciaire (p. 3195).

Retirés : paragraphe II de l'amendement n° 128 de M. Jean Arthuis, soutenu par M. Jacques Thyraud : gage de ces dispositions (p. 3195) – Amendements (art. additionnels) de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis, n° 99 : institution d'une procédure de redressement judiciaire devant le juge d'instance (p. 3183) – Et n° 100 : étapes de la procédure judiciaire de redressement (p. 3188) – Sur l'amendement n° 37 de la commission, sous-amendements n°s 187 et 188 de M. Philippe François, soutenus par M. Jean Chérioux (p. 3192).

Devenus sans objet : amendement n° 127 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, soutenu par M. Jacques Thyraud, analogue à l'amendement n° 36 de la commission (p. 3185) – Sur l'amendement n° 100 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis, sous-amendement n° 195 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 3188).

– Une division et deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3182, 3185 et 3194).

Art. 7 *(Pouvoirs du juge dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire)* (p. 3195).

Adoptés : amendements de M. Jean Simonin, rapporteur, n° 38 : suppression des trois premiers alinéas de cet article pour coordination avec ses amendements n°s 36 et 37 (p. 3198) – N° 39 : rôle du juge d'instance en matière de redressement de la situation du débiteur (p. 3199) – N° 40 : réduction du taux d'intérêt sans qu'il puisse être inférieur à la moitié du taux d'intérêt légal (p. 3201 ; scrutin public n° 23 ; priorité ordonnée p. 3200) – Et n° 42 : cas de la vente sur saisie immobilière du logement du débiteur (p. 3206) ; sous-amendement n° 182 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 3206) – Amendement n° 107 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : bénéfice des mesures prononcées par le juge subordonné à l'exécution des obligations mises à la charge du débiteur (p. 3207).

Rejetés : amendement n° 168 de M. André Bohl, soutenu par M. Daniel Millaud : respect de la législation en vigueur en matière d'équilibre des comptes des collectivités territoriales et de leurs services publics industriels et commerciaux (p. 3198) – Amendement n° 41 de M. Jean Simonin, rapporteur : possibilité donnée au juge de mettre à la charge du débiteur des obligations dont l'exécution conditionne l'application des mesures décidées (p. 3202) – Amendement n° 105 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, précédemment retiré par M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : subordination par le juge des mesures décidées à l'abstention par le débiteur d'actes qui aggraveraient son insolvabilité (p. 3202).

Retirés : amendement n° 129 de M. Jean Arthuis, soutenu par M. Jacques Thyraud : « faillite » des particuliers (p. 3196) – Amendements de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis, n° 101, identique à l'amendement n° 38 de la commission (p. 3197) – N°s 102 et 103, analogues à l'amendement n° 38 de la commission (p. 3199) – Et n° 106 : rédactionnel (p. 3206) – Amendements de M. Xavier de Villepin, soutenus par M. Daniel Millaud, n° 7 : durée maximale de la suspension prononcée par le juge (p. 3197) – Et n° 8 (p. 3198) – Amendements n°s 19 et 21 de M. Ernest Cartigny (p. 3197 et 3201) – Amendement n° 135 de M. Claude Estier, retiré par M. Robert Laucournet (p. 3202) – Amendements identiques n° 22 de M. Ernest Cartigny et n° 81 de M. Claude Estier, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : maintien de l'effet de l'hypothèque ou du privilège inscrit en garantie d'une créance dont les termes se trouveraient reculés par la décision du juge (p. 3206) – Sur l'amendement n° 39 de la commission, sous-amendement n° 189 de M. Philippe François, retiré par M. Jean Chérioux (p. 3199).

Devenus sans objet : amendement de coordination n° 18 de M. Ernest Cartigny (p. 3198) – Amendement n° 78 de M. Claude Estier, soutenu par M. Robert Laucournet : durée maximale de la suspension (p. 3198) – Amendement n° 146 de M. Charles Lederman : prononcé de la suspension des procédures civiles d'exécution portant sur l'ensemble des dettes de l'emprunteur (p. 3198) – Amendements analogues n° 20 de M. Ernest Cartigny et n° 104 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : demande des sommes correspondant à l'arriéré reporté

(p. 3201) – Amendement n° 9 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Daniel Millaud : fixation du taux d'intérêt (p. 3201) – Amendement n° 80 de M. Claude Estier, soutenu par M. Robert Laucournet : cas de la vente forcée du logement principal du débiteur grevée d'une inscription bénéficiant à un établissement de crédit (p. 3206) – Sur l'amendement n° 42 de la commission, sous-amendement n° 148 de M. Charles Lederman (p. 3206).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 147 de M. Charles Lederman : report ou échelonnement du paiement des dettes en cause (p. 3199).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3207).

Après l'art. 7 (p. 3207).

Adopté : amendement n° 197 (art. additionnel) de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat : coordination (p. 3210 ; priorité du vote ordonnée p. 3210).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 150 : compétence du juge d'instance en matière de litige relatif à l'exécution d'un gage (p. 3207) – N°s 149 à 152 : accès à l'aide judiciaire (p. 3208) – Et n° 153 : liquidation du patrimoine (p. 3210).

Retiré : amendement n° 154 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès, analogue à l'amendement n° 197 du Gouvernement (p. 3211).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3210).

Avant l'art. 8 (p. 3211).

Adoptés : amendements identiques (division additionnelle) n° 43 de M. Jean Simonin, rapporteur, n° 103 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : insertion d'un chapitre III intitulé « Dispositions communes » (p. 3211) – Amendements (art. additionnels) de M. Jean Simonin, rapporteur, n° 45 : modification du livre des procédures fiscales (p. 3212 ; priorité ordonnée p. 3211) – Et n° 44 : garantie de l'exclusion des débiteurs de mauvaise foi (p. 3214) ; sous-amendement n° 117 de M. Claude Estier, soutenu par M. Robert Laucournet (p. 3214) – Amendements identiques (art. additionnels) n° 46 de M. Jean Simonin, rapporteur et n° 109 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : prise en compte des créances fiscales, parafiscales ou envers les organismes de sécurité sociale dans le dispositif du présent projet (p. 3213).

Retirés : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Daniel Millaud : possibilité de remettre des créances du trésor public et des organismes de prévoyance et de sécurité sociale (p. 3212) – Amendement n° 110 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : exclusion des débiteurs de mauvaise foi du bénéfice des procédures collectives (p. 3214).

– Une division additionnelle et trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3211, 3212, 3213 et 3214).

Art. 8 *(Champ d'application des articles 1 à 7 du présent projet)* (p. 3215).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 47 de M. Jean Simonin, rapporteur (p. 3215) – Amendement n° 111 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : cas des débiteurs relevant de la procédure de règlement amiable de l'exploitation agricole (p. 3215).

Non soutenu : amendement n° 130 de M. Jean Arthuis (p. 3215).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3215).

Après l'art. 8 (p. 3213).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis, n° 112 : détermination des conditions d'application du chapitre III par décret en Conseil d'Etat (p. 3216) – Et n° 113 : présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur l'application des procédures collectives de règlement des situations d'endettement des particuliers (p. 3216).

Retiré : amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Ernest Cartigny : déchéance du bénéfice des dispositions de la présente loi (p. 3214).

Non soutenus : amendements n°s 131 et 132 de M. Jean Arthuis (p. 3215).

Avant l'art. 9 (p. 3219 et 3236).

Adoptés : amendement n° 48 (division additionnelle) de M. Jean Simonin, rapporteur : insertion d'un titre II intitulé « De la prévention des situations de surendettement des particuliers » (p. 3236 ; précédemment réservé p. 3216) – Amendement n° 70 (art. additionnel) de M. Claude Estier, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : cas de la caution (p. 3223 ; précédemment réservé p. 2836 et 3220).

Retirés : amendement n° 156 (division additionnelle) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : insertion d'un titre II intitulé « De la prévention » (p. 3236 ; précédemment réservé p. 3216) – Amendement n° 69 (art. additionnel) de M. Claude Estier, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : obligation faite aux établissements de crédit de s'assurer, à peine de nullité, de la solvabilité du débiteur (p. 3223 ; précédemment réservé p. 2836 et 3220).

Non soutenu : amendement n° 133 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis (p. 3220).

– Une division et un article additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3236 et 3223).

Art. 9 *(Offre de crédit permanent)* (p. 3220).

Adoptés : amendement n° 49 de M. Jean Simonin, rapporteur : fixation des conditions de remboursement des sommes restant dues dans des limites compatibles avec les ressources et les charges du débiteur ; caution solidaire (p. 3223) ; sous-amendement n° 59 de M. Claude Estier, soutenu par M. Robert Laucournet (p. 3222).

Rejeté : sur l'amendement n° 49 de la commission, sous-amendement n° 209 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 3223).

– L'article 9, dans la rédaction de l'amendement n° 49, ainsi modifiée, est adopté (p. 3223).

Après l'art. 9 (p. 3223).

Adoptés : amendements identiques (art. additionnels) n° 50 de M. Jean Simonin, rapporteur, et n° 1 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat : faculté de rétractation de l'acquéreur d'un logement neuf à usage d'habitation principale (p. 3225) – Amendement n° 55 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux : indication, sur toute publicité immobilière, du montant de l'escompte consenti en cas de paiement comptant (p. 3225).

Rejetés : sur l'amendement n° 1 du Gouvernement, sous-amendement n° 159 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 3225) – Amendements (art. additionnels) de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 157 : amortissement à taux fixe des sommes restant dues en cas d'ouverture de crédit à taux variable (p. 3226) – Et n° 158 : notification par le prêteur aux cautions des incidents de paiement (p. 3226).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3225).

Art. 10 *(Dispositions complémentaires relatives à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier)* (p. 3226).

Adoptés : amendement n° 160 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : information des consommateurs (p. 3227) – Amendements de M. Jean Simonin, rapporteur, n° 52 : dispositions protectrices de caution (p. 3227) – Et n° 51 : condition de restitution des sommes versées à la vente par l'acquéreur d'un bien immobilier ou par le preneur d'un contrat de location-bail lorsque le prêt nécessaire n'a pu être obtenu (p. 3228) – Amendements de M. Claude Estier, soutenus par M. Robert Laucournet, n°s 65 à 67 : conditions de l'offre (p. 3229 et 3230).

Rejetés : amendement n° 161 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : cas d'interdiction de la publicité immobilière (p. 3227) – Amendement n° 210 de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat : obligation pour l'établissement de crédit de s'assurer, à peine de nullité du cautionnement, de la solvabilité de la personne physique qui s'est portée caution (p. 3228) – Amendements de M. Claude Estier, soutenu par M. Robert Laucournet, nos 61 à 63 : respect du délai légal de rétractation (p. 3228) – Amendement n° 162 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : notification aux cautions par le prêteur des incidents de paiement (p. 3229).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3230).

Après l'art. 10 (p. 3230).

Adoptés : amendement n° 198 (art. additionnel) de M. Jean Simonin, rapporteur : institution d'un fichier national recensant les informations sur les incidents de paiement (p. 3225 ; priorité ordonnée p. 3231) – Amendement n° 84 (art. additionnel) de M. Claude Estier, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : détermination par le juge des modalités de paiement des sommes qui seront exigibles au terme du délai de suspension (p. 3235) – Amendements (art. additionnels) de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 164 : remise à l'emprunteur d'une nouvelle offre préalable en cas de modification des conditions d'obtention du prêt à taux fixe (p. 3236) – Et n° 155 : rémunération des vendeurs de biens mobiliers ou immobiliers (p. 3236 ; précédemment réservé et soutenu p. 3214) – Amendements identiques (division additionnelle) n° 53 de M. Jean Simonin, rapporteur, et n° 166 de M. Charles Lederman : insertion d'un titre III intitulé « Dispositions diverses » (p. 3236).

Retirés : amendement n° 2 (art. additionnel) de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat (p. 3230) – Amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Xavier de Villepin, retiré par M. Daniel Millaud (p. 3233) – Amendements (art. additionnels) de M. Claude Estier, n° 58, retiré par M. Robert Laucournet (p. 3231) – Et n° 86, retiré par M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 3237) – Amendement n° 165 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, retiré par M. Robert Pagès (p. 3233) – Amendement n° 85 (division additionnelle) de M. Claude Estier, retiré par M. Robert Laucournet (p. 3236).

Devenus sans objet : sur l'amendement n° 2 du Gouvernement, sous-amendement n° 163 de M. Charles Lederman (p. 3230) – Amendement n° 3 (art. additionnel) de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat, analogue à l'amendement n° 198 de la commission (p. 3235) ; sous-amendements nos 199 à 201 de M. Paul Loridant (p. 3235) ; sous-amendement n° 114 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis (p. 3235).

– Quatre articles additionnels et une division additionnelle sont insérés dans le projet de loi (p. 3235 et 3236).

Avant l'art. 11 (p. 3237).

Rejeté : amendement n° 167 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : sanction à l'encontre des organismes prêteurs (p. 3227 ; scrutin public n° 25).

Art. 11 *(Conditions d'application de la présente loi)* (p. 3237).

Adopté : amendement rédactionnel n° 54 de M. Jean Simonin, rapporteur (p. 3238).

Retiré : amendement n° 115 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 3237).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3238).

Avant l'art. 12 (p. 3238).

Retiré : amendement n° 134 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis, retiré par M. Jacques Thyraud (p. 3238).

Art. 12 *(Rapport sur l'application de la présente loi)* (p. 3238).

Retiré : amendement n° 116 de M. Lucien Lanier, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 3238).

– L'article 12 est adopté (p. 3238).

Intitulé du projet de loi (p. 3238).

Adoptés : amendement n° 24 de M. Jean Simonin, rapporteur : « Projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers » (p. 3238) – Amendement n° 119 de M. Jean Arthuis, soutenu par M. Jacques Thyraud : ajout du terme « Et des familles » (p. 3238).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 3238).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Robert Pagès* (p. 3238, 3239), *Robert Laucournet* (p. 3239), *Mme Nelly Rodi* (p. 3239), *MM. Ernest Cartigny* (p. 3240), *Jean Simonin, rapporteur* (p. 3240) ; *Lucien Lanier, rapporteur pour avis* (p. 3240) ; *intervention de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat* (p. 3240).

Adoption (13 novembre 1989) (p. 3240).

Discussion (commission mixte paritaire)

(18 décembre 1989) (p. 5117, 5123).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5117, 5119) : *M. Jean Simonin, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation.*

Conseil d'Etat : *Neiertz (Véronique)* (p. 5118).

Intérêt (taux) : *Simonin (Jean)* (p. 5118).

Prêts : *Simonin (Jean)* (p. 5118).

Procédure civile : *Neiertz (Véronique)* (p. 5118).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5119, 5123).

Art. 1er, 2, 3, 3 bis, 3 ter, 4, 5 bis, 6, 7A et 7B (p. 5119).

Art. 7, 7 bis A et 7 bis B (p. 5120).

Art. 7 bis et 8A (p. 5120) – Supprimés par la commission mixte paritaire.

Art. 8B et 8 bis (p. 5120).

Art. 9A (p. 5120) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 9 (p. 5120).

Art. 9 bis (p. 5121) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 9 ter, 9 quater, 10 et 10 bis (p. 5121).

Art. 10 ter, 10 quater, 10 quinquies, 10 sexies, 10 septies et 10 octies (p. 5122).

Art. 11A (p. 5122) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 11 bis et 13 (p. 5122).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Claude Estier* (p. 5122), *Robert Pagès* (p. 5123).

Adoption (18 décembre 1989) (p. 5123).

Crédit

Voir *Créances*, **2**

Crédit agricole

Voir *Questions au Gouvernement* n° **83**

Crimes, délits et contraventions

Voir *Code pénal*, **1 ; 2 ; 3**
Grâce et amnistie, **4**
Police, **3**
Questions au Gouvernement n° **100**
Questions orales sans débat n° **47 ; n° 74**

Rappels au règlement. **10 ; 12**
Traités et conventions. **12**

Culture (ministère)

Voir *Questions orales sans débat* n° **71**

D

Danse

Voir *Enseignement*, **1**

Débats (organisation)

1. – **M. Gérard Delfau** s'élève contre la teneur des débats du Sénat en date du 24 octobre 1989 sur le projet de loi relatif à l'**action des collectivités territoriales en faveur du développement économique local** (25 octobre 1989) (p. 2709, 2710) – *MM. Gérard Delfau, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Jacques Larché, président de la commission des lois.*

Décentralisation

Voir *Enseignement supérieur*, **1**
Famille, **1**
Fonction publique, **1**
Lois de finances, **2**, Industrie et aménagement du territoire - II – Aménagement du territoire ; Intérieur
Questions orales sans débat n° **136**

Déchets

Voir *Lois de finances*, **2**, Services du Premier ministre - V – Environnement
Questions orales sans débat n° **118**

1. – **Proposition de loi relative au financement du service d'élimination des déchets des ménages,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Alain Gérard, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance 22 décembre 1988 – 15 mars 1989) [n° **225** (88-89)] – Renvoi à la commission des finances.

Décorations

Voir *Lois de finances*, **2**, Légion d'honneur – Ordre de la libération - (Budgets annexes)

1. – **Proposition de loi tendant à rétablir le « Mérite combattant »,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Francisque Collomb, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 mai 1989) [n° **285** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Défense

Voir *Défense nationale*, **1 ; 2**
Questions orales avec débat n° **33**
Rapports d'information, **3**

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 69-1044 du 21 novembre 1969 relative au Conseil supérieur de la fonction militaire,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense (6 décembre 1989) [n° **109** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Albert Voilquin (13 décembre 1989) [n° **131** (89-90) – Discussion (14 décembre 1989) – Adoption (14 décembre 1989) [n° **38**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1989) [n° **1103** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Jean Gatel (15 décembre 1989) [n° **1105** (9e lég.)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **223**].

PROMULGATION : Loi n° 89-1003 du 31 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 2 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(14 décembre 1989) (p. 4963, 4968).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4963, 4967) : *MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense ; Albert Voilquin, rapporteur de la commission des affaires étrangères, Jean-Luc Bécart, Jean-Pierre Bayle.*

Le projet de loi tend à réformer le Conseil supérieur de la fonction militaire afin d'en faire l'instance légitime d'expression des préoccupations militaires.

Conseil supérieur de la fonction militaire (composition) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4966) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4963, 4964, 4967) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4964, 4965).

Conseil supérieur de la fonction militaire (rôle) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4967) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4965, 4966) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4963, 4964, 4967) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4964, 4965).

Défense (ministère) (personnels) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4966).

Gendarmerie nationale : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4965) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4963).

Ordre du jour du Sénat : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4965) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4967).

II. DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4968).

Art. unique (*Mode de désignation des membres du Conseil supérieur de la fonction militaire*) (p. 4968).

Adoption (14 décembre 1989) (p. 4968).

Défense nationale

Voir *Défense*, **1**
Lois de finances, **2**, Services du Premier ministre - II. – Secrétariat général de la défense nationale ; Défense
Procès-verbal, **2**
Questions au Gouvernement n° **102**
Questions orales sans débat n° **106 ; n° 125**
Rappels au règlement, **13 ; 44**
Rapports d'information, **9**

1. – **Projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (GIAT),** PRESENTE AU SENAT au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 - 17 août 1989) [n° **475** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Xavier de Villepin (25 octobre 1989) [n° **35** (89-90)] – Avis de M. Emmanuel Hamel (2 novembre 1989) [n° **46** (89-90)] – Urgence – Discussion (8 novembre 1989) – Adoption (8 novembre 1989) [n° **22**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 novembre 1989) [n° **984** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Jean-François Delahais (6 décembre 1989) [n° **1056** (9e lég.)] – Discussion (8 décembre 1989) – Adoption (8 décembre 1989) [n° **210**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (11 décembre 1989) [n° **116** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-François Delahais (12 décembre 1989) [n° **1084** (9e lég.)] – Discussion (13 décembre 1989) – Adoption (13 décembre 1989) [n° **216**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Xavier de Villepin (12 décembre 1989) [n° **123** (89-90)] – Discussion (14 décembre 1989) – Adoption (14 décembre 1989) [n° **40**].

PROMULGATION : Loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 27 décembre 1989).

Discussion (première lecture)

(8 novembre 1989) (p. 3105, 3131).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3105, 3122) : *MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense ; Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Emmanuel Hamel, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Mmes Paulette Fost, Marie-Claude Beaudeau, Hélène Luc, MM. Robert Pontillon, Louis Mercier, Lucien Neuwirth, Jean-Luc Bécart ; et les orateurs sur la motion.*

Le projet de loi détermine les principes fondamentaux rendant possible la transformation du GIAT en société nationale et tend à assurer, par la voie législative, un certain nombre de garanties fondamentales au personnel du GIAT afin que les intérêts acquis par celui-ci ne soient pas remis en cause par la transformation du statut du GIAT.

Armement (industrie) : *Fost (Paulette)* (p. 3114).

Armement (industrie) (coopération) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3109) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3110).

Compétitivité économique : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3107) ; *Pontillon (Robert)* (p. 3120).

Emplois (créations et suppressions) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3106, 3109) ; *Fost (Paulette)* (p. 3113, 3114) ; *Mercier (Louis)* (p. 3116) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3117).

Entreprises (financement) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3107).

Equipements militaires : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3108, 3109) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3111).

Exportations : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3106, 3107).

Fonction publique de l'Etat : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3107).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3117).

Groupement des industries d'armement terrestre (GIAT) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3106, 3107, 3108, 3120) ; *Fost (Paulette)* (p. 3112) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3111) ; *Mercier (Louis)* (p. 3116) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3116) ; *Pontillon (Robert)* (p. 3114, 3119) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3110).

Investissements : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3108) ; *Neuwirth (Lucien)* (p. 3117).

Marchés publics : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3107).

Organisations syndicales : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3118) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3106, 3110) ; *Fost (Paulette)* (p. 3113).

Politique de défense : *Fost (Paulette)* (p. 3113).

Privatisations : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3117) ; *Fost (Paulette)* (p. 3112).

Salariés : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3107).

Salariés (droits) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3110, 3121) ; *Fost (Paulette)* (p. 3112, 3114) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3112) ; *Pontillon (Robert)* (p. 3120) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3111).

Secteur public : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3108).

Motion n° 3 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Paulette Fost, **tendant à opposer la question préalable** (p. 3112) – *Mme Paulette Fost, M. Robert Pontillon.*

Rejet de la motion (p. 3115 ; scrutin public n° 18).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3123, 3131) : *MM. Xavier de Villepin, rapporteur ; Emmanuel Hamel, rapporteur pour avis ; Jean-Pierre Chevènement, ministre ; Robert Pagès, Yvon Bourges, Jean-Luc Bécart, Robert Pontillon, Jean Arthuis, Georges Mouly, Mme Paulette Fost.*

Art. 1er *(Organisation des modalités de la transformation du GIAT en société nationale)* (p. 3123).

Parole sur l'article : *M. Robert Pagès* (p. 3122).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Xavier de Villepin, rapporteur : exceptions au principe général de transfert de la totalité du patrimoine (p. 3123) – Amendement n° 6 de M. Emmanuel Hamel, rapporteur pour avis : absence de contrepartie financière à la transformation du GIAT au profit de l'Etat ou de ses agents (p. 3125).

Retirés : amendements de M. Emmanuel Hamel, rapporteur pour avis, n° 4 : identique à l'amendement n° 1 (p. 3123) – Et n° 5 : évaluation des droits, biens et obligations apportés à la nouvelle société nationale (p. 3125).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3125).

Après l'art. 1er (p. 3125).

Irrecevable (article 1er, alinéa 2, de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances) : amendement (art. additionnel) n° 2 de M. Xavier de Villepin, rapporteur : suivi dans le temps de l'individualisation des crédits apportés par l'Etat au GIAT (p. 3126).

Art. 2 *(Principe du choix offert à tout employé du GIAT entre le réemploi dans la nouvelle société et le changement d'affectation)* (p. 3126).

Parole sur l'article : *MM. Emmanuel Hamel, rapporteur pour avis* (p. 3126), *Robert Pagès* (p. 3127).

Rejeté : amendement n° 7 de M. Emmanuel Hamel, rapporteur pour avis : garantie de réemploi ou de reclassement du personnel renvoyée à un décret en Conseil d'Etat (p. 3128).

– L'article 2 est adopté (p. 3128).

Art. 3 *(Conditions de réemploi des agents dans la société)* (p. 3128).

Retiré : amendement n° 8 de M. Emmanuel Hamel, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 3128).

Explications de vote sur l'article : *Mme Paulette Fost* (p. 3128).

– L'article 3 est adopté (p. 3128).

Art. 4 *(Situation des fonctionnaires et militaires ayant accepté la proposition de contrat de réemploi dans la nouvelle société)* (p. 3129).

Retiré : amendement n° 9 de M. Emmanuel Hamel, rapporteur pour avis : précision (p. 3128).

Explication de vote sur l'article : *Mme Paulette Fost* (p. 3129) ; *intervention de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre* (p. 3129).

– L'article 4 est adopté (p. 3129).

Art. 5 *(Situation des agents sur contrat appartenant aux catégories techniques ayant opté pour une pension du fonds spécial des ouvriers d'Etat)* (p. 3129).

Retiré : amendement n° 10 de M. Emmanuel Hamel, rapporteur pour avis : renvoi à un décret en Conseil d'Etat (p. 3128).

– L'article 5 est adopté (p. 3129).

Art. 6 *(Réemploi des ouvriers sous statut)* (p. 3129).

Parole sur l'article : *MM. Robert Pagès* (p. 3129), *Jean-Pierre Chevènement, ministre* (p. 3130).

Retiré : amendement n° 11 de M. Emmanuel Hamel, rapporteur pour avis : renvoi à un décret en Conseil d'Etat (p. 3129).

– L'article 6 est adopté (p. 3130).

Art. 7 *(Droit de vote et éligibilité aux instances représentatives du personnel de l'ensemble des personnels)* (p. 3130).

Retiré : amendement n° 12 de M. Emmanuel Hamel, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 3128).

– L'article 7 est adopté (p. 3130).

Art. 8 *(Rappel des normes de sécurité applicables à la nouvelle société)* – Adopté (p. 3130).

Art. 9 *(Modalités d'application)* (p. 3130).

Retiré : amendement n° 13 de M. Emmanuel Hamel, rapporteur pour avis : suppression de l'article (p. 3128).

– L'article 9 est adopté (p. 3130).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jean-Luc Bécart* (p. 3130), *Georges Mouly* (p. 3131) ; *intervention de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre* (p. 3131).

Scrutin public n° 19 (p. 3131).

Adoption (8 novembre 1989) (p. 3131).

Discussion (commission mixte paritaire)

(14 décembre 1989) (p. 4972).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4972) : *MM. Xavier de Villepin, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense ; Jean-Luc Bécart, Jean-Pierre Bayle.*

Procédure parlementaire : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4972) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4972) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4972) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4972).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4972)

Art. 1er, 3 et 6 (p. 4972).

Art. 8 bis – Supprimé par la CMP (p. 4972).

Adoption (14 décembre 1989) (p. 4972).

2. – **Projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense (7 juin 1989) [n° **733** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la défense – Pour avis à la commission des finances et à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Michel Boucheron (2 octobre 1989) [n° **897** (9e lég.)] – Avis de M. François Hollande (2 octobre 1989) [n° **898** (9e lég.)] – Avis de M. Jeanny Lorgeoux (3 octobre 1989) [n° **900** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (3, 4, 5 et 9 octobre 1989) – Adoption (9 octobre 1989) [n° **176**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 1989) [n° 7 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Genton (25 octobre 1989) [n° **33** (89-90)] – Avis de M. René Monory (2 novembre 1989) [n° **47** (89-90)] – Discussion (7 novembre 1989) – Rejet (7 novembre 1989) [n° **11**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (7 novembre 1989) [n° **980** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la défense.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Michel Boucheron (16 novembre 1989) [n° **1017**] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jacques Genton (16 novembre 1989) [n° **56** (89-90)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (7 novembre 1989) [n° **990** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Jean-Michel Boucheron (22 novembre 1989) [n° **1026** (9e lég.)] – Discussion (27, 28 novembre 1989) – Adoption (28 novembre 1989) [n° **198**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (28 novembre 1989) [n° **87** (89-90) – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Genton (6 décembre 1989) [n° **103** (89-90)] – Discussion (14 décembre 1989) – Rejet (14 décembre 1989) [n° **39**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (15 décembre 1989) [n° **1104** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la défense – Rapport de M. Jean-Michel Boucheron (15 décembre 1989) [n° **1106** (9e lég.)] – Discussion (16, 18 décembre 1989) – Adoption (18 décembre 1989) [n° **226**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision 89-264 DC du 9 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 11 janvier 1990) qui déclare la loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 90-32 du 10 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 12 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(7 novembre 1989) (p. 3043, 3079).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3043, 3077) : *MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense ; Jacques Genton, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; René Monory, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Claude Estier, Xavier de Villepin, Michel Poniatowski, Yvon Bourges, Jean-Luc Bécart, Ernest Cartigny, Robert Pontillon, Jacques Golliet, Michel Rufin, Louis Longequeue, Jacques Machet.*

Ce projet de loi définit les nouvelles orientations de la politique de défense et de l'équipement des forces armées pour la période 1990-1993. Il modifie le rythme de progression des crédits prévus par la loi de programmation du 22 mai 1987. Il privilégie l'armement nucléaire et la recherche.

Accords internationaux (Washington) : *Cartigny (Ernest)* (p. 3064) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3045) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3055).

Armée de l'air : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3076).

Armée de terre : *Machet (Jacques)* (p. 3072).

Armement : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3061, 3062) ; *Bourges (Yvon)* (p. 3060) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3064, 3065) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3044, 3046, 3075) ; *Genton (Jacques)* (p. 3048, 3049, 3050) ; *Golliet (Jacques)* (p. 3067) ; *Machet (Jacques)* (p. 3072) ; *Monory (René)* (p. 3051, 3052).

Armement (industrie) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3062) ; *Genton (Jacques)* (p. 3050) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3055) ; *Monory (René)* (p. 3052).

Armes chimiques et biologiques : *Lecanuet (Jean)* (p. 3054).

Armes (ventes) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3075) ; *Poniatowski (Michel)* (p. 3059).

Communauté économique européenne (CEE) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3045) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3054).

Coopération : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3062) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3045) ; *Longequeue (Louis)* (p. 3070).

Défense (budget) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3074).

Démocratie : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3043).

Dissuasion nucléaire : *Bourges (Yvon)* (p. 3060) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3076) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3054, 3055) ; *Longequeue (Louis)* (p. 3070, 3071) ; *Monory (René)* (p. 3052) ; *Rufin (Michel)* (p. 3068) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3058).

Espace : *Cartigny (Ernest)* (p. 3064) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3045).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Cartigny (Ernest)* (p. 3064) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3045) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3056) ; *Pontillon (Robert)* (p. 3066).

Europe (défense) : *Bourges (Yvon)* (p. 3060) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3064, 3065) ; *Rufin (Michel)* (p. 3069) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3058).

Gendarmerie nationale : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p.3077) ; *Longequeue (Louis)* (p. 3071).

Grand marché intérieur (CEE) : *Genton (Jacques)* (p. 3048).

Hongrie : *Estier (Claude)* (p. 3056) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3054) ; *Longequeue (Louis)* (p. 3071).

Idéologies : *Cartigny (Ernest)* (p. 3063).

Japon : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3044).

Marne (département) : *Machet (Jacques)* (p. 3071).

Moyen-Orient : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3075) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3058).

Pacte de Varsovie : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3062) ; *Estier (Claude)* (p. 3057) ; *Longequeue (Louis)* (p. 3070) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3057).

Perestroïka : *Golliet (Jacques)* (p. 3067) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3054) ; *Pontillon (Robert)* (p. 3065).

Pologne : *Estier (Claude)* (p. 3056) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3054) ; *Longequeue (Louis)* (p. 3071).

Rafale (avion de combat) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3046, 3047, 3076).

Recherche : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3045) ; *Genton (Jacques)* (p. 3048) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3058).

Relations diplomatiques : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3044) ; *Golliet (Jacques)* (p. 3068).

République démocratique allemande (RDA) : *Estier (Claude)* (p. 3056) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3054) ; *Longequeue (Louis)* (p. 3071).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Bourges (Yvon)* (p. 3059) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3044) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3056) ; *Pontillon (Robert)* (p. 3066).

Royaume-Uni : *Bourges (Yvon)* (p. 3059) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3044) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3056) ; *Pontillon (Robert)* (p. 3066).

Service national : *Longequeue (Louis)* (p. 3070) ; *Rufin (Michel)* (p. 3069).

Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) : *Genton (Jacques)* (p. 3049).

Tchécoslovaquie : *Estier (Claude)* (p. 3056) ; *Longequeue (Louis)* (p. 3071).

Technologies nouvelles : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3076) ; *Monory (René)* (p. 3051).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Cartigny (Ernest)* (p. 3064) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3045) ; *Estier (Claude)* (p. 3056) ; *Genton (Jacques)* (p. 3048) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3054) ; (p. 3056).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) (armement) : *Golliet (Jacques)* (p. 3067) ; *Rufin (Michel)* (p. 3069).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3077, 3079) : *MM. Jacques Genton, rapporteur, René Monory, rapporteur pour avis ; Michel Chauty, Jean-Pierre Chevènement, ministre ; Emmanuel Hamel.*

Art. 1er (*Approbation des orientations relatives à la politique de défense et à l'équipement des forces armées pour la période 1990-1993 décrites dans le document annexé à la présente loi*) – Rejeté (p. 3077).

Art. 2 (*Crédits de paiement pour l'équipement des forces armées au cours de la période 1990-1993*) (p. 3077).

Retiré : amendement n° 1 de M. René Monory, rapporteur pour avis (p. 3078).

– L'article 2 est rejeté (p. 3078).

Art. 3 (*Soumission annuelle au Parlement, à l'occasion de la présentation du budget, d'un état évolutif par chapitre de rattachement du montant des fonds de concours mentionnés à l'article 2*) – Rejeté (p. 3078).

Art. 4 (*Dépôt d'un projet de loi, à l'ouverture de la session ordinaire de 1991-1992, qui arrêtera les crédits de paiement qu'il est prévu d'inscrire aux titres V et VI du budget du ministère de la défense pour 1992 et 1993*) (p. 3078).

Retiré : amendement n° 2 de M. René Monory, rapporteur pour avis (p. 3078).

– L'article 4 est rejeté (p. 3079).

Rejet (7 novembre 1989) (p. 3079).

Discussion (nouvelle lecture)

(14 décembre 1989) (p. 4968, 4971).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4968, 4971) : *MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense ; Jacques Genton, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Luc Bécart, Jean-Pierre Bayle.*

Armement : *Genton (Jacques)* (p. 4969).

Armement nucléaire : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4970).

Désarmement : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4970) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4969).

Dissuasion nucléaire : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4971) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4969) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4968).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4969).

Europe (défense) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4971).

Europe de l'Est : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4970) ; *Genton (Jacques)* (p. 4968).

Pacte de Varsovie : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4970).

Politique de défense : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4970) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4970).

Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4970) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4969) ; *Genton (Jacques)* (p. 4969).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4971).

Art. 1er, 2, 3 et 4 – Rejetés (p. 4971).

Rejet (14 décembre 1989) (p. 4971).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR)

Voir *Lois de finances*, **2**, Industrie et aménagement du territoire - II – Aménagement du territoire

Délégations parlementaires

Voir *Parlement*, **2 ; 5**
Questions au Gouvernement n° **128**
Rappels au règlement, **39 ; 41**
Rapports d'information, **2 ; 6 ; 20**

Démographie

Voir *Questions orales sans débat* n° **117**
Rapports du Gouvernement, **9**

Départements d'outre-mer (DOM)

Voir *Lois de finances*, **2**, Comptes spéciaux du Trésor
Lois de finances rectificatives, **1**
Questions au Gouvernement n° **99** ; n° **146**

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Rodolphe Désiré, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 8 février 1989) [n° **208** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Rodolphe Désiré (12 avril 1989) [n° **247** (88-89)] – Discussion (18 avril 1989) – Adoption (18 avril 1989) [n° **61**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 avril 1989) [n° **615** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. René Dosière (25 mai 1989) [n° **704** (9e lég.)] – Discussion (2 juin 1989) – Adoption (2 juin 1989) [n° **107**].

PROMULGATION : Loi n° 89-379 du 13 juin 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 15 juin 1989).

Discussion des conclusions du rapport

(18 avril 1989) (p. 263, 266).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 263, 265) : *MM. Rodolphe Désiré, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Raymond Tarcy, Paul Moreau, Jean-Luc Bécart.*

Décentralisation : *Désiré (Rodolphe)* (p. 263).

Politique économique et sociale : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 265).

Régions : *Désiré (Rodolphe)* (p. 263) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 264) ; *Tarcy (Raymond)* (p. 264).

Sociétés d'économie mixte : *Désiré (Rodolphe)* (p. 263) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 264) ; *Moreau (Paul)* (p. 265).

Transports aériens : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 265) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 264) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 264) ; *Moreau (Paul)* (p. 264) ; *Tarcy (Raymond)* (p. 264).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 265, 266) : *M. Louis Le Pensec, ministre.*

Art. unique *(Extension des compétences des régions d'outre-mer en matière de transport aérien et maritime)* (p. 265).

Explications de vote sur l'article unique : *MM. Roger Lise* (p. 266), *Rodolphe Désiré* (p. 266).

Adoption (18 avril 1989) (p. 266).

Déportés et internés

Voir *Résistants*, **1**

Députés

Voir *Elections*, **8**

Désarmement

Voir *Questions au Gouvernement* n° **188**

Détecteurs de métaux

Voir *Patrimoine artistique, archéologique et historique*, **1**

Détention provisoire

Voir *Procédure pénale*, **2**

Détenus

Voir *Questions au Gouvernement* n° **88** ; n° **187**
Questions orales sans débat n° **162**

Dette publique

Voir *Lois de finances rectificatives*, **1**

Domaine public

Voir *Patrimoine artistique, archéologique et historique*, **2**

Dopage

Voir *Sports*, **1**

Dotation globale d'équipement (DGE)

Voir *Collectivités territoriales*, **4**
Lois de finances, **2**, Intérieur

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

Voir *Finances locales*, **1**
Lois de finances, **2**, Intérieur
Questions au Gouvernement n° **114**
Questions orales sans débat n° **98** ; n° **120**

Droit commercial

Voir *Fondations*, **1**

Droit communautaire

Voir *Consommation*, **1**

Droit d'asile

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, **2**

Droit des biens

1. – **Proposition de loi relative à l'affidation,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 14 février 1989) [n° **212** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Droit et temps de parole (procédure parlementaire)

Voir *Rappels au règlement*, **22**

Droit maritime

Voir *Patrimoine artistique, archéologique et historique*, **2**

Droit pénal

Voir *Code pénal*, **1**

Droits de l'homme

1. – **Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux et à leurs conditions d'hospitalisation,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité (2 novembre 1989) [n° **45** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Droits de mutation

Voir *Lois de finances*, **2**, art. 18, art. add. après l'art. 18

E

Eau et assainissement

Voir *Questions au Gouvernement* n° **108** ; n° **125**
Questions orales avec débat n° **76**

Ecole nationale d'administration (ENA)

Voir *Examens et concours*, **1**

Economie

Voir *Questions orales sans débat* n° **155**

Economie et finances (budget)

Voir *Lois de finances*, **2**, Economie, finances et budget - I - Charges communes (et rapatriés) - II - Services financiers (et consommation)

Economie et finances (ministère)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **143**

Education

Voir *Enseignement*, **2**
Plan, **1**
Questions orales avec débat n° **36**
Questions orales sans débat n° **70**

Education nationale

Voir *Allocutions et communications*, **16** ; **17**

Education surveillée

Voir *Lois de finances*, **2**, Justice
Questions orales sans débat n° **162**

Elections

Voir *Conseil constitutionnel*, **1**
Français de l'étranger, **1**
Questions au Gouvernement n° **80** ; n° **119** ; n° **182**
Questions orales sans débat n° **61** ; n° **132**
Rapports du Gouvernement, **17**

1. – **Proposition de loi tendant à démocratiser le contrôle des citoyens sur les opérations de vote,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 19 janvier 1989) [n° **202** (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à assouplir la procédure du vote par procuration,** PRESENTEE AU SENAT, par M. André Bohl, sénateur (11 avril 1989) [n° **245** (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

3. – **Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 30 du code électoral,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Pourchet, sénateur (11 mai 1989) [n° **300** (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

4. – **Proposition de loi tendant à élargir la procédure du vote par procuration,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Simonin, sénateur (2 juin 1989) [n° **349** (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

5. – **Proposition de loi organique tendant à instituer une incompatibilité entre le mandat parlementaire et celui de représentant à l'Assemblée des communautés européennes,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Georges Lombard, sénateur (14 juin 1989) [n° **384** (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

6. – **Proposition de loi tendant à instituer le vote préférentiel pour les élections sénatoriales dans les départements où ces élections ont lieu à la représentation proportionnelle,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques Boyer-Andrivet, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 - 25 août 1989) [n° **478** (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

7. – **Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (21 juin 1989) [n° **798** (9e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Robert Savy (2 octobre 1989) [n° **892** (9e lég.)] - Discussion (4, 5 et 6 octobre 1989) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 797 (9e lég) - Elections 8) - Adoption (6 octobre 1989) [n° **174**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 1989) [n° **5** (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian Bonnet (8 novembre 1989) [n° **48** (89-90)] - Discussion (14, 15 et 16 novembre 1989) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 6 (89-90) - Elections 8) - Adoption (16 novembre 1989) [n° **24**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 novembre 1989) [n° **1018** (9e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Robert Savy (29 novembre 1989) [n° **1045** (9e lég.)] - Discussion (6 décembre 1989) - Adoption (6 décembre 1989) [n° **205**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (7 décembre 1989) [n° **113** (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian Bonnet (13 décembre 1989) [n°**129** (89-90)] - Discussion (16 décembre 1989) - Adoption (16 décembre 1989) [n° **53**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (18 décembre 1989) [n° **1114** (9e lég.)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Robert Savy (19 décembre 1989) [n° **1131** (9e lég.)] - Discussion (19 décembre 1989) - Adoption (19 décembre 1989) [n° **236**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Christian Bonnet (19 décembre 1989) [n° **158** (89-90)] - Discussion (20 décembre 1989) - Rejet (20 décembre 1989) [n° **70**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1989) [n° **1114** (9e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Robert Savy (21 décembre 1989) [n° **1170** (9e lég.)] - Discussion (21 décembre 1989) - Adoption (21 décembre 1989) [n° **251**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (21 décembre 1989) [n° **168** (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian Bonnet (21 décembre 1989) [n° **169** (89-90)] - Discussion (21 décembre 1989) - Adoption (21 décembre 1989) [n° **71**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (22 décembre 1989) [n° **1173** (9e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Robert Savy (22 décembre 1989) [n° **1174** (9e lég.)] - Discussion (22 décembre 1989) - Adoption (22 décembre 1989) [n° **254**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 89-271 DC du 11 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 13 janvier 1990) qui déclare contraires à la Constitution certaines dispositions des

articles 11 et 19 et non contraires les autres dispositions de la loi sous réserves d'interprétation visant les articles 1er et 6.

PROMULGATION : Loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 16 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(14 novembre 1989) (p. 3252, 3294) ; (15 novembre 1989) (p. 3307, 3350) ; (16 novembre 1989) (p. 3382, 3395).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 3252, 3275) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 6 (89-90) - Elections 8) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Pierre Joxe, ministre ; Paul Masson, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Ernest Cartigny, Daniel Percheron, André Diligent, Franck Sérusclat et les orateurs sur la motion.*

Le projet de loi vise à améliorer les principes d'une moralisation de la vie publique en aménageant les dispositions des lois nos 88-226 et 88-227 du 11 mars 1988 (voir Table des matières 1988 p. 37 à 45). Dans ce but :

- il réglemente les campagnes électorales, encadre leur financement et plafonne les dépenses électorales ;

- il précise les modalités de financement des partis politiques : octroi d'une aide budgétaire, déduction fiscale des dons, création d'associations de financement, sanctions du non-respect des dispositions définies par le projet de loi.

Par ailleurs, le projet de loi contient des dispositions tendant à améliorer l'information sur la gestion des collectivités territoriales.

Bénévolat : *Joxe (Pierre)* (p. 3256).

Campagnes électorales : voir Dépenses électorales.

Chambres régionales des comptes : *Diligent (André)* (p. 3272).

Citations : *Bonnet (Christian)* (p. 3254) ; *Diligent (André)* (p. 3272) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3256) ; *Larché (Jacques)* (p. 3255) ; *Lederman (Charles)* (p. 3260) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3273).

Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques : *Bonnet (Christian)* (p. 3253) ; *Masson (Paul)* (p. 3266, 3267).

Constitution : *Bonnet (Christian)* (p. 3254) ; *Lederman (Charles)* (p. 3260, 3261) ; *Masson (Paul)* (p. 3267) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3274).

Crimes, délits et contraventions : *Allouche (Guy)* (p. 3263) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3256).

Déductions fiscales : *Allouche (Guy)* (p. 3263) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3274)

Dépenses électorales : *Bonnet (Christian)* (p. 3253) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3270) ; *Diligent (André)* (p. 3272) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3269) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3255, 3256, 3257, 3275) ; *Lederman (Charles)* (p. 3258) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3273).

Dons et legs : *Bonnet (Christian)* (p. 3253) ; *Diligent (André)* (p. 3272) ; *Lederman (Charles)* (p. 3258, 3260) ; *Masson (Paul)* (p. 3267) ; *Percheron (Daniel)* (p. 3271).

Droit commercial : *Joxe (Pierre)* (p. 3256).

Elections : *Diligent (André)* (p. 3272) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3273).

Elections présidentielles : *Bonnet (Christian)* (p. 3254) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3256).

Entreprises : *Allouche (Guy)* (p. 3262, 3263) ; *Diligent (André)* (p. 3272) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3268) ; *Lederman (Charles)* (p. 3259, 3260) ; *Masson (Paul)* (p. 3267).

Grâce et amnistie : *Joxe (Pierre)* (p. 3275) ; *Masson (Paul)* (p. 3266) ; *Percheron (Daniel)* (p. 3271).

Histoire : *Allouche (Guy)* (p. 3263) ; *Bonnet (Christian)* (p. 3253) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3255, 3256).

Information (pluralisme) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3269).

Justice : *Masson (Paul)* (p. 3267).

Marchés publics : *Bonnet (Christian)* (p. 3254).

Partis et groupements politiques : *Allouche (Guy)* (p. 3262).

Partis et groupements politiques (financement privé) : *Bonnet (Christian)* (p. 3253) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3268, 3269) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3257) ; *Percheron (Daniel)* (p. 3271).

Partis et groupements politiques (financement public) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3269) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3257) ; *Lederman (Charles)* (p. 3260, 3261) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3274).

Propagande électorale : *Allouche (Guy)* (p. 3262) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3256).

Publicité politique : *Percheron (Daniel)* (p. 3271).

Rapports au Parlement : *Allouche (Guy)* (p. 3263).

Réponse à M. Cartigny : *Joxe (Pierre)* (p. 3275).

Réponse à M. Diligent : *Joxe (Pierre)* (p. 3274).

Réponse à Mme Fraysse-Cazalis : *Joxe (Pierre)* (p. 3275).

Réponse à M. Masson : *Joxe (Pierre)* (p. 3274, 3275).

Réponse à M. Sérusclat : *Joxe (Pierre)* (p. 3274).

Sénat : *Diligent (André)* (p. 3272) ; *Larché (Jacques)* (p. 3255) ; *Masson (Paul)* (p. 3266).

Sondages et enquêtes : *Diligent (André)* (p. 3272).

Vie politique et sociale : *Bonnet (Christian)* (p. 3252) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3270) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3255, 3256) ; *Masson (Paul)* (p. 3265).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3276, 3294 ; 3307, 3350 ; 3382, 3395) : *MM. Charles Lederman, Christian Bonnet, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre ; Guy Allouche, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Michel Darras, Marcel Rudloff, Michel Dreyfus-Schmidt - René-Georges Laurin, Daniel Hoeffel, Xavier de Villepin, Paul Masson, Etienne Dailly, Jacques Habert, Jean Delaneau, Ernest Cartigny, Rodolphe Désiré.*

Avant l'art. 1er (p. 3276).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Charles Lederman, n° 73 : déclaration de situation patrimoniale des membres du Gouvernement, de leur conjoint, ainsi que des personnes exerçant certaines responsabilités dans les partis ou groupements politiques (p. 3277 ; scrutin public n° 27) - N° 74 : déclaration de situation patrimoniale des conseillers régionaux, des conseillers régionaux et de certains maires et maires-adjoints, ainsi que de leur conjoint (p. 3278) - Et n° 75 : suppression de l'article 7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relatif au régime juridique des partis et groupements politiques (p. 3279).

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AU FINANCEMENT ET AU PLAFONNEMENT DES DEPENSES ELECTORALES

Art. 1er *(Dispositions nouvelles tendant à réglementer les campagnes électorales)* (p. 3280).

ART. L. 52-4 DU CODE ELECTORAL *(Définition du candidat)* (p. 3281).

Adopté : amendement n° 2 de M. Christian Bonnet, rapporteur : suppression de cet article (p. 3281).

- Le texte proposé est supprimé (p. 3282).

ART. L. 52-5 DU CODE ELECTORAL *(Obligation de créer une association électorale ou de désigner un mandataire financier pour recueillir les dons)* (p. 3282).

Adoptés : amendements de M. Christian Bonnet, rapporteur, n° 3 : dispositions diverses relatives à la dénomination et au

fonctionnement des associations électorales et des mandataires financiers (p. 3283) – Et n° 4 : rédactionnel (p. 3283).

Devenu sans objet : amendement n° 76 de M. Charles Lederman : rôle du parti ou du groupement politique dans le financement de la campagne électorale (p. 3283).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3283).

ART. L. 52-6 DU CODE ELECTORAL *(Statut de l'association électorale)* (p. 3283).

Adoptés : amendements de M. Christian Bonnet, rapporteur, n° 5 : rédactionnel ; prolongation de la période pendant laquelle les fonds peuvent être recueillis (p. 3284) – N° 6 : coordination avec l'amendement n° 5 (p. 3284) – Et n° 7 : coordination avec l'amendement n° 3 (p. 3284).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3284).

ART. L. 52-6 BIS DU CODE ELECTORAL *(Mandataires financiers)* (p. 3284).

Adoptés : amendements de M. Christian Bonnet, rapporteur, n° 8 : uniformisation des règles applicables aux mandataires financiers sur celles applicables aux mandataires personnes morales (p. 3284) – N°s 9 et 10 : rédactionnels (p. 3284, 3285) – Et n° 11 : suppression de certaines dispositions reprises dans un article additionnel après l'article L. 52-6 bis du code électoral (p. 3285).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3285).

APRES L'ART. L. 52-6 BIS DU CODE ELECTORAL (p. 3285).

Adopté : amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Christian Bonnet, rapporteur : recours successifs à divers intermédiaires (p. 3285).

– Un article additionnel est inséré dans le code électoral (p. 3285).

ART. L. 52-7 DU CODE ELECTORAL *(Réglementation des dons)* (p. 3285).

Adoptés : amendements de M. Christian Bonnet, rapporteur, n° 13 : fixation du plafond des dons versés par une personne physique (p. 3286) – N° 14 : détermination du montant global des dons en espèces (p. 3291) – N° 15 : interdiction des dons en provenance de personnes physiques ou morales étrangères (p. 3294 ; scrutin public n° 31) – Et n° 16 : suppression de dispositions reprises dans un article additionnel après l'article L. 52-7 du code électoral (p. 3294).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 77 : limitation des dons en cas de scrutin de liste (p. 3285 ; scrutin public n° 28) – N° 78 : interdiction du financement des candidats et des partis par des personnes morales (p. 3288 ; scrutin public n° 29) – N° 79 : réduction du montant total des dons pouvant être effectués par des personnes morales (p. 3290) – N° 80 : limitation des dons de personnes morales (p. 3290 ; scrutin public n° 30) – N° 81 : montant des dons en espèces (p. 3290) – N° 82 : interdiction des dons effectués par des sociétés dont l'Etat est actionnaire (p. 3291) – N° 83 : renforcement des interdictions d'effectuer des dons (p. 3292) – Et sur l'amendement n° 15 de la commission, sous-amendement n° 84 : conditions dans lesquelles peuvent être autorisés les dons de personnes physiques de nationalité étrangère (p. 3293).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3294).

APRES L'ART. L. 52-7 DU CODE ELECTORAL (p. 3309).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Christian Bonnet, rapporteur, n° 17 : publicité de la réglementation des dons (p. 3310) – Et n° 18 : confidentialité des dons (p. 3312 ; vote par division).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le code électoral (p. 3312).

ART. L. 52-8 DU CODE ELECTORAL *(Plafonnement des dépenses)* (p. 3312).

Adoptés : amendements de M. Christian Bonnet, rapporteur, n° 19 : plafond des dépenses électorales par habitant et par type d'élection (p. 3313 ; scrutin public n° 32) – N° 20 : coordination avec l'amendement n° 19 (p. 3313) – Et n° 21 : délai d'actualisation des plafonds (p. 3314) – Amendement n° 63 de M. Guy Allouche : suppression de dispositions relatives à la Polynésie française, reprises dans un article additionnel avant l'article 19 bis (p. 3314).

Retiré : amendement n° 64 de M. Guy Allouche : adaptation par décret des montants des plafonds aux départements d'outre-mer (p. 3314).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3314).

ART. L. 52-9 DU CODE ELECTORAL *(Comptes de campagne des candidats)* (p. 3314).

Adoptés : amendements de M. Christian Bonnet, rapporteur, n° 22 : définition des dépenses faites par le candidat (p. 3314) – N° 23 : suppression de dispositions transférées dans un article additionnel après l'article 52-9 du code électoral (p. 3315) – Et n° 24 : confidentialité des annexes des comptes de campagne (p. 3316).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 85 : examen des comptes de campagne par le juge de l'élection (p. 3315) – Et n° 86 : publication des comptes de campagne (p. 3315).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3316).

APRES L'ART. L. 52-9 DU CODE ELECTORAL (p. 3316).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 25 de M. Christian Bonnet, rapporteur : décompte des dépenses exposées par des candidats ayant agi séparément avant de figurer sur une même liste ou lors de l'établissement d'une nouvelle liste pour le second tour de scrutin (p. 3316).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3316).

ART. L. 52-10 DU CODE ELECTORAL *(Création d'une commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques)* (p. 3316).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 88 : suppression de cet article (p. 3318) – N° 89 : composition de la commission (p. 3318) – Et n° 90 : suppression du recours aux officiers de police judiciaire (p. 3318).

Retiré : amendement n° 50 de M. André Diligent, soutenu par M. Daniel Hoeffel et retiré par M. Xavier de Villepin : ratification des nominations par le Parlement (p. 3318).

– Le texte proposé est adopté (p. 3318).

ART. L. 52-10 BIS DU CODE ELECTORAL *(Missions et pouvoirs de la commission)* – Adopté (p. 3319).

ART. L. 52-11 A L. 52-13 DU CODE ELECTORAL *(Affichage et publicité)* (p. 3319) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

ART. L. 52-14 DU CODE ELECTORAL *(Réglementation de la publicité téléphonique ou télématique)* – Adopté (p. 3319).

ART. L. 52-15 DU CODE ELECTORAL *(Action de propagande en faveur d'une liste)* (p. 3319).

Adopté : amendement n° 26 de M. Christian Bonnet, rapporteur : suppression de cet article (p. 3319).

– Le texte proposé est supprimé (p. 3319).

ART. L. 52-16 DU CODE ELECTORAL *(Contrôle par le candidat des actions de propagande réalisées en sa faveur)* – Adopté (p. 3319).

ART. L. 52-17 DU CODE ELECTORAL *(Rectification du compte de campagne par la commission nationale des comptes de campagne)* (p. 3319).

Rejeté : amendement n° 91 de M. Charles Lederman : intervention du juge de l'élection (p. 3319).

– Le texte proposé est adopté (p. 3319).

APRES L'ART. L. 52-17 DU CODE ELECTORAL (p. 3319).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 110 de M. Christian Bonnet, rapporteur : rapport de la commission nationale des

comptes de campagne et des financements politiques au Parlement (p. 3320).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 51 de M. André Diligent, soutenu par M. Xavier de Villepin : analogue à l'amendement n° 110 (p. 3320).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3320).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3320).

Art. 1er bis *(Interdiction temporaire de l'affichage électoral)* (p. 3320).

Adopté : amendement n° 27 de M. Christian Bonnet, rapporteur : durée de l'interdiction de l'affichage électoral (p. 3321).

Rejetés : amendement n° 92 de M. Charles Lederman ; paragraphe I : durée de l'interdiction (p. 3321), paragraphe II : interdiction du recours à l'affichage commercial (p. 3321 ; scrutin public n° 33).

– L'article 1er bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3321).

Art. 1er ter *(Interdiction temporaire de toute publicité commerciale par voie de presse ou par tous moyens de communication audiovisuelle)* (p. 3321).

Adoptés : amendements de M. Christian Bonnet, rapporteur, n° 28 : réduction de la durée d'interdiction (p. 3323) – Et n° 29 : interdiction des campagnes de promotion publicitaire intéressant les réalisations ou la gestion d'une collectivité territoriale (p. 3323) ; sous-amendement n° 65 de M. Guy Allouche (p. 3323).

Rejeté : amendement n° 93 de M. Charles Lederman : allongement de la durée d'interdiction (p. 3323).

Retirés : amendements de M. Xavier de Villepin, n° 71 : réduction de la durée d'interdiction (p. 3323) – Et n° 52 : définition de la notion d'affiche politique (p. 3323).

– L'article 1er ter, ainsi modifié, est adopté (p. 3323).

Art. 2 *(Sanctions pénales)* (p. 3323).

Adopté : amendement n° 111 de M. Christian Bonnet, rapporteur : rédactionnel (p. 3323).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3323).

Art. 2 bis *(Contentieux de l'élection ; article L. 118-3 du code électoral)* (p. 3323).

Adopté : amendement n° 113 de M. Pierre Joxe, ministre : décisions susceptibles d'être prises par le juge de l'élection (p. 3339).

Retiré : amendement n° 30 de M. Christian Bonnet, rapporteur : analogue à l'amendement n° 113 (p. 3339 ; précédemment réservé p. 3326).

– L'article 2 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3339 ; précédemment réservé p. 3326).

Art. 3 *(Inéligibilités : articles L. 197, L. 234 et L. 341-1 du code électoral)* (p. 3339 ; précédemment réservé p. 3326).

Parole : *M. Michel Darras* (p. 3326).

Adoptés : amendements de M. Pierre Joxe, ministre, nos 114, 115 et 116 : cas d'inéligibilité (p. 3340).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3340).

Art. 4 *(Modifications par coordination de diverses dispositions du code électoral)* – Adopté (p. 3326).

Art. 5 *(Plafonnement des dépenses pour l'élection des membres du Parlement européen)* – Adopté (p. 3326).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

Art. 6 *(Financement sur fonds publics des partis et groupements politiques ; article 8 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988)* (p. 3326).

Parole sur l'article : *M. Etienne Dailly* (p. 3327).

Adopté : amendement n° 31 de M. Christian Bonnet, rapporteur : critères de répartition faisant référence aux parlementaires (p. 3336 ; scrutin public n° 36).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 95 : critères d'attribution et modalités de répartition (p. 3329 ; scrutin public n° 34) – Et n° 94 : modalités de répartition des sommes versées aux partis et groupements politiques (p. 3330) – Sur l'amendement n° 31 de la commission, sous-amendement n° 112 de M. Etienne Dailly, retiré, puis repris par M. Guy Allouche : suppression de la référence au groupement politique comme critère de répartition (p. 3335 ; scrutin public n° 35).

Retiré : amendement n° 53 de M. André Diligent, soutenu par M. Xavier de Villepin : analogue à l'amendement n° 31 (p. 3330).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3336).

Art. 7 *(Modalités de répartition de l'aide financière publique : article 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988)* (p. 3336).

Adoptés : amendements de M. Christian Bonnet, rapporteur, n° 32 : nombre de circonscriptions électorales servant de critère à la répartition (p. 3338) – Et nos 33 et 34 : coordination avec l'amendement n° 31 à l'article 6 (p. 3338).

Rejeté : amendement n° 66 de M. Guy Allouche, soutenu par M. Rodolphe Désiré : prise en compte de la représentativité locale dans les collectivités territoriales d'outre-mer (p. 3338).

Retiré : amendement n° 54 de M. André Diligent, retiré par M. Xavier de Villepin (p. 3338).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3338).

Art. 8 *(Rédactionnel ; article 10 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988)* – Adopté (p. 3340).

Art. 9 *(Associations de financement d'un parti politique)* (p. 3340).

Adopté : amendement n° 35 de M. Christian Bonnet, rapporteur : rédactionnel (p. 3340).

ART. 11 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 *(Possibilité de création d'une association de financement)* (p. 3340).

Adoptés : amendement n° 36 de M. Christian Bonnet, rapporteur : suppression de la possibilité de créer une association de financement et confidentialité des dons (p. 3343) ; sous-amendement n° 117 de M. Pierre Joxe, ministre (p. 3342).

Retiré : amendement n° 55 de M. André Diligent, soutenu par M. Xavier de Villepin : procédure de déchéance de la qualité d'association de financement (p. 3341).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 36, ainsi modifiée, est adopté (p. 3343).

ART. 11-1 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 *(Statuts de l'association de financement)* (p. 3343).

Adopté : amendement n° 37 de M. Christian Bonnet, rapporteur : suppression de cet article (p. 3343).

Devenus sans objet : amendements n° 56 de M. André Diligent, et n° 67 de M. Guy Allouche (p. 3343).

– Le texte proposé est supprimé (p. 3343).

ART. 11-2 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 *(Réglementation et plafonnement des dons)* (p. 3343).

Adopté : amendement n° 38 de M. Christian Bonnet, rapporteur : alignement de la réglementation sur celle des campagnes électorales (p. 3345).

Devenus sans objet : amendements de M. Charles Lederman, n° 96 : interdiction des dons effectués par des personnes morales (p. 3345) – Et nos 97, 98, 99, 100 et 101 : limitation des dons effectués par les personnes morales et dispositions diverses (p. 3345).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 38, est adopté (p. 3345).

ART. 11-3 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 *(Sanctions pénales)* (p. 3345).

Adopté : amendement n° 39 de M. Christian Bonnet, rapporteur : publicité de la procédure de collecte des dons (p. 3345).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 39, est adopté (p. 3345).

ART. 11-4 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 (p. 3345) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. 11-5 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 *(Obligations comptables des partis politiques bénéficiaires de l'aide publique)* (p. 3345).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 102 : suppression de certaines obligations comptables (p. 3346) – Et n° 103 : publication intégrale au Journal officiel des comptes des partis (p. 3346).

– Le texte proposé est adopté (p. 3346).

ART. 11-6 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 *(Monopole des associations de financement)* (p. 3346).

Adopté : amendement n° 40 de M. Christian Bonnet, rapporteur : coordination avec les amendements précédemment adoptés (p. 3346).

Retiré : amendement n° 57 de M. André Diligent, soutenu par M. Xavier de Villepin : suppression de cet article (p. 3346).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 40, est adopté (p. 3347).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3347).

Après l'art. 9 (p. 3347).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 72 de M. Lucien Lanier, soutenu par M. Paul Masson : détachement de fonctionnaires auprès des partis et mouvements politiques (p. 3347).

TITRE III

DISPOSITIONS TENDANT A AMELIORER L'INFORMATION SUR LA GESTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Art. 10 *(Publicité des travaux des chambres régionales des comptes)* – Adopté (p. 3347).

Après l'art. 10 (p. 3347).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 58 de M. André Diligent, soutenu par M. Xavier de Villepin : instauration d'une procédure contradictoire (p. 3348).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3348).

Art. 11 *(Confidentialité et transmission des observations des chambres régionales des comptes)* – Adopté (p. 3348).

Art. 12 *(Informations sur les marchés publics des communes, départements et régions)* (p. 3348).

Adopté : amendement n° 41 de M. Christian Bonnet, rapporteur : suppression de cet article (p. 3348).

– L'article 12 est supprimé (p. 3348).

Art. 13 *(Campagnes de promotion publicitaire intéressant les réalisations ou la gestion d'une collectivité)* (p. 3349).

Adopté : amendement n° 42 de M. Christian Bonnet, rapporteur : suppression de cet article (p. 3349).

Devenu sans objet : amendement n° 68 de M. Guy Allouche (p. 3349).

– L'article 13 est supprimé (p. 3349).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Avant l'art. 14 (p. 3349 et 3382).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Charles Lederman, n° 104 : disponibilité et indemnisation des élus locaux (p. 3382) – N° 105 : aides à la presse quotidienne d'opinion nationale ou régionale (p. 3383) – Et n° 106 : expression pluraliste des partis et groupements politiques sur les antennes de la radiodiffusion sonore et de la télévision (p. 3384).

Retiré : amendement n° 62 de M. André Diligent, soutenu par M. Xavier de Villepin : interdiction de l'affichage politique sauvage (p. 3350).

Art. 14 *(De l'Assemblée des Communautés européennes au Parlement européen)* – Adopté (p. 3384).

Art. 15 *(Déductibilité fiscale des dons consentis aux candidats ou aux partis politiques)* (p. 3384).

Adopté : amendement n° 43 de M. Christian Bonnet, rapporteur : rédactionnel (p. 3385).

Rejeté : amendement n° 107 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 3385).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 3385).

Art. 16 *(Procédure applicable aux dons versés par les sociétés)* (p. 3385).

Parole sur l'article : *MM. Paul Masson* (p. 3385), *Charles Lederman* (p. 3385).

Adoptés : amendements identiques n° 108 de M. Charles Lederman, et n° 109 de M. Christian Bonnet, rapporteur : suppression des dispositions relatives à la dépénalisation de l'abus de biens sociaux (p. 3390 ; scrutin public n° 37) – Amendements de M. Christian Bonnet, rapporteur, n°s 45 et 46 : coordination avec l'amendement n° 43 à l'article 15 (p. 3390).

Devenu sans objet : amendement n° 44 de M. Christian Bonnet, rapporteur (p. 3390).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 3390).

Art. 16 bis *(Exclusion des marchés publics des personnes ayant versé des dons excédant les montants autorisés)* (p. 3390).

Rejeté : amendement n° 70 de M. Xavier de Villepin : durée de l'exclusion des marchés publics (p. 3391 ; scrutin public n° 38).

– L'article 16 bis est adopté (p. 3391).

Art. 16 ter *(Inéligibilité des dirigeants de sociétés ayant commis certaines infractions)* (p. 3391).

Adopté : amendement n° 47 de M. Christian Bonnet, rapporteur : suppression de cet article (p. 3391).

– L'article 16 ter est supprimé (p. 3391).

Art. 17 *(Interdiction de la publicité politique à la radio et à la télévision)* – Adopté (p. 3391).

Art. 18 (*Amnistie*) (p. 3391) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 19 *(Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'attribution d'une aide aux partis et groupements politiques)* – Adopté (p. 3391).

Avant l'art. 19 bis (p. 3392).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 69 de M. Guy Allouche : particularités de la Guyane et de la Polynésie française (p. 3392) ; sous-amendement n° 118 de M. Christian Bonnet, rapporteur (p. 3392).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3392).

Art. 19 bis *(Application de la loi aux territoires d'outre-mer)* (p. 3392).

Adoptés : amendement n° 48 de M. Christian Bonnet, rapporteur : date d'application (p. 3394) ; sous-amendement n° 119 de M. Pierre Joxe, ministre (p. 3393).

– L'article 19 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 48, ainsi modifiée, est adopté (p. 3394).

Art. 19 ter *(Dépôt d'un rapport d'information sur la mise en oeuvre du projet de loi)* (p. 3394).

Adopté : amendement n° 49 de M. Christian Bonnet, rapporteur : suppression de cet article (p. 3394).

Retiré : amendement n° 61 de M. André Diligent, retiré par M. Xavier de Villepin (p. 3394).

– L'article 19 ter est supprimé (p. 3394).

Art. 20 *(Modalités d'application de la loi)* – Adopté (p. 3394).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Paul Masson* (p. 3394), *Michel Darras* (p. 3394), *Xavier de Villepin* (p. 3394), *Charles Lederman* (p. 3394, 3395), *Jacques Larché, président de la commission des lois* (p. 3395).

Scrutin public n° 39 (p. 3395).

Adoption (16 novembre 1989) (p. 3395).

Discussion (deuxième lecture)

(16 décembre 1989) (p. 5061, 5095).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5061, 5071) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, Jean Arthuis, Guy Allouche, Michel Darras, Jean Simonin, Robert Vizet et les orateurs sur la motion.*

Campagnes électorales : Voir dépenses électorales.

Contentieux administratif : *Arthuis (Jean)* (p. 5067).

Dépenses électorales : *Allouche (Guy)* (p. 5067) ; *Bonnet (Christian)* (p. 5063) ; *Darras (Michel)* (p. 5069) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5062) ; *Lederman (Charles)* (p. 5064) ; *Vizet (Robert)* (p. 5071).

Dons et legs : *Allouche (Guy)* (p. 5068) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5062) ; *Lederman (Charles)* (p. 5064) ; *Simonin (Jean)* (p. 5069).

Elections : *Lederman (Charles)* (p. 5064).

Grâce et amnistie : *Allouche (Guy)* (p. 5068) ; *Bonnet (Christian)* (p. 5063) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5062) ; *Larché (Jacques)* (p. 5066) ; *Lederman (Charles)* (p. 5063, 5065) ; *Simonin (Jean)* (p. 5069) ; *Vizet (Robert)* (p. 5070).

Grandes surfaces : *Arthuis (Jean)* (p. 5067).

Partis et groupements politiques : *Arthuis (Jean)* (p. 5066).

Partis et groupements politiques (financement privé) : *Allouche (Guy)* (p. 5068) ; *Lederman (Charles)* (p. 5063, 5064, 5065) ; *Vizet (Robert)* (p. 5070).

Partis et groupements politiques (financement public) : *Allouche (Guy)* (p. 5068) ; *Darras (Michel)* (p. 5069) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5062) ; *Larché (Jacques)* (p. 5066) ; *Simonin (Jean)* (p. 5069).

Propagande électorale : *Joxe (Pierre)* (p. 5062).

Urbanisme commercial : *Arthuis (Jean)* (p. 5067).

Motion n° 24 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 5063) – *MM. Charles Lederman, Jacques Larché .*

Rejet de la motion (p. 5066 ; scrutin public n° 81).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5071, 5095) : *MM. Charles Lederman, Christian Bonnet, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre ; Michel Darras, Guy Allouche, Jacques Larché, Maurice Schumann, Jean Arthuis, Roger Romani, Jacques Habert.*

Avant l'art. 1er (p. 5071).

Rejeté : amendement n° 26 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : abrogation de l'article 7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique, dont l'objectif était de doter les partis de la personnalité morale et d'ébaucher un projet de statut des partis et des groupements politiques (p. 5072).

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AU FINANCEMENT ET AU PLAFONNEMENT DES DEPENSES ELECTORALES

Art. 1er (p. 5072).

ART. L. 52-4 DU CODE ELECTORAL (p. 5072) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ART. L. 52-5 DU CODE ELECTORAL (p. 5073).

Adopté : amendement n° 1 de M. Christian Bonnet, rapporteur : limitation de la période concernant les élections de caractère local (p. 5073).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5073).

ART. L. 52-6 et L. 52-6 BIS DU CODE ELECTORAL – Adoptés (p. 5073).

ART. L. 52-7 DU CODE ELECTORAL (p. 5073).

Adopté : amendement n° 32 de M. Charles Lederman : impossibilité pour les personnes ou les sociétés auxquelles il est interdit d'effectuer des versements, de donner des fonds d'une manière indirecte (p. 5076).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 28 : limitation des dons effectués par des personnes physiques (p. 5074) – N° 29 : interdiction du financement des candidats par une entreprise (p. 5075) – N° 30 : impossibilité du financement d'un candidat par plusieurs personnes morales à concurrence de 10 % chacune (p. 5075) – Et n° 31 : exclusion des sociétés dont l'Etat est actionnaire de la liste des personnes habilitées à effectuer des dons en vue du financement de la campagne d'un candidat (p. 5075).

Retiré : amendement n° 27 de M. Charles Lederman : limitation des dons en cas de scrutin de liste (p. 5074).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5076).

ART. L. 52-7 BIS DU CODE ELECTORAL – Adopté (p. 5076).

ART. L. 52-7 TER DU CODE ELECTORAL (p. 5076).

Adopté : amendement n° 2 de M. Christian Bonnet, rapporteur : détermination des modalités de remise des reçus par un décret (p. 5076).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5077).

ART. L. 52-9 DU CODE ELECTORAL (p. 5077).

Adopté : amendement n° 3 de M. Christian Bonnet, rapporteur : suppression du dernier alinéa de l'article L. 52-9 du code électoral dans le souci de confidentialité des dons (p. 5077).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5077).

ART. L. 52-9 BIS ET L. 52-10 BIS DU CODE ELECTORAL – Adoptés (p. 5077).

ART. L. 52-11 A L. 52-15 DU CODE ELECTORAL – Supprimés par l'Assemblée nationale (p. 5077).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 5077).

Art. 1er bis (p. 5077).

Adopté : amendement n° 4 de M. Christian Bonnet, rapporteur : durée d'interdiction du recours à l'affichage (p. 5078).

Rejeté : amendement n° 33 de M. Charles Lederman : durée de l'interdiction du recours à l'affichage commercial (p. 5078).

– L'article 1er bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5078).

Art. 1er ter (p. 5078).

Adoptés : amendements de M. Christian Bonnet, rapporteur, n° 5 : coordination avec l'amendement n° 4 à l'article 1er bis (p. 5078) – Et n° 6 : allongement de la durée de l'interdiction de campagne publicitaire des réalisations d'une collectivité (p. 5079).

Rejeté : amendement n° 34 de M. Charles Lederman : allongement de la durée d'interdiction de publicité commerciale (p. 5078).

– L'article 1er ter, ainsi modifié, est adopté (p. 5079).

Art. 1er quater (p. 5079).

Adopté : amendement n° 7 de M. Christian Bonnet, rapporteur : harmonisation (p. 5079).

- L'article 1er quater, ainsi modifié, est adopté (p. 5079).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

Art. 6 (p. 5079).

Adoptés : amendements de M. Christian Bonnet, rapporteur, n° 8 : formulation : substitution des mots « élection à l'Assemblée nationale » aux mots « élection législative » (p. 5080) - Et n° 9 : critères de répartition faisant référence aux parlementaires (p. 5080).

Rejeté : amendement n° 35 de M. Charles Lederman : critères d'attribution (p. 5079).

- L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 5080).

Art. 7 (p. 5080).

Adoptés : amendements de M. Christian Bonnet, rapporteur, n° 10 : formulation : substitution des termes « membres du Parlement » au mot « députés » (p. 5081) - Et n° 11 : suppression du paragraphe I bis de l'article 7 par coordination avec l'amendement n° 9 à l'article 6 (p. 5081).

- L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 5081).

Art. 9 (p. 5081).

Parole sur l'article : *M. Michel Darras* (p. 5081).

ART. 11 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 (p. 5082).

Retiré : amendement n° 12 de M. Christian Bonnet, rapporteur (p. 5082).

- Le texte proposé est adopté (p. 5082 ; précédemment réservé p. 5081).

ART. 11-1 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 (p. 5083).

Adopté : amendement n° 40 de M. Pierre Joxe, ministre : coordination avec l'amendement n° 39 (p. 5083).

Retiré : amendement n° 13 de M. Christian Bonnet, rapporteur (p. 5083).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5083 ; précédemment réservé p. 5081).

ART. 11-1-1 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 (p. 5083).

Adopté : amendement n° 41 de M. Pierre Joxe, ministre : coordination (p. 5083).

Retiré : amendement n° 14 de M. Christian Bonnet, rapporteur (p. 5083).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5083 ; précédemment réservé p. 5081).

ART. 11-1-2 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 (p. 5083).

Retiré : amendement n° 15 de M. Christian Bonnet, rapporteur (p. 5083).

- Le texte proposé est adopté (p. 5083 ; précédemment réservé p. 5081).

ART. 11-2 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 (p. 5081).

Adopté : amendement n° 39 de M. Pierre Joxe, ministre : contrôle des dons (p. 5082).

Retiré : amendement n° 16 de M. Christian Bonnet, rapporteur : reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 5082).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5082).

ART. 11-3 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 (p. 5083).

Retiré : amendement n° 17 de M. Christian Bonnet, rapporteur (p. 5084).

- Le texte proposé est adopté (p. 5084).

ART. 11-4 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 (p. 5084).

Retiré : amendement n° 18 de M. Christian Bonnet, rapporteur (p. 5084).

- Le texte proposé est adopté (p. 5084).

ART. 11-6 DE LA LOI N° 88-227 DU 11 MARS 1988 (p. 5084).

Retiré : amendement n° 19 de M. Christian Bonnet, rapporteur (p. 5084).

- Le texte proposé est adopté (p. 5084).

- L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 5084).

Art. 15 bis (p. 5084).

Parole sur l'article : *MM. Christian Bonnet, rapporteur* (p. 5084) ; *Charles Lederman* (p. 5085), *Pierre Joxe, ministre* (p. 5086) ; *Guy Allouche* (p. 5087), *Maurice Schumann* (p. 5089), *Michel Darras* (p. 5089).

Adoptés : amendements identiques n° 20 de M. Christian Bonnet, rapporteur, et n° 36 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 5090 ; scrutin public n° 82).

- L'article 15 bis est supprimé (p. 5090).

Art. 16 (p. 5090).

Parole sur l'article : *MM. Christian Bonnet, rapporteur* (p. 5090) ; *Charles Lederman* (p. 5090), *Michel Darras* (p. 5090), *Guy Allouche* (p. 5090).

Adoptés : amendements identiques n° 21 de M. Christian Bonnet, rapporteur ; et n° 37 de M. Charles Lederman : suppression des dispositions relatives à la dépénalisation de l'abus de biens sociaux (p. 5091 ; scrutin public n° 83).

- L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 5091).

Art. 19 bis A - Adopté (p. 5091).

Art. 19 ter (p. 5091).

Adopté : amendement n° 22 de M. Christian Bonnet, rapporteur : suppression de cet article (p. 5091).

- L'article 19 ter est supprimé (p. 5091).

Après l'art. 19 ter (p. 5092).

Adopté : amendement n° 38 (art. additionnel) de M. Pierre Joxe, ministre : ajustement compte tenu de la situation juridique particulière des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (p. 5094).

Retiré : amendement n° 25 (art. additionnel) de M. Jean Arthuis : modernisation de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat dans la logique du présent projet de loi : suppression de la commission nationale d'urbanisme commercial (p. 5094).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5094).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Michel Darras* (p. 5095), *Charles Lederman* (p. 5095), *Jacques Habert* (p. 5095).

Adoption (16 décembre 1989) (p. 5095).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1989) (p. 5283, 5295).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 5283, 5291) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Charles Lederman, Raymond Bouvier, Paul Masson, Guy Allouche, Louis Jung, Michel Darras.*

Commissions mixtes paritaires (CMP) (données chiffrées) : *Poperen (Jean)* (p. 5284).

Dépenses électorales : *Allouche (Guy)* (p. 5289) ; *Bonnet (Christian)* (p. 5283) ; *Poperen (Jean)* (p. 5284).

Dons et legs : *Bonnet (Christian)* (p. 5283) ; *Poperen (Jean)* (p. 5284).

Grâce et amnistie : *Allouche (Guy)* (p. 5286) ; *Bonnet (Christian)* (p. 5284) ; *Lederman (Charles)* (p. 5285, 5286) ; *Poperen (Jean)* (p. 5284).

Navettes législatives : *Darras (Michel)* (p. 5291).

Parlement (rôle) : *Masson (Paul)* (p. 5288) ; *Poperen (Jean)* (p. 5290).

Partis et groupements politiques : *Allouche (Guy)* (p. 5288, 5289) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 5287) ; *Jung (Louis)* (p. 5289) ; *Masson (Paul)* (p. 5287).

Partis et groupements politiques (financement privé) : *Poperen (Jean)* (p. 5284) ; *Lederman (Charles)* (p. 5285).

Partis et groupements politiques (financement public) : *Bonnet Christian* (p. 5290) ; *Poperen (Jean) (p. 5284).*

Sondages et enquêtes : *Bouvier (Raymond)* (p. 5287).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5291, 5295).

Art. 1er (p. 5291).

Art. 1er bis, 1er ter, 1er quater, 6, 7 et 9 (p. 5293).

Art. 15 bis et 16 (p. 5294).

Art. 19 ter (p. 5294) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 19 quater (p. 5294).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Charles Lederman* (p. 5294, 5295), *Bernard Laurent* (p. 5295).

Scrutin public n° 90 (p. 5295).

Rejet (20 décembre 1989) (p. 5295).

Discussion (nouvelle lecture)

(21 décembre 1989) (p. 5311, 5319).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5311, 5314) : *MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman, Michel Darras.*

Dons et legs : *Bonnet (Christian)* (p. 5312) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 5312).

Grâce et amnistie : *Darras (Michel)* (p. 5313) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 5311, 5312) ; *Lederman (Charles)* (p. 5313).

Infractions : *Darras (Michel)* (p. 5313).

Mécenat : *Dreyfus (Tony)* (p. 5312) ; *Lederman (Charles)* (p. 5313).

Partis et groupements politiques (financement privé) : *Dreyfus (Tony)* (p. 5311) ; *Lederman (Charles)* (p. 5313).

Roumanie : *Dreyfus (Tony)* (p. 5311).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5314, 5319) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur ; Charles Lederman.*

Art. 1er, 1er bis, 1er ter et 1er quater – Adoptés (p. 5314).

Art. 6 et 9 – Adoptés (p. 5315).

Art. 15 bis (p. 5315).

Adoptés : amendements identiques n° 3 de M. Christian Bonnet, rapporteur, et n° 1 de M. Charles Lederman : suppression de cet article (p. 5316 ; scrutin public n° 91).

– L'article 15 bis est supprimé (p. 5316).

Art. 16 (p. 5316).

Adoptés : amendements identiques n° 4 de M. Christian Bonnet, rapporteur, et n° 2 de M. Charles Lederman : suppression du paragraphe I de cet article (p. 5317 ; scrutin public n° 92).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté.

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Paul Masson* (p. 5317, 5318), *Charles Lederman* (p. 5318), *Michel Darrras* (p. 5318).

Scrutin public n° 93 (p. 5319).

Adoption (21 décembre 1989) (p. 5319).

8. – **Projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (21 juin 1989) [n° **797** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Robert Savy (2 octobre 1989) [n° **893** (9e lég.)] – Discussion (4, 5 et 6 octobre 1989) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° **798** (9e lég) – Elections 7) – Adoption (6 octobre 1989) [n° **175**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 1989) [n° **6** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Christian Bonnet (8 novembre 1989) [n° **49** (89-90)] – Discussion (14, 15 et 16 novembre 1989) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° **5** (89-90) – Elections 7) – Adoption (16 novembre 1989) [n°**25**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 novembre 1989) [n° **1019** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Robert Savy (29 novembre 1989) [n° **1046** (9e lég.)] – Discussion (6 décembre 1989) – Adoption (6 décembre 1989) [n° **206**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 89-263 DC du 11 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 13 janvier 1990) qui déclare non conformes à la Constitution les articles 1er et 4 et inséparables des articles déclarés non conformes les autres dispositions de la loi organique.

Discussion (première lecture)

(14 novembre 1989) (p. 3252, 3275) ; (16 novembre 1989) (p. 3395, 3400).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3252, 3275) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° **5** (89-90) – Elections 7).

Le projet de loi organique a pour objet d'étendre à l'élection à la présidence de la République ainsi qu'aux élections à l'Assemblée nationale le nouveau dispositif figurant dans le projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3395, 3400) : *MM. Charles Lederman, Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Michel Darras, Xavier de Villepin .*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Art. 1er *(Nouvelles dispositions applicables à la campagne pour l'élection présidentielle)* (p. 3395).

Adoptés : amendements de M. Christian Bonnet, rapporteur, nos 1 et 2 : rédactionnels (p. 3396) – N° 3 : fixation du plafond des dépenses de second tour pour l'élection à la présidence de la République (p. 3397 ; scrutin public n° 40) – Et n° 4 : affectation à la Fondation de France du solde positif éventuel des comptes des associations électorales et mandataires financiers des candidats une fois la campagne achevée (p. 3397).

Rejeté : amendement n° 8 de M. Charles Lederman : publication de l'état du patrimoine des candidats (p. 3396).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3397).

Art. 2 *(Suppression du cautionnement ; versement d'une avance aux candidats)* – Adopté (p. 3397).

Art. 3 *(Coordination)* – Adopté (p. 3397).

s'associe M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux (14 juin 1989) (p. 1522, 1523).

4. – **Hommage à la mémoire de M. Pierre Brantus,** sénateur du Jura, par M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance, auquel s'associe M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales (24 octobre 1989) (p. 2677, 2678).

Elus locaux

Voir *Collectivités territoriales*, **2 ; 3**
Questions au Gouvernement n° **97 ; n° 134**
Questions orales sans débat n° **60**
Voirie, **1**

1. – **Proposition de loi tendant à améliorer le statut des élus des collectivités territoriales de la République,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Cluzel, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 8 mars 1989) [n° **223** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi relative à l'instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Josselin de Rohan, sénateur et plusieurs de ses collègues (9 juin 1989) [n° **374 rect.** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Emirats Arabes Unis

Voir *Traités et conventions*, **30**

Emploi

Voir *Collectivités territoriales*, **5**
Lois de finances, **2,** Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur ; Services du Premier ministre - I - Services généraux (dont fonction publique) – Economie sociale ; Postes, télécommunications et espace - (Budget annexe)
Plan, **1**
Questions au Gouvernement n° **109**
Questions orales sans débat n° **79 ; n° 122 ; n° 129 ; n° 147 ; n° 149**
Rapports du Gouvernement, **12**

1. – **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail (9 mai 1989) [n° **648** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Coffineau (18 mai 1989) [n° **690** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (24, 25 mai 1989) – Adoption (25 mai 1989) [n° **101**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 mai 1989) [n° **332** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Souvet (6 juin 1989) [n° **353** (88-89)] – Discussion (13 juin 1989) – Adoption (13 juin 1989) [n° **94**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 juin 1989) [n° **753** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Coffineau (21 juin 1989) [n° **796** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Louis Souvet (20 juin 1989) [n° **402** (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (14 juin 1989) [n° **753** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Coffineau (21 juin 1989) [n° **801** (9e lég.)] – Discussion (26 juin 1989) – Adoption (26 juin 1989) [n° **138**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (27 juin 1989) [n° **423** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Souvet (27 juin 1989) [n° **425** (88-89)] – Discussion (30 juin 1989) – Adoption (30 juin 1989) [n° **122**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (1er juillet 1989) [n° **849** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Coffineau (1er juillet 1989) [n° **850** (9e lég.)] – Discussion (1er juillet 1989) – Adoption (1er juillet 1989) [n° **154**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 89-257 DC du 25 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 28 juillet 1989) qui déclare la loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 89-549 du 2 août 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 8 août 1989).

Discussion (première lecture)

(13 juin 1989) (p. 1463, 1517).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1463, 1479) : *MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Hélène Missoffe, MM. Hector Viron, Marc Boeuf, Xavier de Villepin, Georges Mouly, Jean-Luc Mélenchon, Guy Robert, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Les objectifs du présent projet de loi sont de quatre ordres :

– la prévention du licenciement : le rôle du comité d'entreprise s'en trouve accru.

– le droit à la conversion des salariés : le dispositif de reclassement est pris en charge par l'agence nationale pour l'emploi ou mis en place sous sa responsabilité.

– le développement de la concertation dans les procédures préalables au licenciement pour motif économique : les compétences consultatives des représentants du personnel sont élargies et les pouvoirs des organisations syndicales sont accrus.

– le renforcement des garanties individuelles des salariés.

Chômage : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 1474) ; *Mouly (Georges)* (p. 1473) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1477).

Chômage de longue durée : *Boeuf (Marc)* (p. 1471) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1468) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1463, 1478).

Code du travail : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 1475) ; *Mouly (Georges)* (p. 1473) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1464, 1465) ; *Viron (Hector)* (p. 1469).

Comités d'entreprise : *Missoffe (Hélène)* (p. 1468) ; *Mouly (Georges)* (p. 1473) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1465, 1479) ; *Souvet (Louis)* (p. 1467).

Commerce extérieur : *Missoffe (Hélène)* (p. 1468).

Communautés européennes (directives) : *Robert (Guy)* (p. 1476) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1464, 1465).

Compétitivité économique : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1477) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1468).

Croissance économique : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 1474, 1475) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1468).

Emploi : *Boeuf (Marc)* (p. 1471) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1476) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1468) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1466) ; *Viron (Hector)* (p. 1469).

Emploi précaire : *Boeuf (Marc)* (p. 1471) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1463, 1478).

Emplois (créations et suppressions) : *Robert (Guy)* (p. 1476) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1478) ; *Souvet (Louis)* (p. 1466) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1472) ; *Viron (Hector)* (p. 1470).

Entreprises : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1476) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 1475) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1463, 1464, 1465, 1466, 1478) ; *Souvet (Louis)* (p. 1467) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1472) ; *Viron (Hector)* (p. 1470, 1471).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Robert (Guy)* (p. 1476) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1473).

conclu une convention de prévision et de diagnostic avec un membre de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés ; limitation du montant du crédit d'impôt (p. 1492).

– L'article 5 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 15, est adopté (p. 1492).

TITRE II

DROIT A LA CONVERSION DES SALARIES

Intitulé (p. 1493).

Rejeté : amendement n° 60 de M. Hector Viron : « Garantie de l'emploi. Droit au reclassement et à la conversion des salariés » (p. 1493).

Art. 6 *(Plan social : article L. 321-4-1 du code du travail)* (p. 1493).

Adoptés : amendement de M. Louis Souvet, rapporteur, n° 17 : coordination (p. 1494) – Et n° 81 : suppression de l'obligation d'affichage (p. 1494).

Retiré : amendement n° 16 de M. Louis Souvet, rapporteur : rédactionnel (p. 1493).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1494).

Art. 7 *(Propositions émises par l'autorité administrative lors du licenciement : article L. 321-7 du code du travail)* (p. 1494).

Adopté : amendement n° 18 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression de cet article (p. 1496).

Devenus sans objet : amendement n° 34 de M. Xavier de Villepin : évaluation du coût financier (p. 1496) – Amendements de M. Hector Viron, n° 61 : possibilité donnée à l'autorité administrative de présenter non seulement des propositions mais aussi des modifications (p. 1496) – Et n° 62 : rôle de l'agence nationale pour l'emploi (p. 1496).

– L'article 7 est supprimé (p. 1496).

Art. 7 bis *(Définition et financement des conventions de conversion : article L. 322-3 du code du travail)* (p. 1496).

Adoptés : amendements rédactionnels n°s 19 et 20 de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 1496).

– L'article 4 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1496).

Art. 8 *(Obligation faite à l'employeur de proposer une convention de conversion : article L. 321-5 du code du travail)* (p. 1496).

Adopté : amendement n° 21 de M. Louis Souvet, rapporteur : rédactionnel (p. 1497).

Rejeté : amendement n° 63 de M. Hector Viron : reclassement des salariés licenciés (p. 1497).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1497).

Art. 8 bis *(Délai de réflexion du salarié à qui l'on propose une convention de conversion et le doublement de la période de préavis : article L. 321-6 du code du travail)* – Adopté (p. 1497).

Art. 8 ter *(Cas du salarié à qui l'on notifie son licenciement pour motif économique au cours du délai de réflexion lié à une convention de conversion : article L. 122-14-1 du code du travail)* – Adopté (p. 1497).

Art. 9 *(Sanction de l'inobservation de l'obligation de proposer le bénéfice d'une convention de conversion : article L. 321-13-1 nouveau du code du travail)* (p. 1497).

Rejeté : amendement n° 64 de M. Hector Viron : suppression de cet article (p. 1498).

Retiré : amendement n° 22 de M. Louis Souvet, rapporteur : versement par l'employeur au salarié licencié pour motif économique d'une contribution s'il ne lui propose pas le bénéfice d'une convention de conversion (p. 1498).

– L'article 9 est adopté (p. 1498).

Art. 10 *(Financement des conventions de conversion : article L. 322-3 du code du travail)* (p. 1498).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 65 : suppression de cet article (p. 1498) – Et n° 78 : abrogation de l'article L. 322-3 du code du travail (p. 1498).

– L'article 10 est adopté (p. 1498).

TITRE III

RENFORCEMENT DE LA CONCERTATION

Art. 11 *(Modification de certains détails applicables aux procédures de licenciement pour motif économique : articles L. 321-3 et L. 321-7 du code du travail)* (p. 1498).

Adopté : amendement rédactionnel n° 76 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Jacques Delong (p. 1499).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 66 : suppression des seuils d'effectifs et amélioration des garanties des salariés (p. 1498) – Et n° 79 : allongement des délais (p. 1499).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1499).

Art. 12 *(Accompagnement du plan social par des mesures de nature économique : article L. 321-4 du code du travail)* (p. 1499).

Retiré : amendement n° 23 de M. Louis Souvet, rapporteur : mesures destinées à permettre le redressement de l'entreprise sans avoir nécessairement un effet immédiat sur l'évolution de l'emploi dans ladite entreprise (p. 1499).

– L'article 12 est adopté (p. 1499).

Art. 13 *(Délais impartis lorsque le comité d'entreprise fait appel à un expert-comptable : article L. 321-7-1 nouveau du code du travail)* (p. 1499).

Adopté : amendement n° 41 de M. Marc Boeuf : possibilité pour l'expert-comptable de se faire aider par un expert technique (p. 1500).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1500).

Art. 14 *(Coordination des réunions des comités d'établissement et du comité central d'entreprise en cas de recours à un expert-comptable : article L. 321-2 du code du travail)* (p. 1500).

Rejeté : amendement n° 67 de M. Hector Viron : désignation de l'expert-comptable par le comité d'entreprise (p. 1501).

Retiré : amendement n° 35 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Raymond Bouvier : cas de consultation des comités d'établissement (p. 1501).

– L'article 14 est adopté (p. 1501).

Art. 15 *(Limitation des licenciements à caractère répétitif : article L. 321-2 du code du travail)* (p. 1501).

Rejeté : amendement n° 68 de M. Hector Viron : allongement de la période de référence (p. 1502).

– L'article 15 est adopté (p. 1502).

Après l'art. 15 (p. 1502).

Retiré : amendement n° 42 (art. additionnel) de M. Marc Boeuf : cas des licenciements à la fin d'un chantier (p. 1502).

Art. 16 *(Mesures rectificatives : articles L. 321-9, L. 321-6, L. 343-11-1 et L. 143-11-9 du code du travail)* – Adopté (p. 1503).

TITRE IV

GARANTIES INDIVIDUELLES

Art. 17 *(Définition du licenciement pour motif économique : articles L. 321-1 et L. 321-1-1 du code du travail)* (p. 1503).

Adopté : amendement n° 24 de M. Louis Souvet, rapporteur : mention des qualités professionnelles et des handicaps et suppression pour coordination des caractéristiques sociales (p. 1503).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1503).

Art. 17 bis *(Application au licenciement individuel pour motif économique des critères personnels d'ordre de licenciement : article L. 321-1-1 du code du travail)* (p. 1503).

Adopté : amendement n° 83 de M. Louis Souvet, rapporteur : rectification d'une erreur matérielle (p. 1504).

– L'article 17 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1504).

Art. 17 ter *(Obligation pour l'employeur de présenter au juge tous les éléments fournis à l'autorité administrative lorsque l'entreprise est dépourvue de représentants du personnel : article L. 122-4-3 du code du travail)* – Adopté (p. 1504).

Art. 18 *(Contentieux du licenciement ; procédure ; doute : article L. 122-14-3 du code du travail)* (p. 1504).

Adopté : amendement n° 25 de M. Louis Souvet, rapporteur : procédure applicable pour tout litige relatif à un licenciement pour motif économique (p. 1506).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 69 : charge de la preuve (p. 1506) – N° 70 : protection du salarié licencié (p. 1506) – Et n° 71 : réintégration du salarié en cas de nullité du licenciement (p. 1506).

Retirés : amendements identiques n° 36 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Raymond Bouvier et n° 48 de M. Roger Husson, soutenu par M. Jacques Delong : suppression de cet article (p. 1505).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1506).

Art. 18 bis *(Droit d'ester en justice reconnu aux syndicats représentatifs dans les litiges individuels relatifs à des licenciements pour motif économique : article L. 321-15 nouveau du code du travail) (p. 1506).*

Adopté : amendement n° 26 de M. Louis Souvet, rapporteur : exercice du droit d'ester en justice ; avertissement de l'employeur dans les mêmes conditions que le salarié (p. 1508).

Retirés : amendement n° 37 de M. Xavier de Villepin : reconnaissance aux organisations syndicales d'un droit d'autosaisine sans mandat du salarié (p. 1507) – Amendement n° 49 de M. Roger Husson, soutenu par M. Jacques Delong : suppression de cet article (p. 1507).

Devenu sans objet : amendement n° 43 de M. Marc Boeuf, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : avertissement de l'employeur par lettre recommandée avec accusé de réception (p. 1508).

– L'article 18 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1508).

Art. 19 *(Entretien préalable au licenciement ; présence d'un conseiller extérieur à l'entreprise ; exception à l'entretien préalable : article L. 122-14 du code du travail)* (p. 1508).

Adopté : amendement n° 27 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression du deuxième alinéa de l'article L. 122-14 du code du travail, afin de ne pas perturber la vie des petites entreprises (p. 1510).

Rejeté : amendement n° 72 de M. Hector Viron : audition préalable de l'intéressé en présence des représentants du personnel si celui-ci en manifeste le désir (p. 1508).

Retiré : amendement n° 38 de M. Xavier de Villepin, identique à l'amendement n° 27 de la commission (p. 1509).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 1510).

Art. 19 bis *(Enonciation par l'employeur des motifs du licenciement : article L. 122-14-2 du code du travail)* (p. 1510).

Adopté : amendement n° 28 de M. Louis Souvet, rapporteur : réponse écrite de l'employeur, à la demande écrite du salarié, indiquant les critères retenus en cas de licenciement prononcé pour un motif économique (p. 1511 ; précédemment réservé p. 1510).

– L'article 19 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 28, est adopté (p. 1511 ; précédemment réservé p. 1510).

Art. 19 ter *(Abrogation du second alinéa de l'article L. 122-14-2 du code du travail)* (p. 1510).

Adopté : amendement n° 29 de M. Louis Souvet, rapporteur : suppression de cet article (p. 1510).

– L'article 19 ter est supprimé et les dispositions du second alinéa de l'article L. 122-14-2 du code du travail sont maintenues (p. 1510).

Art. 20 *(Priorité de réembauchage : articles L. 321-14 nouveau, L. 122-14-2 et L. 122-14-4 du code du travail)* (p. 1511).

Adopté : amendement n° 39 de M. Xavier de Villepin, retiré par son auteur et repris par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : raccourcissement à deux mois, à compter de la rupture du contrat de travail, du délai accordé au salarié pour manifester son désir d'être réembauché (p. 1513).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 74 : suppression du caractère limitatif de la priorité de réembauchage (p. 1514) – Et n° 75 : meilleure garantie de réembauchage pour les salariés (p. 1514).

Retiré : sur l'amendement n° 39 de la commission, sous-amendement n° 47 de M. Jean Chérioux (p. 1513).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 39 de M. Xavier de Villepin, sous-amendement n° 80 de M. Louis Souvet, rapporteur (p. 1512).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 1514).

Après l'art. 20 (p. 1514).

Retirés : amendement n° 44 (art. additionnel) de M. Marc Boeuf, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : en cas de licenciement pour motif économique, interdiction pour l'employeur d'embaucher un salarié d'une entreprise de travail temporaire (p. 1515) – Amendement n° 31 (art. additionnel) de M. Louis Souvet, rapporteur : compétence générale des conseils de prud'hommes pour tous les litiges concernant des licenciements pour motif économique (p. 1515).

Art. 20 bis *(Rapport du Gouvernement sur les formes précaires de travail et les conséquences de ce phénomène sur le marché de l'emploi)* – Adopté (p. 1515).

TITRE V

DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PERSONNELS NAVIGANTS DES ENTREPRISES D'ARMEMENT MARITIME

Art. 20 ter *(Application des règles de licenciement pour motif économique aux salariés soumis au code du travail maritime : article 94 du code du travail maritime)* – Adopté (p. 1515).

Art. 21 *(Maintien des dispositions actuelles pour les procédures de licenciement engagées avant l'entrée en vigueur de la loi)* – Adopté (p. 1515).

Art. 22 *(Négociations en vue de l'égalité professionnelle : article L. 123-3-1 nouveau du code du travail)* – Adopté (p. 1516).

Art. 23 *(Avis des représentants du personnel sur les rapports annuels de l'employeur sur la situation de l'emploi et l'égalité professionnelle dans l'entreprise : article L. 432-3-1 du code du travail)* – Adopté (p. 1516).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Marc Boeuf* (p. 1516), *Hector Viron* (p. 1516), *Jean-Pierre Fourcade, président de la commission* (p. 1516) ; *Josy Moinet* (p. 1516, 1517) ; *intervention de M. Jean-Pierre Soisson, ministre* (p. 1517).

Adoption (13 juin 1989) (p. 1517).

Discussion (nouvelle lecture)

(30 juin 1989) (p. 2242, 2251).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2242, 2244) : *MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Louis Souvet, rapporteur ; Marc Boeuf, Robert Vizet.*

Comités d'entreprise : *Vizet (Robert)* (p. 2244).

Droits de l'homme : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2242).

Entreprises : *Boeuf (Marc)* (p. 2243) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2243).

Organisations syndicales : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2243).

Parlement (rôle) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2242).

Salariés : *Vizet (Robert)* (p. 2244).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2244, 2251) : *MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur ; Jean-Pierre Soisson, ministre ; Jean Delaneau.*

Art. 1er (p. 2244).

Adopté : amendement n° 1 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 2245).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2245).

Art. 1er quater (p. 2245).

Adopté : amendement n° 2 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : suppression de cet article (p. 2245).

– L'article 1er quater est supprimé (p. 2245).

Art. 3 (p. 2245).

Adoptés : amendements de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenus par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission, n° 3 : cas des accords d'entreprises (p. 2245) – Et n° 4 : coordination (p. 2245).

Retiré : amendement n° 5 de M. Louis Souvet, rapporteur, retiré par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission (p. 2245).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2245).

Art. 4 (p. 2246).

Adopté : amendement n° 6 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : exonération de cotisation dans le cas de la démission trouvant son origine dans un changement de résidence du conjoint (p. 2246).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2246).

Art. 5 bis (p. 2246).

Adopté : amendement n° 7 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : choix du système de prévention pour les petites entreprises (p. 2247).

– L'article 5 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est adopté (p. 2247).

Art. 6 (p. 2247).

Adopté : amendement n° 8 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : coordination (p. 2247).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2247).

Art. 7 (p. 2247).

Adopté : amendement n° 9 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : suppression de cet article (p. 2247).

– L'article 7 est supprimé (p. 2247).

Art. 7 bis et 8 – Adoptés (p. 2247).

Art. 11 (p. 2247).

Adopté : amendement n° 10 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : coordination des procédures de consultation des délégués du personnel avec les procédures de consultation applicables dans les entreprises de plus de cinquante salariés (p. 2248).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2248).

Art. 13 (p. 2248).

Adoptés : amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Soisson, ministre : rectification d'une erreur matérielle (p. 2248) – Amendement n° 11 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : suppression du dernier alinéa de cet article relatif à l'information de l'autorité administrative compétente (p. 2248).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2248).

Art. 14 et 16 bis – Adoptés (p. 2248).

Art. 17 (p. 2249).

Adopté : amendement n° 12 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : appréciation par catégorie des qualités professionnelles et des handicaps (p. 2249).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2249).

Art. 18 (p. 2249).

Adopté : amendement n° 13 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 2249).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2249).

Art. 18 bis (p. 2249).

Adopté : amendement n° 14 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : principe de l'intervention des organisations syndicales (p. 2250).

– L'article 18 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2250).

Art. 19 (p. 2250).

Adopté : amendement n° 15 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : suppression de la possibilité d'intervention dans les petites entreprises, des personnes figurant sur une liste dressée par les représentants de l'Etat dans les départements, après consultation des organisations représentatives (p. 2250).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2250).

Art. 19 bis (p. 2250).

Adopté : amendement n° 16 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : suppression de cet article (p. 2250).

– L'article 19 bis est supprimé (p. 2250).

Art. 19 ter – Adopté (p. 2250).

Art. 20 (p. 2250).

Adoptés : amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Soisson, ministre : information du comité d'entreprise (p. 2251) ; sous-amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur (p. 2251).

Retiré : amendement n° 17 de M. Louis Souvet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : information du salarié par l'employeur de tout emploi devenu disponible dans sa qualification au moment de son licenciement (p. 2251).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2251).

Art. 21 – Adopté (p. 2251).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Marc Bocuf* (p. 2251), *Robert Vizet* (p. 2251).

Adoption (30 juin 1989) (p. 2251).

2. – **Projet de loi favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail (4 octobre 1989) [n° **905** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Marie-Josèphe Sublet (11 octobre 1989) [n° **911** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (13 octobre 1989) – Adoption (13 octobre 1989) [n° **180**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 octobre 1989) [n° **16** (89-90)] – Renvoi à la commission des

affaires sociales – Rapport de Mme Hélène Missoffe (10 novembre 1989) [n° **53** (89-90)] – Discussion (17 novembre 1989) – Adoption (17 novembre 1989) [n° **26**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 novembre 1989) [n° **1020** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de Mme Marie-Josèphe Sublet (22 novembre 1989) [n° **1021**] – Discussion (28 novembre 1989) – Adoption (28 novembre 1989) [n° **197**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de Mme Hélène Missoffe (22 novembre 1989) [n° **68** (89-90)] – Discussion (11 décembre 1989) – Adoption (11 décembre 1989) [n° **28**].

PROMULGATION : Loi n° 89-905 du 19 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 20 décembre 1989).

Discussion (première lecture)

(17 novembre 1989) (p. 3417, 3440 ; 3463, 3475).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3417, 3432) : *M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; Mme Hélène Missoffe, rapporteur de la commission des affaires sociales ; MM. Roland Courteau, Marc Boeuf, Albert Ramassamy, Jean-Luc Mélenchon, Jean Madelain, Hector Viron, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Les principales mesures de ce projet de loi ont été dictées par la situation du marché du travail. En effet, la relance de l'emploi qui est intervenue en 1988 et 1989 a conduit le Gouvernement à tenter de favoriser une reprise sélective de l'embauche.

Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : *Madelain (Jean)* (p. 3426) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3417, 3418, 3431).

Associations : *Boeuf (Marc)* (p. 3423) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3421) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3419).

Chômage de longue durée : *Boeuf (Marc)* (p. 3423) ; *Madelain (Jean)* (p. 3427) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3420) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3417, 3418) ; *Viron (Hector)* (p. 3427).

Chômage des jeunes (données chiffrées) : *Madelain (Jean)* (p. 3427) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 3426).

Contrats de retour à l'emploi : *Boeuf (Marc)* (p. 3423) ; *Courteau (Roland)* (p. 3422) ; *Madelain (Jean)* (p. 3427) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 3424) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3418, 3419, 3429) ; *Viron (Hector)* (p. 3428).

Contrats emploi-solidarité : *Boeuf (Marc)* (p. 3423) ; *Courteau (Roland)* (p. 3422) ; *Madelain (Jean)* (p. 3427) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3421) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3419, 3429, 3430) ; *Viron (Hector)* (p. 3428).

Démographie : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3431).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Ramassamy (Albert)* (p. 3424) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3430).

Emploi précaire : *Boeuf (Marc)* (p. 3423) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 3425, 3426) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3430) ; *Viron (Hector)* (p. 3428).

Emplois (créations et suppressions) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3417, 3429) ; *Viron (Hector)* (p. 3427).

Entreprises : *Ramassamy (Albert)* (p. 3424).

Femmes : *Courteau (Roland)* (p. 3422).

Formation professionnelle : *Ramassamy (Albert)* (p. 3424) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3429, 3432).

Grand marché intérieur (CEE) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3431).

Jeunesse : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 3426) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 3420) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3419).

Licenciements : *Missoffe (Hélène)* (p. 3420).

Protection sociale : *Viron (Hector)* (p. 3429).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Boeuf (Marc)* (p. 3424) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3418).

Salariés : *Viron (Hector)* (p. 3428).

Sociétés industrielles : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 3425).

Travaux d'utilité collective (TUC) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3418, 3430) ; *Viron (Hector)* (p. 3427).

Veuvage : Missoffe (Hélène) (p. 3421).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3432, 3440 ; 3463, 3475) : *M. Hector Viron, Mme Hélène Missoffe, rapporteur ; MM. Jean-Pierre Soisson, ministre ; Jean Chérioux, Marc Boeuf, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Jean Simonin.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTRAT DE RETOUR A L'EMPLOI

Art. 1er *(Définition et modalités du contrat de retour à l'emploi : article L. 322-4-2 nouveau du code du travail)* (p. 3432).

Adoptés : amendement n° 1 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : rédactionnel (p. 3434) – Amendement n° 52 de M. Jean-Pierre Soisson, ministre : forme des contrats de retour à l'emploi (p. 3434).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 24 : suppression de cet article (p. 3433) – N° 25 : limitation de la liste des catégories de personnes auxquelles s'adressent les contrats de retour à l'emploi (p. 3434) – N° 26 : suppression du 5e alinéa de cet article relatif à l'exonération des cotisations sociales dans les conditions fixées à l'article L. 322-4-6 du code du travail (p. 3434) – Et n° 28 : avis des institutions représentatives du personnel sur les conventions (p. 3434).

Retiré : amendement n° 27 de M. Hector Viron : cas des entreprises de travail temporaire (p. 3433).

Non soutenu : amendement n° 49 de M. Jean Cluzel (p. 3433).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3434).

Art. 1er bis *(Informations sur la gestion prévisionnelle de l'emploi)* – Adopté (p. 3434).

Art. 2 *(Nature, durée et principales caractéristiques du contrat de retour à l'emploi : articles L. 322-4-3 à L. 322-4-6 nouveaux du code du travail)* (p. 3434).

Rejeté : amendement n° 29 de M. Hector Viron : suppression de cet article (p. 3434).

ARTICLE L. 322-4-3 DU CODE DU TRAVAIL *(Nature et formation du contrat de retour à l'emploi)* (p. 3434).

Rejetés : amendement n° 30 de M. Hector Viron : durée indéterminée des contrats de retour à l'emploi ; taux minimal de la rémunération (p. 3435) – Amendement n° 21 de M. Marc Boeuf : dépôt des contrats de retour à l'emploi auprès de l'agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3435).

Retiré : amendement n° 31 de M. Hector Viron : dépôt des contrats de retour à l'emploi auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi (p. 3435).

– Le texte proposé est adopté (p. 3435).

ARTICLE L. 322-4-4 DU CODE DU TRAVAIL *(Limites du recours au contrat de retour à l'emploi)* (p. 3435).

Adopté : amendement n° 3 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : cas d'interdiction de conclure des contrats de retour à l'emploi (p. 3436).

Rejeté : amendement n° 32 de M. Hector Viron : allongement du délai selon lequel des établissements ayant procédé à un licenciement économique ne peuvent conclure un contrat de retour à l'emploi (p. 3436).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3436).

ARTICLE L. 322-4-5 DU CODE DU TRAVAIL *(Seuils d'effectifs)* (p. 3436).

Adopté : amendement n° 4 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : assouplissement des conditions de la non-prise en compte dans les effectifs du personnel des entreprises des titulaires d'un contrat de retour à l'emploi (p. 3437).

Rejeté : amendement n° 33 de M. Hector Viron : suppression de ce texte (p. 3437).

Retiré : amendement n° 34 de M. Hector Viron : participation des salariés bénéficiant de contrats de retour à l'emploi aux élections professionnelles (p. 3437).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3437).

ARTICLE L. 322-4-6 DU CODE DU TRAVAIL *(Exonération des cotisations sociales patronales)* (p. 3437).

Adopté : amendement n° 5 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : amélioration des conditions d'exonération des cotisations sociales patronales (p. 3440).

Rejeté : amendement n° 35 de M. Hector Viron : suppression de ce texte (p. 3438).

Devenu sans objet : amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Soisson, ministre : modification du 4e alinéa de ce texte (2e) relatif à la cessation de cette disposition à l'âge de soixante ans (p. 3440).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3440).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3440).

Après l'art. 2 (p. 3463).

Adoptés : amendements de Mme Hélène Missoffe, rapporteur, n° 6 : insertion du texte de l'article 10 du présent projet à la fin de ce titre (p. 3463) – Et n° 7 : rapport annuel du représentant de l'Etat dans la région au comité régional de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi et rapport du Gouvernement au Parlement (p. 3463).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3463).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTRAT EMPLOI-SOLIDARITE

Art. 3 *(Le contrat emploi-solidarité : insertion des articles L. 322-4-7 à L. 322-4-14 nouveaux dans le code du travail)* (p. 3463).

Rejeté : amendement n° 36 de M. Hector Viron : suppression de cet article (p. 3464).

ARTICLE L. 322-4-7 DU CODE DU TRAVAIL *(Objectif et bénéficiaires du contrat emploi-solidarité)* (p. 3464).

Adoptés : amendements de Mme Hélène Missoffe, rapporteur, n° 9 : conclusion de contrats emploi-solidarité par l'Etat (p. 3466 ; scrutin public n° 42) – N° 8 : rédactionnel (p. 3467) – Et n° 10 : place particulière réservée aux veuves parmi les bénéficiaires de ces contrats (p. 3467).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 37 : conclusion de contrats emploi-solidarité par les personnes morales chargées de la gestion d'un service public (p. 3466) – N° 38 : rédactionnel (p. 3467) – Et n° 39 : subordination de la signature des conventions à l'accord préalable des institutions représentatives du personnel (p. 3467).

Non soutenu : amendement n° 50 de M. Jean Cluzel (p. 3467).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3467).

ARTICLE L. 322-4-8 DU CODE DU TRAVAIL *(Nature, modalités et rupture du contrat emploi-solidarité)* (p. 3467).

Adopté : amendement n° 22 de M. Marc Boeuf : non-cumul du contrat emploi-solidarité avec une activité professionnelle ou une formation professionnelle rémunérée (p. 3474 ; précédemment réservé p. 3468).

Rejeté : amendement n° 40 de M. Hector Viron : suppression de la disposition relative aux dommages et intérêts en cas de rupture des contrats emploi-solidarité avant leur terme (p. 3467).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3474 ; précédemment réservé p. 3468).

ARTICLE L. 322-4-9 DU CODE DU TRAVAIL *(Rémunération des bénéficiaires du contrat emploi-solidarité)* – Adopté (p. 3468).

ARTICLE L. 322-4-10 DU CODE DU TRAVAIL *(Financement de l'Etat)* (p. 3468).

Adopté : amendement n° 11 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : rédactionnel (p. 3468).

Rejeté : amendement n° 41 de M. Hector Viron : suppression de ce texte (p. 3468).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3468).

ARTICLE L. 322-4-11 DU CODE DU TRAVAIL *(Exonérations de cotisations)* (p. 3468).

Adopté : amendement rédactionnel n° 12 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur (p. 3469).

Rejeté : amendement n° 42 de M. Hector Viron : suppression de l'exonération des cotisations de sécurité sociale pour les employeurs (p. 3469).

Devenu sans objet : amendement n° 43 de M. Hector Viron (p. 3469).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3469).

ARTICLE L. 322-4-12 DU CODE DU TRAVAIL *(Non-prise en compte des bénéficiaires des contrats emploi-solidarité dans le calcul de l'effectif du personnel)* (p. 3469).

Retiré : amendement n° 44 de M. Hector Viron (p. 3469).

– Le texte proposé est adopté (p. 3469).

ARTICLE L. 322-4-13 DU CODE DU TRAVAIL *(Examen de médecine du travail lié à l'embauche)* (p. 3469).

Adoptés : amendements identiques n° 13 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur, et n° 45 de M. Hector Viron : suppression de ce texte (p. 3469).

– Le texte proposé est supprimé (p. 3469).

ARTICLE L. 322-4-14 DU CODE DU TRAVAIL *(Contrats emploi-solidarité dans les départements d'outre-mer, DOM)* (p. 3469) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3474 ; précédemment réservé p. 3469).

Art. 3 bis *(Suivi du contrat emploi-solidarité)* (p. 3469).

Adopté : amendement n° 14 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : rapport du Gouvernement au Parlement (p. 3470).

– L'article 3 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 14, est adopté (p. 3470).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES JEUNES

Art. 4 *(Missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes : article L. 980-14 du code du travail)* (p. 3470).

Adoptés : amendements de Mme Hélène Missoffe, rapporteur, n° 51 : importance du partenariat (p. 3470) – Et n° 15 : suppression de la référence aux missions locales dans le code du travail (p. 3472 ; précédemment réservé p. 3470).

Rejeté : amendement n° 46 de M. Hector Viron : suppression de cet article (p. 3470).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3472 ; précédemment réservé p. 3470).

Art. 4 bis *(Conséquence de l'inscription des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes dans le code du travail)* (p. 3471).

Adopté : amendement n° 16 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : suppression de cet article (p. 3472 ; précédemment réservé p. 3471).

– L'article 4 bis est supprimé (p. 3472 ; précédemment réservé p. 3471).

Art. 5 *(Le conseil national des missions locales)* (p. 3471).

Rejeté : amendement n° 47 de M. Hector Viron : suppression de cet article (p. 3472).

Retiré : amendement n° 17 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : suppression de cet article (p. 3472).

– L'article 5 est adopté (p. 3472).

Art. 6 *(Création d'une aide financière temporaire à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes)* – Adopté (p. 3472).

TITRE IV

AUTRES DISPOSITIONS

Art. 7 *(Associations intermédiaires)* (p. 3472).

Adopté : amendement n° 23 de M. Jean Simonin : retour à l'emploi des chômeurs de longue durée et lutte contre leur exclusion professionnelle (p. 3474 ; précédemment réservé p. 3473).

Rejeté : amendement n° 48 de M. Hector Viron : suppression de cet article (p. 3473).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3474 ; précédemment réservé p. 3473).

Art. 8 *(Aide à la création d'entreprises par les femmes isolées, demandeurs d'emploi : article L. 351-24 du code du travail)* – Adopté (p. 3473).

Art. 9 *(Abrogation de divers articles du code du travail)* (p. 3473).

Adopté : amendement de coordination n° 18 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur (p. 3474).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3474).

Art. 10 *(Durée d'application des exonérations des cotisations sociales liées à l'embauche de demandeurs d'emploi de plus de cinquante ans)* (p. 3474).

Adopté : amendement n° 19 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : suppression de cet article pour coordination avec son amendement n° 6 (p. 3474).

– L'article 10 est supprimé (p. 3474).

Art. 10 bis *(Information du Parlement sur les bilans des contrats de retour à l'emploi et des contrats emploi-solidarité)* (p. 3474).

Adopté : amendement n° 20 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 3474).

– L'article 10 bis est supprimé (p. 3474).

Art. 11 *(Entrée en vigueur de la présente loi)* – Adopté (p. 3474).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Michel Miroudot* (p. 3475), *Ernest Cartigny* (p. 3475), *Marc Boeuf* (p. 3475), *Hector Viron* (p. 3475), *Jean Simonin* (p. 3475) ; *intervention de M. Jean-Pierre Soisson, ministre* (p. 3475).

Adoption (17 novembre 1989) (p. 3475).

Discussion (commission mixte paritaire)

(11 décembre 1989) (p. 4755, 4759).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4755, 4757) : *Mmes Hélène Missoffe, rapporteur de la commission mixte paritaire ; Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; Marie-Claude Beaudeau, MM. Guy Penne, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Chômage de longue durée : *Dorlhac (Hélène)* (p. 4755) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4757).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4757).

Contrats de retour à l'emploi : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4757) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4757) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4755).

Contrats emploi-solidarité : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4757) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4755).

Cotisations sociales (exonération) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4756) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4757).

Emploi précaire : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4756) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 4755) ; *Penne (Guy)* (p. 4757).

Salariés : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4756).

Travaux d'utilité collective (TUC) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4757).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4757, 4759)

Art. 1er (p. 4757).

Art. 2 (p. 4758).

Art. 2 bis (p. 4758) – Supprimé par la CMP.

Art. 2 ter et 3 (p. 4758).

Art. 3 bis et 4 (p. 4759).

Art. 4 bis (p. 4759) – Supprimé par la CMP.

Art. 7 et 9 (p. 4759).

Art. 10 et 10 bis (p. 4759) – Supprimés par la CMP.

Scrutin public n° 67 (p. 4759).

Adoption (11 décembre 1989) (p. 4759).

3. – **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle et à la mise en oeuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (22 novembre 1989) [n° **1023** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Laurain (7 décembre 1989) [n° **1076** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (11 décembre 1989) – Adoption (11 décembre 1989) [n° **212**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1989) [n° **118** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Guy Robert (12 décembre 1989) [n° **122** (89-90)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **42**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1989) [n° **1111** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean Laurain (19 décembre 1989) [n° **1128** (9e lég.)] – Discussion (19 décembre 1989) – Adoption (19 décembre 1989) [n° **239**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Guy Robert (19 décembre 1989) [n° **157** (89-90)] – Discussion (20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° **68**].

PROMULGATION : loi n° 90-9 du 2 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 4 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(15 décembre 1989) (p. 4993, 5004).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4993, 4997) : *MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; Guy Robert, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Hector Viron.*

Détenus : *Robert (Guy)* (p. 4994).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Robert (Guy)* (p. 4995) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4993, 4997).

Fiscalité : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4993).

Formation professionnelle : *Viron (Hector)* (p. 4996)..

Heures supplémentaires : *Robert (Guy)* (p. 4994, 4995) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4993) ; *Viron (Hector)* (p. 4996).

Politique économique et sociale : *Viron (Hector)* (p. 4996).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4994).

Travail (durée) : *Robert (Guy)* (p. 4995) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4997).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4997, 5004) : *MM. Hector Viron, Jean-Pierre Soisson, ministre ; Guy Robert, rapporteur ; Marc Bocuf, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Mme Hélène Missoffe, M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice.*

Avant l'art. 1er (p. 4997).

Rejeté : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Hector Viron : abrogation de la loi n° 86-280 du 28 février 1986 modifiant le code du travail et relative à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail et de la loi n° 87-83 du 19 juin 1987 relative à la durée et à l'aménagement du temps de travail (p. 4998).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Hector Viron : réduction de la durée légale hebdomaire de travail (p. 4997).

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AU TEMPS DE TRAVAIL

Art. 1er *(Doublement du repos compensateur auquel donnent droit les heures supplémentaires : article L. 212-5-1 du code du travail)* (p. 4998).

Parole sur l'article : *MM. Marc Bocuf, Jean-Pierre Soisson, ministre.*

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 6 : limitation du recours abusif aux heures supplémentaires (p. 4999) – Et n° 7 : renforcement de la garantie des salariés qui seraient contraints à effectuer des heures supplémentaires (p. 4999).

– L'article 1er est adopté (p. 4999).

Art. 2 *(Doublement du repos compensateur auquel donnent droit les heures supplémentaires pour ceux des établissements de plus de dix salariés énumérés par l'article 1144, 7e alinéa du code rural, qui n'exercent pas une activité de production agricole : article 993 du code rural)* (p. 4999).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 8 : limitation du recours aux heures supplémentaires et mesures de nature à favoriser l'emploi (p. 5000) – Et n° 9 : limitation du recours abusif aux heures supplémentaires (p. 5000).

– L'article 2 est adopté (p. 5000).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA GARANTIE DES INDEMNITES COMPLEMENTAIRES DES BENEFICIAIRES DES STAGES D'INITIATION A LA VIE PROFESSIONNELLE ET A LA MISE EN OEUVRE DU DROIT A LA CONVERSION DANS LES ENTREPRISES EN REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Art. 3 *(Octroi du super privilège de l'article L. 143-10 du code du travail aux indemnités complémentaires dues par les entreprises aux bénéficiaires des stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP))* – Adopté (p. 5000).

Art. 4 *(Exclusion des indemnités complémentaires versées aux stagiaires en initiation à la vie professionnelle de l'assiette des cotisations au régime d'assurance de garantie des salaires : article L. 143-11-6 du code du travail)* – Adopté (p. 5000).

Art. 5 *(Prise en charge par l'association de gestion du fonds des formations en alternance (AGEFAL) de la garantie de paiement des indemnités dues aux stagiaires en initiation à la vie professionnelle en cas de redressement ou de liquidation judiciaire de l'entreprise d'accueil)* – Adopté (p. 5000).

Art. 5 bis *(Diverses dispositions de coordination des références figurant dans le code civil et dans le code du travail)* – Adopté (p. 5000).

Art. 6 *(Abrogation de l'article L. 143-13-2 du code du travail)* – Adopté (p. 5000).

Art. 7 *(Indemnités de conversion dues aux salariés licenciés par des entreprises en redressement ou liquidation judiciaire : article L. 321-13-1 du code du travail)* – Adopté (p. 5000).

Art. 8 *(Possibilité pour les détenus travaillant à l'extérieur des établissements pénitentiaires de conclure des contrats de travail : article 720 du code de procédure pénale)* (p. 5002).

Adopté : amendement n° 12 de M. Guy Robert, rapporteur : dérogation à la règle dans le cadre d'un contrat emploi-solidarité (p. 5004).

Retiré : amendement n° 1 de M. Guy Robert, rapporteur : suppression de cet article (p. 5003).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 5004 ; précédemment réservé p. 5000).

Après l'art. 8 (p. 5000).

Rejeté : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Soisson, ministre : cas d'assurance par l'employeur contre le risque de privation d'emploi (p. 5002 ; scrutin public n° 78).

Retiré : sur l'amendement n° 10 du Gouvernement, sous-amendement n° 11 de M. Guy Penne, soutenu par M. Marc Boeuf (p. 5001).

Adoption (15 décembre 1989) (p. 5004).

Discussion générale (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1989) (p. 5277, 5280).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5277, 5280) : *MM. Guy Robert, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Raymond Bouvier, Jean Chérioux.*

Collectivités territoriales : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5278), *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5278).

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5279).

Officiers et agents de police judiciaire : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5278), *Robert (Guy)* (p. 5277), *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5278, 5279).

Travail (aménagement du temps) : *Bouvier (Raymond)* (p. 5279).

Travail clandestin : *Chérioux (Jean)* (p. 5279), *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5278), *Robert (Guy)* (p. 5277), *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5278).

Travailleurs étrangers : *Chérioux (Jean)* (p. 5279), *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5278), *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5279).

Travailleurs frontaliers : *Bouvier (Raymond)* (p. 5279), *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5279).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5280).

Art. 8 (p. 5280).

Après l'art. 8 (p. 5280).

Amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Soisson, ministre : autorisation pour les officiers de police judiciaire de pénétrer sur les lieux de travail afin de constater les infractions (p. 5280).

Adoption (20 décembre 1989) (p. 5280).

4. – **Proposition de loi relative au conseiller du salarié,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Claude Estier, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 décembre 1989) [n° **166** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Energie

Voir *Lois de finances,* **2,** art. add. après l'art. 5 ; Industrie et aménagement du territoire - I – Industrie

Questions au Gouvernement n° **126** ; n° **155**
Questions orales sans débat n° **112**
Rapports d'information, **21**

Energie nucléaire

Voir *Rapports du Gouvernement*, **10**
Traités et conventions, **12** ; **20**

1. – **Projet de loi complétant la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980 sur la protection et le contrôle des matières nucléaires et complétant le code de procédure pénale,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (9 mai 1989) [n° **289** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (31 mai 1989) [n° **336** (88-89)] – Discussion (16 juin 1989) – Adoption (16 juin 1989) [n° **108**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1989) [n° **795** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Didier Migaud (21 juin 1989) [n° **805** (9e lég.)] – Discussion (23 juin 1989) – Adoption (23 juin 1989) [n° **134**].

PROMULGATION : Loi n° 89-434 du 30 juin 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 1er juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(16 juin 1989) (p. 1656, 1658).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1656, 1658) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois.*

Le présent projet de loi est le corollaire du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires dont la finalité est d'instituer un dispositif protégeant les Etats parties contre les risques d'utilisation malveillante de matières nucléaires affectées à des fins pacifiques. En effet, le présent projet vise à établir la compétence « universelle » des juridictions pénales françaises pour l'application de la convention et repose sur le principe : extrader ou punir. Il crée un nouveau délit en cas de manipulations effectuées hors du territoire de la République française sans autorisation des autorités étrangères compétentes.

Condamnations pénales : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1656) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 1658).

Crimes, délits et contraventions : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 1657).

Transports de matières dangereuses : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1656).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1658).

Art. 1er *(Délit de détention, transfert, utilisation ou transport, hors du territoire de la République, de matières nucléaires sans autorisation des autorités étrangères)* – Adopté (p. 1658)..

Art. 2 *(Etablissement de la compétence des juridictions françaises pour connaître des infractions visées dans la convention commises par des étrangers lorsque ces derniers sont trouvés en France : article 689-4 nouveau du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 1658).

Art. 3 *(Entrée en vigueur de l'article 689-4 du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 1658).

Art. 4 *(Application dans les territoires d'outre-mer)* – Adopté (p. 1658).

Adoption (16 juin 1989) (p. 1658).

Enfance

Voir *Famille*, **1**
Questions au Gouvernement n° **162**

1. – **Projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, et par Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille (19 avril 1989) [n° **260** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de Mme Hélène Missoffe (26 avril 1989) [n° **269** (88-89)] – Discussion (2 mai 1989) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi, n° **261** (88-89) – Famille **1**) – Adoption (2 mai 1989) [n° **69**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (3 mai 1989) [n° **645** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (7 juin 1989) [n° **731** (9e lég.)] – Discussion (13 juin 1989) – Adoption (13 juin 1989) [n° **116**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 juin 1989) [n° **385** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de Mme Hélène Missoffe (20 juin 1989) [n° **401** (88-89)] – Discussion (3 juillet 1989) – Adoption (3 juillet 1989) [n° **131**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (3 juillet 1989) [n° **865** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (3 juillet 1989) [n° **866** (9e lég.)] – Discussion (3 juillet 1989) – Adoption (3 juillet 1989) [n° **164**].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (3 juillet 1989) [n° **459** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (3 juillet 1989) [n° **871** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de Mme Hélène Missoffe (4 juillet 1989) [n° **461** (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (4 juillet 1989) [n° **874** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (4 juillet 1989) [n° **875** (9e lég.)] – Discussion (4 juillet 1989) – Adoption (4 juillet 1989) [n° **169**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (4 juillet 1989) [n° **464** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de Mme Hélène Missoffe (4 juillet 1989) [n° **465** (88-89)] – Discussion (4 juillet 1989) – Adoption (4 juillet 1989) [n° **137**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (4 juillet 1989) [n° **881** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (4 juillet 1989) [n° **882** (9e lég.)] – Discussion (4 juillet 1989) – Adoption (4 juillet 1989) [n° **172**].

PROMULGATION : Loi n° 89-487 du 10 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 14 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(2 mai 1989) (p. 501, 518 ; 534, 543).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 501, 518) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° **261** (88-89) – Famille **1**).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 534, 543) : *M. Guy Robert, Mmes Hélène Missoffe, rapporteur ; Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat ; Marie-Claude Beaudeau, MM. Charles Pasqua, Charles Bonifay.*

Art. 1er *(Compétences des départements en matière d'aide sociale à l'enfance)* (p. 534).

Retiré : amendement n° 20 de M. Raymond Poirier, retiré par M. Guy Robert (p. 534).

– L'article 1er est adopté (p. 534).

Art. 2 *(Mission du service de l'aide sociale à l'enfance en faveur de l'enfance maltraitée : article 40 du code de la famille et de l'aide sociale)* (p. 534).

Adoptés : amendements de Mme Hélène Missoffe, rapporteur, n° 1 : rédactionnel (p. 535) – Et n° 2 : élargissement de la

notion de mauvais traitement aux carences et négligences graves (p. 535).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 535).

Art. 3 *(Mise en oeuvre des actions de prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et de protection des mineurs maltraités : insertion d'une section V au chapitre Ier du titre II du code de la famille et de l'aide sociale : articles 66 à 70 nouveaux)* (p. 535).

ARTICLE 66 DU CODE PRECITE (p. 535).

Adopté : amendement rédactionnel n° 3 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur (p. 535).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 535).

ARTICLE 67 DU CODE PRECITE (p. 535).

Adopté : amendement n° 19 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : possibilité de participation des associations aux actions d'information et de sensibilisation de la population et des personnes concernées par la situation de mineurs maltraités (p. 536).

Retiré : amendement n° 21 de M. Raymond Poirier, soutenu par M. Guy Robert : rapport annuel adressé par le président du conseil général au ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (p. 536).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 536).

ARTICLE 68 DU CODE PRECITE (p. 536).

Adoptés : amendement n° 25 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur, déposé en son nom personnel et soutenu par M. Charles Pasqua : mise en place d'un dispositif permettant de recueillir les informations relatives aux enfants maltraités (p. 537) – Amendement rédactionnel n° 5 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur (p. 537).

Retirés : amendements nos 22 et 23 de M. Raymond Poirier, retirés par M. Guy Robert (p. 536 et 537).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 537).

ARTICLE 69 DU CODE PRECITE (p. 537).

Adopté : amendement n° 6 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article prévoyant, notamment, la saisine du procureur de la République en cas d'urgence et, en outre, la vérification du bien-fondé des informations communiquées (p. 537).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 6, est adopté (p. 537).

ARTICLE 70 DU CODE PRECITE (p. 537).

Adopté : amendement n° 7 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : communication par le président du conseil général de la suite donnée aux dénonciations de sévices ; information du représentant légal de l'enfant en cas de saisine de l'autorité judiciaire (p. 538).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est adopté (p. 538).

APRES L'ARTICLE 70 DU CODE PRECITE (p. 538).

Adoptés : amendement n° 11 (art. additionnel) de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : création d'un service d'accueil téléphonique national (p. 540) ; sous-amendements nos 26 et 27 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur (p. 540).

Retiré : sur l'amendement n° 11 du Gouvernement, sous-amendement n° 18 de M. Claude Estier, retiré par M. Charles Bonifay (p. 540).

– Un article additionnel est inséré après l'article 70 du code de la famille et de l'aide sociale (p. 540).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 540).

Art. 4 *(Protection du droit des familles : article 59-1 du code de la famille et de l'aide sociale)* (p. 540).

Adopté : amendement n° 8 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : applicabilité de l'article 59, alinéa premier, prévoyant des mesures de protection de la famille (p. 540).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 540).

Après l'art. 4 (p. 541).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de Mme Hélène Missoffe, rapporteur, n° 9 : communication des informations entre les services départementaux de l'aide sociale à l'enfance (p. 541) – Et n° 10 : rapport du Gouvernement au Parlement sur les recherches relatives aux mauvais traitements subis par les enfants, présenté tous les trois ans (p. 543) – Amendements (art. additionnels) de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat, n° 13 : rectification d'une erreur matérielle (p. 541) – N° 14 : conditions de prise en charge financière des placements d'enfants par le département (p. 542) – N° 15 : protection conjointe des mineurs, placés au titre de l'assistance éducative, par le président du conseil général et par le juge des enfants (p. 542) – Nos 16 et 17, d'harmonisation (p. 542).

Retirés : amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Raymond Poirier, retiré par M. Guy Robert (p. 540) – Amendement n° 12 (art. additionnel) de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : transmission au juge des enfants par le président du conseil général des informations dont il dispose sur les mineurs faisant l'objet d'une mesure d'assistance éducative (p. 541).

– Sept articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 541, 542 et 543).

Adoption (2 mai 1989) (p. 543).

Discussion (deuxième lecture)

(3 juillet 1989) (p. 2349, 2360).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2349, 2353) : *Mmes Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; Hélène Missoffe, rapporteur de la commission des affaires sociales ; M. Claude Estier, Mme Paulette Fost.*

Aide sociale à l'enfance : *Fost (Paulette)* (p. 2353) ; *Estier (Claude)* (p. 2352) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2350).

Associations : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2349) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2352).

Campagnes médiatiques : *Missoffe (Hélène)* (p. 2352).

Conseils généraux : *Fost (Paulette)* (p. 2353).

Enfance martyre : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2349) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2350).

Téléphone : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2350) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 2351).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2352, 2360) : *Mmes Hélène Missoffe, rapporteur ; Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat.*

Art. 2 (p. 2353).

Adoptés : amendements de Mme Hélène Missoffe, rapporteur, nos 1 et 25 : rédactionnels (p. 2354) – N° 2 : actions de prévention (p. 2354) – Et n° 3 : participation du service de l'aide sociale à l'enfance à la protection des mineurs maltraités en cas, ou non, d'urgence (p. 2354).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2354).

Art. 3 (p. 2354).

ARTICLE 66 DU CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE – Adopté (p. 2354).

ARTICLE 67 DU CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE – Adopté (p. 2354).

ARTICLE 68 DU CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE (p. 2354).

Adoptés : amendements de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat, n° 18 : rôle du président du conseil général (p. 2355) – Et n° 19 : rôle du dispositif de coordination (p. 2355) – Amendement n° 5 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : suppression du 4e alinéa du texte proposé pour l'article 68 du code de la famille et de l'aide sociale afin de transférer cette disposition à la fin du présent article 3 (p. 2355).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2355).

ARTICLE 69 DU CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE - Adopté (p. 2355).

ARTICLE 70 DU CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE (p. 2355).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 6 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur (p. 2355) - Amendement rédactionnel n° 20 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat (p. 2356).

Rejeté : amendement n° 27 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : cas d'information par le président du conseil général de la suite donnée aux dénonciations de sévices (p. 2356).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2356).

ARTICLE 71 DU CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE (p. 2356).

Adoptés : amendements de Mme Hélène Missoffe, rapporteur, n° 7 : accueil téléphonique gratuit (p. 2357) - N° 8 : création d'un service d'accueil téléphonique à l'échelon national (p. 2357) - N° 9 : informations recueillies à propos de mineurs maltraités ou « présumés l'être » (p. 2357) - N° 10 : rédactionnel (p. 2357) - N° 26 : fonctionnement du service d'accueil téléphonique national (p. 2357) - N° 11 : coordination (p. 2358) - N° 12 : rédactionnel (p. 2358) ; sous-amendement n° 23 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat (p. 2358) - Et n° 13 : affichage obligatoire des coordonnées du service d'accueil téléphonique (p. 2358) - Amendement n° 22 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : participation d'experts aux travaux du comité technique (p. 2358).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2358).

APRES L'ARTICLE 71 DU CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE (p. 2358).

Adoptés : amendement n° 14 (art. additionnel au code de la famille et de l'aide sociale) de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : coordination (p. 2358) ; sous-amendement n° 24 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat (p. 2358).

- Un article additionnel est inséré dans le code de famille et de l'aide sociale (p. 2358).

- L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2358).

Art. 3 bis (p. 2358).

Adopté : amendement n° 15 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : suppression de cet article (p. 2359).

- L'article 3 bis est supprimé (p. 2359).

Art. 3 ter (p. 2359).

Adopté : amendement n° 7 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : rédactionnel (p. 2359).

- L'article 3 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2359).

Art. 5 bis, 7, 9 et 10 bis - Adoptés (p. 2359).

Art. 10 ter (p. 2359).

Adopté : amendement n° 17 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : suppression de cet article (p. 2360).

- L'article 10 ter est supprimé (p. 2360).

Art. 10 quater et 11 - Adoptés (p. 2360).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Emmanuel Hamel* (p. 2360) , *Claude Estier* (p. 2360), *Mme Paulette Fost* (p. 2360).

Adoption (3 juillet 1989) (p. 2360).

Discussion (nouvelle lecture)

(4 juillet 1989) (p. 2404, 2407).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2404, 2407) : *Mmes Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; Hélène Missoffe, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Enfants (abandon) : *Missoffe (Hélène)* (p. 2404).

Prescriptions : *Missoffe (Hélène)* (p. 2405).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2405, 2407) : *Mmes Hélène Missoffe, rapporteur ; Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat ; MM. Charles Bonifay, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Art. 2 - Adopté (p. 2405).

Art. 3 - Adopté (p. 2406).

Art. 10 ter (p. 2406).

Adopté : amendement n° 2 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : suppression de cet article (p. 2406).

- L'article 10 ter est supprimé (p. 2406).

Art 10 quinquies (p. 2406).

Adopté : amendement n° 3 de Mme Hélène Missoffe, rapporteur : suppression de cet article (p. 2407).

Devenu sans objet : amendement n° 1 de M. Claude Estier, soutenu par M. Charles Bonifay : délai de prescription ramené à cinq ans (p. 2407).

- L'article 10 quinquies est supprimé (p. 2407).

Adoption (4 juillet 1989) (p. 2407).

Enfance inadaptée

Voir *Questions orales sans débat* n° **161** ; n° **162**

Enfance martyre

Voir *Enfance*, **1**

Enseignants

Voir *Enseignement*, **2**
Lois de finances, **2**, Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur
Questions orales sans débat n° **121** ; n° **131** ; n° **149**

Enseignement

Voir *Langues et cultures régionales*, **1** ; **2**
Lois de finances, **2**, Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur
Questions au Gouvernement n° **103**
Questions orales sans débat n° **115** ; n° **121** ; n° **131** ; n° **147**
Rapports d'information, **10**
Rapports du Gouvernement, **11**

1. - **Projet de loi relatif à l'enseignement de la danse,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jacques Chirac, Premier ministre, par M. François Léotard, ministre de la culture (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 2 avril 1988 - 21 avril 1988) [n° **259** (87-88)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean Delaneau (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 23 mars 1989) [n° **227** (88-89)] - Discussion (12 avril 1989) - Adoption (12 avril 1989) [n° **59**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 avril 1989) [n° **564** (9e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Charles Metzinger (27 avril 1989) [n° **639** (9e lég.)] - Discussion (3 mai 1989) - Adoption (3 mai 1989) [n° **91**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 mai 1989) [n° **287** (88-89)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean Delaneau (25 mai 1989) [n° **326** (88-89)] - Discussion (31 mai 1989) - Adoption (31 mai 1989) [n° **76**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (1er juin 1989) [n° **717** (9e lég.)] -

Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Charles Metzinger (15 juin 1989) [n° **779** (9e lég.)] – Discussion (23 juin 1989) – Adoption (23 juin 1989) [n° **136**].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (26 juin 1989) [n° **417** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Charles Metzinger (30 juin 1989) [n° **844** (9e lég.)] – Discussion (1er juillet 1989) – Adoption (1er juillet 1989) [n° **152**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Delaneau (30 juin 1989) [n° **444** (88-89)] – Discussion (1er juillet 1989) – Adoption (1er juillet 1989) [n° **130**].

PROMULGATION : Loi n° 89-468 du 10 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(12 avril 1989) (p. 180, 204).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 180, 191) : *MM. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire ; Jean Delaneau, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Guy Penne, Jean-Marie Girault, Michel Miroudot, Ivan Renar, François Autain, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*

Arts et spectacles : *Miroudot (Michel)* (p. 186) ; *Renar (Ivan)* (p. 189).

Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (CNAC) : *Lang (Jack)* (p. 190) ; *Miroudot (Michel)* (p. 191).

Culture (ministère) : *Lang (Jack)* (p. 190).

Danse : *Delaneau (Jean)* (p. 183) ; *Lang (Jack)* (p. 181) ; *Miroudot (Michel)* (p. 186) ; *Renar (Ivan)* (p. 187, 188).

Danse (enseignement) : *Delaneau (Jean)* (p. 182, 183) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 185) ; *Lang (Jack)* (p. 181, 182) ; *Miroudot (Michel)* (p. 186) ; *Penne (Guy)* (p. 184, 185) ; *Renar (Ivan)* (p. 187, 188, 189).

Diplômes : *Delaneau (Jean)* (p. 183, 184) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 185, 186) ; *Lang (Jack)* (p. 181, 182) ; *Penne (Guy)* (p. 185) ; *Renar (Ivan)* (p. 187, 188).

Enfance : *Renar (Ivan)* (p. 188).

Enseignants : *Delaneau (Jean)* (p. 183) ; *Lang (Jack)* (p. 181) ; *Renar (Ivan)* (p. 187).

Formation professionnelle : *Lang (Jack)* (p. 182) ; *Penne (Guy)* (p. 184, 185) ; *Renar (Ivan)* (p. 188).

Opéra : *Lang (Jack)* (p. 190) ; *Miroudot (Michel)* (p. 186).

Opéra (Bastille) : *Autain (François)* (p. 189) ; *Miroudot (Michel)* (p. 186, 187) ; *Schumann (Maurice)* (p. 191).

Subventions : *Miroudot (Michel)* (p. 187).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 191, 204) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Guy Penne, Jean Delaneau, rapporteur ; Jack Lang, ministre ; Jacques Mossion, Maurice Schumann, président de la commission ; Ivan Renar, Jean-Marie Girault, Paul Caron.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONDITIONS D'ENSEIGNEMENT DE LA DANSE

Art. 1er *(Création d'un diplôme d'état de professeur de danse)* (p. 191).

Adoptés : amendements de M. Guy Penne, n° 19 : intégration du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de danse dans la liste figurant au 1er alinéa de cet article (p. 192) – N° 20 : composition de la commission : participation de personnalités qualifiées du monde de la danse (p. 192) – Amendements de M. Jean Delaneau, rapporteur, n° 30 : conditions d'attribution d'une équivalence au diplôme de professeur de danse (p. 195) ; sous-amendement n° 33 de M. Guy Penne (p. 194) ; sous-amendement n° 34 de M. Ivan Renar (p. 195) – Et n° 1 : nécessité d'avoir un diplôme d'état de professeur de danse pour enseigner les danses de société (p. 196).

Rejetés : amendements de M. Ivan Renar, n° 12, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : limitation du champ d'application du présent projet aux jeunes de moins de 16 ans (p. 192) – N° 13, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : élargissement du registre d'équivalence au diplôme d'état de professeur de danse (p. 193) – Et n° 14 : possibilité pour un certain nombre de danseurs professionnels d'obtenir le diplôme d'état de droit après une formation gratuite et sans épreuve terminale (p. 194).

Retirés : amendements de M. Raymond Poirier, soutenu par M. Jacques Mossion, n° 25 : composition de la commission : intégration de représentants d'organisations représentatives des professionnels de la danse (p. 192) – Et n° 26 : fixation par un décret en Conseil d'Etat des modalités de prise en charge des études au titre de la formation continue pour les professionnels (p. 195) – Amendement rédactionnel de M. Guy Penne, n° 21 (p. 195) – Sur l'amendement n° 20, sous-amendement n° 32 de M. Jack Lang, ministre (p. 194).

Devenu sans objet : amendement n° 15 de M. Ivan Renar (p. 195).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 196).

Art. 2 *(Dispenses de l'obtention des diplômes)* (p. 196).

Rejetés : amendement n° 16 de M. Ivan Renar : dispense accordée aux personnes de nationalité étrangère qui peuvent se prévaloir d'une expérience confirmée en matière d'enseignement (p. 197) – Amendement rédactionnel n° 22 de M. Guy Penne (p. 197).

Retiré : amendement n° 27 de M. Raymond Poirier, soutenu par M. Jacques Mossion : conditions de dispense des personnes qui peuvent se prévaloir d'une renommée particulière (p. 196).

– L'article 2 est adopté (p. 197).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONDITIONS D'EXPLOITATION D'UNE SALLE DE DANSE A DES FINS D'ENSEIGNEMENT

Art. 3 *(Obligations de l'exploitant)* (p. 197).

Adoptés : amendement n° 35 de M. Jack Lang, ministre : déclaration à l'autorité administrative de l'ouverture, la fermeture et la modification de l'activité d'un établissement quelconque où est dispensé un enseignement de la danse (p. 197) – Amendement n° 31 de M. Jean Delaneau, rapporteur : par décret, fixation des modalités du contrôle médical des élèves et détermination des conditions d'âge permettant l'accès aux différentes activités régies par la présente loi (p. 198).

Rejeté : amendement n° 17 de M. Ivan Renar, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : modalités d'accueil des enfants par l'établissement selon les tranches d'âge (p. 198).

Retiré : amendement n° 23 de M. Guy Penne (p. 197).

Devenu sans objet : amendement n° 2 de M. Jean Delaneau, rapporteur, analogue à l'amendement n° 35 du Gouvernement (p. 197).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 198).

Art. 4 *(Pouvoirs conférés à l'autorité administrative)* (p. 198).

Adoptés : amendements de M. Jean Delaneau, rapporteur, n° 3 : de coordination avec l'amendement n° 35 du Gouvernement (p. 198) – Et n° 4 : rédactionnel (p. 198).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 198).

TITRE III

DISPOSITIONS PENALES TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 5 *(Dispositions pénales)* (p. 198).

Adoptés : amendements nos 5 à 8 de M. Jean Delaneau, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 35 du Gouverne-

ment (p. 198 et 199) – Amendement n° 24 de M. Guy Penne : sanctions pénales pour ne s'être pas acquitté des obligations du contrôle médical lors de l'admission (p. 198) ; sous-amendement n° 36 de M. Jack Lang, ministre (p. 198).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 199).

Art. 6 *(Dispositions transitoires)* (p. 199).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Jean Delaneau, rapporteur : nouvelle rédaction de cet article : modification d'ordre rédactionnel et allègement des modalités de contrôle des professeurs exerçant depuis plus de trois ans (p. 202) ; sous-amendement n° 37 de M. Jack Lang, ministre : coordination avec son amendement n° 35 (p. 202).

Rejeté : sur l'amendement n° 9 de la commission, sous-amendement n° 11 de M. Jean-Marie Girault (p. 202).

Devenus sans objet : amendement n° 18 de M. Ivan Renar : possibilité pour les personnes qui enseignent la danse depuis plus de trois ans d'être définitivement autorisées à poursuivre de droit leur activité (p. 202) – Amendement n° 10 de M. Jean-Marie Girault : dispense de l'obtention du diplôme de professeur de danse pour les personnes, qui à la date de publication de la présente loi, enseignent la danse depuis la date de dépôt du présent projet de loi (p. 202) – Amendements de M. Raymond Poirier, soutenus par M. Paul Caron, n° 28 : obligation faite par la commission aux personnes dispensées de diplôme de suivre une formation en psychomotricité prise en charge au titre de la formation continue (p. 202) – Et n° 29 : allongement à trois ans du délai pour se conformer aux règles relatives à l'aménagement des locaux, à l'hygiène et à la sécurité (p. 202).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 9, ainsi modifié, est adopté (p. 202).

Art. 7 *(Dispositions finales)* – Adopté (p. 202).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Paul Caron* (p. 202, 203), *Ivan Renar* (p. 203), *Emmanuel Hamel* (p. 203), *Maurice Schumann, président de la commission* (p. 203) ; *Guy Penne* (p. 203), *Michel Rigou* (p. 203, 204) ; *intervention de M. Jack Lang, ministre* (p. 204).

Adoption (12 avril 1989) (p. 204).

Discussion (deuxième lecture)

(31 mai 1989) (p. 992, 999).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 992, 995) : *MM. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire ; Jean Delaneau, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; François Autain, Ivan Renar.*

Commission nationale des équivalences et des dispenses : *Autain (François)* (p. 994) ; *Delaneau (Jean)* (p. 994) ; *Lang (Jack)* (p. 992).

Culture (ministère) : *Delaneau (Jean)* (p. 993).

Diplômes : *Delaneau (Jean)* (p. 993, 994) ; *Lang (Jack)* (p. 993) ; *Renar (Ivan)* (p. 995).

Enfance : *Autain (François)* (p. 995) ; *Renar (Ivan)* (p. 995).

Enseignement : *Renar (Ivan)* (p. 995).

Enseignement (interdictions) : *Autain (François)* (p. 995) ; *Delaneau (Jean)* (p. 994) ; *Lang (Jack)* (p. 992).

Information : *Delaneau (Jean)* (p. 994).

Jeunesse et sports (ministère) : *Autain (François)* (p. 994) ; *Delaneau (Jean)* (p. 993).

Lois (application) : *Autain (François)* (p. 994) ; *Delaneau (Jean)* (p. 993, 994) ; *Lang (Jack)* (p. 992).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 995, 999) : *MM. Ivan Renar, Jean Delaneau, rapporteur ; Jack Lang, ministre ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; François Autain.*

Art. 1er (p. 995).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean Delaneau, rapp. composition de la commission nationale des équivalence. des dispenses (p. 996).

Rejetés : amendements de M. Ivan Renar, n° 6 : limitation des dispositions de cet article à l'enseignement de la danse donné à des enfants et adolescents de moins de 16 ans (p. 996) – Et n° 7 : gratuité de la formation pédagogique accompagnant la dispense de diplôme et l'absence d'épreuve terminale (p. 997).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 997).

Art. 1er bis *(Fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de diplôme exigées pour l'enseignement des formes de danse autres que celles visées à l'article 1er)* – Adopté (p. 997).

Art. 2 – Adopté (p. 997).

Art. 2 bis *(Interdictions d'exercice)* – Adopté (p. 997).

Art. 3 (p. 997).

Adoptés : amendements de M. Jean Delaneau, rapporteur, n° 2 : délais légaux relatifs à la déclaration d'ouverture, de fermeture ou de modification de l'activité de l'établissement (p. 997) – Et n° 3 : fixation par décret des modalités du contrôle médical des élèves et des conditions d'âge (p. 998) ; sous-amendement n° 9 de M. Jack Lang, ministre (p. 998) – Amendement n° 8 de M. Jack Lang, ministre : obligation d'une assurance responsabilité civile (p. 998).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 998).

Art. 3 bis *(Interdiction faite aux personnes condamnées à certaines peines d'exploiter un établissement d'enseignement de la danse)* – Adopté (p. 998).

Art. 3 ter *(Publicité de la qualification de professeur et dispositions relatives à la protection des jeunes enfants dans les établissements d'enseignement de la danse)* – Adopté (p. 998).

Art. 4 – Adopté (p. 998).

Après l'art. 5 (p. 998).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 10 de M. Jack Lang, ministre : sanctions pénales en cas d'exploitation d'un établissement d'enseignement de la danse malgré une interdiction (p. 999).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 999).

Art. 6 (p. 999).

Adoptés : amendements de M. Jean Delaneau, rapporteur, n° 4 : coordination avec le deuxième alinéa de l'article (p. 999) – Et n° 5 : contrôle minimal de la compétence des professeurs de danse exerçant depuis plus de trois ans (p. 999).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 999).

Adoption (31 mai 1989) (p. 999).

Discussion (commission mixte paritaire)

(1er juillet 1989) (p. 2336, 2337).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2336, 2337). : *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; M. Jean Delaneau, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

Enseignants : *Neiertz (Véronique)* (p. 2336).

Lois (application) : *Delaneau (Jean)* (p. 2337).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE RESTANT EN DISCUSSION (p. 2337).

Art. 6 (p. 2337).

Adoption (1er juillet 1989) (p. 2337).

2. – **Projet de loi d'orientation sur l'éducation,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale (17 mai 1989) [n° **686** (9e lég.)] – Renvoi à la

commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Derosier (1er juin 1989) [n° **725** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (7, 8 et 9 juin 1989) – Adoption (9 juin 1989) [n° **114**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 juin 1989) [n° **375** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Paul Séramy (20 juin 1989) [n° **403** (88-89)] – Discussion (27, 28 et 29 juin 1989) – Adoption (29 juin 1989) [n° **116**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 juin 1989) [n° **843** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Bernard Derosier (30 juin 1989) [n° **846** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Séramy (30 juin 1989) [n° **446** (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (30 juin 1989) [n° **843** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Derosier (3 juillet 1989) [n° **864** (9e lég.)] – Discussion (3 juillet 1989) – Adoption (3 juillet 1989) [n° **165**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (4 juillet 1989) [n° **462** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Paul Séramy (4 juillet 1989) [n° **463** (88-89)] – Discussion (4 juillet 1989) – Adoption (4 juillet 1989) [n° **138**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (4 juillet 1989) [n° **883** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Derosier (4 juillet 1989) [n° **884** (9e lég.)] – Discussion (4 juillet 1989) – Adoption (4 juillet 1989) [n° **171**].

PROMULGATION : Loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 14 juillet 1989) – Rectificatif (*J.O.* Lois et décrets du 4 août 1989).

Discussion (première lecture)

(27 juin 1989) (p. 1985, 2024) ; (28 juin 1989) (p. 2031, 2090) ; (29 juin 1989) (p. 2141, 2169).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1985, 2024 ; 2031, 2041) : *MM. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports ; Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique ; Jean Andrieu, rapporteur de la section des affaires sociales du Conseil économique et social ; Paul Séramy, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Xavier de Villepin, Josy Moinet, Lucien Lanier, Mme Hélène Luc, MM. Pierre-Christian Taittinger, Gérard Delfau, Henri Goetschy, François Lesein, Josselin de Rohan, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Michel Miroudot, Franck Sérusclat, Jean Simonin, Germain Authié, Jean-Jacques Robert, René Régnault, Adrien Gouteyron.*

Ce projet de loi reconsidère les missions et objectifs du système éducatif. L'établissement d'enseignement est au service des élèves et des étudiants qui y construisent progressivement leur orientation. Les formations s'adaptent à la dimension européenne et internationale.

Alsace (région) : *Goetschy (Henri)* (p. 2012).

Apprentissage : *Chapuis (Robert)* (p. 2040) ; *Jospin (Lionel)* (p. 1988).

Baccalauréats : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2015) ; *Chapuis (Robert)* (p. 2039) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2033) ; *Lanier (Lucien)* (p. 2004, 2005) ; *Miroudot (Michel)* (p. 2017) ; *Moinet (Josy)* (p. 2002) ; *Régnault (René)* (p. 2022).

Baccalauréats (données chiffrées) : *Chapuis (Robert)* (p. 1993).

Bourses d'études : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2016) ; *Jospin (Lionel)* (p. 1990, 2037).

Certificat d'études primaires : *Simonin (Jean)* (p. 2019).

Chefs d'établissement d'enseignement : *Jospin (Lionel)* (p. 2035) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 2014).

Collectivités territoriales : *Jospin (Lionel)* (p. 1992) ; *Miroudot (Michel)* (p. 2017) ; *Moinet (Josy)* (p. 2003) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2021).

Communauté économique européenne (CEE) : *Jospin (Lionel)* (p. 1989).

Communautés européennes (directives) : *Chapuis (Robert)* (p. 2040).

Concurrence : *Rohan (Josselin de)* (p. 2015).

Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) : *Chapuis (Robert)* (p. 1996).

Contrats de plan : *Chapuis (Robert)* (p. 2041).

Coopération : *Jospin (Lionel)* (p. 1990).

Culture : *Gouteyron (Adrien)* (p. 2024).

Démocratie : *Chapuis (Robert)* (p. 1995) ; *Lanier (Lucien)* (p. 2006) ; *Luc (Hélène)* (p. 2007).

Diplômes : *Chapuis (Robert)* (p. 1994) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2035) ; *Moinet (Josy)* (p. 2003).

Ecoles françaises à l'étranger : *Villepin (Xavier de)* (p. 2002).

Ecoles maternelles et primaires : *Lanier (Lucien)* (p. 2006) ; *Régnault (René)* (p. 2022) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 2019).

Ecoles normales : *Régnault (René)* (p. 2022).

Education (historique) : *Sérusclat (Franck)* (p. 2017, 2018).

Education nationale (budget) : *Jospin (Lionel)* (p. 1986).

Education physique et sportive (EPS) : *Jospin (Lionel)* (p. 1989) ; *Séramy (Paul)* (p. 1999).

Enseignants : *Chapuis (Robert)* (p. 1995) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2010) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 2023) ; *Jospin (Lionel)* (p. 1987, 2032) ; *Lanier (Lucien)* (p. 2005) ; *Luc (Hélène)* (p. 2007) ; *Moinet (Josy)* (p. 2003) ; *Séramy (Paul)* (p. 1998, 1999) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2000).

Enseignement artistique : *Jospin (Lionel)* (p. 1989) ; *Séramy (Paul)* (p. 1999).

Enseignement (données chiffrées) : *Jospin (Lionel)* (p. 1986).

Enseignement supérieur : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2016) ; *Jospin (Lionel)* (p. 1991) ; *Séramy (Paul)* (p. 1999).

Enseignement technique et professionnel : *Chapuis (Robert)* (p. 1993, 1996, 2039) ; *Régnault (René)* (p. 2022) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 2014).

Entreprises : *Chapuis (Robert)* (p. 2040).

Etablissements d'enseignement : *Jospin (Lionel)* (p. 1992).

Etudiants : *Jospin (Lionel)* (p. 1989).

Formation continue : *Chapuis (Robert)* (p. 1995) ; *Lesein (François)* (p. 2013) ; *Moinet (Josy)* (p. 2003).

Formation professionnelle : *Jospin (Lionel)* (p. 2038).

Francophonie : *Villepin (Xavier de)* (p. 2002).

Illettrés : *Villepin (Xavier de)* (p. 2001).

Ingénieurs : *Chapuis (Robert)* (p. 1994) ; *Simonin (Jean)* (p. 2019).

Jeunesse : *Andrieu (Jean)* (p. 1997, 1998) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2031) ; *Luc (Hélène)* (p. 2006) ; *Moinet (Josy)* (p. 2003).

Langues et cultures étrangères : *Goetschy (Henri)* (p. 2011) ; *Jospin (Lionel)* (p. 1990, 2032, 2037) ; *Lanier (Lucien)* (p. 2005) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2009) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2001).

Langues et cultures régionales : *Goetschy (Henri)* (p. 2012) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2035).

Livres : *Jospin (Lionel)* (p. 1988).

Montagne : *Authié (Germain)* (p. 2020).

Orientation : *Jospin (Lionel)* (p. 2031).

Pédagogie : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2016) ; *Chapuis (Robert)* (p. 2040) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2011) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 2023) ; *Jospin (Lionel)* (p. 1987, 1989, 1992, 2034, 2038) ; *Lesein (François)* (p. 2013) ; *Séramy (Paul)* (p. 2000) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 2018) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 2010).

Politique économique et sociale : *Jospin (Lionel)* (p. 1986).

Radiodiffusion et télévision : *Jospin (Lionel)* (p. 2037) ; *Simonin (Jean)* (p. 2019).

Recherche : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2015) ; *Jospin (Lionel)* (p. 1989) ; *Simonin (Jean)* (p. 2019).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Lesein (François)* (p. 2013).

Technologies nouvelles : *Chapuis (Robert)* (p. 1996).

Zones rurales : *Authié (Germain)* (p. 2020).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2041, 2090 ; 2141, 2169) : *Mme Hélène Luc, MM. Paul Séramy, rapporteur ; Lionel Jospin, ministre ; Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Gérard Delfau, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat ; Pierre Schiélé, Adrien Gouteyron, Pierre Laffitte, Xavier de Villepin, Lucien Lanier, Henri Goetschy, Stéphane Bonduel, Franck Sérusclat, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Daniel Hoeffel, Michel Rocard, Premier ministre ; Jean Garcia, Germain Authié, Raymond Bouvier, Louis Mercier, Jean-Jacques Robert, Marcel Rudloff, Jean Cluzel, Jean Simonin, Guy Penne, Emmanuel Hamel, Paul Souffrin, Daniel Millaud.*

Avant l'art. 1er (p. 2041).

Rejetés : amendement n° 43 (division additionnelle) de Mme Hélène Luc : titre additionnel intitulé « Dispositions nécessaires à la mise en oeuvre du projet de loi d'orientation de l'éducation » (p. 2042) – Amendements (art. additionnels) de Mme Hélène Luc, n° 44, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : moyens nécessaires à la mise en oeuvre du présent projet (p. 2042) – N° 45 : priorité absolue : lutte pour la réussite scolaire et pour la démocratisation du système éducatif (p. 2043 ; scrutin public n° 163) – N° 46, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : gratuité totale des fournitures et des transports scolaires (p. 2044) – N° 47, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : effectif des classes et constructions scolaires (p. 2044) – N° 48, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : formation professionnelle et technologique débouchant sur un emploi stable (p. 2045) – N° 49, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : créations de postes d'enseignants et formation professionnelle (p. 2046) – Et n° 50 : application des lois de décentralisation de 1983 et 1985 : transfert des compétences aux collectivités territoriales et transferts financiers afférents (p. 2048 ; scrutin public n° 164).

Art. 1er *(Missions du système éducatif)* (p. 2049).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Paul Séramy, rapporteur : participation des établissements d'enseignement sous contrat au service public de l'éducation (p. 2059 ; scrutin public n° 165) ; sous-amendement n° 127 de M. Henri Goestchy, soutenu par M. Pierre Schiélé (p. 2057) ; sous-amendements nos 132 et 39 de M. Lionel Jospin, ministre (p. 2057).

Rejeté : amendement n° 56 de Mme Hélène Luc : plan d'urgence de formation des jeunes et des travailleurs sans qualification (p. 2060).

Retirés : sur l'amendement n° 2 de la commission, sous-amendements nos 126, 128 et 129 de M. Henri Goestchy, soutenus par M. Pierre Schiélé (p. 2056) – Amendement n° 92 de M. Adrien Gouteyron (p. 2050) – Amendement n° 52 de Mme Hélène Luc, retiré par Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 2051) – Amendement n° 112 de M. Xavier de Villepin (p. 2060).

Devenus sans objet : amendements de Mme Hélène Luc, n° 51 : réaffirmation du rôle essentiel du service public de l'éducation nationale (p. 2059) – N° 53, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : missions de l'enseignement supérieur (p. 2059) – N° 54 : formation physique et sportive des élèves (p. 2059) – Et n° 55 : aide des « psychologues de l'éducation » (p. 2059) – Amendements identiques n° 30 de M. Pierre Laffitte, n° 93 de M. Adrien Gouteyron et n° 111 de M. Xavier de Villepin : mission des établissements d'enseignement en ce qui concerne l'apprentissage (p. 2059) – Amendement n° 94 de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Lucien Lanier : principe d'autonomie des établissements d'enseignement (p. 2059).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2060).

TITRE PREMIER

VIE SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

Art. 2 *(Accès à l'enseignement préscolaire)* (p. 2060).

Adoptés : amendement n° 57 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Jean Garcia : obligation d'accueillir l'enfant âgé de trois ans dans une école maternelle si la famille en fait la demande (p. 2060) – Amendement n° 33 de M. Germain Authié : accueil de l'enfant dans une classe enfantine le plus près possible de son domicile (p. 2061) – Amendement n° 3 de M. Paul Séramy, rapporteur : accueil des enfants de deux ans (p. 2062).

Rejeté : amendement n° 58 de Mme Hélène Luc : possibilité d'accueil des enfants dès l'âge de deux ans sur la totalité du territoire (p. 2062).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2062).

Après l'art. 2 (p. 2062).

Retiré : amendement n° 97 (art. additionnel) de M. Adrien Gouteyron (p. 2062).

Art. 3 *(Objectifs de formation du système éducatif)* (p. 2062).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Paul Séramy, rapporteur : formation scolaire obligatoire entre cinq et seize ans ; actions d'adaptation professionnelle au profit des élèves qui cessent leurs études sans qualification professionnelle (p. 2066) ; sous-amendements nos 31 et 32 de M. Pierre Laffitte (p. 2066).

Rejeté : sur l'amendement n° 4 de la commission, sous-amendement n° 59 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Jean Garcia (p. 2066).

Retirés : amendement n° 113 de M. Xavier de Villepin, retiré par M. Louis Mercier (p. 2064) – Sur l'amendement n° 4 de la commission, sous-amendement n° 98 de M. Adrien Gouteyron (p. 2066) – Amendement n° 61 de Mme Hélène Luc, retiré par Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 2065).

Devenus sans objet : amendement n° 60 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : terme de la scolarité obligatoire porté à dix-huit ans (p. 2066) – Amendement n° 114 de M. Xavier de Villepin : mention de l'apprentissage (p. 2066) – Amendement n° 62 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : inscription de droit dans l'enseignement supérieur dès l'obtention du baccalauréat (p. 2066).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2066).

Art. 4 *(Organisation de la scolarité par cycles)* (p. 2066).

Adoptés : amendements de M. Paul Séramy, rapporteur, n° 5 : définition pour chaque année scolaire des programmes nationaux (p. 2067) – Et n° 6 : moyens de l'adaptation de l'enseignement à la diversité des élèves (p. 2068).

Rejeté : sur l'amendement n° 6 de la commission, sous-amendement n° 64 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : fixation de l'aménagement par décret en Conseil d'Etat (p. 2068).

Retiré : amendement n° 63 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : cadre national des programmes (p. 2069).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2069).

Art. 4 bis *(Les programmes)* (p. 2069).

Adopté : amendement n° 7 de M. Paul Séramy, rapporteur : suppression de cet article (p. 2069).

Devenu sans objet : amendement n° 140 de M. Lionel Jospin, ministre : cadre national des programmes (p. 2069).

– L'article 4 *bis* est supprimé (p. 2069).

Art. 5 *(Le Conseil national des programmes)* (p. 2069).

Adoptés : amendement n° 116 de M. Xavier de Villepin : composition du Conseil national des programmes (p. 2071) ; sous-amendement n° 136 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Lucien Lanier (p. 2071) – Amendement n° 67 de Mme Hélène Luc : désignation des membres du Conseil national des programmes sur proposition du Conseil supérieur de l'éducation (p. 2071) – Amendement n° 8 de M. Paul Séramy, rapporteur : publicité des avis et propositions du Conseil national des programmes (p. 2072).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2072).

Après l'art. 5 (p. 2072).

Retiré : amendement n° 117 (art. additionnel) de M. Xavier de Villepin : conditions d'organisation des enseignements conduisant à un diplôme technologique ou professionnel (p. 2072).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 117 de M. Xavier de Villepin, sous-amendement n° 133 de M. Paul Séramy, rapporteur (p. 2072).

Art. 6 *(Périodes de scolarité effectuées dans les entreprises et les administrations)* (p. 2072).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Paul Séramy, rapporteur : rétablissement de l'article 6 dans le texte du Gouvernement (p. 2074) – Amendement n° 34 de M. Gérard Delfau : enseignement artistique au niveau du baccalauréat (p. 2074).

Rejeté : sur l'amendement n° 34 de M. Gérard Delfau, sous-amendement n° 138 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 2074).

Retiré : amendement n° 118 de M. Xavier de Villepin : préparation progressive des organismes d'accueil (p. 2073).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2074).

Après l'art. 6 (p. 2074).

Rejeté : amendement n° 89 (art. additionnel) de M. Jean-Jacques Robert : établissement par le Conseil régional d'un schéma prévisionnel des formations postbaccalauréat (p. 2075).

Art. 7 *(Procédure d'orientation)* (p. 2075).

Rejeté : amendement n° 68 de Mme Hélène Luc : droits des jeunes et de leur famille (p. 2077).

Retirés : amendement n° 125 de M. Georges Lombard, soutenu par M. Xavier de Villepin : rôle des conseillers d'orientation (p. 2076) – Amendement n° 130 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Marcel Rudloff : rôle du centre de formation et d'orientation (p. 2076).

– L'article 7 est adopté (p. 2077).

Art. 8 *(Calendrier scolaire)* (p. 2077).

Adopté : amendement n° 69 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Jean Garcia : suppression de la référence aux activités économiques (p. 2081).

Retiré : amendement n° 10 de M. Paul Séramy, rapporteur : suppression de cet article (p. 2079).

Devenu sans objet : amendement n° 40 de M. Lionel Jospin, ministre : possbilité d'adapter localement le calendrier scolaire (p. 2081).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2081).

Après l'art. 8 (p. 2081).

Rejeté : amendement n° 119 (art. additionnel) de M. Xavier de Villepin : fixation des dates des vacances scolaires par trois zones (p. 2081).

Art. 9 *(Droits et obligations des élèves)* (p. 2081).

Adoptés : amendement n° 11 de M. Paul Séramy, rapporteur : cas des collèges et lycées (p. 2083) – Amendement n° 41 de M. Lionel Jospin, ministre : conseil des délégués des élèves présidé par le chef d'établissement (p. 2083).

Rejeté : amendement n° 70 de Mme Hélène Luc : reconnaissance du droit d'association aux élèves dans chaque établissement (p. 2083).

Retiré : amendement n° 120 de M. Xavier de Villepin : liberté d'information et d'expression des élèves « pour les affaires scolaires » (p. 2082).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2083).

Art. 10 *(Droits des parents d'élèves)* (p. 2083).

Adopté : amendement n° 101 de M. Adrien Gouteyron : droit à l'information des parents en ce qui concerne les études de leurs enfants et la vie de l'établissement (p. 2084).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 71 de Mme Hélène Luc : aide de l'Etat à la formation des représentants des parents d'élèves au conseil d'administration et au conseil de classe (p. 2084).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2084).

Art. 11 *(Droits reconnus aux étudiants)* (p. 2084).

Adopté : amendement n° 12 de M. Paul Séramy, rapporteur : participation de représentants des étudiants à la gestion des oeuvres universitaires et scolaires (p. 2085).

Devenu sans objet : amendement n° 72 de Mme Danielle Bidard-Reydet : association des étudiants aux décisions concernant l'accueil des nouveaux étudiants, la vie universitaire, et les activités d'aide à l'insertion professionnelle (p. 2085).

– L'article 11, dans la rédaction de l'amendement n° 12, est adopté (p. 2085).

Art. 12 *(Associations d'étudiants)* (p. 2085).

Adopté : amendement n° 13 de M. Paul Séramy, rapporteur : rôle reconnu aux étudiants, à leurs représentants ou à leurs associations (p. 2086).

Devenu sans objet : amendement n° 74 de Mme Danielle Bidard-Reydet : libertés des étudiants et moyens de les exercer (p. 2086).

– L'article 12, dans la rédaction de l'amendement n° 13, est adopté (p. 2086).

TITRE II

LES PERSONNELS

Art. 13 *(Missions des personnels enseignants de l'enseignement scolaire)* (p. 2086).

Adoptés : amendements de M. Paul Séramy, rapporteur, n° 14 : rôle des enseignants (p. 2087) ; sous-amendement n° 137 de M. Lionel Jospin, ministre (p. 2087) – Et n° 15 : participation aux actions de formation continue des adultes compte-tenu de la définition de leurs obligations de service (p. 2088).

Retirés : amendement n° 121 de M. Xavier de Villepin (p. 2087) – Amendement n° 104 de M. Charles Descours, retiré par M. Jean-Jacques Robert : association des conseillers d'orientation à l'équipe pédagogique (p. 2087) – Amendement n° 122 de M. Georges Lombard, soutenu par M. Xavier de Villepin : association des personnels d'éducation et d'orientation aux équipes pédagogiques (p. 2087).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2088).

Art. 14 *(Personnels administratifs, techniques, ouvriers, sociaux, de santé et de services)* – Adopté (p. 2088).

Après l'art. 14 (p. 2088).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 75 (art. additionnel) de Mme Hélène Luc : moyens de fonctionnement du service de santé scolaire (p. 2141 ; précédemment réservé p. 2088).

Art. 15 *(Plan de recrutement des enseignants)* (p. 2088).

Adopté : amendement n° 16 de M. Paul Séramy, rapporteur : programmation du recrutement (p. 2089).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 76 de Mme Hélène Luc : dépôt d'un projet de loi de finances rectificative pour 1989 (p. 2141 ; précédemment réservé p. 2089).

– L'article 15, dans la rédaction de l'amendement n° 16, est adopté (p. 2089).

Après l'art. 15 (p. 2141).

Rejeté : amendement n° 77 (art. additionnel) de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : bénéfice de la formation continue pour les personnels enseignants et non enseignants (p. 2141).

Art. 16 *(Création des instituts universitaires de formation des maîtres)* (p. 2141).

Adopté : amendement n° 17 de M. Paul Séramy, rapporteur : dépôt d'un projet de loi prévoyant les conditions dans lesquelles sera dispensée à tous les personnels enseignants une formation professionnelle complétant leur formation universitaire (p. 2146).

Devenus sans objet : amendement n° 78 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : transfert de personnels aux instituts universitaires de formation des maîtres (p. 2146) – Amendement n° 141 de M. Lionel Jospin, ministre : dispositions transitoires en ce qui concerne le tranfert des dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service (p. 2146).

– L'article 16, dans la rédaction de l'amendement n° 17, est adopté (p. 2146).

TITRE III

LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Art. 17 *(Projet d'établissement et coopération entre les établissements d'enseignement)* (p. 2146).

Adopté : amendement n° 18 de M. Paul Séramy, rapporteur : définition du cadre dans lequel peut s'exercer l'autonomie de l'établissement (p. 2149).

Rejetés : sur l'amendement n° 18 de la commission, sous-amendements n°s 143 et 144 de Mme Hélène Luc, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 2148).

Retirés : amendement n° 79 de Mme Hélène Luc, retiré par Mme Danielle Bidard-Reydet – Sur l'amendement n° 18 de la commission, sous-amendement n° 123 de M. Xavier de Villepin (p. 2148).

Devenus sans objet : amendement n° 142 de M. Lionel Jospin, ministre : prévisions possibles du projet d'établissement (p. 2149) ; sous-amendement n° 149 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 2149) – Amendement n° 80 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : suppression de la notion de bassin de formation (p. 2149).

– L'article 17, dans la rédaction de l'amendement n° 18, est adopté (p. 2149).

Après l'art. 17 (p. 2149).

Rejeté : amendement n° 81 (art. additionnel) de Mme Hélène Luc : développement des moyens des instituts nationaux de jeunes sourds et de jeunes aveugles (p. 2149).

Retiré : amendement n° 82 (art. additionnel) de Mme Hélène Luc, retiré par Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 2149).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 106 (art. additionnel) de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Lucien Lanier : rôle financier des collectivités locales ; aide à l'enseignement privé (p. 2149).

Art. 18 *(Groupements d'établissements et groupements d'intérêt public)* (p. 2150).

Rejeté : amendement n° 83 de Mme Hélène Luc : maintien des droits et garanties des fonctionnaires susceptibles d'exercer dans les groupements d'intérêt public (p. 2151).

Retirés : amendements de M. Paul Séramy, rapporteur, n° 19 : participation des établissements privés à un groupement d'intérêt public (p. 2150) – Et n° 20 : suppression des dispositions de cet article relatives à la nomination du directeur du groupement d'intérêt public et à la soumission dudit groupement aux règles du droit et de la comptabilité publics (p. 2150).

– L'article 18 est adopté (p. 2151).

Art. 19 *(Délégation de la maîtrise d'ouvrage des constructions universitaires)* (p. 2151).

Adoptés : amendement n° 108 de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Lucien Lanier : mission de l'université (p. 2151) – Amendements de M. Paul Séramy, rapporteur, n° 21 : rédactionnel (p. 2152) – Et n° 22 : coordination (p. 2152).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2152).

Après l'art. 19 (p. 2152).

Retiré : amendement n° 109 (art. additionnel) de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Lucien Lanier : mise en oeuvre des moyens matériels et financiers nécessaires à l'accueil des étudiants dans le délai de cinq à dix ans (p. 2152).

Art. 20 *(Réduction des disparités dans la répartition des emplois)* – Adopté (p. 2152).

TITRE IV

LES ORGANISMES CONSULTATIFS

Art. 21 *(Création du Conseil supérieur de l'éducation)* (p. 2152).

Adoptés : amendement n° 23 de M. Paul Séramy, rapporteur : rôle de proposition des associations de parents d'élèves et d'étudiants pour la désignation de leurs représentants au Conseil supérieur de l'éducation (p. 2154) ; sous-amendement n° 84 de Mme Hélène Luc (p. 2153).

Retirés : amendements n°s 35 et 36 de M. Jean-Pierre Bayle, soutenus par M. Guy Penne : mode de désignation des représentants de parents d'élèves et d'étudiants (p. 2153).

– L'article 21, dans la rédaction de l'amendement n° 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2154).

Art. 21 bis *(Compétences du Conseil supérieur de l'éducation)* (p. 2154).

Adopté : amendement n° 24 de M. Paul Séramy, rapporteur : suppression de cet article (p. 2154).

– L'article 21 bis est supprimé (p. 2154).

Art. 21 ter *(Composition du Conseil supérieur de l'éducation statuant en matière disciplinaire)* (p. 2154).

Adopté : amendement n° 25 de M. Paul Séramy, rapporteur : suppression de cet article (p. 2154).

Devenu sans objet : amendement n° 85 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : attributions de la section contentieuse et disciplinaire du Conseil supérieur de l'éducation (p. 2154).

– L'article 21 ter est supprimé (p. 2154).

Art. 21 quater *(Compétences du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en matière disciplinaire)* – Adopté (p. 2154).

Art. 21 quinquies *(Dispositions transitoires)* (p. 2154).

Adopté : amendement n° 26 de M. Paul Séramy, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 2154).

– L'article 21 quinquies est supprimé (p. 2154).

Art. 22 *(Extension à l'enseignement supérieur de la compétence des Conseils académiques de l'Education nationale)* (p. 2155).

Rejeté : amendement n° 86 de Mme Hélène Luc : réunion conjointe des Conseils académiques dans les régions comportant plus d'une académie (p. 2155).

– L'article 22 est adopté (p. 2155).

Après l'art. 22 (p. 2155).

Rejeté : amendement n° 87 (art. additionnel) de Mme Hélène Luc : mode de désignation des membres des Conseils académiques (p. 2155).

TITRE V

EVALUATION DU SYSTEME EDUCATIF

Art. 23 *(Missions de l'Inspection générale de l'Education nationale et de l'Inspection générale de l'administration de l'Education nationale)* (p. 2155).

Adopté : amendement n° 37 de M. Gérard Delfau, soutenu par M. Guy Penne : prise en compte des expériences pédagogiques (p. 2156).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2156).

Art. 23 bis *(Rapport annuel des collèges et des lycées)* (p. 2156).

Adopté : amendement n° 27 de M. Paul Séramy, rapporteur : rédactionnel (p. 2156).

– L'article 23 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est adopté (p. 2156).

Art. 24 *(Erection en autorité administrative indépendante du Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel)* (p. 2156).

Adopté : amendement n° 28 de M. Paul Séramy, rapporteur : suppression de cet article (p. 2156).

Devenu sans objet : amendement n° 42 de M. Lionel Jospin, ministre : indépendance de ce Comité (p. 2156).

– L'article 24 est supprimé (p. 2156).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 25 *(Application de la présente loi à l'enseignement agricole public et privé)* – Adopté (p. 2156).

Art. 26 *(Application de la présente loi à Mayotte et dans les Territoires d'outre-mer)* (p. 2156).

Adopté : amendement n° 146 de M. Lionel Jospin, ministre : détermination des adaptations rendues nécessaires par décret en Conseil d'Etat (p. 2158).

Retiré : amendement n° 1 de M. Daniel Millaud, application de la présente loi par décrets en Conseil d'Etat (p. 2157).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 2158).

Art. 27 *(Application de la présente loi aux établissements d'enseignement privés sous contrat)* – Adopté (p. 2158).

Art. 28 *(Application de la présente loi aux écoles et établissements français à l'étranger)* (p. 2158).

Adopté : amendement n° 38 de M. Jean-Pierre Bayle, soutenu par M. Guy Penne : rédactionnel (p. 2158).

Devenu sans objet : amendement n° 124 de M. Xavier de Villepin : obligation d'appliquer la présente loi (p. 2158).

– L'article 28, dans la rédaction de l'amendement n° 38, est adopté (p. 2158).

Après l'art. 28 (p. 2158).

Adopté : premier alinéa de l'amendement n° 88 (art. additionnel) de Mme Hélène Luc : publication de décrets d'application relatifs au titre de psychologue (p. 2159).

Rejeté : second alinéa de l'amendement n° 88 précité : octroi du titre de psychologue aux conseillers d'orientation (p. 2159).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2159).

Art. 28 bis *(Bonification indiciaire accordée à certaines catégories de personnels)* (p. 2159).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 134 de M. Paul Séramy, rapporteur : cas des professeurs agrégés (p. 2159).

– L'article 28 bis est rejeté (p. 2159).

Art. 28 ter *(Intégration dans le corps d'accueil des professeurs d'enseignement général de collège)* – Adopté (p. 2159).

Art. 29 *(Abrogations)* (p. 2159).

Adopté : amendement n° 29 de M. Paul Séramy, rapporteur : coordination (p. 2160).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2160).

Art. 30 et rapport annexé *(Objectifs de la politique nationale en faveur de l'éducation pour la période de 1989 à 1994)* – Adoptés (p. 2166).

Art. 31 *(Présentation au Parlement d'un bilan d'application de la loi)* – Adopté (p. 2166).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Stéphane Bonduel* (p. 2166), *Guy Penne* (p. 2167), *Mme Hélène Luc* (p. 2167), *MM. Lucien Lanier* (p. 2168), *Xavier de Villepin* (p. 2168), *Mme Danielle Bidard-Reydet* (p. 2168), *M. Maurice Schumann, président de la commission* (p. 2168) ; *intervention de M. Lionel Jospin, ministre* (p. 2169).

Adoption (29 juin 1989) (p. 2169).

Discussion (nouvelle lecture)

(4 juillet 1989) (p. 2410, 2423).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2410, 2414) : *MM. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports ; Paul Séramy, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Gérard Delfau, François Louisy, Mme Danielle Bidard-Reydet.*

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Jospin (Lionel)* (p. 2413) ; *Louisy (François)* (p. 2412).

Education (droit à l') : *Séramy (Paul)* (p. 2411).

Education nationale (budget) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2413).

Enseignants : *Séramy (Paul)* (p. 2411).

Enseignants (formation) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2413) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2412) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2413, 2414) ; *Louisy (François)* (p. 2412) ; *Séramy (Paul)* (p. 2411).

Enseignement : *Delfau (Gérard)* (p. 2412).

Enseignement (données chiffrées) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2413).

Enseignement (personnel non enseignant) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2413).

Enseignement privé : *Delfau (Gérard)* (p. 2412) ; *Séramy (Paul)* (p. 2411).

Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) : voir Enseignants (formation).

Pédagogie : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2413).

Réponse à M. Louisy : *Jospin (Lionel)* (p. 2413).

Réponse à Mme Bidard-Reydet : *Jospin (Lionel)* (p. 2414).

Rythmes scolaires : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2413).

Zones rurales : *Delfau (Gérard)* (p. 2412).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2414, 2423) : *MM. Paul Séramy, rapporteur ; Lionel Jospin, ministre ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Mme Danielle Bidard-Reydet.*

Art. 1er (p. 2414).

Adopté : amendement n° 1 de M. Paul Séramy, rapporteur : missions du système éducatif (p. 2415).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2415).

Art. 2 (p. 2415).

Adoptés : amendements identiques n° 2 de M. Paul Séramy, rapporteur, et n° 23 de Mme Hélène Luc, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet : accueil des enfants à l'âge de trois ans (p. 2415).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2415).

Art. 3 (p. 2415).

Adopté : amendement n° 3 de M. Paul Séramy, rapporteur : finalités de la scolarité (p. 2416).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 2416).

Art. 4 (p. 2416).

Adoptés : amendements de M. Paul Séramy, rapporteur, n° 4 : organisation de la scolarité et programmes (p. 2416) – Et n° 5 : aménagements de la scolarité (p. 2416).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2416).

Art. 4 bis (p. 2416).

Adopté : amendement n° 6 de M. Paul Séramy, rapporteur : suppression de cet article (p. 2416).

– L'article 4 bis est supprimé (p. 2416).

Art. 5 (p. 2416).

Adopté : amendement n° 7 de M. Paul Séramy, rapporteur : conseil national des programmes (p. 2416).

Retiré : amendement n° 24 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : rôle du conseil supérieur de l'éducation lors de la nomination des membres du conseil national des programmes (p. 2417).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2417).

Art. 6 (p. 2417).

Adopté : amendement n° 8 de M. Paul Séramy, rapporteur : formation en alternance (p. 2417).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2417).

Art. 9 (p. 2417).

Adopté : amendement n° 9 de M. Paul Séramy, rapporteur : réglement intérieur (p. 2417).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2417).

Art. 10 (p. 2417).

Adopté : amendement n° 10 de M. Paul Séramy, rapporteur : droit à l'information (p. 2417).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2417).

Art. 11 (p. 2418).

Adopté : amendement n° 11 de M. Paul Séramy, rapporteur : participation des étudiants à la gestion du centre national et des centres régionaux des oeuvres universitaires et scolaires (p. 2418).

– L'article 11, dans la rédaction de l'amendement n° 11, est adopté (p. 2418).

Art. 12 (p. 2418).

Adopté : amendement n° 12 de M. Paul Séramy, rapporteur : participation des étudiants à l'animation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (p. 2418).

– L'article 12, dans la rédaction de l'amendement n° 12, est adopté (p. 2418).

Art. 13 (p. 2418).

Adoptés : amendements de M. Paul Séramy, rapporteur, n° 13 : rôle des enseignants et constitution des équipes pédagogiques (p. 2418) – Et n° 14 : obligations de service des personnels d'éducation (p. 2418).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2418).

Art. 15 (p. 2418).

Adopté : amendement n° 15 de M. Paul Séramy, rapporteur : plan de recrutement des personnels (p. 2419).

Rejeté : amendement n° 25 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : plan de programmation du recrutement des personnels (p. 2419).

– L'article 15, dans la rédaction de l'amendement n° 15, est adopté (p. 2419).

Art. 16 (p. 2419).

Adopté : amendement n° 16 de M. Paul Séramy, rapporteur : création des instituts universitaires de formation des maîtres (p. 2419).

Devenu sans objet : amendement n° 26 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : affectation aux instituts universitaires de formation des maîtres des emplois actuellement affectés aux centres de formation existants (p. 2420).

– L'article 16, dans la rédaction de l'amendement n° 16, est adopté (p. 2420).

Art. 17 (p. 2420).

Adopté : amendement n° 17 de M. Paul Séramy, rapporteur : projet d'établissement (p. 2421).

Devenu sans objet : amendement n° 27 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : autonomie des établissements (p. 2421).

– L'article 17, dans la rédaction de l'amendement n° 17, est adopté (p. 2421).

Art. 19 (p. 2421).

Adopté : amendement n° 18 de M. Paul Séramy, rapporteur : mission de l'université (p. 2421).

– L'article 19, dans la rédaction de l'amendement n° 18, est adopté (p. 2421).

Art. 23 – Adopté (p. 2421).

Art. 23 bis (p. 2421).

Adopté : amendement n° 19 de M. Paul Séramy, rapporteur : publicité du rapport annuel des établissements publics locaux d'enseignement (p. 2421).

– L'article 23 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 19, est adopté (p. 2421).

Art. 24 (p. 2421).

Adopté : amendement n° 20 de M. Paul Séramy, rapporteur : suppression de cet article (p. 2422).

– L'article 24 est supprimé (p. 2422).

Art. 28 bis A (p. 2422) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 21 de M. Paul Séramy, rapporteur : décrets d'application relatifs au titre de psychologue de la loi n° 85-772 du 25 juillet 1985 (p. 2422).

– L'article 28 bis A, dans la rédaction de l'amendement n° 21, est rétabli (p. 2422).

Avant l'art. 28 bis (p. 2422).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 28 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : titres de psychologue et de conseiller d'orientation (p. 2422).

Art. 28 bis (p. 2422).

Parole sur l'article : *Mme Danielle Bidard-Reydet* (p. 2422), *M. Lionel Jospin, ministre* (p. 2422).

– L'article 28 bis est adopté (p. 2423).

Art. 29 (p. 2423).

Adopté : amendement n° 22 de M. Paul Séramy, rapporteur : coordination avec l'article 3 (p. 2423).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2423).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Gérard Delfau* (p. 2423), *Jean Simonin* (p. 2423), *Mme Danielle Bidard-Reydet* (p. 2423).

Adoption (4 juillet 1989) (p. 2423).

3. – **Proposition de loi relative au port d'insigne politique ou confessionnel dans les établissements d'enseignement de l'Etat,**

PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre Laffitte, sénateur et plusieurs de ses collègues (8 novembre 1989) [n° **52** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Enseignement (programmes)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **90**

Enseignement agricole

Voir *Lois de finances*, **2**, Agriculture et forêt
Questions orales sans débat n° **55**

Enseignement artistique

Voir *Enseignement*, **1**
Questions orales sans débat n° **59**

Enseignement primaire

Voir *Questions au Gouvernement* n° **90**

Enseignement supérieur

Voir *Lois de finances*, **2**, Recherche et technologie
Questions au Gouvernement n° **156** ; n° **174**
Questions orales sans débat n° **114**

1. – **Proposition de loi portant réforme universitaire par la décentralisation,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Paul Graziani, sénateur (26 avril 1989) [n° **266** (88-89)].

Enseignement supérieur (grandes écoles)

Voir *Examens et concours*, **1**

Enseignement technique et professionnel

Voir *Questions orales sans débat* n° **124**

Entreprises

Voir *Allocutions et communications*, **6**
Collectivités territoriales, **5**
Emploi, **1**
Lois de finances, **2**, Economie, finances et budget - II – Services financiers - Commerce extérieur ; Industrie et aménagement du territoire - I – Industrie - III - Commerce et artisanat
Marchés financiers, **1**
Plan, **1**
Politique économique et sociale, **1**
Questions au Gouvernement n° **168**
Redressement et liquidation judiciaires, **1**

1. – **Projet de loi relatif aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (7 décembre 1988) [n° **428** (9 Lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marc Dolez (3 avril 1989) [n° **547** (9 Lég.)] – Urgence – Discussion (6 avril 1989) – Adoption (6 avril 1989) [n° **75**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 avril 1989) [n° **224** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Pierre Dumas (19 avril 1989) [n° **258** (88-89)] – Discussion (26 avril 1989) – Adoption (26 avril 1989) [n° **65**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (27 avril 1989) [n° **638** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Marc Dolez (24 mai 1989) [n° **703** (9e lég.)] – Discussion (2 juin 1989) – Adoption (2 juin 1989) [n° **108**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Pierre Dumas (24 mai 1989) [n° **321** (88-89)] – Discussion (26 mai 1989) – Adoption (26 mai 1989) [n° **74**].

PROMULGATION : Loi n° 89-377 du 13 juin 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 15 juin 1989).

Discussion (première lecture)

(26 avril 1989) (p. 394, 410).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 394, 400) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Pierre Dumas, rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan ; Robert Laucournet, Jean-Luc Bécart, Jean Arthuis.*

Code pénal : *Arpaillange (Pierre)* (p. 400).

Commission des Communautés européennes : *Arthuis (Jean)* (p. 399).

Commissions parlementaires : *Arpaillange (Pierre)* (p. 400).

Communauté économique européenne (CEE) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 399) ; *Dumas (Pierre)* (p. 395).

Communautés européennes : *Arthuis (Jean)* (p. 398).

Communautés européennes (directives) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 394) ; *Arthuis (Jean)* (p. 398, 399) ; *Dumas (Pierre)* (p. 395).

Conseil des ministres des Communautés européennes : *Arpaillange (Pierre)* (p. 394) ; *Arthuis (Jean)* (p. 399) ; *Dumas (Pierre)* (p. 395).

Conseil d'Etat : *Arthuis (Jean)* (p. 398).

Coopération : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 397).

Coopération européenne : *Dumas (Pierre)* (p. 396) ; *Laucournet (Robert)* (p. 397).

Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) : *Arthuis (Jean)* (p. 398).

Emplois (créations et suppressions) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 398).

Entreprises : *Arpaillange (Pierre)* (p. 394) ; *Dumas (Pierre)* (p. 395) ; *Laucournet (Robert)* (p. 397).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Laucournet (Robert)* (p. 397).

Fiscalité : *Dumas (Pierre)* (p. 395) ; *Laucournet (Robert)* (p. 397).

Grand marché intérieur (CEE) : *Arthuis (Jean)* (p. 398).

Groupements d'intérêt économique (GIE) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 394) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 397) ; *Dumas (Pierre)* (p. 395, 396).

Groupements européens d'intérêt économique (GEIE) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 394, 399) ; *Arthuis (Jean)* (p. 398) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 397) ; *Dumas (Pierre)* (p. 395, 396).

Parlement européen : *Arthuis (Jean)* (p. 399) ; *Laucournet (Robert)* (p. 397).

Parlement (information) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 399) ; *Dumas (Pierre)* (p. 396).

Parlement (rôle) : *Arthuis (Jean)* (p. 398).

Professions libérales : *Arpaillange (Pierre)* (p. 394).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 400, 410) : *MM. Pierre Dumas, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Robert Laucournet, Henri Collette, André Fosset, Richard Pouille, Jacques Bellanger, Jacques Descours Desacres.*

Chapitre 1er

Dispositions relatives aux groupements européens d'intérêt économique

Art. 1er *(Immatriculation et personnalité juridique des groupements européens d'intérêt économique)* – Adopté (p. 400).

Art. 2 *(Objet et caractère du groupement européen d'intérêt économique)* (p. 400).

Retiré : amendement rédactionnel n° 1 de M. Pierre Dumas, rapporteur (p. 401).

– L'article 2 est adopté (p. 401).

Après l'art. 2 (p. 401).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 2 de M. Pierre Dumas, rapporteur : conditions de participation des membres des professions libérales à un groupement européen d'intérêt économique (p. 402).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 402).

Art. 3 *(Non-négociabilité des parts du groupement européen d'intérêt économique)* – Adopté (p. 402).

Art. 4 *(Forme des décisions du groupement européen d'intérêt économique)* (p. 402).

Adopté : amendement n° 9 de M. Luc Dejoie, soutenu par M. Henri Collette : décisions pouvant résulter d'actes signés unanimement par les membres de certains groupements européens d'intérêt économique (p. 402).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 402).

Art. 5 *(Responsabilité des gérants)* – Adopté (p. 402).

Art. 6 *(Désignation d'une personne morale comme gérant du groupement européen d'intérêt économique)* – Adopté (p. 402).

Art. 7 *(Obligations comptables, contrôle des comptes et liquidation du groupement européen d'intérêt économique)* (p. 402).

Retiré : amendement n° 8 de M. André Fosset : extension aux groupements européens d'intérêt économique du régime fiscal des groupements d'intérêt économique (GEIE) (p. 403).

– L'article 7 est adopté (p. 403).

Art. 8 *(Régime de la transformation)* (p. 403).

Retiré : amendement n° 10 de M. Luc Dejoie, soutenu par M. Henri Collette : transformation d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) de droit français en société ; cas particulier de la transformation en société anonyme (p. 403).

– L'article 8 est adopté (p. 403).

Art. 8 bis *(Régime de nullité applicable aux groupements européens d'intérêt économique)* – Adopté (p. 404).

Art. 9 *(Sanctions civiles et pénales de l'interdiction d'appel public à l'épargne)* – Adopté (p. 404).

Art. 10 *(Dénomination obligatoire du groupement européen d'intérêt économique (GEIE))* (p. 404).

Adopté : amendement n° 15 de M. Pierre Arpaillange, ministre : éléments constitutifs de l'infraction (p. 405).

Retiré : amendement n° 3 de M. Pierre Dumas, rapporteur, analogue à l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 405).

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 15, est adopté (p. 405).

Art. 11 *(Protection de l'appellation « GEIE »)* – Adopté (p. 405).

Art. 12 *(Sanctions pénales des dispositions relatives au contrôle des comptes des GEIE)* (p. 405).

Retiré : amendement n° 4 de M. Pierre Dumas, rapporteur : délit de non-communication aux commissaires aux comptes des décisions du GEIE adoptées par consultation écrite des membres (p. 405).

– L'article 12 est adopté (p. 405).

Chapitre 2

Dispositions relatives aux groupements d'intérêt économique

Art. 13 *(But et activité du groupement d'intérêt économique (GIE) : article 1er de l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique)* – Adopté (p. 406).

Après l'art. 13 (p. 406).

Adopté : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Pierre Dumas, rapporteur : participation des membres des professions libérales à un groupement d'intérêt économique (GIE) ; coordination avec son amendement n° 2 (p. 406).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 406).

Art. 14 *(Constitution d'un groupement d'intérêt économique (GIE) sans capital : 1er alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 précitée)* – Adopté (p. 406).

Art. 15 *(Groupement d'intérêt économique (GIE) à objet commercial : article 3 de l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 précitée)* (p. 406).

Retiré : amendement n° 11 de M. Luc Dejoie, soutenu par M. Henri Collette : possibilité pour le groupement d'intérêt économique (GIE) d'être titulaire d'un bail commercial ouvrant droit au renouvellement, régi par les dispositions du décret du 30 septembre 1953 (p. 406).

– L'article 15 est adopté (p. 406).

Après l'art. 15 (p. 406).

Adopté : amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Luc Dejoie, soutenu par M. Henri Collette : régime juridique des actes accomplis pendant la période de formation des groupements d'intérêt économique (GIE) (p. 407).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 407).

Art. 15 bis *(Régime de nullité du groupement d'intérêt économique (GIE) : article 3-1 nouveau de l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 précitée)* – Adopté (p. 407).

Art. 15 ter *(Exonération des dettes antérieures à l'entrée d'un nouveau membre : modification de l'article 4 de l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 précitée)* – Adopté (p. 407).

Après l'art. 15 ter (p. 407).

Adoptés : amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Pierre Dumas, rapporteur : institution d'une procédure de consultation des membres du groupement d'intérêt économique (GIE) (p. 408) – Amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Luc Dejoie, retiré par M. Henri Collette, et repris par M. Pierre Dumas, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 9 de M. Luc Dejoie (p. 408).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 408).

Art. 15 quater *(Administration par une personne morale : modification de l'article 9 de l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 précitée)* – Adopté (p. 408).

Art. 16 *(Utilisation du sigle « GIE » : modification de l'article 11 de l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 précitée)* – Adopté (p. 408).

Art. 16 bis *(Transformation du GIE en société en nom collectif : article 12 de l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 précitée)* (p. 408).

Retiré : amendement n° 14 de M. Luc Dejoie, soutenu par M. Henri Collette : transformation du groupement d'intérêt économique (GIE) en toutes formes de sociétés (p. 408).

– L'article 16 bis est adopté (p. 408).

Après l'art. 16 bis (p. 408).

Rejeté : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Pierre Dumas, rapporteur : ouverture d'une procédure de redresse-

ment judiciaire à l'encontre d'un GIE non suivie de l'ouverture d'une procédure analogue à l'encontre des membres de ce groupement (p. 409).

Art. 17 *(Utilisation du sigle « GIE » : article 17 de l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 précitée)* – Adopté (p. 409).

Art. 18 *(Application de la présente loi à Mayotte et dans les territoires d'outre-mer)* – Adopté (p. 409).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Emmanuel Hamel* (p. 409, 410).

Adoption (26 avril 1989) (p. 410).

Discussion (commission mixte paritaire)

(26 mai 1989) (p. 947, 948).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 947) : *MM. Pierre Dumas, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.*

Communautés européennes (directives) : *Dreyfus (Tony)* (p. 947).

Droit pénal : *Dumas (Pierre)* (p. 947).

Professions libérales : *Dumas (Pierre)* (p. 947).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 948).

Art. 2 bis (p. 948) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 4, 10, 13 bis et 15 bis A (p. 948).

Art. 15 quater A et 15 quater B (p. 948) – Supprimés par la commission mixte paritaire.

Adoption (26 mai 1989) (p. 948).

2. – **Projet de loi relatif au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. François Doubin, ministre chargé du commerce et de l'artisanat (7 juin 1989) [n° **370** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis aux commissions des lois, des finances et des affaires sociales – Rapport de M. Louis Moinard (18 octobre 1989) [n° **25** (89-90)] – Avis de MM. Raymond Bouvier (13 octobre 1989) [n° **11** (89-90)], René Ballayer (18 octobre 1989) [n° **20** (89-90)] et Pierre Louvot (18 octobre 1989) [n° **26** (89-90)] – Discussion (26 octobre 1989) – Adoption (26 octobre 1989) [n° **7**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (27 octobre 1989) [n° **968** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Philippe Bassinet (5 décembre 1989) [n° **1053** (9e lég.)] – Discussion (8 décembre 1989) – Adoption (8 décembre 1989) [n° **211**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (11 décembre 1989) [n° **117** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Louis Moinard (14 décembre 1989) [n° **135** (89-90)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **50**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1989) [n° **1113** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Philippe Bassinet (18 décembre 1989) [n° **1122** (9e lég.)] – Discussion (19 décembre 1989) – Adoption (19 décembre 1989) [n° **233**].

PROMULGATION : Loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 2 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(26 octobre 1989) (p. 2761, 2801).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2761, 2776) : *MM. François Doubin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat ; Louis Moinard, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Raymond Bouvier, rapporteur pour avis de la commission des lois ; René Ballayer, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Pierre Louvot, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Jean-Jacques Robert, Robert Pagès, Robert Laucournet.*

Le projet de loi rassemble un ensemble de mesures techniques et ponctuelles destinées à aider les artisans et les commerçants ; ces mesures concernent l'entreprise elle-même, le chef d'entreprise et son conjoint ; elles visent également à simplifier un certain nombre de procédures fiscales et administratives.

Administration (relations avec le public) : *Ballayer (René)* (p. 2767) ; *Doubin (François)* (p. 2763) ; *Moinard (Louis)* (p. 2765).

Aménagement du territoire : *Doubin (François)* (p. 2761) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2774).

Assurance vieillesse : *Louvot (Pierre)* (p. 2768, 2769).

Bâtiment et travaux publics : *Doubin (François)* (p. 2775) ; *Moinard (Louis)* (p. 2764).

Baux commerciaux : *Doubin (François)* (p. 2763).

Carburants : *Doubin (François)* (p. 2774, 2775).

Centre-ville : *Doubin (François)* (p. 2762) ; *Moinard (Louis)* (p. 2765).

Charges sociales : *Laucournet (Robert)* (p. 2772).

Commerçants et artisans : *Doubin (François)* (p. 2763) ; *Moinard (Louis)* (p. 2764).

Commerce et artisanat : *Doubin (François)* (p. 2762) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2773) ; *Pagès (Robert)* (p. 2771).

Commerce et artisanat (données chiffrées) : *Moinard (Louis)* (p. 2765).

Comptabilité : *Bouvier (Raymond)* (p. 2766) ; *Doubin (François)* (p. 2775) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2769).

Conjoints : *Bouvier (Raymond)* (p. 2765) ; *Doubin (François)* (p. 2775) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2773) ; *Louvot (Pierre)* (p. 2768) ; *Moinard (Louis)* (p. 2765).

Coopération intercommunale : *Ballayer (René)* (p. 2767).

Cotisations sociales : *Doubin (François)* (p. 2763, 2764) ; *Louvot (Pierre)* (p. 2768) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2769).

Crédit-bail : *Bouvier (Raymond)* (p. 2766) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2769).

Emploi : *Doubin (François)* (p. 2764) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2772) ; *Louvot (Pierre)* (p. 2769).

Entreprises : *Doubin (François)* (p. 2761).

Entreprises (fiscalité) : *Ballayer (René)* (p. 2767).

Entreprises (transmission) : *Ballayer (René)* (p. 2766, 2767) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 2765) ; *Doubin (François)* (p. 2761) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2772).

Entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) : *Doubin (François)* (p. 2763).

Formation professionnelle : *Doubin (François)* (p. 2761).

Franchise : *Bouvier (Raymond)* (p. 2766) ; *Doubin (François)* (p. 2775) ; *Pagès (Robert)* (p. 2771) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2769).

Grandes surfaces : *Doubin (François)* (p. 2762) ; *Moinard (Louis)* (p. 2765).

Impôts et taxes : *Doubin (François)* (p. 2763).

Plus-values (imposition) : *Ballayer (René)* (p. 2767).

Protection sociale : *Doubin (François)* (p. 2762, 2774) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2773) ; *Louvot (Pierre)* (p. 2768) ; *Pagès (Robert)* (p. 2771).

Rachat d'une entreprise par ses salariés (RES) : *Ballayer (René)* (p. 2766) ; *Doubin (François)* (p. 2776).

Registre du commerce et des sociétés : *Doubin (François)* (p. 2763).

Retraites : *Doubin (François)* (p. 2763).

Soldes (distribution commerciale) : *Doubin (François)* (p. 2762, 2763).

Successions et libéralités : *Doubin (François)* (p. 2775, 2776) ; *Louvot (Pierre)* (p. 2768) ; *Moinard (Louis)* (p. 2765).

Taxe professionnelle : *Ballayer (René)* (p. 2766, 2767) ; *Doubin (François)* (p. 2762, 2776) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2773) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2770).

Taxe sur les grandes surfaces : *Doubin (François)* (p. 2762, 2775) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2769).

Travail dominical : *Doubin (François)* (p. 2774) ; *Pagès (Robert)* (p. 2772).

Urbanisme commercial : *Doubin (François)* (p. 2762) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2773) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 2770).

Zones rurales : *Ballayer (René)* (p. 2767) ; *Doubin (François)* (p. 2774, 2775) ; *Laucournet (Robert)* (p. 2773) ; *Moinard (Louis)* (p. 2764) ; *Pagès (Robert)* (p. 2771).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2776, 2801) : *MM. Robert Pagès, Louis Moinard, rapporteur ; François Doubin, ministre ; Jean-Jacques Robert, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Robert Laucournet, Michel Darras, Raymond Bouvier, rapporteur pour avis ; René Ballayer, rapporteur pour avis ; Pierre Louvot, rapporteur pour avis ; Daniel Millaud, Gérard Larcher.*

Avant l'art. 1er (p. 2776).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Pagès, n° 43 : nombre maximum de jours de travail par semaine (p. 2776) – N° 44 : durée du repos hebdomadaire (p. 2777 ; scrutin public n° 9) – Et n° 45, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : repos hebdomadaire pour les apprentis (p. 2777).

Chapitre premier

Dispositions en faveur de l'entreprise

Art. 1er *(Obligation d'information précontractuelle du partenaire commercial)* (p. 2777).

Adoptés : amendements de M. Louis Moinard, rapporteur, n° 10 : sincérité des informations fournies (p. 2777) – Et n° 11 : contenu du document d'information (p. 2777).

Rejeté : amendement n° 46 de M. Robert Pagès : délai d'étude du contrat (p. 2778).

Retiré : amendement n° 12 de M. Louis Moinard, rapporteur : rédactionnel (p. 2778).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2778).

Art. 2 *(Extension du crédit-bail aux opérations de location d'éléments incorporels du fonds de commerce)* – Adopté (p. 2779).

Art. 3 *(Opérations de crédit-bail sur le droit au renouvellement d'un bail)* (p. 2779).

Adopté : amendement n° 13 de M. Louis Moinard, rapporteur : insertion de ces dispositions dans la loi n° 66-455 du 2 juillet 1966 relative aux entreprises pratiquant le crédit-bail (p. 2779).

Devenu sans objet : amendement n° 1 de M. Raymond Bouvier, rapporteur pour avis : liberté des relations contractuelles entre le propriétaire, le crédit-bailleur et le crédit-preneur (p. 2779).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 13, est adopté (p. 2779).

Art. 4 *(Elargissement de l'affectation du produit de la taxe sur les grandes surfaces)* (p. 2780).

Adopté : amendement n° 14 de M. Louis Moinard, rapporteur : insertion des dispositions de cet article dans la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 ; avis des organismes consulaires et des organisations professionnelles sur l'agrément des opérations visant à la sauvegarde de l'activité des commerçants (p. 2782).

Retiré : sur l'amendement n° 14 de la commission, sous-amendement n° 38 de M. René Ballayer, rapporteur pour avis (p. 2781).

Devenu sans objet : amendement n° 39 de M. René Ballayer, rapporteur pour avis : transmission ou restructuration d'entreprises commerciales ou artisanales dans les zones sensibles (p. 2782).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2782).

Art. 5 *(Augmentation de la taxe sur les grandes surfaces)* – Adopté (p. 2782).

Après l'art. 5 (p. 2782).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 15 de M. Louis Moinard, rapporteur : majoration de l'indemnité de départ afin de libérer les locaux des commerçants ou des artisans cessant leur activité (p. 2782).

Art. 6 *(Assouplissement du statut des sociétés de caution mutuelle)* (p. 2782).

Adoptés : amendements de M. Louis Moinard, rapporteur, n° 16 : définition du rôle des sociétés de caution mutuelle (p. 2782) ; sous-amendement n° 61 de M. François Doubin, ministre (p. 2782) – Et n° 17 : rédactionnel (p. 2783).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2783).

Art. 7 *(Résiliation du bail commercial)* (p. 2786 ; précédemment réservé p. 2783).

Adoptés : amendement n° 62 de M. François Doubin, ministre : modification du titre V du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleur et locataire (p. 2786) – Amendement n° 18 de M. Louis Moinard, rapporteur : possibilité donnée au gérant majoritaire depuis au moins deux ans de pouvoir résilier le bail (p. 2787) – Amendement n° 6 de M. François Doubin, ministre : sort des baux en cours (p. 2787) ; sous-amendement n° 63 de M. Robert Laucournet (p. 2787).

Retirés : amendements de M. Raymond Bouvier, rapporteur pour avis, n° 2 : procédure en cas de défaut de paiement des charges (p. 2786 ; précédemment réservé p. 2783) – Et n° 3 (p. 2786).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2787).

Art. 8 *(Interdiction de la publicité portant sur des opérations non autorisées ou illégales)* (p. 2783).

Adopté : amendement n° 40 de M. François Doubin, ministre : application des dispositions de cet article en Alsace-Moselle ; interdiction de la publicité sur les matériels téléphoniques non agréés ; pouvoir de coercition des tribunaux (p. 2784).

Retiré : amendement n° 19 de M. Louis Moinard, rapporteur : pouvoir de coercition des tribunaux (p. 2784).

– L'article 8, dans la rédaction de l'amendement n° 40, est adopté (p. 2784).

Après l'art. 8 (p. 2784).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 9 de M. François Doubin, ministre : habilitation des agents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes à constater certaines infractions (p. 2784).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2784).

Art. 9 *(Dispositions relatives aux coopératives de commerçants et aux groupements d'achats de commerçants)* (p. 2785).

Adoptés : amendements de M. Louis Moinard, rapporteur, n° 20 : rédactionnel (p. 2785) – N° 21 : suppression de la règle du quorum lors de la seconde assemblée (p. 2785) – Et n° 22 : formes juridiques des groupements d'achats des commerçants (p. 2785).

Rejeté : amendement n° 47 de M. Robert Pagès : interdiction, pour les commerçants des communautés européennes, de

devenir membres des sociétés coopératives de commerçants françaises (p. 2785).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2785).

Après l'art. 9 (p. 2785).

Rejeté : amendement n° 48 (art. additionnel) de M. Robert Pagès : institution de prêts bonifiés (p. 2786).

Avant l'art. 10 (p. 2786).

Rejeté : amendement n° 49 (art. additionnel) de M. Robert Pagès : âge auquel sont ouverts les droits à la retraite pour les conjoints ou les personnes reconnues inaptes au travail (p. 2786).

Chapitre II

Mesures en faveur du chef d'entreprise et de son conjoint

Art. 10 *(Institution d'un prélèvement successoral au profit du conjoint survivant du chef d'une entreprise artisanale ou commerciale)* (p.2787).

Adoptés : amendements de M. Pierre Louvot, rapporteur pour avis, n° 31 : modalités de la preuve de l'activité du conjoint (p. 2787) – Et n° 32 : protection juridique du droit au prélèvement (p. 2789) – Amendement n° 64 de M. François Doubin, ministre : nature et rang du privilège accordé au conjoint survivant (p. 2790 ; priorité ordonnée p. 2789).

Rejetés : sur l'amendement n° 32 de la commission des affaires sociales, sous-amendement n° 23 de M. Louis Moinard, rapporteur (p. 2789) – Amendement n° 33 de M. Pierre Louvot, rapporteur pour avis : application des dispositions de cet article au conjoint ayant exercé une activité rémunérée à temps partiel à l'extérieur de l'entreprise (p. 2789).

Retiré : amendement n° 34 de M. Pierre Louvot, rapporteur pour avis : coordination avec l'amendement n° 32 (p. 2790).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2790).

Après l'art. 10 (p. 2790).

Rejeté : amendement n° 51 (art. additionnel) de M. Robert Pagès : dissolution du mariage (p. 2790).

Retiré : amendement n° 50 (art. additionnel) de M. Robert Pagès : exonération du paiement de droits ou de plus-values professionnels en faveur du conjoint souhaitant poursuivre l'activité de l'entreprise (p. 2790).

Art. 11 *(Protection des commerçants et artisans contre le démarchage sur leur lieu de travail)* (p. 2790).

Adopté : amendement n° 24 de M. Louis Moinard, rapporteur : rédactionnel (p. 2791).

Retiré : amendement n° 4 de M. Raymond Bouvier, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 2791).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2791).

Art. 12 *(Rachat des cotisations de retraite antérieures à 1973)* (p. 2791).

Retiré : amendement n° 35 de M. Pierre Louvot, rapporteur pour avis : doublement du délai de réflexion (p. 2792).

– L'article 12 est adopté (p. 2792).

Art. 13 *(Protection sociale du conjoint d'un associé unique d'EURL)* – Adopté (p. 2792).

Après l'art. 13 (p. 2792).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Pagès, n° 52, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : libre choix de la qualité de chef d'entreprise entre les deux conjoints (p. 2792) – N° 53 : couverture de la longue maladie (p. 2792) – N° 54, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : indemnités journalières versées en cas de maladie (p. 2792) – N° 55 : montant minimum de la retraite d'un chef d'entreprise artisanale ou commerciale (p. 2793) – N° 56 : mensualisation des pensions de retraite (p. 2793) – N° 57 : allocations de remplacement pour les chefs d'entreprise ou leur conjoint collaborateur malades ou accidentés (p. 2793) – Et n° 58 : visite médicale gratuite et bilan de santé (p. 2793).

Art. 14 *(Dispositions relatives aux régimes complémentaires d'assurance vieillesse et aux régimes d'assurance invalidité décès ; chapitre V du titre III du livre V du code de la sécurité sociale)* (p. 2794).

Adoptés : amendement n° 25 de M. Louis Moinard, rapporteur : institution par décret des régimes facultatifs (p. 2794) – Amendement n° 65 (1re partie) de M. François Doubin, ministre : fixation par décret des conditions d'organisation et de fonctionnement des régimes facultatifs (p. 2795) – Amendement n° 36 de M. Pierre Louvot, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 2795) – Amendements nos 26 et 27 de M. Louis Moinard, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 25 (p. 2795 et 2796) – Amendements identiques n° 42 (2e partie) de M. Jean Arthuis, soutenu par M. Daniel Millaud, et n° 65 (2e partie) de M. François Doubin, ministre : pluralisme de gestion des régimes facultatifs (p. 2796).

Retirés : amendements identiques n° 42 (1re partie) de M. Jean Arthuis, soutenu par M. Daniel Millaud, et n° 60 de M. Jean-Jacques Robert, soutenu par M. Gérard Larcher : modes de gestion des régimes facultatifs (p. 2795).

Devenu sans objet : amendement n° 37 de M. Pierre Louvot, rapporteur pour avis : liberté de création des régimes complémentaires facultatifs (p. 2796).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2796).

Art. 15 *(Financement de l'action sociale des régimes de retraite de base des artisans et des commerçants)* – Adopté (p. 2796).

Après l'art. 15 (p. 2796).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 7 de M. François Doubin, ministre : reconduction des mesures d'exonération de charges patronales prises en application du Plan pour l'emploi (p. 2796).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2796).

Chapitre III

Mesures portant simplification

Art. 16 *(Allègement des obligations comptables)* (p. 2796).

Adopté : amendement n° 66 de M. François Doubin, ministre : fixation du seuil en deçà duquel s'appliquent les mesures de simplification (p. 2799).

Rejeté : amendement n° 5 de M. Raymond Bouvier, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 2799).

Retirés : amendement n° 41 de M. Jacques Bellanger, soutenu par M. Robert Laucournet : analogue à l'amendement n° 66 (p. 2798) – Amendement n° 28 de M. Louis Moinard, rapporteur : analogue à l'amendement n° 66 (p. 2799).

– L'article 16, dans la rédaction de l'amendement n° 66, est adopté (p. 2799).

Art. 17 *(Simplification de la procédure d'exonération de la taxe d'apprentissage)* – Adopté (p. 2799).

Art. 18 *(Rétablissement du droit à radiation des listes électorales des chambres de commerce et d'industrie)* (p. 2799).

Adopté : amendement n° 8 de M. François Doubin, ministre : caractère volontaire de l'inscription sur les listes électorales des chambres de commerce et d'industrie (p. 2799).

– L'article 18, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est adopté (p. 2799).

Art. 19 *(Modifications de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales)* (p. 2799).

Adoptés : amendements de M. Louis Moinard, rapporteur, n° 29 : rédactionnel (p. 2800) – Et n° 30 : coordination (p. 2800).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2800).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Robert Pagès* (p. 2800), *Ernest Cartigny* (p. 2800), *Robert Laucournet* (p. 2800), *Gérard Larcher* (p. 2800, 2801), *Daniel Millaud* (p. 2801).

Adoption (26 octobre 1989) (p. 2801).

Discussion (deuxième lecture)

(15 décembre 1989) (p. 5042, 5046).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5042, 5043) : *MM. François Doubin, ministre chargé du commerce et de l'artisanat ; Louis Moinard, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Chambres de commerce et d'industrie : *Doubin (François)* (p. 5042).

Pensions et retraites : *Doubin (François)* (p. 5042).

Publicité : *Moinard (Louis)* (p. 5043).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5043, 5046) : *MM. Louis Moinard, rapporteur ; François Doubin, ministre ; Jacques Golliet.*

Art. 1er (p. 5043).

Adopté : amendement n° 1 de M. Louis Moinard, rapporteur : précisions contenues dans le document mentionné à l'alinéa 1er du présent article (p. 5043).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 5043).

Art. 3 à 6 – Adoptés (p. 5043).

Art. 8 bis (p. 5044).

Adopté : amendement n° 4 de M. François Doubin, ministre : rectification d'une erreur matérielle (p. 5044).

– L'article 8 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5044).

Art. 8 ter – Adopté (p. 5044).

Art. 9 (p. 5044).

Adopté : amendement n° 2 de M. Louis Moinard, rapporteur : délibérations de l'assemblée générale (p. 5044).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 5044).

Art. 9 bis – Adopté (p. 5044).

Art. 9 ter – Adopté (p. 5045).

Art. 14 (p. 5045) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 16 – Adopté (p. 5045).

Art. 17 et 18 – Adoptés (p. 5046).

Art. 19 (p. 5046).

Adopté : amendement n° 3 de M. Louis Moinard, rapporteur : rectification d'une erreur matérielle (p. 5046).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 5046).

Adoption (15 décembre 1989) (p. 5046).

Entreprises (fiscalité)

Voir *Lois de finances*, **2**, art. add. après l'art. 10, art. 12

Entreprises (petites et moyennes) (PME)

Voir *Entreprises*, **2**

Entreprises publiques

Voir *Politique économique et sociale*, **1**
Rappels au règlement, **48**

Environnement

Voir *Allocutions et communications*, **48**
Questions orales avec débat n° **33**
Questions orales sans débat n° **71** ; n° **85** ; n° **118** ; n° **160**

1. – **Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer (21 juin 1989) [n° **406** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (11 octobre 1989) [n° **9** (89-90)].

2. – **Proposition de loi relative aux pouvoirs des gardiens des parcs départementaux,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989 - 23 décembre 1989) [n° **174** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Environnement (ministère)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **82**

Epargne

Voir *Questions orales avec débat* n° **33**

Equateur

Voir *Traités et conventions*, **27**

Equipement

Voir *Questions orales sans débat* n° **36** ; n° **38** ; n° **76** ; n° **77** ; n° **85** ; n° **87** ; n° **90** ; n° **160** ; n° **170**
Transports, **1**

Equipement (ministère)

Voir *Questions orales sans débat* n° **136**

Espace

Voir *Lois de finances*, **2**, Postes, télécommunications et espace - (Budget annexe)

Espagne

Voir *Questions orales sans débat* n° **137**
Rappels au règlement, **51**
Traités et conventions, **19**

Essonne (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **124**

Etablissements d'enseignement

Voir *Communes*, **1**

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure

Voir *Questions au Gouvernement* n° **122** ; n° **133** ; n° **151** ; n° **152**
Questions orales sans débat n° **109**
Rapports d'information, **7**

Etablissements pénitentiaires

Voir *Lois de finances*, **2**, Justice

Questions au Gouvernement n° **187**
Questions orales sans débat n° **97**

Etablissements publics

Voir *Questions au Gouvernement* n° **98**
Rapports du Gouvernement, **18**

Etat civil

1. – **Proposition de loi relative au libre choix des prénoms de l'enfant par ses parents,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 19 janvier 1989) [n° **201** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Etats-Unis d'Amérique (USA)

Voir *Allocutions et communications*, **38**
Missions d'information, **1**
Rappels au règlement, **53**
Rapports d'information, **18**

Ethique et déontologie médicales

Voir *Questions orales sans débat* n° **138**

Etrangers

Voir *Elections*, **9** ; **10**
Questions au Gouvernement n° **165**
Questions orales avec débat n° **33**
Rappels au règlement, **24** ; **25**
Travail, **2**

1. – **Projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (17 mai 1989) [n° **685** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (25 mai 1989) [n° **710** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (29, 30, 31 mai et 2, 3 juin 1989) – Adoption (3 juin 1989) [n° **110**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 juin 1989) [n° **351** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (20 juin 1989) [n° **398** (88-89)] – Discussion (20 et 21 juin 1989) – Rejet (21 juin 1989) [n° **110**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 juin 1989) [n° **807** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Suchod (27 juin 1989) [n° **824** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Jolibois (27 juin 1989) [n° **420** (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (22 juin 1989) [n° **807** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (28 juin 1989) [n° **826** (9e lég.)] – Discussion (2 juillet 1989) – Adoption (2 juillet 1989) [n° **160**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (3 juillet 1989) [n° **453** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Discussion (4 juillet 1989) – Rejet (4 juillet 1989) [n° **135**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (4 juillet 1989) [n° **876** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Suchod (4 juillet 1989) [n° **877** (9e lég.)] – Discussion (4 juillet 1989) – Adoption (4 juillet 1989) [n° **170**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 89-261 DC du 28 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 1er août 1989) qui déclare l'article 10 contraire à la Constitution, ainsi que l'article 15 et certaines dispositions des articles 19 et 20, inséparables de l'article 10 – Rectificatif (*J.O.* Lois et décrets du 5 août 1989).

PROMULGATION : Loi n° 89-548 du 2 août 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 8 août 1989).

Discussion (première lecture)

(20 juin 1989) (p. 1671, 1696) ; (21 juin 1989) (p. 1701, 1727).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1671, 1696 ; 1701, 1719) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Paul Masson, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Christian Bonnet, Guy Allouche, Xavier de Villepin, Yvon Collin, Auguste Cazalet, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. José Balarello, Jacques Golliet, Max Lejeune, Charles Pasqua, Jean-Pierre Fourcade, Rodolphe Désiré, André Diligent, Mme Hélène Missoffe, MM. Marcel Lucotte, Emmanuel Hamel et les orateurs sur la motion* .

Le présent projet traite :

– du séjour en France des étrangers ; il est institué, dans chaque département, une commission de séjour des étrangers ;

– et de l'éloignement des étrangers ; l'arrêté de reconduite à la frontière peut être contesté par l'étranger qui en fait l'objet.

Acte unique européen : *Bonnet (Christian)* (p. 1682) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1673).

Afrique : *Pasqua (Charles)* (p. 1704) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1688).

Associations : *Joxe (Pierre)* (p. 1715) ; *Masson (Paul)* (p. 1716).

Chômage : *Bonnet (Christian)* (p. 1682) ; *Collin (Yvon)* (p. 1689).

Code de la nationalité : *Allouche (Guy)* (p. 1687).

Collectivités territoriales : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1712).

Colonialisme : *Villepin (Xavier de)* (p. 1689).

Communautés islamiques : *Villepin (Xavier de)* (p. 1688).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 1707).

Délinquance : *Missoffe (Hélène)* (p. 1710).

Démocratie : *Joxe (Pierre)* (p. 1673).

Démographie : *Balarello (José)* (p. 1695).

Droit d'asile : *Bonnet (Christian)* (p. 1683) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1706) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1692, 1693) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1679, 1720) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1717, 1718) ; *Larché (Jacques)* (p. 1726) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1709, 1710).

Droits de l'homme : *Joxe (Pierre)* (p. 1678).

Elections : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1693).

Emploi : *Allouche (Guy)* (p. 1686) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1693).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Allouche (Guy)* (p. 1685).

Famille : *Allouche (Guy)* (p. 1686) ; *Autain (François)* (p. 1722) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 1711).

Grand marché intérieur (CEE) : *Autain (François)* (p. 1721) ; *Golliet (Jacques)* (p. 1696) ; *Masson (Paul)* (p. 1714) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1689).

Immigration clandestine : *Allouche (Guy)* (p. 1684) ; *Balarello (José)* (p. 1694) ; *Bonnet (Christian)* (p. 1682, 1683) ; *Cazalet (Auguste)* (p. 1692) ; *Golliet (Jacques)* (p. 1695) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1712) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1678, 1720) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1675, 1677, 1717, 1718) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 1711) ; *Masson (Paul)* (p. 1713) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1709) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1703, 1704).

Immigration (données chiffrées) : *Villepin (Xavier de)* (p. 1687, 1688).

Immigration (historique) : *Allouche (Guy)* (p. 1684, 1685) ; *Collin (Yvon)* (p. 1689).

Jeunesse : *Autain (François)* (p. 1724).

Justice : *Larché (Jacques)* (p. 1726).

Langues et cultures étrangères : *Diligent (André)* (p. 1708) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1717).

Lieux de culte : *Larché (Jacques)* (p. 1725).

Logement : *Allouche (Guy)* (p. 1686) ; *Diligent (André)* (p. 1709).

Magistrats : *Lejeune (Max)* (p. 1702).

Mariage : *Cazalet (Auguste)* (p. 1691) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1680).

Natalité : *Bonnet (Christian)* (p. 1683).

Ordre public : *Collin (Yvon)* (p. 1691) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1692, 1693).

Otages (terrorisme) : *Pasqua (Charles)* (p. 1702).

Pauvreté : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1705) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1719) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1710).

Politique économique et sociale : *Autain (François)* (p. 1722) ; *Diligent (André)* (p. 1707, 1708) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1677).

Protection sociale : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1706) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1720).

Racisme : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1693) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1681).

Religions : *Collin (Yvon)* (p. 1689) ; *Diligent (André)* (p. 1708).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Joxe (Pierre)* (p. 1717) ; *Masson (Paul)* (p. 1713).

Résidents : *Joxe (Pierre)* (p. 1675, 1676).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Joxe (Pierre)* (p. 1718) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1710).

Royaume-Uni : *Masson (Paul)* (p. 1713).

Sécurité publique : *Bonnet (Christian)* (p. 1684) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1674).

Sécurité sociale (financement) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1706).

Sociétés industrielles : *Autain (François)* (p. 1721).

Terrorisme : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1712) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1720) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1703).

Titres de séjour : *Allouche (Guy)* (p. 1685) ; *Autain (François)* (p. 1724) ; *Balarello (José)* (p. 1694) ; *Collin (Yvon)* (p. 1689) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1706) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1692) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1712) ; *Jolibois (Charles)* (p. 1679, 1680) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1677, 1715) ; *Lejeune (Max)* (p. 1701) ; *Masson (Paul)* (p. 1713) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1703).

Travail clandestin : *Collin (Yvon)* (p. 1689) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1678, 1717).

Travailleurs étrangers : *Bonnet (Christian)* (p. 1682).

Visas : *Désiré (Rodolphe)* (p. 1707) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1673, 1678, 1718) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1703).

Voie de recours (reconduite à la frontière) : *Jolibois (Charles)* (p. 1680) ; *Joxe (Pierre)* (p. 1674, 1676, 1678) ; *Larché (Jacques)* (p. 1674) ; *Lejeune (Max)* (p. 1701).

Motion n° 28 de M. Charles Jolibois, rapporteur, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1719, 1727) – *MM. Charles Jolibois, rapporteur ; François Autain, Jacques Larché, président de la commission ; Pierre Joxe, ministre.*

Adoption de la motion (p. 1727 ; scrutin public n° 158).

Rejet du projet de loi (21 juin 1989) (p. 1927).

Discussion (nouvelle lecture)

(4 juillet 1989) (p. 2394, 2401).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2394, 2398) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Emmanuel Hamel.*

Carte de séjour : *Allouche (Guy)* (p. 2399) ; *Jolibois (Charles)* (p. 2395) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2394).

Conseil constitutionnel : *Joxe (Pierre)* (p. 2395).

Constitution : *Jolibois (Charles)* (p. 2396) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2395).

Défense : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2397) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2398).

Droits de l'homme : *Allouche (Guy)* (p. 2399, 2400).

Elections : *Allouche (Guy)* (p. 2399) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2397) ; *Larché (Jacques)* (p. 2400).

Etrangers : *Allouche (Guy)* (p. 2399) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2396).

Expulsions (étrangers) : *Joxe (Pierre)* (p. 2394).

Immigration : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2397) ; *Jolibois (Charles)* (p. 2395).

Immigration clandestine : *Allouche (Guy)* (p. 2400) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2396) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2397) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2395).

Insertion sociale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2396).

Juridictions administratives : *Joxe (Pierre)* (p. 2395).

Juridictions judiciaires : *Joxe (Pierre)* (p. 2395).

Nationalité française : *Allouche (Guy)* (p. 2399) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2398) ; *Larché (Jacques)* (p. 2401).

Ordre public : *Joxe (Pierre)* (p. 2394).

Question préalable (procédure parlementaire) : *Allouche (Guy)* (p. 2400).

Motion n° 1 de M. Charles Jolibois, rapporteur, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2398) – *MM. Charles Jolibois, rapporteur ; Guy Allouche, Jacques Larché, président de la commission des lois.*

Adoption de la motion (p. 2401 ; scrutin public n° 179).

Rejet du projet de loi (4 juillet 1989) (p. 2401).

2. – **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2653 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (13 octobre 1989) [n° **944** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (2 novembre 1989) [n° **972** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (21 novembre 1989) – Adoption (21 novembre 1989) [n° **185**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 novembre 1989) [n° **75** (89-90) – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (6 décembre 1989) [n° **101**(89-90)] – Discussion (12 décembre 1989) – Rejet (12 décembre 1989) [n° **33**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 décembre 1989) [n° **1083** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Sapin (15 décembre 1989) [n° **1110** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Jolibois (15 décembre 1989) [n° **146** (89-90)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (12 décembre 1989) [n° **1083** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (18 décembre 1989) [n° **1118** (9e lég.)] – Discussion (18 décembre 1989) – Adoption (18 décembre 1989) [n° **230**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1989) [n° **155** (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Charles Jolibois (20 décembre 1989) [n° **164** (89-90)] - Discussion (20 décembre 1989) - Rejet (20 décembre 1989) [n° **69**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1989) [n° **1166** (9e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Suchod (20 décembre 1989) [n° **1167** (9e lég.)] - Discussion (20 décembre 1989) - Adoption (20 décembre 1989) [n° **249**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 89-266 DC du 9 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 11 janvier 1990) qui déclare la loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 90-34 du 10 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 12 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1989) (p. 4810, 4827).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 4810, 4826) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Paul Masson, Xavier de Villepin, Charles Lederman, Christian Bonnet, Michel Dreyfus-Schmidt et les orateurs sur la motion .*

Accords de Schengen (circulation des personnes) : *Joxe (Pierre)* (p. 4814, 4825) ; *Larché (Jacques)* (p. 4813) ; *Lederman (Charles)* (p. 4821) ; *Masson (Paul)* (p. 4818).

Afrique : *Lederman (Charles)* (p. 4820).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Estier (Claude)* (p. 4827) ; *Jolibois (Charles)* (p. 4812) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4815) ; *Masson (Paul)* (p. 4817).

Droit d'asile : *Joxe (Pierre)* (p. 4814, 4815, 4825).

Droit des personnes et de la famille : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4824) ; *Jolibois (Charles)* (p. 4813, 4826) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4814) ; *Lederman (Charles)* (p. 4821) ; *Masson (Paul)* (p. 4816, 4818).

Europe de l'Est : *Joxe (Pierre)* (p. 4811).

Frontières : *Masson (Paul)* (p. 4818).

Immigration clandestine : *Bonnet (Christian)* (p. 4821, 4822) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4822, 4823) ; *Jolibois (Charles)* (p. 4826) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4811, 4815) ; *Larché (Jacques)* (p. 4813).

Justice : *Jolibois (Charles)* (p. 4812) ; *Masson (Paul)* (p. 4816).

Partis et groupements politiques : *Lederman (Charles)* (p. 4820).

Procédure administrative : *Lederman (Charles)* (p. 4821) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4819).

Racisme : *Lederman (Charles)* (p. 4820).

Reconduites à la frontière : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4824) ; *Jolibois (Charles)* (p. 4812) ; *Masson (Paul)* (p. 4816).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Joxe (Pierre)* (p. 4810).

Travail clandestin : *Bonnet (Christian)* (p. 4822) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4825).

Tribunaux administratifs : *Joxe (Pierre)* (p. 4811) ; *Masson (Paul)* (p. 4816, 4817).

Motion n° 1 de M. Charles Jolibois, rapporteur, **tendant à opposer la question préalable** (p. 4826, 4827) - *MM. Charles Jolibois, rapporteur ; Claude Estier.*

Adoption de la motion (p. 4827 ; scrutin public n° 69).

Rejet du projet de loi (12 décembre 1989) (p. 4827).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1989) (p. 5280, 5283).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 5280, 5283) : *MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras, Paul Masson et les orateurs sur la motion.*

Accords de Schengen (circulation des personnes) : *Jolibois (Charles)* (p. 5283).

Immigration clandestine : *Dreyfus (Tony)* (p. 5280).

Interdiction de séjour (étrangers) : *Dreyfus (Tony)* (p. 5280).

Reconduites à la frontière : *Dreyfus (Tony)* (p. 5280) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5281).

Tribunaux administratifs : *Dreyfus (Tony)* (p. 5281, 5283) ; *Jolibois (Charles)* (p. 5281) ; *Masson (Paul) (p.5282).*

Motion n° 1 de M. Charles Jolibois, rapporteur, **tendant à opposer la question préalable** (p. 5282) - *MM. Charles Jolibois, rapporteur ; Michel Darras, Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat.*

Adoption de la motion (p. 5283 ; scrutin public n° 89).

Rejet du projet de loi (20 décembre 1989) (p. 5283).

Etudiants

Voir *Créances*, **1**
Questions au Gouvernement n° **191**

Europe

Voir *Gouvernement (déclarations)*, **3**
Lois de finances, **2**, Affaires étrangères ; Services du Premier ministre - IV - Plan
Questions au Gouvernement n° **106**
Questions orales avec débat n° **33**
Rapports d'information, **16**

Europe de l'Est

Voir *Gouvernement (déclarations)*, **3**
Procès-verbal, **3**
Questions au Gouvernement n° **158**

Euthanasie

1. - **Proposition de loi tendant à rendre licite la déclaration de volonté de mourir dans la dignité et à modifier l'article 63 du code pénal,** PRESENTEE AU SENAT, par MM. Marc Boeuf et Robert Laucournet, sénateurs (18 mai 1989) [n° **312** (88-89)] - Renvoi à la commission des lois.

Examens et concours

Voir *Questions au Gouvernement* n° **103**

1. - **Projet de loi relatif à la création d'un troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique (9 mai 1989) [n° **650** (9e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre Michel (16 novembre 1989) [n° **1012** (9e lég.)] - Urgence - Discussion (24 novembre 1989) - Adoption (24 novembre 1989) [n° **194**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 novembre 1989) [n° **80** (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Daniel Hoeffel (13 décembre 1989) [n° **125** (89-90)] - Discussion (14 décembre 1989) - Adoption (14 décembre 1989) [n° **36**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1989) [n° **1096** (9e lég.)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Michel (19 décembre 1989)

[n° **1127** (9e lég.)] – Discussion (19 décembre 1989) – Adoption (19 décembre 1989) [n° **238**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Daniel Hoeffel (19 décembre 1989) [n° **156** (89-90)] – Discussion (20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° **67**].

PROMULGATION : loi n° 90-8 du 2 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 4 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(14 décembre 1989) (p. 4932, 4939).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 4932, 4937) : *MM. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives ; Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; René Régnault, Robert Pagès.*

Le projet de loi tend à instaurer de nouveau un troisième mode d'entrée à l'Ecole nationale d'administration qui s'ajouterait aux concours externe et interne afin de diversifier les sources de recrutement.

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : *Pagès (Robert)* (p. 4936).

Ecole nationale d'administration (ENA) : *Durafour (Michel)* (p. 4932).

Ecole nationale d'administration (troisième concours) : *Durafour (Michel)* (p. 4932) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 4933).

Ecole nationale d'administration (troisième concours) (candidats) : *Durafour (Michel)* (p. 4933, 4936, 4937) ; *Larché (Jacques)* (p. 4934) ; *Pagès (Robert)* (p. 4936) ; *Régnault (René)* (p. 4934).

Ecole nationale d'administration (troisième concours) (limite d'âge) : *Durafour (Michel)* (p. 4936) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 4934) ; *Larché (Jacques)* (p. 4934) ; *Régnault (René)* (p. 4934).

Ecole nationale d'administration (troisième concours) (modalités) : *Durafour (Michel)* (p. 4933, 4936).

Ecole nationale d'administration (troisième concours) (premier projet) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 4933) ; *Larché (Jacques)* (p. 4934) ; *Pagès (Robert)* (p. 4935) ; *Régnault (René)* (p. 4934).

Examens et concours : voir Ecole nationale d'administration (troisième concours).

Examens et concours (statistiques) : *Pagès (Robert)* (p. 4935).

Fonction publique : *Durafour (Michel)* (p. 4932) ; *Pagès (Robert)* (p. 4936).

Fonction publique hospitalière : *Durafour (Michel)* (p. 4933, 4936) ; *Régnault (René)* (p. 4935).

Fonction publique territoriale : *Durafour (Michel)* (p. 4933, 4936) ; *Régnault (René)* (p. 4935).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4937, 4939) : *MM. Daniel Hoeffel, rapporteur ; Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jacques Larché, président de la commission ; René Régnault, Emmanuel Hamel.*

Art. 1er (*Troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration)* (p. 4937).

Adopté : amendement n° 1 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : rétablissement du principe de limite d'âge (p. 4938).

– L'article premier, ainsi modifié, est adopté (p. 4938).

Art. 2 (*Cycle préparatoire)* (p. 4938).

Adopté : amendement n° 2 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : exclusion du concours d'entrée externe des candidats ayant échoué au troisième concours (p. 4939).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4939).

Art. 3 (*Conditions d'application de la loi : renvoi à un décret en Conseil d'Etat)* (p. 4939).

Adopté : amendement n° 3 de M. Daniel Hoeffel, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 1 : rétablissement du principe de limite d'âge (p. 4939).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4939).

Adoption (14 décembre 1989) (p. 4939).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1989) (p. 5276, 5277).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5276, 5277) : *MM. Daniel Hoeffel, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Pierre Arpaillange, ministre de la justice.*

Ecole nationale d'administration (troisième concours) (limite d'âge) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 5276), *Hoeffel (Daniel)* (p. 5276).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5277).

Art. 1er, 2 et 3 (p. 5277).

Adoption (20 décembre 1989) (p. 5277).

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)

Voir *Code pénal,* **1**
Politique économique et sociale, **1**
Rappels au règlement, **23**

Exploitants agricoles

Voir *Lois de finances,* **2,** Prestations sociales agricoles - (Budget annexe)
Questions au Gouvernement n° **83**
Questions orales avec débat n° **76**

Exploitations agricoles

Voir *Agriculture,* **2**

Expropriation

Voir *Urbanisme,* **1**

Extraditions

Voir *Traités et conventions,* **6**

F

Famille

Voir *Action sanitaire et sociale*, **1**
Lois de finances, **2**, Solidarité, santé et protection sociale
Questions au Gouvernement n° **129** ; n° **162**

1. – **Projet de loi relatif à la protection de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, et par Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille (19 avril 1989) [n° **261** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Henri Collard (26 avril 1989) [n° **270** (88-89)] – Discussion (2 mai 1989) – (Discussion gênérale commune avec celle du projet de loi n° 260 (88-89) – Enfance 1) – Adoption (2 mai 1989) [n° **68**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (3 mai 1989) [n° **646** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Bioulac (2 octobre 1989) [n° **894** (9e lég.)] – Discussion (2 octobre 1989) – Adoption (2 octobre 1989) [n° **173**].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à la protection et à la promotion de la santé...** » (le reste sans changement).

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (5 octobre 1989) [n° **3** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de Mme Nelly Rodi (11 octobre 1989) [n° **10** (89-90)] – Discussion (18 octobre 1989) – Adoption (18 octobre 1989) [n° **2**].

NOUVEL INTITULE : **Intitulé initial.**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 octobre 1989) [n° **946** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bernard Bioulac (16 novembre 1989) [n° **1015** (9e lég.)] – Discussion (28 novembre 1989) – Adoption (28 novembre 1989) [n° **196**].

NOUVEL INTITULE : **Intitulé adopté en 1re lecture à l'Assemblée nationale.**

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (28 novembre 1989) [n° **86** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Bernard Bioulac (5 décembre 1989) [n° **1052 (9e lég)**] – Discussion (7 décembre 1989) – Adoption (7 décembre 1989) [n° **208**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de Mme Nelly Rodi (5 décembre 1989) [n° **94** (89-90)] – Discussion (11 décembre 1989) – Adoption (11 décembre 1989) [n° **29**].

PROMULGATION : Loi n° 89-899 du 18 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 19 décembre 1989) – Rectificatif (*J.O.* Lois et décrets du 25 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(2 mai 1989) (p. 501, 534).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 501, 518) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 260 (88-89) – Enfance 1) : *Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; Henri Collard, rapporteur de la commission des affaires sociales (projet de loi relatif à la protection de la santé de la famille et de l'enfance) ; Mme Hélène Missoffe, rapporteur de la commission des affaires sociales (projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs) ; MM. Charles Bonifay, Raymond Poirier, Guy Robert, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Maurice Arreckx.*

Action sanitaire et sociale : *Dorlhac (Hélène)* (p. 502).

Aide sociale à l'enfance : *Bonifay (Charles)* (p. 510) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 508).

Assurance maladie maternité : *Dorlhac (Hélène)* (p. 503).

Code de la famille et de l'aide sociale : *Dorlhac (Hélène)* (p. 501, 504) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 509).

Code de la santé publique : *Dorlhac (Hélène)* (p. 501, 502).

Code de la sécurité sociale : *Dorlhac (Hélène)* (p. 501).

Code pénal : *Missoffe (Hélène)* (p. 509) ; *Robert (Guy)* (p. 511).

Communication audiovisuelle : *Arreckx (Maurice)* (p. 516).

Congé prénatal : *Collard (Henri)* (p. 506).

Décentralisation : *Arreckx (Maurice)* (p. 516) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 514) ; *Bonifay (Charles)* (p. 510) ; *Collard (Henri)* (p. 506, 507) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 502, 517) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 508) ; *Poirier (Raymond)* (p. 511) ; *Robert (Guy)* (p. 512).

Enfance : *Arreckx (Maurice)* (p. 516) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 513) ; *Collard (Henri)* (p. 505, 507) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 502, 503, 505).

Enfance martyre : *Arreckx (Maurice)* (p. 516) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 515) ; *Bonifay (Charles)* (p. 510) ; *Collard (Henri)* (p. 507) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 503, 504, 517, 518) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 508, 509) ; *Poirier (Raymond)* (p. 511) ; *Robert (Guy)* (p. 511, 512).

Enfance (protection) : *Missoffe (Hélène)* (p. 508).

Famille : *Arreckx (Maurice)* (p. 516) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 513) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 503).

Grossesse : *Collard (Henri)* (p. 505, 507) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 502, 517).

Information : *Missoffe (Hélène)* (p. 509).

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) : *Collard (Henri)* (p. 506).

Juges des enfants : *Dorlhac (Hélène)* (p. 517).

Mineurs (d'âge) : *Arreckx (Maurice)* (p. 516) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 504, 505) ; *Robert (Guy)* (p. 511).

Mortalité : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 514) ; *Collard (Henri)* (p. 505).

Parlement (rôle) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 512).

Personnes âgées : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 515).

Prématurité : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 514) ; *Collard (Henri)* (p. 506).

Procédure parlementaire : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 513).

Protection maternelle et infantile (PMI) : *Arreckx (Maurice)* (p. 516) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 513, 514, 515) ; *Bonifay (Charles)* (p. 510) ; *Collard (Henri)* (p. 505, 506, 507) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 502, 503, 504, 517) ; *Robert (Guy)* (p. 512).

Viol : *Arreckx (Maurice)* (p. 517) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 503, 504) ; *Poirier (Raymond)* (p. 510).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 518, 534) : *MM. Robert Vizet, Henri Collard, rapporteur ; Mmes Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat ; Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Emmanuel Hamel.*

TITRE Ier

MODIFICATIONS DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

Art. 1er *(Modification de l'intitulé du livre II du code de la santé publique)* – Adopté (p. 518).

Art. 2 *(Chapitres 1, 2 et 3 du titre Ier du livre II du code de la santé publique : articles L. 146 à L. 157 : mission de santé publique – Service départemental de santé maternelle et infan-*

tile – Santé des futurs parents, des femmes enceintes et des jeunes enfants) (p. 518).

ARTICLE L. 146 DU CODE PRECITE (p. 519).

Adoptés : amendements identiques n° 1 de M. Henri Collard, rapporteur et n° 20 de Mme Marie-Claude Beaudeau : rectification de forme – Amendement n° 2 de M. Henri Collard, rapporteur : rôle de conseil des médecins de protection maternelle et infantile (PMI) (p. 519).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 519).

ARTICLE L. 147 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 519).

ARTICLE L. 148 DU CODE PRECITE (p. 519).

Rejeté : amendement n° 21 de Mme Marie-Claude Beaudeau : domaines de qualification des personnels départementaux de la protection maternelle et infantile (p. 520).

– Le texte proposé est adopté (p. 520).

ARTICLE L. 149 DU CODE PRECITE (p. 520).

Adoptés : amendements de M. Henri Collard, rapporteur, n° 3 : consultations et prévention médico-sociale dans les écoles maternelles (p. 521 ; scrutin public n° 122) – Et n° 5 : rédactionnel (p. 522) – Amendement n° 18, de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : actions médico-sociales préventives (p. 521).

Rejetés : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 22 : suivi sanitaire et social préventif à domicile (p. 521) – N° 23 : formation des assistantes maternelles (p. 521) – Et n° 24 : rétablissement des consultations de lutte contre la stérilité, de conseil génétique, d'un service anti-tuberculeux, d'un service anti-vénérien et d'un laboratoire d'analyses médicales (p. 522).

Retiré : amendement n° 4 de M. Henri Collard, rapporteur : surveillance médico-sociale (p. 521).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 522).

ARTICLE L. 150 DU CODE PRECITE (p. 522).

Rejeté : amendement n° 25 de Mme Marie-Claude Beaudeau : contenu des conventions que le département a la faculté de passer pour la gestion des activités de PMI (p. 523).

– Le texte proposé est adopté (p. 523).

ARTICLE L. 151 DU CODE PRECITE (p. 523).

Adopté : amendement n° 6 de M. Henri Collard, rapporteur : garantie du respect du secret professionnel lors de la transmission des dossiers médicaux des enfants suivis à l'école maternelle (p. 523).

Devenu sans objet : amendement n° 19 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat, analogue à l'amendement n° 6 de la commission (p. 523).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 6, est adopté (p. 523).

ARTICLE L. 152 DU CODE PRECITE (p. 523).

Adopté : amendement n° 7 de M. Henri Collard, rapporteur : garantie du libre choix du médecin par la famille (p. 524).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 524).

ARTICLE L. 153 DU CODE PRECITE (p. 524).

Adopté : amendement rédactionnel n° 26 de Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 524).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 524).

ARTICLE L. 154 DU CODE PRECITE (p. 524).

Adopté : amendement n° 8 de M. Henri Collard, rapporteur : premier examen prénatal pratiqué par un médecin (p. 525).

Rejetés : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 27 : libre choix du médecin pour les examens obligatoires pendant la grossesse et après l'accouchement (p. 524) – Et n° 28 : gratuité d'un examen prénatal par mois (p. 525).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 525).

ARTICLE L. 155 DU CODE PRECITE (p. 525).

Retirés : amendements de M. Henri Collard, rapporteur, n° 15 : carnet de maternité utilisable pour l'ensemble des grossesses d'une femme (p. 526) – Et n° 14 (p. 526).

– Le texte proposé est adopté (p. 526).

ARTICLE L. 156 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 526).

ARTICLE L. 157 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 526).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 526).

Art. 3 *(Abrogation, pour coordination, des articles L. 158 à L. 160 et L. 162 du code de la santé publique)* – Adopté (p. 526).

Art. 4 *(Actions de prévention pour les enfants de moins de 6 ans : chapitre 4 du titre Ier du livre II du code la santé publique : articles L. 163 à L. 166)* – Adopté (p. 526).

ARTICLE L. 163 DU CODE PRECITE (p. 526).

Adopté : amendement rédactionnel n° 9 de M. Henri Collard, rapporteur (p. 526).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 526).

ARTICLE L. 164 DU CODE PRECITE (p. 526).

Rejeté : amendement n° 29 de Mme Marie-Claude Beaudeau : caractère social de la prévention pour les enfants de moins de 6 ans (p. 527).

– Le texte proposé est adopté (p. 527).

ARTICLE L. 165 DU CODE PRECITE (p. 527).

Rejeté : amendement n° 30 de Mme Marie-Claude Beaudeau : contenu du carnet de santé (p. 527).

– Le texte proposé est adopté (p. 527).

ARTICLE L. 166 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 527).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 527).

Art. 5 *(Abrogation des articles L. 167 et L. 168 du code de la santé publique)* – Adopté (p. 527).

Art. 6 *(Contrôle des institutions accueillant des enfants de moins de 6 ans : section 2 du chapitre 5 du titre Ier du livre II du code de la santé publique : articles L. 180 à L. 183)* (p. 527).

ARTICLE L. 180 DU CODE PRECITE (p. 527).

Rejetés : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenus par M. Robert Vizet, nos 31 et 32 : avis du médecin responsable du service départemental de protection maternelle et infantile (p. 528) – Et n° 33 : contrôle, sous l'autorité du directeur départemental de la santé, de l'état de santé des personnes exerçant dans les établissements accueillant des enfants de moins de 6 ans et se trouvant en contact avec ces enfants (p. 528).

– Le texte proposé est adopté (p. 528).

ARTICLE L. 181 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 528).

ARTICLE L. 182 DU CODE PRECITE (p. 528).

Adopté : amendement n° 16 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département ou le président du conseil général d'adresser des injonctions aux établissements et services concourant à l'accueil des enfants de moins de 6 ans (p. 529).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 529).

ARTICLE L. 183 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 529).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 529).

Art. 7 *(Insertion d'une section 3 au chapitre 5 du titre Ier du livre II du code de la santé publique, intitulée « lactariums »)* – Adopté (p. 529).

Art. 8 *(Répartition des financements résultants de l'application du titre Ier du livre II du code de la santé publique – Respect du*

secret médical : chapitres 6 et 7 du titre Ier du livre II du code de la santé publique : articles L. 185 à L. 188) (p. 529).

Sur le texte proposé pour l'article L. 186 du code précité.

Adopté : amendement n° 37 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : possibilité de participation financière des organismes d'assurance maladie aux actions de prévention médico-sociale menées par le département (p. 530).

Rejeté : amendement n° 34 de Mme Marie-Claude Beaudeau : possibilité pour le président du conseil général de passer des conventions avec les organismes d'assurance maladie pour financer des actions préventives et éducatives (p. 530 ; scrutin public n° 123).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 531).

Art. 9 *(Abrogation de l'article L. 189 du code de la santé publique et modification, pour coordination, des articles L. 190 et L. 190-1 du code de la santé publique)* – Adopté (p. 531).

Art. 10 *(Mesures d'application prises par décret en Conseil d'Etat : article L. 190-2 nouveau du code de la santé publique)* (p. 531).

Adopté : amendement n° 10 de M. Henri Collard, rapporteur : rectification d'une erreur matérielle (p. 531).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 531).

TITRE II

MODIFICATIONS DU CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

Art. 11 *(Suppression de la déclaration d'infirmité et de la sanction pour absence de déclaration ; possibilité de prise en charge par l'aide sociale de l'examen prénuptial, des examens liés à la surveillance de la grossesse et des actes de médecine préventive destinée aux jeunes enfants : abrogation de l'article L. 176 du code de la famille et de l'aide sociale et article L. 184-1 nouveau de ce même code)* (p. 531).

Adopté : amendement n° 17 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat, relatif à la carte familiale de priorité (p. 531).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 531).

TITRE III

MODIFICATION DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Art. 12 *(Prise en charge financière des centres d'action médico-sociale précoce et des examens médicaux des futurs parents et des jeunes enfants : articles L. 174-13, L. 321-1, L. 331-2, L. 534-1, L. 534-2 et L. 534-3 du code de la sécurité sociale)* (p. 531).

Sur le texte proposé pour l'article L. 174-13 nouveau du code de la sécurité sociale :

Adopté : amendement n° 11 de M. Henri Collard, rapporteur : rectification formelle (p. 532).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 532).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 13 *(Etablissements d'information, de consultation ou de conseil familial ; centres de planification et d'éducation familiale : article 4, alinéa premier, de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967)* (p. 532).

Adopté : amendement rédactionnel n° 38 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat (p. 532).

Retirés : amendement rédactionnel n° 12 de M. Henri Collard, rapporteur (p. 532) – Amendement n° 35 de Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 533).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 533).

Art. 14 *(Dotation globale annuelle des centres d'action médico-sociale précoce : insertion d'un article 26-4 dans la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales)* (p. 533).

Adopté : amendement n° 13 de M. Henri Collard, rapporteur : rectification d'une erreur matérielle (p. 533).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 533).

Art. 15 *(Contrôle de l'Etat sur les lactariums : article 37, 3°, de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat)* – Adopté (p. 533).

Art. 16 *(Validation des autorisations délivrées en application de la législation actuelle, pour exploiter des établissements ou services accueillant des enfants de moins de 6 ans)* – Adopté (p. 533).

Intitulé du projet de loi (p. 533).

Rejeté : amendement n° 36 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Robert Vizet : « Projet de loi relatif à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale au transfert de compétences en matière d'aide sociale et de santé » (p. 534 ; scrutin public n° 124).

– L'intitulé du projet de loi est adopté (p. 534).

Explications de vote sur l'ensemble : *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 534), *M. Emmanuel Hamel* (p. 534).

Adoption (2 mai 1989) (p. 534).

Discussion (deuxième lecture)

(18 octobre 1989) (p. 2593, 2608).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2593, 2598) : *Mmes Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; Nelly Rodi, rapporteur de la commission des affaires sociales ; MM. Marc Boeuf, Jean Madelain, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Décentralisation : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2597, 259).

Ecoles maternelles et primaires : *Boeuf (Marc)* (p. 2594) ; *Madelain (Jean)* (p. 2595).

Procédure parlementaire : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2595) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2597).

Protection maternelle et infantile (PMI) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2596, 2597) ; *Boeuf (Marc)* (p. 2594) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2593) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2598) ; *Madelain (Jean)* (p. 2595) ; *Rodi (Nelly)* (p. 2594).

Santé : *Rodi (Nelly)* (p. 2594).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2598, 2608) : *Mmes Nelly Rodi, rapporteur ; Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat ; Marie-Claude Beaudeau, MM. Marc Boeuf, Pierre Louvot, Bernard Seillier, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Mme Hélène Luc, M. André Bohl.*

Art. 2 (p. 2598).

ART. L. 146 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 2598).

Adopté : amendement de Mme Nelly Rodi, rapporteur : suppression des mots « et à la promotion » (p. 2599 ; scrutin public n° 4).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2599).

ART. L. 148 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 2599).

Adopté : amendement n° 2 de Mme Nelly Rodi, rapporteur : suppression de l'énumération des personnels qualifiés (p. 2600).

Devenu sans objet : amendement n° 12 de M. Claude Estier, soutenu par M. Marc Boeuf : suppression de la fixation par voie réglementaire des exigences de qualification professionnelle (p. 2601).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2601).

ART. L. 149 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 2601).

Adopté : amendement n° 3 de Mme Nelly Rodi, rapporteur : rédactionnel (p. 2601).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2601).

ART. L. 150 ET L. 151 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE – Adoptés (p. 2601).

ART. L. 152 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 2601).

Adoptés : amendements de Mme Nelly Rodi, rapporteur, n° 4 : libre choix du médecin (p. 2602) – N° 5 : rôle du médecin vis à vis des enfants en cas de précarité économique et sociale (p. 2602) – Et n° 6 : information du président du conseil général en cas de précarité économique et sociale de la famille (p. 2603).

Rejeté : sur l'amendement n° 6 de la commission, sous-amendement n° 13 de M. Claude Estier, soutenu par M. Marc Boeuf (p. 2603).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2603).

ART. L. 154 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 2603).

Adopté : amendement n° 7 de Mme Nelly Rodi, rapporteur : rédactionnel (p. 2604).

Rejeté : amendement n° 10 de Mme Marie-Claude Beaudeau : surveillance de la grossesse (p. 2605).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2605).

ART. L. 155 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE – Adopté (p. 2605).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2605).

Art. 4 (p. 2605).

Adopté : amendement n° 8 de Mme Nelly Rodi, rapporteur : propriété et sort du carnet de santé de l'enfant (p. 2605).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2605).

Art. 6 – Adopté (p. 2606).

Art. 8 (p. 2606).

Rejeté : amendement n° 11 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par Mme Hélène Luc : financement de la protection maternelle et infantile (p. 2607).

– L'article 8 est adopté (p. 2607).

Art. 10 bis (p. 2607).

Parole sur l'article : *M. André Bohl* (p. 2607).

– L'article 10 bis est adopté (p. 2607).

Art. 11 et 12 – Adoptés (p. 2607).

Intitulé du projet de loi (p. 2607).

Adopté : amendement n° 9 de Mme Nelly Rodi, rapporteur : coordination avec la modification introduite à l'article 2 (p. 2608).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 2608).

Explications de vote sur l'ensemble : *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 2608), *intervention de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat* (p. 2608) ; *M. Marc Boeuf* (p. 2608).

Adoption (18 octobre 1989) (p. 2608).

Discussion (commission mixte paritaire)

(11 décembre 1989) (p. 4759, 4764).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4759, 4762) : *Mmes Nelly Rodi, rapporteur de la commission mixte paritaire ; Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; Marie-Claude Beaudeau, MM. Guy Penne, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Décentralisation : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4759) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4761).

Protection maternelle et infantile (PMI) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4760, 4761) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 4760) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4762) ; *Rodi (Nelly)* (p. 4759).

Santé : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4760) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4761) ; *Penne (Guy)* (p. 4761).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4762, 4764)

Art. 2 (p. 4762).

Art. 4 et 12 (p. 4763).

Adoption (11 décembre 1989) (p. 4764).

Femme (droits)

Voir *Travail*, **2**

1. – **Proposition de loi tendant à améliorer la protection de la femme enceinte au travail,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 19 janvier 1989) [n° **203** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Fêtes et cérémonies publiques

Voir *Questions au Gouvernement* n° **78** ; n° **118**
Rappels au règlement, **8** ; **19**

Fêtes légales

1. – **Proposition de loi tendant à reconnaître officiellement le caractère de journée nationale du souvenir et du recueillement à la journée du 19 mars, date anniversaire du cessez-le-feu en Algérie en 1962,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 16 janvier 1989) [n° **192** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Finances locales

Voir *Questions au Gouvernement* n° **114** ; n° **124** ; n° **131** ; n° **153**
Questions orales avec débat n° **51**
Questions orales sans débat n° **115** ; n° **117** ; n° **120**
Rapports d'information, **8**

1. – **Proposition de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 7 février 1989) [n° **206 rect.** (88-89] – Renvoi à la commission des finances.

Finances publiques

Voir *Lois de finances*, **2**

Finlande

Voir *Traités et conventions*, **1**

Fiscalité

Voir *Lois de finances*, **2**, Industrie et aménagement du territoire - I – Industrie - III - Commerce et artisanat ; Recherche et technologie

Lois de finances rectificatives. **1**
Plan, **1**
Questions au Gouvernement n° **163** ; n° **171**
Questions orales avec débat n° **33**
Traités et conventions. **27** ; **28** ; **29** ; **30** ; **34** ; **35** ; **37**

Fiscalité locale

Voir *Impôts locaux*, **1**
Questions orales avec débat n° **51**

Fonction publique

Voir *Fonctionnaires et agents publics*, **1** ; **2**
Justice, **3**
Lois de finances, **2**, Services du Premier ministre - I - Services généraux (dont fonction publique) – Economie sociale
Questions au Gouvernement n° **79** ; n° **89** ; n° **140** ; n° **141**

1. – **Proposition de loi tendant à la création d'un Conseil national des services publics et relative aux conseils départementaux et locaux des services publics,** PRESENTEE AU SENAT, par M. René Régnault, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 7 février 1989) [n° **207** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à étendre le code du travail aux agents contractuels de la fonction publique,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Roger Husson, sénateur (6 avril 1989) [n° **241** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Proposition de loi tendant à la création d'une agence interministérielle aux personnels non titulaires,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Roger Husson, sénateur, (6 avril 1989) [n° **242** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Fonction publique de l'Etat

Voir *Examens et concours*, **1**

Fonction publique territoriale

Voir *Questions au Gouvernement* n° **192**

1. – **Proposition de loi relative à la fonction publique territoriale,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 16 janvier 1989) [n° **194** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Philippe François, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 17 février 1989) [n° **216** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Fonctionnaires et agents publics

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, **3**
Justice, **3**
Lois de finances, **2**, Intérieur
Police, **1**
Questions au Gouvernement n° **115** ; n° **143**
Questions orales sans débat n° **33**
Sénat, **1**
Transports aériens, **2**

1. – **Proposition de loi relative à la promotion et à l'avancement des fonctionnaires titulaires de l'Etat placés en position de détachement et relevant des corps d'éducation, de direction, d'orientation et de formation du ministère de l'éducation nationale,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques Habert, sénateur (19 mai 1989) [n° **316** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi relatif au congé parental et à diverses validations,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique (9 mai 1989) [n° **649** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Martine David (1er juin 1989) [n° **716** (88-89)] – Urgence – Discussion (2 juin 1989) – Adoption (2 juin 1989) [n° **109**].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif au congé parental et à diverses validations et reportant la date d'entrée en vigueur de la réforme des modalités de liquidation et de versement aux instituteurs de l'indemnité communale représentative de logement** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 juin 1989) [n° **350** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Guy Penne (20 juin 1989) [n° **400** (88-89)] – Discussion (30 juin 1989) – Adoption (30 juin 1989) [n° **117**].

PROMULGATION : Loi n° 89-446 du 10 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1989) (p. 2094, 2096).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2094, 2095) : *MM. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives ; Guy Penne, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jacques Bellanger.*

Ce projet de loi avait pour objectif initial d'étendre aux militaires les nouvelles dispositions relatives au congé parental et de confirmer des concours et nominations. L'Assemblée nationale lui a ajouté un article concernant l'indemnité de logement due aux instituteurs qui ne peuvent pas bénéficier d'un logement de fonction.

Militaires : *Bellanger (Jacques)* (p. 2196) ; *Durafour (Michel)* (p. 2194).

Retraites : *Durafour (Michel)* (p. 2196) ; *Penne (Guy)* (p. 2195).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2196).

Art. 1er *(Extension aux personnels militaires des dispositions applicables aux fonctionnaires civils en matière de congé parental : articles 53, 57 et 67-1 de la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des fonctionnaires)* – Adopté (p. 2196).

Art. 2 *(Validation des concours d'internat de l'année 1984)* – Adopté (p. 2196).

Art. 3 *(Validation de nominations dans les corps de l'inspection générale de l'administration et des inspections générales relevant des affaires sociales)* – Adopté (p. 2196).

Art. 4 *(Paiement de l'indemnité de logement due aux instituteurs)* – Adopté (p. 2196).

Adoption (30 juin 1989) (p. 2196).

Fondations

1. – **Projet de loi relatif aux fondations et modifiant la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de la culture (5 octobre 1989) [n° **4** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Fonds européen de développement régional (FEDER)

Voir *Questions orales sans débat* n° **81**

Forêts

Voir *Lois de finances*, **2**, Agriculture et forêt
Questions orales avec débat n° **76**
Rapports du Gouvernement, **16**

Forêts (incendies)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **138**
Questions orales sans débat n° **103**

Formation professionnelle

Voir *Emploi*, **1**
Lois de finances, **2**, Industrie et aménagement du territoire - III - Commerce et artisanat
Plan, **1**
Questions au Gouvernement n° **177**
Sécurité sociale, **4**

Français de l'étranger

Voir *Lois de finances*, **2**, Affaires étrangères ; Anciens combattants
Questions orales sans débat n° **93**
Rappels au règlement, **3**

1. – **Proposition de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 modifiée, relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Cantegrit, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 7 mars 1989) [n° **222 rect.** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Daniel Hoeffel (6 décembre 1989) [n° **102** (89-90)] – Discussion (18 décembre 1989) – Adoption (18 décembre 1989) [n° **58**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1989) [n° **1129** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1989) (p. 5133, 5162).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5133, 5144) : *M. Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois ; Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères ; MM. Jean-Pierre Cantegrit, Xavier de Villepin, Jean-Pierre Bayle, Jacques Habert, Guy Penne, Pierre Biarnès.*

Afrique : *Avice (Edwige)* (p. 5144) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5139).

Allocations familiales : *Habert (Jacques)* (p. 5143).

Associations : *Habert (Jacques)* (p. 5140).

Conseil supérieur des Français de l'étranger (commission des droits) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 5138) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5134).

Consulats : *Avice (Edwige)* (p. 5137, 5143).

Elections des délégués (mode de scrutin) : *Avice (Edwige)* (p. 5136) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5140) ; *Biarnès (Pierre)* (p. 5142) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 5137, 5138) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5135).

Fiscalité : *Villepin (Xavier de)* (p. 5139).

Français de l'étranger : *Avice (Edwige)* (p. 5135, 5136) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5140) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 5137) ; *Habert (Jacques)* (p. 5142) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5139).

Informatique : *Avice (Edwige)* (p. 5137).

Investissements à l'étranger : *Avice (Edwige)* (p. 5137).

Militaires : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5141) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 5138) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5134) ; *Penne (Guy)* (p. 5141).

Visas : *Avice (Edwige)* (p. 5137).

Votes par procuration : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5141) ; *Penne (Guy)* (p. 5142).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5144, 5162) : *Mme Edwige Avice, ministre ; MM. Daniel Hoeffel, rapporteur ; Jean-Pierre Bayle, Jean-Pierre Cantegrit, Guy Penne, Jacques Habert, Pierre Biarnès, Paul d'Ornano, Guy Penne.*

Art. 1er *(Rôle et missions du Conseil supérieur des Français de l'étranger)* (p. 5144).

Rejeté : amendement n° 6 de Mme Edwige Avice, ministre : restrictions apportées au rôle consultatif du Conseil supérieur des Français de l'étranger (p. 5146).

– L'article 1er est adopté (p. 5146).

Art. 2 *(Durée du mandat des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger)* (p. 5146).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Bayle : suppression de cet article (p. 5147).

– L'article 2 est adopté (p. 5147).

Art. 3 *(Personnalités désignées en raison de leur compétence)* – Adopté (p. 5147).

Art. 4 *(Représentation des militaires français stationnant à l'étanger ; représentation des français établis dans la Principauté d'Andorre)* (p. 5147).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Cantegrit : suppression de la désignation par le ministre des affaires étrangères de deux représentants des militaires français stationnant à l'étranger (p. 5148).

Devenus sans objet : amendements identiques n° 3 de M. Jean-Pierre Bayle, soutenu par M. Guy Penne et n° 7 de Mme Edwige Avice, ministre : analogues à l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Cantegrit (p. 5148).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5148).

Art. 5 *(Prérogatives et indemnités des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; réparation des dommages résultant d'accidents subis par les membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger dans l'exercice de leurs fonctions ; non-publicité des débats de l'Assemblée plénière)* (p. 5148).

Adoptés : amendements de Mme Edwige Avice, ministre, n° 8 : fixation par décret des conditions dans lesquelles les membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger bénéficient du remboursement des frais encourus dans l'exercice de leur mandat (p. 5150) – N° 9 : conditions de prise en charge des frais de transport et de séjour (p. 5151) – Et n° 10 : fixation par décret des conditions dans lesquelles les membres du Conseil supérieur sont indemnisés des dommages résultant des accidents subis dans l'exercice de leurs fonctions (p. 5152).

Rejeté : amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Bayle : publicité des débats de l'Assemblée plénière du Conseil supérieur des Français de l'étranger (p. 5154).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 5154).

Art. 6 *(Droit de vote des militaires stationnant à l'étranger)* (p. 5154).

Adopté : amendement n° 12 de Mme Edwige Avice, ministre : retour aux dispositions de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 (p. 5155).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 5155).

Art. 7 *(Durée du mandat des membres des commissions administratives)* – Adopté (p. 5155).

Art. 8 *(Adaptation de certaines dispositions du code électoral à l'établissement et à la révision des listes électorales en vue de l'élection au Conseil supérieur des Français de l'étranger)* – Adopté (p. 5155).

Art. 9 *(Adaptation de certaines dispositions du code électoral à l'établissement et à la révision des listes électorales en vue de*

l'élection au Conseil supérieur des Français de l'étranger : contentieux des radiations d'office et des inscriptions lors de l'établissement et de la révision des listes électorales) – Adopté (p. 5155).

Art. 10 *(Inscription sur les listes électorales en dehors des périodes annuelles de révision)* – Adopté (p. 5156).

Art. 11 *(Adaptation de certaines dispositions du code électoral à l'établissement et à la révision des listes électorales en vue de l'élection au Conseil supérieur des Français de l'étranger : rectifications des listes électorales dans les cas d'inscriptions multiples)* (p. 5156).

Adopté : amendement n° 13 de Mme Edwige Avice, ministre : simplification de la procédure (p. 5156).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 5156).

Art. 12 et Tableau n° 2 annexé *(Délimitation des circonscriptions électorales)* – Adoptés (p. 5158).

Art. 13 *(Inéligibilité des membres des forces armées stationnées à l'étranger)* – Adopté (p. 5159).

Art. 14 *(Perte de leur mandat par les membres élus en cas de départ de leurs circonscriptions électorales)* – Adopté (p. 5159).

Art. 15 *(Vote par procuration)* (p. 5159).

Rejeté : amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Bayle : suppression de la faculté de voter par procuration (p. 5160).

– L'article 15 est adopté (p. 5160).

Art. 16 *(Mode de scrutin applicable à l'élection au Conseil supérieur des Français de l'étranger)* – Adopté (p. 5160).

Art. 17 *(Nombre de candidats figurant sur une même liste)* (p. 5160).

Parole sur l'article : *M. Guy Penne* (p. 5160, 5161), *Mme Edwige Avice* (p. 5161).

Adopté : amendement n° 14 de Mme Ewige Avice, ministre : augmentation du nombre maximum de candidats figurant sur une même liste (p. 5161).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 5161).

Art. 18 *(Conditions d'expiration des mandats des remplaçants ; règles de déroulement des élections partielles)* – Adopté (p. 5161).

Art. 19 *(Modalités d'entrée en vigueur de la loi)* – Adopté (p. 5161).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Paul d'Ornano* (p. 5161, 5162), *Jean-Pierre Bayle* (p. 5162), *Pierre Biarnès* (p. 5162).

Adoption (18 décembre 1989) (p. 5162).

2. – **Proposition de loi organique précisant et complétant le domaine de la loi, en application de l'article 34, dernier alinéa, de la Constitution, en ce qui concerne le Conseil supérieur des Français de l'étranger,** PRESENTEE AU SENAT, par MM. Charles de Cuttoli, Paul d'Ornano et Jean Barras, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 - 31 août 1989) [n° **479** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Français détenus à l'étranger

Voir *Rappels au règlement*, **51**

Francophonie

Voir *Associations*, **4**
Lois de finances, **2**, Affaires étrangères
Questions au Gouvernement n° **95**
Questions orales sans débat n° **69** ; n° **72**

Fraude électorale

Voir *Conseil constitutionnel*, **1**
Elections, **1**

Fraude et évasion fiscales

Voir *Questions au Gouvernement* n° **171**

Frontières

Voir *Traités et conventions*, **31**

Fruits et légumes

Voir *Questions orales sans débat* n° **63**
Traités et conventions, **15**

G

Gendarmerie

Voir *Terrorisme*, **1**

Gendarmerie nationale

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, **1**
Lois de finances, **2**, Défense
Questions au Gouvernement n° **136** ; n° **183**
Terrorisme, **1**

Géographie

1. – **Proposition de loi tendant à rétablir en France métropolitaine un régime horaire conforme aux exigences de la situation géographique de notre pays,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles de Cuttoli, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 mai 1989) [n° **310** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Gers (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **55**

Gouvernement

Voir *Motions d'ordre (procédure parlementaire)*, **2**
Rappels au règlement, **50**

Gouvernement (déclarations)

Voir *Procès-verbal*, **3**

1. – **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur l'avenir, les missions et les moyens du secteur public audiovisuel,** PRONONCEE AU SENAT par M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire et par Mme Catherine Tasca, ministre délégué chargé de la communication (1er juin 1989) [n° **347** (88-89)] – Discussion (1er juin 1989) (p. 1029, 1056).

M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire ; Mme Catherine Tasca, ministre délégué chargé de la communication ; MM. Claude Estier, Jean Cluzel, Adrien Gouteyron, Ivan Renar, Pierre-Christian Taittinger, François Autain, Jean Arthuis, Emmanuel Hamel, Jacques Habert, Jacques Carat, Xavier de Villepin, Jean-Jacques Robert, Maurice Schumann.

Afrique : *Villepin (Xavier de)* (p. 1052).

Audiovisuel (programmes) : *Autain (François)* (p. 1046) ; *Estier (Claude)* (p. 1034) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1038, 1039) ; *Lang (Jack)* (p. 1029, 1030) ; *Renar (Ivan)* (p. 1041, 1042) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1045) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1031, 1032, 1053).

Audiovisuel (technologie) : *Carat (Jacques)* (p. 1051).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Villepin (Xavier de)* (p. 1051).

Communautés européennes (directives) : *Renar (Ivan)* (p. 1041, 1042).

Communication audiovisuelle : *Lang (Jack)* (p. 1030) ; *Renar (Ivan)* (p. 1040, 1044).

Communication audiovisuelle extérieure : *Tasca (Catherine)* (p. 1032, 1054) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1052).

Communication audiovisuelle (réformes) : *Cluzel (Jean)* (p. 1036) ; *Lang (Jack)* (p. 1029).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : *Lang (Jack)* (p. 1030).

Création audiovisuelle : *Cluzel (Jean)* (p. 1035, 1036, 1037) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1039) ; *Renar (Ivan)* (p. 1041, 1042).

Création audiovisuelle (coopération européenne) : *Renar (Ivan)* (p. 1043).

Culture : *Renar (Ivan)* (p. 1042) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1045) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1032).

Etats généraux de la culture : *Renar (Ivan)* (p. 1042).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Renar (Ivan)* (p. 1042).

Europe : *Renar (Ivan)* (p. 1043).

France Régions 3 (FR3) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 1039) ; *Renar (Ivan)* (p. 1041) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1033, 1054).

Francophonie : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1052) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1052).

Fréquences hertziennes : *Carat (Jacques)* (p. 1051).

Gouvernement (déclarations) : *Tasca (Catherine)* (p. 1053).

Groupes de travail : *Cluzel (Jean)* (p. 1036) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1038) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1032, 1053).

Information : *Arthuis (Jean)* (p. 1047) ; *Renar (Ivan)* (p. 1042) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1044) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1055).

Langue et culture françaises : *Renar (Ivan)* (p. 1043) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1051).

Musique : *Carat (Jacques)* (p. 1050) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1055) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1055).

Opéra (Bastille) : *Schumann (Maurice)* (p. 1055).

Privatisations : *Estier (Claude)* (p. 1034) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1044).

Procédure parlementaire (suppléance d'un sénateur) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1050).

Production : *Gouteyron (Adrien)* (p. 1039).

Publicité : *Autain (François)* (p. 1046) ; *Cluzel (Jean)* (p. 1036) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1040) ; *Renar (Ivan)* (p. 1041) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1056).

Publicité (données chiffrées) : *Renar (Ivan)* (p. 1042).

Radiodiffusion et télévision : *Tasca (Catherine)* (p. 1053).

Radio France : *Arthuis (Jean)* (p. 1046, 1047) ; *Carat (Jacques)* (p. 1050, 1051) ; *Estier (Claude)* (p. 1035) ; *Renar (Ivan)* (p. 1043) ; *Schumann (Maurice)* (p. 1055) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1045) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1033, 1054, 1055).

Radio France internationale (RFI) : *Cluzel (Jean)* (p. 1037) ; *Estier (Claude)* (p. 1035) ; *Habert (Jacques)* (p. 1050) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1047, 1048) ; *Lang (Jack)* (p. 1030) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1054, 1055) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1051, 1052).

Radio France internationale (RFI) (données chiffrées) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1048).

Radio France internationale (RFI) (financement) : *Habert (Jacques)* (p. 1050) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1048).

Radio France internationale (RFI) (plan de développement) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1049).

Radio France outre-mer (RFO) : *Estier (Claude)* (p. 1035) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1033) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1051).

Redevance de radiodiffusion télévision : *Autain (François)* (p. 1046) ; *Carat (Jacques)* (p. 1051) ; *Lang (Jack)* (p. 1030) ; *Renar (Ivan)* (p. 1041) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1052).

Régions : *Tasca (Catherine)* (p. 1032, 1033).

Réponse à M. Arthuis : *Tasca (Catherine)* (p. 1054).

Réponse à M. Autain : *Tasca (Catherine)* (p. 1055).

Réponse à M. Carat : *Tasca (Catherine)* (p. 1054).

Réponse à M. Cluzel : *Tasca (Catherine)* (p. 1053).

Réponse à M. Estier : *Tasca (Catherine)* (p. 1053, 1055).

Réponse à M. Gouteyron : *Tasca (Catherine)* (p. 1053).

Réponse à M. Hamel : *Tasca (Catherine)* (p. 1054).

Réponse à M. Renar : *Tasca (Catherine)* (p. 1053, 1055).

Réponse à M. Taittinger : *Tasca (Catherine)* (p. 1055).

Réponse à M. de Villepin : *Tasca (Catherine)* (p. 1054).

Satellites : *Habert (Jacques)* (p. 1050) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1049) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1054).

Sénégal : *Villepin (Xavier de)* (p. 1052).

Service public : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1044).

Société française de production et de création audiovisuelle (SFP) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 1039) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1054).

Taxes parafiscales : *Autain (François)* (p. 1046) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1056).

Télévision (audience) : *Cluzel (Jean)* (p. 1037) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1044).

Télévision (financement) : *Autain (François)* (p. 1045, 1046) ; *Cluzel (Jean)* (p. 1037) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1038, 1040) ; *Lang (Jack)* (p. 1030) ; *Renar (Ivan)* (p. 1041) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1053) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1055, 1056).

Télévisions de secteur public : *Autain (François)* (p. 1045, 1046) ; *Cluzel (Jean)* (p. 1036) ; *Estier (Claude)* (p. 1034, 1035) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1039) ; *Lang (Jack)* (p. 1030) ; *Renar (Ivan)* (p. 1040, 1041, 1043) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1052) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1044) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1031, 1032, 1053).

Télévisions de secteur public (gestion) : *Cluzel (Jean)* (p. 1037) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1040) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1033).

Télévisions de secteur public (présidence commune) : *Lang (Jack)* (p. 1031) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1053).

Télévisions (financement) : *Estier (Claude)* (p. 1034).

Télévisions privées : *Estier (Claude)* (p. 1034) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 1038) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1052) ; *Tasca (Catherine)* (p. 1056).

Thaïlande : *Villepin (Xavier de)* (p. 1051).

2. – **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation de l'industrie textile,** PRONONCEE AU SENAT par M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire (30 juin 1989) [n° **443** (88-89)] – Discussion (30 juin 1989) (p. 2180, 2194).

MM. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire ; Louis Brives, Christian Poncelet, Ivan Renar, Michel Miroudot, Germain Authié, Pierre Lacour, Maurice Schumann, André Diligent, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire.

Accords multifibres (AMF) : *Authié (Germain)* (p. 2186) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2181, 2186, 2187) ; *Kouchner (Bernard)* (p. 2193) ; *Miroudot (Michel)* (p. 2186).

Chine : *Fauroux (Roger)* (p. 2187).

Chômage partiel : *Fauroux (Roger)* (p. 2188) ; *Kouchner (Bernard)* (p. 2194) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2190).

Communauté économique européenne (CEE) : *Brives (Louis)* (p. 2183) ; *Kouchner (Bernard)* (p. 2192) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2190) ; *Renar (Ivan)* (p. 2184) ; *Schumann (Maurice)* (p. 2189).

Communes rurales : *Lacour (Pierre)* (p. 2190).

Compétitivité économique : *Brives (Louis)* (p. 2182) ; *Renar (Ivan)* (p. 2185).

Concurrence internationale : *Fauroux (Roger)* (p. 2180) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2183) ; *Schumann (Maurice)* (p. 2189).

Consommation : *Renar (Ivan)* (p. 2185).

Emploi : *Schumann (Maurice)* (p. 2189).

Entreprises (charges) : *Fauroux (Roger)* (p. 2181) ; *Miroudot (Michel)* (p. 2185).

Entreprises (financement) : *Poncelet (Christian)* (p. 2184).

Entreprises (fiscalité) : *Kouchner (Bernard)* (p. 2193) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2190) ; *Miroudot (Michel)* (p. 2185) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2183).

Exportations : *Schumann (Maurice)* (p. 2188).

Formation professionnelle : *Kouchner (Bernard)* (p. 2193).

Importations : *Brives (Louis)* (p. 2182).

Investissements : *Fauroux (Roger)* (p. 2180) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2190).

Licenciements : *Brives (Louis)* (p. 2182) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2188) ; *Renar (Ivan)* (p. 2184).

Lorraine (région) : *Poncelet (Christian)* (p. 2183).

Midi-Pyrénées (région) : *Brives (Louis)* (p. 2182).

Pays en voie de développement (PVD) : *Fauroux (Roger)* (p. 2181) ; *Kouchner (Bernard)* (p. 2192).

Pouvoirs publics : *Diligent (André)* (p. 2191).

Saône (Haute) (département) : *Miroudot (Michel)* (p. 2185).

Technologies nouvelles : *Diligent (André)* (p. 2191) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2187) ; *Kouchner (Bernard)* (p. 2193, 2194).

Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Fauroux (Roger)* (p. 2187).

3. – **Déclaration de politique générale du Gouvernement, portant sur la politique étrangère de la France à l'égard de l'évolution des pays de l'Europe de l'Est, suivie d'un débat et d'un vote sur cette déclaration,** en application de l'article 49, quatrième alinéa, de la Constitution – APPROBATION DEMANDEE AU SENAT par M. Michel Rocard, Premier ministre (20 novembre 1989) [n° **57** (89-90)] – Discussion (20 novembre 1989) (p. 3481, 3510).

MM. Michel Rocard, Premier ministre ; Roland Dumas, ministre des affaires étrangères ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Daniel Hoeffel, Christian Bonnet, Maurice Couve de Murville, Jean Garcia, Jean François-Poncet, Claude Estier, Jacques Habert, Jacques Golliet, Michel Poniatowski, Jacques Chaumont, Louis Jung, Jacques Larché, Yvon Bourges.

Accords internationaux : *Bourges (Yvon)* (p. 3501) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3489) ; *Dumas (Roland)* (p. 3482, 3503).

Associations : *Bonnet (Christian)* (p. 3488).

Berlin (mur de) : *Estier (Claude)* (p. 3494) ; *Rocard (Michel)* (p. 3481).

Bulgarie : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3488).

Chômage : *François-Poncet (Jean)* (p. 3492) ; *Garcia (Jean)* (p. 3491).

Communauté économique européenne (CEE) : *Chaumont (Jacques)* (p. 3498) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3489) ; *Dumas (Roland)* (p. 3483, 3484, 3503) ; *Estier (Claude)* (p. 3494) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3492, 3493) ; *Garcia (Jean)* (p. 3491) ; *Habert (Jacques)* (p. 3496) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3487) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3485, 3486) ; *Poniatowski (Michel)* (p. 3498) ; *Rocard (Michel)* (p. 3504).

Communautés européennes : *Lecanuet (Jean)* (p. 3486).

Conseil européen : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3489) ; *Dumas (Roland)* (p. 3484) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3487) ; *Jung (Louis)* (p. 3499).

Coopération : *Dumas (Roland)* (p. 3502) ; *Jung (Louis)* (p. 3499).

Culture : *Estier (Claude)* (p. 3495).

Démocratie : *Dumas (Roland)* (p. 3483) ; *Garcia (Jean)* (p. 3491) ; *Golliet (Jacques)* (p. 3496).

Elections : *Bonnet (Christian)* (p. 3488) ; *Bourges (Yvon)* (p. 3500) ; *Estier (Claude)* (p. 3494) ; *Rocard (Michel)* (p. 3504).

Europe : *Bourges (Yvon)* (p. 3501) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3489) ; *Dumas (Roland)* (p. 3482) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3492) ; *Garcia (Jean)* (p. 3492) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3484).

Europe de l'Est : Voir Pays socialistes.

France : *François-Poncet (Jean)* (p. 3493) ; *Golliet (Jacques)* (p. 3497) ; *Rocard (Michel)* (p. 3504).

Hongrie : *Bonnet (Christian)* (p. 3488) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3488) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3485, 3486).

Langues et cultures étrangères : *Hoeffel (Daniel)* (p. 3487).

Libéralisme : *Lecanuet (Jean)* (p. 3485).

Opinion publique : *Golliet (Jacques)* (p. 3496) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3484).

Pays en voie de développement (PVD) : *Estier (Claude)* (p. 3495).

Pays socialistes : *Bourges (Yvon)* (p. 3500) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 3498) ; *Dumas (Roland)* (p. 3482, 3501, 3502) ; *Estier (Claude)* (p. 3493, 3494) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3493) ; *Garcia (Jean)* (p. 3490, 3491) ; *Golliet (Jacques)* (p. 3497) ; *Habert (Jacques)* (p. 3495) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3487) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3485) ; *Poniatowski (Michel)* (p. 3498).

Perestroïka : *Bourges (Yvon)* (p. 3501) ; *Garcia (Jean)* (p. 3490) ; *Habert (Jacques)* (p. 3495).

Pologne : *Bonnet (Christian)* (p. 3488) ; *Bourges (Yvon)* (p. 3500) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 3499) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3488) ; *Dumas (Roland)* (p. 3483, 3502) ; *Estier (Claude)* (p. 3495) ; *Larché (Jacques)* (p. 3500) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3485, 3486).

Relations diplomatiques : *Bourges (Yvon)* (p. 3500) ; *Rocard (Michel)* (p. 3481).

République démocratique allemande (RDA) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3489) ; *Dumas (Roland)* (p. 3483) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3493) ; *Jung (Louis)* (p. 3499).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3489) ; *Dumas (Roland)* (p. 3483) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3493) ; *Habert (Jacques)* (p. 3496) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3487).

Tchécoslovaquie : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3488).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 3489) ; *Garcia (Jean)* (p. 3490) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 3485) ; *Poniatowski (Michel)* (p. 3498).

Explications de vote : *MM. Etienne Dailly* (p. 3505, 3506), *Robert Pontillon* (p. 3506), *Marcel Lucotte* (p. 3506, 3507), *Ernest Cartigny* (p. 3507), *Robert Vizet* (p. 3507, 3508), *Josselin de Rohan* (p. 3509, 3510).

Scrutin public à la tribune n° 43 (p. 3510).

Approbation de la déclaration de politique générale (20 novembre 1989) (p. 3510).

Grâce et amnistie

Voir *Allocutions et communications*, **46**

1. – **Proposition de loi relative à l'amnistie dans les départements et territoires d'outre-mer,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Henri Bangou, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 mai 1989) [n° **314** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Marcel Rudloff avec le projet de loi n° **354** (88-89) – Grâce et amnistie **2** (7 juin 1989) [n° **365** (88-89)].

2. – **Projet de loi portant amnistie,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice et par M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer (23 mai 1989) [n° **702** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Jean-Pierre Michel avec les propositions de loi n° 502 et 695 (9e lég.) (1er juin 1989) [n° **722** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (5 juin 1989) – Adoption (5 juin 1989) [n° **113**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 juin 1989) [n° **354** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun de M. Marcel Rudloff avec la proposition de loi n° 314 (88-89) – Grâce et amnistie 1 (7 juin 1989) [n° **365** (88-89)] – Discussion (12 juin 1989) – Rejet (12 juin 1989) [n° **93**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 juin 1989) [n° **746** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Michel (22 juin 1989) [n° **809** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Marcel Rudloff (22 juin 1989) [n° **413** (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (13 juin 1989) [n° **746** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (23 juin 1989) [n° **818** (9e lég.)] – Discussion (30 juin 1989) – Adoption (30 juin 1989) [n° **151**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (30 juin 1989) [n° **448** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (30 juin 1989) [n° **449** (88-89)] – Discussion (3 juillet 1989) – Rejet (3 juillet 1989) [n° **132**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (3 juillet 1989) [n° **867** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (3 juillet 1989) [n° **868** (9e lég.)] – Discussion (3 juillet 1989) – Adoption (3 juillet 1989) [n° **166**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 89-258 DC du 8 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1989) qui déclare l'article 3 non conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 89-473 du 10 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 12 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(12 juin 1989) (p. 1432, 1454).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1432, 1446) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Jacques Larché, président de la commission des lois, en remplacement de M. Marcel Rudloff, rapporteur ; Claude Estier, Louis Virapoullé, Henri Bangou, Charles Lederman, Lucien Lanier, Mme Hélène Luc, M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer.*

Le projet de loi vise à amnistier certaines infractions commises avant le 14 juillet 1988 à l'occasion d'événements d'ordre politique ou social en relation avec une entreprise tendant à soustraire à l'autorité de la République les départements de la Guadeloupe et de la Martinique. L'amnistie est également étendue aux objecteurs de conscience.

Amnistie (effets en Guadeloupe) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1433).

Autonomisme (mouvements autonomistes) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1433).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1433).

Colonialisme : *Bangou (Henri)* (p. 1439).

Communauté économique européenne (CEE) : *Le Pensec (Louis)* (p. 1445).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1446) ; *Lederman (Charles)* (p. 1440, 1441, 1442).

Délégués syndicaux : *Lederman (Charles)* (p. 1439, 1440) ; *Luc (Hélène)* (p. 1444).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Le Pensec (Louis)* (p. 1444).

Esclavage : *Bangou (Henri)* (p. 1438, 1439).

Grâce et amnistie : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1434) ; *Bangou (Henri)* (p. 1437) ; *Estier (Claude)* (p. 1436) ; *Lanier (Lucien)* (p. 1443) ; *Larché (Jacques)* (p. 1435) ; *Lederman (Charles)* (p. 1439, 1441, 1442).

Guadeloupe : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1432, 1433, 1434, 1446) ; *Bangou (Henri)* (p. 1437, 1438) ; *Estier (Claude)* (p. 1436) ; *Lederman (Charles)* (p. 1439) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1445) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1436, 1437).

Indépendantisme (mouvements indépendantistes) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1433) ; *Bangou (Henri)* (p. 1438) ; *Larché (Jacques)* (p. 1435) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1445) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1437).

Justice : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1446) ; *Bangou (Henri)* (p. 1438) ; *Larché (Jacques)* (p. 1436).

Licenciements : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1446) ; *Lederman (Charles)* (p. 1440, 1441, 1442) ; *Luc (Hélène)* (p. 1444).

Lois d'amnistie : *Larché (Jacques)* (p. 1435).

Martinique : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1434) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1445).

Objecteurs de conscience : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1434).

Ordre public : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1433).

Politique économique et sociale : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1433, 1446) ; *Larché (Jacques)* (p. 1435) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 1445) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1437).

Réponse à M. Bangou : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1446).

Réponse à M. Estier : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1446).

Réponse à M. Lanier : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1446).

Réponse à M. Larché : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1445).

Réponse à M. Lederman : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1446).

Réponse à M. Virapoullé : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1446).

Représentants du personnel : *Lederman (Charles)* (p. 1439, 1440) ; *Luc (Hélène)* (p. 1444).

Séparation des pouvoirs : *Lanier (Lucien)* (p. 1443) ; *Larché (Jacques)* (p. 1435) ; *Lederman (Charles)* (p. 1439).

Terrorisme : *Bangou (Henri)* (p. 1439) ; *Lanier (Lucien)* (p. 1443).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1447, 1454) : *MM. Jacques Larché, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Henri Bangou, Claude Estier, Jean Madelain, Lucien Lanier, Charles Lederman, Mmes Jacqueline Fraysse-Cazalis, Hélène Luc.*

Art. 1er *(Champ d'application de l'amnistie « à effet régional »)* (p. 1447).

Adopté : amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Jacques Larché : suppression de cet article (p. 1449 ; scrutin public n° 154).

– L'article 1er est supprimé (p. 1449).

Après l'art. 1er (p. 1449).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 4 de M. Charles Lederman : amnistie des délits commis pour s'opposer à l'expulsion d'un étranger (p. 1450).

Avant l'art. 1er bis (p. 1450).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 5 de M. Charles Lederman : réintégration des salariés licenciés pour une faute résultant de faits amnistiés (p. 1453 ; scrutin public n° 155).

Art. 1er bis *(Amnistie des objecteurs de conscience insoumis ou déserteurs)* (p. 1453).

Adopté : amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, soutenu par M. Jacques Larché : suppression de cet article (p. 1454).

– L'article 1er bis est supprimé (p. 1454).

Art. 2 *(Effets, contestations et constatation de l'amnistie)* (p. 1454).

Adopté : amendement n° 3 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, soutenu par M. Jacques Larché : suppression de cet article (p. 1454).

– L'article 2 est supprimé (p. 1454).

Rejet du projet de loi (12 juin 1989) (p. 1454).

Discussion (nouvelle lecture)

(3 juillet 1989) (p. 2361, 2381).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2361, 2369) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Claude Estier, Christian Bonnet, Etienne Dailly.*

Conseil constitutionnel (décisions) : *Lederman (Charles)* (p. 2363, 2364, 2365, 2366).

Corse (région) : *Estier (Claude)* (p. 2367).

Cour suprême des Etats-Unis : *Dailly (Etienne)* (p. 2368) ; *Larché (Jacques)* (p. 2367).

Guadeloupe : *Arpaillange (Pierre)* (p. 2361).

Libertés individuelles : *Bonnet (Christian)* (p. 2368).

Licenciements : *Lederman (Charles)* (p. 2365).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : *Dailly (Etienne)* (p. 2368, 2369).

Martinique : *Arpaillange (Pierre)* (p. 2361).

Objecteurs de conscience : *Rudloff (Marcel)* (p. 2362).

Organisations syndicales : *Lederman (Charles)* (p. 2364).

Président de la République : *Rudloff (Marcel)* (p. 2362).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2369, 2383) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Claude Estier, Charles Lederman, Louis Virapoullé, Lucien Lanier, Charles Pasqua, Mme Hélène Luc, M. Emmanuel Hamel.*

Art. 1er (p. 2369).

Adopté : amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article (p. 2370).

– L'article 1er est supprimé (p. 2370).

Art. 1er bis A *(Amnistie des autonomistes corses)* (p. 2370).

Adopté : amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article (p. 2372).

– L'article 1er bis A est supprimé (p. 2372).

Avant l'art. 1er bis B (p. 2372).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Charles Lederman, n° 7 : amnistie accordée à tous les faits intervenus depuis le 22 mai 1981 ayant donné lieu, à l'encontre de tout salarié représentant élu du personnel, représentant syndical au comité d'entreprise ou délégué syndical, à des sanctions disciplinaires (p. 2374 ; scrutin public n° 176) – N° 8 : cas de réintégration dans son emploi, ou dans un emploi équivalent, du

salarié représentant élu du personnel ou représentant syndical au comité d'entreprise ou délégué syndical (p. 2378 ; scrutin public n° 177) – N° 9 : réintégration du salarié licencié en cas de faute lourde (p. 2378) – Et n° 10 : cas où la réintégration du salarié licencié pour faute lourde est exclue (p. 2378 ; scrutin public n° 178).

Art. 1er bis B *(Réintégration de salariés protégés précédemment amnistiés qui avaient été licenciés pour faute lourde)* (p. 2378).

Adopté : amendement n° 3 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article (p. 2380).

– L'article 1er bis B est supprimé (p. 2380).

Art. 1er bis (p. 2380).

Adopté : amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article (p. 2380).

– L'article 1er bis est supprimé (p. 2380).

Art. 2 (p. 2380).

Adopté : amendement n° 5 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 2380).

– L'article 2 est supprimé (p. 2380).

Art. 3 *(Entrée en vigueur de la loi)* (p. 2380).

Adopté : amendement n° 6 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article (p. 2381).

– L'article 3 est supprimé (p. 2381).

Rejet du projet de loi (3 juillet 1989) (p. 2381).

3. – **Proposition de loi relative à l'amnistie des sanctions disciplinaires et professionnelles prises à l'encontre des travailleurs à l'occasion d'un conflit collectif du travail,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 - 25 juillet 1989) [n° **471** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

4. – **Projet de loi portant amnistie d'infractions commises à l'occasion d'événements survenus en Nouvelle-Calédonie,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (25 octobre 1989) [n° **964** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (23 novembre 1989) [n° **1033** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (28 novembre 1989) – Adoption (28 novembre 1989) [n° **199**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 novembre 1989) [n° **88** (89-90) – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (7 décembre 1989) [n° **112** (89-90)] – Discussion (12 décembre 1989) – Adoption (12 décembre 1989) [n° **34**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 décembre 1989) [n° **1087** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Michel (13 décembre 1989) [n° **1091** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Etienne Dailly (13 décembre 1989) [n° **134** (89-90)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (12 décembre 1989) [n° **1087** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (14 décembre 1989) [n° **1093** (9e lég.)] – Discussion (18 décembre 1989) – Adoption (18 décembre 1989) [n° **229**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1989) [n° **154** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (20 décembre 1989) [n° **163** (89-90)] – Discussion (20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° **66**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1989) [n° **1164** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (20 décembre 1989) [n° **1165** (9e lég.)] – Discussion (20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° **248**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 89-265 DC du 9 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 11 janvier 1990) qui déclare la loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 90-33 du 10 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 12 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1989) (p. 4827, 4853).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4827, 4858) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Habert, Paul Masson, Jean-Luc Bécart, Albert Ramassamy, Jean-Luc Mélenchon, Michel Dreyfus-Schmidt, Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer.*

Le présent projet conduit à l'amnistie de l'intégralité des infractions commises avant le 20 août 1988, date de la signature des accords dits de la rue Oudinot.

Accords de Matignon : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4828) ; *Dailly (Etienne)* (p. 4832) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4847) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 4841).

Algérie : *Dailly (Etienne)* (p. 4835).

Bourses d'études : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4841).

Constitution : *Dailly (Etienne)* (p. 4835) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4845).

Corse (région) : *Dailly (Etienne)* (p. 4835).

Crimes de sang : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4829, 4830) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4840) ; *Dailly (Etienne)* (p. 4831, 4832).

Démocratie : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4828) ; *Habert (Jacques)* (p. 4837) ; *Masson (Paul)* (p. 4839).

Gendarmerie nationale : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4840) ; *Dailly (Etienne)* (p. 4831) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 4843).

Grâce et amnistie : *Dailly (Etienne)* (p. 4831, 4832, 4834, 4836) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4845) ; *Masson (Paul)* (p. 4838).

Justice : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4829) ; *Dailly (Etienne)* (p. 4833) ; *Habert (Jacques)* (p. 4837) ; *Masson (Paul)* (p. 4839) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* ; (p. 4843).

Partis et groupements politiques : *Le Pensec (Louis)* (p. 4848).

Peuple canaque : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4828) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4840) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 4844).

Référendums : *Dailly (Etienne)* (p. 4835).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4848, 4853) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Louis Jung, Roger Romani, Guy Allouche, Daniel Millaud .*

Art 1er (*Amnistie intégrale*) (p. 4848).

Adopté : amendement n° 1 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article (p. 4851 ; scrutin public n° 70).

– L'article 1er est supprimé (p. 4851).

Art. 2 (*Réouverture du délai de dépôt des demandes d'indemnisation*) – Adopté (p. 4851).

Après l'art. 2 (p. 4851).

Retiré : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : octroi de la qualité de pupille de la nation aux enfants des victimes de certaines infractions (p. 4853).

Scrutin public n° 71 (p. 4853).

Adoption (12 décembre 1989) (p. 4853).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1989) (p. 5272, 5276).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5272, 5275) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois : Louis Virapoullé, Michel Darras.*

Crimes, délits et contraventions : *Dailly (Etienne)* (p. 5273).

Grâce et amnistie : *Arpaillange (Pierre)* (p. 5272, 5273) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5273, 5274) ; *Darras (Michel)* (p. 5274, 5275) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 5274).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : *Dailly (Etienne)* p. 5273).

Nouvelle-Calédonie : *Arpaillange (Pierre)* (p. 5272) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 5274).

Ordre public : *Arpaillange (Pierre)* (p. 5273) ; *Darras (Michel)* (p. 5275).

Référendums : *Arpaillange (Pierre)* (p. 5273) ; *Dailly (Etienne)* (p. 5273).

Victimes (familles) : *Dailly (Etienne)* (p. 5274) ; *Darras (Michel)* (p. 5274).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5275, 5276) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Louis Jung.*

Art. 1er (p. 5275).

– *Adopté :* amendement n° 1 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article (p. 5276 ; scrutin public n° 88).

– L'article 1er est supprimé (p. 5276).

Adoption (20 décembre 1989) (p. 5276).

Grand marché intérieur (CEE)

Voir *Consommation*, **1**

Lois de finances, **2**, Equipement, logement, transport et mer - II. – Transports intérieurs - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière
Questions au Gouvernement n° **81** ; n° **110**

Grands travaux

Voir *Lois de finances*, **2**, Culture et communication - Culture
Questions orales sans débat n° **87**

Grève (droit de)

Voir *Questions orales sans débat* n° **70**
Travail, **1**

Groupements d'intérêt économique (GIE)

Voir *Entreprises*, **1**

Groupements européens d'intérêt économique (GEIE)

Voir *Entreprises*, **1**

Guadeloupe

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, **1**
Grâce et amnistie, **1** ; **2**
Questions au Gouvernement n° **166**

Guyane

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, **1**

H

Habitat (amélioration)

Voir *Logement*, **2**

Habitations à loyer modéré (HLM)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **104** ; n° **112**

Handicapés

Voir *Action sanitaire et sociale*, **1**
Assurance invalidité décès, **1**
Lois de finances, **2**, art. add. après l'art. 2 ; Solidarité, santé et protection sociale
Questions orales sans débat n° **84** ; n° **158** ; n° **161**
Sécurité sociale, **4**

1. – **Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la langue des signes française,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Raymond Poirier, sénateur (11 octobre 1988) [n° **21** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Retrait par son auteur le 12 avril 1989.

2. – **Proposition de loi tendant, en matière de retraite, à faire bénéficier de mesures particulières la mère d'un enfant handicapé, pour ce qui concerne les bonifications prévues au code des pensions civiles et militaires de retraite d'une part, et les majorations de durée d'assurance prévues au régime général de la sécurité sociale d'autre part,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Georges Mouly, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 18 janvier 1989) [n° **198** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Haute Cour de justice

Voir *« Renseignements divers »*, **p. 39***

1. – **Scrutins pour l'élection des juges titulaires et des juges suppléants de la Haute Cour de justice ; prestation de serment** (26 octobre 1989) (p. 2759, 2770 et 2778),

2. – **Prestation de serment d'un juge suppléant de la Haute Cour de justice** (9 novembre 1989) (p. 3140),

3. – **Prestation de serment d'un juge suppléant de la Haute Cour de justice** (14 novembre 1989) (p. 3264),

Heure légale

Voir *Géographie*, **1**

Hongrie

Voir *Rapports d'information*, **16**

Hôpitaux

Voir *Lois de finances*, **2**, Solidarité, santé et protection sociale
Rapports au Gouvernement, **1**

Hôpitaux (personnels)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **151**
Sécurité sociale, **1**

Hôpitaux psychiatriques

Voir *Droits de l'homme*, **1**

Hôpitaux publics

Voir *Questions orales sans débat* n° **73**

Huiles

Voir *Questions au Gouvernement* n° **175**

I

Ile-de-France (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **145**
Questions orales sans débat n° **48**

Immigration

Voir *Etrangers*, **1** ; **2**
Missions d'information, **3**
Questions au Gouvernement n° **165** ; n° **189**

Immunité parlementaire

Voir *Parlement*, **4**

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF)

Voir *Impôts et taxes*, **1**

Impôts et taxes

Voir *Elections*, **7**
Entreprises, **2**

1. – **Proposition de loi tendant à étendre le plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Philippe François, sénateur (5 avril 1989) [n° **236 rect.** (88-89)] – Renvoi à la commission des finances.

Impôts locaux

1. – **Proposition de loi visant à permettre le paiement mensuel des impôts locaux,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Pierre Vallon, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 31 janvier 1989) [n° **205** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Imprimerie nationale

Voir *Lois de finances*, **2**, Imprimerie nationale - (Budget annexe)

Incapacités

Voir *Droits de l'homme*, **1**

Incendies

Voir *Lois de finances*, **2**, art. add. après l'art. 24
Questions orales sans débat n° **49**

Incompatibilités

Voir *Elections*, **5**

Industrie

Voir *Questions orales sans débat* n° **164** ; n° **173**

Infirmiers

Voir *Questions au Gouvernement* n° **111** ; n° **152**

Infractions

Voir *Grâce et amnistie*, **4**

Intérieur (ministère)

Voir *Questions orales sans débat* n° **74**

Investissements

Voir *Traités et conventions*, **17** ; **22** ; **23** ; **36**

Iran

Voir *Questions orales sans débat* n° **144**

Islam

Voir *Questions au Gouvernement* n° **88**

J

Jeunesse

Voir *Lois de finances*, **2**, Education nationale, jeunesse et sports
Questions orales sans débat n° **162**

Jeux et paris

Voir *Questions au Gouvernement* n° **186**

Journalisme

Voir *Collectivités territoriales*, **6**

Journaux officiels

Voir *Lois de finances*, **2**, Journaux officiels - (Budget annexe)

Juridictions administratives

Voir *Justice*, **1**

1. – **Projet de loi modifiant l'article 6 de la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (4 octobre 1989) [n° **904** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (2 novembre 1989) [n° **970** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (21 novembre 1989) – Adoption (21 novembre 1989) [n° **184**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 novembre 1989) [n° **69** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (6 décembre 1989) [n° **100** (89-90)] – Discussion (16 décembre 1989) – Adoption (16 décembre 1989) [n° **51**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1989) [n° **1116** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (18 décembre 1989) [n° **1123** (9e lég.)] – Discussion (19 décembre 1989) – Adoption (19 décembre 1989) [n° **234**].

PROMULGATION : Loi n° 89-1017 du 31 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 4 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(16 décembre 1989) (p. 5055, 5060).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5055, 5056) : *MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Guy Allouche.*

Le projet de loi tend à compléter la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif en prolongeant d'un an, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1990, la procédure de recrutement des membres des cours administratives d'appel.

Cours administratives d'appel : *Allouche (Guy)* (p. 5056) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5055) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 5055).

Cours administratives d'appel (recrutement) : *Allouche (Guy)* (p. 5056) ; *Joxe (Pierre)* (p. 5055) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 5056).

Emplois (créations et suppressions) : *Joxe (Pierre)* (p. 5055).

Tribunaux administratifs : *Allouche (Guy)* (p. 5056) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 5056).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5057, 5060) : *MM. Lucien Lanier, Jacques Thyraud, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre ; Guy Allouche.*

Art. 1er *(Prolongation d'une année de la procédure de recrutement)* – Adopté (p. 5057).

Après l'art. 1er (p. 5057).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 4 de M. Charles Descours : élargissement du recrutement (p. 5057).

Art. 2 *(Modalités de recrutement des avoués près la cour d'appel)* – Adopté (p. 5058).

Après l'art. 2 (p. 5058).

Adoptés : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Jacques Thyraud, rapporteur : modalités d'assimilation de l'exercice de fonctions juridictionnelles dans une cour administrative d'appel à l'obligation de mobilité prévue par la loi (p. 5058) – Amendements (art. additionnels) de M. Pierre Joxe, ministre, n° 5 : validation des décisions individuelles d'intégration (p. 5058) – N° 6 : validation de la situation de commissaires principaux (p. 5058) – Et n° 7 : base législative au décret de titularisation de certains personnels contractuels (p. 5059).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5059).

In fine (p. 5059).

Adopté : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : prise en compte d'années d'activités antérieures pour la constitution des droits à pension (p. 5060).

Retiré : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 5060).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi, *in fine.*

Adoption (16 décembre 1989) (p. 5060).

Juridictions judiciaires

Voir *Justice*, **2**

Justice

Voir *Energie nucléaire*, **1**
Etrangers, **1 ; 2**
Grâce et amnistie, **2**
Lois de finances, **2**, Justice
Nouvelle-Calédonie, **1**
Professions judiciaires et juridiques, **1**
Questions au Gouvernement n° **100 ;** n° **121**
Questions orales sans débat n° **58 ;** n° **74 ;** n° **97 ;** n° **137 ;** n° **162**
Traités et conventions, **16**

1. – **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions des juridictions administratives,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 11 janvier 1989) [n° **184** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi portant institution de la médiation judiciaire,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 11 janvier 1989) [n° **185** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Retrait par son auteur le 23 janvier 1990.

3. – **Projet de loi relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire de la Nouvelle-Calédonie dans les corps des services extérieurs de l'administration pénitentiaire de l'Etat,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (8 novembre 1989) [n° **981** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Colcombet (23 novembre 1989) [n° **1032** (9e lég.)] – Discussion (27 novembre 1989) – Adoption (27 novembre 1989) [n° **195**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 novembre 1989) [n° **82** (89-90)] – Renvoi à la commission

des lois – Rapport de M. Germain Authié (13 décembre 1989) [n° **127** (89-90)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **43**].

PROMULGATION : Loi n° 89-1006 du 31 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 2 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(15 décembre 1989) (p. 5019, 5023).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5019, 5020) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Germain Authié, rapporteur de la commission des lois .*

Fonctionnaires et agents publics : *Authié (Germain)* (p. 5020).

Personnels pénitentiaires : *Arpaillange (Pierre)* (p. 5019) ; *Authié (Germain)* (p. 5019).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5020, 5023) : *MM. Dick Ukeiwé, Germain Authié, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Ernest Cartigny .*

Art. 1er *(Intégration des personnels de l'administration pénitentiaire territoriale dans les corps des services extérieurs de l'administration pénitentiaire de l'Etat)* (p. 5020).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements de M. Dick Ukeiwé, n° 1 : garantie du maintien du régime de retraite local (p. 5022) – Et n° 2 : respect des accords tripartites de Matignon et de la loi référendaire du 9 novembre 1988 (p. 5022).

– L'article 1er est adopté (p. 5022).

Art. 2 *(Affectation en Nouvelle-Calédonie des personnels intégrés)* – Adopté (p. 5022).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jean Garcia* (p. 5022, 5023), *Philippe François* (p. 5023), *Dick Ukeiwé* (p. 5023) ; *intervention de M. Pierre Arpaillange, ministre* (p. 5023).

Scrutin public n° 79 (p. 5023).

Adoption (15 décembre 1989) (p. 5023).

L

Lait et produits laitiers

Voir *Questions au Gouvernement* n° **137**

Langue et culture françaises

Voir *Questions orales sans débat* n° **69** ; n° **72**

Langues et cultures étrangères

Voir *Questions au Gouvernement* n° **90**

Langues et cultures régionales

1. – **Proposition de loi relative au statut des langues et cultures régionales dans l'enseignement, les affaires culturelles, l'éducation permanente, la radio et la télévision,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Francou, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 14 mars 1989) [n° **224** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

2. – **Proposition de loi relative au statut des langues et cultures régionales dans l'enseignement, les affaires culturelles, l'éducation permanente, la radio et la télévision,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 novembre 1989) [n° **70** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Liaison fixe transmanche

Voir *Questions orales sans débat* n° **141**

Liaison Rhin-Manche

Voir *Questions orales sans débat* n° **173**

Liban

Voir *Allocutions et communications*, **3** ; **50**
Questions au Gouvernement n° **86** ; n° **103**
Questions orales sans débat n° **62**
Rappels au règlement, **2** ; **3** ; **35**

Licenciements

Voir *Emploi*, **1** ; **4**
Grâce et amnistie, **1** ; **2** ; **3**
Rapports du Gouvernement, **8**

Limousin (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **170**

Logement

Voir *Lois de finances*, **2**, art. 9 ; Equipement, logement, transports et mer - I - Urbanisme, logement et services communs
Questions au Gouvernement n° **104** ; n° **107** ; n° **112** ; n° **131** ; n° **145** ; n° **153**
Questions orales sans débat n° **33** ; n° **78** ; n° **108** ; n° **117**
Rappels au règlement, **17** ; **18**
Rapports au Gouvernement, **1**

1. – **Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean-Luc Bécart, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 16 janvier 1989) [n° **195** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à assurer la rénovation des cités et de l'habitat minier du bassin du Nord et du Pas-de-Calais,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean-Luc Bécart, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 19 janvier 1989) [n° **199** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

3. – **Proposition de loi tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Louis Mermaz, député, et plusieurs de ses collègues (10 mai 1989) [n° **652** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Colcombet (18 mai 1989) [n° **689** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (22 et 23 mai 1989) – Adoption (23 mai 1989) [n° **100**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 mai 1989) [n° **325** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Luc Dejoie (31 mai 1989) [n° **338** (88-89)] – Avis de M. Jean Faure (1er juin 1989) [n° **345** (88-89)] – Discussion (5 et 6 juin 1989) – Adoption (6 juin 1989) [n° **81**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (7 juin 1989) [n° **728** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. François Colcombet (15 juin 1989) [n° **774** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Luc Dejoie (15 juin 1989) [n° **386** (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (7 juin 1989) [n° **728** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Colcombet (15 juin 1989) [n° **776** (9e lég.)] – Discussion (15 juin 1989) – Adoption (15 juin 1989) [n° **123**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (16 juin 1989) [n° **393** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Luc Dejoie (28 juin 1989) [n° **435** (88-89)] – Discussion (29 juin 1989) – Adoption (29 juin 1989) [n° **114**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 juin 1989) [n° **841** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Colcombet (29 juin 1989) [n° **842** (9e lég.)] – Discussion (29 juin 1989) – Adoption (29 juin 1989) [n° **150**].

PROMULGATION : Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 8 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1989) (p. 1087, 1125) ; (6 juin 1989) (p. 1135, 1194).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1087, 1106) : *MM. Louis Besson, ministre délégué chargé du logement ; Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois ; Jean Faure, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Alphonse Arzel, Gérard Larcher, Jean-Luc Bécart, Michel Miroudot, Robert Laucournet, Jean Guénier, Claude Estier, Jacques Larché, président de la commission des lois.*

Aménagement du territoire : *Besson (Louis)* (p. 1091, 1105) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1096, 1097).

Bâtiment et travaux publics : *Besson (Louis)* (p. 1105) ; *Faure (Jean)* (p. 1093) ; *Larché (Jacques)* (p. 1105) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1096) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1101) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1099).

Baux : *Besson (Louis)* (p. 1088, 1089) ; *Dejoie (Luc)* (p. 1092) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1100).

Baux (législation) : *Arzel (Alphonse)* (p. 1095) ; *Besson (Louis)* (p. 1089) ; *Dejoie (Luc)* (p. 1091).

Caisse des dépôts et consignations (CDC) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1098).

Collectivités territoriales : *Besson (Louis)* (p. 1105).

Contentieux : *Guénier (Jean)* (p. 1101).

Décrets en Conseil d'Etat : *Estier (Claude)* (p. 1103).

Droit coutumier : *Besson (Louis)* (p. 1088).

Endettement (entreprises et particuliers) : *Besson (Louis)* (p. 1106).

Expulsions (logement) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1097).

Fiscalité : *Besson (Louis)* (p. 1090) ; *Faure (Jean)* (p. 1094) ; *Guénier (Jean)* (p. 1102).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1097).

Ile-de-France (région) : *Arzel (Alphonse)* (p. 1095, 1096) ; *Besson (Louis)* (p. 1091, 1105) ; *Dejoie (Luc)* (p. 1091) ; *Estier (Claude)* (p. 1103) ; *Faure (Jean)* (p. 1093) ; *Guénier (Jean)* (p. 1102) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1096).

Investissements immobiliers : *Besson (Louis)* (p. 1090) ; *Dejoie (Luc)* (p. 1092) ; *Faure (Jean)* (p. 1093, 1094) ; *Guénier (Jean)* (p. 1101, 1102).

Locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Besson (Louis)* (p. 1090).

Logement : *Besson (Louis)* (p. 1087, 1089, 1090) ; *Estier (Claude)* (p. 1103) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1100, 1101).

Logement (aides au) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1098).

Logement (aides au) (données chiffrées) : *Besson (Louis)* (p. 1106).

Logement locatif : *Besson (Louis)* (p. 1088).

Logement locatif (aides au) : *Larcher (Gérard)* (p. 1097).

Logement locatif privé : *Besson (Louis)* (p. 1089, 1091, 1104).

Logement social : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1098) ; *Besson (Louis)* (p. 1104, 1105, 1106) ; *Estier (Claude)* (p. 1103) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1096).

Loi de 1948 (logement) : *Faure (Jean)* (p. 1094).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Besson (Louis)* (p. 1090) ; *Estier (Claude)* (p. 1103).

Loi Méhaignerie (logement) : *Arzel (Alphonse)* (p. 1095) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1098) ; *Besson (Louis)* (p. 1104) ; *Faure (Jean)* (p. 1093, 1094) ; *Guénier (Jean)* (p. 1101) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1100) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1099).

Loi Quilliot (logement) : *Besson (Louis)* (p. 1105) ; *Dejoie (Luc)* (p. 1091) ; *Faure (Jean)* (p. 1094) ; *Larché (Jacques)* (p. 1105) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1096).

Lois (application) : *Besson (Louis)* (p. 1088).

Loyers : *Arzel (Alphonse)* (p. 1095) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1097) ; *Besson (Louis)* (p. 1089, 1090, 1106) ; *Dejoie (Luc)* (p. 1092) ; *Estier (Claude)* (p. 1102, 1103) ; *Guénier (Jean)* (p. 1101, 1102) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1096) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1100, 1101) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1100).

Loyers (données chiffrées) : *Faure (Jean)* (p. 1093).

Loyers impayés : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1098).

Loyers (indexation) : *Besson (Louis)* (p. 1106) ; *Miroudot (Michel)* (p. 1099).

Loyers (région parisienne) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1097) ; *Besson (Louis)* (p. 1088).

Marchés financiers : *Faure (Jean)* (p. 1094).

Ordre du jour du Sénat : *Besson (Louis)* (p. 1087, 1104).

Parlement (rôle) : *Besson (Louis)* (p. 1088) ; *Dejoie (Luc)* (p. 1091) ; *Faure (Jean)* (p. 1092).

Procédure législative : *Faure (Jean)* (p. 1092).

Réponse à M. Bécart : *Besson (Louis)* (p. 1104).

Réponse à M. Miroudot : *Besson (Louis)* (p. 1104).

Secteur tertiaire : *Besson (Louis)* (p. 1089).

Terrains à bâtir : *Arzel (Alphonse)* (p. 1096) ; *Besson (Louis)* (p. 1105) ; *Faure (Jean)* (p. 1093).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1107, 1125 ; 1135, 1191) : *Mme Paulette Fost, MM. Luc Dejoie, rapporteur ; Louis Besson, ministre ; Robert Laucournet, Jean-Luc Bécart, Jean Faure, rapporteur pour avis ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Gérard Larcher, Michel Caldaguès, Jean Guénier, Robert Vizet, Emmanuel Hamel, Michel Miroudot, Charles de Cuttoli – Jean Huchon, en remplacement de M. Jean Faure, rapporteur pour avis ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Ernest Cartigny, Philippe François, Jean Garcia, Lucien Lanier, Jean Simonin, Robert Pagès, Jean-Paul Bataille, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Paul Caron.*

Avant l'art. 1er (p. 1107).

Rejeté : amendement n° 29 (art. additionnel) de M. Jean-Luc Bécart, soutenu par Mme Paulette Fost : abrogation de la loi n° 86-290 du 23 décembre 1986 et retour provisoire aux dispositions de la loi de 1982 (p. 1108 ; scrutin public n° 138).

Art. 1er *(Droit au logement, droit fondamental)* (p. 1108).

Parole sur l'article : *M. Jean-Luc Bécart* (p. 1108).

Adopté : amendement n° 1 de M. Luc Dejoie, rapporteur : dépôt par le Gouvernement d'un rapport annuel sur l'évolution des loyers, des aides publiques, de l'offre de logements à louer et l'évolution du secteur de la construction (p. 1111).

Retiré : sur l'amendement n° 1 de la commission, sous-amendement n° 101 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : politique foncière dans les grandes agglomérations et aménagement du territoire (p. 1110).

– L'article 1er, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 1111).

Art. 2 *(Champ d'application de la loi)* (p. 1111).

Adopté : amendement n° 146 de M. Louis Besson, ministre : coordination avec l'article 35 (p. 1112).

Rejeté : amendement n° 145 de M. Louis Besson, ministre : extension du caractère d'ordre public à toute la loi (p. 1112).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1112).

Art. 3 *(Contenu du contrat de location)* (p. 1112).

Adoptés : amendements de M. Luc Dejoie, rapporteur, n° 2 : suppression des dispositions relatives à l'état des éléments de chauffage (p. 1114 ; scrutin public n° 139) – Et n° 185 : suppression de l'annexe au contrat relative aux loyers de référence (p. 1155 ; précédemment réservé p. 1114).

Rejeté : amendement n° 30 de M. Jean-Luc Bécart : suppression de la présomption de l'article 1731 du code civil relative à l'état des lieux (p. 1113).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1155 ; précédemment réservé p. 1114).

Art. 4 *(Clauses réputées non écrites)* (p. 1114).

Retiré : amendement n° 74 de M. Jean Guénier : distinction entre amende et clause pénale (p. 1114).

– L'article 4 est adopté (p. 1114).

Art. 5 *(Rémunération des intermédiaires)* – Adopté (p. 1115).

Art. 6 *(Obligations du bailleur)* (p. 1115).

Adopté : amendement n° 186 de M. Luc Dejoie, rapporteur : rédactionnel (p. 1115).

Rejeté : amendement n° 32 de M. Jean-Luc Bécart, soutenu par M. Robert Vizet : suppression des dispositions relatives aux travaux effectués par le locataire (p. 1115).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1115).

Art. 7 *(Obligations du locataire)* (p. 1116).

Adopté : amendement n° 3 de M. Luc Dejoie, rapporteur : justification des charges (p. 1117).

Rejetés : amendements de M. Jean-Luc Bécart, soutenus par M. Robert Vizet, n° 33 : suspension du paiement du loyer en cas de manquement du bailleur à ses obligations contractuelles (p. 1117) – Et n° 34 : interdiction des travaux d'amélioration non urgents, sauf accord du locataire (p. 1117).

Retirés : amendement n° 102 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : identique à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1116) – Amendement n° 168 de M. Emmanuel Hamel : souscription par le bailleur d'un contrat d'assurance en lieu et place du locataire défaillant et à la charge de celui-ci (p. 1118).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1118).

Art. 8 *(Cession du contrat de location et sous-location)* (p. 1118).

Adoptés : amendements identiques n° 4 de M. Luc Dejoie, rapporteur, et n° 103 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : suppression des dispositions relatives à la limitation des loyers des sous-locations (p. 1119).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1119).

Art. 8 bis *(Echange de logements)* (p. 1119).

Adoptés : amendement n° 147 de M. Louis Besson, ministre : limitation à l'échange de logements (p. 1120 ; scrutin public n° 140) – Amendement n° 104 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : application de ces dispositions aux organismes d'HLM (p. 1121).

– L'article 8 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1121).

Après l'art. 8 bis (p. 1121).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 105 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : insertion d'un renvoi aux dispositions de l'article 8 bis dans le titre du code de la construction et de l'habitation relatif aux HLM (p. 1121).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 1121).

Art. 9 *(Durée du contrat de location)* (p. 1121).

Adoptés : amendements de M. Luc Dejoie, rapporteur, n° 5 : suppression des dispositions spécifiques aux bailleurs personnes morales (p. 1122) – Et n°s 6 et 7 : coordination avec l'amendement n° 5 (p. 1123).

Retirés : amendement n° 75 de M. Jean Guénier : bénéficiaires de la tacite reconduction (p. 1123) – Amendement n° 175 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot : en cas de tacite reconduction, référence à la durée prévue au contrat initial (p. 1123).

Devenu sans objet : amendement n° 148 de M. Louis Besson, ministre : en cas de tacite reconduction, référence à la durée prévue au contrat initial ou définie au premier alinéa de l'article (p. 1123).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1123).

Art. 10 *(Reprise du local pour des raisons professionnelles ou familiales)* – Adopté (p. 1123).

Après l'art. 10 (p. 1123).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° 164 de M. Charles de Cuttoli (p. 1123).

Art. 11 *(Résiliation du contrat de location par le locataire)* – Adopté (p. 1123).

Après l'art. 11 (p. 1123).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 165 de M. Charles de Cuttoli : résiliation du bail lorsque le bailleur, établi hors de France, est contraint de rentrer en France (p. 1124).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 1124).

Art. 12 *(Bénéficiaires des dispositions de l'article 10)* (p. 1124).

Adopté : amendement n° 8 de M. Luc Dejoie, rapporteur : extension aux mêmes bénéficiaires des dispositions de l'article 14 relatif aux conditions d'exercice du congé (p. 1124).

Retiré : amendement n° 76 de M. Jean Guénier : analogue à l'amendement n° 8 de la commission (p. 1124).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1124).

Art. 13 *(Bénéficiaires du contrat de location en cas d'abandon de domicile ou de décès du locataire)* – Adopté (p. 1125).

Art. 14 *(Conditions d'exercice du congé)* (p. 1125).

Parole sur l'article : *M. Jean-Luc Bécart* (p. 1125).

Adoptés : amendement n° 106 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jean Huchon : rédactionnel (p. 1136) – Amendement n° 9 de M. Luc Dejoie, rapporteur : supputation du délai de préavis (p. 1138) – Amendements de M. Louis Besson, ministre, n° 152 : coordination avec l'amendement n° 153 (p. 1141) – N° 154 : appréciation des ressources du bailleur (p. 1141) – Et n° 153 : date d'appréciation de l'âge du locataire et du bailleur ainsi que du montant de leurs ressources (p. 1141).

Rejetés : amendements de M. Jean Faure, rapporteur pour avis, soutenus par M. Jean Huchon, n° 108 : durée du préavis selon que le bailleur est une personne physique ou une personne morale (p. 1138) – Et n° 111 : limitation de l'interdiction de non-renouvellement du bail de certains locataires âgés aux contrats en cours à la date de la publication de la présente loi (p. 1141) – Amendement n° 35 de M. Jean-Luc Bécart : cas dans lesquels le délai de préavis du locataire peut être réduit (p. 1138) – Et amendement n° 149 de M. Louis Besson, ministre : régime du droit de préemption du locataire en cas de congé pour vente (p. 1140).

Retirés : amendements de M. Jean Guénier, n° 169 : durée du préavis pour le bailleur (p. 1136) – N° 170 : congé pour mise aux normes du logement (p. 1136) – N° 171 : conditions du droit de reprise (p. 1137) – N° 172 : suppression des dispositions relatives au droit de préemption du locataire (p. 1140) – N° 173 : suppression de l'interdiction de non-renouvellement du bail de certains locataires âgés (p. 1141) – Et n° 77 : conditions de reprise et de vente du logement par le bailleur (p. 1142) – Amendements de M. Jean Faure, rapporteur pour avis, soutenus par M. Jean Huchon : définition des bailleurs (p. 1136) – Et n° 109 : suppression des dispositions relatives à la substitution possible du locataire à l'acheteur en cas de conditions plus favorables que celles de l'offre initiale (p. 1140).

Devenus sans objet : amendements de M. Louis Besson, ministre, n° 150 : coordination avec l'amendement n° 159 (p. 1140) – Et n° 151 : coordination avec l'amendement n° 149 pour les cas de vente par adjudication (p. 1140) – Amendement n° 110 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jean Huchon : coordination avec l'amendement n° 109 (p. 1140).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1142).

Art. 15 *(Observatoire des loyers)* (p. 1142).

Adoptés : amendement n° 10 de M. Luc Dejoie, rapporteur : remplacement des observatoires des loyers agréés par des associations agréées et suppression du cadre départemental (p. 1143) – Amendement n° 155 de M. Louis Besson, ministre : conditions d'agrément des associations (p. 1143) – Et amendement n° 112 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jean Huchon : en cas de litige, consultation des associations par le juge (p. 1144).

Rejeté : amendement n° 36 de M. Jean-Luc Bécart, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : composition des associations (p. 1144).

Devenu sans objet : amendement n° 78 de M. Jean Guénier : remplacement des observatoires des loyers agréés par des associations agréées (p. 1143).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1144).

Art. 16 *(Détermination des loyers)* (p. 1144).

Parole sur l'article : *MM. Jean-Luc Bécart, Robert Laucournet* (p. 1145).

Adoptés : amendements de M. Jean Faure, rapporteur pour avis, soutenus par M. Jean Huchon, n° 113 : logements dont le loyer est fixé librement (p. 1150) – Et n° 115 : rédactionnel (p. 1154) – Amendements de M. Luc Dejoie, rapporteur, n° 14 : suppression de la notion de loyer manifestement sous-évalué (p. 1154 ; priorité ordonnée p. 1153) – Et n° 15 : indices de référence (p. 1155) – Amendement n° 181 de M. Lucien Lanier, non soutenu, repris par M. Luc Dejoie, rapporteur : modalités d'étalement des hausses (p. 1154 ; priorité ordonnée p. 1154).

Rejeté : amendement n° 37 de M. Jean-Luc Bécart, soutenu par M. Jean Garcia : limitation de la hausse des loyers au taux d'inflation prévisionnel (p. 1153 ; scrutin public n° 141).

Retirés : amendements de M. Luc Dejoie, rapporteur, n° 11 : analogue à l'amendement n° 113 de la commission saisie pour avis (p. 1147) – Et n° 13 : suppression des dispositions relatives au loyer non fixé librement (p. 1149) – Amendement n° 177 de M. Marcel Lucotte, retiré par M. Michel Miroudot : identique à l'amendement n° 13 de la commission (p. 1149) – Amendements n°s 140 et 141 de M. Philippe François : analogues à l'amendement n° 83 de M. Jean Guénier ci-dessous (p. 1150) – Amendement n° 178 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot : analogue à l'amendement n° 14 de la commission (p. 1153) – Amendements n° 70 de M. Michel Miroudot, n° 73 de M. Ernest Cartigny, n° 86 de M. Jean Guénier, n° 116 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jean Huchon, n° 142 de M. Philippe François et n° 180 de M. Lucien Lanier : analogues à l'amendement n° 15 de la commission (p. 1154 et 1155).

Devenus sans objet : amendements identiques n° 79 de M. Jean Guénier et n° 98 de M. Ernest Cartigny : liberté de fixation du loyer des locaux vacants conformes aux normes (p. 1150) – Amendement n° 176 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot : liberté totale des loyers sauf en cas de tension anormale sur le marché locatif (p. 1150) – Amendement n° 166 de M. Philippe François : durée minimale de la première location (p. 1150) – Amendements de M. Jean Guénier, n° 80 : notion de remise en état (p. 1150) – Et n° 81 : importance des travaux de remise en état (p. 1150) – Amendement n° 138 de M. Philippe François : importance des travaux de remise à neuf (p. 1150) – Amendements de M. Jean Guénier, n° 82 : suppression des dispositions relatives à la contestation à posteriori du montant du loyer (p. 1150) – Et n° 83 : application du système de référence au seul cas où le loyer du nouveau bail est supérieur au dernier loyer du bail antérieur (p. 1150) – Amendement n° 99 de M. Ernest Cartigny : analogue à l'amendement n° 82 (p. 1150) – Amendement n° 139 de M. Philippe François : encadrement des loyers dans les seules agglomérations de plus d'un million d'habitants (p. 1150) – Amendement n° 114 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jean Huchon : suppression de la notion de loyer manifestement sous-évalué (p. 1154) – Amendements identiques n° 71 de M. Ernest Cartigny, et n° 84 de M. Jean Guénier : notion de sous-évaluation par rapport au marché (p. 1154) – Amendements identiques n° 72 de M. Ernest Cartigny et n° 85 de M. Jean Guénier : modalités d'étalement des hausses (p. 1154).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1155).

Art. 17 *(Fixation par décret du montant de l'évolution des loyers)* (p. 1156).

Parole sur l'article : *MM. Jean-Luc Bécart et Robert Laucournet* (p. 1156).

Adopté : amendement n° 16 de M. Luc Dejoie, rapporteur : suppression de cet article (p. 1159 ; scrutin public n° 142).

Retirés : amendements de M. Jean Guénier, n° 87 : champ d'application du décret en Conseil d'Etat (p. 1159) – N° 88 : évaluation de l'évolution des loyers (p. 1158) – Et n° 89 : seuil d'intervention du décret (p. 1159).

Devenus sans objet : amendements de M. Jean Faure, rapporteur pour avis, soutenus par M. Jean Huchon, n° 117 : limitation à cinq ans de la possibilité de fixer par décret le niveau d'augmentation des loyers (p. 1159) – Et n° 118 : limitation du décret au seul renouvellement de baux (p. 1159).

– L'article 17 est supprimé (p. 1159).

Art. 18 *(Fourniture des éléments de référence)* (p. 1159).

Parole sur l'article : *M. Robert Laucournet* (p. 1160).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Luc Dejoie, rapporteur : composition des éléments de référence (vote par division p. 1161) ; sous-amendement n° 188 de M. Louis Besson, ministre (p. 1160).

Devenus sans objet : amendements de M. Jean Guénier, n° 90 : nombre de références à fournir (p. 1161) – Et n° 91 : suppression des dispositions relatives à la composition des références (p. 1161) – Amendement n° 119 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jean Huchon : nombre de références à fournir ; cas de Paris (p. 1161) – Amendement n° 143 de M. Philippe François, soutenu par M. Jean Simonin : composition des éléments de référence (p. 1161).

– L'article 18, dans la rédaction de l'amendement n° 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1161).

Art. 19 *(Commissions départementales de conciliation)* (p. 1161).

Retiré : amendement n° 92 de M. Jean Guénier : composition des commissions départementales (p. 1162).

– L'article 19 est adopté (p. 1162).

Art. 20 *(Remise d'une quittance ou d'un reçu)* (p. 1162).

Adopté : amendement n° 120 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : rédactionnel (p. 1162).

– L'article 20, dans la rédaction de l'amendement n° 120, est adopté (p. 1162).

Art. 21 *(Dépôt de garantie)* – Adopté (p. 1162).

Art. 22 *(Charges récupérables)* (p. 1162).

Adopté : amendement n° 18 de M. Luc Dejoie, rapporteur : justification des provisions (p. 1163).

Rejetés : amendements de M. Jean-Luc Bécart, soutenus par M. Robert Pagès, n° 38 : charges non récupérables (p. 1163) – Et n° 39 : substitution des mots « taxes locatives » au mot « impositions » (p. 1163).

Devenu sans objet : amendement n° 121 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : analogue à l'amendement n° 18 de la commission (p. 1163).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 1164).

Art. 23 *(Suspension provisoire des effets de la clause de résiliation de plein droit pour non-paiement du loyer, des charges ou du dépôt de garantie)* (p. 1164).

Adoptés : amendements de M. Luc Dejoie, rapporteur, n° 19 : rédactionnel (p. 1164) – Et n° 21 : sanction du non-respect du délai de saisine du juge (p. 1165) – Amendements identiques n° 20 de M. Luc Dejoie, rapporteur, n° 93 de M. Jean Guénier et n° 122 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : délai de mise en oeuvre de la clause de résiliation de plein droit du contrat de location pour défaut de paiement (p. 1164).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1165).

Art. 24 *(Abrogation des chapitres Ier à IV du titre Ier de la loi Méhaignerie et dispositions transitoires)* (p. 1165).

Adoptés : amendements de M. Louis Besson, ministre, n° 156 : application de certaines dispositions protectrices de la nouvelle loi à certains contrats conclus après la promulgation de la loi Méhaignerie (p. 1168 ; précédemment réservé p. 1167) – N°s 157, 158, 159 et 160 : dispositions transitoires applicables lors du renouvellement des baux conclus avant ou sous l'empire de la loi de 1986 (p. 1168) – Et n° 161 : validité de certains décrets d'application de la loi Méhaignerie (p. 1169) – Amendement n° 187 de M. Luc Dejoie, rapporteur : cas où les nouvelles dispositions ne sont pas applicables (p. 1169).

Retirés : amendements de M. Jean Faure, rapporteur pour avis, n° 123 : suppression des dispositions tendant à l'application de certaines dispositions protectrices de la nouvelle loi à

certains contrats conclus après la promulgation de la loi Méhaignerie (p. 1167 ; précédemment réservé p. 1167) – Et n° 124 (p. 1167) – Amendements de M. Jean Guénier, n° 94 : analogue à l'amendement n° 123 de la commission pour avis (p. 1167 ; précédemment réservé p. 1167) – Et n° 95 (p. 1167) – Amendement n° 179 de M. Marcel Lucotte, retiré par M. Jean-Paul Bataille (p. 1167).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1169).

Après l'art. 24 (p. 1169).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Jean-Luc Bécart, n° 40 : accords collectifs de location (p. 1171) – N° 41 : représentation des locataires (p. 1171) – N° 42 : protection des représentants statutaires des associations de locataires (p. 1171) – N° 43 : commission départementale des rapports locatifs (p. 1171) – N° 44 : commission nationale des rapports locatifs (p. 1171) – N° 45 : représentativité des organisations de bailleurs et des organisations de gestionnaires (p. 1171) – N° 46 : accords collectifs de location et secteurs locatifs (p. 1172) – N° 47 : application des accords collectifs de location (p. 1172) – N° 48 : maintien en vigueur des accords en cas de changement de bailleurs (p. 1172) – N° 49 : objet des accords collectifs de location (p. 1172) – N° 50 : hiérarchie des accords collectifs de location (p. 1172) – N° 51 : applicabilité des accords collectifs au contrat de location en cours (p. 1172) – N° 52 : publicité des accords collectifs (p. 1172) – N° 53 : effet de la dénonciation ou du non-renouvellement de l'accord (p. 1172) – N° 54 : élaboration et exécution des accords collectifs de location (p. 1173) – N° 55 : locaux collectifs (p. 1173) – N° 56 : abrogation du chapitre VII de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (p. 1173) – Et n° 57 : insertion d'une division additionnelle : chapitre III bis « De l'organisation des rapports collectifs de location » (p. 1173).

Avant l'art. 25 (p. 1173).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Jean-Luc Bécart, n°s 58 à 65 : organisation des rapports collectifs de location (p. 1173 et 1174).

Art. 25 *(Sortie des locaux vacants du régime de la loi de 1948)* (p. 1174).

Adopté : amendement n° 22 de M. Luc Dejoie, rapporteur : sortie de la loi de 1948 des logements ne satisfaisant pas aux normes minimales d'habitabilité (p. 1176 ; scrutin public n° 143).

Devenus sans objet : amendements de M. Jean Faure, rapporteur pour avis, n° 125 : suppression de l'avis de la commission nationale de concertation (p. 1176) – N° 126 : demande de mise aux normes du logement (p. 1176) – N° 127 : suppression des dispositions relatives à l'intervention du juge en cas de demande de modifications du loyer proposées par le locataire (p. 1176) – Et n° 128 : sanctions du défaut de mise aux normes (p. 1176) – Amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 66 : maintien des dispositions de la loi de 1948 en cas d'impossibilité matérielle de mise aux normes (p. 1176) – Et n° 67 : information des locataires (p. 1176).

– L'article 25, dans la rédaction de l'amendement n° 22, est adopté (p. 1176).

Après l'art. 25 (p. 1176).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 96 de M. Jean Guénier, soutenu par M. Paul Caron : extension du dispositif de sortie de la loi de 1948 des locataires disposant de ressources supérieures à un certain seuil aux personnes âgées et aux personnes handicapées (p. 1177).

Non soutenu : amendement (art. additionnel) n° 182 de M. Lucien Lanier (p. 1176).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 1177).

Art. 26 *(Contrat de location des locaux classés en sous-catégorie II.B ou II.C établi en application des articles 25 et 28 à 33 de la loi Méhaignerie)* (p. 1178).

Adopté : amendement n° 23 de M. Luc Dejoie, rapporteur : suppression de cet article (p. 1178).

Devenus sans objet : amendement n° 129 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : dispositions relatives aux désaccords ou aux défauts de réponse du locataire (p. 1178) ; sous-amendement n° 189 de M. Louis Besson, ministre (p. 1178).

– L'article 26 est supprimé (p. 1178).

Art. 27 *(Régime applicable aux locaux faisant l'objet d'un contrat conclu en application de l'article 31 de la loi Méhaignerie à l'expiration de ce contrat)* – Adopté (p. 1178).

Art. 28 *(Conclusion des contrats à l'expiration des baux des articles 3 bis, 3 quater, 3 quinquies, 3 sexies et 3 septies)* – Adopté (p. 1178).

Art. 29 *(Commissions départementales des rapports locatifs)* (p. 1178).

Adopté : amendement n° 130 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 1179).

– L'article 29 est supprimé (p. 1179).

Art. 30 *(Accords collectifs de location)* (p. 1179).

Adoptés : amendement n° 131 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : coordination avec l'amendement n° 130 (p. 1180) – Amendements identiques n° 24 de M. Luc Dejoie, rapporteur, et n° 132 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : suppression de la référence au secteur locatif privé (p. 1180) – Et amendements identiques n° 25 de M. Luc Dejoie, rapporteur, et n° 133 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : suppression de la procédure d'extension des accords collectifs de location par voie réglementaire (p. 1181).

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 1181).

Art. 31 *(Accords collectifs locaux)* – Adopté (p. 1181).

Art. 32 (p. 1181) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 33 *(Locaux à usage professionnel)* (p. 1181).

Retiré : amendement n° 174 de M. Jean Guenier, soutenu par M. Paul Caron : fixation contractuelle de la durée de la tacite reconduction (p. 1181).

– L'article 33 est adopté (p. 1181).

Art. 34 *(Locaux à usage professionnel)* (p. 1181).

Adoptés : amendements identiques n° 26 de M. Luc Dejoie, rapporteur, et n° 134 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 1183).

– L'article 34 est supprimé (p. 1183).

Art. 34 bis *(Locaux à usage professionnel)* (p. 1183).

Adopté : amendement n° 135 de M. Jean Faure, rapporteur pour avis : procédure en cas d'utilisation d'un local d'habitation comme lieu d'exercice d'une profession (p. 1187).

Rejetés : amendements identiques n° 27 de M. Luc Dejoie, rapporteur, n° 144 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jean-Luc Bécart, et n° 167 de M. Philippe François : suppression de ces articles (p. 1187).

Devenu sans objet : amendement n° 100 de M. Ernest Cartigny : suppression des dispositions relatives à l'utilisation d'un local d'habitation comme local professionnel (p. 1187).

– L'article 34 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 135, est adopté (p. 1187).

Après l'art. 34 bis (p. 1187).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 97 de M. Jean Guenier, soutenu par M. Paul Caron : charges locatives (p. 1188).

Devenu sans objet : amendement n° 183 de M. Lucien Lanier (p. 1188).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 1188).

Art. 35 *(Renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour la rédaction définitive des dispositions maintenues de la loi Méhaignerie)* (p. 1188).

Adopté : amendement n° 28 de M. Luc Dejoie, rapporteur : suppression de cet article (p. 1189).

Devenus sans objet : amendement n° 162 de M. Louis Besson, ministre : coordination entre la loi Méhaignerie du 23 décembre 1986 et la présente proposition de loi (p. 1189) – Amendements de M. Jean Faure, rapporteur pour avis, n°s 136 et 137 : coordination entre la loi Méhaignerie du 23 décembre 1986 et la présente proposition de loi (p. 1189).

– L'article 35 est supprimé (p. 1189).

Après l'art. 35 (p. 1189).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Jean-Luc Bécart, n°s 68 et 69 : dispositions relatives à la vente de logements HLM (p. 1190) – Amendement (art. additionnel) n° 163 de M. Louis Besson, ministre : dispositions applicables aux logements à statut locatif particulier (p. 1190).

Art. 36 *(Dépenses du personnel chargé de l'entretien des parties communes et de l'élimination des rejets)* – Adopté (p. 1190).

Après l'art. 36 (p. 1190).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 184 de M. Louis Besson, ministre : cession d'actifs immobiliers appartenant aux armées (p. 1191).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 1191).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Paul Caron* (p. 1191), *Robert Laucournet* (p. 1191, 1192), *Jean-Luc Bécart* (p. 1192), *Gérard Larcher* (p. 1192, 1193), *Jacques Larché, président de la commission des lois* (p. 1193) ; *intervention de M. Louis Besson, ministre* (p. 1193, 1194).

Adoption (6 juin 1989) (p. 1194).

Discussion (nouvelle lecture)

(29 juin 1989) (p. 2100, 2136).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2100, 2109) : *MM. Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois ; René Régnault, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Charles Lederman, Emmanuel Hamel, Louis Besson, ministre chargé du logement.*

Expulsions (logement) : *Lederman (Charles)* (p. 2104).

Investissements : *Régnault (René)* (p. 2102, 2103).

Logement : *Dejoie (Luc)* (p. 2101) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2105) ; *Larché (Jacques)* (p. 2102) ; *Régnault (René)* (p. 2102).

Logement social : *Besson (Louis)* (p. 2109).

Loyers : *Besson (Louis)* (p. 2107).

Navettes législatives : *Lederman (Charles)* (p. 2104).

Politique économique et sociale : *Lederman (Charles)* (p. 2105).

Professions libérales : *Besson (Louis)* (p. 2108).

Spéculation immobilière : *Besson (Louis)* (p. 2106).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2113, 2136) : *MM. Paul Souffrin, Luc Dejoie, rapporteur ; Louis Besson, ministre ; William Chervy, Emmanuel Hamel, Mme Paulette Fost, MM. Jacques Larché, président de la commission ; Claude Estier.*

Art. 1er – Adopté (p. 2113).

Art. 3 (p. 2113).

Adoptés : amendements de M. Luc Dejoie, rapporteur, n° 44 : rétablissement partiel de la présomption établie par l'article 1731 du code civil (p. 2114) – Et n° 2 : suppression du 8e alinéa de cet article relatif à l'état des éléments de chauffage (p. 2115 ; scrutin public n° 167).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2115).

Après l'art. 7 (p. 2115).

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Emmanuel Hamel : cas de souscription d'un contrat d'assurance par le bailleur (p. 2115).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2115).

Art. 8 (p. 2115).

Adopté : amendement n° 3 de M. Luc Dejoie, rapporteur : suppression de la disposition de cet article relative au prix du loyer au mètre carré de surface habitable des locaux sous-loués (p. 2116).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2116).

Art. 8 bis – Adopté (p. 2116).

Art. 8 ter (p. 2116) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 9 (p. 2116).

Adoptés : amendements de M. Luc Dejoie, rapporteur, n° 4 : durée du contrat de location et renouvellement (p. 2117) – N°s 5 et 6 : coordination (p. 2117).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2117).

Art. 11 bis (p. 2117) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 7 de M. Luc Dejoie, rapporteur : cas de résiliation du contrat de location par le bailleur (p. 2117).

– L'article 11, ainsi rédigé, est rétabli (p. 2117).

Art. 14 (p. 2117).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Luc Dejoie, rapporteur : possibilité pour le locataire de dénoncer son contrat de location dans un délai plus court (p. 2118) – Amendement n° 45 de M. Louis Besson, ministre : raccourcissement à six mois, avant l'échéance du contrat, de la période pendant laquelle le congé peut être donné (p. 2118).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2118).

Art. 15 (p. 2118).

Adoptés : amendements de M. Luc Dejoie, rapporteur, n° 9 : associations dénommées « observatoires des loyers » (p. 2119) – N° 10 : détermination de la zone géographique d'observation de l'association agréée (p. 2119) – N° 11 : rôle des observatoires des loyers (p. 2119) – Et n° 12 : teneur des rapports sur l'évolution des loyers (p. 2120).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2120).

Art. 16 (p. 2120).

Adoptés : amendements de M. Luc Dejoie, rapporteur, n° 14 : retour au texte adopté en première lecture par le Sénat (p. 2123) – Et n° 15 : situation du loyer lors du renouvellement du contrat de location (p. 2124).

Rejeté : amendement n° 13 de M. Luc Dejoie, rapporteur : liberté de fixation du loyer des locaux vacants ou des locaux faisant l'objet d'une première location (p. 2123).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2124).

Art. 17 (p. 2124).

Adopté : amendement n° 16 de M. Luc Dejoie, rapporteur : cas de fixation, par un décret en Conseil d'Etat, du taux maximum d'évolution des loyers proposés lors du renouvellement des contrats de location (p. 2126).

– L'article 17, dans la rédaction de l'amendement n° 16, est adopté (p. 2126).

Art. 18 (p. 2126).

Adopté : amendement n° 17 de M. Luc Dejoie, rapporteur : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 2126).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2126).

Art. 22 (p. 2126).

Adopté : amendement n° 18 de M. Luc Dejoie, rapporteur : justification des demandes de provisions (p. 2126).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2126).

Art. 23 (p. 2126).

Adopté : amendement n° 19 de M. Luc Dejoie, rapporteur : délais de paiement accordés par le juge, saisi par le locataire, statuant en la forme des référés (p. 2127).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2127).

Art. 24 (p. 2127).

Adoptés : amendements de M. Luc Dejoie, rapporteur, n° 20 : harmonisation des différentes législations (p. 2127) – N° 21 : coordination (p. 2127) – N°s 22 et 23 : rédactionnels (p. 2128) – N° 24 : harmonisation (p. 2128) – Et n° 25 : incidences d'un accord entre les parties (p. 2128) – Amendements de M. Louis Besson, ministre, n° 46 : obligation de saisine de la commission départementale de conciliation (p. 2128) – Et n° 48 : rédactionnel (p. 2128).

Rejeté : amendement n° 47 de M. Louis Besson, ministre : suppression du paragraphe 4 de cet article (p. 2128).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 2128).

Après l'art. 24 (p. 2128).

Rejeté : amendement n° 35 (division additionnelle) de M. Paul Souffrin : chapitre III bis nouveau intitulé « De l'organisation des rapports locatifs de location » (p. 2131).

Avant l'art. 25 (p. 2128).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Paul Souffrin, n° 36 : augmentation du taux figurant dans le premier alinéa de l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation (p. 2131) – N° 37, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de la généralisation du surloyer ou du supplément de loyer (p. 2131) – N° 38, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : fixation des loyers des habitations à loyer modéré faisant l'objet d'une nouvelle location (p. 2131) – N° 39 : déplafonnement des loyers des logements financés par le Crédit foncier de France ou la Caisse centrale de coopération économique (p. 2131) – N° 40 : protection du débiteur obligé de vendre ses biens (p. 2131) – N° 41 : modalités de prise en compte de la situation familiale par les locataires faisant l'objet d'une menace d'expulsion (p. 2131) – N° 42 : renforcement de l'autorité des collectivités locales en matière d'attribution de logements (p. 2131) – Et n° 43 : cas des personnes physiques qui se trouvent dans l'impossibilité d'honorer les remboursements d'emprunts contractés (p. 2131).

Art. 25 (p. 2131).

Adopté : amendement n° 26 de M. Luc Dejoie, rapporteur : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 2131).

– L'article 25, dans la rédaction de l'amendement n° 26, est adopté (p. 2131).

Art. 25 bis – Adopté (p. 2132).

Art. 26 (p. 2132).

Adopté : amendement n° 27 de M. Luc Dejoie, rapporteur : suppression de cet article (p. 2132).

– L'article 26 est supprimé (p. 2132).

Art. 29 – Adopté (p. 2132).

Art. 30 (p. 2132).

Adoptés : amendements n°s 28 et 29 de M. Luc Dejoie, rapporteur : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 2132).

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 2132).

Art. 31 (p. 2132).

Adopté : amendement rédactionnel n° 52 de M. Luc Dejoie, rapporteur (p. 2133).

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 2133).

Art. 31 bis (p. 2133).

Adopté : amendement n° 30 de M. Luc Dejoie, rapporteur : suppression de cet article (p. 2133).

– L'article 31 bis est supprimé (p. 2133).

Art. 31 ter (p. 2133).

Adopté : amendement n° 31 de M. Luc Dejoie, rapporteur : suppression de cet article (p. 2133).

– L'article 31 ter est supprimé (p. 2133).

Art. 34 – Adopté (p. 2133).

Art. 34 bis (p. 2133) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 32 de M. Luc Dejoie, rapporteur : conditions d'installation des professions libérales (p. 2134).

– L'article 34 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 32, est adopté (p. 2134).

Art. 34 ter (p. 2134).

Adoptés : amendements de M. Luc Dejoie, rapporteur, n° 33 : suppression du paragraphe I de cet article relatif aux locaux encore soumis à la loi de 1948 et insuffisamment occupés (p. 2134) – Et n° 34 : répartition des charges (p. 2135).

– L'article 34, ainsi modifié, est adopté (p. 2135).

Art. 35 – Adopté (p. 2135).

Art. 35 bis (p. 2135).

Adoptés : amendements de M. Louis Besson, ministre, n° 49 : extension du champ d'application de cet article aux locataires des habitations à loyer modéré (p. 2135) – N° 50 : coordination (p. 2136) – Et n° 51 : rédactionnel (p. 2136).

– L'article 35 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2136).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Emmanuel Hamel* (p. 2136) , *Paul Souffrin* (p. 2136), *Guy Penne* (p. 2136).

Adoption (29 juin 1989) (p. 2136).

4. – **Projet de loi visant à la mise en oeuvre du droit au logement,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement (8 novembre 1989) [n° **982** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la production.

Rapport de M. Bernard Carton (7 décembre 1989) [n° **1071** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (13, 14, 18 décembre 1989) – Adoption (18 décembre 1989) [n° **232**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1989) [n° **160** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Logement (aides au)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **190**

Lois (application)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **130**

Lois de finances

1. – **Proposition de loi organique tendant à compléter l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles de Cuttoli, Paul d'Ornano et Jean Barras, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 - 31 août 1989) [n° **480** (88-89)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Projet de loi de finances pour 1990,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard,

Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et par M. Michel Charasse, ministre chargé du budget (2 octobre 1989) [n° **895** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires étrangères, de la défense, des lois et de la production – Rapport général de M. Alain Richard, rapporteur général (12 octobre 1989) [n° **920** (9e lég.)] – Discussion (17, 18, 19, 20, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 31 octobre, 2, 3, 6, 7, 8, 9, 10, 13, 14, 15, 16, 20 novembre 1989) – Adoption (20 novembre 1989) [n° **181**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 novembre 1989) [n° **58** (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires étrangères, des affaires sociales et des lois – Rapport général de M. Roger Chinaud, rapporteur général (21 novembre 1989) [n° **59** (89-90)] – Discussion (du 21 novembre au 2 décembre, du 4 au 9 décembre 1989) – Adoption (9 décembre 1989) [n° **27**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 décembre 1989) [n° **1078** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE), rapport de M. Alain Richard (12 décembre 1989) [n° **1082** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT), rapport de M. Roger Chinaud (12 décembre 1989) [n° **119** (89-90)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (11 décembre 1989) [n° **1078** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (13 décembre 1989) [n° **1088** (9e lég.)] – Discussion (14, 15, 17, 18 décembre 1989) – Adoption (18 décembre 1989) [n° **228**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1989) [n° **149** (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (18 décembre 1989) [n° **150** (89-90)] – Discussion (18 décembre 1989) – Rejet (18 décembre 1989) [n° **57**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 décembre 1989) [n° **1125** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (20 décembre 1989) [n° **1133** (9e lég.)] – Discussion (19, 20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° **250**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 89-268 DC du 29 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 30 décembre 1989) qui déclare contraires à la Constitution certaines dispositions des articles 47, 102 et 107 ainsi que l'article 120 de la loi de finances pour 1990.

PROMULGATION : Loi n° 89-935 du 29 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 30 décembre 1989 – Rectificatif : (*J.O.* Lois et décrets du 14 avril 1990).

ASSEMBLÉE NATIONALE

Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL (n° **920**) fait, au nom de la commission des Finances, de l'Économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1990 (n° **895**), par M. Alain Richard, rapporteur général :

Tome I.– Rapport général

Tome II.– Examen de la première partie du projet de loi de finances. Conditions générales de l'équilibre financier

Tome III.– Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. Moyens des services et dispositions spéciales

Rapporteurs spéciaux

I. – BUDGET GÉNÉRAL

1. – **Dépenses civiles**

Annexes :

1. – Affaires étrangères : M. Jean-Marie Cambacérès.
2. – Affaires européennes : M. Martin Malvy.
3. – Agriculture et forêt : M. Yves Tavernier.
4. – Anciens combattants et victimes de guerre : M. Jean-Louis Dumont.
5. – Commerce extérieur : M. Edmond Hervé.
6. – Coopération et développement : M. Alain Vivien.
7. – Culture, communication, grands travaux et bicentenaire : Culture : M. Charles Josselin.
8. – Culture, communication, grands travaux et bicentenaire : Communication : M. Robert-André Vivien.
9. – Départements et territoires d'Outre-Mer : M. Maurice Pourchon.
10. – Économie, finances et budget : Charges communes et services financiers : M. Jean-Marc Ayrault.
11. – Économie, finances et budget : Secteur public : M. Jean Le Garrec.
12. – Éducation nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire : M. Jean-Paul Planchou.
13. – Éducation nationale, jeunesse et sports : Enseignement supérieur : M. Yves Fréville.
14. – Éducation nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et Sports : M. Gérard Bapt.
15. – Équipement et transports : Aviation civile et météorologie - Budget annexe de la navigation aérienne : M. Michel Inchauspé.
16. – Équipement et transports : Mer : M. Albert Denvers.
17. – Équipement et transports : Routes et Sécurité routière : M. Louis Mexandeau.
18. – Équipement et transports : Transports terrestres et S.N.C.F. : M. Claude Germon.
19. – Équipement et transports : Urbanisme, logement et services communs : M. Jean Anciant.
20. – Fonction publique et réformes administratives : M. Raymond Forni.
21. – Industrie et aménagement du territoire : Industrie : M. Jacques Roger-Machart.
22. – Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire : M. Jean-Pierre Balligand.
23. – Industrie et aménagement du territoire : Commerce et Artisanat : M. Alain Griotteray.
24. – Industrie et aménagement du territoire : Tourisme : M. Alain Rodet.
25. – Intérieur : Administration générale et collectivités locales : M. Augustin Bonrepaux.
26. – Intérieur : Police et Sécurité civile : M. Guy Bêche.
27. – Justice : M. Philippe Auberger.
28. – Premier ministre : Services généraux - Plan - Budget annexe des Journaux Officiels : M. Jean-Pierre Balligand.
29. – Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale (S.G.D.N.) : M. Raymond Marcellin.
30. – Premier ministre : Conseil économique et social : M. Ladislas Poniatowski.
31. – Premier ministre : Environnement : M. Michel Barnier.
32. – Recherche et technologie : M. Emile Zuccarelli.
33. – Solidarité, santé et protection sociale : Section commune et Famille : M. Fabien Thiémé.
34. – Solidarité, santé et protection sociale : Personnes âgées : M. Jean-Pierre Delalande.
35. – Solidarité, santé et protection sociale : Santé et Affaires sociales : M. Gilbert Gantier.
36. – Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et Emploi : M. Pierre Forgues.
37. – Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Michel Berson.

2. – **Dépenses militaires**

38. – Défense : M. François Hollande.

II. – BUDGETS ANNEXES

39. – Imprimerie nationale : M. Jean-Jacques Jegou.
40. – Légion d'Honneur - Ordre de la Libération : M. Jean de Gaulle.
41. – Monnaies et médailles : M. Arthur Dehaine.
42. – Postes, télécommunications et espace : M. Alain Bonnet.
43. – Prestations sociales agricoles : M. Philippe Vasseur.

III. – DIVERS

44. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Dominique Gambier.
45. – Taxes parafiscales : M. Jean Tardito.

Rapporteurs pour avis

AVIS (n° **921**), présenté au nom de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1990 :

Tome I.– Anciens combattants : M. Jean Proveux.

Tome II.– Culture, communication, grands travaux et bicentenaire : Culture : Mme Michèle Barzach.

Tome III.– Culture, communication, grands travaux et bicentenaire : Communication : M. Bernard Schreiner (Yvelines).

Tome IV.– Éducation nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire : M. Bernard Derosier.

Tome V.– Éducation nationale, jeunesse et sports : Enseignement supérieur : M. Jean Giovannelli.

Tome VI.– Éducation nationale, jeunesse et sports : Enseignement technique : M. René Couanau.

Tome VII.– Éducation nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et Sports : M. Georges Hage.

Tome VIII.– Recherche et technologie : M. Jean-Pierre Sueur.

Tome IX.– Solidarité, santé et protection sociale : Famille : Mme Roselyne Bachelot.

Tome X.– Solidarité, santé et protection sociale : Personnes âgées : M. Denis Jacquat.

Tome XI.– Solidarité, santé et protection sociale : Santé : M. Alain Calmat.

Tome XII.– Solidarité, santé et protection sociale : Solidarité et Protection sociale : M. Claude Bartolone.

Tome XIII.– Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et Emploi : Mme Marie-France Lecuir.

Tome XIV.– Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Jean-Paul Fuchs.

Tome XV.– Prestations sociales agricoles : M. Henri Bayard.

AVIS (n° **922**), présenté au nom de la commission des Affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1990 :

Tome I.– Affaires étrangères : Immigration : M. Jean-Marie Daillet.

Tome II.– Affaires étrangères : Services diplomatiques et généraux : M. André Delehedde.

Tome III.– Affaires étrangères : Relations culturelles et francophonie : M. Xavier Deniau.

Tome IV.– Affaires européennes : Institutions, Marché unique, Monnaie : M. Jean Seitlinger.

Tome V.– Affaires européennes : Recherche, Technologie, Télécommunications : M. Jean-Yves Le Déaut.

Tome VI.– Agriculture et forêt : Agriculture : M. Théo Vial-Massat.

Tome VII.– Commerce extérieur : Mme Louise Moreau.

Tome VIII.– Coopération et développement : M. André Bellon.

Tome IX.– Culture, communication, grands travaux et bicentenaire : Culture et Communication : M. Michel Vauzelle.

Tome X.– Équipement et transports : Mer : M. Jean Lacombe.

Tome XI.– Défense : M. Claude-Gérard Marcus.

AVIS (n° **923**), présenté au nom de la commission de la Défense nationale et des Forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1990 :

Tome I.– Affaires étrangères : M. Jean-Yves Le Drian.

Tome II.– Coopération et développement : M. Guy-Michel Chauveau.

Tome III.– Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale (S.G.D.N.) : M. Louis Pierna.

Tome IV.– Défense : Espace et Forces nucléaires : M. Freddy Deschaux-Beaume.

Tome V.– Défense : Recherche et industrie d'armement : M. Jean-Guy Branger.

Tome VI.– Défense : Personnels de la Défense : M. Jean Gatel.

Tome VII.– Défense : Forces terrestres : M. François Fillon.

Tome VIII.– Défense : Marine : M. Joseph Gourmelon.

Tome IX.– Défense : Air : M. Jean Briane.

Tome X.– Défense : Gendarmerie : M. Georges Lemoine.

AVIS (n° **924**), présenté au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1990 :

Tome I.– Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'Outre-mer : M. Jean-Pierre Lapaire.

Tome II.– Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'Outre-mer : M. Jean-Paul Virapoullé.

Tome III.– Fonction publique et réformes administratives : M. Jacques Mahéas.

Tome IV.– Intérieur : Administration générale et collectivités locales : M. Pascal Clément.

Tome V.– Intérieur : Police : M. Michel Suchod.

Tome VI.– Intérieur : Sécurité civile : M. Pierre Pasquini.

Tome VII.– Justice : Administration centrale et services judiciaires : M. François Asensi.

Tome VIII.– Justice : Administration pénitentiaire et éducation surveillée : M. Gilbert Bonnemaison.

AVIS (n° **925**) présenté au nom de la commission de la Production et des Échanges, sur le projet de loi de finances pour 1990 :

Tome I.– Agriculture et forêt : M. Alain Brune.

Tome II.– Commerce extérieur : M. Francis Saint-Ellier.

Tome III.– Départements et territoires d'Outre-mer : M. Guy Malandain.

Tome IV.– Équipement et transports : Aviation civile et Météorologie : M. Jean Auroux.

Tome V.– Équipement et transports : Mer : M. Jean Beaufils.

Tome VI.– Équipement et transports : Routes et Sécurité routière - Transports terrestres et S.N.C.F. : M. Jacques Fleury.

Tome VII.– Équipement et transports : Urbanisme - Logement : M. Bernard Carton.

Tome VIII.– Industrie et aménagement du territoire : Industrie : M. Roger Mas.

Tome IX.– Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire : M. Michel Dinet.

Tome X.– Industrie et aménagement du territoire : Commerce et Artisanat : M. Jean-Paul Charié.

Économie, finances et budget : Consommation : M. Jean-Paul Charié.

Tome XI.– Industrie et aménagement du territoire : Tourisme : M. Francis Geng.

Tome XII.– Postes, Télécommunications et espace : M. Jean-Pierre Fourre.

Tome XIII.– Premier ministre : Plan : M. Paul Lombard.

Tome XIV.– Premier ministre : Environnement : M. Georges Colin.

Tome XV.– Recherche et technologie : M. Robert Galley.

SÉNAT

Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL [n° **59** (89-90)] fait au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de loi de finances pour 1990 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [n° **58** (89-90)], par M. Roger Chinaud, rapporteur général :

Tome I.– Le budget de 1990 et son contexte économique et financier.

Tome II.– Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)

Annexe.– Relations financières avec les Communautés européennes. (M. Jacques Chaumont, rapporteur.)

Tome III.– Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Rapporteurs spéciaux

I. – BUDGETS CIVILS

A. – **Budget général.**

Annexes :

1. – Affaires étrangères : M. Yves Guéna.
2. – Agriculture et forêt : M. Roland du Luart.
3. – Anciens combattants : M. Auguste Cazalet.
4. – Coopération et développement : M. André-Georges Voisin.

Culture et communication :

5. – • Culture : M. Raymond Bourgine.
6. – • Communication : M. Jean Cluzel.
7. – Départements et territoires d'outre-mer : M. Henri Goetschy.

Économie, finances et budget :

8. – I. – Charges communes : M. Claude Belot.
9. – II. – Services financiers : M. Michel Manet.
10. – • Commerce extérieur : M. Tony Larue.

Éducation nationale, enseignement scolaire et supérieur :

11. – I. – Enseignement scolaire : M. Jacques Delong.
12. – II. – Enseignement supérieur : M. Jean Clouet.
13. – Éducation nationale, jeunesse et sports : M. Paul Caron.

Équipement, logement, transport et mer :

14. – I. – Urbanisme, logement et services communs : M. Ernest Cartigny.

II. – Transports intérieurs :

15. – 1. – Transports terrestres : M. Jean-Pierre Masseret.
16. – • Voies navigables : M. Philippe Adnot.
17. – 2. – Routes : M. Paul Loridant.
18. – 3. – Sécurité routière : M. Paul Loridant.
19. – III. – Aviation civile et IV. – Météorologie : M. Marcel Fortier.

V. – Mer :

20. – • Marine marchande : M. René Régnault.
21. – • Ports maritimes : M. Tony Larue.

Industrie et aménagement du territoire :

22. – I. – Industrie : M. Jean-François Pintat.
23. – II. – Aménagement du territoire : M. Geoffroy de Montalembert.
24. – III. – Commerce et artisanat : M. René Ballayer.
25. – IV. – Tourisme : M. Pierre Croze.

Intérieur :

26. – • Administration centrale et sécurité : M. Paul Girod.
27. – • Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation : M. Bernard Pellarin.
28. – Justice : M. Jean Arthuis.
29. – Recherche et technologie : M. Jacques Valade.

Services du Premier ministre :

30. – I. – Services généraux : M. Maurice Couve de Murville.
31. – • Économie sociale : M. Robert Vizet.
32. – II. – S.G.D.N. : M. Henri Collard.
33. – III. – Conseil économique et social : Mme Paulette Fost.
34. – IV. – Plan : Mme Maryse Bergé-Lavigne.
35. – V. – Environnement : M. Robert Vizet.
36. – Solidarité, santé et protection sociale : M. Jacques Oudin.
37. – Travail, emploi et formation professionnelle et services communs : M. Maurice Blin.

B. – **Budgets annexes.**

38. – Imprimerie nationale : M. Henri Collard.
39. – Journaux officiels : Mme Paulette Fost.
40. – Légion d'honneur - Ordre de la Libération : M. Louis Perrein.
41. – Navigation aérienne : M. Marcel Fortier.
42. – Monnaies et Médailles : M. Louis Perrein.

43. – Postes, télécommunications et espace : M. Henri Torre.

44. – Prestations sociales agricoles : M. Roland du Luart.

II. – DÉFENSE

45. – Exposé d'ensemble et dépenses en capital : M. René Monory.

46. – Dépenses ordinaires : M. François Trucy.

III. – AUTRES DISPOSITIONS

47. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Emmanuel Hamel.

48. – Observations de la commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des Comptes : M. Michel Moreigne.

Rapporteurs pour avis

AVIS [n° **60** (89-90)] présenté, au nom de la commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1990 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

Tome I.– Culture, par M. Michel Miroudot.

Tome II.– Cinéma - Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat.

Tome III.– Environnement, par M. Hubert Martin.

Tome IV.– Enseignement scolaire, par M. Paul Séramy.

Tome V.– Enseignement agricole, par M. Albert Vecten.

Tome VI.– Enseignement supérieur, par M. Jean-Pierre Camoin.

Tome VII.– Enseignement technique, par M. Gérard Delfau.

Tome VIII.– Recherche scientifique et technique, par M. Pierre Laffitte.

Tome IX.– Jeunesse et sports, par M. François Lesein.

Tome X.– Communication, par M. Adrien Gouteyron.

Tome XI.– Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jean Delaneau.

Tome XII.– Francophonie, par M. Jacques Habert.

AVIS [n° **61** (89-90)] présenté, au nom de la commission des Affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1990 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

Tome I.– Agriculture, par M. Alain Pluchet.

Tome II.– Aménagement rural, par M. Maurice Arreckx.

Tome III.– Industries agricoles et alimentaires, par M. Aubert Garcia.

Tome IV.– Industrie, par M. Francisque Collomb.

Tome V.– Energie, par M. Roland Grimaldi.

Tome VI.– Recherche scientifique, par M. René Trégouët.

Tome VII.– Commerce et artisanat, par M. Jean-Jacques Robert.

Tome VIII.– Consommation et concurrence, par M. Henri Bangou.

Tome IX.– Commerce extérieur, par M. Marcel Daunay.

Tome X.– Aménagement du territoire, par M. Jean Puech.

Tome XI.– Plan, par M. Bernard Barbier.

Tome XII.– Routes et voies navigables, par M. Jacques Braconnier.

Tome XIII.– Ports maritimes, par M. Jean-François Le Grand.

Tome XIV.– Logement, par M. Robert Laucournet.

Tome XV.– Urbanisme, par M. Jacques Bellanger.

Tome XVI.– Tourisme, par M. Charles Ginésy.

Tome XVII.– Environnement, par M. Bernard Hugo.

Tome XVIII.– Transports terrestres, par M. Georges Berchet.

Tome XIX.– Aviation civile, par M. Bernard Legrand.

Tome XX.– Marine marchande, par M. Louis de Catuelan.

Tome XXI.– Postes, télécommunications et espace, par M. Jean Faure.

Tome XXII.– Départements d'outre-mer, par M. Rodolphe Désiré.

Tome XXIII.– Territoires d'outre-mer, par M. Pierre Lacour.

AVIS [n° **62** (89-90)] présenté, au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1990 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

Tome I.– Affaires étrangères, par M. Claude Mont.

Tome II.– Affaires étrangères, relations culturelles, par M. Paul Alduy.

Tome III.– Coopération, par M. Paul d'Ornano.

Tome IV.– Défense. Section commune, par M. Xavier de Villepin.

Tome V.– Défense. Section Gendarmerie, par M. Michel Alloncle.

Tome VI.– Défense. Section Forces terrestres, par M. Philippe de Gaulle.

Tome VII.– Défense. Section Air, par M. Albert Voilquin.

Tome VIII.– Défense. Section Marine, par M. Max Lejeune.

AVIS [n° **63** (89-90)] présenté, au nom de la commission des Affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1990 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

Tome I.– Anciens combattants, par M. Claude Prouvoyeur.

Tome II.– Santé et action sociale, par M. Louis Boyer.

Tome III.– Sécurité sociale, par M. Charles Descours.

Tome IV.– Travail, emploi et formation professionnelle, par MM. Louis Souvet et Jean Madelain.

Tome V.– Prestations sociales agricoles, par M. Pierre Louvot.

Tome VI.– Départements et territoires d'outre-mer, par M. Roger Lise.

Tome VII.– Logement social, par M. Guy Penne.

AVIS [n° **64** (89-90)] présenté, au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 1990 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

Tome I.– Intérieur. Décentralisation, par M. Bernard Laurent.

Tome II.– Intérieur. Police et sécurité, par M. Paul Masson.

Tome III.– Intérieur. Sécurité civile, par M. Jean-Pierre Tizon.

Tome IV.– Justice. Services généraux, par M. Germain Authié.

Tome V.– Justice. Administration pénitentiaire, par M. Jacques Thyraud.

Tome VI.– Justice. Éducation surveillée, par M. Charles de Cuttoli.

Tome VII.– Départements d'outre-mer, par M. Louis Virapoullé.

Tome VIII.– Territoires d'outre-mer, par M. Jean-Marie Girault.

TABLEAU DE CONCORDANCE

Tableau de concordance des articles du projet de loi de finances pour 1990 (Assemblée nationale n° 895 et Sénat n° 58, 1989-1990) et des articles de la loi de finances pour 1990 (n° 89-935 du 29 décembre 1989)

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE			
		CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions relatives aux ressources			
		I. – *IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS*			
		A. – *Dispositions antérieures*			
1er		Entrée en vigueur de la Loi de Finances pour 1990	22 nov. 1989	3592	1er
		B. – *Mesures fiscales*			
		a. *Mesures de justice et de solidarité*			
2		Seuil de taxation forfaitaire d'après les éléments du train de vie. – Barème applicable aux revenus de 1989. – Limites d'exonération d'impôt sur le revenu. – Abattement pour les contribuables âgés de plus de 65 ans ou invalides. – Non-résidents : taux de la retenue à la source. – D.O.M. : réduction d'impôt sur le revenu. – Minimum de recouvrement. – Compte sur livret d'épargne populaire. – Gains nets sur cession de valeurs mobilières ou droits sociaux. – Relèvement du seuil d'exigibilité des acomptes provisionnels. – Revalorisation du barème. – Rémunération des apprentis : montant exonéré. – Plafond de la déduction de 10 % pour frais professionnels. – Abattement de 10 % sur les pensions et retraites. – Rémunération élevée : abattement de 20 % (ou de 10 %). – Chèques-vacances : relèvement du plafond. – Plafonnement des effets du quotient familial. – Abattement pour enfants mariés rattachés. – Pension alimentaire versée aux enfants majeurs. – Frais de garde des jeunes enfants. – Décote. – Minorations de 11 %, 6 %, 3 %. – Pensions alimentaires versées aux enfants inscrits dans l'enseignement supérieur	23 nov. 1989	3613	2
	2 *bis A* (SENAT) 1re lect.	Déduction des dépenses d'amélioration destinées à faciliter l'accueil des handicapés dans des immeubles autres que d'habitation	23 nov. 1989	3620	3
	2 *bis* (A.N.) 1re lect.	Assurance volontaire du conjoint collaborateur du professionnel libéral	23 nov. 1989	3626	4
3		Dons faits par les particuliers : réduction d'impôt sur le revenu	23 nov. 1989	3626	5
4		Taxe d'habitation : allégement de la taxe en faveur des contribuables modestes	23 nov. 1989	3629	6
	4 *bis* (A.N.) 1re lect.	Taxe professionnelle : plafonnement en fonction de la valeur ajoutée : réduction du taux de plafonnement. – Tarif au 1-1-90. – Imposition de l'usufruitier. – Placements financiers des non-résidents	23 nov. 1989	3641	7
5		Réduction de taux : réduction du taux majoré. – Œuvres pornographiques ou violentes. – P.M.U. et loto : relèvement du tarif du droit de timbre. – Création d'un droit de timbre sur les jeux dits : « loterie instantanée et tapis vert »	23 nov. 1989	3644	8
6		Réduction de taux : réduction du taux applicable aux médicaments	23 nov. 1989	3650	9
7		Aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune	23 nov. 1989	3652	10
8		Aménagement du dispositif des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions	23 nov. 1989	3661	11
	8 *bis* (A.N.) 1re lect.	Réduction du rabais sur le prix de souscription et d'achat des actions dans le cadre des plans d'options	23 nov. 1989	3663	12
9		Intérêts d'emprunt et dépenses de ravalement. – La notification des taux de réduction forfaitaire des immeubles urbains et des conditions de la reprise du supplément de cette déduction forfaitaire	23 nov. 1989	3664	13

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		b. *Mesures en faveur de la compétitivité*			
10		Produits de placement à revenu fixe : réduction des taux du prélèvement libératoire. – Gains sur le marché à terme d'instruments financiers (M.A.T.I.F.)	23 nov. 1989	3671	14
	10 *bis* (A.N.) 1re lect.	Primes de remboursement attachées à des titres détenus par des O.P.C.V.M. : suppression de la présomption de distribution des primes qui excèdent 10 % du nominal et des intérêts capitalisés afférents à des titres émis depuis le 1-1-85	23 nov. 1989	3676	15
	10 *ter* (SÉNAT) 1re lect.	Suppression de l'obligation de distribuer les produits de placement à revenu variable. – Primes de remboursement attachées à des titres détenus par des O.P.C.V.M. : suppression de l'exonération de certaines primes	23 nov. 1989	3677	16
11		Taxe sur les conventions d'assurances : exonération des contrats d'assurances sur la vie	23 nov. 1989	3677	17
12		Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés. – Supplément d'impôt sur les sociétés sur les distributions de bénéfices	23 nov. 1989	3678	18
	12 *bis* (A.N.) 1re lect.	Majoration du taux d'imposition des plus-values à long terme réalisées par les entreprises passibles de l'impôt sur les sociétés	23 nov. 1989	3684	19
13		Crédit d'impôt recherche	23 nov. 1989	3691	20
	13 *bis* (SÉNAT) 1re lect.	Cession ou concession de logiciels	23 nov. 1989	3697	21
14		Régime fiscal du crédit-bail	23 nov. 1989	3700	22
15		Groupe de sociétés : opérations de restructuration	23 nov. 1989	3702	23
16		Amortissements exceptionnels	23 nov. 1989	3705	24
17		Adhésion à des centres de gestion et associations agréés : plafond de l'abattement. – Salaire du conjoint de l'adhérent	23 nov. 1989	3705	25
	17 *bis* (SÉNAT) 1re lect.	Apport d'une exploitation agricole individuelle à une société à l'exception des immeubles	23 nov. 1989	3706	26
18		Cessions de parts d'E.A.R.L. représentatives de certains apports. – Cessions de fonds de commerce : allègement des droits. – Apports purs et simples de fonds de commerce en cas d'apport en société d'une entreprise individuelle ou de changement de régime fiscal d'une société. – Cessation d'activité de l'associé d'une société de personnes	23 nov. 1989	3708	27
		c. *Mesures diverses*			
19		Aménagements concernant la taxe intérieure sur les produits pétroliers	23 nov. 1989	3714	28
20		Reconduction du prélèvement sur les entreprises pétrolières	23 nov. 1989	3714	29
21		Auteurs, artistes, sportifs domiciliés en France : retenue à la source. – Imposition des revenus des non-résidents	23 nov. 1989	3714	30
22		Biens mobiliers d'investissement cédés par leurs utilisateurs. – Exonération des transports sanitaires effectués par des ambulanciers. – T.V.A. agricole : coopératives d'utilisation de matériel agricole (C.U.M.A.) et des coopératives d'insémination artificielle (C.I.A.)	24 nov. 1989	3722	31
	22 *bis* (A.N.) 1re lect.	Fioul domestique utilisé comme carburant pour les transports fluviaux : conditions de déductibilité de la T.V.A.	24 nov. 1989	3725	32
23		Régime fiscal du rhum	24 nov. 1989	3725	33
24		Relèvement de la taxe de sûreté sur les aéroports	24 nov. 1989	3725	34
25		Création d'une taxe forfaitaire annuelle due par les services de communication audiovisuelle	24 nov. 1989	3727	35
	25 *bis* (A.N.) 1re lect.	Exonération de droit de timbre en faveur des sinistrés de la Guadeloupe	24 nov. 1989	3728	36
26		Mesures de reconduction, de simplification et dispositions diverses. – Plus-values sur cessions de friches industrielles. – Appareils automatiques des forains. – Droit de bail : relèvement du seuil d'exonération. – Titres-restaurants : relèvement de la limite d'exonération	24 nov. 1989	3728	37
	26 *bis* (SÉNAT) 1re lect.	Mutuelles employant moins de 30 salariés : abattement de 8 000 F	24 nov. 1989	3731	38
27		(supprimé)	–	–	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
	27 *bis* (A.N.) Nlle lect.	Relèvement des tarifs de l'imposition forfaitaire annuelle (I.F.A.)	–	–	39
	27 *ter* (A.N.) Nlle lect.	Plus-values sur cessions de terrains situés dans les D.O.M.	–	–	40
	28 *A* (A.N.) 1re lect.	Versement au Trésor d'une fraction du résultat net de la Caisse des dépôts et consignations	24 nov. 1989	3733	41
28		Fonds de revalorisation des ventes de victimes d'accidents de la route : suppression de la contribution additionnelle	24 nov. 1989	3737	42
	28 *bis* (A.N.) Nlle lect.	Autorisation de l'exploitation de jeux faisant appel au hasard par la société France-Loto en Polynésie française	–	–	43
		II. – *RESSOURCES AFFECTÉES*			
29		Dispositions relatives aux affectations	24 nov. 1989	3738	44
	29 *bis* (A.N.) 1re lect.	Majoration du tarif de la redevance sur les consommations d'eau affectée au Fonds national pour le développement des adductions d'eau (F.N.D.A.E.)	24 nov. 1989	3738	45
30		Actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (B.A.P.S.A.)	24 nov. 1989	3740	46
31		Modification des modalités d'évolution de la dotation globale de fonctionnement	22 nov. 1989	3593	47
32		Affectation d'une partie de la fiscalité sur le tabac à la Caisse nationale d'allocations familiales	24 nov. 1989	3742	48
		TITRE II			
		DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES			
33		Majoration des rentes viagères	24 nov. 1989	3742	49
		TITRE III			
		DISPOSITIONS RELATIVES A L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES			
34		Équilibre général du budget	24 nov. 1989	3743	50
		DEUXIÈME PARTIE			
		MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES			
		TITRE PREMIER			
		Dispositions applicables à l'année 1990			
		I. – *OPÉRATIONS À CARACTÈRE DÉFINITIF*			
		A. – *Budget général*			
35		Budget général. – Services votés	9 déc. 1989	4645	51
36		Mesures nouvelles. – Dépenses ordinaires des services civils	9 déc. 1989	4645	52
37		Mesures nouvelles. – Dépenses en capital des services civils	9 déc. 1989	4646	53
38		Mesures nouvelles. – Dépenses ordinaires des services militaires	6 déc. 1989	4510	54
39		Mesures nouvelles. – Dépenses en capital des services militaires	6 déc. 1989	4511	55
40		Autorisations d'engagement par anticipation	9 déc. 1989	4649	56
		B. – *Budgets annexes*			
41		Budgets annexes. – Services votés	9 déc. 1989	4649	57
42		Budgets annexes. – Mesures nouvelles	9 déc. 1989	4649	58
		C. – *Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale*			
43		Comptes d'affectation spéciale. – Opérations définitives. – Services votés	7 déc. 1989	4537	59
44		Comptes d'affectation spéciale. – Opérations définitives. – Mesures nouvelles	7 déc. 1989	4537	60
	44 *bis* (A.N.) 1re lect.	Création d'un compte d'affectation spéciale intitulé : « Actions en faveur du développement des départements d'outre-mer »	7 déc. 1989	4538	61
		II. – *OPÉRATIONS À CARACTÈRE TEMPORAIRE*			
45		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. – Services votés	7 déc. 1989	4538	62

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
46		Comptes d'affectation spéciale. – Opérations à caractère temporaire. – Mesures nouvelles	7 déc. 1989	4538	63
47		Comptes de commerce. – Mesures nouvelles	7 déc. 1989	4538	64
48		Comptes d'avances. – Mesures nouvelles	7 déc. 1989	4538	65
49		Comptes de prêts. – Mesures nouvelles	7 déc. 1989	4538	66
50		Clôture du compte de prêts n° 903-16 dit « Prêt à la Communauté économique européenne »	7 déc. 1989	4538	67
51		Clôture du compte de règlement avec les gouvernements étrangers, n° 905-09	7 déc. 1989	4538	68
52		Création d'un compte de commerce n° 904-21 intitulé « Opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement »	7 déc. 1989	4538	69
		III. – *DISPOSITIONS DIVERSES*			
53		Autorisation de perception des taxes parafiscales	5 déc. 1989 9 déc. 1989	4445 4650	70
54		Crédits évaluatifs	9 déc. 1989	4663	71
55		Crédits provisionnels	9 déc. 1989	4664	72
56		Reports de crédits	9 déc. 1989	4665	73
	56 *bis* (A.N.) 1re lect.	Annexes explicatives accompagnant le projet de loi de règlement à compter de 1990 retraçant pour les 1re et 4e parties du titre III, les ouvertures de crédits, fonds de concours et dépenses par chapitre et article	9 déc. 1989	4669	74
57		Répartition de la redevance télévision	5 déc. 1989	4448	75
		TITRE II **Dispositions permanentes**			
		A. – *MESURES CONCERNANT LA FISCALITÉ*			
		a. *Fiscalité locale*			
58		Détermination des bases des impôts directs locaux pour 1990 et 1991	9 déc. 1989	4669	76
	58 *bis A* (A.N.) Nlle lect.	Relèvement du montant de la taxe pour visa du permis de chasse	–	–	77
	58 *bis* (A.N.) 1re lect.	Taxe professionnelle : fonds national de péréquation de la taxe professionnelle : aménagement du régime de péréquation nationale de la taxe	9 déc. 1989	4676	78
	58 *ter* (A.N.) 1re lect.	Taxe d'habitation : taxe proportionnelle sur le revenu, perçue au profit des départements	9 déc. 1989	4677	79
	58 *quater* (A.N.) 1re lect.	Taxe foncière sur les propriétés non bâties : exonération des vergers plantés en noyers	9 déc. 1989	4680	80
	58 *quater I* (A.N.) Nlle lect.	Taxe foncière sur les propriétés non bâties : exonération de terrains plantés en arbres truffiers	–	–	81
	58 *quinquies*	(supprimé)	–		
	58 *sexies* (A.N.) 1re lect.	Taxe professionnelle : commerçants sédentaires effectuant des tournées : exonération des véhicules de tournées	9 déc. 1989	4681	82
	58 *sexies I* (A.N.) Nlle lect.	Taxe professionnelle : dispositions précédentes (art. 82) applicables pour l'année 1991 et les années suivantes	–	–	83
	58 *septies* (A.N.) 1re lect.	Taxe professionnelle : péréquation départementale sur la taxe professionnelle : communes appartenant à des groupements de communes	9 déc. 1989	4681	84
	58 *octies* (A.N.) 1re lect.	Taxe professionnelle : péréquation départementale de la taxe professionnelle : établissements produisant de l'énergie ou traitant des combustibles	9 déc. 1989	4682	85
	58 *nonies* (A.N.) 1re lect.	Taxe professionnelle : répartition des ressources du fonds national de péréquation : modification du dispositif actuel	9 déc. 1989	4683	86
	58 *décies* (A.N.) 1re lect.	Taxe professionnelle : péréquation à l'intérieur des districts et des communautés urbaines : organisation d'une répartition de l'accroissement des bases de taxe professionnelle	9 déc. 1989	4684	87

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
	58 *undecies* (A.N.) 1re lect.	Projet de création de nouvelles cotisations de solidarité : rapport à présenter par le Gouvernement avant le 2 avril 1990 sur l'institution d'une cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée	9 déc. 1989	4645	88
	58 *duodecies* (A.N.) 1re lect.	Projet de création de nouvelles cotisations de solidarité : rapport au Parlement sur un fonds national de solidarité de la taxe professionnelle	9 déc. 1989	4685	89
	58 *terdecies* (A.N.) 1re lect.	Projet de création de nouvelles cotisations de solidarité : rapport au Parlement sur un fonds interdépartemental de solidarité de la taxe professionnelle	9 déc. 1989	4686	90
	58 *quaterdecies* (A.N.) 1re lect.	Avis d'imposition : une notice est annexée à l'avis pour améliorer l'information des contribuables locaux	9 déc. 1989	4686	91
	58 *quindecies* (A.N.) 1re lect.	Districts : obligation d'adopter une fiscalité propre	9 déc. 1989	4687	92
	58 *quindecies 1* (A.N.) Nlle lect.	Réduction de la valeur locative des installations destinées à la lutte contre la pollution	–	–	93
	58 *quindecies 2* (A.N.) Nlle lect.	Exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les marais desséchés	–	–	94
		b. *Mesures de solidarité et d'équité*			
59		Limite de déduction des cotisations versées aux régimes de retraite et de prévoyance complémentaires	9 déc. 1989	4688 4722	95
	59 *bis* (A.N.) 1re lect.	Hébergement de personnes âgées de plus de 70 ans par des personnes tenues à l'obligation alimentaire : réduction d'impôt pour l'emploi d'une aide à domicile	9 déc. 1989	4689	96
	59 *ter* (A.N.) 1re lect.	Limite de la réduction d'impôt accordée au titre de l'aide à domicile et de l'hébergement en établissement de long séjour ou dans une section de cure thermale	9 déc. 1989	4689	97
60		Mesures fiscales liées à la libération des changes à compter du 1er janvier 1990 : information de l'administration sur les transferts de fonds à l'étranger	9 déc. 1989	4689	98
	60 *bis* (A.N.) 1re lect.	Evaluation forfaitaire minimale du revenu imposable d'après de nouveaux éléments du train de vie	9 déc. 1989	4693	99
	60 *ter* (A.N.) 1re lect.	Renforcement du contrôle des centres de gestion et associations agréés	9 déc. 1989	4694	100
	60 *quater* (A.N.) 1re lect.	Indexation obligatoire des conséquences des redressements fiscaux notifiés à la suite d'un contrôle fiscal et des mesures d'échelonnement et de transaction. – Imputation des suppléments d'impôts et application automatique de la procédure de déduction dite de la cascade simple. – Limitation du délai pour demander la cascade complète.	9 déc. 1989	4697	101
	60 *quinquies* (A.N.) 1re lect.	Faculté ouverte à l'administration de demander la rectification d'une erreur non substantielle	9 déc. 1989	4699	102
	60 *sexies* (A.N.) 1re lect.	Extension du droit de communication et de vérification : contrôle des comptabilités informatisées	9 déc. 1989	4702	103
	60 *septies* (A.N.) 1re lect.	Réparation des omissions et délai spécial de reprise en cas d'insuffisances d'imposition révélées par une instance ou une réclamation	9 déc. 1989	4705	104
	60 *octies* (A.N.) 1re lect.	Modalités d'application de la taxe forfaitaire de 3 % sur la valeur vénale des immeubles possédés par des personnes morales n'ayant pas leur siège en France	9 déc. 1989	4706	105
	60 *nonies* (A.N.) 1re lect.	Aménagement du régime super-simplifié d'imposition : assouplissement des modalités de déduction des charges des entreprises autorisées à tenir une comptabilité super-simplifiée	9 déc. 1989	4706	106

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
	60 *decies* (A.N.) 1re lect.	Obligation de régler par chèque pour les paiements supérieurs à 150 000 F	9 déc. 1989	4707 4722	107
	60 *undecies* (A.N.) Nlle lect.	Aménagement des procédures fiscales de visite et de saisies	–	–	108
		c. *Mesures en faveur de l'épargne*			
61		Institution d'un plan d'épargne populaire et aménagement du plan d'épargne en vue de la retraite	9 déc. 1989	4710	109
62		Aménagement du régime des fonds communs de placement à risques	9 déc. 1989	4714	110
	62 *bis* (A.N.) Nlle lect.	Réduction d'impôt pour souscription au capital de sociétés nouvelles : délai de création de ces dernières prorogé au 31 décembre 1992	–	–	111
63		Aménagement du régime fiscal des produits des bons et des contrats de capitalisation	9 déc. 1989	4715	112
		d. *Mesures en faveur du logement*			
64		Reconduction et amélioration du régime d'incitation fiscale à l'investissement locatif	9 déc. 1989	4715	113
65		Reconduction de la réduction pour les dépenses de grosses réparations. – Extension aux dépenses d'isolation thermique	9 déc. 1989	4717	114
	65 *bis* (A.N.) 1re lect.	Rapport annuel, en annexe au projet de loi de finances, relatif au montant et à l'utilisation des crédits consacrés à la politique des villes et du développement urbain	9 déc. 1989	4717	115
		e. *Mesures diverses*			
	66 *A* (A.N.) 1re lect.	Maintien du régime fiscal d'une exploitation agricole à responsabilité limitée (E.A.R.L.) en cas de décès d'un associé	9 déc. 1989	4719	116
66		Imputation des déficits agricoles sur le revenu global	9 déc. 1989	4719	117
67		Recouvrement des taxes d'urbanisme : versement au Trésor pour celles dont le fait générateur est postérieur au 31 décembre 1989 et après réception d'un titre rendu exécutoire par le préfet. – Transfert de compétence en matière de recouvrement et de contentieux de la taxe locale d'équipement et régime spécifique	9 déc. 1989	4720	118
68		Modification de la taxe sur les installations classées pour la protection de l'environnement	9 déc. 1989	4720	119
	68 *bis A* (A.N.) Nlle lect.	*(Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 89-268 DC du 29 décembre 1989)*	–	–	120
	68 *bis* (A.N.) 1re lect.	Crédit d'impôt relatif à la réduction du temps de travail et à l'augmentation de la durée d'utilisation des équipements	9 déc. 1989	4720	121
	68 *ter* (A.N.) 1re lect.	Taxe sur les conventions d'assurances : désignation d'un représentant fiscal par les entreprises d'assurances étrangères	9 déc. 1989	4721	122
		B. – *AUTRES MESURES*			
		Anciens combattants			
69		Réforme du mode de fixation de la valeur du point de pension militaire d'invalidité	25 nov. 1989	3833	123
	69 *bis* (A.N.) 1re lect.	Détermination de la valeur de la majoration du point de départ de la pension militaire d'invalidité lorsque ce dernier est postérieur au 31 octobre 1989 et compte tenu du taux global d'invalidité. – Indice de pension 478,5 substitué à l'indice 471 à compter du 1er janvier 1990	25 nov. 1989	3835	124
		Économie, finances et budget			
		I. – CHARGES COMMUNES			
70		Remise de dettes aux pays en voie de développement	7 déc. 1989	4537	125
	70-1 (A.N.) Nlle lect.	Intégration des indemnités de technicité versées aux personnels relevant du ministère des Finances dans le calcul des pensions de retraite	–	–	126
		Économie, finances et budget			
		II. – SERVICES FINANCIERS			
	70 *bis* (A.N.) 1re lect.	Calcul de la pension de retraite et des retenues pour pension des fonctionnaires des services extérieurs de la direction générale des douanes et des droits indirects exerçant ou ayant exercé des fonctions de surveillance	7 déc. 1989	4550	127

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
	70 *ter* (A.N.) 1re lect.	Création d'une annexe explicative au projet de loi de règlement relative au titre III des services financiers.....	7 déc. 1989	4550	128
		Éducation nationale			
71		Intégration dans l'enseignement public de trois établissements privés	27 nov.1989	3988	129
		Industrie et aménagement du territoire			
		III. – COMMERCE ET ARTISANAT			
72		Revalorisation de la taxe pour frais de chambres de métiers	25 nov.1989	3851	130
		Services du Premier ministre			
		V. – ENVIRONNEMENT			
73		État récapitulatif des crédits budgétaires concourant à la protection de l'environnement	2 déc. 1989	4295	131

1) L'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en nouvelle lecture a entraîné le rejet de l'ensemble du projet de loi de finances.

N.B. Les articles 36 et état B, 37 et état C, 44 et 34 et état A ont fait l'objet d'une seconde délibération en première lecture.

Discussion (première lecture)

(21 novembre 1989) (p. 3517, 3557) ; (22 novembre 1989) (p. 3565, 3603) ; (23 novembre 1989) (p. 3613, 3715) ; (24 novembre 1989) (p. 3723, 3800) ; (25 novembre 1989) (p. 3809, 3863) ; (26 novembre 1989) (p. 3871, 3932) ; (27 novembre 1989) (p. 3939, 4003) ; (28 novembre 1989) (p. 4007, 4065) ; (29 novembre 1989) (p. 4071, 4119) ; (30 novembre 1989) (p. 4125, 4194) ; (1er décembre 1989) (p. 4201, 4251) ; (2 décembre 1989) (p. 4257, 4295) ; (4 décembre 1989) (p. 4300, 4368) ; (5 décembre 1989) (p. 4375, 4448) ; (6 décembre 1989) (p. 4457, 4511) ; (7 décembre 1989) (p. 4520, 4585) ; (8 décembre 1989) (p. 4593, 4639) ; (9 décembre 1989) (p. 4645, 4744).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3517, 3557, 3565, 3591) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget ; Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Christian Bonnet, Jacques Oudin, Mme Hélène Luc, MM. Paul Girod, Jean-Pierre Masseret, René Monory, André Jourdain, Robert Vizet, René Régnault, Xavier de Villepin, Michel Souplet, Jacques Delong, Félix Leyzour, Philippe Labeyrie, Daniel Hoeffel, René Régnault.*

Accords internationaux : *Souplet (Michel)* (p. 3576).

Actionnaires et actionnariat : *Oudin (Jacques)* (p. 3550).

Agriculture : *Delong (Jacques)* (p. 3578) ; *Souplet (Michel)* (p. 3577, 3578, 3579).

Allemagne (réunification) : *Souplet (Michel)* (p. 3575).

Aménagement du territoire : *François-Poncet (Jean)* (p. 3541).

Apprentissage : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3544).

Balance commerciale : *Chinaud (Roger)* (p. 3518) ; *Monory (René)* (p. 3568) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3549).

Berlin (mur de) : *Souplet (Michel)* (p. 3575).

Caisse des dépôts et consignations (CDC) : *Chinaud (Roger)* (p. 3521).

Chômage : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3528, 3532) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3544) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3565) ; *Monory (René)* (p. 3568) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3525) ; *Régnault (René)* (p. 3572) ; *Vizet (Robert)* (p. 3571).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3529, 3530) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3566) ; *Régnault (René)* (p. 3572) ; *Vizet (Robert)* (p. 3571).

Communautés européennes : *Poncelet (Christian)* (p. 3527).

Compétitivité économique : *Jourdain (André)* (p. 3570) ; *Monory (René)* (p. 3568) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3548) ; *Régnault (René)* (p. 3572).

Concubinage : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3582).

Consommation : *Chinaud (Roger)* (p. 3518).

Contrats de plan : *Girod (Paul)* (p. 3588).

Cotisations sociales : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3545) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3565).

Croissance économique : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3528, 3532) ; *Charasse (Michel)* (p. 3534) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3518) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3525) ; *Régnault (René)* (p. 3572).

Décentralisation : *Charasse (Michel)* (p. 3583) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3541) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3588) ; *Monory (René)* (p. 3568, 3570) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3551) ; *Régnault (René)* (p. 3573).

Déficit budgétaire : *Charasse (Michel)* (p. 3533, 3585) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3518, 3524, 3531) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3539) ; *Girod (Paul)* (p. 3556) ; *Monory (René)* (p. 3567) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3525, 3526) ; *Régnault (René)* (p. 3572) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3574).

Dette publique : *Charasse (Michel)* (p. 3533, 3534) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3519, 3520) ; *Girod (Paul)* (p. 3557).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Bonnet (Christian)* (p. 3548) ; *Charasse (Michel)* (p. 3537, 3538, 3583, 3586, 3587, 3589, 3590) ; *Girod (Paul)* (p. 3556) ; *Labeyrie (Philippe)* (p. 3587) ; *Monory (René)* (p. 3569) ; *Régnault (René)* (p. 3573) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3574) ; *Vizet (Robert)* (p. 3571).

Economie : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3579) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3544) ; *Girod (Paul)* (p. 3555) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3567).

Education nationale : *Charasse (Michel)* (p. 3535) ; *Luc (Hélène)* (p. 3554) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3565).

Emplois (créations et suppressions) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3528) ; *Charasse (Michel)* (p. 3534, 3584) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3519) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3544) ; *Jourdain (André)* (p. 3571) ; *Luc (Hélène)* (p. 3554) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3566).

Entreprises : *Chinaud (Roger)* (p. 3522).

Entreprises publiques : *Charasse (Michel)* (p. 3583) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3550, 3552).

Epargne : *Charasse (Michel)* (p. 3536) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3540) ; *Girod (Paul)* (p. 3555).

Etablissements pénitentiaires : *Charasse (Michel)* (p. 3584).

Europe de l'Est : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3529) ; *Monory (René)* (p. 3568) ; *Régnault (René)* (p. 3572) ; *Souplet (Michel)* (p. 3575, 3576).

Fiscalité : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3528, 3556, 3580, 3582) ; *Bonnet (Christian)* (p. 3548) ; *Charasse (Michel)* (p. 3533, 3535, 3536, 3591) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3521, 3523, 3524, 3531) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3540, 3541) ; *Girod (Paul)* (p. 3555) ; *Jourdain (André)* (p. 3570) ; *Luc (Hélène)* (p. 3553) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3566, 3567) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3549) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3526) ; *Souplet (Michel)* (p. 3577) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3574) ; *Vizet (Robert)* (p. 3571, 3572).

Fiscalité locale : *Charasse (Michel)* (p. 3536) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3522) ; *Jourdain (André)* (p. 3570) ; *Luc (Hélène)* (p. 3554) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3566) ; *Régnault (René)* (p. 3572).

Formation professionnelle : *Charasse (Michel)* (p. 3585) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3543).

Hôpitaux publics : *Oudin (Jacques)* (p. 3552).

Immigration : *Larché (Jacques)* (p. 3546).

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3531).

Impôt sur les sociétés : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3582) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3550).

Inflation : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3530) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3518).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : *Villepin (Xavier de)* (p. 3574).

Intérêt (taux) : *Villepin (Xavier de)* (p. 3575).

Investissements : *Chinaud (Roger)* (p. 3518).

Japon : *Monory (René)* (p. 3568).

Justice : *Charasse (Michel)* (p. 3584) ; *Larché (Jacques)* (p. 3546).

Libéralisme : *Poncelet (Christian)* (p. 3526).

Logement : *Charasse (Michel)* (p. 3535) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3522) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3543).

Logement social : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3543).

Magistrats : *Larché (Jacques)* (p. 3547).

Médicaments : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3530, 3582) ; *Charasse (Michel)* (p. 3535) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3521) ; *Luc (Hélène)* (p. 3553).

Monnaie (franc) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3579) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3539) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3525).

Pauvreté : *Charasse (Michel)* (p. 3585) ; *Luc (Hélène)* (p. 3553).

Perestroïka : *Luc (Hélène)* (p. 3553).

Politique agricole commune (PAC) : *Souplet (Michel)* (p. 3576).

Politique économique et sociale : *Chinaud (Roger)* (p. 3523) ; *Jourdain (André)* (p. 3570).

Pouvoir d'achat : *Luc (Hélène)* (p. 3553) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3574).

Prélèvements obligatoires : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3549, 3581) ; *Girod (Paul)* (p. 3556) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3549) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3575).

Protection sociale : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3545) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3550).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3529, 3531, 3579) ; *Monory (René)* (p. 3568) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3526, 3530).

Réseau routier et autoroutier : *Oudin (Jacques)* (p. 3552).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Charasse (Michel)* (p. 3535, 3585, 3591) ; *Luc (Hélène)* (p. 3553) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3566).

Salaires, traitements et indemnités : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3532) ; *Charasse (Michel)* (p. 3584).

Salariés : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3567).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (harmonisation européenne) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3530, 3540, 3581) ; *Charasse (Michel)* (p. 3536, 3537, 3586) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3523) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 3540) ; *Monory (René)* (p. 3569) ; *Poncelet (Christian)* (p. 3526) ; *Vizet (Robert)* (p. 3571).

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

II – DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE (22 novembre 1989) (p. 3592, 3603) ; (23 novembre 1989) (p. 3613, 3715) ; (24 novembre 1989) (p. 3722, 3773) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Jacques Oudin, Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Robert Vizet, Jean-Pierre Masseret, Mme Paulette Fost, MM. Claude Mont, Paul Loridant, Philippe Adnot, Michel Dreyfus-Schmidt, René Monory, Albert Voilquin, Jacques Delong, Jean Arthuis, Paul Girod – Jacques Moutet, Emmanuel Hamel, Xavier de Villepin, Michel Moreigne, Jean Chérioux, Henri de Raincourt, Paul Caron, Jean-François Pintat, Louis Jung, Désiré Debavelaere, Michel Caldaguès, Marcel Lucotte, Roland du Luart, Michel Souplet, Philippe François, Jean Delaneau, Louis Virapoullé, Jacques Carat, Mme Hélène Missoffe, MM. Jacques Carat, au nom de la commission des affaires culturelles ; Jean-Luc Bécart, Ernest Cartigny, Pierre Laffitte, Etienne Dailly, Maurice Schumann, Pierre Laffitte, au nom de la commission des affaires culturelles – Jean Simonin, Claude Estier, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Robert Pagès, Marc Lauriol, Jacques Chaumont, rapporteur spécial (relations financières avec les Communautés européennes).*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I – Impôts et revenus autorisés

A – Dispositions antérieures

Art. 1er *(Autorisation de percevoir les impôts existants)* (p. 3592).

Parole sur l'article : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général* (p. 3592) ; *Jacques Oudin* (p. 3592), *Michel Charasse, ministre* (p. 3592).

– L'article 1er est adopté (p. 3592).

B – Mesures fiscales

Art. 2 *(Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* (p. 3613).

Parole sur l'article : *M. Jacques Oudin* (p. 3614).

Adoptés : amendement n° I-215 de M. Jacques Moutet : actualisation des tranches du barème de l'impôt (p. 3619) – Amendement n° I-157 de Mme Hélène Missoffe, soutenu par M. Emmanuel Hamel : allègement de la fiscalité en faveur des familles nombreuses (p. 3619) – Amendement n° I-4 de M. Xavier de Villepin : suppression du plafonnement du quotient familial (p. 3620) – Amendement n° I-217 de M. Jacques Moutet : indexation des tranches du barème sur le taux réel de l'inflation (p. 3620) – Amendement n° I-218 de M. Paul Loridant, soutenu par M. Michel Moreigne : réduction d'impôt pour frais de garde des enfants lorsque l'un des conjoints est étudiant (p. 3620) – Amendement n° I-89 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : coordination (p. 3620) – Amendement n° I-214 de M. Emmanuel Hamel : relèvement du plafond des intérêts servant de base au calcul du crédit d'impôt pour l'acquisition d'une résidence principale (p. 3620).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, soutenus par Mme Paulette Fost, n° I-168 : allègement de l'impôt sur les revenus du travail et alourdissement du prélèvement fiscal sur les revenus du capital (p. 3618) – Et n° I-169 : déduction pour frais de garde des jeunes enfants (p. 3620).

Retiré : amendement n° I-137 de M. Bernard Barbier, retiré par M. Henri de Raincourt (p. 3620).

Devenu sans objet : amendement n° I-216 de M. Jacques Moutet : indexation du plafond du quotient familial (p. 3620).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3620).

Après l'art. 2 (p. 3620).

Adoptés : amendement (art. additionnel) de M. Jean Chérioux, n° I-128 : dispositions fiscales destinées à favoriser l'accès des handicapés aux locaux professionnels ou commerciaux ; article 31 du code général des impôts (p. 3621) – Amendement (art. additionnel) n° I-20 de M. Paul Caron : actualisation de la déduction pour frais funéraires (p. 3625).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, n° I-173 : imposition de la cession à titre onéreux des valeurs mobilières ; article 92 B du code général des impôts (p. 3622) – N° I-171 : augmentation de l'abattement sur les pensions et retraites ; article 158 du code général des impôts (p. 3622) – N° I-172 : suppression de l'avoir fiscal ; abrogation des articles 158 bis, 158 ter et 209 bis du code général des impôts (p. 3622) – Et n° I-176 : relèvement de l'imposition des biens retirés de la cession de valeurs mobilières ; article 200 A du code général des impôts (p. 3623) – N° I-170 : réduction d'impôt en cas de brusque diminution des revenus (p. 3626) – Et n° I-174 : exclusion des indemnités journalières versées par les organismes de sécurité sociale et la mutualité sociale agricole de l'assiette de l'impôt sur le revenu ; article 80 quinquies du code général des impôts (p. 3626).

Retiré : amendement n° I-131 (art. additionnel) de M. Jacques Moutet : exonération de la taxe sur les salaires des associations d'aide à domicile ; article 231 du code général des impôts (p. 3623).

Devenus sans objet : amendements (art. additionnels) n° I-146 de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Jean-François Pintat et n° I-175 de M. Robert Vizet : analogues à l'amendement n° I-20 de M. Paul Caron (p. 3625).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3621 et 3625).

Art. 2 bis *(Déduction des cotisations versées au régime de l'assurance volontaire vieillesse par les conjoints collaborateurs des membres des professions libérales)* (p. 3626).

Parole sur l'article : *MM. Paul Girod* (p. 3626), *Michel Charasse, ministre* (p. 3626).

– L'article 2 bis est adopté (p. 3626).

Art. 3 *(Aménagement du régime fiscal des dons faits par les particuliers)* (p. 3626).

Adopté : amendement n° I-90 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : relèvement du taux de la réduction d'impôt aux dons en faveur de l'aide médicale et matérielle (p. 3628).

Retirés : amendement n° I-5 de M. Xavier de Villepin : incitation au mécénat culturel et humanitaire (p. 3627) – Amendement n° I-2 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Jacques Delong : réduction d'impôt en faveur des dons faits aux oeuvres sous forme de travail non rémunéré (p. 3628).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3628).

Après l'art. 3 (p. 3628).

Retirés : amendements (art. additionnels) analogues n° I-21 de M. Paul Caron, et n° I-3 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Jacques Delong : réduction d'impôt accordée en contrepartie des cotisations versées aux associations à buts humanitaires et sociaux (p. 3629).

Art. 4 *(Allègement de la taxe d'habitation)* (p. 3629).

Parole sur l'article : *M. Jacques Oudin* (p. 3630), *Mme Paulette Fost* (p. 3631), *MM. Christian Poncelet, président de la commission des finances* (p. 3635) ; *Michel Charasse, ministre* (p. 3636).

Adopté : amendement n° I-91 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression des dispositions relatives au plafonnement de la taxe d'habitation en fonction du revenu (p. 3635 ; scrutin public n° 45).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, soutenus par Mme Paulette Fost, n° I-178 : exonération totale de la taxe d'habitation pour les contribuables non assujettis à l'impôt sur le revenu (p. 3635) – N° I-177 : montant maximal de la taxe d'habitation pour les contribuables exonérés de l'impôt sur le revenu (p. 3635) – N° I-179 : exonération totale de la taxe d'habitation pour les bénéficiaires de l'allocation versée au titre du revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 3635) – Et n° I-180 : exonération d'office pour les bénéficiaires du RMI (p. 3635).

Retiré : amendement n° I-138 de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Marcel Lucotte : suppression de cet article (p. 3635).

Devenus sans objet : amendements de M. Robert Vizet, soutenus par Mme Paulette Fost, n° I-181 : conditions du dégrèvement d'office de la taxe d'habitation (p. 3635) – N° I-182 : exonération de la taxe sur le foncier bâti (p. 3635) – Et n° I-183 : suppression du prélèvement perçu en contrepartie des dégrèvements de taxe d'habitation (p. 3635).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3635).

Après l'art. 4 (p. 3636).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° I-236 de M. Michel Charasse, ministre : amortissement exceptionnel des installations destinées à lutter contre la pollution (p. 3641).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-184 de M. Robert Vizet : exonération de la taxe foncière en faveur des bénéficiaires de l'allocation pour tierce personne (p. 3636).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° I-38 de M. Jean Arthuis, soutenu par M. Roland du Luart : extension du dégrèvement proportionnel de la part communale de taxe foncière sur les propriétés non bâties à la part départementale en cas de sécheresse (p. 3637) – Amendement (art. additionnel) n° I-29 de M. Michel Souplet : agriculture : allègement de l'impôt foncier sur les propriétés non bâties (p. 3640) – Amendement (art. additionnel) n° I-132 de M. Xavier de Villepin : exonération de la taxe professionnelle des installations destinées à lutter contre la pollution des eaux et de l'atmosphère (p. 3641).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3641).

Art. 4 bis *(Modification du taux de plafonnement de la cotisation de taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée)* (p. 3641).

Rejeté : amendement n° I-185 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3641).

– L'article 4 bis est adopté (p. 3641).

Après l'art. 4 bis (p. 3641).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° I-237 de M. Michel Charasse, ministre : subordination de l'exonération de taxe foncière sur les marais à une délibération des collectivités territoriales (p. 3643).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° I-22 de M. Paul Caron, soutenu par M. Michel Souplet : péréquation de la taxe professionnelle en cas de groupement de communes (p. 3642) – Amendements identiques (art. additionnels) n° I-158 de M. Michel Doublet, soutenu par M. Jacques Oudin et n° I-27 de M. François Blaizot, soutenu par M. Michel Souplet : compensation des pertes de recettes subies par les communes du fait de l'exonération des marais de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 3643).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3643).

Avant l'art. 5 (p. 3643).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, n° I-186 : taxation des transactions boursières au taux de TVA majoré (p. 3643) – Et n° I-187 : abaissement du taux réduit de TVA pour les produits de première nécessité (p. 3644).

Art. 5 *(Réduction de 28 % à 25 % du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 3644).

Rejeté : amendement n° I-188 de M. Robert Vizet : exclusion de certains produits de luxe de la liste des produits concernés par la baisse du taux de TVA majoré (p. 3644).

– L'article 5 est adopté (p. 3644).

Après l'art. 5 (p. 3644).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° I-92 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : abaissement du taux moyen de TVA (p. 3646) – Amendement (art. additionnel) n° I-28 de M. André Diligent, soutenu par M. Xavier de Villepin : application du taux réduit de TVA au charbon à usage domestique (p. 3647) – Amendement (art. additionnel) n° I-213, de M. Jean Cluzel, non soutenu, repris par M. Roger Chinaud, rapporteur général : réduction de la TVA sur les supports audiovisuels préenregistrés (p. 3648) – Et amendement (art. additionnel) n° I-76 de M. Jean Carat, au nom de la commission des affaires culturelles : extension du taux réduit de TVA en faveur du théâtre (p. 3650).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Bernard Barbier, soutenus par M. Jean Delaneau, n° I-140 : application du taux réduit de TVA aux aliments destinés aux animaux familiers (p. 3647) – Et n° I-139 : analogue à l'amendement n° I-213 de M. Jean Cluzel (p. 3647).

Devenus sans objet : amendement (art. additionnel) n° I-190 de M. Robert Vizet : analogue à l'amendement n° I-28 de M. André Diligent (p. 3647) – Amendement (art. additionnel) n° I-189 de M. Robert Vizet : abaissement du taux de TVA sur le droit d'entrée dans les salles de cinéma d'art et d'essai ; taux réduit de la TVA sur les représentations théâtrales (p. 3650).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3646, 3647, 3648 et 3650).

Art. 6 *(Réduction de 5,5 % à 2,10 % du taux de la TVA sur les médicaments remboursables)* (p. 3650).

Adopté : amendement n° I-93 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 3651).

Retiré : amendement n° I-141 de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Jean Delaneau : identique à l'amendement n° I-93 de la commission des finances (p. 3651).

– L'article 6 est supprimé (p. 3651).

Après l'art. 6 (p. 3651).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° I-39 de M. Xavier de Villepin : aménagement de la règle du décalage d'un mois en matière de TVA (p. 3652).

Art. 7 *(Aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune, ISF)* (p. 3652).

Adoptés : amendement n° I-6 de M. Xavier de Villepin : exonération de l'investissement locatif privé (p. 3655) – Amendement n° I-94 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : abattement forfaitaire en faveur de la résidence principale ; assimilation à des biens professionnels des comptes courants bloqués ; inclusion des oeuvres d'art dans l'assiette de l'ISF (p. 3659) – Et amendement n° I-161 de M. Paul Girod, soutenu par M. Ernest Cartigny : exercice d'une activité touristique dans le cadre agricole (p. 3661).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° I-191 : abaissement du seuil d'imposition (p. 3653) – N° I-192 : augmentation des taux (p. 3653) – Et n° I-194 : modulation du taux de l'impôt de solidarité sur la fortune en fonction des biens inclus dans l'assiette (p. 3653).

Retirés : amendement n° I-40 de M. Jacques Moutet : imposition en cas de démembrement de la propriété (p. 3654) – Amendement n° I-42 de M. Jean Arthuis : partiellement analogue à l'amendement n° I-94 de la commission (p. 3656) – Amendement n° I-142 de M. Bernard Barbier, retiré par M. Jean Delaneau (p. 3656) – Amendement n° I-219 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Paul Loridant : qualification de biens professionnels de certaines parts ou actions (p. 3661).

Devenus sans objet : amendements de M. Robert Vizet, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° I-193 : inclusion dans l'assiette de l'ISF des biens professionnels et des biens immobiliers (p. 3659) – Et n° I-195 : inclusion des oeuvres d'art dans l'assiette de l'ISF (p. 3659).

Non soutenu : amendement n° I-63 de M. Philippe François (p. 3661).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3661).

Art. 8 *(Aménagement du dispositif des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions)* (p. 3661).

Parole sur l'article : *MM. Jacques Oudin* (p. 3661), *Roger Chinaud, rapporteur général* (p. 3662).

Adopté : amendement n° I-95 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : imposition des gains réalisés par les titulaires d'options de souscription ou d'achat d'actions selon le régime des plus-values (p. 3662).

Retirés : amendements identiques n° I-7 de M. Xavier de Villepin, et n° I-143 de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Jean Delaneau : suppression de cet article (p. 3662).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3663).

Art. 8 bis *(Régime fiscal du rabais sur le prix de souscription ou d'achat des actions dans le cadre des plans d'option)* (p. 3663).

Adoptés : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° I-96 : report de l'imposition à la date de vente des titres par le salarié (p. 3663) – Et n° I-97 : modalités de calcul du gain net retiré de la cession d'actions (p. 3663).

Retiré : amendement n° I-8 de M. Xavier de Villepin (p. 3663).

– L'article 8 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3663).

Avant l'art. 9 (p. 3663).

Rejeté : amendement n° I-196 de M. Robert Vizet : exonération de la taxe sur les salaires (p. 3664).

Art. 9 *(Aménagement de la fiscalité relative au logement)* (p. 3664).

Adoptés : amendement n° I-98 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression du paragraphe I de cet article : plafonnement des avantages fiscaux relatifs au logement (p. 3664) – Amendement n° I-43 de M. Jacques Moutet : suppression du paragraphe II de cet article : taux de la réduction forfaitaire (p. 3666).

Devenus sans objet : amendement n° I-144 de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Jean Delaneau : identique à l'amendement n° I-43 (p. 3666) – Amendement n° I-55 de M. Philippe Adnot : analogue à l'amendement n° I-43 (p. 3666) – Amendement n° I-1 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Jean Delaneau : abattement relatif aux monuments historiques ouverts au public (p. 3666) – Amendement n° I-99 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : analogue à l'amendement n° I-1 (p. 3666).

– L'article 9 est supprimé (p. 3666).

Après l'art. 9 (p. 3666).

Adopté : amendement n° I-145 de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Jean Delaneau : régime d'imposition des plus-values immobilières (p. 3666).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3666).

Avant l'art. 10 (p. 3666 et 3669).

Adoptés : amendement n° I-30 (art. additionnel) de M. Michel Souplet, soutenu par M. Xavier de Villepin : imposition des entreprises agricoles à responsabilité limitée pluripersonnelles (p. 3667) – Amendement n° I-125 (art. additionnel) de M. Roland du Luart : déduction pour autofinancement des investissements des exploitations agricoles (p. 3669) – Amendement (art. additionnel) n° I-33 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Xavier de Villepin : acquisition de parts de coopératives agricoles (p. 3670) – Amendement n° I-129 (art. additionnel) de M. Philippe François : déduction des droits de mutation à titre gratuit acquittés par l'héritier exploitant (p. 3670) – Et amendement n° I-130 (art. additionnel) de M. Philippe François : exonération des biens professionnels agricoles lors des mutations à titre gratuit (p. 3671).

Retirés : amendements (art. additionnels) n° I-83 de M. Raymond Soucaret, soutenu par M. Ernest Cartigny, n° I-64 de M. Philippe François et n° I-31 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Xavier de Villepin : analogues à l'amendement n° I-125 (p. 3668) – Amendements (art. additionnels) n° I-84 de M. Raymond Soucaret, retiré par M. Pierre Laffitte, et n° I-57 de M. Philippe Adnot : analogue à l'amendement n° I-33 (p. 3670) – Amendements (art. additionnels) de M. Raymond Soucaret, retirés par M. Pierre Laffitte, n°s I-79, I-80 et I-81 (p. 3670).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-78 (art. additionnel) de M. Raymond Soucaret, soutenu par M. Ernest Cartigny : analogue à l'amendement n° I-30 (p. 3667) – Amendement n° I-134 (art. additionnel) de M. Xavier de Villepin : assiette du droit d'enregistrement des opérations de fusion (p. 3671).

– Cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3667, 3669, 3670 et 3671).

Art. 10 *(Allègement de la fiscalité sur l'épargne)* (p. 3671).

Parole sur l'article : *M. Paul Loridant* (p. 3671).

Adoptés : amendement n° I-100 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : régime fiscal des comptes bloqués d'associés (p. 3673) – Amendement n° I-9 de M. Xavier de Villepin : comptes courants d'asociés (p. 3673).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n° I-197 : suppression de cet article (p. 3673) – Et n° I-198 : suppression de dispositions relatives à l'allègement de la fiscalité sur l'épargne (p. 3673).

Retirés : amendement n° I-147 de M. Bernard Barbier, retiré par M. Jean Delaneau : analogue à l'amendement n° I-100 de la commission (p. 3673) – Amendement n° I-37 de M. Jean Arthuis, soutenu par M. Xavier de Villepin : comptes courants d'associés (p. 3673 ; précédemment réservé p. 3622) – Amendement n° I-165 de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Philippe François : mesures en faveur des livrets d'épargne (p. 3673).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3673).

Après l'art. 10 (p. 3673).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° I-32 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Xavier de Villepin : taxation des plus-values réalisées par les entreprises (p. 3674) – Amendements (art. additionnels) de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° I-101 : apport, par des particuliers, de capitaux aux entre-

prises (p. 3675) – Et n° I-103 : modification du taux de l'impôt de bourse (p. 3676).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-199 de M. Robert Vizet : déduction d'impôt en faveur des artisans et des commerçants adhérents à un centre de gestion agréé (p. 3674).

Retiré : amendement (art. additionnel) n° I-82 de M. Raymond Soucaret, retiré par M. Pierre Laffitte (p. 3674).

Devenus sans objet : amendement (art. additionnel) n° I-70 de M. Philippe François : analogue à l'amendement n° I-32 de M. Michel Souplet (p. 3674) – Amendement (art. additionnel) n° I-200 de M. Robert Vizet : augmentation de l'impôt sur les opérations de bourse (p. 3676).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3674, 3675 et 3676).

Art. 10 bis *(Obligation de distribution ; mesures de coordination)* – Adopté (p. 3676).

Après l'art. 10 (p. 3677).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° I-102 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de l'obligation de distribution par les organismes de placements collectifs en valeurs mobilières, OPCVM, de dividendes et divers produits des actions (p. 3677).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3677).

Art. 11 *(Suppression de la taxe sur les conventions d'assurances applicable aux contrats d'assurance sur la vie)* (p. 3677).

Parole sur l'article : *M. Paul Loridant* (p. 3677).

Adopté : amendement n° I-104 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : date d'entrée en vigueur de cette disposition (p. 3678).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3678).

Art. 12 *(Diminution du taux de l'impôt sur les sociétés)* (p. 3678).

Parole sur l'article : *MM. Jacques Oudin* (p. 3678), *Michel Charasse, ministre* (p. 3679).

Adoptés : amendement n° I-10 de M. Xavier de Villepin : taux de l'impôt sur les sociétés en cas de rachat d'une entreprise par ses salariés, RES (p. 3683) – Amendement n° I-105 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : homogénéisation des taux de l'impôt sur les sociétés (p. 3683).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° I-201 : suppression de cet article (p. 3683) – Et n° I-202 : modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'emploi (p. 3683).

Retirés : amendements de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Jean Delaneau, n° I-148 : réduction du taux d'imposition des bénéfices distribués (p. 3682) – Et n° I-149 : coordination (p. 3682) – Amendements de M. Jacques Oudin, n° I-88 : fiscalité des sociétés coopératives (p. 3683) – N° I-87 : analogue à l'amendement n° I-10, soutenu par M. Xavier de Villepin (p. 3683) – Et n° I-86 : baisse du taux de l'impôt sur les sociétés (p. 3683) – Amendements de M. Xavier de Villepin, n° I-45 : baisse de l'impôt sur les sociétés (p. 3683) – Et n° I-50 : fiscalité et investissements au sein des groupes de sociétés (p. 3683).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3683).

Après l'art. 12 (p. 3684).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° I-166 de M. Jacques Valade, soutenu par M. Philippe François : régime d'imposition des plus-values sur les ventes de navires (p. 3684).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-203 de M. Robert Vizet : taxe sur les frais généraux des entreprises (p. 3684).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3684).

Art. 12 bis *(Majoration du taux d'imposition de certaines plus-values à long terme réalisées par les sociétés)* (p. 3684).

Parole sur l'article : *M. Etienne Dailly* (p. 3684, 3685).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, n° I-229 : date à partir de laquelle les plus-values sont imposées à un taux supérieur (p. 3689) – N° I-230 : exclusion des plus-values réalisées sur les éléments de l'actif (p. 3689) – Et n° I-231 : modalités d'imposition des plus-values en cas de promesse de vente d'immeubles (p. 3691) – Amendement n° I-51 de M. Xavier de Villepin : modalités d'imposition des plus-values lors d'opérations de fusion (p. 3690) – N° I-135 : imputation des moins-values (p. 3691).

Retirés : amendements identiques n° I-150 de M. Bernard Barbier, retiré par M. Jean Delaneau, n° I-46 de M. Xavier de Villepin et n° I-106 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 3686 et 3688) – Amendement n° I-220 de M. Paul Loridant, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : taux d'imposition sur les plus-values de cessions d'actifs réalisés par les entreprises d'assurance vie et de capitalisation (p. 3689).

Devenus sans objet : amendement n° I-11 de M. Xavier de Villepin (p. 3689 ; précédemment réservé p. 3687) – Et n° I-12 : exclusion des plus-values réalisées par les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (p. 3689).

Non soutenu : amendement n° I-62 de M. Jean Arthuis (p. 3686).

– L'article 12 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3691).

Art. 13 *(Régime du crédit d'impôt-recherche)* (p. 3691).

Parole sur l'article : *M. Maurice Schumann* (p. 3691, 3692).

Adoptés : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° I-107 : prise en compte dans les dépenses éligibles au crédit d'impôt-recherche des frais de collections (p. 3696) – Et n° I-108 : prise en compte dans les dépenses de recherche des salaires et charges des personnels affectés à la normalisation (p. 3697) – Amendement n° I-74 de M. Pierre Laffitte, rapporteur pour avis : intégration des dépenses d'acquisition de licences ou d'apports en industrie parmi les dépenses de recherche éligibles au crédit d'impôt-recherche (p. 3696).

Retirés : amendements de M. Xavier de Villepin, n° I-13 : augmentation du plafond du crédit d'impôt-recherche (p. 3692) – Et n° I-14 : analogue à l'amendement n° 108 de la commission (p. 3697) – Et n° I-47 : analogue à l'amendement n° I-107 de la commission (p. 3693) – Amendement n° I-151 de M. Bernard Barbier, retiré par M. Jean Delaneau : analogue à l'amendement n° I-108 de la commission (p. 3696).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3697).

Après l'art. 13 (p. 3697).

Adoptés : amendement n° I-109 (art. additionnel) de M. Roger Chinaud, rapporteur général : régime des plus-values concernant les produits de cessions ou de concessions de logiciels originaux ou génériques par des personnes physiques (p. 3698) – Amendements (art. additionnels) de M. Pierre Laffitte, n° I-73 : dispositions fiscales en faveur du dépôt de brevets d'invention par les salariés (p. 3700) – Et n° I-75 : incitation à l'épargne de proximité en faveur de la création d'entreprises innovantes (p. 3700).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° I-204 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : augmentation du taux de participation des entreprises à la formation professionnelle continue (p. 3698).

Retirés : amendement (art. additionnel) n° I-15 de M. Xavier de Villepin : extension du crédit d'impôt-formation aux dépenses de rémunération du personnel formateur permanent (p. 3698) – Amendement (art. additionnel) n° I-34 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Xavier de Villepin : extension du crédit d'impôt-formation aux exploitations familiales agricoles (p. 3699).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3698, 3700).

Art. 14 *(Régime fiscal des droits attachés à un contrat de crédit-bail)* (p. 3700).

Adopté : amendement n° I-56 de M. Philippe Adnot : suppression de cet article (p. 3702).

Retirés : amendements de M. Paul Girod, retirés par M. Pierre Laffitte, n^os^ I-163 et I-164 (p. 3702) – Amendement n° I-167 de M. Désiré Debavelaere, retiré par M. Emmanuel Hamel (p. 3702) – Amendement n° I-221 de M. Paul Loridant, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : déduction par anticipation de la moins-value prévue lors de la levée de l'option par l'entreprise locataire (p. 3702) – Amendement n° I-136 de M. Xavier de Villepin : analogue à l'amendement n° I-221 de M. Paul Loridant (p. 3702).

Devenus sans objet : amendement n° I-54 de M. Louis de Catuelan, soutenu par M. Xavier de Villepin : régime fiscal des plus-values consécutives à la cession de biens acquis à l'issue d'un contrat de crédit-bail (p. 3702) – Amendement n° I-110 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : date d'entrée en vigueur du nouveau régime fiscal des droits attachés à un contrat de crédit-bail (p. 3702).

– L'article 14 est supprimé (p. 3702).

Art. 15 *(Aménagement du régime fiscal des groupes : article L. 223 du code général des impôts)* (p. 3702).

Retiré : amendement n° I-232 de M. Etienne Dailly : bénéficiaires de la fiscalité de groupe (p. 3705).

– L'article 15 est adopté (p. 3705).

Art. 16 *(Amortissement exceptionnel des dépenses d'investissement anti-pollution)* – Adopté (p. 3705).

Art. 17 *(Mesures en faveur des entreprises commerciales et artisanales : articles 158 et 154 du code général des impôts)* (p. 3705).

Adopté : amendement n° I-111 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : cas des entrepreneurs individuels qui adhèrent à un centre de gestion agréé (p. 3705).

Rejeté : amendement n° I-205 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : relèvement du plafond de la tranche d'abattement de 20 % sur le bénéfice imposable des adhérents à des centres de gestion ou associations agréés (p. 3705).

Retiré : amendement n° I-152 de M. Bernard Barbier, retiré par M. Jean Delaneau (p. 3705).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 3705).

Après l'art. 17 (p. 3705).

Adopté : amendement n° I-68 (art. additionnel) de M. Philippe François, soutenu par M. Emmanuel Hamel : allègement de la fiscalité applicable aux transmissions d'exploitations agricoles (p. 3707).

Rejeté : amendement n° I-206 (art. additionnel) de M. Robert Vizet, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : relèvement du plafond du chiffre d'affaires permettant aux commerçants et artisans de bénéficier du régime d'imposition forfaitaire (p. 3707).

Retirés : amendement n° I-67 (art. additionnel) de M. Philippe François, soutenu par M. Emmanuel Hamel : possibilité, pour les exploitants soumis au régime du bénéfice réel, de modifier la date de clôture de leur exercice limitée à une fois tous les cinq ans (p. 3706) – Amendement n° I-60 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Emmanuel Hamel : déductibilité fiscale de la rente viagère représentative de la cession d'une entreprise commerciale ou libérale (p. 3706) – Amendement n° I-159 (art. additionnel) de M. Jean-Jacques Robert, soutenu par M. Emmanuel Hamel : cas de dégrèvement de la taxe foncière (p. 3708).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements n^os^ I-65 et I-66 (art. additionnels) de M. Philippe François, soutenus par M. Emmanuel Hamel : délai d'option pour le régime comptable laissé aux exploitants agricoles (p. 3706).

Non soutenu : amendement n° I-69 (art. additionnel) de M. Philippe François (p. 3708).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3707).

Art. 18 *(Mesures destinées à favoriser la mobilité économique)* (p. 3708).

Adopté : amendement n° I-234 de M. Michel Charasse, ministre : droit fixe d'enregistrement réservé aux seules exploitations agricoles à responsabilité limitée, EARL, soumises à l'impôt sur le revenu (p. 3709).

Retirés : amendement n° I-16 de M. Xavier de Villepin : assiette des droits de mutation à titre gratuit ; application d'un abattement de 50 % sur la valeur d'un bien professionnel faisant l'objet d'une donation-partage (p. 3710) – Amendements identiques n° I-48 de M. Jean Arthuis, soutenu par M. Xavier de Villepin, et n° I-52 de M. Jacques Oudin, soutenu par M. Emmanuel Hamel : assiette des droits de mutation à titre gratuit ; application d'un abattement de 25 % sur la valeur d'un bien professionnel faisant l'objet d'une donation-partage (p. 3709 et 3710) – Amendement n° I-44 de M. Jacques Moutet, soutenu par M. Xavier de Villepin : actualisation des abattements appliqués aux droits de mutation à titre gratuit (p. 3711) – Amendement n° I-153 de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Jean Delaneau, analogue à l'amendement n° I-44 de M. Jacques Moutet (p. 3711).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 3711).

Après l'art. 18 (p. 3711).

Adoptés : amendement n° I-154 (art. additionnel) de M. Bernard Barbier, soutenu par M. Jean Delaneau : allègement de la taxation des entreprises individuelles au titre des plus-values réalisées lors de la cession d'un fonds de commerce ou d'un droit au bail (p. 3711) – Amendement n° I-116 (art. additionnel) de M. Roger Chinaud, rapporteur général : extension aux terrains affectés à la culture maraîchère, florale et d'ornementation, ainsi qu'aux pépinières, de la suppression de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçue au profit du BAPSA (p. 3714).

Retirés : amendement n° I-112 (art. additionnel) de M. Roger Chinaud, rapporteur général : application d'un droit fixe d'enregistrement sur les cessions de parts et actions non constatées par un acte (p. 3712) – Amendement n° I-53 (art. additionnel) de M. Jacques Oudin, soutenu par M. Emmanuel Hamel : allègement des droits de mutation sur les donations de biens professionnels effectuées au profit de collatéraux ou de tiers (p. 3712) – Amendement n° I-17 (art. additionnel) de M. Xavier de Villepin : réduction de la taxe sur les conventions d'assurance (p. 3712) – Amendement n° I-23 (art. additionnel) de M. Paul Caron, soutenu par M. Xavier de Villepin : déduction des bénéfices industriels et commerciaux des cotisations versées par les artisans à un régime complémentaire d'assurance maladie ou de retraite (p. 3713).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3711 et 3714).

Art. 19 *(Aménagements concernant la taxe intérieure sur les produits pétroliers)* – Adopté (p. 3714).

Art. 20 *(Reconduction d'un prélèvement sur les entreprises de production pétrolière)* (p. 3714).

Adoptés : amendements identiques n° I-114 de M. Roger Chinaud, rapporteur général et n° I-24 de M. Paul Caron, soutenu par M. Xavier de Villepin : suppression de cet article (p. 3714).

– L'article 20 est supprimé (p. 3714).

Art. 21 *(Retenue à la source sur les revenus des auteurs, artistes et sportifs)* (p. 3714).

Adopté : amendement n° I-235 de M. Michel Charasse, ministre : rectification d'une erreur matérielle (p. 3715).

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 3715).

Art. 22 *(Aménagement de la taxe sur la valeur ajoutée, TVA, lié à l'harmonisation fiscale européenne)* (p. 3722).

Parole sur l'article : *M. Roger Chinaud, rapporteur général* (p. 3722).

Retiré : amendement n° I-18 de M. Xavier de Villepin : suppression de l'exonération de la TVA sur les transports sanitaires effectués par les ambulanciers (p. 3723).

– L'article 22 est adopté (p. 3723).

Après l'art. 22 (p. 3723).

Adopté : amendement n° I-35 (art. additionnel) de M. Michel Souplet, soutenu par M. Xavier de Villepin : accroissement progressif de la déductibilité de la TVA afférente au fioul domestique utilisé pour les usages agricoles (p. 3725).

Retiré : amendement n° I-85 (art. additionnel) de M. Raymond Soucaret, retiré par M. Ernest Cartigny (p. 3724).

Devenus sans objet : amendement n° I-71 (art. additionnel) de M. Philippe François, soutenu par M. Jean Simonin, analogue à l'amendement n° I-35 de M. Michel Souplet (p. 3725) – Amendement n° I-127 (art. additionnel) de M. Roland du Luart, analogue à l'amendement n° I-35 de M. Michel Souplet (p. 3725).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3725).

Art. 22 bis *(Déductibilité de la taxe sur la valeur ajoutée portant sur le fioul domestique utilisé comme carburant pour la réalisation de transports fluviaux)* (p. 3725).

Adopté : amendement n° I-115 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : rédactionnel (p. 3725).

Retiré : amendement n° I-58 de M. Philippe Adnot, soutenu par M. Roland du Luart : accroissement progressif de cette déductibilité (p. 3725).

– L'article 22 bis, dans la rédaction de l'amendement n° I-115, est adopté (p. 3725).

Art. 23 *(Régime fiscal du rhum)* – Adopté (p. 3725).

Art. 24 *(Relèvement de la taxe de sûreté sur les aéroports)* (p. 3725).

Parole sur l'article : *M. Ernest Cartigny* (p. 3725, 3726).

Adopté : amendement n° I-116 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : réduction de l'augmentation de la taxe de sûreté (p. 3727).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 3727).

Après l'art. 24 (p. 3727).

Rejeté : amendement n° I-207 (art. additionnel) de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : création d'une taxe de prévention des incendies de forêts (p. 3727).

Art. 25 *(Création d'une taxe forfaitaire annuelle pour les services de communication audiovisuelle)* (p. 3727).

Adopté : amendement n° I-117 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : accroissement du nombre de tranches du barème en fonction du chiffre d'affaires des sociétés (p. 3728).

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 3728).

Art. 25 bis *(Exonération de droits et taxes au profit des victimes du cyclone en Guadeloupe)* – Adopté (p. 3729).

Art. 26 *(Mesures de reconduction, de simplification et dispositions diverses)* – Adopté (p. 3729).

Après l'art. 26 (p. 3729).

Adopté : amendement n° I-223 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Claude Estier : extension aux groupements mutualistes aux activités non lucratives du bénéfice de l'abattement sur la taxe sur les salaires consenti aux associations et aux syndicats (p. 3731).

Rejeté : amendement n° I-222 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu par M. Claude Estier : augmentation du droit de timbre sur le permis de chasse (p. 3731).

Retiré : amendement n° I-59 (art. additionnel) de M. Philippe Adnot, soutenu par M. Roland du Luart : modification du régime applicable en matière de taxe sur la valeur ajoutée aux cessions de biens mobiliers d'investissement (p. 3729).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3731).

Art. 27 *(Taxe sur les entreprises exploitant des autoroutes à péage)* (p. 3731).

Adopté : amendement n° I-118 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 3733).

Retiré : amendement n° I-155 de M. Bernard Barbier, retiré par M. Roland du Luart : suppression de cet article (p. 3732).

Devenu sans objet : amendement n° I-19 de M. Xavier de Villepin : suppression de cet article (p. 3733).

– L'article 27 est supprimé (p. 3733).

C – Mesures diverses

Art. 28 A *(Versement au Trésor d'une fraction du résultat net de la Caisse des dépôts et consignations)* (p. 3733).

Adopté : amendement n° I-119 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 3737).

Devenus sans objet : amendement n° I-208 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de cet article (p. 3737) – Amendement n° I-25 de M. Paul Caron, soutenu par M. Xavier de Villepin : utilisation partielle des bénéfices de la Caisse des dépôts et consignations pour bonifier les taux d'intérêt des prêts contractés par les collectivités territoriales (p. 3737).

– L'article 28 A est supprimé (p. 3737).

Art. 28 *(Modalités de reprise du fonds de revalorisation des rentes)* – Adopté (p. 3737).

Avant l'art. 29 (p. 3737).

Retiré : amendement n° I-77 (art. additionnel) de M. Ernest Cartigny : augmentation du prélèvement sur les enjeux du loto au profit du Fonds national pour le développement du sport, FNDS (p. 3738).

II – Ressources affectées

Art. 29 *(Dispositions relatives aux affectations)* – Adopté (p. 3738).

Art. 29 bis *(Relèvement du tarif de la redevance sur les consommations d'eau perçue au profit du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE)* (p. 3738).

Parole sur l'article : *M. Roland du Luart* (p. 3738, 3739).

Adopté : amendement n° I-120 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : augmentation supplémentaire de ce tarif (p. 3740).

Devenus sans objet : amendement n° I-26 de M. Paul Caron, soutenu par M. Xavier de Villepin, analogue à l'amendement n° I-120 de la commission (p. 3740) – Amendement n° I-224 de Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Claude Estier, analogue à l'amendement n° I-220 de la commission (p. 3740).

– L'article 29 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3740).

Art. 30 *(Taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA)* (p. 3740).

Adopté : amendement n° I-121 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : relèvement du taux de la taxe frappant l'huile de cétacé (p. 3741).

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 3741).

Après l'art. 30 (p. 3741).

Rejeté : amendement n° I-72 (art. additionnel) de M. Désiré Debavelaere, soutenu par M. Jean Simonin : modification du taux de la taxe sur les betteraves dont le produit est affecté au budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA (p. 3741).

Art. 31 *(Modification des modalités d'évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF)* (p. 3593).

Parole sur l'article : *MM. Claude Mont* (p. 3594), *Paul Loridant* (p. 3594, 3595), *Philippe Adnot* (p. 3595), *Robert Vizet* (p. 3595).

Adopté : amendement n° I-233 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : modalités d'évolution et de régularisation de la

DGF (p. 3603 ; scrutin public n° 44 ; priorité ordonnée p. 3597).

Retirés : amendements identiques n° I-122 de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° I-49 de M. Xavier de Villepin, retiré par M. René Monory, et n° I-156 de M. Bernard Barbier, retiré par M. Albert Voilquin : suppression de cet article (p. 3598) – Amendement n° I-160 de M. Hubert Haenel, retiré par M. Roger Husson (p. 3598).

Devenus sans objet : amendement n° I-209 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 3603) – Amendements de M. Jean-Pierre Masseret, soutenus par M. Paul Loridant, n° I-226 : indexation de la DGF sur les recettes nettes fiscales de l'Etat (p. 3603) – N° I-225 : indexation de la DGF sur l'évolution du produit intérieur brut en valeur à partir de l'exercice 1990 (p. 3603) – Et n° I-227 : préservation du système actuel de régularisation de la DGF (p. 3603).

– L'article 31, dans la rédaction de l'amendement n° I-233, est adopté (p. 3603 ; priorité ordonnée p. 3593).

Après l'art. 31 (p. 3741).

Retiré : amendement n° I-228 de M. Jean-Pierre Masseret, soutenu par M. Claude Estier : abaissement du seuil de perception de l'imposition forfaitaire annuelle en faveur des communes qui s'applique aux pylônes supportant des lignes électriques (p. 3742).

Art. 32 *(Affectation d'une partie de la fiscalité sur les tabacs à la Caisse nationale d'allocations familiales)* (p. 3742).

Parole sur l'article : *M. Emmanuel Hamel* (p. 3742).

– L'article 32 est adopté (p. 3742).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Art. 33 *(Majoration des rentes viagères)* – Adopté (p. 3743).

Art. 33 bis *(Imposition forfaitaire annuelle sur les personnes morales redevables de l'impôt sur les sociétés)* (p. 3743).

Adopté : amendement n° I-238 de M. Michel Charasse, ministre : ajustement de recettes visant à majorer le rendement de l'imposition forfaitaire (p. 3743).

– L'article 33 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3743).

Art. 33 ter *(Relèvement de la taxe sur les véhicules des sociétés)* – Adopté (p. 3743).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Art. 34 et état A *(Equilibre général du budget)* (p. 3743).

Parole sur l'article : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général* (p. 3755) ; *Jacques Chaumont, rapporteur spécial (relations financières avec les Communautés européennes)* (p. 3755, 3756) ; *Marc Lauriol* (p. 3756, 3757), *Roland du Luart* (p. 3757), *Robert Vizet* (p. 3758), *Emmanuel Hamel* (p. 3758, 3759), *Michel Charasse, ministre* (p. 3759, 3762) ; *Christian Poncelet, président de la commission des finances* (p. 3762) – Parlement (rôle) – Communauté économique européenne (CEE) (ressources propres) – Agriculture – Acte unique européen.

Adoptés : amendement n° I-124 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : propositions chiffrées de la commission des finances en matière d'économies budgétaires et de poursuite du programme de privatisations (p. 3763) – Amendement n° I-239 de M. Michel Charasse, ministre : prise en compte des conséquences des amendements votés par le Sénat sur la première partie de la loi de finances (p. 3766).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n°s I-210 et I-211 : modification du régime des obligations renouvelables du Trésor, ORT (p. 3764) – Et n° I-212 : lancement d'un emprunt obligatoire pour les contribuables à patrimoine élevé (p. 3764).

– L'article 34 et l'état A, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 3766).

Explications de vote sur l'ensemble de la première partie : *M. Emmanuel Hamel* (p. 3766), *Mme Paulette Fost* (p. 3766, 3767), *MM. Ernest Cartigny* (p. 3767, 3768), *Paul Loridant* (p. 3768, 3769), *Xavier de Villepin* (p. 3769, 3770), *Richard Pouille* (p. 3770), *Jean-Pierre Fourcade* (p. 3770, 3771), *Christian Poncelet, président de la commission des finances* (p. 3771, 3772) ; *Etienne Dailly* (p. 3772) ; *intervention de M. Michel Charasse, ministre* (p. 3772) – Collectivités territoriales – Compétitivité économique.

Scrutin public de droit n° 46 (p. 3773).

Adoption de la première partie du projet de loi de finances pour 1990 (24 novembre 1989) (p. 3773).

DEUXIÈME PARTIE
MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

Ordre de présentation de l'analyse des crédits affectés aux différents départements ministériels

Budgets

I. – BUDGETS CIVILS

A. – **Budget général**

Affaires étrangères.
Agriculture et forêt.
Anciens combattants (+ art. 69 et 69 bis).
Coopération et développement.
Culture et communication :
• Culture.
• Communication (et information et CSA) (+ lignes 49 et 50 de l'État E annexé à l'art. 53 et art. 57).
Départements et territoires d'outre-mer.
Économie, finances et budget :
I. – Charges communes (et rapatriés) (+ art. 70)
II. – Services financiers (et consommation) (+ art. 70 bis et 70 ter)
• Commerce extérieur
Éducation nationale, enseignement scolaire et supérieur :
I. – Enseignement scolaire (+ art. 71)
II. – Enseignement supérieur
Éducation nationale, jeunesse et sports.
Équipement, logement, transports et mer :
I. – Urbanisme, logement et services communs
II. – Transports intérieurs :
1. Transports terrestres
• Voies navigables
2. Routes
3. Sécurité routière
III. – Aviation civile et IV. – Météorologie
V. – Mer :
• Marine marchande
• Ports maritimes
Industrie et aménagement du territoire :
I. – Industrie
II. – Aménagement du territoire
III. – Commerce et artisanat (+ art. 72)
IV. – Tourisme
Intérieur :
• Administration centrale et sécurité
• Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation
Justice.
Recherche et technologie.

Services du Premier ministre :

I. – Services généraux (et fonction publique)

• Économie sociale

II. – S.G.D.N.

III. – Conseil économique et social

IV. – Plan

V. – Environnement (+ art. 73)

Solidarité, santé et protection sociale.

Travail, emploi et formation professionnelle et services communs.

B. – **Budgets annexes.**

Imprimerie nationale.

Journaux officiels.

Légion d'honneur - Ordre de la Libération.

Navigation aérienne.

Monnaies et Médailles.

Postes, télécommunications et espace.

Prestations sociales agricoles.

II. – DÉFENSE

Exposé d'ensemble et dépenses en capital (+ art. 39).

Dépenses ordinaires (+ art. 38).

III. – AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor (+ art. 43, 44, 44 bis à 52).

Observations de la commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des Comptes.

AFFAIRES ETRANGERES

Discussion (30 novembre 1989) (p. 4139, 4167 ; 4175, 4194) :

MM. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères ; Yves Guéna, rapporteur spécial ; Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes ; MM. Claude Mont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Paul Alduy, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (relations culturelles) ; Jean Delaneau, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (relations culturelles, scientifiques et techniques) ; Jacques Habert, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (francophonie) ; Jacques Genton, président de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes ; Ernest Cartigny, Claude Estier, Louis Jung, André Bettencourt, Paul d'Ornano, Jean Garcia, Guy Penne, Michel Poniatowski, Maurice Couve de Murville, Xavier de Villepin, Jacques Habert, Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie.

Accords de Schengen (circulation des personnes) : Voir Europe (libre circulation).

Acte unique européen : *Cartigny (Ernest)* (p. 4157) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4178) ; *Cresson (Edith)* (p. 4147) ; *Dumas (Roland)* (p. 4190).

Affaires étrangères (budget) : *Dumas (Roland)* (p. 4140) ; *Estier (Claude)* (p. 4158) ; *Guéna (Yves)* (p. 4143) ; *Mont (Claude)* (p. 4149).

Affaires étrangères (ministère) : *Dumas (Roland)* (p. 4140, 4191) ; *Guéna (Yves)* (p. 4145) ; *Mont (Claude)* (p. 4149) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4178).

Affaires étrangères (personnels) : *Estier (Claude)* (p. 4158) ; *Mont (Claude)* (p. 4149).

Affaires européennes (budget) : *Cresson (Edith)* (p. 4146).

Afrique : *Mont (Claude)* (p. 4150).

Afrique, Caraïbes, Pacifique (pays ACP) : *Dumas (Roland)* (p. 4142).

Afrique du Sud : *Bettencourt (André)* (p. 4161) ; *Dumas (Roland)* (p. 4189) ; *Garcia (Jean)* (p. 4164).

Aide au développement : *Dumas (Roland)* (p. 4140) ; *Estier (Claude)* (p. 4159) ; *Mont (Claude)* (p. 4149).

Allemagne (réunification) : *Bettencourt (André)* (p. 4162) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4177) ; *Estier (Claude)* (p. 4157) ; *Jung (Louis)* (p. 4160) ; *Poniatowski (Michel)* (p. 4175).

Alliance Atlantique : *Mont (Claude)* (p. 4150).

Apartheid : *Garcia (Jean)* (p. 4164).

Armes chimiques et biologiques : *Dumas (Roland)* (p. 4141).

Asie : *Decaux (Alain)* (p. 4187) ; *Garcia (Jean)* (p. 4165).

Asile politique : *Guéna (Yves)* (p. 4143).

Bourses d'études : *Beaucé (Thierry de)* (p. 4185) ; *Dumas (Roland)* (p. 4191).

Brésil : *Dumas (Roland)* (p. 4191) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4179).

Cambodge : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4176) ; *Dumas (Roland)* (p. 4190) ; *Garcia (Jean)* (p. 4164) ; *Mont (Claude)* (p. 4150).

Centre de conférences internationales : *Dumas (Roland)* (p. 4140) ; *Estier (Claude)* (p. 4158) ; *Mont (Claude)* (p. 4149).

Chine : *Bettencourt (André)* (p. 4161) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4176) ; *Dumas (Roland)* (p. 4189) ; *Mont (Claude)* (p. 4150).

Commerce intracommunautaire : *Cresson (Edith)* (p. 4147).

Communauté économique européenne (CEE) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4157) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4177) ; *Dumas (Roland)* (p. 4190) ; *Garcia (Jean)* (p. 4165) ; *Guéna (Yves)* (p. 4145).

Communauté économique européenne (CEE) (institutions) : *Genton (Jacques)* (p. 4155).

Communication audiovisuelle : *Alduy (Paul)* (p. 4151) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 4183, 4186) ; *Decaux (Alain)* (p. 4188) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4179).

Communication audiovisuelle : *Habert (Jacques)* (p. 4153).

Conseil de l'Europe : *Cresson (Edith)* (p. 4181) ; *Jung (Louis)* (p. 4160).

Conseil européen : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4177).

Conseil supérieur des Français de l'étranger : *Penne (Guy)* (p. 4165).

Conventions de Lomé : *Dumas (Roland)* (p. 4142) ; *Mont (Claude)* (p. 4150).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Alduy (Paul)* (p. 4151) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 4183) ; *Decaux (Alain)* (p. 4186) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4152) ; *Dumas (Roland)* (p. 4140) ; *Estier (Claude)* (p. 4159) ; *Guéna (Yves)* (p. 4143).

Délégation parlementaire du Sénat pour les communautés européennes : *Genton (Jacques)* (p. 4156).

Démocratie : *Genton (Jacques)* (p. 4155).

Désarmement : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4176) ; *Dumas (Roland)* (p. 4141, 4189) ; *Garcia (Jean)* (p. 4164).

Détenus (politiques) : *Dumas (Roland)* (p. 4141) ; *Garcia (Jean)* (p. 4164).

Dialogue Nord-Sud : *Dumas (Roland)* (p. 4142).

Droit d'asile : *Cresson (Edith)* (p. 4148).

Ecoles françaises à l'étranger : *Alduy (Paul)* (p. 4151) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 4184) ; *Estier (Claude)* (p. 4159) ; *Guéna (Yves)* (p. 4144) ; *Habert (Jacques)* (p. 4179, 4180) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4163) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4179).

Enseignants : *Beaucé (Thierry de)* (p. 4184) ; *Habert (Jacques)* (p. 4180).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Bettencourt (André)* (p. 4161) ; *Garcia (Jean)* (p. 4164).

Europe : *Bettencourt (André)* (p. 4160) ; *Dumas (Roland)* (p. 4141, 4142, 4189) ; *Genton (Jacques)* (p. 4156) ; *Habert (Jacques)* (p. 4154) ; *Jung (Louis)* (p. 4160).

European research coordination agency (EUREKA) : *Cresson (Edith)* (p. 4147).

Europe de l'Est : *Alduy (Paul)* (p. 4151) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 4183) ; *Bettencourt (André)* (p. 4162) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4157) ; *Cresson (Edith)* (p. 4181) ; *Dumas (Roland)* (p. 4140, 4141, 4190) ; *Estier (Claude)* (p. 4157, 4159) ; *Garcia (Jean)* (p. 4163) ; *Genton (Jacques)* (p. 4155) ; *Jung (Louis)* (p. 4160) ; *Mont (Claude)* (p. 4149, 4150) ; *Poniatowski (Michel)* (p. 4175).

Europe (fiscalité) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4176, 4178) ; *Cresson (Edith)* (p. 4148, 4182).

Europe (libre circulation) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4178) ; *Cresson (Edith)* (p. 4148, 4182).

Europe sociale : *Cresson (Edith)* (p. 4147, 4182).

Fonctionnaires et agents publics (à l'étranger) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 4184) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4152) ; *Dumas (Roland)* (p. 4140) ; *Guéna (Yves)* (p. 4143) ; *Habert (Jacques)* (p. 4179, 4180) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4163) ; *Penne (Guy)* (p. 4166).

Français de l'étranger : *Dumas (Roland)* (p. 4190) ; *Habert (Jacques)* (p. 4181) ; *Penne (Guy)* (p. 4165).

Français de l'étranger (protection sociale) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4166) ; *Dumas (Roland)* (p. 4191).

Francophonie : *Alduy (Paul)* (p. 4151) ; *Decaux (Alain)* (p. 4186) ; *Dumas (Roland)* (p. 4143, 4189) ; *Estier (Claude)* (p. 4159) ; *Guéna (Yves)* (p. 4144) ; *Habert (Jacques)* (p. 4153, 4154) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4179).

Francophonie (budget) : *Habert (Jacques)* (p. 4153).

Grand marché intérieur (CEE) : *Cresson (Edith)* (p. 4147, 4148) ; *Mont (Claude)* (p. 4150).

Inde : *Dumas (Roland)* (p. 4191) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4179).

Institut du monde arabe : *Guéna (Yves)* (p. 4144).

Langue et culture françaises : *Beaucé (Thierry de)* (p. 4183) ; *Decaux (Alain)* (p. 4187) ; *Dumas (Roland)* (p. 4189).

Langues et cultures étrangères : *Habert (Jacques)* (p. 4154).

Liban : *Bettencourt (André)* (p. 4161) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4157) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4176) ; *Dumas (Roland)* (p. 4142, 4189, 4191) ; *Estier (Claude)* (p. 4158) ; *Garcia (Jean)* (p. 4165) ; *Habert (Jacques)* (p. 4154) ; *Mont (Claude)* (p. 4150) ; *Poniatowski (Michel)* (p. 4175).

Lois de programmation militaire : *Garcia (Jean)* (p. 4164).

Madagascar : *Decaux (Alain)* (p. 4187) ; *Garcia (Jean)* (p. 4165).

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : *Dumas (Roland)* (p. 4141) ; *Estier (Claude)* (p. 4158).

Organisations internationales : *Guéna (Yves)* (p. 4143, 4144).

Parlement européen : *Cresson (Edith)* (p. 4146, 4147, 4183) ; *Genton (Jacques)* (p. 4155).

Parlement (information) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4177) ; *Cresson (Edith)* (p. 4183) ; *Genton (Jacques)* (p. 4156).

Parlement (rôle) : *Genton (Jacques)* (p. 4155).

Pays en voie de développement (PVD) : *Alduy (Paul)* (p. 4151).

Pays les moins avancés (PMA) : *Dumas (Roland)* (p. 4142).

Politique agricole commune (PAC) : *Cresson (Edith)* (p. 4182).

Politique étrangère : *Dumas (Roland)* (p. 4141, 4143) ; *Guéna (Yves)* (p. 4145) ; *Mont (Claude)* (p. 4149).

Politiques communautaires : *Cresson (Edith)* (p. 4182).

Pologne : *Mont (Claude)* (p. 4150) ; *Poniatowski (Michel)* (p. 4175).

Rapport Viot : Voir Affaires étrangères (ministère).

Radio France internationale (RFI) : *Alduy (Paul)* (p. 4151) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 4186) ; *Delaneau (Jean)* (p. 4152) ; *Dumas (Roland)* (p. 4140) ; *Estier (Claude)* (p. 4159) ; *Mont (Claude)* (p. 4149) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4162) ; *Penne (Guy)* (p. 4165).

Relations internationales : *Bettencourt (André)* (p. 4161) ; *Dumas (Roland)* (p. 4141).

République démocratique allemande (RDA) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4177) ; voir aussi Allemagne (réunification).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Bettencourt (André)* (p. 4162) ; voir aussi Allemagne (réunification) .

Système monétaire européen (SME) : *Cresson (Edith)* (p. 4147).

Télécommunications : *Cresson (Edith)* (p. 4146).

Traité de Rome : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4177).

Transports : *Cresson (Edith)* (p. 4146).

Transports (politique communautaire) : *Cresson (Edith)* (p. 4148).

Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4176) ; *Dumas (Roland)* (p. 4190) ; *Garcia (Jean)* (p. 4164) ; *Mont (Claude)* (p. 4150) ; *Poniatowski (Michel)* (p. 4175).

Viêt-nam : *Dumas (Roland)* (p. 4190) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4163).

Visas : *Cresson (Edith)* (p. 4148) ; *Dumas (Roland)* (p. 4190).

Examen des crédits (30 novembre 1989) (p. 4192, 4194) : *MM. Jean Delaneau, Xavier de Villepin, Jean Garcia, Guy Penne, Ernest Cartigny, Yves Guéna, Jacques Habert.*

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4193).

TITRE IV – Adopté (p. 4193 ; scrutin public n° 60).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4194).

AGRICULTURE ET FORET

Discussion (28 novembre 1989) (p. 4015, 4065) :

MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt ; Roland du Luart, rapporteur spécial ; Alain Pluchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Maurice Arreckx, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (aménagement rural) ; Aubert Garcia, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industries agricoles et alimentaires) ; Albert Vecten, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (enseignement agricole) ; Jean Boyer, Désiré Debavelaere, Louis Minetti, Georges Berchet, Fernand Tardy, Michel Souplet, Joseph Caupert, Bernard Hugo, Raymond Soucaret, Roland Courteau, Guy Robert, Serge Mathieu, Louis Souvet, Jean Roger, Germain Authié, Rémi Herment, Henri de Raincourt, Christian Poncelet, Jean-Pierre Masseret, Marcel Daunay, Roger Husson, Bernard Laurent, Henri Belcour, Roger Rigaudière, Michel Doublet .

Agriculteurs âgés : voir Agriculteurs (retraite).

Agriculteurs (en difficulté) : *Luart (Roland du)* (p. 4020) ; *Nallet (Henri)* (p. 4017) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4021) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4038).

Agriculteurs (jeunes) : *Arreckx (Maurice)* (p. 4022) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4036) ; *Luart (Roland du)* (p. 4020) ; *Nallet (Henri)* (p. 4015, 4016) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4021) ; *Robert (Guy)* (p. 4040).

Agriculteurs (retraite) : *Doublet (Michel)* (p. 4056) ; *Luart (Roland du)* (p. 4019) ; *Minetti (Louis)* (p. 4030) ; *Nallet (Henri)* (p. 4015, 4016).

Agriculture (budget) : *Boyer (Jean)* (p. 4026) ; *Luart (Roland du)* (p. 4019).

Agro-alimentaire (industrie) : *Boyer (Jean)* (p. 4027) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 4028) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4023, 4024) ;

Luart (Roland du) (p. 4020) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4040) ; *Minetti (Louis)* (p. 4030, 4031) ; *Nallet (Henri)* (p. 4017, 4018) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4021) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4032).

Aménagement rural : *Arreckx (Maurice)* (p. 4022, 4023) ; *Belcour (Henri)* (p. 4054) ; *Boyer (Jean)* (p. 4027) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4035) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4037) ; *Luart (Roland du)* (p. 4019) ; *Nallet (Henri)* (p. 4061) ; *Souvet (Louis)* (p. 4042).

Aménagement rural (électrification) : *Authié (Germain)* (p. 4046).

Appellations d'origine contrôlée (AOC) : *Mathieu (Serge)* (p. 4042) ; *Nallet (Henri)* (p. 4059).

Assurance vieillesse : *Roger (Jean)* (p. 4043).

Balance commerciale : *Garcia (Aubert)* (p. 4024).

Boissons et alcools : *Courteau (Roland)* (p. 4039) ; *Nallet (Henri)* (p. 4059).

Bourses d'études : *Nallet (Henri)* (p. 4016) ; *Vecten (Albert)* (p. 4025).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : *Debavelaere (Désiré)* (p. 4029) ; *Luart (Roland du)* (p. 4019) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4021) ; *Souvet (Louis)* (p. 4042) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4032).

Calamités agricoles : *Authié (Germain)* (p. 4045) ; *Belcour (Henri)* (p. 4054) ; *Boyer (Jean)* (p. 4027) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4035, 4036) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4050) ; *Doublet (Michel)* (p. 4056) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4037) ; *Luart (Roland du)* (p. 4020) ; *Minetti (Louis)* (p. 4029, 4030, 4031) ; *Nallet (Henri)* (p. 4018, 4057) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4021) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4049) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4055) ; *Roger (Jean)* (p. 4043, 4044) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4033).

Céréales : *Authié (Germain)* (p. 4045) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4036) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4050) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4053) ; *Minetti (Louis)* (p. 4030) ; *Nallet (Henri)* (p. 4060) ; *Roger (Jean)* (p. 4044).

Communauté économique européenne (CEE) : *Arreckx (Maurice)* (p. 4022) ; *Courteau (Roland)* (p. 4039) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4024).

Coopératives agricoles : *Debavelaere (Désiré)* (p. 4028).

Cotisations sociales : *Authié (Germain)* (p. 4045) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4053) ; *Roger (Jean)* (p. 4043) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4038) ; *Souplet (Michel)* (p. 4034).

Crédit agricole : *Debavelaere (Désiré)* (p. 4028) ; *Nallet (Henri)* (p. 4061).

Déchets : *Authié (Germain)* (p. 4046).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : *Arreckx (Maurice)* (p. 4022).

Diplômes : *Vecten (Albert)* (p. 4026).

Elevage : *Herment (Rémi)* (p. 4047) ; *Luart (Roland du)* (p. 4020) ; *Minetti (Louis)* (p. 4029) ; *Nallet (Henri)* (p. 4059) ; *Robert (Guy)* (p. 4040) ; *Souvet (Louis)* (p. 4043).

Emploi : *Garcia (Aubert)* (p. 4024) ; *Minetti (Louis)* (p. 4030).

Enseignement agricole : *Belcour (Henri)* (p. 4054) ; *Berchet (Georges)* (p. 4031) ; *Boyer (Jean)* (p. 4026) ; *Luart (Roland du)* (p. 4019) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4040) ; *Minetti (Louis)* (p. 4030) ; *Nallet (Henri)* (p. 4016, 4058) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4021) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4048) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4055) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4032, 4033) ; *Vecten (Albert)* (p. 4025).

Enseignement supérieur agricole : *Vecten (Albert)* (p. 4026).

Ethanol : *Debavelaere (Désiré)* (p. 4029) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4048) ; *Souplet (Michel)* (p. 4034).

Europe de l'Est : *Nallet (Henri)* (p. 4062) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4048).

Exode rural : *Arreckx (Maurice)* (p. 4022) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4037) ; *Luart (Roland du)* (p. 4019) ; *Roger (Jean)* (p. 4044).

Exploitants agricoles (conjoints) : *Boyer (Jean)* (p. 4027).

Exploitations agricoles familiales : *Minetti (Louis)* (p. 4030).

Exploitations agricoles (transmission) : *Soucaret (Raymond)* (p. 4038).

Fiscalité : *Garcia (Aubert)* (p. 4024) ; *Herment (Rémi)* (p. 4047) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4037) ; *Husson (Roger)* (p. 4052) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4053) ; *Nallet (Henri)* (p. 4062) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4021) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4047) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4055) ; *Robert (Guy)* (p. 4040) ; *Roger (Jean)* (p. 4045) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4037) ; *Souplet (Michel)* (p. 4034).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) : *Berchet (Georges)* (p. 4032).

Fonds d'intervention pour l'auto-développement en montagne (FIAM) : *Arreckx (Maurice)* (p. 4023) ; *Berchet (Georges)* (p. 4032) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4037) ; *Robert (Guy)* (p. 4040).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) : *Berchet (Georges)* (p. 4031) ; *Luart (Roland du)* (p. 4019).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Arreckx (Maurice)* (p. 4023) ; *Berchet (Georges)* (p. 4032) ; *Boyer (Jean)* (p. 4027) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4037) ; *Robert (Guy)* (p. 4040) ; *Souvet (Louis)* (p. 4042) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4033).

Forêts : *Minetti (Louis)* (p. 4031) ; *Nallet (Henri)* (p. 4017, 4061) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4033).

Forêts (incendies) : *Arreckx (Maurice)* (p. 4023) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4036) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4037) ; *Nallet (Henri)* (p. 4061) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4033).

Formation professionnelle : voir Enseignement agricole.

Grand marché intérieur (CEE) : *Debavelaere (Désiré)* (p. 4028) ; *Doublet (Michel)* (p. 4056) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4024) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4047) ; *Souplet (Michel)* (p. 4034) ; *Souvet (Louis)* (p. 4043).

Hydraulique agricole : voir Irrigation.

Indemnité viagère de départ (IVD) : *Soucaret (Raymond)* (p. 4038).

Innovation : *Courteau (Roland)* (p. 4039).

Insertion sociale : *Vecten (Albert)* (p. 4026).

Institut national de la recherche agronomique (INRA) : *Courteau (Roland)* (p. 4039).

Institut national des appellations d'origine (INAO) : *Mathieu (Serge)* (p. 4042).

Investissements : *Berchet (Georges)* (p. 4031) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4024) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4040) ; *Nallet (Henri)* (p. 4016) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4038).

Irrigation : *Authié (Germain)* (p. 4045) ; *Boyer (Jean)* (p. 4027) ; *Doublet (Michel)* (p. 4056) ; *Luart (Roland du)* (p. 4020) ; *Minetti (Louis)* (p. 4031) ; *Nallet (Henri)* (p. 4018, 4058) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4021) ; *Roger (Jean)* (p. 4044) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4038) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4033).

Lait et produits laitiers : *Caupert (Joseph)* (p. 4035) ; *Husson (Roger)* (p. 4052) ; *Nallet (Henri)* (p. 4017, 4061) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4049).

Maladies des animaux : *Nallet (Henri)* (p. 4017) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4021).

Marchés agricoles : *Luart (Roland du)* (p. 4019).

Nature (protection) : *Arreckx (Maurice)* (p. 4023) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4035, 4036).

Office national des forêts (ONF) : *Luart (Roland du)* (p. 4020) ; *Nallet (Henri)* (p. 4018).

Office national interprofessionnel des vins (ONIVIN) : *Mathieu (Serge)* (p. 4042).

Politique agricole : *Arreckx (Maurice)* (p. 4022) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 4028) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4032).

Politique agricole commune (PAC) : *Boyer (Jean)* (p. 4027) ; *Courteau (Roland)* (p. 4039) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4051) ; *Herment (Rémi)* (p. 4047) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4037) ; *Luart (Roland du)* (p. 4019) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4042) ; *Minetti (Louis)* (p. 4029, 4030) ; *Nallet (Henri)* (p. 4017, 4018) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4020) ; *Roger (Jean)* (p. 4044) ; *Souplet (Michel)* (p. 4033) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4032).

Prêts bonifiés : *Belcour (Henri)* (p. 4054) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 4028) ; *Nallet (Henri)* (p. 4057) ; *Robert (Guy)* (p. 4040) ; *Roger (Jean)* (p. 4044) ; *Souvet (Louis)* (p. 4043).

Primes d'orientation agricole (POA) : *Garcia (Aubert)* (p. 4024) ; *Nallet (Henri)* (p. 4017).

Prix agricoles : *Minetti (Louis)* (p. 4030).

Produits agricoles et alimentaires : *Garcia (Aubert)* (p. 4024) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4040) ; *Minetti (Louis)* (p. 4030) ; *Souplet (Michel)* (p. 4033).

Protection sociale : voir Sécurité sociale (régime des exploitants agricoles).

Quotas laitiers : *Berchet (Georges)* (p. 4031) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4035) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4051) ; *Doublet (Michel)* (p. 4056) ; *Herment (Rémi)* (p. 4047) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4049) ; *Minetti (Louis)* (p. 4030) ; *Nallet (Henri)* (p. 4060) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4049) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 4048) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4055) ; *Roger (Jean)* (p. 4044) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4033).

Recherche : *Nallet (Henri)* (p. 4017).

Remembrement : *Poncelet (Christian)* (p. 4049).

Résonance magnétique nucléaire (RMN) : *Courteau (Roland)* (p. 4039) ; *Nallet (Henri)* (p. 4059).

Revenus agricoles : *Luart (Roland du)* (p. 4020) ; *Minetti (Louis)* (p. 4029) ; *Nallet (Henri)* (p. 4016, 4017) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4021) ; *Roger (Jean)* (p. 4043) ; *Souplet (Michel)* (p. 4035).

Sécheresse : voir Calamités agricoles.

Sécurité sociale (régime des exploitants agricoles) : *Luart (Roland du)* (p. 4019) ; *Minetti (Louis)* (p. 4030).

Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : *Debavelaere (Désiré)* (p. 4028) ; *Nallet (Henri)* (p. 4018) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4033).

Subventions : *Robert (Guy)* (p. 4040) ; *Vecten (Albert)* (p. 4025).

Tourisme rural : *Debavelaere (Désiré)* (p. 4028) ; *Nallet (Henri)* (p. 4061) ; *Souplet (Michel)* (p. 4034).

Viandes : *Daunay (Marcel)* (p. 4051) ; *Nallet (Henri)* (p. 4016, 4059).

Viticulture : *Courteau (Roland)* (p. 4039) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4040) ; *Nallet (Henri)* (p. 4059).

Examen des crédits (28 novembre 1989) (p. 4063, 4065) : *MM. Pierre Louvot, Albert Vecten, Louis Minetti, Raymond Soucaret, Désiré Debavelaere, Michel Souplet, Philippe Adnot, François Delga .*

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 4065 ; scrutin public n° 56).

TITRE IV – Adopté (p. 4065).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 4065).

TITRE VI – Rejeté (p. 4065 ; scrutin public n° 57).

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion (25 novembre 1989) (p. 3809, 3835) :

MM. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre ; Auguste Cazalet, rapporteur spécial ; Claude Prouvoyeur, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Roland Courteau, Edouard Le Jeune, Jacques Habert, Jean Clouet, Robert Pagès, Guy Penne, Guy Robert.

Action sanitaire et sociale : *Cazalet (Auguste)* (p. 3811).

Alsace et Moselle : *Méric (André)* (p. 3830) ; *Pagès (Robert)* (p. 3820).

Anciens combattants (Afrique du Nord) : *Cazalet (Auguste)* (p. 3812) ; *Clouet (Jean)* (p. 3818) ; *Courteau (Roland)* (p. 3815) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 3816) ; *Méric (André)* (p. 3825) ; *Pagès (Robert)* (p. 3820) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3814) ; *Robert (Guy)* (p. 3821).

Anciens combattants (budget) : *Cazalet (Auguste)* (p. 3811) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 3816) ; *Méric (André)* (p. 3809) ; *Pagès (Robert)* (p. 3819) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3813).

Anciens combattants (Etats africains et malgache) : *Habert (Jacques)* (p. 3817).

Appareillage (handicapés) : *Cazalet (Auguste)* (p. 3811) ; *Courteau (Roland)* (p. 3816).

Carte de combattant : *Cazalet (Auguste)* (p. 3812) ; *Clouet (Jean)* (p. 3818) ; *Courteau (Roland)* (p. 3815) ; *Méric (André)* (p. 3825) ; *Pagès (Robert)* (p. 3820) ; *Robert (Guy)* (p. 3821).

Carte de combattant volontaire de la résistance (CVR) : voir Résistants.

Cimetières et pompes funèbres : *Cazalet (Auguste)* (p. 3811) ; *Méric (André)* (p. 3810) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3813).

Commémorations : voir Fêtes et cérémonies publiques.

Emplois réservés : *Cazalet (Auguste)* (p. 3812).

Fêtes et cérémonies publiques : *Cazalet (Auguste)* (p. 3811) ; *Habert (Jacques)* (p. 3818) ; *Méric (André)* (p. 3828) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3814).

Formation professionnelle : *Courteau (Roland)* (p. 3816) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3813).

Français de l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 3817) ; *Méric (André)* (p. 3829) ; *Penne (Guy)* (p. 3821).

Harkis : *Cazalet (Auguste)* (p. 3813).

Institution nationale des invalides : *Cazalet (Auguste)* (p. 3811) ; *Méric (André)* (p. 3810).

Légion d'honneur : *Pagès (Robert)* (p. 3820).

Nécropoles : voir Cimetières et pompes funèbres.

Office national des anciens combattants (ONAC) : *Cazalet (Auguste)* (p. 3811) ; *Habert (Jacques)* (p. 3817) ; *Méric (André)* (p. 3810, 3829) ; *Pagès (Robert)* (p. 3819) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3813) ; *Robert (Guy)* (p. 3822).

Orphelins : *Cazalet (Auguste)* (p. 3812) ; *Pagès (Robert)* (p. 3820) ; *Robert (Guy)* (p. 3822).

Pensions civiles et militaires d'invalidité : *Méric (André)* (p. 3810, 3827) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3813).

Prisonniers de guerre (Viêt-nam) : *Cazalet (Auguste)* (p. 3812) ; *Clouet (Jean)* (p. 3818) ; *Courteau (Roland)* (p. 3815) ; *Habert (Jacques)* (p. 3817, 3818) ; *Méric (André)* (p. 3811, 3827) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3814) ; *Robert (Guy)* (p. 3822).

Rapport constant : *Cazalet (Auguste)* (p. 3812, 3813) ; *Clouet (Jean)* (p. 3818) ; *Courteau (Roland)* (p. 3815) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 3816) ; *Méric (André)* (p. 3810, 3823) ; *Pagès (Robert)* (p. 3820) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3813, 3814) ; *Robert (Guy)* (p. 3821).

Rawa-Ruska (camp de prisonniers de guerre) : *Cazalet (Auguste)* (p. 3812).

Résistants : *Courteau (Roland)* (p. 3815) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 3817, 3829) ; *Méric (André)* (p. 3830).

Retraite (âge) : *Méric (André)* (p. 3826) ; *Robert (Guy)* (p. 3822).

Retraite mutualiste : *Cazalet (Auguste)* (p. 3812) ; *Clouet (Jean)* (p. 3819) ; *Méric (André)* (p. 3827) ; *Pagès (Robert)* (p. 3820).

Transports : *Habert (Jacques)* (p. 3817) ; *Méric (André)* (p. 3829) ; *Penne (Guy)* (p. 3821).

Veuvage : *Cazalet (Auguste)* (p. 3812, 3813) ; *Clouet (Jean)* (p. 3819, 3830) ; *Courteau (Roland)* (p. 3815) ; *Méric (André)* (p. 3810, 3824, 3830) ; *Pagès (Robert)* (p. 3820) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3814).

Viêt-minh : voir Prisonniers de guerre (Viêt-nam).

Examen des crédits et des articles 69 et 69 bis (25 novembre 1989) (p. 3830, 3835) : *MM. Robert Pagès, Jean Chérioux, Claude Estier, Guy Penne, André Méric, secrétaire d'Etat ; Jacques Habert, Ernest Cartigny, Roland Courteau, Georges Mouly, Jean Clouet, Edouard Le Jeune, Auguste Cazalet, rapporteur spécial ; Louis Minetti.*

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 3833 ; scrutin public n° 51).

TITRE IV – Rejeté (p. 3833 ; scrutin public n° 52).

Art. 69 *(Augmentation de la valeur du point de pension des veuves de guerre)* (p. 3833).

Irrecevable (article 40 de la constitution) : amendement n° II-1 de M. Edouard Le Jeune : bénéfice des augmentations uniformes pour les pensionnés et transposition automatique chaque trimestre de l'effet des mesures spécifiques statutaires accordées à certaines catégories de fonctionnaires (p. 3834).

– L'article 69 est adopté (p. 3835).

Art. 69 bis *(Modalités de révision des pensions)* – Adopté (p. 3835).

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

Discussion (30 novembre 1989) (p. 4125, 4139 ; 4167, 4175) :

MM. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement ; André-Georges Voisin, rapporteur spécial ; Paul d'Ornano, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Ernest Cartigny, Pierre Biarnès, Xavier de Villepin, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Pierre Croze, Guy Penne.

Afrique : *Biarnès (Pierre)* (p. 4134) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4133) ; *Croze (Pierre)* (p. 4167) ; *Garcia (Jean)* (p. 4132) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4137) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4130) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4125, 4126, 4170, 4171) ; *Penne (Guy)* (p. 4169) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4135) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4128, 4129).

Afrique, Caraïbes, Pacifique (pays ACP) : *Garcia (Jean)* (p. 4132) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4171).

Afrique (commerce extérieur) : *Ornano (Paul d')* (p. 4130).

Agriculture : *Pelletier (Jacques)* (p. 4172) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4135).

Aide alimentaire : *Croze (Pierre)* (p. 4167) ; *Garcia (Jean)* (p. 4132) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4172).

Aide au développement : *Garcia (Jean)* (p. 4132) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4138) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4130, 4131) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4126, 4174) ; *Penne (Guy)* (p. 4169) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4127).

Collectivités territoriales : *Pelletier (Jacques)* (p. 4174) ; *Penne (Guy)* (p. 4170).

Comores : *Pelletier (Jacques)* (p. 4126).

Conventions de Lomé : *Garcia (Jean)* (p. 4132) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4126, 4127, 4171).

Coopérants : *Croze (Pierre)* (p. 4168) ; *Garcia (Jean)* (p. 4132) ; *Habert (Jacques)* (p. 4137) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4137) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4127, 4172, 4173) ; *Penne (Guy)* (p. 4169).

Coopération : *Ornano (Paul d')* (p. 4131) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4126).

Coopération (budget) : *Biarnès (Pierre)* (p. 4134) ; *Garcia (Jean)* (p. 4132) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4138) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4131) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4135) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4127).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Biarnès (Pierre)* (p. 4134) ; *Habert (Jacques)* (p. 4136) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4138) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4126, 4170, 4171, 4172, 4173) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4129).

Coopération décentralisée : *Croze (Pierre)* (p. 4167) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4127, 4173) ; *Penne (Guy)* (p. 4169).

Coopération économique : *Cartigny (Ernest)* (p. 4133) ; *Penne (Guy)* (p. 4169).

Coopération militaire : *Croze (Pierre)* (p. 4167) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4138) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4131) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4170) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4135) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4128, 4129).

Coopération sanitaire : *Cartigny (Ernest)* (p. 4134) ; *Croze (Pierre)* (p. 4168) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4172) ; *Penne (Guy)* (p. 4169).

Ecoles françaises à l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 4136) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4131) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4173) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4128).

Economie souterraine : *Villepin (Xavier de)* (p. 4135).

Emploi : *Habert (Jacques)* (p. 4137).

Enseignants : *Croze (Pierre)* (p. 4168) ; *Habert (Jacques)* (p. 4136).

Enseignement : *Pelletier (Jacques)* (p. 4126).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Pelletier (Jacques)* (p. 4172).

Epargne : *Pelletier (Jacques)* (p. 4171).

Europe : *Pelletier (Jacques)* (p. 4127).

Europe de l'Est : *Pelletier (Jacques)* (p. 4125) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4128).

Fiscalité : *Biarnès (Pierre)* (p. 4134).

Fonds d'aide et de coopération (FAC) : *Pelletier (Jacques)* (p. 4125, 4127, 4170) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4128).

Fonds monétaire international (FMI) : *Ornano (Paul d')* (p. 4130).

Français de l'étranger : *Croze (Pierre)* (p. 4168).

Francophonie : *Biarnès (Pierre)* (p. 4134) ; *Garcia (Jean)* (p. 4132) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4138) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4126).

Grand marché intérieur (CEE) : *Garcia (Jean)* (p. 4133).

Immigration clandestine : *Croze (Pierre)* (p. 4167).

Investissements : *Pelletier (Jacques)* (p. 4171).

Investissements français à l'étranger : *Pelletier (Jacques)* (p. 4172).

Organisation mondiale de la santé (OMS) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4134) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4126, 4172).

Organisations non gouvernementales (ONG) : *Croze (Pierre)* (p. 4167) ; *Garcia (Jean)* (p. 4132) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4126, 4171, 4173) ; *Penne (Guy)* (p. 4169) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4129).

Pays en voie de développement (PVD) (endettement) : *Croze (Pierre)* (p. 4168) ; *Garcia (Jean)* (p. 4132) ; *Ornano (Paul d')* (p. 4130) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4170, 4172) ; *Penne (Guy)* (p. 4169) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4135).

Pays les moins avancés (PMA) : *Garcia (Jean)* (p. 4133).

Pétrole (pays africains exportateurs) : *Voisin (André-Georges)* (p. 4128).

Police : *Villepin (Xavier de)* (p. 4135).

Salaires, traitements et indemnités : *Habert (Jacques)* (p. 4136).

Santé : *Pelletier (Jacques)* (p. 4126, 4172).

Sécurité sociale : *Voisin (André-Georges)* (p. 4129).

Syndrome d'immuno-déficience acquise (SIDA) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4134) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4126, 4172) ; *Penne (Guy)* (p. 4169).

Transports en commun : *Pelletier (Jacques)* (p. 4174) ; *Penne (Guy)* (p. 4169).

Zaïre : *Pelletier (Jacques)* (p. 4174) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 4129).

Examen des crédits (30 novembre 1989) (p. 4174, 4175)

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4175).

TITRE IV – Adopté (p. 4175 ; scrutin public n° 59).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4175).

CULTURE ET COMMUNICATION

CULTURE

Discussion (8 décembre 1989) (p. 4593, 4613) :

MM. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire ; Raymond Bourgine, rapporteur spécial ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jacques Carat, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma et théâtre dramatique) ; Ivan Renar, Marcel Vidal, Paul Séramy, Louis de Catuelan.

Architectes : *Miroudot (Michel)* (p. 4598).

Bibliothèques : *Bourgine (Raymond)* (p. 4595) ; *Lang (Jack)* (p. 4609).

Cinéma : *Bourgine (Raymond)* (p. 4597) ; *Carat (Jacques)* (p. 4599, 4600) ; *Lang (Jack)* (p. 4608, 4609) ; *Renar (Ivan)* (p. 4602).

Culture (budget) : *Lang (Jack)* (p. 4593, 4607) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4597).

Culture (ministère) : *Bourgine (Raymond)* (p. 4595).

Décentralisation : *Renar (Ivan)* (p. 4602).

Enseignement artistique : *Lang (Jack)* (p. 4609) ; *Renar (Ivan)* (p. 4602).

Europe : *Lang (Jack)* (p. 4594).

Fiscalité : *Lang (Jack)* (p. 4607).

Grands travaux : *Bourgine (Raymond)* (p. 4595, 4596) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4598) ; *Renar (Ivan)* (p. 4601).

Monuments historiques : *Lang (Jack)* (p. 4609), *Vidal (Marcel)* (p. 4604).

Musée du Louvre : *Bourgine (Raymond)* (p. 4595, 4596).

Musées : *Lang (Jack)* (p. 4593, 4594, 4607) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4598) ; *Renar (Ivan)* (p. 4603) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4603).

Musique : *Renar (Ivan)* (p. 4601) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4604).

Oeuvres d'art : *Renar (Ivan)* (p. 4602).

Opéra : *Bourgine (Raymond)* (p. 4596).

Opéra (Bastille) : *Lang (Jack)* (p. 4610) ; *Miroudot (Michel)* (p. 4599) ; *Séramy (Paul)* (p. 4605, 4606).

Orchestres : *Lang (Jack)* (p. 4609) ; *Renar (Ivan)* (p. 4601).

Paris (Ville) : *Bourgine (Raymond)* (p. 4596).

Patrimoine artistique, archéologique et historique : *Catuelan (Louis de)* (p. 4606) ; *Lang (Jack)* (p. 4609, 4610).

Subventions : *Bourgine (Raymond)* (p. 4596, 4597).

Théâtre : *Bourgine (Raymond)* (p. 4597) ; *Carat (Jacques)* (p. 4600, 4601) ; *Lang (Jack)* (p. 4608).

Villes : *Lang (Jack)* (p. 4594).

Examen des crédits (8 décembre 1989) (p. 4610, 4613) : *MM. Raymond Bourgine, rapporteur spécial ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis ; Jack Lang, ministre ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Max Lejeune, Ivan Renar, Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux .*

Etat B – Titre III.

Adopté : amendement n° II-28 de M. Raymond Bourgine, rapporteur spécial : réduction de moitié de l'augmentation de la subvention versée à l'Opéra de Paris (p. 4612).

Retiré : amendement n° II-31 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis, identique à l'amendement n° II-28 (p. 4612).

– Les crédits, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4612).

TITRE IV.

Retirés : amendement n° II-29 de M. Raymond Bourgine, rapporteur spécial : réduction des crédits afférents à ce titre (p. 4612) – Amendement n° II-32 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis (p. 4612).

– Les crédits sont adoptés (p. 4612).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 4613).

TITRE VI.

Retirés : amendement n° II-30 de M. Raymond Bourgine, rapporteur spécial ; réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement (p. 4613) – Amendement n° II-33 de M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis (p. 4612).

– Les crédits sont adoptés (p. 4613).

CULTURE, COMMUNICATION, GRANDS TRAVAUX ET BICENTENAIRE

COMMUNICATION ET INFORMATION

Discussion (5 décembre 1989) (p. 4424, 4448) :

M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire ; Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication ; MM. Jean Cluzel, rapporteur spécial ; Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; François Autain, Daniel Millaud, Pierre Croze, Ivan Renar, Gérard Delfau, Jean Arthuis, Jacques Carat.

Audiovisuel (programmes) : *Cluzel (Jean)* (p. 4428) ; *Croze (Pierre)* (p. 4433) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4429) ; *Lang (Jack)* (p. 4425) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4442) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4441).

Communautés européennes (directives) : *Renar (Ivan)* (p. 4436).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : *Cluzel (Jean)* (p. 4429) ; *Croze (Pierre)* (p. 4433) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4430) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4440).

Francophonie : *Cluzel (Jean)* (p. 4429) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4431).

La SEPT (Télévision de secteur public) : *Autain (François)* (p. 4433) ; *Renar (Ivan)* (p. 4435) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4441).

Presse : *Croze (Pierre)* (p. 4434) ; *Renar (Ivan)* (p. 4437).

Publicité : *Autain (François)* (p. 4432) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4430) ; *Renar (Ivan)* (p. 4436) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4426).

Radio France : *Arthuis (Jean)* (p. 4438) ; *Carat (Jacques)* (p. 4438, 4439) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4439, 4440).

Radio France internationale (RFI) : *Autain (François)* (p. 4432) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4428) ; *Croze (Pierre)* (p. 4434) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4426).

Radios locales privées : *Delfau (Gérard)* (p. 4437).

Redevance de radio-diffusion télévision : *Autain (François)* (p. 4432) ; *Renar (Ivan)* (p. 4435).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Cluzel (Jean)* (p. 4427).

Satellites : *Cluzel (Jean)* (p. 4427) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4431) ; *Renar (Ivan)* (p. 4436) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4443).

Société de radio-diffusion et de télévision pour l'outre-mer (RFO) : *Millaud (Daniel)* (p. 4433) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4441).

Société française de production et de création audiovisuelle (SFP) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 4430, 4431) ; *Renar (Ivan)* (p. 4436) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4442).

Télévisions de secteur public : *Autain (François)* (p. 4432) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4427, 4428) ; *Croze (Pierre)* (p. 4434) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4429, 4430) ; *Lang (Jack)* (p. 4425) ; *Renar (Ivan)* (p. 4435) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4426, 4427, 4441).

Télévisions privées : *Cluzel (Jean)* (p. 4428) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4430).

Examen des crédits et de l'article 57 (5 décembre 1989) (p. 4443, 4448) : *MM. Daniel Hoeffel, Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis ; Gérard Delfau.*

CULTURE ET COMMUNICATION

Etat B – TITRES III et IV – Votes réservés jusqu'après l'examen des crédits de la culture (p. 4444).

Etat C – TITRES V et VI – Votes réservés jusqu'après l'examen des crédits de la culture (p. 4444).

– Les crédits sont adoptés (8 décembre 1989) (p. 4612 et 4613).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I – Services généraux.

Etat B – TITRES III et IV – Votes réservés jusqu'après l'examen des crédits des services généraux du Premier ministre (p. 4444).

Etat C – TITRES V et VI – Votes réservés jusqu'après l'examen des crédits des services généraux du Premier ministre (p. 4444).

– Les crédits sont rejetés (8 décembre 1989) (p. 4620).

Etat E – Ligne 49 – Adoptée (p. 4446 ; scrutin public n° 64).

Etat E – Ligne 50 – Adoptée (p. 4448).

Art. 57 *(Approbation de la répartition du produit estimé de la taxe dénommée redevance pour droit d'usage, affectée aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)* – Adopté (p. 4448).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Discussion (24 novembre 1989) (p. 3773, 3800) :

MM. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement ; Henri Goetschy, rapporteur spécial ; Rodolphe Désiré, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (départements d'outre-mer) ; Pierre Lacour, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (territoires d'outre-mer) ; Roger Lise, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Louis Virapoullé, rapporteur pour avis de la commission des lois (départements d'outre-mer) ; Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis de la commission des lois (territoires d'outre-mer) ; Daniel Millaud, Paul Moreau, Henri Bangou, Albert Pen, Albert Ramassamy, François Louisy.

Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT) : *Le Pensec (Louis)* (p. 3775, 3797) ; *Lise (Roger)* (p. 3783).

Agriculture : *Louisy (François)* (p. 3794) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3785).

Allocations familiales : *Le Pensec (Louis)* (p. 3795) ; *Lise (Roger)* (p. 3783).

Antarctique : *Goetschy (Henri)* (p. 3779) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3776).

Calamités et catastrophes : *Bangou (Henri)* (p. 3790) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3774, 3795, 3797) ; *Lise (Roger)* (p. 3782) ; *Louisy (François)* (p. 3793) ; *Moreau (Paul)* (p. 3790) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3786).

Caraïbes : *Le Pensec (Louis)* (p. 3777).

Conventions de Lomé : *Le Pensec (Louis)* (p. 3776).

Culture : *Le Pensec (Louis)* (p. 3776).

Décentralisation : *Désiré (Rodolphe)* (p. 3780) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3777, 3797) ; *Moreau (Paul)* (p. 3790) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3785).

Déconcentration : *Le Pensec (Louis)* (p. 3777).

Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) (budget) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 3779) ; *Goetschy (Henri)* (p. 3777) ; *Lacour (Pierre)* (p. 3781) ; *Lise (Roger)* (p. 3782) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3784).

Emploi : *Bangou (Henri)* (p. 3791) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 3779) ; *Goetschy (Henri)* (p. 3778) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3775, 3796) ; *Lise (Roger)* (p. 3782) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 3793).

Enseignement : *Bangou (Henri)* (p. 3791) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3775, 3796) ; *Moreau (Paul)* (p. 3789) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3786).

Equipements scolaires : *Goetschy (Henri)* (p. 3778) ; *Louisy (François)* (p. 3794).

Fiscalité : *Goetschy (Henri)* (p. 3778) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3794).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 3779) ; *Goetschy (Henri)* (p. 3778) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3774) ; *Louisy (François)* (p. 3793) ; *Moreau (Paul)* (p. 3789) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3784).

Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) : *Le Pensec (Louis)* (p. 3773).

Formation professionnelle : *Lise (Roger)* (p. 3783).

Grand marché intérieur (CEE) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 3780) ; *Lacour (Pierre)* (p. 3782) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3776, 3794) ; *Millaud (Daniel)* (p. 3788) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 3792) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3786).

Guyane : *Goetschy (Henri)* (p. 3777) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3775) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3784).

Immigration : *Le Pensec (Louis)* (p. 3777, 3795) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3784).

Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 3779).

Logement social : *Le Pensec (Louis)* (p. 3775, 3796) ; *Lise (Roger)* (p. 3783) ; *Louisy (François)* (p. 3793) ; *Moreau (Paul)* (p. 3789) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3786).

Mayotte : *Virapoullé (Louis)* (p. 3786).

Nouvelle-Calédonie : *Goetschy (Henri)* (p. 3777) ; *Lacour (Pierre)* (p. 3781) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3775).

Parité sociale globale : *Bangou (Henri)* (p. 3791) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3773, 3774, 3797) ; *Lise (Roger)* (p. 3783) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3785).

Pêche : *Le Pensec (Louis)* (p. 3797) ; *Louisy (François)* (p. 3794) ; *Pen (Albert)* (p. 3791, 3792) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3786).

Politique économique et sociale : *Girault (Jean-Marie)* (p. 3787) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3774, 3797) ; *Millaud (Daniel)* (p. 3788) ; *Moreau (Paul)* (p. 3789) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 3793) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3785).

Polynésie française : *Girault (Jean-Marie)* (p. 3787) ; *Lacour (Pierre)* (p. 3782) ; *Millaud (Daniel)* (p. 3788).

Programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité des départements d'outre-mer (POSEIDOM) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 3780) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3776, 3795) ; *Moreau (Paul)* (p. 3790) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3786).

Recherche : *Le Pensec (Louis)* (p. 3776).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Bangou (Henri)* (p. 3791) ; *Goetschy (Henri)* (p. 3778) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3774, 3796) ; *Lise (Roger)* (p. 3783) ; *Moreau (Paul)* (p. 3789) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 3793) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3785).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *Virapoullé (Louis)* (p. 3786).

Service militaire adapté (SMA) : *Goetschy (Henri)* (p. 3777) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3794) ; *Lise (Roger)* (p. 3783).

Terre Adélie : *Lacour (Pierre)* (p. 3781) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3776).

Tourisme : *Le Pensec (Louis)* (p. 3797) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3785).

Transports aériens : *Désiré (Rodolphe)* (p. 3780) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 3796).

Wallis-et-Futuna : *Goetschy (Henri)* (p. 3777).

Examen des crédits (24 novembre 1989) (p. 3798, 3799) : *MM. Jean-Luc Bécart, Albert Ramassamy, Jean Simonin, Roger Lise, rapporteur pour avis ; Louis Le Pensec, ministre.*

Etat B - TITRES III et IV – Adoptés (p. 3799).

Etat C - TITRES V ET VI – Adoptés (p. 3799).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

I – CHARGES COMMUNES (ET RAPATRIES)

Discussion (7 décembre 1989) (p. 4520, 4538) (Discussion commune avec celles relatives aux comptes spéciaux du Trésor et aux observations sur le rapport de la Cour des comptes) :

MM. Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Claude Belot, rapporteur spécial (charges communes) ; Emmanuel Hamel, rapporteur spécial (comptes spéciaux du Trésor) ; Michel Moreigne, rapporteur spécial (observations de la commission des finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes).

Aide au développement : *Charasse (Michel)* (p. 4522, 4536) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4527) ; *Penne (Guy)* (p. 4532).

Armement (industrie) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4526).

Calamités et catastrophes : *Bonnet (Christian)* (p. 4530).

Commerce extérieur : *Belot (Claude)* (p. 4524).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : *Charasse (Michel)* (p. 4521).

Comptes spéciaux du Trésor : *Charasse (Michel)* (p. 4521).

Cour des comptes : *Charasse (Michel)* (p. 4529, 4534) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4531) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4527, 4529).

Dette publique : *Belot (Claude)* (p. 4523, 4524) ; *Charasse (Michel)* (p. 4536) ; *Vizet (Robert)* (p. 4531, 4532).

Directions départementales de l'équipement (DDE) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4525).

Eau et assainissement : *Bonnet (Christian)* (p. 4530).

Emploi : *Belot (Claude)* (p. 4523).

Emplois publics (créations et suppressions) : *Moreigne (Michel)* (p. 4529).

Entreprises publiques : *Belot (Claude)* (p. 4524, 4525) ; *Charasse (Michel)* (p. 4534) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4526) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4533).

Epargne logement : *Belot (Claude)* (p. 4523).

Fiscalité : *Charasse (Michel)* (p. 4535).

Fonction publique territoriale : *Charasse (Michel)* (p. 4531) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4528).

Fonds de développement économique et social (FDES) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4526).

Fonds national de solidarité (FNS) : *Belot (Claude)* (p. 4523).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) : *Bonnet (Christian)* (p. 4530) ; *Charasse (Michel)* (p. 4535) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4526).

Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4526).

Fonds national pour l'emploi (FNE) : *Moreigne (Michel)* (p. 4528).

Fonds social urbain : *Moreigne (Michel)* (p. 4528).

Groupement des industries d'armement terrestre (GIAT) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4527).

Harkis : *Charasse (Michel)* (p. 4536) ; *Penne (Guy)* (p. 4533).

Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) : *Charasse (Michel)* (p. 4522, 4534) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4527).

Irrigation : *Charasse (Michel)* (p. 4535).

Obligations renouvelables du Trésor : *Belot (Claude)* (p. 4524) ; *Charasse (Michel)* (p. 4521).

Palais omnisport de Paris-Bercy : *Moreigne (Michel)* (p. 4528).

Parlement (rôle) : *Charasse (Michel)* (p. 4529) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4528).

Pays en voie de développement (PVD) (endettemment) : *Belot (Claude)* (p. 4525) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4525, 4526) ; *Penne (Guy)* (p. 4532).

Plan câblé : Voir Réseaux câblés.

Privatisations : *Belot (Claude)* (p. 4525) ; *Charasse (Michel)* (p. 4534) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4533).

Rapatriés : *Belot (Claude)* (p. 4523) ; *Charasse (Michel)* (p. 4521, 4534, 4536) ; *Penne (Guy)* (p. 4532, 4533).

Relations financières internationales : *Belot (Claude)* (p. 4524).

Réseaux câblés : *Moreigne (Michel)* (p. 4527).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Belot (Claude)* (p. 4523) ; *Charasse (Michel)* (p. 4521).

Secteur public : *Charasse (Michel)* (p. 4521).

Service public : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4531).

Technologies nouvelles (géothermie) : *Moreigne (Michel)* (p. 4528).

Examen des crédits et de l'article 70 (7 décembre 1989) (p. 4537)

I – CHARGES COMMUNES.

Etat B – TITRE Ier.

Adopté : amendement n° II-25 de M. Claude Belot, rapporteur spécial : réduction de 1,1 milliard de francs des crédits destinés à la dette publique (p. 4537).

– Les crédits du titre Ier, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4537).

TITRES II, III et IV – Adoptés (p. 4537).

Etat C – TITRE V.

Adopté : amendement n° II-26 de M. Claude Belot, rapporteur spécial : réduction de 4,7 milliards de francs des autorisations de programmes et des crédits de paiement dans l'objectif de les remplacer par le produit des privatisations (p. 4537).

– Les crédits du titre V, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4537).

TITRE VI – Adopté (p. 4537).

Art. 70 *(Remise de la dette des pays les plus pauvres)* – Adopté (p. 4537).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

II – SERVICES FINANCIERS (ET CONSOMMATION)

Discussion (7 décembre 1989) (p. 4543, 4550) :

MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, Michel Manet, rapporteur spécial ; Louis Minetti, en remplacement de M. Henri Bangou, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, pour la consommation et la concurrence ; William Chervy .

Accidents domestiques : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4549) ; *Minetti (Louis)* (p. 4547).

Conflits sociaux : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4543).

Consommateurs (protection et information) : *Chervy (William)* (p. 4548) ; *Minetti (Louis)* (p. 4548).

Consommation : *Chervy (William)* (p. 4548).

Consommation (budget) : *Minetti (Louis)* (p. 4547).

Contrôles fiscaux : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4549) ; *Manet (Michel)* (p. 4546).

Cour des comptes : *Manet (Michel)* (p. 4545).

Douanes : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4549) ; *Manet (Michel)* (p. 4546).

Douanes (personnels) : *Manet (Michel)* (p. 4546).

Economie et finances (budget) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4544) ; *Manet (Michel)* (p. 4545).

Economie et finances (ministère) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4543, 4549) ; *Manet (Michel)* (p. 4546).

Economie et finances (personnels) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4543, 4544).

Emplois (créations et suppressions) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4544) ; *Manet (Michel)* (p. 4545, 4546).

Formation professionnelle : *Bérégovoy (Pierre) (p. 4544)* ; *Manet (Michel)* (p. 4546).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4549) ; *Chervy (William)* (p. 4548) ; *Manet (Michel)* (p. 4546) ; *Minetti (Louis)* (p. 4547).

Institut national de la consommation (INC) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4549) ; *Minetti (Louis)* (p. 4547).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : *Manet (Michel)* (p. 4545).

Organisations de consommateurs : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4549) ; *Chervy (William)* (p. 4548) ; *Minetti (Louis)* (p. 4547).

Parlement (information) : *Manet (Michel)* (p. 4546).

Réponse à M. Manet : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4549).

Réponse à M. Minetti : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4549).

Travail (conditions) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4544) ; *Manet (Michel)* (p. 4546).

Examen des crédits et des articles 70 bis et 70 ter (7 décembre 1989) (p. 4549, 4550)

Etat B – TITRE III (p. 4549).

Adopté : amendement n° II-9 de M. Tony Larue : réduction des crédits figurant au titre III (précédemment adopté p. 4271).

– Les crédits du titre III, ainsi modifiés, sont adoptés (7 décembre 1989) (p. 4550).

TITRE IV – Adopté (p. 4550).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4550).

Art. 70 bis *(Calcul de la pension de retraite des agents des douanes affectés à la surveillance)* – Adopté (p. 4550).

Art. 70 ter *(Information relative aux mouvements de crédits intervenus sur les chapitres de rémunérations et de matériels lors de la loi de règlement* – Adopté (p. 4550).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

II – SERVICES FINANCIERS

COMMERCE EXTERIEUR

Discussion (2 décembre 1989) (p. 4257, 4271) :

MM. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur ; Tony Larue, rapporteur spécial ; Marcel Daunay, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean-Pierre Masseret, Robert Vizet, Xavier de Villepin, Jean-Jacques Robert, Jacques Habert .

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Daunay (Marcel)* (p. 4262, 4263) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4259, 4268, 4269).

Aéronautique (industrie) : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4258).

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) : *Larue (Tony)* (p. 4261).

Agro-alimentaire (industrie) : *Larue (Tony)* (p. 4260) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4268).

Balance commerciale : *Larue (Tony)* (p. 4260) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4265) ; *Vizet (Robert)* (p. 4265).

Commerce international : *Villepin (Xavier de)* (p. 4266).

Communauté économique européenne (CEE) : *Larue (Tony)* (p. 4261) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4266) ; *Vizet (Robert)* (p. 4264).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4262).

Concurrence : *Villepin (Xavier de)* (p. 4265).

Croissance économique : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4257).

Entreprises : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4269) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4266).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4259, 4269).

Europe de l'Est : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4266, 4267).

Exportations : *Daunay (Marcel)* (p. 4262).

Formation continue : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4258).

Français de l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 4267, 4268) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4269).

Importations : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4263).

Investissements : *Daunay (Marcel)* (p. 4262, 4263) ; *Larue (Tony)* (p. 4261) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4263).

Japon : *Larue (Tony)* (p. 4261) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4269) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4267).

Pétrole : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4258).

Politique agricole commune (PAC) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4264).

Politique économique et sociale : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4264) ; *Vizet (Robert)* (p. 4264).

Prix : *Vizet (Robert)* (p. 4265).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Larue (Tony)* (p. 4261) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4263) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4258) ; *Vizet (Robert)* (p. 4265).

Secteur tertiaire : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 4257).

Examen des crédits (2 décembre 1989) (p. 4270, 4271) : *MM. Tony Larue, rapporteur spécial ; Jean-Marie Rausch, ministre ; Louis Perrein, Marcel Daunay, rapporteur pour avis ; Jacques Habert.*

Etat B – TITRE III.

Adopté : amendement n° II-9 de M. Tony Larue, rapporteur spécial : réduction indicative de ces crédits (p. 4271).

– Les crédits, ainsi modifiés, sont adoptés (7 décembre 1989) (p. 4550 ; vote précédemment réservé p. 4271).

TITRE IV.

Rejeté : amendement n° II-10 de M. Tony Larue, rapporteur spécial : réduction indicative de ces crédits (p. 4271).

– Les crédits sont adoptés (7 décembre 1989) (p. 4550 ; vote précédemment réservé p. 4271).

Etat C – TITRE V.

Rejeté : amendement n° II-11 de M. Tony Larue, rapporteur spécial : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement (p. 4271).

– Les crédits sont adoptés (7 décembre 1989) (p. 4550 ; vote précédemment réservé p. 4271).

TITRE VI – Adopté (7 décembre 1989) (p. 4550 ; vote précédemment réservé p. 4271).

EDUCATION NATIONALE

ENSEIGNEMENTS SCOLAIRE ET SUPERIEUR

Discussion (27 novembre 1989) (p. 3939, 3989) :

MM. Jacques Delong, rapporteur spécial (enseignement scolaire) ; Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports ; Jean Clouet, rapporteur spécial (enseignement supérieur) ; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement scolaire) ; Jean-Pierre Camoin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement supérieur) ; Gérard Delfau, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement technique) ; Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique ; François Lesein, Claude Saunier, Xavier de Villepin, Joël Bourdin, Adrien Gouteyron, Mme Hélène Luc, MM. Raymond Soucaret, Paul Loridant, Jacques Habert, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Albert Ramassamy, Germain Authié, Guy Penne, Emmanuel Hamel.

Aménagement rural : *Authié (Germain)* (p. 3978).

Baccalauréats : *Chapuis (Robert)* (p. 3958).

Bibliothèques universitaires : *Jospin (Lionel)* (p. 3955).

Bourses d'études : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3977) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3985) ; *Clouet (Jean)* (p. 3947) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3945) ; *Loridant (Paul)* (p. 3974) ; *Luc (Hélène)* (p. 3972).

Chefs d'établissement : *Bourdin (Joël)* (p. 3967) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3981).

Chirurgiens dentistes : *Penne (Guy)* (p. 3979).

Collectivités territoriales : *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 3950) ; *Clouet (Jean)* (p. 3947).

Concurrence : *Bourdin (Joël)* (p. 3966).

Contrats de plan : *Bourdin (Joël)* (p. 3969) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3944).

Décentralisation : *Saunier (Claude)* (p. 3963) ; *Séramy (Paul)* (p. 3948) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3965).

Démocratie : *Saunier (Claude)* (p. 3962).

Démographie : *Saunier (Claude)* (p. 3963) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3963).

Diplômes : *Chapuis (Robert)* (p. 3957, 3959, 3960) ; *Delfau (Gérard)* (p. 3951, 3952).

Effectifs scolaires : *Luc (Hélène)* (p. 3972).

Emplois (créations et suppressions) : *Authié (Germain)* (p. 3978) ; *Clouet (Jean)* (p. 3945, 3946) ; *Delong (Jacques)* (p. 3939, 3940) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3942, 3943, 3953) ; *Lesein (François)* (p. 3960) ; *Loridant (Paul)* (p. 3973) ; *Saunier (Claude)* (p. 3962) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3964).

Enseignants : *Bourdin (Joël)* (p. 3967) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3958) ; *Clouet (Jean)* (p. 3946) ; *Delfau (Gérard)* (p. 3951, 3952) ; *Delong (Jacques)* (p. 3940) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 3970, 3971) ; *Habert (Jacques)* (p. 3975) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3942, 3943, 3953, 3954) ; *Penne (Guy)* (p. 3979) ; *Saunier (Claude)* (p. 3962) ; *Séramy (Paul)* (p. 3948) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3964, 3965).

Enseignement : *Delong (Jacques)* (p. 3939) ; *Séramy (Paul)* (p. 3949).

Enseignement à l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 3975) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3981).

Enseignement privé : *Jospin (Lionel)* (p. 3953).

Enseignement secondaire : *Luc (Hélène)* (p. 3971) ; *Saunier (Claude)* (p. 3962).

Enseignement supérieur : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3976) ; *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 3950) ; *Clouet (Jean)* (p. 3945, 3947) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3942, 3943, 3944) ; *Lesein (François)* (p. 3961) ; *Loridant (Paul)* (p. 3973) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3964).

Enseignement technique et professionnel : *Chapuis (Robert)* (p. 3957, 3958, 3984) ; *Delfau (Gérard)* (p. 3951) ; *Lesein (François)* (p. 3960).

Equipement : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3976) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3958) ; *Loridant (Paul)* (p. 3974) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3965).

Etablissements d'enseignement : *Delong (Jacques)* (p. 3941).

Etudiants : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3976) ; *Bourdin (Joël)* (p. 3968) ; *Clouet (Jean)* (p. 3945, 3946) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 3969) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3945).

Fonctionnaires et agents publics : *Authié (Germain)* (p. 3978) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3977) ; *Bourdin (Joël)* (p. 3968) ; *Clouet (Jean)* (p. 3946) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3943, 3953, 3955, 3981, 3982) ; *Séramy (Paul)* (p. 3949).

Formation professionnelle : *Delfau (Gérard)* (p. 3952).

Foulard islamique : *Gouteyron (Adrien)* (p. 3970) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3981) ; *Luc (Hélène)* (p. 3972, 3982).

Instituts universitaires de technologie (IUT) : *Chapuis (Robert)* (p. 3958).

Langues et cultures étrangères : *Authié (Germain)* (p. 3978) ; *Habert (Jacques)* (p. 3975, 3976) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3954) ; *Séramy (Paul)* (p. 3949).

Lycées : *Delong (Jacques)* (p. 3959).

Médecine : *Penne (Guy)* (p. 3979).

Organisations syndicales : *Jospin (Lionel)* (p. 3954).

Pédagogie : *Authié (Germain)* (p. 3978) ; *Bourdin (Joël)* (p. 3967) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3982) ; *Lesein (François)* (p. 3961) ; *Luc (Hélène)* (p. 3972) ; *Séramy (Paul)* (p. 3949).

Recherche : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3977) ; *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 3950) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3942).

Réunion (Ile) : *Ramassamy (Albert)* (p. 3977).

Universités : *Bourdin (Joël)* (p. 3966) ; *Jospin (Lionel)* (p. 3980) ; *Loridant (Paul)* (p. 3973) ; *Luc (Hélène)* (p. 3971) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3964).

Zones rurales : *Authié (Germain)* (p. 3978) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 3973).

Examen des crédits (27 novembre 1989) (p. 3985, 3989) : *M. Félix Leyzour, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Adrien Gouteyron, Mme Hélène Luc, MM. Gérard Delfau, René Régnault.*

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 3988 ; scrutin public n° 55).

TITRE IV – Rejeté (p. 3988).

Etat C – TITRE V – Rejeté (p. 3988).

TITRE VI – Rejeté (p. 3988).

Art. 71 *(Possibilité de nomination puis de titularisation dans les corps correspondants de la fonction publique des personnels en service dans les lycées professionnels privés de Guénange, Hayange et Moyeuvre-Grande)* – Adopté (p. 3989).

EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS

Discussion (6 décembre 1989) (p. 4457, 4472) :

MM. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat, chargé de la jeunesse et des sports ; Paul Caron, rapporteur spécial ; Pierre Laffitte,

en remplacement de M. François Lesein, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Philippe Madrelle, Claude Huriet, Mme Hélène Luc, M. Claude Prouvoyeur .

Acte unique européen : *Laffitte (Pierre)* (p. 4463).

Aménagement du temps : *Bambuck (Roger)* (p. 4458, 4468, 4470) ; *Caron (Paul)* (p. 4460, 4471) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4462) ; *Luc (Hélène)* (p. 4465).

Associations : *Bambuck (Roger)* (p. 4459, 4460) ; *Luc (Hélène)* (p. 4466).

Bénévolat : *Bambuck (Roger)* (p. 4469) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4464).

Centres d'information jeunesse : *Bambuck (Roger)* (p. 4459).

Clubs sportifs : *Bambuck (Roger* (p. 4469) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4464).

Décentralisation : *Bambuck (Roger)* (p. 4468) ; *Caron (Paul)* (p. 4461).

Dopage : Voir Médecine sportive.

Educateurs sportifs : *Luc (Hélène)* (p. 4465).

Education populaire : *Bambuck (Roger)* (p. 4458) ; *Luc (Hélène)* (p. 4466).

Epreuves et compétitions sportives (organisation) : *Bambuck (Roger)* (p. 4469) ; *Huriet (Claude)* (p. 4465).

Equipements sportifs : *Bambuck (Roger)* (p. 4468) ; *Luc (Hélène)* (p. 4465) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4467).

Espace social européen : *Bambuck (Roger)* (p. 4459).

Fédérations sportives : *Bambuck (Roger)* (p. 4460).

Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) : *Bambuck (Roger)* (p. 4469, 4470) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4464).

Fonds national de développement de la vie associative (FNDA) : *Bambuck (Roger)* (p. 4470) ; *Luc (Hélène)* (p. 4466) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4464).

Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : *Bambuck (Roger)* (p. 4460, 4467, 4469, 4470) ; *Caron (Paul)* (p. 4461, 4471) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4462, 4463, 4471) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4464) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4467).

Jeunesse et sports (budget) : *Bambuck (Roger)* (p. 4459) ; *Caron (Paul)* (p. 4460) ; *Luc (Hélène)* (p. 4465) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4466).

Jeunesse et sports (ministère) : *Bambuck (Roger)* (p. 4459).

Jeux olympiques : *Bambuck (Roger)* (p. 4458) ; *Caron (Paul)* (p. 4461).

Médecine sportive : *Bambuck (Roger)* (p. 4458, 4468) ; *Caron (Paul)* (p. 4462) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4462, 4463) ; *Luc (Hélène)* (p. 4465) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4467) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4462).

Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) : *Bambuck (Roger)* (p. 4468) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4463).

Office franco-québecois pour la jeunesse (OFQJ) : *Laffitte (Pierre)* (p. 4463).

Rythmes scolaires : voir Aménagement du temps.

Sport de haut niveau : *Bambuck (Roger)* (p. 4458) ; *Caron (Paul)* (p. 4471) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4463) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4464) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4467).

Sports : *Bambuck (Roger)* (p. 4457).

Sports (démocratisation) : *Bambuck (Roger)* (p. 4458, 4470).

Sports professionnels : *Bambuck (Roger)* (p. 4458, 4469).

Titres sport : *Bambuck (Roger)* (p. 4458, 4470).

Vacances : *Bambuck (Roger)* (p. 4460, 4470) ; *Luc (Hélène)* (p. 4466).

Examen des crédits (6 décembre 1989) (p. 4472) : *Mme Hélène Luc.*

Etat B – TITRES III et IV – Rejetés (p. 4472).

Etat C – TITRES V et VI – Rejetés (p. 4472).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER

I - URBANISME, LOGEMENT ET SERVICES COMMUNS

Discussion (26 novembre 1989 (p. 3890, 3913) :

MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ; Louis Besson, ministre délégué, chargé du logement ; Ernest Cartigny, rapporteur spécial ; Robert Laucournet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (logement) ; Jacques Bellanger, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (urbanisme) ; Guy Penne, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (logement social) ; Jean-Luc Bécart, Marcel Vidal, Jean Huchon, José Balarello, Jean-Jacques Robert, René Régnault, Paul Caron.

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : *Besson (Louis)* (p. 3892, 3893) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3896) ; *Huchon (Jean)* (p. 3902) ; *Penne (Guy)* (p. 3900) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3905) ; *Vidal (Marcel)* (p. 3902).

Agglomérations nouvelles : *Bellanger (Jacques)* (p. 3899, 3900).

Aide personnalisée au logement (APL) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3901) ; *Besson (Louis)* (p. 3892, 3907) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3895) ; *Laucournet (Robert)* (p. 3898) ; *Penne (Guy)* (p. 3900) ; *Régnault (René)* (p. 3907).

Allocation logement : *Balarello (José)* (p. 3904) ; *Besson (Louis)* (p. 3892) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3895).

Aménagement du territoire : *Bellanger (Jacques)* (p. 3900).

Architectes : *Bellanger (Jacques)* (p. 3899) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3911).

Architecture (enseignement) : *Delebarre (Michel)* (p. 3891, 3911).

Bâtiment et travaux publics : *Cartigny (Ernest)* (p. 3894).

Caisses d'épargne : *Balarello (José)* (p. 3904) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3901) ; *Laucournet (Robert)* (p. 3898) ; *Penne (Guy)* (p. 3900) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3905).

Décentralisation : *Bellanger (Jacques)* (p. 3899).

Droits de mutation : *Delebarre (Michel)* (p. 3891).

Epargne logement : *Delebarre (Michel)* (p. 3891).

Fiscalité : *Balarello (José)* (p. 3904) ; *Besson (Louis)* (p. 3893, 3908) ; *Caron (Paul)* (p. 3907) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3895) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3891).

Grand marché intérieur (CEE) : *Cartigny (Ernest)* (p. 3894).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Balarello (José)* (p. 3905) ; *Besson (Louis)* (p. 3910) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3896) ; *Laucournet (Robert)* (p. 3897, 3898) ; *Penne (Guy)* (p. 3900).

Institut géographique national (IGN) : *Cartigny (Ernest)* (p. 3897).

Investissements immobiliers : *Delebarre (Michel)* (p. 3891).

Logement (budget) : *Cartigny (Ernest)* (p. 3895).

Logement social : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3901) ; *Besson (Louis)* (p. 3892, 3909) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3896) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3891) ; *Huchon (Jean)* (p. 3902) ; *Laucournet (Robert)* (p. 3897) ; *Penne (Guy)* (p. 3900) ; *Régnault (René)* (p. 3906) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3905).

Loyers : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3901).

Météorologie nationale (agents) : *Delebarre (Michel)* (p. 3892).

Navigation aérienne (personnel) : *Delebarre (Michel)* (p. 3892).

Patrimoine (protection) : *Bellanger (Jacques)* (p. 3899) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3891, 3911).

Plans d'occupation des sols (POS) : *Bellanger (Jacques)* (p. 3899).

Prêts d'accession à la propriété (PAP) : *Balarello (José)* (p. 3904) ; *Besson (Louis)* (p. 3893, 3908) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3894, 3895, 3896) ; *Huchon (Jean)* (p. 3903) ; *Penne (Guy)* (p. 3900) ; *Régnault (René)* (p. 3907) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3905) ; *Vidal (Marcel)* (p. 3902).

Prêts locatifs aidés (PLA) : *Balarello (José)* (p. 3904) ; *Besson (Louis)* (p. 3892, 3908) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3894, 3896) ; *Huchon (Jean)* (p. 3902) ; *Laucournet (Robert)* (p. 3898) ; *Penne (Guy)* (p. 3900) ; *Régnault (René)* (p. 3906).

Primes à l'amélioration de l'habitat (PAH) : *Besson (Louis)* (p. 3910) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3896).

Primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) : *Balarello (José)* (p. 3904) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3896).

Propriété (accession à la) : *Balarello (José)* (p. 3903) ; *Vidal (Marcel)* (p. 3901).

Rapport Bloch-Lainé (Jean-Michel) (logement locatif social) : *Balarello (José)* (p. 3904) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3901) ; *Besson (Louis)* (p. 3892, 3908) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3896) ; *Huchon (Jean)* (p. 3903) ; *Laucournet (Robert)* (p. 3897) ; *Penne (Guy)* (p. 3900) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3905).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Besson (Louis)* (p. 3892, 3909).

Transports : *Delebarre (Michel)* (p. 3890).

Urbanisme : *Delebarre (Michel)* (p. 3891, 3911).

Zones d'aménagement différé (ZAD) : *Bellanger (Jacques)* (p. 3899).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits des transports intérieurs) (26 novembre 1989) (p. 3911) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Louis Besson, ministre délégué.*

– Les crédits sont adoptés (7 décembre 1989) (p. 4585).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER

II. – TRANSPORTS INTERIEURS

1. TRANSPORTS TERRESTRES.

2. ROUTES.

3. SECURITE ROUTIERE.

Discussion (7 décembre 1989) (p. 4550, 4565 ; 4567, 4585) :

MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ; Jean-Pierre Masseret, rapporteur spécial (transports terrestres) ; Georges Berchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (transports terrestres) ; Philippe Adnot, rapporteur spécial (voies navigables) ; Paul Loridant, rapporteur spécial (routes et sécurité routière) ; Jacques Braconnier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (routes et voies navigables) ; Christian Poncelet, Jean Garcia, William Chervy, Daniel Hoeffel, Jacques Oudin, Félix Leyzour, Jacques Rocca-Serra, Jacques Moutet, Charles Descours, Georges Sarre, secrétaire d'Etat, chargé des transports routiers et fluviaux.

Accidents de la circulation : *Loridant (Paul)* (p. 4560) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4570) ;.

Aménagement du territoire : *Moutet (Jacques)* (p. 4573).

Automobiles (contrôles techniques) : *Braconnier (Jacques)* (p. 4562) ; *Loridant (Paul)* (p. 4561) ; *Sarre (Georges)* (p. 4575).

Autoroutes : *Braconnier (Jacques)* (p. 4562) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4577, 4578, 4579) ; *Descours (Charles)* (p. 4575) ; *Loridant (Paul)* (p. 4559, 4560) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4570, 4571) ; *Sarre (Georges)* (p. 4575).

Batellerie : *Adnot (Philippe)* (p. 4557) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4553) ; *Sarre (Georges)* (p. 4577).

Circulation routière : *Loridant (Paul)* (p. 4561) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4571) ; *Sarre (Georges)* (p. 4575).

Collectivités territoriales : *Hoeffel (Daniel)* (p. 4569) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4564, 4581).

Contrats de plan : *Delebarre (Michel)* (p. 4552, 4578, 4579) ; *Descours (Charles)* (p. 4574) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4572) ; *Loridant (Paul)* (p. 4560) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4554) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4578).

Emplois (créations et suppressions) : *Leyzour (Félix)* (p. 4571).

Espagne (TGV) (liaison Paris-Barcelone) : *Delebarre (Michel)* (p. 4582) ; *Moutet (Jacques)* (p. 4573).

Fiscalité : *Berchet (Georges)* (p. 4556) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4553) ; *Descours (Charles)* (p. 4574).

Formation professionnelle : *Sarre (Georges)* (p. 4576).

Grand marché intérieur (CEE) : *Berchet (Georges)* (p. 4556) ; *Rocca-Serra (Jacques)* (p. 4572) ; *Sarre (Georges)* (p. 4576).

Grenoble (transports en commun) : *Delebarre (Michel)* (p. 4579) ; *Descours (Charles)* (p. 4574).

Investissements : *Delebarre (Michel)* (p. 4552, 4577) ; *Moutet (Jacques)* (p. 4573).

Liaison fixe transmanche : *Chervy (William)* (p. 4568) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4583) ; *Loridant (Paul)* (p. 4559).

Liaison fixe transmanche (tarifs) : *Delebarre (Michel)* (p. 4583).

Liaison Rhin-Main-Danube : *Adnot (Philippe)* (p. 4557) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 4563) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 4569).

Liaison Rhin-Rhône : *Adnot (Philippe)* (p. 4557) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 4563) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 4569) ; *Rocca-Serra (Jacques)* (p. 4573) ; *Sarre (Georges)* (p. 4576).

Liaison Saône-Rhin : *Adnot (Philippe)* (p. 4558).

Liaison Seine-Nord : *Adnot (Philippe)* (p. 4558).

Péages : *Delebarre (Michel)* (p. 4578) ; *Loridant (Paul)* (p. 4560) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4570).

Permis de conduire : *Braconnier (Jacques)* (p. 4562) ; *Loridant (Paul)* (p. 4561) ; *Sarre (Georges)* (p. 4575).

Rapport Chassagne (transports fluviaux) : *Adnot (Philippe)* (p. 4558).

Régie autonome des transports parisiens (RATP) : *Berchet (Georges)* (p. 4556).

Réseau express régional (RER) : *Garcia (Jean)* (p. 4568).

Réseau routier et autoroutier : *Braconnier (Jacques)* (p. 4562) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4552, 4577, 4578, 4579) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 4569) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4572) ; *Loridant (Paul)* (p. 4559) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4570) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4565).

Réseau routier et autoroutier (entretien) : *Loridant (Paul)* (p. 4560).

Sécurité routière : *Braconnier (Jacques)* (p. 4562) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4553) ; *Loridant (Paul)* (p. 4560, 4561) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4570) ; *Sarre (Georges)* (p. 4575).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) : *Berchet (Georges)* (p. 4555) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4551) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4571) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4554) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4563).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) (endettement) : *Berchet (Georges)* (p. 4555) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4580) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4563).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) (lignes secondaires) : *Leyzour (Félix)* (p. 4572) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4564).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) (personnels) : *Delebarre (Michel)* (p. 4581) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4571).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) (tarifs) : *Leyzour (Félix)* (p. 4572).

Train à grande vitesse (TGV) : *Berchet (Georges)* (p. 4555) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4552, 4581, 4582) ; *Descours (Charles)* (p. 4574) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 4569) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4571) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4563, 4564) ; *Rocca-Serra (Jacques)* (p. 4573).

Transports en commun (province) : *Berchet (Georges)* (p. 4556) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4551, 4580) ; *Descours (Charles)* (p. 4574) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4554).

Transports en commun (région parisienne) : *Delebarre (Michel)* (p. 4551, 4580) ; *Garcia (Jean)* (p. 4567) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4554).

Transports en commun (tarifs) : *Delebarre (Michel)* (p. 4551).

Transports ferroviaires : *Rocca-Serra (Jacques)* (p. 4573).

Transports ferroviaires (électrification) : *Delebarre (Michel)* (p. 4552).

Transports ferroviaires (sécurité) : *Berchet (Georges)* (p. 4556) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4553).

Transports fluviaux : *Adnot (Michel)* (p. 4557) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 4563) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4572) ; *Sarre (Georges)* (p. 4576).

Transports routiers : *Berchet (Georges)* (p. 4556) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4553) ; *Sarre (Georges)* (p. 4576).

Transports routiers (budget) : *Delebarre (Michel)* (p. 4552).

Transports terrestres (budget) : *Berchet (Georges)* (p. 4555) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4550) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4554).

Voies navigables : *Adnot (Philippe)* (p. 4558) ; Sarre (Georges) (p. 4576).

Voies navigables (budget) : *Adnot (Philippe)* (p. 4557) ; *Braconnier (Jacques)* (p. 4562) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4553).

Examen des crédits (7 décembre 1989) (p. 4583, 4585) : *MM. Robert Pagès, Louis de Catuelan, Jean-Pierre Masseret, rapporteur spécial ; Michel Delebarre, ministre ; Félix Leyzour, Emmanuel Hamel.*

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4584).

TITRE IV (p. 4584).

Rejeté : amendement n° II-27 de M. Jean-Pierre Masseret, rapporter spécial : réduction de 1 milliard de francs des crédits figurant au titre IV (7 décembre 1989) (p. 4584).

– Les crédits du titre IV sont adoptés (p. 4584).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4585).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER

III – AVIATION CIVILE ET IV – METEOROLOGIE

Discussion (27 novembre 1989) (p. 3989, 4002) :

MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ; Marcel Fortier, rapporteur spécial ; Bernard Legrand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (aviation civile) ; Gérard Roujas, Daniel Millaud, Jacques Habert, Jean-François Pintat, Félix Leyzour, Ernest Cartigny, Rodolphe Désiré.

Accidents d'aviation : *Delebarre (Michel)* (p. 4001) ; *Habert (Jacques)* (p. 3996).

Aéronautique (industrie) : *Delebarre (Michel)* (p. 4000) ; *Fortier (Marcel)* (p. 3992) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3997).

Aéroports : *Cartigny (Ernest)* (p. 3998) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3990, 4001) ; *Legrand (Bernard)* (p. 3993).

Commission des Communautés européennes : *Delebarre (Michel)* (p. 4000) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3997).

Concurrence : *Delebarre (Michel)* (p. 3991) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 3999) ; *Legrand (Bernard)* (p. 3993, 3994).

Investissements : *Delebarre (Michel)* (p. 3982, 3990).

Météorologie nationale : *Delebarre (Michel)* (p. 3990, 4002).

Navigation aérienne : *Delebarre (Michel)* (p. 3990, 3991, 4001) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 3999) ; *Fortier (Marcel)* (p. 3991) ; *Legrand (Bernard)* (p. 3993) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3997) ; *Millaud (Daniel)* (p. 3995) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 3996) ; *Roujas (Gérard)* (p. 3994).

Pilotes d'avions : *Cartigny (Ernest)* (p. 3998) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3982) ; *Fortier (Marcel)* (p. 3992) ; *Legrand (Bernard)* (p. 3993) ; *Roujas (Gérard)* (p. 3995).

Satellites : *Roujas (Gérard)* (p. 3995).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits des transports intérieurs) (27 novembre 1989) (p. 4002) : *M. Emmanuel Hamel.*

– Les crédits sont adoptés (7 décembre 1989) (p. 4583, 4584).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER

V – MER

MARINE MARCHANDE ET PORTS MARITIMES

Discussion (26 novembre 1989) (p. 3913, 3932) :

MM. Jacques Mellick, ministre délégué, chargé de la mer ; René Régnault, rapporteur spécial (marine marchande) ; Louis de Catuelan, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (marine marchande) ; Tony Larue, rapporteur spécial (ports maritimes) ; Jean-François Le Grand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (ports maritimes) ; José Balarello, Josselin de Rohan, Félix Leyzour, Jacques Bialski, Claude Prouvoyeur.

Aquaculture : *Balarello (José)* (p. 3920, 3921) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3916) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3928, 3929, 3930) ; *Régnault (René)* (p. 3915).

Armement maritime : *Bialski (Jacques)* (p. 3923) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3914) ; *Régnault (René)* (p. 3915) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3922).

Cabotage : *Bialski (Jacques)* (p. 3925) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3922).

Code du travail maritime : *Rohan (Josselin de)* (p. 3922).

Communauté économique européenne (CEE) : *Mellick (Jacques)* (p. 3928, 3929) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3922).

Compagnie générale maritime (CGM) : *Leyzour (Félix)* (p. 3923).

Cultures marines : voir Aquaculture.

Défense nationale : *Rohan (Josselin de)* (p. 3922).

Emploi : *Balarello (José)* (p. 3921) ; *Bialski (Jacques)* (p. 3923) ; *Larue (Tony)* (p. 3918) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3923) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3914, 3928).

Enseignement : *Rohan (Josselin de)* (p. 3922).

Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) : *Bialski (Jacques)* (p. 3923) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3916) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3923) ; *Régnault (René)* (p. 3914, 3915).

Fiscalité : *Balarello (José)* (p. 3920) ; *Bialski (Jacques)* (p. 3923) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3916) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3927) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3926) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3922).

Formation professionnelle : *Bialski (Jacques)* (p. 3923) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3923) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3930) ; *Régnault (René)* (p. 3915).

Liaison fixe transmanche : *Bialski (Jacques)* (p. 3923) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3928).

Littoral (protection) : *Catuelan (Louis de)* (p. 3917) ; *Régnault (René)* (p. 3914, 3915).

Marine marchande : *Balarello (José)* (p. 3920) ; *Bialski (Jacques)* (p. 3923) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3916) ; *Delebarre*

(Michel) (p. 3926) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3931) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3914, 3927, 3930) ; *Régnault (René)* (p. 3915) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3921).

Marine marchande (budget) : *Régnault (René)* (p. 3914).

Mer (budget) : *Mellick (Jacques)* (p. 3913).

Navigation de plaisance : *Balarello (José)* (p. 3921).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Bialski (Jacques)* (p. 3925).

Organisation maritime internationale (OMI) : *Mellick (Jacques)* (p. 3913).

Pavillon des Kerguelen : voir Pavillons de complaisance.

Pavillons de complaisance : *Balarello (José)* (p. 3920) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3931) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3922).

Pêche : *Balarello (José)* (p. 3920) ; *Bialski (Jacques)* (p. 3923) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3916) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3923) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3914, 3928) ; *Régnault (René)* (p. 3915) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3921).

Pêche (politique communautaire) : *Balarello (José)* (p. 3920) ; *Bialski (Jacques)* (p. 3923) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3916) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3913, 3929, 3930, 3932).

Pollution (mer) : *Mellick (Jacques)* (p. 3930) ; *Régnault (René)* (p. 3915).

Ports (Dunkerque) : *Bialski (Jacques)* (p. 3925) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3926, 3927) ; *Larue (Tony)* (p. 3918) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3925, 3926).

Ports : *Bialski (Jacques)* (p. 3925) ; *Larue (Tony)* (p. 3917) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3914).

Ports autonomes : *Bialski (Jacques)* (p. 3925) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3926) ; *Larue (Tony)* (p. 3918) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3931) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3925).

Ports (budget) : *Le Grand (Jean-François)* (p. 3918).

Ports (concurrence européenne) : *Bialski (Jacques)* (p. 3923) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3926) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 3919).

Ports (investissements) : *Larue (Tony)* (p. 3918) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 3920) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3929) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3925).

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région) : *Balarello (José)* (p. 3921).

Rapport Le Drian (marine marchande) : *Balarello (José)* (p. 3920) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3916) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3927, 3932) ; *Régnault (René)* (p. 3915) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3922).

Recherche : *Régnault (René)* (p. 3916) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3922).

Salaires, traitements et indemnités : *Le Grand (Jean-François)* (p. 3919).

Schémas de mise en valeur de la mer : *Mellick (Jacques)* (p. 3914) ; *Régnault (René)* (p. 3915).

Sécurité maritime : *Bialski (Jacques)* (p. 3923) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3917) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3923) ; *Mellick (Jacques)* (p. 3930).

Signalisation maritime : *Régnault (René)* (p. 3915).

Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) : *Bialski (Jacques)* (p. 3923) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3917) ; *Régnault (René)* (p. 3915).

Transports : *Bialski (Jacques)* (p. 3923) ; *Delebarre (Michel)* (p. 3926, 3927) ; *Larue (Tony)* (p. 3918) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 3919) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 3922).

Transports maritimes : *Bialski (Jacques)* (p. 3923).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits des transports intérieurs) (26 novembre 1989) (p. 3932).

– Les crédits sont adoptés (7 décembre 1989) (p. 4584).

INDUSTRIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

I – INDUSTRIE

Discussion (1er décembre 1989) (p. 4201, 4229) :

MM. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire ; Jean-François Pintat, rapporteur spécial ; André Fosset, en remplacement de M. Francisque Collomb, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industrie) ; Roland Grimaldi, rapporteur pour avis de la commission des affaires (énergie) ; Xavier de Villepin, René Trégouët, Jean Garcia, Louis Brives, André Bohl, Louis Minetti, André Delelis, François Autain, Christian Poncelet, président de la commission des finances.

Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) : *Fauroux (Roger)* (p. 4203).

Allemagne (réunification) : *Villepin (Xavier de)* (p. 4212).

Automobile (industrie) : *Garcia (Jean)* (p. 4214).

Charbon : *Bohl (André)* (p. 4217) ; *Brives (Louis)* (p. 4216) ; *Delelis (André)* (p. 4218) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4204) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4210) ; *Minetti (Louis)* (p. 4218) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4206).

Chimie (industrie) : *Bohl (André)* (p. 4217).

Communauté économique européenne (CEE) : *Autain (François)* (p. 4219) ; *Trégouët (René)* (p. 4212).

Construction navale : *Autain (François)* (p. 4219) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4204, 4224, 4225) ; *Fosset (André)* (p. 4208) ; *Minetti (Louis)* (p. 4217).

Contrats de plan : *Brives (Louis)* (p. 4215) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4203).

Crédit d'impôt-recherche : *Brives (Louis)* (p. 4215) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4202) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4206) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4220).

Economie : *Fauroux (Roger)* (p. 4201).

Electronique (industrie) : *Fauroux (Roger)* (p. 4223) ; *Trégouët (René)* (p. 4212, 4213).

Energie : *Fauroux (Roger)* (p. 4204, 4221) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4209) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4205).

Energie nucléaire : *Fauroux (Roger)* (p. 4204, 4221, 4222).

Entreprises : *Pintat (Jean-François)* (p. 4207) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4211).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Fauroux (Roger)* (p. 4203) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4211).

Entreprises publiques : *Fauroux (Roger)* (p. 4220, 4223, 4224) ; *Fosset (André)* (p. 4209) ; *Garcia (Jean)* (p. 4214) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4210).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Fauroux (Roger)* (p. 4204).

Europe de l'Est : *Fauroux (Roger)* (p. 4226).

Fiscalité : *Fauroux (Roger)* (p. 4202, 4203) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4210).

Industrie (petites et moyennes) (PMI) : *Fauroux (Roger)* (p. 4203) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4211).

Ingénieurs : *Fauroux (Roger)* (p. 4203).

Investissements : *Fauroux (Roger)* (p. 4225) ; *Fosset (André)* (p. 4207).

Japon : *Autain (François)* (p. 4219) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4223) ; *Trégouët (René)* (p. 4213).

Jouet (industrie) : *Fauroux (Roger)* (p. 4201).

Marchés financiers : *Pintat (Jean-François)* (p. 4206).

Pétrole : *Grimaldi (Roland)* (p. 4210) ; *Pintat (Jean-François)* (p. 4205).

Recherche : *Fauroux (Roger)* (p. 4202) ; *Fosset (André)* (p. 4207).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Fauroux (Roger)* (p. 4226).

Sidérurgie (industrie) : *Fosset (André)* (p. 4208).

Textile (industrie) : *Fauroux (Roger)* (p. 4202, 4224) ; *Fosset (André)* (p. 4208) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4216) ; *Poncelet (Christian)* (p. 4219, 4220).

Train à grande vitesse (TGV) : *Fauroux (Roger)* (p. 4202).

Examen des crédits (1er décembre 1989) (p. 4226, 4229) : *Mme Paulette Fost, MM. Jean-Eric Bousch, Roger Fauroux, ministre ; Jean-François Pintat, rapporteur spécial ; Maurice Schumann.*

Etat B – TITRE III.

Adopté : amendement n° II-16 de M. Jean-François Pintat, rapporteur spécial : réduction indicative des crédits inscrits à la ligne « Industrie et aménagement du territoire » (p. 4228).

– Les crédits, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4250 ; précédemment réservés p. 4228).

TITRE IV – Réservé (p. 4228).

– Les crédits sont adoptés (p. 4250).

Etat C – TITRE V.

Adopté : amendement n° II-17 de M. Jean-François Pintat, rapporteur spécial : réduction indicative des crédits afférents aux autorisations de programme (p. 4228).

– Les crédits, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4251 ; précédemment réservés p. 4228).

TITRE VI.

Adopté : amendement n° II-18 de M. Jean-François Pintat, rapporteur spécial : réduction indicative des autorisations de programme et des crédits de paiement (p. 4229).

– Les crédits, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4251 ; précédemment réservés p. 4229).

INDUSTRIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

II – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Discussion (1er décembre 1989) (p. 4229, 4251) :

MM. Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions ; Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial ; Jean Puech, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean Boyer, François Gerbaud, Félix Leyzour, Daniel Percheron, Louis Moinard, Hubert Martin, Georges Gruillot, Bernard Dussaut, Rémi Herment, Jean Simonin, René Régnault .

Aéronautique (industrie) : *Simonin (Jean)* (p. 4241).

Charbon : *Boyer (Jean)* (p. 4234) ; *Martin (Hubert)* (p. 4238, 4245, 4246).

Communauté économique européenne (CEE) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4247) ; *Gruillot (Georges)* (p. 4239) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4236) ; *Puech (Jean)* (p. 4231) ; *Régnault (René)* (p. 4243).

Contrats de plan : *Chérèque (Jacques)* (p. 4245) ; *Martin (Hubert)* (p. 4245) ; *Percheron (Daniel)* (p. 4236).

Contrats de ville : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4231).

Décentralisation : *Moinard (Louis)* (p. 4237).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4229, 4230) ; *Gerbaud (François)* (p. 4235) ; *Puech (Jean)* (p. 4232) ; *Régnault (René)* (p. 4243).

Doubs (département) : *Gruillot (Georges)* (p. 4239).

Emploi : *Boyer (Jean)* (p. 4234).

Entreprises : *Gruillot (Georges)* (p. 4239).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4244).

Indre (département) : *Gerbaud (François)* (p. 4234).

Mines et carrières : *Chérèque (Jacques)* (p. 4230) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4230).

Régions : *Percheron (Daniel)* (p. 4236).

Réseau routier et autoroutier : *Simonin (Jean)* (p. 4242).

Tourisme rural : *Boyer (Jean)* (p. 4233).

Train à grande vitesse (TGV) : *Herment (Rémi)* (p. 4241) ; *Moinard (Louis)* (p. 4237) ; *Simonin (Jean)* (p. 4242).

Universités : *Moinard (Louis)* (p. 4238).

Zones rurales : *Boyer (Jean)* (p. 4233) ; *Chérèque (Jacques)* (p. 4244) ; *Dussaut (Bernard)* (p. 4240) ; *Moinard (Louis)* (p. 4237).

Examen des crédits (1er décembre 1989) (p. 4247, 4251) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial ; Jacques Chérèque, ministre ; René Régnault, François Gerbaud, Hubert Martin .*

Etat B – TITRE III.

Adopté : amendement n° II-19 de M. Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial : réduction indicative des crédits afférents à ce titre (p. 4250 ; scrutin public n° 61).

– Les crédits, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4250).

TITRE IV.

Adopté : amendement n° II-20 de M. Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial : réduction indicative des crédits afférents à ce titre (p. 4250).

– Les crédits, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4250).

Etat C – TITRE V.

Adopté : amendement n° II-21 de M. Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial : réduction indicative des autorisations de programme et des crédits de paiement (p. 4250).

– Les crédits, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4251).

TITRE VI.

Adopté : amendement n° II-22 de M. Geoffroy de Montalembert : réduction indicative des autorisations de programme et des crédits de paiement (p. 4251).

– Les crédits, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4251).

INDUSTRIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

III - COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion (25 novembre 1989) (p. 3836, 3863) :

MM. François Doubin, ministre délégué, chargé du commerce et de l'artisanat ; René Ballayer, rapporteur spécial ; Jean-Jacques Robert, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Louis Minetti, Georges Mouly, René Régnault, Edouard Le Jeune, Bernard Dussaut.

Apprentissage : *Ballayer (René)* (p. 3839) ; *Doubin (François)* (p. 3837, 3848) ; *Régnault (René)* (p. 3843) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3840, 3846).

Chambres des métiers : *Doubin (François)* (p. 3837) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 3844).

Charges sociales (sauf entreprises) : voir Cotisations sociales.

Commerce et artisanat : *Minetti (Louis)* (p. 3841) ; *Mouly (Georges)* (p. 3842).

Commerce et artisanat (budget) : *Ballayer (René)* (p. 3839) ; *Doubin (François)* (p. 3837) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3840).

Concurrence : *Doubin (François)* (p. 3850) ; *Minetti (Louis)* (p. 3841) ; *Régnault (René)* (p. 3843) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3846).

Conjoints d'artisans et de commerçants : *Doublin (François)* (p. 3836) ; *Régnault (René)* (p. 3843).

Contrats de plan : *Ballayer (René)* (p. 3839).

Cotisations sociales : *Ballayer (René)* (p. 3839) ; *Doubin (François)* (p. 3849) ; *Mouly (Georges)* (p. 3842) ; *Régnault (René)* (p. 3843).

Droits de mutation : *Doubin (François)* (p. 3836, 3849) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 3844) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3840).

Emplois (créations et suppressions) : *Doubin (François)* (p. 3838, 3849) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3840).

Enseignement technique et professionnel : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3840).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Doubin (François)* (p. 3838).

Entreprises (transmission) : *Ballayer (René)* (p. 3839) ; *Doubin (François)* (p. 3836, 3849) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 3844) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3840).

Entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) : *Régnault (René)* (p. 3843).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Ballayer (René)* (p. 3839) ; *Doubin (François)* (p. 3847) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 3844) ; *Minetti (Louis)* (p. 3841).

Formation professionnelle : *Doubin (François)* (p. 3837, 3848) ; *Régnault (René)* (p. 3843) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3840, 3846) ; voir aussi Institut supérieur des métiers.

Grandes surfaces : *Le Jeune (Edouard)* (p. 3845) ; *Minetti (Louis)* (p. 3841) ; *Régnault (René)* (p. 3843) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3840).

Indemnités journalières de maladie : *Doubin (François)* (p. 3850) ; *Dussaut (Bernard)* (p. 3845) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 3844).

Institut supérieur des métiers : *Ballayer (René)* (p. 3839) ; *Doubin (François)* (p. 3837, 3848) ; *Dussaut (Bernard)* (p. 3845).

Pluriactivité : *Mouly (Georges)* (p. 3842).

Plus-values : *Doubin (François)* (p. 3836).

Pouvoir d'achat : *Minetti (Louis)* (p. 3841).

Prêts bonifiés : *Ballayer (René)* (p. 3839) ; *Doubin (François)* (p. 3837, 3847) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 3844) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3846).

Repos hebdomadaire : voir Travail (aménagement du temps).

Retraites : *Régnault (René)* (p. 3843).

Sous-traitance : *Doubin (François)* (p. 3850) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3841).

Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : *Ballayer (René)* (p. 3839) ; *Doubin (François)* (p. 3836).

Taxe pour frais de chambres de métiers : *Régnault (René)* (p. 3844).

Taxe professionnelle : *Ballayer (René)* (p. 3839) ; *Doubin (François)* (p. 3836, 3850) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 3844) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3840).

Travail (aménagement du temps) : *Doubin (François)* (p. 3851) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 3845) ; *Minetti (Louis)* (p. 3842) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3841, 3846).

Urbanisme : *Doubin (François)* (p. 3838).

Urbanisme commercial : *Doubin (François)* (p. 3838, 3849) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 3845) ; *Mouly (Georges)* (p. 3842) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3840, 3846).

Zones rurales : *Doubin (François)* (p. 3837, 3849) ; *Minetti (Louis)* (p. 3841) ; *Mouly (Georges)* (p. 3842) ; *Régnault (René)* (p. 3843) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3840).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits de l'aménagement du territoire) **et de l'article 72** (25 novembre 1989) (p. 3851).

Art. 72 *(Détermination du maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers)* – Adopté (p. 3851).

– Les crédits sont adoptés (1er décembre 1989) (p. 4251).

INDUSTRIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

IV – TOURISME

Discussion (26 novembre 1989) (p. 3871, 3890) :

MM. Olivier Stirn, ministre délégué, chargé du tourisme ; Pierre Croze, rapporteur spécial ; Charles Ginesy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Marcel Bony, Daniel Millaud, José Balarello, Gérard Larcher, Félix Leyzour, Ernest Cartigny, Louis de Catuelan, Jacques Oudin, Jean-Jacques Robert, Mme Nicole de Hautecloque.

Agences de voyage : *Ginesy (Charles)* (p. 3874).

Agriculture : *Bony (Marcel)* (p. 3876) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3883).

Aménagement du territoire : *Bony (Marcel)* (p. 3876) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3882) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3881).

Calendrier scolaire : *Balarello (José)* (p. 3879) ; *Ginesy (Charles)* (p. 3874) ; *Millaud (Daniel)* (p. 3878) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3886).

Chèques vacances : *Stirn (Olivier)* (p. 3872).

Collectivités territoriales : *Stirn (Olivier)* (p. 3871).

Compétitivité économique : *Millaud (Daniel)* (p. 3877) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3871).

Contrats de plan : *Balarello (José)* (p. 3879) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3882) ; *Croze (Pierre)* (p. 3873) ; *Ginesy (Charles)* (p. 3875) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3881) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3884) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3886).

Délégation aux investissements et aux produits : voir Tourisme (ministère).

Emplois (créations et suppressions) : *Croze (Pierre)* (p. 3872) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3871, 3872).

Fêtes et cérémonies publiques : *Balarello (José)* (p. 3879) ; *Ginesy (Charles)* (p. 3874) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3871, 3884, 3889).

Foires, expositions et salons : *Croze (Pierre)* (p. 3873).

Fonds d'intervention touristique (FIT) : *Bony (Marcel)* (p. 3876) ; *Croze (Pierre)* (p. 3873) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3881).

Formation professionnelle : *Bony (Marcel)* (p. 3877) ; *Ginesy (Charles)* (p. 3874) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3880) ; *Millaud (Daniel)* (p. 3877, 3878) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3887).

Grand marché intérieur (CEE) : *Croze (Pierre)* (p. 3873, 3874) ; *Ginesy (Charles)* (p. 3874) ; *Millaud (Daniel)* (p. 3877).

Hôtellerie et restauration : *Balarello (José)* (p. 3879) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3883) ; *Ginesy (Charles)* (p. 3875) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3880) ; *Millaud (Daniel)* (p. 3878) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3886).

Mer et littoral : *Catuelan (Louis de)* (p. 3883) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3884).

Montagne : *Ginesy (Charles)* (p. 3874) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3884) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 3888) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3886, 3887).

Polynésie française : *Millaud (Daniel)* (p. 3877) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3888).

Révolution française (bicentenaire) : voir Fêtes et cérémonies publiques.

Sports nautiques : *Catuelan (Louis de)* (p. 3883).

Stations thermales et climatiques : *Bony (Marcel)* (p. 3876) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3887).

Tourisme : *Leyzour (Félix)* (p. 3881) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3871).

Tourisme (budget) : *Balarello (José)* (p. 3878) ; *Bony (Marcel)* (p. 3875) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3882) ; *Croze (Pierre)*

(p. 3872) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3883) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3872, 3885).

Tourisme (ministère) : *Balarello (José)* (p. 3879) ; *Bony (Marcel)* (p. 3875) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3882) ; *Croze (Pierre)* (p. 3872, 3873) ; *Ginesy (Charles)* (p. 3875) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3883, 3884) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3885).

Tourisme rural : *Bony (Marcel)* (p. 3876) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3882) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 3883) ; *Croze (Pierre)* (p. 3873) ; *Ginesy (Charles)* (p. 3875) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3880) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3881) ; *Millaud (Daniel)* (p. 3877) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3887).

Tourisme social : *Balarello (José)* (p. 3879) ; *Bony (Marcel)* (p. 3875) ; *Ginesy (Charles)* (p. 3875) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3881) ; *Millaud (Daniel)* (p. 3877) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3872, 3886).

Transports : *Millaud (Daniel)* (p. 3878) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3872).

Vacances : *Ginesy (Charles)* (p. 3874) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3881) ; *Stirn (Olivier)* (p. 3886).

Zones rurales : *Oudin (Jacques)* (p. 3884).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits de l'aménagement du territoire, à l'exception des amendements nos II-12, II-13, II-14 et II-15) (26 novembre 1989) (p. 3889) : *MM. Pierre Croze, rapporteur spécial ; Olivier Stirn, ministre ; Robert Laucournet, Jean-Jacques Robert, Félix Leyzour .*

Etat B – TITRES III et IV (p. 3889).

Rejeté : amendement n° II-12 de M. Pierre Croze, rapporteur spécial : réduction des crédits inscrits à ce titre (p. 3890 ; scrutin public n° 54).

Retirés : amendements nos II-13, II-14 et II-15 de M. Pierre Croze, rapporteur spécial (p. 3890).

– Les crédits figurant aux titres III et IV sont adoptés (1er décembre 1989) (p. 4250).

Etat C – TITRES V et VI (p. 3890).

– Les crédits figurant aux titres V et VI sont adoptés (1er décembre 1989) (p. 4251).

INTERIEUR

Discussion (5 décembre 1989) (p. 4375, 4424) :

MM. Paul Girod, rapporteur spécial (administration centrale et sécurité) ; Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ; Bernard Pellarin, rapporteur spécial (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation) ; Bernard Laurent, rapporteur pour avis de la commission des lois (décentralisation et administration territoriale) ; Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des lois (police et sécurité) ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur pour avis de la commission des lois (sécurité civile) ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. André Rouvière, Daniel Hoeffel, Jean Puech, Josselin de Rohan, Mme Paulette Fost, MM. René Régnault, Marcel Rudloff, François Trucy, Jacques Oudin, Henri Collard, Paul Loridant, Yves Goussebaire-Dupin, Emmanuel Hamel, Raymond Bouvier, Christian Poncelet, président de la commission des finances.

Accords internationaux : *Masson (Paul)* (p. 4390).

Contrats de plan : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4421) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 4413) ; *Collard (Henri)* (p. 4408).

Coopération européenne : *Joxe (Pierre)* (p. 4380).

Coopération intercommunale : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4383, 4422).

Décentralisation : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4382) ; *Bouvier (Raymond) (p. 4414) ; Collard (Henri)* (p. 4408) ; *Fost (Paulette)* (p. 4399) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 4410) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 4394) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4377, 4378, 4379, 4396) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4387, 4388) ; *Puech (Jean)* (p. 4395) ; *Régnault (René)* (p. 4401).

Démographie : *Joxe (Pierre)* (p. 4378).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4382, 4420, 4422) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 4413, 4414) ; *Collard (Henri)* (p. 4407) ; *Fost (Paulette)* (p. 4399, 4400) ; *Girod (Paul)* (p. 4400) ; *Gousebaire-Dupin (Yves)* (p. 4410) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 4394) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4387) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4406, 4407) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4385) ; *Régnault (René)* (p. 4401).

Dotation globale d'équipement (DGE) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4421) ; *Collard (Henri)* (p. 4409) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 4394) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4414) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4387) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4386) ; *Régnault (René)* (p. 4401) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4403).

Droit d'asile : *Joxe (Pierre)* (p. 4380, 4381, 4405).

Droit européen : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4382).

Elections : *Joxe (Pierre)* (p. 4379).

Elus locaux : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4382, 4383) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 4413) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4411) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4379) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4388) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4384) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 4397, 4398) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4403).

Emplois (créations et suppressions) : *Girod (Paul)* (p. 4376) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4378, 4415, 4417) ; *Loridant (Paul)* (p. 4409) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4385).

Enseignement : *Joxe (Pierre)* (p. 4404) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 4403).

Etrangers : *Joxe (Pierre)* (p. 4404).

Europe de l'Est : *Joxe (Pierre)* (p. 4380).

Finances locales : *Bouvier (Raymond)* (p. 4414) ; *Girod (Paul)* (p. 4400).

Fiscalité locale : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4382, 4421, 4422) ; *Bouvier (Raymond)* (p. 4413) ; *Collard (Henri)* (p. 4408) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 4410, 4411) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4388) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4406, 4407) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4386) ; *Puech (Jean)* (p. 4397) ; *Régnault (René)* (p. 4402) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 4399).

Fonctionnaires et agents publics : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4384) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4379, 4380, 4404, 4415) ; *Loridant (Paul)* (p. 4410) ; *Régnault (René)* (p. 4402) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 4398).

Fonction publique territoriale : *Collard (Henri)* (p. 4408).

Forêts : *Joxe (Pierre)* (p. 4418) ; *Rouvière (André)* (p. 4393).

Formation professionnelle : *Joxe (Pierre)* (p. 4416).

Ile-de-France (région) : *Loridant (Paul)* (p. 4409).

Immigration clandestine : *Joxe (Pierre)* (p. 4405) ; *Masson (Paul)* (p. 4388, 4389).

Incendies : *Masson (Paul)* (p. 4390, 4391).

Instituteurs : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4419) ; *Collard (Henri)* (p. 4408) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 4385).

Justice : *Pellarin (Bernard)* (p. 4385).

Logement social : *Joxe (Pierre)* (p. 4418) ; *Loridant (Paul)* (p. 4409).

Police nationale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4392) ; *Girod (Paul)* (p. 4376) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4412) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4377, 4415, 4416).

Préfets : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4419) ; *Girod (Paul)* (p. 4376) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4378) ; *Laurent (Bernard)* (p. 4388) ; *Régnault (René)* (p. 4401) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 4398).

Protection contre l'incendie : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4413) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4416, 4417) ; *Rouvière (André)* (p. 4393).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Joxe (Pierre)* (p. 4380).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4419) ; *Collard (Henri)* (p. 4408).

Sapeurs pompiers : *Joxe (Pierre)* (p. 4418) ; *Rouvière (André)* (p. 4393).

Sécurité civile : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 4392) ; *Girod (Paul)* (p. 4375, 4376, 4377) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4412) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4377, 4381, 4417) ; *Masson (Paul)* (p. 4390, 4391) ; *Trucy (François)* (p. 4405).

Service national : *Joxe (Pierre)* (p. 4418).

Suisse : *Joxe (Pierre)* (p. 4416).

Toxicomanie : *Joxe (Pierre)* (p. 4381, 4416) ; *Masson (Paul)* (p. 4389).

Zones rurales : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4383) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 4398).

Examen des crédits (5 décembre 1989) (p. 4422, 4424) : *M. Ivan Renar, Mme Paulette Fost, MM. Raymond Bouvier, Paul Girod, rapporteur spécial ; Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat.*

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 4423).

TITRE IV.

Retiré : amendement n° II-34 de M. Raymond Bouvier : réduction des crédits afférents à ce titre (p. 4424).

– Les crédits sont rejetés (p. 4424).

Etat C – TITRES V et VI – Rejetés (p. 4424).

JUSTICE

Discussion (29 novembre 1989) (p. 4073, 4100) :

MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Jean Arthuis, rapporteur spécial ; Germain Authié, rapporteur pour avis de la commission des lois (services généraux) ; Jacques Thyraud, rapporteur pour avis de la commission des lois (administration pénitentiaire) ; Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis de la commission des lois (éducation surveillée) ; Gérard Larcher, Charles Lederman, Max Lejeune, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Habert, Jean-Jacques Robert .

Administration pénitentiaire : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4076) ; *Arthuis (Jean)* (p. 4078) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4089).

Administration pénitentiaire (budget) : *Lederman (Charles)* (p. 4086).

Aide judiciaire : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4076) ; *Arthuis (Jean)* (p. 4079) ; *Authié (Germain)* (p. 4081) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4090) ; *Lederman (Charles)* (p. 4087).

Avocats : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4091).

Casier judiciaire : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4076).

Code de la nationalité : *Habert (Jacques)* (p. 4092).

Code de procédure pénale : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4091).

Code pénal : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4076) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4091) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4084).

Communauté économique européenne (CEE) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4091).

Cours et tribunaux : *Arthuis (Jean)* (p. 4077) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4090).

Cours et tribunaux (patrimoine) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4075) ; *Arthuis (Jean)* (p. 4077, 4078) ; *Authié (Germain)* (p. 4080).

Décisions de justice : *Authié (Germain)* (p. 4081).

Délinquance juvénile : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4076).

Détention provisoire : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4093) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4082).

Détenus : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4075) ; *Arthuis (Jean)* (p. 4077) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4082).

Détenus (mineurs) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4073, 4075) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 4083, 4090).

Détenus (travail) : *Thyraud (Jacques)* (p. 4082).

Education surveillée : *Arthuis (Jean)* (p. 4077) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 4083) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4089, 4090) ; *Lederman (Charles)* (p. 4086) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4093).

Education surveillée (budget) : *Cuttoli (Charles de)* (p. 4083, 4089) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4088).

Emplois (créations et suppressions) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4074) ; *Arthuis (Jean)* (p. 4078) ; *Authié (Germain)* (p. 4081) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 4083) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4084) ; *Lederman (Charles)* (p. 4086) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4082).

Etablissements pénitentiaires : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4074, 4075) ; *Arthuis (Jean)* (p. 4077, 4078) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 4084).

Etablissements pénitentiaires (construction) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4089) ; *Lederman (Charles)* (p. 4086) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4082).

Expertises judiciaires : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4091).

Formation professionnelle : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4074) ; *Arthuis (Jean)* (p. 4078) ; *Authié (Germain)* (p. 4080).

Français de l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 4092).

Greffes : *Arthuis (Jean)* (p. 4078) ; *Authié (Germain)* (p. 4081) ; *Lederman (Charles)* (p. 4087).

Instruction : *Thyraud (Jacques)* (p. 4082).

Juridictions administratives : *Authié (Germain)* (p. 4081).

Juridictions judiciaires : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4075, 4077) ; *Arthuis (Jean)* (p. 4077, 4079) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4084).

Justice (budget) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4073) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4088).

Justice judiciaire : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4075).

Justice (ministère) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4077).

Justice (personnels) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4073, 4074) ; *Authié (Germain)* (p. 4080).

Magistrats : *Arthuis (Jean)* (p. 4077, 4078) ; *Authié (Germain)* (p. 4080) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4090, 4091) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4084, 4097) ; *Lederman (Charles)* (p. 4087).

Nationalité française (certificat) : *Habert (Jacques)* (p. 4092, 4093).

Organisation judiciaire : *Authié (Germain)* (p. 4080).

Peines (application) : *Lejeune (Max)* (p. 4088).

Personnels pénitentiaires : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4074, 4076) ; *Arthuis (Jean)* (p. 4077) ; *Authié (Germain)* (p. 4080) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4089) ; *Lederman (Charles)* (p. 4086) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4093) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4082).

Politique pénitentiaire : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4076).

Prisons privées : *Lederman (Charles)* (p. 4086).

Projet de loi (dépôt) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4076, 4091) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4091).

Rapport Langlais (éducation surveillée) : *Cuttoli (Charles de)* (p. 4083, 4089).

Réponse à M. Arthuis : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4094).

Réponse à M. Authié : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4094).

Réponse à M. de Cuttoli : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4096).

Réponse à M. Dreyfus-Schmidt : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4095) ; *Arthuis (Jean)* (p. 4088).

Réponse à M. Habert : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4096).

Réponse à M. Larcher (Gérard) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4094).

Réponse à M. Lederman : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4095, 4097).

Réponse à M. Lejeune (Max) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4096).

Réponse à M. Robert (Jean-Jacques) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4097).

Réponse à M. Thyraud : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4096).

Salaires, traitements et indemnités : *Authié (Germain)* (p. 4080) ; *Lederman (Charles)* (p. 4086, 4087).

Santé : *Thyraud (Jacques)* (p. 4082).

Suicide : *Thyraud (Jacques)* (p. 4082).

Syndrome d'immuno-déficience acquise (SIDA) : *Cuttoli (Charles de)* (p. 4084) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4082).

Terrorisme : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4091) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4084).

Toxicomanie : *Thyraud (Jacques)* (p. 4082).

Victimes (indemnisation) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4076).

Examen des crédits (29 novembre 1989) (p. 4098, 4100) : *M. Raymond Soucaret, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Pierre Arpaillange, ministre*

Etat B – TITRES III et IV - Rejetés (p. 4099).

Etat C – TITRES V et VI – Rejetés (p. 4100).

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Discussion (29 novembre 1989) (p. 4100, 4119) :

MM. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie ; Jacques Valade, rapporteur spécial ; Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (recherche scientifique et technique) ; René Trégouët, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (recherche scientifique) ; Jacques Oudin, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Roland Grimaldi, Daniel Millaud, Guy Cabanel, Paul Loridant, Henri Revol .

Acte unique européen : *Cabanel (Guy)* (p. 4113) ; *Curien (Hubert)* (p. 4102).

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) : *Valade (Jacques)* (p. 4104).

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) : *Curien (Hubert)* (p. 4101, 4118) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4110) ; *Revol (Henri)* (p. 4114) ; *Valade (Jacques)* (p. 4103).

Allocations de recherche : *Laffitte (Pierre)* (p. 4105).

Aquaculture : *Oudin (Jacques)* (p. 4108).

Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : *Cabanel (Guy)* (p. 4112) ; *Curien (Hubert)* (p. 4117, 4118) ; *Revol (Henri)* (p. 4115).

Centre national d'études spatiales (CNES) : *Loridant (Paul)* (p. 4113).

Chercheurs : *Curien (Hubert)* (p. 4102) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4104).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : *Cabanel (Guy)* (p. 4112) ; *Curien (Hubert)* (p. 4101, 4116, 4118) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4105) ; *Revol (Henri)* (p. 4115) ; *Valade (Jacques)* (p. 4104).

Communauté économique européenne (CEE) : *Curien (Hubert)* (p. 4102).

Compétitivité économique : *Revol (Henri)* (p. 4114) ; *Trégouët (René)* (p. 4107).

Crédit d'impôt-recherche : Voir fiscalité.

Emploi : *Valade (Jacques)* (p. 4103).

Emplois (créations et suppressions) : *Cabanel (Guy)* (p. 4112) ; *Curien (Hubert)* (p. 4101) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4110) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4106).

Energie nucléaire : *Revol (Henri)* (p. 4115).

Enseignement supérieur : *Curien (Hubert)* (p. 4117) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4104) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4111) ; *Revol (Henri)* (p. 4115) ; *Valade (Jacques)* (p. 4103).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Curien (Hubert)* (p. 4117) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4111) ; *Trégouët (René)* (p. 4106).

Espace (recherche) : *Loridant (Paul)* (p. 4113).

Europe : *Cabanel (Guy)* (p. 4113) ; *Valade (Jacques)* (p. 4104).

Fiscalité : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4109) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4113) ; *Curien (Hubert)* (p. 4101, 4117) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4110) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4111) ; *Revol (Henri)* (p. 4114) ; *Trégouët (René)* (p. 4106, 4107) ; *Valade (Jacques)* (p. 4103).

Fonds de la recherche et de la technologie : *Grimaldi (Roland)* (p. 4110).

Grand marché intérieur (CEE) : *Millaud (Daniel)* (p. 4111).

Grands programmes : *Curien (Hubert)* (p. 4101, 4118) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4111).

Innovation : *Laffitte (Pierre)* (p. 4105).

Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) : *Curien (Hubert)* (p. 4116) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4108).

Institut national de la recherche agronomique (INRA) : *Cabanel (Guy)* (p. 4112) ; *Curien (Hubert)* (p. 4102).

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) : *Cabanel (Guy)* (p. 4112) ; *Curien (Hubert)* (p. 4102) ; *Valade (Jacques)* (p. 4104).

Institut national de recherche chimique appliquée (IRCHA) : *Curien (Hubert)* (p. 4118) ; *Loridant (Paul)* (p. 4114).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Grimaldi (Roland)* (p. 4110).

Loire (pays de la) (région) : *Oudin (Jacques)* (p. 4108).

Pêche : *Oudin (Jacques)* (p. 4108).

Pêche (politique communautaire) : *Oudin (Jacques)* (p. 4108).

Propriété industrielle : *Cabanel (Guy)* (p. 4113) ; *Revol (Henri)* (p. 4114).

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région) : *Laffitte (Pierre)* (p. 4105).

Recherche (budget) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4109) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4112) ; *Curien (Hubert)* (p. 4101) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4104) ; *Loridant (Paul)* (p. 4113) ; *Valade (Jacques)* (p. 4102).

Recherche (comparaisons internationales) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4109) ; *Curien (Hubert)* (p. 4115) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4110) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4105).

Recherche fondamentale : *Cabanel (Guy)* (p. 4112) ; *Curien (Hubert)* (p. 4101, 4102) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4110) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4111).

Recherche industrielle : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4109) ; *Curien (Hubert)* (p. 4101) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4110) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4104, 4105) ; *Valade (Jacques)* (p. 4103).

Recherche industrielle (comparaisons internationales) : *Trégouët (René)* (p. 4106).

Recherche médicale : *Cabanel (Guy)* (p. 4113) ; *Curien (Hubert)* (p. 4102) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4110) ; *Valade (Jacques)* (p. 4104).

Recherche universitaire : *Cabanel (Guy)* (p. 4113) ; *Valade (Jacques)* (p. 4103).

Réponse à Mme Bidard-Reydet : *Curien (Hubert)* (p. 4117, 4118).

Réponse à M. Cabanel : *Curien (Hubert)* (p. 4118).

Réponse à M. Grimaldi : *Curien (Hubert)* (p. 4117).

Réponse à M. Laffitte : *Curien (Hubert)* (p. 4116).

Réponse à M. Loridant : *Curien (Hubert)* (p. 4118).

Réponse à M. Millaud : *Curien (Hubert)* (p. 4117).

Réponse à M. Oudin : *Curien (Hubert)* (p. 4116).

Réponse à M. Revol : *Curien (Hubert)* (p. 4116, 4118).

Réponse à M. Trégouët : *Curien (Hubert)* (p. 4116).

Salaires, traitements et indemnités : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4109).

Examen des crédits (29 novembre 1989) (p. 4119) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Hubert Curien, ministre .*

Etat B – TITRES III et IV - Adoptés (p. 4119).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4119).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I - SERVICES GENERAUX (DONT FONCTION PUBLIQUE) - ECONOMIE SOCIALE

Discussion (8 décembre 1989) (p. 4613, 4620) :

MM. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives ; Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Maurice Couve de Murville, rapporteur spécial (Services généraux) ; Robert Vizet, rapporteur spécial (Economie sociale) ; Robert Pagès.

Action humanitaire ; *Dreyfus (Tony)* (p. 4615).

Associations : *Dreyfus (Tony)* (p. 4615) ; *Vizet (Robert)* (p. 4617).

Décentralisation : *Durafour (Michel)* (p. 4614).

Economie sociale : *Dreyfus (Tony)* (p. 4615, 4619).

Emplois (créations et suppressions) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4616) ; *Pagès (Robert)* (p. 4619) ; *Vizet (Robert)* (p. 4618).

Femmes : *Dreyfus (Tony)* (p. 4615).

Fiscalité : *Vizet (Robert)* (p. 4618).

Fonctionnaires et agents publics : *Durafour (Michel)* (p. 4614).

Fonction publique : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4617) ; *Durafour (Michel)* (p. 4613, 4614, 4619).

Grand marché intérieur (CEE) : *Vizet (Robert)* (p. 4618).

Politique économique et sociale : *Durafour (Michel)* (p. 4614).

Pouvoir d'achat : *Pagès (Robert)* (p. 4616).

Salaires, traitements et indemnités : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4616, 4617) ; *Durafour (Michel)* (p. 4613) ; *Pagès (Robert)* (p. 4616).

Secteur public : *Pagès (Robert)* (p. 4619).

Service public : *Durafour (Michel)* (p. 4614).

Subventions : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4616).

Examen des crédits (8 décembre 1989) (p. 4620)

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 4620).

TITRE IV – Rejeté (p. 4620).

Etat C – TITRE V – Rejeté (p. 4620).

TITRE IV – Rejeté (p. 4620).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

II. – SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Discussion (4 décembre 1989) (p. 4319, 4324) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Henri Collard, rapporteur spécial ; Emmanuel Hamel, Xavier de Villepin, Paul Loridant .

Défense civile : *Dreyfus (Tony)* (p. 4323) ; *Loridant (Paul)* (p. 4322).

Défense nationale : *Dreyfus (Tony)* (p. 4323) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4321).

Europe (défense) : *Loridant (Paul)* (p. 4322).

Europe de l'Est : *Loridant (Paul)* (p. 4322).

Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) : *Collard (Henri)* (p. 4320) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 4319, 4323) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4321) ; *Loridant (Paul)* (p. 4322) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4322).

Moyen-Orient : *Loridant (Paul)* (p. 4322).

Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) : *Collard (Henri)* (p. 4319, 4320) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 4319, 4323) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4320, 4321) ; *Loridant (Paul)* (p. 4322) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4322).

Sécurité civile : *Collard (Henri)* (p. 4320) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4322).

Télécommunications (réseau interministériel) : *Collard (Henri)* (p. 4320).

Examen des crédits (4 décembre 1989) (p. 4324)

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4324 ; scrutin public n° 62).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 4324).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

III – CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Discussion (4 décembre 1989) (p. 4324, 4326) :

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Paulette Fost, rapporteur spécial ; M. Roger Besse .

Conseil économique et social (activité) : *Besse (Roger)* (p. 4325) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 4326) ; *Fost (Paulette)* (p. 4324).

Conseil économique et social (budget) : *Dreyfus (Tony)* (p. 4324) ; *Fost (Paulette)* (p. 4324).

Conseil économique et social (composition) : *Fost (Paulette)* (p. 4325).

Conseil économique et social (personnels) : *Besse (Roger)* (p. 4325) , *Fost (Paulette)* (p. 4325).

Conseil économique et social (projet immobilier) : *Besse (Roger)* (p. 4326) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 4324, 4326) ; *Fost (Paulette)* (p. 4325).

Examen des crédits (4 décembre 1989) (p. 4326) : *M. Xavier de Villepin .*

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4326).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

IV – PLAN

Discussion (25 novembre 1989) (p. 3851, 3863) :

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan ; Mme Maryse Bergé-Lavigne, rapporteur spécial ; MM. Bernard Barbier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jacques Oudin, Louis Minetti, Georges Mouly, Roland Grimaldi.

Acte unique européen : *Oudin (Jacques)* (p. 3858).

Assurance chômage : *Barbier (Bernard)* (p. 3856).

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 3854).

Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 3854) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 3852).

Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 3854) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 3852).

Commissariat général au Plan : *Barbier (Bernard)* (p. 3855) ; *Mouly (Georges)* (p. 3859) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 3853).

Contrats de plan : *Barbier (Bernard)* (p. 3855) ; *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 3855) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 3860) ; *Minetti (Louis)* (p. 3859) ; *Mouly (Georges)* (p. 3859) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 3853, 3863).

Emploi : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 3855) ; *Mouly (Georges)* (p. 3859) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3858) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 3853, 3862).

Grand marché intérieur (CEE) : *Barbier (Bernard)* (p. 3856) ; *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 3855) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 3860) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 3853, 3861, 3862).

Limousin (région) : *Mouly (Georges)* (p. 3859) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 3862).

Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) : *Barbier (Bernard)* (p. 3856) ; *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 3854) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3858) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 3862).

Plan (crédits) : *Barbier (Bernard)* (p. 3856) ; *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 3853, 3854) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 3852).

Plan : *Barbier (Bernard)* (p. 3856) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 3860) ; *Minetti (Louis)* (p. 3858).

Plan (mise en oeuvre) : *Barbier (Bernard)* (p. 3855) ; *Minetti (Louis)* (p. 3859) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3858) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 3851, 3852, 3862).

Politique économique et sociale : *Stoléru (Lionel)* (p. 3853).

Recherche : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 3855).

Réponse à Mme Bergé-Lavigne : *Stoléru (Lionel)* (p. 3861).

Retraites (financement) : *Barbier (Bernard)* (p. 3856) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 3861) ;.

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 3854) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 3852).

Sécurité sociale (financement) : *Barbier (Bernard)* (p. 3856).

Tourisme : *Mouly (Georges)* (p. 3859) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 3862).

Zones rurales : *Mouly (Georges)* (p. 3859) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 3862).

Examen des crédits (25 novembre 1989) (p. 3863)

Etat B - TITRES III et IV – Adoptés (p. 3863).

Etat C - TITRE VI – Adopté (p. 3863).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

V – ENVIRONNEMENT

Discussion (2 décembre 1989) (p. 4272, 4295) :

MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs ; Robert Vizet, rapporteur spécial ; Jean Simonin, en remplacement de M. Bernard-Charles Hugo, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Hubert Martin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Roland Grimaldi, Xavier de Villepin, Roland du Luart, Jean Chérioux, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-Luc Mélenchon, Alain Gérard .

Aménagement rural : *Luart (Roland du)* (p. 4283).

Animaux : *Lalonde (Brice)* (p. 4292) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4282, 4283).

Antarctique : *Lalonde (Brice)* (p. 4273, 4291) ; *Simonin (Jean)* (p. 4278).

Bruit : *Lalonde (Brice)* (p. 4291) ; *Martin (Hubert)* (p. 4279, 4280).

Catastrophes naturelles : *Lalonde (Brice)* (p. 4274).

Chasse : *Lalonde (Brice)* (p. 4274, 4293) ; *Luart (Roland du)* (p. 4284).

Déchets : *Chérioux (Jean)* (p. 4286) ; *Gérard (Alain)* (p. 4290) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4281) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4272, 4273) ; *Luart (Roland du)* (p. 4284) ; *Simonin (Jean)* (p. 4279).

Eau et assainissement : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4287) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4286, 4287) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4281) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4275, 4293) ; *Martin (Hubert)* (p. 4289) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 4288) ; *Simonin (Jean)* (p. 4279) ; *Vizet (Robert)* (p. 4277).

Environnement (budget) : *Lalonde (Brice)* (p. 4272) ; *Simonin (Jean)* (p. 4278) ; *Vizet (Robert)* (p. 4276).

Fiscalité : *Lalonde (Brice)* (p. 4276).

Installations nucléaires : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 4288).

Littoral (protection) : *Chérioux (Jean)* (p. 4285) ; *Gérard (Alain)* (p. 4289) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4273, 4293).

Nature (protection) : *Grimaldi (Roland)* (p. 4282) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4273, 4274).

Parcs nationaux : *Lalonde (Brice)* (p. 4274).

Parcs naturels régionaux : *Lalonde (Brice)* (p. 4274).

Pollutions et nuisances : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4287) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4285, 4286) ; *Gérard (Alain)* (p. 4289) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4281) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4291, 4293) ; *Vizet (Robert)* (p. 4277).

Rhin (fleuve) : *Gérard (Alain)* (p. 4291).

Tourisme rural : *Luart (Roland du)* (p. 4284).

Traités et conventions : *Lalonde (Brice)* (p. 4274) ; *Simonin (Jean)* (p. 4278).

Transports de matières dangereuses : *Lalonde (Brice)* (p. 4294).

Examen des crédits et de l'article 73 (1er décembre 1989) (p. 4294, 4295) : *MM. Louis de Catuelan, Ernest Cartigny .*

Etat B – Titre III – Adopté (p. 4295).

TITRE IV – Adopté (p. 4295).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 4295).

TITRE VI – Adopté (p. 4295).

Art. 73 *(Présentation annuelle par le Gouvernement au Parlement, en annexe au projet de loi de finances, d'un état présentant l'ensemble des crédits inscrits en faveur de la protection de la nature et de l'environnement)* – Adopté (p. 4295).

SOLIDARITE, SANTE ET PROTECTION SOCIALE

Discussion (4 décembre 1989) (p. 4328, 4368) :

MM. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale ; Théo Braun, ministre chargé des personnes âgées ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; MM. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie ; Jacques Oudin, rapporteur spécial ; Louis Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (santé et action sociale) ; Charles Descours, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (sécurité sociale) ; Jean Chérioux, Paul Souffrin, Franck Sérusclat, Claude Huriet, Yves Goussebaire-Dupin, Emmanuel Hamel, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Guy Penne, Jean-Pierre Cantegrit, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales. .

Alcoolisme : *Evin (Claude)* (p. 4362, 4363) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4351) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4347).

Allocation aux adultes handicapés : *Oudin (Jacques)* (p. 4337).

Allocations familiales : voir Prestations familiales.

Allocations familiales (déplafonnement des cotisations) : *Descours (Charles)* (p. 4342).

Appareillage (handicapés) : *Gillibert (Michel)* (p. 4336).

Assurance maladie maternité : *Descours (Charles)* (p. 4342) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4339).

Assurance vieillesse : *Chérioux (Jean)* (p. 4344) ; *Descours (Charles)* (p. 4341, 4342) ; *Evin (Claude)* (p. 4358) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4339).

Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) : *Descours (Charles)* (p. 4341).

Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) : *Gillibert (Michel)* (p. 4336).

Conventions médicales (négociations) : *Descours (Charles)* (p. 4342) ; *Evin (Claude)* (p. 4330, 4361, 4364) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4357) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4349).

Cotisations sociales : *Descours (Charles)* (p. 4342) ; *Evin (Claude)* (p. 4358, 4361) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4346).

Cures thermales : *Evin (Claude)* (p. 4363) ; *Goussebaire-Dupin (Yves)* (p. 4351).

Enfance inadaptée : *Gillibert (Michel)* (p. 4435).

Enfance martyre : *Dorlhac (Hélène)* (p. 4334).

Enfants (modes de garde) : *Chérioux (Jean)* (p. 4344) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 4333).

Français de l'étranger (protection sociale) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4355, 4356, 4357) ; *Evin (Claude)* (p. 4363) ; *Penne (Guy)* (p. 4354).

Handicapés : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4354) ; *Boyer (Louis)* (p. 4340) ; *Evin (Claude)* (p. 4329, 4360) ; *Gillibert (Michel)* (p. 4434) ; *Huriet (Claude)* (p. 4350) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4349).

Handicapés (emploi) : *Gillibert (Michel)* (p. 4435) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4337).

Handicapés (insertion sociale) : *Gillibert (Michel)* (p. 4435).

Handicapés (maintien à domicile) : *Gillibert (Michel)* (p. 4435).

Hôpitaux : *Evin (Claude)* (p. 4330, 4331, 4359, 4362) ; *Huriet (Claude)* (p. 4349) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4337) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4347).

Hôpitaux (équipement) : *Boyer (Louis)* (p. 4340) ; *Evin (Claude)* (p. 4360) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4338).

Hôpitaux (harmonisation des secteurs) : *Evin (Claude)* (p. 4331) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4338) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4348) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4346).

Hôpitaux (personnels) : *Boyer (Louis)* (p. 4340) ; *Descours (Charles)* (p. 4343) ; *Evin (Claude)* (p. 4331, 4359) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4346).

Hospices : *Oudin (Jacques)* (p. 4337) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4346).

Immigration : *Evin (Claude)* (p. 4329).

Insertion sociale : *Dorlhac (Hélène)* (p. 4334) ; Voir aussi Revenu minimum d'insertion (RMI).

Laboratoires d'analyses et de biologie médicales : *Evin (Claude)* (p. 4364).

Maisons de retraite : *Braun (Théo)* (p. 4332) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4345).

Médecine (enseignement) : *Evin (Claude)* (p. 4362) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4348).

Médecine scolaire : *Evin (Claude)* (p. 4362) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4345).

Médecins : *Evin (Claude)* (p. 4330) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4348).

Médicaments : *Boyer (Louis)* (p. 4340) ; *Evin (Claude)* (p. 4363) ; *Huriet (Claude)* (p. 4350) ; *Penne (Guy)* (p. 4354).

Parlement (information) : *Descours (Charles)* (p. 4340) ; *Evin (Claude)* (p. 4360).

Pauvreté : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4352) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 4334) ; *Evin (Claude)* (p. 4363) ; Voir aussi Revenu minimum d'insertion (RMI).

Pensions de réversion : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4353).

Personnes âgées : *Boyer (Louis)* (p. 4340) ; *Braun (Théo)* (p. 4331) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4344) ; *Evin (Claude)* (p. 4329, 4360, 4361) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4349).

Personnes âgées (hospitalisation) : *Braun (Théo)* (p. 4332).

Personnes âgées (maintien à domicile) : *Braun (Théo)* (p. 4332) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4346).

Pharmacie : *Boyer (Louis)* (p. 4340) ; *Evin (Claude)* (p. 4363) ; *Huriet (Claude)* (p. 4350).

Pharmaciens : *Evin (Claude)* (p. 4364).

Politique familiale : *Boyer (Louis)* (p. 4340) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4343, 4364) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 4333) ; *Evin (Claude)* (p. 4364) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4358) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4352) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4338).

Prestations familiales : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4353) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4344) ; *Descours (Charles)* (p. 4341) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 4333) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4352) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4338).

Professions médicales et paramédicales : *Boyer (Louis)* (p. 4340) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4345).

Propriété industrielle : *Evin (Claude)* (p. 4363) ; *Penne (Guy)* (p. 4355).

Protection sociale : *Evin (Claude)* (p. 4330, 4364) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4336).

Retraite (âge) : *Chérioux (Jean)* (p. 4344).

Retraite (régimes complémentaires) : *Souffrin (Paul)* (p. 4347).

Retraites (financement) : *Chérioux (Jean)* (p. 4344) ; *Evin (Claude)* (p. 4359) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4339).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4353) ; *Boyer (Louis)* (p. 4340) ; *Evin (Claude)* (p. 4329, 4363) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4337).

Santé : *Evin (Claude)* (p. 4329).

Sécurité sociale : *Descours (Charles)* (p. 4341) ; *Evin (Claude)* (p. 4360).

Sécurité sociale (accidents du travail) : *Descours (Charles)* (p. 4342) ; *Evin (Claude)* (p. 4361).

Sécurité sociale (financement) : *Descours (Charles)* (p. 4340, 4341) ; *Evin (Claude)* (p. 4358) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4358) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4352) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4338).

Sécurité sociale (régime général) : *Descours (Charles)* (p. 4341).

Syndrome d'immuno-déficience acquise (SIDA) : *Boyer (Louis)* (p. 4339) ; *Evin (Claude)* (p. 4330, 4363) ; *Huriet (Claude)* (p. 4350) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4337).

Tabagisme : *Evin (Claude)* (p. 4362, 4363) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4352) ; *Huriet (Claude)* (p. 4350) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4347).

Toxicomanie : *Boyer (Louis)* (p. 4339) ; *Evin (Claude)* (p. 4330).

Veuvage : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4353).

Examen des crédits (4 décembre 1989) (p. 4365, 4368) : *M. Etienne Dailly, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Oudin, rapporteur spécial ; Claude Evin, ministre ; Charles Descours, rapporteur pour avis .*

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 4368, scrutin public n° 63).

TITRE IV – Rejeté (p. 4368).

Etat C – TITRES V et VI – Rejetés (p. 4368).

TRAVAIL, EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE ET SERVICES COMMUNS

Discussion (4 décembre 1989) (p. 4300, 4319) :

MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; André Laignel, secrétaire d'Etat, chargé de la formation professionnelle ; Maurice Blin, rapporteur spécial ; Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (travail et emploi) ; Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (formation professionnelle) ; Bernard Seillier, Jean Chérioux, Hector Viron, Marc Boeuf, André Bohl, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales .

Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : *Blin (Maurice)* (p. 4304) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4313) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4314) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4309) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4301, 4315, 4316) ; *Souvet (Louis)* (p. 4306) ; *Viron (Hector)* (p. 4312).

Allocations familiales (déplafonnement des cotisations) : *Souvet (Louis)* (p. 4306).

Analphabétisme : *Boeuf (Marc)* (p. 4313) ; *Laignel (André)* (p. 4302).

Apprentissage : *Boeuf (Marc)* (p. 4313) ; *Madelain (Jean)* (p. 4308) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4315).

Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) : *Blin (Maurice)* (p. 4304) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4314) ; *Laignel (André)* (p. 4303, 4317) ; *Madelain (Jean)* (p. 4308).

Association pour la structure financière (ASF) : *Blin (Maurice)* (p. 4303) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4315) ; *Souvet (Louis)* (p. 4305).

Charte sociale européenne : Voir Communauté économique européenne (CEE).

Chômage : *Blin (Maurice)* (p. 4303) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4312) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4314) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4309) ; *Viron (Hector)* (p. 4311, 4312).

Chômage de longue durée : *Blin (Maurice)* (p. 4305) ; *Madelain (Jean)* (p. 4308).

Chômage (indemnisation) (comparaison internationale) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4315) ; *Souvet (Louis)* (p. 4307).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bohl (André)* (p. 4313) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4316).

Crédit formation : *Blin (Maurice)* (p. 4305) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4313) ; *Laignel (André)* (p. 4302, 4317) ; *Madelain (Jean)* (p. 4307).

Déconcentration : *Seillier (Bernard)* (p. 4309) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4301).

Délégations régionales à la formation professionnelle (DRFP) : *Laignel (André)* (p. 4302).

Emploi : *Seillier (Bernard)* (p. 4309, 4310) ; *Viron (Hector)* (p. 4311).

Emploi (budget) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4300) ; *Viron (Hector)* (p. 4312).

Emploi des jeunes : *Blin (Maurice)* (p. 4305) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4313) ; *Laignel (André)* (p. 4302) ; *Madelain (Jean)* (p. 4307).

Emplois (créations et suppressions) : *Blin (Maurice)* (p. 4303) ; *Bohl (André)* (p. 4314) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4309) ; *Viron (Hector)* (p. 4311).

Fonds national de solidarité (FNS) : *Blin (Maurice)* (p. 4304).

Fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (FRILE) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4301).

Formation continue : *Blin (Maurice)* (p. 4304) ; *Laignel (André)* (p. 4302) ; *Madelain (Jean)* (p. 4308).

Formation en alternance : *Blin (Maurice)* (p. 4305).

Formation professionnelle : *Boeuf (Marc)* (p. 4313) ; *Laignel (André)* (p. 4316) ; *Madelain (Jean)* (p. 4308).

Formation professionnelle (budget) : *Laignel (André)* (p. 4301) ; *Madelain (Jean)* (p. 4308) ; *Viron (Hector)* (p. 4312).

Grand marché intérieur (CEE) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4314).

Heures supplémentaires : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4314) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4316) ; *Viron (Hector)* (p. 4312).

Participation des salariés : *Chérioux (Jean)* (p. 4310) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4315).

Retraite (âge) : *Seillier (Bernard)* (p. 4309) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4315) ; *Souvet (Louis)* (p. 4305) ; *Viron (Hector)* (p. 4312).

Salariés (formation) : *Laignel (André)* (p. 4302) ; *Madelain (Jean)* (p. 4308).

Stages de formation professionnelle : *Blin (Maurice)* (p. 4305).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : *Madelain (Jean)* (p. 4308).

Travail (conditions) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4301).

Travailleurs handicapés : *Blin (Maurice)* (p. 4304) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4312) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4309) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4301, 4315) ; *Souvet (Louis)* (p. 4306).

Travail temporaire : *Boeuf (Marc)* (p. 4312) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4316).

Examen des crédits (4 décembre 1989) (p. 4317, 4118) : *MM. Maurice Blin, rapporteur spécial ; Jean Chérioux, Jean-Pierre Soisson, ministre ; Marc Boeuf, Roger Chinaud, rapporteur général .*

Travail, emploi et formation professionnelle

Etat B – TITRE III (p. 4317).

Adopté : amendement n° II-23 de M. Maurice Blin, rapporteur spécial : suppression des crédits de fonctionnement ajoutés à la dotation initiale du Gouvernement par l'Assemblée nationale (p. 4317).

– Les crédits figurant au titre III, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4317).

TITRE IV (p. 4318).

Rejeté : amendement n° II-24, de M. Maurice Blin, rapporteur spécial : augmentation de la réduction des crédits affectés aux mesures nouvelles (p. 4389).

– Les crédits figurant au titre IV sont rejetés (p. 4318).

Etat C – TITRE VI – Rejeté (p. 4318).

Services communs

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4318).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 4318).

IMPRIMERIE NATIONALE

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (7 décembre 1989) (p. 4540, 4543) :

MM. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget ; Henri Collard, rapporteur spécial ; Robert Vizet.

Chiffre d'affaires : *Charasse (Michel)* (p. 4541) ; *Collard (Henri)* (p. 4541).

Edition et imprimerie : *Charasse (Michel)* (p. 4541) ; *Collard (Henri)* (p. 4541, 4542).

Emplois (créations et suppressions) : *Collard (Henri)* (p. 4541) ; *Vizet (Robert)* (p. 4542).

Grand marché intérieur (CEE) : *Charasse (Michel)* (p. 4541).

Imprimerie nationale (budget) : *Charasse (Michel)* (p. 4540) ; *Collard (Henri)* (p. 4541) ; *Vizet (Robert)* (p. 4542).

Imprimerie nationale (construction d'un troisième établissement) : *Charasse (Michel)* (p. 4541) ; *Collard (Henri)* (p. 4542) ; *Vizet (Robert)* (p. 4542).

Examen des crédits figurant aux articles 41 et 42 (7 décembre 1989) (p. 4543) : *MM. Louis Perrein, Michel Charasse, ministre .*

Art. 41 *(Services votés)* – Adopté (p. 4543).

Art. 42 *(Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4543).

JOURNAUX OFFICIELS

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (4 décembre 1989) (p. 4327, 4328) :

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Paulette Fost, rapporteur spécial .

Centre national d'informatique juridique (CNIJ) : *Fost (Paulette)* (p. 4327).

Journaux officiels (budget) : *Dreyfus (Tony)* (p. 4327) ; *Fost (Paulette)* (p. 4327).

Journaux officiels (modernisation) : *Dreyfus (Tony)* (p. 4327) ; *Fost (Paulette)* (p. 4327).

Journaux officiels (personnels) : *Fost (Paulette)* (p. 4328).

Journaux officiels (tarifs) : *Dreyfus (Tony)* (p. 4327) ; *Fost (Paulette)* (p. 4327).

Examen des crédits figurant aux articles 41 et 42 (4 décembre 1989) (p. 4328) : *MM. Paul Souffrin, Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat.*

Art. 41 *(Services votés)* – Adopté (p. 4328).

Art. 42 *(Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4328).

LEGION D'HONNEUR – ORDRE DE LA LIBERATION

(BUDGETS ANNEXES)

Discussion (29 novembre 1989) (p. 4071, 4073) :

MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Louis Perrein, rapporteur spécial .

Anciens combattants et victimes de guerre : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4071) ; *Perrein (Louis)* (p. 4072).

Décorations : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4071) ; *Perrein (Louis)* (p. 4072).

Enseignement : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4071) ; *Perrein (Louis)* (p. 4072).

Légion d'honneur (budget annexe) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4071) ; *Perrein (Louis)* (p. 4072).

Légion d'honneur (maison d'éducation) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4071) ; *Perrein (Louis)* (p. 4072).

Ordre de la libération (budget annexe) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4072) ; *Perrein (Louis)* (p. 4072).

Examen des crédits figurant aux articles 41 et 42 (29 novembre 1989) (p. 4072).

LEGION D'HONNEUR

Art. 41 *(Services votés)* – Adopté (p. 4072).

Art. 42 *(Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4073).

ORDRE DE LA LIBERATION

Art. 41 *(Services votés)* – Adopté (p. 4073).

Art. 42 *(Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4073).

NAVIGATION AERIENNE

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (27 novembre 1989) (p. 4002, 4003) :

M. Marcel Fortier, rapporteur spécial.

Contrôle aérien : *Fortier (Marcel)* (p. 4002).

Trafic aérien : *Fortier (Marcel)* (p. 4002).

Examen des crédits (27 novembre 1989) (p. 4003).

Art. 35 *(Services votés)* – Adopté (p. 4003).

Art. 36 *(Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4003).

MONNAIES ET MEDAILLES

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (7 décembre 1989) (p. 4539, 4540) :

MM. Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Louis Perrein, rapporteur spécial .

Chiffre d'affaires : *Charasse (Michel)* (p. 4539).

Emplois (créations et suppressions) : *Perrein (Louis)* (p. 4540).

Exportations : *Charasse (Michel)* (p. 4539) ; *Perrein (Louis)* (p. 4540).

Médailles : *Charasse (Michel)* (p. 4539) ; *Perrein (Louis)* (p. 4540).

Monnaie : *Charasse (Michel)* (p. 4539), *Perrein (Louis)* (p. 4540).

Monnaies et médailles (budget) : *Charasse (Michel)* (p. 4540) ; *Perrein (Louis)* (p. 4540).

Musée de la monnaie : *Charasse (Michel)* (p. 4539) ; *Perrein (Louis)* (p. 4540).

Numismatique : *Charasse (Michel)* (p. 4539) ; *Perrein (Louis)* (p. 4540).

Examen des crédits figurant aux articles 41 et 42 (7 décembre 1989) (p. 4540).

Art. 41 *(Services votés)* – Adopté (p. 4540).

Art. 42 *(Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4540).

POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET ESPACE

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (8 décembre 1989) (p. 4620, 4639) :

MM. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace ; Henri Torre, rapporteur spécial ; Jean Faure, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Louis Perrein, Louis de Catuelan, Mme Hélène Missoffe, MM. Félix Leyzour, Paul Loridant, Albert Voilquin, René Régnault.

Communautés européennes (directives) : *Leyzour (Félix)* (p. 4630).

Concurrence : *Catuelan (Louis de)* (p. 4628).

Courrier : *Quilès (Paul)* (p. 4621).

Emplois (créations et suppressions) : *Leyzour (Félix)* (p. 4630) ; *Perrein (Louis)* (p. 4626) ; *Quilès (Paul)* (p. 4622).

Espace : *Catuelan (Louis de)* (p. 4628) ; *Perrein (Louis)* (p. 4626) ; *Quilès (Paul)* (p. 4621, 4636) ; *Régnault (René)* (p. 4633).

Fonctionnaires et agents publics : *Faure (Jean)* (p. 4625).

Grand marché intérieur (CEE) : *Quilès (Paul)* (p. 4634).

Investissements : *Catuelan (Louis de)* (p. 4627) ; *Quilès (Paul)* (p. 4621) ; *Régnault (René)* (p. 4633).

Logement social : *Quilès (Paul)* (p. 4622).

Messageries roses : *Leyzour (Félix)* (p. 4631) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4629) ; *Quilès (Paul)* (p. 4637).

Parlement (rôle) : *Perrein (Louis)* (p. 4627).

Presse : *Catuelan (Louis de)* (p. 4628) ; *Quilès (Paul)* (p. 4636).

Radiodiffusion et télévision : *Missoffe (Hélène)* (p. 4629).

Rapport Prévot (avenir du service public des postes et télécommunications) : *Catuelan (Louis de)* (p. 4628) ; *Faure (Jean)*

(p. 4624, 4625) ; *Quilès (Paul)* (p. 4638) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4632).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Torre (Henri)* (p. 4624).

Réseaux câblés : *Faure (Jean)* (p. 4626) ; *Loridant (Paul)* (p. 4631) ; *Quilès (Paul)* (p. 4636, 4637) ; *Torre (Henri)* (p. 4623).

Salaires, traitements et indemnités : *Leyzour (Félix)* (p. 4630) ; *Quilès (Paul)* (p. 4621, 4635) ; *Torre (Henri)* (p. 4623).

Satellites : *Loridant (Paul)* (p. 4632) ; *Torre (Henri)* (p. 4623).

Service public : *Catuelan (Louis de)* (p. 4628) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4631) ; *Perrein (Louis)* (p. 4627) ; *Quilès (Paul)* (p. 4622) ; *Régnault (René)* (p. 4633) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4632).

Télédiffusion de France (TDF) : *Quilès (Paul)* (p. 4635).

Zones rurales : *Faure (Jean)* (p. 4625) ; *Quilès (Paul)* (p. 4637, 4638) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4632).

Examen des crédits figurant aux articles 41 et 42 (8 décembre 1989) (p. 4639).

Art. 41 *(Services votés)* – Adopté (p. 4639).

Art. 42 *(Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4639).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

(BUDGET ANNEXE)

Discussion (28 novembre 1989) (p. 4007, 4015) :

MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt ; Roland du Luart, rapporteur spécial ; Pierre Louvot, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Roger Husson, Louis Minetti, Michel Moreigne, Marcel Daunay .

Aide familiale ou ménagère : *Daunay (Marcel)* (p. 4014) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4013) ; *Nallet (Henri)* (p. 4008, 4015).

Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles (AMEXA) : *Louvot (Pierre)* (p. 4010, 4011) ; *Luart (Roland du)* (p. 4009).

Assurance veuvage : *Louvot (Pierre)* (p. 4011).

Assurance vieillesse : *Daunay (Marcel)* (p. 4014) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4010, 4011) ; *Luart (Roland du)* (p. 4009) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4013).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : *Daunay (Marcel)* (p. 4013) ; *Husson (Roger)* (p. 4012) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4010) ; *Nallet (Henri)* (p. 4008).

Cotisations sociales : *Daunay (Marcel)* (p. 4013, 4014) ; *Husson (Roger)* (p. 4012) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4010, 4011) ; *Luart (Roland du)* (p. 4008, 4009) ; *Minetti (Louis)* (p. 4012) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4013)) ; *Nallet (Henri)* (p. 4008, 4014).

Démographie : *Louvot (Pierre)* (p. 4010) ; *Luart (Roland du)* (p. 4008).

Exploitants agricoles (conjoints) : *Louvot (Pierre)* (p. 4011) ; *Nallet (Henri)* (p. 4007).

Fiscalité : *Daunay (Marcel)* (p. 4014) ; *Luart (Roland du)* (p. 4009) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4013) ; *Nallet (Henri)* (p. 4014).

Fonds national de solidarité (FNS) : *Louvot (Pierre)* (p. 4011).

Mutualité sociale agricole (MSA) : *Louvot (Pierre)* (p. 4011) ; *Nallet (Henri)* (p. 4014).

Prestations familiales : *Daunay (Marcel)* (p. 4014) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4010, 4011) ; *Luart (Roland du)* (p. 4009).

Prestations sociales agricoles : *Husson (Roger)* (p. 4012) ; *Luart (Roland du)* (p. 4009).

Protection sociale : voir Sécurité sociale (régime des exploitants agricoles).

Quotas laitiers : *Minetti (Louis)* (p. 4012).

Retraite (âge) : *Husson (Roger)* (p. 4012) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4011).

Retraite (régimes complémentaires) : *Nallet (Henri)* (p. 4007, 4014).

Retraites : *Luart (Roland du)* (p. 4008) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4013).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Moreigne (Michel)* (p. 4013) ; *Nallet (Henri)* (p. 4015).

Revenus agricoles : *Husson (Roger)* (p. 4012) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4010) ; *Nallet (Henri)* (p. 4014).

Sécurité sociale (régime des exploitants agricoles) : *Louvot (Pierre)* (p. 4010) ; *Luart (Roland du)* (p. 4009) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4013) ; *Nallet (Henri)* (p. 4007).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : *Louvot (Pierre)* (p. 4010) ; *Nallet (Henri)* (p. 4008).

Vaccinations : *Louvot (Pierre)* (p. 4011) ; *Luart (Roland du)* (p. 4009) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4013).

Examen des crédits figurant aux articles 41 et 42 (28 novembre 1989) (p. 4015) : *M. Louis Minetti .*

Art. 41 (*BAPSA* : services votés) – Adopté (p. 4015).

Art. 42 (*BAPSA* : mesures nouvelles) – Adopté (p. 4015).

DEFENSE

Discussion (6 décembre 1989) (p. 4472, 4511) :

MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense ; René Monory, rapporteur spécial (exposé d'ensemble et dépenses en capital) ; François Trucy, rapporteur spécial (dépenses ordinaires) ; Xavier de Villepin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section commune) ; Michel Alloncle, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section gendarmerie) ; Philippe de Gaulle, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section forces terrestres) ; Albert Voilquin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section air) ; Max Lejeune, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section marine) ; Claude Huriet, Jean-Luc Bécart, Robert Pontillon, André Daugnac, Guy Cabanel, Yvon Bourges, Louis Longequeue .

Acte unique européen : *Monory (René)* (p. 4479).

Aéronavale : *Cabanel (Guy)* (p. 4501) ; *Lejeune (Max)* (p. 4487).

Allemagne (réunification) : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4484, 4492).

Armée : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4473) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4495).

Armée de l'air : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4510) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4485, 4490).

Armée de terre : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4476) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4484, 4493, 4494) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4490).

Armée (personnels) : *Alloncle (Michel)* (p. 4483) ; *Bourges (Yvon)* (p. 4503) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4502) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4475) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4494, 4495) ; *Lejeune (Max)* (p. 4487) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4504) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4499) ; *Trucy (François)* (p. 4480), (p. 4482) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4486, 4490).

Armement : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4497) ; Voir aussi Equipements militaires.

Armement (industrie) : *Monory (René)* (p. 4479) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4486).

Armement nucléaire : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4498) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4476, 4505, 4508) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4493) ; *Monory (René)* (p. 4477, 4478) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4482).

Armement (recherche) : *Monory (René)* (p. 4477) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4483).

Armes chimiques et biologiques : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4508) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4492).

Arsenaux : *Monory (René)* (p.4479).

Conseil supérieur de la fonction militaire : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4508) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4499) ; *Trucy (François)* (p. 4481).

Contingent : Voir Service national.

Coopérants : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4494).

Défense : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4473).

Défense (budget) : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4485, 4495) ; *Monory (René)* (p. 4477) ; *Trucy (François)* (p. 4479).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4492).

Désarmement : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4497) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4502) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4474) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4491) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4489).

Dissuasion nucléaire : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4474, 4505, 4506) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4482).

Equipements militaires : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4473, 4474, 4476) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4485, 4496) ; *Monory (René)* (p. 4478).

Espace : *Monory (René)* (p. 4478) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4483).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4497) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4474, 4508) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4492).

Europe (coopération en matière d'armement) : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4492) ; *Monory (René)* (p. 4479).

Europe (défense) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4474) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4492) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4489).

Europe de l'Est : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4491) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4503) ; *Monory (René)* (p. 4478) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4485).

Force d'action rapide (FAR) : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4493).

Forces conventionnelles : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4484) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4489).

Gendarmerie nationale : *Alloncle (Michel)* (p. 4483, 4484) ; *Bourges (Yvon)* (p. 4503) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4502) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4476, 4505, 4508, 4509) ; *Daugnac (André)* (p. 4500) ; *Huriet (Claude)* (p. 4488) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4504) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4499) ; *Trucy (François)* (p. 4480) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4490).

Gendarmerie nationale (logement) : *Alloncle (Michel)* (p. 4484) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4508) ; *Huriet (Claude)* (p. 4488).

Groupement des industries d'armement terrestre (GIAT) : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4493) ; *Monory (René)* (p. 4479).

Hôpitaux militaires : Voir Service de santé des armées.

Immigration : *Trucy (François)* (p. 4481).

Marine nationale : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4498) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4501) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4476) ; *Lejeune (Max)* (p. 4487) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4489).

Militaires : *Cabanel (Guy)* (p. 4502) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4475, 4509) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4499) ; Voir aussi Armée (personnels).

Militaires (logement) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4475).

Militaires (traitement) : *Trucy (François)* (p. 4480).

Missiles : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4506) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4493) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4483) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4485).

Nouvelle-Calédonie : *Alloncle (Michel)* (p. 4484) ; *Bourges (Yvon)* (p. 4507) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4506).

Objecteurs de conscience : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4506) ; *Trucy (François)* (p. 4481).

Pacte de Varsovie : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4474) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4492) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4503) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4485).

Plan « Armée 2000 » : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4498) ; *Cabanel (Guy)* (p. 4502) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4500) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4490).

Police : *Alloncle (Michel)* (p. 4484) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4509) ; *Daugnac (André)* (p. 4500).

Porte-avions nucléaires : *Cabanel (Guy)* (p. 4501) ; *Lejeune (Max)* (p. 4487).

Réponse à M. Alloncle : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4505, 4506).

Réponse à M. Bécart : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4508).

Réponse à M. Bourges : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4507, 4509).

Réponse à M. Cabanel : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4509).

Réponse à M. Daugnac : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4509).

Réponse à M. de Gaulle : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4507).

Réponse à M. de Villepin : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4506).

Réponse à M. Huriet : *Chevènement (Jean-Pierre* (p. 4508).

Réponse à M. Lejeune (Max) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4508).

Réponse à M. Longequeue : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4509).

Réponse à M. Monory : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4505).

Réponse à M. Pontillon : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4505, 4508).

Réponse à M. Trucy : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4505).

Réponse à M. Voilquin : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4508).

Révolution française (bicentenaire) : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4495).

Satellites : *Monory (René)* (p. 4478).

Sécurité publique : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4473).

Service de santé des armées : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4508) ; *Huriet (Claude)* (p. 4488) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4490).

Service national : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4476, 4505) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4494) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4500) ; *Trucy (François)* (p. 4480, 4481) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4490).

Sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) : *Lejeune (Max)* (p. 4487).

Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) : *Lejeune (Max)* (p. 4487) ; *Monory (René)* (p. 4477) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4482).

Territoires d'outre-mer (TOM) : *Gaulle (Philippe de)* (p. 4492).

Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4497) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4473, 4508) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4491, 4492) ; *Longequeue (Louis)* (p. 4503) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4485).

Examen des crédits de la défense et des articles 38 et 39 (6 décembre 1989) (p. 4510, 4511) : *MM. Emmanuel Hamel, Jean-Pierre Chevènement, ministre.*

Art. 38 *(Mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires)* – Rejeté (p. 4511, scrutin public n° 65).

Art. 39 *(Mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires)* (p. 4511) – Les autorisations de programmes et les crédits de paiement figurant aux titres V et VI sont rejetés.

– L'article 39 est rejeté (p. 4511).

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Discussion (7 décembre 1989) (p. 4520, 4538) (Discussion commune avec celles relatives aux charges communes du ministère de l'économie et des finances et aux observations sur le rapport de la Cour des comptes).

Examen des crédits (7 décembre 1989) (p. 4537, 4538).

OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE.

Art. 43 *(Ouverture aux ministres de crédits au titre des services votés des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale)* – Adopté (p. 4537).

Art. 44 *(Ouverture aux ministres d'autorisations de programme et de crédits de paiement au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale)* – Adopté (p. 4537).

Art. 44 bis *(Création du compte spécial du Trésor : « Actions en faveur du développement des départements d'outre-mer »)* – Adopté (p. 4538).

OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE.

Art. 45 *(Ouverture aux ministres des crédits au titre des services votés des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale, des comptes d'avance du Trésor et des comptes de prêts, fixation du montant des découverts applicables aux services votés des comptes de commerce et des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers)* – Adopté (p. 4538).

Art. 46 *(Ouverture aux ministres au titre des mesures nouvelles des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale, des autorisations de programme et des crédits de paiement)* – Adopté (p. 4538).

Art. 47 *(Ouverture aux ministres, au titre des mesures nouvelles, des comptes de commerce, des autorisations de programme et d'une autorisation de découvert)* – Adopté (p. 4538).

Art. 48 *(Ouverture au ministre de l'économie, des finances et du budget, au titre des mesures nouvelles des comptes d'avance du Trésor, des crédits de paiement)* – Adopté (p. 4538).

Art. 49 *(Ouverture aux ministres au titre des mesures nouvelles des comptes de prêts, des crédits de paiement)* – Adopté (p. 4538).

Art. 50 *(Clôture du compte de prêts : « Prêts à la Communauté économique européenne »)* – Adopté (p. 4538).

Art. 51 *(Clôture du compte de règlement avec les gouvernements étrangers n° 905-09)* – Adopté (p. 4538).

Art. 52 *(Ouverture dans les écritures du Trésor, du compte de commerce : « Opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement »)* – Adopté (p. 4538).

RAPPORT ANNUEL DE LA COUR DES COMPTES

Discussion (7 décembre 1989) (p. 4520, 4538) (discussion commune avec celles relatives aux charges communes du ministère de l'économie et des finances et aux comptes spéciaux du Trésor).

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES (ARTICLES DE TOTALISATION, ARTICLES NON RATTACHES A L'EXAMEN DES CREDITS, ARTICLES ADDITIONNELS)

Discussion (9 décembre 1989) (p. 4645, 4744) : : *MM. Robert Vizet, Roger Chinaud, rapporteur général ; Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jean-Paul Bataille, Jean-Pierre Masseret, Emmanuel Hamel, Xavier de Villepin, André Diligent, Jean-Pierre Fourcade, Paul Loridant, Jacques Habert, Jacques Machet, Philippe Adnot, Jacques Delong.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1990

I – Opérations à caractère définitif

A – Budget général

Art. 35 *(Budget général – Services votés)* – Adopté (p. 4645).

Art. 36 et Etat B *(Mesures nouvelles – Dépenses ordinaires des services civils)* – L'ensemble est adopté (p. 4646).

Art. 37 et Etat C *(Mesures nouvelles – Dépenses en capital des services civils)* – L'ensemble est adopté (p. 4649).

Art. 40 et Etat D *(Autorisations d'engagement par anticipation)* – L'ensemble est adopté (p. 4649).

B – Budgets annexes

Art. 41 *(Budgets annexes – Services votés)* – Adopté (p. 4649).

Art. 42 *(Budgets annexes – Mesures nouvelles)* – Adopté (p. 4650).

III – Dispositions diverses

Art. 53 et Etat E *(Perception des taxes parafiscales)* – L'ensemble est adopté (p. 4663).

Art. 54 et Etat F *(Crédits évaluatifs)* – L'ensemble est adopté (p. 4664).

Art. 55 et Etat G *(Crédits provisionnels)* – L'ensemble est adopté (p. 4665).

Art. 56 et Etat H *(Reports de crédits)* – L'ensemble est adopté (p. 4669).

Art. 56 bis *(Dépôt d'une annexe explicative relative à certains crédits du titre III)* – Adopté (p. 4669).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

A – Mesures concernant la fiscalité

a – *Fiscalité locale*

Art. 58 *(Fixation des coefficients de majorations forfaitaires des valeurs locatives cadastrales et des coefficients déflateurs pour 1990 et 1991)* (p. 4669).

Retirés : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° II-35 (p. 4672) – Et n° II-36 : suppression du coefficient déflateur prévu pour l'année 1991 (p. 4673).

– L'article 58 est adopté (p. 4674).

Après l'art. 58 (p. 4674).

Adopté : amendement n° II-37 (art. additionnel) de M. Roger Chinaud, rapporteur général : rapport au Parlement relatif à la péréquation de la taxe professionnelle et aux aspects financiers de la coopération intercommunale (p. 4676).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4676).

Art. 58 bis *(Demande de simulations sur un nouveau mécanisme de péréquation de la taxe professionnelle)* (p. 4676).

Adopté : amendement n° II-38 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 4677).

– L'article 58 bis est supprimé (p. 4677).

Art. 58 ter *(Modification de l'assiette de la part départementale de la taxe d'habitation)* (p. 4677).

Adopté : amendement n° II-39 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 4679).

Retiré : amendement n° II-87 de M. Jean-Paul Bataille : suppression de cet article (p. 4679).

– L'article 58 ter est supprimé (p. 4679).

Art. 58 quater *(Possibilité, pour les collectivités locales, d'exonérer de taxes foncières les propriétés nouvellement plantées en noyers)* (p. 4680).

Adopté : amendement n° II-40 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 4680).

– L'article 58 quater est supprimé (p. 4680).

Art. 58 quinquies *(Assujettissement à la taxe professionnelle des activités postérieures à la production du sel gemme et à la récolte et au raffinage du sel marin)* (p. 4681).

Adopté : amendement n° II-41 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 4681).

– L'article 58 quinquies est supprimé (p. 4681).

Art. 58 sexies *(Exonération des véhicules de tournée de la taxe professionnelle)* – Adopté (p. 4681).

Art. 58 septies *(Limitation, pour certaines communes, de l'écrêtement des établissements exceptionnels)* (p. 4681).

Parole sur l'article : *M. Robert Vizet* (p. 4681).

Adopté : amendement n° II-42 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 4682).

– L'article 58 septies est supprimé (p. 4682).

Après l'art. 58 septies (p. 4682).

Retiré : amendement n° II-92 (art. additionnel) de M. Paul Caron, soutenu par M. Xavier de Villepin : modification de l'article 1648-A du code général des impôts : cas des groupements de communes dotées d'une fiscalité propre (p. 4682).

Art. 58 octies *(Modalités d'assujettissement à la taxe professionnelle des établissements produisant de l'énergie ou traitant des combustibles)* (p. 4682).

Adopté : amendement n° II-43 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 4683).

– L'article 58 octies est supprimé (p. 4683).

Art. 58 nonies *(Modification du régime du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle)* (p. 4683).

Adoptés : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° II-44 : limitation à trois ans de la compensation des pertes de bases d'imposition (p. 4684) – Et n° II-45 : répartition de la part principale (p. 4684).

– L'article 58 nonies, ainsi modifié, est adopté (p. 4684).

Art. 58 decies *(Dispositions tendant à accroître les ressources de la taxe professionnelle des districts et des communautés urbaines)* (p. 4684).

Parole sur l'article : *M. Robert Vizet* (p. 4684).

Adopté : amendement n° II-46 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 4685).

– L'article 58 decies est supprimé (p. 4685).

Art. 58 undecies *(Demande de simulation relative à l'instauration d'une cotisation de péréquation de la taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée)* (p. 4685).

Adopté : amendement n° II-47 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 4685).

– L'article 58 undecies est supprimé (p. 4685).

Art. 58 duodecies *(Simulations relatives à la création d'un Fonds national de solidarité de la taxe professionnelle)* (p. 4685).

Adopté : amendement n° II-48 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 4686).

– L'article 58 duodecies est supprimé (p. 4686).

Art. 58 terdecies *(Simulations relatives à la création d'un Fonds interdépartemental de solidarité de la taxe professionnelle)* (p. 4686).

Adopté : amendement n° II-49 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 4686).

– L'article 58 terdecies est supprimé (p. 4686).

Art. 58 quatordecies *(Amélioration de l'information des contribuables locaux)* (p. 4686).

Adopté : amendement rédactionnel n° II-109 de M. Roger Chinaud, rapporteur général (p. 4687).

– L'article 58 quatordecies, ainsi modifié, est adopté (p. 4687).

Art. 58 quindecies *(Suppression des districts sans fiscalité propre)* (p. 4687).

Adopté : amendement n° II-50 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 4688).

– L'article 58 quindecies est supprimé (p. 4688).

Après l'art. 58 quindecies (p. 4688).

Rejeté : amendement n° II-93 (art. additionnel) de M. André Diligent : dotation globale de fonctionnement : fixation à 40 % de l'attribution minimale de garantie (p. 4688).

b – *Mesures de solidarité et d'équité*

Art. 59 *(Limite de la déduction des cotisations obligatoires versées aux régimes de retraite et de prévoyance complémentaires)* (p. 4688).

Adopté : amendement n° II-112 de M. Michel Charasse, ministre : conditions de déductibilité de certains rachats de cotisations (p. 4722 ; précédemment réservé p. 4689).

Retirés : amendement n° II-94 de M. Xavier de Villepin : suppression de cet article (p. 4722 ; précédemment réservé p. 4689) – Amendement n° II-51 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : maintien de cette déduction pour les cotisations faisant l'objet d'un rachat étalé sur trois ans (p. 4722 ; précédemment réservé p. 4689).

– L'article 59, ainsi modifié, est adopté (p. 4722 ; précédemment réservé p. 4689).

Art. 59 bis *(Extension de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'une aide à domicile pour les personnes âgées)* – Adopté (p. 4689).

Art. 59 ter *(Réduction d'impôt au titre du cumul de frais d'aide à domicile et de dépenses d'hébergement relatifs à deux conjoints âgés)* – Adopté (p. 4689).

Art. 60 *(Information de l'administration sur les tranferts de fonds à l'étranger)* (p. 4689).

Adoptés : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° II-52 : suppression de l'obligation de déclaration des comptes (p. 4692) – N° II-53 : droit de communication des administrations fiscale et douanière (p. 4692) – N° II-54 : suppression de la sanction financière applicable en cas d'infraction à la déclaration de comptes à l'étranger (p. 4692) – N° II-56 : suppression des dispositions instituant une présomption de revenus relative aux transferts de capitaux effectués vers ou en provenance de l'étranger (p. 4693) – Et n° II-57 : rédactionnel (p. 4693) – Amendement n° II-110 de M. Michel Charasse, ministre : diminution du montant de l'amende applicable en cas d'infraction à la communication d'informations ; prise en compte du cas où l'infraction n'a pas entraîné de préjudice pour le trésor public (p. 4692).

Retiré : amendement n° II-55 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : diminution de la sanction applicable en cas d'infraction à la communication d'informations (p. 4692).

– L'article 60, ainsi modifié, est adopté (p. 4693).

Art. 60 bis *(Taxation forfaitaire en fonction de certains éléments du train de vie du contribuable)* (p. 4693).

Adoptés : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° II-58 : suppression de la discrimination géographique instaurée en matière de propriété de chevaux de course (p. 4694) – Et n° II-59 : limitation de la prise en compte des participations et des abonnements à des clubs de golf (p. 4694).

– L'article 60 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4694).

Art. 60 ter *(Renforcement du contrôle des centres de gestion agréés)* (p. 4694).

Adoptés : amendement n° II-60 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : extension des dispositions de cet article aux associations agréées (p. 4695) – Amendements identiques n° II-71 de M. Roger Chinaud, rapporteur général et n° II-96 de M. Xavier de Villepin : suppression des dispositions de cet article tendant à modifier les conditions de renouvellement de l'agrément d'un centre ou d'une association agréés (p. 4696) – Amendements identiques n° II-62 de M. Roger Chinaud, rapporteur général et n° II-97 de M. Xavier de Villepin : suppression des dispositions de cet article tendant à renforcer les sanctions en cas de déclarations tardives (p. 4697) – Amendement n° II-63 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression des dispositions de cet article tendant à renforcer les sanctions en cas de mauvaise foi (p. 4697).

– L'article 60 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 4697).

Art. 60 quater *(Aménagements des garanties liées à l'exercice du droit de contrôle de l'impôt par l'administration)* (p. 4697).

Adoptés : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° II-64 : obligation pour l'administration d'informer le contribuable vérifié sur les conséquences des rehaussements proposés, dès la notification du redressement initial (p. 4698) – Et n° II-65 : rétablissement du délai actuellement accordé aux contribuables susceptibles de bénéficier de déductions pour présenter leur demande lorsque celle-ci n'est pas de droit (p. 4699).

– L'article 60 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 4699).

Avant l'art. 60 quinquies (p. 4699).

Adopté : amendement n° II-99 (art. additionnel) de M. Xavier de Villepin : allongement du délai de réponse à l'administration en cas de redressement envisagé (p. 4699).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4699).

Art. 60 quinquies *(Faculté ouverte à l'administration de demander la rectification d'une erreur non substantielle)* (p. 4699).

Adopté : amendement n° II-100 de M. Xavier de Villepin : suppression de cet article (p. 4702).

Devenus sans objet : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° II-66 : suppression de la référence à certains articles du livre des procédures fiscales concernant des garanties essentielles du contribuable (p. 4702) – N° II-67 : délais de prescription (p. 4702) – N° II-68 : suppression des dispositions du livre des procédures fiscales permettant de remettre en cause les délais d'un examen d'ensemble et de procéder à des redressements sur une période déjà vérifiée (p. 4702) – Et n° II-69 : fixation d'une date limite pour la rectification d'une erreur, en cas de saisine d'un tribunal (p. 4702).

– L'article 60 quinquies est supprimé (p. 4702).

Art. 60 sexies *(Extension du champ d'application du droit de communication et de vérification de l'administration)* (p. 4702).

Adoptés : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° II-70 : limitation du domaine d'investigation de l'administration (p. 4705) – N° II-71 : limitation apportée au droit de communication (p. 4705) – Et n° II-72 : réduction du délai de conservation des documents imposé aux entreprises (p. 4705) – Amendement n° II-104 de M. Xavier de Villepin : garanties accordées aux contribuables quant à l'utilisation des copies mises à la disposition de l'administration (p. 4705).

Retirés : amendements de M. Xavier de Villepin, n° II-101 : suppression de cet article (p. 4705) – N° II-102 : limitation du domaine d'investigation de l'administration (p. 4705) – Et n° II-103 : cas des comptabilités tenues au moyen d'un système informatisé (p. 4705).

– L'article 60 sexies, ainsi modifié, est adopté (p. 4705).

Art. 60 septies *(Extension à toutes les juridictions de la faculté qui existe pour l'administration fiscale de réparer les insuffisances ou omissions d'imposition révélées par une instance devant les tribunaux répressifs)* (p. 4705).

Adoptés : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° II-74 : faculté limitée à tout défaut d'imposition révélé par un tribunal répressif (p. 4706) – Et n° II-75 : réduction à trois ans du délai de prescription (p. 4706).

– L'article 60 septies, ainsi modifié, est adopté (p. 4706).

Art. 60 octies *(Modalités d'application de la taxe forfaitaire de 3 % sur la valeur vénale des immeubles possédés en France par des personnes morales n'y ayant pas leur siège social)* – Adopté (p. 4706).

Art. 60 nonies *(Aménagement du régime super-simplifié d'imposition)* (p. 4706).

Adopté : amendement n° II-111 de M. Michel Charasse, ministre : extension à tous les frais généraux payés à échéances régulières de la dispense de régularisation en fin d'exercice ; forfaitisation de certaines charges (p. 4707).

– L'article 60 nonies, dans la rédaction de l'amendement n° II-111, est adopté (p. 4707).

Art. 60 decies *(Obligation de régler par chèque pour un paiement supérieur à cent cinquante mille francs)* (p. 4707).

Adopté : amendement n° II-113 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : cas de justification d'identité et de domicile effectuée au moyen de documents erronés ou falsifiés (p. 4723).

Devenus sans objet : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° II-76 : suppression de l'obligation faite au vendeur de relever le domicile et l'identité justifiés des non-résidents (p. 4723 ; précédemment réservé p. 4710) – N° II-77 : rédactionnel (p. 4723 ; précédemment réservé p. 4710) – Et n° II-78 : suppression de la solidarité entre acheteurs et vendeurs pour le paiement de l'amende, en cas d'infraction (p. 4723 ; précédemment réservé p. 4710).

– L'article 60 decies, ainsi modifié, est adopté (p. 4723 ; précédemment réservé p. 4710).

c – *Mesures en faveur de l'épargne*

Art. 61 *(Institution du plan d'épargne populaire et aménagement du plan d'épargne en vue de la retraite)* (p. 4710).

Parole sur l'article : *M. Robert Vizet* (p. 4711).

Adopté : amendement n° II-80 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : conversion d'un plan d'épargne retraite en plan d'épargne populaire (p. 4714).

Retirés : amendements de M. Paul Loridant, n° II-88 : bénéficiaires de la prime versée en fin de contrat (p. 4712) – N° II-89 : durée du plan d'épargne populaire (p. 4714) – Et n° II-90 : coordination (p. 4714) – Amendement n° II-79 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : remboursement au titulaire d'un plan d'épargne populaire des sommes déposées non assimilable à une cession de valeurs mobilières (p. 4714).

– L'article 61, ainsi modifié, est adopté (p. 4714).

Art. 62 *(Aménagement du régime des fonds communs de placement à risques)* – Adopté (p. 4715).

Art. 63 *(Aménagement du régime fiscal des dons ou contrats de capitalisation)* (p. 4715).

Retiré : amendement n° II-91 de M. Paul Loridant (p. 4715).

d – *Mesures en faveur du logement*

Art. 64 *(Aménagement du régime d'incitation fiscale à l'investissement locatif)* (p. 4715).

Parole sur l'article : *MM. Jacques Habert* (p. 4715, 4716), *Michel Charasse, ministre* (p. 4716).

Adoptés : amendement n° II-81 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : possibilité pour les investisseurs de continuer à bénéficier, entre 1990 et 1992, d'une réduction annuelle

d'impôt correspondant à des investissements successifs (p. 4716) – Amendement n° II-106 de M. Xavier de Villepin : conditions d'octroi de la réduction d'impôt (p. 4717).

Retiré : amendement n° II-105 de M. Xavier de Villepin : reprise des dispositions de la loi Méhaignerie (p. 4717).

– L'article 64, ainsi modifié, est adopté (p. 4717).

Art. 65 *(Dépenses de grosses réparations et d'isolation thermique)* (p. 4717).

Adopté : amendement n° II-82 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : abaissement à trois ans du délai de reprise de la réduction d'impôt (p. 4717).

– L'article 65, ainsi modifié, est adopté (p. 4717).

Art. 65 bis *(Dépôt d'un rapport sur les crédits et les orientations de la politique des villes et du développement social urbain)* – Adopté (p. 4718).

Après l'art. 65 bis (p. 4718).

Rejeté : amendement n° II-107 de M. Robert Vizet : insertion dans le code général des impôts d'un article 199 septies C relatif à la réduction d'impôt en cas de raccordement de la résidence principale aux réseaux d'assainissement (p. 4718).

e – *Mesures diverses*

Art. 66 A *(Précisions sur le régime fiscal des exploitations agricoles à responsabilité limitée)* – Adopté (p. 4719).

Art. 66 *(Imputation des déficits agricoles sur le revenu global)* – Adopté (p. 4719).

Après l'art. 66 (p. 4719).

Adopté : amendement n° II-2 (art. additionnel) de M. Jacques Machet : modification de la date d'imposition des stocks de vin et eau-de-vie d'appellation d'origine contrôlée, AOC, à rotation lente (p. 4719).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4719).

Art. 67 *(Modification des modalités de recouvrement des taxes d'urbanisme)* – Adopté (p. 4720).

Art. 68 *(Modification de la taxe sur les installations classées)* – Adopté (p. 4720).

Art. 68 bis *(Crédit d'impôt pour l'aménagement et la réduction du temps de travail)* (p. 4720).

Parole sur l'article : *M. Robert Vizet* (p. 4720, 4721).

Adopté : amendement rédactionnel n° II-83 de M. Roger Chinaud, rapporteur général (p. 4721).

Retiré : amendement n° II-84 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : date de liquidation du crédit d'impôt pour les entreprises qui augmentent la durée d'utilisation de leurs équipements (p. 4721).

– L'article 68 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4721).

Art. 68 ter *(Paiement de la taxe sur les conventions d'assurances pour les entreprises non établies en France et admises à y opérer en libre prestation de service)* – Adopté (p. 4721).

Après l'art. 68 ter (p. 4721).

Adopté : amendement n° II-8 (art. additionnel) de M. Jacques Delong : dépôt par le Gouvernement au Parlement, avant le 1er octobre 1990, d'un rapport comparatif des différentes législations européennes relatives aux bouilleurs de cru (p. 4722).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4722).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat, à la demande de M. Michel Charasse, ministre, portant sur certains articles du projet de loi de finances (p. 4723).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution, et de l'article 42, alinéa 7, du règlement du Sénat, portant sur les articles soumis à une seconde délibération (p. 4723).

Art. 36 et Etat B (p. 4723).

Adoptés lors du vote unique : amendements n° B-1 à B-16 de M. Michel Charasse, ministre : coordination (p. 4729).

Art. 37 et Etat C (p. 4724).

Adoptés lors du vote unique : amendements n° B-17 à B-26 de M. Michel Charasse, ministre : coordination (p. 4729).

Art. 44 (p. 4725).

Adopté lors du vote unique : amendement n° B-27 de M. Michel Charasse, ministre : coordination (p. 4729).

Art. 34 et Etat A (p. 4725).

Adopté lors du vote unique : amendement n° B-28 de M. Michel Charasse, ministre : coordination (p. 4729).

– Les articles 36 et Etat B, 37 et Etat C, 44 et 34 et Etat A, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4729).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général* (p. 4729 à 4731) ; *Christian Poncelet, président de la commission des finances* (p. 4731, 4732) ; *Jean-Pierre Masseret* (p. 4732 à 4734), *Daniel Hoeffel* (p. 4734, 4735), *Marcel Lucotte* (p. 4735, 4736), *Jacques Valade* (p. 4736, 4737), *Robert Vizet* (p. 4737, 4738), *Etienne Dailly* (p. 4738 à 4740), *Claude Huriet* (p. 4740) ; *intervention de M. Michel Charasse, ministre* (p. 4740 à 4743) – Bicaméralisme, budget de l'Etat, Révolution française (bicentenaire), fonction publique.

Scrutin public à la tribune de droit n° 66 (p. 4744).

Adoption de l'ensemble du **projet de loi de finances pour 1990** (9 décembre 1989) (p. 4744).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 1989) (p. 5124, 5133).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5124, 5133) : *MM. Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Roger Chinaud, rapporteur général ; Robert Vizet, Xavier de Villepin et les orateurs sur la motion.*

Avoir fiscal : *Chinaud (Roger)* (p. 5125).

Collectivités territoriales : *Chinaud (Roger)* (p. 5124) ; *Vizet (Robert)* (p. 5129).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Chinaud (Roger)* (p. 5124, 5125).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Chinaud (Roger)* (p. 5128).

Cour de cassation : *Charasse (Michel)* (p. 5131).

Crédit d'impôt-recherche : *Chinaud (Roger)* (p. 5125).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Charasse (Michel)* (p. 5132).

Enseignement : *Vizet (Robert)* (p. 5130).

Finances publiques : *Chinaud (Roger)* (p. 5128).

Fiscalité : *Chinaud (Roger)* (p. 5125, 5127).

Fiscalité locale : *Chinaud (Roger)* (p. 5129) ; *Vizet (Robert)* (p. 5129).

Parlement européen : *Charasse (Michel)* (p. 5130).

Perquisitions et saisies : *Charasse (Michel)* (p. 5131, 5132) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5127, 5128).

Politique économique et sociale : *Vizet (Robert)* (p. 5129).

Procédure législative : *Charasse (Michel)* (p. 5124) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5126).

Procédure parlementaire : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5133).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : *Chinaud (Roger)* (p. 5126).

Valeurs mobilières : *Charasse (Michel)* (p. 5131) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5130).

Motion n° 1 de M. Roger Chinaud, rapporteur général, **tendant à opposer la question préalable** (p. 5132) – *MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Jean-Pierre Bayle.*

Adoption de la motion (p. 5133 ; scrutin public de droit n° 84).

Rejet du projet de loi de finances pour 1990 (18 décembre 1989 (p. 5133).

Lois de finances rectificatives

Voir *Motions d'ordre (procédure parlementaire)*, **4**

1. – **Projet de loi de finances rectificative pour 1989,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et par M. Michel Charasse, ministre chargé du budget (22 novembre 1989) [n° **1022** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Alain Richard (30 novembre 1989) [n° **1047** (9e lég.)] – Avis de M. Daniel Reiner (30 novembre 1989) [n° **1048** (9e lég.)] – Discussion (4, 6 et 7 décembre 1989) – Adoption (7 décembre 1989) [n° **207**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 décembre 1989) [n° **114** (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (14 décembre 1989) [n° **138** (89-90)] – Discussion (19 décembre 1989) – Adoption (19 décembre 1989) [n° **65**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 décembre 1989) [n° **1141** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Richard (20 décembre 1989) [n° **1142** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Roger Chinaud (20 décembre 1989) [n° **162** (89-90)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 1989) [n° **1141** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (20 décembre 1989) [n° **1168** (9e lég.)] – Discussion (20 et 21 décembre 1989) – Adoption (21 décembre 1989) [n° **253**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (22 décembre 1989) [n° **172** (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (22 décembre 1989) [n° **173** (89-90)] – Discussion (22 décembre 1989) – Adoption (22 décembre 1989) [n° **72**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (22 décembre 1989) [n° **1175** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (22 décembre 1989) [n° **1176** (9e lég.)] – Discussion (22 décembre 1989) – Adoption (22 décembre 1989) [n° **255**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 89-270 DC du 29 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 30 décembre 1989) qui déclare l'article 61 contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 89-936 du 29 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 30 décembre 1989).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1989) (p. 5190, 5218 ; 5226, 5263).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5190, 5203) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Roger Romani, Xavier de Villepin, Félix Leyzour, Mme Hélène Luc, MM. Michel Charasse, ministre chargé du budget ; René Régnault, Louis Virapoullé.*

Aide au développement : *Charasse (Michel)* (p. 5202).

Aménagement du territoire : *Régnault (René)* (p. 5199).

Calamités et catastrophes : *Charasse (Michel)* (p. 5201, 5202) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5191) ; *Régnault (René)* (p. 5198).

Chômage : *Régnault (René)* (p. 5199).

Collectivités territoriales : *Charasse (Michel)* (p. 5197) ; *Régnault (René)* (p. 5199).

Collectivités territoriales (fiscalité) : *Luc (Hélène)* (p. 5196).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : *Charasse (Michel)* (p. 5201) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5191) ; *Leyzour (Félix)* (p. 5195) ; *Régnault (René)* (p. 5198).

Conjoncture économique : *Charasse (Michel)* (p. 5200) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5191) ; *Régnault (René)* (p. 5198) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5194).

Constructions scolaires et universitaires : *Luc (Hélène)* (p. 5196).

Décentralisation : *Luc (Hélène)* (p. 5196) ; *Romani (Roger)* (p. 5194).

Défense (budget) : *Leyzour (Félix)* (p. 5195).

Déficit budgétaire : *Chinaud (Roger)* (p. 5191).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Charasse (Michel)* (p. 5202) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 5199).

Dette publique : *Charasse (Michel)* (p. 5201) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5191) ; *Leyzour (Félix)* (p. 5195).

Education nationale (budget) : *Charasse (Michel)* (p. 5197) ; *Luc (Hélène)* (p. 5196).

Entreprises (fiscalité) : *Romani (Roger)* (p. 5193).

Entreprises publiques : *Villepin (Xavier de)* (p. 5195).

Fiscalité : *Charasse (Michel)* (p. 5200, 5203) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5192) ; *Régnault (René)* (p. 5198, 5199) ; *Romani (Roger)* (p. 5192, 5194).

Fonction publique : *Charasse (Michel)* (p. 5201) ; *Leyzour (Félix)* (p. 5195) ; *Régnault (René)* (p. 5198) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5194).

Ile-de-France (région) : *Charasse (Michel)* (p. 5203) ; *Régnault (René)* (p. 5199) ; *Romani (Roger)* (p. 5192, 5193, 5194).

Logement : *Leyzour (Félix)* (p. 5195).

Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) : *Chinaud (Roger)* (p. 5192).

Recensements : *Chinaud (Roger)* (p. 5191).

Sécurité sociale (financement) : *Charasse (Michel)* (p. 5200) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5195).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) : *Charasse (Michel)* (p. 5203).

Sociétés étrangères : *Romani (Roger)* (p. 5193).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5203, 5218 ; 5226, 5263) : *M. Roger Chinaud, rapporteur général ; Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Michel Charasse, ministre ; Paul Loridant, René Régnault, Félix Leyzour, Paul Souffrin, Jean-François Pintat, Josselin de Rohan, Jacques Oudin, Jean Clouet, Gérard Larcher, Emmanuel Hamel, Etienne Dailly, Michel Souplet, Georges Othily, Joseph Caupert.*

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Art. 1er *(Révision du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement)* – Adopté (p. 5203).

Art. 2 *(Affectation des bénéfices de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer)* – Adopté (p. 5204).

Art. 3 et Etat A annexé *(Equilibre général)* – Adoptés (p. 5210).

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1989

I – Opérations à caractère définitif

A – Budget général

Art. 4 et Etat B annexé *(Dépenses ordinaires des services civils – Ouvertures)* (p. 5210).

Adoptés : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° 4 : sur la ligne « Affaires étrangères », réduction des crédits du titre III de 31 millions de francs (p. 5213) – N° 5 : sur la ligne « Economie, finances et budget », réduction des crédits du titre premier de 600 millions de francs (p. 5213) – N° 6 : sur la ligne « Economie, finances et budget », réduction des crédits du titre III de 672 millions de francs (p. 5213) – Et n° 7 : sur la ligne « Transports et mer », réduction des crédits du titre IV de 1 200 millions de francs (p. 5213).

– L'article 4 et l'Etat B, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 5213).

Art. 5 et Etat C annexé *(Dépenses en capital des services civils – Ouvertures)* (p. 5213).

Adoptés : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° 8 : sur la ligne « Affaires étrangères », réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V (p. 5217) – N° 9 : sur la ligne « Economie, finances et budget », réduction des crédits de paiement du titre V (p. 5217) – Et n° 10 : sur la ligne « Equipement et logement », réduction des autorisations de programmes et des crédits de paiement du titre V (p. 5217).

– L'article 5 et l'Etat C, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 5217).

Art. 6 *(Dépenses ordinaires des services militaires – Ouvertures)* – Adopté (p. 5217).

Art. 7 *(Dépenses en capital des services militaires – Ouvertures)* – Adopté (p. 5217).

B – Budgets annexes

Art. 8 *(Budgets annexes – Ouvertures)* – Adopté (p. 5218).

II – Opérations à caractère temporaire

Art. 9 *(Comptes de prêts – Ouvertures)* – Adopté (p. 5218).

III – Autres dispositions

Art. 10 *(Ratification de décrets d'avance)* – Adopté (p. 5218).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

I – Mesures concernant la fiscalité

Avant l'art. 11 (p. 5226).

Rejeté : amendement n° 22 (art. additionnel) de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Paul Souffrin : augmentation du taux forfaitaire d'imposition des gains réalisés à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux (p. 5226).

Art. 11 *(Aménagement du report en arrière des déficits)* (p. 5226).

Rejeté : amendement n° 23 de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression du dernier alinéa du paragraphe I de cet article (p. 5227).

Art. 12 *(Conséquences fiscales de l'évaluation de titres de participation par mise en équivalence)* – Adopté (p. 5227).

Art. 13 *(Régime fiscal des titres assortis de bons de souscription)* (p. 5227).

Adoptés : amendements de M. Jean-François Pintat, n° 43 : traitement identique de la position de l'émetteur et du souscripteur en cas d'émission d'obligations assorties d'un bon de souscription (p. 5229) – N° 44 : harmonisation du régime fiscal des titres assortis de bons de souscription avec les principes attachés au traitement comptable de ces valeurs mobilières (p. 5229) – Et n° 46 : application à certaines valeurs mobilières des dispositions de l'article 38 du code général des impôts (p. 5229).

Rejeté : amendement n° 24 de Mme Paulette Fost : suppression de cet article (p. 5229).

Retiré : amendement n° 45 de M. Jean-François Pintat : traduction de la réalité économique et financière consacrée par les normes comptables en vigueur (p. 5229).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 5229).

Après l'art. 13 (p. 5229).

Adopté : amendement n° 39 (art. additionnel) de M. Paul Loridant : régime juridique du prêt de titres (p. 5320).

Retiré : amendement n° 42 (art. additionnel) de M. Jacques Oudin : abrogation de l'article 238 septies B du code général des impôts (p. 5230).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5230).

Art. 14 *(Règles d'imposition des plus values à court terme, en cas d'apport d'une entreprise individuelle en société)* – Adopté (p. 5231).

Art. 14 bis *(Extension du régime de report d'imposition des plus values constatées lors d'échange de titres de sociétés non cotées à prépondérance immobilière)* – Adopté (p. 5231).

Art. 15 *(Mesures relatives aux transmissions de biens ou aux transformations de sociétés)* (p. 5231).

Adopté : amendement n° 56 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : rédactionnel (p. 5231).

Rejeté : amendement n° 25 de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 5231).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 5231).

Art. 16 *(Réduction de l'assiette de la taxe sur les excédents de provisions pour sinistres)* (p. 5231).

Rejeté : amendement n° 26 de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 5232).

– L'article 16 est adopté (p. 5232).

Après l'art. 16 (p. 5232).

Adoptés : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Roger Chinaud, rapporteur général : neutralité fiscale de certaines opérations réalisées dans le cadre de la gestion de contrats d'assurance vie (p. 5232) – Amendement n° 49 (art. additionnel) de M. Michel Charasse, ministre : prolongation de la portée du dispositif fiscal spécifique à la Corse (p. 5234).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5232 et 5234).

Art. 17 *(Aménagement du régime de réduction des droits d'enregistrement prévus en faveur de l'aménagement du territoire)* (p. 5234).

Rejeté : amendement n° 27 de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 5234).

– L'article 17 est adopté (p. 5234).

Après l'art. 17 (p. 5234).

Adopté : amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Josselin de Rohan : limitation de la demande d'exonération de la taxe professionnelle aux copropriétés de pêche artisanale (p. 5236).

Devenu sans objet : amendement n° 40 (art. additionnel) de M. René Régnault : même objet que l'amendement n° 34 (p. 5235).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5236).

Art. 18 *(Dispense d'inscription de l'hypothèque légale du Trésor pour l'application du régime d'exonération des bois et forêts en matière d'impôt de solidarité sur la fortune)* – Adopté (p. 5236).

Art. 19 *(Conséquences de la résiliation anticipée de baux à long terme d'immeubles ruraux)* (p. 5236).

Adopté : amendement n° 12 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : rédactionnel (p. 5237).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 5237).

Art. 20 *(Relèvement de la limite d'exonération du droit de timbre pour les ventes d'immeubles)* – Adopté (p. 5237).

Art. 21 *(Reconduction du prélèvement social de 1 % sur les revenus du capital et de la contribution de 0,4 % sur les revenus imposables)* (p. 5237).

Rejeté : amendement n° 28 de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression du paragraphe II de cet article (p. 5237).

– L'article 21 est adopté (p. 5237).

Art. 22 *(Définition des associés détenant plus de 35 % des droits sociaux de leur entreprise)* (p. 5237).

Adopté : amendement n° 13 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 5238).

– L'article 22 est supprimé (p. 5238).

Art. 23 *(Régime fiscal des lotisseurs)* – Adopté (p. 5238).

Art. 23 bis *(Aménagement du prêt-compte mobilier)* – Adopté (p. 5238).

Art. 24 *(Prolongation du délai de départ d'un locataire en matière d'impôts locaux)* (p. 5238).

Retiré : amendement n° 29 de Mme Paulette Fost (p. 5238).

– L'article 24 est adopté (p. 5238).

Art. 25 *(Extension à certains jardins de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties)* – Adopté (p. 5238).

Après l'art. 25 (p. 5238).

Adopté : amendement n° 51 (art. additionnel) de M. Michel Charasse, ministre : correction des effets de la suppression du coefficient déflateur (p. 5239 ; priorité ordonnée p. 5239).

Retiré : amendement n° 48 (art. additionnel) de M. Roger Chinaud, rapporteur général, retiré au profit de l'amendement n° 51 (p. 5239).

Non soutenu : amendement n° 36 (art. additionnel) de M. Jacques Chaumont (p. 5239).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5239).

Art. 26 *(Modalités d'évaluation de la base de taxe foncière sur les propriétés bâties pour certaines immobilisations industrielles)* – Adopté (p. 5239).

Après l'art. 26 (p. 5239).

Adopté : amendement n° 50 (art. additionnel) de M. Michel Charasse, ministre : modalités de remboursement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 5240).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5240).

Art. 27 *(Modalités d'engagement d'un examen de situation fiscale personnelle)* (p. 5240).

Adopté : amendement n° 14 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 5241).

Devenu sans objet : amendement n° 52 de M. Michel Charasse, ministre : possibilité à l'administration de demander des relevés de comptes (p. 5241).

– L'article 27 est supprimé (p. 5241).

Après l'art. 27 (p. 5241).

Adopté : amendement n° 53 (art. additionnel) de M. Michel Charasse, ministre : introduction du délai quadriennal de prescription des créances sur l'Etat et les collectivités publiques (p. 5242).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5242).

Art. 27 bis *(Aménagement des délais de prescription pour les mises en recouvrement d'impositions, à la suite des grèves dans les services fiscaux)* – Adopté (p. 5242).

Art. 27 ter *(Prorogation des délais de formalités d'enregistrement et de publicité foncière à la suite des grèves dans les services fiscaux)* – Adopté (p. 5242).

Après l'art. 27 ter (p. 5242).

Adopté : amendement n° 37 (art. additionnel) de M. Jean Clouet : délai supplémentaire accordé aux maires pour soumettre leur budget (p. 5243).

Retiré : amendement n° 15 (art. additionnel) de M. Roger Chinaud, rapporteur général : prolongation du délai de mise en recouvrement de la taxe d'habitation (p. 5243).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5244).

Avant l'art. 28 (p. 5244).

Adopté : amendement n° 16 (art. additionnel) de M. Roger Chinaud, rapporteur général, soutenu par M. Jacques Oudin : octroi de la dotation globale de fonctionnement aux groupements de communes (p. 5260 ; précédemment réservé p. 5247).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5260).

Art. 28 *(Création d'une taxe sur la surface des bureaux dans la région Ile-de-France)* (p. 5247).

Adopté : amendement n° 17 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 5251).

Devenu sans objet : amendement n° 30 de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression du 6e alinéa du paragraphe V de cet article (p. 5251).

– L'article 28 est supprimé (p. 5251).

Art. 29 *(Institution d'une contribution additionnelle et d'une contribution exceptionnelle au profit du fonds de compensation des risques de l'assurance construction)* (p. 5251).

Adopté : amendement n° 18 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : exclusion des entreprises d'assistance du champ d'application de la contribution (p. 5252).

Rejeté : amendement n° 55 de M. Michel Charasse, ministre : constitution du fait générateur de la contribution exceptionnelle (p. 5253).

Retiré : amendement n° 1 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Michel Souplet : modalités de calcul de la nouvelle contribution (p. 5252).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 5253).

Art. 30 *(Dispense de reversement de l'excédent de déduction de TVA exercée en 1968)* (p. 5253).

Rejeté : amendement n° 31 de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 5253).

– L'article 30 est adopté (p. 5253).

Art. 31 *(Aménagement des cas d'exemption de l'impôt sur les spectacles)* (p. 5253).

Adopté : amendement n° 38 de M. Paul Caron, soutenu par M. Michel Souplet : rédactionnel (p. 5253).

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 5254).

Art. 32 *(Instauration d'un privilège pour les créances relatives au prélèvement de la Communauté européenne du charbon et de l'acier)* – Adopté (p. 5254).

Art. 32 bis *(Mise en harmonisation de la réglementation française relative à la garantie des métaux précieux avec des règles communautaires)* – Adopté (p. 5254).

Art. 33 *(Arrondissement au franc le plus proche des recettes des organismes publics)* – Adopté (p. 5254).

Art. 34 *(Aménagement des modalités de cession des biens meubles de l'Etat)* – Adopté (p. 5254).

Après l'art. 34 (p. 5254).

Rejeté : amendement n° 32 (art. additionnel) de Mme Paulette Fost, soutenu par M. Paul Souffrin : rétablissement de la cotisation patronale de participation à l'effort de construction (p. 5255).

Retiré : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Roger Chinaud, rapporteur général : exemption des droits de mutation par décès des héritiers des victimes de l'attentat perpétré contre l'avion d'UTA le 19 septembre 1989 (p. 5255).

Non soutenu : amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Jacques Oudin : même objet que l'amendement n° 2 (p. 5254).

Art. 34 bis *(Dispositions relatives au domaine privé de l'Etat en Guyane)* (p. 5255).

Adopté : amendement n° 41 (art. additionnel) de M. Georges Othily : modalités de calcul de la surface agglomérée en Guyane (p. 5257).

Retiré : amendement n° 54 de M. Michel Charasse, ministre (p. 5256).

Art. 34 ter *(Augmentation du droit de timbre sur les cartes d'entrée dans les casinos)* – Adopté (p. 5257).

Art. 34 quater *(Augmentation des tarifs du droit de timbre de dimension)* – Adopté (p. 5257).

Art. 34 quinquies *(Relèvement des tarifs de la taxe sur les véhicules de société)* (p. 5257).

Parole sur l'article : *M. Etienne Dailly* (p. 5257, 5258).

Adopté : amendement n° 19 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : réduction de la taxe frappant les véhicules de plus de cinq ans (p. 5259).

– L'article 34 quinquies, dans la rédaction de l'amendement n° 19, est adopté (p. 5259).

II – Autres dispositions

Art. 35 *(Création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France »)* (p. 5259).

Adoptés : amendements identiques n° 20 de M. Roger Chinaud, rapporteur général ; et n° 33 de Mme Paulette Fost : suppression de cet article (p. 5260).

– L'article 35 est supprimé (p. 5260).

Art. 36 *(Affectation du produit de la vente des certificats pétroliers)* – Adopté (p. 5260).

Art. 37 *(Redevance sur les opérations d'abattage d'animaux et de découpe de viande)* – Adopté (p. 5261).

Art. 38 *(Reconduction de la participation de certains propriétaires forestiers au financement des services d'incendie)* (p. 5261).

Adopté : amendement n° 21 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : réduction du régime transitoire mis en place pour permettre de trouver un accord sur la participation des sylviculteurs aux dépenses de prévention contre les incendies de forêts (p. 5261).

– L'article 38, dans la rédaction de l'amendement n° 21, est adopté (p. 5261).

Après l'art. 38 (p. 5261).

Retiré : amendement n° 47 (art. additionnel) de M. Roland du Luart, soutenu par M. Joseph Caupert : extension aux personnes morales des dispositions fiscales applicables aux personnes physiques dans le but de développer les investissements forestiers (p. 5262).

Art. 39 *(Instauration d'un fonds d'assainissement des transports fluviaux de marchandises)* – Adopté (p. 5262).

Art. 40 *(Modification du régime de gestion des consolidations de dettes)* – Adopté (p. 5262).

Art. 41 *(Fixation du taux de la retenue pour pension des fonctionnaires et des militaires)* – Adopté (p. 5262).

Art. 42 *(Reprise des droits et obligations de la SODEVA)* – Adopté (p. 5262).

Art. 43 *(Intégration dans les corps métropolitains des fonctionnaires du cadre de complément des douanes de Nouvelle Calédonie)* – Adopté (p. 5262).

Coordination de l'article 3 et de l'Etat A annexé : renvoi pour coordination demandé par M. Roger Chinaud, rapporteur général, en application de l'article 43, alinéa 2 du règlement (p. 5262).

Adopté : amendement n° 1 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : coordination avec les amendements n°s 4 à 10 (p. 5263).

– L'article 3 et l'Etat A, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 5263).

Scrutin public n° 87 (p. 5263).

Adoption (19 décembre 1989) (p. 5263).

Discussion (nouvelle lecture)

(22 décembre 1989) (p. 5329, 5341).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5329) : *M. Michel Darras.*

Déficit budgétaire : *Darras (Michel)* (p. 5329).

Fonction publique : *Darras (Michel)* (p. 5329).

Ile-de-France (région) : *Darras (Michel)* (p. 5329).

Prêt de titres : *Darras (Michel)* (p. 5329).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5329, 5341) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Robert Pagès, Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Michel Darras, Xavier de Villepin.*

Art. 3 et Etat A – Adoptés (p. 5331).

Art. 4 et Etat B (p. 5331).

Adoptés : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général n° 1 : sur la ligne « Affaires étrangères », réduction des crédits du titre III de 31 millions de francs (p. 5332) – N° 2 : sur la ligne « Economie, finances et budget (I – Charges communes) », réduction des crédits du titre Ier de 600 millions de francs (p. 5332) – N° 3 : sur la ligne « Economie, finances et budget (II – Services financiers) », réduction des crédits du titre III de 672 millions de francs – Et n° 4 : sur la ligne « Transports et mer (I – Transports terrestres et sécurité routière – 1 – Transports terrestres) », réduction des crédits du titre IV de 1200 millions de francs (p. 5332).

– L'article 4 et l'état B, ainsi modifié, sont adoptés (p. 5332).

Art. 5 et Etat C (p. 5332).

Adoptés : amendements de M. Roger Chinaud, rapporteur général, n° 5 : sur la ligne « Affaires étrangères », réduction des autorisations de programme du titre V de 250 millions de francs et des crédits de paiement du même titre de 250 millions de francs (p. 5335) – N° 6 : sur la ligne « Economie, finances et budget (I – Charges communes) », réduction des crédits de paiement du titre V de 290,4 millions de francs (p. 5335) – Et n° 7 : sur la ligne « Equipement et logement (I – Urbanisme, logement et services communs) », réduction des autorisations de programme du titre V de 10 millions de francs et des crédits de paiement du même titre de 10 millions de francs (p. 5335).

– L'article 5 et l'état C, ainsi modifié, sont adoptés (p. 5335).

Art. 13 – Adopté (p. 5335).

Après l'art. 13 (p. 5335).

Irrecevable (article 42 de la loi organique du 2 janvier 1959) : amendement n° 15 (art. additionnel) de M. Paul Loridant, soutenu par M. Michel Darras : élargissement du régime de prêt de titres (p. 5336).

Art. 13 bis (p. 5336) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 16 bis – Adopté (p. 5336).

Art. 17 bis (p. 5336) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 19 bis – Adopté (p. 5336).

Après l'art. 21 (p. 5336).

Adopté : amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Xavier de Villepin : application du prélèvement optionnel de l'article 125 A-I du code général des impôts aux primes de remboursement distribuées par un organisme de placement collectif en valeurs mobilières lorsque les primes représentent plus de 10 % du montant de la distribution (p. 5337).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5337).

Art. 22 (p. 5337).

Adopté : amendement n° 8 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 5337).

– L'article 22 est supprimé (p. 5337).

Art. 26 A – Adopté (p. 5337).

Art. 27 (p. 5337).

Adopté : amendement n° 9 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 5337).

– L'article 27 est supprimé (p. 5337).

Art. 27 quinquies (p. 5337) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 28 (p. 5338).

Adopté : amendement n° 10 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 5338).

– L'article 28 est supprimé (p. 5338).

Art. 28 bis – Adopté (p. 5338).

Art. 29 (p. 5338).

Adopté : amendement n° 11 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : détermination des entreprises alimentant le fonds de compensation des risques de l'assurance construction (p. 5338).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 5338).

Art. 34 bis – Adopté (p. 5339).

Art. 34 quinquies (p. 5339).

Adopté : amendement n° 12 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : allègement de l'augmentation de la taxe sur les véhicules de société de plus de cinq ans d'âge (p. 5339).

– L'article 34 quinquies, dans la rédaction de l'amendement n° 12, est adopté (p. 5339).

Art. 35 (p. 5339).

Adopté : amendement n° 13 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : suppression de cet article (p. 5340).

– L'article 35 est supprimé (p. 5340).

Art. 38 – Adopté (p. 5340).

Coordination – Art. 3 et Etat A (p. 5340).

Adopté : amendement n° 1 de M. Roger Chinaud, rapporteur général : modification, par coordination avec les amendements adoptés par le Sénat aux articles 4 et 5, du tableau figurant à l'article 3 (p. 5340).

– L'article 3, ainsi modifié, et l'Etat A sont adoptés (p. 5340).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Michel Darras* (p. 5340), *Robert Pagès* (p. 5340).

Scrutin public n° 94 (p. 5341).

Adoption (22 décembre 1989) (p. 5341).

Lois de programmation militaire

Voir *Défense nationale*, **2**
Questions au Gouvernement n° **102**

Lois de règlement

1. – **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1986,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget et par M. Michel Charasse, ministre chargé du budget (3 octobre 1988) [n° **149** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (13 juin 1989) [n° **750** (9e lég.)] – Discussion (16 juin 1989) – Adoption (16 juin 1989) [n° **124**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 juin 1989) [n° **394** (88-89)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin (27 juin 1989) [n° **426** (88-89)] – Discussion (30 juin 1989) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 395 (88-89) – Lois de règlement 2) – Adoption (30 juin 1989) [n° **123**].

PROMULGATION : Loi n° 89-479 du 12 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1989) (p. 2251, 2263).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2251, 2257) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 395 (88-89) – Lois de règlement 2) : *MM. Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances, en remplacement de M. Maurice Blin, rapporteur général ; Mme Paulette Fost, M. Michel Darras.*

Cour des comptes : *Charasse (Michel)* (p. 2256) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2253, 2254).

Croissance économique : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2252).

Entreprises : *Fost (Paulette)* (p. 2254).

Entreprises publiques : *Darras (Michel)* (p. 2256).

Fiscalité : *Fost (Paulette)* (p. 2255) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2252, 2253).

Investissements : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2252).

Parlement (rôle) : *Charasse (Michel)* (p. 2256, 2257).

Politique économique et sociale : *Darras (Michel)* (p. 2255) ; *Fost (Paulette)* (p. 2255) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2252).

Privatisations : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2252).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2258, 2263).

Art. 1er *(Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1986)* – Adopté (p. 2258).

Art. 2 et tableau A annexé *(Recettes du budget général)* – Adoptés (p. 2259).

Art. 3 et tableau B annexé *(Dépenses ordinaires civiles du budget général)* – Adoptés (p. 2259).

Art. 4 et tableau C annexé *(Dépenses civiles en capital du budget général)* – Adoptés (p. 2259).

Art. 5 et tableau D annexé *(Dépenses ordinaires militaires du budget général)* – Adoptés (p. 2260).

Art. 6 et tableau E annexé *(Dépenses militaires en capital du budget général)* – Adoptés (p. 2260).

Art. 7 et tableau F annexé *(Résultats du budget général pour 1986)* – Adoptés (p. 2260).

Art. 8 et tableau G annexé *(Résultats des budgets annexes)* – Adoptés (p. 2261).

Art. 9 et tableau I annexé *(Comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1986)* – Adoptés (p. 2262).

Art. 10 *(Comptes spéciaux définitivement clos au titre de 1986)* – Adopté (p. 2262).

Art. 11 *(Résultats des opérations d'emprunts pour l'année 1986)* – Adopté (p. 2262).

Art. 12 *(Admission en surséance d'avances du Trésor irrecouvrables)* – Adopté (p. 2262).

Art. 13 *(Abandon d'une créance sur la société de mise en valeur de la Corse)* – Adopté (p. 2262).

Art. 14 *(Augmentation du plafond de l'encours des remises de dettes à certains pays en voie de développement : remise de dettes à la Mauritanie)* – Adopté (p. 2262).

Art. 15 *(Reconnaissance de l'utilité publique des dépenses d'une gestion de fait)* – Adopté (p. 2262).

Art. 16 *(Transport aux découverts du Trésor des résultats définitifs de l'exercice 1986)* – Adopté (p. 2263).

Scrutin public de droit n° 172 (p. 2263).

Adoption (30 juin 1989) (p. 2263).

2. – **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1987,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et par M. Michel Charasse, ministre chargé du budget (21 décembre 1988) [n° **508** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (13 juin 1989) [n° **751** (9e lég.)] – Discussion (16 juin 1989) – Adoption (16 juin 1989) [n° **125**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 juin 1989) [n° **395** (88-89)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Maurice Blin (27 juin 1989) [n° **427** (88-89)] – Discussion (30 juin 1989) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° **394** (88-89) – Lois de règlement **1**) – Adoption (30 juin 1989) [n° **124**].

PROMULGATION : Loi n° 89-480 du 12 juillet 1989 *(J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1989) (p. 2251, 2257 ; 2263, 2268).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2251, 2257) (Discussion commune avec celle du projet de loi n° **394** (88-89) – Lois de règlement **1**).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2263, 2268).

Art. 1er *(Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1987)* – Adopté (p. 2264).

Art. 2 et tableau A annexé *(Recettes du budget général)* – Adoptés (p. 2264).

Art. 3 et tableau B annexé *(Dépenses ordinaires civiles du budget général)* – Adoptés (p. 2264).

Art. 4 et tableau C annexé *(Dépenses civiles en capital du budget général)* – Adoptés (p. 2265).

Art. 5 et tableau D annexé *(Dépenses ordinaires militaires du budget général)* – Adoptés (p. 2265).

Art. 6 et tableau E annexé *(Dépenses militaires en capital du budget général)* – Adoptés (p. 2265).

Art. 7 et tableau F annexé *(Résultat du budget général de 1987)* – Adoptés (p. 2266).

Art. 8 et tableau G annexé *(Résultats des budgets annexes)* – Adoptés (p. 2266).

Art. 9 et tableau I annexé *(Comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1988)* – Adoptés (p. 2267).

Art. 10 *(Comptes spéciaux définitivement clos au titre de l'année 1987)* – Adopté (p. 2267).

Art. 11 *(Résultats des opérations d'emprunts pour l'année 1987)* – Adopté (p. 2267).

Art. 12 *(Apurement d'une partie du solde créditeur d'un compte spécial du Trésor)* – Adopté (p. 2267).

Art. 13 *(Apurement du solde créditeur du compte de trésorerie « Application de l'accord franco-guinéen du 26 janvier 1987 »)* – Adopté (p. 2268).

Art. 14 *(Remise de dettes à la Guinée-Bissau, faisant partie de la catégorie des pays en voie de développement les moins avancés)* – Adopté (p. 2268).

Art. 15 *(Gestions de fait ; reconnaissance d'utilité publique de dépenses)* – Adopté (p. 2268).

Art. 16 *(Transports aux découverts du Trésor des résultats définitifs de l'exercice 1987)* – Adopté (p. 2268).

Scrutin public de droit n° 173 (p. 2268).

Adoption (30 juin 1989) (p. 2268).

Lois organiques

Voir *Conseil constitutionnel*, **2**

Lorraine (région)

Voir *Questions orales sans débat* n° **164**

Loyers

Voir *Logement*, **3**

Luxembourg

Voir *Traités et conventions*, **31**

M

Magistrature

Voir *Lois de finances*, **2**, Justice
Procédure pénale, **2**
Questions au Gouvernement n° **121**

Maires

Voir *Questions au Gouvernement* n° **134**

Marchés financiers

Voir *Allocutions et communications*, **7**
Politique économique et sociale, **1**
Questions au Gouvernement n° **179**
Rappels au règlement, **22**
Rapports de commissions d'enquête ou de contrôle, **1**

1. – **Projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Béregovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget (3 avril 1989) [n° **544** (9e lég)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (12 avril 1989) [n° **563** (9e lég)] – Urgence – Discussion (18 et 19 avril 1989) – Adoption (19 avril 1989) [n° **80**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 avril 1989) [n° **263** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des finances – Rapport de MM. Charles Jolibois et Etienne Dailly (1er juin 1989) [n° **340** (88-89)] – Avis de M. Raymond Bourgine (1er juin 1989) [n° **339** (88-89)] – Discussion (7, 8 et 9 juin 1989) – Adoption (9 juin 1989) [n° **88**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 juin 1989) [n° **744** (9e lég)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Christian Pierret (15 juin 1989) [n° **785** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de MM. Charles Jolibois et Etienne Dailly (15 juin 1989) [n° **391** (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (13 juin 1989) [n° **744** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (21 juin 1989) [n° **800** (9e lég.)] – Discussion (22 juin 1989) – Adoption (22 juin 1989) [n° **130**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (26 juin 1989) [n° **418** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de MM. Charles Jolibois et Etienne Dailly (28 juin 1989) [n° **432** (88-89)] – Discussion (1er juillet 1989) – Adoption (1er juillet 1989) [n° **128**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (1er juillet 1989) [n° **859** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Christian Pierret (1er juillet 1989) [n° **860** (9e lég.)] – Discussion (1er juillet 1989) – Adoption (1er juillet 1989) [n° **157**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 89-260 DC du 28 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 1er août 1989) qui déclare l'article 10 et le paragraphe V de l'article 36 contraires à la Constitution – Rectificatif (*J.O.* Lois et décrets du 5 août 1989).

PROMULGATION : Loi n° 89-531 du 2 août 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 4 août 1989).

Discussion (première lecture)

(7 juin 1989) (p. 1204, 1244) ; (8 juin 1989) (p. 1257, 1318) ; (9 juin 1989) (p. 1355, 1393).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1204, 1230) : *MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Raymond Bourgine, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean-Jacques Robert, Robert Vizet, Michel Darras, Xavier de Villepin, Paul Loridant, Olivier Roux.*

Actionnaires et actionnariat : *Bourgine (Raymond)* (p. 1214, 1228) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1208, 1211) ; *Loridant (Paul)* (p. 1223) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1215) ; *Roux (Olivier)* (p. 1224).

Actionnariat des salariés : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1205).

Agents de change : *Bourgine (Raymond)* (p. 1214).

Banques et établissements financiers : *Vizet (Robert)* (p. 1217).

Bourse de Paris : *Darras (Michel)* (p. 1217) ; *Loridant (Paul)* (p. 1221).

Capitalisme : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1229) ; *Bourgine (Raymond)* (p. 1212) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1211).

Commission des opérations de bourse (COB) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1204, 1205, 1206, 1207, 1221, 1222, 1224, 1226, 1227) ; *Bourgine (Raymond)* (p. 1212, 1213) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1207, 1210, 1211, 1223, 1230) ; *Darras (Michel)* (p. 1218) ; *Loridant (Paul)* (p. 1221, 1222) ; *Roux (Olivier)* (p. 1224) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1219, 1220) ; *Vizet (Robert)* (p. 1216, 1217).

Commission des opérations de bourse (COB) (historique) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1206).

Communautés européennes (directives) : *Bourgine (Raymond)* (p. 1212) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1229) ; *Darras (Michel)* (p. 1218, 1219).

Concurrence : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1226) ; *Bourgine (Raymond)* (p. 1212, 1214).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1206) ; *Bourgine (Raymond)* (p. 1213) ; *Loridant (Paul)* (p. 1222).

Conseil des bourses de valeurs : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1228) ; *Bourgine (Raymond)* (p. 1213) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1208, 1210) ; *Roux (Olivier)* (p. 1225).

Conseil d'Etat : *Bourgine (Raymond)* (p. 1213).

Constitution : *Bourgine (Raymond)* (p. 1212) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1211, 1230).

Délit d'initié : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1226).

Droit des sociétés : *Dailly (Etienne)* (p. 1210, 1230) ; *Darras (Michel)* (p. 1218).

Entreprises : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1205, 1228) ; *Bourgine (Raymond)* (p. 1212, 1214) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1208) ; *Darras (Michel)* (p. 1218) ; *Loridant (Paul)* (p. 1223) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1215).

Epargne : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1228) ; *Bourgine (Raymond)* (p. 1214) ; *Darras (Michel)* (p. 1217) ; *Loridant (Paul)* (p. 1223) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1215) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1219) ; *Vizet (Robert)* (p. 1216).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1227) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1230).

Fiscalité : *Bourgine (Raymond)* (p. 1214) ; *Vizet (Robert)* (p. 1216).

Japon : *Villepin (Xavier de)* (p. 1220).

Justice : *Dailly (Etienne)* (p. 1223).

Magistrats : *Dailly (Etienne)* (p. 1223).

Marché à terme d'instruments financiers (MATIF) : *Loridant (Paul)* (p. 1220) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1219) ; *Vizet (Robert)* (p. 1216, 1217).

Marchés financiers : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1204) ; *Bourgine (Raymond)* (p. 1212) ; *Loridant (Paul)* (p. 1221) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 1215) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1219).

Offres publiques d'achat (OPA) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1205, 1206, 1226, 1227, 1228, 1229) ; *Bourgine (Raymond)* (p.1214) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1229) ; *Darras (Michel)* (p. 1218) ; *Loridant (Paul)* (p. 1221, 1222) ; *Roux (Olivier)* (p. 1224) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1220) ; *Vizet (Robert)* (p. 1216, 1217).

Opinion publique : *Vizet (Robert)* (p. 1216).

Organisations syndicales : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1210, 1228).

Plus-values : *Vizet (Robert)* (p. 1216, 1217).

Politique monétaire et financière : *Villepin (Xavier de)* (p. 1219).

Pologne : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1226).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1228) ; *Bourgine (Raymond)* (p. 1214) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1208, 1211) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1220).

Royaume-Uni : *Bourgine (Raymond)* (p. 1214) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1208, 1211) ; *Loridant (Paul)* (p. 1222).

Salariés : *Dailly (Etienne)* (p. 1210).

Sociétés anonymes (SA) : *Bourgine (Raymond)* (p. 1213).

Sociétés de bourse : *Bourgine (Raymond)* (p. 1215) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1211) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1219).

Suisse : *Villepin (Xavier de)* (p. 1220).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1226).

Valeurs mobilières : *Bourgine (Raymond)* (p. 1213) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1209) ; *Loridant (Paul)* (p. 1223).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1230, 1244 ; 1257, 1318 ; 1355, 1393) : *MM. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis ; Charles Jolibois, rapporteur ; Pierre Bérégovoy, ministre ; Mme Paulette Fost, MM. Etienne Dailly, rapporteur, Michel Darras, Xavier de Villepin, Josy Moinet, Marcel Rudloff, Robert Vizet, Roger Chinaud, Emmanuel Hamel, Josy Moinet, Louis Virapoullé, Michel Caldaguès, Paul Loridant, Jean-Jacques Robert, Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.*

TITRE 1er

DISPOSITIONS MODIFIANT L'ORDONNANCE N° 67-833 DU 28 SEPTEMBRE 1967 INSTITUANT UNE COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE ET RELATIVE A L'INFORMATION DES PORTEURS DE VALEURS MOBILIERES ET A LA PUBLICITE DE CERTAINES OPERATIONS DE BOURSE

Art. 1er (*Composition du collège de la Commission des opérations de bourse (COB)*) (p. 1230).

Adoptés : amendements de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis, n° 30 : nombre de membres de la commission porté de 7 à 8 (p. 1230) – N° 31 : choix de deux personnalités en raison de leur compétence et de leur expérience en matière d'appel public à l'épargne (p. 1231) – N° 32 : suppression de la limite d'âge (p. 1234) – N° 33 : voix prépondérante du président en cas de partage égal des voix (p. 1234) – N° 34 : possibilité pour le président de se faire représenter (p. 1235) – N° 36 : possibilité pour la commission de siéger soit en formation plénière soit en sections (p. 1237 ; scrutin public n° 134) – Amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 2 : nomination du président de la commission par décret en Conseil des ministres (p. 1231) – N° 3 : désignation d'un conseiller à la Cour de cassation (p. 1231) – N° 4 : présence d'un commissaire du Gouvernement désigné par le ministre chargé de l'économie (p. 1233) – Et n° 5 : soumission du président aux règles d'incompatibilité prévues pour les emplois publics (p. 1234).

Rejetés : amendement n° 124 de M. Robert Vizet, soutenu par Mme Paulette Fost : désignation de cinq représentants des syndicats nationaux (p. 1232) – Amendement n° 35 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : élargissement des pouvoirs du président (p. 1235).

Devenu sans objet : amendement n° 37 de M. Raymond Bourgine, analogue à l'amendement n° 4 de la commission (p. 1233).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1237).

Après l'art. 1er (p. 1237).

Adopté : amendement n° 38 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : désignation d'un représentant de la Commission des opérations de bourse auprès du Conseil des bourses de valeurs et du Conseil du marché à terme (p. 1239).

Rejeté : amendement n° 39 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : extension de la soumission au secret professionnel à toutes les personnes qui participent aux travaux de la Commission des opérations de bourse (p. 1240).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1239).

Art. 2 *(Pouvoirs d'enquête de la Commission des opérations de bourse (COB))* – Adopté (p. 1240).

Art. 3 *(Investigations à la demande ou au bénéfice d'autorités étrangères)* (p. 1240).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 6 : réserve de réciprocité pour les transmissions de renseignements et les demandes d'aides transfrontalières entre la Commission des opérations de bourse et des organismes analogues ; exception (p. 1240) – Et n° 7 : cas de consultation du commissaire du Gouvernement (p. 1241).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1241).

Art. 4 *(Pouvoirs de perquisition et de saisie de la Commission des opérations de bourse)* (p. 1241).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 8 : décision rendue par le président du tribunal de grande instance par une ordonnance motivée (p. 1241) – Et n° 9 : caractère non suspensif du pourvoi en cassation contre l'ordonnance rendue par le président du tribunal de grande instance (p. 1241).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1241).

Art. 5 *(Mesures conservatoires prises à l'initiative de la Commission des opérations de bourse – Pouvoirs d'injonction et de sanction de la Commission)* (p. 1241).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, nos 10 et 11 : rédactionnels (p. 1242) – N° 12 : limitation de la sanction de l'interdiction temporaire de l'activité professionnelle à certaines personnes dûment précisées (p. 1243) – Et n° 13 : rédactionnel (p. 1243) – Amendement n° 40 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : nature des pouvoirs de la Commission (p. 1244) – Amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 14 : institution d'une chambre des marchés financiers au sein du tribunal de grande instance de Paris ; saisine ; information ; rôle (p. 1263) – Nos 15 et 16 : coordination (p. 1263) – N° 17 : rédactionnel (p. 1263) – N° 18 : pouvoirs de la chambre des marchés financiers (p. 1263) – Et n° 19 : extinction de l'action publique (p. 1263).

Rejeté : sur l'amendement n° 14 de la commission, sous-amendement n° 144 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis (p. 1262 ; scrutin public n° 145).

Retiré : amendement n° 41 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : suppression du texte proposé pour l'article 9-2 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967 précitée, relatif au pouvoir de sanction de la Commission des opérations de bourse (p. 1258).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1265).

Après l'art. 5 (p. 1265).

Adopté : amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Charles Jolibois, rapporteur : publicité des décisions de la Commission des opérations de bourse (p. 1267).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1267).

Art. 6 *(Obstacles aux missions des enquêteurs de la Commission des opérations de bourse – Obstacles aux mesures de séquestre et d'interdiction temporaire)* (p. 1267).

Adopté: amendement de coordination n° 21 de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 1267).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1267).

Avant l'art. 7 (p. 1267).

Adopté: amendement n° 42 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis: montant de l'amende sanctionnant le délit d'initié (p. 1268).

Retiré: amendement n° 22 (art. additionnel) de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 1268).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1268).

Art. 7 *(Délit de communication d'informations privilégiées)* (p. 1268).

Retiré: amendement n° 23 de M. Charles Jolibois, rapporteur: sanctions pénales punissant toute personne qui communique à un tiers une information « qu'elle sait » privilégiée (p. 1268).

– L'article 7 est adopté (p. 1269).

Après l'art. 7 (p. 1269).

Adopté: amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Charles Jolibois, rapporteur: exception d'illégalité (p. 1270).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1270).

Art. 7 bis *(Appel des décisions de la Commission des opérations de bourse)* (p. 1270).

Adoptés: amendement n° 43 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis: compétence du juge judiciaire (p. 1271) – Amendement n° 25 de M. Charles Jolibois, rapporteur: sursis à exécution de la décision si celle-ci est susceptible d'entraîner des « conséquences manifestement excessives » (p. 1271).

Retiré: amendement n° 84 de M. Etienne Dailly, rapporteur, analogue à l'amendement n° 43 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis (p. 1271).

– L'article 7 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1271).

Art. 8 *(Faculté offerte à la Commission des opérations de bourse de se porter partie civile – Dépôt de conclusions à l'audience)* (p. 1271).

Adoptés: amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 26: possibilité pour la Commission des opérations de bourse de se constituer partie civile, sans pouvoir former de demande en dommages-intérêts (p. 1272) – Et n° 27: possibilité pour les juridictions de l'ordre judiciaire de consulter la Commission des opérations de bourse (p. 1272) – Amendements de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis, n° 44: possibilité pour la Commission des opérations de bourse d'agir pour les infractions relatives à des lois nouvelles régissant le fonctionnement du marché ou les nouveaux marchés (p. 1272) – Et n° 45: cas de confiscation des profits illicites (p. 1273).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1273).

Art. 8 bis *(Injonctions mises en oeuvre à la demande de la Commission des opérations de bourse)* (p. 1273).

Adopté: amendement de coordination n° 46 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis (p. 1273).

Retiré: amendement n° 47 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis (p. 1273).

– L'article 8 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1273).

Art. 9 *(Indépendance de la Commission des opérations de bourse quant à la fixation de ses dépenses)* (p. 1273).

Rejeté: amendement n° 48 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis: financement de la Commission des opérations de bourse (p. 1277).

– L'article 9 est adopté (p. 1277).

Après l'art. 9 (p. 1277).

Adopté: amendement rédactionnel n° 28 (art. additionnel) de M. Charles Jolibois, rapporteur (p. 1277).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1277).

Art. 10 *(Abrogations diverses)* – Adopté (p. 1277).

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI N° 66-537 DU 24 JUILLET 1966 SUR LES SOCIETES COMMERCIALES ET LA LOI N° 88-70 DU 22 JANVIER 1988 SUR LES BOURSES DE VALEURS

Intitulé du Titre II (p. 1277 et 1318).

Adopté: amendement n° 85 de M. Etienne Dailly, rapporteur: « Dispositions relatives aux offres publiques d'achat ou d'échange et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales » (p. 1318; précédemment réservé p. 1277).

– L'intitulé du Titre II, dans la rédaction de l'amendement n° 85, est adopté (p. 1318).

Art. 11 *(Augmentation de capital en période d'offre publique d'achat ou d'échange)* (p. 1277).

Adopté: amendement n° 86 de M. Etienne Dailly, rapporteur: possibilité de faire décider par l'assemblée générale extraordinaire s'il y a lieu ou non de procéder à une augmentation de capital (p. 1280).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1280).

Après l'art. 11 (p. 1280).

Adopté: amendement n° 87 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur: conséquences de la convocation en assemblée générale extraordinaire aux fins de décider une augmentation de capital (p. 1284).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1284).

Avant l'art. 11 bis (p. 1281).

Adopté: amendement n° 50 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis, retiré par son auteur et repris par M. Pierre Bérégovoy, ministre: possibilité de convoquer une assemblée générale des porteurs de titres conférant ou pouvant conférer à terme des droits de vote (p. 1285; priorité refusée p. 1282).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1285).

Art. 11 bis *(Dispositions applicables aux procédures d'offre publique, de maintien de cours et d'offre de retrait)* (p. 1285).

Adopté: amendement n° 88 de M. Etienne Dailly, rapporteur: seuils de déclenchement d'un projet d'offre publique d'achat obligatoire; prix de l'offre pour les actions et pour les titres pouvant conférer à terme des droits de vote; dérogation (p. 1293).

Retirés: sur l'amendement n° 88 de la commission, sous-amendement n° 146 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis (p. 1290) – Amendement n° 51 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis (p. 1288).

– L'article 11 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 88, est adopté (p. 1293).

Après l'art. 11 bis (p. 1286 et 1293).

Adoptés: amendements (art. additionnels) de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 90: cas d'acquisition d'une quantité limitée de titres d'une société (p. 1295) – Et n° 91: cas de dépôt d'une offre de retrait (p. 1296).

Retirés: amendements (art. additionnels) de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis, n° 52 (p. 1288) – N° 53 (p. 1296) – Et n° 54 (p. 1296) – Amendement n° 89 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur: principe du maintien des cours en cas de cession de bloc majoritaire (p. 1295).

- Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1295 et 1296).

Avant l'art. 12 (p. 1296 et 1390).

Adopté: amendement n° 135 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis, présenté en son nom personnel : offre publique d'achat concurrente déposée par les salariés de la société ainsi que leurs partenaires ; caractère préférentiel (p. 1391 ; scrutin public n° 152 ; précédemment réservé p. 1300).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1391).

Art. 12 *(Prise en compte de l'action de concert pour le franchissement des seuils ; institution d'un nouveau seuil déclaratif ; extension du contenu de l'obligation déclarative en cas de franchissement de seuil)* (p. 1300).

Adopté: amendement n° 93 de M. Etienne Dailly, rapporteur : coordination (p. 1302 ; précédemment réservé p. 1301).

Retirés: amendement rédactionnel de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis (p. 1300) - Amendement n° 92 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 1301 ; précédemment réservé p. 1301).

- L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1302 ; précédemment réservé p. 1301).

Art. 13 *(Modalités de franchissement des seuils ; transmission des pactes d'actionnaires)* (p. 1301).

Adoptés: amendement n° 141 de M. Etienne Dailly, rapporteur : calcul des pourcentages en capital et en droits de vote (p. 1301) - Amendement n° 56 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : harmonisation (p. 1301) - Amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 94 : décompte de la participation en droits de vote ; modalités d'information (p. 1302) - N° 95 : assimilation aux actions ou aux droits de vote (p. 1303) ; sous-amendement n° 57 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis (p. 1303) - N° 96 : élargissement du champ d'application de l'action de concert (p. 1304) - N° 97 : cas de présomption d'action de concert (p. 1306) - Et n° 98 : pacte d'actionnaires : information du Conseil des bourses de valeurs (p. 1307) - Amendements de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis, n° 58 : rédactionnel (p. 1304) - Et n° 60 : obligations des personnes agissant de concert (p. 1306).

Devenu sans objet: amendement n° 59 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : modification de la liste des cas de présomption d'action de concert : cas des sociétés contrôlées par la même ou les mêmes personnes .

- L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1307).

Art. 14 *(Mention des détenteurs de plus des deux tiers du capital dans le rapport aux actionnaires)* (p. 1307).

Adopté: amendement rédactionnel n° 61 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis (p. 1307).

Retiré: amendement n° 99 de M. Etienne Dailly, rapporteur, analogue à l'amendement n° 61 (p. 1307).

- L'article 14, dans la rédaction de l'amendement n° 61, est adopté (p. 1307).

Art. 15 *(Aggravation des sanctions applicables en cas de non-respect des obligations déclaratives afférentes au franchissement de seuils)* (p. 1308).

Adopté: amendement rédactionnel n° 100 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 1308).

Retiré: amendement rédactionnel n° 62 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis (p. 1308).

- L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1308).

Après l'art. 15 (p. 1309).

Adopté: amendement n° 142 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : cas des actions ou des droits de vote d'une société, possédés par une ou plusieurs sociétés dont elle détient directement ou indirectement le contrôle (p. 1312 ; scrutin public n° 146).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1312).

Avant l'art. 16 (p. 1312).

Adopté: amendement n° 64 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : élévation du seuil maximum de participation en capital ou en droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service national de télévision par voix hertzienne terrestre (p. 1317 ; scrutin public n° 147).

Retiré: amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Emmanuel Hamel, analogue à l'amendement n° 64 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis (p. 1313).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1318).

Art. 16 *(Dépénalisation de certaines sanctions)* (p. 1318).

Adopté: amendement n° 143 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article (p. 1318).

- L'article 16 est supprimé (p. 1318).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AU GERANT DE PORTEFEUILLES

Intitulé du Titre III (p. 1355).

Adopté: amendement n° 101 de M. Etienne Dailly, rapporteur : « Dispositions relatives à l'activité de gestion de portefeuille » (p. 1364 ; précédemment réservé p. 1355).

- L'intitulé du Titre III, dans la rédaction de l'amendement n° 101, est adopté (p. 1364).

Art. 17 *(Modalités d'exercice de la profession de gérant de portefeuilles)* (p. 1355).

Adoptés: amendement de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis, n° 65 : agrément réservé aux sociétés en commandite par actions (p. 1357) - Et n° 66 : conditions d'obtention de l'agrément précisées par un règlement de la Commission des opérations de bourse (p. 1358) - Amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 102 : possibilité pour les gérants de portefeuilles de souscrire une assurance destinée à couvrir leur responsabilité financière (p. 1358) - N° 103 : coordination avec la loi du 11 juillet 1979 sur la motivation des actes administratifs (p. 1359) - N° 104 : régime d'agrément des gérants de portefeuilles (p. 1359) - Et n° 105 : contrôle par la Commission des opérations de bourse (p. 1361).

Retiré: amendement n° 67 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : sanctions disciplinaires prononcées par la Commission des opérations de bourse (p. 1361) - Amendement n° 134 de M. Xavier de Villepin : sanction de tout manquement aux lois et règlements applicables aux gérants de portefeuilles (p. 1361).

- L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1361).

Après l'art. 17 (p. 1360).

Adopté: amendement n° 106 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : discipline de la nouvelle profession des gérants de portefeuilles (p. 1361).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1361).

Avant l'art. 18 (p. 1362).

Adopté: amendement n° 107 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : régime disciplinaire des employés des gérants de portefeuilles (p. 1362).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1362).

Art. 18 *(Activités des gérants de portefeuilles)* - Projet adopté (p. 1362).

Art. 19 *(Sanctions applicables en cas d'exercice illégal de l'activité de gérant de portefeuilles)* - Adopté (p. 1362).

Art. 20 *(Abrogation de la loi n° 72-1128 du 21 décembre 1972 relative aux remisiers et gérants de portefeuilles)* (p. 1362).

Adoptés: amendement n° 68 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : applicabilité de la loi précitée au-delà du 31 mars 1990 tant que la Commission des opérations de bourse n'a pas statué (p. 1363) – Amendement n° 108 de M. Etienne Dailly, rapporteur : cessation d'activité et dissolution de plein droit en cas de défaut d'agrément à la date du 31 mars 1990.

Retiré : amendement n° 69 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis (p. 1364).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 1364).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 21 A *(Ressources du Conseil du marché à terme)* (p. 1364).

Adopté: amendement n° 109 de M. Etienne Dailly, rapporteur : institution d'un organisme professionnel doté de la personnalité morale, dénommé « Conseil du marché à terme » (p. 1365).

Retiré: amendement n° 70 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis, analogue à l'amendement n° 109 de la commission (p. 1365).

– L'article 21 A, dans la rédaction de l'amendement n° 109, est adopté (p. 1365).

Avant l'art. 21 (p. 1365).

Rejeté: amendement n° 126 (art. additionnel) de M. Robert Vizet : privation de la Caisse des dépôts et consignations de la possibilité de bénéficier d'opérations purement spéculatives sur le marché à terme d'instruments financiers (MATIF) (p. 1366).

Art. 21 *(Deuxième délibération du Conseil du marché à terme)* (p. 1366).

Adopté: amendement rédactionnel n° 110 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 1367).

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 1367).

Art. 21 bis *(Habilitation des intervenants admis à participer à la compensation et à la négociation des contrats à terme d'instruments financiers)* – Adopté (p. 1367).

Art. 22 *(Saisine du Conseil du marché à terme)* – Adopté (p. 1367).

Avant l'art. 23 (p. 1367).

Retiré: amendement n° 71 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : compétence du juge judiciaire en ce qui concerne l'examen des recours contre les décisions du Conseil des bourses de valeurs et du Conseil du marché à terme (p. 1367).

Art. 23 *(Régime disciplinaire des employés des opérateurs sur le marché à terme)* – Adopté (p. 1368).

Art. 23 bis *(Démarchage en vue d'opérations sur des marchés étrangers)* – Adopté (p. 1368).

Après l'art. 23 bis (p. 1368).

Adopté: amendement n° 111 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : contentieux des décisions disciplinaires du Conseil du marché à terme et du Conseil des bourses de valeurs (p. 1368).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1368).

Art. 24 *(Deuxième délibération du Conseil des bourses de valeurs)* (p. 1368).

Adopté: amendement rédactionnel n° 112 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 1369).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1369).

Art. 24 bis *(Limites d'intervention du fonds de garantie de la Société des bourses françaises)* (p. 1369).

Adoptés: amendements identiques n° 113 de M. Etienne Dailly, rapporteur, et n° 72 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 1373 ; scrutin public n° 149).

– L'article 24 bis est supprimé (p. 1373).

Après l'art. 24 bis (p. 1373).

Adopté: amendement n° 145 (art. additionnel) de M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat : reconstitution du fonds de garantie de la Société des bourses françaises (p. 1374).

Retirés: amendements (art. additionnels) de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis, n° 73 (p. 1373) – N° 74 : responsabilité sur leurs biens des dirigeants et des actionnaires prépondérants des sociétés de bourse (p. 1374) – N° 75 : dispense du secret professionnel pour les commissaires aux comptes à l'égard des agents de la Société des bourses françaises (p. 1375) – Et n° 76 : dispense du secret professionnel pour les commissaires aux comptes à l'égard des agents de la Commission bancaire (p. 1375).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1374).

Art. 25 *(Discipline des organismes de placement collectif en valeurs mobilières, OPCVM)* (p. 1367).

Adoptés: amendements de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis, n° 77 : référence aux fonds communs de créances (p. 1376) – N° 78 : harmonisation (p. 1377) – Et n° 81 : protection des actionnaires ou des porteurs de parts en cas de sanction pécunière prononcée par le Conseil de discipline des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (p. 1380) – Amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 114 : rédactionnel (p. 1376) – N° 115 : composition du Conseil de discipline des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (p. 1378 ; priorité ordonnée p. 1377) – N° 118 : contentieux des décisions du Conseil de discipline des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (p. 1379) – Et n° 119 : rédactionnel (p. 1379).

Retirés: amendements de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis, n° 79 : composition du Conseil de discipline des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (p. 1378) – N° 80, analogue à l'amendement n° 118 de la commission (p. 1379).

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1380).

Après l'art. 25 (p. 1380).

Adopté: amendement n° 82 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : communication des informations nécessaires autorisée entre le Conseil des bourses de valeurs, le Conseil du marché à terme, la Commission bancaire, la Commission des opérations de bourse et le Conseil de discipline des organismes de placement collectif en valeurs mobilières et des fonds communs de créances (p. 1392 ; précédemment réservé p. 1381).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1392).

Art. 25 bis *(Limitation de l'obligation de distribution des résultats des organismes de placement collectif en valeurs mobilières, OPCVM)* (p. 1381).

Adopté: amendement n° 83 de M. Raymond Bourgine, rapporteur pour avis : date d'application des dispositions du présent article (p. 1381).

– L'article 25 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1382 ; scrutin public n° 150).

Art. 26 *(Information du comité d'entreprise en cas d'offre publique)* (p. 1382).

Adopté: amendement n° 120 de M. Etienne Dailly, rapporteur : rédactionnel (p. 1382).

Rejeté: sur l'amendement n° 120 de la commission, sous-amendement n° 140 de M. Robert Vizet (p. 1382 ; scrutin public n° 151).

Devenu sans objet : amendement n° 127 de M. Robert Vizet : exposé de l'auteur de l'offre publique devant le comité d'entreprise, sans l'accord du chef d'entreprise (p. 1382).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1382).

Après l'art. 26 (p. 1383).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, n° 128 : droit de vote du comité d'entreprise (p. 1383) – Et n° 129 : remise mensuelle au comité d'entreprise d'un rapport retraçant les mouvements de capitaux de la société (p. 1383).

Art. 26 bis *(Information du comité de groupe en cas d'offre publique)* (p. 1383).

Adoptés : amendements rédactionnels n°s 121 et 122 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 1384).

Rejeté : amendement n° 130 de M. Robert Vizet, analogue à son amendement n° 127 (p. 1384).

– L'article 26 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1384).

Art. 27 *(Champ d'application territorial de la présente loi)* – Adopté (p. 1384).

Art. 28 *(Dispositif transitoire)* (p. 1384).

Adopté : amendement n° 29 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression des 2e et 3e phrases de cet article relatives à la date d'installation de la Commission des opérations de bourse (COB) (p. 1385).

– L'art. 28, ainsi modifié, est adopté (p. 1385).

Après l'art. 28 (p. 1385).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Robert Vizet, soutenus par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 125 : pénalisation des établissements de crédit qui alimentent les opérations publiques d'achat (p. 1386) – N° 131 : imposition des plus-values boursières (p. 1386) – N° 132 : suppression de l'avoir fiscal (p. 1387) – Et n° 133 : majoration de l'impôt sur les opérations de bourse (p. 1387).

Art. 29 *(Dispositions transitoires relatives au décompte des droits de vote)* (p. 1387).

Adopté : amendement n° 123 de M. Etienne Dailly, rapporteur : obligation supplémentaire d'information portant sur la détention de fractions de capital ou de droits de vote inférieures à 5 % dans le cas où les statuts de la société l'ont prévu (p. 1387).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 1387).

Après l'art. 29 (p. 1387).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Jean Arthuis, soutenus par M. Xavier de Villepin, n°s 136 à 139 : prérogatives des associations de petits actionnaires de la société regroupant au moins trois cents d'entre eux (p. 1389, 1390).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1389, 1390).

Explications de vote sur l'ensemble : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 1392), *MM. Paul Loridant* (p. 1392), *Raymond Bourgine* (p. 1392, 1393).

Adoption (9 juin 1989) (p. 1393).

Discussion (nouvelle lecture)

(1er juillet 1989) (p. 2297, 2332).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2297, 2308) : *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; MM. Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras, Robert Pagès, Raymond Bourgine.*

Actionnaires et actionnariat : *Dailly (Etienne)* (p. 2301, 2303).

Autocontrôle (sociétés) : *Dailly (Etienne)* (p. 2301) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2298).

Bourses de valeurs : *Pagès (Robert)* (p. 2305).

Comités d'entreprise : *Dailly (Etienne)* (p. 2303).

Commission des opérations de bourse (COB) : *Bourgine (Raymond)* (p. 2306) ; *Dailly (Etienne)* (p. 2303) ; *Darras (Michel)* (p. 2304, 2308) ; *Jolibois (Charles)* (p. 2298, 2299, 2306) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2298) ; *Pagès (Robert)* (p. 2305).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Dailly (Etienne)* (p. 2299, 2300).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Bourgine (Raymond)* (p. 2306) ; *Dailly (Etienne)* (p. 2306, 2307) ; *Darras (Michel)* (p. 2303, 2304, 2305, 2307, 2308) ; *Jolibois (Charles)* (p. 2299, 2306).

Conseil des bourses de valeurs : *Bourgine (Raymond)* (p. 2306).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : *Darras (Michel)* (p. 2308) ; *Jolibois (Charles)* (p. 2299, 2306).

Constitution : *Dailly (Etienne)* (p. 2299, 2307) ; *Darras (Michel)* (p. 2305, 2308) ; *Jolibois (Charles)* (p. 2298).

Epargne : *Dailly (Etienne)* (p. 2300) ; *Pagès (Robert)* (p. 2305).

Fiscalité : *Pagès (Robert)* (p. 2305).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Dailly (Etienne)* (p. 2300, 2307).

Lois (application) : *Dailly (Etienne)* (p. 2299) ; *Jolibois (Charles)* (p. 2299).

Offres publiques d'achat (OPA) : *Bourgine (Raymond)* (p. 2306) ; *Dailly (Etienne)* (p. 2299, 2300, 2301) ; *Darras (Michel)* (p. 2304) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2298) ; *Pagès (Robert)* (p. 2305).

Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) : *Dailly (Etienne)* (p. 2302).

Procédure parlementaire : *Dailly (Etienne)* (p. 2299).

Promulgation des lois : *Darras (Michel)* (p. 2303, 2307).

Réponse à M. Dailly : *Darras (Michel)* (p. 2307).

Réponse à M. Darras : *Dailly (Etienne)* (p. 2306, 2307) ; *Jolibois (Charles)* (p. 2306).

Réponse à M. Jolibois : *Darras (Michel)* (p. 2308).

Secret professionnel : *Dailly (Etienne)* (p. 2302).

Séparation des pouvoirs : *Jolibois (Charles)* (p. 2299).

Sociétés de bourse : *Dailly (Etienne)* (p. 2302).

Sociétés de gestion de portefeuilles : *Dailly (Etienne)* (p. 2302).

Télévisions privées : *Dailly (Etienne)* (p. 2302).

Valeurs mobilières : *Dailly (Etienne)* (p. 2302).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2308, 2332) : *M. Charles Jolibois, rapporteur ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat ; MM. Michel Darras, Etienne Dailly, rapporteur ; Robert Pagès, Xavier de Villepin, Raymond Bourgine.*

Art. 1er (p. 2308).

Adopté : amendement n° 2 de M. Charles Jolibois, rapporteur : nomination du président par décret simple (p. 2308).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2308).

Art. 1er bis (p. 2308) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 3 de M. Charles Jolibois, rapporteur : désignation d'un représentant de la COB auprès du Conseil des bourses de valeurs et du Conseil du marché à terme (p. 2308).

– L'article 1er bis, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est rétabli (p. 2308).

Art. 3 (p. 2309).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 4 : rédactionnel (p. 2309) – Et n° 5 : consultation du gouvernement par la COB en cas de refus de délivrance des informations demandées par une autorité étrangère (p. 2309).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2309).

Art. 5 (p. 2309).

Adoptés : amendements de M. Charles Jolibois, rapporteur, n° 6 : interdiction à titre temporaire de l'activité professionnelle (p. 2310) – N° 7 : pouvoirs de la COB (p. 2310) – N° 8 : institution d'une chambre des marchés financiers auprès du tribunal de grande instance de Paris (p. 2311) – N° 9 : coordination avec l'amendement n° 8 (p. 2311) – N° 10 : coordination avec l'amendement n° 8 (p. 2312) – N° 11 : rédactionnel (p. 2312) – N° 12 : fonctionnement de la chambre des marchés financiers (p. 2312) – Et n° 13 : extinction de l'action publique devant les juridictions répressives (p. 2312).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2312).

Art. 5 bis (p. 2312) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 14 de M. Charles Jolibois, rapporteur : publicité des décisions de la COB (p. 2312).

– L'article 5 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 14, est rétabli (p. 2312).

Art. 6 (p. 2312).

Adopté : amendement n° 15 de M. Charles Jolibois, rapporteur : sanctions en cas d'obstacle mis à la mission des enquêteurs (p. 2312).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2313).

Art. 7 bis A (p. 2313) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 16 de M. Charles Jolibois, rapporteur : exception d'illégalité (p. 2313).

– L'article 7 bis A, dans la rédaction de l'amendement n° 16, est rétabli (p. 2313).

Art. 7 bis (p. 2313).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Charles Jolibois, rapporteur : appel des décisions de la COB (p. 2314) ; sous-amendement n° 53 de M. Xavier de Villepin (p. 2314).

Retiré : amendement n° 22 de M. Etienne Dailly, rapporteur : recours contre les décisions relatives à l'agrément des organismes de placement collectif en valeurs mobilières ou des gérants de portefeuilles (p. 2313).

– L'article 7 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2314).

Art. 8 (p. 2314).

Adopté : amendement n° 18 de M. Charles Jolibois, rapporteur : rétablissement des dispositions adoptées en première lecture relatives aux pouvoirs des juridictions civiles, pénales ou administratives compétentes (p. 2314).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2315).

Art. 8 bis (p. 2315).

Adopté : amendement n° 19 de M. Charles Jolibois, rapporteur : rédactionnel (p. 2315).

– L'article 8 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2315).

Art. 9 bis (p. 2315) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 20 de M. Charles Jolibois, rapporteur : insertion de divisions nouvelles dans l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967 par coordination avec la création de la chambre des marchés financiers (p. 2315).

– L'article 9 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 20, est rétabli (p. 2315).

Titre II (p. 2315).

Adopté : amendement n° 23 de M. Etienne Dailly, rapporteur : « Dispositions relatives aux offres publiques d'achat, d'échange ou de retrait et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales » (p. 2326 ; précédemment réservé p. 2315).

– L'intitulé du Titre II, ainsi rédigé, est adopté (p. 2326).

Art. 11 (p. 2315).

Adopté : amendement n° 24 de M. Etienne Dailly, rapporteur : reprise du texte adopté en première lecture relatif à l'augmentation de capital en période d'offres publiques (p. 2315).

– L'article 11, dans la rédaction de l'amendement n° 24, est adopté (p. 2315).

Art. 11 bis A (p. 2316) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 25 de M. Etienne Dailly, rapporteur : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat relatif aux augmentations de capital en période d'offres publiques (p. 2316).

– L'article 11 bis A, dans la rédaction de l'amendement n° 25, est rétabli (p. 2316).

Art. 11 bis B (p. 2316) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 11 bis (p. 2316).

Adopté : amendement n° 26 de M. Etienne Dailly, rapporteur : rétablissement du texte voté par le Sénat en première lecture relatif aux dispositions applicables aux procédures d'offres publiques d'achat ou d'échange, de maintien de cours et d'offres de retrait (p. 2317).

– L'article 11 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 26, est adopté (p. 2317).

Art. 11 ter (p. 2317) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 27 de M. Etienne Dailly, rapporteur : rétablissement de cet article dans le texte adopté en première lecture par le Sénat relatif aux offres publiques facultatives (p. 2317).

– L'article 11 ter, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est rétabli (p. 2317).

Art. 11 quater (p. 2317) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 28 de M. Etienne Dailly, rapporteur : rétablissement de cet article relatif aux offres de retrait (p. 2319).

Retiré : amendement n° 56 de M. Xavier de Villepin : analogue à l'amendement n° 28 (p. 2318).

– L'article 11 quater, dans la rédaction de l'amendement n° 28, est rétabli (p. 2319).

Art. 11 quinquies (p. 2319) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Parole sur l'article : *M. Raymond Bourgine* (p. 2319).

Art. 11 sexies et 12 – Adoptés (p. 2319).

Art. 13 (p. 2319).

Adoptés : : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 29 : calcul des franchissements de seuil (p. 2320) – N° 30 : information sur les droits de vote (p. 2320) – N° 31 : action de concert (p. 2320) – Et n° 32 : publicité des pactes d'actionnaires (p. 2321).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2321).

Après l'art. 13 (p. 1321).

Adopté : amendement n° 33 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : coordination avec les dispositions relatives à l'obligation de déclarer les franchissements de seuil significatifs (p. 2321).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2322).

Art. 15 (p. 2322).

Adopté : amendement n° 34 de M. Etienne Dailly, rapporteur : sanctions applicables au cas où un actionnaire a sciemment omis de procéder aux déclarations prescrites (p. 2322).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2322).

Art. 15 bis (p. 2322).

Adopté : amendement n° 35 de M. Etienne Dailly, rapporteur : délai de réduction puis de suppression de l'autocontrôle (p. 2325).

Retiré : amendement n° 1 de M. Xavier de Villepin : date de suppression de l'autocontrôle (p. 2323).

– L'article 15 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2325).

Art. 15 ter (p. 2325) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Parole sur l'article : *M. Raymond Bourgine* (p. 2325), *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat* (p. 2326).

Art. 16 (p. 2326).

Adopté : amendement n° 36 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article (p. 2326).

– L'article 16 est supprimé (p. 2326).

Art. 17 (p. 2326).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n°s 37, 38, 39 et 40 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture relatives aux modalités d'exercice de l'activité de gestion de portefeuilles (p. 2327).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2327).

Art. 17 bis (p. 2327) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 41 de M. Etienne Dailly, rapporteur : régimes disciplinaires des sociétés de gestion de portefeuilles et de leurs employés (p. 2327).

– L'article 17 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 41, est rétabli (p. 2327).

Art. 17 ter (p. 2327) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 42 de M. Etienne Dailly, rapporteur : régimes disciplinaires des sociétés de gestion de portefeuilles et de leurs employés (p. 2328).

– L'article 17 ter, dans la rédaction de l'amendement n° 42, est rétabli (p. 2328).

Art. 20 (p. 2328).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n°s 43 et 44 : dispositions transitoires relatives à l'activité de gestion de portefeuilles (p. 2328).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2328).

Après l'art. 21 A (p. 2328).

Non soutenu : amendement (art. additionnel) n° 54 de M. Xavier de Villepin (p. 2328).

Parole sur l'article : *M. Etienne Dailly, rapporteur* (p. 2328).

Art. 23 ter (p. 2328) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 45 de M. Etienne Dailly, rapporteur : recours dirigé contre les sanctions disciplinaires (p. 2329).

– L'article 23 ter, dans la rédaction de l'amendement n° 45, est rétabli (p. 2329).

Art. 24 bis (p. 2329).

Adopté : amendement n° 46 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article (p. 2329).

– L'article 24 bis est supprimé (p. 2329).

Art. 24 quater *(Composition des actifs des OPCVM)* (p. 2329).

Adopté : amendement n° 47 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de la possibilité de fixer par décret les règles en matière de composition de l'actif des OPCVM (p. 2330).

– L'article 24 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 2330).

Art. 25 (p. 2330).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 48 : composition du conseil de discipline des OPCVM (p. 2330) – N° 49 : secret professionnel (p. 2330) – Et n° 55 : procédures disciplinaires (p. 2331).

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 2331).

Art. 25 bis A – Adopté (p. 2331).

Art. 26 (p. 2331).

Adopté : amendement n° 50 de M. Etienne Dailly, rapporteur : information du comité d'entreprise en cas d'offre publique (p. 2331).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 2331).

Art. 26 bis (p. 2331).

Adopté : amendement n° 51 de M. Etienne Dailly, rapporteur : information du comité de groupe en cas d'offre publique (p. 2331).

– L'article 26 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2331).

Art. 28 (p. 2331).

Adopté : amendement n° 21 de M. Charles Jolibois, rapporteur : suppression des dispositions relatives à la constatation de l'installation de la COB par arrêté (p. 2332).

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 2332).

Art. 29 (p. 2332).

Adopté : amendement n° 52 de M. Etienne Dailly, rapporteur : déclaration des fractions de droits de vote inférieures à 5 % (p. 2332).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2332).

Art. 30 à 33 (p. 2332) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Michel Darras* (p. 2332), *Raymond Bourgine* (p. 2332).

Adoption (1er juillet 1989) (p. 2332).

Mariage

1. – **Proposition de loi tendant à abroger les articles du code civil relatifs au délai de viduité,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 19 janvier 1989 [n° **200** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Marine marchande

Voir *Lois de finances,* **2,** Equipement, logement, transports et mer - V – Mer - Marine marchande et ports maritimes

Marine nationale

Voir *Questions orales sans débat* n° **80** ; n° **106**

Maroc

Voir *Traités et conventions,* **34** ; **35**

Martinique

Voir *Départements d'outre-mer (DOM),* **1**
Grâce et amnistie, **1** ; **2**

Mayotte

Voir *Collectivités territoriales,* **7**

Mécénat

Voir *Fondations,* **1**

Médecine

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre,* **1**

Questions au Gouvernement n° **167**
Rapports au Gouvernement, **1**
Sécurité sociale, **4**

Médecine (enseignement)

Voir *Rapports au Gouvernement*, **1**

Médecins

Voir *Lois de finances*, **2**, Solidarité, santé et protection sociale
Questions au Gouvernement n° **178**

Médiateur

Voir *Rapports au Parlement*, **1**

Mer et littoral

Voir *Lois de finances*, **2**, Equipement, logement, transports et mer - V – Mer - Marine marchande et ports maritimes
Patrimoine artistique, archéologique et historique, **2**
Questions au Gouvernement n° **146**
Saint-Pierre-et-Miquelon, **1**

Mines et carrières

1. – **Proposition de loi relative à l'établissement de schémas départementaux d'exploitation des carrières,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Marcel Vidal, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 décembre 1989) [n° **167** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Missions d'information

Voir *Allocutions et communications*, **14 ; 15 ; 20 ; 40 ; 45 ; 55 ; 56 ; 59**
Rapports d'information, **1 ; 3 ; 7 ; 11 ; 16 ; 18 ; 19 ; 21 ; 22**

1. – **Demande d'autorisation de deux missions d'information** aux Etats-Unis d'Amérique et en Union soviétique, formulée par M. Jean Lecanuet (11 mai 1989) (p. 646) – *M. Jean Chérioux, vice-président du Sénat, président de séance.*

2. – **Demande conjointe des présidents des commissions** des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires sociales, des lois et des finances tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information commune** ayant pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, d'étudier les problèmes posés par l'avenir de l'**espace rural français** et de proposer des éléments d'une politique d'aménagement (14 juin 1989) (p. 1523).

3. – **Examen d'une demande** conjointe des présidents des six commissions permanentes tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information** commune ayant pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, d'étudier les problèmes posés par l'**immigration en France** et de proposer les éléments d'une **politique d'intégration** (11 décembre 1989) (p. 4765, 4766) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*

Monnaies et médailles (budget)

Voir *Lois de finances*, **2**, Monnaies et médailles - (Budget annexe)

Montagne

Voir *Agriculture*, **1**

Monuments et sites

Voir *Questions orales sans débat* n° **71** ; n° **160**
Rapports du Gouvernement, **1**

Motions d'ordre (procédure parlementaire)

1. – **De M. Jacques Larché,** président de la commission des lois : organisation des travaux du Sénat : discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (29 juin 1989) (p. 2136, 2137) – *MM. Jacques Larché, président de la commission des lois ; Emmanuel Hamel, Louis Besson, ministre chargé du logement ; Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

2. – **De M. Jean Chérioux :** présence des ministres en séance (15 novembre 1989) (p. 3307).

3. – **Appel en cinquième rang de la question orale sans débat n° 129** de Mme Danielle Bidard-Reydet, à la demande du Gouvernement (17 novembre 1989) (p. 3440).

4. – **Examen en nouvelle lecture du projet de loi de finances rectificative** interrompu à l'Assemblée nationale par l'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution – **Séance levée** par M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; M. Christian Bonnet rappelle que selon la tradition républicaine une **séance** ne peut être **ouverte** qu'en présence de la **garde républicaine** (21 décembre 1989) (p. 5319) – *MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Christian Bonnet.*

Musées

Voir *Lois de finances*, **2**, Culture et communication - Culture
Questions orales sans débat n° **151**

Musique

Voir *Questions orales sans débat* n° **59**

Mutualité

Voir *Sécurité sociale*, **3**

N

Namibie

Voir *Questions au Gouvernement* n° **173**

Nationalité française

1. – **Proposition de loi relative à l'abrogation de certaines dispositions du code de la nationalité tendant à retirer la nationalité française à des Français n'ayant pas eu leur résidence en France pendant 50 ans,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques Habert, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 - 14 septembre 1989) [n° **486** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (26 octobre 1989) [n° **44** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Nature (protection)

Voir *Lois de finances*, **2**, Services du Premier ministre - V – Environnement
Traités et conventions, **10 ; 11 ; 32 ; 33**

Nord (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **122**

Nord-Pas-de-Calais (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **87**

Nouvelle-Calédonie

Voir *Allocutions et communications*, **2 ; 7 ; 9 ; 16 ; 46 ; 48 ; 54**
Grâce et amnistie, **4**
Questions au Gouvernement n° **115 ;** n° **176**
Terrorisme, **1**

1. – **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (14 décembre 1988) [n° **471** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Colcombet (3 avril 1989) [n° **548** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (4 avril 1989) – Adoption (4 avril 1989) [n° **73**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 avril 1989) [n° **235** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Girault (20 avril 1989) [n° **264** (88-89)] – Discussion (27 avril 1989) – Adoption (27 avril 1989) [n° **67**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (28 avril 1989) [n° **641** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. François Colcombet (2 juin 1989) [n° **715**] – Discussion (5 juin 1989) – Adoption (5 juin 1989) [n° **112**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-Pierre Tizon (1er juin 1989) [n° **343** (88-89)] – Discussion (2 juin 1989) – Adoption (2 juin 1989) [n° **79**].

PROMULGATION : Loi n° 89-378 du 13 juin 1989 (*JO* Lois et décrets du 15 juin 1989).

Discussion (première lecture)

(27 avril 1989) (p. 465, 477).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 465, 473) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Jean-Luc Mélenchon, Jacques Bellanger, Emmanuel Hamel.*

Aide judiciaire : *Arpaillange (Pierre)* (p. 473).

Armée : *Pagès (Robert)* (p. 468).

Assesseurs : *Arpaillange (Pierre)* (p. 467, 473) ; *Bellanger (Jacques)* (p. 472) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 472) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 471) ; *Pagès (Robert)* (p. 469).

Colonialisme : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 470) ; *Pagès (Robert)* (p. 469).

Cours et tribunaux : *Arpaillange (Pierre)* (p. 465).

Coutume : voir Droit coutumier.

Décisions de justice : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 470).

Droit coutumier : *Arpaillange (Pierre)* (p. 466, 467) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 471) ; *Pagès (Robert)* (p. 469).

Droits de la défense : *Arpaillange (Pierre)* (p. 472) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 468) ; *Pagès (Robert)* (p. 469).

Echevinage : *Arpaillange (Pierre)* (p. 467) ; *Bellanger (Jacques)* (p. 472).

Education surveillée : *Arpaillange (Pierre)* (p. 473).

Emplois (créations et suppressions) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 468).

Jeunesse : *Arpaillange (Pierre)* (p. 473) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 471).

Juges des enfants : *Arpaillange (Pierre)* (p. 466).

Juridictions judiciaires (décentralisation) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 466).

Justice : *Arpaillange (Pierre)* (p. 473) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 469) ; *Pagès (Robert)* (p. 469).

Justice (budget) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 472) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 468).

Magistrats : *Arpaillange (Pierre)* (p. 467) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 472) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 470) ; *Pagès (Robert)* (p. 469).

Ordre public : *Arpaillange (Pierre)* (p. 473) ; *Pagès (Robert)* (p. 469).

Organisation judiciaire : *Arpaillange (Pierre)* (p. 465) ; *Bellanger (Jacques)* (p. 471) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 467) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 472) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 471) ; *Pagès (Robert)* (p. 468).

Poursuites judiciaires : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 470) ; *Pagès (Robert)* (p. 468).

Procédure pénale : *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 469).

Sections détachées : *Arpaillange (Pierre)* (p. 466) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 468).

Territoires d'outre-mer (TOM) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 467).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 473, 477) : *MM. Jean-Marie Girault, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Robert Pagès, Emmanuel Hamel.*

Art. 1er *(Sections détachées du tribunal de première instance ; assesseurs non professionnels ; statut civil particulier ; juridictions des mineurs)* (p. 473).

Adoptés : amendements de M. Jean-Marie Girault, rapporteur, n° 1 : localisation des sections spécialisées par décret en Conseil d'Etat (p. 474) – N° 2 : désignation des assesseurs dans le ressort territorial des formations de jugement (p. 474) – N° 3 : modalités de dépôt et de transmission des candidatures aux postes d'assesseurs (p. 475) – Et n° 4 : incompatibilité entre les fonctions de jurés et celles d'assesseurs (p. 476).

Devenu sans objet : amendement n° 9 de M. Pierre Arpaillange, ministre : coordination avec l'amendement n° 2 de la commission (p. 475).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 476).

Art. 2 *(Transfert des procédures en cours en cas de création d'une section détachée)* (p. 476).

Adoptés : amendements de M. Jean-Marie Girault, rapporteur, n° 5 : cas des procédures en cours devant le juge des enfants de Nouméa (p. 476) – Et n° 6 : transfert des procédures en cours en cas de nouveaux partages des compétences territoriales (p. 476).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 476).

Art. 3 *(Modalités d'application de la loi)* – Adopté (p. 476).

Après l'art. 3 (p. 476).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 7 de M. Henri Bangou, soutenu par M. Robert Pagès : amnistie des infractions commises par les indépendantistes en Guadeloupe, à l'exclusion des crimes de sang (p. 477).

Art. 4 *(Entrée en vigueur de la loi)* – Adopté (p. 477).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Daniel Millaud* (p. 477).

Adoption (27 avril 1989) (p. 477).

Discussion (commission mixte paritaire)

(2 juin 1989) (p. 1068, 1070).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1068, 1069) : *MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ; Mme Hélène Luc.*

Avocats : *Luc (Hélène)* (p. 1069).

Cours d'appel : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 1068).

Cours d'assises : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 1068).

Crimes, délits et contraventions : *Luc (Hélène)* (p. 1069).

Guadeloupe : *Luc (Hélène)* (p. 1069).

Justice : *Bambuck (Roger)* (p. 1068) ; *Luc (Hélène)* (p. 1068).

Mélanésiens : *Luc (Hélène)* (p. 1068).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1069, 1070).

Art. 1er (p. 1069).

Art. 2 (p. 1070).

Adoption (2 juin 1989) (p. 1070).

O

Octroi de mer

Voir *Questions au Gouvernement* n° **99**

Oman

Voir *Traités et conventions*, **29**

Ordonnances (législation par)

Voir *Collectivités territoriales*, **7**

Ordre du jour du Sénat

Voir *Conférence des présidents*, **1** ; **2** ; **3** ; **4**
Motions d'ordre (procédure parlementaire), **3**
Procès-verbal, **1**
Rappels au règlement, **5** ; **9** ; **10** ; **17** ; **32** ; **44** ; **45** ; **46**

1. – **Demande de discussion immédiate,** signée de trente sénateurs et formulée par M. Charles Pasqua, de la **proposition de loi constitutionnelle** tendant à instituer un **référendum d'initiative populaire,** en application de l'article 30, alinéas 1 et 4, du règlement du Sénat – Rejetée (p. 4861 ; scrutin public n° 72) – *MM. Charles Pasqua, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Lucien Neuwirth, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement* (12 décembre 1989) (p. 4830 et 4854 à 4861).

Ordres professionnels

Voir *Professions judiciaires et juridiques*, **1**

Organisation de libération de la Palestine (OLP)

Voir *Rappels au règlement*, **6**

Organisation internationale du travail (OIT)

Voir *Traités et conventions*, **21**

Organisation judiciaire

Voir *Nouvelle-Calédonie*, **1**

Organisations internationales

Voir *Associations*, **1** ; **2** ; **3** ; **4**
Questions au Gouvernement n° **118**
Traités et conventions, **3** ; **5** ; **7** ; **9**

Organisations syndicales

Voir *Rappels au règlement*, **43**

P

Pakistan (République islamique)

Voir *Allocutions et communications*, **13**

Palestine

Voir *Rappels au règlement*, **6**

Panama

Voir *Rappels au règlement*, **53**

Parcs nationaux

Voir *Environnement*, **2**

Parcs naturels régionaux

Voir *Questions orales sans débat* n° **118**

Parfums et cosmétiques

1. – **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux produits cosmétiques,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (26 avril 1989) [n° **268** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Paris (ville)

Voir *Logement*, **3**

Parlement

Voir *Allocutions et communications*, **22**
Conférence des présidents, **3**
Questions au Gouvernement n° **128** ; n° **130**
Questions orales avec débat n° **33**
Rapports d'information, **13**

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire permanente chargée du contrôle des activités des services secrets,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 16 janvier 1989) [n° **191** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Charles Josselin, député (3 avril 1989) [n° **549** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Lamassoure (6 avril 1989) [n° **559** (9e lég.)] – Discussion (11 avril 1989) – Adoption (11 avril 1989) [n° **76**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 avril 1989) [n° **246** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Girod (Commun avec la proposition de loi de M. Jacques Genton, sénateur, n° 115 (88-89) – Parlement 2) (20 avril 1989) [n° **262** (88-89)] – Discussion (27 avril 1989) – Adoption (27 avril 1989) [n° **66**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (28 avril 1989) [n° **642** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Lamassoure (10 mai 1989) [n° **675** (9e lég.)] – Discussion (16 mai 1989) – Adoption (16 mai 1989) [n° **94**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (16 mai 1989) [n° **304** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Girod (7 juin 1989) [n° **355** (88-89)] – Discussion (14 juin 1989) – Adoption (14 juin 1989) [n° **95**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (15 juin 1989) [n° **775** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Lamassoure (23 juin 1989) [n° **820** (9e lég.)] – Discussion (29 juin 1989) – Adoption (29 juin 1989) [n° **143**].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (29 juin 1989) [n° **442** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(27 avril 1989) (p. 451, 465).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 451, 458) : *Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes ; MM. Paul Girod, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Pierre Bayle, Jean Garcia, Jacques Genton, Josy Moinet, Paul Moreau.*

Acte unique européen : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 453).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Moreau (Paul)* (p. 458).

Commissions parlementaires : *Genton (Jacques)* (p. 457) ; *Girod (Paul)* (p. 452).

Commissions parlementaires (rôle) : *Girod (Paul)* (p. 453).

Communautés européennes (directives) : *Cresson (Edith)* (p. 451).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Girod (Paul)* (p. 453).

Conseil des ministres des Communautés européennes : *Genton (Jacques)* (p. 456).

Délégation parlementaire du Sénat pour les Communautés européennes : *Genton (Jacques)* (p. 457) ; *Girod (Paul)* (p. 452).

Délégations parlementaires : *Cresson (Edith)* (p. 451, 452) ; *Garcia (Jean)* (p. 455, 456) ; *Genton (Jacques)* (p. 456) ; *Girod (Paul)* (p. 452) ; *Moinet (Josy)* (p. 457) ; *Moreau (Paul)* (p. 458).

Délégations parlementaires (effectifs) : *Genton (Jacques)* (p. 457) ; *Moinet (Josy)* (p. 458).

Délégations parlementaires (information) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 454) ; *Girod (Paul)* (p. 453).

Délégations parlementaires (rôle) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 454) ; *Girod (Paul)* (p. 453) ; *Moinet (Josy)* (p. 458).

Droit communautaire : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 454) ; *Garcia (Jean)* (p. 455, 456) ; *Moinet (Josy)* (p. 457).

Europe : *Garcia (Jean)* (p. 454).

Irrecevabilités (procédure parlementaire) : *Garcia (Jean)* (p. 455).

Parlement européen : *Genton (Jacques)* (p. 456).

Parlement (information) : *Cresson (Edith)* (p. 451) ; *Moinet (Josy)* (p. 457).

Parlement (rôle) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 454) ; *Cresson (Edith)* (p. 451) ; *Garcia (Jean)* (p. 455, 456) ; *Genton (Jacques)* (p. 456) ; *Girod (Paul)* (p. 453).

Politique économique et sociale : *Garcia (Jean)* (p. 454).

Politique étrangère : *Genton (Jacques)* (p. 456).

Rapports d'information : *Genton (Jacques)* (p. 456, 457) ; *Girod (Paul)* (p. 453).

Souveraineté nationale : *Garcia (Jean)* (p. 455, 456).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 458, 465) : *M. Paul Girod, rapporteur ; Mme Edith Cresson, ministre ; MM. Jacques Genton, Jean-Pierre Bayle, Jean Garcia, Josy Moinet, Jacques Larcher, président de la commission des lois ; Robert Pagès, Claude Estier.*

Art. 1er *(Augmentation des effectifs des délégations)* (p. 458).

Retiré : amendement n° 1 de M. Paul Girod, rapporteur : réduction du nombre de membres des délégations (p. 459).

– L'article 1er est adopté (p. 459).

Art. 2 *(Représentation des groupes politiques et des commissions permanentes)* – Adopté (p. 459).

Art. 3 *(Organisation des travaux de la délégation)* (p. 460).

Adopté : amendement n° 2 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de cet article (p. 460).

– L'article 3 est supprimé (p. 460).

Art. 4 *(Information et missions des délégations)* (p. 460).

Adopté : amendement n° 3 de M. Paul Girod, rapporteur : modalités d'application (p. 461).

Devenu sans objet : amendement n° 8 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Robert Pagès : information du Parlement sur les travaux et les décisions prises par le Conseil des ministres européen (p. 461).

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 461).

Art. 5 *(Rôle des délégations)* (p. 461).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Paul Girod, rapporteur : suppression de toute consultation préalable, par le Gouvernement, sur les projets de directive ou de règlement (p. 462) ; sous-amendements nos 12 et 13 de M. Jean François-Poncet, soutenus par M. Josy Moinet (p. 462).

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 4, ainsi modifié, est adopté (p. 462).

Art. 6 *(Publicité des travaux des délégations)* (p. 462).

Adopté : amendement n° 7 de M. Paul Girod, rapporteur : catégories de rapports et modalités de publication (p. 464).

Retiré : sur l'amendement n° 7 de la commission, sous-amendement n° 10 de M. Josy Moinet (p. 463), repris par M. Jacques Genton puis retiré de nouveau (p. 464).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est adopté (p. 464).

Après l'art. 6 (p. 460 et 464).

Adopté : amendement n° 5 de M. Paul Girod, rapporteur : dispositions du règlement intérieur relatives à l'organisation des travaux de la délégation (p. 460 ; priorité ordonnée p. 460).

Rejeté : amendement n° 9 de M. Jean Garcia : institution d'un débat sur la politique européenne du Gouvernement, lors de chaque session ordinaire (p. 464).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 460).

Art. 7 *(Durée du mandat des délégations actuelles)* (p. 464).

Adopté : amendement n° 6 de M. Paul Girod, rapporteur : délai de désignation des nouvelles délégations (p. 465).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 465).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Jean Garcia* (p. 465).

Adoption (27 avril 1989) (p. 465).

Discussion (deuxième lecture)

(14 juin 1989) (p. 1536, 1545).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1536, 1539) : *MM. Jean Poperen, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement ; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Pierre Bayle, Jacques Larché, président de la commission des lois.*

Commissions permanentes : *Girod (Paul)* (p. 1537, 1538) ; *Larché (Jacques)* (p. 1539).

Communautés européennes : *Poperen (Jean)* (p. 1537).

Communautés européennes (directives) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1539).

Conseil constitutionnel : *Girod (Paul)* (p. 1538) ; *Larché (Jacques)* (p. 1539).

Délégations parlementaires pour les Communautés européennes : *Poperen (Jean)* (p. 1537).

Délégations parlementaires pour les Communautés européennes (missions) : *Girod (Paul)* (p. 1538) ; *Larché (Jacques)* (p. 1539).

Lois (application) : *Girod (Paul)* (p. 1538).

Madrid (conférence des présidents d'assemblées parlementaires européennes) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1539) ; *Girod (Paul)* (p. 1538).

Parlement (information) : *Girod (Paul)* (p. 1537) ; *Poperen (Jean)* (p. 1537).

Parlement (rôle) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1539) ; *Girod (Paul)* (p. 1538).

Rapports d'information : *Girod (Paul)* (p. 1538).

Séparation des pouvoirs : *Girod (Paul)* (p. 1538).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1540, 1545) : *MM. Paul Girod, rapporteur ; Jean Poperen, ministre ; Jean-Pierre Bayle, Christian Poncelet, Jacques Larché, président de la commission ; Emmanuel Hamel.*

Art. 3 (p. 1540).

Adopté : amendement n° 1 de M. Paul Girod, rapporteur : conditions d'organisation de la publicité des travaux des délégations (p. 1540).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1540).

Art. 4 (p. 1540).

Adoptés : amendements de M. Paul Girod, rapporteur, n° 2 : mission des délégations pour les Communautés européennes (p. 1540) – Et n° 3 : participation des parlementaires européens aux travaux des délégations (p. 1541).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1541).

Art. 5 (p. 1541).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Paul Girod, rapporteur : rôle des délégations par rapport aux commissions permanentes et extension de leurs pouvoirs d'examen des textes communautaires (p. 1543) ; sous-amendement n° 9 de M. Marc Lauriol, soutenu par M. Christian Poncelet (p. 1543).

Rejeté : sur l'amendement n° 4 de la commission, sous-amendement n° 8 de M. Jean Poperen, ministre (p. 1543).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1543).

Art. 6 (p. 1543).

Adopté : amendement n° 5 de M. Paul Girod, rapporteur : conditions de publication des rapports d'information (p. 1543).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1543).

Art. 6 bis (p. 1544) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 7 (p. 1544).

Adopté : amendement n° 6 de M. Paul Girod, rapporteur : délai de désignation de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes (p. 1544).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1544).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jacques Genton* (p. 1544, 1545), *Jean-Pierre Bayle* (p. 1545).

Adoption (14 juin 1989) (p. 1545).

3. – **Proposition de résolution tendant à modifier les articles 7 et 8 du règlement du Sénat,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur, et plusieurs de ses collègues (23 mai 1989) [n° **319** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (7 juin 1989) [n° **356** (88-89)] – Discussion (12 juin 1989) – Adoption (12 juin 1989) [n° **91**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 89-253 DC du 4 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 16 juillet 1989) qui déclare conformes à la Constitution les dispositions de la résolution.

Discussion des conclusions du rapport

(12 juin 1989) (p. 1425, 1428).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1425, 1427) : *M. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois.*

Bureau du Sénat : *Dailly (Etienne)* (p. 1426).

Commissions permanentes (effectifs) : *Dailly (Etienne)* (p. 1426).

Questeurs : *Dailly (Etienne)* (p. 1426).

Règlement du Sénat : *Dailly (Etienne)* (p. 1426).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1427, 1428).

Art. unique *(Compatibilité des fonctions de questeur et de membre d'une commission permanente : modification de l'effectif de certaines commissions permanentes)* (p. 1427).

Explications de vote sur l'article unique : *MM. Claude Estier* (p. 1427), *Jacques Larché, président de la commission des lois* (p. 1427) ; *Etienne Dailly, rapporteur* (p. 1427, 1428).

Adoption (12 juin 1989) (p. 1428).

4. – **Proposition de loi relative à l'immunité parlementaire,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Louis Mermaz, député, et plusieurs de ses collègues (18 avril 1989) [n° **610** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gérard Gouzes (8 juin 1989) [n° **735** (9e lég.)] – Discussion (15 juin 1989) – Adoption (15 juin 1989) [n° **121**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1989) [n° **392** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Guy Allouche (28 juin 1989) [n° **431** (88-89)] – Discussion (1er juillet 1989) – Adoption (1er juillet 1989) [n° **129**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (1er juillet 1989) [n° **861** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gérard Gouzes (1er juillet 1989) [n° **862** (9e lég.)] – Discussion (11 octobre 1989) – Adoption (11 octobre 1989) [n° **178**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 89-262 DC du 7 novembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 11 novembre 1989) qui déclare la loi contraire à la Constitution.

Discussion (première lecture)

(1er juillet 1989) (p. 2333, 2336).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2333, 2336) : *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; M. Guy Allouche, rapporteur de la commission des lois.*

Constitution : *Allouche (Guy)* (p. 2334, 2335).

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire) : *Allouche (Guy)* (p. 2334).

Missions temporaires (parlementaires) : *Allouche (Guy)* (p. 2333, 2334, 2335) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2333).

Presse : *Allouche (Guy)* (p. 2333, 2334) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2333).

Rapports parlementaires : *Allouche (Guy)* (p. 2335).

Sectes : *Allouche (Guy)* (p. 2334).

Séparation des pouvoirs : *Allouche (Guy)* (p. 2335).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2336) : *MM. Guy Allouche, rapporteur ; Etienne Dailly.*

Art. unique *(Extension du régime de l'irresponsabilité parlementaire aux auteurs de rapports établis pour rendre compte d'une mission temporaire confiée par le Gouvernement)* (p. 2336).

Adopté : amendement n° 1 de M. Guy Allouche, rapporteur : limitation de l'irresponsabilité aux missions confiées en application de l'article L.O. 144 du code électoral (p. 2336).

– L'article unique, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 2336).

Adoption (1er juillet 1989) (p. 2336).

5. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (6 décembre 1988) [n° **115** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Girod (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 8 février 1989) [n° **209** (88-89)] – Rapport supplémentaire commun avec la proposition de loi de M. Charles Josselin, député, n° **246** (88-89) – Parlement **3** (20 avril 1989) [n° **262** (88-89)] – Discussion : Voir Parlement **3**.

Parlement européen

Voir *Allocutions et communications,* **8**
Rapports au Gouvernement, **1**

Partis et groupements politiques

Voir *Allocutions et communications,* **33**
Elections, **7**
Questions au Gouvernement n° **121**

Pas-de-Calais (département)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **92**

Patrimoine artistique, archéologique et historique

Voir *Fondations,* **1**
Lois de finances, **2,** Culture et communication - Culture
Questions orales sans débat n° **71** ; n° **85**
Rapports au Gouvernement, **1**
Rapports du Gouvernement, **1** ; **14**

1. – **Projet de loi relatif à l'utilisation des détecteurs de métaux,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de la culture (3 avril 1989) [n° **536** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Yves Pillet (19 avril 1989) [n° **617** (9e lég.)] – Discussion (27 avril 1989) – Adoption (27 avril 1989) [n° **81**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 avril 1989) [n° **273** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Miroudot (22 juin 1989) [n° **411** (88-89)] – Discussion (19 octobre 1989) – Adoption (19 octobre 1989) [n° **4**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 octobre 1989) [n° **948** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Yves Pillet (16 novembre 1989) [n° **1016** (9e lég.)] – Discussion (23 novembre 1989) – Adoption (23 novembre 1989) [n° **188**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (24 novembre 1989) [n° **77** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Miroudot (6 décembre 1989) [n° **95** (89-90)] – Discussion (11 décembre 1989) – Adoption (11 décembre 1989) [n° **30**].

PROMULGATION : Loi n° 89-900 du 18 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 19 décembre 1989).

Discussion (première lecture)

(19 octobre 1989) (p. 2647, 2651).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2647, 2650) : *MM. Michel Miroudot, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire ; Ivan Renar, Louis Perrein, Emmanuel Hamel.*

Le projet de loi vise à réglementer l'utilisation des détecteurs de métaux afin de protéger le patrimoine archéologique.

Archéologie : *Miroudot (Michel)* (p. 2647) ; *Perrein (Louis)* (p. 2649).

Archéologie (données chiffrées) : *Renar (Ivan)* (p. 2649).

Bâtiment et travaux publics : *Renar (Ivan)* (p. 2649).

Détecteurs de métaux : *Miroudot (Michel)* (p. 2647) ; *Perrein (Louis)* (p. 2649) ; *Renar (Ivan)* (p. 2648).

Détecteurs de métaux (réglementation) : *Miroudot (Michel)* (p. 2648).

Information : *Lang (Jack)* (p. 2648) ; *Miroudot (Michel)* (p. 2648) ; *Renar (Ivan)* (p. 2648).

Libertés individuelles : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2649) ; *Miroudot (Michel)* (p. 2648).

Patrimoine artistique, archéologique et historique : *Miroudot (Michel)* (p. 2647) ; *Renar (Ivan)* (p. 2648, 2649).

Sanctions pénales : *Miroudot (Michel)* (p. 2648).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2650, 2651) : *MM. Louis Perrein, Michel Miroudot, rapporteur ; Jack Lang, ministre ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*

Art. 1er *(Subordination de l'usage des détecteurs de métaux à une autorisation administrative)* – Adopté (p. 2650).

Art. 2 *(Publicité et notice d'utilisation relatives aux détecteurs de métaux)* – Adopté (p. 2650).

Art. 3 *(Constatation des infractions aux dispositions de la loi)* – Adopté (p. 2650).

Art. 4 *(Envoi des procès-verbaux constatant l'infraction au procureur de la République)* (p. 2650).

Adopté : amendement n° 1 de M. Claude Estier, soutenu par M. Louis Perrein : valeur probante des procès-verbaux (p. 2650).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2650).

Art. 5 *(Décret d'application)* – Adopté (p. 2651).

Art. 6 *(Régime applicable à Mayotte)* – Adopté (p. 2651).

Adoption (19 octobre 1989) (p. 2651).

Discussion (deuxième lecture)

(11 décembre 1989) (p. 4764, 4765).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4764, 4765) : *Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication ; M. Michel Miroudot, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

Détecteurs de métaux (réglementation) : *Miroudot (Michel)* (p. 4764).

Patrimoine artistique, archéologique et historique : *Miroudot (Michel)* (p. 4765).

Sanctions pénales : *Miroudot (Michel)* (p. 4764) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4764).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE RESTANT EN DISCUSSION (p. 4765).

Art. 4 bis – Adopté (p. 4765).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Robert Laucournet* (p. 4765), *Roger Romani* (p. 4765) ; *intervention de Mme Catherine Tasca, ministre* (p. 4765).

Adoption (11 décembre 1989) (p. 4765).

2. – **Projet de loi relatif aux biens culturels maritimes et modifiant la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de la culture (3 avril 1989) [n° **535** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Roland Beix (19 avril 1989) [n° **616** (9e lég.)] – Discussion (27 avril 1989) – Adoption (27 avril 1989) [n° **82**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 avril 1989) [n° **274** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jacques Bérard (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 – 5 juillet 1989) [n° **467** (88-89)] – Discussion (19 octobre 1989) – Adoption (19 octobre 1989) [n° **5**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 octobre 1989) [n° **949** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Roland Beix (16 novembre 1989) [n° **1014** (9e lég.)] – Discussion (23 novembre 1989) – Adoption (23 novembre 1989) [n° **187**].

PROMULGATION : Loi n° 89-874 du 1er décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 5 décembre 1989).

Discussion (première lecture)

(19 octobre 1989) (p. 2651, 2658).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2651, 2653) : *MM. Jacques Bérard, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire ; Ivan Renar, Louis de Catuelan.*

Le projet de loi tend à instaurer une réglementation spécifique des prospections et des interventions sous-marines. Il définit la notion de biens culturels maritimes et élabore une réglementation adaptée à leur conservation.

Archéologie : *Lang (Jack)* (p. 2653) ; *Renar (Ivan)* (p. 2652).

Archéologie sous-marine : *Bérard (Jacques)* (p. 2651) ; *Renar (Ivan)* (p. 2652).

Biens culturels maritimes : *Bérard (Jacques)* (p. 2651) ; *Lang (Jack)* (p. 2652) ; *Renar (Ivan)* (p. 2652).

Construction navale : *Catuelan (Louis de)* (p. 2652).

Histoire navale et maritime : *Catuelan (Louis de)* (p. 2652).

Mer et littoral : *Bérard (Jacques)* (p. 2651).

Musées : *Catuelan (Louis de)* (p. 2652).

Propriété (droit) : *Bérard (Jacques)* (p. 2651) ; *Lang (Jack)* (p. 2652).

Réponse à M. Renar : *Lang (Jack)* (p. 2653).

Sanctions pénales : *Bérard (Jacques)* (p. 2651).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2653, 2658) : *MM. Jacques Bérard, rapporteur ; Jack Lang, ministre ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*

Art. 1er *(Définition des biens culturels maritimes)* – Adopté (p. 2653).

Art. 2 *(Appartenance à l'Etat des biens culturels maritimes)* (p. 2653).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques Bérard, rapporteur : suspension du délai d'appropriation par l'Etat en cas d'action contentieuse (p. 2653).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2653).

Art. 3 *(Obligations de l'inventeur d'un bien culturel maritime)* – Adopté (p. 2653).

Art. 4 *(Obligations résultant de l'enlèvement fortuit d'un bien culturel maritime)* (p. 2653).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jacques Bérard, rapporteur : options ouvertes à l'inventeur (p. 2653).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2653).

Art. 5 *(Détermination de l'inventeur)* – Adopté (p. 2653).

Art. 6 *(Récompense liée à la découverte d'un bien culturel maritime)* (p. 2653).

Retiré : amendement n° 12 de M. Jack Lang, ministre (p. 2653).

– L'article 6 est adopté (p. 2654).

Art. 7 *(Subordination à autorisation administrative des prospections, fouilles, sondages, déplacements et prélèvements)* (p. 2654).

Adoptés : amendements de M. Jacques Bérard, rapporteur, n° 3 : conditions de l'autorisation administrative liée à l'utilisation de matériels spécialisés (p. 2654) – N° 4 : autorisation administrative relative au déplacement ou au prélèvement d'un bien (p. 2654) – Et n° 5 : conventions de recherche, de déplacement ou de prélèvement de biens culturels maritimes (p. 2655).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2655).

Art. 8 *(Conditions d'exécution des fouilles, sondages, prospections, déplacements et prélèvements)* – Adopté (p. 2655).

Art. 9 *(Subordination de l'intervention sur le bien à l'accord écrit de son propriétaire)* – Adopté (p. 2655).

Art. 10 *(Exécution d'office de mesures conservatoires)* – Adopté (p. 2655).

Art. 11 *(Expropriation d'un bien culturel maritime)* (p. 2655).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jacques Bérard, rapporteur : tribunal compétent (p. 2655).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2655).

Art. 12 *(Protection des biens culturels maritimes situés dans la zone contiguë)* (p. 2655).

Adopté : amendement n° 7 de M. Jacques Bérard, rapporteur : rédactionnel (p. 2656).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2656).

Après l'art. 12 (p. 2656).

Adoptés : amendement (art. additionnel) n° 8 de M. Jacques Bérard, rapporteur : incitation à déclarer les biens culturels maritimes découverts dans la zone contiguë (p. 2657) ; sous-amendements de M. Jack Lang, ministre, n°s 13 et 14 (p. 2657).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2657).

Art. 13 *(Sanctions de l'absence de déclaration)* – Adopté (p. 2657).

Art. 14 *(Sanctions de la violation de la réglementation relative aux prospections, sondages, fouilles, déplacements et prélèvements)* (p. 2657).

Adopté : amendement n° 9 de M. Jacques Bérard, rapporteur : suppression de la « confiscation » (p. 2657).

– L'article 14, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est adopté (p. 2657).

Art. 15 *(Sanctions de l'aliénation ou de l'acquisition illégale d'un bien culturel maritime)* (p. 2657).

Adopté : amendement n° 10 de M. Jacques Bérard, rapporteur : analogue à l'amendement n° 9 (p. 2658).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2658).

Art. 16 *(Constatation des infractions)* – Adopté (p. 2658).

Art. 17 *(Transmission et valeur des procès-verbaux)* – Adopté (p. 2658).

Art. 18 *(Détermination du tribunal compétent)* – Adopté (p. 2658).

Art. 19 *(Sanctions d'un défaut de déclaration ou d'une déclaration inexacte)* – Adopté (p. 2658).

Art. 20 *(Sanctions des fouilles illégales)* – Adopté (p. 2658).

Art. 21 *(Sanctions de l'aliénation ou de l'acquisition illégale d'un objet découvert au cours de fouilles interdites)* (p. 2658).

Adopté : amendement n° 11 de M. Jacques Bérard, rapporteur : coordination avec les modifications adoptées aux articles 14 et 15 (p. 2658).

– L'article 21, ainsi modifié, et adopté (p. 2658).

Art. 22 *(Applicabilité de la loi à Mayotte)* – Adopté (p. 2658).

Art. 23 *(Décret d'application)* – Adopté (p. 2658).

Adoption (19 octobre 1989) (p. 2658).

Pauvreté

Voir *Questions au Gouvernement* n° **181**
Questions orales sans débat n° **108**

Pays en voie de développement (PVD)

Voir *Lois de finances*, **2**, Comptes spéciaux du Trésor

Pays socialistes

Voir *Questions au Gouvernement* n° **147** ; n° **154**

Pêche

Voir *Lois de finances*, **2**, Equipement, logement, transports et mer - V – Mer - Marine marchande et ports maritimes
Questions orales avec débat n° **29**

Pensions civiles et militaires de retraite

Voir *Questions orales sans débat* n° **93**

Pensions et retraites

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, **4**
Handicapés, **2**
Questions orales avec débat n° **65**
Questions orales sans débat n° **154**
Sécurité sociale, **4**

1. – **Proposition de loi tendant au règlement du contentieux relatif aux familles des morts et au rétablissement de la proportionnalité des pensions,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 16 janvier 1989) [n° **186** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962 des anciens combattants pour une retraite anticipée,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 16 janvier 1989) [n° **189** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Permis de conduire

Voir *Circulation routière*, **1**

Personnes âgées

Voir *Action sanitaire et sociale*, **1**
Lois de finances, **2**, Solidarité, santé et protection sociale
Questions au Gouvernement n° **190**
Rapports au Gouvernement, **1**
Sécurité sociale, **4**

Personnes âgées (hospitalisation)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **122**

Personnes morales

Voir *Code pénal*, **1**

Pétitions.

1 – **n° 47275 à 47333 du 20 mars 1989** - M. Gérard Toussaint – Objet : réglementation des sectes (Feuilleton n° 53 du 3 avril 1989).

2 – **n° 47334 à 47685 du 2 mai 1989** - Mme Catherine Kieffer – Objet : ratification, par la France, de la convention de Wellington concernant l'Antarctique (Feuilleton n° 51 du 10 mai 1989).

3 – **n° 47686 du 24 mai 1989** - M. Alain Vernet – Objet : meilleure reconnaissance et réforme du statut de psychologue (Feuilleton n° 83 du 31 mai 1989).

4 – **n° 47687 à 48600 du 8 juin 1989** - M. Michel Scanff – Objet : proposition de loi Mermaz sur les loyers (Feuilleton n° 93 du 14 juin 1989).

5 – **n° 48601 à 49035 du 10 juillet 1989** - Mme Françoise Gibson – Objet : reconnaissance et développement des services d'orientation (Feuilleton n° 1 du 2 octobre 1989).

6 – **n° 49036 du 13 septembre 1989** - M. Jean Feidt – Objet : installation d'une usine à Villey-St-Etienne (Meurthe-et-Moselle) (Feuilleton n° 1 du 2 octobre 1989).

7 – **n° 49037 du 22 décembre 1989** - M. Jean-Louis Kipffer – Objet : amnistie introduite dans le projet de loi relatif au financement des partis politiques (Feuilleton n° 57 du 2 avril 1990)

Pétrole

Voir *Lois de finances*, **2**, art. 19 et 20

Plan

Voir *Lois de finances*, **2**, Services du Premier ministre - IV – Plan
Rappels au règlement, **15**
Rapports d'information, **17**

1. – **Projet de loi approuvant le Xe Plan,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan (3 avril 1989 [n° **545** (9e lég.)] – Lettre rectificative présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre par intérim (27 avril 1989) [n° **640** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions de la production et des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Balligand (20 avril 1989) [n° **624** (9e lég.)] – Avis de M. Jean-Paul Bachy (20 avril 1989) [n° **626** (9e lég.)] – Avis de M. Robert Anselin (20 avril 1989) [n° **625** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (25, 26, 28 avril et 2 mai 1989) – Adoption (2 mai 1989) [n° **87**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 mai 1989) [n° **279 Rect.** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires sociales et des finances – Rapport de M. Bernard Barbier (10 mai 1989) [n° **294** (88-89)] – Avis de M. Paul Séramy (10 mai 1989) [n° **290** (88-89)] – Avis de M. Jean-Pierre Fourcade (17 mai 1989) [n° **309** (88-89)] – Avis de M. Jacques Oudin (17 mai 1989) [n° **311** (88-89)] – Discussion (23, 24 mai 1989) – Rejet (24 mai 1989) [n° **73**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 mai 1989) [n° **706** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Balligand (1er juin 1989) [n° **724** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Bernard Barbier (1er juin 1989) [n° **344** (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (25 mai 1989) [n° **706** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean-Pierre Balligand (1er juin 1989) [n° **726** (9e lég.)] – Discussion (26 juin 1989) – Adoption (26 juin 1989) [n° **137**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (27 juin 1989) [n° **421** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Bernard Barbier (28 juin 1989) [n° **430** (88-89)] – Discussion (1er juillet 1989) – Rejet (1er juillet 1989) [n° **125**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (1er juillet 1989) [n° **854** (9e lég.] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean-Pierre Balligand (1er juillet 1989) [n° **856** (9e lég.)] – Discussion (1er juillet 1989) – Adoption (1er juillet 1989) [n° **156**].

PROMULGATION : Loi n° 89-470 du 10 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(23 mai 1989) (p. 817, 860) ; (24 mai 1989) (p. 866, 875 ; 889, 912).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 817, 860 ; 866, 875 ; 889, 896) : *MM. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan ; Jean Velitchkovich, président de la commission spéciale du Plan du Conseil économique et social ; Bernard Barbier, rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan ; Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jean-Pierre Fourcade, président et rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Robert Vizet, Pierre Louvot, Robert Laucournet, Daniel Hoeffel, Georges Mouly, Philippe François, Jacques Habert, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Franck Sérusclat, Xavier de Villepin, Stéphane Bonduel, Charles Ginesy, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. René Régnault, Pierre Lacour, Josy Moinet, Jean Simonin, Roland Grimaldi, Jean Pourchet, Emmanuel Hamel.*

Acte unique européen : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 833, 834) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 821).

Afghanistan : *Hamel (Emmanuel)* (p. 891).

Agrégation : *Séramy (Paul)* (p. 831).

Agriculteurs (jeunes) : *Moinet (Josy)* (p. 869).

Agriculture : *François (Philippe)* (p. 848) ; *Pourchet (Jean)* (p. 889).

Alliance atlantique : *Hamel (Emmanuel)* (p. 891).

Allocations familiales : *Stoléru (Lionel)* (p. 838).

Aménagement du territoire : *Barbier (Bernard)* (p. 826) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 856) ; *François (Philippe)* (p. 847, 848) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 845) ; *Moinet (Josy)* (p. 870) ; *Mouly (Georges)* (p. 846) ; *Oudin (Jacques)* (p. 828) ; *Pourchet (Jean)* (p. 890) ; *Régnault (René)* (p. 859, 860) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 820) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 822).

Aménagement rural : *Barbier (Bernard)* (p. 826) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 856) ; *Lacour (Pierre)* (p. 870) ; *Régnault (René)* (p. 859) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 820).

Apprentissage : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 832) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 853) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 894).

Asie du Sud-Est : *Villepin (Xavier de)* (p. 855) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 821).

Baccalauréats : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 858) ; *Séramy (Paul)* (p. 831) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 836).

Caisse des dépôts et consignations (CDC) : *Oudin (Jacques)* (p. 829) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 855).

Chine : *Stoléru (Lionel)* (p. 893).

Chômage : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 832) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 872) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 853) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 837, 895) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 821) ; *Vizet (Robert)* (p. 839, 840).

Collectivités territoriales : *Ginesy (Charles)* (p. 857) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 845) ; *Régnault (René)* (p. 860) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 820, 893).

Commerce extérieur : *Barbier (Bernard)* (p. 823, 824) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 836) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 822).

Communauté économique européenne (CEE) : *Stoléru (Lionel)* (p. 821).

Communication audiovisuelle : *Stoléru (Lionel)* (p. 837) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 855).

Compétitivité économique : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 832, 834) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 871) ; *Laucournet (Robert)* (p. 844) ; *Louvot (Pierre)* (p. 842) ; *Oudin (Jacques)* (p. 830) ; *Pourchet (Jean)* (p. 889) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 819, 835) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 822).

Concurrence : *Velitchkovitch (Jean)* (p. 821, 822).

Concurrence internationale : *Oudin (Jacques)* (p. 829).

Conseil économique et social : *Stoléru (Lionel)* (p. 819).

Conseil supérieur des Français de l'étranger : *Cuttoli (Charles de)* (p. 890, 891) ; *Habert (Jacques)* (p. 849, 850).

Consommation : *Moinet (Josy)* (p. 870).

Contrats de plan : *Bonduel (Stéphane)* (p. 856) ; *Ginesy (Charles)* (p. 857) ; *Lacour (Pierre)* (p. 867, 870) ; *Laucournet (Robert)* (p. 843, 844) ; *Louvot (Pierre)* (p. 842) ; *Mouly (Georges)* (p. 846) ; *Oudin (Jacques)* (p. 827, 828) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 818, 819, 873, 895) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 822).

Cour de justice des communautés européennes (CJCE) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 851) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 834).

Croissance économique : *Barbier (Bernard)* (p. 827) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 856) ; *François (Philippe)* (p. 847) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 871) ; *Habert (Jacques)* (p. 851) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 845) ; *Louvot (Pierre)* (p. 842, 843) ; *Moinet (Josy)* (p. 868) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 819, 820, 827, 835) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 822) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 854) ; *Vizet (Robert)* (p. 839).

Culture : *Séramy (Paul)* (p. 830).

Décentralisation : *Hoeffel (Daniel)* (p. 845) ; *Régnault (René)* (p. 859, 860) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 818, 895).

Défense : *Hamel (Emmanuel)* (p. 892).

Déficit budgétaire : *Barbier (Bernard)* (p. 823, 824) ; *François (Philippe)* (p. 847) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 892) ; *Oudin (Jacques)* (p. 828, 829) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 836) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 821, 822).

Démocratie : *Sérusclat (Franck)* (p. 854) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 817).

Démographie : *Lacour (Pierre)* (p. 870) ; *Moinet (Josy)* (p. 869).

Droit européen : *Stoléru (Lionel)* (p. 837).

Education : *François (Philippe)* (p. 847) ; *Séramy (Paul)* (p. 830) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 819) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 823).

Emplois (créations et suppressions) : *Barbier (Bernard)* (p. 823, 825) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 851) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 858) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 832) ; *François (Philippe)* (p. 847, 848) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 872) ; *Laucournet (Robert)* (p. 844) ; *Louvot (Pierre)* (p. 842, 843) ; *Moinet (Josy)* (p. 868) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 853) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 820) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 821) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 855) ; *Vizet (Robert)* (p. 840).

Enseignants : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 858) ; *Séramy (Paul)* (p. 831) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 894).

Enseignement : *Lacour (Pierre)* (p. 870).

Enseignement supérieur : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 859).

Entreprises : *Barbier (Bernard)* (p. 825) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 852) ; *Moinet (Josy)* (p. 869, 870) ; *Oudin (Jacques)* (p. 828, 829) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 853) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 855).

Environnement : *Sérusclat (Franck)* (p. 854).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Villepin (Xavier de)* (p. 855) ; *Vizet (Robert)* (p. 839).

Europe : *Barbier (Bernard)* (p. 825) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 891) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 818, 819).

Finances locales : *Barbier (Bernard)* (p. 826) ; *Régnault (René)* (p. 860).

Fiscalité : *Barbier (Bernard)* (p. 826) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 852) ; *François (Philippe)* (p. 847) ; *Oudin (Jacques)* (p. 829) ; *Pourchet (Jacques)* (p. 889) ; *Régnault (René)* (p. 859) ; *Simonin (Jean)* (p. 870) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 819, 894) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 822) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 854) ; *Vizet (Robert)* (p. 840, 841).

Fiscalité locale : *Régnault (René)* (p. 859) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 820).

Fonction publique : *Stoléru (Lionel)* (p. 820).

Fonds monétaire international (FMI) : *Barbier (Bernard)* (p. 824).

Formation professionnelle : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 858) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 871) ; *Lacour (Pierre)* (p. 870) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 819, 895) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 822).

Français de l'étranger : *Cuttoli (Charles de)* (p. 890) ; *Habert (Jacques)* (p. 850) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 894).

Francophonie : *Habert (Jacques)* (p. 850).

Grand marché intérieur (CEE) : *Vizet (Robert)* (p. 839, 840).

Inflation : *Barbier (Bernard)* (p. 824) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 871) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 827, 835) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 822) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 854).

Intérêt (taux) : *Barbier (Bernard)* (p. 824) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 871) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 835).

Interruption volontaire de grossesse (IVG) : *Simonin (Jean)* (p. 871).

Investissements : *Barbier (Bernard)* (p. 823) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 871) ; *Moinet (Josy)* (p. 870) ; *Oudin (Jacques)* (p. 828) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 820) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 822).

Japon : *Villepin (Xavier de)* (p. 855) ; *Vizet (Robert)* (p. 839).

Langues et cultures étrangères : *Velitchkovitch (Jean)* (p. 822).

Libéralisme : *Laucournet (Robert)* (p. 843).

Montagne : *François (Philippe)* (p. 848) ; *Mouly (Georges)* (p. 846).

Pacte de Varsovie : *Hamel (Emmanuel)* (p. 891).

Parlement (rôle) : *Simonin (Jean)* (p. 870).

Pauvreté : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 851) ; *Vizet (Robert)* (p. 841).

Perestroïka : *Hamel (Emmanuel)* (p. 891, 892) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 896).

Plan (historique) : *Stoléru (Lionel)* (p. 818).

Politique agricole commune (PAC) : *Stoléru (Lionel)* (p. 895).

Politique économique et sociale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 851) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 832) ; *Oudin (Jacques)* (p. 828).

Politique familiale : *François (Philippe)* (p. 848) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 822).

Pouvoir d'achat : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 834) ; *Louvot (Pierre)* (p. 842) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 820).

Privatisations : *Villepin (Xavier de)* (p. 855).

Professions libérales : *Hoeffel (Daniel)* (p. 845).

Protection sociale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 852) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 856) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 833) ; *Habert (Jacques)* (p. 851) ; *Louvot (Pierre)* (p. 843) ; *Moinet (Josy)* (p. 868) ; *Oudin (Jacques)* (p. 830) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 819, 838) ; *Velitchkovitch (Jean)* (p. 821, 822) ; *Vizet (Robert)* (p. 839, 841).

Quotas laitiers : *Vizet (Robert)* (p. 841).

Recherche : *Barbier (Bernard)* (p. 825) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 851) ; *François (Philippe)* (p. 847) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 871, 872, 873) ; *Laucournet (Robert)* (p. 844) ; *Oudin (Jacques)* (p. 827) ; *Séramy (Paul)* (p. 830, 831) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 819, 895).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *François (Philippe)* (p. 847) ; *Oudin (Jacques)* (p. 827) ; *Régnault (René)* (p. 859) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 855) ; *Vizet (Robert)* (p. 839, 841).

Réseau routier et autoroutier : *Ginesy (Charles)* (p. 858) ; *Lacour (Pierre)* (p. 870) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 895).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 852) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 853) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 893).

Révolution française (bicentenaire) : *Barbier (Bernard)* (p. 823).

Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : *Vizet (Robert)* (p. 841).

Salaires, traitements et indemnités : *Vizet (Robert)* (p. 839).

Santé : *Sérusclat (Franck)* (p. 853, 854) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 894).

Secteur public : *Régnault (René)* (p. 860).

Sécurité sociale (financement) : *Velitchkovitch (Jean)* (p. 822).

Service public : *Barbier (Bernard)* (p. 826) ; *François (Philippe)* (p. 847) ; *Régnault (René)* (p. 859).

Sidérurgie (industrie) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 851).

Suffrage universel : *Sérusclat (Franck)* (p. 854).

Sylviculture : *Pourchet (Jean)* (p. 889).

Technologies nouvelles : *Grimaldi (Roland)* (p. 872).

Tourisme : *Mouly (Georges)* (p. 846).

Transports : *Stoléru (Lionel)* (p. 893).

Travail (durée) : *Villepin (Xavier de)* (p. 854, 855).

Travail (intérim) : *Grimaldi (Roland)* (p. 872).

Villes : *Stoléru (Lionel)* (p. 893).

Voies navigables : *Hoeffel (Daniel)* (p. 845) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 893).

Zones rurales : *Barbier (Bernard)* (p. 825) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 856) ; *François (Philippe)* (p. 848) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 845) ; *Lacour (Pierre)* (p. 867) ; *Laucournet (Robert)* (p. 844) ; *Mouly (Georges)* (p. 846) ; *Pourchet (Jean)* (p. 889) ; *Stoléru (Lionel)* (p. 893, 895).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 896, 912) : *MM. Bernard Barbier, rapporteur ; Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat ; Robert Vizet, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Claude Huriet, Jean Garcia, Charles de Cuttoli, Jacques Descours Desacres, Stéphane Bonduel, Robert Laucournet, Yves Le Cozannet, Jacques Oudin, rapporteur pour avis ; Josy Moinet, Jacques Habert, Philippe François, Jean Arthuis.*

Art. unique *(Approbation du Xe Plan de développement économique, social et culturel (1989-1992) annexé à la présente loi)* (p. 896).

Adopté : amendement n° 1 de M. Bernard Barbier, rapporteur : suppression de l'article unique (p. 912 ; scrutin public n° 135).

Retirés : amendements nos 29 à 36 et 39 des membres du groupe de l'Union centriste, retirés par M. Claude Huriet (p. 901).

Devenus sans objet : amendements de M. Robert Vizet, n° 3 : réaffirmation du principe de souveraineté nationale de la France (p. 912) – N° 4 : citoyenneté dans l'entreprise (p. 912) – N° 5 : amélioration du pouvoir d'achat des salariés du secteur privé (p. 912) – N° 6 : terme mis aux exonérations de cotisations sociales dues par l'employeur et prises en charge par l'Etat (p. 912) – N° 7 : objectif de la réduction du temps de travail sans perte de salaire (p. 912) – N° 8, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de l'intégration de la France dans le « libre marché des capitaux » (p. 912) – N° 9, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : utilisation de la fiscalité comme moyen incitatif à la création d'emplois (p. 912) – Amendements de M. Xavier de Villepin, soutenus par M. Claude Huriet, n° 37 : suppression de toute référence au principe de l'économie mixte (p. 912) – Et n° 38 : condition de la réduction du déficit budgétaire de la France (p. 912) – Amendements de M. Louis Moinard, n° 40 : mesures fiscales pour accroître la compétitivité économique (p. 912) – Et n° 41 : stabilité des dotations de l'Etat attribuées aux collectivités territoriales (p. 912) – Amendements de M. Robert Vizet, soutenus par Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 10 : contribution de solidarité assise sur tous les revenus (p. 912) – N° 12 : effets de la politique agricole commune (PAC) sur l'agriculture française (p. 912) – N° 15 : accroissement de l'effort de recherche industrielle en étroite liaison avec la recherche publique (p. 912) – Amendement n° 18 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Jean Garcia : missions des postes et télécommunications (p. 912) – Amendements de M. Charles de Cuttoli, n° 26 : représentation du Conseil supérieur des Français de l'étranger au Haut conseil de l'Image France (p. 912) – N° 27 : prise en charge des besoins des Français de l'étranger (p. 912) – Et n° 28 : avis annuel au Gouvernement donné par le Conseil supérieur des Français de l'étranger (p. 912) – Amendements de M. Robert Vizet, soutenus par M. Jean Garcia, n° 20 : amélioration de la retraite à 60 ans (p. 912) – N° 21 : maintien des principes actuels de la protection sociale (p. 912) – Et n° 24 : principe d'autonomie et de développement des collectivités territoriales (p. 912) – Amendement n° 43 de M. Jacques Descours Desacres : de la réforme fiscale (p. 912) – Amendement n° 25 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Jean Garcia : maintien du principe de l'autonomie communale dans la région Ile-de-France (p. 912) – Amendement n° 2 de M. Stéphane Bonduel : effort particulier pour le soutien de certains zones défavorisées non élues au bénéfice des fonds de développement européens (p. 912).

– L'article unique est supprimé (p. 912).

Rejet du projet de loi (24 mai 1989) (p. 912).

Discussion (nouvelle lecture)

(1er juillet 1989) (p. 2282, 2284).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2282, 2284) : *MM. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan ; Richard Pouille, en remplacement de M. Bernard Barbier, rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan ; Robert Pagès.*

Délégation parlementaire du Sénat pour la planification : *Stoléru (Lionel)* (p. 2282).

Economie mixte : *Pouille (Richard)* (p. 2283).

Grand marché intérieur (CEE) : *Pouille (Richard)* (p. 2283).

Impôts locaux : *Pagès (Robert)* (p. 2284).

Politique économique et sociale : *Pagès (Robert)* (p. 2283).

Rapport Peyrelevade (Europe financière et monétaire) : *Pagès (Robert)* (p. 2283).

Rapport Teulade (protection sociale) : *Pagès (Robert)* (p. 2283).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2284) : *M. Jacques Bellanger* (p. 2284).

Art. unique (p. 2284).

Adopté : amendement n° 1 de M. Bernard Barbier, rapporteur : suppression de cet article (p. 2284 ; scrutin public n° 174).

– L'article unique est supprimé (p. 2284).

Rejet du projet de loi (1er juillet 1989) (p. 2284).

Planification

Voir *Rapports d'information*, **2**

Police

Voir *Lois de finances*, **2**, Intérieur
Questions orales sans débat n° **47**
Rapports du Gouvernement, **15**
Traités et conventions, **8**

1. – **Proposition de loi tendant à l'utilisation démocratique de la force publique et instituant des dispositions déontologiques applicables aux fonctionnaires de police,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 16 janvier 1989) [n° **193** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi relative à l'exercice du pouvoir de police municipale à Paris,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Raymond Bourgine, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 octobre 1989) [n° **39** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Projet de loi modifiant la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement (15 novembre 1989) [n° **1009** (9e lég)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (7 décembre 1989) [n° **1070** (9e lég)] – Urgence – Discussion (11 décembre 1989) – Adoption (11 décembre 1989) [n° **214**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 décembre 1989) [n° **121** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Graziani (13 décembre 1989) [n° **126** (89-90)] – Discussion (18 décembre 1989) – Adoption (18 décembre 1989) [n° **55**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1989) [n° **1120**) (9e lég)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Gilbert Bonnemaison (18 décembre 1989) [n° **1121** (9e lég)] – Discussion (20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° **246**].

PROMULGATION : Loi n° 90-7 du 2 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 4 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1989) (p. 5113, 5117).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5113, 5115) : *MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Paul Graziani, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès.*

Le présent projet tend à faciliter la répression des ventes illicites dans les gares, stations, trains et bâtiments relevant du domaine public ferroviaire.

Equipement : *Dreyfus (Tony)* (p. 1114).

Régie autonome des transports parisiens (RATP) : *Dreyfus (Tony)* (p. 5113, 5114) ; *Graziani (Paul)* (p. 5114) ; *Pagès (Robert)* (p. 5114).

Perquisitions et saisies : *Dreyfus (Tony)* (p. 5113) ; *Graziani (Paul)* (p. 5114) ; *Pagès (Robert)* (p. 5114, 5115).

Sécurité civile : *Dreyfus (Tony)* (p. 5113, 5114) ; *Pagès (Robert)* (p. 5115).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) : *Dreyfus (Tony)* (p. 5113, 5114) ; *Graziani (Paul)* (p. 5114) ; *Pagès (Robert)* (p. 5114).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5115, 5117) : *MM. Paul Graziani, rapporteur ; Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat ; Robert Pagès, Lucien Lanier, Jean Simonin.*

Art. unique *(Missions des personnels assermentés)* (p. 5115).

Adoptés : amendements rédactionnels nos 1 à 3 de M. Paul Graziani, rapporteur (p. 5116).

– L'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 5116).

Après l'art. unique (p. 5116).

Retirés : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Hubert Haenel, soutenu par M. Lucien Lanier : financement de la construction d'ouvrages et d'équipements du réseau ferré national (p. 5117) – Amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu par M. Jean Simonin : report du délai prévu à l'article L. 231-8 du code rural (p. 5117).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Jacques Bellanger* (p. 5117).

Adoption (18 décembre 1989) (p. 5117).

Politique de défense

Voir *Lois de finances*, **2**, Défense

Politique économique et sociale

Voir *Emploi*, **1**
Etrangers, **1**
Gouvernement (déclarations), **2**
Lois de finances, **2**, Départements et territoires d'outre-mer ; Economie, finances et budget - II – Services financiers - Commerce extérieur
Lois de règlement, **1 ; 2**
Plan, **1**
Questions au Gouvernement n° **85** ; n° **109** ; n° **129** ; n° **165** ; n° **181**
Rappels au règlement, **16 ; 23**

1. – **Projet de loi modifiant la loi du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (3 avril 1989) [n° **542** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Le Garrec (6 avril 1989) [n° **556** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (13 avril 1989) – Adoption (13 avril 1989) [n° **79**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 avril 1989) [n° **254** (88-89)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. André Fosset (25 mai 1989) [n° **328** (88-89)] – Avis de M. Etienne Dailly (25 mai 1989) [n° **329** (88-89)] – Discussion (30 mai 1989) – Rejet (30 mai 1989) [n° **75**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (31 mai 1989) [n° **711** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean Le Garrec (1er juin 1989) [n° **713** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. André Fosset (1er juin 1989) [n° **341** (88-89)] - Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (31 mai 1989) [n° **711** (9e lég.)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean Le Garrec (1er juin 1989) [n° **723** (9e lég.)] - Discussion (5 juin 1989) - Adoption (5 juin 1989) [n° **111**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (6 juin 1989) [n° **352** (88-89)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. André Fosset (7 juin 1989) [n° **359** (88-89)] - Discussion (9 juin 1989) - Rejet (9 juin 1989) [n° **82**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (9 juin 1989) [n° **743** (9e lég.)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean Le Garrec (13 juin 1989) [n° **745** (9e lég.)] - Discussion (13 juin 1989) - Adoption (13 juin 1989) [n° **115**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 89-254 DC du 4 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 5 juillet 1989) qui déclare la loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 89-465 du 10 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(30 mai 1989) (p. 962, 983).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 962, 981) : *MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget ; André Fosset, rapporteur de la commission des finances ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Paul Loridant, Xavier de Villepin, Emmanuel Hamel, Mme Marie-Claude Beaudeau.*

Actionnaires et actionnariat : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 962, 963, 964, 978, 979) ; *Dailly (Etienne)* (p. 968, 969, 980) ; *Fosset (André)* (p. 965, 982) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 982) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 973).

Actions : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 962, 964) ; *Dailly (Etienne)* (p. 968) ; *Fosset (André)* (p. 965).

Caisse des dépôts et consignations (CDC) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 976) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 963) ; *Fosset (André)* (p. 966).

Concurrence internationale : *Fosset (André)* (p. 966) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 974) ; *Loridant (Paul)* (p. 972).

Conseil constitutionnel : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 979) ; *Dailly (Etienne)* (p. 981) ; *Fosset (André)* (p. 982) ; *Loridant (Paul)* (p. 972).

Conseil d'Etat : *Dailly (Etienne)* (p. 981) ; *Loridant (Paul)* (p. 972).

Constitution : *Dailly (Etienne)* (p. 970) ; *Fosset (André)* (p. 966).

Déficit budgétaire : *Fosset (André)* (p. 966).

Démocratie : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 975).

Devises (franc français) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 974).

Droit des sociétés : *Dailly (Etienne)* (p. 971).

Emploi : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 975) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 974).

Entreprises : *Dailly (Etienne)* (p. 967) ; *Fosset (André)* (p. 966) ; *Loridant (Paul)* (p. 972) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 973).

Entreprises publiques : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 975, 976, 977) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 962, 963, 964, 978) ; *Dailly (Etienne)* (p. 967, 969, 970) ; *Fosset (André)* (p. 965, 982) ; *Loridant (Paul)* (p. 972) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 982) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 973).

Fiscalité : *Villepin (Xavier de)* (p. 973).

Grand marché intérieur (CEE) : *Loridant (Paul)* (p. 972).

Industrie : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 963).

Investissements : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 975) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 980) ; *Dailly (Etienne)* (p. 967, 969, 970).

Italie : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 975).

Japon : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 978).

Logement social : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 980).

Marchés financiers : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 976) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 963) ; *Dailly (Etienne)* (p. 967) ; *Fosset (André)* (p. 966).

Nationalisations : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 977, 979) ; *Fosset (André)* (p. 980) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 974).

Plus-values : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 976).

Privatisations : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 974, 975, 976) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 962, 964, 977, 979) ; *Dailly (Etienne)* (p. 967, 970) ; *Loridant (Paul)* (p. 973) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 973).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 975) ; *Bérégovoy (Pierre)* (p. 978) ; *Loridant (Paul)* (p. 972).

Royaume-Uni : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 978).

Train à grande vitesse (TGV) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 974).

Motion n° 1 de M. André Fosset, rapporteur, **tendant à opposer la question préalable** (p. 981, 983) - *MM. André Fosset, rapporteur ; Jean-Pierre Masseret.*

Adoption de la motion (p. 983 ; scrutin public n° 136).

Rejet du projet de loi (30 mai 1989) (p. 983).

Discussion (nouvelle lecture)

(9 juin 1989) (p. 1330, 1338).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 1330, 1338) : *MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget ; André Fosset, rapporteur de la commission des finances ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Paul Loridant, Mme Paulette Fost.*

Actionnaires et actionnariat : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1331, 1337) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1337) ; *Fosset (André)* (p. 1330, 1331) ; *Fost (Paulette)* (p. 1333) ; *Loridant (Paul)* (p. 1333).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1337).

Constitution : *Dailly (Etienne)* (p. 1331).

Emplois (créations et suppressions) : *Fost (Paulette)* (p. 1333).

Entreprises : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1337) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1334) ; *Fost (Paulette)* (p. 1333) ; *Loridant (Paul)* (p. 1333).

Entreprises publiques : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1332, 1335) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1332) ; *Fost (Paulette)* (p. 1333) ; *Loridant (Paul)* (p. 1333, 1335).

Offres publiques d'achat (OPA) : *Dailly (Etienne)* (p. 1332).

Privatisations : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1336, 1338) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1334) ; *Fosset (André)* (p. 1331, 1335) ; *Fost (Paulette)* (p. 1333).

Secteur public : *Fosset (André)* (p. 1330).

Motion n° 2 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 1334, 1338) - *MM. Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Paul Loridant, André Fosset, rapporteur ; Pierre Bérégovoy, ministre.*

Adoption de la motion (p. 1338 ; scrutin public n° 148).

Rejet du projet de loi (9 juin 1989) (p. 1338).

Politique étrangère

Voir *Gouvernement (déclarations)*, **3**

Lois de finances, **2**, Affaires étrangères
Questions au Gouvernement n° **86** ; n° **103** ; n° **117** ; n° **147** ; n° **154** ; n° **158** ; n° **173** ; n° **188**
Questions orales sans débat n° **62** ; n° **83** ; n° **144**
Rappels au règlement, **5** ; **6**

Politiques communautaires

Voir *Questions au Gouvernement* n° **99**
Questions orales sans débat n° **81**

Pollutions et nuisances

Voir *Allocutions et communications*, **54**
Environnement, **1**
Lois de finances, **2**, art. add. après l'art. 4, art. 16 ; Services du Premier ministre - V – Environnement
Questions au Gouvernement n° **82** ; n° **93** ; n° **96** ; n° **123** ; n° **126**
Questions orales sans débat n° **118** ; n° **160**
Traités et conventions, **11**

Pologne

Voir *Questions au Gouvernement* n° **117** ; n° **144**
Rappels au règlement, **20**
Rapports d'information, **16**
Traités et conventions, **22**

Polynésie française

Voir *Allocutions et communications*, **2** ; **6** ; **7** ; **16** ; **17** ; **48** ; **54**
Circulation routière, **1**
Questions orales sans débat n° **132**

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer (22 novembre 1989) [n° **74** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Ports

Voir *Lois de finances*, **2**, Equipement, logement, transports et mer - V – Mer - Marine marchande et ports maritimes

Portugal

Voir *Traités et conventions*, **19**

Postes et télécommunications (P et T)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **92**
Questions orales sans débat n° **49**
Rapports au Gouvernement, **1**
Traités et conventions, **9**

Pouvoirs publics

Voir *Questions orales avec débat* n° **60**

Président de la République

Voir *Elections*, **8**

Presse

Voir *Parlement*, **4**
Questions au Gouvernement n° **88**

Prestations familiales

Voir *Questions au Gouvernement* n° **129** ; n° **162**

Prestations sociales

Voir *Questions orales sans débat* n° **108**

Prestations sociales agricoles

Voir *Lois de finances*, **2**, Prestations sociales agricoles - (Budget annexe)

Prêts

Voir *Créances*, **2**

Prisonniers de guerre

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, **5**

Privilèges et immunités (organisations internationales)

Voir *Associations*, **1** ; **2** ; **3** ; **4**

Procédure parlementaire

Voir *Allocutions et communications*, **22**
Gouvernement (déclarations), **1**
Marchés financiers, **1**
Rappels au règlement, **4** ; **11** ; **15** ; **22** ; **23** ; **47** ; **49**

1. – **Mise au point au sujet d'un vote** intervenu lors de l'examen du projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés liées à l'endettement des particuliers, formulée par M. Ernest Cartigny (13 novembre 1989) (p. 3194).

Procédure pénale

Voir *Motions d'ordre (procédure parlementaire)*, **1**
Rappels au règlement, **4** ; **29**

1. – **Proposition de loi relative à la révision des condamnations pénales,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Michel Sapin, député, et plusieurs de ses collègues (5 octobre 1988) [n° **264** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport commun avec la proposition de loi de M. Jacques Brunhes, député, « tendant à modifier et à compléter la procédure de révision des procès criminels et correctionnels », fait par M. Philippe Marchand (23 novembre 1988) [n° **404** (9e lég.)] – Discussion des conclusions du rapport (29 novembre 1988) – Adoption (29 novembre 1988) [n° **36**].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi relative à la révision des condamnations pénales** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 novembre 1988) [n° **106** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 1er mars 1989) [n° **220** (88-89)] – Discussion (11 avril 1989) – Adoption (11 avril 1989) [n° **58**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 avril 1989) [n° **562** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Marchand (20 avril 1989) [n° **630** (9e lég.)] – Discussion (2 mai 1989) – Adoption (2 mai 1989) [n° **90**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 mai 1989) [n° **280** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois –

Rapport de M. Marcel Rudloff (24 mai 1989) [n° **324** (88-89)] – Discussion (16 juin 1989) – Adoption (16 juin 1989) [n° **106**].

PROMULGATION : Loi n° 89-431 du 23 juin 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 1er juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(11 avril 1989) (p. 150, 157).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 150, 152) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.*

Condamnations pénales : *Arpaillange (Pierre)* (p. 150).

Erreur judiciaire : *Arpaillange (Pierre)* (p. 151) ; *Lederman (Charles)* (p. 152) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 151).

Indemnisation : *Arpaillange (Pierre)* (p. 151).

Pourvoi en révision (recevabilité) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 151) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 151).

Procédure de révision : *Arpaillange (Pierre)* (p. 151) ; *Lederman (Charles)* (p. 152).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 152, 157) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Marcel Rudloff, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Charles Lederman.*

Art. 1er *(Conditions de la révision ; article 622 du code de procédure pénale)* (p. 152).

Adopté : amendement n° 5 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : qualification du doute sur la culpabilité du condamné (p. 153).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 153).

Art. 2 *(Procédure de la révision ; article 623 du code de procédure pénale)* (p. 153).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Charles Lederman : composition de la commission de révision (p. 154).

Retiré : amendement n° 7 de M. Pierre Arpaillange, ministre (p. 154).

– L'article 2 est adopté (p. 154).

Art. 3 *(Suspension de l'exécution des condamnations ; article 624 du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 154).

Art. 4 *(Procédure devant la cour de révision ; article 625 du code de procédure pénale)* (p. 154).

Adoptés : amendement n° 6 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : convocation à peine de nullité de la partie civile (p. 155) – Amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : décisions de la cour de révision (p. 155).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Charles Lederman : recours contre les décisions de la cour de révision (p. 155).

Retiré : amendement n° 8 de M. Pierre Arpaillange, ministre (p. 154).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 155).

Après l'art. 4 (p. 155).

Rejeté : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : recours devant la Cour de cassation, sur pétitions nationales, en cas de rejet de la requête par la cour de révision (p. 156).

Art. 5 *(Assistance des requérants ; article 625-1 du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 156).

Art. 5 bis *(Indemnisation des condamnés reconnus innocents et des personnes justifiant d'un préjudice causé par la condamnation ; article 626 du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 156).

Art. 6 *(Entrée en vigueur de la loi)* (p. 156).

Retiré : amendement n° 9 de M. Pierre Arpaillange, ministre (p. 156).

– L'article 6 est adopté (p. 156).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Charles de Cuttoli* (p. 156), *Michel Darras* (p. 156, 157), *Charles Lederman* (p. 157), *José Balarello* (p. 157).

Adoption (11 avril 1989) (p. 157).

Discussion (deuxième lecture)

(16 juin 1989) (p. 1651).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1651) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois.*

Cour de révision : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1651) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1651).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE RESTANT EN DISCUSSION (p. 1651)

Art. 4 – Adopté (p. 1651).

Adoption (16 juin 1989) (p. 1651).

2. – **Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (26 octobre 1988) [n° **325** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Marchand (23 novembre 1988) [n° **403** (9e lég.)] – Discussion (29 novembre 1988) – Adoption (29 novembre 1988) [n° **35**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 novembre 1988) [n° **107** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff – Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 1er mars 1989) [n° **221** (88-89)] – Discussion (11 avril 1989) – Adoption (11 avril 1989) [n° **57**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 avril 1989) [n° **561** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Marchand (20 avril 1989) [n° **631** (9e lég.)] – Discussion (2 mai 1989) – Adoption (2 mai 1989) [n° **89**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 mai 1989) [n° **282** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (7 juin 1989) [n° **366** (88-89)] – Discussion (16 juin 1989) – Adoption (16 juin 1989) [n° **105**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (16 juin 1989) [n° **789** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Philippe Marchand (22 juin 1989) [n° **806** (9e lég.)] – Discussion (23 juin 1989) – Adoption (23 juin 1989) [n° **132**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Marcel Rudloff (22 juin 1989) [n° **408** (88-89)] – Discussion (29 juin 1989) – Adoption (29 juin 1989) [n° **115**].

PROMULGATION : Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 8 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(11 avril 1989) (p. 105, 150).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 105, 119) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Charles de Cuttoli, José Balarello, Charles Lederman.*

Avocats : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 110).

Chambres d'accusation : *Arpaillange (Pierre)* (p. 107) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 112) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 109, 110).

Cour de cassation : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 109).

Décisions de justice : *Arpaillange (Pierre)* (p. 107).

Détention provisoire : *Arpaillange (Pierre)* (p. 106) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 111, 112) ; *Lederman (Charles)* (p. 114, 115) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 107, 108).

Détention provisoire (données chiffrées) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 105) ; *Lederman (Charles)* (p. 114).

Détention provisoire (durée) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 106, 118) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 109) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 108).

Détention provisoire (réformes) : *Balarello (José)* (p. 112) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 111).

Education surveillée : *Arpaillange (Pierre)* (p. 118) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 112) ; *Lederman (Charles)* (p. 115).

Enquêtes de personnalité : *Arpaillange (Pierre)* (p. 106, 118, 119) ; *Balarello (José)* (p. 113) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 111) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 109).

Instruction : *Arpaillange (Pierre)* (p. 105) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 111) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 108).

Jeunes majeurs : *Cuttoli (Charles de)* (p. 111) ; *Lederman (Charles)* (p. 115).

Juges d'instruction : *Arpaillange (Pierre)* (p. 107, 118) ; *Balarello (José)* (p. 113) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 111) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 109) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 108).

Jurisprudence : *Balarello (José)* (p. 114).

Mandat de dépôt : *Cuttoli (Charles de)* (p. 112).

Mineurs (d'âge) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 107, 118) ; *Balarello (José)* (p. 112) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 112) ; *Lederman (Charles)* (p. 115).

Mineurs (d'âge) (données chiffrées) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 119).

Mise à l'épreuve : *Arpaillange (Pierre)* (p. 107) ; *Balarello (José)* (p. 112) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 110).

Nullités de procédure : *Arpaillange (Pierre)* (p. 119) ; *Balarello (José)* (p. 113, 114).

Ordonnances de mise en détention provisoire (motivation) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 106, 119) ; *Balarello (José)* (p. 113) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 109) ; *Lederman (Charles)* (p. 115).

Peines et amendes : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 110).

Présomption d'innocence : *Rudloff (Marcel)* (p. 108).

Procédure pénale : *Arpaillange (Pierre)* (p. 106, 107) ; *Balarello (José)* (p. 113, 114) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 111) ; *Lederman (Charles)* (p. 115).

Réponse à M. Balarello : *Arpaillange (Pierre)* (p. 119).

Réponse à M. de Cuttoli : *Arpaillange (Pierre)* (p. 118).

Réponse à M. Dreyfus-Schmidt : *Arpaillange (Pierre)* (p. 118).

Réponse à M. Lederman : *Arpaillange (Pierre)* (p. 119).

Secret de l'instruction : *Arpaillange (Pierre)* (p. 107, 118) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 110).

Travaux d'intérêt général (TIG) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 110).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 119, 150) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Michel Darras, Charles Lederman, José Balarello, Charles de Cuttoli.*

Art. 1er *(Enquêtes de personnalité pour les jeunes majeurs ; articles 41 et 81 du code de procédure pénale)* (p. 119).

Adoptés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 1 : suppression de l'obligation d'informer l'autorité judiciaire sur les mesures propres à favoriser l'insertion sociale du prévenu (p. 121) – Et n° 2 : coordination avec l'amendement n° 1 (p. 123) – Amendements de M. Pierre Arpaillange, ministre, nos 14 et 15 : application des dispositions relatives à l'enquête préliminaire aux majeurs âgés de moins de 21 ans (p. 121 et 124).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 25 : possibilité, pour la défense, de demander une enquête préliminaire (p. 122) – Et n° 26 : assistance possible d'un avocat lors de l'enquête préliminaire (p. 123 ; scrutin public n° 113).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 124).

Après l'art. 1er (p. 124).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 27 de M. Charles Lederman : rôle des avocats de l'inculpé et de la partie civile pendant l'instruction ; article 120 du code de procédure pénale (p. 125).

Art. 1er bis et 1er ter *(Dispositions de coordination ; articles 123 et 135 du code de procédure pénale)* – Adoptés (p. 125).

Art. 1er quater *(Dispositions de coordination ; article 144 du code de procédure pénale)* (p. 125).

Rejeté : amendement n° 28 de M. Charles Lederman : interdiction de la détention provisoire lorsque la peine encourue est inférieure ou égale à trois ans (p. 125).

– L'article 1er quater est adopté (p. 125).

Art. 2 *(Motivation de l'ordonnance de mise en détention provisoire et extension de celle-ci à la matière criminelle ; article 145 du code de procédure pénale)* (p. 125).

Adopté : amendement n° 3 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de la sanction du non-respect des prescriptions légales relatives à la motivation de l'ordonnance de mise en détention provisoire (p. 126).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 126).

Art. 3 *(Réduction des délais légaux de détention provisoire ; articles 145-1, 145-2, 148 et 186 du code de procédure pénale)* (p. 126).

Adoptés : première partie de l'amendement n° 35 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : limitation de la durée de la détention provisoire en matière correctionnelle (p. 128) – Amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : durée maximale de la détention provisoire (p. 130).

Rejetés : deuxième et troisième parties de l'amendement n° 35 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : limitation de la durée de la détention provisoire en matière criminelle et en matière correctionnelle lorsque la peine encourue est supérieure à cinq ans (p. 128 et 129) – Amendements de M. Charles Lederman, n° 29 : réduction du délai maximal de la détention provisoire pour les majeurs en matière correctionnelle (p. 127) – Et n° 30 : limitation de la détention provisoire à six mois et modalités des prolongations éventuelles (p. 130).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 130).

Art. 4 *(Dispositions concernant la chambre d'accusation ; articles 148-4, 148-8, 199, 207 et 567-1 du code de procédure pénale)* (p. 130).

Adoptés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 6 : suppression de la comparution personnelle de droit devant la chambre d'accusation (p. 135 ; scrutin public n° 114) – N° 5 : coordination avec l'amendement n° 6 (p. 136 ; précédemment réservé p. 131) – Et n° 7 : suppression d'une disposition destinée à lutter contre les demandes multiples de mise en liberté, figurant déjà dans la loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 portant diverses mesures d'ordre social (p. 136).

Rejetés : amendement n° 32 de M. Charles Lederman : pouvoirs du président de la chambre d'accusation en cas de demande de mainlevée du contrôle judiciaire ou de mise en liberté manifestement irrecevable (p. 131) – Amendement n° 36 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : dispositions relatives au huis clos (p. 136 ; précédemment réservé p. 133).

Devenus sans objet : amendements n° 31 de M. Charles Lederman, n° 16 de M. Pierre Arpaillange, ministre, et n° 37 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : dispositions relatives à la comparution personnelle (p. 135).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 136).

Art. 4 bis *(Tableau de roulement des juges d'instruction ; article 83 du code de procédure pénale)* (p. 136).

Adopté : amendement n° 8 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article (p. 138).

Devenu sans objet : amendement n° 38 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : établissement d'un tour de service spécifique pour les affaires financières ou de terrorisme (p. 138).

– L'article 4 bis est supprimé (p. 138).

Art. 4 ter *(Notification aux conseils des ordonnances de soit-communiqué ; article 175 du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 138).

Après l'art. 4 ter (p. 138).

Adopté : amendement n° 39 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : assouplissement de la procédure de demande de mise en liberté lorsque l'avocat ne réside pas dans la ville où siège le tribunal (p. 139).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 139).

Art. 4 quater *(Dispositions de coordination ; article 183 du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 139).

Art. 4 quinquies *(Notification des arrêts de la chambre d'accusation à l'inculpé détenu ; article 217 du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 139).

Art. 5 *(Ajournement du prononcé de la peine avec mise à l'épreuve ; article 469-4 du code de procédure pénale)* – Adopté (p. 139).

Art. 5 bis *(Sort du cautionnement en cas de condamnation du prévenu ; article 471 du code de procédure pénale)* (p. 139).

Adoptés : amendements de M. Pierre Arpaillange, ministre, n° 17 : report de la restitution du montant du cautionnement affecté à la garantie du droit des victimes jusqu'à ce que la condamnation devienne définitive (p. 140) – Et n° 18 : extension des dispositions de cet article en cas de condamnation rendue par une cour d'appel (p. 140).

– L'article 5 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 140).

Art. 5 ter *(Suppression de la possibilité de dessaisir un juge en cas de rejet d'une requête en suspicion légitime ; article 662 du code de procédure pénale)* (p. 140).

Adopté : amendement n° 9 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : renvoi devant une autre juridiction dans l'intérêt de la « sérénité » de la justice (p. 141).

– L'article 5 ter, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est adopté (p. 141).

Après l'art. 5 ter (p. 141).

Adopté : amendement n° 41 de M. Pierre Arpaillange, ministre : conversion possible d'une peine d'emprisonnement ferme inférieure à six mois en un travail d'intérêt général (p. 143 ; priorité ordonnée p. 142).

Devenus sans objet : amendement n° 40 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité de remplacer une peine de prison ferme par un travail d'intérêt général éventuellement assorti d'un sursis (p. 143 ; priorité refusée p. 143) – Amendement n° 10 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : analogue à l'amendement n° 41 du Gouvernement (p. 143).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 143).

Art. 6 *(Détention provisoire des mineurs ; article 11 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante)* (p. 143).

Adopté : amendement n° 11 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : durée de la détention provisoire des mineurs (p. 145).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 33 : suppression de la détention provisoire des mineurs en matière correctionnelle (p. 145) – Et n° 34 : durée de la détention provisoire des mineurs de treize à seize ans en matière criminelle (p. 145).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 145).

Art. 6 bis *(Abrogation de certaines dispositions des articles 28, 29 et 30 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante)* – Adopté (p. 145).

Art. 6 ter *(Délais d'épreuve ; article 738 du code de procédure pénale)* (p. 145).

Adopté : amendement n° 19 de M. Pierre Arpaillange, ministre : modalités d'application dans le temps des nouvelles dispositions relatives au sursis avec mise à l'épreuve (p. 146).

– L'article 6 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 146).

Après l'art. 6 ter (p. 146).

Adopté : amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Pierre Arpaillange, ministre : délai dont dispose un témoin condamné à l'amende par le juge d'instruction pour interjeter appel (p. 146).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 146).

Art. 7 *(Abrogations)* (p. 146).

Adopté : amendement n° 12 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : rédactionnel (p. 146).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 146).

Après l'art. 7 (p. 147).

Adopté : amendement n° 24 (art. additionnel) de M. José Balarello : régime des nullités de l'instruction (p. 148 ; scrutin public n° 115).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 148).

Avant l'art. 8 (p. 148).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Pierre Arpaillange, ministre, n° 44 : exercice des fonctions de ministère public près le tribunal de police (p. 148) – Et n° 43 : computation des délais de procédure (p. 148).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 148).

Art. 8 *(Entrée en vigueur)* (p. 148).

Adoptés : amendement n° 13 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : harmonisation, par coordination, des dates d'entrée en vigueur de diverses dispositions (p. 149) ; sous-amendements de M. Pierre Arpaillange, ministre, n°s 42 et 21 (p. 149).

Retirés : sur l'amendement n° 13 de la commission, sous-amendements n°s 22 et 23 de M. Pierre Arpaillange, ministre (p. 149).

– L'article 8, dans la rédaction de l'amendement n° 13, ainsi modifié, est adopté (p. 149).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Edouard Le Jeune* (p. 149), *Charles de Cuttoli* (p. 149, 150), *Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 150), *Charles Lederman* (p. 150) ; *intervention de M. Pierre Arpaillange, ministre* (p. 150).

Adoption (11 avril 1989) (p. 150).

Discussion (deuxième lecture)

(16 juin 1989) (p. 1638, 1650).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1638, 1641) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Paul Souffrin.*

Chambres d'accusation : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1639) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1640).

Code de procédure pénale : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1639) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1640).

Détenus : *Souffrin (Paul)* (p. 1640).

Droits de la défense : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1639).

Juges d'instruction : *Souffrin (Paul)* (p. 1641).

Mineurs (d'âge) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1639) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1640) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1641).

Régime des nullités de procédure : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1640) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1640).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1641, 1650) : *MM. Charles Lederman, Marcel Rudloff, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Jean-Pierre Bayle, Jean Garcia, Paul Souffrin.*

Art. 1er (p. 1641).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 10 : suppression de la possibilité, pour le procureur de la République, de requérir le service compétent de l'éducation surveillée (p. 1643) – Et n° 11 : analogue à son amendement n° 10 en ce qui concerne le juge d'instruction (p. 1643).

– L'article 1er est adopté (p. 1643).

Avant l'art. 2 (p. 1643).

Rejeté : amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : suppression de la référence à l'ordre public figurant à l'article 144 du code de procédure pénale (p. 1643).

Art. 2 (p. 1643).

Adopté : amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : obligation faite au juge d'instruction de motiver l'ordonnance de mise en détention provisoire ; suppression de la mention « à peine de nullité » (p. 1644).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1644).

Art. 3 (p. 1644).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 13 : limitation des délais maximaux de détention provisoire des majeurs en matière correctionnelle (p. 1646) – Et n° 14 : raccourcissement des délais de détention provisoire en matière criminelle (p. 1646) – Amendement n° 2 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : allongement à deux ans du délai à l'expiration duquel le juge d'instruction doit, en matière criminelle, organiser un débat contradictoire s'il envisage de prolonger la détention provisoire (p. 1646).

– L'article 3 est adopté (p. 1646).

Art. 4 (p. 1646).

Adopté : amendement n° 3 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : prolongation du délai imparti à la chambre d'accusation pour rendre sa décision en cas de comparution personnelle à la demande du détenu (p. 1647).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1647).

Art. 4 bis (p. 1647).

Rejetés : amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article (p. 1647) – Amendement n° 15 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jean Garcia : mise en place d'un tableau de roulement obligatoire (p. 1647).

– L'article 4 bis est adopté (p. 1647).

Art. 4 ter 1 (p. 1647) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Après l'art. 4 ter 1 (p. 1647).

Retiré : amendement n° 16 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, retiré par M. Paul Souffrin (p. 1647).

Avant l'art. 5 bis A (p. 1647).

Rejeté : amendement n° 17 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Souffrin : rôle de l'assemblée générale du tribunal en matière de fixation des audiences correctionnelles et des tableaux de service (p. 1648).

Art. 5 bis A *(Mention du bulletin n° 2 du casier judiciaire)* – Adopté (p. 1648).

Art. 5 ter et 5 quater – Adoptés (p. 1648).

Art. 6 (p. 1648).

Adopté : amendement n° 9 de M. Pierre Arpaillange, ministre : cas de réduction de la détention provisoire des mineurs de seize à dix-huit ans (p. 1649).

Retirés : amendement n° 5 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 1648) – Amendement n° 18 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jean Garcia : incarcération des mineurs (p. 1649).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1649).

Art. 7 bis (p. 1649) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Retiré : amendement n° 6 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 1650).

– L'article 7 bis demeure supprimé (p. 1650).

Art. 7 quinquies – Adopté (p. 1650).

Art. 8 (p. 1650).

Adoptés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 7 : coordination (p. 1650) – Et n° 8 : entrée en vigueur du présent texte (p. 1650).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jean Simonin* (p. 1650), *Jean Garcia* (p. 1650), *Jean-Pierre Bayle* (p. 1650).

Scrutin public n° 157 (p. 1650).

Adoption (16 juin 1989) (p. 1650).

Discussion (commission mixte paritaire)

(29 juin 1989) (p. 2137, 2139).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2137, 2138) : *MM. Jacques Larché, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, en remplacement de M. Marcel Rudloff ; Louis Besson, ministre chargé du logement, en remplacement de M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Paul Souffrin, Mme Marie-Claude Beaudeau.*

Chambres d'accusation : *Larché (Jacques)* (p. 2137).

Mineurs (d'âge) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2138) ; *Besson (Louis)* (p. 2138) ; *Larché (Jacques)* (p. 2137).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2138, 2139).

Art. 2 et 4 (p. 2138).

Art. 6 et 8 (p. 2139).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Emmanuel Hamel* (p. 2139) , *Paul Souffrin* (p. 2139).

Adoption (29 juin 1989) (p. 2139).

Procès-verbal

Voir *Procédure parlementaire*, **1**
Rappels au règlement, **42**

1. – **Organisation des travaux du Sénat :** observation de M. Philippe de Bourgoing (15 juin 1989) (p. 1569).

2. – **Mise au point au sujet d'un vote**, de M. Xavier de Villepin, à propos du scrutin public n° 19 du 8 novembre 1989 (10 novembre 1989) (p. 3149).

3. – **Mise au point au sujet d'un vote,** de M. Roger Boileau : rappelle avoir approuvé la déclaration de politique générale portant sur la politique de la France à l'égard de l'évolution des pays de l'Est, alors qu'il a été porté comme ayant voté contre (21 novembre 1989) (p. 3517).

Professions et activités immobilières

Voir *Questions orales sans débat* n° **103**

Professions judiciaires et juridiques

Voir *Rapports au Gouvernement*, **1**

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et**

juridiques, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (3 octobre 1988) [n° **159** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pascal Clément (3 avril 1989) [n° **546** (9e lég.)] – Discussion (5 avril 1989) – Adoption (5 avril 1989) [n° **74**].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'exercice de certaines professions judiciaires et juridiques** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 avril 1989) [n° **238** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Rufin (31 mai 1989) [n° **337** (88-89)] – Discussion (19 octobre 1989) – Adoption (19 octobre 1989) [n° **3**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 octobre 1989) [n° **947** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pascal Clément (9 novembre 1989) [n° **994** (9e lég.)] – Discussion (21 novembre 1989) – Adoption (21 novembre 1989) [n° **183**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (21 novembre 1989) [n° **66** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Rufin (6 décembre 1989) [n° **98** (89-90)] – Discussion (11 décembre 1989) – Adoption (11 décembre 1989) [n° **32**].

PROMULGATION : Loi n° 89-906 du 19 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 20 décembre 1989).

Discussion (première lecture)

(19 octobre 1989) (p. 2617, 2628).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2617, 2622) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Jacques Moutet.*

Le projet de loi :

– organise l'ouverture, par les avocats, de bureaux secondaires ;

– édicte des dispositions transitoires concernant les personnes qui exercent à titre accessoire les fonctions de syndic et d'administrateur judiciaire ;

– raccourcit le délai de prescription des actions dirigées contre les avocats ou avoués à la cour en raison de leurs activités professionnelles.

Il organise l'adaptation de certaines professions judiciaires et juridiques au marché unique européen. D'autres réformes, de plus grande ampleur, devraient être ultérieurement étudiées.

Administrateurs judiciaires : *Rufin (Michel)* (p. 2619).

Avocats : *Arpaillange (Pierre)* (p. 2617) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2620) ; *Lederman (Charles)* (p. 2621) ; *Rufin (Michel)* (p. 2618).

Bureaux secondaires : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2620) ; *Rufin (Michel)* (p. 2619).

Bureaux secondaires (législation et jurisprudence) : *Rufin (Michel)* (p. 2618).

Communauté économique européenne (CEE) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2620) ; *Lederman (Charles)* (p. 2621) ; *Rufin (Michel)* (p. 2619).

Concurrence : *Lederman (Charles)* (p. 2621).

Conseillers juridiques : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2620).

Entreprises : *Lederman (Charles)* (p. 2621).

Experts comptables : *Moutet (Jacques)* (p. 2622).

Justice : *Lederman (Charles)* (p. 2622).

Mandataires liquidateurs : *Rufin (Michel)* (p. 2619).

Ordres professionnels : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2620).

Professions judiciaires et juridiques : *Arpaillange (Pierre)* (p. 2618) ; *Moutet (Jacques)* (p. 2622).

Rapport Saint-Pierre (professions judiciaires et juridiques) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 2618) ; *Lederman (Charles)* (p. 2621) ; *Moutet (Jacques)* (p. 2622) ; *Rufin (Michel)* (p. 2618).

Responsabilité civile : *Arpaillange (Pierre)* (p. 2618).

Sociétés civiles professionnelles : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2619) ; *Rufin (Michel)* (p. 2619).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2622, 2628) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Arpaillange, ministre ; Michel Rufin, rapporteur ; Charles Lederman, Jacques Thyraud.*

Art. 1er *(Etablissement de bureaux secondaires par les avocats)* (p. 2622).

Adoptés : amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 4 : rédactionnel (p. 2623) – N° 5 : modalités de délibération en cas de manquement aux règles de la profession (p. 2625 ; vote par division) – Et n° 6 : activité professionnelle effective (p. 2625).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2625).

Art. 2 *(Attributions dévolues au conseil de l'Ordre)* – Adopté (p. 2626).

Art. 3 *(Recours contre les décisions du conseil de l'Ordre)* (p. 2626).

Adopté : amendement n° 7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : compétence du conseil de l'Ordre pour fermer les bureaux secondaires (p. 2626).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2626).

Art. 4 *(Décrets d'application de la loi)* – Adopté (p. 2626).

Art. 5 *(Dispositions transitoires de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprises)* (p. 2626).

Adopté : amendement n° 8 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 2627).

– L'article 5 est supprimé (p. 2627).

Art. 6 et 7 *(Prescription des actions dirigées contre les personnes légalement habilitées à représenter ou à assister les parties en justice)* – Adoptés (p. 2627).

Après l'art. 7 (p. 2627).

Adopté : amendement (art. additionnel) n° 1 de M. Michel Rufin, rapporteur : dispositions relatives aux commissaires-priseurs (p. 2628).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2628).

Adoption (19 octobre 1989) (p. 2628).

Discussion (deuxième lecture)

(11 décembre 1989) (p. 4791, 4801).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4791, 4798) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois ; Etienne Dailly, Michel Dreyfus-Schmidt.*

Amendements (irrecevabilité) : *Dailly (Etienne)* (p. 4795, 4797).

Avocats : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4792) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4795).

Baux professionnels : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4792).

Bureaux secondaires : *Arpaillange (Pierre)* (p. 4791), *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4795) ; *Rufin (Michel)* (p. 4792).

Commissaires-priseurs : *Dailly (Etienne)* (p. 4792, 4793) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4796).

Communauté économique européenne (CEE) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4795).

Locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4795) ; *Rufin (Michel)* (p. 4792).

Règlement du Sénat : *Dailly (Etienne)* (p. 4794) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4797).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4798, 4801) : *MM. Michel Rufin, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, Mme Danielle Bidard-Reydet.*

Art. 1er (p. 4798).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Michel Rufin, rapporteur : information du conseil de l'Ordre auquel appartient l'avocat, des difficultés de son activité dans le bureau secondaire (p. 4799).

– L'article 1er est adopté (p. 4799).

Art. 5 – Adopté (p. 4799).

Après l'art. 8 (p. 4799).

Rejetés : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Michel Rufin, rapporteur : dérogation à l'installation , dans des logements d'habitation, de locaux professionnels en faveur des membres des professions judiciaires et juridiques (p. 4801) ; sous-amendement n° 6 de Mme Danielle Bidard-Reydet : extension du bénéfice de la dérogation (p. 4801 ; scrutin public n° 68).

Retiré : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : autorisation pour les avocats du barreau de Paris de s'installer dans certains tribunaux de la banlieue parisienne.

Irrecevable (article 42, alinéas 10 et 11, du règlement du Sénat) : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Michel Rufin, rapporteur : échéance de la suppression de la bourse commune de résidence des commissaires-priseurs (p. 4799).

Adoption (11 décembre 1989) (p. 4801).

Professions libérales

Voir *Entreprises*, **1**
Questions au Gouvernement n° **81**
Questions orales sans débat n° **96**
Sécurité sociale, **1**,

Professions médicales et paramédicales

Voir *Questions orales sans débat* n° **53**

Propriété (accession à la)

Voir *Logement*, **1**
Lois de finances, **2**, Equipement, logement, transports et mer - I - Urbanisme, logement et services communs

Propriété industrielle

1. – **Projet de loi relatif à la propriété industrielle,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, premier ministre, par M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie (28 novembre 1989) [n° **83** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Protection sociale

Voir *Agriculture*, **2**
Entreprises, **2**
Lois de finances, **2**, Industrie et aménagement du territoire - III - Commerce et artisanat
Plan, **1**
Questions orales avec débat n° **33**
Questions orales sans débat n° **95**
Rapports au Gouvernement, **1**
Rapports d'information, **1**
Sécurité sociale, **3** ; **4**
Traités et conventions, **8**

1. – **Proposition de loi relative au régime local de protection sociale d'Alsace-Moselle,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Paul Souffrin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 - 19 juillet 1989) [n° **470** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Publicité

Voir *Consommation*, **1**
Questions au Gouvernement n° **179**

Q

Question préalable (procédure parlementaire)

Voir *Assurances*, **1**
Code pénal, **1**
Défense nationale, **1**
Elections, **7**
Etrangers, **1** ; **2**
Lois de finances, **2**
Politique économique et sociale, **1**
Rappels au règlement, **24**
Sécurité sociale, **1** ; **3** ; **4**

Questions au Gouvernement

Voir *Rappels au règlement*, **42**

n° 78. – Fêtes et cérémonies publiques (Bicentenaire de la Révolution et commémoration de la naissance du drapeau français) – Question de M. Jacques Habert.

Discussion (20 avril 1989) (p. 314, 315) :

MM. Jacques Habert, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 79. – Fonction publique (Revendications des fonctionnaires corses et de l'ensemble de la fonction publique) – Question de Mme Hélène Luc.

Discussion (20 avril 1989) (p. 315, 316) :

Mme Hélène Luc, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

n° 80. – Elections (Organisation des élections européennes) – Question de M. Roland du Luart.

Discussion (20 avril 1989) (p. 316, 317) :

MM. Roland du Luart, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 81. – Professions libérales (Inquiétudes des professions libérales face à l'échéance de 1992) – Question de M. Paul Séramy.

Discussion (20 avril 1989) (p. 317, 318) :

MM. Paul Séramy, Pierre Arpaillange, ministre de la justice.

n° 82. – Environnement (Action du ministère de l'environnement) – Question de M. Franck Sérusclat.

Discussion (20 avril 1989) (p. 318, 320) :

MM. Franck Sérusclat, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

n° 83. – Agriculture (Prêts bonifiés aux agriculteurs) – Question de M. Josy Moinet.

Discussion (20 avril 1989) (p. 320) :

MM. Josy Moinet, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 84. – Réseau routier et autoroutier (Autoroute A78 Bordeaux-Clermont-Ferrand) – Question de M. Henri Belcour.

Discussion (20 avril 1989) (p. 320, 321) :

MM. Henri Belcour, Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer.

n° 85. – Politique économique et sociale (Application de la loi relative au revenu minimum d'insertion) – Question de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Discussion (20 avril 1989) (p. 321, 322) :

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.

n° 86. – Politique étrangère (Aide humanitaire au Liban) – Question de M. Jean Francou.

Discussion (20 avril 1989) (p. 322, 323) :

MM. Jean Francou, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire.

n° 87. – Aménagement du territoire (Rapport Essig sur le devenir du patrimoine immobilier des houillières du bassin Nord-Pas-de-Calais) – Question de M. André Delelis.

Discussion (20 avril 1989) (p. 324) :

MM. André Delelis, Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions.

n° 88. – Détenus (Diffusion d'un communiqué à la presse par un détenu) – Question de M. François Lesein.

Discussion (20 avril 1989) (p. 324, 325) :

MM. François Lesein, Pierre Arpaillange, ministre de la justice.

n° 89. – Corse (Débats au Sénat sur l'avenir de la Corse) – Question de M. Paul Masson.

Discussion (20 avril 1989) (p. 325, 326) :

MM. Paul Masson, Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

n° 90. – Enseignement primaire (Enseignement des langues étrangères dans le primaire) – Question de M. Guy Robert.

Discussion (20 avril 1989) (p. 326, 327) :

MM. Guy Robert, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

n° 91. – Radios locales privées (Situation des radios locales privées) – Question de M. Gérard Delfau.

Discussion (20 avril 1989) (p. 327) :

M. Gérard Delfau, Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication.

n° 92. – Postes et télécommunications (Horaires des bureaux de poste dans les communes touristiques) – Question de M. Henri Collette.

Discussion (20 avril 1989) (p. 327, 328) :

MM. Henri Collette, Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace.

n° 93. – Taxes parafiscales (Taxes parafiscales sur les huiles de base) – Question de M. Jean Guenier.

Discussion (20 avril 1989) (p. 328, 329) :

MM. Jean Guénier, Michel Charasse, ministre chargé du budget.

n° 94. – Textile (Industrie) (Industrie textile du pays d'Olmes, Ariège) – Question de M. Germain Authié.

Discussion (20 avril 1989) (p. 329, 330) :

MM. Germain Authié, Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire.

n° 95. – Sports (Candidature de la France à l'organisation des jeux de la francophonie) – Question de M. Jean-Jacques Robert.

Discussion (20 avril 1989) (p. 330, 331) :

MM. Jean-Jacques Robert, Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports.

n° 96. – Carburants de substitution (Politique d'expérimentation de la production d'éthanol) – Question de M. Jacques Machet.

Discussion (20 avril 1989) (p. 331) :

MM. Jacques Machet, Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget.

n° 97. – Elus locaux (Conditions d'exercice des mandats d'élu local) – Question de M. Louis Minetti.

Discussion (25 mai 1989) (p. 920) :

MM. Louis Minetti, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 98. – Banques et établissements financiers (Instructions données à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux fonds propres du Crédit Lyonnais) – Question de M. Roger Chinaud.

Discussion (25 mai 1989) (p. 921, 922) :

M. Roger Chinaud, Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation.

n° 99. – Départements d'outre-mer (Acte unique européen et octroi de mer) – Question de M. Roger Lise.

Discussion (25 mai 1989) (p. 922, 923) :

MM. Roger Lise, Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 100. – Justice (Arrestation de M. Paul Touvier) – Question de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Discussion (25 mai 1989) (p. 924, 925) :

MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Arpaillange, ministre de la justice.

n° 101. – Armes et munitions (Situation de la manufacture d'armes de Tulle) – Question de M. Georges Mouly.

Discussion (25 mai 1989) (p. 925) :

MM. Georges Mouly, Gérard Renon, secrétaire d'Etat à la défense.

n° 102. – Défense (Réduction des crédits militaires) – Question de M. Yvon Bourges.

Discussion (25 mai 1989) (p. 925, 926) :

MM. Yvon Bourges, Gérard Renon, secrétaire d'Etat à la défense.

n° 103. – Liban (Situation au Liban : examens scolaires) – Question de M. Jacques Habert.

Discussion (25 mai 1989) (p. 927, 928) :

MM. Jacques Habert, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 104. – Logement (Politique du logement social) – Question de Mme Paulette Fost.

Discussion (25 mai 1989) (p. 928, 929) :

Mme Paulette Fost, M. Louis Besson, ministre chargé du logement.

n° 105. – Sécurité routière (Circulation de voitures sans permis) – Question de M. Jean-Pierre Tizon.

Discussion (25 mai 1989) (p. 929) :

MM. Jean-Pierre Tizon, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

n° 106. – Communautés européennes (Strasbourg, capitale de l'Europe) – Question de M. Louis Jung.

Discussion (25 mai 1989) (p. 930) :

MM. Louis Jung, Louis Besson, ministre chargé du logement.

n° 107. – Logement (Conséquences à tirer du rapport Bloch-Lainé pour le logement locatif social) – Question de M. Robert Laucournet.

Discussion (25 mai 1989) (p. 930, 931) :

MM. Robert Laucournet, Louis Besson, ministre chargé du logement.

n° 108. – Eau et assainissement (Difficultés dans la distribution d'eau potable cet été) – Question de M. Guy Besse.

Discussion (25 mai 1989) (p. 931, 932) :

MM. Guy Besse, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

n° 109. – Revenu minimum d'insertion (Fonctionnement du revenu minimum d'insertion) – Question de M. Georges Gruillot.

Discussion (25 mai 1989) (p. 932) :

M. Georges Gruillot, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 110. – Communes (Conséquences de l'échéance de 1992 sur les petites et moyennes communes) – Question de M. Pierre Lacour.

Discussion (25 mai 1989) (p. 933) :

MM. Pierre Lacour, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 111. – Infirmiers (Gestion des centres de soins municipaux et associatifs) – Question de M. François Autain.

Discussion (25 mai 1989) (p. 933, 934) :

M. François Autain, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 112. – Logement (Relance de la politique sociale du logement) – Question de M. Yvon Collin.

Discussion (25 mai 1989) (p. 934, 935) :

MM. Yvon Collin, Louis Besson, ministre chargé du logement.

n° 113. – Transports ferroviaires (Sécurité des usagers et des agents de la SNCF) – Question de Mme Hélène Missoffe.

Discussion (25 mai 1989) (p. 935, 936) :

Mme Hélène Missoffe, M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

n° 114. – Finances locales (Désindexation de la dotation globale de fonctionnement) – Question de M. Jean Pourchet.

Discussion (25 mai 1989) (p. 936, 937) :

M. Jean Pourchet, Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation.

n° 115. – Nouvelle-Calédonie (Politique de formation des fonctionnaires territoriaux calédoniens) – Question de M. Paul Loridant.

Discussion (25 mai 1989) (p. 937, 938) :

MM. Paul Loridant, Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 116. – Textile (industrie) (Situation) – Question de M. Louis Brives.

Discussion (25 mai 1989) (p. 938, 939) :

MM. Louis Brives, Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

n° 117. – Pologne (Endettement) – Question de M. Marcel Lucotte.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1776, 1777) :

M. Marcel Lucotte, Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères.

n° 118. – Organisations internationales (Célébration du centenaire de la naissance d'Hô-Chi-Minh) – Question de M. Claude Huriet.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1794, 1795) :

MM. Claude Huriet, André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants.

n° 119. – Collectivités territoriales d'outre-mer (Abstention dans les départements d'outre-mer aux élections européennes) – Question de M. Rodolphe Désiré.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1778, 1779) :

MM. Rodolphe Désiré, Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement.

n° 120. – Aménagement du territoire (Régions frontalières et construction de l'Europe) – Question de M. Pierre Laffitte.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1779, 1780) :

MM. Pierre Laffitte, Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement.

n° 121. – Justice (Difficultés actuelles de l'autorité judiciaire) – Question de M. Paul Masson.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1780, 1782) :

MM. Paul Masson, Pierre Arpaillange, ministre de la justice.

n° 122. – Personnes âgées (Etablissements pour personnes âgées dépendantes) – Question de M. François Delga.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1782, 1783) :

MM. François Delga, Théo Braun, ministre chargé des personnes âgées.

n° 123. – Automobiles (Industrie automobile française) – Question de M. Ivan Renar.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1783, 1784) :

MM. Ivan Renar, Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire.

n° 124. – Finances locales (Remboursements de la TVA aux collectivités locales) – Question de M. Jean-Pierre Fourcade.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1784, 1785) :

MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 125. – Eau et assainissement (Politique de gestion de l'eau) – Question de M. Guy Robert.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1785, 1786) :

MM. Guy Robert, Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt.

n° 126. – Energie (Choix énergétiques de la France) – Question de M. Franck Sérusclat.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1786, 1787) :

MM. Franck Sérusclat, Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire.

n° 127. – Collectivités territoriales (Coopération intercommunale) – Question de M. François Lesein.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1787, 1788) :

MM. François Lesein, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 128. – Communautés européennes (Information des délégations parlementaires sur la réglementation européenne) – Question de M. Adrien Gouteyron.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1788, 1789) :

M. Adrien Gouteyron, Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes.

n° 129. – Politique économique et sociale (Pouvoir d'achat des familles) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1789, 1790) :

Mmes Marie-Claude Beaudeau, Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 130. – Lois (application) (Publication des décrets d'application) – Question de M. Henri de Raincourt.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1790, 1791) :

MM. Henri de Raincourt, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 131. – Collectivités territoriales (Participation des petites communes au financement du logement) – Question de M. Louis de Catuelan.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1791, 1792) :

MM. Louis de Catuelan, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 132. – Communautés européennes (Elections européennes et prochaine présidence française) – Question de M. Robert Pontillon.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1792) :

M. Robert Pontillon, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 133. – Dons d'organes (Centrale de permanence dans les hôpitaux) – Question de M. Jean-Jacques Robert.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1793) :

M. Jean-Jacques Robert, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 134. – Maires (Amélioration du statut des maires) – Question de M. Jean Pourchet.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1793, 1794) :

MM. Jean Pourchet, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 135. – Anciens combattants (Actualisation du rapport constant) – Question de M. Charles Bonifay.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1777, 1778) :

MM. Charles Bonifay, André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants.

n° 136. – Gendarmerie nationale (Rémunération des gendarmes sur les autoroutes) – Question de M. Albert Vecten.

Discussion (22 juin 1989) (p. 1794) :

MM. Albert Vecten, André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants.

n° 137. – Agriculture (Prime à la cessation d'activité laitière) – Question de M. Philippe Adnot.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2628, 2629) :

MM. Philippe Adnot, Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt.

n° 138. – Sécurité civile (Lutte contre les incendies de forêt) – Question de M. François Trucy.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2629, 2630) :

MM. François Trucy, Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt.

n° 139. – Administration fiscale (Amélioration des méthodes de travail de l'administration fiscale) – Question de M. Pierre Laffitte.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2630, 2631) :

M. Pierre Laffitte, Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation.

n° 140. – Fonction publique (Politique salariale et malaise social dans la fonction publique) – Question de M. Paul Loridant.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2631, 2633) :

MM. Paul Loridant, Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

n° 141. – Fonction publique (Politique salariale et malaise social dans la fonction publique) – Question de M. Pierre Vallon.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2631, 2633) :

MM. Pierre Vallon, Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

n° 142. – Corse (région) (Déclaration sur la « décolonisation » de la Corse) – Question de M. Josselin de Rohan.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2633) :

MM. Josselin de Rohan, Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

n° 143. – Conflits sociaux (Revendications des fonctionnaires des finances) – Question de Mme Hélène Luc.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2634, 2635) :

Mmes Hélène Luc, Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation.

n° 144. – Coopération (Assistance technique à la Pologne) – Question de M. Christian Bonnet.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2635) :

MM. Christian Bonnet, Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

n° 145. – Aménagement du territoire (Programmes d'action en Ile-de-France) – Question de M. Louis Perrein.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2635, 2637) :

MM. Louis Perrein, Louis Besson, ministre délégué chargé du logement.

n° 146. – Départements d'outre-mer (Application de la loi sur les cinquante pas géométriques) – Question de M. Roger Lise.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2637) :

MM. Roger Lise, Louis le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 147. – Politique étrangère (La « révolution Gorbatchev » et la CEE) – Question de M. Maurice Couve de Murville.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2637, 2638) :

M. Maurice Couve de Murville, Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères.

n° 148. – Calamités agricoles (Conséquences de la sécheresse) – Question de M. Félix Leyzour.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2638, 2639) :

MM. Félix Leyzour, Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur.

n° 149. – Calamités agricoles (Conséquences de la sécheresse) – Question de M. Roland Courteau.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2638, 2639) :

MM. Roland Courtaud, Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur.

n° 150. – Anciens combattants (Afrique du Nord) (Veuves de prisonniers et de combattants d'Afrique du Nord) – Question de M. Jean-Pierre Tizon.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2640) :

MM. Jean-Pierre Tizon, Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur.

n° 151. – Hôpitaux (personnels) (Situation des personnels non médecins) – Question de M. Claude Huriet.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2641) :

M. Claude Huriet, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 152. – Infirmiers (Malaise des infirmières un an après les grèves) – Question de M. Jean-Jacques Robert.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2641, 2642) :

M. Jean-Jacques Robert, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 153. – Logement (Mise en place et crédit au logement) – Question de M. Pierre Louvot.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2642, 2643) :

MM. Pierre Louvot, Louis Besson, ministre chargé du logement.

n° 154. – Politique étrangère (Soutien au changement en Europe de l'Est) – Question de M. Jean-Pierre Bayle.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2643, 2644) :

M. Jean-Pierre Bayle, Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères.

n° 155. – Agriculture (Jachère énergétique) – Question de M. Jacques Machet.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2644) :

MM. Jacques Machet, Louis Besson, ministre chargé du logement.

n° 156. – Universités (Problèmes de la rentrée universitaire) – Question de M. Maurice Lombard.

Discussion (19 octobre 1989) (p. 2644, 2645) :

MM. Georges Lombard, Louis Besson, ministre chargé du logement.

n° 157. – Coopération (Engagement des collectivités locales en faveur de l'Afrique) – Question de M. Yvon Collin.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3361) :

MM. Yvon Collin, Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement.

n° 158 à n° 161. – Politique étrangère (Evénements en Europe de l'Est) – Questions de MM. Jean Delaneau, Claude Estier, Jacques Golliet et Marc Lauriol.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3361, 3365) :

MM. Jean Delaneau, Claude Estier, Jacques Golliet, Marc Lauriol, Michel Rocard, Premier ministre.

n° 162. – Enfance (Attribution d'une prime de Noël aux enfants défavorisés) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3365, 3366) :

Mmes Marie-Claude Beaudeau, Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 163. – Habillement (Aide aux industriels du cuir) – Question de M. François Delga.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3366, 3367) :

M. François Delga, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 164. – Services publics (Fermeture de services publics en province) – Question de M. Hubert Martin.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3367, 3368) :

MM. Hubert Martin, Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.

n° 165. – Immigration (Problèmes d'immigration et d'insertion) – Question de Ernest Cartigny.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3368, 3369) :

MM. Ernest Cartigny, Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.

n° 166. – Catastrophes naturelles (Mesures en faveur des sinistrés de la Guadeloupe) – Question de M. François Louisy.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3369, 3370) :

MM. François Louisy, Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 167. – Conventions médicales (Négociations de la convention entre les syndicats médicaux et les caisses d'assurance maladie) – Question de M. Claude Huriet.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3370, 3371) :

MM. Claude Huriet, Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.

n° 168. – Administration fiscale (Préjudices portés aux entreprises du fait des grèves des services fiscaux) – Question de M. Pierre Dumas.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3371, 3373) :

MM. Pierre Dumas, Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.

n° 169. – Textile (industrie) (Problèmes du secteur textile) – Question de M. Ivan Renar.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3373, 3374) :

MM. Ivan Renar, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

n° 170. – Autoroutes (Projet d'autoroutes dans le Limousin) – Question de M. Georges Mouly.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3374) :

MM. Georges Mouly, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

n° 171. – Fraude fiscale (Lutte contre la fraude fiscale) – Question de M. Franck Sérusclat.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3375, 3376) :

MM. Franck Sérusclat, Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.

n° 172. – Elevage (Crise de l'élevage ovin) – Question de M. Guy Robert.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3376, 3377) :

MM. Guy Robert, Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 173. – Namibie (Aide allouée à la SWAPO) – Question de M. Franz Duboscq.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3377, 3378) :

MM. Franz Duboscq, Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales.

n° 174. – Enseignement supérieur (Adéquation de l'enseignement aux besoins de notre époque) – Question de Mme Danielle Bidard-Reydet.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3378, 3379) :

Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique.

n° 175. – Huiles (Taxes parafiscales sur les huiles de base) – Question de M. Jean Huchon.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3379) :

M. Jean Huchon, Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation.

n° 176. – Nouvelle-Calédonie (Dons à un citoyen sous le coup d'une instruction en Nouvelle-Calédonie) – Question de M. Serge Vinçon.

Discussion (16 novembre 1989) (p. 3380) :

MM. Serge Vinçon, Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 177. – Recrutement des pilotes d'Air France – Question de M. Ernest Cartigny.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4939, 4940) :

MM. Ernest Cartigny, Jacques Mellick, ministre chargé de la mer .

n° 178. – Conventions médecins–sécurité sociale – Question de M. François Autain.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4440, 4441) :

MM. François Autain, Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale .

n° 179. – Rôle de la Commission des opérations de bourse en matière de publicité financière – Question de M. Jean Arthuis.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4941, 4942) :

MM. Jean Arthuis, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement .

n° 180. – Attentats en Corse – Question de M. Jacques Delong.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4942, 4943) :

MM. Jacques Delong, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement .

n° 181. – Attribution et revalorisation du revenu minimum d'insertion – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4943, 4945) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale .

n° 182. – Inscription sur les listes électorales – Question de M. Jean Grandon.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4945) :

MM. Jean Grandon, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales .

n° 183. – Regroupement des brigades de gendarmerie en fin de semaine – Question de M. Jean-Pierre Tizon.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4945, 4947) :

MM. Jean-Pierre Tizon, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense .

n° 184. – Mesures concernant la sécurité routière – Question de M. Jacques Bimbenet.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4947, 4948) :

MM. Jacques Bimbenet, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux .

n° 185. – Code de l'urbanisme et risques technologiques majeurs – Question de M. Franck Sérusclat.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4948, 4949) :

MM. Franck Sérusclat, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement .

n° 186. – Autorisation de la roulette à Enghien-les-Bains – Question de M. Paul Caron.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4949, 4950) :

MM. Paul Caron, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales .

n° 187. – Récentes évasions des prisons – Question de M. Gérard Larcher.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4950, 4951) :

MM. Gérard Larcher, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense .

n° 188. – Politique de détente après la rencontre de Malte – Question de M. Jean Garcia.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4951, 4952) :

M. Jean Garcia, Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères .

n° 189. – Délivrance des certificats d'hébergement par les communes – Question de M. André Delelis.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4952, 4953) :

MM. André Delelis, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales .

n° 190. – Désengagement de l'Etat au titre des PLA pour les logements-foyers – Question de M. Louis Moinard.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4953, 4954) :

MM. Louis Moinard, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales .

n° 191. – Problèmes des universités – Question de M. Roger Husson.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4954) :

MM. Roger Husson, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales .

n° 192. – Directeurs des services départementaux – Question de M. Marcel Lesbros.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4954, 4955) :

MM. Marcel Lesbros, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales .

n° 193. – Utilisation d'hormones pour les veaux hollandais – Question de M. Marcel Daunay.

Discussion (14 décembre 1989) (p. 4956) :

MM. Marcel Daunay, Henri Nallet, ministre de l'agriculture .

Questions orales avec débat

n° 29. – Saint-Pierre-et-Miquelon (Politique à l'égard de Saint-Pierre-et-Miquelon) – Question de M. Henri Goetschy (*J.O.* Questions du 2 février 1989) (p. 160).

Discussion (18 avril 1989) (p. 266, 270) :

MM. Henri Goetschy, Albert Pen, Yvon Bourges, Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Emmanuel Hamel.

Bretagne (région) : *Bourges (Yvon)* (p. 268).

Canada : *Goetschy (Henri)* (p. 266) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 269) ; *Pen (Albert)* (p. 268).

Emploi : *Goetschy (Henri)* (p. 267).

Fiscalité : *Le Pensec (Louis)* (p. 269).

Flotte de pêche : *Bourges (Yvon)* (p. 268) ; *Goetschy (Henri)* (p. 267) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 269).

Institut de la francophonie : *Le Pensec (Louis)* (p. 269).

Pêche : *Bourges (Yvon)* (p. 268) ; *Goetschy (Henri)* (p. 270) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 269, 270) ; *Pen (Albert)* (p. 268).

Pêche (données chiffrées) : *Goetschy (Henri)* (p. 266) ; *Pen (Albert)* (p. 269).

Politique économique et sociale : *Goetschy (Henri)* (p. 267) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 270) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 270) ; *Pen (Albert)* (p. 268).

Ports : *Le Pensec (Louis)* (p. 270).

Traités et conventions : *Goetschy (Henri)* (p. 266) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 269).

Transports aériens : *Goetschy (Henri)* (p. 267) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 269, 270) ; *Pen (Albert)* (p. 268).

Zone économique exclusive (ZEE) : *Goetschy (Henri)* (p. 266).

n° 33. – Communautés européennes (Préparation de la France à l'échéance européenne de 1992) – Question de M. Jean François-Poncet (*J.O.* Questions du 30 mars 1989) (p. 506).

Discussion (27 avril 1989) (p. 419, 451) – Commune avec les questions :

n° 39 de M. Christian Poncelet **(Mesures d'harmonisation fiscale nécessaires à la réalisation du marché européen des capitaux et des services financiers)** (6 avril 1989) (p. 82).

n° 45 de M. Jean-Pierre Fourcade **(Politique française dans la mise en place de l'Europe sociale)** (12 avril 1989) (p. 204).

n° 46 de M. Georges Lombard **(Harmonisation fiscale européenne)** (13 avril 1989) (p. 243).

n° 48 de M. Paul Masson **(Conditions d'entrée des étrangers en Europe selon les accords de Schengen)** (19 avril 1989) (p. 305).

n° 49 de M. Jean Garcia **(Libre circulation des capitaux)** (20 avril 1989) (p. 366).

n° 50 de M. Christian Bonnet **(Subventions allouées à la France au titre du fonds européen de développement régional, FEDER)** (26 avril 1989) (p. 410).

n° 52 de M. Xavier de Villepin **(Politique industrielle européenne)** (26 avril 1989) (p. 410).

n° 53 de M. Claude Estier **(Information de l'opinion publique sur les conséquences pratiques de l'échéance européenne de 1992)** (26 avril 1989) (p. 410).

n° 54 de M. Paul Malassagne **(Reconnaissance et définition par la Communauté économique européenne des appellations d'origine fromagères)** (26 avril 1989) (p. 410) :

MM. Jean François-Poncet, Christian Poncelet, Jean-Pierre Fourcade, Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget ; Georges Lombard, Paul Masson, Jean Garcia, Christian Bonnet, Xavier de Villepin, Claude Estier, Paul Malassagne, Maurice Couve de Murville, Emmanuel Hamel, François Louisy, Ivan Renar, Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes.

Accords de Schengen (circulation des personnes) : *Cresson (Edith)* (p. 446) ; *Masson (Paul)* (p. 432).

Acte unique européen : *Cresson (Edith)* (p. 442) ; *Estier (Claude)* (p. 437).

Agriculture : *Hamel (Emmanuel)* (p. 439) ; *Lombard (Georges)* (p. 430) ; *Malassagne (Paul)* (p. 438).

Aménagement du territoire : *Bonnet (Christian)* (p. 435).

Appellations d'origine : *Cresson (Edith)* (p. 448).

Assurances : *Lombard (Georges)* (p. 431).

Audiovisuel (programmes) : *Cresson (Edith)* (p. 450) ; *Renar (Ivan)* (p. 441).

Audiovisuel (technologie) : *Cresson (Edith)* (p. 443).

Automobile (industrie) : *Cresson (Edith)* (p. 444, 447) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 436).

Banques et établissements financiers : *Garcia (Jean)* (p. 434) ; *Poncelet (Christian)* (p. 424).

Budget communautaire (contrôle de l'exécution) : *Bonnet (Christian)* (p. 436) ; *Cresson (Edith)* (p. 447).

Charte des droits sociaux fondamentaux : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 426).

Cinéma : *Renar (Ivan)* (p. 441).

Circulation des capitaux : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 429) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 427) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 421) ; *Garcia (Jean)* (p. 434, 450) ; *Poncelet (Christian)* (p. 423).

Circulation des marchandises : voir Frontières ; Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Circulation des personnes : *François-Poncet (Jean)* (p. 421) ; *Masson (Paul)* (p. 432).

Commerce extérieur : *Cresson (Edith)* (p. 444, 447) ; *Poncelet (Christian)* (p. 425) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 436).

Commissions parlementaires : *Poncelet (Christian)* (p. 423).

Communauté économique européenne (CEE) : *Cresson (Edith)* (p. 444).

Communauté économique européenne (CEE) (ressources propres) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 430) ; *Poncelet (Christian)* (p. 423).

Communautés européennes (directives) (banques) : *François-Poncet (Jean)* (p. 422).

Communautés européennes (directives) (protection sociale) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 426).

Communication audiovisuelle : *Cresson (Edith)* (p. 443) ; *Renar (Ivan)* (p. 441).

Conseil des ministres des Communautés européennes (présidence) : *Cresson (Edith)* (p. 442).

Contrôle des changes : *Poncelet (Christian)* (p. 425).

Conventions de Lomé : *Cresson (Edith)* (p. 444).

Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 426).

Cour des comptes européenne : *Cresson (Edith)* (p. 447).

Création audiovisuelle : *Cresson (Edith)* (p. 443, 450) ; *Renar (Ivan)* (p. 440, 441).

Crédit : *Lombard (Georges)* (p. 431) ; *Poncelet (Christian)* (p. 425).

Croissance économique : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 428) ; *Lombard (Georges)* (p. 431).

Culture : *Cresson (Edith)* (p. 443, 450) ; *Renar (Ivan)* (p. 441).

Danse : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 427).

Défense nationale : *Cresson (Edith)* (p. 449) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 439).

Démographie : *Hamel (Emmanuel)* (p. 439).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Cresson (Edith)* (p. 449) ; *Louisy (François)* (p. 440).

Douanes : voir Frontières.

Drogue (trafic) : *Masson (Paul)* (p. 433).

Droit communautaire : *Estier (Claude)* (p. 437) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 427).

Droit d'asile : *Cresson (Edith)* (p. 446).

Droit d'accises : *Lombard (Georges)* (p. 431).

Emploi : *Cresson (Edith)* (p. 446).

Entreprises : *Cresson (Edith)* (p. 445) ; *Lombard (Georges)* (p. 431).

Entreprises (financement) : *Poncelet (Christian)* (p. 425).

Entreprises (fiscalité) : *Lombard (Georges)* (p. 431).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 426).

Environnement : *Cresson (Edith)* (p. 443, 444).

Epargne (fiscalité) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 428, 429) ; *Cresson (Edith)* (p. 442) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 421) ; *Garcia (Jean)* (p. 434) ; *Lombard (Georges)* (p. 431) ; *Poncelet (Christian)* (p. 424, 425).

Espace social européen : *Cresson (Edith)* (p. 442, 446) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 425, 427) ; *Garcia (Jean)* (p. 435).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Renar (Ivan)* (p. 441).

Etrangers : *Cresson (Edith)* (p. 446) ; *Masson (Paul)* (p. 433).

Europe : *François-Poncet (Jean)* (p. 421).

Europe (défense) : *Cresson (Edith)* (p. 449) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 422).

Europe (politique commune) : *Cresson (Edith)* (p. 445) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 422).

Europe sociale : voir Espace social européen.

Finances publiques : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 428) ; *Poncelet (Christian)* (p. 423).

Fiscalité : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 427) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 438) ; *Cresson (Edith)* (p. 445, 448) ; *Lombard (Georges)* (p. 430, 431) ; *Poncelet (Christian)* (p. 423, 424, 425).

Fonds européen de développement régional (FEDER) : *Bonnet (Christian)* (p. 435) ; *Cresson (Edith)* (p. 446, 447).

Fonds social européen : *Cresson (Edith)* (p. 446) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 427).

Fonds structurels : *Cresson (Edith)* (p. 446).

Fraude et évasion fiscales : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 429) ; *Poncelet (Christian)* (p. 424).

Frontières : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 427) ; *Cresson (Edith)* (p. 446, 448) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 421) ; *Masson (Paul)* (p. 432, 433).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 427) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 421, 422).

Immigration clandestine : *Masson (Paul)* (p. 433).

Impôt sur le capital : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 428) ; *Poncelet (Christian)* (p. 424).

Impôt sur le revenu : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 428) ; *Garcia (Jean)* (p. 434) ; *Poncelet (Christian)* (p. 425).

Inflation : *Cresson (Edith)* (p. 445).

Information : *Cresson (Edith)* (p. 448) ; *Estier (Claude)* (p. 437).

Informatique : *Masson (Paul)* (p. 433).

Intérêt (taux) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 429).

Investissements étrangers en Europe : *Cresson (Edith)* (p. 447).

Japon : *Cresson (Edith)* (p. 448) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 436).

Lait et produits laitiers : *Cresson (Edith)* (p. 448) ; *Malassagne (Paul)* (p. 438).

Libertés individuelles : *Masson (Paul)* (p. 443).

Lois de finances : *Poncelet (Christian)* (p. 423).

Lois de programmation militaire : *Hamel (Emmanuel)* (p. 440).

Marchés financiers : *Garcia (Jean)* (p. 434).

Marchés publics : *Cresson (Edith)* (p. 445).

Normalisation : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 426).

Octroi de mer : *Cresson (Edith)* (p. 449) ; *Louisy (François)* (p. 440).

Opinion publique : *Cresson (Edith)* (p. 444, 448) ; *Estier (Claude)* (p. 437) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 439).

Parlement européen : *Estier (Claude)* (p. 437) ; *Poncelet (Christian)* (p. 423).

Parlement (information) : *Cresson (Edith)* (p. 448).

Parlement (rôle) : *Bonnet (Christian)* (p. 436) ; *Cresson (Edith)* (p. 442) ; *Estier (Claude)* (p. 437) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 427) ; *Masson (Paul)* (p. 432) ; *Poncelet (Christian)* (p. 423).

Poitou-Charentes (région) : *Bonnet (Christian)* (p. 435) ; *Cresson (Edith)* (p. 447).

Police : *Masson (Paul)* (p. 432, 433).

Politique économique et sociale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 430) ; *Cresson (Edith)* (p. 443, 445) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 425) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 422) ; *Garcia (Jean)* (p. 435, 451) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 439) ; *Lombard (Georges)* (p. 430).

Politique étrangère : *François-Poncet (Jean)* (p. 422).

Politique industrielle : *Cresson (Edith)* (p. 447) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 436).

Politique monétaire et financière : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 429) ; *Cresson (Edith)* (p. 442) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 421) ; *Garcia (Jean)* (p. 434) ; *Poncelet (Christian)* (p. 424).

Politiques communautaires : *Bonnet (Christian)* (p. 435, 436) ; *Poncelet (Christian)* (p. 423).

Pollutions et nuisances : *Cresson (Edith)* (p. 443).

Prélèvements obligatoires : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 428) ; *Lombard (Georges)* (p. 430).

Prestations familiales : *Cresson (Edith)* (p. 446) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 426).

Protection sociale : *Cresson (Edith)* (p. 445).

Radiodiffusion et télévision : *Cresson (Edith)* (p. 449) ; *Estier (Claude)* (p. 437) ; *Renar (Ivan)* (p. 440).

Recherche : *Cresson (Edith)* (p. 444).

Régions : *Bonnet (Christian)* (p. 435).

Règles sanitaires : *François-Poncet (Jean)* (p. 421) ; *Malassagne (Paul)* (p. 438).

Réponse à M. Bonnet : *Cresson (Edith)* (p. 446, 447).

Réponse à M. Couve de Murville : *Cresson (Edith)* (p. 448).

Réponse à M. Estier : *Cresson (Edith)* (p. 448).

Réponse à M. Fourcade : *Cresson (Edith)* (p. 445).

Réponse à M. François-Poncet : *Cresson (Edith)* (p. 442).

Réponse à M. Hamel : *Cresson (Edith)* (p. 449).

Réponse à M. Louisy : *Cresson (Edith)* (p. 449).

Réponse à M. Malassagne : *Cresson (Edith)* (p. 448).

Réponse à M. Masson : *Cresson (Edith)* (p. 446).

Réponse à M. Renar : *Cresson (Edith)* (p. 449).

Réponse à M. de Villepin : *Cresson (Edith)* (p. 447).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 428) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 422) ; *Lombard (Georges)* (p. 431).

Royaume-Uni : *Cresson (Edith)* (p. 450) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 422) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 439).

Salariés : *Cresson (Edith)* (p. 443) ; *Garcia (Jean)* (p. 434).

Santé : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 426).

Sécurité publique : *Masson (Paul)* (p. 432, 433).

Service public : *Garcia (Jean)* (p. 434).

Souveraineté nationale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 430).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 427, 428) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 438, 439) ; *Cresson (Edith)* (p. 442, 445, 448, 449) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 421) ; *Lombard (Georges)* (p. 430, 431) ; *Louisy (François)* (p. 440) ; *Poncelet (Christian)* (p. 425).

Télévision haute définition (TVHD) : *Cresson (Edith)* (p. 443).

Union de l'Europe occidentale (UEO) : *Cresson (Edith)* (p. 449).

Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) : *François-Poncet (Jean)* (p. 422).

Union monétaire : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 429, 430).

Valeurs mobilières : *Lombard (Georges)* (p. 431).

Visas : *Masson (Paul)* (p. 432, 433).

n° 36. – Education (Situation du service de santé scolaire) – Question de Mme Hélène Luc (4 avril 1989) (p. 43).

Discussion (26 mai 1989) (p. 951, 956) :

Mmes Hélène Luc, Danielle Bidard-Reydet, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Armement : *Luc (Hélène)* (p. 953).

Enfance martyre : *Luc (Hélène)* (p. 952).

Handicapés : *Jospin (Lionel)* (p. 954).

Infirmiers : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 953) ; *Jospin (Lionel)* (p. 953, 955).

Malnutrition : *Luc (Hélène)* (p. 952).

Médecins : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 953) ; *Jospin (Lionel)* (p. 954) ; *Luc (Hélène)* (p. 953, 955).

Service de santé scolaire : *Jospin (Lionel)* (p. 955) ; *Luc (Hélène)* (p. 951).

Protection maternelle et infantile (PMI) : *Jospin (Lionel)* (p. 954) ; *Luc (Hélène)* (p. 956).

Syndrome d'immuno-déficience acquise (SIDA) : *Luc (Hélène)* (p. 951, 952).

Toxicomanie : *Luc (Hélène)* (p. 951, 952).

Vaccinations : *Jospin (Lionel)* (p. 954).

n° 38. – Radiodiffusion et télévision (Directive européenne sur la télévision sans frontières et la diffusion d'oeuvres européennes) – Question de M. Adrien Gouteyron (6 avril 1989) (p. 82).

Discussion (12 avril 1989) (p. 166, 180) – Commune avec les questions :

n° 40 de M. Ivan Renar **(Directive européenne sur la télévision sans frontières)** (6 avril 1989) (p. 82).

n° 43 de M. Jean Cluzel **(Directive européenne sur la télévision sans frontières)** (11 avril 1989) (p. 157).

n° 44 de M. Pierre-Christian Taittinger **(Directive européenne sur la télévision sans frontières)** (11 avril 1989) (p. 157) :

MM. Adrien Gouteyron, Marc Lauriol, Ivan Renar, Jean Cluzel, Pierre-Christian Taittinger, François Autain, Pierre Laffitte, Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.

Acte unique européen : *Schumann (Maurice)* (p. 178).

Cinéma : *Gouteyron (Adrien)* (p. 168) ; *Lang (Jack)* (p. 177) ; *Renar (Ivan)* (p. 169, 180).

Communautés européennes (directives) : *Cluzel (Jean)* (p. 171) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 167, 179) ; *Lang (Jack)* (p. 175, 176) ; *Renar (Ivan)* (p. 168, 169) ; *Schumann (Maurice)* (p. 178).

Communication audiovisuelle : *Cluzel (Jean)* (p. 170) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 168) ; *Lang (Jack)* (p. 174, 175) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 172).

Conseil des ministres des Communautés européennes : *Autain (François)* (p. 172) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 174) ; *Lauriol (Marc)* (p. 168) ; *Schumann (Maurice)* (p. 178).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 179).

Coopération : *Renar (Ivan)* (p. 170).

Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) : *Lang (Jack)* (p. 176).

Culture : *Lang (Jack)* (p. 174, 177).

Danemark : *Lang (Jack)* (p. 175).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Cluzel (Jean)* (p. 170) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 168) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 174).

Europe : *Cluzel (Jean)* (p. 170).

France : *Autain (François)* (p. 173) ; *Cluzel (Jean)* (p. 170).

Importations : *Autain (François)* (p. 173) ; *Cluzel (Jean)* (p. 170) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 167) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 172).

Japon : *Cluzel (Jean)* (p. 170) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 168).

Livres : *Lang (Jack)* (p. 175).

Publicité : *Cluzel (Jean)* (p. 171) ; *Renar (Ivan)* (p. 169).

Quotas : *Autain (François)* (p. 173) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 174) ; *Lang (Jack)* (p. 176) ; *Renar (Ivan)* (p. 169).

Radiodiffusion et télévision : *Gouteyron (Adrien)* (p. 167, 168) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 174) ; *Renar (Ivan)* (p. 168, 169).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 179) ; *Renar (Ivan)* (p. 180).

Réseaux câblés : *Cluzel (Jean)* (p. 171) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 172).

Royaume-Uni : *Renar (Ivan)* (p. 180).

Satellites : *Cluzel (Jean)* (p. 171) ; *Lang (Jack)* (p. 177) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 172).

Service public : *Cluzel (Jean)* (p. 171) ; *Lang (Jack)* (p. 177).

n° 51. – Fiscalité locale (Perspectives d'adaptation de la fiscalité directe locale) – Question de M. Christian Poncelet (26 avril 1989) (p. 410).

Discussion (23 juin 1989) (p. 1872, 1897) – Commune avec les questions :

n° 57 de M. Charles Descours Desacres **(Réforme de la fiscalité immobilière locale)** (27 avril 1989) (p. 478).

n° 67 de M. Roland du Luart **(Réforme de la taxe foncière sur les propriétés bâties)** (12 juin 1989) (p. 1454).

n° 68 de M. Stéphane Bonduel **(Harmonisation des taux de la taxe professionnelle)** (16 juin 1989) (p. 1658).

n° 69 de M. Raymond Poirier **(Evolution de la fiscalité directe locale)** (20 juin 1989) (p. 1671).

n° 70 de M. Hubert Haenel **(Modernisation de la fiscalité directe locale)** (20 juin 1989) (p. 1671).

n° 72 de M. René Régnault **(Réforme de la fiscalité locale)** (20 juin 1989) (p. 1696) :

MM. Christian Poncelet, Jacques Descours Desacres, Roland du Luart, Stéphane Bonduel, Raymond Poirier, Hubert Haenel, René Régnault, Robert Vizet, Josselin de Rohan, Michel Charasse, ministre chargé du budget.

Agriculture : *Charasse (Michel)* (p. 1892) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1882) ; *Luart (Roland du)* (p. 1877) ; *Poirier (Raymond)* (p. 1881).

Aménagement rural : *Bonduel (Stéphane)* (p. 1897) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1883).

Avis d'imposition : *Charasse (Michel)* (p. 1895).

Baux : *Charasse (Michel)* (p. 1892).

Budget de l'Etat : *Charasse (Michel)* (p. 1889).

Chambres d'agriculture : *Charasse (Michel)* (p. 1889) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 1889).

Collèges : *Poncelet (Christian)* (p. 1894) ; *Souffrin (Paul)* (p. 1894).

Comité des finances locales : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 1877).

Commissions communales des impôts : *Charasse (Michel)* (p. 1891).

Conseil des impôts : *Bonduel (Stéphane)* (p. 1879) ; *Régnault (René)* (p. 1884) ; *Vizet (Robert)* (p. 1886).

Constructions scolaires et universitaires : *Charasse (Michel)* (p. 1894).

Coopération intercommunale : *Bonduel (Stéphane)* (p. 1880) ; *Charasse (Michel)* (p. 1893) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1883) ; *Régnault (René)* (p. 1884).

Cour des comptes : *Poncelet (Christian)* (p. 1873).

Décentralisation : *Charasse (Michel)* (p. 1894) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1882) ; *Poirier (Raymond)* (p. 1880) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1894).

Dotation générale de décentralisation (DGD) : *Rohan (Josselin de)* (p. 1887).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Charasse (Michel)* (p. 1895) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1883) ; *Poirier (Raymond)* (p. 1881) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1875) ; *Régnault (René)* (p. 1884).

Dotation globale d'équipement (DGE) : *Charasse (Michel)* (p. 1896) ; *Poirier (Raymond)* (p. 1881).

Finances locales : *Vizet (Robert)* (p. 1885).

Fiscalité locale : *Charasse (Michel)* (p. 1887, 1888, 1891, 1895) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1883) ; *Poirier (Raymond)* (p. 1880) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1886, 1887) ; *Vizet (Robert)* (p. 1885).

Fiscalité locale (comparaisons européennes) : *Haenel (Hubert)* (p. 1881, 1882).

Fiscalité locale (données chiffrées) : *Charasse (Michel)* (p. 1888).

Fiscalité locale (structure) : *Charasse (Michel)* (p. 1895) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 1896) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1882, 1883) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1875) ; *Vizet (Robert)* (p. 1886).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Charasse (Michel)* (p. 1896).

Impôt local sur le revenu : *Haenel (Hubert)* (p. 1882) ; *Régnault (René)* (p. 1885).

Impôt local sur le revenu (comparaisons européennes) : *Poncelet (Christian)* (p. 1874).

Impôts locaux (assiette) : *Charasse (Michel)* (p. 1888) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1882, 1883) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1873).

Impôts locaux (données chiffrées) : *Vizet (Robert)* (p. 1885, 1886).

Lorraine (région) : *Poncelet (Christian)* (p. 1888).

Maires : *Descours Desacres (Jacques)* (p. 1877).

Organismes consulaires : *Charasse (Michel)* (p. 1889) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 1889) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1889).

Patrimoine immobilier : *Poncelet (Christian)* (p. 1874).

Rapport Aicardi (fiscalité du patrimoine) : *Luart (Roland du)* (p. 1878).

Rapports d'information : *Charasse (Michel)* (p. 1890) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 1876) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1873).

Réponse à M. Haenel : *Charasse (Michel)* (p. 1895).

Réponse à M. Poirier : *Charasse (Michel)* (p. 1894, 1895).

Réponse à M. Régnault : *Charasse (Michel)* (p. 1895).

Réponse à M. Vizet : *Charasse (Michel)* (p. 1896).

Revenus : *Poncelet (Christian)* (p. 1874).

Revenus agricoles : *Poncelet (Christian)* (p. 1874).

Secteur locatif : *Charasse (Michel)* (p. 1891) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 1896).

Taxe d'habitation : *Charasse (Michel)* (p. 1888, 1890) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1882) ; *Poirier (Raymond)* (p. 1880) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1874).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : *Charasse (Michel)* (p. 1889, 1892, 1893) ; *Luart (Roland du)* (p. 1877, 1878) ; *Poirier (Raymond)* (p. 1881) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1874).

Taxe professionnelle : *Bonduel (Stéphane)* (p. 1878, 1879, 1880) ; *Charasse (Michel)* (p. 1888, 1890, 1893, 1894) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1882) ; *Poirier (Raymond)* (p. 1880) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1874) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1886).

Taxes foncières : *Charasse (Michel)* (p. 1890).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Charasse (Michel)* (p. 1895, 1896) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1883) ; *Poirier (Raymond)* (p. 1881) ; *Vizet (Robert)* (p. 1885).

Terres incultes : *Luart (Roland du)* (p. 1878).

Valeurs locatives : *Haenel (Hubert)* (p. 1882, 1883) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1874).

Valeurs locatives cadastrales : *Charasse (Michel)* (p. 1890, 1891) ; *Descours Desacres (Jacques)* (p. 1876) ; *Luart (Roland du)* (p. 1877) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1873, 1875) ; *Régnault (René)* (p. 1884) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1886).

Valeurs locatives (révision) : *Charasse (Michel)* (p. 1891, 1892).

Valeurs vénales : *Charasse (Michel)* (p. 1890) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1874).

n° 60. – Associations (Situation financière de la Croix rouge française) – Question de M. Josselin de Rohan (10 mai 1989) (p. 628).

Discussion (9 juin 1989) (p. 1351, 1354) :

MM. Josselin de Rohan, Jean Chérioux, Louis Perrein, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

Action humanitaire : *Chérioux (Jean)* (p. 1353) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 1354) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1352).

Associations : *Perrein (Louis)* (p. 1353) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1352).

Conseils d'administration : *Chérioux (Jean)* (p. 1353) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 1354) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1354).

Croix rouge française : *Chérioux (Jean)* (p. 1352) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 1354) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1351, 1352).

Opinion publique : *Perrein (Louis)* (p. 1353).

Pouvoirs publics : *Dorlhac (Hélène)* (p. 1354) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1351).

Presse : *Chérioux (Jean)* (p. 1352) ; *Rohan (Josselin de)* (p. 1351).

n° 65. – Anciens combattants (Problèmes des anciens combattants et victimes de guerre) – Question de M. Jean-Pierre Fourcade (25 mai 1989) (p. 940).

Discussion (17 novembre 1989) (p. 3440, 3454) – Commune avec les questions :

n° 78 de M. Michel Miroudot **(Problèmes des anciens combattants et victimes de guerre)** (6 novembre 1989) (p. 3028).

n° 80 de Mme Marie-Claude Beaudeau **(Revendications du monde combattant)** (9 novembre 1989) (p. 3140).

n° 81 de M. Robert Pagès **(Application de l'article L. 8 bis du code des pensions)** (10 novembre 1989) (p. 3171).

n° 82 de M. Claude Prouvoyeur **(Réforme du rapport constant et droits des anciens combattants d'Afrique du Nord)** (15 novembre 1989) (p. 3350) :

MM. Jean-Pierre Fourcade, Michel Miroudot, Robert Pagès, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Claude Prouvoyeur, Albert Ramassamy, André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre.

Associations : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3442) ; *Méric (André)* (p. 3452) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3443) ; *Pagès (Robert)* (p. 3444).

Carte de combattant : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3442) ; *Habert (Jacques)* (p. 3453) ; *Méric (André)* (p. 3450, 3451, 3452, 3454) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 3447).

Carte de combattant volontaire de la résistance (CVR) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3441) ; *Méric (André)* (p. 3449).

Chômeurs en fin de droits : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3442).

Conférence des présidents : *Pagès (Robert)* (p. 3444).

Handicapés : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3443).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : *Méric (André)* (p. 3448).

Pensions civiles et militaires d'invalidité : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3441) ; *Luc (Hélène)* (p. 3453) ; *Méric (André)* (p. 3447, 3448, 3450, 3452) ; *Pagès (Robert)* (p. 3444).

Pensions de reversion : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3446) ; *Méric (André)* (p. 3450).

Prisonniers de guerre : *Habert (Jacques)* (p. 3454) ; *Méric (André)* (p. 3450).

Protection sociale : *Méric (André)* (p. 3452).

Rapport constant : *Méric (André)* (p. 3447, 3448, 3453) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3443) ; *Pagès (Robert)* (p. 3445) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3446) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 3447).

Retraite (âge) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3442) ; *Méric (André)* (p. 3451).

Salaires, traitements et indemnités : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3442) ; *Méric (André)* (p. 3448).

Veuvage : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3445, 3446) ; *Méric (André)* (p. 3449) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3443) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 3446).

n° 76. – Exploitants agricoles (Situation des exploitants agricoles victimes de la sécheresse) – Question de Mme Hélène Luc (10 octobre 1989) (p. 2497).

Discussion (10 novembre 1989) (p. 3158, 3171) – Commune avec les questions :

n° 77 de Mme Paulette Fost **(Approvisionnement en eau en cas de sécheresse)** (10 octobre 1989) (p. 2497).

n° 74 de M. José Balarello **(Travaux de reboisement dans les Alpes-Maritimes)** (*JO* Questions du 14 septembre 1989) (p. 1481).

n° 79 de M. Henri Collette **(Blocages dans l'application des mesures prises en faveur des agriculteurs sinistrés par la sécheresse)** (8 novembre 1989) (p. 3130) :

Mmes Hélène Luc, Paulette Fost, MM. José Balarello, Louis Minetti, Henri Collette, Emmanuel Hamel, Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt .

Agriculture : *Luc (Hélène)* (p. 3159).

Alpes-Maritimes (département) : *Balarello (José)* (p. 3162) ; *Nallet (Henri)* (p. 3168).

Aude (département) : *Luc (Hélène)* (p. 3159).

Bombardiers d'eau : *Minetti (Louis)* (p. 3164).

Calamités agricoles (indemnisation) : *Luc (Hélène)* (p. 3169) ; *Nallet (Henri)* (p. 3166, 3167).

Calamités agricoles (sécheresse) : *Collette (Henri)* (p. 3164) ; *Fost (Paulette)* (p. 3160) ; *Luc (Hélène)* (p. 3159) ; *Nallet (Henri)* (p. 3165).

Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (CEMAGREF) : *Minetti (Louis)* (p. 3164, 3169).

Commissions « agriculteurs en difficulté » : *Nallet (Henri)* (p. 3166).

Eau et assainissement : : *Fost (Paulette)* (p. 3160, 3171) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3165) ; *Minetti (Louis)* (p. 3164, 3170) ; *Nallet (Henri)* (p. 3167).

Elevage : *Luc (Hélène)* (p. 3160) ; *Minetti (Louis)* (p. 3164) ; *Nallet (Henri)* (p. 3166).

Endettement (entreprises et particuliers) : *Nallet (Henri)* (p. 3165).

Exploitants agricoles : *Luc (Hélène)* (p. 3159, 3169).

Forêt méditerranéenne : *Minetti (Louis)* (p. 3163, 3170) ; *Nallet (Henri)* (p. 3168).

Forêts : *Balarello (José)* (p. 3162) ; *Minetti (Louis)* (p. 3163).

Forêts (incendies) : *Minetti (Louis)* (p. 3162, 3164, 3169) ; *Nallet (Henri)* (p. 3167).

Irrigation : voir Eau et assainissement.

Pas-de-Calais (département) : *Collette (Henri)* (p. 3165).

Prêts à l'agriculture : *Collette (Henri)* (p. 3164).

Professions et activités immobilières : *Minetti (Louis)* (p. 3163).

Reboisement : *Nallet (Henri)* (p. 3168).

Sapeurs pompiers : *Balarello (José)* (p. 3162) ; *Minetti (Louis)* (p. 3163).

Sécurité civile : *Balarello (José)* (p. 3170).

Tourisme : *Minetti (Louis)* (p. 3163, 3170).

Viticulture : *Luc (Hélène)* (p. 3159).

Questions orales sans débat

n° 25. – Transports fluviaux (Mesures envisagées pour la relance de la batellerie française) – Question de M. Louis de Catuelan (12 octobre 1988) (p. 568).

Discussion (19 mai 1989) (p. 812, 813) :

MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; Louis de Catuelan.

n° 33. – Logement (Accords entre la compagnie immobilière pour le logement des fonctionnaires civils et militaires et la société nationale immobilière) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (27 octobre 1988) (p. 681).

Discussion (14 avril 1989) (p. 255, 256) :

M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 36. – Equipement (Amélioration de la RN 370 dans la traversée de Villiers-le-Bel) – Question de M. Louis Perrein (2 novembre 1988) (p. 740).

Discussion (28 avril 1989) (p. 485, 486) :

MM. Louis Perrein, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

n° 38. – Equipement (Tracé de l'autoroute A 16) – Question de M. Louis Perrein (15 novembre 1988) (p. 1070).

Discussion (28 avril 1989) (p. 486, 487) :

MM. Louis Perrein, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

n° 47. – Intérieur (Mesures pour lutter contre l'insécurité et la délinquance dans le Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (7 décembre 1988) (p. 2410).

Discussion (2 juin 1989) (p. 1065, 1066) :

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 48. – Aéroports (Développement de l'aérodrome de Roissy-en-France et de toute sa région) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (7 décembre 1988) (p. 2410).

Discussion (14 avril 1989) (p. 256, 257) :

M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 49. – Postes et télécommunications (P et T) (Conclusions de l'enquête sur l'incendie du central téléphonique Danton) – Question de M. Louis Perrein (*J.O.* Questions du 26 janvier 1989) (p. 110).

Discussion (28 avril 1989) (p. 487) :

MM. Louis Perrein, Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace.

n° 53. – Professions médicales et paramédicales (Statut des psychologues) – Question de M. Jean-Pierre Fourcade (*J.O.* Questions du 9 mars 1989) (p. 382).

Discussion (7 avril 1989) (p. 93, 94) :

MM. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie ; Jean-Pierre Fourcade.

n° 55. – Enseignement agricole (Insuffisance des crédits de formation mis à la disposition des établissements agricoles du Gers) – Question de M. Abel Sempé (*J.O.* Questions du 16 mars 1989) (p. 422).

Discussion (7 avril 1989) (p. 96, 97) :

MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Abel Sempé.

n° 56. – Appellations d'origine (Harmonisation européenne des appellations d'origine) – Question de M. Abel Sempé (*J.O.* Questions du 23 mars 1989) (p. 466).

Discussion (7 avril 1989) (p. 97, 98) :

MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Abel Sempé.

n° 57. – Adoption (Avenir de l'organisme régional de concertation pour l'adoption) – Question de M. Michel Rufin (*J.O.* Questions du 30 mars 1989) (p. 506).

Discussion (7 avril 1989) (p. 94, 96) :

MM. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie ; Michel Rufin.

n° 58. – Cours et tribunaux (Suppression de trois greffes permanents du Haut pays niçois) – Question de M. José Balarello (*J.O.* Questions du 30 mars 1989) (p. 506).

Discussion (7 avril 1989) (p. 96) :

MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; José Balarello.

n° 59. – Enseignement artistique (Enseignement musical au collège Max Jacob de Josselin, Morbihan) – Question de M. Josselin de Rohan (3 avril 1989) (p. 13).

Discussion (21 avril 1989) (p. 373) :

MM. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ; Josselin de Rohan.

n° 60. – Intérieur (Retraite des maires ayant exercé au moins deux mandats) – Question de M. Josselin de Rohan (3 avril 1989) (p. 13).

Discussion (21 avril 1989) (p. 374) :

MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Josselin de Rohan.

n° 63. – Agriculture (Avenir de la cressiculture) – Question de M. Paul Loridant (5 avril 1989) (p. 55).

Discussion (21 avril 1989) (p. 374, 376) :

MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Paul Loridant.

n° 61. – Scrutins (Modalités du vote par procuration) – Question de M. Jean Simonin (7 avril 1989) (p. 100).

Discussion (14 avril 1989) (p. 257, 258) :

MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ; Jean Simonin.

n° 62. – Liban (Situation des chrétiens de Beyrouth) – Question de M. Jean Simonin (7 avril 1989) (p. 100).

Discussion (14 avril 1989) (p. 258) :

MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Jean Simonin.

n° 67. – Sang et organes humains (Avenir des établissements de transfusion sanguine) – Question de M. Robert Vizet (19 avril 1989) (p. 306).

Discussion (28 avril 1989) (p. 487, 489) :

MM. Robert Vizet, Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.

n° 68. – Travail (Suppression d'une section de l'inspection du travail en Seine-Saint-Denis) – Question de Mme Danielle Bidard-Reydet (20 avril 1989) (p. 369).

Discussion (28 avril 1989) (p. 489, 490) :

Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.

n° 69. – Langue et culture françaises (Abandon de la langue française pour les publications de l'Institut Pasteur) – Ques-

tion de Mme Danielle Bidard-Reydet (20 avril 1989) (p. 369).

Discussion (28 avril 1989) (p. 491, 493) :

Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie.

n° 70. – Education (Accueil des élèves en cas d'absence des instituteurs pour cause de grève) – Question de M. Alain Gérard (20 avril 1989) (p. 369).

Discussion (26 mai 1989) (p. 949, 950) :

Mme Michèle André, secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes ; M. Alain Gérard.

n° 71. – Environnement (Classement des sites) – Question de M. Jean-Jacques Robert (26 avril 1989) (p. 413).

Discussion (28 avril 1989) (p. 493, 494) :

MM. Jean-Jacques Robert, Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie.

n° 72. – Langue et culture françaises (Abandon de la langue française pour les publications de l'Institut Pasteur) – Question de M. Jacques Habert (26 avril 1989) (p. 413).

Discussion (28 avril 1989) (p. 491, 493) :

MM. Jacques Habert, Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie.

n° 73. – Salaires, traitements et indemnités (Zones territoriales d'abattement de salaires des agents hospitaliers) – Question de M. Jean-Jacques Robert (26 avril 1989) (p. 413).

Discussion (12 mai 1989) (p. 705) :

M. Jean-Jacques Robert, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 74. – Justice (Inscription à l'ordre du jour du Parlement de la proposition de loi relative au rétablissement de la peine de mort) – Question de M. Jean-Jacques Robert (26 avril 1989) (p. 413).

Discussion (12 mai 1989) (p. 704, 705) :

MM. Jean-Jacques Robert, Pierre Arpaillange, ministre de la justice.

n° 75. – Sports (Sécurité dans les stades) – Question de M. Jean-Jacques Robert (26 mai 1989) (p. 414).

Discussion (12 mai 1989) (p. 705, 706) :

MM. Jean-Jacques Robert, Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

n° 76. – Transports ferroviaires (Sécurité à bord des trains de banlieue) – Question de M. Jean-Jacques Robert (26 avril 1989) (p. 414).

Discussion (12 mai 1989) (p. 706, 707) :

MM. Jean-Jacques Robert, Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

n° 77. – Equipement (Réalisation du TGV Atlantique et interconnexion des réseaux français et espagnol à Irun) – Question de M. Philippe Madrelle (28 avril 1989) (p. 496).

Discussion (26 mai 1989) (p. 948, 949) :

Mme Michèle André, secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes ; M. Philippe Madrelle.

n° 78. – Logement (Réforme de l'aide au financement de l'accession à la propriété) – Question de M. Louis Mercier (28 avril 1989) (p.496).

Discussion (19 mai 1989) (p. 811, 812) :

MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; Louis Mercier.

n° 79. – Communauté économique européenne (CEE) (Exclusion de la ville de Brioude (Haute-Loire) des aides du Fonds européen de développement régional, FEDER) – Question de M. Jean-Paul Chambriard (28 avril 1989) (p. 496).

Discussion (26 mai 1989) (p. 950) :

Mme Michèle André, secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes ; M. Jean-Paul Chambriard.

n° 80. – Défense (Remise en état et modernisation du porte-avions Clémenceau) – Question de M. André Jarrot (28 avril 1989) (p. 496).

Discussion (2 juin 1989) (p. 1064, 1065) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; André Jarrot.

n° 81. – Politiques communautaires (Conséquences pour le département des Vosges de la nouvelle définition des zones éligibles aux aides du FEDER) – Question de M. Christian Poncelet (9 mai 1989) (p. 585).

Discussion (23 juin 1989) (p. 1870, 1871) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Christian Poncelet.

n° 83. – Politique extérieure (Développement des relations bilatérales entre la France et le Viêt-nam) – Question de M. Christian Poncelet (11 mai 1989) (p. 694).

Discussion (23 juin 1989) (p. 1866, 1867) :

MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Christian Poncelet.

n° 85. – Réseau routier et autoroutier (Tracé de l'autoroute A86 à Joinville le Pont, Val-de-Marne) – Question de Mme Hélène Luc (17 mai 1989) (p. 794).

Discussion (2 juin 1989) (p. 1066, 1068) :

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Hélène Luc.

n° 86. – Réseau routier et autoroutier (Conditions de réalisation du doublement de l'autoroute A8 dans les Alpes-Maritimes) – Question de M. José Balarello (10 mai 1989) (p. 806).

Discussion (13 octobre 1989) (p. 2579, 2580) :

Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; M. José Balarello.

n° 84. – Handicapés (Situation du centre d'aide par le travail de La Brouaze à Châteaudun, Eure-et-Loir) – Question de M. Raymond Poirier (23 mai 1989) (p. 861).

Discussion (23 juin 1989) (p. 1868, 1869) :

MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Raymond Poirier.

n° 87. – Equipement (Situation des transports en commun de la région parisienne) – Question de M. Louis Perrein (23 mai 1989) (p. 861).

Discussion (9 juin 1989) (p. 1348, 1349) :

MM. Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux ; Louis Perrein.

n° 88. – Equipement (Situation des artisans au regard de la réglementation sociale européenne dans les transports routiers) – Question de M. Abel Sempé (23 mai 1989) (p. 861).

Discussion (16 juin 1989) (p. 1651, 1652) :

MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; Abel Sempé.

n° 89. – Viticulture (Diffusion des réglements européens auprès des organismes représentatifs de la viticulture) – Question de M. Abel Sempé (1er juin 1989) (p. 1060).

Discussion (16 juin 1989) (p. 1652, 1653) :

MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; Abel Sempé.

n° 90. – Equipement (Sécurité du réseau banlieue de la SNCF) – Question de Mme Hélène Luc (7 juin 1989) (p. 1249).

Discussion (9 juin 1989) (p. 1349, 1351) :

M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux ; Mme Hélène Luc.

n° 92. – Equipement (Déviation de la RN 102 à hauteur de Brioude (Haute-Loire)) – Question de M. Jean-Paul Chambriard (9 juin 1989) (p. 1394).

Discussion (16 juin 1989) (p. 165) :

MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; Jean-Paul Chambriard.

n° 93. – Français de l'étranger (Droit à la retraite des Français de l'étranger ayant exercé une activité professionnelle non salariée) – Question de M. Jean-Pierre Cantegrit (13 juin 1989) (p. 1518).

Discussion (23 juin 1989) (p. 1869) :

MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Jean-Pierre Cantegrit.

n° 94. – Commerce extérieur (Perspectives du commerce extérieur français) – Question de M. Christian Poncelet (14 juin 1989) (p. 1563).

Discussion (23 juin 1989) (p. 1867, 1868) :

MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Christian Poncelet.

n° 95. – Protection sociale (Indemnisation des Français en arrêt de travail dans les territoires d'outre-mer, TOM) – Question de M. Jean-Jacques Robert (16 juin 1989) (p. 1659).

Discussion (30 juin 1989) (p. 2197, 2198) :

Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; M. Jean-Jacques Robert.

n° 96. – Professions libérales (Politique du Gouvernement à l'égard des professions libérales) – Question de M. Paul Malassagne (16 juin 1989) (p. 1660).

Discussion (23 juin 1989) (p. 1871, 1872) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Paul Malassagne.

n° 97. – Justice (Avenir de la maison d'arrêt de Quimper, Finistère) – Question de M. Alain Gérard (20 juin 1989) (p. 1698).

Discussion (30 juin 1989) (p. 2200) :

Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; M. Alain Gérard.

n° 98. – Intérieur (Financement par les communes des charges liées à la présence d'établissements universitaires) – Question de M. Paul Loridant (20 juin 1989) (p. 1698).

Discussion (30 juin 1989) (p. 2198, 2200) :

Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; M. Paul Loridant.

n° 99. – Justice (Renforcement de la législation en matière de lutte contre la fraude à la carte bancaire) – Question de M. Paul Loridant (20 juin 1989) (p. 1698).

Discussion (30 juin 1989) (p. 2200, 2202) :

Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; M. Paul Loridant.

n° 102. – Réseau routier et autoroutier (Réfection de la route nationale 98 à la hauteur du Cap Estel dans les Alpes-Maritimes) – Question de M. José Balarello (*JO* Questions du 24 août 1989) (p. 1285).

Discussion (13 octobre 1989) (p. 2580, 2581) :

Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; M. José Balarello.

n° 103. – Forêts (Interdiction de classer en zone constructible des surfaces boisées détruites par les incendies) – Question de M. Christian Bonnet (*J.O.* Questions du 31 août 1989) (p. 1380).

Discussion (27 octobre 1989) (p. 2811) :

MM. Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux ; Christian Bonnet.

n° 106. – Marine nationale (Projet de transfert des troupes du 24e régiment d'infanterie de marine de Perpignan à Fréjus, Var) – Question de M. Paul Alduy (*JO* Questions du 28 septembre 1989) (p. 1564).

Discussion (20 octobre 1989) (p. 2667, 2669) :

MM. Gérard Renon, secrétaire d'Etat à la défense ; Paul Alduy.

n° 108. – Prestations sociales (Modalités de calcul du revenu minimum d'insertion, RMI, et maintien des familles dans les lieux d'habitation) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (*JO* Questions du 28 septembre 1989) (p. 1564).

Discussion (13 octobre 1989) (p. 2581, 2582) :

Mmes Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; Marie-Claude Beaudeau.

n° 109. – Hôpitaux (Mesures envisagées pour supprimer le forfait hospitalier) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (*JO* Questions du 28 septembre 1989) (p. 1564).

Discussion (13 octobre 1989) (p. 2582, 2583) :

Mmes Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; Marie-Claude Beaudeau.

n° 112. – Calamités et catastrophes (Fuite de gaz à la réserve de Chémery, Loir et Cher) – Question de M. Jacques Thyraud (2 octobre 1989) (p. 2438).

Discussion (27 octobre 1989) (p. 2809, 2810) :

MM. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire ; Jacques Thyraud.

n° 114. – Enseignement supérieur (Réélection du président de l'université Aix-Marseille-III) – Question de M. Paul Loridant (2 octobre 1989) (p. 2438).

Discussion (13 octobre 1989) (p. 2577, 2578) :

Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; M. Paul Loridant.

n° 115. – Enseignement (Participation des communes aux dépenses des collèges) – Question de M. Lucien Lanier (4 octobre 1989) (p. 2444).

Discussion (13 octobre 1989) (p. 2579) :

Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; M. Lucien Lanier.

n° 117. – Intérieur (Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) – Question de M. Raymond Bouvier (4 octobre 1989) (p. 2444).

Discussion (17 novembre 1989) (p. 3458, 3459) :

MM. Henri Curien, ministre de la recherche et de la technologie ; Raymond Bouvier.

n° 118. – Environnement (Projet de stockage de déchets dans le parc régional du Lubéron) – Question de M. Louis Minetti (4 octobre 1989) (p. 2445).

Discussion (17 novembre 1989) (p. 3461, 3462) :

MM. Henri Curien, ministre de la recherche et de la technologie ; Louis Minetti.

n° 120. – Finances locales (Nouveau système d'indexation proposé pour la dotation globale de fonctionnement, DGF) – Question de M. Jean Simonin (5 octobre 1989) (p. 2453).

Discussion (20 octobre 1989) (p. 2670, 2671) :

Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; M. Jean Simonin.

n° 121. – Enseignement (Mesures envisagées pour renforcer les services de l'éducation nationale dans le Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (10 octobre 1989) (p. 2498).

Discussion (13 octobre 1989) (p. 2578, 2579) :

Mmes Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille, Marie-Claude Beaudeau.

n° 122. – Emploi (Situation de l'emploi dans l'agglomération de Roubaix-Tourcoing, Nord) – Question de M. André Diligent (10 octobre 1989) (p. 2499).

Discussion (20 octobre 1989) (p. 2671, 2673) :

MM. Gérard Renon, secrétaire d'Etat à la défense ; André Diligent.

n° 124. – Lycées (Difficultés d'implantation d'un lycée d'enseignement professionnel dans le département de l'Essonne) – Question de M. Paul Loridant (10 octobre 1989) (p. 2499).

Discussion (20 octobre 1989) (p. 2666, 2667) :

MM. Gérard Renon, secrétaire d'Etat à la défense ; Paul Loridant.

n° 125. – Armée (Projet de fusion des 7e et 4e régiments parachutistes) – Question de M. Louis Brives (13 octobre 1989) (p. 2587).

Discussion (20 octobre 1989) (p. 2669, 2670) :

MM. Gérard Renon, secrétaire d'Etat à la défense ; Louis Brives.

n° 126. – Equipement (Saturation routière du département de la Vendée) – Question de M. Michel Crucis (13 octobre 1989) (p. 2537).

Discussion (17 novembre 1989) (p. 3459, 3460) :

MM. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie ; Michel Crucis.

n° 129. – Recherche (Avenir de l'Institut de recherche de chimie appliquée) – Question de Mme Danielle Bidard-Reydet (18 octobre 1989) (p. 2610).

Discussion (17 novembre 1989) (p. 3457, 3458) :

M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre ; Mme Danielle Bidard-Reydet.

n° 131. – Enseignement (Situation des inspecteurs de l'Education nationale, IDEN) – Question de Mme Hélène Luc (19 octobre 1989) (p. 2661).

Discussion (10 novembre 1989) (p. 3149, 3150) :

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Hélène Luc .

n° 132. – Elections (Projet de découpage électoral des îles du Vent) – Question de M. Daniel Millaud (19 octobre 1989) (p. 2661).

Discusion (27 octobre 1989) (p. 2810, 2811) :

MM. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire ; Daniel Millaud.

n° 133. – Radiodiffusion et télévision (Situation de la station Radio Bleue) – Question de M. Louis Perrein (20 octobre 1989) (p. 2673).

Discussion (27 octobre 1989) (p. 2811) :

MM. Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux ; Louis Perrein.

n° 135. – Textile (industrie) (Respect des engagements publics envers l'industrie textile) – Question de M. Maurice Schumann (24 octobre 1989) (p. 2704).

Discussion (10 novembre 1989) (p. 3152, 3158) – Commune avec les questions :

n° 139 de M. Christian Poncelet (**Extension du crédit d'impôt-recherche aux dépenses de création ou de mode réalisées par l'industrie textile**) (26 octobre 1989) (p. 2805).

n° 145 de M. Louis Brives (**Extension de l'assiette du crédit impôt-recherche**) (31 octobre 1989) (p. 2881) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Maurice Schumann, Christian Poncelet, Louis Brives .

n° 136. – Equipement (ministère) (Partition des directions départementales de l'équipement et application des lois sur la décentralisation) – Question de M. Charles Ginesy (24 octobre 1989) (p. 2704).

Discussion (10 novembre 1989) (p. 3151) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Charles Ginesy .

n° 137. – Justice (Démarches en vue de la libération d'un français détenu en Espagne) – Question de M. Charles Lederman (25 octobre 1989) (p. 2748).

Discussion (3 novembre 1989) (p. 2986) :

Mme Catherine Tasca, ministre délégué chargé de la communication ; M. Charles Lederman.

n° 138. – Recherche (Etat d'avancement du projet de loi relatif aux manipulations génétiques) – Question de M. Christian Bonnet (25 octobre 1989) (p. 2748).

Discussion (17 novembre 1989) (p. 3460, 3461) :

MM. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie ; Michel Crucis.

n° 141. – Liaison fixe transmanche (Attitude du Gouvernement face à la dérive technico-financière d'Eurotunnel) – Question de M. Robert Pontillon (27 octobre 1989) (p. 2812).

Discussion (3 novembre 1989) (p. 2984, 2986) :

Mme Catherine Tasca, ministre délégué chargé de la communication ; M. Robert Pontillon.

n° 143. – Contrats de Plan (Exécution du contrat de Plan de la région Auvergne) – Question de M. Jean-Paul Chambriard (30 octobre 1989) (p. 2857).

Discussion (10 novembre 1989) (p. 3152) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean-Paul Chambriard .

n° 144. – Politique étrangère (Démarches envisagées par le Gouvernement en faveur des détenues politiques iraniennes) – Question de M. Charles Lederman (31 octobre 1989) (p. 2881).

Discussion (10 novembre 1989) (p. 3150, 3151) :

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Charles Lederman .

n° 147. – Education (Problèmes de la vie scolaire à Pantin, Seine-Saint-Denis) – Question de Mme Danielle Bidard-Reydet (2 novembre 1989) (p.2958).

Discussion (17 novembre 1989) (p. 3454, 3455) :

M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre ; Mme Danielle Bidard-Reydet.

n° 149. – Education (Conséquences du système indemnitaire contractuel en matière de recherche) – Question de Mme Danielle Bidard-Reydet (7 novembre 1989) (p. 3080).

Discussion (17 novembre 1989) (p. 3455, 3456) :

M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre ; Mme Danielle Bidard-Reydet.

n° 151. – Education (Restauration du musée Jean-Henri Fabre à Sérignan-du-Comtat, Vaucluse) – Question de M. Jacques Bérard (8 novembre 1989) (p. 3132).

Discussion (17 novembre 1989) (p. 3456, 3457) :

M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre ; Mme Hélène Missoffe.

n° 152. – Relations diplomatiques (Démarches du Gouvernement français en vue d'un arrêt des combats au Cambodge) – Question de M. Charles Lederman (9 novembre 1989) (p. 3146).

Discussion (15 décembre 1989) (p. 5005, 5006) :

MM. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat, chargé du Plan ; Charles Lederman .

n° 153. – Agriculture (Règlement des dossiers d'indemnisation présentés à la suite des pluies de 1988) – Question de M. Louis Brives (13 novembre 1989) (p. 3241).

Discussion (15 décembre 1989) (p. 5010, 5013) :

MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt ; Louis Brives .

n° 154. – Pensions et retraites (Calcul de la pension vieillesse servie par le régime général de sécurité sociale) – Question de M. André Rouvière (14 novembre 1989) (p. 3295).

Discussion (15 décembre 1989) (p. 5014) :

MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt ; André Rouvière .

n° 155. – Economie (Suppression du comptoir de la Banque de France à Orange (Vaucluse)) – Question de M. Jacques Bérard (14 novembre 1989) (p. 3295).

Discussion (15 décembre 1989) (p. 5004, 5005) :

MM. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat, chargé du Plan ; Roger Husson, en remplacement de M. Jacques Bérard .

n° 158. – Handicapés (Modalités d'attribution des places dans les centres d'aide par le travail et les ateliers protégés) – Question de M. Yvon Bourges (16 novembre 1989) (p. 3406).

Discussion (15 décembre 1989) (p. 5015) :

MM. Michel Gilibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie ; Yvon Bourges .

n° 160. – Environnement (Suppression des nuisances entraînées par l'exploitation d'une carrière de gypse dans le massif de Montmorency (Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (20 novembre 1989) (p. 3511).

Discussion (15 décembre 1989) (p. 5007, 5008) :

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat, chargé du Plan ; Mme Marie-Claude Beaudeau .

n° 161. – Handicapés (Rejet d'un projet de création d'un centre d'aide par le travail à Rambouillet (Yvelines)) – Question de M. Gérard Larcher (22 novembre 1989) (p. 3604).

Discussion (15 décembre 1989) (p. 5015, 5016) :

MM. Michel Gilibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie ; Gérard Larcher .

n° 162. – Justice (Conditions de détention des mineurs) – Question de M. Jean-Jacques Robert (22 novembre 1989) (p. 3604).

Discussion (15 décembre 1989) (p. 5017, 5018) :

MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Jean-Jacques Robert .

n° 164. – Industrie (Situation et avenir de certains sites industriels de la région Lorraine) – Question de M. Roger Husson (23 novembre 1989) (p. 3716).

Discussion (15 décembre 1989) (p. 5006, 5007) :

MM. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat, chargé du Plan ; Roger Husson .

n° 166. – Bois (Situation des industriels du bois ayant signé des contrats soumis à révision de prix) – Question de M. Jean-Paul Chambriard (26 novembre 1989) (p. 3933).

Discussion (15 décembre 1989) (p. 5013, 5014) :

MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt ; Jean-Paul Chambriard .

n° 170. – Equipement (Conditions de réalisation du tracé du TGV-Est) – Question de M. Philippe François (29 novembre 1989) (p. 4120).

Discussion (15 décembre 1989) (p. 5009, 5010) :

MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt ; Philippe François .

n° 172. – Syndrome d'immuno-déficience acquise (Sida) (Lutte contre la progression du Sida) – Question de M. Jean-Jacques Robert (1er novembre 1989) (p. 4252).

Discussion (15 décembre 1989) (p. 4252) :

MM. Michel Gilibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et accidentés de la vie ; Jean-Jacques Robert .

n° 173. – Industrie (Création d'une liaison fluviale Rhin-Manche par la vallée de la Seine) – Question de M. Marc Lauriol (12 décembre 1989) (p. 4861).

Discussion (15 décembre 1989) (p. 5008, 5009) :

MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt ; Marc Lauriol .

R

Radiodiffusion et télévision

Voir *Communication audiovisuelle*, **1**
Lois de finances, **2**, Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire - Communication et information
Questions au Gouvernement n° **91**
Questions orales avec débat n° **38**
Questions orales sans débat n° **133**

Radios locales privées

Voir *Questions au Gouvernement* n° **91**

Rapatriés

Voir *Lois de finances*, **2**, Economie, finances et budget - I - Charges communes (et rapatriés)

Rappels au règlement

Voir *Débats (organisation)*, **1**

1. – **De Mme Hélène Luc** : article 18 du règlement du Sénat ; conflits sociaux en Corse (3 avril 1989) (p. 4) – *Mme Hélène Luc, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.*

2. – **De M. Jean Francou** : situation sociale en Corse ; nécessité d'une démarche et d'une action humanitaire de la France au Liban (3 avril 1989) (p. 6) – *MM. Jean Francou, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

3. – **De M. Jacques Habert** : article 77, alinéa 3, du règlement du Sénat : situation au Liban ; sort des Français établis dans ce pays (7 avril 1989) (p. 98, 99) – *MM. Jacques Habert, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie.*

4. – **De M. Michel Darras** : interprétation du règlement du Sénat en ce qui concerne la priorité ou la réserve des amendements au cours du débat relatif au projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (11 avril 1989) (p. 142) – *MM. Michel Darras, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

5. – **De M. Jean Chamant** : article 29 du règlement du Sénat : souhaite, à l'occasion de la visite du chef de l'Organisation de libération de la Palestine, OLP, l'inscription à l'ordre du jour du Sénat soit d'une déclaration du Gouvernement soit d'un débat (26 avril 1989) (p. 380).

6. – **De M. Jacques Golliet** : article 29 du règlement du Sénat ; proteste contre la réception officielle par le Président de la République de M. Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) (27 avril 1989) (p. 418).

7. – **De M. Josselin de Rohan** : article 29 du règlement du Sénat : souhaite que le Gouvernement, à l'occasion d'un débat, présente un rapport sur la situation financière de la Croix-Rouge française, et donne des assurances sur l'indépendance de cette association avec le pouvoir (2 mai 1989) (p. 501).

8. – **De M. Michel Caldaguès** : commémoration du 8 mai 1945 : déplore que le nom du général de Gaulle n'ait pas été cité dans le message du ministre des anciens combattants (9 mai 1989) (p. 549).

9. – **De M. Emmanuel Hamel** : déplore de devoir quitter l'hémicycle pour assister à une réunion de commission (10 mai 1989) (p. 592).

10. – **De M. Paul Souffrin** : déplore les crimes commis à cause du racisme et demande au Gouvernement de renforcer la loi antiraciste de juillet 1972 (16 mai 1989) (p. 713, 714) – *MM. Paul Souffrin, Claude Estier, Pierre Arpaillange, ministre de la justice.*

11. – **De M. Charles Lederman** : s'interroge sur la procédure suivie pour l'examen du projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal (16 mai 1989) (p. 731) – *MM. Charles Lederman, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

12. – **De Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis** : article 36, alinéa 3, du règlement du Sénat : déplore les crimes racistes et les décisions judiciaires (17 mai 1989) (p. 781).

13. – **De M. Emmanuel Hamel** : article 29 du règlement du Sénat ; après l'annonce par le président de la République d'une importante réduction des crédits militaires, souhaite que le Premier ministre vienne devant le Sénat faire une déclaration sur cette réduction de crédits (19 mai 1989) (p. 811).

14. – **De M. Jean Garcia** : article 36, alinéa 3, du règlement du Sénat ; à l'occasion de la grève parisienne des cheminots, déplore leurs conditions de travail et désapprouve la politique de la SNCF (24 mai 1989) (p. 888).

15. – **De M. Josy Moinet** : s'élève contre la procédure choisie pour l'examen de l'article unique du projet de loi approuvant le Xe plan (24 mai 1989) (p. 896, 897) – *MM. Josy Moinet, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

16. – **De M. Michel Dreyfus-Schmidt** : article 8, alinéa 12, du règlement du Sénat ; impossibilité pour un questeur de faire partie d'une commission permanente ; s'interroge sur l'utilité d'une réforme du règlement si les dispositions de l'article 8, alinéa 12, ne sont déjà plus respectées (30 mai 1989) (p. 961, 962).

17. – **De M. Charles Lederman** : conditions d'examen de la proposition de loi tendant à améliorer les rapports locatifs (5 juin 1989) (p. 1087) – *MM. Charles Lederman, Jacques Larché, président de la commission des lois.*

18. – **De M. Robert Laucournet** : ordre de discussion de certains articles de la proposition de loi tendant à améliorer les rapports locatifs (6 juin 1989) (p. 1147).

19. – **De M. Emmanuel Hamel** : quarante-cinquième anniversaire du débarquement allié en Normandie (6 juin 1989) (p. 1150).

20. – **De M. Edouard Le Jeune** : élections sénatoriales en Pologne (6 juin 1989) (p. 1150).

21. – **De Mme Hélène Luc** : catastrophe aérienne évitée de justesse aux abords de l'aéroport d'Orly ; sécurité des transports aériens (6 juin 1989) (p. 1151).

22. – **De M. Michel Darras** : au cours de l'examen du projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier, demande si M. le rapporteur pour avis, venant de soutenir un amendement à titre personnel, peut reprendre la parole (8 juin 1989) (p. 1298, 1299).

23. – **De M. Etienne Dailly** : auteur de la motion n° 2 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité au projet de loi modifiant la loi du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des

privatisations, regrette que le règlement du Sénat lui interdise de répondre à l'orateur contre ladite motion (9 juin 1989) (p. 1335).

24. – **De M. Jacques Moutet** : demande quand sera examinée la motion tendant à opposer la question préalable au projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (20 juin 1989) (p. 1672).

25. – **De Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis** : examen par la commission des lois du projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France (20 juin 1989) (p. 1672, 1673) – *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Mme Hélène Luc .*

26. – **De M. Claude Estier** : émotion et indignation devant les événements de Chine (22 juin 1989) (p. 1768).

27. – **De M. Michel Souplet** : avis de la chambre d'agriculture sur le schéma directeur départemental ; débat relatif à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (22 juin 1989) (p. 1802).

28. – **De M. Robert Laucournet** : organisation des travaux du Sénat et disponibilité des rapporteurs lors du débat relatif à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social (22 juin 1989) (p. 1803) – *MM. Robert Laucournet, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance ; Jean Arthuis, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

29. – **De M. Charles Lederman** : organisation des travaux du Sénat : discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire (29 juin 1989) (p. 2139, 2140) – *MM. Charles Lederman, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

30. – **De M. Paul Souffrin** : organisation des travaux du Sénat (29 juin 1989) (p. 2150) – *MM. Paul Souffrin, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

31. – **De M. Ivan Renar** : organisation des travaux du Sénat (30 juin 1989) (p. 2196, 2197) – *MM. Ivan Renar, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

32. – **De Mme Marie-Claude Beaudeau** : organisation des travaux du Sénat (30 juin 1989) (p. 2197) – *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

33. – **De Mme Marie-Claude Beaudeau** : organisation des travaux du Sénat (30 juin 1989) (p. 2234).

34. – **De M. Robert Pagès** : article 36 du règlement du Sénat ; attitude du Gouvernement face aux revendications du personnel de la météorologie nationale (1er juillet 1989) (p. 2297).

35. – **De M. Michel Souplet** : événements du Liban (4 juillet 1989) (p. 2401).

36. – **De M. Claude Estier** : répartition des présidences de commissions permanentes (4 octobre 1989) (p. 2442).

37. – **De MM. Emmanuel Hamel, Charles Lederman et Jean Chérioux** : organisation des travaux du Sénat : s'élèvent contre la concomitance de la séance du Sénat et d'auditions de ministres en commission (10 octobre 1989) (p. 2458, 2460) – *MM. Emmanuel Hamel, Charles Lederman, Jean Chérioux, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance ; Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.*

38. – **De Mme Hélène Luc** : article 24 du règlement du Sénat : souhaite une notable augmentation du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) et dépose une proposition de loi à cet effet (10 octobre 1989) (p. 2459).

39. – **De Mme Marie-Claude Beaudeau** : articles 110 et 6, alinéa 5, du règlement du Sénat ; non-représentation du groupe communiste dans deux délégations parlementaires (13 octobre 1989) (p. 2576) – *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Alain Poher, président du Sénat.*

40. – **De M. Emmanuel Hamel et de Mme Hélène Luc** : impossibilité de suivre à la fois les travaux des commissions et ceux de la séance publique (18 octobre 1989) (p. 2593) – *MM. Emmanuel Hamel, Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance ; Mme Hélène Luc.*

41. – **De M. Ivan Renar** : chapitre III du règlement ; mode de désignation des membres de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques et des membres de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (19 octobre 1989) (p. 2646).

42. – **De M. Emmanuel Hamel** : article 33, alinéa 4, du règlement du Sénat ; absence de nombreux ministres lors de la séance des questions au Gouvernement (20 octobre 1989) (p. 2665, 2666) – *MM. Emmanuel Hamel, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

43. – **De M. Charles Lederman** : demande une suspension de séance afin de recevoir une délégation des agents des impôts en grève (31 octobre 1989) (p. 2873) – *MM. Charles Lederman, Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance ; Claude Estier.*

44. – **De Mme Hélène Luc** : article 13 et suivants du règlement du Sénat : regrette la concomitance des réunions des commissions des affaires culturelles et des finances et de la séance publique au cours de laquelle est examiné le projet de loi de programmation relatif à l'équipement militaire pour les années 1990-1993, et, en outre, manifeste sa sympathie pour les étudiants, les enseignants et personnels universitaires (7 novembre 1989) (p. 3059).

45. – **De Mme Hélène Luc** : déplore que le ministre de la défense n'ait pas répondu à la proposition du groupe communiste visant à retirer de l'ordre du jour du Sénat le projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du groupement industriel des armements terrestres (GIAT) (8 novembre 1989) (p. 3115) – *Mme Hélène Luc, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance ; Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense.*

46. – **De M. Emmanuel Hamel** : impossibilité d'assister à la fois aux séances publiques et aux séances de commission (14 novembre 1989) (p. 3376).

47. – **De MM. Michel Darras et Etienne Dailly** : article 44 du règlement du Sénat ; interprétation des dispositions du règlement relatives aux demandes de réserve ou de priorité d'articles ou d'amendements (15 novembre 1989) (p. 3325) – *MM. Michel Darras, Etienne Dailly, Paul Masson, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

48. – **De Mme Hélène Luc** : article 18, alinéa 1 du règlement du Sénat : s'élève contre la fermeture du centre industriel de Boulogne-Billancourt de la Régie Renault (21 novembre 1989)

(p. 3541, 3542) – *Mme Hélène Luc, MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget ; Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

49. – **De M. Michel Dreyfus-Schmidt :** article 49, alinéa 6 du règlement du Sénat : souligne que la parole peut être demandée « tant que le débat n'est pas clos » pour expliquer son vote sur un amendement (22 novembre 1989) (p. 3600) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

50. – **De Mme Hélène Luc :** demande une suspension de séance en l'absence du ministre de l'éducation nationale lors de l'examen du budget de l'enseignement scolaire et supérieur (27 novembre 1989) (p. 3950) – *Mme Hélène Luc, MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.*

51. – **De Mme Hélène Luc :** articles 18 et 22 du règlement du Sénat : déplore que le tribunal suprême espagnol ait rejeté le recours formé par un Français contre la décision des juges de première instance le condamnant à six ans de prison ferme, et demande ce que compte faire le Gouvernement pour la libération de l'intéressé (30 novembre 1989) (p. 4145) – *Mme Hélène Luc, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères.*

52. – **De M. Emmanuel Hamel :** articles 18 et 36 du règlement du Sénat : fait part de son émotion relative aux évènements de Roumanie et demande au ministre des affaires étrangères de rendre compte au Sénat de l'action menée par le Gouvernement français auprès du Gouvernement roumain (19 décembre 1989) (p. 5189, 5190) – *MM. Emmanuel Hamel, Michel Charasse, ministre chargé du budget.*

53. – **De M. Jean Garcia :** article 18 du règlement du Sénat : proteste contre l'intervention des Etats-Unis au Panama et demande une audition du ministre des affaires étrangères par la commission des affaires étrangères (21 décembre 1989) (p. 5310).

54. – **De M. Michel Darras :** article 102 du règlement du Sénat : souci des intérêts du personnel à la fin de la session (22 décembre 1989) (p. 5328) – *MM. Michel Darras, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

Rapport constant

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre,* **2**

Rapports au Gouvernement.

Rapport Aicardi (fiscalité du patrimoine).

Rapport Badoual (formation des étudiants en médecine étrangers).

Rapport Bloch-Lainé (Jean-Michel) (logement locatif social).

Rapport Brault (mouvement consommateur).

Rapport Chaigneau (travail dominical).

Rapport Chassagne (transports fluviaux).

Rapport Chauveau (service national).

Rapport Giraudet (sécurité routière).

Rapport Gisserot (protection sociale).

Rapport Lachaux (médecine générale).

Rapport Laroque (hébergement des personnes âgées).

Rapport Martin-Laprade (archéologie).

Rapport Peigne (hôpital).

Rapport Prévot (avenir du service public des postes et télécommunications).

Rapport Saint-Pierre (professions judiciaires et juridiques).

Rapport Villain (rôle européen de Strasbourg)

Rapports au Parlement

1. – **Dépôt** du rapport annuel du **médiateur** (3 avril 1989) (p. 4).

2. – **Dépôt** du quatrième rapport de la **commission de la sécurité des consommateurs** présenté en application de l'article 17 de la loi n° 83-660 du 21 juillet 1983 relative à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905 (3 avril 1989) (p. 4).

3. – **Dépôt** par M. Christian Pierret, député, président de la **commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations,** en application de l'article 164, paragraphe IV, de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, du rapport établi par cette commission sur les opérations de **l'année 1988** (26 mai 1989) (p. 948).

4. – **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** (28 juin 1989) (p. 2048, 2049) – *MM. André Chandernagor, Premier président de la Cour des comptes ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

Rapports d'information

1. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission d'information effectuée du 16 au 24 juillet 1988 par une délégation chargée d'étudier la **protection sociale** et l'**organisation du système de santé** au **Canada,** par M. Claude Huriet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 27 janvier 1989) [n° **204** (88-89)].

2. – **Rapport d'information,** fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur l'élaboration du **Xe Plan** (1989-1992), par M. Philippe François, sénateur (7 avril 1989) [n° **243** (88-89)].

3. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée du 17 au 19 février 1989 au sein des **Forces françaises en Allemagne** par M. Jean Lecanuet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (13 avril 1989) [n° **253** (88-89)].

4. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 22, premier ali-

néa, du règlement du Sénat, sur les diverses conséquences des nouvelles technologies, dans le domaine des **armements conventionnels,** par M. Jacques Genton, sénateur (26 avril 1989) [n° **267** (88-89)].

5. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 22, premier alinéa, du règlement, sur la situation et le développement de **Radio France Internationale** (RFI), fait par M. Paul d'Ornano, sénateur (17 mai 1989) [n° **308** (88-89)].

6. – **Rapport d'information,** sur la **télévision à haute définition,** déposé par M. Jacques Mossion, sénateur, président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (13 juin 1989) [n° **378** (88-89)].

7. – **Rapport d'information,** fait au nom de la **mission d'information** sur la situation matérielle et professionnelle des personnels soignants non médecins des **établissements hospitaliers** publics, privés et privés à but non lucratif, ainsi que sur la qualité de la vie en milieu hospitalier et les moyens de les améliorer, par M. Charles Descours, sénateur (20 juin 1989) [n° **396** (88-89)].

8. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des finances sur la révision des **valeurs locatives cadastrales**, par M. Jacques Descours Desacres, sénateur (21 juin 1989) [n° **404** (88-89)].

9. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée en **IIIe région maritime** à Toulon, par M. Michel d'Aillières, sénateur, et plusieurs de ses collègues (21 juin 1989) [n° **405** (88-89)].

10. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des finances à la suite d'une **mission de contrôle** des **établissements d'enseignement français** au **Chili,** en **Uruguay** et au **Brésil** du 18 au 30 avril 1989, en application des dispositions du second alinéa de l'article 22 du règlement du Sénat, par M. Jacques Delong, sénateur (27 juin 1989) [n° **428** (88-89)].

11. – **Rapport d'information,** fait au nom des affaires économiques à la suite d'une **mission** effectuée en **Thaïlande,** en **Malaisie,** à **Singapour** et en **Indonésie** du 11 au 25 janvier 1989 afin d'étudier les problèmes du **développement économique** de ces pays ainsi que leurs **relations économiques, commerciales** et **financières** avec la France, par M. Jean François-Poncet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (28 juin 1989) [n° **429** (88-89)].

12. – **Rapport d'information,** fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les **activités des institutions des Communautés européennes** entre le 1er novembre 1988 et le 30 avril 1989, en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes, par M. Jacques Genton, sénateur, président de la délégation et plusieurs de ses collègues (28 juin 1989) [n° **438** (88-89)].

13. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 22 du règlement du Sénat sur le **Parlement français** et le **développement du système communautaire,** par M. Jacques Genton, sénateur (29 juin 1989) [n° **441** (88-89)].

14. – **Rapport d'information,** sur les travaux de la délégation française à l'**Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe** au cours de la 39e session ordinaire (1987-1988) de cette assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du règlement, par M. André Bohl, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 - 15 septembre 1989) [n° **487** (88-89)].

15. – **Rapport d'information,** sur les travaux de la délégation française à l'**Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale** au cours de la 34e session ordinaire (1988), de cette assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du règlement, par M. Pierre Jeambrun, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 - 15 septembre 1989) [n° **488** (88-89)].

16. – **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des lois à la suite d'une mission effectuée en **Tchécoslovaquie, Hongrie** et **Pologne** du 11 au 24 septembre 1989, pour y étudier l'évolution institutionnelle au niveau national et local, par M. René-Georges Laurin et plusieurs de ses collègues (18 octobre 1989) [n° **21** (89-90)].

17. – **Rapport d'information,** fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur les **résultats de projections macroéconomiques,** par M. Bernard Barbier, sénateur (8 novembre 1989) [n° **50** (89-90)].

18. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée aux **Etats-Unis d'Amérique** du 17 au 27 juillet 1989 par MM. Pierre Matraja, Michel Alloncle, sénateurs et plusieurs de leurs collègues (13 décembre 1989) [n° **130** (89-90)].

19. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée en **Union soviétique** du 19 au 26 juillet 1989 par M. Jean Lecanuet, sénateur et plusieurs de ses collègues (13 décembre 1989) [n° **132** (89-90)].

20. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les **activités des institutions des Communautés européennes** entre le 1er mai et le 31 octobre 1989, en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes par M. Jacques Genton, sénateur, président de la délégation et plusieurs de ses collègues (14 décembre 1989) [n° **141** (89-90)].

21. – **Rapport d'information** , fait au nom de la commission des affaires économiques à la suite d'une **mission d'information** effectuée à **Montréal (Canada)** du 16 au 23 septembre 1989, pour suivre les travaux de la **XIVe Conférence mondiale de l'énergie,** par M. Claude Prouvoyeur, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 décembre 1989) [n° **159** (89-90)].

22. – **Rapport d'information** , fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une **mission d'information** effectuée du 6 au 8 septembre 1989 afin d'étudier l'organisation du régime d'assurance maladie en **République fédérale d'Allemagne,** par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 décembre 1989) [n° **161** (89-90)].

Rapports de commissions d'enquête ou de contrôle

1. – **Rapport** fait par M. Roger Chinaud, sénateur, au nom de la **commission de contrôle** de l'action des organismes publics ayant trait à des **opérations financières portant sur le capital des sociétés privatisées** (26 avril 1989) [n° **265** (88-89)].

Rapports du Gouvernement

1. – **Dépôt** du rapport prévu au titre de l'article 4 de la loi de programme n° 88-12 du 5 janvier 1988 relative au **patrimoine monumental** (3 avril 1989) (p. 4).

2. – **Dépôt** du rapport d'information sur **l'évolution des loyers des locaux à usage d'habitation** dans le parc locatif privé présenté en application de l'article 3 de la loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 portant diverses mesures d'ordre social (3 avril 1989) (p. 4).

3. – **Dépôt** du dixième rapport annuel du **comité du contentieux fiscal, douanier et des changes,** conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière (3 avril 1989) (p. 4).

4. – **Dépôt,** en application de l'article 1er du décret n° 87-441 du 23 juin 1987 modifiant le code de la sécurité sociale et relatif à

la **commission des comptes de la sécurité sociale,** du rapport de cette commission pour l'exercice 1988-1989 (4 avril 1989) (p. 18).

5. – **Dépôt par le Gouvernement** d'un rapport sur la gestion, en 1987, des crédits du **fonds national pour le développement du sport, FNDS,** en application de l'article 43 de la loi de finances pour 1980 (13 avril 1989) (p. 216).

6. – **Dépôt par le Gouvernement,** en application de l'article 22 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, du rapport sur l'avenir du **secteur public audiovisuel,** ses missions et ses moyens (27 avril 1989) (p. 451).

7. – **Dépôt par le Gouvernement,** en application de l'article 52 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion, d'un rapport sur le **dispositif d'évaluation du revenu minimum d'insertion** (26 mai 1989) (p. 948).

8. – **Dépôt d'un rapport du Gouvernement,** fait en application de l'article 6 de la loi n° 86-797 du 3 juillet 1986 relative à la suppression de l'**autorisation administrative de licenciement** (1er juin 1989) (p. 1029).

9. – **Dépôt par le Gouvernement** du dix-huitième rapport sur la **situation démographique de la France,** établi en application de l'article 8 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances (2 octobre 1989) (p. 2434).

10. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport annuel d'information sur la protection et le contrôle des **matières nucléaires** pour 1988, établi en application de l'article 10 de la loi n° 80-572 du 25 juin 1980 (2 octobre 1989) (p. 2434).

11. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport relatif à la **participation des communes aux dépenses des collèges,** établi en application de l'article 15-3 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 (4 octobre 1989) (p. 2444).

12. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport sur le recours au **travail temporaire et à durée indéterminée,** établi en application de l'article 34 de la loi n° 89-549 du 2 août 1989 (13 octobre 1989) (p. 2576).

13. – **Dépôt d'un rapport du Gouvernement,** en application de l'article 43 de la loi de finances pour 1980, sur la gestion en 1988 des crédits du **fonds national pour le développement du sport,** FNDS (18 octobre 1989) (p. 2592).

14. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport annuel relatif à l'exécution de la loi de programme sur le **patrimoine monumental,** établi en application de l'article 3 de la loi de programme n° 88-12 du 5 janvier 1988 (19 octobre 1989) (p. 2647).

15. – **Dépôt par le Gouvernement du rapport** sur l'exécution de la loi n° 85-835 du 7 août 1985 relative à la **modernisation de la police nationale** (années 1986-1989) (8 novembre 1989) (p. 3115).

16. – **Dépôt par le Gouvernement,** en application de l'article 8 de la loi de finances rectificative pour 1964, du **rapport annuel d'activité de l'Office national des forêts** pour l'année 1988 (16 novembre 1989) (p. 3381).

17. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport sur la mise en oeuvre des dispositions de la loi organique n° 88-226 et de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relatives à la **transparence financière de la vie politique** (29 novembre 1989) (p. 4100).

18. – **Dépôt d'un rapport du Gouvernement** sur le contrôle a posteriori des actes des **collectivités locales** et des **établissements publics locaux,** établi en application de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (18 décembre 1989) (p. 5123).

Recherche

Voir *Lois de finances,* **2,** Recherche et technologie
Motions d'ordre (procédure parlementaire), **3**
Plan, **1**
Questions orales sans débat n° **67** ; n° **69** ; n° **72** ; n° **149**
Traités et conventions, **13** ; **20**

Recherche agronomique

Voir *Traités et conventions,* **15**

Recherche industrielle

Voir *Questions orales sans débat* n° **129**

Recherche médicale

Voir *Lois de finances,* **2,** Recherche et technologie
Questions orales sans débat n° **138**

Redressement et liquidation judiciaires

1. – **Proposition de loi tendant à assouplir les sanctions prévues par l'article L. 55 de la loi du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises, applicables aux cas où une société à responsabilité limitée n'a pas porté son capital à 50.000 F, le 1er mars 1989,** PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Louis Mermaz, député, et plusieurs de ses collègues (18 avril 1989) [n° **611** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Marchand (11 mai 1989) [n° **677** (9e lég.)] – Discussion (19 mai 1989) – Adoption (19 mai 1989) [n° **98**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 mai 1989) [n° **315** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (7 juin 1989) [n° **357** (88-89)] – Discussion (12 juin 1989) – Adoption (12 juin 1989) [n° **90**].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi tendant à reporter au 31 décembre 1990 le délai imparti aux sociétés à responsabilité limitée par l'article 55 de la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises pour augmenter leur capital social à hauteur de 50.000 francs** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 juin 1989) [n° **748** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Marchand (15 juin 1989) [n° **784** (9e lég.)] – Discussion (21 juin 1989) – Adoption (21 juin 1989) [n° **127**].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi tendant à modifier, jusqu'au 31 décembre 1991, le régime de sanctions prévues par l'article 55 de la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (21 juin 1989) [n° **407** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (28 juin 1989) [n° **433** (88-89)] – Discussion (30 juin 1989) – Adoption (30 juin 1989) [n° **118**].

PROMULGATION : Loi n° 89-460 du 6 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 8 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(12 juin 1989) (p. 1419, 1425).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1419, 1423) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Franck Sérusclat.*

Banques et établissements financiers : *Dailly (Etienne)* (p. 1422).

Capital social : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1420) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1421, 1422) ; *Pagès (Robert)* (p. 1423).

Chambres de commerce et d'industrie : *Dailly (Etienne)* (p. 1422).

Dissolution : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1420) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1421).

Droit communautaire : *Dailly (Etienne)* (p. 1421).

Greffes : *Dailly (Etienne)* (p. 1421, 1422).

Registre du commerce et des sociétés : *Dailly (Etienne)* (p. 1422).

Sanctions pénales : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1420) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1421, 1422) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1423).

Sociétés à responsabilité limitée (SARL) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1420) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1421, 1422) ; *Pagès (Robert)* (p. 1423) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1423).

Tribunaux de commerce : *Dailly (Etienne)* (p. 1421, 1422).

Tribunaux de grande instance (TGI) : *Dailly (Etienne)* (p. 1422).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1423, 1425) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Robert Pagès.*

Art. 1er *(Suppression du caractère automatique de la dissolution et intervention du tribunal)* (p. 1423).

Adoptés : amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 1 : prorogation du délai limite accordé aux SARL pour augmenter leur capital social (p. 1424) – Et n° 2 : coordination (p. 1425).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1425).

Art. 2 *(Sanctions encourues par les gérants des SARL)* (p. 1425).

Adopté : amendement n° 3 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article (p. 1425).

– L'article 2 est supprimé (p. 1425).

Art. 3 *(Entrée en vigueur de la présente loi)* – Adopté (p. 1425).

Intitulé (p. 1425).

Adopté : amendement n° 4 de M. Etienne Dailly, rapporteur : « Proposition de loi tendant à reporter au 31 décembre 1990 le délai imparti aux sociétés à responsabilité limitée par l'article 55 de la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises pour augmenter leur capital social à hauteur de 50.000 francs » (p. 1425).

– L'intitulé de la proposition de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 1425).

Adoption (12 juin 1989) (p. 1425).

Discussion (deuxième lecture)

(30 juin 1989) (p. 2202, 2204).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2204) : *Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; M. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois.*

Sociétés à responsabilité limitée (SARL) : *Dailly (Etienne)* (p. 2203) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2202).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2204).

Art. 1er et 2 – Adoptés (p. 2204).

Explications de vote sur l'ensemble : *M. Michel Darras* (p. 2204), *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 2204).

Adoption (30 juin 1989) (p. 2204).

Référendums

Voir *Ordre du jour du Sénat*, **1**

Réfugiés et apatrides

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, **2**

Régions

Voir *Questions au Gouvernement* n° **120**
Questions orales avec débat n° **33**

Règlement du Sénat

Voir *Parlement*, **3**
Rappels au règlement, **16**

Relations diplomatiques

Voir *Questions orales sans débat* n° **152**

Relations internationales

Voir *Lois de finances*, **2**, Affaires étrangères
Questions orales sans débat n° **137**

1. – **M. Emmanuel Hamel,** à l'occasion de l'**ouverture du mur de Berlin,** exprime sa solidarité avec le peuple allemand (13 novembre 1989) (p. 3178).

Renvoi en commission (procédure parlementaire)

Voir *Code pénal*, **1**

République démocratique allemande (RDA)

Voir *Relations internationales*, **1**

République fédérale d'Allemagne (RFA)

Voir *Allocutions et communications*, **52**
Rapports d'information, **3 ; 22**
Relations internationales, **1**
Traités et conventions, **37**

République fédérale islamique des Comores

Voir *Allocutions et communications*, **51**

Réseau routier et autoroutier

Voir *Questions au Gouvernement* n° **84 ; 136 ; 170**
Questions orales sans débat n° **36 ; 38 ; 85 ; 86 ; 92 ; 102 ; 126**
Voirie, **1**

Résistants

1. – **Projet de loi relatif aux conditions de reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la Résistance,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants (14 décembre 1988) [n° **152** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Franz Duboscq (3 avril 1989) [n° **229** (88-89)] – Discussion (6 avril 1989) – Adoption (6 avril 1989) [n° **56**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 avril 1989) [n° **560** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean Proveux (26 avril 1989) [n° **634** (9e lég.)] – Discussion (2 mai 1989) – Adoption (2 mai 1989) [n° **88**].

PROMULGATION : Loi n° 89-295 du 10 mai 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 12 mai 1989).

Discussion (première lecture)

(6 avril 1989) (p. 60, 81).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 60, 76) : *MM. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre ; Franz Duboscq, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Marc Boeuf, Edouard Le Jeune, André Jarrot, Emmanuel Hamel, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jacques Habert.*

Anciens combattants et victimes de guerre : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 69) ; *Boeuf (Marc)* (p. 65) ; *Jarrot (André)* (p. 75) ; *Méric (André)* (p. 62, 71, 74, 76).

Associations : *Hamel (Emmanuel)* (p. 68) ; *Jarrot (André)* (p. 67) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 66) ; *Méric (André)* (p. 61, 73, 74).

Carte de combattant volontaire de la Résistance (CVR) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 68, 69) ; *Boeuf (Marc)* (p. 65) ; *Duboscq (Franz)* (p. 63, 64) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 67) ; *Jarrot (André)* (p. 66, 67) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 65) ; *Méric (André)* (p. 61, 76).

Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre : *Boeuf (Marc)* (p. 65) ; *Duboscq (Franz)* (p. 63, 64, 65) ; *Méric (André)* (p. 62, 72).

Code pénal : *Méric (André)* (p. 63).

Commissions parlementaires : *Méric (André)* (p. 71).

Conseil d'Etat : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 69) ; *Duboscq (Franz)* (p. 64) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 65, 66) ; *Méric (André)* (p. 61, 63, 70, 71).

Déportés et internés : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 69) ; *Méric (André)* (p. 71, 73).

Droit administratif : *Méric (André)* (p. 62).

Légion d'honneur : *Méric (André)* (p. 73).

Pensions et retraites : *Méric (André)* (p. 74).

Résistants : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 69, 70) ; *Boeuf (Marc)* (p. 65) ; *Duboscq (Franz)* (p. 63) ; *Habert (Jacques)* (p. 75) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 67, 68) ; *Jarrot (André)* (p. 66, 67, 75) ; *Méric (André)* (p. 60, 61, 62, 71, 72, 76).

Témoignages : *Habert (Jacques)* (p. 75) ; *Méric (André)* (p. 72).

Traités et conventions : *Méric (André)* (p. 61).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 76, 81) : *MM. André Jarrot, Franz Duboscq, rapporteur ; André Méric, secrétaire d'Etat ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Etienne Dailly, Marc Boeuf.*

Art. unique *(Reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la Résistance définie par l'article L. 262 du code des pensions militaires d'invalidité)* (p. 76).

Rejeté : amendement n° 5 de M. André Jarrot : limitation, à une période de deux ans, de l'application du présent projet (p. 78 ; scrutin public n° 111).

– L'article unique est adopté (p. 78).

Après l'art. unique (p. 78).

Adopté : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. André Méric, secrétaire d'Etat : conditions d'application de la présente loi précisées ultérieurement par un décret en Conseil d'Etat (p. 81).

Rejeté : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Franz Duboscq, rapporteur, retiré par son auteur et repris par Mme Marie-Claude Beaudeau : prise en considération de la médaille du combattant volontaire de la Résistance comme un titre de guerre (p. 81 ; scrutin public n° 112).

Retiré : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Franz Duboscq, rapporteur : insertion d'un article L. 264 bis dans le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre : bonification de dix jours pour le calcul des trois mois exigés, accordée aux membres de la Résistance qui répondent aux conditions fixées aux articles L. 263 et L. 264 dudit code (p. 80).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 81).

Adoption (6 avril 1989) (p. 81).

Responsabilité pénale

Voir *Code pénal*, **1**

Retraites

Voir *Elus locaux*, **2**
Fonctionnaires et agents publics, **2**
Questions orales sans débat n° **60**
Sécurité sociale, **1**

Réunion (île)

Voir *Départements d'outre-mer (DOM)*, **1**

Revenu minimum d'insertion (RMI)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **85** ; n° **109**
Rapports du Gouvernement, **7**

Revenus agricoles

Voir *Agriculture*, **1**

Révolution française (bicentenaire)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **78**

Roumanie

Voir *Allocutions et communications*, **63**
Rappels au règlement, **52**

S

Saint-Pierre-et-Miquelon

Voir *Allocutions et communications*, **54**
Questions orales avec débat n° **29**

1. – **Proposition de loi modifiant le statut de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Albert Pen, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 10 février 1989) [n° **211** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC)

Voir *Rappels au règlement*, **38**

1. – **Proposition de loi tendant à porter le salaire minimum de croissance à 6 500 F,** PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (10 octobre 1989) [n° **8** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Salaires, traitements et indemnités

Voir *Lois de finances*, **2,** Services du Premier ministre - I - Services généraux (dont fonction publique) – Economie sociale
Questions orales sans débat n° **73**

Salariés

Voir *Défense nationale*, **1**

Sang et organes humains

Voir *Questions orales sans débat* n° **67**

Santé

Voir *Parfums et cosmétiques*, **1**
Questions au Gouvernement n° **111**
Questions orales avec débat n° **36**
Questions orales sans débat n° **172**
Rapports d'information, **1**
Sécurité sociale, **4**
Sports, **1**

Satellites

Voir *Questions orales avec débat* n° **38**
Traités et conventions, **7**

Scrutins

Voir *Procès-verbal*, **2**
Questions orales sans débat n° **61**

Séances des assemblées parlementaires

Voir *Allocutions et communications*, **64**
Motions d'ordre (procédure parlementaire), **4**
Rappels au règlement, **54**

Secteur public

Voir *Communication audiovisuelle*, **1**

Sécurité civile

Voir *Energie nucléaire*, **1**
Police, **3**
Questions au Gouvernement n° **138**
Questions orales sans débat n° **75** ; n° **76**

Sécurité publique

Voir *Questions au Gouvernement* n° **113**

Sécurité sociale

Voir *Allocutions et communications*, **54**
Handicapés, **2**
Lois de finances, **2,** Solidarité, santé et protection sociale
Questions au Gouvernement n° **167** ; n° **178**
Questions orales sans débat n° **109**
Rapports du Gouvernement, **4**
Traités et conventions, **38**

1. – **Projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité (17 mai 1989) [n° **687** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Charles Metzinger (8 juin 1989) [n° **737** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (22 juin 1989) – Adoption (22 juin 1989) [n° **131**].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels hospitaliers** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 juin 1989) [n° **415** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (26 juin 1989) [n° **422** (88-89)] – Discussion (30 juin 1989) – Adoption (30 juin 1989) [n° **120**].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale, à la formation continue des personnels hospitaliers et à la santé publique** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 juin 1989) [n° **847** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Bernard Bioulac (1er juillet 1989) [n° **848** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-Pierre Fourcade (1er juillet 1989) [n° **450** (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (30 juin 1989) [n° **847** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Charles Metzinger (1er juillet 1989) [n° **852** (9e lég.)] – Discussion (3 juillet 1989) – Adoption (3 juillet 1989) [n° **163**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (3 juillet 1989) [n° **457** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. André Rabineau (3 juillet 1989) [n° **458** (88-89)] – Discussion (3 juillet 1989) – Adoption (3 juillet 1989) [n° **134**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (3 juillet 1989) [n° **872** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Charles Metzinger (4 juillet 1989) [n° **873** (9e lég.)] – Discussion (4 juillet 1989) – Adoption (4 juillet 1989) [n° **168**).

PROMULGATION : Loi n° 89-474 du 10 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 12 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1989) (p. 2207, 2227).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2207, 2214) : *Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; M. Jean-Pierre*

Fourcade, président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Claude Huriet, rapporteur ; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Franck Sérusclat et les orateurs sur la motion.

Le présent projet regroupe des dispositions concernant la gestion des organismes du régime général de sécurité sociale, les accidents du travail, les régimes complémentaires de retraite et la formation continue du personnel hospitalier.

Accidents du travail : *Fost (Paulette)* (p. 2210) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2211).

Communautés européennes (directives) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2209).

Congés de formation : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2208).

Organisations syndicales : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2213) ; *Fost (Paulette)* (p. 2210) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 2211, 2214).

Protection sociale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2212, 2213) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2208) ; *Fost (Paulette)* (p. 2209, 2210).

Retraites : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2213) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2208) ; *Fost (Paulette)* (p. 2210) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2212).

Motion n° 9 de M. Paul Souffrin, soutenue par Mme Paulette Fost, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2209, 2212) – *Mme Paulette Fost, MM. Franck Sérusclat, Jean-Pierre Fourcade, rapporteur.*

Rejet de la motion (p. 2212 ; scrutin public n° 168).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2214, 2227) : *Mme Paulette Fost, M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur ; Mmes Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat ; Marie-Claude Beaudeau, MM. Emmanuel Hamel, Franck Sérusclat.*

TITRE IER

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE SOCIALE

Art. 1er *(Prorogation du mandat des membres des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale par dérogation aux dispositions de l'article L. 231-2 du code de la sécurité sociale)* (p. 2214).

Adopté : amendement n° 1 de M. Claude Huriet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : extension du champ d'application de cet article aux administrateurs (p. 2215).

Rejeté : amendement n° 6 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de cet article (p. 2215 ; scrutin public n° 169).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2215).

Art. 2 *(Allongement du délai de régularisation des cotisations impayées : articles L. 244-2, L. 244-4 et L. 244-7 du code de la sécurité sociale et articles 1035 et 1036 du code rural)* (p. 2215).

Rejeté : amendement n° 7 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de cet article (p. 2216 ; scrutin public n° 170).

– L'article 2 est adopté (p. 2216).

Art. 3 *(Majoration des indemnités en capital servies à certaines victimes d'accident du travail en cas de faute inexcusable de l'employeur : article L. 452-2 du code de la sécurité sociale)* (p. 2216).

Adopté : amendement n° 23 de M. Claude Huriet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : rédactionnel (p. 2217).

Retiré : amendement n° 19 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat (p. 2217).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 10 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : déplafonnement de la majoration de l'indemnité en capital (p. 2217).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2217).

Art. 3 bis *(Report de la date d'application des articles 64 à 69 de la loi n° 85-10 du 3 janvier 1985, portant diverses dispositions d'ordre social)* (p. 2217).

Adopté : amendement n° 2 de M. Claude Huriet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : suppression de cet article (p. 2218).

– L'article 3 bis est supprimé (p. 2218).

Après l'art. 3 bis (p. 2218).

Adopté : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Claude Huriet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : faculté de réduire la rente ou l'indemnité en cas de faute inexcusable de la victime d'un accident du travail (p. 2219).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2219).

Art. 4 *(Adhésion volontaire à l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés et des conjoints collaborateurs des membres des professions libérales et avocats : article L. 742-6 du code de la sécurité sociale)* – Adopté (p. 2219).

Art. 5 *(Mise en conformité de la législation française avec la directive communautaire sur l'égalité de traitement entre les sexes dans les régimes complémentaires : article L. 731-2-1 nouveau du code de la sécurité sociale)* – Adopté (p. 2219).

Art. 6 *(Conditions de création et de modification des régimes complémentaires de retraite ou de prévoyance des salariés : article L. 731-8 du code de la sécurité sociale)* (p. 2219).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, soutenus par Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 11 : suppression de cet article (p. 2220) – Et n° 12 : suppression de la possibilité de créer ou de modifier un régime complémentaire de retraite par voie d'accord d'entreprise (p. 2220).

– L'article 6 est adopté (p. 2220).

Art. 7 *(Extension et élargissement des accords collectifs créant ou modifiant un régime complémentaire de retraite ou de prévoyance des salariés : articles L. 731-9 et L. 731-10 du code de la sécurité sociale)* – Adopté (p. 2220).

Art. 8 *(Application des articles 5, 6 et 7 aux salariés agricoles : articles 1050 et 1051 du code rural)* – Adopté (p. 2221).

Après l'art. 8 (p. 2221).

Adopté : amendement n° 13 (art. additionnel) de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : réduction des taxes sur les céréales et les oléagineux (p. 2222).

Retiré : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Claude Huriet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : système d'écrêtement de la masse salariale des entreprises industrielles, commerciales ou de service assujetties au paiement des cotisations sociales (p. 2221).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2222).

TITRE II

FORMATION CONTINUE DES PERSONNELS HOSPITALIERS

Art. 9 *(Fixation d'un seuil minimal de dépenses de formation médicale continue applicable aux hôpitaux publics)* (p. 2222).

Adoptés : amendement n° 5 de M. Claude Huriet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : définition du champ d'application de cet article (p. 2222) ; sous-amendement n° 24 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat (p. 2222).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2223).

Art. 10 *(Financement et gestion des crédits de formation continue de personnels de la fonction publique hospitalière : article 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière)* (p. 2223).

Rejeté : amendement n° 18 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat : versement de la cotisation annuelle à un seul des organismes paritaires créés par l'Etat (p. 2223).

– L'article 10 est adopté (p. 2223).

Après l'art. 10 (p. 2223).

Adoptés : amendement n° 14 (division additionnelle) de M. Franck Sérusclat et de M. Claude Huriet, à titre personnel : Titre III additionnel intitulé « Protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales » (p. 2224) – Amendements (art. additionnels) de MM. Franck Sérusclat et Claude Huriet, soutenus par M. Franck Sérusclat, n° 15 : suppression du terme « études » dans le premier alinéa de l'article L. 209-1 du code de la santé publique (p. 2225) – Et n° 17 : mode de désignation des candidats à la commission consultative pour la protection des personnes se prêtant aux recherches biomédicales (p. 2226) – Amendement n° 16 (art. additionnel) de MM. Guy Penne et Franck Sérusclat, soutenu par M. Franck Sérusclat : cas où l'expérimentation fait appel à l'absorption de médicaments, à l'installation d'appareillage ou à une intervention en bouche (p. 2226) ; sous-amendement n° 21 de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat (p. 2225).

– Une division additionnelle et trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2224, 2225 et 2226).

Intitulé du projet de loi (p. 2226).

Adopté : amendement n° 22 de M. Claude Huriet, rapporteur, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission : « Projet de loi portant dispositions relatives à la sécurité sociale, à la formation continue des personnels hospitaliers et à la santé publique » (p. 2226).

– L'intitulé du projet de loi, dans la rédaction de l'amendement n° 22, est adopté (p. 2226).

Explications de vote sur l'ensemble : *Mme Paulette Fost* (p. 2226, 2227), *M. Franck Sérusclat* (p. 2227).

Adoption (30 juin 1989) (p. 2227).

Discussion (nouvelle lecture)

(3 juillet 1989) (p. 2384, 2386).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2384) : *Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; M. André Rabineau, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Accidents du travail : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2384).

Fiscalité : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2384) ; *Rabineau (André)* (p. 2384).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2384, 2386) : *M. André Rabineau, rapporteur ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat.*

Art. 3 bis (p. 2384).

Adopté : amendement n° 1 de M. André Rabineau, rapporteur : suppression de cet article (p. 2385).

– L'article 3 bis est supprimé (p. 2385).

Art. 3 ter (p. 2385) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 2 de M. André Rabineau, rapporteur : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 2385).

– L'article 3 ter, ainsi rédigé, est rétabli (p. 2385).

Art. 9 – Adopté (p. 2385).

Art. 10 bis (p. 2385).

Retiré : amendement n° 3 de M. André Rabineau, rapporteur : suppression de cet article (p. 2385).

– L'article 10 bis est adopté (p. 2385).

Titre III et art. 11 à 13 (p. 2385) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Explication de vote sur l'ensemble : *Mme Paulette Fost* (p. 2385, 2386).

Adoption (3 juillet 1989) (p. 2386).

2. – **Proposition de loi insérant un article L. 311-3 bis dans le code de la sécurité sociale,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Madelain, sénateur (3 juillet 1989) [n° **460** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989) (17 août 1989) [n° **474** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (25 octobre 1989) [n° **34** (89-90)] – Urgence – Discussion (6 novembre 1989) – Adoption (6 novembre 1989) [n° **9**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 novembre 1989) [n° **978** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Marie Le Guen (6 décembre 1989) [n° **1057** (9e lég.)] – Discussion (11 et 13 décembre 1989) – Adoption (13 décembre 1989) [n° **215**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (13 décembre 1989) [n° **133** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Marie Le Guen (14 décembre 1989) [n° **1102**] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **224**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Claude Huriet (14 décembre 1989) [n° **143** (89-90)] – Discussion (18 décembre 1989) – Adoption (18 décembre 1989) [n° **59**].

PROMULGATION : Loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 2 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(6 novembre 1989) (p. 2994, 3028).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2994, 3002) : *MM. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale ; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Paul Souffrin, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Marc Boeuf, et les orateurs sur la motion.*

Le projet de loi tend à renforcer les garanties dont bénéficient les assurés dans les opérations de prévoyance complémentaire concernant la couverture des risques maladie, maternité, invalidité et décès.

Communauté économique européenne (CEE) : *Boeuf (Marc)* (p. 3001, 3002) ; *Evin (Claude)* (p. 2995, 2999) ; *Souffrin (Paul)* (p. 3000, 3001).

Compagnies d'assurance : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2998) ; *Boeuf (Marc)* (p. 3002) ; *Souffrin (Paul)* (p. 3000).

Mutualité : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2998) ; *Boeuf (Marc)* (p. 3001, 3002) ; *Evin (Claude)* (p. 2994, 2999) ; *Huriet (Claude)* (p. 2999) ; *Souffrin (Paul)* (p. 3000, 3001).

Protection sociale : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2997, 2998) ; *Souffrin (Paul)* (p. 3001).

Protection sociale (régimes complémentaires) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2998) ; *Boeuf (Marc)* (p. 3002) ; *Evin (Claude)* (p. 2994, 2999) ; *Huriet (Claude)* (p. 2996, 2997) ; *Souffrin (Paul)* (p. 3000).

Rapport Gisserot (protection sociale) : *Evin (Claude)* (p. 2995) ; *Huriet (Claude)* (p. 2996, 2999).

Sécurité sociale (financement) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 2997).

Syndrome d'immuno-déficience acquise (SIDA) : *Evin (Claude)* (p. 2995).

Motion n° 29, de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Danielle Bidard-Reydet, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2997) – *MM. Claude Huriet, rapporteur ; Paul Souffrin, Claude Evin, ministre .*

Rejet de la motion (p. 3000 ; scrutin public n° 15).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3002, 3028) : *MM. Paul Souffrin, Claude Huriet, rapporteur ; Claude Evin, ministre ; Marc Boeuf, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Avant le titre Ier (p. 3002).

Rejeté : amendement n° 48 (art. additionnel) de M. Paul Souffrin : exclusivité de la protection sociale complémentaire assurée aux mutuelles (p. 3003).

Retiré : amendement n° 49 (art. additionnel) de M. Paul Souffrin : dérogations à l'obligation de transformation en mutuelle de certains groupements ou associations (p. 3003).

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS COMMUNES AUX OPERATIONS MISES EN OEUVRE PAR LES ENTREPRISES REGIES PAR LE CODE DES ASSURANCES, PAR LES INSTITUTIONS RELEVANT DU TITRE III DU LIVRE VII DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA SECTION 4 DU CHAPITRE II DU TITRE II DU LIVRE VII DU CODE RURAL ET PAR LES MUTUELLES RELEVANT DU CODE DE LA MUTUALITE

Intitulé (p. 3003).

Rejeté : amendement n° 50 de M. Paul Souffrin : « Dispositions communes aux opérations mises en oeuvre par les mutuelles relevant du code de la mutualité » (p. 3003).

– L'intitulé est adopté (p. 3003).

Art. 1er *(Dispositions communes aux organismes intervenant dans le domaine de la protection sociale complémentaire)* (p. 3003).

Rejeté : amendement n° 51 de M. Paul Souffrin : modification du champ d'application du Titre Ier (p. 3003).

– L'article 1er est adopté (p. 3004).

Avant l'art. 2 (p. 3004).

Rejetés : amendements (art. additionnels) de M. Paul Souffrin, n° 52 : régimes complémentaires de retraite (p. 3004 ; scrutin public n° 16) – Et n° 53 : suppression de toute référence à la notion de sélection des risques à l'article L. 121-2 du code de la mutualité (p. 3004).

Art. 2 *(Prise en charge des maladies antérieures dans le cadre de contrats ou conventions à adhésion obligatoire)* (p. 3004).

Adoptés : amendement n° 30 de M. Claude Evin, ministre : création d'un régime de prévoyance dans l'entreprise se référant à la majorité des intéressés (p. 3003) – Amendements de M. Claude Huriet, rapporteur, n° 2 : liberté de détermination du champ des garanties par l'organisme assureur (p. 3007) – N° 3 : élargissement du champ d'application de l'article 2 en substituant au terme maladie celui d'état pathologique (p. 3007) – Et n° 4 : sanctions en cas de fausse déclaration (p. 3007).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin n° 54 : prise en charge des maladies contractées antérieurement à l'adhésion des salariés au contrat collectif (p. 3006) – Et n° 55 : négociation collective des contrats d'assurance de l'entreprise (p. 3007).

Retiré : amendement n° 1 de M. Claude Huriet, rapporteur : rédactionnel (p. 3006).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3007).

Art. 3 *(Conditions dans lesquelles l'organisme peut refuser de prendre en charge les suites des maladies antérieures)* (p. 3007).

Adoptés : amendements de M. Claude Huriet, rapporteur, n° 5 : coordination avec l'amendement n° 4 (p. 3007) – N° 6 : coordination avec l'amendement n° 3 (p. 3008) – Et n° 7 : rappel du principe du secret médical (p. 3008).

Rejeté : amendement n° 57 de M. Paul Souffrin : généralisation à tous les contrats établissant des garanties complémentaires du bénéfice de la prise en charge des maladies contractées antérieurement (p. 3008).

Retiré : amendement n° 36 de M. Claude Estier : rédactionnel (p. 3008).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3008).

Art. 4 *(Maintien de la couverture complémentaire au profit des anciens salariés et des ayants droit)* (p. 3008).

Adopté : amendement n° 59 de M. Paul Souffrin : interdiction de la demande d'un questionnaire médical lors du maintien des garanties (p. 3011).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 58 : maintien intégral des conditions du contrat collectif pour les personnes qui quittent l'entreprise (p. 3011) – N° 60 : maintien intégral de la couverture à la demande des personnes quittant l'entreprise (p. 3011) – N° 62 : extension du maintien des garanties au profit des ayants droit des anciens salariés (p. 3011) – N° 63 : suppression de toute condition de durée pour le maintien des droits au profit des ayants droit des salariés décédés (p. 3011) – Et n° 61 : inclusion des ayants droit et des anciens salariés dans le contrat collectif (p. 3011).

Retiré : amendement n° 37 de M. Claude Estier : plafonnement des cotisations des personnes garanties à titre individuel (p. 3011).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3011).

Art. 5 *(Garantie viagère)* (p. 3011).

Adoptés : amendements n° 38 de M. Claude Estier : rédactionnel (p. 3014) ; sous-amendements de M. Claude Huriet, rapporteur, n° 8 : coordination avec l'amendement n° 4 (p. 3013) et n° 9 : période probatoire d'évaluation du risque portée de deux à trois ans (p. 3014) – Et n° 39 de M. Claude Estier : extension de la garantie viagère aux contrats individuels d'incapacité et d'invalidité (p. 3014).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 64 : suppression de la notion de période probatoire avant l'application de la garantie viagère (p. 3013) – Et n° 65 : modalités d'extension de la garantie viagère (p. 3013).

Retiré : amendement n° 40 de M. Claude Estier : coordination avec le retrait de l'amendement n° 37 (p. 3012).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3014).

Art. 6 *(Maintien des prestations en cours à la rupture du contrat)* (p. 3014).

Adoptés : amendements de M. Claude Huriet, rapporteur, n° 10 : de précision (p. 3014) – Et n° 11 : engagement de maintien du versement des rentes dans le respect des clauses d'attribution et de révision (p. 3014).

Rejeté : amendement n° 66 de M. Paul Souffrin : provisions obligatoires uniquement pour les compagnies d'assurance (p. 3015).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3015).

Art. 7 *(Plafonnement des remboursements)* (p. 3015).

Adoptés : amendement n° 41 de M. Claude Estier : rédactionnel (p. 3016) – Amendement n° 31 de M. Claude Evin, ministre : décret d'application (p. 3016).

Retiré : amendement n° 42 de M. Claude Estier : précision des règles appliquées en cas de souscription d'assurances multiples et cumulatives (p. 3016).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3016).

Après l'art. 7 (p. 3016).

Adopté : amendement n° 43 de M. Claude Estier : dispositions d'ordre public (p. 3016).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3016).

TITRE II

CONTROLE DES INSTITUTIONS RELEVANT DU TITRE III DU LIVRE VII DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA SECTION 4 DU CHAPITRE II DU TITRE II DU LIVRE VII DU CODE RURAL ET DES MUTUELLES RELEVANT DU CODE DE LA MUTUALITE

Art. 8 *(Commission de contrôle des institutions de retraite ou de prévoyance complémentaire)* (p. 3016).

Rejeté : amendement n° 67 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 3018 ; scrutin public n° 17).

ARTICLE L. 732-10 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE *(Domaine d'intervention de la commission)* (p. 3018).

Adopté : amendement de précision n° 12 de M. Claude Huriet, rapporteur (p. 3018).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3018).

ARTICLE L. 732-11 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE *(Missions de la commission de contrôle)* (p. 3018).

Adopté : amendement n° 13 de M. Claude Huriet, rapporteur : rédactionnel (p. 3018).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3018).

ARTICLE L. 732-12 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE *(Composition de la commission de contrôle)* (p. 3018).

Adoptés : amendements de M. Claude Huriet, rapporteur, n° 14 : analogie avec la commission de contrôle des assurances (p. 3018) – Et n° 15 : rôle de commissaire du Gouvernement confié au directeur de la sécurité sociale (p. 3018).

Rejeté : amendement n° 44 de M. Claude Estier : avis du Conseil supérieur de la mutualité sur la désignation de l'un des deux membres de la Commission de contrôle choisis en raison de leur expérience en matière de prévoyance complémentaire (p. 3019).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3019).

ARTICLE L. 732-13 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE *(Modalités du contrôle)* – Adopté (p. 3019).

ARTICLE L. 732-14 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE *(Moyens de contrôle)* – Adopté (p. 3019).

ARTICLE L. 732-15 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE *(Relations avec les commissaires aux comptes)* – Adopté (p. 3019).

ARTICLE L. 732-16 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE *(Extension du contrôle de la commission)* (p. 3019).

Adopté : amendement n° 16 de M. Claude Huriet, rapporteur : limites apportées à l'extension du contrôle de la commission (p. 3019).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3019).

ARTICLE L. 732-17 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE *(Résultats des contrôles sur place)* – Adopté (p. 3019).

ARTICLE L. 732-18 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE *(Pouvoirs de mise en demeure et d'injonction)* – Adopté (p. 3019).

ARTICLE L. 732-19 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE *(Sanctions disciplinaires)* (p. 3019).

Adoptés : amendements de M. Claude Huriet, rapporteur, n° 17 : limitation de la possibilité de publication par voie de presse des décisions de la commission (p. 3020) – Et n° 18 : transfert aux juridictions de l'ordre judiciaire du contentieux de la commission de contrôle (p. 3020).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3020).

ARTICLE L. 732-20 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE *(Délit d'entrave)* – Adopté (p. 3020).

ARTICLE L. 732-21 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE *(Coordination des contrôles)* (p. 3020).

Adopté : amendement n° 45 de M. Claude Estier : indépendance de la commission de contrôle des mutuelles (p. 3020).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3020).

ARTICLE L. 732-22 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE *(Obligation de secret professionnel)* (p. 3020).

Adopté : amendement n° 19 de M. Claude Huriet, rapporteur : secret professionnel non opposable à l'autorité juridiciaire (p. 3021).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3021).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3021).

Art. 9 *(Contrôle des mutuelles)* (p. 3021).

Rejeté : amendement n° 68 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 3021).

– L'article 9 est adopté (p. 3021).

Art. 10 *(Pouvoirs de la commission à l'égard des mutuelles)* (p. 3021).

Rejeté : amendement n° 69 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 3021).

ARTICLE L. 531-1-1 DU CODE DE LA MUTUALITE *(Domaine d'intervention de la commission)* (p. 3021).

Adopté : amendement n° 20 de M. Claude Huriet, rapporteur : coordination (p. 3022).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3022).

ARTICLE L. 531-1-2 DU CODE DE LA MUTUALITE *(Modalités du contrôle)* – Adopté (p. 3022).

ARTICLE L. 531-1-3 DU CODE DE LA MUTUALITE *(Moyens de contrôle)* – Adopté (p. 3022).

ARTICLE L. 531-1-4 DU CODE DE LA MUTUALITE *(Relations avec les commissaires aux comptes)* (p. 3022).

Adopté : amendement n° 21 de M. Claude Huriet, rapporteur : coordination (p. 3022).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3022).

ARTICLE L. 531-1-5 DU CODE DE LA MUTUALITE *(Extension du contrôle de la commission)* – Adopté (p. 3022).

ARTICLE L. 531-1-6 DU CODE DE LA MUTUALITE *(Résultats des contrôles sur place)* – Adopté (p. 3022).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3022).

Art. 11 *(Mesure d'ordre)* (p. 3022).

Rejeté : amendement n° 70 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 3022).

– L'article 11 est adopté (p. 3022).

Art. 12 *(Sanctions disciplinaires à l'égard des mutuelles)* (p. 3022).

Adopté : amendement n° 22 de M. Claude Huriet, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 17 (p. 3023).

Rejeté : amendement n° 71 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 3023).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3023).

Art. 13 *(Procédure applicable aux mutuelles)* (p. 3023).

Adopté : amendement n° 23 de M. Claude Huriet, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 18 (p. 3023).

Rejeté : amendement n° 72 de M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 3023).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3023).

Art. 14 *(Délit d'entrave)* – Adopté (p. 3023).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 15 *(Dispositions relatives aux régimes complémentaires de retraite ou de prévoyance des salariés)* – Adopté (p. 3023).

Art. 16 *(Autorisation de fonctionner des institutions de retraite ou de prévoyance complémentaire)* (p. 3023).

Adopté : amendement rédactionnel n° 24 de M. Claude Huriet, rapporteur (p. 3024).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 3024).

Art. 17 *(Dispositions relatives au fonctionnement des institutions de retraite ou de prévoyance)* – Adopté (p. 3024).

Art. 18 *(Contrôle des commissaires aux comptes)* (p. 3024).

Adoptés : amendement n° 32 de M. Claude Evin, ministre : modalités d'exercice du contrôle (p. 3024) – Amendement n° 25 de M. Claude Huriet, rapporteur : conditions de désignation des commissaires aux comptes (p. 3024).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 3024).

Art. 19 *(Institutions de retraite ou de prévoyance régies par le code rural)* – Adopté (p. 3025).

Art. 20 *(Modalités d'adhésion à une mutuelle)* (p. 3025).

Adopté : amendement n° 33 de M. Claude Evin, ministre : rédactionnel (p. 3025).

Rejeté : amendement n° 73 de M. Paul Souffrin : approbation obligatoire par les institutions représentatives du personnel pour tout accord collectif accordant des garanties de prévoyance (p. 3025).

Devenu sans objet : amendement n° 26 de M. Claude Huriet, rapporteur : identique à l'amendement n° 33 du Gouvernement (p. 3025).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 3025).

TITRE IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 21 *(Modalités d'entrée en vigueur du titre Ier)* (p. 3025).

Adoptés : amendements de M. Claude Huriet, rapporteur, n° 27 : coordination avec l'amendement n° 9 (p. 3026) – Et n° 28 : modalités de dispense du versement de l'indemnité de résiliation (p. 3027) – Amendements de M. Claude Evin, ministre, n° 34 : exclusion du risque chômage du champ d'application de cet article (p. 3026) – Et n° 35 : modalités de versement de l'indemnité de résiliation (p. 3026).

Retiré : amendement n° 46 de M. Marc Boeuf : analogue à l'amendement n° 34 du Gouvernement (p. 3026).

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 3027).

Art. 22 *(Codification)* – Adopté (p. 3027).

Après l'art. 22 (p. 3027).

Rejeté : amendement (art. additionnel) n° 74 de M. Paul Souffrin : réforme du cadre juridique des mutuelles (p. 3027).

Adoption (6 novembre 1989) (p. 3028).

Discussion (commission mixte paritaire)

(18 décembre 1989) (p. 5162, 5167).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5162, 5163) : *MM. Jean-Pierre Fourcade, en remplacement de M. Claude Huriet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.*

Assurance chômage : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5162).

Assurances : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5162).

Contrats de groupe : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5163).

Contrats ou conventions : *Evin (Claude)* (p. 5163) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5162).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5163, 5167) : *M. Robert Vizet.*

Art. 1er, 2, 3 et 4 (p. 5163).

Art. 4 bis, 5, 6, 7 bis, 7 ter, 7 quater, 7 quinquies, 7 sexies, 7 octies et 8 (p. 5164).

Art. 13 (p. 5165).

Art. 15, 16 et 17 (p. 5166).

Art. 18 (p. 5166) – Supprimé par la commission mixte paritaire.

Art. 20 et 21 (p. 5166).

Explications de vote sur l'ensemble : *M. Robert Vizet* (p. 5167).

Adoption (18 décembre 1989) (p. 5167).

4. – **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité (25 octobre 1989) [n° **966** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alfred Recours (23 novembre 1989) [n° **1037** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (1er, 2 et 4 décembre 1989) – Adoption (4 décembre 1989) [n° **203**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 décembre 1989) [n° **92** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Bernard Seillier (6 décembre 1989) [n° **108** (89-90)] – Discussion (13 décembre 1989) – Adoption (13 décembre 1989) [n° **35**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1989) [n° **1092** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alfred Recours (14 décembre 1989) [n° **1101** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Bernard Seillier (14 décembre 1989) [n° **142** (89-90)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (14 décembre 1989) [n° **1092** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alfred Recours (15 décembre 1989) [n° **1109** (9e lég.)] – Discussion (15 et 18 décembre 1989) – Adoption (18 décembre 1989) [n° **227**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1989) [n° **151** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Bernard Seillier (18 décembre 1989) [n° **152** (89-90)] – Discussion (18 décembre 1989) – Rejet (18 décembre 1989) [n° **60**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (19 décembre 1989) [n° **1130** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alfred Recours (19 décembre 1989) [n° **1132** (9e lég.)] – Discussion (21 décembre 1989) – Adoption (21 décembre 1989) [n° **252**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 89-269 DC du 22 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 24 janvier 1990) qui déclare contraires à la Constitution l'article 24 ainsi que certaines dispositions des articles 27 et 46.

PROMULGATION : Loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 25 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(13 décembre 1989) (p. 4873, 4923).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4873, 4882) : *MM. Théo Braun, ministre chargé des personnes âgées ; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Marc Boeuf, Franck Sérusclat, Paul Souffrin, Claude Huriet, Pierre Louvot.*

Accidents du travail : *Braun (Théo)* (p. 4875) ; *Huriet (Claude)* (p. 4881) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4876).

Accidents du travail (déplafonnement des cotisations) : *Boeuf (Marc)* (p. 4878) ; *Braun (Théo)* (p. 4873) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4876) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4880).

Action sanitaire et sociale : *Seillier (Bernard)* (p. 4877).

Aide familiale ou ménagère : *Boeuf (Marc)* (p. 4878).

Allocation logement : *Braun (Théo)* (p. 4875) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4876).

Allocations familiales : *Boeuf (Marc)* (p. 4878).

Assurance veuvage : *Souffrin (Paul)* (p. 4880).

Assurance vieillesse : *Braun (Théo)* (p. 4875).

Constitution (article 49-3) : *Souffrin (Paul)* (p. 4879).

Cotisations sociales (exonération) : *Braun (Théo)* (p. 4873) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4876) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4880).

Déconcentration : *Braun (Théo)* (p. 4874).

Emplois (créations et suppressions) : *Braun (Théo)* (p. 4873) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4876).

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (tarification) : *Braun (Théo)* (p. 4874) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4880).

Ethique et déontologie médicales : *Huriet (Claude)* (p. 4882).

Fonction publique hospitalière : *Sérusclat (Franck)* (p. 4879).

Handicapés : *Braun (Théo)* (p. 4873, 4875) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4876) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4879, 4880).

Internat (médecine) : *Braun (Théo)* (p. 4874) ; *Huriet (Claude)* (p. 4881) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4879).

Maladies sexuellement transmissibles (MST) : *Boeuf (Marc)* (p. 4878) ; *Braun (Théo)* (p. 4875) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4877).

Médecine (diplôme) : *Braun (Théo)* (p. 4875).

Médecine (enseignement) : *Braun (Théo)* (p. 4874) ; *Huriet (Claude)* (p. 4881) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4878).

Pensions de réversion : *Souffrin (Paul)* (p. 4880).

Pensions et retraites : *Boeuf (Marc)* (p. 4878) ; *Braun (Théo)* (p. 4875) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4879).

Personnes âgées : *Braun (Théo)* (p. 4873) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4876) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4880).

Personnes âgées (hébergement) (tarification) : *Souffrin (Paul)* (p. 4881).

Personnes âgées (hospitalisation) (tarification) : *Braun (Théo)* (p. 4874) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4877).

Politique de l'emploi : *Braun (Théo)* (p. 4873).

Politique économique et sociale : *Louvot (Pierre)* (p. 4882) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4880).

Politique familiale : *Louvot (Pierre)* (p. 4882) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4877).

Recherche médicale : *Huriet (Claude)* (p. 4882).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *Braun (Théo)* (p. 4875).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4883, 4921) : *MM. Paul Souffrin, Bernard Seillier, rapporteur ; Théo Braun, ministre ; Claude Huriet, Mme Hélène Missoffe, MM. Marc Boeuf, Jean Madelain, René Trégouët, Jean Chérioux, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Pierre Cantegrit, Jean-Pierre Bayle, Jacques Habert, Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale ; Lucien Neuwirth, Franck Sérusclat, Aubert Garcia, Roger Husson.*

Avant l'art. 1er (p. 4883).

Rejeté : amendement n° 33 (art. additionnel) de M. Paul Souffrin : obligation de procéder avant le 30 juin 1990 au renouvellement des membres des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (p. 4883).

Art. 1er *(Déplafonnement des cotisations d'accidents du travail)* (p. 4884).

Adoptés : amendement n° 28 de Mme Hélène Missoffe : dérogation au principe du déplafonnement des cotisations d'accidents du travail dans les professions du cinéma et du spectacle vivant (p. 4885) – Amendement n° 74 de M. Théo Braun, ministre : communication par les employeurs du secteur agricole du montant total des salaires par catégorie de risques (p. 4886).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 34 : alignement des indemnités journalières sur le salaire journalier (p. 4886) – Et n° 35 : alignement des effets des accidents de trajet sur ceux des accidents du travail, en ce qui concerne la suspension du contrat de travail (p. 4887) – Amendement n° 71 du Gouvernement : principe de l'équilibre financier de la gestion des accidents du travail (p. 4887).

Retiré : amendement n° 4 de M. Bernard Seillier, rapporteur : limitation des hausses de cotisations pouvant résulter du déplafonnement (p. 4886).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 4887).

Après l'art. 1er (p. 4887).

Adoptés : amendement n° 75 (art. additionnel) de M. Théo Braun, ministre : limitation des hausses excessives de cotisations (p. 4888) ; sous-amendement n° 67 de M. Bernard Seillier, rapporteur : détermination des cotisations par arrêté interministériel (p. 4887).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Bernard Seillier, rapporteur : conséquences de la séparation en deux gestions distinctes de l'assurance maladie et de l'assurance accidents du travail (p. 4888).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4888).

Art. 1er bis *(Expertises médicales)* (p. 4889).

Adopté : amendement n° 6 de M. Bernard Seillier, rapporteur : possibilité pour le juge d'ordonner une seconde expertise à la demande de l'une des parties (p. 4889).

Rejeté : sous-amendement n° 70 de M. Paul Souffrin : recours à une seconde expertise à l'initiative du juge (p. 4889).

– L'article 1er bis, dans la rédaction de l'amendement n° 6, est adopté (p. 4889).

Art. 1er ter *(Prescription des demandes d'indemnisation complémentaire en cas d'accidents du travail dus à la faute inexcusable de l'employeur)* – Adopté (p. 4889).

Art. 1er quater *(Remboursement des frais de transport pour les victimes d'accidents du travail)* – Adopté (p. 4889).

Après l'art. 1er quater (p. 4889).

Rejeté : amendement n° 36 (art. additionnel) de M. Paul Souffrin : rétablissement du principe de gratuité des soins pour les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles (p. 4890 ; scrutin public n° 74).

Art. 2 *(Exonération des charges sociales pour l'emploi d'une aide à domicile en cas d'hébergement dans la famille naturelle)* – Adopté (p. 4890).

Art. 2 bis *(Création de comités de l'aide ménagère)* (p. 4890).

Adopté : amendement n° 7 de M. Bernard Seillier, rapporteur : élaboration d'un rapport sur l'harmonisation de l'aide ménagère (p. 4891).

Rejeté : amendement n° 24 de M. Claude Estier : suppression de l'article (p. 4891).

– L'article 2 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est adopté (p. 4891).

Après l'art. 2 bis (p. 4891).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements (art. additionnels) de Mme Hélène Missoffe, n° 29 : droit permanent à l'assurance maladie pour les mères de famille de plus de 45 ans ayant eu trois enfants (p.4891) – Et n° 30 : extension de l'assurance veuvage (p. 4892) – Amendements (art. additionnels) de M. Paul Souffrin, n° 38 : redéfinition du droit à prestations de l'assurance maladie du conjoint survivant (p. 4892) – Et n° 41 : bénéfice de l'allocation du fonds national de solidarité pour les veuves de 55 ans (p. 4893).

Art. 3 *(Relèvement du seuil d'assujettissement à la contribution sociale de solidarité)* (p. 4893).

Rejeté : amendement n° 37 de M. Paul Souffrin : augmentation des ressources des caisses de sécurité sociale pour le régime des non salariés (p. 4893).

– L'article 3 est adopté (p. 4893).

Art. 4 *(Déconcentration du contentieux de la tarification sanitaire et sociale)* – Adopté (p. 4893).

Art. 5 *(Composition des commissions inter-régionales de la tarification sanitaire et sociale)* – Adopté (p. 4893).

Art. 5 bis *(Dispositions de coordination)* (p. 4893).

Adopté : amendement n° 68 de M. Bernard Seillier, rapporteur : rédactionnel (p. 4894).

– L'article 5 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4894).

Art. 6 *(Revalorisation des pensions pour 1990)* (p. 4894).

Adopté : amendement n° 8 de M. Bernard Seillier, rapporteur : référence à un salaire net moyen pour l'indexation des pensions (p. 4894).

Retiré : amendement n° 25 de M. Claude Estier : suppression de cet article (p. 4894).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est adopté (p. 4894).

Après l'art. 6 (p. 4895).

Adopté : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Bernard Seillier, rapporteur : modalités de partage des pensions de réversion (p. 4897).

Retirés : amendement n° 17 de M. Jean Chérioux : identique à l'amendement n° 9 (p. 4897) – Amendement n° 72 (art. additionnel) de M. Théo Braun, ministre (p. 4897) – Amendement n° 18 de M. Jean Chérioux : exclusion des allocations familiales des ressources prises en compte pour le calcul du RMI (p. 4899).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements (art. additionnels) de M. Paul Souffrin, n° 39 : relèvement du taux de la pension de réversion (p. 4895) – N° 40 : cumul entre pensions personnelles et pensions de réversion (p. 4897) – N° 42 : extension du bénéfice du revenu minimum d'insertion aux jeunes âgés de moins de 25 ans (p. 4898) – Et n° 43 : exclusion de certaines prestations familiales des ressources prises en compte pour le calcul du RMI (p. 4899) – Amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Bernard Seillier, rapporteur : exclusion des allocations familiales des ressources prises en compte pour le calcul du RMI (p. 4899).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4897).

Art. 7 *(Convention entre la caisse de prévoyance sociale et les professions de santé à Saint-Pierre-et-Miquelon)* – Adopté (p. 4900).

Après l'art. 7 (p. 4900).

Adopté : amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Cantegrit : protection sociale des étudiants français résidant à l'étranger (p. 4901).

Retirés : amendements (art. additionnels) de M. Jean-Pierre Cantegrit, n° 20 : protection sociale des salariés étrangers des entreprises exportatrices (p. 4901) – Et n° 21 : relèvement du plafond de la couverture en matière de rentes d'accidents du travail (p. 4901).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4901).

Art. 8 *(Possibilité de recruter des fonctionnaires hospitaliers par concours internes sur titres)* (p. 4902).

Adopté : amendement n° 11 de M. Bernard Seillier, rapporteur : institution de concours internes sur titres (p. 4902).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 4902).

Après l'art. 8 (p. 4902).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de M. Claude Evin, ministre, n° 1 : modification des relations entre les caisses primaires de sécurité sociale et les collectivités publiques d'aide sociale (p. 4904) – Et n° 2 : bénéfice de la couverture sociale pour les marins français embarqués sur des navires immatriculés dans les terres australes et antarctiques (p. 4904).

Rejeté : sur l'amendement n°1, sous-amendement n° 69 de M. Bernard Seillier, rapporteur : précision de la périodicité des avances de trésorerie (p. 4903).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4904).

Art. 8 bis *(Bénéfice automatique des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité pour les personnes handicapées, orientées dans un centre de rééducation professionnelle)* – Adopté (p. 4904).

Après l'art. 8 bis (p. 4905).

Non soutenu : amendement n° 32 (art. additionnel) de M. Roger Lise (p. 4905).

Art. 8 ter *(Ouverture du droit à l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité au bénéfice des étrangers)* (p. 4905).

Retiré : amendement n° 12 de M. Bernard Seillier, rapporteur : suppression de cet article (p. 4905).

– L'article 8 ter est adopté (p. 4905).

Art. 8 quater *(Limites du cumul de l'allocation aux adultes handicapés et de la garantie de ressources aux personnes handicapées)* (p. 4905).

Parole sur l'article : *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 4905).

– L'article 8 quater est adopté (p. 4905).

Avant l'art. 9 (p. 4905).

Adopté : amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Lucien Neuwirth : modalités d'attribution de l'allocation compensatrice versée aux personnes âgées de plus de 60 ans (p. 4907 ; scrutin public n° 75).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4907).

Art. 9 *(Tarification applicable dans les unités et les centres de long séjour)* (p. 4907).

Adoptés : amendements de M. Bernard Seillier, rapporteur, n° 13 : rédactionnel (p. 4909) – Et n° 14 : suppression du 2e alinéa du paragraphe I de l'article (p. 4909).

Rejetés : amendement n° 44 de M. Paul Souffrin : suppression de l'article (p. 4909) – Amendement n° 73 de M. Claude Evin, ministre : modalités de réouverture du délai de dépôt d'une demande d'admission à l'aide sociale (p. 4909).

Retirés : amendement n° 3 de M. Claude Evin, ministre : identique à l'amendement n° 13 (p. 4909) – Amendements de M. Claude Estier, nos 26 et 27 : identiques à l'amendement n° 73 de M. Claude Evin, ministre (p. 4909).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4909).

Art. 9 bis *(Bénéfice de l'allocation de logement pour les personnes hospitalisées dans les établissements de long séjour)* – Adopté (p. 4909).

Art. 9 ter *(Recul de l'âge de la retraite pour certains médecins hospitaliers à temps partiel)* – Adopté (p. 4909).

Art. 10 *(Extension aux études pharmaceutiques du régime transitoire appliqué aux études médicales)* – Adopté (p. 4909).

Art. 11 *(Modalités de délivrance de la qualification en angéiologie)* (p. 4909).

Rejeté : amendement n° 47 de M. Paul Souffrin : automaticité entre la possession du diplôme et la qualification (p. 4910).

– L'article 11 est adopté (p. 4910).

Art. 12 *(Validation de certains diplômes de médecine)* – Adopté (p. 4910).

Art. 13 *(Prorogation du mandat des membres des commissions médicales d'établissement)* – Adopté (p. 4910).

Art. 14 *(Application des dispositions régissant les spécialités pharmaceutiques aux médicaments utilisés pour des préparations magistrales)* (p. 4910).

Retiré : amendement n° 48 de M. Franck Sérusclat (p. 4910).

– L'article 14 est adopté (p. 4910).

Après l'art. 14 (p. 4910).

Adoptés : amendements (art. additionnels) de MM. Claude Huriet et Franck Sérusclat, n° 51 : conditions de réalisation des études épidémiologiques, des essais et des expérimentations (p. 4912) – N° 52 : définition du bénéfice retiré des recherches biomédicales (p. 4913) – N° 54 : régime des assurances et de l'indemnisation des sujets se prêtant à des essais biomédicaux (p. 4915) – N° 55 : interdiction de rémunération des sujets se soumettant aux essais (p. 4915) – N° 56 : précision des bénéfices attendus de la recherche (p. 4915) – N° 57 : mise en place de comités de protection des personnes se prêtant à des recherches biomédicales (p. 4916) – N° 58 : modalités de retrait de l'agrément d'un comité (p. 4917) – N° 59 : communication de l'information préalable à la mise en œuvre de la recherche aux directeurs d'établissements et aux représentants de l'Etat dans la région (p. 4917) – N° 60 : conditions d'affiliation à un régime de sécurité sociale pour la participation à des recherches (p. 4918) – N° 61 : sanctions en cas de défaut de transmission de la lettre d'intention au ministre chargé de la santé (p. 4918) – N° 62 : compétence du tribunal de grande instance pour l'indemnisation des dommages résultant d'une recherche biomédicale et application des dispositions de la loi aux territoires d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 4918) – Et n° 63 : modalités de souscription de l'assurance par le promoteur (p. 4919) – Amendement n° 66 de M. Claude Evin, ministre : aide à la coopération entre plusieurs personnes prenant l'initiative d'une même recherche (p. 4914).

Rejeté : amendement n° 49 (art. additionnel) de M. Franck Sérusclat : interdiction de certaines activités dans le secteur privé hospitalier (p. 4911).

Retirés : amendement n° 46 (art. additionnel) de M. Guy Penne (p. 4911) – Amendement n° 53 (art. additionnel) de MM. Claude Huriet et Franck Sérusclat : retiré au profit de l'amendement n° 66 (p. 4914) – Amendement n° 31 (art. additionnel) de M. Claude Huriet : préoccupations éthiques des comités consultatifs de protection des personnes (p. 4916).

– Treize articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4912, 4913, 4914, 4915, 4916, 4917, 4918 et 4919).

Art. 15 *(Dépistage et traitement gratuits de certaines personnes dans des centres de planification et d'éducation familiales)* (p. 4919).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Bernard Seillier, rapporteur : validation de la capacité des centres à effectuer le dépistage et le traitement des personnes sollicitant des examens médicaux (p. 4919) – Amendement n° 65 de M. Claude Evin, ministre : précision (p. 4919).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 4919).

Art. 16 *(Publication obligatoire par l'INSEE d'un indice des prix à la consommation hors prix du tabac)* (p. 4919).

Adopté : amendement n° 16 de M. Bernard Seillier, rapporteur : (p. 4920).

Rejeté : amendement n° 50 de M. Franck Sérusclat : suppression de l'article (p. 4920 ; scrutin public n° 76).

– L'article 16, dans la rédaction de l'amendement n° 16, est adopté (p. 4920).

Après l'art. 16 (p. 4920).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 45 (art. additionnel) de M. Paul Souffrin : dispositions relatives au régime particulier de sécurité sociale d'Alsace-Moselle (p. 4921).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Marc Boeuf* (p. 4921), *Paul Souffrin* (p. 4922), *Roger Husson* (p. 4922), *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 4922), *MM. Jacques Habert* (p. 4922), *Claude Huriet* (p. 4922).

Adoption (13 décembre 1989) (p. 4923).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 1989) (p. 5167, 5175).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5167, 5172) : *MM. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale ; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Daniel Hoeffel, Louis Boyer, Robert Vizet, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales et les orateurs sur la motion.*

Allocations familiales : *Seillier (Bernard)* (p. 5169).

Assurance maladie maternité : *Evin (Claude)* (p. 5171).

Contrats-santé : *Evin (Claude)* (p. 5174) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5174).

Conventions médicales : *Evin (Claude)* (p. 5168, 5174) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5171, 5172) ; *Seillier (Bernard)* (p. 5172).

Entreprises (charges) : *Vizet (Robert)* (p. 5170).

Formation continue : *Evin (Claude)* (p. 5167, 5168) ; *Penne (Guy)* (p. 5173).

Médecins (honoraires) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5171) ; *Penne (Guy)* (p. 5173).

Médecins (honoraires) (secteur II) : *Evin (Claude)* (p. 5168).

Organisations syndicales : *Boyer (Louis)* (p. 5170) ; *Evin (Claude)* (p. 5167, 5171, 5172, 5174) ; *Seillier (Bernard)* (p. 5169, 5172).

Pensions de réversion : *Hoeffel (Daniel)* (p. 5170).

Personnes âgées : *Seillier (Bernard)* (p. 5169).

Procédure législative : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5174).

Protection sociale : *Vizet (Robert)* (p. 5170).

Terrorisme : *Seillier (Bernard)* (p. 5169).

Motion n° 1 de M. Bernard Seillier, rapporteur, **tendant à opposer la question préalable** (p. 5172) – *MM. Bernard Seillier, rapporteur ; Guy Penne, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Claude Evin, ministre.*

Adoption de la motion (p. 5175 ; scrutin public n° 85).

Rejet du projet de loi (18 décembre 1989) (p. 5175).

Seine-Saint-Denis (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **68**

Sénat

Voir *Bureau du Sénat*, **1**
Collectivités territoriales, **1**
Parlement, **1 ; 3**
Rappels au règlement, **40**

1. – **Débats du Sénat :** qualité du débat et des travaux de la commission, relatifs au projet de loi sur la protection des animaux et l'exercice de la profession de vétérinaire (20 avril 1989) (p. 366) – *MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Philippe François, vice-président de la commission des affaires économiques.*

Service public

Voir *Communication audiovisuelle*, **1**
Lois de finances, **2**, Postes, télécommunications et espace - (Budget annexe)

Questions au Gouvernement n° **164**
Questions orales sans débat n° **90**

Sessions parlementaires extraordinaires

Voir *Allocutions et communications,* **1 ; 23 ; 24 ; 60 ; 61 ; 65**

Sessions parlementaires ordinaires

Voir *Allocutions et communications,* **1 ; 25 ; 27 ; 62**

Sidérurgie (industrie)

Voir *Questions orales sans débat* n° **164**

Sociétés civiles et commerciales

Voir *Redressement et liquidation judiciaires,* **1**

Sports

Voir *Allocutions et communications,* **2**
Lois de finances, **2,** Education nationale, jeunesse et sports
Questions au Gouvernement n° **95**
Questions orales sans débat n° **75**
Rapports du Gouvernement, **5 ; 13**

1. – **Projet de loi relatif à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale et par M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports (12 octobre 1988) [n° **29** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. François Lesein (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 23 mars 1989) [n° **228** (88-89)] – Discussion (4 avril 1989) – Adoption (4 avril 1989) [n° **51**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 avril 1989) [n° **551** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Néri (16 mai 1989) [n° **683** (9e lég.)] – Discussion (18 mai 1989) – Adoption (18 mai 1989) [n° **97**].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et des manifestations sportives** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (23 mai 1989) [n° **317** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. François Lesein (31 mai 1989) [n° **335** (88-89)] – Discussion (2 juin 1989) – Adoption (2 juin 1989) [n° **80**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (2 juin 1989) [n° **727** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Néri (15 juin 1989) [n° **777** (9e lég.)] – Discussion (21 juin 1989) – Adoption (21 juin 1989) [n° **128**].

PROMULGATION : Loi n° 89-432 du 28 juin 1989 *(JO* Lois et décrets du 1er juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(4 avril 1989) (p. 18, 43).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 18, 28) : *MM. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ; François Lesein, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Jean Francou, Jules Faigt, Stéphane Bonduel, Mme Danielle Bidard-Reydet.*

Code de la santé publique : *Lesein (François)* (p. 23).

Compétitions sportives : *Bambuck (Roger)* (p. 18, 20) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 24) ; *Lesein (François)* (p. 21, 22, 23).

Conseil de l'Europe : *Lesein (François)* (p. 21, 23).

Dopage : *Bambuck (Roger)* (p. 18, 19, 20, 27) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 26) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 24) ; *Faigt (Jules)* (p. 25) ; *Lesein (François)* (p. 20, 21, 22).

Dopage (contrôles) : *Bambuck (Roger)* (p. 19, 20) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 24, 25) ; *Lesein (François)* (p. 21, 22, 23).

Dopage (sanctions) : *Bonduel (Stéphane)* (p. 24) ; *Faigt (Jules)* (p. 25) ; *Lesein (François)* (p. 20, 21, 22).

Ethique sportive : *Bambuck (Roger)* (p. 19, 20) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 26) ; *Lesein (François)* (p. 23).

Fédérations sportives : *Lesein (François)* (p. 21, 22, 23).

Laboratoires : *Bambuck (Roger)* (p. 27) ; *Francou (Jean)* (p. 24) ; *Lesein (François)* (p. 23).

Maladies : *Francou (Jean)* (p. 24).

Médecine (endocrinologie) : *Francou (Jean)* (p. 24) ; *Lesein (François)* (p. 23).

Médecine sportive : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 26).

Médecins : *Bonduel (Stéphane)* (p. 25).

Médicaments : *Lesein (François)* (p. 22).

Opinion publique : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 25).

Peines et amendes : *Lesein (François)* (p. 22).

Presse : *Bambuck (Roger)* (p. 19).

Recherche médicale : *Bambuck (Roger)* (p. 19, 27) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 26) ; *Bonduel (Stéphane)* (p. 25).

Sport de haut niveau : *Bambuck (Roger)* (p. 19, 27) ; *Francou (Jean)* (p. 23).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 28, 43) : *MM. François Lesein, rapporteur ; Roger Bambuck, secrétaire d'Etat ; Stéphane Bonduel, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Jules Faigt.*

Art. 1er *(Définition du dopage)* (p. 28).

Adoptés : amendement n° 1 de M. François Lesein, rapporteur : interdiction à tout sportif d'utiliser, en vue ou au cours des compétitions et manifestations sportives, les substances et les procédés dont la liste est fixée par arrêté conjoint des ministres chargés des sports et de la santé ; et, dans les mêmes conditions, interdiction d'employer à l'usage de tout animal des substances et procédés de même nature dont la liste est fixée par arrêté conjoint des ministres chargés des sports, de la santé et de l'agriculture (p. 29) ; sous-amendements nos 20 et 21 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat (p. 29).

Retirés : sur l'amendement n° 1 de la commission, sous-amendement n° 40 de M. Stéphane Bonduel (p. 29) – Amendement n° 19 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat : notion de procédés de nature à accroître artificiellement les capacités et à masquer l'emploi de substances ou de procédés ayant cette propriété (p. 29).

– L'article 1er, dans la rédaction de l'amendement n° 1, ainsi modifié, est adopté (p. 29).

Après l'art. 1er (p. 29).

Adoptés : amendement n° 46 (division additionnelle) de M. François Lesein, rapporteur : insertion d'une division nouvelle, TITRE Ier A, intitulée : « De la commission nationale de lutte contre le dopage » (p. 29) – Amendement n° 2 (art. additionnel) de M. François Lesein, rapporteur : institution d'une commission nationale de lutte contre le dopage ; composition ; rôle ; conditions de saisine (p. 31) ; sous-amendements nos 29 et 47 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat (p. 31) ; sous-amendement n° 56 de Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 31).

Retiré : sur l'amendement n° 2 de la commission, sous-amendement n° 41 de M. Stéphane Bonduel (p. 31).

– Une division additionnelle et un article additionnel sont insérés dans le projet de loi (p. 29 et 31).

TITRE Ier

DU CONTROLE

Art. 2 *(Personnes habilitées à procéder aux enquêtes et contrôles)* (p. 34).

Adopté : amendement n° 22 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat : agrément, par des médecins ou des vétérinaires agréés par le ministre compétent, des agents de l'inspection de la jeunesse et des sports, pour procéder aux enquêtes et contrôles nécessaires à l'application de la présente loi (p. 34) ; sous-amendement n° 3 de M. François Lesein, rapporteur (p. 34).

Retiré : amendement n° 38 de M. Stéphane Bonduel (p. 34).

– L'article n° 2, dans la rédaction de l'amendement n° 22, ainsi modifié, est adopté (p. 34).

Art. 3 *(Procès-verbaux des enquêtes et contrôles)* (p. 34).

Adoptés : amendement n° 4 de M. François Lesein, rapporteur : établissement de procès-verbaux pour les enquêtes, contrôles et « perquisitions et saisies » (p. 34) – Amendement n° 23 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat : transmission des procès-verbaux aux ministres compétents (p. 35).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 35).

Art. 4 *(Enquêtes)* (p. 35).

Adoptés : amendement rédactionel de M. François Lesein, rapporteur (p. 35) – Amendement rédactionnel n° 48 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat (p. 35) – Amendement n° 7 de M. François Lesein, rapporteur : distinction effectuée entre le cas des animaux et celui des personnes (p. 35).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 35).

Art. 5 *(Perquisitions et saisies)* (p. 31).

Demande de priorité portant sur cet article formulée par M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat (p. 31) – La priorité est ordonnée (p. 31).

Adoptés : amendement n° 8 de M. François Lesein, rapporteur : lieux susceptibles d'être visités (p. 34) ; sous-amendement n° 49 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat (p. 34) – Amendement n° 9 de M. François Lesein, rapporteur : respect du secret professionnel et des droits de la défense (p. 34) – Amendement n° 50 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat : enquêtes confiées aux agents de l'inspection de la jeunesse et des sports (p. 34).

Rejeté : amendement n° 58 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat : suppression de cet article (p. 33).

Retiré : amendement n° 10 de M. François Lesein, rapporteur (p. 33).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 34).

Art. 6 *(Contrôles)* (p. 35).

Adopté : amendement n° 11 de M. François Lesein, rapporteur : distinction du cas des personnes de celui des animaux (p. 36) ; sous-amendements nos 51 et 52 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat (p. 36).

Retirés : amendement n° 39 de M. Stéphane Bonduel (p. 35) – Sur l'amendement n° 11 de la commission, sous-amendement n° 57 de M. Stéphane Bonduel (p. 36).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 11, ainsi modifié, est adopté (p. 36).

Art. 7 *(Mesures conservatoires)* (p. 36).

Adoptés : amendement n° 12 de M. François Lesein, rapporteur : saisine de la commission nationale de lutte contre le dopage (p. 38) ; sous-amendements nos 53 à 55 et n° 28 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat (p. 38) ; sous-amendement n° 42 de M. Stéphane Bonduel (p. 38).

Retiré : sur l'amendement n° 12 de la commission, sous-amendement n° 27 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat (p. 38).

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 12, ainsi modifié, est adopté (p. 38).

TITRE II

DE LA COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE DOPAGE

Division et intitulé (p. 38).

Adopté : amendement n° 13 de M. François Lesein, rapporteur : suppression de la division « TITRE II » et de son intitulé (p. 39).

– La division « TITRE II » et son intitulé sont supprimés (p. 39).

Art. 8 *(Commission nationale de lutte contre le dopage)* (p. 39).

Adopté : amendement n° 14 de M. François Lesein, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 39).

– L'article 8 est supprimé (p. 39).

Art. 9 *(Sanctions administratives)* (p. 39).

Adoptés : amendement n° 15 de M. François Lesein, rapporteur : suppression de la notion de substitution de la sanction administrative à toutes mesures disciplinaires prises par les fédérations sportives (p. 40) ; sous-amendement n° 43 de M. Stéphane Bonduel (p. 40) ; sous-amendement n° 31 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat (p. 40).

– L'article 9, dans la rédaction de l'amendement n° 15, ainsi modifié, est adopté (p. 40).

TITRE III

DISPOSITIONS PENALES

Art. 10 *(Sanctions pénales)* (p. 40).

Adoptés : amendement n° 16 de M. François Lesein, rapporteur : institution de sanctions pénales distinctes des dispositions visées au code de la santé publique et s'appliquant à la lutte contre la toxicomanie (p. 41) ; sous-amendements nos 44 et 45 de M. Stéphane Bonduel (p. 41).

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 16 ainsi modifié, est adopté (p. 41).

Après l'art. 10 (p. 41).

Adoptés : amendement n° 17 (art. additionnel) de M. François Lesein, rapporteur : possibilité pour les fédérations sportives agréées de se constituer partie civile contre les pourvoyeurs de produits dopants (p. 41) ; sous-amendement n° 35 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat (p. 41).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 41).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 11 *(Modalités d'application)* (p. 42).

Adoptés : amendement n° 36 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat : obligation pour les fédérations sportives d'adopter un règlement anti-dopage (p. 42) ; sous-amendement n° 59 de M. François Lesein, rapporteur (p. 42).

– L'article 11, dans la rédaction de l'amendement n° 36, ainsi modifié, est adopté (p. 42).

Art. 12 *(Application de la présente loi aux territoires d'outre-mer)* (p. 42).

Adopté : amendement n° 18 de M. François Lesein, rapporteur : suppression de cet article (p. 42).

– L'article 12 est supprimé (p. 42).

Art. 13 *(Abrogation de la loi n° 65-412 du 1er juin 1965 tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives)* – Adopté (p. 42).

Explications de vote sur l'ensemble : *Mme Danielle Bidard-Reydet* (p. 42, 43), *M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles* (p. 43).

Adoption (4 avril 1989) (p. 43).

Discussion (deuxième lecture)

(2 juin 1989) (p. 1070, 1080).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1070, 1073) : *MM. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ; François Lesein, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; François Autain, Mme Hélène Luc.*

Code de procédure pénale : *Bambuck (Roger)* (p. 1071).

Compétitions sportives : *Luc (Hélène)* (p. 1072).

Dopage (prévention) : *Autain (François)* (p. 1072) ; *Bambuck (Roger)* (p. 1070) ; *Lesein (François)* (p. 1071) ; *Luc (Hélène)* (p. 1073).

Dopage (sanctions) : *Bambuck (Roger)* (p. 1070) ; *Lesein (François)* (p. 1072).

Enquêtes et contrôles : *Autain (François)* (p. 1072) ; *Lesein (François)* (p. 1071).

Jeunesse : *Bambuck (Roger)* (p. 1071).

Perquisitions et saisies : *Bambuck (Roger)* (p. 1071) ; *Lesein (François)* (p. 1071).

Sanctions pénales : *Autain (François)* (p. 1072) ; *Lesein (François)* (p. 1072).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1073, 1080) : *MM. François Lesein, rapporteur ; Roger Bambuck, secrétaire d'Etat ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*

Art. 1er (p. 1073).

Adoptés : amendements rédactionnels nos 1 et 2 de M. François Lesein, rapporteur (p. 1073) – Amendement de coordination n° 3 de M. François Lesein, rapporteur (p. 1073).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1074).

Art. 1er bis A – Adopté (p. 1074).

Art. 1er bis (p. 1074).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de M. François Lesein, rapporteur (p. 1074).

– L'article 1er bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1074).

Art. 2 (p. 1075).

Adoptés : amendements de M. François Lesein, rapporteur, n° 5 : retour aux dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 1075) – Et n° 6, rédactionnel (p. 1075).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1076).

Art. 3 et 4 – Adoptés (p. 1076).

Art. 5 (p. 1074).

Rejeté : amendement n° 25 de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat : suppression de cet article (p. 1075).

– L'article 5 est adopté (p. 1075 ; priorité ordonnée p. 1074).

Art. 6 et 6 bis – Adoptés (p. 1076).

Art. 7 (p. 1076).

Adoptés : amendements de M. François Lesein, rapporteur, n° 7 : cas des participants aux compétitions sportives (p. 1076) – N° 8 : cas des pourvoyeurs (p. 1076) – N° 9 : coordination (p. 1077) – N° 10 : cas de saisine de la commission nationale de lutte contre le dopage au regard des pourvoyeurs (p. 1077) – Et n° 11 : coordination (p. 1077).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1077).

Art. 9 (p. 1077).

Adoptés : amendements de M. François Lesein, rapporteur, n° 12 : rédactionnel (p. 1077) – N° 13 : notion de substitution des mesures administratives aux mesures disciplinaires fédérales (p. 1078) – N° 14 : sanctions administratives à l'encontre des personnes qui auront administré des substances interdites ou employé des procédés prohibés (p. 1078) – Et n° 15 : coordination avec son amendement n° 13 (p. 1078).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1078).

Art. 9 bis (p. 1078).

Adopté : amendement rédactionnel n° 16 de M. François Lesein, rapporteur (p. 1078).

– L'article 9 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1078).

Art. 9 ter (p. 1078).

Adoptés : amendements de M. François Lesein, rapporteur, n° 17 : rôle du ministre chargé des sports pour l'interdiction des animaux dopés (p. 1078) – Et n° 18 : interdiction frappant les animaux à titre temporaire (p. 1078).

– L'article 9 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1079).

Art. 10 (p. 1079).

Adoptés : amendements nos 19 à 22 de M. François Lesein, rapporteur : sanctions pénales en cas d'administration aux animaux de substances déterminées par arrêté ou d'application de procédés prohibés par cet arrêté (p. 1079).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1079).

Art. 11 (p. 1079).

Adoptés : amendements de M. François Lesein, rapporteur, n° 23 : rédactionnel (p. 1080) – Et n° 24 : coordination (p. 1080).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1080).

Adoption (2 juin 1989) (p. 1080).

Successions et libéralités

Voir *Lois de finances*, **2**, art. 3

Suisse

Voir *Allocutions et communications*, **10**

Syndrome d'immuno-déficience acquise (sida)

Voir *Questions orales sans débat* n° **172**

T

Taxe d'habitation

Voir *Lois de finances*, **2**, art. 4

Taxe foncière sur les propriétés non bâties

Voir *Lois de finances*, **2**, art. add. après l'art. 4 bis, après l'art. 18

Taxe professionnelle

Voir *Lois de finances*, **2**, art. 4 bis

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Voir *Lois de finances*, **2**, art. 5, 6, 22, art. add. après l'art. 5
Questions au Gouvernement n° **114** ; n° **124**

1. – **Proposition de loi tendant à organiser le remboursement immédiat de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) aux collectivités territoriales,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 23 février 1989) [n° **217** (88-89)] – Renvoi à la commission des finances.

Taxes parafiscales

Voir *Questions au Gouvernement* n° **93** ; n° **175**

Tchécoslovaquie

Voir *Rapports d'information*, **16**

Télécommunications

Voir *Traités et conventions*, **24** ; **25** ; **26**

Télévision (chaînes)

Voir *Lois de finances*, **2**, Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire - Communication et information

Territoires d'outre-mer (TOM)

Voir *Questions orales sans débat* n° **95**

Terrorisme

Voir *Questions au Gouvernement* n° **180**

1. – **Proposition de loi tendant à étendre aux territoires d'outre-mer les dispositions de l'article 9 de la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme, complétée par la loi n° 86-1322 du 30 septembre 1986 modifiant le code de procédure pénale,** PRESENTEE AU SENAT, par MM. Jean-Pierre Fourcade, Marcel Lucotte, Charles Pasqua, Daniel Hoeffel et plusieurs de leurs collègues (11 mai 1989) [n° **301** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (7 juin 1989) [n° **364** (88-89)] – Rapport supplémentaire de M. Paul Masson (12 juin 1989) [n° **376** (88-89)] – Discussion (12 juin 1989) – Adoption (12 juin 1989) [n° **92**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 juin 1989) [n° **747** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport

(12 juin 1989) (p. 1428, 1432).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1428, 1432) : *MM. Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Robert Pagès, Jean-Pierre Fourcade.*

La proposition de loi prévoit l'indemnisation des familles des gendarmes tués à Fayaoué, sur l'île d'Ouvéa, le 22 avril 1988, lors d'une attaque de la gendarmerie conduite par un groupe de militants du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS).

Assemblées territoriales (consultation) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1430) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1432) ; *Masson (Paul)* (p. 1431).

Colonialisme : *Pagès (Robert)* (p. 1430).

Fonds de garantie : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1430) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1432).

Gendarmerie nationale : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1429) ; *Pagès (Robert)* (p. 1430).

Lois référendaires : *Masson (Paul)* (p. 1428).

Mayotte : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1430) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1431) ; *Masson (Paul)* (p. 1431).

Nouvelle-Calédonie : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1429) ; *Masson (Paul)* (p. 1431) ; *Pagès (Robert)* (p. 1431).

Victimes (indemnisation) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 1429, 1430) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1431, 1432) ; *Masson (Paul)* (p. 1428, 1429) ; *Pagès (Robert)* (p. 1430).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1432).

Art. unique *(Application aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions de l'article 9 de la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme)* (p. 1432).

Explication de vote sur l'article unique : *M. Emmanuel Hamel* (p. 1432).

Scrutin public n° 153 (p. 1432).

Adoption (12 juin 1989) (p. 1432).

Textile (industrie)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **94** ; n° **116** ; n° **163** ; n° **169**
Questions orales sans débat n° **135**

Théâtre

Voir *Lois de finances*, **2**, art. add. après l'art. 5

Tourisme

Voir *Agriculture*, **1**
Lois de finances, **2**, Industrie et aménagement du territoire - IV – Tourisme
Questions au Gouvernement n° **92**

Toxicomanie

Voir *Code pénal*, **2**
Questions orales sans débat n° **47**

Train à grande vitesse (TGV)

Voir *Questions orales sans débat* n° **170**

Traités et conventions

Voir *Allocutions et communications*, **19**

1. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (23 novembre 1988) [n° **98** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Xavier de Villepin (3 avril 1989) [n° **233** (88-89)] – Discussion (5 avril 1989) – Adoption (5 avril 1989) [n° **52**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 avril 1989) [n° **553** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Laborde (25 mai 1989) [n° **707** (9e lég.)] – Discussion (1er juin 1989) – Adoption (1er juin 1989) [n° **104**].

PROMULGATION : Loi n° 89-384 du 13 juin 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 17 juin 1989).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1989) (p. 47, 49).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 47, 49) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Douanes : *Beaucé (Thierry de)* (p. 47).

Finlande : *Beaucé (Thierry de)* (p. 48) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 48).

Grand marché intérieur (CEE) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 48).

Industrie : *Villepin (Xavier de)* (p. 49).

Liban : *Beaucé (Thierry de)* (p. 47).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Villepin (Xavier de)* (p. 48).

Politique étrangère : *Villepin (Xavier de)* (p. 48).

Traités et conventions : *Beaucé (Thierry de)* (p. 48).

Transports de marchandises : *Beaucé (Thierry de)* (p. 47).

Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Villepin (Xavier de)* (p. 48).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 49).

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande, signée à Helsinki le 5 mai 1988)* – Adopté (p. 49).

Adoption (5 avril 1989) (p. 49).

2. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (21 décembre 1988) [n° **178** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (3 avril 1989) [n° **230** (88-89)] – Discussion (5 avril 1989) – Adoption (5 avril 1989) [n° **53**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 avril 1989) [n° **554** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Raynal (25 mai 1989) [n° **708** (9e lég.)] – Discussion (1er juin 1989) – Adoption (1er juin 1989) [n° **105**].

PROMULGATION : Loi n° 89-387 du 13 juin 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 17 juin 1989).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1989) (p. 49, 51).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 49, 51) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert, Emmanuel Hamel.*

Australie : *Aillières (Michel d')* (p. 49) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 49) ; *Habert (Jacques)* (p. 50, 51).

Criminalité : *Beaucé (Thierry de)* (p. 49).

Energie nucléaire : *Aillières (Michel d')* (p. 50).

Extraditions : *Aillières (Michel d')* (p. 50) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 49) ; *Habert (Jacques)* (p. 50).

France : *Aillières (Michel d')* (p. 50).

Grand marché intérieur (CEE) : *Aillières (Michel d')* (p. 50).

Nouvelle-Calédonie : *Habert (Jacques)* (p. 50).

Peines et amendes : *Beaucé (Thierry de)* (p. 49).

Politique étrangère : *Aillières (Michel d')* (p. 50) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 49) ; *Habert (Jacques)* (p. 51).

Royaume-Uni : *Beaucé (Thierry de)* (p. 49).

Traités et conventions : *Aillières (Michel d')* (p. 50).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 51).

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie, signée à Canberra le 31 août 1988)* – Adopté (p. 51).

Adoption (5 avril 1989) (p. 51).

3. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale du café relatif au bureau de cette organisation et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble deux annexes),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 18 janvier 1989) [n° **196** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Emile Didier (3 avril 1989) [n° **231** (88-89)] – Discussion (5 avril 1989) – Adoption (5 avril 1989) [n° **55**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 avril 1989) [n° **552** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Maurice Adevah-Poeuf (18 mai 1989) [n° **691** (9e lég.)] – Discussion (1er juin 1989) – Adoption (1er juin 1989) [n° **103**].

PROMULGATION : Loi n° 89-386 du 13 juin 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 17 juin 1989).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1989) (p. 53, 54).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 53, 54) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Emile Didier, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Exportations : *Beaucé (Thierry de)* (p. 53) ; *Didier (Emile)* (p. 53).

Marketing et promotion : *Didier (Emile)* (p. 53).

Organisation internationale du café : *Beaucé (Thierry de)* (p. 53) ; *Didier (Emile)* (p. 53).

Privilèges et immunités (organisations internationales) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 53) ; *Didier (Emile)* (p. 54).

Prix : *Beaucé (Thierry de)* (p. 53).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 54).

Art. unique *(Autorisation d'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale du café relatif au bureau de cette organisation et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, fait à Paris le 3 juillet 1987)* – Adopté (p. 54).

Adoption (5 avril 1989) (p. 54).

4. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et la Banque des Etats de l'Afrique centrale relatif à l'établissement à Paris d'un bureau de la Banque des Etats de l'Afrique centrale et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 18 janvier 1989) [n° **197** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Emile Didier (3 avril 1989) [n° **232** (88-89)] – Discussion (5 avril 1989) – Adoption (5 avril 1989) [n° **54**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 avril 1989) [n° **555** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier Deniau (25 mai 1989) [n° **709** (9e lég.)] – Discussion (1er juin 1989) – Adoption (1er juin 1989) [n° **106**].

PROMULGATION : Loi n° 89-385 du 13 juin 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 17 juin 1989).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1989) (p.51, 53).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 51, 53) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Emile Didier, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Cantegrit.*

Banque des Etats de l'Afrique centrale : *Beaucé (Thierry de)* (p. 51) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 52) ; *Didier (Emile)* (p. 52).

Banques et établissements financiers : *Beaucé (Thierry de)* (p. 51).

Fiscalité : *Didier (Emile)* (p. 52).

Matières premières : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 52).

Pays en voie de développement (PVD) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 52).

Traités et conventions : *Beaucé (Thierry de)* (p. 51).

Zone franc : *Beaucé (Thierry de)* (p. 51) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 52) ; *Didier (Emile)* (p. 52).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 53).

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Banque des Etats de l'Afrique centrale, fait à Paris le 20 avril 1988)* – Adopté (p. 53).

Adoption (5 avril 1989) (p. 53).

5. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Union latine relatif à l'établissement à Paris du secrétariat de l'Union latine et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 1er mars 1989) [n° **218** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (19 avril 1989) [n° **259** (88-89)] – Discussion (16 juin 1989) – Adoption (16 juin 1989) [n° **103**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1989) [n° **792** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Pistre (22 juin 1989) [n° **812** (9e lég.)] – Discussion (29 juin 1989) – Adoption (29 juin 1989) [n° **144**].

PROMULGATION : Loi n° 89-455 du 6 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 8 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(16 juin 1989) (p. 1636, 1637).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1636, 1637) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères ; M. Guy Cabanel, en remplacement de M. Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Communauté économique européenne (CEE) : *Avice (Edwige)* (p. 1636).

Démocratie : *Avice (Edwige)* (p. 1636).

Privilèges et immunités (organisations internationales) : *Avice (Edwige)* (p. 1636) ; *Cabanel (Guy)* (p. 1637).

Union latine : *Avice (Edwige)* (p. 1636) ; *Cabanel (Guy)* (p. 1637).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1637).

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Union latine relatif à l'établissement à Paris du secrétariat de l'Union latine et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, fait à Paris le 13 janvier 1988)* – Adopté (p. 1637).

Adoption (16 juin 1989) (p. 1637).

6. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (12 avril 1989) [n° **248** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (17 mai 1989) [n° **306** (88-89)] – Discussion (9 juin 1989) – Adoption (9 juin 1989) [n° **85**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 juin 1989) [n° **742** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François Loncle (15 juin 1989) [n° **781** (9e lég.)] – Discussion (29 juin 1989) – Adoption (29 juin 1989) [n° **147**].

PROMULGATION : Loi n° 89-456 du 6 juillet 1989 (*JO* Lois et décrets du 8 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(9 juin 1989) (p. 1342, 1345).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1342, 1344) : *MM. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie ; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Coopération : *Decaux (Alain)* (p. 1344).

Criminalité : *Decaux (Alain)* (p. 1342).

Extraditions : *Crucis (Michel)* (p. 1343) ; *Decaux (Alain)* (p. 1342, 1343).

Francophonie : *Decaux (Alain)* (p. 1343).

Pêche : *Crucis (Michel)* (p. 1343) ; *Decaux (Alain)* (p. 1344).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1345).

Art. unique (*Autorisation de l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada, signée à Ottawa le 17 novembre 1988)* – Adopté (p. 1345).

Adoption (9 juin 1989) (p. 1345).

7. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (12 avril 1989) [n° **249** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Matraja (17 mai 1989) [n° **307** (88-89)] – Discussion (16 juin 1989) – Adoption (16 juin 1989) [n° **104**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1989) [n° **793** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy

Lengagne (22 juin 1989) [n° **811** (9e lég.)] – Discussion (29 juin 1989) – Adoption (29 juin 1989) [n° **145**].

PROMULGATION : Loi n° 89-454 du 6 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 8 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(16 juin 1989) (p. 1637, 1638).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1637, 1638) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères ; M. Jean-Pierre Bayle, en remplacement de M. Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Ariane (fusée) : *Avice (Edwige)* (p. 1637) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1638).

Privilèges et immunités (organisations internationales) : *Avice (Edwige)* (p. 1637) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1638).

Satellites : *Avice (Edwige)* (p. 1637) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1638).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1638).

Art. unique *(Autorisation de l'approbation du protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT), fait à Darmstadt le 1er décembre 1986)* – Adopté (p. 1638).

Adoption (16 juin 1989) (p. 1638).

8. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de police criminelle – Interpol – relatif à la protection sociale des agents de l'organisation employés sur le territoire français,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 8 février 1989) [n° **210** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Emile Didier (19 avril 1989) [n° **256** (88-89)] – Discussion (9 juin 1989) – Adoption (9 juin 1989) [n° **86**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 juin 1989) [n° **741** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Eckmann (15 juin 1989) [n° **782** (9e lég.)] – Discussion (29 juin 1989) – Adoption (29 juin 1989) [n° **146**].

PROMULGATION : Loi n° 89-459 du 6 juillet 1989 (*JO* Lois et décrets du 8 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(9 juin 1989) (p. 1345, 1346).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1345, 1346) : *MM. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie ; Emile Didier, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Fonctionnaires et agents publics : *Didier (Emile)* (p. 1345).

Interpol : *Decaux (Alain)* (p. 1345) ; *Didier (Emile)* (p.1346).

Protection sociale : *Decaux (Alain)* (p. 1345) ; *Didier (Emile)* (p. 1345).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1346).

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de police criminelle – Interpol – relatif à la protection sociale des agents de l'organisation employés sur le territoire français, signé à Paris le 28 juillet 1988)* – Adopté (p. 1346).

Adoption (9 juin 1989) (p. 1346).

9. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Union internationale des télécommunications concernant la tenue, l'organisation et le financement de la conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (19 avril 1989) [n° **619** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Ehrmann (20 avril 1989) [n° **621** (9e lég.)] – Discussion (27 avril 1989) – Adoption (27 avril 1989) [n° **83**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 avril 1989) [n° **275** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Bettencourt (10 mai 1989) [n° **291** (88-89)] – Discussion (12 mai 1989) – Adoption (12 mai 1989) [n° **70**].

PROMULGATION : Loi n° 89-322 du 18 mai 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 20 mai 1989).

Discussion (première lecture)

(12 mai 1989) (p. 701, 704).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 701, 703) : *MM. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie ; André Bettencourt, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Coopération : *Decaux (Alain)* (p. 701).

Emploi : *Decaux (Alain)* (p. 701).

Organisations internationales : *Bettencourt (André)* (p. 702).

Privilèges et immunités (organisations internationales) : *Bettencourt (André)* (p. 702, 703) ; *Decaux (Alain)* (p. 703).

Union internationale des télécommunications (UIT) : *Bettencourt (André)* (p. 702) ; *Decaux (Alain)* (p. 701).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p.703, 704).

Art. unique *(Autorisation de l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Union internationale des télécommunications, concernant la tenue, l'organisation et le financement de la conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, signé à Genève le 4 avril 1989)* – Adopté (p. 703).

Explication de vote sur l'article unique : *M. Emmanuel Hamel* (p. 703, 704).

Adoption (12 mai 1989) (p. 704).

10. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement à l'article XI de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (3 avril 1989) [n° **539** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude-Gérard Marcus (20 avril 1989) [n° **623** (9e lég.)] – Discussion (27 avril 1989) – Adoption (27 avril 1989) [n° **85**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 avril 1989) [n° **276** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (10 mai 1989) [n° **292** (88-89)] – Discussion (9 juin 1989) – Adoption (9 juin 1989) [n° **83**].

PROMULGATION : Loi n° 89-402 du 21 juin 1989 (*JO* Lois et décrets du 22 juin 1989).

Discussion (première lecture)

(9 juin 1989) (p. 1338, 1339).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1338, 1339) : *MM. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie ; Guy Cabanel, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Eléphants d'Afrique : *Cabanel (Guy)* (p. 1339).

Nature (protection) : *Cabanel (Guy)* (p. 1339).

Parlement (rôle) : *Decaux (Alain)* (p. 1338).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1339).

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'amendement à l'article XI de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction)* – Adopté (p. 1339).

Adoption (9 juin 1989) (p. 1339).

11. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique orientale (ensemble une annexe) et de deux protocoles, l'un relatif aux zones protégées ainsi qu'à la faune et à la flore sauvages dans la région de l'Afrique orientale (ensemble quatre annexes), l'autre relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution des mers en cas de situation critique dans la région de l'Afrique orientale (ensemble une annexe),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (3 avril 1989) [n° **541** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Henry Jean-Baptiste (20 avril 1989) [n° **622** (9e lég.)] – Discussion (27 avril 1989) – Adoption (27 avril 1989) [n° **84**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 avril 1989) [n° **277** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (10 mai 1989) [n° **293** (88-89)] – Discussion (9 juin 1989) – Adoption (9 juin 1989) [n° **84**].

PROMULGATION : Loi n° 89-401 du 21 juin 1989 (*JO* Lois et décrets du 22 juin 1989).

Discussion (première lecture)

(9 juin 1989) (p. 1339, 1342).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1339, 1342) : *MM. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia.*

Animaux : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1340) ; *Garcia (Jean)* (p. 1341).

Coopération : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1340, 1341).

Energie nucléaire : *Garcia (Jean)* (p. 1342).

Environnement : *Decaux (Alain)* (p. 1339).

Flore : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1340) ; *Garcia (Jean)* (p. 1341).

Langue et culture françaises : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1340).

Pollutions et nuisances : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1341, 1340) ; *Garcia (Jean)* (p. 1341).

Recherche marine : *Decaux (Alain)* (p. 1339).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1342).

Art. unique *(Autorisation de l'approbation de la convention et de deux protocoles relatifs à la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Afrique orientale)* – Adopté (p. 1342).

Adoption (9 juin 1989) (p. 1342).

12. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (9 mai 1989) [n° **288** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Moreigne (7 juin 1989) [n° **360** (88-89)] – Discussion (9 juin 1989) – Adoption (9 juin 1989) [n° **87**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 juin 1989) [n° **740** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Marie-Noël Lienemann (15 juin 1989) [n° **780** (9e lég.)] – Discussion (23 juin 1989) – Adoption (23 juin 1989) [n° **133**].

PROMULGATION : Loi n° 89-433 du 30 juin 1989 (*JO* Lois et décrets du 1er juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(9 juin 1989) (p. 1346, 1348).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1346, 1348) : *MM. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie ; Michel Moreigne, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Code de procédure pénale : *Decaux (Alain)* (p. 1347).

Commerce international : *Moreigne (Michel)* (p. 1347).

Crimes, délits et contraventions : *Decaux (Alain)* (p. 1346) ; *Moreigne (Michel)* (p. 1347).

Droit communautaire : *Decaux (Alain)* (p. 1347).

Droit pénal : *Moreigne (Michel)* (p. 1347, 1348).

Extraditions : *Moreigne (Michel)* (p. 1347).

Matières nucléaires : *Decaux (Alain)* (p. 1346) ; *Moreigne (Michel)* (p. 1347, 1348).

Terrorisme : *Moreigne (Michel)* (p. 1347, 1348).

Transports de matières dangereuses : *Moreigne (Michel)* (p. 1347).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1348).

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires ouverte à la signature à Vienne et à New-York le 3 mars 1980)* – Adopté (p. 1348).

Adoption (9 juin 1989) (p. 1348).

13. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord-cadre relatif à l'aide et à la coopération en matière de recherche scientifique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (10 mai 1989) [n° **295** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (7 juin 1989) [n° **361** (88-89)] – Discussion (16 juin 1989) – Adoption (16 juin 1989) [n° **101**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1989) [n° **794** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Maurice Adevah-Poeuf (22 juin 1989) [n° **815** (9e lég.)] – Discussion (29 juin 1989) – Adoption (29 juin 1989) [n° **149**].

PROMULGATION : Loi n° 89-458 du 6 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 8 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(16 juin 1989) (p. 1633, 1635).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1633, 1635) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères ; M. Guy Cabanel, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Avice (Edwige)* (p. 1633) ; *Cabanel (Guy)* (p. 1634).

Côte d'Ivoire : *Avice (Edwige)* (p. 1633) ; *Cabanel (Guy)* (p. 1634).

Investissements : *Cabanel (Guy)* (p. 1634).

Recherche : *Avice (Edwige)* (p. 1633, 1635) ; *Cabanel (Guy)* (p. 1634).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1635).

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord-cadre relatif à l'aide et à la coopération en matière de recherche scientifique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire, signé à Paris le 25 avril 1984)* – Adopté (p. 1635).

Adoption (16 juin 1989) (p. 1635).

14. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, faite à Montréal le 23 septembre 1971,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (10 mai 1989) [n° **296** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (8 juin 1989) [n° **373** (88-89)] – Discussion (15 juin 1989) – Adoption (15 juin 1989) [n° **97**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1989) [n° **786** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jeanny Lorgeoux (22 juin 1989) [n° **814** (9e lég.)] – Discussion (26 juin 1989) – Adoption (26 juin 1989) [n° **140**].

PROMULGATION : Loi n° 89-435 du 30 juin 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 1er juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1989) (p. 1575, 1577).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1575, 1577) : *MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Aéroports : *Crucis (Michel)* (p. 1576, 1577) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1575).

Pays en voie de développement (PVD) : *Crucis (Michel)* (p. 1577).

Terrorisme : *Crucis (Michel)* (p. 1576) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1575).

Terrorisme (définition) : *Crucis (Michel)* (p. 1577).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1577).

Art. unique *(Autorisation de ratification d'un protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, faite à Montréal le 23 septembre 1971, signé à Montréal le 24 février 1988)* – Adopté (p. 1577).

Adoption (15 juin 1989) (p. 1577).

15. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention portant création d'un réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain (INIBAP),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (10 mai 1989) [n° **297** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Louis Jung (7 juin 1989) [n° **362** (88-89)] – Discussion (16 juin 1989) – Adoption (16 juin 1989) [n° **102**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1989) [n° **790** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Michèle Alliot-Marie (22 juin 1989) [n° **816** (9e lég.)].

Discussion (première lecture)

(16 juin 1989) (p. 1635, 1636).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1635, 1636) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères ; M. Louis Jung, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Fruits et légumes : *Avice (Edwige)* (p. 1635) ; *Jung (Louis)* (p. 1636).

Recherche agronomique : *Avice (Edwige)* (p. 1635) ; *Jung (Louis)* (p. 1636).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1636).

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention portant création d'un réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain (INIBAP), signée à Paris le 27 octobre 1988)* – Adopté (p. 1636).

Adoption (16 juin 1989) (p. 1636).

16. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (10 mai 1989) [n° **298** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Louis Jung (7 juin 1989) [n° **363** (88-89)] – Discussion (16 juin 1989) – Adoption (16 juin 1989) [n° **100**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1989) [n° **791** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Raynal (22 juin 1989) [n° **813** (9e lég.)] – Discussion (29 juin 1989) – Adoption (29 juin 1989) [n° **148**].

PROMULGATION : Loi n° 89-457 du 6 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 8 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(16 juin 1989) (p. 1632, 1633).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1632, 1633) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères ; M. Louis Jung, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Bulgarie : *Avice (Edwige)* (p. 1632) ; *Jung (Louis)* (p. 1633).

Droit international privé : *Avice (Edwige)* (p. 1632) ; *Jung (Louis)* (p. 1633).

Justice : *Avice (Edwige)* (p. 1632) ; *Jung (Louis)* (p. 1633).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1633).

Art. unique *(Autorisation d'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie, signée à Sofia le 18 janvier 1989)* – Adopté (p. 1633).

Adoption (16 juin 1989) (p. 1633).

17. – **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention portant création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (ensemble deux annexes et deux appendices) faite à Séoul le 11 octobre 1985 et de la résolution adoptée à Washington le 30 octobre 1987, signée par la France le 22 juillet 1986,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (14 juin 1989) [n° **773** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jeanny Lorgeoux (5 octobre 1989) [n° **908** (9e lég.)] – Discussion (11 octobre 1989) – Adoption (11 octobre 1989) [n° **177**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 octobre 1989) [n° **12** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (25 octobre 1989) [n° **36** (89-90)] – Discussion (8 novembre 1989) – Adoption (8 novembre 1989) [n° **12**].

PROMULGATION : Loi n° 89-832 du 13 novembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 14 novembre 1989).

Discussion (première lecture)

(8 novembre 1989) (p. 3084, 3086).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3084, 3086) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères ; M. Guy Cabanel, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.*

Investissements : *Avice (Edwige)* (p. 3084) ; *Cabanel (Guy)* (p. 3085, 3086).

Langue et culture françaises : *Avice (Edwige)* (p. 3085).

Pays en voie de développement (PVD) : *Avice (Edwige)* (p. 3084) ; *Cabanel (Guy)* (p. 3085).

Terrorisme : *Cabanel (Guy)* (p. 3085).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3086).

Art. unique *(Est autorisée la ratification de la convention portant création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (ensemble deux annexes et deux appendices), faite à Séoul le 11 octobre 1985 et d'une résolution adoptée à Washington DC le 30 octobre 1987 et dont les traductions sont annexées à la présente loi)* – Adopté (p. 3086).

Adoption (8 novembre 1989) (p. 3086).

18. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération technique en matière de personnel entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 – 12 juillet 1989) [n° **469** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (18 octobre 1989) [n° **24** (89-90)] – Discussion (8 novembre 1989) – Adoption (8 novembre 1989) [n° **15**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 novembre 1989) [n° **992** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Yves Gateaud (23 novembre 1989) [n° **1036** (9e lég.)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **217**].

PROMULGATION : Loi n° 89-1000 du 30 décembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 2 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(8 novembre 1989) (p. 3093, 3095).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3093, 3095) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères ; M. Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées .*

Afrique : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3094).

Coopérants : *Avice (Edwige)* (p. 3093, 3095) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3094).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3094).

Pauvreté : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 3094).

Relations diplomatiques : *Avice (Edwige)* (p. 3095).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3095).

Art. unique *(Est autorisée l'approbation de l'accord de coopération technique en matière de personnel entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso, signé à Paris le 4 février 1986 et dont le texte est annexé à la présente loi)* – Adopté (p. 3095).

Adoption (8 novembre 1989) (p. 3095).

19. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise au traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, amendé par le protocole modifiant et complétant le traité de Bruxelles signé à Paris le 23 octobre 1954 (ensemble une annexe),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (28 juin 1989) [n° **439** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Robert Pontillon (25 octobre 1989) [n° **32** (89-90)] – Discussion (8 novembre 1989) – Adoption (8 novembre 1989) [n° **13**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 novembre 1989) [n° **993** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Michel Bérégovoy (28 novembre 1989) [n° **1040** (9e lég.)] – Avis de M. Arthur Paecht (28 novembre 1989) [n° **1044** (9e lég.)] – Discussion (29 novembre 1989) – Adoption (29 novembre 1989) [n° **201**].

PROMULGATION : Loi n° 89-877 du 4 décembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 6 décembre 1989).

Discussion (première lecture)

(8 novembre 1989) (p. 3086, 3090).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3086, 3090) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères ; MM. Robert Pontillon, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; Jean-Luc Bécart .*

Alliance atlantique : *Avice (Edwige)* (p. 3086) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3089) ; *Pontillon (Robert)* (p. 3087, 3088).

Communauté économique européenne (CEE) : *Pontillon (Robert)* (p. 3087, 3088).

Europe : *Avice (Edwige)* (p. 3086).

Europe (défense) : *Avice (Edwige)* (p. 3086, 3087, 3090) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3089) ; *Pontillon (Robert)* (p. 3087, 3088, 3089).

Union de l'Europe occidentale (UEO) : *Avice (Edwige)* (p. 3086, 3087, 3090) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 3089) ; *Pontillon (Robert)* (p. 3087, 3088).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3090).

Art. unique *(Est autorisée la ratification d'un protocole d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise au traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, amendé par le protocole modifiant et complétant le traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954, ensemble une annexe, fait à Londres le 14 novembre 1988 et dont le texte est annexé à la présente loi)* – Adopté (p. 3090).

Adoption (8 novembre 1989) (p. 3090).

20. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la construction et à l'exploitation d'une installation européenne de rayonnement synchrotron,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 - 5 juillet 1989) [n° **468** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (18 octobre 1989) [n° **23** (89-90)] – Discussion (8 novembre 1989) – Adoption (8 novembre 1989) [n° **14**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 novembre 1989) [n° **991** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Raynal (23 novembre 1989) [n° **1029** (9e lég.)] – Discussion (23 novembre 1989) – Adoption (23 novembre 1989) [n° **189**].

PROMULGATION : Loi n° 89-871 du 1er décembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 5 décembre 1989).

Discussion (première lecture)

(8 novembre 1989) (p. 3090, 3093).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3090, 3093) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères ; M. Guy Cabanel, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; Louis Jung .*

Energie nucléaire : *Avice (Edwige)* (p. 3091) ; *Cabanel (Guy)* (p. 3091).

Enseignement : *Cabanel (Guy)* (p. 3092).

Europe : *Avice (Edwige)* (p. 3091, 3093).

Propriété industrielle : *Cabanel (Guy)* (p. 3092).

Radioactivité : *Cabanel (Guy)* (p. 3092).

Recherche : *Avice (Edwige)* (p. 3091) ; *Jung (Louis)* (p. 3092).

Villes (Grenoble) : *Avice (Edwige)* (p. 3091).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3093).

Art. unique *(Est autorisée l'approbation de la convention relative à la construction et à l'exploitation d'une installation européenne de rayonnement synchrotron (ensemble quatre annexes), faite à Paris le 16 décembre 1988 et dont le texte est annexé à la présente loi)* – Adopté (p. 3093).

Adoption (8 novembre 1989) (p. 3093).

21. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale du travail n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 – 27 juillet 1989) [n° **472** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude Mont (25 août 1989) [n° **37** (89-90)] – Discussion (8 novembre 1989) – Adoption (8 novembre 1989) [n° **16**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 novembre 1989) [n° **989** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Maurice Adevah-Pœuf (14 décembre 1989) [n° **1097** (9e leg.)].

Discussion (première lecture)

(8 novembre 1989) (p. 3095, 3099).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3095, 3099) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères ; M. Claude Mont, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; Mme Marie-Claude Beaudeau .*

Apprentissage : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3097, 3098).

Code du travail : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3098).

Enfance martyre : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3097).

Enseignement : *Avice (Edwige)* (p. 3096) ; *Mont (Claude)* (p. 3096).

Organisation internationale du travail (OIT) : *Avice (Edwige)* (p. 3096) ; *Mont (Claude)* (p. 3096).

Travail des enfants : *Avice (Edwige)* (p. 3096) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3097, 3098) ; *Mont (Claude)* (p. 3096, 3097).

Travailleurs étrangers : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 3098).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3099).

Art. unique *(Est autorisée la ratification de la convention internationale du travail n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi adoptée à Genève le 26 juin 1973 et dont le texte est annexé à la présente loi)* – Adopté (p. 3099).

Adoption (8 novembre 1989) (p. 3099).

22. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Pologne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 – 17 août 1989) [n° **476** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (26 octobre 1989) [n° **41** (89-90)] – Discussion (8 novembre 1989) – Adoption (8 novembre 1989) [n° **17**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 novembre 1989) [n° **990** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier Deniau (23 novembre 1989) [n° **1028** (9e lég.)] – Discussion (23 novembre 1989) – Adoption (23 novembre 1989) [n° **191**].

PROMULGATION : Loi n° 89-872 du 1er décembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 5 décembre 1989).

Discussion (première lecture)

(8 novembre 1989) (p. 3099, 3101).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3099, 3101) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères ; M. Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées .*

Commerce international : *Avice (Edwige)* (p. 3100).

Coopération économique : *Avice (Edwige)* (p. 3101).

Entreprises : *Avice (Edwige)* (p. 3099).

Hongrie : *Avice (Edwige)* (p. 3099).

Investissements : *Avice (Edwige)* (p. 3099) ; *Crucis (Michel)* (p. 3100).

Politique étrangère : *Crucis (Michel)* (p. 3100).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3101).

Art. unique *(Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Pologne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres), signé à Paris le 14 février 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi)* – Adopté (p. 3101).

Adoption (8 novembre 1989) (p. 3101).

23. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres et un protocole),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre de la défense (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 – 17 août 1989) [n° **477** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (26 octobre 1989) [n° **42** (89-90)] – Discussion (8 novembre 1989) – Adoption (8 novembre 1989) [n° **18**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 novembre 1989) [n° **988** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Robert Montdargent (23 novembre 1989) [n° **1027** (9e lég.)] – Discussion (23 novembre 1989) – Adoption (23 novembre 1989) [n° **190**].

PROMULGATION : Loi n° 89-873 du 1er décembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 5 décembre 1989).

Discussion (première lecture)

(8 novembre 1989) (p. 3101, 3103).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3101, 3102) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères ; M. Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées .*

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Crucis (Michel)* (p. 3102).

Investissements : *Avice (Edwige)* (p. 3102) ; *Crucis (Michel)* (p. 3102).

Politique étrangère : *Crucis (Michel)* (p. 3102).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3103).

Art. unique *(Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres et un protocole), signé à Sofia le 5 avril 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi* – Adopté (p. 3103).

Adoption (8 novembre 1989) (p. 3103).

24. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international sur l'utilisation des stations terriennes Inmarsat de navires dans les limites de la mer territoriale et des ports,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 - 31 août 1989) [n° **481** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (18 octobre 1989) [n° **17** (89-90)] – Discussion (8 novembre 1989) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n°s 482 et 483 (88-89) – Traités et conventions n°s 25 et 26) – Adoption (8 novembre 1989) [n° **19**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 novembre 1989) [n° **985** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Louise Moreau (7 décembre 1989) [n° **1072** (9e lég.)] – Discussion (20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° **242**].

PROMULGATION : Loi n° 90-14 du 2 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(8 novembre 1989) (p. 3103, 3105).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 3103, 3105) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n°s 482 et 483 (88-89) – Traités et conventions n°s 25 et 26) : *MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense ; Michel Crucis, en remplacement de M. Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.*

Circulation aérienne : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3103) ; *Crucis (Michel)* (p. 3104).

Mer territoriale : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3103) ; *Crucis (Michel)* (p. 3104).

Navires : *Crucis (Michel)* (p. 3104).

Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3103) ; *Crucis (Michel)* (p. 3103).

Ports : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3103) ; *Crucis (Michel)* (p. 3104).

Télécommunications : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 3103) ; *Crucis (Michel)* (p. 3103).

Transports routiers : *Crucis (Michel)* (p. 3104).

Transports ferroviaires : *Crucis (Michel)* (p. 3104).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3105).

Art. unique *(Est autorisée l'approbation de l'accord international sur l'utilisation des stations terriennes Inmarsat de navires dans les limites de la mer territoriale et des ports, adopté à Londres le 16 octobre 1985 et dont le texte est annexé à la présente loi)* – Adopté (p. 3105).

Adoption (8 novembre 1989) (p. 3105).

25. – **Projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention du 3 septembre 1976 portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) et des amendements à l'accord d'exploitation du 3 septembre 1976 relatif à l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 – 31 août 1989) [n° **482** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (18 octobre 1989) [n° **18** (89-90)] – Discussion (8 novembre 1989) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n^{os} **481** et 483 (88-89) – Traités et conventions n^{os} **24** et 26) – Adoption (2 novembre 1989) [n° **20**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 novembre 1989) [n° **986** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Louise Moreau (7 décembre 1989) [n° **1072** (9e lég.)] – Discussion (20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° **243**].

PROMULGATION : Loi n° 90-15 du 2 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(8 novembre 1989) (p. 3103, 3105).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 3103, 3105) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n^{os} **481** et 483 (88-89) – Traités et conventions n^{os} **24** et 26).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3105).

Art. unique *(Est autorisée l'approbation des amendements à la convention du 3 septembre 1976 portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (Inmarsat) et des amendements à l'accord d'exploitation du 3 septembre 1976 relatif à l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (Inmarsat), adoptés à Londres le 16 octobre 1985 et dont le texte est annexé à la présente loi)* (p. 3105).

Adoption (8 novembre 1989) (p. 3105).

26. – **Projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention du 3 septembre 1976 portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) et des amendements à l'accord d'exploitation du 3 septembre 1976 relatif à l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT),** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1989 – 31 août 1989) [n° **483** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (18 octobre 1989) [n° **19** (89-90)] – Discussion (8 novembre 1989) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n^{os} **481** et 482 (88-89) – Traités et conventions n^{os} **24** et 25) – Adoption (8 novembre 1989) [n° **21**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 novembre 1989) [n° **987** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Louise Moreau (7 décembre 1989) [n° **1072** (9e lég.)] – Discussion (20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° **244**].

PROMULGATION : Loi n° 90-16 du 2 janvier 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(8 novembre 1989) (p. 3103, 3105).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 3103, 3105) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n^{os} **481** et 482 (88-89) – Traités et conventions n^{os} **24** et 25).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3105).

Art. unique *(Est autorisée l'approbation des amendements à la convention du 3 septembre 1976 portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (Inmarsat) et des amendements à l'accord d'exploitation du 3 septembre 1976 relatif à l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (Inmar-*

sat), adoptés à Londres le 19 janvier 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 3105).

Adoption (8 novembre 1989) (p. 3105).

27. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République équatoriale en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (4 octobre 1989) [n° **903** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Laborde (28 novembre 1989) [n° **1042** (9e lég.)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **218**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1989) [n° **147** (89-90) – Renvoi à la commission des finances.

28. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil exécutif de la République du Zaïre en vue d'éviter la double imposition en matière de transport aérien en trafic international,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (18 octobre 1989) [n° **945** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Ehrmann (28 novembre 1989) [n° **1043** (9e lég.)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **219**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1989) [n° **148** (89-90) – Renvoi à la commission des finances.

29. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions (ensemble un échange de lettres),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (2 novembre 1989) [n° **974** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Serge Beltrame (7 décembre 1989) [n° **1074** (9e lég.)] – Discussion (20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° **240**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 décembre 1989) [n° **170** (89-90) – Renvoi à la commission des finances.

30. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis en vue d'éviter les doubles impositions,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (2 novembre 1989) [n° **975** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Serge Beltrame (7 décembre 1989) [n° **1073** (9e lég.)] – Discussion (20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° **241**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 décembre 1989) [n° **171** (89-90) – Renvoi à la commission des finances.

31. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (15 novembre 1989) [n° **55** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (6 décembre 1989) [n° **104** (89-90)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **44**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 décembre 1989) [n° **1117** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(15 décembre 1989) (p. 5023, 5024).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5023, 5024) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères .*

Circulation routière : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5024).

Frontières : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5024).

Réseau routier et autoroutier : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5024).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5024).

Art. unique *(Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise, signé le 24 mai 1989 à Luxembourg)* – Adopté (p. 5024).

Adoption (15 décembre 1989) (p. 5024).

32. – **Projet de loi autorisant l'application d'une convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (3 avril 1989) [n° **538** 9e leg)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Roland Nungesser (23 novembre 1989) [n° **1030** 9e leg)] – Discussion (23 novembre 1989) – Adoption (23 novembre 1989) [n° **192**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 novembre 1989) [n° **78** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (6 décembre 1989) [n° **105** (89-90)] – Discussion (15 décembre 1989)– Adoption (15 décembre 1989) [n° **48**].

PROMULGATION : Loi n° 89-1004 du 31 décembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 2 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(15 décembre 1989) (p. 5030, 5032, 5033, 5037).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5030, 5032 ; 5033, 5037) : *MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs ; Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Lacour, Philippe François .*

Chasse : *François (Philippe)* (p. 5035) ; *Golliet (Jacques)* (p. 5031, 5032) ; *Lacour (Pierre)* (p. 5033, 5034) ; *Lalonde (Brice)* (p. 5030, 5036).

Communautés européennes (directives) : *François (Philippe)* (p. 5035) ; *Golliet (Jacques)* (p. 5031).

Faune : *Lalonde (Brice)* (p. 5030).

Flore : *Lalonde (Brice)* (p. 5030).

Nature (protection) : *Lalonde (Brice)* (p. 5031).

Oiseaux : *François (Philippe)* (p. 5035) ; *Lacour (Pierre)* (p. 5034) ; *Lalonde (Brice)* (p. 5030).

Pays en voie de développement (PVD) : *Lalonde (Brice)* (p. 5031).

Pollutions et nuisances : *Lalonde (Brice)* (p. 5037).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5037) : *M. Jean Garcia .*

Art. unique *(Autorisation d'approbation relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, signée à Berne le 19 septembre 1979)* – Adopté (p. 5037).

Adoption (15 décembre 1989) (p. 5037).

33. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à**

la faune sauvage, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (3 avril 1989) [n° **540** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Roland Nungesser (23 novembre 1989) [n° **1031** (9e lég.)] – Discussion (23 novembre 1989) – Adoption (23 novembre 1989) [n° **193**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 novembre 1989) [n° **79** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (6 décembre 1989) [n° **106** (89-90)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **47**].

PROMULGATION : Loi n° 89-1005 du 31 décembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 2 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(15 décembre 1989) (p. 5030, 5033).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5030, 5033) : *MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs ; Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Marc Boeuf.*

Chasse : *Boeuf (Marc)* (p. 5032, 5033) ; *Golliet (Jacques)* (p. 5031, 5032) ; *Lalonde (Brice)* (p. 5030).

Communautés européennes (directives) : *Golliet (Jacques)* (p. 5031).

Faune : *Lalonde (Brice)* (p. 5030).

Flore : *Lalonde (Brice)* (p. 5030).

Nature (protection) : *Lalonde (Brice)* (p. 5031).

Oiseaux : *Lalonde (Brice)* (p. 5030).

Pays en voie de développement (PVD) : *Lalonde (Brice)* (p. 5031).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5033) : *M. Jean Garcia.*

Art. unique *(Autorisation de l'approbation de la convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage)* – Adopté (p. 5033).

Adoption (15 décembre 1989) (p. 5033).

34. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord budgétaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (28 novembre 1989) [n° **84** (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (14 décembre 1989) [n° **137** (89-90)] – Discussion (19 décembre 1989) – Adoption (19 décembre 1989) [n° **61**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1989) [n° **1134** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1989) (p. 5185, 5186).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5185, 5186) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 85 (89-90) – Traités et conventions n° 9) : *MM. Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances ; Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie.*

Enseignement à l'étranger : *Decaux (Alain)* (p. 5185) ; *Guéna (Yves)* (p. 5186).

Impositions (doubles) : voir Impôt sur le revenu.

Impôt sur le revenu : *Decaux (Alain)* (p. 5186) ; *Guéna (Yves)* (p. 5186).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5186).

Art. unique *(Est autorisée l'approbation de l'accord budgétaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc, fait à Rabat le 18 août 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi)* – Adopté (p. 5186).

Adoption (19 décembre 1989) (p. 5186).

35. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (23 novembre 1989) [n° **85** (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (14 décembre 1989) [n° **137** (89-90)] – Discussion (19 décembre 1989) – Adoption (19 décembre 1989) [n° **62**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1989) [n° **1135** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1989) (p. 5185, 5186).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5185, 5186) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° **84** (89-90) – Traités et conventions n° **10**)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5186).

Art. unique *(Est autorisée l'approbation de l'avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale signée à Paris, le 29 mai 1970, fait à Rabat le 18 août 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi)* – Adopté (p. 5186).

Adoption (19 décembre 1989) (p. 5186).

36. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (25 octobre 1989) [n° **965** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Roland Nungesser (28 novembre 1989) [n° **1041** (9e lég.)] – Discussion (29 novembre 1989) – Adoption (29 novembre 1989) [n° **200**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 novembre 1989) [n° **89** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Claude Estier (6 décembre 1989) [n° **107** (89-90)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **46**].

PROMULGATION : Loi n° 89-1001 du 31 décembre 1989 (J.O. Lois et décrets du 2 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(15 décembre 1989) (p. 5026, 5030).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5026, 5029) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Claude Estier, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Arbitrage (droit international) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5027).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Estier (Claude)* (p. 5027, 5028).

Coopération économique : *Estier (Claude)* (p. 5027, 5028).

Investissements : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5026) ; *Estier (Claude)* (p. 5029).

Sociétés multinationales : *Estier (Claude)* (p. 5029).

Sommet de Malte : *Estier (Claude)* (p. 5028).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5029, 5030) : *M. Jean Garcia* .

Art. unique *(Autorisation de l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres, signé à Paris le 4 juillet 1989)* – Adopté (p. 5030).

Adoption (15 décembre 1989) (p. 5030).

37. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, du 21 juillet 1959, modifiée par l'avenant du 9 juin 1969** , PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (6 décembre 1989) [n° **110** (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (14 décembre 1989) [n° **136** (89-90)] – Discussion (19 décembre 1989) – Adoption (19 décembre 1989) [n° **63**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1989) [n° **1136** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jeanny Lorgeoux (20 décembre 1989) [n° **1146** (9e lég.)] – Discussion (20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° **245**].

PROMULGATION : Loi n° 89-1016 du 31 décembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 4 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1989) (p. 5186, 5189).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5186, 5189) : *MM. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie ; Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances ; Henri Goetschy, Daniel Hoeffel* .

Actionnaires et actionariat (imposition) : *Decaux (Alain)* (p. 5187) ; *Guéna (Yves)* (p. 5187).

Alsace et Moselle : *Goetschy (Henri)* (p. 5188) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5189).

Collectivités territoriales : *Goetschy (Henri)* (p. 5188) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5189).

Fiscalité : *Goetschy (Henri)* (p. 5188) ; *Guéna (Yves)* (p. 5187).

Grand marché intérieur (CEE) : *Decaux (Alain)* (p. 5186).

Impositions (doubles) : voir Impôt sur le revenu.

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : *Decaux (Alain)* (p. 5186) ; *Guéna (Yves)* (p. 5187).

Impôt sur le revenu : *Decaux (Alain)* (p. 5187) ; *Goetschy (Henri)* (p. 5188) ; *Guéna (Yves)* (p. 5187) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5189).

Prestations familiales : *Goetschy (Henri)* (p. 5188).

Travailleurs frontaliers : *Decaux (Alain)* (p. 5186) ; *Guéna (Yves)* (p. 5187) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5189).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5189).

Art. unique *(Est autorisée l'approbation de l'avenant modifiant la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, du 21 juillet 1959, modifiée par l'avenant du 9 juin 1969, signé à Bonn le 28 septembre 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi)* – Adopté (p. 5189).

Adoption (19 décembre 1989) (p. 5189).

38. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention de sécurité sociale du 16 janvier 1985 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (25 octobre 1989) [n° **963** (9e lég)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Lagorce (23 novembre 1989) [n° **1035** (9e lég)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **220**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1989) [n° **144** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (15 décembre 1989) [n° **145** (89-90)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° **45**].

PROMULGATION : Loi n° 89-1002 du 31 décembre 1989 (*JO* Lois et décrets du 2 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(15 décembre 1989) (p. 5025, 5026).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5025, 5026) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Cantegrit.*

Assurance vieillesse : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5025).

Cotisations sociales : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 5026) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 5025).

Pensions et retraites : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5025) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 5026).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5026).

Art. unique *(Autorisation de l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention de sécurité sociale du 16 janvier 1985 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire* – Adopté (p. 5026).

Adoption (15 décembre 1989) (p. 5026).

Transports

Voir *Questions au Gouvernement* n° **145**
Questions orales sans débat n° **87**
Traités et conventions, **24 ; 25 ; 26**

1. – **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux transports terrestres,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (22 novembre 1989) [n° **73** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Transports aériens

Voir *Allocutions et communications,* **18**
Départements d'outre-mer (DOM), **1**
Rappels au règlement, **21**
Traités et conventions, **28**

1. – **Projet de loi tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile,** PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement (10 mai 1989) [n° **299** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Henri de Raincourt (7 juin 1989) [n° **367** (88-89)] – Avis de M. Paul Masson (7 juin 1989) [n° **358** (88-89)] – Discussion (15 juin 1989) – Adoption (15 juin 1989) [n° **98**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1989) [n° **788** (9e lég.)] – Renvoi à

la commission de la production – Rapport de M. Claude Ducert (22 juin 1989) [n° **800** (9e lég.)] – Discussion (26 juin 1989) – Adoption (26 juin 1989) [n° **141**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (27 juin 1989) [n° **424** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Henri de Raincourt (29 juin 1989) [n° **440** (88-89)] – Discussion (1er juillet 1989) – Adoption (1er juillet 1989) [n° **127**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (1er juillet 1989) [n° **853** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Claude Ducert (1er juillet 1989) [n° **858** (9e lég.)] – Discussion (1er juillet 1989) – Adoption (1er juillet 1989) [n° **159**].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (3 juillet 1989) [n° **454** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Claude Ducert (3 juillet 1989) [n° **863** (9e lég.)] – Discussion (3 juillet 1989) – Adoption (3 juillet 1989) [n° **162**].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Henri de Raincourt (3 juillet 1989) [n° **455** (88-89)] – Discussion (4 juillet 1989) – Adoption (4 juillet 1989) [n° **136**].

PROMULGATION : Loi n° 89-467 du 10 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1989) (p. 1577, 1601).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1577, 1589) : *MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ; Henri de Raincourt, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Mme Hélène Luc, MM. Robert Laucournet, Ernest Cartigny, Louis Perrein.*

Le projet de loi vise :

– à aggraver les sanctions pénales applicables à certaines infractions aux dispositions du code de l'aviation civile relatives aux règles de circulation et de conformité des aéronefs et aux consignes en matière de sécurité, de réglementation et de survol des territoires.

– à rendre applicable en France certaines conventions internationales relatives au relèvement de la limite de responsabilité du transporteur aérien, à l'interception des aéronefs civils et à l'institution de la règle de la « compétence universelle » en matière de poursuite et de jugement d'un auteur d'acte de terrorisme.

– à assouplir les procèdures d'affrètement d'avions étrangers et à déterminer les modalités de fouille des personnes et des biens dans les aéroports.

Accords de Schengen (circulation des personnes) : *Masson (Paul)* (p. 1581).

Aéronautique (industrie) : *Cartigny (Ernest)* (p. 1585).

Aéroports : *Cartigny (Ernest)* (p. 1585) ; *Perrein (Louis)* (p. 1586).

Aéroports (riverains) : *Delebarre (Michel)* (p. 1587) ; *Luc (Hélène)* (p. 1582).

Affrètement : *Delebarre (Michel)* (p. 1578, 1588) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 1579).

Aviation légère : *Cartigny (Ernest)* (p. 1585) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1588).

« Baron noir » : *Cartigny (Ernest)* (p. 1586) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1589) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 1579).

Calamités et catastrophes : *Laucournet (Robert)* (p. 1584) ; *Luc (Hélène)* (p. 1582).

Cartes aériennes : *Cartigny (Ernest)* (p. 1586) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1588).

Code de l'aviation civile : *Cartigny (Ernest)* (p. 1585) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1587) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 1579).

Communauté économique européenne (CEE) : *Laucournet (Robert)* (p. 1584) ; *Masson (Paul)* (p. 1581).

Conflits sociaux : *Delebarre (Michel)* (p. 1588).

Conseil constitutionnel : *Masson (Paul)* (p. 1581).

Contrôles techniques : *Delebarre (Michel)* (p. 1578, 1587) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1584) ; *Luc (Hélène)* (p. 1583).

Défense : *Delebarre (Michel)* (p. 1588).

Déréglementation : *Delebarre (Michel)* (p. 1588) ; *Luc (Hélène)* (p. 1582, 1583, 1589).

Drogue (trafic) : *Cartigny (Ernest)* (p. 1585) ; *Masson (Paul)* (p. 1581).

Finances locales : *Delebarre (Michel)* (p. 1589) ; *Perrein (Louis)* (p. 1586).

Frontières : *Cartigny (Ernest)* (p. 1585).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Masson (Paul)* (p. 1581).

Météorologie : *Cartigny (Ernest)* (p. 1586) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1588).

Navigation aérienne (personnel) : *Delebarre (Michel)* (p. 1587, 1588) ; *Luc (Hélène)* (p. 1582, 1583) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 1580).

Poudres et explosifs : *Masson (Paul)* (p. 1581).

Réponse à M. Cartigny : *Delebarre (Michel)* (p. 1588).

Réponse à M. Laucournet : *Delebarre (Michel)* (p. 1588).

Réponse à Mme Luc : *Delebarre (Michel)* (p. 1587).

Réponse à M. Perrein : *Delebarre (Michel)* (p. 1589).

Réponse à M. de Raincourt : *Delebarre (Michel)* (p. 1587).

Réseau routier et autoroutier : *Perrein (Louis)* (p. 1586).

Sanctions pénales : *Cartigny (Ernest)* (p. 1585) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1578) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 1579).

Sapeurs pompiers : *Delebarre (Michel)* (p. 1589) ; *Perrein (Louis)* (p. 1586).

Sécurité aérienne : *Delebarre (Michel)* (p. 1578) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1584) ; *Luc (Hélène)* (p. 1582, 1583, 1589) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 1579, 1580).

Taxes parafiscales : *Delebarre (Michel)* (p. 1587) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 1580).

Terrorisme : *Delebarre (Michel)* (p. 1578) ; *Masson (Paul)* (p. 1580, 1581) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 1579).

Transports aériens : *Cartigny (Ernest)* (p. 1585) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1587).

Transports aériens (données chiffrées) : *Delebarre (Michel)* (p. 1577) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1584) ; *Luc (Hélène)* (p. 1582).

Transports aériens intérieurs : *Delebarre (Michel)* (p. 1578) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 1579).

Val-d'Oise (département) : *Perrein (Louis)* (p. 1586).

Victimes (indemnisation) : *Delebarre (Michel)* (p. 1578) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 1579).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1589, 1601) : *MM. Henri de Raincourt, rapporteur ; Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Robert Laucournet, Ernest Cartigny, Marcel Rudloff, Jean-Luc Bécart, Robert Vizet, Paul Masson, rapporteur pour avis.*

Art. 1er *(Règles applicables au survol de zones interdites sur le territoire français)* (p. 1589).

Adopté : amendement n° 1 de M. Henri de Raincourt, rapporteur : rédactionnel (p. 1589).

– L'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1589).

Art. 2 *(Sanctions pénales applicables en cas de mise en service ou de conduite d'aéronefs non conformes aux règles de sécurité ; article L. 150-1 et L. 150-2 du code de l'aviation civile)* (p. 1590).

Adoptés : amendements de M. Henri de Raincourt, rapporteur, n° 6 : limitation de la responsabilité au seul exploitant technique (p. 1590) – N° 7 : rédactionnel (p. 1591) – Et n° 9 : rédactionnel (p. 1592) – Amendement n° 26 de M. Jean-Luc Bécart : rédactionnel (p. 1592).

Rejetés : amendement n° 21 de M. Ernest Cartigny : caractère volontaire de la faute (p. 1591) – Amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 24 : certificat de navigabilité (p. 1591) – N° 25 : sanctions au cas où une compagnie aérienne emploie du personnel sans s'être assurée de sa qualification (p. 1592) – Et n° 27 : étendue de la responsabilité du pilote (p. 1592).

Retiré : amendement n° 8 de M. Henri de Raincourt, rapporteur : analogue à l'amendement n° 26 de M. Jean-Luc Bécart (p. 1592).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1592).

Art. 3 *(Sanctions pénales applicables au pilote d'aéronef assurant un vol international en infraction aux dispositions de l'article L. 132-1 du code de l'aviation civile ; article L. 150-3 du code de l'aviation civile)* (p. 1592).

Adoptés : amendements nos 10 et 11 de M. Henri de Raincourt, rapporteur : extension à tout l'équipage des sanctions pénales applicables en cas de non-respect des règles relatives aux contrôles (p. 1593).

Rejeté : amendement n° 22 de M. Ernest Cartigny : exclusion de ces dispositions des vols en direction ou en provenance d'un pays de la Communauté européenne (p. 1593).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1593).

Art. 4 *(Sanctions pénales applicables en cas de survol de zones interdites ; article L. 150-4 du code de l'aviation civile)* (p. 1593).

Adopté : amendement n° 12 de M. Henri de Raincourt, rapporteur : rédactionnel (p. 1594).

Rejeté : amendement n° 23 de M. Ernest Cartigny : infractions par maladresse (p. 1594).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1594).

Art. 5 *(Conditions d'immatriculation des aéronefs ; article L. 150-5 du code de l'aviation civile)* – Adopté (p. 1594).

Art. 6 *(Sanctions pénales applicables au cas de transport et d'utilisation d'objets interdits ; article L. 150-6 du code de l'aviation civile)* (p. 1594).

Adopté : amendement n° 13 de M. Henri de Raincourt, rapporteur : rédactionnel (p. 1594).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 13, est adopté (p. 1594).

Art. 7 *(Sanctions pénales applicables au pilote interdit de conduite et n'ayant pas procédé au dépôt de ses brevets ; article L. 150-8 du code de l'aviation civile)* – Adopté (p. 1595).

Art. 8 *(Abrogation de l'article L. 150-12 du code de l'aviation civile)* – Adopté (p. 1595).

Art. 9 *(Personnes habilitées à constater les infractions aux dispositions du livre Ier du code de l'aviation civile ; article L. 150-13 du code de l'aviation civile)* (p. 1595).

Rejeté : amendement n° 28 de M. Jean-Luc Bécart : modification de la liste des personnes habilitées à constater les infractions (p. 1595).

– L'article 9 est adopté (p. 1595).

Art. 10 *(Retenue des aéronefs ; article L. 150-15 du code de l'aviation civile)* (p. 1595).

Adoptés : amendements de M. Henri de Raincourt, rapporteur, n° 14 : coordination avec l'amendement n° 6 à l'article 2 (p. 1595) – Et n° 15 : retenue de l'appareil au sol jusqu'à régularisation de sa situation (p. 1596).

Retirés : amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 29 : coordination avec l'amendement n° 24 à l'article 2 (p. 1595) – Et n° 30 (p. 1595).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1596).

Art. 11 *(Transmission des copies des procès-verbaux au directeur de la région aéronautique ; article L. 150-16 du code de l'aviation civile)* – Adopté (p. 1596).

Art. 12 *(Délits commis à l'encontre ou dans l'enceinte des aérodromes ; article L. 282-2 du code de l'aviation civile)* (p. 1596).

Adoptés : amendements n° 16 de M. Henri de Raincourt, rapporteur : rédactionnel (p. 1596) – Amendement n° 1 de M. Paul Masson, rapporteur pour avis : suppression du mot « matériel » qualifiant le dispositif susceptible d'interrompre le fonctionnement des services d'un aérodrome (p. 1596).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1596).

Art. 13 *(Instauration de la règle de la compétence universelle ; article L. 282-4-1 nouveau du code de l'aviation civile)* (p. 1596).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Paul Masson, rapporteur pour avis : identique à l'amendement n° 1 à l'article 12 (p. 1597) – Amendements de M. Henri de Raincourt, rapporteur, nos 17 et 18 : rédactionnels (p. 1597).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1597).

Art. 14 *(Dispositions organisant la fouille des personnes et des biens ; article L. 282-8 du code de l'aviation civile)* (p. 1597).

Adoptés : amendement n° 3 de M. Paul Masson, rapporteur pour avis : extension des zones où il est possible de procéder à des fouilles (p. 1599) – Amendement n° 19 de M. Henri de Raincourt, rapporteur : suppression des dispositions relatives au transfert des obligations de sécurité aux agents des compagnies aériennes ou des gestionnaires d'aéroport (p. 1599) – Et amendement n° 20 de M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat : association des services douaniers à l'accroissement des moyens de prévention et de lutte contre le terrorisme (p. 1599).

Rejeté : amendement n° 31 de M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 1599).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1599).

Art. 15 *(Limite de responsabilité du transporteur de personnes ; article L. 322-3 du code de l'aviation civile)* – Adopté (p. 1599).

Art. 16 *(Dérogation au monopole du pavillon français sur les liaisons intérieures ; article L. 330-2 du code de l'aviation civile)* (p. 1599).

Rejeté : amendement n° 32 de M. Jean-Luc Bécart, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 1600).

– L'article 16 est adopté (p. 1600).

Art. 17 *(Organisation de services réguliers de transport aérien à l'intérieur du territoire national ; article L. 330-3 du code de l'aviation civile)* (p. 1600).

Rejeté : amendement n° 33 de M. Jean-Luc Bécart, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 1600).

– L'article 17 est adopté (p. 1600).

Art. 18 *(Composition des collèges électoraux pour la désignation des représentants du personnel au sein des comités d'établissements de la compagnie Air France ; article L. 342-4 du code de l'aviation civile)* (p. 1600).

Adoptés : amendements identiques n° 4 de M. Paul Masson, rapporteur pour avis, et n° 34 de M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 1601).

– L'article 18 est supprimé (p. 1601).

Art. 19 *(Abrogation des dispositions spécifiques aux territoires d'outre-mer ; article L. 150-17 du code de l'aviation civile)* – Adopté (p. 1601).

Art. 20 *(Subordination de l'application de la règle de la compétence universelle à l'entrée en vigueur du protocole de Montréal)* – Adopté (p. 1601).

Art. 21 *(Application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte)* – Adopté (p. 1601).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Robert Vizet* (p. 1601).

Adoption (15 juin 1989) (p. 1601).

Discussion (deuxième lecture)

(1er juillet 1989) (p. 2291, 2297).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2291, 2293) : *MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; Henri de Raincourt, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Bellanger, Robert Pagès.*

Affrêtement : *Pagès (Robert)* (p. 2293).

Emploi : *Pagès (Robert)* (p. 2293).

Fouilles : *Bellanger (Jacques)* (p. 2292) ; *Raincourt (Henri de)* (p. 2292).

Sanctions pénales : *Raincourt (Henri de)* (p. 2292).

Sécurité aérienne : *Pagès (Robert)* (p. 2293) ; *Sarre (Georges)* (p. 2291).

Terrorisme : *Sarre (Georges)* (p. 2291).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2293, 2297) : *MM. Henri de Raincourt, rapporteur ; Georges Sarre, secrétaire d'Etat ; Robert Pagès, Richard Pouille, Jacques Bellanger.*

Art. 2 (p. 2293).

Adopté : amendement n° 1 de M. Henri de Raincourt, rapporteur : responsabilité de l'exploitant technique (p. 2294).

Retiré : amendement n° 2 de M. Henri de Raincourt, rapporteur : brevet ou licence en cours de validité (p. 2294).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2294).

Art. 10 (p. 2294).

Adopté : amendement n° 3 de M. Henri de Raincourt, rapporteur : coordination avec l'amendement n° 1 à l'article 2 (p. 2294).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2294).

Art. 11 bis – Adopté (p. 2294).

Art. 12 (p. 2294).

Adoptés : amendements de M. Henri de Raincourt, rapporteur, n° 4 : suppression du mot « matériel » qualifiant le dispositif susceptible d'interrompre le fonctionnement des services d'un aérodrome (p. 2294) – Et n° 5 : notion de sécurité des personnes ou des biens (p. 2295).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2295).

Art. 13 (p. 2295).

Adoptés : amendements de M. Henri de Raincourt, rapporteur, n° 6 : référence aux dispositions internationales (p. 2295) – Et n° 7 : coordination avec l'amendement n° 4 à l'article 12 (p. 2295).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2295).

Art. 14 (p. 2295).

Adopté : amendement n° 9 de M. Henri de Raincourt, rapporteur : suppression des dispositions relatives au transfert des obligations de sécurité aux agents des compagnies aériennes ou gestionnaires d'aéroport (p. 2296).

Retiré : amendement n° 8 de M. Henri de Raincourt, rapporteur : extension des fouilles à toutes les zones des aéroports (p. 2296).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2296).

Art. 18 – Adopté (p. 2297).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Ernest Cartigny* (p. 2297), *Robert Pagès* (p. 2297).

Adoption (1er juillet 1989) (p. 2297).

Discussion (commission mixte paritaire)

(4 juillet 1989) (p. 2402, 2403).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2402, 2403) : *M. Henri de Raincourt, rapporteur de la commission mixte paritaire ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.*

Famille : *Raincourt (Henri de)* (p. 2402).

Responsabilité civile : *Raincourt (Henri de)* (p. 2402).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2403, 2404).

Art. 2, 10, 12 et 14 (p. 2403).

Adoption (4 juillet 1989) (p. 2404).

2. – **Projet de loi relatif au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement – (22 novembre 1989) [n° **1024** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (7 décembre 1989) [n° **1069** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (11 décembre 1989) – Adoption (11 décembre 1989) [n° **213**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 décembre 1989) [n° **120** (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe de Bourgoing (13 décembre 1989) [n° **128** (89-90)] – Discussion (18 décembre 1989) – Adoption (18 décembre 1989) [n° **54**].

PROMULGATION : Loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 2 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(18 décembre 1989 (p. 5105, 5113).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5105, 5111) : *MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Philippe de Bourgoing, rapporteur de la commission des lois ; Ernest Cartigny, Jean-Luc Mélenchon, Robert Pagès.*

Le présent projet a pour objet :

– d'une part, de fusionner dans un corps unique des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne les personnels appartenant actuellement aux deux corps de contrôle aérien,

– et d'autre part, de préciser les règles dérogatoires au statut général de la fonction publique applicables à ces personnels.

Circulation aérienne : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 5106) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 5105).

Emplois (créations et suppressions) : *Cartigny (Ernest)* (p. 5107).

Fonctionnaires et agents publics : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 5106) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 5108) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 5105) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5110).

Grèves : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 5106) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 5107) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5109).

Grève (service minimum) : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 5107) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 5111).

Ingénieurs : *Dreyfus (Tony)* (p. 5111) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5108).

Navigation aérienne : *Dreyfus (Tony)* (p. 5106).

Pensions et retraites : *Dreyfus (Tony)* (p. 5105) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 5109).

Sécurité aérienne : *Pagès (Robert)* (p. 5110).

Technologies nouvelles : *Cartigny (Ernest)* (p. 5107).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5111, 5113) : *MM. Lucien Lanier, Philippe de Bourgoing, rapporteur ; Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat.*

Art. 1er *(Création du corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne)* (p. 5111).

Retiré : amendement n° 1 de M. Lucien Lanier : substitution du terme « officier » au terme « ingénieur » (p. 5113).

– L'article 1er est adopté (p. 5113).

Art. 2 *(Classement hors catégorie du corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne)* – Adopté (p. 5113).

Art. 3, 4, 5 et 6 *(Dispositions spécifiques relatives à la retraite des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne)* – Adoptés (p. 5113).

Art. 7 *(Abrogation des dispositions antérieures applicables aux officiers contrôleurs et aux officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne)* – Adopté (p. 5113).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Robert Pagès* (p. 5113), *Jacques Bellanger* (p. 5113).

Adoption (18 décembre 1989) (p. 5113).

Transports ferroviaires

Voir *Lois de finances,* **2,** Equipement, logement, transport et mer - II. – Transports intérieurs - 1. Transports terrestres. 2. Routes. 3. Sécurité routière
Police, **3**
Questions au Gouvernement n° **106** ; n° **113**
Questions orales sans débat n° **76** ; n° 77 ; n° **90** ; n° **170**
Rappels au règlement, **14**

1. – **Proposition de loi sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 novembre 1989) [n° **71** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Transports fluviaux

Voir *Lois de finances,* **2,** Equipement, logement, transport et mer - II. – Transports intérieurs - 1. Transports terrestres. 2. Routes 3. Sécurité routière
Questions orales sans débat n° **25**
Rapports au Gouvernement, **1**

Transports maritimes

Voir *Lois de finances,* **2,** Equipement, logement, transports et mer - V – Mer - Marine marchande et ports maritimes

Transports routiers

Voir *Lois de finances,* **2,** Equipement, logement, transport et mer - II. – Transports intérieurs - 1. Transports terrestres. 2. Routes. 3. Sécurité routière
Questions orales sans débat n° **88**
Rapports au Gouvernement, **1**

Travail

Voir *Emploi,* **2** ; **3**
Grâce et amnistie, **3**
Questions orales sans débat n° **68** ; n° **158**
Traités et conventions, **21**

1. – **Proposition de loi tendant à assurer l'exercice sans restriction du droit de grève,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 16 janvier 1989) [n° **187** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Projet de loi portant dispositions concernant les accords relatifs aux allocations d'assurance des travailleurs privés d'emploi, l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, les contrôleurs du travail et de la main d'oeuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail (17 mai 1989) [n° **688** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Michel Testu (15 juin 1989) [n° **778** (9e lég.)] – Urgence – Discussion (21 juin 1989) – Adoption (21 juin 1989) [n° **129**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 juin 1989) [n° **412** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Pierre Louvot (26 juin 1989) [n° **419** (88-89)] – Discussion (30 juin 1989) – Adoption (30 juin 1989) [n° **121**].

PROMULGATION : Loi n° 89-488 du 10 juillet 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 14 juillet 1989).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1989) (p. 2227, 2242).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2227, 2234) : *MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Pierre Louvot, rapporteur ; Jean-Luc Mélenchon, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Emmanuel Hamel.*

Communautés européennes (directives) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2231).

Etrangers : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2234).

Femmes : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2233) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2229) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2234) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2230) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2234).

Organisations syndicales : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2228).

Protection sociale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2232).

Travail clandestin : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2232) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2229) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2234) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2230, 2231) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2228, 2234).

Travail de nuit : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2233).

Demande de vote unique formulée par M. Jean-Pierre Soisson, ministre, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7, du règlement du Sénat, sur l'ensemble du projet de loi, dans la rédaction de l'Assemblée nationale, à l'exclusion de tout amendement ou de tout article additionnel (p. 2234).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2225, 2242) : *Mme Paulette Fost, MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur ; Jean-Pierre Soisson, ministre ; Mmes Nelly Rodi, Marie-Claude Beaudeau, MM. Robert Vizet, Jean-Luc Mélenchon.*

TITRE IER

ACCORDS RELATIFS AUX ALLOCATIONS D'ASSURANCE DU TRAVAILLEUR PRIVE D'EMPLOI

Art. 1er *(Négociation des accords relatifs aux allocations d'assurance versées au travailleur privé d'emploi : article L. 352-2 du code du travail)* (p. 2235).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 1 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de cet article (p. 2235).

– L'article 1er est adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

Art. 2 *(Agrément des accords relatifs aux allocations d'assurance versées au travailleur privé d'emploi : article L. 352-2-1 du code du travail)* (p. 2235).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 2 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression de cet article (p. 2236).

– L'article 2 est adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

Art. 3 *(Harmonisation et coordination : articles L. 351-8, L. 352-1 et L. 353-1 du code du travail)* (p. 2236).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 3 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Paulette Fost : suppression de cet article (p. 2236).

– L'article 3 est adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

Art. 4 *(Trésorerie d'une institution gestionnaire de l'assurance-chômage : article L. 352-4 du code du travail)* (p. 2236).

Parole sur l'article : *Mme Paulette Fost* (p. 2236).

– L'article 4 est adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

Art. 4 bis *(Garanties de créance de salaire appliquées à l'indemnité complémentaire due aux jeunes bénéficiaires d'un stage d'initiation à la vie professionnelle, SIVP : article L. 143-13-2 du code du travail)* – Adopté lors du vote unique (p. 2242, scrutin public n° 171).

Art. 4 ter *(Privilèges : articles 2101 et 2014 du code civil)* – Adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

TITRE II

L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Art. 5 A *(Aide financière aux entreprises de moins de trois cents salariés pour l'audit sur l'égalité professionnelle : article L. 123-4-1 du code du travail)* – Adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

Art. 5 *(Harmonisation des clauses des conventions collectives avec la directive européenne relative à l'égalité de traitement entre femmes et hommes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles et les conditions de travail).*

Parole sur l'article : *Mmes Marie-Claude Beaudeau* (p. 2237), *Nelly Rodi* (p. 2237).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 4 de Mme Marie-Claude Beaudeau : respect des droits et garanties acquis par les femmes sans possibilité de les remettre en cause (p. 2237).

– L'article 5 est adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

TITRE III

CONTROLEURS DU TRAVAIL ET DE LA MAIN D'OEUVRE

Art. 6 *(Compétence des contrôleurs du travail pour les procédures de mise en demeure et de procès-verbal : article L. 231-4 du code du travail)* (p. 2238).

Parole sur l'article : *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 2238, 2239).

– L'article 6 est adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

Art. 7 *(Constatation des infractions par les contrôleurs du travail : article L. 611-10 du code du travail)* (p. 2239).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 5 de Mme Marie-Claude Beaudeau : exclusivité du constat réservé aux inspecteurs du travail et aux contrôleurs du travail (p. 2239).

– L'article 7 est adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

Art. 8 *(Rôle des contrôleurs du travail dans l'inspection du travail : articles L. 611-12 et L. 611-12-1 du code du travail)* – Adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

TITRE IV

TRAVAILLEURS ETRANGERS

Art. 9 *(Définition plus précise de l'emploi irrégulier de main d'oeuvre étrangère : article L. 341-6 du code du travail)* (p. 2239).

Parole sur l'article : *Mme Paulette Fost* (p. 2239, 2240).

– L'article 9 est adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

Art. 10 *(Délit d'interdiction pour l'employeur de se faire rembourser les frais liés à l'engagement en France d'un travailleur étranger : article L. 341-7-1 du code du travail)* – Adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

Art. 11 *(Délit d'interdiction de remise de fonds, de valeurs ou biens mobiliers destinés à l'introduction en France d'un travailleur étranger ou à son embauchage : article L. 341-7-2 nouveau du code du travail)* – Adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

Art. 12 *(Aggravation des peines pour l'emploi irrégulier d'un étranger : article L. 364-2-1 du code du travail)* (p. 2240).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 6 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Robert Vizet : augmentation de la peine minimale (p. 2240).

– L'article 12 est adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

Art. 13 *(Aggravation des peines sanctionnant les délits définis à l'article L. 341-7-1 du code du travail : article L. 364-4 du code du travail)* (p. 2240).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 7 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par Mme Paulette Fost : doublement du taux de l'amende minimale (p. 2240).

– L'article 13 est adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

Art. 14 *(Sanctions des infractions à l'article L. 341-7-2 du code du travail prohibant la remise de fonds, de valeurs ou biens mobiliers destinés à l'introduction en France ou à l'embauche d'un travailleur étranger : article L. 364-5 nouveau du code du travail)* (p. 2241).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 8 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par Mme Paulette Fost : augmentation des peines et amendes minimales (p. 2241).

– L'article 14 est adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

Art. 14 bis *(Aggravation des peines encourues pour déclaration non conforme aux normes d'étrangers résidants dans des foyers d'hébergement collectif : article 4 de la loi n° 73-548 du 27 juin 1973 relative à l'hébergement collectif)* – Adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

TITRE V

TRAVAIL CLANDESTIN

Art. 15 *(Aggravation des sanctions contre le travail clandestin : article L. 362-3 du code du travail)* – Adopté lors du vote unique (p. 2242 ; scrutin public n° 171).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur* (p. 2241) ; *Jean-Luc Mélenchon* (p. 2241).

Scrutin public n° 171 (p. 2242).

Adoption (30 juin 1989) (p. 2242).

3. – **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du code du travail relatives aux contrats à durée déterminée, au travail temporaire et à la sous-traitance,** PRESENTEE AU SENAT, par M. Claude Estier, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 novembre 1989) [n° **81** (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Travail (aménagement du temps)

Voir *Emploi,* **3**

Travail (conditions)

Voir *Questions au Gouvernement* n° **139**

Travail (durée)
Voir *Rapports au Gouvernement*, **1**

Travail clandestin
Voir *Emploi*, **3**

Travail des enfants
Voir *Traités et conventions*, **21**

Travailleurs étrangers
Voir *Emploi*, **3**

Tribunaux administratifs
Voir *Etrangers*, **2**

U

Union de l'Europe occidentale (UEO)

Voir *Traités et conventions*, **19**

Union des républiques socialistes soviétiques (URSS)

Voir *Missions d'information*, **1**
Questions au Gouvernement n° **147**
Rapports d'information, **19**
Traités et conventions, **36**

Universités

Voir *Questions au Gouvernement* n° **156** ; n° **174** ; n° **191**
Questions orales sans débat n° **98** ; n° **114**

Urbanisme

Voir *Lois de finances*, **2**, Equipement, logement, transports et mer - I - Urbanisme, logement et services communs
Mines et carrières, **1**

1. – **Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Maurice Faure, ministre de l'équipement (3 octobre 1988) [n° **165** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Floch (12 octobre 1988) [n° **290** (9e lég.)] – Discussion (13 octobre 1988) – Adoption (13 octobre 1988) [n° **14**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 octobre 1988) [n° **32** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (7 décembre 1988) [n° **117** (88-89)] – Discussion (13 décembre 1988) (voir Table des matières 1988 – Urbanisme **1**) – Adoption (13 décembre 1988) [n° **25**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1988) [n° **441** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Floch (6 avril 1989) [n° **558** (9e lég.)] – Discussion (12 avril 1989) – Adoption (12 avril 1989) [n° **78**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (13 avril 1989) [n° **251** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (17 mai 1989) [n° **305** (88-89)] – Discussion (24 mai 1989) – Adoption (24 mai 1989) [n° **72**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (25 mai 1989) [n° **705** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jacques Floch (1er juin 1989) [n° **714** (9e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Marcel Rudloff (1er juin 1989) [n° **342** (88-89)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (25 mai 1989) [n° **705** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Floch (7 juin 1989) [n° **729** (9e lég.)] – Discussion (14 juin 1989) – Adoption (14 juin 1989) [n° **118**].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (15 juin 1989) [n° **388** (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (20 juin 1989) [n° **399** (88-89)] – Discussion (20 juin 1989) – Adoption (20 juin 1989) [n° **109**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (21 juin 1989) [n° **799** (9e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Floch (23 juin 1989) [n° **817** (9e lég.)] – Discussion (26 juin 1989) – Adoption (26 juin 1989) [n° **139**].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 89-256 DC du 25 juillet 1989 (*JO* Lois et décrets du 28 juillet 1989) qui déclare la loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 89-550 du 2 août 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 8 août 1989).

Discussion (deuxième lecture)

(24 mai 1989) (p. 875, 888).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 875, 877) : *MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Robert Vizet.*

Agglomérations nouvelles : *Rudloff (Marcel)* (p. 876).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Delebarre (Michel)* (p. 876).

Démocratie : *Vizet (Robert)* (p. 877).

Expropriation : *Delebarre (Michel)* (p. 876).

Préemption : *Delebarre (Michel)* (p. 876).

Procédure législative : *Rudloff (Marcel)* (p. 876).

Syndicats d'agglomération nouvelle (SAN) : *Delebarre (Michel)* (p. 875, 876).

Validation législative : *Rudloff (Marcel)* (p. 876).

Villes nouvelles : *Delebarre (Michel)* (p. 875) ; *Vizet (Robert)* (p. 877).

Zones d'aménagement différé (ZAD) : *Delebarre (Michel)* (p. 876).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 877, 888) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Michel Delebarre, ministre ; Jacques Bellanger, Gérard Larcher, Robert Vizet.*

Art. 1er bis (p. 877) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 6 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à la validation d'actes réglementaires et non réglementaires pris sur le fondement du plan d'occupation des sols, POS, et du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Strasbourg (p. 978).

– L'article 1er bis, dans la rédaction de l'amendement n° 6, est rétabli (p. 878).

Art. 3 bis (p. 878) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 7 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : rétablissement de cet article relatif aux modalités de délimitation des périmètres de plantations et semis d'essences forestières (p. 879).

– L'article 3 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est rétabli (p. 879).

Art. 5 (p. 879).

Adopté : amendement n° 8 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article (p. 880).

Devenus sans objet : amendements de M. Gérard Larcher, n° 1 : modalités de retrait d'une commune du syndicat d'agglomération nouvelle (p. 880) – Et n° 2 : nouvelles modalités de coopération intercommunale (p. 880).

– L'article 5 est supprimé (p. 880).

Après l'art. 5 (p. 880).

Adoptés : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Gérard Larcher : nouvelle répartition des compétences entre le président de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle et le maire en matière d'urbanisme (p. 881) ; sous-amendement n° 21 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (p. 881).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 881).

Art. 6 (p. 881) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adoptés : amendements identiques n° 9 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, et n° 3 de M. Gérard Larcher : composition du comité chargé d'administrer le syndicat d'agglomération nouvelle limitée aux seuls élus des conseils municipaux des communes constituant l'agglomération nouvelle (p. 882).

– L'article 6, dans la rédaction des amendements n°s 9 et 3, est rétabli (p. 882).

Art. 7 *(Procédure d'admission d'une commune dans un syndicat d'agglomération nouvelle)* (p. 882).

Adopté : amendement n° 10 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : modalités d'admission d'une commune dans un syndicat d'agglomération nouvelle ; condition de majorité (p. 882).

Devenu sans objet : amendement n° 5 de M. Gérard Larcher : modalités d'admission d'une commune dans un syndicat d'agglomération nouvelle (p. 882).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 883).

Art. 9 *(Chapitre 5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique : état d'abandon manifeste)* (p. 883).

Adoptés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur, n° 11 : délai de constatation définitive de l'état d'abandon manifeste (p. 884) – N° 12 : interruption de la procédure tendant à la déclaration d'état d'abandon manifeste (p. 884) ; sous-amendement n° 19 de M. Jacques Bellanger (p. 884) – N° 13 : coordination avec l'amendement n° 11 (p. 884) – N° 14 : rédactionnel (p. 884) – N° 15 : suppression, en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, de l'enquête publique et fixation de l'indemnité provisionnelle par voie administrative (p. 885) – Et n° 16 : limitation de la procédure de déclaration d'état d'abandon manifeste au seul périmètre d'agglomération de la commune (p. 885).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 885).

Art. 10 *(Modalités de création de zones d'aménagement différé à proximité des agglomérations nouvelles ; article L. 212-1 du code de l'urbanisme)* (p. 885).

Adoptés : amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Fourcade, non soutenu et repris par M. Marcel Rudloff, rapporteur : consultation de la région avant promulgation du décret en Conseil d'Etat relatif à la création d'une zone d'aménagement différé (p. 887) – Amendement n° 20 de M. Michel Delebarre, ministre : fixation du délai dont dispose la région pour rendre son avis (p. 887).

Retiré : amendement n° 17 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : consultation, lors de la procédure d'élaboration d'une zone d'aménagement différé, du conseil général et du conseil régional (p. 887).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 887).

Art. 11 – Adopté (p. 887).

Explications de vote sur l'ensemble : *Mme Nelly Rodi* (p. 887), *MM. Robert Vizet* (p. 887), *Jacques Bellanger* (p. 888), *Gérard Larcher* (p. 888).

Adoption (24 mai 1989) (p. 888).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 juin 1989) (p. 1665, 1671).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1665, 1666) : *MM. Louis Besson, ministre chargé du logement ; Raymond Bouvier, en remplacement de M. Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Luc Bécart.*

Communes rurales : *Besson (Louis)* (p. 1666).

Elus locaux : *Besson (Louis)* (p. 1666).

Expropriation : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 1666).

Plans d'occupation des sols (POS) : *Bouvier (Raymond)* (p. 1666).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1666, 1671) : *MM. Raymond Bouvier, rapporteur ; Louis Besson, ministre ; Jacques Bellanger, Charles-Edmond Lenglet, Jean-Luc Bécart.*

Art. 1er bis et 3 bis (p. 1666) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 5 (p. 1667).

Adopté : amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, soutenu par M. Raymond Bouvier : suppression de cet article (p. 1667).

– L'article 5 est supprimé (p. 1667).

Art. 5 bis (p. 1667) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 5 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, soutenu par M. Raymond Bouvier : exercice des pouvoirs en matière d'investissements et en matière d'autorisations d'utilisations des sols (p. 1668).

– L'article 5 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est rétabli (p. 1668).

Art. 6 (p. 1668) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 6 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, soutenu par M. Raymond Bouvier : administration des syndicats d'agglomération nouvelle (p. 1668).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 6, est rétabli (p. 1668).

Art. 7 (p. 1668).

Adopté : amendement n° 7 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, soutenu par M. Raymond Bouvier : décision d'admission d'une commune à un syndicat d'agglomération nouvelle (p. 1668).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1668).

Après l'art. 8 (p. 1669).

Rejetés : amendements (art. additionnels) n°s 1, 2 et 3 de M. Jean-Luc Bécart : article L. 15-9 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique : modification de la procédure de prise de possession, dite « d'extrême urgence » (p. 1670).

Art. 9 – Adopté (p. 1671).

Adoption (20 juin 1989) (p. 1671).

Uruguay

Voir *Rapports d'information*, **10**

V

Val-d'Oise (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **47** ; n° **121** ; n° **160**

Valeurs mobilières

Voir *Collectivités territoriales*, **5**
Lois de finances, **2**, art. 8 bis, art. add. après l'art. 10 bis
Marchés financiers, **1**

Vaucluse (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **151**

Vendée (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **126**

Ventes

Voir *Consommation*, **1**

Vétérinaires

Voir *Animaux*, **1**

Veuvage

Voir *Lois de finances*, **2**, Anciens combattants
Pensions et retraites, **1**

1. – **Proposition de loi visant à attribuer aux veuves de combattants la qualité de ressortissantes de l'Office national des combattants et des victimes de guerre,** PRESENTEE AU SENAT, par M. André Rabineau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 mai 1989) [n° **286** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Vietnam

Voir *Questions au Gouvernement* n° **118**
Questions orales sans débat n° **83**

Viticulture

Voir *Questions orales sans débat* n° **89**

Voies navigables

Voir *Questions orales sans débat* n° **173**

Voirie

1. – **Projet de loi relatif au code de la voirie routière (partie législative),** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Maurice Faure, ministre de l'équipement (3 avril 1989) [n° **532** (9 lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Francis Delattre (6 avril 1989) [n° **557** (9 lég.)] – Discussion (12 avril 1989) – Adoption (12 avril 1989) [n° **77**].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 avril 1989) [n° **250** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jacques Bellanger (19 avril 1989) [n° **257** (88-89)] – Discussion (26 avril 1989) – Adoption (26 avril 1989) [n° **64**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (27 avril 1989) [n° **637** (9e lég.)] – Renvoi à la commission de lois – Rapport de M. Francis Delattre (11 mai 1989) [n° **678** (9e lég.)] – Discussion (1er juin 1989) – Adoption (1er juin 1989) [n° **102**].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (2 juin 1989) [n° **348** (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jacques Bellanger (7 juin 1989) [n° **368** (88-89)] – Discussion (15 juin 1989) – Adoption (15 juin 1989) [n° **96**].

PROMULGATION : Loi n° 85-413 du 22 juin 1989 (*J.O.* Lois et décrets du 24 juin 1989).

Discussion (première lecture)

(26 avril 1989) (p. 380, 394).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 380, 382) : *MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ; Jacques Bellanger, rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan.*

Circulation routière : *Delebarre (Michel)* (p. 381).

Code de la voirie routière : *Bellanger (Jacques)* (p. 382) ; *Delebarrre (Michel)* (p. 381).

Elus locaux : *Delebarre (Michel)* (p. 381).

Infractions : *Delebarre (Michel)* (p. 381).

Loi et réglement (domaines respectifs) : *Bellanger (Jacques)* (p. 382).

Publicité : *Bellanger (Jacques)* (p. 382).

Réseau routier et autoroutier : *Bellanger (Jacques)* (p. 382).

Sécurité routière : *Bellanger (Jacques)* (p. 381) ; *Delebarre (Michel)* (p. 381).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 382, 394) : *MM. Jacques Bellanger, rapporteur ; Michel Delebarre, ministre ; Louis de Catuelan.*

Art. 1er *(Ratification de la partie législative du code de la voirie routière annexée au présent projet de loi : articles L. 111-1 à L. 173-2 nouveaux dudit code)* (p. 382).

TITRE Ier

DISPOSITIONS COMMUNES AUX VOIES DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

ARTICLES L. 111-1 A L. 114-2 NOUVEAUX DU CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE – Adoptés (p. 383).

ARTICLES L. 114-3 A L. 114-8 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 384).

ARTICLE L. 115-1 NOUVEAU DU CODE PRECITE (p. 384).

Adoptés : amendements de M. Jacques Bellanger, rapporteur, n° 1 : possibilité pour le maire, sans motivation de sa décision, de refuser l'inscription de travaux sur le calendrier annuel lorsque le revêtement de la voie a moins d'un an d'âge (p. 385) – Et n° 2 : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application du présent article (p. 385).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 385).

ARTICLE L. 116-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 385).

ARTICLE L. 116-2 DU CODE PRECITE (p. 385).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jacques Bellanger, rapporteur : suppression des agents communaux assermentés de la liste des personnes habilitées à constater les infractions à la police de la conservation du domaine public routier (p. 385).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 385).

ARTICLES L. 116-3 A L. 116-6 NOUVEAUX DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 385).

ARTICLES L. 116-7 ET L. 116-8 NOUVEAUX DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 386).

TITRE II

VOIRIE NATIONALE

ARTICLES L. 121-1 A L. 123-2 NOUVEAUX DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 386).

ARTICLES L. 123-3 A L. 123-8 NOUVEAUX DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 387).

TITRE III

VOIRIE DEPARTEMENTALE

ARTICLES L. 131-1 A L. 131-8 NOUVEAUX DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 387).

TITRE IV

VOIRIE COMMUNALE

ARTICLES L. 141-1 ET L. 141-2 NOUVEAUX DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 387).

ARTICLE L. 141-3 NOUVEAU DU CODE PRECITE (p. 387).

Adopté : amendement n° 6 de M. Louis de Catuelan : plan de voirie routière annexé au plan d'occupation des sols, POS, (p. 388).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 388).

ARTICLES L. 141-4 A L. 141-8 NOUVEAUX DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 388).

ARTICLES L. 141-9 ET L. 141-10 NOUVEAUX DU CODE PRECITE (p. 389).

ARTICLE L. 141-11 NOUVEAU DU CODE PRECITE (p. 389).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de M. Jacques Bellanger, rapporteur (p. 389).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 389).

ARTICLE L. 141-12 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 389).

TITRE V

VOIES A STATUTS PARTICULIERS

ARTICLES L. 151-1 A L. 153-1 NOUVEAUX DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 389).

ARTICLES L. 153-2 A L. 153-9 NOUVEAUX DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 390).

TITRE VI

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX VOIES N'APPARTENANT PAS AU DOMAINE PUBLIC

ARTICLE L. 161-1 NOUVEAU DU CODE PRECITE – Adopté (p. 390).

INTITULE DE LA SECTION I DU CHAPITRE II DE CE TITRE (p. 390).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de M. Jacques Bellanger, rapporteur (p. 390).

– L'intitulé de la section I du chapitre II du titre VI du code de la voirie routière, ainsi modifié, est adopté (p. 390).

ARTICLES L. 162-2 A L. 162-4 NOUVEAUX DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 390).

ARTICLES L. 162-5 ET L. 162-6 NOUVEAUX DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 391).

TITRE VII

DISPOSITIONS PARTICULIERES

ARTICLES L. 171-1 A L. 171-13 NOUVEAUX DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 391).

ARTICLES L. 171-14 A L. 173-2 NOUVEAUX DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 392).

– L'article 1er et le code de la voirie routière (partie législative), ainsi modifiés, sont adoptés (p. 392).

Art. 2 *(Abrogation des dispositions législatives auxquelles se substitue le code de la voirie routière)* – Adopté (p. 393).

Art. 3 *(Validation des dispositions réglementaires reclassées dans la partie législative du code de la voirie routière)* – Adopté (p. 393).

Art. 4 *(Coordination des références)* – Adopté (p. 393).

Art. 5 *(Abrogation de dispositions législatives non reprises dans le code de la voirie routière)* – Adopté (p. 394).

Art. 6 *(Suppression de la notion de « voies rapides » : article L. 15-9 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique)* – Adopté (p. 394).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Louis de Catuelan* (p. 394).

Adoption (26 avril 1989) (p. 394).

Discussion (deuxième lecture)

(15 juin 1989) (p. 1571, 1575).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1571, 1572) : *MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ; Jacques Bellanger, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Collectivités territoriales : *Bellanger (Jacques)* (p. 1571, 1572) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1571).

Infractions (domaine public routier) : *Bellanger (Jacques)* (p. 1571, 1572) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1571).

Maires : *Bellanger (Jacques)* (p. 1571).

Urbanisme : *Bellanger (Jacques)* (p. 1572) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1571).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE DEMEURANT EN DISCUSSION (p. 1572, 1575) : *MM. Michel Delebarre, ministre ; Jacques Bellanger, rapporteur ; Louis de Catuelan.*

Art. 1er (p. 1572).

ART. L. 115-1 DU CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE (p. 1572).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Michel Delebarre, ministre : délai relatif à l'obligation de motiver un refus de travaux sur la voie publique (p. 1573).

Retiré : amendement n° 3 identique au n° 2 de la commission,de M. Louis de Catuelan (p. 1573).

ART. L. 116-3 DU CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE (p. 1572).

ART. L. 141-3 DU CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE (p. 1573).

Retiré : amendement n° 1 de M. Jacques Bellanger, rapporteur : plan de voirie routière (p. 1575).

– L'article 1er et le code de la voirie routière (partie législative) sont adoptés (p. 1575).

Adoption (15 juin 1989) (p. 1575).

Vosges (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° **81**

Votes par procuration

Voir *Elections*, **2 ; 4**

W

Wallis-et-Futuna
Voir *Allocutions et communications*, **2 ; 6 ; 7 ; 16 ; 54**

Y

Yvelines (département)
Voir *Questions orales sans débat* n° **161**

Z

Zaïre
Voir *Traités et conventions*, **28**